



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Revue des cours et conférences

LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF CALIFORNIA.

Class 802 c

v. 11, 2



LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF CALIFORNIA.

Class 802 C

V.11:2

11:2

ONZIÈME ANNÉE (2^e Série)

N° 18

12 MARS 1903

Année Scolaire 1902-1903

REVUE DES COURS ET CONFÉRENCES

Honorée d'une souscription du Ministère de l'Instruction publique

LA REVUE PARAÎT TOUS LES JEUDIS

LE NUMÉRO : 60 CENTIMES

DIRECTEUR : N. FILOZ

SOMMAIRE

Pages

- | | | |
|----|--|--|
| 1 | LES POÈTES SECONDAIRES DU XVIII ^e SIÈCLE..... | Émile Faguet,
<i>de l'Académie française.</i> |
| 8 | LA CIVILISATION DE L'ÂGE HOMÉRIQUE. — <i>Le mariage; Ulysse et Pénélope.</i> — IV..... | Alfred Croiset,
<i>Membre de l'Institut.</i> |
| 16 | LA FONTAINE FABULISTE. — <i>Publication des 2^e et 3^e recueils des « Fables »</i> | Alfred Gazier,
<i>Professeur à l'Université de Paris.</i> |
| 26 | COUP D'ŒIL SUR LA GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE DES ÉTATS-UNIS..... | Henri Hauser,
<i>Professeur à l'Université de Dijon.</i> |
| 33 | L'IDÉE DE SCIENCE..... | Gaston Milhaud,
<i>Professeur à l'Université de Montpellier.</i> |
| 47 | SUJETS DE DEVOIRS..... | Université de Besançon. |
| 48 | SOUTENANCES DE THÈSES..... | En Sorbonne. |

PARIS
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE
(ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN & C^{ie})

15, RUE DE CLUNY, 15

1903

Tous les droits de reproduction sont réservés.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE

ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN ET C^{ie}

15, rue de Cluny, PARIS

ONZIÈME ANNÉE

REVUE DES COURS

ET

CONFÉRENCES

ABONNEMENT, UN AN	{	France.	20 fr.
		payables 10 francs comptant et le surplus par 5 francs les 15 février et 15 mai 1903.	
		Etranger.	23 fr.

LE NUMÉRO : 60 centimes

EN VENTE :

Les Troisième, Quatrième, Cinquième,
Sixième, Septième, Huitième, Neuvième et Dixième Années
DE LA REVUE

Chaque année. 20 fr.

Après dix années d'un succès qui n'a fait que s'affirmer en France et à l'étranger, nous allons reprendre la publication de notre très estimée *Revue des Cours et Conférences* : estimée, disons-nous, et cela se comprend aisément. D'abord elle est unique en son genre ; il n'existe point, à notre connaissance, de revue en Europe donnant un ensemble de cours aussi complet et aussi varié que celui que nous offrons, chaque année, à nos lecteurs. C'est avec le plus grand soin que nous choisissons, pour chaque Faculté, lettres, philosophie, histoire, littérature étrangère, histoire du théâtre, les leçons les plus originales des maîtres éminents de nos Universités et les conférences les plus appréciées de nos orateurs parisiens. Nous n'hésitons pas à passer même la frontière et à recueillir dans les Universités des pays voisins ce qui peut y être dit et enseigné d'intéressant pour le public lettré auquel nous nous adressons.

De plus, la *Revue des Cours et Conférences* est à bon marché : il suffira,

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

Onzième Année — Deuxième Série

(Mars 1903 — Juillet 1903)

REVUE DES COURS

ET

CONFÉRENCES

Paraissant le jeudi de chaque semaine, pendant la durée des Cours et Conférences de Novembre à Juillet.

En une brochure de 48 pages de texte in-8° carré, sous couv. imprimée.

ABONNEMENT, un an

France : 20 fr., payables 10 francs
comptant et le surplus par 5 francs les
15 février et 15 mai 1903.

Etranger. 23 fr.

LE NUMÉRO : 60 centimes

Après dix années d'un succès qui n'a fait que s'affirmer en France et à l'étranger, nous allons reprendre la publication de notre très estimée **Revue des Cours et Conférences** : — estimée, disons-nous, et cela se comprend aisément. D'abord elle est *unique* en son genre ; il n'existe point, à notre connaissance, de revue en Europe donnant un ensemble de cours aussi complet et aussi varié que celui que nous offrons, chaque année, à nos lecteurs. C'est avec le plus grand soin que nous choisissons, pour chaque faculté, — lettres, philosophie, histoire, littérature étrangère, histoire du théâtre, les leçons les plus originales des maîtres éminents de nos Universités et les conférences les plus appréciées de nos orateurs parisiens. Nous n'hésitons même pas à passer la frontière et à recueillir dans les Universités des pays voisins ce qui peut à être dit et enseigné d'intéressant pour le public lettré auquel nous nous adressons.

De plus, la **Revue des Cours et Conférences** est à bon marché : il suffira, pour s'en convaincre, de réfléchir à ce que peuvent coûter, chaque semaine, la sténographie, la rédaction et l'impression de quarante-huit pages de texte, composées avec des caractères aussi serrés que ceux de la *Revue*. Sous ce rapport, comme sous tous les autres, nous ne craignons aucune concurrence : il est impossible de publier une pareille série de cours, sérieusement rédigés, à un prix plus réduit. La plupart des professeurs, dont nous sténographions la parole, nous ont du reste réservé d'une façon exclusive ce privilège ; quelques-uns même, et non des moins éminents, ont poussé l'obligeance à notre égard jusqu'à nous prêter gracieusement leur bienveillant concours ; — toute reproduction analogue à la nôtre ne serait donc qu'une vulgaire contrefaçon, désapprouvée d'avance par les maîtres dont on aurait inévitablement travesti la pensée.

Enfin, la **Revue des Cours et Conférences** est indispensable : — indispensable à tous ceux qui s'occupent de littérature, de philosophie, d'histoire, par goût ou par profession. Elle est indispensable aux élèves des lycées et collèges, des écoles normales, des écoles primaires supérieures et des établissements libres, qui préparent un examen quelconque, et qui peuvent ainsi suivre l'enseignement de leurs futurs examinateurs. Elle est indispensable aux élèves des Facultés et aux professeurs des collèges qui, licenciés ou agrégés de demain, trouvent dans la *Revue*, avec les cours auxquels, trop souvent, ils ne peuvent assister, une série de sujets et de plans de devoirs et de leçons orales, les mettant au courant de tout ce qui se fait à la Faculté. Elle est indispensable aux professeurs des lycées qui cherchent des documents pour leurs thèses de doctorat ou qui désirent seulement rester en relations intellectuelles avec leurs anciens maîtres. Elle est indispensable enfin à tous les gens du monde, fonctionnaires, magistrats, officiers, artistes, qui trouvent, dans la lecture de la **Revue des Cours et Conférences**, un délassement à la fois sérieux et agréable, qui les distrait de leurs travaux quotidiens, tout en les initiant au mouvement littéraire de notre temps.

Comme par le passé, la **Revue des Cours et Conférences** donnera les conférences faites au théâtre national de l'Odéon, et dont le programme, qui vient de paraître, semble des plus attrayants. Nous continuerons et acheverons la publication des cours professés, au Collège de France, à la Sorbonne, par MM. Gaston Boissier, Alfred Croiset, Emile Faguet, Emile Boutroux, Victor Brochard, Jules Martha, Gustave Larroumet, Alfred Gazier, Charles Seignobos, etc., etc. ; — ces noms suffisent, pensons-nous, pour rassurer nos abonnés. Chaque semaine, nous publierons des sujets de devoirs et de compositions, des plans de dissertations et de leçons pour les candidats aux divers examens, des articles bibliographiques, des programmes d'auteurs, des comptes rendus des soutenances de thèses, en un mot, tout ce qui sera de nature à intéresser nos lecteurs.

ONZIÈME ANNÉE. — DEUXIÈME SÉRIE.

Année Scolaire 1902-1903

REVUE DES COURS ET CONFÉRENCES

Honorée d'une souscription du Ministère de l'Instruction publique

LA REVUE PARAÎT TOUS LES JEUDIS

DIRECTEUR : N. FILOZ

LA REVUE PUBLIE CETTE ANNÉE :

LITTÉRATURE FRANÇAISE.	Cours de MM. Émile Faguet, Gustave Larroumet, Augustin Gazier; leçons de MM. Gustave Allais, Emmanuel des Essarts et Victor Giraud.
LITTÉRATURE LATINE. . .	Cours de MM. Gaston Boissier et Jules Martha; leçon de M. Albert Fournier.
LITTÉRATURE GRECQUE. . .	Cours de M. Alfred Croiset.
PHILOSOPHIE.	Cours de M. Victor Brochard; leçon de M. Gaston Milhand.
HISTOIRE	Cours de MM. Charles Seignobos et Desdevises du Dezert; leçon de M. Michel Huisman.
GÉOGRAPHIE	Cours de M. Henri Hauser.
CONFÉRENCE DE L'ODÉON.	M. N.-M. Bernardin.

SOUTENANCES DE THÈSES. — SUJETS DE DEVOIRS, LEÇONS ET COMPOSITIONS. —
PROGRAMMES DES COURS ET DES EXAMENS. — BIBLIOGRAPHIE. —
RENSEIGNEMENTS DIVERS.

PARIS
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE
ANCIENNE LIBRAIRIE LECÈNE, OUDIN ET C^e
15, RUE DE CLUNY, 15
1903

Tout droit de reproduction réservé



PRESERVATION
COPY ADDED
1/12 1/2/70



REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Les poètes secondaires du XVIII^e siècle

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Dans cette étude de la poésie française que je poursuis, ici, d'année en année, l'ordre chronologique semble m'avoir conduit au seuil du romantisme, puisque, après J.-B. Rousseau, La Motte et Voltaire, c'est André Chénier qui a été le sujet de nos entretiens. Je remonte aujourd'hui en arrière, pour redescendre, une seconde fois, la longue période du XVIII^e siècle. La raison en est que, avec ces quatre remarquables poètes, nous n'avons vu que les sommets, pour ainsi dire, d'une vaste contrée; les traits les plus caractéristiques du pays, nous les trouverons dans la zone moyenne seulement, dans l'examen et dans l'étude des poètes secondaires.

J.-B. Rousseau, La Motte, Voltaire, A. Chénier sont des esprits originaux. Le premier l'est surtout par une réelle perfection de forme, et quelque peu, très peu même, par ses essais de poésie philosophique. Le second, versificateur médiocre, vaut au contraire par l'ingéniosité et la force de la pensée. Il invente, à la différence de La Fontaine, la matière de ses fables. Il renouvelle la critique dramatique avec ses idées sur la tragédie, fausses souvent, mais fécondes, car le paradoxe et l'erreur même sont efficaces, en ce qu'ils réveillent, stimulent, aiguillonnent l'attention.

Quant à Voltaire poète, il est déjà de premier ordre. Il lui arrive de toucher à la lyre éternelle, et d'avoir presque la véritable imagination poétique, j'entends celle qui exprime de grandes idées à l'aide de grandes images ; dans quatre ou cinq pièces, où il se surpasse, il réussit à donner à son vers le mouvement et l'envolée lyriques. Chénier, enfin, est un très grand poète. De J.-B. Rousseau à Chénier, la ligne générale des sommets, pour parler comme les géographes, ne cesse de s'élever.

Considérons de près cette progression : elle nous révélera un effort continu, tendant de plus en plus à dégager la poésie des formes et des habitudes que lui avait imprimées l'époque précédente. Les premiers poètes du XVIII^e siècle, comme J.-B. Rousseau, sont pénétrés de l'esprit du XVII^e. Mais Rousseau déjà, et La Motte bien davantage, avec plus de hardiesse et plus de prétention, cherchent pourtant des voies nouvelles ; et La Motte réussit au moins au tiers de son dessein. Voltaire admire, plus que personne, le siècle de Louis XIV ; il en aperçoit cependant les lacunes, et son idolâtrie n'est point superstitieuse. Les écrivains de cette glorieuse époque lui apparaissent même comme de « beaux esprits », plutôt que comme de « grands esprits », et, s'il se trompe pour les prosateurs, on ne peut douter qu'il ne voie assez juste pour les poètes. Mettons à part Corneille, qui est incomparable ; il est évident que Molière, Racine et La Fontaine sont surtout de purs et de charmants artistes, et qu'ils ne se sont pas mêlés précisément de penser beaucoup. Voltaire a eu la louable ambition de vouloir unir à ces adresses de l'art et à ces grâces de la forme, des idées neuves et grandes. Il songe à être un Boileau tout à fait supérieur ; il veut faire un cours de philosophie en vers et s'évertue à mettre de hautes pensées dans ses tragédies. On l'en a blâmé ; on a eu tort, à un certain point de vue. Ce n'était peut-être pas une erreur si certaine que de verser un peu de pensée dans le vieux moule, par trop vidé, de la tragédie française. Si, au lieu d'insinuer timidement ses idées philosophiques et humanitaires, au lieu de les piquer çà et là, pour ainsi dire, dans la trame de l'émotion dramatique, il en avait fait le dessous, l'armature, l'âme même de ses pièces, il eût été tout à fait dans le vrai. Nature trop en dehors, et proprement trop homme de théâtre, il n'a pas su aller jusqu'au bout de cette conception nouvelle du poème dramatique qui lui apparaissait ; c'est un mérite pourtant d'en avoir aperçu quelque chose. — Enfin Chénier, par d'autres voies, se dégage complètement du XVIII^e siècle. L'œuvre de Malherbe excepté, il connaît peu cette époque et ne l'aime guère ; il lui préfère le XVI^e siècle. D'abord il prend con-

tact directement avec l'antiquité classique. Puis, il s'applique, comme Voltaire, à penser et à traduire en vers des sentiments et des idées philosophiques. Troisième et dernière voie : il aborde, sans hésiter, ce que ses prédécesseurs avaient ignoré, la littérature personnelle. De J.-B. Rousseau à Chénier, il y a donc progression dans l'originalité, comme il y a progrès vers la perfection.

Nous n'aurons pas le plaisir d'observer des mérites aussi spéciaux ni aussi marqués dans l'étude des poètes secondaires. En revanche, ce que nous apprendrons avec eux, c'est à mieux connaître le xviii^e siècle dans sa vie et sous sa physionomie de tous les jours. Cet aspect-là, les grands écrivains ne nous le donnent guère : ils sont trop personnels, ils expriment trop exclusivement leurs propres idées, leurs sentiments et leurs conceptions générales du monde. Plus un homme est grand, moins il est représentatif de son temps ; n'oublions jamais cette règle : elle empêche de gros contresens. Parce qu'ils sont originaux, curieux, savants, réfléchis, tous ces maîtres tiennent de l'avenir et du passé, autant que du présent. Chénier, par exemple, comment le définir ? Il est du xvi^e siècle par la grâce et le goût, du xix^e par les cris sublimes de sa colère, du xviii^e par la plupart de ses croyances (1).

Si vous cherchez des hommes qui vous donnent une idée juste de leur temps, choisissez tous les auteurs de second ordre. Ceux-là, au moins, ne pensent pas par eux-mêmes, et ils ne vivent que de la vie de leurs contemporains. La théorie de Taine est radicalement fausse pour les très grands, elle est exacte pour les médiocres, et il y a contradiction à déclarer dans des préfaces que l'on va faire l'histoire de l'esprit public, en étudiant certains produits de la race et du milieu, et à consacrer ses ouvrages à un Racine, à un Tite-Live, à un La Fontaine.

Aussi l'histoire littéraire a-t-elle, selon qu'elle considère les écrivains de premier ou de second ordre, un caractère tout différent. Tantôt elle s'élève et demande quels ont été, aux époques successives de l'humanité, les points culminants de ce graphique où se sont élevés les plus puissants esprits. Tantôt elle descend et veut savoir, à l'aide des témoins les plus qualifiés, ce qu'ont été, à chacune de ces époques, les hommes eux-mêmes. D'une part, elle est plus esthétique ; de l'autre, plus historique.

Voilà pourquoi je veux étudier les petits poètes du xviii^e siècle.

(1) Toutefois, il ne peut pas souffrir Voltaire. De la part d'un homme qui écrit vers 1780, il n'y a rien qui soit plus extraordinaire.

Vous me direz qu'il aurait mieux valu commencer par eux, puisqu'ils donnent le milieu, le terrain, pour ainsi dire, d'où sont partis et se sont élevés les génies. Sans doute ; mais n'importe-t-il pas au bon géographe de bien montrer d'abord les grandes lignes générales de la région qu'il décrit, avant de laisser l'attention se disperser et s'égarer peut-être dans le détail des lieux ?

*
* *

La société française du xviii^e siècle a eu des défauts et des vices, très graves, puisqu'elle en a péri ; mais elle eut aussi ses qualités, qui sont exquis, et qui souvent firent de ses vices, par le mélange, des séductions. Je note quatre traits qui, ce me semble, la caractérisent proprement, quatre muses charmantes qui font tout le mérite de ses petits poètes.

D'abord, la frivolité, c'est-à-dire l'habitude et le goût de prendre et de traiter tout de la façon la plus légère et la plus insouciant. Tous ces hommes manquent réellement d'une forte et puissante virilité. Il leur reste le charme, je ne dis pas de l'enfance, mais de l'adolescence, de ce moment incertain de la vie, entre le présent qui s'ignore et la jeunesse qui déjà se saisit. Ce sont d'admirables babillards que ces jouvenceaux. La frivolité leur est parfaitement naturelle, ils ne pourraient pas s'en défendre ; ils y ajoutent aussi, généralement, par la culture. Non contents de s'en faire une grâce, ils s'en fabriquent une armure. Ils se vengent des grands sujets, dont on voudrait les écraser, par le bouffon. Nous les verrons ainsi nous donner la parfaite illusion d'une conversation dans les salons du temps. Les *Mémoires* de M^{me} d'Épinay, pure sténographie de ces entretiens, ne nous en apprennent pas plus que les pièces de vers de Boufflers et de Bernis. Ces gens-là sont des papillons, et, en fait, ils se considèrent comme tels, et, dans leur fatuité, se félicitent d'une légèreté qu'on n'avait point à la grande époque.

Ils ont aussi, ce qui vaut déjà mieux, l'élégance. Par leur souci de mettre aisance, grâce, harmonie dans leurs gestes, dans leur voix, dans leurs phrases, ils évitent le défaut où les pousse parfois la frivolité. Cette joyeuse indifférence à tout risquerait fort, en effet, de nous déplaire à la longue et de nous irriter ; ils nous dédommagent par la merveilleuse souplesse de leur allure et de leur ton. Ce qu'ils disent de plus hardi et de plus impertinent, ils le parent d'une enveloppe brillante et chatoyante, dont l'effet séducteur n'est pas douteux. Bref, l'élégance, en même temps que leur objet principal et leur inspiration la plus chère, est aussi

leur garde-fou. Ce n'est que quand, par fatigue et par dégoût, ils l'ont abandonnée, qu'ils sont tombés dans les grossièretés absolument intolérables de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Ainsi finit Crébillon fils, qui, dans le *Sopha*, se garde du péril par une réelle distinction de forme, et qui a, comme d'autres, à la bonne époque, de ces habiletés de démarches et de ces légèretés de pas qui sont tout à fait délicieuses. Au reste, à l'heure même où s'en allait ce culte de l'élégance, quelque chose d'infiniment plus précieux encore devait apparaître, à savoir la grande poésie de Jean-Jacques Rousseau.

Enfin, ces gens-là ont de l'esprit, et un esprit si charmant qu'il approche du génie ; il est le génie même chez Voltaire. Ce n'est point cet esprit du XVII^e siècle, sorte de bon sens aiguisé, tel qu'on le trouve chez les Boileau, les La Bruyère et les Molière. C'est plutôt, pour tout dire, un art d'être inattendu avec naturel. Cela consiste en des rapprochements d'idées, de souvenirs, d'allusions, ou même de mots, tellement rapides qu'on en est, au premier coup, infailliblement et joyeusement surpris, tellement justes aussi que, le moment d'après, on en savoure comme malgré soi le naturel. Cela complète très bien l'élégance et la frivolité, qui, du reste, en sont un peu les éléments : c'est, en effet, ce que ces hommes ont d'impétueux et de bondissant qui les dispose à saisir si facilement tant d'idées éloignées les unes des autres, et c'est parce que l'on sent chez eux une aptitude réelle et merveilleuse à ces rapprochements, qu'on les trouve, dans ce jeu singulier, si naturels. L'habitude de l'élégance, comme il arrive toujours, les amène à présenter toute idée d'une façon fine, subtile, délicate, et, en définitive, inattendue. — Mais alors, direz-vous, nous revenons au précieux ! — N'en doutez pas ; toutes les fois qu'on a de l'esprit, on est tenté de le rechercher, et l'on incline vers le précieux. « Quelqu'un m'a dit, raconte M. Nisard, que j'avais un peu d'esprit, mais qu'il était précieux. Je lui répondis : oui, mais l'esprit est toujours précieux. » Le mot n'est pas seulement spirituel ; on peut en faire une règle générale. L'esprit est de l'inattendu, et si, en vous voyant, l'on s'attend à de l'inattendu, cela suffit : vous êtes un précieux.

Mais je m'éloigne de mon sujet. Ce que je tiens surtout à marquer, c'est combien cette qualité spéciale était commune au XVIII^e siècle ; elle s'est répandue à profusion dans la conversation, dans les mémoires, dans les discours, dans les actes. Tous les écrivains avaient l'esprit prompt, et presque toujours naturel ; l'un d'eux, Duclos, homme apparemment peu modeste, — encore semble-t-il bien qu'il ait dit juste, car personne ne l'a contredit, — Duclos disait :

« Mon talent à moi, c'est l'esprit. » Propos qui s'explique : il entendait que ses écrits n'avaient rien de profond ni de puissant, qu'il manquait, à proprement parler, de talent, et que pourtant, comme il jouissait du plus grand succès dans les salons, comme il était secrétaire perpétuel de l'Académie française, et, à une certaine époque, l'auteur le plus en vue après Voltaire, il fallait bien en trouver la raison. « Mes bons amis, a-t-il dû dire, je ne sais trop d'où me vient tout cela. Je n'ai pas beaucoup de talent ; mais voilà, j'ai de l'esprit : toutes les fois que quelqu'un cause avec moi, il est séduit. » — Tous les Français d'alors, avec une perfection moindre, ressemblaient à Duclos ; ils avaient tous ce quelque chose de prompt, d'inattendu, et, en même temps, de suffisamment attendu, si bien qu'ils ont fait par là l'étonnement et l'admiration de l'Europe entière. Il y avait là, sans doute, un don spécial de notre race. On le retrouve encore dans les générations qui suivirent, et jusqu'au milieu du *xix^e* siècle, époque depuis laquelle il s'est un peu affaibli ; mais il reste surtout la caractéristique par excellence des poètes secondaires du *xviii^e* siècle, et je n'ai pas besoin d'ajouter qu'il apparaît comme un privilège incomparable chez les plus grands.

Enfin les petits poètes du *xviii^e* siècle ont, pour quatrième trait, une sensibilité légère, à fleur de peau, qui paraîtrait la sécheresse même, si on la comparait à celle de J.-J. Rousseau. Je l'appellerai, ne trouvant qu'un mot allemand pour la nommer, le *Gemuth*. Nos voisins désignent ainsi une certaine faculté d'attendrissement, que mettent en jeu les menus événements de la vie domestique et journalière. La mort d'un oiseau qui vous tire des larmes, c'est du *Gemuth*. Une certaine langueur un peu vague et sans objet précis, sous un beau clair de lune, c'est du *Gemuth*. Une petite émotion et quelques pleurs à la fête de la bonne grand'mère, encore du *Gemuth*. Le *Gemuth* est à mille lieues de la sensibilité abondante et fastueuse de ces romantiques désespérés, qui ploient sous le faix de la vie, qui insultent le Créateur et la nature, qui crient et qui blasphèment. De cette grande sensibilité, Rousseau est l'inventeur. Le *Gemuth*, douceur de cœur très honorable et fort propre à devenir objet d'art, distingue les hommes du *xviii^e* siècle à la fois de leurs successeurs et de leurs prédécesseurs ; car le *xvii^e* siècle n'a guère été pitoyable : ces chrétiens durs et austères n'avaient point la religion de la souffrance humaine ni l'habitude de la pitié universelle. A l'époque suivante, au contraire, le *Gemuth* engendre toute une littérature avec La Chaussée. Diderot, dont on connaît l'extraordinaire faculté larmoyante, n'a surpris personne parmi ses contemporains ; il ne faisait que succéder à La Chaussée. Le

Gemuth ne fait point défaut à Marivaux ; et, pour le dire en passant, si quelqu'un est représentatif par excellence de son époque, c'est assurément Marivaux. Frivolité, élégance, esprit et la bonne petite sensibilité domestique et familière, il les a réunies mieux que personne ces qualités que nous allons étudier dans les poètes secondaires du XVIII^e siècle.

Cette étude, ai-je dit, nous apprendra bien des choses sur le temps où ils ont vécu ; elle nous apprendra aussi pourquoi le romantisme est né. Le mouvement romantique, dont l'origine part de J.-J. Rousseau, a été suscité par une réaction contre la frivolité, contre l'élégance, contre l'esprit, et contre ce qui enveloppe tout cela, à savoir la sociabilité. J.-J. Rousseau a créé la littérature des gens qui ne vont pas dans les salons, ou plutôt qui ne veulent pas y aller — car Rousseau lui-même a eu cette particularité, de s'appliquer à fuir le monde et d'y retourner toujours, — la littérature des gens qui n'écrivent pas pour plaire, et qui dédaignent par conséquent des qualités si séduisantes dont j'ai parlé. Réaction formidable ! Il est extraordinaire, par exemple, de constater combien Rousseau s'efforce de n'être ni frivole, ni élégant, ni spirituel, — encore qu'il trouve parfois des mots très heureux, contre d'Alembert, par exemple ; — car l'esprit n'est pas chose sérieuse, car l'esprit exclut le sentiment profond et la pensée élevée. Derrière lui, Lamartine, Vigny, Victor Hugo continueront le même mouvement de réaction et suivront la même voie.

Reste le quatrième trait que j'indiquais : la sensibilité légère du XVIII^e siècle ; que vont en faire les romantiques ? Ils vont la féconder, l'enrichir, la déployer ; elle était toute restreinte et bornée aux relations domestiques et quotidiennes : elle va s'étaler largement et magnifiquement. C'est la preuve de ce fait, qu'une littérature ne succède jamais à une autre qu'en réagissant contre elle et en héritant d'elle. Une période littéraire est toujours la fille ingrate de la période précédente ; et cette ingratitude, pour le critique, est une vertu.

C. B.

La civilisation de l'âge homérique

Cours de M. ALFRED CROISSET,

Professeur à l'Université de Paris.

Ulysse et Pénélope. — IV

Dans l'épisode de la reconnaissance d'Ulysse et Pénélope, nous sommes parvenus au coup de théâtre que produit l'intervention brusque de Télémaque : indigné de l'attitude calme et de l'indifférence apparente de Pénélope, il se laisse aller, avec l'emportement de la jeunesse, à de violents reproches contre celle qu'il appelle une « mauvaise mère », δυσμήτηρ. Nous avons vu la réponse touchante que lui fait Pénélope ; quant à Ulysse, il tranquillise le jeune homme, et se borne à sourire de son impatience, en lui disant que sa mère a des signes certains qui détermineront la reconnaissance. — Nous semblons, ici, toucher au dénouement ; mais, comme nous l'avons déjà vu plus d'une fois dans le cours de ces scènes si adroitement conduites, une péripétie va survenir, qui prolongera encore le poème en ajoutant à l'intérêt dramatique du récit. Le procédé est simple ; mais il témoigne pourtant d'une grande expérience, d'un art conscient, bien qu'encore instinctif ; il atteste chez le poète un véritable génie dramatique, le sentiment d'un but à atteindre par l'emploi de certains procédés. Ces procédés, qui caractérisent en partie le génie épique, constituent proprement l'art du conteur, le plus simple de tous, le plus naturel au poète de cette société primitive ; de nombreux exemples pris dans les poèmes homériques nous permettent de constater ce génie de la narration épique, grâce auquel, par une sorte de divination, le conteur trouve les moyens les plus sûrs et les plus simples de captiver l'esprit de ses auditeurs et de tenir en éveil leur curiosité.

Ces remarques, qui s'appliquent à quelques-unes des scènes que nous avons analysées, et, en particulier, à la reconnaissance d'Ulysse par Euryclée, trouvent encore leur place ici. En effet, le dénouement va être, une fois de plus, suspendu par une charmante scène épisodique.

Le héros s'amuse de l'impatience de son fils ; mais, dès qu'il l'a rassuré, il reprend son caractère d'homme prudent et pratique.

« Nous avons des signes entre nous, dit-il, grâce auxquels nous nous reconnaitrons ; mais, avant tout, nous devons prendre des précautions : nous avons tué les prétendants, qui appartenaient aux plus nobles familles d'Ithaque. Or il suffit d'avoir tué un homme pour être condamné à fuir son pays, afin d'éviter la vengeance des proches. » — Ulysse fait, ici, une allusion intéressante à ces mœurs de la société homérique, dont nous trouvons la trace dans d'autres récits épiques. Il n'était pas rare de voir un homme, après un meurtre, parfois involontaire, s'exiler et devenir, à la suite de ses voyages, un héros d'épopée, pour avoir voulu fuir la vengeance des parents de sa victime : dans cette société patriarcale, dont la famille, le clan, était l'élément constitutif, les vendetta étaient terribles. Aussi Ulysse, avec sa prudence ordinaire, prévoit-il le danger, et son ingéniosité lui suggère-t-elle déjà tout un plan de défense et des projets artificieux : on fera semblant, ainsi qu'il l'explique à Télémaque, de célébrer dans le palais une grande fête, afin de faire prendre le change aux habitants d'Ithaque et de gagner du temps. On appellera un aède pour chanter, et jeunes gens et jeunes filles se réuniront pour la danse ; alors les passants, entendant du dehors le bruit de la fête, croiront que les prétendants sont encore là et qu'ils se livrent à leurs orgies habituelles. — On se met aussitôt en mesure d'exécuter ce programme, et le poète nous fait de cette fête une description pittoresque. L'aède nous y apparaît comme, naguère, dans les festins des prétendants : il est toujours θεῖος ἀοιδός, le divin aède. C'est l'épithète qu'Homère donne également aux rois et aux chanteurs, à ceux-là parce qu'ils descendent de Zeus, à ceux-ci parce qu'ils reçoivent des dieux leur inspiration. Donc « le divin aède prit sa phorninx creuse et fit naître chez ceux qui étaient là le désir de la cadence harmonieuse et de la danse irréprochable. »

« Aussitôt, le palais retentit sous les pieds des danseurs, des hommes qui se divertissaient et des femmes aux belles ceintures. Et chacun de ceux qui passaient disait, en entendant le bruit : — Assurément, c'est quelqu'un des prétendants qui épouse la reine si recherchée ; la malheureuse (et ce mot de « malheureuse », σκευλή, ne va pas sans une nuance de reproche), la malheureuse, qui n'a pas eu le cœur de défendre la demeure de son époux jusqu'à ce qu'il revint ! » — Or ces simples réflexions d'un passant prennent un sens dramatique, si l'on songe que les reproches qu'elles contiennent sont adressés à Pénélope, juste au moment où sa vertu et sa fidélité vont être récompensées. Encore une fois, on saisit ici l'art du poète, qui trouve d'instinct, par l'effet de ce contraste, un procédé de narration ingénieux dans sa naïve sim-

plicité. — La fête et la danse continuent, Ulysse a dépouillé ses haillons de mendiant, il a pris un bain, et sa protectrice, Pallas Athéné, a répandu sur lui la beauté et la jeunesse; il retourne alors vers Pénélope, et l'entretien va reprendre entre les deux époux; le drame se continue comme après un intermède.

Comment la reconnaissance va-t-elle s'accomplir? Nous avons vu « le cœur de pierre » de Pénélope, suivant l'expression de Télémaque, s'attendrir, et la confiance rentrer lentement dans l'âme de la prudente épouse. Peu à peu, ses doutes se sont évanouis devant les preuves manifestes que lui ont apportées successivement sa nourrice et son fils; enfin son cœur a été ébranlé par l'impression de sa dernière entrevue avec Ulysse. Pourtant, comme elle est une femme de tête, περιφρων Πηνελόπεια, qui ne veut se rendre qu'à bon escient, elle se défendra jusqu'au dernier moment. Il s'agit pour elle de trouver une preuve irréfutable, qui lui permettra de s'abandonner à l'ardeur de son désir. Elle va imaginer une ruse fort naturelle, mais si fine qu'Ulysse lui-même, l'homme habile par excellence, le plus rusé de tous les Grecs, s'y laissera prendre naïvement. Donc, quand il revient devant Pénélope, celle-ci reste en apparence froide et insensible. « Il était pourtant semblable aux immortels, en sortant de sa baignoire; il s'assit de nouveau sur le siège d'où il s'était levé, en face de son épouse, et il lui adressa ces paroles... » — Or ce sont d'abord des reproches qu'il lui fait: comme Télémaque, il s'impatiente, et reprend à peu près les termes mêmes de son fils:

« O femme, certes les dieux t'ont mis dans la poitrine, plus qu'à toutes les autres femmes mortelles, un cœur inflexible; jamais une autre femme ne se tiendrait ainsi éloignée de son époux, quand celui-ci, après avoir souffert beaucoup de maux, revient au bout de vingt ans dans sa patrie. Allons, nourrice, étends pour moi un lit, afin que je me couche aussi; car celle-ci a dans sa poitrine un cœur de fer. »

Le moment est venu pour Pénélope d'employer sa ruse; sans irritation et sans étonnement, elle feint de répondre aux dernières paroles d'Ulysse, et elle répète l'ordre donné à la nourrice: « O homme, je n'ai pour toi ni mépris ni vénération ni amour excessif; et je sais bien quel tu étais, quand tu as quitté Ithaque sur un navire aux longues rames. Mais va, Euryclée, et prépare en dehors de la chambre, le lit solide, qu'Ulysse a construit de ses mains. » Or le lit d'Ulysse et de Pénélope ne pouvait être tiré hors de la chambre; c'était Ulysse qui l'avait fait lui-même sur le tronc d'un olivier sauvage qui avait ses racines dans le sol même du mégaros. Ulysse se laisse prendre à la ruse, tant

les paroles malicieuses de sa femme sont dites avec naturel et simplicité ; puis il s'emporte tout à coup, et adresse ces paroles indignées à son épouse prudente : « O femme, tu viens de dire une parole qui blesse mon cœur : qui donc a pu transporter ailleurs le lit ? Il serait difficile pour le plus habile des hommes, si un dieu n'intervenait, de le changer de place. » — Il raconte alors, avec force détails, comment il a lui-même construit ce lit, et l'on voit encore par cet exemple que, dans cette société où la division du travail existait à peine, les héros étaient propres à tous les travaux ; de plus, la description minutieuse et pittoresque qu'Ulysse fait de son travail, nous fournit des documents intéressants au point de vue des mœurs et de l'art homériques. Enfin un autre intérêt consiste pour nous dans la beauté du symbole exprimé : ce lit nuptial est immuable, comme l'hymen lui-même ; il est fixé au sol même de la demeure, de la chambre des époux, et il est façonné sur le tronc d'un arbre sauvage, dans un olivier qui a poussé de lui-même et n'a jamais été cultivé par la main des hommes.

« Je l'ai fait de mes mains, dit Ulysse (vers 190-205), et nul autre n'y a travaillé. Il y avait, au dedans de l'enceinte (l'enceinte future du palais), un olivier au feuillage étendu, en pleine vigueur, florissant, et qui était épais comme une colonne. C'est autour de cet arbre que j'ai construit moi-même la chambre nuptiale avec des pierres soigneusement ajustées, j'ai recouvert le tout avec art ; j'ai ajouté des portes étroitement adaptées ; puis j'ai coupé la tête de l'olivier au feuillage épais, tranchant près de la racine le tronc de l'arbre ; je le râclai tout autour avec l'airain, très habilement ; enfin j'égalisai la partie supérieure, pour en faire le support du lit, et je perçai les trous avec une tarière. Je polis ensuite le lit tout entier, j'y mis des ornements en or, en argent et en ivoire, et je tendis par-dessus la peau d'un bœuf, teinte de pourpre. Voilà le signe que je te donne, et je me demande, ô femme, si ce lit est encore à sa place, ou si quelque autre homme l'a transporté ailleurs, ayant coupé près de terre la souche de l'olivier. »

Ainsi Ulysse a été amené, sans s'en douter, par la ruse innocente de sa femme, à donner la preuve définitive : devant ce signe irréfutable, devant cette abondance de détails précis, la prudence de Pénélope ne tient plus ; aussitôt tout son masque d'insensibilité tombe ; sa raison n'a plus qu'à céder à l'élan de sa passion ; elle va être toute au bonheur de retrouver celui qu'elle ne peut plus méconnaître, et elle s'abandonne à l'élan de son cœur : « Il dit, et elle sentit ses genoux et son cœur se détendre, en reconnaissant le signe que lui avait indiqué Ulysse ; et, en pleurant, elle courut droit à lui, lui jeta ses bras autour du cou, em-

brassa son visage et lui parla ainsi... » — Toute la force de son amour apparaît dans son discours ; mais on y retrouve, malgré tout, un souvenir de cet esprit de sagesse qui l'a toujours inspirée ; elle fait un retour sur le passé, et son premier souci est de s'excuser de cette prudence qui a pu paraître coupable, et qui pourtant l'a heureusement conduite au dénouement. Comme il arrive toujours dans Homère, le premier mot du discours exprime et résume admirablement la pensée dominante du personnage qui prend la parole : « Ne t'irrite pas », dit Pénélope. Au moment même où elle vient de prouver sa fidélité et son amour et où sa vertu trouve sa récompense, elle s'humilie, et son premier mot est pour demander pardon ; elle veut faire oublier l'excès de sa prudence pour être tout entière à sa tendresse : « Ne t'irrite pas ; car tu es le plus sage des hommes, et tu comprendras mes raisons. » — « Les dieux nous ont donné en partage la douleur, et nous ont refusé par envie le bonheur de vivre l'un près de l'autre, jouissant de notre jeunesse et arrivant ainsi jusqu'au seuil de la vieillesse ; mais ne t'irrite pas maintenant contre moi, et ne te décourage pas, parce que je n'ai pas, dès le premier moment, consenti à te reconnaître. Toujours, dans ma poitrine, mon cœur tremblait que quelque mortel ne vînt me tromper ; car ils sont nombreux ceux qui méditent des méchancetés... Mais, maintenant que tu as su dire les signes exacts de notre lit, qu'aucun autre mortel n'a jamais vu hors nous deux et une seule de mes servantes, maintenant tu persuades mon cœur, si dur qu'il soit. »

C'est une véritable défense que la sage Pénélope présente pour elle-même ; elle fait valoir des raisons de sentiment pour excuser sa prudence, comme lorsqu'elle fait un tableau touchant du bonheur conjugal qui lui a été ravi ; mais elle ne néglige pas, pour cela, les preuves de raisonnement, et allègue des exemples fameux, celui d'Hélène, par exemple, qui, par sa légèreté, a causé le malheur des Grecs. Enfin elle reprend, dans les derniers mots de son discours, le reproche que tous lui ont fait successivement, Euryclée, Télémaque et Ulysse lui-même, bien sûre qu'on ne l'accusera plus maintenant de « dureté de cœur ».

Lorsque Pénélope a fini de parler, Ulysse sent une grande envie de pleurer. Ce besoin des larmes (ἔμπερος), ces accès d'attendrissement caractérisent les héros homériques. De loin, ce qui frappe chez ces hommes, c'est l'intelligence, la finesse, l'esprit de ruse, qui paraît inhérent à l'esprit grec ; mais, au fond, ce sont des natures passionnées, des âmes sensibles, que la raison soutient sans doute, mais qui se laissent fréquemment aller aux excès, sinon aux faiblesses de la sensibilité.

— « Par ces paroles, elle excita encore davantage en lui le désir des gémissements; et il pleurait en serrant dans ses bras sa femme chère à son cœur, aux sages desseins. » — Et, comme nous sommes arrivés à un moment d'apaisement, à la détente qui suit le dénouement, le poète évoque dans une comparaison les images les plus propres à fortifier l'impression finale : « De même, la terre apparaît à des naufragés, dont Poseidon, sur la mer noire, a brisé le navire sous le souffle des vents et le choc des vagues; lorsque quelques-uns ont pu s'échapper, ils nagent à grand'peine vers le rivage et y abordent enfin, heureux d'avoir échappé à leur détresse. C'est ainsi qu'Ulysse apparut à Pénélope, de plus en plus aimable à mesure qu'elle le regardait, et elle ne pouvait détacher de son cou ses bras blancs. » — Puis, comme il arrive fréquemment dans Homère, où le miraculeux, le surnaturel n'est que le prolongement divin du réel, où le merveilleux n'est pas comme pour une imagination moderne, l'extraordinaire, l'inexplicable, mais une sorte de réalité plus belle et plus parfaite, — il se produit tout naturellement une intervention divine : les dieux veulent aussi conspirer au bonheur des époux, « et l'Aurore aux doigts de roses se serait montrée à eux pleurant encore de ces pleurs de joie, si la déesse Athéné aux yeux de chouette n'avait eu un autre dessein, si elle n'avait retenu la Nuit et arrêté l'Aurore au trône d'or sur le bord de l'Océan. »

C'est sur cette image poétique que se termine la scène de la reconnaissance. Dans la suite du chant, les époux se racontent l'un à l'autre leur passé, et s'épanchent avec le plaisir de mettre en commun leurs souvenirs, leurs sentiments présents, et aussi déjà leurs soucis pour l'avenir.

Nous ne retiendrons qu'un détail de cette fin du drame, détail intéressant au point de vue du pittoresque, et surtout au point de vue des mœurs homériques. Après cette scène d'attendrissement et d'abandon, quand Pénélope et Ulysse rentrent dans la chambre nuptiale, le poète nous les montre accompagnés d'une servante du palais. Nous sommes dans le palais d'Ithaque, dans une demeure royale, et comme chez Arété, comme chez Hélène, chez ces rois qui veulent faire eux-mêmes leur cuisine, chez ces princesses qui vont elles-mêmes laver leur linge, le souci de l'étiquette demeure, et leurs démarches les plus simples sont souvent réglées comme par un protocole traditionnel. Ici, l'attendrissement des époux ne doit pas leur faire perdre la dignité royale, et le poète ne manque pas de l'indiquer, en les faisant accompagner par une suivante : c'est un exemple, entre mille, qui nous montre avec quelle réserve nous devons accepter parfois des jugements comme

celui de Fénelon, qui veut nous faire voir partout dans Homère « l'aimable simplicité des premiers âges ».

Si nous cherchons à résumer l'impression générale qui résulte de nos analyses et de cette étude de la famille homérique, nous sommes amenés à la conclusion que nous avons déjà indiquée. Les poèmes homériques nous offrent un idéal du mariage très élevé et très noble ; il serait difficile de trouver une autre époque, une autre civilisation, où l'amour conjugal ait été plus idéalisé par l'élévation de la pensée et la noblesse du sentiment ; dans le mariage tel qu'Homère nous le dépeint, l'humilité de la femme devant son mari n'a rien de servile, l'autorité du mari n'a rien de tyrannique ; l'union des époux est, comme dit le poète, une harmonie d'intelligences et de volontés. On est d'abord quelque peu surpris de trouver, dans cette société primitive, une conception si élevée, et l'on pourrait tirer argument de ce que le poète nous présente, ici, un idéal ; mais tout idéal de ce genre n'est-il pas composé de traits empruntés à la réalité ? Sans doute, il ne pouvait y avoir beaucoup de femmes comme Pénélope dans le monde homérique ; mais, quand le poète fait d'elle le type de l'épouse parfaite, il faut qu'il ait trouvé dans le monde réel les principaux traits de son modèle, les éléments de son idéal.

Alors, dira-t-on, comment se fait-il que le rôle de la femme, ainsi grandi et idéalisé dans la poésie homérique, nous apparaisse si effacé dans le reste de la littérature grecque ? Il y a, à cela, plusieurs causes : d'abord, les siècles qui ont suivi l'époque de la civilisation homérique ont vu disparaître la société primitive, patriarcale et royale, et s'élever une civilisation nouvelle, où la vie politique, le gouvernement, avec ses tendances aristocratiques ou démocratiques, ont donné une nouvelle orientation à l'évolution des mœurs et ménagé à l'homme, dans la vie de la cité, une place de plus en plus considérable ; en outre, le développement des jeux agonistiques, cette folie des fêtes où les hommes se donnaient en spectacle, le goût de la vie représentative, ont peu à peu contribué à grandir le rôle de l'homme. Mais il faut dire aussi que, même dans la littérature, le rôle de la femme ne fut jamais complètement effacé. L'idéal féminin, à l'époque de la littérature classique, nous est représenté dans la tragédie. Or, on ne peut pas dire que les poètes tragiques prêtent à leurs héroïnes des mœurs convenues ou qu'ils les représentent suivant le modèle fourni par Homère ; il y a, en chacune d'elles, quelque chose de nouveau, des traits de caractère encore idéalisés, mais différents de ceux que nous offrait l'épopée ; ces traits devaient donc être empruntés à la réalité contemporaine. Le

dévouement d'une Antigone, la délicatesse d'une Déjanire qui prend pitié de la jeune captive d'Héraclès, n'ont pas d'analogues dans Homère... Mais, pour ne pas multiplier ces exemples empruntés à des œuvres d'imagination, bornons-nous à en citer un des plus significatifs, que nous emprunterons à l'histoire, à la vie de tous les jours. On sait que les avocats athéniens s'attachaient, dans les discours qu'ils composaient sur commande, à dépouiller leur propre personnage pour mieux accommoder le ton de leur plaidoyer au caractère de celui qui devait le prononcer. Or, c'est justement dans un plaidoyer de ce genre, où l'auteur a dû observer la vraisemblance et la vérité des faits, dans celui de Lysias contre Diogiton, que nous trouvons un exemple singulier de vertu féminine. Une mère, devenue veuve, s'était vue réduite à défendre ses enfants contre les prétentions et l'avidité de son propre père. Un parent, qui prend la parole en son nom, raconte les efforts qu'elle a faits pour régler à l'amiable cette affaire de famille. Il nous trace, en particulier, le tableau d'un conseil de famille, où il fait parler cette mère malheureuse; or cette femme nous apparaît dans ses discours, ainsi que les héroïnes d'Homère, comme une femme de tête, qui aura le courage, s'il le faut, de paraître devant des hommes pour défendre ses enfants; mais elle est, avant tout, femme et mère, et nous ne citerons qu'un trait de son éloquence féminine qui sait donner toute leur valeur aux raisons de sentiment : « Tu m'accuses de mentir, dit-elle à son père; crois-tu donc que je voudrais vieillir avec la conscience chargée de ce remords? Et toi, consentirais-tu à sortir de la vie avec ce sentiment d'avoir dépouillé tes propres enfants? »

Cet exemple intéressant, et bien d'autres semblables, nous permettent d'arriver à cette conclusion, que, en dépit de cet effacement apparent du rôle de la femme, en dépit de la destruction de la famille patriarcale, et si l'on tient compte de ce fait que la littérature est loin de nous offrir l'image complète de la réalité, il apparaît que cet idéal de vertu féminine et de vertu conjugale, si magnifiquement exprimé dans les poèmes homériques, se développe à travers tout le cours de la civilisation grecque, et mérite même, à plus d'un point de vue, d'être mis en parallèle avec notre idéal moderne.

M.

La Fontaine fabuliste

Cours de M. ALFRED GAZIER,

Professeur à l'Université de Paris.

Publication des 2^e et 3^e recueils des *Fables*.

Le succès des *Fables* que La Fontaine publia en 1668 avait de quoi l'encourager à en composer de nouvelles ; mais c'était son principe, nous l'avons vu, de ne prendre que la fleur, et il se tenait en garde contre la prétention d'épuiser la matière. D'ailleurs, l'épilogue de ce premier recueil trahit une certaine lassitude : *Il s'en va temps, y disait-il, que je reprenne*

Un peu de forces et d'haleine.

C'est à se demander si le coche n'était pas arrivé au haut de la côte après bien du travail. Il ajoutait : *Retournons à Psyché*, et, en effet, en 1669, nous voyons paraître *Psyché ou les Amours de Cupidon et de Psyché*, puis le poème d'*Adonis*, écrit depuis longtemps pour Fouquet, et dont il subsiste aujourd'hui un spécimen admirable, la calligraphie de Jarry, avec les illustrations de Chauveau. Ces deux œuvres furent données alors chez Barbin sans aucune illustration.

Psyché, roman en prose mêlée de vers, est un prétexte à développements poétiques variés, quelque chose comme les *Bergeries* de Racan, que La Fontaine appréciait beaucoup. Cette œuvre charmante, malgré d'inévitables longueurs, est empreinte d'un hellénisme tout particulier, qui l'eût rendue digne d'être goûtée des contemporains de Platon. Elle est imitée d'Apulée, avec la même liberté que les *Contes* sont imités de Boccace, les *Fables*, d'Esope et de Phèdre. L'imitateur commence par demander pardon des licences qu'il va prendre ; après quoi, il fait, en définitive, ce qu'il veut. Les vers sont presque tous des alexandrins. Dans la courte préface qui précède l'ouvrage, nous relevons un aveu singulier : La Fontaine déclare, non pas qu'il écrit aussi facilement en vers qu'en prose, comme fera Voltaire, mais qu'il écrit aussi difficilement en prose qu'en vers. L'auteur de *Psyché* semble, d'autre part, se souvenir qu'il vient de faire des fables morales, car son roman n'est jamais licencieux. C'est là, enfin, que se trouve, à

l'imitation des dialogues de Platon, une conversation entre quatre amis : Acante, qui a un penchant pour le lyrisme touchant, représente Racine ; Polyphile, qui préfère le lyrisme fleuri, est La Fontaine ; Ariste, Boileau, la chose n'est pas douteuse ; mais Gélaste ne saurait être Molière, car il est dépeint comme très gai, alors que le « contemplateur » était fort triste ; de plus, Molière en 1661 étant brouillé avec Racine, ils ne pouvaient discuter ensemble sur les mérites respectifs de la comédie et de la tragédie. Bref, Gélaste n'est autre que le joyeux Chapellet. Tel nous apparaît le roman de *Psyché*. Son succès fut moins grand que ce lui des *Fables*, et l'on prétend que Barbin fut fâché de l'avoir payé à son auteur trois cents écus.

En 1671, La Fontaine publie des poésies diverses et huit fables nouvelles, parmi lesquelles *Le Coche et la Mouche*, *Le Gland et la Citrouille*, *L'Huttre et les Plaideurs*. En 1673, sur l'invitation d'Arnauld d'Andilly, frère du grand Arnauld et père de Pomponne, il compose un petit poème qui est, au dire de Sainte-Beuve, un vrai pensum : le poème sur la *Captivité de saint Malc*. C'est, dans un ton dramatique, une histoire très édifiante. En effet, Malc est le prisonnier et l'esclave d'un Arabe, qui lui fait garder ses troupeaux. Entre les mains de ce nouvel Apollon, les troupeaux du nouvel Admète croissent de la manière la plus heureuse. Pour l'en récompenser, l'Arabe donne comme compagne à Malc une jeune et belle esclave, qu'il vient de ravir ; et, pour les intéresser encore davantage l'un et l'autre à la prospérité de ses troupeaux, il veut qu'ils s'épousent. Nous assistons alors à la lutte de la fidélité conjugale et de la chasteté contre une autorité tyrannique. Malc est très supérieur à Scipion et à Alexandre : il se réfugie avec sa compagne dans un antre, où une lionne, allaitant ses lionceaux, respecte les deux saints ; et, bientôt, ils sont délivrés.

Cette histoire est précédée d'une invocation à la Vierge :

Reine des esprits purs, protectrice puissante,
Qui des dons de ton fils rends l'âme jouissante,
Et de qui la faveur se fait à tous sentir,
Procurant l'innocence ou bien le repentir,
Mère des bienheureux, Vierge enfin, je t'implore ;
Fais que dans une chanson aujourd'hui je t'honore ;
Bannis-en ces vains traits, criminelles douceurs,
Que j'allais mendier jadis chez les neuf Sœurs.

S'adressant à la Vierge, lui parler des neuf Sœurs, voilà bien l'étourderie de La Fontaine. Il en aura de plus fortes encore.

Rien de lui ne paraît de 1673 à 1678. En 1678, il publie une nouvelle édition des *Fables*, revue, corrigée et augmentée. C'est

la seconde édition du recueil de 1668, car l'in-12 et l'in-4° de 1668 n'en faisaient qu'une, l'in-4° étant réservé à quelques lecteurs seulement; c'est la seconde édition aussi des huit fables qu'il avait publiées dans ses *Poésies diverses* de 1671, et c'est la première des fables comprises dans ce qui constitue aujourd'hui les livres VII à XI. Les armes du Dauphin étaient gravées à la première page; il y avait quatre volumes in-12, les deux premiers reproduisant l'édition de 1668.

On sait avec quelle rapidité se multiplient, aujourd'hui, les ouvrages à succès. Il n'en était pas de même au xvii^e siècle. Tous les chefs-d'œuvre d'alors, si l'on excepte ceux de Pascal et de Boileau, n'ont eu que deux ou trois éditions du vivant de l'auteur. Maintenant, c'est par centaines de mille que des exemplaires des *Fables* sont publiés tous les ans. Mais il faut remarquer qu'en ce temps-là ils n'étaient point lus par les enfants, ni dans les collèges, ni, à plus forte raison, dans les petites écoles. C'est tout au plus si, grâce aux illustrations de Chauveau, les parents se procuraient chez Denys Thierry de ces volumes ornés d'images, pour les montrer à leur progéniture aux heures des récréations et pendant les vacances.

Voulons-nous savoir ce qu'en pensait l'illustre précepteur du Dauphin lui-même, à qui les *Fables* étaient dédiées? Bossuet n'en dit pas un mot dans cette fameuse lettre sur l'éducation du prince qu'il a écrite à Innocent XI. Nous y voyons bien que l'enfant a appris à fond, non pas le grec, langue inutile, mais le latin, qu'il comprend très bien et écrit à peu près correctement; nous y lisons aussi qu'il connaît comme auteurs surtout Térence et aussi Virgile, Salluste, César, Cicéron et Phèdre, par qui, sans doute, il a débuté. Bossuet appréciait beaucoup Phèdre; il s'est même amusé, un jour, à composer, en vers iambiques, une fable qu'il présentait à ses amis comme étant l'œuvre du favori d'Auguste, et il fut enchanté quel'on s'y trompât. Mais il ne dit pas un mot des fables de La Fontaine. Donc, ni en 1668, ni en 1678, ces petits chefs-d'œuvre du poète français n'ont été mis entre les mains de la jeunesse. Réellement, malgré la dédicace, c'est aux seules gens du monde qu'ils étaient destinés. Or, aux yeux du monde, il est évident qu'il fallait autre chose que « cinq ou six contes d'enfants ». Aussi avaient-ils, à cette date, bien autre chose pour satisfaire leur goût: c'est l'époque, en effet, des tragédies de Racine, des grandes comédies de Molière, des opéras de Quinault, de l'*Art poétique* de Boileau. Les *Fables* de La Fontaine ne venaient plus qu'en troisième ligne.

Voyons un peu, maintenant, comment est composée cette se-

conde édition des *Fables*, et, en particulier, la partie nouvelle qu'elle comprenait. La première partie parut en 1678 ; mais la seconde, l'année suivante seulement, et l'achèvement d'imprimerie est du 15 juin 1679. Nous y voyons d'abord un avertissement en prose, puis une dédicace en vers à M^{me} de Montespan ! Cette distraction-là dépasse la mesure. Comment donc La Fontaine parle-t-il à la maîtresse du roi ?

L'apologue est un don qui vient des immortels...
 C'est proprement un charme : il rend l'âme attentive,
 Ou plutôt il la tient captive,
 Nous attachant à des récits
 Qui mènent à son gré les cœurs et les esprits.
 O vous qui l'imitez, Olympe, si ma muse
 A quelquefois pris place à la table des dieux,
 Sur ses dons, aujourd'hui, daignez jeter les yeux ;
 Favorisez les jeux où mon esprit s'amuse !
 Le temps, qui détruit tout, respectant votre appui,
 Me laissera franchir les ans dans cet ouvrage :
 Tout auteur, qui voudra vivre encore après lui,
 Doit s'acquérir votre suffrage.
 C'est de vous que mes vers attendent tout leur prix :
 Il n'est beauté dans nos écrits,
 Dont vous ne connaissiez jusques aux moindres traces.
 Eh ! qui connaît que vous les beautés et les grâces !
 Paroles et regards, tout est charme dans vous.
 Ma muse, en un sujet si doux,
 Voudrait s'étendre davantage :
 Mais il faut réserver à d'autres cet emploi ;
 Et d'un plus grand maître que moi
 Votre louange est le partage.

Ce qui est tout aussi surprenant, dans une œuvre dédiée au Dauphin, jeune homme de dix-sept ans, c'est d'y trouver la fable suivante, la seconde du livre XII, avec la suscription : *Pour Mgr le duc du Maine !*

Jupiter eut un fils, qui, se sentant du lieu
 Dont il tirait son origine,
 Avait l'âme toute divine.
 L'enfance n'aime rien : celle du jeune dieu
 Faisait sa principale affaire
 Des doux soins d'aimer et de plaire.
 En lui l'amour et la raison
 Devancèrent le temps, dont les ailes légères
 N'amènent que trop tôt, hélas ! chaque saison.
 Flore aux regards rians, aux charmantes manières,
 Toucha d'abord le cœur du jeune Olympien.
 Ce que la passion peut inspirer d'adresse,
 Sentiments délicats et remplis de tendresse,
 Pleurs, soupirs, tout en fut : bref, il n'oublia rien.
 Le fils de Jupiter devait par sa naissance

Avoir un autre esprit, et d'autres dons des cieus,
 Que les enfants des autres dieux :
 Il semblait qu'il n'agit que par réminiscence,
 Et qu'il eût, autrefois, fait le métier d'amant,
 Tant il le fit parfaitement !
 Jupiter cependant voulut le faire instruire...

Chaque dieu s'empresse alors, pour parfaire son éducation sur tel ou tel point particulier :

Quand ce vint au dieu de Cythère,
 Il dit qu'il lui montrerait tout.
 L'Amour avait raison : de quoi ne vient à bout
 L'esprit joint au désir de plaire ?

La fable est charmante ; mais se figure-t-on le Dauphin demandant à son précepteur de lui en expliquer le sens ? Dans le même ton, à peu près, et plus gracieuse encore est la petite idylle intitulée *Tircis et Amarante*, comprise aussi dans ce recueil ; elle est dédiée à M^{lle} de Sillery, et eût pu servir de préface à la nouvelle partie : nul doute que, si La Fontaine n'avait craint de paraître trop méthodique, il ne l'eût mise en tête. Voici, en effet, comment elle débute :

J'avais Esope quitté,
 Pour être tout à Boccace ;
 Mais une divinité
 Veut revoir sur le Parnasse
 Des fables de ma façon...
 Mes contes, à son avis,
 Sont obscurs : les beaux esprits
 N'entendent pas toute chose.
 Faisons donc quelques récits
 Qu'elle déchiffre sans glose.

Suit l'idylle où Tircis donne à Amarante une définition fort suggestive de l'amour ; après quoi, « la belle ajouta :

Voilà tout justement
 Ce que je sens pour Clidamant.

De même, *Le Dépositaire infidèle* est précédé d'un préambule qui mériterait aussi d'être étudié.

A la suite des quatre-vingt-neuf ou quatre-vingt-dix fables de ce recueil de 1678, nous trouvons un épilogue assez banal et bien moins agréable que celui de 1668. La Fontaine se croyait obligé de finir à la manière des poètes ordinaires, en prenant formellement congé de ses lecteurs, et en exhortant les favoris des neuf Sœurs à chanter les louanges de Louis XIV.

Nous pouvons, maintenant, nous demander si les deux parties publiées dans la seconde édition des *Fables* forment un ensemble

homogène ou disparate. La Fontaine nous invite lui-même à faire cette comparaison, lorsqu'il écrit dans son *Avertissement*, en tête de la partie nouvelle :

« Voici un second recueil de fables que je présente au public. J'ai jugé à propos de donner à la plupart de celles-ci un air et un tour un peu différent de celui que j'ai donné aux premières, tant à cause de la différence des sujets, que pour remplir de plus de variété mon ouvrage. Les traits familiers que j'ai semés avec assez d'abondance dans les deux autres parties (1) convenaient bien mieux aux inventions d'Esope qu'à ces dernières, où j'en use plus sobrement... Il a donc fallu que j'aie cherché d'autres enrichissements, et étendu davantage les circonstances de ces récits, qui d'ailleurs me semblaient le demander de la sorte. Pour peu que le lecteur y prenne garde, il le reconnaîtra lui-même... Je dirai, par reconnaissance, que j'en dois la plus grande partie (de ces derniers sujets) à Pilpay, sage Indien. Quelques autres m'ont fourni des sujets assez heureux. Enfin j'ai tâché de mettre en ces deux dernières parties (2) toute la diversité dont j'étais capable. »

Les contemporains n'ont pas compris ce qu'a voulu dire La Fontaine dans ces lignes. Son cher confident Maucroix écrivait, en 1704, à un Père Jésuite : « Vous me demandez ce que veut dire M. de La Fontaine dans la Préface du second recueil de ses *Fables*, lorsqu'il dit qu'il a donné à plusieurs de ces dernières fables, « un air et un tour un peu différent de celui qu'il avait donné aux premières ». Voulez-vous que je vous parle franchement ? Je le sais aussi peu que vous, et je me suis fait plusieurs fois cette question à moi-même, avant que vous me l'eussiez faite. Pour moi, je trouve qu'il n'y a nulle différence, et je crois que notre ami n'a pas trop pesé ses paroles en cette occasion. »

La question est très délicate. Si l'on considère la longueur des fables, La Fontaine déclarant qu'il a étendu davantage celles de son second recueil, on est surpris de noter comme contenues dans le premier les fables intitulées *La Besace*, *L'Homme et son image*, *Simonide préservé par les Dieux*, *Le Chêne et le Roseau*, *Le Jardinier et son Seigneur*, *Le Cheval et le Cerf*, *Le Vieillard et ses Enfants*, *L'Œil du Maître*, *La Vieille et ses deux Servantes*, *Le Laboureur et ses Enfants*, *L'Ours et ses deux Compagnons*, *La Jeune Veuve*. Par contre, voici des fables fort peu graves et fort peu développées, qui appartiennent au second recueil : *Le Rat retiré*

(1) C'est-à-dire dans les six livres de la première édition.

(2) Les livres VI-XI.

du monde, *Le Héron*, *Le Vieux Coq*, *Le Chat*, *la Belette* et *le petit Lapin*, *Le Rat* et *l'Huître*, *L'Ane* et *le Chien*, *Le Chat* et *le Rat*, *Les Deux Chiens*.

Mais la difficulté peut se résoudre, si l'on voit dans cette observation du poète une sorte de confiance trahissant l'effort plus considérable qu'il a dû faire pour mettre au point son second recueil. Dans le premier, en effet, il imitait bien plus souvent Esope et Phèdre ; il ne se doutait pas, en 1668, qu'à ne prendre que la fleur, il se réservait pour plus tard une tâche plus difficile. Abstemius et Pilpay, qu'il devait imiter davantage dans son second recueil, étaient, en effet, des modèles plus difficiles à suivre. Force lui fut de lire ces fables interminables du *Livre des Lumières* et du *Pantcha-Tantra*, et de s'évertuer pour trouver encore de cette nouveauté et de cette gaieté auxquelles il tenait tant. Puis, la modestie l'empêchant de croire qu'il fût arrivé au même résultat, il nous a fait cette petite confidence. Mais, en réalité, son génie est demeuré le même en 1678 qu'en 1668, et nous ne nous apercevons pas du labeur tout particulier que lui demanda son second recueil.

Le succès fut plus grand encore en 1678, d'autant plus qu'il y avait cette fois, en littérature, comme une disette de chefs-d'œuvre. Molière était mort, Racine retiré, Corneille ne produisait plus, Boileau se consacrait avec Racine à sa tâche d'historiographe ; tous deux avaient abandonné le métier de la poésie pour un emploi plus glorieux. Les *Fables* étaient donc, en 1678, la seule grande œuvre nouvelle de la littérature poétique.

Les années suivantes, La Fontaine publie des poésies diverses. C'est, en 1682, le poème *Sur le quinquina*. En 1687, il donne une nouvelle édition des *Contes* : fait grave, car le poète n'était plus un enfant ; académicien depuis 1682, il avait été morigéné en pleine Académie, et dans son *Discours à M^{me} de la Sablière*, il avait promis d'être sage. Les académiciens l'avaient d'abord élu en haine de Boileau, que patronnait le roi lui-même. Louis XIV intervint personnellement ; il se plaignit qu'il y eût à l'Académie « du bruit et de la cabale », — ces mots sont dans les registres de l'illustre compagnie récemment publiés. Il ajouta qu'il ne donnerait pas son consentement à l'admission de La Fontaine, tant qu'on n'aurait pas élu Boileau. L'Académie dut céder ; et La Fontaine put alors être admis, à la place de Colbert. « Le roi permit de consommer l'élection », comme il est dit dans les registres.

La Fontaine, en souvenir de Fouquet, détestait Colbert ; obligé de faire son éloge, il n'a trouvé à lui consacrer que ces cinq lignes,

dans le *Remerciement* qu'il adressa à l'Académie française : « Homme dont le nom ne mourra jamais, infatigable ministre qui a mérité si longtemps les bonnes grâces de son maître : combien dignement s'est-il acquitté de tous les emplois qui lui ont été confiés ! Combien de fidélité, de lumières, d'exactitude, de vigilance ! Il aimait les lettres et les savants, et les a favorisés autant qu'il a pu. » Plus tard, La Fontaine se dédommagea même de ce compliment arraché à sa sincérité par une épigramme qui ne lui fait pas honneur. C'était au lendemain de la mort de Colbert, qui arriva, dit le titre, « peu de temps après une grande maladie qu'eut le chancelier M. le Tellier ».

Colbert jouissait par avance
De la place de chancelier,
Et sur cela pour le Tellier
On vit gémir toute la France.
L'un revint, l'autre s'en alla :
Ainsi ce fut scène nouvelle,
Car la France, sur ce pied-là,
Devait bien rire... Aussi fit-elle.

On sent là, chez notre poète, une véritable férocité, celle-là même des souris à la vue de leur ennemi mort :

Toutes, dis-je, unanimement,
Se promettent de rire à son enterrement.

Le jour de l'élection de Boileau à l'Académie française, La Fontaine donna lecture d'une fable nouvelle, *Le Renard, le Loup et le Cheval* ; était-ce en guise d'épigramme contre son nouveau confrère ? La chose est possible. Dans la suite, il compose encore quelques fables ; mais il est, plus que jamais, incapable de mettre de l'ordre dans sa conduite : c'est l'époque des fins soupers de Vendôme, et du *turpe senilis amor*. Il publiait ses fables nouvelles en compagnie des poésies de Maucroix, ou dans le *Mercurie galant*. Quinze ou seize parurent ainsi de 1685 à 1693 : le recueil de 1694 n'en comprend que huit ou dix qui soient vraiment nouvelles.

Un génie bienfaisant semble, encore cette fois, encourager le poète : ce n'est plus M^{lle} de Sillery, mais un prêtre, Fénelon, son confrère à l'Académie, précepteur du fils du Dauphin. Fénelon voulait égayer, à tout prix, l'éducation de son élève ; car il pensait, comme La Fontaine, qu'il faut de la gaieté en tout, et même dans les *Oraisons funèbres*. Lui-même composera des fables en prose, sur quoi l'on peut juger qu'il eût mieux fait de se borner à expliquer au jeune prince les chefs-d'œuvre de La Fontaine. Quoi qu'il en soit, aussitôt après la conversion de celui-ci, en 1692 ou 1693,

il prit en main sa cause et lui assura la protection du duc de Bourgogne. Le père Pouget nous signale, ici, un fait très intéressant : « L'après-midi du jour où il avait fait sa rétractation, écrit ce prêtre, sur les quatre heures, M. de La Fontaine m'envoya chercher avec beaucoup d'empressement. Je crus qu'il était plus mal. Il m'embrassa avec un grand épanouissement de joie et me dit qu'il voulait me faire part d'une agréable nouvelle : qu'il sortait de chez lui un gentilhomme, envoyé par Mgr le duc de Bourgogne, pour s'informer de l'état de sa santé et lui porter de la part de ce prince une bourse de cinquante louis d'or en espèces. Ce gentilhomme avait eu ordre de lui dire que le prince venait d'apprendre avec beaucoup de joie ce qu'il avait fait le matin ; que cette action lui faisait beaucoup d'honneur et devant Dieu et devant les hommes, mais qu'elle n'accommodait pas sa bourse, laquelle n'était pas des plus garnies ; que le prince trouvait qu'il n'était pas raisonnable qu'il fût plus pauvre pour avoir fait son devoir ; et, puisqu'il avait renoncé solennellement au profit que l'imprimeur hollandais de son livre devait lui donner, le Prince, pour y suppléer, lui envoyait cinquante louis, qui était tout ce qu'il avait alors et tout ce qui lui restait de ce que le Roi lui avait fait donner pour ses menus plaisirs du mois courant ; que, s'il eût eu davantage à lui donner, il le lui aurait envoyé avec encore plus de joie. » Un enfant de onze ans remboursant à La Fontaine le profit de ses *Contes*, voilà qui est piquant !

Et c'est ainsi que le dernier recueil des *Fables* est dédié à Mgr le duc de Bourgogne. On commanda spécialement à notre poète quelques sujets nouveaux : *Le Chat et le Moineau*, *Le Vieux Chat et la Jeune Souris*, *Le Loup et le Renard*, avec lesquels il revient, pour finir, au genre ésoptique. Mais son étourderie ne l'abandonne pas ; car, aux récits les plus moraux, il joint encore, dans la même publication, des contes qu'il est impossible de mettre sous les yeux d'un enfant : *Daphnis et Alcimadure*, *Philémon et Baucis*, *La Matrone d'Ephèse* (bien différente de la matrone classique), *Belphégor*, *Les Filles de Minée*.

Nous voyons bien, maintenant, de quelle manière ont été publiées, dans leur ensemble, les *Fables* de La Fontaine. Le poète, qui était un amant de la nature, aurait été flatté, je crois, si on lui avait dit — ce qui est très juste — que son œuvre peut être comparée à une prairie naturelle et pleine de fleurs. Il y a eu une première récolte, la grande fenaison ; puis une deuxième, le regain, et enfin le glanage, qui n'a pas laissé de rassembler quelques bonnes herbes. La dernière partie a été achevée en 1693 ; mais c'est seulement en 1694 qu'elle fut connue du public.

C'est fini maintenant ; le poète ne publiera plus rien. Il expie les fautes de sa vie, et, bien qu'il n'ait que soixante-douze ou soixante-treize ans, il suit le conseil qu'il faisait donner à l'octogénaire de sa fable : il quitte « le long espoir et les vastes pensées ». Il songe uniquement « à ses erreurs passées ». Il mérite d'être appelé par Boileau, dans une lettre intime, « un vase d'élection » ; c'est un prédestiné. Quand il meurt, le silence se fait autour de lui. Les registres de l'Académie ne relatent même pas sa mort. Il est pleuré par Fénelon, et par le duc de Bourgogne, à qui l'on fait faire comme thème latin une sorte d'oraison funèbre du poète. Puis on le remplace à l'Académie française, où le président Rose, chargé de recevoir son successeur, M. de Clérambaut, prononce ces mots : « Je puis vous assurer, Monsieur, que, quelque sensible que l'Académie soit à la perte d'un confrère qui n'était pas moins original ni moins célèbre dans notre langue que Phèdre le fut dans la sienne, elle a une consolation fort peu distante de la joie, de lui avoir su choisir comme successeur un personnage tel que vous. » Ce serait presque le cas de rappeler le destin du cerf :

On le déchire après sa mort :
Ce sont tous ses honneurs funèbres.

C. B.

ERRATA

N° 14, page 642, sous-titre, lire *recueil*, au lieu de *livre*.

N° 14, page 645, ligne 35 supprimer *d'Esopé et de Phèdre*.

Coup d'œil sur la géographie économique des Etats-Unis

Cours de M. HENRI HAUSER,

Professeur à l'Université de Dijon.

I

LA NATURE AMÉRICAINE. — A la fois pour les personnes qui veulent bien me rester fidèles et pour celles qui viennent ici pour la première fois, il me paraît nécessaire de résumer à grands traits les leçons de l'an dernier et d'indiquer, en deux mots, la méthode que nous suivrons cette année.

Le premier phénomène géographique qui nous a frappés, lorsque nous avons mis le pied sur le sol américain, c'est le phénomène de l'*étendue*. Nulle proportion entre les nations qui pullulent à l'étroit sur le territoire, morcelé à l'infini, de notre scintillante Europe, et la vaste ampleur des espaces, montagnes ou prairies, plateaux ou plaines, qui se sont déroulés à nos yeux. Dès l'aube de la liberté américaine, les 13 colonies, resserrées cependant entre les plissements des Alleghanies et l'Atlantique, couvrent déjà 4 fois la superficie de la France actuelle ; aujourd'hui, les 45 Etats couvrent 17 fois la France, atteignant presque la superficie totale de l'Europe. Non seulement leur domaine est vaste ; mais, dans ce domaine, tout est taillé sur des *proportions* qui déconcertent notre imagination européenne. Notre France, par exemple, est un délicieux assemblage, une mosaïque charmante et variée de compartiments distincts, peu étendus, qui juxtaposent leurs contrastes et font de notre pays, avec les *pays* qu'il renferme, un univers en miniature. Là-bas, au contraire, quelques divisions très simples et très amples : une zone côtière le long de l'Atlantique, subdivisée par le climat en Etats du Sud et Etats du Nord. Entre les Alleghanies et les montagnes Rocheuses, sur près de 25 degrés de longitude, soit plus de 2.000 kilomètres, sur 40 degrés de latitude, la large et monotone *Plaine*, presque partout semblable à elle-même : des lacs canadiens au golfe du Mexique, le long du Mississipi, c'est la *Grande Vallée* ; à l'Ouest, ce sont les interminables ondulations des *Prairies*. Entre les *Rocheuses* et les

chaînes côtières du *Pacifique*, c'est le *Grand Bassin*, — tout est grand, — sorte de conque creusée à une haute altitude, et d'où les fleuves s'échappent, au Nord et au Sud, en s'ouvrant des gorges profondes à travers d'immenses tables de marbre. C'est seulement le long du Pacifique que nous verrons apparaître des formes géographiques plus restreintes, plus variées, plus semblables, par exemple, à nos régions méditerranéennes.

Ainsi le concept de l'étendue n'a pas, dans un cerveau yankee, la même valeur que dans un cerveau européen. Une grande plaine, un grand plateau, ces mots n'ont pas, là-bas, le même sens que chez nous. Kilomètres carrés, kilomètres de voies ferrées ou de fils télégraphiques, distances entre les marchés et les lieux de production, durée des voyages, il n'y a, entre ces quantités et les quantités équivalentes de l'ancienne Europe, aucune commune mesure : 40 et quelques mille kilomètres de rails font de la France un pays assez bien pourvu ; avec plus de 300.000 km., les États-Unis sont encore très loin d'avoir leur suffisance. Les problèmes économiques, qu'ils soient agricoles, industriels ou commerciaux, se posent là-bas autrement que chez nous, parce que tous les facteurs en sont affectés d'un exposant invariable, à savoir le coefficient de l'étendue. Le problème de l'*irrigation*, par exemple, se pose en Europe pour quelques régions limitées, bien closes, où l'on a tout loisir d'appliquer des méthodes particulières. En Amérique, l'*irrigation* est une question de vie ou de mort pour tous les États situés dans le Grand Bassin ou les plateaux qui en dépendent ; elle reste une nécessité pour les États des grandes plaines. La région *aride* et la région *semi-aride* englobent donc presque toute l'énorme masse continentale comprise entre les berges du Mississippi et les terrasses bordières du Pacifique. C'est presque un Sahara qu'il s'agit d'arroser, et par des procédés gigantesques ; c'est par plus de 30 mille kilomètres carrés que se chiffrent, dès à présent, les surfaces irriguées dans ces régions.

Ces conditions géographiques donnent à la production américaine une forme massive et homogène, qui a facilité la concentration des capitaux et l'uniformité des efforts. Il existe chez nous des terres à blé ou à maïs, dispersées dans diverses parties du territoire, avoisinées par des vignes, des forêts, des prairies : chaque exploitation, pour peu qu'elle soit étendue, comprend des échantillons de toutes les cultures. Au contraire, la zone du maïs, le grand *corn-belt*, couvre presque complètement le territoire de cinq États : *Nebraska, Iowa, Kansas, Missouri, Illinois, Indiana, Ohio*, soit un million de kilomètres carrés où le maïs et le blé règnent en maîtres. De même, on pourrait dessiner sur la carte, avec la même

netteté, la limite de l'*Amérique du coton*, comprise entre la baie de Chesapeake et la frontière mexicaine, entre le Texas et la Floride.

Les richesses minérales sont aussi énormes, et elles sont un peu moins strictement réparties. Si du Nord de la Pensylvanie à l'Alabama s'étend, au pied des Apalaches, un bassin houiller de 1.500 km. de longueur, qui fournit, à lui seul, les *deux tiers* du total, il faut y joindre les bassins du *Centre*, de l'*Ouest*, des *montagnes Rocheuses*, du *Pacifique*, du *Nord*, de la *Virginie*. Si le pétrole forme dans la région apalachienne, pays par excellence du charbon et de l'anhracite, une masse qui n'a de rivale qu'au pied du Caucase, d'autres sources existent dans le Texas et en Californie. Le gaz naturel, ce précieux combustible livré tout prêt par la nature, passait, jusqu'à ces derniers temps, pour un produit purement pensylvanien. Mais, à mesure que les sources primitives s'épuisent, on en trouve partout, jusque dans les montagnes Rocheuses.

II

LE PEUPLE AMÉRICAIN. — Devant les problèmes posés par la conquête de ces immenses étendues et l'exploitation de ces amas de richesses, il est probable qu'une société européenne, si elle avait été transportée telle quelle sur le sol américain, se serait d'abord effarée. Enerrée dans ses règlements vieillots, dominée par ses hiérarchies, emmaillottée dans ses préjugés et ses habitudes séculaires, elle aurait voulu appliquer à des milliers de milles carrés et à des millions de tonnes des méthodes faites pour des étendues restreintes et de médiocres quantités. Toutes les idées déposées en elle par un long passé auraient résisté, avec la force désespérée des énergies conservatrices, à la suggestion de l'espace et du nombre. Colonie européenne, peuplée en presque totalité par des colons d'une seule race, le sol américain n'aurait pas développé toutes les ressources qui dormaient en lui. L'histoire lui a rendu, il y a cent vingt ans, l'immense service de couper le fil qui le rattachait à la mère patrie. Ce coup de ciseau a vraiment créé un nouveau monde.

A la population anglaise primitive est venue s'adjoindre une masse prodigieuse d'hommes de toutes races, si bien que, parmi les 76 millions de citoyens qui composent à l'heure actuelle la démocratie américaine, la moitié n'a pas l'anglais comme langue maternelle. De 1820 à 1900, l'Europe a déversé sur les Etats-Unis plus de vingt millions d'hommes blancs, dont plus d'un *quart* sont venus d'Allemagne, près d'un *quart* d'Irlande; ces deux gros ba-

taillons furent suivis, mais de bien loin, par des Anglais, des Scandinaves, des Austro-Hongrois, des Russes, des Français, des Écossais, sans parler des Chinois et des Japonais. Aujourd'hui, c'est surtout de l'Europe méridionale et orientale que viennent les émigrants. Aucun de ces groupes n'était assez fort pour imposer à la masse, encore amorphe, ses façons particulières de voir, de penser et d'agir; tous ensemble ils offraient assez de résistance pour que la société née de leur réunion ne fût pas exclusivement dominée par les conceptions anglo-saxonnes. Ils ne trouvaient dans leur nouvelle patrie ni cadres rigides ni barrières insurmontables. Ils étaient venus y chercher la liberté, la vie indépendante, dans les espaces illimités. Ils étaient donc admirablement préparés pour subir les impressions de la nature qui les entourait, de la brise qui souffle à travers les forêts apalachiennes, du soleil qui brûle les moissons et qui fend la terre dans les grandes plaines de l'Ouest, des typhons qui dévastent en quelques heures tout un territoire, des vastes étendues arides et salées du Grand Bassin, scènes de désolation et de mort, qui font penser aux pages les plus sombres de la Genèse, à la vengeance d'un Dieu irrité. Ces impressions grandioses ont agi sur le cerveau de l'homme avec d'autant plus de vigueur, qu'elles se répétaient, identiques à elles-mêmes, sur des milliers de kilomètres carrés; il ne pouvait échapper à leur obsession, il ne rencontrait rien qui en diminuât la sauvage grandeur, du moins dans tout le rayon que pouvait atteindre le galop de son cheval.

De la montagne à la plaine, du plateau sec à la vallée verte, de la mer au pâturage, le berger d'Europe se donne à lui-même, en quelques heures, le spectacle d'une nature toujours changeante, et ce changement, ce « divertissement » même, comme eussent dit nos pères, diminue l'emprise de la nature sur lui. Le *squatter* américain voyait toujours, toujours, le même spectacle, que venait seulement varier l'implacable retour des saisons et la fureur des éléments. Aussi ces évadés de la vieille Europe, héritiers d'une civilisation plus de trente fois séculaire, sont-ils redevenus, dans ces étendues immenses et monotones, de vrais enfants de la nature. Rien ne venait s'opposer en eux à l'appel adressé à leurs énergies par les puissances qui sommeillaient sous le gazon du steppe ou sous le sable des plateaux.

III

L'INDUSTRIE AMÉRICAINE. — Dès que l'on a compris le sens de cette alliance entre la nature et l'homme, on ne s'étonne plus de

la rapidité saisissante avec laquelle s'est développée l'industrie américaine. Ce développement a d'abord été limité, pendant plus d'un demi-siècle, à l'ancien territoire des 13 colonies. De même qu'une guerre avait été nécessaire pour détacher l'Amérique de la Grande-Bretagne, de même c'est une opération chirurgicale, douloureuse mais indispensable, qui brisa les chaînes du Sud, les chaînes de l'*esclavage*. Ce fut comme dans ces contes de fées où le jeune chevalier vient délivrer la princesse captive. Que son épée frappe seulement les broussailles, et l'enchantement va cesser, qui tenait la vie suspendue depuis mille ans.

On s'aperçut, tout d'un coup, que le Sud était riche, riche d'eaux courantes, de houille, de tabac, de coton ; il lui manquait uniquement cette chose, le travail de l'homme libre, la force magique qui seule réveille les princesses endormies. L'émancipation du Sud fut l'événement prestigieux qui lança les Etats-Unis en avant et fit *plus que doubler*, de 1860 à 1870, leur production manufacturière.

Aujourd'hui, nous pouvons mesurer le chemin parcouru. Rappelons quelques-uns des résultats que nous avons consignés dans la première partie de ce cours. Les Etats-Unis produisent *plus de blé* que la Russie ou que la France, et plus des *trois quarts du maïs* consommé dans le monde. Ils élèvent *deux fois plus de bœufs* que nul autre pays du globe, si ce n'est l'*Inde*, qui est *trois fois* plus peuplée. Leur production en *coton brut* égale à peu près les *trois quarts* du total universel.

Mais c'est surtout sur le terrain industriel que s'affirme de plus en plus leur prééminence. Nous avons fait nos études dans un temps où la Grande-Bretagne était encore reine du globe ; nous avons appris, comme des axiomes, qu'elle jouissait d'une supériorité indiscutable, intangible, dans le domaine de la houille, du fer et de l'acier. Autant d'axiomes à rayer de nos mémoires. Depuis 1899, le *record* de la *houille* est passé à l'Amérique ; elle bat sa rivale de plusieurs longueurs en ce qui concerne le *fer*, et c'est elle qui produit aujourd'hui le *tiers* de ce qu'il faut à l'humanité. En ce qui concerne l'*acier*, les Etats-Unis dépassent l'Allemagne, qui dépassait déjà l'Angleterre.

Même développement des industries *textiles*. Leurs usines de coton absorbent *plus de balles* que celles de l'Angleterre. Mais il est surtout une étoffe qui semblait, par définition, appartenir au vieux monde, et pour laquelle la primauté revenait depuis des siècles à la France, c'est de la soie. Cependant, en 1900, si la France fournissait encore près de 31 % de la production totale du monde, la part des Etats-Unis était déjà de plus de 23. A nos 610 millions de francs, ils en opposaient 460, et les rédacteurs du *Census* de

1900, en donnant ces chiffres, ajoutent que les Etats-Unis comptent prendre le premier rang, si ce n'est déjà fait à l'heure actuelle. En effet, certaines évaluations, sujettes, il est vrai, à vérification, prétendent faire monter à 750 millions de francs la production américaine de 1901. Le dernier bulletin paru du *Census* admet tout juste que la France conserve encore, peut-être, une très légère supériorité.

Cette énorme production agricole et industrielle était nécessaire pour nourrir, vêtir, loger, armer une population sans cesse croissante qui, de 1860 à 1900, passait de 31 millions à 76. Mais voici que le marché intérieur est sursaturé, non seulement de denrées agricoles, mais même de produits manufacturés. L'exportation, la conquête de débouchés, voilà le seul moyen pour les Etats-Unis d'éviter la congestion. De cette heure naît vraiment pour la vieille Europe le péril américain.

IV

MÉTHODES INDUSTRIELLES. — Nous devrions, pour être complet, continuer à passer en revue, de la même façon que l'an passé, l'une après l'autre, toutes les principales industries américaines. Mais à quoi bon ? A quoi bon entasser les balles de coton ou de laine, les millions de tonnes, les milliards de dollars ! A force d'être énormes, ces chiffres ne disent plus rien à nos imaginations, nous sommes impuissants à nous représenter les quantités qu'ils symbolisent, et nous ne retirons de cet exercice qu'une vaine courbature intellectuelle.

Aussi vous proposerai-je, cette année, de recourir à une autre méthode, plus synthétique. Au lieu d'analyser, une à une, chaque industrie, nous rechercherons les conditions d'existence et de développement de toutes les industries.

Nous étudierons donc les *méthodes* industrielles. D'abord la *localisation* des industries, leur concentration géographique dans des espaces de plus en plus déterminés. Nous passerons ensuite au *perfectionnement de l'outillage*, à cet admirable développement du mécanisme qui permet d'économiser le temps et d'économiser la main-d'œuvre. Comme conséquence de ces deux faits, nous montrerons la *concentration* croissante des capitaux, la création des *syndicats* et des *trusts* : hier encore la corporation du *Fer et de l'Acier* se constituait au capital de 5 milliards de francs, pour ne pas parler ici de celles de ces associations qui ont des visées internationales. Nous nous demanderons comment ces entreprises colossales traitent le consommateur, comment elles traitent leurs

employés, quelle est leur action sur le taux des salaires, et nous verrons, à la concentration des capitaux, s'opposer la concentration des forces ouvrières, dont le type le plus complexe se réalise dans la puissante *Fédération américaine du travail*. Quels résultats ces associations de travailleurs ont-elles obtenus pour leurs membres, dans quelle mesure aussi ont-elles influé sur la production ?

Une autre question sera celle de l'*éducation industrielle et commerciale*. Comment se sont formés ces « capitaines d'industrie », qui commandent à des millions d'hommes et qui manipulent des milliards ? Question doublement intéressante dans ce pays où l'on voit à la fois un petit balayeur des rues, un crieur de journaux devenir directeur d'un groupe d'usines, et un étudiant d'université conduire les locomotives ou les tramways.

Après l'industrie, le commerce. Comment les producteurs du champ et de l'usine se sont-ils approprié le marché intérieur, par quels progrès des voies navigables et des voies ferrées ? Quelles méthodes suivent-ils en matière de commerce extérieur ? Y a-t-il vraiment un commencement d'*invasion* des marchés européens par les produits américains ? Quelle est leur situation sur les marchés des Amériques du Centre et du Sud, et dans cet Extrême-Orient qui est pour eux l'Extrême-Occident ?

J'espère pouvoir vous montrer que ces dernières questions entraînent deux autres après elles : la question *transocéanique* et la *colonisation américaine*. Lorsque nous les aurons, je ne dis pas résolues, mais examinées, nous serons peut-être mieux en mesure de déterminer la position des États-Unis dans le monde, de voir de quel poids nouveau cette nouvelle grande puissance économique et politique affecte l'équilibre de la planète.

H. HAUSER.

L'idée de science

Leçon de M. GASTON MILHAUD,

Professeur à l'Université de Montpellier.

Si nous pouvions demander ce qu'est la science à un penseur de la vieille Egypte ou de la Chaldée, voici, j'imagine, quelle serait sa réponse : « La science, dirait-il, c'est la connaissance que possède le savant, par opposition à l'homme qui n'a rien appris ; et le savant, c'est celui qui sait construire une maison, ou arpenter un champ, ou guérir un malade, ou renseigner sur les formalités juridiques, ou consulter les dieux, interpréter les songes, connaître l'avenir à l'examen des entrailles d'une victime, prévoir les terribles événements, tels que les éclipses, et aider à les conjurer ; savant celui qui sait travailler le fer, fabriquer le verre, embaumer les morts ; savant le prêtre, savant l'architecte, savant l'astrologue, savant le devin, savants tous ceux dont les formules ou les recettes sont capables de disposer en quelque mesure des mystères des dieux et des choses. » L'esprit d'une pareille science est difficile à dégager. Elle implique évidemment l'idée des relations qui unissent les choses, mais c'est avec la plus naïve et la plus incohérente extension à tout ce que l'imagination peut concevoir. S'il y a des règles empiriques pour trouver la mesure des grandeurs, étant donnés les dimensions, ou les remèdes qu'exige un malade, étant donnés tels ou tels symptômes, il en existe aussi qui permettent de rattacher le succès d'une entreprise à l'état du ciel ou au vol d'un oiseau, et tous les actes de la vie à des gestes ou à des mots magiques dont ils dépendent. Il n'est pas de choses, si éloignées soient-elles, entre lesquelles le savant ne parvienne à trouver quelque lien plus ou moins mystérieux ; il n'a pour cela qu'à mener assez loin l'étude de toutes les traditions, de tous les livres anciens, notamment des livres sacrés. Il s'incline avec admiration devant tout ce qu'il voit, mais rien ne l'étonne : les choses sont ainsi, parce qu'ainsi le veulent les dieux et les destins.

Tout autre est la conception que se font les Grecs de la science. Savoir, c'est surtout, à leurs yeux, *comprendre* ; c'est atteindre à l'intelligibilité des choses ; c'est voir clairement pourquoi elles se produisent ; c'est saisir par la raison leurs causes essentielles, et

devenir capable d'en montrer aux autres l'enchaînement logique. Les règles, les formules, les pratiques infiniment variées, que les peuples d'Orient ont transmises aux Hellènes, ne sont pas pour eux de la science : elles ne méritent d'en être que du jour où elles sont expliquées et démontrées à la lumière de la raison. Née dans les colonies de la Méditerranée, assez loin du continent pour qu'aucune orthodoxie religieuse n'en gêne l'essor, la pensée scientifique des Grecs exclut radicalement le mystère, et refuse de s'incliner devant ce qu'elle ne comprend pas. Pour elle, le monde des réalités est pénétré de logique, d'ordre, de beauté intelligible, de finalité harmonieuse, et comprendre les choses, c'est leur assigner une place naturelle dans cet ordre et cette harmonie. Ce n'est pas toujours possible ; tout ne rentre pas dans cette logique immanente et éternelle ; il y a des monstres, des accidents : ils échappent à la science, dont les prises atteignent seulement ce qui est normal, ce qui est général, universel, ce qui dépasse les circonstances contingentes et fortuites. Comprendre, et, par conséquent, savoir, c'est saisir directement, avec le général, l'ordre immanent, la raison des choses.

C'est là l'essence, et c'est aussi la fin de la science. La contemplation théorique des vérités se suffit à elle-même ; elle est le seul idéal qu'ait à poursuivre la science vraiment digne de ce nom. Certes, il est permis à l'homme d'utiliser les connaissances rationnelles pour les besoins de la vie, mais toute application pratique, toute considération qui a un but utilitaire, cesse d'être de la science : c'est de l'art, c'est de la τέχνη, et non plus de l'ἐπιστήμη. Je vous ai montré, jadis, cette séparation du théorique et du pratique, de l'intelligible pur et de ses applications concrètes, qu'essayèrent de réaliser les Grecs au delà de ce qui peut paraître tout d'abord vraisemblable. Je vous ai montré chez eux la géométrie, — la vieille science de la mesure, — ne contenant plus une seule formule de mesure, une seule règle pour l'évaluation des surfaces ou des volumes, et se limitant aux propriétés théoriques des figures et à leur démonstration logique. Vous vous rappelez les sarcasmes de Platon contre ceux qui voient dans l'arithmétique la géométrie, l'astronomie, le souci de connaissances utiles à la vie courante. Aristote ne pense pas autrement, et ses travaux si considérables en biologie sont ceux d'un théoricien, qui, sans cesse, cherche à atteindre, dans le monde concret et vivant où il se meut, la sage ordonnance, les desseins cachés de la nature. — Ainsi donc, comprendre pour comprendre, c'est-à-dire pour saisir et contempler la vérité éternelle, dont l'idéal ne se sépare pas, chez ce peuple d'artistes, de la beauté intelligible et de l'harmonie

souveraine, telle est la formule qui donne le caractère essentiel de l'idée de science chez les Grecs.

Ce n'est pas qu'une pareille formule ne souffre des tempéraments et ne se prête à des nuances variées, quand on essaie de l'appliquer à tous les penseurs et à tous les savants. Les Ioniens, les Eléates, les Pythagoriciens, les Atomistes, Socrate, Platon, Aristote, n'ont pas tous exactement la même conception de la science. Il y a loin du réalisme sensible de la physique ionienne au mathématisme de Pythagore, ou à l'idéalisme de Parménide ; il y a loin du déterminisme mécaniste de Démocrite au finalisme d'Aristote ; de la définition de Socrate à l'idée de Platon ; il y a loin de la pensée logique des géomètres aux pratiques des médecins. Mais, même chez ces derniers, dominent de bonne heure, avec Hippocrate et son école, les tendances rationalistes ; et, chez tous ou presque tous, se fait jour, à des degrés divers, la notion d'une science théorique, explicative, démonstrative, logique, et, autant que possible, désintéressée. Du moins, cela est vrai jusqu'au III^e siècle. A partir de ce moment, les sceptiques et les moralistes vont devenir pour longtemps les représentants presque exclusifs de la pensée grecque, et c'en sera fait de la conception théorétique des vérités éternelles.

D'une part, Pyrrhon, Timon, Arcésilas, Carnéade, Énésidème, puis, plus tard, Sextus et les médecins empiristes, sous des inspirations diverses, multiplient leurs attaques contre la valeur absolue de la science. Cela devait-il aboutir à ruiner la science elle-même ? Si l'esprit humain n'est pas capable de saisir directement les raisons cachées des choses, et d'atteindre par lui-même aux réalités immuables, la science, telle que l'avaient conçue Pythagore, Parménide, Platon, Aristote, ne s'écroule-t-elle pas ? — Non, une autre est possible, une autre qui n'aurait plus la prétention de saisir le nécessaire, et qui suffirait à l'existence, comme l'affirmaient les Nouveaux Académiciens ; une science positive, comme eussent dit Sextus et Ménodote, s'ils avaient eu à leur disposition, pour exprimer leur pensée, un mot qui nous est aujourd'hui familier, une science se contentant de noter les faits et leurs successions régulières ; et le scepticisme grec, loin d'aboutir à la destruction de la science, pouvait être pour sa transformation féconde une sorte de positivisme anticipé. Il était fatal, tout au moins, qu'il contribuât à faire sortir la pensée de sa contemplation sereine, qu'il réveillât l'esprit grec du rêve tranquille que réalisait sa conception dogmatique de la science spéculative.

D'autre part et surtout, les préoccupations morales prennent une place de plus en plus grande dans les écoles philosophiques.

Socrate avait voulu jadis détourner les hommes de l'étude de l'univers, et s'était efforcé d'appeler leurs recherches sur le seul terrain de la morale. En réalité, ce qui lui survécut, d'abord à l'Académie, puis au Lycée, ce fut non pas cette détermination nouvelle et restreinte du domaine de la science, mais l'attachement étroit qu'il avait montré à chercher sans cesse la définition, la notion, le général. Rien d'étonnant à cela : c'était au fond, sous une forme plus consciente, la tradition de la pensée grecque. Mais bientôt, sous la poussée des événements politiques qui rendent de plus en plus difficile la spéculation désintéressée, avec ceux d'abord que l'on a nommés les petits socratiques, puis avec les Epicuriens et les Stoïciens, grecs et romains, le problème moral constitue l'essentiel de la science et de la philosophie. Où est le souverain bien que l'homme doit poursuivre et réaliser dans sa vie ? Telle est la question qui, peu à peu, écarte des préoccupations scientifiques ce qui restait encore de recherche spéculative et désintéressée. Le puissant effort de la pensée mathématique, qui, pendant quatre siècles, a enfanté des miracles, ne pourra s'arrêter d'un coup : l'École d'Alexandrie comptera quelques grands géomètres et quelques astronomes de génie ; mais toutes les tentatives de fonder des sciences physiques et naturelles, ou seulement de continuer Aristote et Archimède, échoueront fatalement. Bientôt sombrera définitivement le culte de la science, pour ne laisser place qu'à des soucis qui, tantôt matériels et utilitaires, rappelleront les vieilles superstitions de l'Orient, tantôt épurés et mystiques, emporteront l'âme humaine si haut dans le ciel qu'elle s'allégera joyeusement elle-même de toute idée de science profane.

Pendant des siècles, ce qu'on se représentera sous ce mot de science, c'est un ensemble de méditations que l'antiquité païenne a poussé assez loin pour les besoins de l'esprit. Une explication sur les choses, que ne fournit pas la théologie, se trouve toute prête et indiscutable dans quelque passage du *Timée* de Platon, ou de l'*Organon* d'Aristote. Qui veut acquérir la science ne doit ni raisonner ni ouvrir les yeux sur le monde ; il lui suffit de lire et de méditer les livres anciens.

Au ^{xiii}^e siècle cependant, — au moment où, avec Albert le Grand et saint Thomas, la philosophie traditionnelle semblait atteindre à une cristallisation assez solide pour que, 650 ans plus tard, quelques-uns de nos contemporains veuillent y voir encore le dernier mot de toute pensée humaine, — à ce moment, sous l'impulsion des Arabes et des Juifs, sous l'impulsion même du véritable Aristote, grâce à eux mieux connu, commence déjà à se

dessiner une réaction efficace contre l'étrange conception scolastique de la science. Les Franciscains d'Oxford sont les premiers, semble-t-il, à revendiquer systématiquement, dans une série d'écrits qui appellent autant de condamnations, les droits de l'esprit humain contre un aveugle asservissement. Il nous reste assez de l'œuvre de Roger Bacon (le plus célèbre d'entre eux), en dépit des mauvais traitements que subirent ses manuscrits, pour que nous reconnaissons en lui l'un des premiers prédécesseurs de Galilée, de François Bacon et de Descartes. Entre eux et lui, la continuité peut essayer de s'établir par l'école italienne du ^{xv}^e siècle, avec surtout Léonard de Vinci, puis par Copernik et Képler.

La pensée scientifique veut reconquérir, avec eux, son ancienne indépendance. En général, — il n'y aura exception que pour François Bacon, — elle revient avec avidité aux mathématiques grecques. Mais ce n'est plus, comme au temps de Platon, pour se laisser séduire par la spéculation toute pure ; c'est plutôt le nom d'Archimède qu'évoqueraient les recherches nouvelles. La mathématique apparaît désormais comme un auxiliaire précieux, dont l'homme dispose pour se soumettre l'univers. François Bacon montre une autre tendance : en dépit de quelques interprétations récentes de sa pensée, il semble bien que les recherches mathématiques n'ont pas de rôle à ses yeux dans la véritable science. Du moins, toutes les démarches qu'il impose au savant doivent aboutir, pour lui, à connaître les conditions où les « formes » se réalisent dans les choses, afin que l'homme transforme la matière à son gré. La science donc, ce n'est plus, comme jadis, l'explication intelligible, c'est le pouvoir de dominer, de créer, de transformer. Science, c'est puissance. Qu'on ne confonde pas, d'ailleurs, cette nouvelle conception avec celle des anciens peuples d'Orient ; il n'y a désormais plus rien de surnaturel dans le pouvoir que recherche le savant. Tout au plus reste-t-il quelques traces d'astrologie et de rêveries mystiques, comme chez Képler, par exemple. C'est, en général, aux procédés naturels que la science demande ses secrets. Le *De mirabili potestate artis et naturæ* de Roger Bacon affirmait déjà « son dédain des opérations magiques et sa foi dans les prodiges que réalisera le génie humain » (1). C'est la même inspiration qui guidera Léonard de Vinci à travers ses innombrables tentatives d'invention : machine pour voler, canon à vapeur, etc., et se fera sentir jusque dans l'ambitieux dessein de Descartes « de nous rendre maîtres et

(1) Cf. la thèse d'Emile Charles sur *Roger Bacon*, p. 57.

possesseurs de la nature » (1). N'était-ce pas d'ailleurs la même conception, plus ou moins confuse, de la science qui inspirait les alchimistes du Moyen Age ? Malgré la ressemblance extérieure de leurs pratiques et de celles des Egyptiens, malgré les accusations de sorcellerie dont elles étaient l'objet, beaucoup d'alchimistes voulaient se fonder sur la possibilité de transformer naturellement les corps, possibilité qu'ils prétendaient déduire des considérations des Grecs sur l'indétermination de la matière.

Cette idée de puissance, et de puissance humaine, qui semble alors inséparable de l'idée de science, exclut-elle la nécessité de connaître ? Bien au contraire, elle l'implique, mais à la condition qu'on laisse de côté toute considération qui n'aurait qu'un intérêt platonique, qu'on renonce à toute recherche d'ordre, d'harmonie, de finalité ; et qu'on ne se préoccupe plus que de connaître les causes, les agents productifs, les qualités premières des corps, d'où toutes les autres se déduisent, ainsi que les rapports quantitatifs qui règlent la production des phénomènes : du moins, c'est ainsi qu'eût encore parlé Descartes. A ses yeux, comme à ceux de Bacon, la connaissance profonde des choses est indispensable à qui veut en disposer. Bientôt cependant, et en partie par leur influence, ce qui restait chez eux d'explication métaphysique échappe à l'idée de science, telle qu'elle va se dégager de mieux en mieux des travaux du XVII^e siècle. A première vue, on risque de penser autrement, quand on voit ces travaux aboutir avec Newton à la grande loi de la gravitation, qui nous apporte, semble-t-il, la clef du monde céleste, et comme le mystérieux secret de l'univers. Mais qu'on y regarde de près. Newton répète avec insistance qu'il ne donne aucune explication des faits, qu'il ne forme aucune hypothèse qui en fournirait la raison intelligible, qui nous ferait connaître le pourquoi de la gravitation. L'attraction n'est qu'un mot, n'impliquant même pas l'affirmation de quelque étrange action à distance qui s'exercerait entre les astres : Newton enseigne quels rapports de quantité relient, à chaque instant, certaines grandeurs, qu'il est possible de mesurer séparément. C'est une *loi* qu'il énonce, et non pas une *cause* qu'il révèle. La loi donne une description quantitative d'un phénomène, et non pas l'indication des causes qui le produisent. Elle permet de calculer avec précision les conditions futures du mouvement des astres du système solaire ; elle permet de prévoir avec assurance, sans qu'il soit nécessaire de répondre à la curio-

(1) *Discours de la Méthode*, 6^e partie. — Cf. Séailles, *Léonard de Vinci*, notamment le chapitre VII de la deuxième partie.

sité de l'esprit sur les raisons du fait général, désormais exprimé et fixé en un langage mathématique. — N'était-ce pas d'ailleurs déjà la même impression qui se dégageait des lois de Galilée sur la chute des corps ? Ou encore, si l'on supprime la prétendue démonstration qu'il voulut en donner et que lui seul sembla prendre au sérieux, de la loi que Descartes avait énoncée sur la réfraction de la lumière ?

Ainsi la pensée scientifique, même quand elle revêt un aspect théorique, même quand elle s'écarte du souci primordial de dominer et de transformer les choses, poursuit une connaissance orientée, non plus comme il y a deux mille ans, vers l'explication et l'intelligibilité, mais plutôt vers une prise de possession des faits qui en permette au moins une rigoureuse prévision.

Faut-il ajouter que cette nouvelle conception de la science se trouve naturellement encouragée par la réflexion philosophique qui, à travers Locke et Hume, aboutira au phénoménisme scientifique de Kant et au positivisme d'Aug. Comte ? Faut-il dire à quel point elle est favorable aux méthodes d'observation et d'expérience, à quel point aussi elle se prête désormais à l'extension illimitée du domaine qu'explore le savant ? La science, devenue plus descriptive, plus voisine des faits eux-mêmes, tels qu'ils s'observent ou se laissent provoquer, tels qu'on peut les affirmer avec toute la certitude dont l'homme est capable, cesse d'avoir pour objet exclusif les notions générales des mathématiques et de la physique. Tout ce que la nature offre à nos regards devient objet d'étude, et le XVIII^e siècle voit naître et se développer dans des conditions nouvelles la zoologie, la botanique, la géologie, la chimie ; en attendant que, par une extension dernière, tenteront de se constituer les recherches relatives aux langues, aux mœurs, aux institutions, aux croyances des peuples, bref à tout ce qui intéresse à quelque degré l'humanité. Aujourd'hui, où le culte de la science a été porté plus haut que jamais, elle ne dédaigne aucune direction, aucun domaine : tous s'offrent indistinctement à elle. On discute encore la question de savoir si l'histoire est une science, si la psychologie est une science, si la sociologie est une science, mais personne ne doute qu'à l'occasion du moindre problème historique, du détail psychique le plus particulier, d'un fait social quelconque, il ne puisse être fait œuvre de science.

Est-ce seulement alors l'objet de la pensée scientifique qui a grandi sans limite ? L'idée même de science ne s'est-elle pas enrichie d'une foule d'aspects nouveaux ? On dirait que, délivrée de l'absolu, elle ne craint plus aucun élargissement. C'est ainsi, par exemple, que s'est introduit le point de vue historique ou évolu-

tioniste. Cela est tout nouveau et n'eût été compris ni des anciens, ni même, à l'exception de Leibniz, des savants du XVIII^e siècle. Il y avait dans la science de Descartes, comme dans celle d'Aristote, quelque chose de statique, d'immobile; le vrai n'était pour eux d'aucun temps, ou plutôt il était de tous les temps. Or voici que, de tous côtés, apparaît dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle le besoin d'expliquer ce qui est par ce qui a été. Les géologues n'ont pas d'autre science que l'histoire des transformations continues de l'écorce terrestre. Depuis Kant et Laplace, la théorie générale du système solaire comprend l'histoire d'une nébuleuse dont les états successifs ont abouti au monde actuel. Après Geoffroy Saint-Hilaire, Lamarck et Darwin, la zoologie et la botanique sont désormais inséparables d'une étude attentive de l'évolution des espèces à la surface du globe. Après Condorcet et Kant, Saint-Simon et Aug. Comte, cette idée d'évolution et de progrès a pénétré dans toutes les manifestations de l'activité humaine, au point qu'il ne saurait désormais exister une étude relative aux mœurs, aux croyances, aux institutions quelles qu'elles soient, qui laissât de côté les conditions historiques de leur formation et de leur développement.

D'autre part, le large épanouissement de la pensée scientifique semble se jouer des bornes qu'on lui imposait naguère. Les savants devaient renoncer à chercher le mode de production des phénomènes et se borner à les décrire; or, voyez ce que font les physiciens. Jamais les atomes et les fluides n'ont joué un plus grand rôle dans les théories de la lumière, de la chaleur, de l'électricité; jamais la tentative n'a été menée plus vigoureusement de remonter à l'origine cinétique des grands phénomènes physiques et chimiques.

Est-ce donc que l'idée de science va, comme le voulurent Démocrite et Descartes, s'attacher étroitement à celle de mécanisme? — D'un côté, les théories récentes de l'énergétique font reparaître les préoccupations qualitatives, là où on les attendait le moins, dans la science mathématique de l'univers. De l'autre, la finalité elle-même ne semble plus aussi rigoureusement prosaïque. Aujourd'hui, si elle n'est décidément plus le recours à une volonté extérieure qui aurait agencé chaque phénomène comme un horloger a réglé chaque montre; si elle est devenue moins métaphysique et plus intelligible, la finalité se sent aussi moins étrangère dans notre conception de la science. Sans parler des organismes vivants, où les explications les plus mécanistes laissent au moins subsister la notion d'un consensus, de l'accord d'un ensemble de faits aboutissant à une fin, refusons-nous de reconnaître

l'action sur l'esprit du savant d'un ordre entrevu, d'une harmonie présentée, ne fût-ce que dans son attachement inébranlable au principe des lois ?

Sauf qu'elle a renoncé à poursuivre l'absolu, — et, sans doute, je le disais tout à l'heure, à cause de cela même, — la science semble n'exclure, aujourd'hui, aucune des tendances essentielles que l'esprit humain a successivement mises à jour. On dirait qu'elle veut *comprendre* et *expliquer*, comme au temps des Grecs, et jamais les recherches théoriques n'ont été poussées plus loin ; elle veut *pouvoir*, comme le lui demandaient Bacon et Descartes, et jamais la puissance que la science nous donne sur la matière n'a autorisé de plus audacieuses espérances. Pour accomplir son œuvre, elle ne rejette aucune lumière, elle ne s'enferme dans aucune règle, elle en appelle à toutes les ressources de l'esprit, on serait tenté de dire : à tous les éléments essentiels de l'activité de l'âme.

Depuis quelques années, un certain nombre de travaux ont particulièrement appelé l'attention sur le rôle qu'il faut accorder à cette activité de l'âme, construisant la science. Il semble bien s'en dégager une notion de la nécessité scientifique, sur laquelle nous aurons à nous expliquer. Nous le devons d'autant plus que, si nous avons pris notre part de ces études, nous n'accepterons à aucun degré qu'elles puissent conduire ni à je ne sais quel dilettantisme qui ferait de la science un jeu élégant, ni à un mysticisme dangereux. Pour nous, et c'est le seul point que je veuille marquer aujourd'hui, la conception nouvelle de la science, en cessant d'y voir cette discipline de soumission passive, à laquelle, en dépit de leur relativisme, Kant aussi bien qu'Aug. Comte ont condamné l'esprit, aboutit surtout à postuler une sorte de conscience du vrai, et, par là, à réclamer plus fortement une complète liberté d'examen et de critique. Et ainsi, pour avoir accepté une plus large contribution de l'activité de l'esprit, il est une condition où nous voudrions d'autant plus voir la marque essentielle de l'œuvre scientifique. Renonçant, en effet, à la trouver assez strictement nécessaire et générale dans la nature des objets que seul pourrait étudier le savant, ou dans le genre des démarches extérieures où il serait obligé de s'enfermer, ou dans le degré de coordination auquel il serait tenu d'aboutir (lois, théories...), nous chercherons plutôt la marque caractéristique de l'œuvre de science dans l'attitude, dans les tendances de l'esprit qui l'accomplit. C'est, avant tout, la poursuite scrupuleuse d'une objectivité normale ; c'est une défiance extrême de soi-même, de ses sens, de ses opinions, de ses préjugés, de tout ce qui risque d'être indi-

viduel et subjectif ; c'est l'effort de donner à toutes ses démarches une allure telle que tout autre homme, en les répétant, soit conduit à formuler les mêmes affirmations ; c'est la tendance de tout ce qui, en nous, pense, juge, sent, veut, à se dégager des circonstances individuelles et exceptionnelles, et à ne chercher que des raisons de croire assez universelles, assez normales, assez humaines, pour que tout homme à l'esprit sain puisse être convaincu par elles ; c'est la volonté d'atteindre, en pleine liberté d'examen et à l'aide de la plus minutieuse critique, à une vérité qui contienne en soi sa propre force de persuasion et d'expansion.

*
* *

De ce point de vue, nous aurons d'abord l'avantage d'apercevoir clairement l'unité des efforts scientifiques de tous ceux, anciens ou modernes, qui ont librement invoqué la raison ; et cela nous permettra de prendre aisément position dans un problème fort important, dont je dois dire quelques mots aujourd'hui.

La science grecque, si extraordinairement prospère pendant quelques siècles, s'est ralentie jusqu'à complète extinction ; au contraire, la renaissance de l'esprit scientifique a été le point de départ d'un développement qui n'a plus connu d'arrêt et a dépassé toutes les espérances. S'il faut en croire bon nombre de penseurs, l'esprit grec lui-même serait en partie responsable de son échec ; l'idée qu'il se faisait de la science rendait impossible la naissance ou au moins le développement de la méthode expérimentale ; les longs siècles de foi catholique étaient nécessaires pour transformer l'esprit humain et le rendre capable de créer la science moderne.

Vous reconnaissez là d'abord la thèse d'Aug. Comte : l'état monothéiste, qui ne se serait vraiment réalisé qu'au Moyen Age, était indispensable pour préparer l'Age positif. En dehors du Comtisme, des thèses analogues dans leurs conclusions, mais quelque peu différentes au fond, ont été éloquemment soutenues. Je signalerai celle de M. Victor Egger, qui se présentait sous les auspices de quelques grands noms de la philosophie française, et celle d'Emile du Bois-Reymond.

La première s'appuie sur ce que la pensée grecque était, en somme, trop imprégnée de mathématique et de logique ; elle se montrait trop avide de certitude démonstrative, pour pouvoir s'intéresser aux faits isolés, détachés de toute théorie, de toute explication, c'est-à-dire pour être capables de la démarche la plus indispensable à la création de toute science du réel. Le besoin de saisir la raison logique des choses, d'expliquer leur nécessité,

était incompatible avec l'observation des faits particuliers et concrets, qui échappent, pour un temps au moins, à toute intelligibilité. « Pendant toute la durée du Moyen Age, dit M. Egger, une idée toute différente de la vérité s'enracina à loisir dans les esprits... La vérité chrétienne ne pouvait être présentée aux fidèles comme un système de démonstrations bien liées, comme un enchaînement d'évidences ; elle leur fut enseignée comme un ensemble de croyances qu'il fallait admettre sans preuves. L'étonnement ne fut plus interdit à l'esprit instruit dans la vérité ; car on donnait le nom de vérité à une suite de propositions souvent extraordinaires et plutôt juxtaposées ou superposées que logiquement coordonnées. Bien plus, l'inexplicable, l'indémontrable, le mystère étaient posés comme les caractères de la suprême vérité. Lorsque l'autorité d'Aristote cessa de stériliser l'étude de la nature, lorsque les savants s'aperçurent que c'était là un domaine ouvert à la pensée libre, ils y portèrent, sans rencontrer de bien sérieuses résistances, un genre de dogmatisme que le christianisme avait vulgarisé en l'appliquant aux idées métaphysiques et à la morale. Les esprits étaient familiarisés avec l'idée de la vérité de fait qui s'impose sans explication et sans déduction démonstrative ; ils se trouvaient disposés à accepter, dans sa forme générale, ce que nous appelons aujourd'hui la science positive, ce mode de spéculation qui établit les lois, mais ne les prouve pas, et qui refuse de répondre aux *pourquoi* indiscrets de l'esprit logique et mathématique. S'il est vrai, comme l'a dit M. Boutroux, que le renoncement à l'intelligibilité des choses soit un des caractères de l'esprit scientifique, la foi du Moyen Age a bien préparé la science moderne (1). »

Cette thèse, vous le voyez, repose sur ce que l'esprit grec se montrait trop exigeant dans sa conception de la science ; c'est un reproche tout différent que lui adresse du Bois-Reymond. Les Grecs sont à ses yeux des artistes, des dilettantes, à qui manque la notion sérieuse de la vérité. Ils observent sans doute, mais en amateurs ; ils n'ont pas le désir scrupuleux de mesurer, de peser, de regarder de près, avec la minutie qu'exige l'esprit scientifique. Ils se satisfont aisément d'hypothèses fantaisistes, qu'ils trouvent élégantes, et cela leur suffit : c'est seulement par les religions monothéistes que la notion d'une vérité, à laquelle on s'attache et pour laquelle on meurt, pouvait entrer dans le monde (2).

(1) *Science ancienne et Science moderne*, Revue internationale de l'Enseignement, août et septembre 1890.

(2) Cf. *l'Histoire de la Civilisation et la Science de la Nature*, Revue scientifique, 19 janvier 1878.

Nous aurons à revenir sur ces thèses, qui sont bien de leur temps par le désir inconscient dont elles témoignent de rétablir partout la continuité du développement régulier et progressif de l'esprit humain. La plus séduisante est, sans contredit, celle de M. Egger. Nous aurons à nous demander si, d'une part, le besoin d'intelligibilité des Grecs s'opposait inévitablement aux exigences de la méthode expérimentale; et si, d'autre part, il n'y a pas, dans les démarches des savants modernes, une tendance à poser, sous forme de notions définies, des concepts, des idées claires, dont la systématisation constitue le fond de notre science rationnelle. Mais, surtout, nous aurons à insister sur ce que la marque dernière de la science n'est pas dans tel ou tel des aspects extérieurs qu'elle a revêtus, selon les temps et les milieux; elle est essentiellement dans l'effort de celui qui, spontanément et librement, oriente son âme vers une vue objective des choses. Cette objectivité n'a certes plus pour nous rien d'absolu; elle implique non l'éternelle nécessité, mais bien plutôt la possibilité d'expansion universelle; la vérité scientifique est, au plus haut degré, la vérité humaine. Les Grecs ont pu viser plus haut, leur attitude scientifique est à la nôtre ce que la jeunesse et l'inexpérience sont à la maturité; mais ils ont vraiment commencé, par leurs recherches, cette science que nous ne faisons que continuer, et qui n'est qu'un des aspects de la raison humaine.

*
**

Enfin, en définissant l'idée de science comme nous l'avons fait, en laissant de côté les éléments extérieurs pour entrer de préférence dans l'âme qui construit la science, et saisir les conditions de l'attitude où nous reconnaissons l'effort scientifique, nous n'aurons pas eu le seul avantage de relier les tentatives des anciens à celles des modernes dans une démarche commune; nous nous sentirons aussi infiniment mieux préparés à traiter une grave question qu'il me reste à indiquer. L'idée que nous nous faisons de la science entraîne-t-elle une séparation radicale entre elle et le domaine moral de l'humanité? — Notre réponse se devine. C'est comme si l'on demandait : existe-t-il un ordre d'idées tel qu'on renoncerait à y chercher une vérité humaine, c'est-à-dire un ordre d'idées où ce qui serait vérité pour l'un pourrait être mensonge pour l'autre, et où l'esprit renoncerait à l'effort critique qui seul peut assurer l'objectivité de ses démarches?

On dit quelquefois : la morale et la religion n'ont rien à faire avec la science. Entendons-nous.

Si l'on veut dire que, des formules mathématiques, physiques, astronomiques, et même des constatations des sciences sociales ne sortira jamais le sentiment du devoir, on a raison. Si l'on conteste à certains penseurs le droit de prêcher, au nom de la science, une morale qui tienne tout entière dans la lutte pour la vie, nous applaudirons de grand cœur et dirons, avec M. Fouillée, que rien n'est moins scientifique qu'une philosophie qui assimile l'homme aux loups et aux grands carnassiers, supprimant en lui ce qu'il y a de plus caractéristique, les inclinations universelles, l'aptitude à former un idéal humain. Mais tout n'est pas dit, quand on a ainsi rejeté les préjugés courants. Une fois admises, en dehors de toute science, les aspirations morales qui, plus ou moins confuses, sont au fond de chacun de nous, ne reste-t-il pas à savoir où est le devoir, où est la justice ? Qu'est-ce qui est bon et qu'est-ce qui est mauvais ? Lorsque, consciemment ou non, les hommes s'associent pour trouver de siècle en siècle des réponses de plus en plus normales et objectives à ces questions, leur effort ne se confond-il pas avec celui qui essaie d'atteindre à une vérité, qui soit la vérité ?

Il en est de même pour la pensée religieuse. Si l'on dit que le sentiment religieux, c'est-à-dire ce besoin obscur et profond de nous attacher à un idéal qui nous dépasse et donne un sens à notre vie, si l'on dit que ce sentiment échappe aux théorèmes de l'analyse, aux équations de la chimie ; qu'en dehors de toute science il subsiste et se manifeste partout où il y a des hommes, nous ne songerons pas à le contester, parce que, sans doute, comme les aspirations morales dont il se rapproche étrangement, il est inhérent à notre âme. Mais, quant à la forme sous laquelle il s'exprime, depuis les dogmes énoncés par les différentes confessions religieuses jusqu'aux convictions idéalistes de tels ou tels libres penseurs, la diversité même des formules ne pose-t-elle pas à l'homme le plus désireux de s'abandonner aveuglément la question de leur vérité ? — On dira que c'est, ici, une vérité d'un genre spécial, vers laquelle on s'élance d'un mouvement spontané du cœur, soit ! Mais même alors faut-il accepter qu'il puisse y avoir, dans ce mouvement, quelque chose de subjectif, d'exceptionnel, que déterminent peut-être uniquement les hasards de la naissance ? Et ne faut-il pas en garantir la valeur par des raisons où se retrouvent nécessairement, avec le souci de l'objectivité, les exigences naturelles d'une connaissance qui veut pouvoir s'offrir librement à tous ? En fait, chez les peuples occidentaux, rompus à l'effort critique de la science, et devenus par là avides de cette vérité normale, qui n'exclut certes pas le sentiment, mais

dont l'idée ne se sépare pas de la possibilité d'une communion universelle, les dogmes ne cessent d'évoluer, lentement parfois, et inconsciemment d'abord, — mais sûrement, — prenant sans cesse une signification plus pure, plus dégagée des éléments concrets et extérieurs où résidaient surtout les divergences, de mieux en mieux d'accord avec les aspirations intimes de notre âme, et où tend à s'affirmer, chaque jour davantage, l'unité de la conscience humaine, cet autre nom de la raison.

Bref, il n'est pas un domaine de pensée, il n'est pas un ordre de sentiments ou d'idées, qui ne soit appelé à revêtir un aspect objectif, où chacun de nous ne cherche, en quelque façon, à dépasser l'individualité de sa nature intellectuelle ou sensible pour atteindre au vrai sous toutes ses formes; et, si l'effort par lequel il essaie de communiquer ainsi avec ses semblables est ce qui caractérise au plus haut degré l'activité scientifique, il n'est pas besoin d'insister sur son rôle social.

Nous retrouvons là une idée chère à Aug. Comte : la science envisagée comme agent d'accord, d'harmonie intellectuelle et morale, comme principal facteur du consensus humain. Mais si nous nous rencontrons ainsi, c'est par une conception quelque peu différente de la pensée scientifique elle-même. Comte y voyait la soumission raisonnable et passive de notre esprit à un ordre extérieur, qui s'impose à lui et fixe à ses élans des limites salutaires; il y voyait l'énonciation dogmatique et presque définitive des règles destinées à diriger notre intelligence et notre cœur. Nous voulons y voir, nous, l'effort libre et spontané de notre âme, se tendant de tout son pouvoir, et sans renoncer à aucune de ses aspirations naturelles, vers ce qui est normal, et s'appelle, selon les cas, le vrai, le bon, le juste. Il n'y a pas de liberté de conscience en géométrie, en astronomie, en physique, aimait à dire Aug. Comte, pour faire sentir la puissance unificatrice des dogmes de la science devant lesquels on s'incline sans discuter. L'effort scientifique est, à nos yeux, inséparable d'une activité libre qui n'abdique jamais, inséparable de l'énergie vivante de l'âme, cherchant au fond d'elle-même ce qui appartient à la raison de tous, refusant d'accepter jamais aucune formule comme définitive, et élaborant pour l'humanité un idéal de vérité et de justice, qui recule sans cesse et se perfectionne à l'infini.

G. MILHAUD.

Sujets de Devoirs

UNIVERSITÉ DE BESANÇON

Licence ès lettres.

Composition française.

Dégager de la préface de *Littérature et Philosophie mêlées* les principes d'une doctrine générale sur la littérature.

Composition latine.

Quo consilio Tacitus libellum de Germania conscripserit.

Thème latin.

La Fontaine, Préface des *Fables* : « Je pense avoir justifié suffisamment mon dessein... »

Thème grec.

Bossuet : *Discours sur l'Histoire universelle*, 3^e partie, ch. v : « Les Grecs, naturellement pleins d'esprit et de courage....., sans rien entreprendre sur personne. »

Grammaire.

1^o Etudier, dans le 24^e chant de l'*Iliade* (v. 322 à la fin), les emplois des particules $\delta\eta$ et $\tau\omicron\iota$; expliquer et classer.

2^o Lucrèce : v. 1056-1061 : « Postremo..... gliscunt » ; langue et syntaxe.

Philosophie.

Du fondement de la morale sociale.

ALLEMAND.

Composition.

Das bürgerliche Trauerspiel ; Diderot und Lessing.

Version.

Schiller, *Der Handschuh*.

Thème.

Victor Hugo, *Notre-Dame de Paris*, suite : 50 lignes.

Soutenances de thèses

UNIVERSITÉ DE PARIS

Mlle Emma SAKELLARIDÈS a soutenu sa thèse pour le doctorat d'Université devant la Faculté des Lettres de Paris, en Sorbonne, le 3 mars.

THÈSE FRANÇAISE.

Alfred de Vigny, auteur dramatique.

*
**

M. Henri HAUVETTE a soutenu les deux thèses suivantes pour le doctorat devant la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, en Sorbonne, le 6 mars.

THÈSE LATINE.

De Laurentio de Primofato (Laurent de Premierfait), qui primus Joannis Boccacii opera quaedam gallice transtulit, ineunte seculo XV.

THÈSE FRANÇAISE.

Un exilé florentin à la cour de France au XVI^e siècle, Luigi Alamanni (1495-1556), sa vie et son œuvre.

Ouvrage signalé

Méthode rapide de sténographie, par M. L. M. V. LAPORTE, 1 vol., 1 fr., librairie Croville-Morant, 18, rue de la Sorbonne, 1902.

Le gérant : E. FROMANTIN.

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Victor Hugo prosateur.

Cours de M. GUSTAVE LARROUMET,

Professeur à l'Université de Paris.

« Les Misérables » (suite); — Jean Valjean, Javert.

En étudiant, au début des *Misérables*, la figure de l'évêque Myriel, nous avons constaté que Victor Hugo était encore à dem engagé dans la phase chrétienne de sa vie : à cette époque, il ne répudie ni la morale ni la hiérarchie catholique. C'est, d'ailleurs, vers le même temps que paraissent les *Contemplations*, où se trouvent les vers fameux adressés *A un Crucifix* :

Vous qui pleurez, venez à ce Dieu; car il pleure...

Il n'écrira qu'en 1871 son *Christ au Vatican*. Et, quoiqu'il ait dressé, en face de l'évêque, la figure du conventionnel, quoiqu'il admette l'existence du Droit ancien et du Droit nouveau, et subordonne le premier au second, il ne nous en montre pas moins, au seuil de son roman social, l'Eglise catholique, en la personne de Mgr Bienvenu, ouvrant ses bras sur la misère humaine.

Victor Hugo voit la cause de la misère sociale dans le mauvais fonctionnement des organes sociaux. Il professe cette théorie, jadis formulée par Jean-Jacques, que l'homme est sorti bon des mains de la nature et que la société seule l'a corrompu : en quoi il se trompe. Tout l'effort de la civilisation consiste, au contraire, à développer les bons instincts innés chez l'homme, et à réprimer

ses mauvais penchants. Il n'en faut, d'ailleurs, pas conclure que la société soit parfaite ; et l'auteur aura beau jeu, lorsqu'il voudra nous montrer d'épouvantables malheurs particuliers, causés bien moins par un moment d'égarement excusable, que par la cruauté inintelligente de la société. L'homme qui va servir à sa démonstration, Jean Valjean, est un pauvre émondeur du village de Faverolles, condamné aux travaux forcés, — la loi qui sauvegarde la propriété est alors terrible, — pour avoir volé un pain afin de nourrir ses enfants :

« Il gagnait, lisons-nous, dans la saison de l'émondage, dix-huit sous par jour, puis il se louait comme moissonneur, comme manœuvre, comme garçon de ferme bouvier, comme homme de peine. Il faisait ce qu'il pouvait. Sa sœur travaillait de son côté, mais que faire avec sept petits enfants ? C'était un triste groupe que la misère enveloppa et étreignit peu à peu. Il arriva qu'un hiver fut rude : Jean n'eut pas d'ouvrage, la famille n'eut pas de pain, à la lettre ; sept enfants.

« Un dimanche soir, Maubert Isabeau, boulanger sur la place de l'Eglise, à Faverolles, se disposait à se coucher, lorsqu'il entendit un coup violent dans la devanture grillée et vitrée de sa boutique. Il arriva à temps pour voir un bras passé à travers un trou fait d'un coup de poing dans la grille et dans la vitre. Le bras saisit un pain et l'emporta. Isabeau sortit en hâte ; le voleur s'enfuyait à toutes jambes ; Isabeau courut après lui et l'arrêta. Le voleur avait jeté le pain, mais il avait encore le bras ensanglanté. C'était Jean Valjean.

« Ceci se passait en 1795. Jean Valjean fut traduit devant les tribunaux du temps « pour vol avec effraction, la nuit, dans une maison habitée ». Il avait un fusil dont il se servait mieux que tireur au monde, il était quelque peu braconnier : ce qui lui nuisit. Il y a contre les braconniers un préjugé légitime. Le braconnier, de même que le contrebandier, côtoie de fort près le brigand. Pourtant, disons-le en passant, il y a encore un abîme entre ces races d'hommes et le hideux assassin des villes. Le braconnier vit dans la forêt ; le contrebandier vit dans la montagne ou sur la mer. Les villes font des hommes féroces, parce qu'elles font des hommes corrompus. La montagne, la mer, la forêt font des hommes sauvages ; elles développent le côté farouche, mais souvent sans détruire le côté humain.

« Jean Valjean fut déclaré coupable. Les termes du code étaient formels. Il y a, dans notre civilisation, des heures redoutables : ce sont les moments où la pénalité prononce un naufrage. Quelle minute funèbre que celle où la société s'éloigne et consomme l'irré-

parable abandon d'un être pensant ! Jean Valjean fut condamné à cinq ans de galères. »

Si pareil fait se reproduisait de nos jours, un juge dont le nom est devenu populaire, loin de sévir, acquitterait le prévenu avec éloges : c'est qu'une douceur plus grande s'est introduite dans nos mœurs. Nous ne parlons plus de la *vindicta des lois* ; nos magistrats ne se considèrent plus comme investis d'une mission vengeresse ; ils se contentent d'être les gardiens cléments de la société ; et l'on ne peut nier que des ouvrages comme les *Misérables* n'aient puissamment contribué à l'adoucissement de notre législation : ce livre est donc plus qu'un beau livre, c'est une bonne action. Il a persuadé à nos pères que la vengeance était un crime ajouté à un autre crime, et que la pitié, plus équitable et plus morale, était aussi plus profitable à l'ensemble des hommes. Jean Valjean, qui, d'ailleurs, n'a commis aucun crime réel, puisqu'il n'a pris qu'un superflu pour se procurer l'indispensable, — souffrira, au bagne, où on l'envoie, sans aucune utilité ; bien plus, la contagion morale et les maux subis pendant vingt années le rendent foncièrement mauvais et dangereux à ses semblables. — « En dix-neuf ans, Jean Valjean, l'inoffensif émondeur de Faverolles (dont la peine s'est successivement accrue à la suite de plusieurs tentatives d'évasion), le redoutable galérien de Toulon était devenu capable, grâce à la manière dont le bagne l'avait façonné, de deux espèces de mauvaises actions : premièrement, d'une mauvaise action rapide, irréfléchie, pleine d'étourdissement, toute d'instinct, sorte de représaille pour le mal souffert ; deuxièmement, d'une mauvaise action grave, sérieuse, débattue en conscience et méditée avec les idées fausses que peut donner un pareil malheur. Ses préméditations passaient par les trois phases successives que les natures d'une certaine trempe peuvent seules parcourir : raisonnement, volonté, obstination. Il avait pour mobiles l'indignation habituelle, l'amertume de l'âme, le profond sentiment des iniquités subies, la réaction même contre les bons, les innocents et les justes, s'il y en a. Le point de départ, comme le point d'arrivée de toutes ses pensées, était la haine de la loi humaine ; cette haine, qui, si elle n'est arrêtée dans son développement par quelque incident providentiel, devient, dans un temps donné, la haine de la société, puis la haine du genre humain, puis la haine de la création et se traduit par un incessant et brutal désir de nuire, n'importe à qui, à un être vivant quelconque. — Comme on voit, ce n'était pas sans raison que le passeport qualifiait Jean Valjean d'*homme très dangereux*. »

Voilà ce que la chiourme pouvait faire d'une nature généreuse

— Malheur à qui, désormais, tombera sous la main d'un pareil homme, exaspéré par les souffrances passées et les difficultés insurmontables suscitées sur sa route par le passeport jaune, qui décèle ses antécédents ! Malheur à l'homme sans défense qui le rencontrera formidable et farouche, tel que Victor Hugo nous l'a décrit !

« C'était un homme de moyenne taille, trapu et robuste, dans la force de l'âge. Il pouvait avoir quarante-six ou quarante-huit ans. Une casquette à visière de cuir rabattue cachait en partie son visage brûlé par le soleil et le hâle, et ruisselant de sueur. Sa chemise de grosse toile jaune, rattachée au col par une petite ancre d'argent, laissait voir sa poitrine velue ; il avait une cravate tordue en corde, un pantalon de couil bleu usé et râpé, blanc à un genou, troué à l'autre, une vieille blouse grise en haillons, rapiécée à l'un des coudes d'un morceau de drap vert cousu avec de la ficelle, sur le dos un sac de soldat fort plein, bien bouclé et tout neuf, à la main un énorme bâton noueux, les pieds sans bas dans des souliers ferrés, la tête tonduë et la barbe longue.

« La sueur, la chaleur, le voyage à pied, la poussière ajoutaient je ne sais quoi de sordide à cet ensemble délabré. »

C'est ainsi fait qu'après avoir erré par toute la ville, — toutes les portes se sont fermées à l'ancien forçat, — le soir venu, il frappe à la porte de l'évêché. Son cœur est ulcéré de haine. Tout à l'heure, le guichetier de la prison a refusé de le recevoir sans billet d'écrou ; un chien l'a chassé de sa niche, où il voulait se réfugier pour passer la nuit. Il est poussé à bout. — La porte s'ouvre. On l'introduit auprès d'un prêtre âgé, aux manières élégantes, à la voix douce. C'est Mgr Myriel. — L'auteur, avec un admirable sens dramatique, se gardera de faire poser par l'évêque à Jean Valjean les questions d'usage et, par un sentiment de délicatesse exquise, Mgr Bienvenu n'essaiera même pas d'éclairer les ténèbres de cette âme et de laisser tomber quelques mots de consolation et de paix sur ce cœur endolori. Ce sont là les soins du lendemain, si le lendemain en donne le loisir. Par contre, dès l'abord, le forçat désespéré, avec brièveté et brutalité, raconte son histoire en quelques phrases, sans que l'évêque gentilhomme se soit départi de sa courtoisie.

« L'évêque fixait sur l'homme un œil tranquille.

« Comme il ouvrait la bouche, sans doute pour demander au nouveau venu ce qu'il désirait, l'homme appuya ses deux mains à la fois sur son bâton, promena ses yeux tour à tour sur le vieillard et les femmes, et, sans attendre que l'évêque parlât, dit d'une voix haute :

« — Voici, je m'appelle Jean Valjean. Je suis un galérien. J'ai passé dix-neuf ans au bagne. Je suis libéré depuis quatre jours et en route pour Pontarlier, qui est ma destination. Il y a quatre jours que je marche depuis Toulon. Aujourd'hui, j'ai fait douze lieues à pied. Ce soir, en arrivant dans ce pays, j'ai été dans une auberge, on m'a renvoyé à cause de mon passeport jaune, que j'avais montré à la mairie ; il avait fallu. J'ai été à une auberge ; on m'a dit : Va-t-en. Chez l'un, chez l'autre, personne n'a voulu de moi. J'ai été à la prison ; le guichetier ne m'a pas ouvert. J'ai été dans la niche d'un chien ; ce chien m'a mordu et m'a chassé, comme s'il avait été un homme. On aurait dit qu'il savait qui j'étais. Je m'en suis allé dans les champs pour aller coucher à la belle étoile ; il n'y avait pas d'étoile. J'ai pensé qu'il pleuvrait et qu'il n'y avait pas de bon Dieu pour empêcher de pleuvoir, et je suis rentré dans la ville pour y trouver le renforcement d'une porte. Là, dans la place, j'allais me coucher sur une pierre, une bonne femme m'a montré votre maison et m'a dit : Frappe là, j'ai frappé. Qu'est-ce que c'est ici ? Etes-vous une auberge ? J'ai de l'argent, ma masse : cent neuf francs quinze sous, que j'ai gagnés au bagne par mon travail en dix-neuf ans. Je payerai. Qu'est-ce que cela me fait ? J'ai de l'argent. Je suis très fatigué : douze lieues à pied ; j'ai bien faim. Voulez-vous que je reste ?

« — Madame Magloire, dit l'évêque, vous mettrez un couvert de plus.

« L'homme fit trois pas et s'approcha de la lampe qui était sur la table. — Tenez, dit-il comme s'il n'avait pas bien compris, ce n'est pas ça. Avez-vous entendu ? Je suis un galérien, un forçat. Je viens des galères. — Il tira de sa poche une grande feuille de papier jaune, qu'il déplia. — Voilà mon passeport, jaune, comme vous voyez. Cela sert à me faire chasser de partout où je vais. Voulez-vous lire ? Je sais lire, moi. J'ai appris au bagne. Il y a une école pour ceux qui veulent. Tenez, voilà ce qu'on a mis sur le passeport :

« Jean Valjean, forçat libéré, natif de... — cela vous est égal...

« — Est resté dix-neuf ans au bagne. Cinq ans pour vol avec effraction. Quatorze ans pour avoir tenté de s'évader quatre fois. Cet homme est « très dangereux. » — Voilà ! Tout le monde m'a jeté dehors. Voulez-vous me recevoir, vous ? Est-ce une auberge ? Voulez-vous me donner à manger et à coucher ? Avez-vous une écurie ?

« — Madame Magloire, dit l'évêque, vous mettrez des draps blancs au lit de l'alcôve.

« Nous avons déjà expliqué de quelle nature était l'obéissance des deux femmes.



« Mme Magloire sortit pour exécuter ces ordres. »

On conçoit la stupeur du forçat libéré. Tout d'abord, il n'a rien compris à cet accueil charitable et courtois. Ensuite, — et ceci est de la fort bonne observation psychologique, — il sent croître en son âme, en raison des bienfaits reçus, un violent sentiment de haine. Cette bienfaisance l'exaspère et l'humilie. Jean Valjean veut se venger. Il se lève, la nuit, — le trouble de son esprit l'empêche de dormir, — et va dans la chambre de l'évêque pour le voler, prêt à l'assassiner, s'il s'éveille. Mais, en passant devant le vieillard endormi, il éprouve une confuse impression de respect et de paix, qui l'étonne de nouveau. Il vole cependant les deux chandeliers d'argent de Monseigneur, et s'en va. Il marche ainsi sur la grande route, troublé, furieux, s'entêtant dans sa haine, dont il ne voit pas la cause. C'est dans cet état d'esprit qu'il rencontre un petit Savoyard, occupé à compter l'argent de ses économies sur le bord d'un fossé ; une pièce de quarante sous, avec laquelle il jouait, roule sur le chemin :

« Jean Valjean posa le pied dessus.

« Cependamment l'enfant avait suivi sa pièce du regard, et l'avait vu. Il ne s'étonna point et marcha droit sur l'homme.

« C'était un lieu absolument solitaire. Aussi loin que le regard pouvait s'étendre, il n'y avait personne dans la plaine ni dans le sentier. On n'entendait que les petits cris faibles d'une nuée d'oiseaux de passage, qui traversaient le ciel à une hauteur immense. L'enfant tournait le dos au soleil, qui lui mettait des fils d'or dans les cheveux et qui empourprait d'une lueur sanglante la face sauvage de Jean Valjean.

« — Monsieur, dit le petit Savoyard, avec cette confiance de l'enfance, qui se compose d'ignorance et d'innocence, ma pièce !

« — Comment t'appelles-tu ? dit Jean Valjean.

« — Petit Gervais, monsieur.

« — Va-t'en, dit Jean Valjean.

« — Monsieur, reprit l'enfant, rendez-moi ma pièce !

« Jean Valjean baissa la tête et ne répondit pas. L'enfant recommença :

« — Ma pièce, monsieur !

« L'œil de Jean Valjean resta fixé à terre.

« — Ma pièce, cria l'enfant, ma pièce blanche ! mon argent !

« Il semblait que Jean Valjean n'entendit point. L'enfant le prit au collet de sa blouse et le secoua. Et, en même temps, il faisait effort pour déranger le gros soulier ferré posé sur son trésor.

« — Je veux ma pièce ! ma pièce de quarante sous !

« L'enfant pleurait. La tête de Jean Valjean se releva. Il était

toujours assis. Ses yeux étaient troubles. Il considéra l'enfant avec une sorte d'étonnement, puis il étendit la main vers son bâton et cria d'une voix terrible : — Qui est là ?

« — Moi, monsieur, répondit l'enfant. Petit Gervais ! moi ! moi ! Rendez-moi mes quarante sous, s'il vous plaît ! Otez votre pied, monsieur, s'il vous plaît !

« Puis irrité, quoique tout petit, et devenant presque menaçant :

« — Ah ! ça, ôtez-vous votre pied ! Otez donc votre pied voyons.

« — Ah ! c'est encore toi ! dit Jean Valjean, et, se dressant brusquement tout debout, le pied toujours sur la pièce d'argent, il ajouta :

— Veux-tu bien te sauver !

« L'enfant effaré le regarda, puis commença à trembler de la tête aux pieds, et, après quelques secondes de stupeur, se mit à s'enfuir en courant de toutes ses forces, sans oser tourner le cou ni jeter un cri... » — Suit une assez longue analyse morale, très pénétrante.

La charité supérieure de l'évêque, qui nie le vol de Jean Valjean, alors que celui-ci, arrêté par la gendarmerie, a fini par l'avouer, et le fait remettre en liberté, — cette dernière mauvaise action, commise par orgueil et par habitude, opèrent en lui une révolution profonde et durable. Il continue son voyage, change de route, devient ouvrier dans une manufacture, et imagine un procédé de fabrication qui transforme l'industrie du jais. — Au bout de quelques années, nous le retrouvons sous le nom de M. Madeleine, maire de son pays d'adoption ; c'est un autre homme : la découverte l'a enrichi, en même temps que toute la contrée, qui recueille le bénéfice de son intelligence. Comme il a beaucoup travaillé et beaucoup souffert, sa bienfaisance s'étend à toutes les misères, et il fait le bien sans ostentation ; c'est un vrai philanthrope.

Cependant il n'a pu conquérir tout le monde dans son entourage. La coterie aristocratique et dévote de la petite ville garde vis-à-vis de lui une attitude défiante et presque hostile. En outre, sa large bonté n'a produit aucun effet sur l'âme endurcie de Javert, le policier. Le type de Javert a été fort bien étudié par Victor Hugo. Le policier exerce encore sur nos esprits une étrange fascination. Sa fonction nous séduit par ses dangers et son mystère. Notre curiosité de bourgeois paisibles et à l'abri des mauvais coups s'intéresse aux risques de la chasse à l'homme. Notre malignité naturelle trouve aussi son compte à suivre les péripéties de ces combats secrets et tragiques. Aussi, pour peu qu'ils s'en soient donné la

peine, les policiers ont-ils toujours su captiver, à leur gré, l'attention publique par le récit de leurs ténébreux exploits : c'est là ce qui nous a valu le policier bavard et jovial, qui aime à raconter les petites histoires de sa profession. — Javert n'appartient pas à cette catégorie ; il exerce sa fonction avec une sorte de rage austère. Se sentant utile à la société, ayant conscience qu'on le redoute et qu'on le méprise, il met de l'amour-propre dans la lutte de ruse et de force qu'il engage avec le malfaiteur ; de là, une complexité de sentiments que l'auteur a su mettre en lumière dans une âme simple et fruste. Suivant sa coutume, V. Hugo nous a d'abord donné le portrait physique de son personnage :

« La face humaine de Javert consistait en un nez camard, avec deux profondes narines, vers lesquelles montaient sur ses deux joues d'énormes favoris. On se sentait mal à l'aise, la première fois qu'on voyait ces deux forêts et ces deux cavernes. Quand Javert riait, ce qui était rare et terrible, ses lèvres minces s'écartaient, et laissaient voir, non seulement ses dents, mais ses gencives, et il se faisait autour de son nez un plissement épaté et sauvage comme sur un muflle de bête fauve. Javert sérieux était un dogue ; lorsqu'il riait, c'était un tigre. Du reste, peu de crâne, beaucoup de mâchoire, les cheveux cachant le front et tombant sur les sourcils, entre les deux yeux un froncement central permanent comme une étoile de colère, le regard obscur, la bouche pincée et redoutable, l'air du commandement féroce. »

Après le portrait physique vient le portrait moral :

« Cet homme était composé de deux sentiments très simples et relativement très bons, mais qu'il faisait presque mauvais à force de les exagérer : le respect de l'autorité, la haine de la rébellion ; et, à ses yeux, le vol, le meurtre, tous les crimes n'étaient que des formes de la rébellion. Il enveloppait dans une sorte de foi aveugle et profonde tout ce qui a une fonction dans l'État, depuis le premier ministre jusqu'au garde champêtre. Il couvrait de mépris, d'aversion et de dégoût tout ce qui avait franchi, une fois, le seuil légal du mal. Il était absolu et n'admettait pas d'exceptions. D'une part, il disait : — Le fonctionnaire ne peut se tromper ; le magistrat n'a jamais tort. — D'autre part, il disait : — Ceux-ci sont irrémédiablement perdus. Rien de bon n'en peut sortir. — Il partageait pleinement l'opinion de ces esprits extrêmes, qui attribuent à la loi humaine je ne sais quel pouvoir de faire, ou, si l'on veut, de constater des démons, et qui mettent un Styx au bas de la société. Il était stoïque, sérieux, austère ; rêveur triste ; humble et hautain, comme les fanatiques. Son regard était une vrille, cela était froid et cela perçait. Toute sa vie tenait dans ces deux mots :

veiller et surveiller. Il avait introduit la ligne droite dans ce qu'il y a de plus tortueux au monde ; il avait la conscience de son utilité, la religion de ses fonctions, et il était espion comme on est prêtre. Malheur à qui tombait sous sa main ! Il eût arrêté son père s'évadant du bagne et dénoncé sa mère en rupture de ban ; et il l'eût fait avec cette sorte de satisfaction intérieure que donne la vertu. Avec cela, une vie de privations, l'isolement, l'abnégation, la chasteté, jamais une distraction. C'était le devoir implacable, la police comprise comme les Spartiates comprenaient Sparte, un guet impitoyable, une honnêteté farouche, un mouchard marmoréen, Brutus dans Vidocq. »

C'est ce policier incorruptible qui guette M. Madeleine, sans trêve, dans tous les moments de son existence, parce que, ayant fait jadis partie des chiourmes de Toulon, il a cru reconnaître en lui le forçat Jean Valjean. Un accident survenu sur une route, au cours duquel l'ancien forçat a fait preuve d'une force physique exceptionnelle, le convainc qu'il ne s'était pas trompé. Sur ces entrefaites, un maraudeur est arrêté, qu'en raison d'une ressemblance fortuite on prend pour Jean Valjean, le galérien en rupture de ban et auquel on impute le vol commis, sept ans auparavant, au préjudice de Petit Gervais. M. Madeleine, après une lutte intime, dont l'auteur nous a développé d'une façon poignante toutes les péripéties, va délivrer l'accusé en dévoilant sa propre identité au tribunal. Puis, profitant de la stupeur causée par cette révélation, il retourna à Montreuil-sur-Mer pour tranquilliser une fille publique, qui se meurt à l'hôpital, et qui lui avait confié son enfant. C'est de l'étude de la prostituée Fantine que nous vous entretiendrons la prochaine fois.

R. B.

Les pontons de Cadix — Cabrera

Leçon de M. G. DESDEVISES DU DÉZERT,

Professeur à l'Université de Clermont.

La capitulation de Baylen, signée le 22 juillet, reçut son exécution dès le lendemain matin.

Le 23 juillet, à 4 heures du matin, Castaños et ses lieutenants formaient leur armée en bataille, et, à 7 heures, la division Dupont commença à défilér. Elle comptait 5.500 hommes en état de porter leurs armes et 20 pièces de canon. Elle déposa les armes à 1500 mètres de l'armée espagnole.

Védel déposa les armes, le 24 juillet, à 9 heures du matin, et sa division, forte de 9.100 hommes, dont 1.500 hommes de cavalerie, prit le chemin de Mengibar.

Cependant tout le monde ne s'était pas rendu. Un jeune officier, auquel l'avenir réservait la plus glorieuse fortune, le lieutenant Bugeaud, avait refusé la capitulation et avait battu en retraite sur Madrid avec des cuirassiers et des soldats d'infanterie légère ; ils arrivèrent heureusement dans la Manche, sans avoir trouvé d'ennemis devant eux.

La belle tenue militaire de nos jeunes et malheureux soldats paraît avoir vivement frappé les ennemis.

« C'était, dit Castaños, une troupe qui, en proportion de son nombre avec le nôtre, eût effrayé tous autres que des Espagnols. »
« Les troupes françaises, dit l'Anglais Whittingham, étaient dans le meilleur ordre et certainement parmi les plus belles que j'aie jamais vues. »

Il semble que nos soldats aient voulu avoir la suprême coquetterie de se faire aussi beaux que possible pour défilér devant l'ennemi.

Mais beaucoup brisèrent leurs armes et lâchèrent leurs chevaux dans les champs.

Puis, quand les armes eurent été rendues et que les colonnes furent en marche, à la douleur de la défaite s'ajouta bientôt la rage de se sentir prisonniers, et d'un ennemi sauvage, poussant jusqu'à la fureur la soif de la vengeance et la cruauté.

Les colonnes marchaient encadrées de soldats espagnols, mornes

et dédaigneux ; si quelque Français s'écartait du rang, il y était repoussé à coups de crosse ; s'il restait en arrière, il ne tardait pas à tomber sous le poignard des paysans, accourus de tous côtés pour voir passer ces hommes, qui les avaient si longtemps terrorisés, et que leurs prêtres leur permettaient de tuer comme des loups. (*Catéchisme espagnol*, — cité par Guillon, p. 39.)

On n'osait les faire passer par les grandes villes ; mais, à chaque village, ils s'attendaient à être égorgés.

« Du plus loin qu'on apercevait notre colonne, la population entière sortait, non par un motif de curiosité, mais dans la seule intention de nous égorger. Les épithètes les plus méprisantes nous étaient prodiguées ; notre mort était demandée à grands cris. » (*Mém. d'un Conscrit de 1808*, p. 123.)

Les femmes étaient les plus acharnées.

On vit un enfant se jeter sur un Français, le mordre à la cuisse, et ne lâcher prise qu'après avoir emporté entre ses dents un lambeau de sa chair.

Un régiment de la milice de Séville, passant près de la colonne française, fit feu sur elle.

Nos soldats en corvée étaient parfois accueillis à coups de pierres ; le soir, plus d'une balle sifflait à leurs oreilles.

Ils mirent treize jours à se rendre de Baylen aux bords de la baie de Cadix, où ils arrivèrent le 2 août. On les divisa en détachements, et on les répartit dans les villages des environs, pendant qu'on délibérait sur leur sort.

Le 1^{er} août, Castaños rejoignit, à Séville, D. Tomas de Morla, gouverneur de Cadix.

Le 3 août, la Junte examina la capitulation, et décida d'en référer à l'amiral Collingwood, commandant la flotte anglaise du détroit.

Collingwood répondit qu'aucun traité régulier ne liait encore la Grande Bretagne à l'Espagne, et qu'il lui paraissait que S.-M. Britannique « conservait le droit de s'opposer à la conduite en France d'un ennemi qui, à un titre quelconque, y reprendrait les armes et travaillerait hostilement contre Sa Majesté ou contre ses alliés ». Cependant Collingwood se déclarait prêt à consentir au rapatriement des troupes prisonnières ; à la condition : 1^o que les troupes françaises seraient transportées en France par fractions de 4.000 hommes au plus, sur des bâtiments marchands, désarmés, et conduits par des Espagnols ; — 2^o que le débarquement ne s'opérerait pas à Rochefort ; — 3^o que le second convoi ne mettrait à la voile qu'après le retour du premier. » (Clerc, *Baylen*.)

Les prétentions de Collingwood n'avaient rien d'exagéré. La

Junte avait probablement compté sur un refus formel de sa part ; elle résolut de temporiser.

Le 6 août, elle parlait encore d'embarquement, mais ordonnait le cantonnement des divisions prisonnières dans un rayon de huit à dix lieues, « en attendant que l'embarquement pût se faire ». Pour qui connaît les habitudes de négligence de l'administration espagnole, ce dernier article équivaut déjà à une rupture du traité du 22 juillet.

Dupont le comprit et s'en plaignit amèrement à Morla dans deux lettres datées du 7 et du 8 août.

Morla lui répondit, le 10 août, une lettre d'une inconcevable impudence. — « Il n'existe, lui dit-il, ni bâtiments ni ressources pour s'en procurer », — et, non content de cette raison de fait (qui l'aurait dispensé d'en donner d'autres), il ajouta : « Lorsque le général Castaños promet d'obtenir des Anglais des passeports pour le passage de votre armée, il ne s'obligea qu'à les demander instamment, et c'est ce qu'il a fait. Comment avez-vous pu croire que l'Angleterre la laisserait passer, certaine qu'elle lui ferait la guerre, sur un autre point, ou peut-être sur le même ? Je suis persuadé que ni le général Castaños, ni vous, n'avez cru la capitulation exécutable. Castaños a voulu sortir d'embarras, et vous, obtenir des conditions qui, bien qu'irréalisables, honorassent votre reddition. Chacun de vous a obtenu ce qu'il désirait, et maintenant la nécessité impose ses lois... De quel droit exigez-vous l'exécution de la capitulation d'une armée qui a envahi l'Espagne sous le voile de l'alliance et de l'amitié, qui a emprisonné notre roi et la famille royale, qui a dévasté ses palais, assassiné et pillé ses sujets ? »

Ici apparaît bien la réalité terrible : *la mauvaise foi de Napoléon excuse la mauvaise foi de la Junte de Séville* ; mais D. Tomas de Morla était un des rares Espagnols qui n'eussent pas le droit de tenir un pareil langage. Soldat de cour, médiocre et vaniteux, Goya l'a cloué au pilori dans ses *Caprichos*. Il le montre racontant des exploits imaginaires à trois ahuris et ajoute cette ironique légende : « Vous comprenez ? — C'est ça, n'est-ce pas ?.. Allons ! attention ! sinon ! » — et dans une note plus longue, son mépris s'explique encore plus clairement : « La cocarde et la canne ont fait croire à ce faquin qu'il est d'une nature supérieure. Il abuse de l'autorité qui lui est confiée pour taquiner tous ceux qui le connaissent, superbe, insolent et vain avec ses inférieurs, plat et vil avec ceux qui sont plus puissants que lui. » (*Caprichos*, pl. 76.)

Le destin lui gardait une terrible punition. Avant la fin de

l'année 1808, ce matamore signait la capitulation de Madrid et passait au service de Joseph.

Quand les Français eurent été répartis en petits détachements et ne firent plus masse, les vengeances populaires commencèrent à s'exercer, sous le regard complaisant de l'autorité.

Le 13 août, un détachement d'officiers français arriva au Puerto de Santa Maria pour s'embarquer à bord des vaisseaux espagnols. La populace s'ameuta, se rua sur les voitures et les mit en pièces; les officiers furent insultés, battus, blessés, dépouillés de tout leur argent. On les jeta sur les vaisseaux, mais les équipages se mutinèrent à leur aspect et se déclarèrent décidés à les jeter à la mer. Thiébault, embarqué sur le *Principe de Asturias*, en fut repoussé sur le *Montaños*, puis sur le *Vencedor*, et débarqué de nouveau, le 16 août. Il fallut tirer sur le peuple et tuer une vingtaine d'hommes pour empêcher la populace de Santa Maria d'égorger nos malheureux compatriotes.

Dupont se plaignit encore à Morla, qui lui répondit par des sarcasmes, et se posa par surcroît aux yeux du peuple en avocat de la religion et de l'humanité : « Ne point offenser les prisonniers, ne point venger les injures sur des malheureux, pardonner, telles sont les vertus inséparables du caractère espagnol... » Toutes les nations civilisées ont adopté les maximes d'un Dieu sauveur, qui, en expirant, priait son père pour ses bourreaux... » (Clerc, p. 356.) L'hypocrisie va jusqu'au blasphème; il semble que Tartuffe soit devenu capitaine général d'Andalousie.

Le 5 septembre, 10 généraux, 90 officiers d'état-major, 50 domestiques quittèrent Cadix et arrivèrent, le 20 septembre, à Toulouse, où Dupont, Védel et Marescot furent immédiatement arrêtés par ordre de l'Empereur.

Le général Privé, qui s'était toujours montré opposé à la capitulation, resta en Espagne, victime des craintes de Dupont et de Védel, qui ne voulaient point d'un témoin aussi gênant.

Dans le courant de l'automne, un nouveau massacre de Français eut lieu à Lébrija, où était cantonné le 1^{er} régiment provisoire de dragons. Les officiers avaient beaucoup d'argent et avec l'insouciance des endiablés cavaliers de ce temps, menaient joyeuse vie en attendant leur embarquement. Les Espagnols en prirent ombrage, et, conduits par quelques moines, résolurent d'exterminer ces païens. A l'approche de l'ennemi, les officiers, qui avaient encore quelques pistolets et leurs épées, se rangèrent en face de leur maison et déchargèrent leurs armes, quand l'assaillant fut à bonne distance, puis, mettant l'épée à la main, dispersèrent l'attroupe-ment. Mais les moines ramenèrent les paysans à la charge, et, en

quelques minutes, tous les officiers furent massacrés, à l'exception d'un seul qui parvint à s'échapper. Après les officiers, ce fut le tour des soldats : 46 furent égorgés et leurs cadavres jetés dans un puits. Les sous-officiers furent massacrés plus méthodiquement. On les fit ranger sur deux files, des moines leur faisaient baiser la croix, puis les abandonnaient à la rage des bourreaux. La scène devint tellement hideuse que les autorités locales finirent par intervenir : on fit marcher un détachement de troupes qui servait d'escorte au Saint-Sacrement. A la vue de l'ostensoir, les massacreurs s'arrêtèrent. Les troupes en profitèrent pour entourer les Français qui restaient encore en vie et les entraîner vers la prison, où on les enferma. (*Mém. d'un Conscrit de 1808*, p. 146.)

L'arrivée de Napoléon en Espagne et les brillants succès qui signalèrent la fin de l'année 1808 portèrent à son comble l'exaspération des Espagnols. Ils tombèrent d'autant plus douloureusement du haut de leur rêve de victoire, qu'ils s'étaient vus déjà envahissant la France et menant leurs alliés, les Anglais, s'embarquer à Calais. L'approche des armées françaises décida le gouvernement espagnol à transférer ses prisonniers, en rade de Cadix, sur les vaisseaux qui avaient échappé au désastre de Trafalgar.

Avant l'embarquement, les soldats furent dépouillés de leurs gibernes et les sous-officiers soumis à une visite rigoureuse, qui ne leur laissa pas un *realito*.

On les mena au Puerto-real, où de grandes chaloupes vinrent les chercher par escouades de 40 hommes pour les conduire aux pontons, mouillés au milieu de la baie.

Notre « conscrit de 1808 » nous raconte en détail ce que fut la vie à bord de ces géôles flottantes.

Il était embarqué sur le *Vencedor*, vaisseau de 74 canons, qui n'avait pas été armé en 1805 et qui, dès cette époque, avait besoin de réparations.

Un vaisseau de 74 canons avait, à cette époque, une longueur de 44 mètres et une largeur de 14 ; il s'élevait de quatre étages au-dessus de l'eau : faux pont éclairé par des hublots, batterie basse, batterie haute, pont supérieur (*alcazar*). En réalité, les locaux propres à l'habitation n'étaient représentés que par les deux batteries, qui ne mesuraient même pas toute la longueur du bâtiment, par le château d'avant (*castillo de proa*) et le château d'arrière (*castillo de popa*) et les chambres d'officiers situées aussi à l'arrière.

L'équipage normal d'un vaisseau de 74 était de 600 à 700 hommes, et l'entassement était tel que le scorbut était, pour ainsi dire, endémique à bord des escadres.

Sur un navire semblable, les autorités espagnoles ne craignirent pas d'entasser 1824 hommes, dénués de tout, abattus par la souffrance, la misère et l'anxiété, proie désignée à toutes les maladies.

Embarqués le 27 décembre 1808, après avoir passé un jour et une nuit dans des barques non pontées, sous une pluie torrentielle, les prisonniers ne reçurent de vivres que le 30 décembre, et la distribution ne se fit jamais régulièrement : « Lorsque nous avions du pain, nous n'avions pas de légumes ; quand nous avions l'un et l'autre, nous n'avions point de bois ou point d'eau pour les faire cuire. »

Le manque d'eau était un des plus épouvantables supplices de nos prisonniers. Pour empêcher le gaspillage, on avait institué une autorité à bord : un conseil, composé des sous-officiers les plus instruits. Des prévôts, décorés du nom de gendarmes, montaient la garde autour des barriques d'eau, et la distribuaient, tant qu'il y en avait, à raison de *sept bouteilles pour seize hommes* par jour. Une barrique était réservée à la cuisson des aliments. Quand il ne restait plus qu'une demi-barrique, on gardait l'eau pour les malades ; quand il ne restait plus rien, on hissait un tonneau au haut d'un mâtereau pour faire signe que l'on mourait de soif.

Et les Espagnols ne venaient pas toujours. Une fois, les prisonniers restèrent cinq jours sans distribution. Un orage les sauva. Ils apportèrent sur le pont tous leurs baquets et toutes leurs marmites ; ils bouchèrent toutes les écoutilles ; et cette eau, qui avait lavé des cadavres et qui charriait la vermine, ils la burent avec délices et en firent cuire un demi-sac de riz, seule nourriture qui leur restât.

Dans une autre circonstance, la détresse fut si grande que l'on fit cuire les courroies, les bretelles, les peaux des havresacs et les tiges de bottes. Des épidémies terribles ne tardèrent pas à se déclarer ; le typhus s'abattit sur les pontons et les transforma en charniers. Tout d'abord, on se débarrassa des cadavres ; en les jetant à la baie, mais, au bout de quelques jours, ils remontaient à la surface, et des nuées d'oiseaux de proie venaient s'en repaître. La Junte de Cadix fit défense aux prisonniers de jeter les cadavres à la mer, et leur ordonna de les garder à bord, jusqu'à ce que des barques vinssent les chercher pour les inhumér. Ces barques funèbres restaient parfois plusieurs jours sans venir. On compta, un jour, 98 cadavres sur le pont !

Dans cet enfer, le désespoir rendait nos Français indifférents à tout sentiment. On ne soignait point les malades, on ne plaignait plus les morts, on n'essayait pas d'arrêter ceux qui tentaient de se suicider. Il arriva, plus d'une fois, qu'on jeta à l'eau des malades

qui n'avaient pas rendu le dernier soupir. Un moribond, jeté à la mer, heurta l'ancre du vaisseau et poussa un gémissement qui fit voir qu'il était encore en vie. Tant pis ! puisqu'il ne pouvait en revenir, autant valait qu'il y passât tout de suite. Quelques hommes énergiques essayèrent de gagner la terre à la nage ; on les fusilla, on fusilla plusieurs hommes de leur bord, on avertit les autres qu'ils seraient responsables, à l'avenir, de toute évasion. La haine des Espagnols devenait frénétique. Des femmes, des dames gaditanes « de la classe la plus distinguée venaient, montées sur des embarcations élégantes, voguer au milieu des cadavres qui couvraient la baie, se promener autour de nos pontons, pour jouir du spectacle de notre misère et nous annoncer, avec les démonstrations de la joie la plus atroce, que bientôt nous serions tous égorgés. » (*Mém. d'un Conscrit de 1808*, p. 166.)

Sous l'influence de cette démente, tous les Français habitant Cadix, même ceux qui y étaient domiciliés depuis de longues années, furent décrétés d'arrestation ; leurs maisons furent saccagées, et ils furent conduits à la baie où ils remplirent d'autres pontons.

A la fin de mars 1809, la Junte de Cadix, craignant à chaque instant de voir arriver les Français, résolut de les mettre en lieu sûr et fit choix de l'îlot de Cabrera, dépendant des Baléares.

A la pointe méridionale de Majorque, la petite île de Cabrera, longue de 6 kilomètres et large de 5, élève au-dessus de la mer ses roches grisâtres, ses buissons et ses broussailles brûlées par l'air salin et le soleil. Elle est, encore aujourd'hui, à peu près déserte et possède une seule source d'eau douce pour une surface de 20 kilomètres carrés.

C'est là que, le 5 mai, à trois heures de l'après-midi, aborda le premier détachement de prisonniers français.

Parti de Cadix, le 3 avril, le convoi, formé de 16 bâtiments de transport, avait été assailli d'une terrible tempête à son passage dans le détroit et avait dû relâcher, le 8, à Malaga pour renouveler ses provisions d'eau. « Celle que nous avions à bord était tellement corrompue qu'elle était blanche comme du petit lait et fumait quand on la versait. Elle était aigre et croupie, et des milliers de vers se trouvaient dans chaque tonneau. Aussi avait-on soin de se boucher le nez et de boire au travers d'un linge, chaque fois qu'on y était obligé par la soif. » Le convoi n'arriva à Palma que le 25 avril. On annonça aux prisonniers qu'ils devaient faire quarantaine ; on parla d'un échange de captifs avec l'armée française, et, le 5 mai, on évacua les Français sur Cabrera.

Quinze cents hommes furent jetés sur le rivage, sans vivres et

sans vêtements, et ce ne fut que le surlendemain, 7 mai, qu'une barque venue de Palma apporta les premiers vivres. Des convois successifs portèrent à 9.000 le nombre des malheureux abandonnés sur ce rocher.

Le soldat est si enfant que les premières heures dans cet flot maudit prirent comme un air de récréation. Enfermés depuis des mois, nos hommes furent heureux de se dégourdir les jambes ; ils se répandirent par petits groupes dans les montagnes ; l'île retentit bientôt de leurs bruyants appels ; le soir, ils allumèrent sur les collines des feux de joie.

Le lendemain, la faim et la soif avaient ramené la tristesse et l'anxiété.

Les distributions de vivres ne se faisaient pas plus régulièrement à Cabrera qu'à Cadix. La chasse aux vivres devint la grande occupation des soldats.

Cabrera possédait trois chèvres à l'arrivée des Français, on les poursuivait activement ; l'une d'elles fut prise, les deux autres se jetèrent à la mer en voulant se sauver.

On tua quelques lapins.

On essaya de manger des lézards.

On découvrit une racine amère, à laquelle la cuisson la plus prolongée ne pouvait enlever son âcreté ; on fit cependant de la « pomme de terre de Cabrera » un plat de résistance.

On essaya de pêcher, sans filets et sans hameçons ; on prit des poulpes, dont la chair, longtemps battue, finissait par paraître mangeable.

On plongea pour pêcher des éponges, des moules et quelques coquillages.

Dans certains moments, la famine fut intolérable. Les rochers qui dominaient la mer du côté de Majorque se couvraient de malheureux, qui guettaient avec angoisse l'arrivée de la « barque au pain ». On essaya de manger des chardons et du trèfle bouillis.

Une fois, les prisonniers restèrent neuf jours sans vivres !

Le septième jour, l'angoisse devint telle que le capitaine de la canonnière espagnole fit distribuer aux Français tous les vivres de son bord. Ce brave homme, dont nous regrettons de ne pas connaître le nom, se montrait indigné qu'on traitât ainsi de malheureux soldats, qui n'avaient commis d'autres crimes que d'obéir aux lois de leurs pays. Après avoir donné tout ce qu'il avait, il partit pour Majorque, ne voulant plus être témoin des horreurs qu'il entrevoyait.

Le huitième jour, les soldats déterrèrent des oignons d'iris et les mangèrent, — deux hommes arrachèrent une jambe à un

cadavre et voulurent la mettre à griller sur des charbons ; mais la jambe était couverte d'ulcères, et le dégoût l'emporta sur la faim.

Le soir, le Conseil de l'armée résolut de tuer l'âne qui servait à transporter les provisions de l'hôpital. Chaque homme reçut environ trois quarts d'once de viande.

Chacun sentait que le neuvième jour serait le dernier ; on regarda longtemps la mer sans rien voir paraître. Enfin, la barque au pain fut signalée au large, sous l'escorte de la canonnière ; elle entra dans le port au milieu des hurrahs frénétiques des affamés. Mais un grand nombre de ces pauvres gens prirent, dès l'abord, une trop forte quantité de nourriture et succombèrent au moment où ils s'estimaient sauvés.

Cette horrible disette coûta la vie à 8 ou 900 prisonniers.

Au milieu de ces épouvantables scènes, l'ingéniosité française trouva encore moyen de se signaler de cent façons.

Des sous-officiers instruits dressèrent le plan topographique de l'île, en explorèrent tous les recoins, descendirent dans ses cavernes, cataloguèrent ses végétaux, y découvrirent une mine d'étain, et les débris d'un édifice antique, qu'un chapiteau corinthien en marbre blanc permit d'attribuer aux Romains.

Jetés sur le rocher nu, les Français se construisirent d'abord des huttes de branchages ; quand l'hiver approcha, ils voulurent se bâtir des maisons plus solides, ils élevèrent des murs en terre battue ou en pierres sèches. Avec de vieux cercles de tonneaux, ils se firent des scies ; avec des clous, ils se firent des ciseaux. Ils abattirent des arbres, ils les débitèrent et en firent des charpentes, des tables et des bancs. Ils découvrirent un banc de sables agglomérés, qu'ils purent lever en grandes dalles et dont ils firent des ardoises.

Plus d'une fois, les pluies torrentielles défoncèrent leurs toitures, emportèrent leurs murailles de boue, ravinèrent leurs cimetières et charrièrent dans leurs rues les cadavres disloqués de leurs compagnons.

Ils rétablirent ce que la tempête avait détruit et finirent par donner façon de ville à leur campement.

Ils décorèrent la grande place du nom de Palais-Royal.

Ils installèrent des salles de danse et d'escrime.

Ils montèrent un théâtre.

Le théâtre d'été fut une hutte de branchages.

Le théâtre d'hiver fut installé dans une vieille citerne.

Chacun fit appel à ses souvenirs et l'on arriva à reconstruire de mémoire des pièces entières. Le 8 septembre 1809, on joua *Monsieur Vautour*, le *Désespoir de Jocrisse* et le *Billet de Logement*.

Plus tard, on arriva, à force de patience et de persévérance, à constituer un orchestre et des chœurs, et on joua l'*Opéra du Déserteur*. On avait pour chef d'orchestre M. Barizel, lauréat du Conservatoire et sous-chef de la musique de la Garde de Paris !

Les officiers d'un brick anglais furent invités, une fois, à assister au spectacle, et furent saisis d'admiration à la vue de tant de vaillance. « Les Français sont les seuls, disaient-ils, qui puissent ainsi se créer des plaisirs dans un aussi affreux séjour ; tout autre peuple y périrait d'ennui, au sein même de l'abondance. »

Magnifique éloge, que l'héroïque constance de nos soldats arrachait à nos plus redoutables ennemis !

Peu à peu, l'excès même de leurs maux amena un bien. Décimés par la faim et par les maladies, ils se trouvèrent moins à l'étroit dans l'île ; la fontaine suffit à étancher leur soif. Les Espagnols continuaient à fournir les vivres sans connaître le nombre des morts, les survivants ne souffrirent plus de la faim. Un bien-être relatif régna dans les cases, et, le 13 août 1811, les marins de la Garde célébrèrent par un banquet la fête de l'Empereur. Le plat de résistance était une gamelle de fèves avec la ration du jour.

Le récit de ce festin épique nous a été conservé par le marin Ducor :

« On parle de l'Empereur, de Paris, de la France, de la parade du Carrousel, des 101 coups de canon, des illuminations, du feu d'artifice, des danses et des spectacles gratuits. On parle avec une chaleur d'illusion qui s'accroît sans cesse. « La santé de l'Empereur ! crie un camarade en se levant. — C'est cela, répète-t-on, un bon coup à la santé de l'Empereur ! »

« Au même instant, on fait circuler les cruches, pour que chacun se verse à boire ; et, bientôt après, les convives étant debout, une main au front en signe de respect, l'autre armée de mauvais go-belets en fer et de tessons, les bras se tendent comme pour entrechoquer les verres, et, à la santé de l'Empereur, nous buvons une première rasade. C'était de l'eau douce que nous avions réservée pour cette occasion solennelle ! Oh ! jamais toast ne fut porté avec un sentiment aussi vrai, aussi vif, aussi profond. En nous asseyant nos yeux étaient mouillés de larmes.

« Nous bûmes encore de l'eau que nous baptisâmes champagne, et toujours à la santé de l'Empereur. A force d'illusion et d'enthousiasme, nous étions dans l'ivresse. Aux éclats bruyants de notre voix, on nous eût pris pour des fous. Rire et chanter à Cabrera ! — Mais c'était la fête de l'Empereur ! Nous allâmes nous coucher, satisfaits. Nos cœurs volaient vers la patrie ! »

Tout finit en ce monde, même les plus longues misères. En juillet 1810, 6 ou 700 prisonniers passèrent en Angleterre, où le château de Portchester, au fond de la baie de Plymouth, leur parut une retraite délicieuse ; 1.500 hommes, presque tous de nationalité étrangère, à bout de force et de courage, passèrent au service de l'Espagne. Quelques-uns réussirent à s'évader. L'un d'eux, Bernard Masson, débarqua en Algérie, y organisa une expédition et put délivrer 138 de ses compagnons. Il restait encore 2.000 hommes dans l'île, quand une frégate française se présenta en rade, le 16 mai 1814. A l'aspect des survivants de l'épouvantable drame, les marins et les officiers restèrent muets et immobiles d'horreur, pouvant à peine en croire leurs yeux, et reconnaître des compatriotes dans les sauvages à demi-nus, « aux joues creusées, au teint livide, à la voix éteinte, aux yeux enfoncés dans leurs orbites, à la barbe longue et sale, à la chevelure hérissée ». — Plus de 5.000 Français avaient péri sur le rocher torride de Cabrera.

Et maintenant, si l'on cherche à qui attribuer la responsabilité de ce funeste événement, on trouve devant soi deux hommes médiocres, qui manquèrent d'énergie et de caractère au jour de l'épreuve, Dupont et Védel ; et on trouve un grand coupable, Napoléon.

Dupont a été accusé d'avoir capitulé pour sauver ses bagages, qui contenaient le fruit de ses rapines. Le colonel Clerc a établi l'inexactitude de ce point. Il n'a pas démontré que Dupont et ses lieutenants n'aient point pillé ; mais il a prouvé que Dupont avait donné l'ordre au colonel Huchet de brûler tous les équipages non réglementaires, et que cet ordre avait dû être scrupuleusement exécuté, puisque les colonnes Védel et Dupont n'eurent à livrer que 18 voitures à l'ennemi en dehors des canons, des caissons et des forges de campagne.

Dupont n'en reste pas moins inexcusable. Nous laisserons, ici, la parole à un militaire, à M. le capitaine Bagès, qui a résumé très heureusement les griefs que l'on est en droit de reprocher à Dupont et à Védel (*La guerre d'Espagne*, ms.) :

« Dupont a manqué de résolution en restant dix jours à Cordoue. En pays insurgé, il faut agir vite et frapper de grands coups. L'attente est taxée de faiblesse par l'ennemi ; il a le temps de se reconnaître, de s'organiser et de s'instruire.

« Dupont a pris, à Andujar, des dispositions radicalement opposées au but qu'il voulait atteindre. — La masse à Baylen, les avant-postes sur le Guadalquivir, voilà comment il devait répartir ses forces. L'éparpillement des troupes est le signe d'un commandement timide et indécis.

« Quand on veut manœuvrer, il faut se débarrasser de ses con-vois ; il ne faut jamais être l'esclave de ses bagages.

« Le général Védel et le général Dufour se laissèrent tromper par des reconnaissances mal faites.

« Le général Dupont a commis un acte inqualifiable, en comprenant dans la capitulation les autres divisions dont la retraite pouvait s'opérer librement.

« Le général Védel *n'aurait pas dû obéir*, son chef étant prisonnier de l'ennemi.

« Le courage moral leur a manqué à tous les deux dans ces douloureuses circonstances. »

Ce jugement, assurément fort modéré, peut être admis, croyons-nous, comme l'expression réfléchie de la vérité.

Dupont et Védel avaient démontré qu'ils étaient incapables de commander ; ils devaient être mis en réforme.

Mais Napoléon, qui ne pouvait les atteindre légalement, procéda contre eux avec la plus odieuse tyrannie.

Il leur voua une véritable haine. Il n'eut égard ni à leurs anciens services, ni aux circonstances atténuantes qui militaient en leur faveur.

Il les fit arrêter à leur arrivée en France. Leurs papiers furent saisis, et leur procès s'instruisit par voie administrative, « parce que les faits dont les généraux étaient prévenus, n'étaient pas « spécialement prévus par les lois ».

Au mois de juillet 1809, Dupont sortit de l'Abbaye et alla vivre aux Ternes, chez son beau-père, sous la surveillance de la police impériale.

Le 12 février 1812, Napoléon le fit arrêter de nouveau. Les affaires d'Espagne marchaient fort mal ; Napoléon voulait un auteur responsable, un homme qu'il pût montrer à la France en disant à tous : c'est sa faute.

Jugé par une commission de fonctionnaires, Dupont ne put faire entendre de témoins à décharge, ni obtenir une enquête, ni le temps de répondre aux charges portées contre lui. La commission conclut à sa destitution et à celle de Marescot, de Védel et de Chabert ; et Napoléon aggrava encore la sentence, en faisant enfermer Dupont jusqu'à nouvel ordre au fort de Joux. Dupont y resta 14 mois, puis fut autorisé à se retirer à Dreux, où la Restauration le trouva pour le faire ministre de la guerre (1^{er} avril 1814). — (Clerc, — *Baylen*.)

Napoléon n'eut d'autre sentiment envers Dupont et ses collègues que celui d'une aveugle fureur. Il ne se demanda pas, un seul instant, si ses plans insensés n'étaient pas la cause première

de tous les malheurs qui avaient suivi ; son orgueil ne lui permit pas de reconnaître qu'il s'était trompé. Il préféra ne voir dans ses lieutenants que des traîtres et des larrons.

En janvier 1809, passant une revue à Valladolid, il aperçut le général Legendre, chef d'état-major de Dupont, qui avait porté à Védel l'ordre de reprendre ses positions, et l'avait comme jeté dans les mains des Espagnols. Aussitôt que l'Empereur l'aperçut, il l'apostropha par ces mots : « Vous avez bien osé paraître devant moi ! »

Puis, au milieu du plus accablant silence, il reprit aussitôt, marchant et s'arrêtant sans cesse entre le général Legendre et les troupes :

« Comment vous montrez-vous encore, quand partout votre honte est éclatante, quand votre déshonneur est écrit sur le front de tous les braves ? Et où a-t-on vu une troupe capituler sur un champ de bataille ? On capitule dans une place de guerre, quand on a épuisé toutes les ressources, employé tous les moyens de résistance ; quand il ne reste plus un moyen de tenir, un espoir d'être secouru. Mais, sur un champ de bataille, on se bat, Monsieur, et lorsque, au lieu de se battre, on capitule, on mérite d'être fusillé. Et où en serait-on si des corps capitulaient en plaine ? En rase campagne, il n'y a que deux manières de succomber : mourir ou être fait prisonnier, mais l'être à coups de crosse ! »

Sur un silence de l'Empereur, Legendre osa essayer une défense : « Nous voulions sauver l'artillerie. »

Napoléon reprit, plus terrible :

« Ce n'est pas l'artillerie que vous vouliez sauver, ce sont vos fourgons, c'est-à-dire le produit de vos rapines. Et pensez-vous donner le change ? Si vous n'aviez pas tenu à l'or impur que charriaient vos fourgons plus qu'à l'honneur, vous auriez compris ce que le devoir vous commandait. Mais vous n'avez plus été ni des Français, ni des généraux, vous n'avez plus été que des voleurs et des traîtres.

— Nous n'avons cherché qu'à conserver des hommes à la France.

— La France a besoin d'honneur ; *elle n'a pas besoin d'hommes...* Mais, quand la victoire eût été impossible, il fallait encore vendre sa vie. On n'est militaire que quand on préfère la mort à l'ignominie. Il faut qu'un soldat sache mourir. Et qu'est-ce que la mort ?... Ne faut-il pas toujours la subir ?... Et votre main ne s'est pas desséchée en donnant à Védel l'ordre de déposer les armes ? De quel droit avez-vous arraché à tous ces braves des armes qu'ils portaient avec honneur ? De quel droit avez-vous paralysé leur courage et leur fatalité (changé leur destin ?). —

Pourquoi les associer à votre déshonneur ? Comme sujet, votre capitulation est un crime ; comme général, c'est une ineptie ; comme Français, c'est la première atteinte sacrilège portée à la plus noble des gloires. » (Thiébauld, *Mémoires*, t. IV, p. 247.)

Cette éloquence passionnée était sincère ; mais l'indignation de l'Empereur était injuste, et, moins que personne au monde, il avait le droit de tenir ce langage amer et violent.

Oui, Dupont et Védel avaient été faibles ; mais qui les avait jetés dans le piège sanglant ? — Napoléon.

C'est lui qui s'est lancé de gaieté de cœur, avec une légèreté inouïe et impardonnable, dans cette aventure sans issue de la guerre d'Espagne.

C'est lui qui, dès les premiers jours, a donné à cette guerre la physionomie d'une trahison et d'un guet-apens.

C'est lui qui n'a envoyé dans la Péninsule, pour l'asservir, que de jeunes troupes sans expérience, et des chefs de second ordre, sans autorité.

C'est lui qui a éparpillé ses forces sur la route de Madrid à Cordoue, sur les routes de Galice, d'Aragon et de Valence.

C'est lui qui a cru tenir l'Espagne en tenant Madrid.

C'est lui qui a prétendu tout diriger de Bayonne, avec de mauvaises cartes et de pitoyables renseignements, se trompant sur tout, sur les effectifs, sur les moyens d'action, sur les plans de campagne, sur les ressources de l'ennemi, sur le caractère de la nation qu'il attaquait.

Ces braves, qu'il reproche si amèrement à Legendre d'avoir trahis ; ces 17.000 conscrits qui ont pris Jaen et Cordoue, qui se sont battus à Andujar, à Mengibar, à Baylen ; ces candides héros qui gardent son culte au fond de leur cœur, et qui boivent à Cabrera « à la santé de l'Empereur ! » a-t-il eu, un seul instant, pitié de leur détresse ? A-t-il songé à leur envoyer quelque secours, alors que l'escadre anglaise de Toulon se cotise pour les vêtir et que l'Angleterre les prend en pitié ? A-t-il songé à les échanger, alors que la France regorge de prisonniers espagnols ? A-t-il envoyé quelque corsaire pour arracher au moins quelques malheureux à la famine et à la mort, comme l'a fait, sans ressources et sans pouvoir, un simple évadé, Bernard Masson ? A-t-il négocié avec la Junte en vue d'obtenir un traitement plus humain ? — Il n'a rien fait et rien essayé.

Et, au moment même où il invective Legendre sur la place de Valladolid, que fait-il lui-même ? Il abandonne son poste, il déserte, comme il a déserté en Egypte, comme il désertera en Russie, comme il a toujours fait quand ça tourne mal.

Il sent très bien que la prise de Madrid n'a rien terminé ; mais, au lieu de mener vigoureusement la guerre, au lieu de ne s'arrêter qu'après avoir vaincu toute résistance, il quitte l'armée le 2 janvier 1809 et rentre en France. « Il avait assez du pays, des gens, de la tâche entreprise » (Guillon, *Les Guerres d'Espagne*, p. 104). Il avait peur d'être tué.

C'est le cas de répéter, ici, que la valeur morale fait toute la force d'une armée, et, chez Napoléon, cette valeur morale était nulle.

G. DESDEVISES DU DEZERT.

Les poètes secondaires du XVIII^e siècle

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

I

Louis Racine.

Dans ma leçon préliminaire, j'ai dit que j'étudierais, cette année, des auteurs avant tout très frivoles, très élégants et très spirituels ; et voici que, pour commencer, je manque absolument de parole. Je vais, en effet, vous parler aujourd'hui d'un homme qui est aussi éloigné que possible de ces trois qualités, de Louis Racine. La chronologie d'abord m'y invite ; car Louis Racine est le premier en date des poètes secondaires du xviii^e siècle. Une raison psychologique, en quelque sorte, m'y pousse aussi ; car Louis Racine, par ses traditions de famille et par ses attaches littéraires, appartient autant au xviii^e siècle qu'au siècle suivant. Il apparaît, au milieu de ses contemporains, comme un retardataire ; sa philosophie est un cartésianisme à la mode de 1660, sa religion est un jansénisme adouci dans la manière de Nicole, ses idées littéraires sont exactement conformes aux théories de Boileau.

On comprendrait aussi bien le xviii^e siècle sans rien connaître de Louis Racine. Il y tient pourtant une certaine place ; il y répond aux aspirations et aux regrets d'une foule de gens très honorables, et il a un certain talent, auquel on n'a pas assez rendu justice. Je me garderai de la tentation qui nous porte aisément à réhabiliter les hommes dont nous faisons une étude spéciale ; mais j'aurai

soin aussi de lui rendre tous les hommages auxquels, comme Quinault, comme Brébeuf et comme quelques autres que Boileau méprisa trop, il ne laisse pas d'avoir droit. Il est, lui, une victime de Voltaire, qui détestait dans Louis Racine le fervent janséniste, et méprisait l'auteur trop constamment sérieux et trop rarement spirituel. Il ne s'est point douté qu'en littérature c'était, somme toute, son auxiliaire, et il lui a décoché quatre ou cinq de ces épigrammes qui restent impitoyablement attachées à la réputation d'un homme. Cette injustice, dont les lettrés, sur la foi de Voltaire, se sont un peu faits les complices, je m'efforcerai de la réparer.

*
* *

La vie de Louis Racine n'offre rien d'extraordinaire, et il est aisé de la raconter en peu de mots. De son mariage avec Catherine de Romanet, en 1677, Jean Racine, alors âgé de trente-huit ans, avait eu six enfants : deux fils et quatre filles. Les deux fils étaient Jean-Baptiste, né en 1678, et Louis, né quatorze ans plus tard, en 1692, alors que le poète avait déjà cinquante-trois ans. Ces deux fils, si éloignés par l'âge, ont été très souvent confondus, et cela, dès le commencement du xviii^e siècle, et par Brossette lui-même, c'est-à-dire par l'ami intime, par l'Eckermann de Boileau (s'il est permis de parler ainsi, car Boileau ne saurait guère être comparé à Goethe). Voici, en effet, ce qu'écrivait Brossette à Louis Racine lui-même :

« Dans une de ces lettres, datée du 2 septembre 1686, il est fait mention de vous, Monsieur, au sujet d'une maladie que vous aviez en ce temps-là et dont Monsieur votre père informait son ami. M. Despréaux lui mandait en réponse : « Je suis bien fâché de la juste inquiétude que vous donne la fièvre de Monsieur votre fils. J'espère que cela ne sera rien ; mais, si quelque chose me fait craindre pour lui, c'est le nombre de bonnes qualités qu'il a, puisque je n'ai jamais vu d'enfant de son âge si accompli en toutes choses. »

En 1686, Louis Racine n'existait pas. Jean-Baptiste, au contraire, avait douze ans. L'erreur fut rectifiée immédiatement par Louis, qui répondit à Brossette : « Il s'agit de mon frère ».

Jean-Baptiste Racine fut proprement l'élève de Boileau. Boileau corrigeait ses versions et ses thèmes latins, et s'occupait de lui avec une diligence toute particulière. Les deux illustres amis fondèrent sur cet enfant les plus grandes espérances ; malheureusement, il ne les justifia point. Vers l'âge de dix-neuf ans, afin de lui ouvrir la carrière de la diplomatie, on l'envoya en Hollande, sous les

auspices de M. de Torcy. M. de Torcy en fut très content et rendit de lui d'excellents témoignages ; mais les choses n'allèrent pas plus loin. Nous ne savons ce qui se passa ensuite ; la seule chose probable, c'est que, d'après ce que nous lisons dans Louis Racine, ce jeune homme avait un assez mauvais caractère, qu'il vivait isolé et renfrogné. Voici, en effet, ce que son frère dit de lui : « Il serait avantageux de pouvoir, aux lettres de Boileau, joindre celles de mon père. Peut-être mon frère les a-t-il, mais il garde pour lui seul ce qu'il possède. Vous connaissez son caractère ; il est toujours dans sa solitude tel que vous l'y avez vu ».

Quant à Louis Racine lui-même, il a à peine connu son père ; car il avait sept ans quand celui-ci mourut. C'est là un fait à retenir ; il établit, d'une part, que Louis Racine n'a point eu, dans l'illustre poète, un maître et un initiateur ; d'autre part, que les renseignements fournis par lui sur son père — comme il nous en prévient d'ailleurs avec son honnêteté ordinaire — ne proviennent pas d'entretiens entre le père et le fils, mais plutôt de souvenirs recueillis dans la conversation de son frère aîné, de Boileau et de Valincour. Cependant Louis Racine a été, lui aussi, quelque peu l'élève de Boileau ; car voici ce qu'il écrit — trop brièvement, à notre gré, — dans une lettre datée du 4 juin 1760 :

« Puisque vous voulez que je vous parle de moi, je vais vous obéir. Louis est mon nom de baptême, que je reçus de l'abbé Dupin, mon parrain. J'avais près de six ans, lorsque j'eus le malheur de perdre mon père ; je n'ai conservé qu'une faible idée de ses traits et de quelques-unes de ses instructions proportionnées à mon âge. Comme, en mourant, il m'avait recommandé particulièrement à M. Rollin, ma mère me mit de bonne heure au Collège de Beauvais, et, si j'avais su profiter de tous les soins que ce grand maître a pris longtemps de mon éducation, que la mémoire de mon père lui rendit chère, j'aurais fait honneur à tous les deux. J'abandonnai mes premières années au seul amour des vers et je fis le poème de *La Grâce* ; mais, n'ayant point assez de fortune pour me livrer tout entier aux charmes de la poésie, je fus obligé de rechercher des occupations moins agréables et plus lucratives. Tous les moments de repos que j'ai pu, dans la suite, dérober à ces occupations, je les ai rendus à mon premier amour. J'ai composé le poème de *La Religion*, quelques épîtres, quelques odes et plusieurs dissertations pour l'Académie des Belles-Lettres, dont j'ai l'honneur d'être ; mais, n'ayant pu que me prêter furtivement à ces travaux, je les dois croire fort éloignés de la perfection, et j'attends, pour leur donner celle dont je suis capable, que je ne sois plus distrait par des objets d'une nature toute différente. »

Tout cela, il faut en convenir, est agréablement dit ; mais c'est un sommaire bien rapide, et nous allons tâcher d'y ajouter quelque peu. Louis Racine a donc été élève du Collège de Beauvais, puis étudiant en droit et avocat. Sa vocation pour le barreau était très faible, et il était l'homme du monde le moins capable de parler en public. Il prit alors l'habit ecclésiastique et entra, sans avoir jamais reçu les ordres, comme pensionnaire à l'Oratoire. C'est dans ce milieu pieux qu'il commença — car je crois qu'il le retoucha beaucoup dans la suite — son poème de *La Grâce*. Quelques années plus tard, en 1718, le chancelier d'Aguesseau, qui vivait alors disgracié, dans sa terre de Fresnes, l'accueillit, en souvenir de Jean Racine et de Boileau, avec une bienveillance d'autant plus grande que le jeune homme était élève de Rollin et janséniste. Il ne réussit pas à le placer dans les emplois de finances ; mais il le fit admettre en 1719, à l'âge de vingt-sept ans, à l'Académie des Inscriptions. Il n'avait écrit, jusque-là, que le poème de *La Grâce*, et je crois même que cette œuvre n'était pas encore publiée. C'était donc, pour lui, une distinction insigne, et d'autant plus heureuse que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, beaucoup plus que l'Académie française, pouvait alors conduire à la faveur ; elle se composait, comme aujourd'hui, de savants et érudits, mais ceux-ci avaient pour principale occupation d'imaginer des devises et des maximes à inscrire sur les monuments royaux ou sur les statues des grands hommes.

Quelque chose de plus solide pourtant était à découvrir pour Louis Racine. D'Aguesseau et Houdon s'y employèrent. En 1722, on lui trouva un poste d'inspecteur des finances à Marseille ; il avait trente ans. *Magna expectatio fuit*, comme dit Cicéron : les Marseillais attendirent le porteur d'un pareil nom avec une vive impatience ; mais la déception fut à proportion : Racine se montra timide, maussade et resta à peu près muet. Nous avons des lettres de contemporains assez piquantes et qui en témoignent. Ce n'en fut pas moins un excellent et très soigneux officier de finances. De Marseille, il passa à Salins, puis à Moulins, puis à Lyon. On ne trouve, nulle part, les dates de ses changements de résidence ; mais son séjour à Lyon dut être un peu antérieur à l'année 1733. Il fit, dans cette ville, un assez beau mariage. A quelque temps de là, vers 1740, on le nomma directeur des gabelles à Soissons, poste bien supérieur comme importance à celui qu'il avait précédemment. En 1746, il prit sa retraite et vint à Paris pour s'y consacrer à l'éducation d'un fils qu'il adorait, et qui eut, comme nous le verrons, une destinée malheureuse. C'est alors qu'ayant des loisirs, et résidant à Paris, ce qui a longtemps été pour les Aca-

démiciens une condition assez rigoureuse, il visa à l'Académie française. Il ne s'y présenta pas officiellement, mais il fit des démarches pour y entrer. L'Académie a à se reprocher de ne pas l'avoir admis; car son talent était, en somme, bien supérieur à celui de beaucoup de ses confrères. Quelles furent donc les raisons de son échec? Sa gaucherie, sans doute, son peu d'insistance et d'opiniâtreté, et surtout — cela se lit entre les lignes dans les mémoires du temps — son jansénisme. Repoussé, il rentra dans l'ombre, pour n'en plus sortir.

Il perdit son fils en 1755. Ce jeune homme, voyageant pour son plaisir et pour son instruction, était alors à Cadix. A la suite du fameux tremblement de terre de Lisbonne, Cadix fut la proie d'une inondation formidable, et le fils de Louis Racine se trouva parmi les victimes. On fondait sur lui les plus grandes espérances : les aurait-il complètement déçues comme son oncle, ou à moitié réalisées comme son père, c'est ce qu'on ne saurait dire. Lebrun-Pindare, qui avait été son ami de jeunesse, parle de lui comme d'un bon poète. Louis Racine fut comme brisé par ce deuil. Il avait appelé ce fils de tous ses vœux : nous en avons la preuve par son *Ode III*. Il écrivit cette poésie en 1730, peu de temps après son mariage. Nous n'avons pas beaucoup d'odes au mariage dans notre littérature. Celle-ci — Dieu me garde de dire que la faute en soit au sujet — est bien un peu fade; mais elle nous intéresse du moins par ce qu'elle nous révèle du caractère de Louis Racine :

Hymen, ô doux Hymen, achève ton ouvrage,
Remplis tous mes souhaits.
De l'amour de sa mère, un fils, le tendre gage,
Comblera tes bienfaits.
Ah ! si, dans ce moment, il me criait : mon père !
Sur mes genoux assis,
O grands dieux, à ce nom que d'une ardeur sincère
Je répondrais : mon fils !

Le mouvement est bon, si l'expression est prosaïque. Victor Hugo, qui paraît avoir lu Louis Racine dans son enfance, car il abonde en réminiscences de cet auteur, doit peut-être à ce passage l'idée de ces beaux vers :

Elle faisait mon sort prospère,
Mon travail léger, mon ciel bleu ;
Quand elle s'écriait : mon père !
Tout mon cœur s'écriait : mon Dieu !

Quoi qu'il en soit, la mort de ce jeune homme fut pour son père un de ces coups dont on ne se relève pas. Il y a un mot de Bachaumont, qu'on n'est pas forcé de croire, car le style de Bachaumont

est un style de concierge, mais qu'il faut rapporter pourtant, après Sainte-Beuve. « Louis Racine, écrit-il, vient de mourir. Il était depuis longtemps abruti par le vin et la dévotion. » De fait, Louis Racine avait toujours été confit en dévotion ; il est possible que, vers la fin de sa vie, il s'y soit plongé encore davantage, possible aussi qu'il ait cherché quelque consolation dans l'ivresse, ce qui ne ferait, quant à moi, qu'accroître ma pitié pour lui. Il mourut en 1763.

Les principaux traits de son caractère sont la timidité, la gaucherie, la tristesse. On en a la preuve dans maints témoignages. C'est ainsi qu'à sa première entrevue avec d'Aguesseau, lors de son entrée dans le monde brillant et spirituel de la belle propriété de Fresnes, il avait fait piteuse figure. M. d'Aguesseau ne peut s'empêcher de le remarquer dans une lettre qu'il écrit à M. de Valincour. L'abbé Voisenon, en sa qualité de railleur et de baladin, force un peu la note, mais s'inspire d'une impression juste, en somme, pour faire sur son compte le rapport suivant :

« C'est de lui que M. de Voltaire a dit : petit-fils d'un grand-père. Il fut le premier à sentir son infériorité ; il se fit peindre, les œuvres de son père à la main, et les regards fixés sur les vers de la tragédie de *Phèdre* :

Et moi, fils inconnu d'un si glorieux père !

« Il n'est pas possible d'être plus dénué de toute espèce de grâces que l'était Racine le fils. Il avait l'air d'une grimace, et sa conversation ne démentait point sa physionomie. Je me trouvai, un jour, avec lui chez M. de Voltaire, qui nous lisait sa tragédie d'*Alzire* ; Racine crut y reconnaître un de ses vers, et répétait toujours entre ses dents : « Ce vers-là est à moi ». Cela m'impatientait ; je m'approchai de M. de Voltaire, en lui disant : « Rendez-lui son vers et qu'il s'en aille ! »

Comprenons bien la valeur de ce témoignage ; ce qui l'a dicté surtout, c'est ce qu'on appelle l'esprit de l'escalier. Racine a pu dire : il est de moi, ce vers-là. Voisenon, écrivant plus tard, reprend l'anecdote et se représente comme ayant trouvé sur-le-champ ce qui n'a dû lui venir que quelques jours après ; mais le récit n'en est pas moins typique : il nous montre à merveille ces légers papillons du Parnasse, Voltaire et Voisenon, en face d'une espèce d'oiseau de nuit, triste et solitaire.

Avec cela, Louis Racine fut un homme très laborieux, un vrai savant, très digne de cette Académie des Inscriptions où il entra si jeune. Il connaissait l'hébreu et l'italien. Ses premières lettres sont pleines de citations italiennes, qui ne traînent point partout. Sainte-Beuve ajoute même qu'il connaissait l'anglais ; mais c'est

faux : s'il traduisit Pope en vers, ce fut à l'aide d'une traduction en prose. Lui-même, avec sa loyauté ordinaire, déclare plusieurs fois qu'il ignore cette langue. Il y a, d'ailleurs, sur ce propos une très jolie lettre de Pope à son adresse. Comme il avait imité dans une épître le *Discours sur l'Homme*, Pope lui écrivit ces mots : « Vous vous plaignez de ne pas savoir la langue anglaise, j'ai d'autres plaintes à formuler. J'ai moins à vous en vouloir à vous de votre ignorance de la langue anglaise qu'à mon traducteur de sa mauvaise connaissance de la langue anglaise qui lui a fait faire beaucoup de contresens. » — Ces traductions de Louis Racine comprennent aussi une partie du *Paradis perdu*, et une partie de la *Divine Comédie*. A travers ses épigrammes (petit-fils d'un grand-père, — Louis Racine n'empêchera jamais que son père ne fût un grand homme), Voltaire témoigne aussi que ce fut, du moins, un écrivain exact et laborieux.

*
* *

Les œuvres de Louis Racine comprennent, en vers : *La Grâce*, poème en quatre chants, où l'on trouve déjà, malgré la jeunesse de l'auteur, de remarquables qualités ; *La Religion*, poème en six chants, écrit dans l'âge de la maturité, non sans fatras, mais souvent aussi avec une grande distinction ; quelques odes assez faibles, quelques épîtres qui lui donnent rang, ni plus ni moins, dans cette longue série de poètes philosophes qui va de Marot à Sully-Prudhomme, en passant par Lamartine, Alfred de Vigny et Leconte de Lisle ; — en prose : les *Mémoires sur la vie de Jean Racine*, recueil de documents précieux ; assez agréablement écrit ; puis ses *Observations sur la poésie*, dont je parlerai longuement ; ses *Remarques sur le théâtre de Jean Racine*, qui, à certains égards, sont d'un très bon critique ou d'un bon grammairien, et, quatre ou cinq fois, ont une extrême importance pour nous aider à comprendre comment Racine entendait la poésie dramatique et la versification ; enfin, un très court *Traité de la poésie dramatique*, du plus haut intérêt pour l'histoire littéraire.

*
* *

Je parlerai d'abord des *Mémoires sur la vie de Jean Racine*, parce qu'ils forment un complément très utile à la biographie de Louis Racine lui-même. Il y est question, en effet, d'abord de son enfance, puis des événements principaux de la vie de Jean Racine, enfin de la disgrâce du grand poète et de sa mort. Boileau aussi y tient une large place. La Fontaine lui-même y est l'objet de nombreuses anecdotes. Ces *Mémoires* sont suffisamment exacts ; Louis Racine les écrit surtout d'après les souvenirs d'autrui. On peut

l'avoir trompé, sans doute, mais il est, lui, le plus véridique homme du monde. Voyez ce que lui-même nous en dit :

« Personne n'était plus en état que lui (que l'abbé d'Olivet) de faire une vie exacte d'un ami qu'il avait fréquenté si longtemps ; au lieu que les autres, qui en ont voulu parler, ne l'ont point du tout connu. Je ne l'ai pas connu moi-même ; mais je ne dirai rien que sur le rapport de mon frère aîné, ou d'anciens amis, que j'ai souvent interrogés. J'ai aussi quelquefois interrogé l'illustre compagnon de sa vie et de ses travaux, et Boileau a bien voulu m'apprendre quelques particularités. Comme ils ont, dans tous les temps, partagé entre eux les faveurs des Muses et de la Cour, où, appelés d'abord comme poètes, ils surent se faire plus estimer encore par leurs mœurs que par les agréments de leur esprit, je ne séparerai point dans ces *Mémoires* deux amis, que la mort seule a pu séparer. Pour ne point répéter, cependant, sur Boileau ce que ses commentateurs en ont dit, je ne rapporterai que ce qu'ils ont ignoré, ou ce qu'ils n'ont pas su exactement. »

Somme toute, un tel ouvrage mérite la plus grande confiance.

Pour compléter donc ce que nous avons dit de la vie de Louis Racine, voici une de ces lettres de son père qu'il avait recueillies, où nous voyons notre auteur à l'âge de huit jours, et le grand poète au milieu de ces soins charmants qu'il avait pour ses jeunes enfants. C'est une lettre du 8 novembre 1692, adressée au beau-frère de Racine, M. Rivière, qui s'entendait un peu aux questions de médecine et de pédagogie.

« Nous avons bien pensé ne pas vous envoyer notre enfant, le lait de sa nourrice s'étant arrêté presque aussitôt après son arrivée, et ayant été même obligés d'en envoyer quérir une autre. Mais, enfin, à force de caresses et de bonne nourriture, le lait est assez revenu, et nous n'avons pas voulu désespérer une pauvre femme à qui vous aviez donné votre parole. J'espère que votre générosité ne vous tournera point à mal, et qu'elle en aura de la reconnaissance. Nous avons envoyé en carrosse l'enfant et la nourrice jusqu'au Bourget, pour leur épargner le pavé dans un coche. Je crois, Monsieur, que je n'ai pas besoin de vous le recommander. Voici, pourtant, quelques prières que ma femme me dit de vous faire : elle vous supplie de bien examiner la nourrice à son arrivée, et, si son lait n'est pas suffisant, de lui retirer sur-le-champ notre enfant, et de le donner à cette autre dont vous aviez parlé. L'enfant est de grande vie et tette beaucoup. D'ailleurs, elle n'est pas fort habile à le remuer. Nous vous prions d'envoyer chez elle, surtout durant les quinze premiers jours, une sage-femme, ou quelque autre qui soit instruite, de peur qu'il n'arrive

quelque inconvénient. Nous vous prions aussi d'ordonner qu'on ne le laisse point crier, parce qu'étant un garçon, les efforts sont à craindre, comme vous le savez. Ayez la bonté de voir si son berceau est bien tourné. Les soldats font peur aussi à ma femme, et j'ai recommandé à la nourrice, s'il en passait chez elle qui fussent insolents, de se réfugier aussitôt chez vous. Enfin, Monsieur, souvenez-vous que c'est en votre seule considération et à celle de ma sœur que nous envoyons cet enfant à la campagne. Sans cela, nous l'aurions retenu à Paris avec bien de la joie, quoi qu'il en eût coûté, et ma femme même a bien versé des larmes, ce matin, en le voyant partir. J'ai payé six francs au coche pour la nourrice et l'enfant. Si le cocher a eu bien soin d'eux, et si la nourrice en est contente, je vous prie de lui faire donner quinze sous. J'ai donné à la nourrice trois écus neufs, et je lui ai dit de se bien nourrir sur le chemin et de lui tenir compte du reste. Je vous prie aussi de donner un écu à la nourrice de Nanette, qui lui a envoyé des biscuits. »

Il n'y a rien de plus piquant que de voir l'auteur d'*Athalie* s'occuper avec tant de minuties de ces soins du premier âge.

Voici, maintenant, Louis Racine à l'âge de six ans. C'est dans une lettre du poète à son fils aîné : « Madelon a eu une petite vérole volante : je crains bien pour votre petit frère ; il est très joli, apprend bien, et, quoique fort éveillé, ne nous donne pas la moindre peine. » Très éveillé, il l'a été à six ans ! Ces choses-là passent quelquefois.

Louis Racine lui-même nous fait connaître sa mère, la femme la plus ignorante et la plus incurieuse qu'il y ait eu des œuvres de son mari, non moins indifférente d'ailleurs à la fortune. Boileau, un jour, vint lui dire, tout joyeux : « Voici une bourse de mille louis, que le roi m'a donnée. » Elle lui fit aussitôt des plaintes sur son petit garçon, qu'elle trouvait paresseux et trop peu docile. Et Boileau, racontant cette scène, s'écriait ingénument : « Quelle insensibilité ! Peut-on ne pas faire attention à une bourse de mille louis ! » Le mot *insensibilité* est charmant.

On connaît l'anecdote de Jean Racine, invité à dîner par le prince de Condé, et faisant valoir, pour s'excuser, une superbe carpe, que ses enfants s'attendaient à le voir manger avec eux. Il faut savoir gré à Louis Racine d'avoir conservé le souvenir de ces menus faits, en un temps où ils semblaient plutôt vulgaires et de nul intérêt. Par le culte qu'il témoigne ainsi envers le grand poète, il se montre réellement le digne fils d'un très glorieux père.

C. B.

Transformations des sociétés européennes au XIX^e siècle

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Maître de conférences à l'Université de Paris.

La France de 1847 à 1860

C'est une période de crises violentes, qui ont complètement transformé la France.

Elle a été très mal étudiée. Les documents confidentiels contemporains ne sont pas accessibles, sauf quelques papiers de la police impériale saisis aux Tuileries et publiés sous le titre de *Papiers saisis des Tuileries*, 1871. Restent les documents officiels, surtout parlementaires : comptes rendus des débats, au *Moniteur* ; *Enquêtes* ; puis les journaux, qui constituent la principale source jusqu'en 1852 : ils sont encore mal étudiés ; à partir de 1852, il faut se reporter aux journaux étrangers, *Indépendance belge*, *Journal de Genève*. Les écrits personnels sont nombreux sous des formes différentes : *Histoire* de Garnier-Pagès ; L. Blanc ; Lamartine ; Stern ; Thomas, *Histoire des ateliers nationaux* ; de la Hoodde, *La Naissance de la République* ; Mémoires de Maupas, de Cassagnac, Darimon, Castellane. Une grande quantité de renseignements se trouve dans Senior : *Conversations with Thiers*, Guizot, etc., 2 vol. 1878. — Les ouvrages d'ensemble sont insuffisamment critiques : au point de vue conservateur, V. Pierre, *Histoire de la République de 1848* ; de Lagorce, *Histoire de la seconde République et Histoire du second Empire* ; au point de vue républicain, T. Delord, *Histoire du deuxième Empire* (remonte jusqu'en 1848) ; Ténot, *La Province en 1851*, *Paris en décembre 1851*. Pour la Révolution de 1848, voir Thureau-Dangin et Hillebrand.

Il s'agit de montrer : 1^o comment la monarchie parlementaire censitaire a été remplacée par une république démocratique ; 2^o comment le pouvoir a passé à un personnel conservateur qui a transformé le régime de façon à l'empêcher de fonctionner ; 3^o comment la crise s'est terminée par l'établissement d'un gouvernement bureaucratique à pouvoir personnel.

I. Le régime établi en 1830 reposait sur une entente entre le roi et la bourgeoisie qui compose seule le corps électoral et la garde nationale. Ce régime laissait hors de la vie politique tout le reste de la population, réduisait la vie politique à une très faible minorité, roi, ministres, députés, électeurs (environ 240.000). Un tel régime mécontentait la population : Louis-Philippe et Guizot étaient devenus très impopulaires ; même les fils du roi se plaignaient (Cf. *Revue rétrospective* : lettres de Joinville) :

1. La Révolution de 1848 a pour origine un mouvement de mécontentement contre le roi et son ministre, comme celle de 1830 ; mais, en 1830, le roi a pris l'offensive contre la Chambre ; en 1848, au contraire, la Chambre est l'instrument du roi, et c'est la minorité qui prend l'offensive en demandant la réforme électorale. Le mouvement est donc lancé par un parti parlementaire, l'*opposition dynastique* ; mais il trouve, comme en 1830, l'appui d'un parti révolutionnaire, du parti républicain. Ce parti a été désorganisé par la répression de 1835 : il est réduit à une société secrète ; il n'envoie à la Chambre qu'un député, Ledru-Rollin, et ne possède qu'un journal, la *Réforme*, qui vit misérablement avec, au maximum, 2.000 abonnés ; mais il a une force qu'il ignore : la masse des ouvriers de Paris, qui sont devenus socialistes, qui réclament l'organisation du travail, qui se rallient autour des républicains, parce qu'ils demandent le suffrage universel pour arriver à des réformes sociales. C'est la coalition de ces deux partis qui fait la Révolution de 1848.

Le Révolution commence par une campagne d'agitation légale : la gauche dynastique organise des *banquets*, où l'on demande la réforme. Puis les républicains se mêlent à la campagne, font omettre le toast au roi. Le gouvernement répond en accusant « les passions ennemies ou aveugles » (Discours du trône, 28 décembre 1847), déclare qu'il ne cédera pas, et la Chambre vote une adresse d'approbation, 12 février. — C'est un banquet qui fut l'occasion de la Révolution. Elle se fit en trois actes :

a. Un banquet, annoncé pour le 22 février, est interdit par le gouvernement ; une manifestation a lieu, spontanée, sans chefs, on crie : « Vive la Réforme ! » Dans la nuit, les ouvriers des quartiers de l'Est construisent des barricades, commencent à s'armer ; les gardes nationaux refusent de marcher contre eux, crient « Vive la Réforme ! » Louis-Philippe n'ose pas dissoudre la garde ; Guizot démissionne ; on illumine.

b. Des bandes de manifestants parcourent les boulevards, criant « les lampions » ; l'une d'elles arrive devant le ministère des Affaires étrangères (boulevard des Capucines), et se heurte

aux soldats qui le gardent ; des coups de feu partent ; quelques manifestants sont tués ; on promène les corps sur des tombereaux ; et, dans la nuit, des barricades s'élèvent partout. La journée du 24 est une journée de combat ; les insurgés prennent l'offensive ; Louis-Philippe, découragé, abdique ; puis les Tuileries sont prises.

c. La foule se porte à la Chambre. Les députés de gauche, restés en séance, proposent de nommer un gouvernement provisoire ; la foule acclame une liste préparée par le *National*. Mais, en même temps, à l'Hôtel-de-Ville, les chefs des sociétés secrètes et les rédacteurs de la *Réforme* faisaient proclamer, eux aussi, un gouvernement provisoire : à la liste du *National*, ils ajoutaient trois des leurs, Louis Blanc, Flocon, Albert. — Il y a donc deux gouvernements ; ils se fondent en un seul : les hommes nommés à la Chambre se partagent les ministères ; les hommes de l'Hôtel-de-Ville sont déclarés secrétaires du gouvernement provisoire.

2. La Révolution a ôté le pouvoir au roi et à la bourgeoisie, l'a donné à une coalition de deux groupes, dont chacun a son programme, différent sur des questions capitales. Les députés veulent une république démocratique, gouvernée par la bourgeoisie, et le drapeau tricolore ; les gens de l'Hôtel de Ville veulent une république sociale, en faveur des ouvriers, et le drapeau rouge. Ledru-Rollin, qui appartient aux deux groupes, établit le lien entre eux.

On a alors une période d'agitations et de manifestations continues. Les conflits entre les deux tendances dans le gouvernement prennent la forme de manifestations de masses. Le gouvernement s'est installé à l'Hôtel-de-Ville, à proximité des quartiers ouvriers, ce qui donne l'avantage au groupe de la République sociale. Il en profite pour obtenir des déclarations et des mesures favorables à ses désirs : garantie de l'existence par le travail (23 février) ; promesse d'établir des ateliers nationaux (26 février) ; organisation de la Commission de gouvernement pour les travailleurs ; ajournement des élections (17 mars). Mais le groupe de la République démocratique s'aperçoit qu'il a pour lui la garde nationale et tout le pays ; peu à peu, il s'organise pour lutter ; puis Ledru-Rollin abandonne le groupe de la République sociale, lors de la manifestation du 16 avril, et ce groupe perd tout moyen d'action sur le gouvernement.

Le gouvernement provisoire a pris un très grand nombre de mesures qu'on peut classer en :

a) Mesures de sentiment, destinées à rassurer les bourgeois et les étrangers, à calmer les ouvriers. La situation est très

difficile: la République, exigée à Paris, est impopulaire dans le reste de la France, où elle évoque les souvenirs de 1793; de là, une panique générale, l'arrêt du travail, la disparition de l'argent, et Louis-Philippe a laissé une dette flottante de 800 millions; à Paris, les ouvriers sont restés armés, un conflit est possible entre eux et la garde nationale. — Le gouvernement proclame la République, mais avec le drapeau tricolore; il annonce que cette République sera pacifique (circulaire de Lamartine, 5 mars): il abolit la peine de mort, et la contrainte par corps, il supprime quelques impôts impopulaires.

b) Mesures sociales: le gouvernement s'engage à garantir le travail, crée la Commission de gouvernement pour les travailleurs, organise des ateliers nationaux qui ne furent que des ateliers de terrassement où le travail fut illusoire, diminue la durée de la journée de travail. De cette œuvre, il n'est rien resté.

c) Décisions politiques sur l'organisation du pouvoir. — C'est la partie durable de l'œuvre. Au moment de la Révolution, une proclamation de Lamartine a posé un principe vague: le pays sera consulté. — Deux conseillers d'Etat sont chargés de rédiger une loi électorale, et leur projet pose le principe précis du suffrage universel direct, qui est adopté sans discussion et proclamé immédiatement; il est très bien accueilli. Ce principe est appliqué aussi largement que possible: pour être électeur, il faut avoir 21 ans et 6 mois de séjour. Pour l'élection, on adopte l'élection par département, au scrutin de liste. On revient au système de la Révolution, une seule assemblée, très nombreuse: 900 représentants. Les députés recevront une indemnité de 25 francs par jour, mesure qui complète le suffrage universel, en fait un suffrage démocratique. Pour la procédure du vote, on garde le régime monarchique, le système des assemblées électorales; mais on prend le canton comme base, et les électeurs sont appelés par communes. On compte qu'on votera par bulletins manuscrits, qui ne seront pas écrits dans la salle. Il n'y aura pas de ballottage.

Ainsi s'établirent deux réformes radicales: l'indemnité parlementaire et le suffrage universel direct, qui ont produit la transformation la plus profonde dans l'organisation de la France. Mais on ne croyait pas à leur durée: des membres de l'Académie des Sciences, consultés à propos du vote au suffrage universel, répondirent, avec preuves à l'appui, que le calcul des voix serait impossible.

Sous ce mécanisme politique nouveau, on conserve l'ancienne machine administrative; à peine quelques changements de personnes signalèrent-ils le régime nouveau.

3. Le résultat des décisions politiques est la réunion de la Constituante. — Lors des élections, il n'y a pas encore de parti organisé ; mais déjà se montrent trois tendances, qui annoncent les futurs partis. Les uns veulent continuer la tentative du groupe de la République sociale, faire des réformes dans l'organisation économique ; à leur tête, Louis Blanc, Barbès ; ils eurent peu de succès et ne furent représentés à l'Assemblée que par quelques députés de Paris. D'autres veulent maintenir le régime établi : République démocratique, sans réformes sociales, administrée par des fonctionnaires, agents du gouvernement central, gouvernée par des représentants élus, pris dans la bourgeoisie ; à leur tête, les ministres du gouvernement provisoire ; ce parti obtint une énorme majorité, eut tout l'Est et le Sud pour lui. Enfin, dans l'Ouest, le parti réactionnaire l'emporta ; alors apparaît un parti qui s'est formé sous Louis-Philippe, mais n'a pas encore pris une part directe à la vie politique, parce qu'il était sans moyens d'action sur les électeurs censitaires, appartenant, en grande majorité, à une génération élevée dans la défiance du clergé et la haine des ultramontains : c'est le parti catholique. Il se forme un groupe catholique nouveau, peu nombreux, mais très actif, à la fois ultramontain et libéral, autour de Lamennais et de Montalembert ; ce parti veut mettre la France sous la direction du Pape et des Jésuites, et, pour cela, songe à donner au clergé la haute main sur l'enseignement, en protestant, au nom de la liberté, contre le monopole de l'Université. Ses efforts ont été arrêtés par les Chambres, sous Louis-Philippe ; mais, peu à peu, s'est formée dans le pays une génération de catholiques, bourgeois et jeunes prêtres, qui acceptent la République par haine du gouvernement de 1830. Le suffrage universel accroît brusquement leurs moyens d'action : les paysans de l'Ouest et des régions montagneuses, habitués à obéir à leurs curés, votent pour les candidats du parti catholique, qui devient une des principales forces en France. Mais, comme les électeurs de ce parti sont des gens obscurs, vivent loin des centres connus des écrivains et des journalistes, on ne s'est pas tout d'abord aperçu de ce changement dans les conditions de la vie politique, et le parti catholique lui-même a mis quelque temps à prendre conscience de sa force.

Ce qui a attiré l'attention et dirigé le groupement des partis et les décisions du gouvernement, ce sont les phénomènes superficiels, mais plus apparents, de Paris. Toute la conduite du personnel au pouvoir est dominée par la lutte contre les ouvriers et le parti démocratique socialiste. — Ce parti prend l'offensive à propos de la politique extérieure : le 13 mai, une grande manifestation

est organisée pour demander une intervention en Pologne ; résultat : les chefs du parti à l'Assemblée sont arrêtés ou s'enfuient. Les deux autres partis se coalisent, et prennent à leur tour l'offensive pour détruire ce qui leur paraît être l'œuvre du parti socialiste, les ateliers nationaux : les ouvriers reçoivent l'ordre de se disperser. Comme ils refusent et s'insurgent, sans chef et sans programme, l'Assemblée et le gouvernement leur font la guerre avec l'armée et la garde nationale. Les militants socialistes sont tués ou déportés, l'organisation du parti est détruite, 32 journaux sont supprimés. Le pouvoir reste à la bourgeoisie républicaine ; le ministre de la guerre, Cavaignac, devient chef du gouvernement.

Alors, l'Assemblée fait son œuvre constituante ; elle revient à la tradition, donne une constitution précédée d'une Déclaration des Droits. — De cette constitution il n'est rien resté ; elle n'est intéressante qu'en ce qu'elle fait connaître les idées politiques du parti républicain bourgeois. On rejette le droit au travail et à l'assistance, mais on proclame toutes les libertés politiques. Le gouvernement est organisé suivant le principe de la séparation des pouvoirs ; le peuple souverain n'exerce aucun pouvoir, mais les délègue tous. — En apparence, c'est le régime de la constitution de 1791 ; mais il y a une grande différence pratique, qui tient à ce fait que la machine administrative organisée par Napoléon reste intacte. Les hommes de 48 ne semblent pas avoir eu conscience de cette différence, et, tandis que le roi de 1791 était paralysé par les administrations autonomes élues, le président de 1848 a réellement le pouvoir absolu, puisqu'il commande à tous les fonctionnaires, gendarmes et soldats. Dès lors, une question pratique se pose : d'où dépendra tout le régime ? comment sera désigné ce maître ? L'Assemblée n'ose pas s'attribuer le droit d'élire le chef du pouvoir exécutif, et décide qu'il sera élu, comme ses membres, par le suffrage universel direct. Mais, comme elle se défie, elle prend quelques précautions : le président ne sera pas rééligible ; l'Assemblée pourra proclamer sa déchéance et le traduire devant une haute Cour.

II. Le gouvernement du parti conservateur commence avec l'élection du président, 10 décembre 1848, et aboutit à un changement du régime politique.

1. L'élection amène un groupement nouveau des partis. — Jusque-là, les deux partis, hostiles à une transformation sociale, ont marché d'accord ; ils se divisent sur une question de personne. Le parti républicain a pour candidat à la présidence le général Cavaignac. Le *Comité de la rue de Poitiers*, composé d'un certain nombre d'anciens représentants roya-

listes, se déclare prêt à le soutenir moyennant certaines conditions, que Cavaignac refuse de souscrire ; alors le comité s'entend avec Louis-Napoléon. Celui-ci eut pour lui les conservateurs, mais non tout le clergé, et surtout son nom, le seul connu des électeurs paysans ; il fut élu par 5.400.000 voix contre 1.400.000 à Cavaignac et 370.000 à Ledru-Rollin.

Louis-Napoléon expulse aussitôt les républicains du pouvoir et prend des ministres catholiques, de Falloux, et royalistes, O. Barrot. L'Assemblée n'a aucun moyen d'action, et la minorité royaliste la somme de se séparer. Elle aurait voulu établir les lois organiques dont elle avait tracé le programme ; mais elle n'ose pas paraître résister aux désirs du peuple, et se contente de procéder à la réforme du Conseil d'Etat et du régime électoral. Elle entre en conflit avec le Président à propos de la politique étrangère, de l'expédition de Rome.

L'élection de la Législative rend définitif l'avènement du personnel conservateur. La campagne électorale a été faite sous un personnel de fonctionnaires hostiles au régime. Trois partis se présentent séparément : le parti de l'ordre, du *Comité de la rue de Poitiers*, coalition des royalistes et des catholiques ; le parti des républicains de gouvernement ; le parti démocratique, la *Montagne*, reconstitué avec les ouvriers et les pays républicains du Sud-Est. Les élections se firent au scrutin de liste, sans ballottage ; les votants furent peu nombreux : le 23 avril 1848, il y avait eu 83 0/0 des électeurs inscrits ; le 10 décembre, 75 0/0 ; le 13 mai 1849, il n'y eut que 68 0/0. La coalition royaliste obtint les 2/3 des sièges, 500 élus ; la Montagne eut 180 députés ; le parti du gouvernement est complètement écrasé.

2. Le personnel hostile à la République est maître des deux pouvoirs, exécutif et législatif. Président et députés marchent d'abord d'accord, et cet accord est manifesté par le message du 5 juin 1849 : « A quoi me suis-je engagé ? A défendre la société audacieusement attaquée ; à affermir une république sage, grande, honnête ; à protéger la famille, la religion, la propriété ; à protéger la presse contre l'arbitraire et la licence ; à effacer les traces des dissensions civiles ; enfin, à adopter à l'extérieur une politique sans arrogance et sans faiblesse. »

Le personnel conservateur travaille à organiser la réaction, en détruisant les moyens d'action et de propagande du parti républicain. L'opération est facilitée par une complication de la politique extérieure, l'expédition de Rome. La Montagne proteste à la Chambre, est battue, essaie d'une manifestation au nom de la constitution violée. Le gouvernement trouva dans cette insur-

rection du 13 juin une occasion de détruire le parti républicain avancé ; 33 représentants sont mis en accusation ; une loi sur la presse rétablit le cautionnement et interdit la vente sur la voie publique ; une autre loi interdit les réunions politiques publiques ; Paris est mis en état de siège. Grévy proteste : « C'est la dictature militaire » ; Dufaure répond : « C'est la dictature parlementaire. »

Le parti républicain semble si bien écrasé que les alliés commencent à se diviser. Le Président découpe dans la majorité un parti bonapartiste, nationaliste, affecte une politique étrangère personnelle ; puis il rompt brusquement avec l'Assemblée par le message du 31 octobre 1849 et le renvoi du ministère Barrot, qu'il remplace par ses partisans personnels, Rouher, Parieu, Fould. — Mais l'accord se rétablit, parce que les deux pouvoirs sont inquiétés par l'ennemi commun, le parti républicain, qui s'est reconstitué : des sociétés secrètes se sont fondées à Paris et dans le Sud-Est ; les instituteurs font de la propagande républicaine. Aux élections complémentaires d'avril 1850, 27 montagnards sur 37 places sont élus. Le Président et l'Assemblée se rapprochent pour arrêter la propagande, « combattre les rouges ».

Les mesures prises aboutirent à des lois : loi sur l'enseignement, loi électorale, loi sur la presse. — La loi sur l'enseignement comprend deux lois : la petite loi, votée le 11 janvier 1850, qui a pour but d'arrêter la propagande républicaine des instituteurs, en les plaçant sous la surveillance des préfets, régime qui a duré ; puis la grande loi : Montalembert en expose les motifs : « La société est menacée par des conspirateurs de bas étage et par d'affreux petits rhéteurs... A l'armée démoralisatrice et anarchique des instituteurs, il faut opposer l'armée du clergé. » La réforme consiste à établir deux systèmes différents : pour l'enseignement public, surveillance d'autorités non universitaires, conseil supérieur, un recteur et un conseil par département ; pour l'enseignement privé, liberté complète : on n'exige pas de garantie, il suffit que le directeur soit bachelier. Enfin, les religieuses pourront ouvrir des écoles primaires sans avoir passé l'examen d'institutrice, à condition d'avoir une lettre d'obédience de l'évêque. — La loi électorale du 31 mai n'abolit pas le principe du suffrage universel, mais en écarte une partie des habitants, surtout des ouvriers, en exigeant 3 ans de domicile constaté par l'inscription à la taxe personnelle ; elle enlève le droit de suffrage à tout individu condamné pour délit politique. — La loi sur la presse du 16 juillet 1850 établit le cautionnement (50.000 francs), le droit de timbre, et exige que les articles soient signés.

Le parti conservateur a réussi à désorganiser le régime démocratique créé en 1848, en enlevant aux partis démocratiques tous leurs moyens d'action, vote des ouvriers, journaux à bon marché, clubs, propagande des instituteurs. Les conservateurs sont maîtres des élections ; le clergé prépare dans les écoles des générations dociles.

III. Une dernière série de crises aboutit à l'établissement du gouvernement personnel autoritaire.

1. Les deux pouvoirs conservateurs entrent en conflit pour la possession du pouvoir. — Le conflit commence pendant les vacances parlementaires entre le gouvernement et la commission permanente de l'Assemblée, à propos de l'armée : lors d'une revue à Satory, des officiers ont fait crier : « Vive l'Empereur » ! Ce premier conflit n'aboutit qu'à une enquête. Puis le Président renvoie Changarnier, commandant de l'armée de Paris, l'homme de l'Assemblée (5 janvier 1851) ; l'Assemblée répond par un ordre du jour de défiance à l'égard du ministère. Alors, la majorité se disloque complètement : trois partis se forment, monarchistes purs, hostiles à Louis-Napoléon ; monarchistes ralliés ; républicains. Désormais, il n'y a plus que des majorités de coalition, et l'Assemblée ne peut s'entendre sur aucune mesure positive. — La lutte décisive s'engage sur la révision, que désire le Président ; comme il ne peut l'obtenir, et comme il a la force (l'armée de Paris est à sa dévotion), il fait le coup d'Etat.

Il consiste en deux actes : contre l'Assemblée, contre les républicains. Dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre, les chefs des groupes parlementaires sont arrêtés ; puis, le 2, une proclamation au peuple annonce que l'Assemblée est dissoute, que le peuple sera juge entre elle et le Président, et indique sommairement quel sera le nouveau régime ; 217 représentants, la plupart monarchistes, réunis à la mairie du X^e arrondissement, votent la déchéance et la mise en accusation du Président. Mais les soldats dispersent les représentants et la Haute Cour qui s'est réunie. Les républicains s'arment, au nom de la constitution, dans les quartiers ouvriers de Paris, dans le Sud-Est, dans la Nièvre et dans l'Allier ; le gouvernement envoie des troupes, fait fusiller, arrêter, déporter un certain nombre de républicains, et se pose en sauveur de la société menacée par les rouges. D'après les papiers trouvés aux Tuileries en 1870, il y aurait eu 15.033 condamnés par les *commissions mixtes*. (Pour les arrestations et les déportations, voir T. Delord.)

2. Le Président organise le gouvernement d'après les principes indiqués dans la proclamation au peuple. C'est un retour aux

principes et au régime de Napoléon I^{er}. Le peuple a le pouvoir constituant, et manifeste sa volonté par le plébiscite. Le Président le consulte immédiatement ; les catholiques approuvent le coup d'Etat, les républicains s'abstiennent. La Commission chargée du dépouillement opère sans contrôle, et proclame 7.481.280 « oui ». D'après le *Journal de Genève*, renseigné par un membre de la Commission, il n'y aurait pas eu plus de 3 millions de « oui ». — Puis le Président règle par décrets le régime électoral et le régime de la presse.

L'organisation officielle fut faite par un comité de 5 membres délibérant à l'Elysée, sans qu'il soit fait de procès-verbaux. Le résultat fut la Constitution de 1852 ; elle repose sur les mêmes principes que celle de l'an VIII. Il y a trois pouvoirs. Le pouvoir exécutif appartient au président, nommé pour 10 ans ; il choisit les fonctionnaires, les ministres non responsables, mais solidaires, véritables commis du Président ; il commande l'armée. Le pouvoir législatif appartient à un Corps législatif élu au suffrage universel, par le scrutin uninominal, avec 1 député par 35.000 habitants ; les députés n'ont ni le droit d'initiative, ni le droit d'amendement ; ils reçoivent le budg et les projets de lois du gouvernement ; ils votent le budget par ministère ; il n'y a d'autre compte rendu que le résumé officiel ; il n'y a plus de tribune ; au début, les députés ne reçoivent pas d'indemnité ; le Corps législatif est un simple organe d'entretènement. Le pouvoir constituant appartient au peuple et au Sénat : le peuple l'exerce par le plébiscite ; le Sénat, dont les membres sont choisis à vie par le gouvernement, est chargé de veiller à la Constitution, d'annuler les lois contraires à la Constitution, à la religion, à la morale ; il ne peut en discuter le fond ; il est également chargé d'interpréter la Constitution et peut régler par des sénatus-consultes complémentaires tout ce qui n'a pas été prévu par elle et ce qui est nécessaire à la marche du gouvernement : en somme, le Sénat est un instrument organisé pour enregistrer les changements que le gouvernement veut apporter à l'ordre de choses établi ; ses séances sont secrètes ; les sénateurs ne reçoivent pas d'indemnité, mais le Président peut leur accorder une dotation annuelle. On raconte qu'à ce propos Montalembert dit à Louis-Napoléon : « Personne ne voudra accepter, » et que le prince lui aurait répondu sur un ton ironique : « Vous croyez ! » — La Constitution crée un corps auxiliaire, le Conseil d'Etat, chargé, comme sous Napoléon I^{er}, de préparer les lois.

Ainsi, en théorie, le peuple est souverain ; mais il n'exerce pas de pouvoirs : il les délègue au Président et au Corps législatif ; en théorie, il y a partage des pouvoirs exécutif et législatif ; en fait,

le Président concentre tous les pouvoirs : il a le pouvoir exécutif, il détient le pouvoir constituant puisqu'il nomme les sénateurs, il exerce le pouvoir législatif puisqu'il a le droit d'initiative.

En somme, la Constitution établit un pouvoir personnel, masqué par des corps d'apparat. Ce n'est pas encore la monarchie ; il manque l'hérédité et le titre. Le Président ne cache pas qu'il désire l'un et l'autre. Au cours d'un voyage dans les départements, en 1852, il se montre enchanté d'entendre crier « Vive l'Empereur ! » et, à Bordeaux, il prononce la phrase fameuse : « L'Empire, c'est la paix. » A son retour à Paris, le Sénat décide que le peuple sera consulté sur la question du rétablissement de l'Empire. Le plébiscite donne 7.839.000 « oui », 253.000 « non ». Louis-Napoléon est proclamé Empereur des Français ; le pouvoir est héréditaire dans la famille impériale (les enfants du roi Jérôme) ; on crée une maison de l'Empereur ; on lui donne une liste civile ; on décide que tous les sénateurs recevront une dotation de 30.000 francs au maximum et que les députés recevront une indemnité de 2.500 francs par mois de session. L'Empereur a le droit de conclure des traités.

3. Le régime a été établi par un ensemble de procédés destinés à empêcher le parti républicain de se reformer et d'agir sur la vie publique. — De la révolution de 1848, il ne subsiste que deux institutions, suffrage universel direct, indemnité parlementaire, que le nouveau régime conserve pour se donner une apparence démocratique ; mais on s'efforce de paralyser leur action par des expédients, et, jusqu'en 1860, on a l'Empire autoritaire.

Pour la presse (décret de février 1852), on reprend des institutions antérieures à la Restauration : le timbre, le cautionnement sont rétablis pour supprimer toute presse populaire ; les délits de presse sont jugés en correctionnelle ; le décret rétablit le régime de l'autorisation préalable, donne au gouvernement le droit de désigner et destituer le rédacteur en chef, le droit aussi de disposer des annonces judiciaires. La censure n'est pas rétablie, mais un régime nouveau est inauguré, qui servira de modèle à Bismarck et au gouvernement russe, le régime de l'avertissement : si un article a déplu, le journal reçoit un avertissement ; au deuxième, le journal peut être suspendu. Le résultat est que le gouvernement se débarrasse de toute publicité politique, ne laisse vivre que quelques journaux, choisit même les organes de l'opposition et dirige leur opposition.

Pour le régime électoral, on conserve le suffrage universel ; mais on l'organise de façon à assurer l'élection du candidat agréable au gouvernement : ainsi, le gouvernement fait connaître officiellement le candidat qu'il préfère ; celui-ci est autorisé à employer des

affiches blanches ; toute la puissance matérielle et morale de l'administration est à son service. Il n'y a plus d'assemblées électorales ; on vote par commune ; le maire, agent du gouvernement, prend place au bureau ; le scrutin dure deux jours, ce qui permet de le falsifier ; les circonscriptions électorales sont remaniées à la volonté du gouvernement, qui découpe les villes en plusieurs circonscriptions, de façon à placer les électeurs de chaque morceau en minorité. Le droit de réunion est supprimé par le décret du 15 mars 1852, qui assimile la réunion à l'association et la soumet à l'autorisation préalable. La distribution des bulletins est assimilée au colportage, et le candidat doit en déposer un exemplaire signé. — Le Corps législatif est donc élu par des électeurs qui n'ont aucun moyen de s'informer, de se concerter ; on prend même des précautions pour assurer sa complète dépendance : les députés doivent prêter serment comme les fonctionnaires, ne peuvent interpellier ; il n'y a pas de publicité pour les débats. Si l'on ajoute à ces précautions que le gouvernement a pour lui la masse des paysans et la bourgeoisie, on s'explique que, jusqu'en 1857, il ne se soit pas trouvé un seul opposant au Corps législatif.

Ainsi, en 1848, il a été créé un mécanisme nouveau d'élection démocratique, qui survit à la réaction. Mais tout le mécanisme administratif créé par Napoléon Ier est resté intact ; seul, le gouvernement central superposé en 1814 a été modifié, et, en 1852, on a, comme en 1800, masqué derrière un décor démocratique un chef unique. Les organes de contrôle n'exercent qu'un contrôle illusoire ; les organes de publicité sont réduits au silence ; il ne reste qu'un souverain absolu et des fonctionnaires, un gouvernement personnel et une bureaucratie.

M. T.

Sujets de devoirs

UNIVERSITÉ DE CAEN.

Philosophie.

La reconnaissance des souvenirs ; son mécanisme, ses illusions.

Histoire.

La Neustrie, jusqu'à la constitution de l'Empire franc. Ses limites, son histoire ; civilisation religieuse et artistique.

Géographie.

Le Nil.

Dissertation française.

Agrégation.

Apprécier la valeur de l'intrigue dans *L'Etourdi*.

Licence.

Quelle a été l'influence des critiques de Boileau sur l'évolution du roman au xvii^e siècle ?

Littérature grecque.

1^o Les narrations dans Thucydide.

2^o Le Socrate de Xénophon et le Socrate de Platon.

Thème grec.

1^o Bossuet, *Condé* : « Voilà les spectacles que Dieu donne à l'Univers... », jusqu'à : « Dieu ne craint point d'en faire part à ses ennemis. »

2^o La Bruyère : « Ni les troubles, Zénobie... »

Philologie grecque.

1^o Etudier Euripide, *Bacchantes*, 103-1083 ; n'indiquer que les particularités.

2^o Thucydide, VII, 21.

Littérature latine.

Le *Dialogue des Orateurs*.

Dissertation latine.

Plinii minoris eloquentiam æstimabitis.

Thème latin.

Mêmes textes que pour le thème grec.

Version latine.

Cicéron, *Brutus*, I.

Philologie latine.

1° Etudier Cicéron, *Brutus*, I.

2° Etudier Lucrèce, *De Natura*, V, 922-985 ; n'indiquer que les particularités.

Thème.

De Maistre, *Soirées de Saint-Petersbourg* : « L'expression familière... je suis si fort de votre avis. »

Version.

Scherer, *G. d. d. Literatur*, 676-677 : « Jean Paul besass... Ein Schuler Wielands. »

Dissertation.**ALLEMAND.**

Das Wort Nietzsches : « Das Metrum verschönert dadurch, dass es Flor über die Realität legt ». Soll an der Goetheschen Iphigenie auf seine Berechtigung geprüft werden.

Quelles raisons ont pu déterminer Goethe à choisir le sujet d'*Iphigénie en Tauride* et, en même temps, à en modifier les données essentielles ?

LICENCE ET CERTIFICAT.

Warum hat das 19. Jahrhundert weniger Geschmack am Lehrroman gefunden als das 18.

ANGLAIS.

Version.

Milton, *Areopagitica*: « ...Books are not absolutely dead things »
(2 paragraphes).

Thème.

Bernardin de Saint-Pierre, *Harmonies de la Nature*, fin du livre II :
« Qui pourrait décrire... », jusqu'à : « ... ces bruissements ».
(Se trouve dans les *Morceaux choisis* de Marcou.)

Dissertation française.*Agrégation et Certificat.*

La critique littéraire chez Hazlitt.

Dissertation anglaise.*Agrégation.*

Poetic Diction in Crabbe.

Licence

Tennyson as an epic poet.

Milton, *Areopagitica*, Books.

...Books, are not absolutely dead things, but do contain a potency of life in them, to be as active as that soul whose progeny they are; nay, they do preserve, as in a vial, the purest efficacy and extraction of that living intellect that bred them. I know they are as lively, and as vigorously productive, as those fabulous dragon's teeth, and being sown up and down, may chance to spring up armed men. And yet, on the other hand, unless wariness be used, as good almost kill a man as kill a good book : who kills a man kills a reasonable creature, God's image ; but he who destroys a good book, kills reason itself, kills the image of God, as it were, in the eye.

Many a man lives a burden to the earth ; but a good book is the precious life-blood of a master spirit, embalmed and treasured up on purpose to a life beyond life. 'Tis true no age can restore a life, whereof perhaps there is no great loss ; and revolutions of ages do not oft recover the loss of a rejected truth, for the want of which whole nations fare the worse. We should be wary, there

fore, what persecution we raise againot the living labours of public men, how we spill that seasoned life of man, preserved and stored up in books; since we see a kind of homicide may be thus committed, sometimes a kind of martyrdom; and if it extend to the whole impression, a kind of massacre whereof the execution ends not in the slaying of an elemental life, but strikes at that ethereal essence, the breath of reason itself; slays an immortality rather than a life.

(*Areopagitica.*)

Soutenances de thèses

UNIVERSITÉ DE PARIS

M. Louis BELLANGER a soutenu les deux thèses suivantes pour le doctorat devant la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, en Sorbonne, le 11 mars :

THÈSE LATINE.

In Antonini Placentini itinerarium grammatica disquisitio.

THÈSE FRANÇAISE.

Etude sur le poème d'Orientius.

*
* *

M. Rolf Lagerborg a soutenu sa thèse pour le doctorat d'Université devant la Faculté des Lettres de Paris, en Sorbonne, le 17 mars.

THÈSE FRANÇAISE.

La morale publique. — Essai d'analyse générale des faits moraux.

Le gérant : E. FROMANTIN.

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Les poètes secondaires du XVIII^e siècle

Cours de M. ÉMILE FAGUET,
Professeur à l'Université de Paris.

Louis Racine ; ses Mémoires.

Nous avons vu quelle aimable peinture Louis Racine fait, dans ses *Mémoires*, de la vie de famille de son père. J'ai rappelé l'anecdote de la carpe. Il faudrait y joindre ce passage d'une lettre, où Jean Racine écrit à son fils Jean-Baptiste, alors en fonctions auprès de l'ambassadeur de France, M. de Torcy, qu'il voudrait bien manger avec lui des groseilles de Hollande. Ailleurs, nous voyons le grand poète organiser chez lui une vraie procession religieuse : Louis Racine y joue le rôle du curé, ses sœurs représentent le clergé, et leur père porte la croix. Nous apprenons aussi que Jean Racine avait complètement oublié son passé : si sa femme ignorait les noms de ses pièces, c'est un peu parce qu'on n'en parlait jamais à la maison. Nous pouvons même juger que cet oubli allait trop loin ; car, écrivant à son fils à l'occasion de la mort imminente de la Champmeslé, il se montre véritablement dur pour celle qu'il avait fort aimée.

Voici maintenant de quoi ajouter un peu à ce que nous savons de Jean-Baptiste Racine ; c'est un avertissement dont Louis Racine fait précéder une lettre de son frère :

« Tous les avis que mon père, dans ses lettres, donna à mon frère aîné pour se faire à la cour des amis et des protecteurs, furent inutiles à un homme que dominait l'amour de la solitude, et qui, sitôt qu'il fut devenu son maître, a fui le monde, quoiqu'il y fût fort aimable, quand il était obligé d'y paraître. M. de Torcy, continuant ses bontés pour lui, après la mort de mon père, l'envoya à Rome avec l'ambassadeur de France. Il y resta peu : ayant obtenu la permission de vendre sa charge de gentilhomme ordinaire, il s'enferma dans son cabinet avec ses livres ; il y a vécu jusqu'à soixante-neuf ans, presque sans aucune liaison qu'avec un ami, très capable, à la vérité, de le dédommager du reste des hommes. On a bien pu dire de lui : *Bene qui latuit, bene vixit*. Sans aucune ambition, et même sans celle de devenir savant, son seul plaisir fut de parcourir toutes les sciences, s'attachant particulièrement aux belles-lettres, et s'étant toujours contenté de lire, sans avoir jamais rien écrit ni en vers ni en prose, quoiqu'il fût très capable d'écrire, et par ses connaissances et par son style. On en peut juger par cette lettre qu'il m'écrivit lorsque je lui fis remettre le *poème de la Religion* pour l'examiner ».

— Remarquons, ici, qu'il y eut deux hommes dans Jean Racine ; il l'a dit lui-même :

O la guerre cruelle !
Je sens deux hommes en moi.

Il y eut l'homme qui fut poète, et l'homme qui faillit se faire chartreux, et qui, s'il faut tout dire, regretta plus d'une fois, au cours de son mariage, quelque heureux qu'il ait été, de n'avoir pas suivi ce dessein. Eh bien ! de ses deux fils, l'un, Jean-Baptiste, l'a continué comme chartreux, l'autre, Louis, l'a continué comme artiste.

Jean-Baptiste écrivait donc à son frère :

« J'ai lu votre ouvrage, rapidement à la vérité, et simplement pour me mettre au fait du tout ensemble. Le projet est beau, bien exécuté, et digne d'un chrétien de votre nom. J'y ai trouvé une érudition qui me fait voir que je ne suis point votre aîné en tout. Je ne vous parlerai pas de la versification, tout le monde convient que vous savez tourner un vers... »

Cela est très bien jugé ; car, si l'on se place au point de vue de la difficulté vaincue, d'où il est toujours bon pour un critique de regarder, il est certain qu'il y a dans le poème de *La Religion* des passages très délicats, dont le poète s'est tiré avec la plus grande habileté.

— « Il semble même que la sécheresse et l'aridité des sujets échauffe votre veine, et vous tienne lieu, pour ainsi dire, d'Apollon. Le fond des choses me fournira peut-être plusieurs observations que je vous ferai de vive voix. Je vous dirai seulement aujourd'hui que vous insistez trop, dans votre sixième chant, sur la conformité de la morale des païens avec celle de l'Evangile. Comment ces deux lois, celle de l'Evangile et la loi naturelle, ne seraient-elles pas conformes, puisqu'elles sont toutes les deux l'ouvrage du même législateur ? Mais trouverez-vous dans la morale des païens l'amour de Dieu et l'amour de la croix, ce qui fait à la fois et tout le pénible et toute la beauté de la loi de l'Evangile ? »

— C'est, en effet, une idée qu'on a beaucoup exploitée, jusqu'à Joseph de Maistre, à savoir qu'il y avait un christianisme latent dans le fond même de la religion païenne ; mais l'argument est dangereux, car on peut en conclure que le christianisme a été inutile, que tout ce qu'il y avait de vrai en lui était déjà chez les anciens, et que tout ce qu'il apportait de nouveau était faux. L'inquiétude de Jean-Baptiste à cet égard dénote un esprit avisé. — « Je ne puis vous pardonner qu'un aussi grand homme que Socrate vous fasse pitié dans le plus bel endroit de sa vie, lorsqu'il parle de ce coq qu'on doit sacrifier pour lui à Esculape : je crains bien que vous n'ayez lu cet endroit que dans le français de M. Dacier, et il n'est pas étonnant qu'un pareil traducteur vous ait induit en erreur. Socrate ne dit point à Criton de sacrifier un coq, mais simplement : *Criton, nous devons un coq à Esculape*, *ὀφείλομεν ἀλεκτρυόνα*. Ne voyez-vous pas que c'est une plaisanterie, et que Platon, qui est toujours homérique, le fait mourir comme il a vécu, c'est-à-dire l'ironie à la bouche ? C'était une façon de parler proverbiale. Quand quelqu'un était échappé de quelque grand danger, on lui disait : *Oh ! pour le coup, vous devez un coq à Esculape !* comme nous disons : *Vous devez une belle chandelle*, etc. Voilà tout le mystère. Socrate veut dire : *Nous devons pour le coup un beau coq à Esculape ; car certainement me voilà guéri de tous mes maux*. Ce qui est très conforme à l'idée qu'il avait de la mort. Pouvez-vous croire que la dernière parole d'un homme tel que Socrate ait été une sottise ? Il y a des noms si respectables, qu'on ne saurait, pour ainsi dire, les attaquer (1) sans attaquer

(1) Ici, Louis Racine met en note cette réflexion : « La manière dont mon frère explique les dernières paroles de Socrate est fort ingénieuse, et est peut-être la véritable. M. Dacier, M. Rollin, et surtout la réponse de Criton, qui prend ces mots dans le sens naturel, m'ont persuadé que j'en avais pu dire ce que j'en ai dit, d'autant plus que Socrate ne parlant, même dans ses

le genre humain : *Parcendum est caritati hominum*, dit si bien Cicéron. M. Despréaux, tout Despréaux qu'il était, essuya, de la part de ses amis, des critiques très amères sur ce qu'il avait dit de Socrate dans son *Equivoque*. Il s'en sauvait en disant qu'il n'avait pu immoler à Jésus-Christ une plus grande victime que le plus vertueux homme du paganisme. »

Il n'y a pas longtemps que je connais cette lettre ; elle nous découvre que Jean-Baptiste Racine, caractère difficile et misanthrope, fut en même temps un esprit très informé et très intelligent. En somme, les deux fils du grand poète ont été, l'un et l'autre, des hommes fort distingués.

Je passe aux anecdotes littéraires que l'on peut trouver dans les *Mémoires* de Louis Racine. La plus considérable est celle qui concerne *Britannicus*. Par son frère aîné, par Valincour, et surtout par Boileau, Louis Racine avait sur tout le théâtre de son père de précieux renseignements historiques. Il nous fait voir par là, en particulier, quelle autorité Boileau a exercée sur l'esprit de Racine. Car c'est une vérité certaine, et qui a de quoi nous rendre fiers, nous autres critiques, qu'à deux époques au moins de notre histoire littéraire, les artistes créateurs ont considéré certains critiques contemporains comme leurs maîtres. En 1666, Racine est petit garçon devant Boileau. Molière et La Fontaine lui-même écoutent souvent avec docilité ce juge qui, comme poète, est le moindre d'entre eux. De même, en 1820, Victor Hugo et ses amis, — le fait est à peu près prouvé, — sont comme en extase devant Sainte-Beuve : il est pour eux le législateur du nouveau Parnasse, l'homme qui apporte dans son cerveau les principes de la nouvelle école. Rien de plus curieux que ces timidités des écrivains de génie en face de gens qui sont bien loin de les valoir. Telle nous apparaît l'attitude de Racine lisant à Boileau, en 1669, et discutant avec lui scène par scène son *Britannicus*. Voyez, à ce sujet, ce que rapporte Louis Racine :

« Ceux qui ajoutent foi en tout aux *Bolœana*, croient que Boileau, qui trouvait les vers de *Bajazet* trop négligés, trouvait aussi le dénouement de *Britannicus* puéril, et reprochait à l'auteur d'avoir fait *Britannicus* trop petit devant Néron. Il y a grande apparence que M. de Monchesnay, mal servi par sa mémoire lorsqu'il composa ce recueil, s'est trompé en cet endroit. Je n'ai jamais entendu dire que Boileau eût fait de pareilles critiques ; je sais seulement qu'il engagea mon père à supprimer une scène entière

derniers moments, que d'une façon incertaine sur l'immortalité de l'âme, m'a toujours paru un homme inconcevable. »

de cette pièce, avant que de la donner aux comédiens, et, par cette raison, cette scène n'est encore connue de personne. Ces deux amis avaient un égal empressement à se communiquer leurs ouvrages avant que de les montrer au public, égale sévérité de critique l'un pour l'autre, et égale docilité. Voici cette scène, que Boileau avait conservée et qu'il nous a remise : elle était la première du troisième acte. »

Rappelons, ici, comment se termine le second acte de *Britannicus*. Néron et le jeune prince se sont bravés l'un l'autre ; puis Néron, resté seul avec Narcisse, lui a dit ces mots :

Eh ! bien, de leur amour tu vois la violence,
Narcisse : elle a paru jusque dans son silence !
Elle aime mon rival, je ne puis l'ignorer ;
Mais je mettrai ma joie à la désespérer.
Je me fais de sa peine une image charmante ;
Et je l'ai vu douter du cœur de son amante.
Je la suis. Mon rival t'attend pour éclater :
Pas de nouveaux soupçons, va, cours le tourmenter ;
Et, tandis qu'à mes yeux on le pleure, on l'adore,
Fais-lui payer bien cher un bonheur qu'il ignore.

Narcisse comprend alors que Néron se déclare, qu'il est en état de briser le joug d'Agrippine et de frapper Britannicus ; c'est le moment psychologique. Aussi laisse-t-il éclater sa joie dans ces vers, qui excitaient autrefois des murmures (aujourd'hui, le public est plus veule) :

La fortune t'appelle une seconde fois,
Narcisse ; voudrais-tu résister à sa voix ?
Suivons jusques au bout ses ordres favorables,
Et, pour nous rendre heureux, perdons les misérables.

C'est alors que Racine avait imaginé une scène entre Burrhus et Narcisse ; et son idée, il faut l'avouer, était par excellence une idée de dramatisse. Notre bon Sarcey aurait dit : « Il y a, dans *Britannicus* tel que nous l'avons aujourd'hui, une scène à faire qui n'est pas faite : c'est celle où les forces les plus diamétralement opposées du drame se rencontrent ». Certes, Racine est trop fort pour avoir passé à côté de la grande scène à faire, et cette scène-là est au quatrième acte : c'est la rencontre entre les deux forces colossales du drame, à savoir Néron et Agrippine. Après s'être longtemps observés comme deux ennemis qui ont chacun leur stratégie, il faut bien à la fin qu'ils se heurtent et que la bataille s'engage. Racine est absolument maître de son théâtre : il ne manque pas à cette obligation essentielle. « Mais, aurait dit notre bon Sarcey, est-ce qu'avant de mettre aux prises les deux forces

principales du drame, il ne serait pas bon de faire se rencontrer les forces auxiliaires ? Qu'est-ce qui soutient Agrippine, en ce sens du moins qu'il retient Néron ? C'est Burrhus. Qu'est-ce qui pousse Néron, et sape Agrippine ? C'est Narcisse. Une scène entre Narcisse et Burrhus est donc tout indiquée. » Eh bien ! Racine a fait cette scène ; il a mis en présence ces deux personnages, le premier dissimulant son plan, le second le forçant à le lui découvrir. Et voici quel langage il leur a prêté :

BURRHUS

Quoi ! Narcisse, au palais obsédant l'empereur,
Laisse Britannicus en proie à sa fureur,
Narcisse, qui devrait, d'une amitié sincère,
Sacrifier au fils tout ce qu'il tient du père.
Qui devrait, en plaignant avec lui son malheur,
Loin des yeux de César détourner sa douleur ?
Voulez-vous qu'accablé d'horreur, d'inquiétude,
Pressé du désespoir qui suit la solitude,
Il avance sa perte en voulant l'éloigner,
Et force l'empereur à ne plus l'épargner ?
Lorsque de Claudius l'impuissante vieillesse
Laissa de tout l'Empire Agrippine maîtresse,
Qu'instruit du successeur que lui gardaient les dieux,
Il vit déjà son nom écrit dans tous les yeux,
Ce prince à ses bienfaits mesurant votre zèle,
Crut laisser à son fils un gouverneur fidèle,
Et qui, sans s'ébranler, verrait passer, un jour,
Du côté de Néron la fortune et la cour.
Cependant, aujourd'hui, sur la moindre menace,
Qui de Britannicus présage la disgrâce,
Narcisse, qui devait le quitter le dernier,
Semble dans le malheur le plonger le premier :
César vous voit partout attendre son passage.

NARCISSE

Avec tout l'univers je viens lui rendre hommage,
Seigneur ; c'est le dessein qui m'amène en ces lieux.

BURRHUS

Près de Britannicus vous le servirez mieux.
Craignez-vous que César n'accuse votre absence ?
Sa grandeur lui répond de votre obéissance.
C'est à Britannicus qu'il faut justifier
Un soin dont ses malheurs se doivent défier.
Vous pouvez sans péril respecter sa misère :
Néron n'a point juré la perte de son frère.
Quelque froideur qui semble altérer leurs esprits,
Votre maître n'est point au nombre des proscrits.

Néron même, en son cœur touché de votre zèle,
 Vous en tiendrait peut-être un compte plus fidèle,
 Que de tous ces respects vainement assidus,
 Oubliés dans la foule aussitôt que rendus.

Ainsi, Burrhus, après avoir cherché à émouvoir Narcisse,
 voyant son indifférence, met en jeu l'intérêt.

NARCISSE

Ce langage, Seigneur, est facile à comprendre ;
 Avec quelque bonté, César daigne m'entendre ;
 Mes soins trop bien reçus pourraient vous irriter,
 A l'avenir, Seigneur, je saurai l'éviter.

Cette réponse, indirecte et oblique, comme devait l'être celle d'un homme qui ne veut pas dire le fond de sa pensée, est admirable. Narcisse semble dire à Burrhus : « Savez-vous ce qu'il y a au fond de vos paroles ? — C'est que vous êtes jaloux de moi. César m'écoute avec bienveillance, et cela ne vous plaît pas beaucoup ; cela ne plairait pas non plus à Sénèque. Eh bien ! désormais je ferai en sorte de ne pas vous rencontrer. » — On sent là une ironie de grand seigneur ?

BURRHUS

Narcisse, vous réglez mes desseins sur les vôtres :
 Ce que vous avez fait, vous l'imputez aux autres.
 Ainsi, lorsque, inutile au reste des humains,
 Claude laissait gémir l'empire entre vos mains,
 Le reproche éternel de votre conscience
 Condamnait, devant lui, Rome entière au silence.
 Vous lui laissiez à peine écouter vos flatteurs ;
 Le reste vous semblait autant d'accusateurs,
 Qui, prêts à s'élever contre votre conduite,
 Allaient de nos malheurs développer la suite,
 Et, lui portant les cris du peuple et du sénat,
 Lui demander justice au nom de tout l'Etat.
 Toutefois, pour César, je crains votre présence :
 Je crains, puisqu'il vous faut parler sans complaisance,
 Tous ceux qui, comme vous, flattant tous ses desirs,
 Sont toujours dans son cœur du parti des plaisirs.
 Jadis à nos conseils l'empereur plus docile
 Affectait pour son frère une bonté facile,
 Et, de son rang pour lui modérant la splendeur,
 De sa chute à ses yeux cachait la profondeur.
 Quel soupçon aujourd'hui, quel désir de vengeance
 Rompt du sang des Césars l'heureuse intelligence ?
 Junie est enlevée, Agrippine frémit ;
 Jaloux et sans espoir, Britannicus gémit :
 Du cœur de l'Empereur son épouse bannie
 D'un divorce, à toute heure, attend l'ignominie,

Elle pleure ; et voilà ce que leur a coûté
L'entretien d'un flatteur qui veut être écouté.

NARCISSE

Seigneur, c'est un peu loin pousser la violence ;
Vous pouvez tout, j'écoute et garde le silence.
Mes actions, un jour, pourront vous repartir ;
Jusque-là,...

BURRHUS

Puissiez-vous bientôt me démentir !
Plût aux dieux qu'en effet ce reproche vous touche !
Je vous aiderai même à me fermer la bouche.
Sénèque, dont les soins devraient me soulager,
Occupé loin de Rome, ignore ce danger.
Réparons, vous et moi, cette absence funeste :
Du sang de nos Césars réunissons le reste.
Rapprochons-les, Narcisse, au plus tôt, dès ce jour,
Tandis qu'ils ne sont point séparés sans retour.

Il suffit de connaître la tragédie de *Britannicus* pour sentir que cette scène n'y était point nécessaire. Une scène, en effet, n'est pas nécessaire, lorsque celui qui s'y proposait quelque chose n'aboutit à rien. Burrhus voulait intimider ou arrêter Narcisse : il n'y a pas réussi ; leur dialogue peut donc être supprimé, sans qu'il en coûte rien à la conception générale de l'œuvre. Mais n'était-il point utile, d'abord, de nous mieux faire connaître et Burrhus et Narcisse ? Nous ne voyons Burrhus qu'en présence d'Agrippine ou de Néron. Avec Agrippine, il est la sagesse même ; il lui dit : « Ecoutez, Madame : vous êtes du sang de César, c'est vrai ; mais vous êtes, une folle, vous ne faites que des sottises. » Il fait fonction d'un habile diplomate. Vis-à-vis de Néron, il représente la grande honnêteté politique et humaine, la vérité morale dans toute son ampleur. Par ces deux aspects, il est très intéressant. Restait à lui donner plus de relief, à montrer en lui une volonté, la volonté très énergique d'un homme qui ne se croit pas incapable de détourner de sa voie un ambitieux sans scrupules. Burrhus est un ministre qui voit que son cabinet touche à sa fin et qu'il y a là un intrigant se disposant à le remplacer. — D'autre part, Narcisse, dans toute la pièce, nous est dépeint comme un courtisan très habile ; mais il n'a vraiment pas de peine à être habile. Il n'a affaire qu'à un vicieux, dont il suffit d'encourager les vices, ou bien, — pardonnez-moi le mot, — à un imbécile qui ne s'aperçoit point qu'on le trahit : de sorte que cette grande habileté de Narcisse, on la devine sans la sentir beaucoup, parce qu'elle n'a pas lieu de s'exercer. Il n'était pas mauvais de le mettre en face d'un diplomate aussi

intelligent que lui, et capable de lire dans son cœur. Le fait est que, dans cette scène trop peu connue, Racine lui a prêté une adresse de parole et surtout une ironie merveilleuse, cette ironie poignante et poignardante que Néron, après l'avoir apprise de Narcisse lui-même, saura employer à son tour avec Agrippine ou Burrhus :

Je vous croirai, Burrhus, lorsque dans les alarmes, etc.

Au point de vue de la construction de la tragédie, cette scène, loin d'être inutile, en constituait donc une pièce essentielle, et il est d'un bon mécanicien dramatisse de l'avoir imaginée.

Pourquoi donc Boileau fut-il d'avis de la supprimer ? Écoutons maintenant Louis Racine :

« On ne trouve rien dans cette scène qui ne réponde au reste de la pièce pour la versification ; mais son ami craignit qu'elle ne produisît un mauvais effet sur les spectateurs. *Vous les indisposerez*, lui dit-il, *en leur montrant ces deux hommes ensemble. Plein s'admiration pour l'un et d'horreur pour l'autre, ils souffriront pendant leur entretien. Convient-il au gouverneur de l'empereur, à cet homme si respectable par son rang et sa probité, de s'abaisser à parler à un misérable affranchi, le plus scélérat de tous les hommes ? Il le doit trop mépriser, pour avoir avec lui quelque éclaircissement. Et d'ailleurs quel fruit espère-t-il de ses remontrances ? Est-il assez simple pour croire qu'elles feront naitre quelque remords dans le cœur de Narcisse ? Lorsqu'il lui fait connaître l'intérêt qu'il prend à Britannicus, il découvre son secret à un traître ; et, au lieu de servir Britannicus, il en précipite la perte.* Ces réflexions parurent justes et la scène fut supprimée. »

Il y a là, exactement, quatre raisons, et fort bien disposées par ordre d'importance : la première n'est pas bonne, la seconde est médiocre, la troisième est bonne et la quatrième excellente. C'est à croire que Louis Racine avait entre les mains une note développée de Boileau lui-même. — La première raison ne vaut rien ; car tout le long de la tragédie, il y a des entretiens entre deux personnages, dont l'un est sympathique, tandis que l'autre fait horreur, et cela ne désoblige pas du tout le spectateur. Non seulement, en effet, le spectateur ne répugne pas à voir Burrhus causer avec Narcisse, mais il le désire secrètement. — Pour la seconde objection : « Convient-il au gouverneur de l'empereur ? etc. », elle vaut déjà mieux, parce qu'elle est de nature à toucher la partie aristocratique du public ; mais, en fait, croyez-vous qu'un Mazarin, un Richelieu même, s'il avait eu intérêt à causer avec ce qu'on appelait alors un faquin, c'est-à-dire un homme de basse condition, eût

hésité à le faire? Ajoutez que les affranchis sont gens très considérés à l'époque de l'empire. « Et d'ailleurs quel fruit espère-t-il de ses remontrances?... » Cela est vrai. La scène devient inutile par son insuccès même, et c'est une faute à reprocher à Burrhus ; car, en politique tout ce qui est inutile est mauvais. Burrhus aurait dû se douter du résultat d'une pareille tentative ; il ne se montre pas assez intelligent. — Enfin la dernière raison (« lorsqu'il lui fait connaître... ») est excellente. Burrhus, jouant le rôle du vrai patriote, dévoué avant tout à Rome et à l'Etat, ne doit être ni pour Agrippine, ni pour Britannicus, ni pour Néron ; mais il se dit à lui-même qu'un règne effrayant se prépare, et, par conséquent, il songe à soutenir sous main Britannicus, assez du moins pour qu'il ne soit pas écrasé. C'est là son secret à lui, Burrhus, et il est très bon qu'il ne le dise à personne. La raison pourtant n'est peut-être pas décisive ; car on conçoit que Burrhus se contente de faire entendre à Narcisse que son seul but est l'union de la famille impériale. Mais Narcisse est bien pénétrant !

Quoi qu'il en soit, la question est curieuse, et Boileau, on le voit, a tenu bon, jusqu'à faire triompher son avis.

C. B.

L'histoire à Rome.

Cours de M. JULES MARTHA,

Professeur à l'Université de Paris.

Les successeurs de Caton. — Cassius Hemina.

L'œuvre de Caton marque, dans l'évolution du genre historique à Rome, une date très importante. Son originalité est caractérisée, au point de vue de la forme, par la substitution du latin au grec ; sauf de rares exceptions, les historiens que nous aurons désormais l'occasion d'étudier écriront leurs œuvres en latin. Pour le fond, ils apporteront plus de critique, plus de curiosité, et leur manière de concevoir l'histoire introduira dans leurs œuvres plus de vie et de variété. — Nous voyons, en effet, avec Caton apparaître l'esprit critique. Désormais, quelque nom qu'on leur donne, historiens ou annalistes ne se contenteront plus de recueil.

lire les légendes, d'énumérer les faits sans contrôle, de recevoir de toutes mains; ils s'essaieront, timidement sans doute, naïvement, mais consciemment, à expliquer les événements, à rendre compte même des légendes, à trouver partout quelque chose de raisonnable, de vraisemblable, et à éliminer, autant qu'ils le pourront, le merveilleux. Nous avons vu que Caton, qui profitait de ses voyages pour recueillir, çà et là, des renseignements oraux sur l'histoire locale, n'accepte pas tels quels tous les récits qu'on lui fait : avant d'ajouter foi aux témoignages qu'il provoque, il fait un retour sur le caractère des habitants, et cherche dans leurs habitudes d'esprit ce qui peut autoriser sa confiance ou justifier ses soupçons : les Gaulois sont de beaux parleurs, les Ligures sont des menteurs, dit-il ; et il se tient avec eux sur la réserve.

La curiosité grandit aussi dans l'esprit des historiens. Les anciens annalistes s'en tenaient ordinairement à l'histoire particulière de Rome ; ils s'occupaient presque exclusivement de faits qui n'avaient qu'un intérêt local ou sacerdotal. Caton sort de ce cercle étroit, il franchit les murs de la ville, parcourt l'Italie, va des villes du Nord à celles du Midi, passe en Sardaigne, en Sicile, en Espagne, en Afrique, en Grèce. Dans ces divers pays, il n'étudie pas seulement l'histoire locale ; il décrit ce qu'il y voit de curieux : l'aspect physique de chaque région, ses richesses, ses ressources agricoles, minières ; il s'intéresse aux habitants, dépeint leurs coutumes, leur caractère ; en un mot, il élargit en tous sens l'horizon de l'historien.

Enfin, l'originalité de Caton consiste en ce qu'il donne à l'histoire plus de variété et de vie : il ne se borne pas, avons-nous dit, à la nomenclature des événements mémorables ; il ne néglige pas les détails pittoresques, il essaye de représenter l'histoire d'une manière plus dramatique que ses devanciers, en mettant sous nos yeux les faits qu'il rapporte. C'est ainsi, par exemple, qu'il insère dans son œuvre des discours : dans le récit de son procès contre Galba, à propos des affaires d'Espagne, il reproduit le discours qu'il avait lui-même prononcé comme accusateur. La scène se dramatise aussitôt, et l'histoire devient plus vivante.

Dans quelle mesure ces innovations, dues à un homme, purent-elles se généraliser, et comment l'exemple de Caton fut-il suivi ? Il nous est difficile de le déterminer avec précision. Les historiens immédiatement postérieurs à Caton nous sont mal connus, et leurs œuvres ont presque entièrement disparu ; il ne nous en reste que des fragments souvent insignifiants et toujours fort brefs, et les renseignements qui nous ont été transmis par les auteurs anciens se réduisent à peu de chose. Pourtant, à l'aide de

ces quelques documents, nous nous efforcerons de suivre l'évolution du genre historique, et nous pourrons voir qu'elle s'est continuée dans la voie où Caton l'avait déjà engagée.

En tout cas, il est un fait désormais acquis, c'est que toutes les histoires seront écrites en latin, et non plus en grec. A part cette ressemblance extérieure, nous verrons par le détail quelles sont les différences qui caractérisent chacun des historiens.

Le premier que nous recontrons, après Caton, est un certain Cassius Hemina. Il est mentionné dans un passage de Censorinus, grammairien du ⁱⁱⁱ^e siècle, qui nous a laissé nombre de renseignements utiles pour la chronologie. Cassius Hemina est cité à propos des quatrièmes jeux séculaires, dont Censorinus nous permet de déterminer la date par l'indication des consuls en charge (146 avant notre ère). Or, nous savons que Caton était mort en 149, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Selon toute apparence, les deux historiens étaient donc presque contemporains, Cassius Hemina peut-être un peu postérieur.

Cassius Hemina ne nous est pas connu autrement; nous ne savons rien de sa vie, rien de sa carrière politique. Nous pourrions cependant penser qu'il était d'une famille assez considérable, sans doute patricienne, ne fût-ce que par le témoignage indirect de Cornelius Nepos, qui nous affirme qu'avant l'époque de Pompée tous les historiens avaient été de grands personnages; mais son nom seul nous autorise à faire plusieurs conjectures. Hemina devait appartenir à la famille Cassia, qui nous est assez connue: c'était une famille d'origine patricienne, qui, sans doute pour se créer quelque popularité, avait passé dans la plèbe, condition nécessaire pour briguer le tribunat et servir, par ce moyen, la cause populaire. Plusieurs membres de cette famille se sont illustrés à la même époque, et, en particulier, Cassius Longinus. Celui-ci, qui fut tribun en 137, était un homme d'une intégrité et d'une austérité extraordinaires. Ses vertus étaient demeurées proverbiales, et, à l'époque de Cicéron, on disait communément: « *Cassianus iudex* », pour désigner un juge sévère. Du reste, le surnom même de Cassius l'historien est assez significatif et paraît confirmer la parenté des deux Cassius. « Hemina » est la transcription d'un mot grec qui servait à désigner une petite mesure de capacité, le demi-setier. Ce surnom n'est-il pas à rapprocher de ceux qu'on donnait à certains Romains d'une frugalité exemplaire, à celui de « *Frugi* », par exemple? Ne pourrait-il pas désigner un homme qui vit de peu, qui se contente d'une petite mesure, qui affecte dans ses mœurs la simplicité des vieux âges? On serait

amené par cette conjecture à rapprocher Cassius l'historien non seulement de son parent Cassius Longinus, mais de Caton lui-même, le partisan obstiné des mœurs antiques. Ces conclusions hypothétiques semblent d'ailleurs confirmées par l'examen attentif des fragments qui nous ont été conservés de l'œuvre de Cassius l'historien. Plusieurs nous donnent des indications sur le caractère du personnage et nous montrent en lui un esprit chagrin, ennemi des nouveautés, admirateur du passé.

Quand il parle des origines de la religion romaine, il oppose aux somptuosités des cultes nouveaux la simplicité des cérémonies primitives, il regrette le temps de Numa, le bon vieux roi, qui avait voulu faire la religion toute simple, et ne prescrivait que d'offrir aux dieux des gâteaux cuits au four. — Dans un autre fragment, il fait allusion au luxe de la table, qui était alors très développé. Cassius Hemina fait remarquer que l'usage du poisson de mer, si répandu de son temps, n'avait été autorisé par le roi Numa que dans certaines circonstances religieuses. — Ailleurs, il rappelle avec une visible satisfaction que les censeurs, à une certaine époque, avaient jeté à bas du Capitole toutes les statues qui l'encombraient ; on sait que Caton, lui aussi, s'était élevé contre la profusion des statues. — Un autre trait, qui rappelle Caton, se trouve dans un fragment relatif aux médecins. Les vieux Romains n'avaient jamais eu de médecins : ils n'admettaient, pour se soigner, que leurs procédés empiriques, et les recettes singulières dont on peut se faire une idée par le *De Re rustica* de Caton. Les premiers médecins s'établirent à Rome à la faveur des mœurs nouvelles et surtout grâce à l'introduction de l'hellénisme. On sait que Caton écrivait à son fils pour lui interdire formellement les médecins, qu'il accusait de vouloir empoisonner tout le monde. Or, Cassius Hemina rapporte qu'en 219, c'est-à-dire un peu avant le commencement de la deuxième guerre punique, un médecin grec, Archagathus, était arrivé à Rome pour s'y établir. Il avait été d'abord fort bien accueilli ; on lui avait donné le droit de cité et fourni les moyens de s'installer. Mais ce « vulnerarius », comme on l'appelait, pratiquait surtout la chirurgie, et il se signala bientôt par sa manie d'opérer, « sævitia secandi urendique ». Il traitait ses malades, dit l'historien, par le fer et par le feu. Aussi lui donna-t-on bientôt un nouveau nom, celui de « carnifex », bourreau, et, dès ce jour, ajoute Hemina, on se défia des médecins et de leur art.

Ailleurs encore, Cassius Hemina parle avec indignation d'une femme qui faisait de la musique et jouait de la flûte phrygienne, et d'une autre qui jouait des cymbales. On sait que Caton se

scandalisait aussi de pareils faits, et trouvait ces occupations indignes d'une honnête femme. — Enfin, quand Cassius parle d'un homme de lettres, d'un écrivain, il le désigne par le mot méprisant de « litterosus ». Caton professait le même mépris pour ces faiseurs de littérature qu'il appelle des flâneurs, « grassatores ».

Si nous cherchons à dégager le sens de ces divers fragments, et si nous considérons le surnom de l'historien et la réputation de sa famille, nous voyons que tous ces témoignages concordent et autorisent nos conjectures, à condition de ne pas prétendre à des conclusions rigoureuses. En somme, l'homme que nous étudions semble bien appartenir au même groupe que le vieux Caton, au parti de ceux qui se rattachaient au passé et voulaient imiter les mœurs des ancêtres.

En tout cas, si les renseignements précis nous font défaut sur l'homme même, nous sommes un peu mieux documentés sur l'œuvre. Ainsi que nous l'avons vu, les grammairiens nous en ont conservé quelques passages ; ils cherchaient dans le texte du vieil historien des mots anciens, des expressions archaïques, et ils nous donnent généralement les références de leurs citations, en indiquant le numéro du livre. Nous savons par là que l'ouvrage d'Hemina comprenait au moins quatre livres, et nous connaissons même approximativement le contenu de chacun d'eux.

Le premier livre comprenait l'ensemble des légendes antérieures à la fondation de Rome, recueillies conformément à la tradition des premiers annalistes. L'auteur y parlait du Latium, cherchant à découvrir ce que le pays avait été à l'origine : il remontait pour cela jusqu'au règne de Saturne, jusqu'au temps fabuleux que les Romains appelaient l'âge d'or ; mais, avec son esprit critique, Hemina s'éloignait de la tradition vulgaire qui prétendait qu'un dieu avait régné sur le Latium. Saturne, selon lui, n'avait été qu'un homme, un roi, au même titre que ses successeurs. — Puis l'historien décrivait le Latium et les villes qu'on y avait successivement fondées. Comme Caton, il cherchait à expliquer les origines, et se tirait d'affaire à l'aide d'étymologies faciles. Est-il question de la ville d'Aricie, près du lac Albin ? Il rapproche ce nom de celui d'un certain Archiloque, de Sicile, qui aurait été le fondateur et le héros éponyme de la ville. — Faut-il expliquer l'origine de Crustumerium, petite ville sur la rive gauche du Tibre ? L'historien lui trouve encore un fondateur en Sicile ; mais, comme, cette fois, le nom du fondateur est inconnu, c'est le nom de sa femme, Clytemestra, qui donne naissance, par une dérivation singulière, au nom de Crustumerium. — S'il s'agit des

cultes primitifs du Latium, et, en particulier, de celui des Faunes, Hemina pense que le mot de « Fauni », après avoir désigné les dieux, s'est appliqué ensuite à leurs sanctuaires, et qu'on en a tiré les mots « fanum », « fanaticus »..., etc. — C'est ainsi que Cassius fait l'histoire du Latium. Puis il arrive à l'établissement des Troyens en Italie. Il s'interroge d'abord sur leur origine ; il remonte jusqu'à Troie. Une question l'arrête : Homère, Hésiode et les poètes épiques postérieurs rapportent que Troie a été détruite par les Grecs de fond en comble ; comment donc Enée a-t-il pu s'échapper, emmenant sa famille, emportant ses dieux, et trouvant à sa disposition une flotte capable de le transporter en Italie ? Cette question avait aussi embarrassé les annalistes précédents, et voici la solution que certains avaient imaginée. Les Grecs, voyant le héros troyen, échappé au massacre, rentrer plusieurs fois dans la ville en flammes pour sauver son père, son fils et ses dieux, avaient été tellement touchés de cette intrépidité et de ce dévouement, qu'ils lui avaient donné des vaisseaux en lui permettant d'emmener avec lui ses compagnons pour aller chercher fortune ailleurs. C'est la tradition que rapporte également Cassius Hemina ; puis il passe à l'établissement d'Enée en Italie ; il raconte comment il y arriva, le deuxième été après la prise de Troie, comment il obtint du roi Latinus un territoire de six cents arpents, enfin comment il meurt, au bout de sept années, pour être honoré, dans la suite, sous le nom de « Pater Indiges ». — Ce premier livre devait s'arrêter à la fondation de Rome.

Le second contenait l'histoire de l'époque royale et des premiers temps de la République, jusqu'à la première guerre punique. Il nous a été conservé de ce livre un fragment sur Romulus et Remus ; un autre sur le roi Numa et l'institution des premières cérémonies religieuses, sur Servius Tullius et le premier essai d'organisation politique à Rome, un autre enfin sur Tarquin le Superbe et la construction des égouts de la ville ; dans ce dernier fragment, il est fait allusion à un curieux décret du roi tendant à réprimer une sorte de contagion de suicide qui s'était répandue dans la populace de Rome à la suite des corvées qu'on lui imposait. Les autres fragments du même livre se rapportent à l'institution des décemvirs, au siège de Rome par les Gaulois et à la guerre de Pyrrhus. Nous voyons, par cette simple énumération, que le deuxième livre allait jusqu'à l'époque de la première guerre punique.

Du troisième livre, il nous reste fort peu de chose : un des fragments qui en sont tirés se rapporte à l'année 216 ; d'où l'on peut conclure qu'il comprenait la première et la deuxième guerre puniques.

Enfin le quatrième livre portait un titre spécial, qui nous a été conservé grâce à une particularité que les grammairiens y avaient relevée. Ce titre contenait un archaïsme qui leur parut être un solécisme et leur substituer à la forme primitive du titre « *Bellum Punicum posterior* » la forme correcte « *Bellum Punicum posterius* ». — Ce livre contenait donc l'histoire de la dernière guerre punique ; mais il est fort probable que l'histoire de Cassius Hemina ne s'arrêtait pas là. L'auteur vivait encore en 146, à l'époque de la prise de Corinthe ; il avait donc dû raconter, selon toute vraisemblance, les campagnes de Macédoine, la conquête de la Grèce, et peut-être même le commencement de la guerre d'Asie.

Un fragment de cette dernière partie nous a été conservé par Pline l'Ancien, ce compilateur infatigable : c'est l'histoire de la découverte du tombeau du roi Numa. En travaillant dans son jardin, sur le Janicule, un scribe avait mis à jour un sarcophage, qui contenait les restes du vieux roi. On y avait trouvé aussi des livres écrits de la main même du roi Numa, et qui, par un miracle inouï, étaient encore intacts après cinq siècles. L'historien éprouve, à ce propos, le besoin de nous expliquer par suite de quelles précautions et de quelle disposition ingénieuse les livres avaient pu être ainsi conservés. Mais ce qui offre le plus d'intérêt pour nous, c'est que ces livres, si précieux et si vénérables, furent brûlés : ils étaient inspirés de la philosophie pythagoricienne, et les Romains ne voulaient rien recevoir des Grecs, même à la faveur d'un miracle. Par l'importance de ce fragment, on peut se faire une idée du développement que Cassius avait donné à la dernière partie de son histoire. Aussi est-on tenté de croire qu'après le quatrième livre et le récit de la troisième guerre punique il devait y avoir encore au moins un livre consacré aux événements contemporains, à la guerre de Macédoine, aux campagnes de Grèce, jusqu'aux environs de l'année 146.

Ce simple exposé nous montre que, pour le plan de son œuvre, Cassius Hemina se rapprochait beaucoup des annalistes primitifs. Par sa méthode, il ressemble davantage à Caton. Nous avons vu que l'on trouve déjà chez lui un certain esprit critique et une curiosité très étendue. Le témoignage le plus concluant à cet égard est celui de Pline l'Ancien. En tête de son *Histoire Naturelle*, Pline donne, pour chaque livre, la liste des auteurs dont il s'est servi. Or, nous y voyons Cassius Hemina cité pour le deuxième livre, qui traite des diverses espèces d'arbres ; pour le quatorzième, qui traite des productions exotiques et, en particulier, des parfums, et pour le trente-deuxième, qui est consacré à des ques-

tions de médecine. On peut donc conclure que Cassius avait admis dans son histoire des renseignements d'un ordre tout à fait spécial; et cette curiosité universelle contraste d'une manière intéressante avec l'étroitesse d'esprit des premiers annalistes.

Malgré ces qualités, la réputation de Cassius a été fort médiocre. Cette défaveur tient, sans doute, à sa langue, à son style, dont les archaïsmes rebutaient les lecteurs de l'âge suivant; de plus, la renommée de Caton l'Ancien avait dû éclipser celle de tous ses rivaux. Quoiqu'il en soit, personne, excepté Pline et quelques grammairiens, n'a jamais cité Cassius Hemina. Son œuvre devait être enfouie dans les bibliothèques, d'où nul ne songeait à la tirer, hors quelques compilateurs ou quelques passionnés d'érudition. Tite Live et Cicéron eux-mêmes, qui eussent pu s'en servir, n'en ont jamais fait mention.

Du reste, Cassius eut d'autres rivaux que Caton l'Ancien. L'exemple donné par celui-ci avait été suivi par de nombreux écrivains, dont Cicéron nous parle dans le *De Legibus*: ce sont, entre autres, Calpurnius Piso Frugi, Cneius Gellius, Fabius Maximus Servilianus, Sempronius Tuditanus, Coelius Antipater, Sempronius Asellio, Caius Fannius, etc. Quelques-uns, Piso, Antipater, Asellio, méritent une étude à part. Les autres sont moins connus, et nous sommes réduits, sur leur compte, à de très vagues renseignements.

Nous savons de Cn. Gellius qu'il avait composé une histoire considérable: le deuxième livre s'arrêtait à l'enlèvement des Sabines; — le vingt-cinquième ne conduisait qu'à l'invasion gauloise; la deuxième guerre punique commençait au trente-troisième; enfin il nous est resté un fragment du quatre-ving-dix-septième livre! On voit, par là, comme nous sommes loin de la sécheresse des premières chroniques.

Q. Fabius Maximus Servilianus, de la famille des Servillii, adopté par les Fabii, était un personnage assez considérable; mais nous n'avons aucun détail sur sa vie et sur sa carrière politique. Quant à son œuvre, nous savons seulement, par Denys d'Halicarnasse, qu'elle était, comme celle du précédent historien, assez étendue.

Sempronius Tuditanus, consul en 129, s'était rendu célèbre par une expédition en Illyrie, à la suite de laquelle il avait obtenu le triomphe. Cicéron le donne pour un homme distingué, remarquable par la culture de son esprit et l'élégance de son style, très adonné aux arts de la Grèce. Il est d'ailleurs cité aussi avec avantage par Denys d'Halicarnasse. Il nous reste de son histoire un fragment sur la mort de Regulus, à propos de laquelle il suit une tradition assez curieuse: suivant son témoignage, Regulus n'aurait

été envoyé par les Carthaginois au Sénat romain qu'après avoir été contraint d'absorber un poison lent. L'acte de l'illustre prisonnier, s'il est ainsi moins héroïque, est du moins plus vraisemblable.

Caius Fannius, gendre de Lelius le Sage, vécut dans l'intimité de Scipion Emilien. Soldat intrépide, il était arrivé le second, après Tiberius Gracchus, à l'assaut de Carthage. Orateur, il lutta contre les Gracques. D'un caractère entier, d'un esprit rigide, il avait été formé par les leçons du stoïcien Panetius. Son histoire laissait à désirer par le style : « Non perfecte diserta », dit Cicéron. Mais ce qui fait le grand intérêt de cette œuvre, c'est que l'auteur y introduit, çà et là, des discours. Sans doute, Caton avait déjà fait quelque chose d'analogue. Mais Fannius étend le procédé : il recueille les discours qui ont été conservés dans les archives, pour les insérer dans son livre : c'est ainsi qu'il en cite un de Metellus le macédonique, à propos d'un procès où Scipion l'Africain avait joué un rôle, un autre de lui-même contre Tiberius Gracchus, etc. C'est à cette particularité que son œuvre doit d'avoir été souvent étudiée dans l'antiquité et utilisée par Cicéron ; on sait du reste que Brutus, l'ami de Cicéron, en avait fait un abrégé.

On voit, par ce court exposé, quels changements s'introduisaient peu à peu dans la conception de l'histoire. Avec Caton, on a changé de méthode ; le progrès du style va s'affirmer peu à peu, les discours s'introduisent dans la narration ; le genre est en voie de transformation. Nous verrons la suite de cette évolution, en étudiant les autres historiens déjà mentionnés, Calpurnius Piso et ses contemporains.

M.

Girone - Valence - Saragosse - Cintra:

Cours de M. G. DESDEVISES DU DEZERT,

Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand.

En sus de leur puissance réelle et effective, les Empires disposent d'un pouvoir d'opinion qui, dans certains cas, décuple leurs forces et leur permet de se lancer dans des entreprises tout à fait disproportionnées avec leurs moyens d'exécution.

Ce pouvoir moral est pour les Etats ce que le crédit est pour les sociétés financières; il est fait de la crainte qu'inspire la victoire, et de la conviction où se trouve l'adversaire que toute lutte entraînerait fatalement la défaite et l'asservissement.

C'était le prestige du triomphe qui faisait la grande force de Napoléon, c'est parce qu'on le croyait invincible qu'il l'était réellement; mais ce prestige pouvait disparaître d'un jour à l'autre. — Une seule défaite, et il était anéanti.

Napoléon le savait. De là sa colère à la nouvelle de Baylen; mais il avait tellement abusé de la gloire, tellement spéculé sur la magie de son nom, si peu compté avec la réalité et avec la raison, que ce malheur ne devait pas être le dernier et que son entreprise d'Espagne, mal conçue et mal menée, devait s'écrouler à la première atteinte, comme une tour trop haute et trop frêle construite sur un sol mouvant.

Une longue série d'échecs lamentables, dont il porte toujours la responsabilité première, vint fondre sur nos armées pendant ces terribles mois de juin, de juillet et d'août 1808, et portèrent au comble l'enthousiasme des Espagnols.

Bien avant Baylen, nos troupes s'étaient heurtées, en Catalogne, à une résistance générale et opiniâtre.

Duhesme avait pénétré en Catalogne, au mois de février 1808, avec 12.700 hommes, avait occupé Barcelone le 13 février, le fort de San Fernando de Figueras le 17 mars, et se croyait maître du pays et de la route de France. Il poussait si loin la confiance qu'il avait négligé d'occuper Girone, pensant que cette bicoque ne pourrait jamais lui faire obstacle.

Le 28 mai, Lérida était en insurrection.

Le 3 juin, Duhesme se décidait à agir. Gardant auprès de lui quelques milliers d'hommes pour la défense de Barcelone, il en-

voya le général Chabran vers Valence et fit marcher le général Schwartz sur Lérida.

Chabran arriva jusqu'à Tarragone, qu'il occupa le 6 juin ; mais Duhesme le rappela, et Chabran, qui eut l'imprudence de ne pas laisser de garnison à Tarragone, dut livrer trois combats dans sa retraite avant de rejoindre Duhesme. Il rentra, le 12 juin, à Barcelone, ayant perdu près de 1.000 hommes et accru encore l'exaspération des populations par les exécutions militaires qu'il avait cru devoir ordonner.

Schwartz s'avança sans défiance le long du massif du Montserat ; mais, au défilé du Bruch, il rencontra les *Somatènes* catalans, qui, bien postés et bons tireurs, lui tuèrent pas mal de monde. Il occupa cependant les hauteurs ; il allait passer, quand arrivèrent les *Somatènes* de Sampedor, dont le chef était un ancien tambour. En entendant les roulements corrects exécutés par le guerillero, Schwartz crut que les insurgés recevaient un renfort de troupes régulières et ordonna la retraite. Il fallait passer dans le village d'Esparraguera, dont les 600 maisons, disposées le long d'une seule et étroite rue, formaient comme autant de citadelles. Le village était coupé de barricades. Au milieu de la chaussée, le soldat était à découvert et tombait sous les balles des insurgés ; le long des maisons, il était exposé aux projectiles qui partaient des étages supérieurs et des toits. Les tuiles et les pierres enfonçaient les shakos et blessaient les têtes ; les fenêtres s'ouvraient, et des marmites d'eau bouillante s'abattaient sur nos malheureux conscrits. Schwartz dut diviser sa troupe et passer de chaque côté d'Esparraguera ; il perdit deux canons au passage du Llobregat, et, le 8 juin, les Barcelonais virent revenir blessés, sordides, humiliés et furieux, les soldats qui étaient partis, quelques jours plus tôt, pleins de confiance et d'orgueil, pensant qu'ils n'auraient qu'à se montrer pour vaincre.

Une nouvelle attaque des défilés, le 14 juin, n'eut pas plus de succès : il fallut encore revenir sur Barcelone, après avoir perdu 500 hommes dans l'action.

Duhesme songea alors à assurer ses communications avec la France en mettant garnison dans Girone, qui occupe une importante position stratégique, à mi-chemin de Barcelone à la frontière, à l'endroit où la petite rivière du Ter sort des montagnes pour couler en plaine.

Il partit de Barcelone, le 17 juin, avec 7 bataillons, 5 escadrons et 8 pièces de canon, écrasa à Montgat une colonne de 900 paysans insurgés, s'empara de Mataro, qu'il livra à un horrible pillage, et arriva, le 20, en vue de Girone.



La place, commandée par D. Julián de Bolivar, n'avait que 300 hommes de troupes de ligne et quelques artilleurs, mais tous ses habitants avaient juré de s'ensevelir sous les ruines de leur ville plutôt que la rendre. Un assaut de nuit fut repoussé, et, dès le 21 au matin, Duhesme battait en retraite sur Barcelone.

Ce fut pour en ressortir, le 10 juillet, à la tête de 6.000 hommes, avec un grand train d'artillerie et des échelles pour donner l'assaut : il croyait le succès si certain qu'il n'hésita pas à le prédire : « J'arrive le 24, j'attaque le 25, je prends le 26 et je rase le 27. » Il arriva effectivement le 24, et fut rejoint sous les murs de la place par le général Reille, avec un secours de 5.000 hommes. Mais Gironne avait si fière mine que les deux généraux français n'osèrent brusquer l'attaque et restèrent jusqu'au 12 août sans faire la moindre tentative.

La situation devenait de plus en plus dangereuse. Cinq mille hommes de troupes régulières avaient débarqué le 23 juillet à Tarragone, sous le commandement du marquis del Palacio. Le 31 juillet, le château de Montgat, qui gardait la route entre Barcelone et Gironne, s'était rendu aux Espagnols. Duhesme ne communiquait plus que par mer avec le général Lecchi, demeuré à Barcelone, et qui tremblait de voir la ville entière se soulever contre lui. Enfin le comte de Caldagues et le colonel Baget, amenant avec eux les insurgés du Llobregat, avaient fait leur jonction autour de Gironne avec les insurgés de l'Ampourdán, aux ordres de D. Francisco Milans et de Don Juan Claros. Pour comble de malheur, Duhesme reçut, le 9 août, un ordre de Napoléon de suspendre toute opération contre Gironne.

Il ne voulut pas perdre le fruit de 20 jours de travail, et, dans la nuit du 12 au 13, après une sommation en règle, il ouvrit le feu contre la place ; on comptait sur l'effet moral d'un bombardement ; mais, indifférents à l'incendie de leurs maisons, les habitants n'en furent que plus animés à se défendre, et les généraux français décidèrent d'user leurs munitions et de lever le siège.

Dans la nuit du 16 au 17 août, Duhesme reprit la route de Barcelone, abandonnant devant Gironne toute son artillerie de siège, et Reille reprit la route de Perpignan.

Depuis deux mois et demi, nous n'éprouvions, en Catalogne que des désastres. (Cf. Blanch, *Historia de la guerra de la independencia*, 2 vol in-8o.)

Le maréchal Moncey n'avait pas été plus heureux dans sa tentative contre Valence.

Nous savons déjà avec quelle impétuosité les Valenciens avaient

relevé le défi que leur jetait Napoléon et quelles violences avaient marqué l'insurrection des 23, 24 et 25 mai.

Plus riches que les Andalous, presque aussi opiniâtres que les Aragonais, les Valenciens ne le cédaient pas en fierté aux Castillans eux-mêmes.

Leur pays est un véritable Eden planté de caroubiers, de grenadiers, d'oliviers et d'orangers, aussi forts que nos plus beaux pommiers ; la vigne y donne des raisins gros comme des prunes, la canne à sucre y croît, la datte y mûrit ; le sparte, le riz, la soie ajoutent encore aux produits du sol ; la pêche et la chasse des lagunes d'Albuféra valent le revenu d'une province.

Valence, la capitale de ce beau royaume, gardait encore sa ceinture de tours et ses portes monumentales des *Serranos* et *del Cuarte*. Cent mille habitants se pressaient dans les hautes maisons qui bordaient ses rues étroites et ses places irrégulières ; vingt coupoles, recouvertes de faïences bleues, lui donnaient un aspect presque oriental, tandis que la tour octogone du Micalet, rappelait l'influence catalane à laquelle Valence devait d'être restée une ville de travail et d'industrie, comme aussi une ville de science et d'art.

Valence avait conservé le souvenir de son ancienne indépendance ; elle avait lutté contre Philippe V pour ses *fueros* ; la légende du Cid n'est, nulle part, plus populaire que chez elle ; les murs de la vieille Sagonte limitent au Nord son horizon ; elle se sentait obligée par son passé à donner l'exemple de l'héroïsme.

Pour la réduire, Moncey quitta Madrid, le 4 juin, avec 8.400 hommes, dont 600 hussards, et 16 bouches à feu. Il marcha doucement, pour habituer peu à peu ses jeunes soldats à la fatigue et à la chaleur. Il se montra humain et raisonnable et arriva le 11 à Cuenca, sans avoir rencontré la moindre hostilité.

Là, il s'arrêta pour laisser le temps au général Chabran de le rejoindre. Il le savait parti de Barcelone, mais il ignorait qu'il avait dû y rentrer précipitamment.

Il resta à Cuenca jusqu'au 17 juin, faisant reposer ses soldats et veillant à la bonne organisation de sa colonne, mais laissant aussi à l'insurrection tout le temps de mettre la ville en état de défense.

Le 21, il força le passage du Gabriel, qui roule au milieu de rochers taillés à pic.

Le 24, il arriva au défilé de las Cabrillas, situé à l'entrée de la *huerta* ; 8.000 insurgés barraient la route ; mais le général Harispe, à la tête de quelques compagnies basques, escalada les hauteurs

et tourna la position espagnole. Quand les insurgés se virent tournés, ils s'enfuirent en désordre, laissant tout l'honneur de la résistance aux soldats du régiment de Saboya, qui se firent tuer presque tous à leur poste.

Moncey dépêcha à Valence le capitaine espagnol Gamindez, qu'il avait fait prisonnier, et intima l'ordre de se rendre au capitaine général et à la Junte insurrectionnelle.

Le P. Rico, qui, dès les premiers jours, avait été l'âme du mouvement, fit partager à tous son enthousiasme. Il fut décidé que Valence ne se soumettrait pas.

Toute la population se leva en masse ; les religieux vinrent travailler avec les laïques : on répara les murailles, on construisit des batteries, on braqua des canons, on obstrua les portes avec des sacs à terre, on ouvrit des tranchées dans les rues, on les barra avec des carrosses, des tartanes, des chars et des poutres, on blinda les fenêtres des maisons avec des tables, des chaises, des matelas, les terrasses et les toits se couvrirent de gens disposés à faire arme de tout ce qui leur tomberait sous la main.

Le 27 juin, Moncey arriva à demi-lieue de la ville et la somma de se rendre, son langage était courtois et mesuré. La Junte insurrectionnelle s'adjoignit l'ayuntamiento, des députés de la noblesse et des corporations. Laisée à ses propres inspirations, elle eût probablement accepté les conditions de Moncey ; mais le peuple l'assiégeait et ne voulait pas entendre parler d'accommodement. La Junte renvoya donc au maréchal une réponse négative :

« Le peuple préfère mourir en se défendant que de traiter ; il l'a fait entendre à la Junte, et celle-ci en avertit, à son tour, Votre Excellence pour sa gouverne. »

Le 28, à onze heures du matin, Moncey ouvrit le feu contre la porte *del Cuarte* et la batterie de Sainte-Catherine. Trois fois, la porte fut assaillie par nos colonnes, et, trois fois, elles furent ramenées en arrière, sans pouvoir pénétrer dans la ville. A Sainte-Catherine, la mitraille balayait le terrain et ne permettait pas à l'assaillant d'approcher. Comme les munitions manquaient, on avait coupé en petits morceaux les fers des grilles et des balcons, et les dames avaient cousu elles-mêmes les sacs où l'on enferma cette mitraille improvisée.

A cinq heures du soir, on n'avait rien gagné ; Moncey fit attaquer la porte de Saint-Vincent, qu'il croyait moins bien gardée ; il y trouva une résistance aussi acharnée, et, à 8 heures du soir, après neuf heures de combat, il donna l'ordre de cesser le feu.

Cette attaque de vive force n'avait donné aucun résultat. Mon-

cey n'avait pas le matériel nécessaire pour bombarder la ville. Il n'avait pas assez de troupes pour la bloquer. Il savait que le capitaine général Cervellon était déjà sur le Jucar avec 7 ou 8 mille hommes ; il eut le bon sens de se résigner à la retraite, et pour éviter de trouver les insurgés établis au défilé de Las Cabrillas, il marcha droit sur eux, et dans une série de combats les chassa de toutes leurs positions et leur enleva même leur artillerie.

Le 10 juillet, il opéra sa jonction avec la division Frère, et regagna Madrid, sans avoir laissé derrière lui ni bagages ni blessés, mais aussi sans avoir pris Valence, qu'il aurait certainement emportée, s'il eût marché plus vite au début.

Ainsi se vérifia, une fois de plus, le funeste résultat de la tactique posée par Napoléon, et dont Savary lui-même lui signalait le danger en ces termes : « La méthode de patrouiller avec des divisions dans toutes les provinces, avant d'en avoir fini dans l'Aragon et la Catalogne, est propre à amener des échecs partiels, qui donneraient de la consistance à l'insurrection. Il faut que Votre Majesté s'en occupe sérieusement et nous prépare un surcroît de moyens. » (Cité par Foy, IV, p. 34.) — Cf. Boix, *Historia de Valencia* — P. Colomer, *Historia del sitio*.

La résistance que nous avons rencontrée à Valence, nous la retrouvâmes, plus acharnée encore, en Aragon.

L'ancien royaume d'Aragon s'étend, entre la Navarre et la Catalogne, depuis la ligne de faite des Pyrénées jusqu'aux terrasses nord-est qui bordent le plateau castillan. Il correspond géographiquement au cours moyen de l'Ebre et aux bassins de ses affluents, le Jalon, le Gallego et le Cinca. Par la province montagneuse de Téruel, il domine le cours inférieur de l'Ebre, le littoral valencien et le plateau castillan de Cuenca.

Sur une superficie de 50.000 kilomètres carrés, l'Aragon ne comptait, au commencement du xix^e siècle, qu'une population de 657.000 habitants, soit 13 habitants par kilomètre carré, ou seulement la septième partie de la densité moyenne de la population française actuelle. Ce n'est pas que le pays soit infertile ; mais aucune région ne souffrait davantage des obstacles apportés par la loi et la routine à la prospérité agricole, aucune ne présentait un aspect plus étrange, et, parfois, plus désolé.

Aujourd'hui encore, les *Bardenas reales*, les *Monegros*, la *Noguera*, ont l'apparence de véritables déserts, et il est impossible de rendre l'effet de désolation de certaines régions aragonaises.

En descendant de Canfranc sur Saragosse, l'aridité du paysage s'accuse dès Jaca et s'accroît à mesure que l'on s'approche de la sierra de la Peña. Ce ne sont que rochers et jachères nues. Par

places, la terre elle-même a disparu. Des trous semblables à des plaies se creusent en pleine campagne sous l'action des eaux folles qui viennent, à certains jours, noyer le pays brûlé. Le long du Gallego, une montagne d'argile rouge a été sculptée par les eaux comme une pagode hindoue, et deux énormes *gopurams* (*los Mayos de Riglos*) encadrent de leur masse puissante le terrain qui s'effrite et qui s'écroule. Monzon domine comme une aire les plus tristes landes, les mornes les plus pelés, les plateaux les plus pierreux que l'on puisse voir.

A Fayon, l'Ebre coule entre de colossales murailles de rocher taillées à pic sur 2 à 300 pieds de hauteur, le fleuve filtre à travers les crevasses de son lit, et, en été, s'arrête de couler pour prendre l'aspect désertique d'un oued algérien.

Caspé semble être le dernier terme du sinistre et du lugubre. Sur un sol d'argile rouge, l'Ebre roule ses flots couleur de brique ; la ville, bâtie en briques et en adobes, est de la couleur du fleuve et de la couleur du sol ; tout se confond dans une affreuse teinte d'ocre ; au coucher du soleil, le paysage prend un aspect fantastique et presque infernal.

Tout ce pays est en train de se métamorphoser : la culture de la betterave, l'industrie sucrière, la viticulture lui apportent une richesse qu'il n'a jamais connue et qui va croissant tous les jours ; mais, en 1808, l'Aragon était un des plus pauvres royaumes de la couronne d'Espagne. Il comptait 7.058 nobles, 7.367 prêtres, 4.615 moines et 1.980 religieuses, et seulement 12.499 artisans et 276 commerçants (*censo* de 1797). Toute la vie intellectuelle de la province était concentrée à Saragosse, où s'était formée, dans les dernières années du XVIII^e siècle, une Société des amis du pays, qui comptait parmi les plus actives de l'Espagne.

Saragosse, l'antique capitale des rois d'Aragon, s'élève au milieu d'une plaine fertile sur la rive droite de l'Ebre, que traverse un pont de pierre très ancien. Elle forme une sorte de rectangle, dont l'Ebre est un côté, et dont les trois autres sont dessinés par un large boulevard, le Coso. La ville est traversée du nord au sud, dans l'axe du pont, par une rue assez large, la calle Mayor, que flanquent les deux principaux monuments de la cité, à gauche la Seo, ou cathédrale, à droite l'immense basilique du Pilar, sanctuaire national de l'Aragon. La ville n'est qu'un dédale de ruelles, si étroites que l'on n'y peut circuler que dans un sens donné ; mais, au milieu des maisons, se dressent les tours des églises, sveltes comme des minarets, et la *torre nueva* se penchait encore, à cette époque, au-dessus de la place Saint-Philippe.

La ville garde encore un air rustique, qui devait être alors

beaucoup plus marqué. Les paysans, très nombreux dans les rues et sur le Coso, y promènent leurs pittoresques costumes et leur gravité, qu'ils ne perdent même pas aux jours de fête, pour danser la jota.

Quand on vint dire à ce peuple, ignorant et dédaigneux du reste du monde, que Napoléon voulait lui imposer un roi, on le fit rire et il répondit : que « la Vierge del Pilar ne voulait pas être française, mais voulait être capitaine des armées d'Aragon ». (*Chanson populaire* de 1808.) Et la Vierge del Pilar trouva en D. Josef Palafox y Melci un lieutenant animé de toutes les héroïques passions de son bon peuple de Saragosse.

Ce fut vers le 10 juin que le général Lefebvre Desnouettes, qui occupait Pampelune, entreprit sa marche sur l'Aragon.

Il passa l'Ebre en barque à Tudela, rencontra bientôt les insurgés aragonais et les battit, le 12 juin, à Mallen, le 13 à Gallur, le 14 à Alagon. Il arriva, le soir du même jour, en face de Saragosse, et, le 15, à 9 heures du matin, il somma la place.

L'ayuntamiento délibérait sur la conduite à tenir, quand la salle des délibérations fut envahie par une troupe de gens armés qui invitèrent les magistrats à se retirer, parce que la lutte allait commencer. Au même moment, quelques cavaliers français, s'étant aventurés dans la rue du Portillo, se virent immédiatement entourés par le peuple : hommes, femmes, enfants se jetèrent sur eux, les capturèrent, ou les mirent en fuite, et décidèrent ainsi de l'attitude de Saragosse.

Lefebvre lança trois colonnes d'assaut contre les portes du Portillo, du Carmen et de *Santa Engracia*. Toutes les trois furent repoussées et la nuit seule mit fin au combat. Il n'est pas journée dont les Espagnols se montrent plus fiers ; car, ce jour-là, il n'y avait pas un seul général à Saragosse ; il n'y eut ni plan de résistance, ni commandement : le peuple résista, parce qu'il voulut résister, se battit comme il voulut, obéit à qui sut gagner sa confiance. Les femmes rivalisèrent d'enthousiasme avec les hommes, allant et venant au milieu des balles, animant les combattants par leur présence, leur distribuant des vivres et leur portant des munitions.

Lefebvre se hâta de demander des renforts à Pampelune, mais n'osa plus attaquer la ville.

Le 23 juin, il battit à Epila l'avant-garde d'une armée de secours conduite par Palafox en personne.

Mais, le 26 juin, ceux de Saragosse se lièrent par un serment solennel et jurèrent de se défendre jusqu'à la mort.

Devant la bannière de la Vierge, se réunit toute la population

armée: officiers, soldats, volontaires, et le major du régiment d'*Extremadura* prononça la formule de serment : « Vaillants et loyaux soldats d'Aragon, vous jurez de défendre votre sainte religion, votre roi et votre patrie, sans consentir jamais à subir le joug de l'infâme gouvernement français, de ne jamais abandonner vos chefs, ni cette bannière protégée par la très Sainte Vierge del Pilar, notre patronne ? » Et, d'un seul cri, toute la population répondit : « Oui, nous le jurons. »

Le 27 juin, une explosion terrible fit sauter le magasin à poudre.

Quelques jours plus tard, le général Verdier opéra sa jonction avec Lefebvre sous les murs de Saragosse. Les Français purent disposer de 12.000 hommes et d'une nombreuse artillerie.

Ils s'emparèrent du Monte Torrero, colline peu élevée qui domine la ville au midi. Le commandant espagnol Falcó, qui n'avait pas réussi à la défendre, fut accusé de trahison, jugé par un conseil de guerre et fusillé. Les Espagnols empruntaient ainsi à nos Jacobins leurs plus tyranniques procédés de gouvernement.

Le 30 juin, 20 mortiers et obusiers, soutenus par toute l'artillerie de campagne, ouvrirent le feu sur la ville et y jetèrent 200 bombes et 1.200 obus. Le feu prit en plusieurs endroits ; mais la population, loin de se laisser effrayer, continua à renforcer ses moyens de défense.

Le 1^{er} juillet, le général Verdier lança ses colonnes d'assaut sur tous les points à la fois. A la porte du Portillo, le feu des Français fut si violent que tous les artilleurs espagnols furent tués sur leurs pièces, et que les canons restèrent, un instant, sans défense. Une troupe française accourait pour s'en emparer, quand une jeune fille de vingt-deux ans, Agustina Zaragoza, s'élança vers la batterie, arracha des mains d'un artilleur mort une mèche encore enflammée et mit le feu elle-même à une pièce de 24 chargée à mitraille ; les Français décimés battirent en retraite, et Agustina fit vœu de ne pas quitter la batterie tant qu'elle resterait en vie. Enflammés par tant de courage, les soldats retournèrent aux canons et rouvrirent le feu.

Le 2 juillet, nouvel assaut. Le général Habert réussit à s'emparer du couvent de San José, mais ne put pénétrer dans la ville, dont chaque maison était une forteresse, et qu'on ne pouvait prendre désormais qu'en la renversant à coups de canon sur la tête de ses défenseurs.

Le grand défaut des opérations de Verdier était d'être partielles. La rive nord de l'Èbre restait au pouvoir de l'ennemi, qui,

presque chaque jour, recevait des renforts, des vivres, des munitions, de la poudre, et qui finit par avoir un noyau de troupes régulières de 1.900 vétérans et de 7.300 jeunes soldats pour encadrer les paysans et les citadins qui avaient pris les armes.

Le général Verdier instruisit l'Empereur des difficultés de sa situation et lui demanda des renforts.

Le mois de juillet se passa en tentatives infructueuses de part et d'autre. Nous essayâmes de surprendre la porte du Carmel ; les Espagnols assaillirent nos retranchements du Mont Torrero.

A la fin du mois, Verdier disposait de 16 à 17.000 hommes ; il avait renforcé son artillerie.

Le 4 août, il recommença à battre la place avec soixante mortiers, obusiers et canons, et dirigea surtout son feu sur le couvent de *Santa Engracia*, placé au centre de l'enceinte, à peu près à égale distance du Portillo et de San José. Vingt-six pièces de canon battaient le couvent, qui bientôt ne fut plus qu'un monceau de ruines.

De larges brèches étaient ouvertes dans la muraille, nos troupes s'y précipitèrent, et parvinrent à force d'énergie, jusqu'au Coso, après avoir enlevé trois rangs de barricades armées de 13 pièces de canon ; mais, derrière eux, les maisons remplies de tirailleurs leur envoyaient des rafales de projectiles. Saragosse ressemblait à un volcan. Les vieux soldats du 14^e de ligne, qui avaient vu Eylau, reconnaissaient le fracas de l'épouvantable bataille. Il fallut enfoncer chaque porte, balayer chaque étage. On tua tout ce qu'on rencontra.

Verdier trouva le moyen de faire parvenir à Palafox cette laconique proposition : « *Paix et capitulation.* » Palafox répondit : « *Guerre au couteau !* » L'explosion d'un dépôt de poudre, la prise d'une nouvelle batterie, obligèrent le corrégidor Calvo de las Rozas à se retirer vers les faubourgs.

Palafox, désespérant d'arrêter les Français, quitta la ville avec son frère, le marquis de Lazan, pour aller recruter de nouveaux combattants.

La nuit venue, l'épouvante commença à s'emparer des habitants. Le pont de pierre se couvrit de fuyards, on s'écrasait à la Porte de l'Ange qui ouvre sur le pont.

On put croire, un instant, que Saragosse allait céder.

Une attaque bien menée aurait eu, à ce moment, les plus grandes chances de succès. Mais nos malheureux soldats, brûlés par la chaleur et assoiffés par le combat, avaient pris le chemin des caves, et s'étaient si bien régalez des vins épais et capiteux de l'Aragon qu'ils ne reconnaissaient plus leurs chefs et qu'il était

impossible de les faire marcher. Si les Espagnols avaient eu connaissance de cette situation, ils eussent ramassé leurs ennemis par douzaines, comme des grives.

Profitant du répit qui leur était laissé, les défenseurs de Saragosse reprirent courage. Un lieutenant de hussards, D. Luciano Torres, fit tourner les canons contre la foule, et, à la voix de quelques prêtres, qui joignirent leurs instances à celles de l'officier, la multitude consentit à rentrer ; et la lutte continua une partie de la nuit.

Le 5 au matin, 500 hommes de la garde espagnole, commandés par le marquis de Lazan, entrèrent à Saragosse et annoncèrent l'arrivée d'importants renforts.

Le 8, la ville n'était pas encore prise, et Palafox réussit à y faire entrer, en plein jour, un nouveau secours de 3.000 hommes.

Il réunit un conseil de guerre, et il fut décidé que l'on défendrait la ville pied à pied, et que, si l'on était réduit à l'abandonner, on passerait l'Ebre et on se défendrait encore dans le faubourg d'Altabas.

Il est bien probable que la chute de Saragosse n'était plus qu'une question de jours, lorsque la nouvelle de la défaite de Baylen parvint au camp de Verdier. Il refusa d'abord d'y croire ; un ordre de Madrid lui enjoignit de lever le siège et de se replier sur la Navarre. Le général Monthion lui envoya de Vitoria un contre-ordre, assurément fort politique, mais Joseph voulait avoir tout son monde autour de lui, et, le 13 août, un nouvel ordre détermina Verdier à battre en retraite. Le maréchal de camp Saint-March arrivait de Valence avec 5.000 hommes ; les paysans mettaient leurs voitures à sa disposition pour hâter sa marche.

Verdier fit sauter ce qui restait du couvent de Santa Engracia, détruisit ses magasins et ses munitions, jeta 53 bouches à feu dans le canal impérial, en laissa 36 autres autour de la ville et prit la route de Tudela. Il avait perdu plus d'un millier d'hommes, et l'héroïsme de Saragosse faisait l'admiration de l'Europe entière. (La Fuente, *Hist. de España*.)

L'échec de Verdier n'était pas le dernier que le roi Joseph fût appelé à enregistrer ; avant la fin de ce même mois d'août, nous perdions le Portugal.

On sait avec quelle facilité Junot avait occupé Lisbonne à la fin de 1807. Le prince régent s'était enfui au Brésil avec la reine sa mère et tous les princes de sa maison ; et les Portugais, abandonnés par leur roi, s'étaient assez philosophiquement résignés à passer sous l'autorité de Napoléon.

Malheureusement, l'homme que Napoléon avait choisi pour com-

mander en Portugal était un brave soldat, mais n'était ni un administrateur, ni un général. (Cf. Foy, *Guerres de la Péninsule*, t. IV.)

Au lieu de mettre la situation à profit pour établir un camp retranché, bien garni de vivres, où il aurait pu attendre les secours en cas d'attaque, Junot, en vrai troupière, ne songea qu'à jouir de sa victoire et à s'amuser. L'Empereur l'avait fait duc et grand officier de l'Empire ; il croyait « avoir changé de nature », se faisait donner de l'Altesse, songeait à ne plus inviter à sa table que les nobles les plus qualifiés, et rêvait de devenir roi de Portugal (Thiébault, IV, p. 168.). Il faisait largesse autour de lui, donnant à pleines mains et promettant bien davantage. Nos officiers pouvaient répéter le dicton portugais bien connu : « Le Portugal est petit, mais c'est une terre de sucre. »

Peu à peu, les Portugais, écrasés de contributions, scandalisés par nos façons cavalières, travaillés par un clergé fanatique et par les émissaires anglais, se désaffectionnèrent entièrement. Nous ne fûmes plus vraiment les maîtres qu'à Lisbonne ; nous nous trouvâmes dans la situation la plus dangereuse.

L'insurrection de l'Espagne réveilla l'espérance dans le cœur des Portugais. Des révoltes se manifestèrent de tous côtés, et le clergé, exploitant l'in vraisemblable crédulité des foules, organisa contre nous une véritable croisade.

On répandait le bruit de la prochaine arrivée du roi D. Sébastien, mort en Afrique en 1578, et qui devait venir délivrer son peuple de l'oppression des Français. Il se trouva des gens pour croire à une fable aussi absurde. Les collines qui dominent l'entrée du Tage, se couvrirent de peuple, curieux d'assister au débarquement du Roi-fantôme. On montra aussi un « œuf miraculeux » trouvé sur le maître-autel de la cathédrale de Lisbonne, et qui portait sur sa coque l'arrêt de mort des Français.

En quelques jours, le Portugal fut embrasé. La division espagnole qui occupait Porto regagna l'Espagne pour se joindre aux insurgés. L'armée portugaise se souleva. La flotte anglaise vint bloquer le Tage, et une armée anglaise débarqua, le 1^{er} août, à l'embouchure du Mondégo, sous le commandement de sir Arthur Wellesley.

Cinq mois s'écoulèrent entre le début de l'insurrection et l'évacuation du Portugal. Pendant ces cinq mois, Napoléon n'envoya pas un soldat en Portugal et sembla oublier complètement ce pays. Bien loin de songer à y expédier des renforts, il donna ordre d'en tirer 4.000 hommes pour marcher à la rencontre de Dupont, et ce n'est point sa faute si ces 4.000 hommes n'ont pu rallier l'armée d'Andalousie.

L'arrivée des Anglais nous prit tout à fait au dépourvu. Nous n'avions ni réduit central de défense, ni magasins, ni approvisionnements, et nos troupes étaient disséminées. Le général Loison réprimait une insurrection dans l'Alentejo, et Junot ne put, tout d'abord, mobiliser qu'une seule division de 1.900 hommes, qu'il confia au général Delaborde.

L'ennemi était fort de 48.000 hommes, et, quoique les Anglais n'eussent pas alors l'expérience et la solidité qu'ils acquirent plus tard, la bravoure calme des officiers, la discipline et la ténacité des soldats, l'excellente organisation matérielle de tous les services, faisaient de cette armée un redoutable adversaire.

Delaborde montra ce que pouvait le génie militaire secondé par nos soldats. Avec une troupe égale au dixième de l'armée anglaise, il arrêta sa marche à Roliça pendant neuf heures et lui mit 2.000 hommes hors de combat, tuant ou blessant à l'ennemi un nombre d'hommes égal à l'effectif de sa propre armée.

Si Delaborde eût été général en chef, le Portugal nous serait certainement resté.

Junot rappela à lui le général Loison, qui revint à marches forcées sur Lisbonne, par ces terribles journées d'août, si torrides que des compagnies entières se couchaient sur la route, refusant d'avancer. Loison rallia Lisbonne, mais il laissa à Santarem 2.000 Hanovriens qui auraient mieux fait sur le champ de bataille qu'en garnison. Junot laissa 2.000 hommes sur la rive gauche du Tage. Il eût pu emprunter 1.300 hommes à la garnison de Lisbonne et de la flotte portugaise ; il ne le fit pas, et, au lieu des 13.500 hommes qu'il aurait pu opposer aux 16.000 Anglais de Wellesley, il n'en eut que 9.200 à mettre en ligne.

Mais ces erreurs n'étaient rien auprès de la démente dont fut pris le malheureux Junot, le jour de la bataille de Vimeiro.

Wellesley avait établi son armée dans une situation inexpugnable. Sa droite, adossée à la mer et protégée par les feux de l'escadre de l'amiral Cotton, ne pouvait être ni tournée ni attaquée de front. Le centre était défendu en avant par une petite rivière. Derrière la rivière était un mamelon isolé, dominant toutes ses approches. Derrière le mamelon, des hauteurs à double rang d'escarpements rapides, garnis de deux lignes de troupe et de deux rangs de batteries de pièces de fort calibre : ce qui, indépendamment du mamelon, formait quatre lignes de feux. La gauche était comme enfouie, et sans autre défense qu'un ravin.

Junot prépara bien sa bataille, passa ses troupes en revue, trouva des paroles heureuses pour électriser ses soldats ; mais il conçut ses opérations sur un plan insensé. Il chercha à tourner

la gauche de l'armée anglaise, et il s'engagea à fond contre le centre. Son mouvement tournant ne pouvait réussir, puisque nous ne pouvions, en plein jour, dérober notre marche à l'ennemi, qui avait trois fois le temps de prendre toutes ses dispositions pour nous recevoir. L'attaque du centre ne pouvait avoir un meilleur résultat, vu les obstacles formidables accumulés de ce côté par le général anglais.

Cependant Junot s'entêta dans cette idée. Le général Delaborde, envoyé en avant, ne put enlever avec une poignée d'hommes des positions que 10.000 hommes n'auraient pas emportées. Junot donna l'ordre au général Loison de couper sa division en deux, de coopérer avec une de ses brigades au mouvement tournant commencé par le général Brenier, et de rejoindre Delaborde avec son autre brigade. — L'arrivée de Loison ne changea rien des difficultés contre lesquelles nous nous heurtions, et ne fit que redoubler nos pertes. Junot s'entêta encore ; il avait en réserve deux beaux régiments de grenadiers ; il les jeta dans la fournaise. Le premier fut exterminé, sans même avoir pu se déployer ; le second ne fut pas moins maltraité.

Sûr de ne pas être forcé sur le centre, Wellesley put faire face aux deux brigades qui le menaçaient sur sa gauche et les força à la retraite.

De nos deux attaques, l'une avait échoué, l'autre avait abouti à un inutile massacre, et mis nos trois divisions dans une telle situation que, suivant l'expression de Thiébault, Napoléon n'y aurait pas plus fait qu'un caporal.

La bataille avait duré deux heures et demie, et cependant tous les corps de l'armée, tous les soldats avaient combattu. Les Français avaient perdu près de 1.800 hommes. Les Anglais n'avaient perdu que 800 hommes. Leur artillerie était intacte. Leur réserve d'infanterie n'avait pas donné. (Foy, *Guerres de la Péninsule*, IV, p. 338.)

Placé entre un pays insurgé et une armée victorieuse, double de la sienne, Junot ne pensa plus qu'à négocier, et, avec son extrême prudence, Wellesley accéda volontiers à un accommodement. Le général Beresford vint à Lisbonne, dîna à la table de Junot, qui regagna dans la discussion une partie de ce qu'il avait compromis sur le champ de bataille.

Le 30 août, fut signée à Cintra une convention militaire, qui accordait à l'armée française les honneurs de la guerre et stipulait qu'elle serait transportée en France, avec armes et bagages, sur une flotte anglaise.

L'embarquement des troupes commença le 11 septembre, fut

terminé le 14, et, dans les premiers jours d'octobre, l'armée de Portugal fut débarquée en Bretagne.

Il est de mode d'opposer la conduite de Junot à celle de Dupont, et d'amnistier la convention de Cintra pour anathématiser la convention de Baylen.

En fait, Dupont s'est trouvé dans une situation beaucoup plus difficile, et s'est mieux défendu.

Dupont n'a pas eu sept mois de paix absolue pour préparer sa résistance.

Dupont s'est battu neuf heures avant de se rendre et ne s'est rendu que parce qu'il était cerné.

Ce qui fait la grande différence entre les deux conventions, c'est que celle de Baylen a été violée, et celle de Cintra exécutée.

Si la Junte de Séville eût fait ramener la division Dupont en France et eût restitué ses armes à la division Védel, Baylen eût été un malheur, mais ne serait pas devenu un désastre.

Et, si Wellesley avait conduit l'armée de Junot à Portsmouth, les résultats de la convention de Cintra eussent été exactement les mêmes que ceux de la capitulation de Baylen.

Junot a donc eu plus de chance que Dupont, voilà tout, et, si l'on ne pensait aux 10.000 braves qu'il commandait, on serait tenté de penser que ce général « sans coup d'œil, ni prévoyance ni inspiration » (Thiébauld, IV, p. 192), a eu plus de chance qu'il n'en méritait.

Comme si la Fortune semblait se complaire à nous accabler, au moment où nous perdions le Portugal, une petite armée espagnole que Napoléon avait envoyée se morfondre sur les bords de la Baltique reprenait à bord d'une escadre anglaise le chemin de la Péninsule.

Au printemps de 1807, Napoléon avait obtenu de l'Espagne un corps auxiliaire de 14.809 hommes, sous les ordres du marquis de la Romana.

Tant que la campagne contre la Russie occupa nos armes, les Espagnols montrèrent un excellent esprit et contribuèrent honorablement au siège de Stralsund. Après la paix de Tilsitt, ils manifestèrent le désir d'être rapatriés.

A la nouvelle des événements d'Espagne, ils ne songèrent plus qu'à regagner la Péninsule pour combattre à côté de leurs compatriotes.

La prudence vulgaire commandait soit de les désarmer, soit de les éloigner des côtes : on les cantonna dans le Jutland.

La Romana dissimula ses intentions, prêta serment au roi Joseph et négocia avec l'amiral Keats, qui commandait la croisière

anglaise. Il concentra ses troupes dans la forteresse de Nyborg, et dans la nuit du 10 au 11 août, livra la place aux Anglais. Il s'embarqua pour l'Espagne avec les deux tiers de ses troupes et alla rejoindre les insurgés de Galice (Cf. Boppe, *Les Espagnols à la Grande Armée*).

Ainsi, en moins de trois mois, l'Espagne s'était soulevée tout entière :

Dupont avait capitulé à Baylen avec 17.000 hommes ;

Moncey avait échoué devant Valence ;

Duhesme, devant Gironne ;

Verdier, devant Saragosse ;

Junot avait perdu le Portugal ;

Joseph avait évacué Madrid et reculé jusqu'à l'Ebre ;

Et le corps de La Romana avait déserté pour rejoindre l'insurrection.

En somme, « nous nous étions fait plus haïr, et moins craindre ».

G. DESDEVICES DU DEZERT.

Le théâtre de Collé — « La Partie de Chasse de Henri IV ».

Conférence, à l'Odéon, de N.-M. BERNARDIN,

Docteur ès lettres.

MESDAMES, MESSIEURS,

La comédie qui va être jouée devant vous, *La Partie de Chasse de Henri IV*, est triplement intéressante : d'abord par la physiologie originale de celui qui l'a écrite ; ensuite parce qu'elle a donné naissance à un genre nouveau ; enfin par son histoire, c'est-à-dire par les circonstances dans lesquelles elle a été composée et représentée. Je ne pourrai naturellement qu'effleurer chacune de ces trois questions ; j'en dirai cependant assez, j'espère, pour que votre curiosité éveillée goûte un plaisir plus complet à voir jouer la pièce replacée dans son cadre : c'est, avant toutes choses, le but auquel doivent ici viser vos conférenciers.

Quelques mois après la représentation de sa dernière comédie, qui vous a tant divertis il y a quinze jours, Regnard mourait brusquement, et de ses doigts glacés s'échappait la marotte de la Folie, dont il avait si joyeusement agité les grelots. La Muse de la Comédie la releva, pour la déposer sur le berceau où vagissait un petit cousin du poète défunt ; et vous allez voir que, si Charles Collé n'a pas été le légataire universel de Regnard, ce roi de la gaieté française, il a du moins recueilli une bonne part de son héritage.

Parisien de Paris, et même de Lutèce, Collé était né dans l'île de la Cité, comme Boileau ; et, comme lui, il y fut soumis, durant sa jeunesse, à deux influences toutes contraires : son père, procureur au Châtelet et auteur d'une nombreuse et pieuse lignée, bornait son horizon à la Sainte-Chapelle et au Palais, et, voulant faire de son fils un notaire, cherchait déjà, sur le quai des Lunettes, les lunettes d'or qu'il lui achèterait ; mais quand le jeune clerc, pour se rendre chez son patron, passait devant la grande salle du Palais illustrée par les jeux libres et hardis de la Basoche, ou bien, sur le quai des Orfèvres, devant la maison du conseiller Gillot, où était née cette admirable *Satire Ménippée*, qui a servi autant que ses

victoires à Henri IV, il se demandait pourquoi il ne serait pas, lui aussi, un poète, comme son illustre cousin Regnard, pourquoi il n'écrirait pas, lui aussi, des comédies et des chansons.

Cet état d'âme, sans être cousins de Regnard, nous l'avons presque tous connu, à vingt ans ; comme le disait Sainte-Beuve en deux vers qu'a repris Alfred de Musset :

Il existe, en effet, chez les trois quarts des hommes
Un poète, mort jeune, à qui l'homme survit ;

parfois au contraire le poète ne veut pas mourir ; c'est lui qui prend le dessus, et alors la famille ébaubie et stupéfaite contemple cet enfant qu'elle ne reconnaît plus pour sien, avec la frayeur de la bonne poule qui voit descendre à l'eau les petits canards qu'elle a couvés. Mais le cas de Collé est beaucoup plus rare : en lui, bien qu'il ait vite cessé d'être clerc, un poète et un notaire ont vécu fraternellement jusqu'à la fin sans se nuire et sans se gêner ; en sorte que Collé pouvait dire avec saint Paul traduit par Racine :

Je trouve deux hommes en moi.

Son cœur très bourgeois, ami de la raison, de la religion, de l'ordre, de la tradition, de tous les vieux principes que sapent les philosophes de son siècle, est le cœur d'un parfait notaire, tel que seront ceux de M. Scribe ; et son esprit libre, hardi, fantaisiste, s'échappe en refrains gaillards et crus, comme ceux du poète cynique des *Repues franches*, maître François Villon.

C'est que les premiers maîtres de son esprit ont été, avec Regnard, les écrivains indépendants et gais de la vieille France, les conteurs de haute grasse, Rabelais, Marot, La Fontaine, et surtout l'épicurien Chapelle, dans ces vers duquel il se retrouvera lui-même plus tard :

Des chansons et des parodies,
Quelques légères comédies,
Ont fait jusques ici toujours
Ma plus heureuse rêverie.

Jeune homme, il se lia avec les plus joyeux vaudevillistes, avec ce Panard, que Marmontel a surnommé « le La Fontaine du vaudeville », et avec ce malin Piron, auquel, dit Grimm, « il n'était pas plus possible de ne pas dire de bons mots que de ne pas éternuer ». Vous jugez aisément quelle devait être la gaieté de cette société du *Caveau*, qu'ils avaient fondée, avec Gallet, l'épicier poète. Ah ! si quelque sténographe avait pu noter pour nous ces conversations brillantes, les reparties imprévues, le feu d'artifice

des bons mots ! Jamais, à aucune époque, on n'eut plus d'esprit qu'au XVIII^e siècle ; seulement tous ces gens de lettres n'avaient guère le temps d'écrire leurs livres, occupés qu'ils étaient à les parler ; ils mettaient leur esprit en viager, au lieu d'en faire un placement pour la postérité ; et il s'est gaspillé dans les causeries sans retenue du *Caveau* assez d'esprit pour remplir dix livres charmants. Collé nous a conservé du moins quelques mots de son grand ami Piron. C'est lui qui disait un jour de l'Académie française : « Ils sont là quarante, qui ont de l'esprit comme quatre. » Cela ne l'empêcha point d'ailleurs de briguer et même d'obtenir les suffrages des Quarante, après la mort de l'archevêque de Sens, Languet de Gergy, auteur d'une très médiocre *Vie de la vénérable Mère Marguerite-Marie Alacoque* ; et ses amis, riant sous cape à la pensée du pieux mort qu'allait avoir à louer le facétieux Piron, de lui demander s'il travaille à son discours, et Piron de répondre : « Mais il est tout fait. Je me lèverai, j'ôterai mon chapeau, je dirai : « Messieurs, je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait ». A quoi le directeur se lèvera, ôtera son chapeau et répondrait : « Monsieur, cela n'en vaut pas la peine ». Ces deux discours, aussi courts qu'éloquents, ne furent pas prononcés ; car le très austère Louis XV refusa d'approuver l'élection du libertin Piron ; et celui-ci s'en consola en rimant gaiement son épitaphe :

Ci-git Piron, qui ne fut rien,
Pas même académicien.

Je vous aurai fait, Mesdames et Messieurs, le plus bel éloge de l'esprit de Collé, en vous disant qu'il était digne de donner la réplique à un homme comme Piron.

Mais je vous prierai de m'en croire sur parole ; car je serais bien empêché, en vérité, à vous citer aucune de ses piquantes chansons. Elles sont si libres, comme vous l'indiquent les titres seuls : *L'Amour apothicaire*, ou encore : *Chanson malhonnête contre les honnêtes femmes* ; et ce n'étaient certes pas les chansons bachiques de Collé que Voltaire eût appelées des « chansons à boire de l'eau ». Elles n'auraient pas été cependant pour effaroucher nos arrière-grand-mères, s'il fallait en croire l'auteur : Collé raconte, en effet, qu'une de ses petites pièces parut aux dames de Bordeaux d'une force, mais d'une force !... « Tant mieux ! aurait répondu le maréchal de Richelieu à l'actrice qui s'en inquiétait, tant mieux ! Elles y reviendront ! » Pour moi, je crois, Mesdames, que Collé a calomnié là les femmes de son siècle ; et au mot du maréchal de Richelieu j'opposerai un mot de M^{me} de Rochefort. Duclos venait de soutenir devant quelques dames qu'une honnête femme peut

tout entendre, et que ce sont les autres qui font les bégueules ; là-dessus il commence une série d'histoires tellement à la Duclos, ou à la Collé, que la comtesse de Rochefort l'interrompt en souriant : « Prenez garde, Duclos ! vous nous croyez aussi par trop honnêtes femmes ! » Plus d'une femme au XVIII^e siècle en dut dire autant des chansons de Collé, et toutes devaient jouer fréquemment de l'éventail à la représentation de ses premières pièces.

Dès son enfance Collé avait adoré le théâtre, et l'étude approfondie de nos grands classiques avait éveillé en lui l'instinct dramatique. Mais l'admiration même qu'il éprouvait pour eux l'empêchait de prétendre à rivaliser avec eux, et il débuta par des parades aux titres étonnamment suggestifs et par des parodies de tragédies, par des tragédies amphigouristiques, comme *Tragiflasque* et cette extraordinaire *Cocatrix*, dont ni les spectateurs, ni les acteurs, ni l'auteur lui-même n'ont jamais compris le sens, où le jeune Amatrox, natif de la Charité-sur-Loire, ose demander la main de la reine Cocatrix, une aimable octogénaire, malgré les lois de l'Arabie Pétrée, qui condamnent quiconque se permet d'aimer une princesse du sang royal à périr par le supplice du chatouillement.

Lorsque Collé eut donné une douzaine de parades, il s'aperçut que le public se lassait du genre et que le populaire même y prenait moins de plaisir. Le poète s'était encanaillé ; il va s'enducailler, comme il dit, et écrire des pièces pour les théâtres de société.

Ne vous hâtez pas d'en conclure, Mesdames, que Collé va enfin se transformer en écrivant pour le grand monde, et que vous pourriez peut-être trouver dans les comédies de sa seconde manière, dans ses comédies de société, des pièces à jouer dans vos salons. Assurément *La Partie de chasse de Henri IV* ne renferme absolument rien qui puisse choquer la morale la plus sévère : mais c'est une exception unique ; et les autres pièces !... Quel était d'ailleurs le théâtre pour lequel Collé les a écrites ? Celui qu'avait construit dans son château de Bagnolet le duc d'Orléans. Or, si le duc a eu pour petit-fils le vertueux roi Louis-Philippe, il avait pour grand-père le Régent, lequel fut moins vertueux, et il tenait plus de son grand-père que ne tiendra de lui son petit-fils. Enfin veuf, le duc d'Orléans s'amusait à jouer chez lui la comédie avec quelques amis et de gracieuses actrices. Le répertoire que va lui fournir Collé durant vingt ans ne différera donc guère de ses anciennes parades que par le ton ; le fond restera le même, celui des saynètes et des revues que jouent actuellement, à peu près dans les mêmes conditions, nos cercles aristocratiques :

Sauvez le mot, vous sauvez tout.

Le mot est sauvé, presque toujours, dans les comédies de Collé, dans *La Lecture*, où un commandeur bègue, ancêtre de Bridoison, dit au mari de la Présidente qu'il est « un bon co, co, co, connaisseur », et dans les deux chefs-d'œuvre de ce théâtre, *La tête à perruque*, si gaie, si franchement comique, et cette audacieuse *Vérité dans le vin*, qui émoustilla jusqu'au sage Louis XVI. Il n'en est pas moins vrai que, au-dessous du portrait de Collé, en tête de ce trop spirituel *Théâtre de société*, on aurait pu graver ce vers de l'avare Géronte dans le *Légataire universel*, tel que je l'entendis, un jour, fâcheusement modifier par un jeune acteur, qui n'en avait changé pourtant qu'une seule lettre :

Vous savez que jamais je n'aimai la décence.

Et cependant je vous ai dit que, à côté du chansonnier libertin et du paradiste débraillé, il y avait en Collé un notaire au bon sens pratique et aux mœurs honnêtes. De cette alliance singulière, voici la preuve.

Cet évaporé de Collé s'entendait parfaitement en affaires : il a su très bien se faire donner une pension pour des couplets, une place de lecteur du duc d'Orléans pour une parade, une sous-ferme pour une comédie, et gagner ainsi avec des polissonneries une fortune que ni le *Cid*, ni *Phèdre* n'avaient value ni à Corneille, ni à Racine.

Enfin, Collé s'est marié, sur le tard, il est vrai, mais très bourgeoisement ; et son ménage a été fort heureux, ainsi que celui de son joyeux compère Piron, tandis que la femme du grave La Harpe se jeta, de désespoir, dans un puits, à Saint-Germain-en-Laye. Piron et Collé avaient épousé des femmes sérieuses et instruites. M^{me} Piron ne lisait que les vieux auteurs, *Amadis de Gaule* et le *Roman de la Rose*, et M^{me} Collé fut véritablement pour son mari une Egérie : elle sut lui persuader qu'il valait mieux que ce qu'il avait fait ; elle lui révéla ses forces, et, le dirigeant avec un goût délicat et sûr, elle lui fit écrire pour la Comédie-Française une grande comédie en vers, *Dupuis et Desronais*, qui est certainement la plus élevée des œuvres de Collé, si elle n'est pas la plus amusante. De ce succès littéraire Collé gardait à sa femme une reconnaissance profonde, qu'il exprime de la manière la plus touchante en plusieurs endroits de son *Journal historique* ; et, voyant Piron pleurer inconsolablement, après trente-deux ans de mariage, sa chère épouse, qui pourtant était laide à faire peur, qui était devenue folle, et qui le battait, le chansonnier licencié

demandait ardemment au bon Dieu de vouloir bien le faire mourir avant sa femme.

Chose curieuse, cet écrivain si gai pensait constamment à la mort : « La mort n'est rien, dit Montaigne ; le mourir est tout ». Et Collé, en bon auteur dramatique, songeait à l'inévitable scène à faire. Il souhaitait naturellement une mort sans souffrance ; mais encore désirait-il qu'elle fût, conformément à l'élégance exquise de son siècle, « gracieuse et honnête » ; et, pour s'y préparer, pour s'y entraîner, il note soigneusement dans son *Journal* comment meurent tous les personnages connus de son époque ; et il se trouve, en fin de compte, Mesdames et Messieurs, qu'ils sont morts, presque tous, comédiens, poètes, abbés, marquis et princes, avec cette politesse sereine et spirituelle que leurs fils ou leurs neveux porteront jusque sur l'échafaud révolutionnaire. L'acteur Roselly répond à son confesseur, qui le presse de renoncer solennellement au théâtre, par ce vers d'un de ses rôles :

N'abusez point, Probus, de l'état où je suis.

Comme le médecin Hermant déclare à Crébillon qu'il va mourir et le prie de lui léguer son *Catilina* inachevé, le vieux poète s'écrie :

Ah ! doit-on hériter de ceux qu'on assassine !

L'abbé Terrasson n'a pas la force de se confesser ; « Mais, dit-il au prêtre, voici Fanchette, ma gouvernante, qui vit avec moi depuis vingt ans, et qui sait tout ce que j'ai fait ; qu'elle se confesse pour moi, je vous en prie, et vous jugerez après si vous pouvez me donner l'absolution. » On apporte l'extrême-onction au chevalier de Kinsonnat devant ses amis. Il leur dit, après avoir reçu les saintes huiles : « Messieurs, je vous fais mille excuses ; je vous demande mille pardons que tout cela se soit passé devant vous ». Et le dauphin lui-même, après avoir été administré, sourit du respect témoigné à son corps moribond, et raconte gaiement cette historiette : « M^{me} la duchesse de *** étant prête de recevoir les sacrements, sa femme de chambre les précéda, et vint les lui annoncer en ces termes : « Madame la duchesse, le bon Dieu est là : permettez-vous qu'on le fasse entrer ? Il souhaiterait avoir l'honneur de vous administrer. » Comment mourut lui-même ce Collé, qui s'y préparait de si longue date ? C'est toujours l'imprévu qui arrive ; son esprit n'a pas trouvé le mot de la fin qu'il en espérait ; mais son cœur lui a fourni une sortie, bien rare en tout temps et unique, je crois, au XVIII^e siècle : l'auteur de *La tête à perruque* et de *La vérité dans le vin* a succombé, Mes-

dames et Messieurs, au chagrin d'avoir perdu sa femme. N'avais-je pas raison de vous dire que ce fut une physionomie originale ?

Originale, sa *Partie de chasse de Henri IV* l'est aussi, bien qu'il ait eu, pour l'écrire un modèle. Les Français s'engouent assez volontiers, vous le savez, des littératures étrangères : il y a quelques années, nous dévorions les romans russes ; hier, c'étaient les romans italiens ; ce sera demain, sans doute, le théâtre espagnol. Au milieu du xviii^e siècle, nos sensibles aïeux versaient des torrents de larmes sur les vertueuses héroïnes de Richardson, Clarisse et Pamela, et la littérature anglaise avait la vogue. En 1756 on avait publié un choix de petites pièces traduites du théâtre anglais, parmi lesquelles se trouvait un conte dramatique de Dodsley, le *Roi et le Meunier de Mansfield*. Par l'intérêt de la situation, par la naïveté du dialogue, ce conte séduisit Sedaine, qui en a tiré une petite pièce, *Le Roi et le Fermier*, grandement louée par Collé. Celui-ci a repris le sujet ; mais il l'a transformé de la façon la plus heureuse, en substituant à un roi quelconque le personnage de Henri IV, et en créant ainsi le genre, nouveau chez nous, de la comédie historique.

Déjà Voltaire avait essayé de nous donner une tragédie nationale dans *Zaire*, et il avait osé faire entendre un coup de canon dans *Adelaide du Guesclin* ; mais nul n'avait encore imaginé possible de mettre sur la scène un des héros de notre histoire dans la simplicité de la vie familière, « en déshabillé ». Cette heureuse audace, qui a fait le prodigieux succès de *La Partie de chasse de Henri IV*, et ouvert à nos auteurs comiques une voie nouvelle, ce n'est pas une théorie dramatique trouvée et formulée par lui qui l'a donnée à Collé ; ce sont tout simplement les circonstances.

Ecrivant sa pièce pour le théâtre de Bagnollet, Collé ne songeait qu'à flatter délicatement le duc d'Orléans par un portrait du roi, son ancêtre, dont le Régent s'était plu à reproduire les allures simples et la bonhomie spirituelle. La pièce alla aux nues, parce qu'il se trouva, par surcroît, qu'était alors très à la mode, dans toute la France, Henri IV,

Le seul roi dont le peuple ait gardé la mémoire.

À la mort de Louis XIV, en effet, la France était lasse de grandeur et de gloire ; elle l'avait bien prouvé par les scènes scandaleuses qui se produisirent à l'enterrement du vieux roi. Bientôt les philosophes avaient répandu des idées toutes nouvelles d'humanité, de tolérance, d'égalité ; elles avaient pénétré dans le roman, dans le théâtre, et si promptement modifié les mœurs que Marivaux pouvait écrire cette belle, mais un peu dangereuse maxime : « Il faut

être trop bon pour l'être assez. » Le siècle devenait sensible et tendre; quel héros pouvait donc le séduire plus que

Ce charmant Henri quatre,
Ce roi brave et clément, qui sut plaire et combattre,
Pour qui Mars et l'Amour n'ont point eu de rigueurs,
Qui conquît à la fois son royaume et les cœurs ? (1)

Ce mouvement de l'opinion publique explique le succès de la *Henriade*, cette somnifère épopée, dans laquelle Voltaire oppose à la figure du grand roi qui venait de s'éteindre la figure idéale du bon roi ; et il explique le succès plus grand encore de cette piquante *Partie de chasse de Henri IV*.

C'est que là ce n'est pas le roi qui nous est présenté, le restaurateur énergique et habile de l'autorité royale, préparant sa tâche au cardinal de Richelieu ; ce n'est pas même le soldat au panache blanc, le plus hardi et le plus jovial des cadets de Gascogne, auquel l'auteur de *La Guerre en dentelles*, M. Georges d'Esparbès, consacrait naguère une épopée en prose, toute remplie d'une crânerie héroïque et d'une grâce précieuse (2) ; c'est uniquement l'homme, l'homme bon et simple, qui avait la tête et le cœur pleins du bien du pays, et que le peuple aimait, parce qu'il s'en savait aimé ; c'était le Henri IV de la légende, plus populaire, comme il arrive toujours, que celui de l'histoire. Est-ce l'empereur sacré dans Notre-Dame, sous un costume dessiné par David, dont, au siècle dernier, le peuple gardait pieusement la mémoire ? Non, c'était le petit caporal, avec son petit chapeau et sa redingote grise. De même, le Henri IV qui vivait dans les souvenirs du peuple, c'était celui qui avait ramené la paix et rétabli la sécurité des campagnes, celui qui avait réalisé les belles prédictions de Malherbe :

Le fer mieux employé cultivera la terre,
Et le peuple, qui tremble aux frayeurs de la guerre,
Si ce n'est pour danser, n'orra plus de tambours.
La moisson de nos champs lassera les faucilles,
Et les fruits passeront la promesse des fleurs.

L'imagerie populaire s'était emparée de Henri IV ; son portrait ornait les maisons et les chaumières, et les cœurs sensibles s'attendrissaient devant ce sourire bienveillant, devant ces yeux à la fois graves et doux, et devant ce nez, ce nez, qui... Mesdames et Messieurs, il y a quelque temps déjà, une vieille demoiselle hongroise, venue à Paris pour faire représenter un drame, qui ne

(1) Voltaire, *Charlot*, II, 1.

(2) *Le Roi*.

trouva ni théâtre, ni interprètes, à cause de son titre : *Les Sept Vaches maigres*, me parlait d'un traité de physiognomonie qu'elle venait de composer, et me disait : « Monsieur, l'œil peut tromper, le nez ne trompe jamais ! » Eh ! bien, Mesdames et Messieurs, il n'y a pas de doute à avoir, le nez de Henri IV est à la fois celui d'un homme brave et celui d'un brave homme. Et, devant ce portrait du Père du peuple, l'aïeul contait aux enfants attentifs la légende du bon roi : sa mère l'avait mis au monde en chantant, et, à peine né, ses lèvres avaient été frottées d'ail et de vin clair et ; il avait eu pour nourrice une robuste femme de laboureur, qui avait infusé un sang peuple dans ses veines royales ; il avait grandi, jouant et se battant avec les gamins de la rue ; et puis, il lui avait fallu conquérir son royaume, et il l'avait fait hardiment et simplement, chantant avec ses soldats pour tromper la fatigue des marches, priant avec eux avant la bataille, et se jetant le premier sur l'ennemi ; victorieux de la Ligue alliée à l'étranger, il avait été sacré à Chartres dans ses habits de bataille élimés aux épaules ; et, roi de France, il était resté bon, affable et « pas fier », toujours vêtu sans faste, jouant avec ses enfants comme un bourgeois, sauvant du fouet les petits pages, galant avec les jolies filles et poli avec les grand'mères, s'occupant d'assurer un asile à ses vieux soldats, et venant voir lui-même, ventre Saint-Gris, si le dimanche ses braves paysans avaient bien la poule au pot.

C'est une de ces scènes populaires que Collé a mise au théâtre ; et si le style de son héros n'a pas le tour alerte et vif des billets de Henri IV publiés depuis : « Mon faucheur, mets des ailes à ta meilleure bête. Pourquoi ? Tu le sauras de moi à Nérac ; hâte, cours, viens, vole ; c'est l'ordre de ton maître et la prière de ton ami », du moins vous allez voir que le personnage de Collé est absolument semblable à celui de la légende populaire.

De même, les ministres et les courtisans qui encadrent la figure du roi ne sont que des esquisses légères ; mais ces esquisses reproduisent tous les traits principaux des caractères que nous a transmis l'histoire : voilà bien Sully, le ministre sage, laborieux, économe, dévoué de toute son âme à son maître, un peu plus tendre cependant qu'il ne fut en réalité ; voilà bien le hautain et galant duc de Bellegarde, compagnon des plaisirs de Henri IV, jaloux de Sully, qui est, lui, le compagnon de son travail, mais n'osant conspirer contre le ministre ; voilà bien enfin Concino Concini, le favori de la reine italienne, débauché, intrigant, astucieux, compatriote de l'Arétin et de Machiavel, compatriote de Catherine de Médicis, Concino Concini, dont la justice du peuple trainera, un jour, le cadavre par les rues de Paris, tout désigné en

vérité pour être dans la pièce de Collé le traître, le loup dans la bergerie.

Et tout le premier acte, qui est rempli par la réconciliation du roi et de Sully, que menaçaient de brouiller les intrigues de l'Italien, tout le premier acte était si nouveau par son naturel, par sa simplicité, par sa vérité, que le maréchal de Richelieu disait à Collé : « J'y ai pleuré de très bonne foi, et les larmes que j'y ai répandues ne ressemblaient point à ces larmes d'emprunt qu'on verse aux tragédies. »

Brusquement, tout change. De la cour cette pièce neuve et singulière nous transporte au village ; ce ne sont plus des seigneurs qui vont entourer le roi, mais des paysans.

Comme ils ressemblent peu aux paysans de La Bruyère, les paysans que nous peint Collé d'après ceux qu'il a sous les yeux ! Ce ne sont plus des animaux farouches, sortant de leurs tanières, où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines, pour se courber sur la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible. Ils se sont redressés ; ce sont des hommes ; les grands seigneurs commencent à s'en apercevoir, et quelquefois aussi, prétend la chronique, les grandes dames. Certes, elle n'est point élégante, non, la maison du meunier Michau ; mais elle est bien close et confortable : sur la table, une nappe et des serviettes de grosse toile jaune ; auprès des assiettes, des timbales et des gobelets d'argent, et jusqu'à des fourchettes d'acier, ces fourchettes considérées encore comme un luxe insolent au temps de Henri III ; et le couvert est mis par la maîtresse du logis, dame Margot, une bonne commère, « qui n'est pas encore si déchirée », et par sa fille Catau, qui est jolie et qui n'a pas besoin, pour le savoir, que le roi le lui dise. Le chef de la famille est un brave homme tout rond, bon vivant, bon buveur, fier du bien qu'il a au soleil, et ne permettant plus aux grands seigneurs un tutoiement qui l'humilie ; il a, malgré son langage vulgaire, des prétentions au savoir-vivre : on n'est pas « des cochons » ! Il a fait instruire son fils Richard à Melun, il lui a fait apprendre le latin ; et, si le jeune homme n'épouse pas sa petite amie Agathe, honnête, comme sont dans la littérature du XVIII^e siècle à peu près toutes les filles des champs, hé bien ! on en fera un curé. C'est déjà presque un « Monsieur » que le meunier Michau.

Très adroitement, ce bien-être des paysans de son temps, Collé l'attribue aux paysans du temps de Henri IV et en rapporte le mérite au bon roi. Aussi comme tous lui en sont reconnaissants. Comme ils lui servent volontiers de garde-chasse, sans être payés, par amitié, pour empêcher que les braconniers ne détrui-

sent le gibier qu'il a plaisir à tirer ! Et à les entendre, sans être connu d'eux, louer sa bonté et chanter des chansons composées en son honneur :

Vive Henri IV,
Vive ce roi vaillant !

l'excellent roi se sent pénétrer d'une émotion très douce et très pure, qui se communique aux spectateurs. Jamais mieux que là ne s'est montré tout le cœur du bon et sensible Collé, qui se courrouçait parfois contre sa sœur Pétronille, une janséniste farouche et sans indulgence, faisant le bien sans amour, première incarnation de la petite servante Victoire, si hardiment campée par M. Janvier dans *Les Appeleurs*.

Et sans doute la situation était très heureuse, qui nous montre Henri IV, égaré, recevant, incognito, l'hospitalité du meunier Michau ; mais quel merveilleux parti en a su tirer Collé, grâce à son entente du théâtre et à son sentiment de la mise en scène !

Son parfait naturel tient, comme celui de son contemporain Sedaine, au souci du réalisme dans les accessoires et à la multiplicité des petits détails ; mais, tandis que — il faut bien le reconnaître avec La Harpe — il est quelquefois chez Sedaine des menus détails qui sont parfaitement inutiles et insipides, tous chez Collé servent, en même temps qu'à produire un effet scénique, à mieux éclairer les caractères. Je vous invite à remarquer l'art très curieux avec lequel sont conduites une jolie scène du second acte où un pauvre bûcheron prend Sully pour un capitaine de voleurs et se jette à genoux en lui offrant sa bourse, et aussi une scène délicieusement naïve du troisième acte, où Margot conte à sa fille une histoire de revenants, qui finit par leur faire peur à toutes deux ; mais, à ce point de vue, tout le dernier acte est un petit chef-d'œuvre : tandis que Henri IV aide les paysans à préparer, à servir et à manger le repas, on peut dire que chaque jeu de scène, en même temps qu'il met en valeur la « bonhomie adorable » du roi, groupe les personnages en un tableau charmant ; de sorte que, depuis le moment où Michau introduit Henri IV dans sa demeure jusqu'à celui où les paysans s'agenouillent devant le roi enfin reconnu, chaque scène semble une toile de Greuze animée et vivante.

Et voilà comment Collé a, sans s'en douter, ouvert la voie à la comédie historique, qui nous présentera l'histoire arrangée en tableaux dramatiques, et comment il se trouve ainsi avoir préparé de très loin l'éclatant triomphe de *Madame Sans-Gêne*.

L'histoire de *La Partie de chasse de Henri IV* n'est pas moins curieuse, Mesdames et Messieurs, que la pièce elle-même.

Collé a écrit sa comédie en 1761, et, malheureusement, nous avons perdu le cahier de son *Journal*, qui contenait les années 1761 et 1762. Une cabale de l'abbé de Voisenon a nui, paraît-il, au succès de la première représentation à Bagnole ; mais, à la seconde, le 6 janvier 1763, le jour des Rois, l'intérêt de la pièce triompha de toutes les mauvaises volontés, bien que le vicomte de la Tour du Pin ait manqué de gaieté, de noblesse et de bonhomie dans le personnage de Henri IV, et que MM. de Barbantane et de Villeroy se soient tirés très mal des rôles de Concini et de Bellegarde. Au contraire, M. Danezan dans Sully et surtout le duc d'Orléans dans le meunier Michau avaient fait merveille. Le prince de Condé et tous les spectateurs ne cessèrent pas de pleurer, et les acteurs, dit Collé, furent plusieurs fois « obligés de s'interrompre à cause des applaudissements redoublés qui se succédaient continuellement. »

Il semblait que la pièce, ainsi lancée, ne dût faire qu'un bond de Bagnole à la Comédie-Française. La marquise de Pompadour l'arrêta au passage. Se posant en soutien de la monarchie, elle craignait, disait-elle, d'exposer le père des Bourbons dans un moulin de village aux sifflets du parterre ; je crois bien que la marquise redoutait plutôt une comparaison désavantageuse à Louis XV.

Collé prit le parti de remanier sa comédie. Elle n'avait primitivement que deux actes, les deux derniers de la pièce actuelle ; dans les *Mémoires* de Sully, Collé découpa un premier acte, qui, s'il a le défaut grave de se rattacher au sujet par un lien, comme on le conçoit aisément, très fragile, a du moins l'avantage de nous montrer d'abord le roi dans le château royal de Fontainebleau ; et il glissa dans le dernier acte une allusion adroite à la maladie qui jadis avait valu au jeune Louis XV le nom de *Louis le Bien-Aimé* : « C'est lorsqu'un roi est bien malade qu'on peut connaître jusqu'à quel point il est aimé de ses sujets. »

La Partie de chasse de Henri IV ainsi transformée ayant fait pleurer à Bagnole le ministre Choiseul, le jour de Noël de l'an 1764, et M^{me} de Pompadour étant heureusement morte, Collé se flattait que le roi allait enfin lever l'interdiction. Vain espoir ; Louis XV voulut rester fidèle, sur un point du moins, à la mémoire de la marquise.

Comme il devait arriver plus tard pour *Le Mariage de Figaro*, cette interdiction irrite la curiosité du public pour la comédie de Collé ; mise en vente en 1766, elle obtient un succès de librairie

presque sans précédent, et il faut en faire une seconde édition cinq jours après la première ; un jeune homme, Mercier Dupaty, envoie à Collé une médaille de Henri IV, pour laquelle il a dépensé 10.000 francs ; sur tous les théâtres privés on joue *La Partie de chasse de Henri IV*, et un moine de l'ordre de Cîteaux écrit à l'auteur qu'il va la représenter avec ses confrères dans son abbaye, sans les rôles de femmes, bien entendu.

La Partie de chasse de Henri IV est bientôt jouée sur des scènes publiques, trente-trois fois à Bordeaux, vingt-huit fois à Lyon, plusieurs fois à Bruxelles, à Saint-Germain-en-Laye, à Paris même, à l'Hôtel des Menus Plaisirs du Roi, rue Bergère, par Brizard, Préville et Molé. Comme aucun scandale ne s'est produit nulle part, le lieutenant de police Sartines incline à ce que soit enfin rapportée une décision qui n'a plus de raison d'être. Louis XV s'entête, et Collé, se souvenant qu'il fut vaudevilliste, s'écrie plaisamment : « Je ne verrai jouer ma pièce aux Français qu'après ma mort ! »

Il eût été plus juste de dire « après sa mort » ; car, à peine Louis XV eut-il été descendu dans les caveaux de Saint-Denis, que Louis XVI, qui avait tant ri à *La Vérité dans le vin*, s'empressa d'accorder l'autorisation depuis si longtemps sollicitée. Le 16 novembre 1774, l'heureux Collé vit enfin le public acclamer sa pièce à la Comédie-Française, et je ne pense pas que jamais historien ait l'idée de chercher dans cette représentation une des causes de la Révolution.

Avec quelque talent que *La Partie de chasse de Henri IV* ait pu être jouée aux Français, je doute qu'elle l'ait été mieux qu'elle ne va l'être à l'Odéon. Si Collé était au milieu de vous aujourd'hui, s'il pouvait voir MM. Dauvilliers, Daumerie, Decœur et Vargas jouer Henri IV et Sully, Bellegarde et Concini, comme il le désirait, sans ombre de déclamation et avec une noblesse qui n'a rien de guindé, M^{lles} Kesly, Froment, Fonteney, et MM. Darras, Cazalis et Violet, représenter les paysannes et les paysans avec la simplicité la plus naïve et la plus ingénue, et mettre tout leur art à paraître sans art, bien certainement il leur dirait à toutes et à tous : « Je suis content de vous ! » Vos applaudissements, Mesdames et Messieurs, le leur diront pour lui.

N.-M. BERNARDIN.

Soutenances de thèses

UNIVERSITÉ DE PARIS

M. CH. RIBÉRY a soutenu ses deux thèses pour le doctorat devant la Faculté des Lettres de Paris, en Sorbonne, le 20 mars :

THÈSE LATINE.

De infinito apud Pascalium.

THÈSE FRANÇAISE.

Essai de classification naturelle des caractères.

*
**

M. GOHIN a soutenu ses deux thèses pour le doctorat devant la Faculté des Lettres de Paris, en Sorbonne, le 24 mars :

THÈSE LATINE.

De Lud. Charondæ (1534-1613) vita et versibus.

THÈSE FRANÇAISE.

Les transformations de la langue française pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle (1740-1789).

Le gérant : E. FROMANTIN.

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Les poètes secondaires
du XVIII^e siècle

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Louis Racine : ses *Mémoires*. — Renseignements historiques sur le théâtre de Racine.

Je continue à recueillir dans les *Mémoires* de Louis Racine les renseignements qui peuvent intéresser l'histoire littéraire. J'ai commencé par la scène retranchée de *Britannicus* ; voici quelques autres documents moins considérables, mais qui ont pourtant leur importance.

C'est d'abord une remarque assez curieuse, à laquelle nous n'aurions peut-être pas songé, sur certains mots que Racine avait mis dans la bouche de Bérénice, et qu'il supprima dans la suite : le mot *dieux*, par exemple. Il n'avait pas réfléchi qu'étant juive et non païenne, cette reine ne croyait pas à la multiplicité des dieux. L'abbé de Villars, nous apprend Louis Racine, fut le premier qui s'en avisa :

« L'abbé de Villars voulut faire briller son esprit aux dépens de l'une et de l'autre *Bérénice* ; ses plaisanteries furent trouvées très fades, et ses critiques parurent outrées à Subligny lui-même, qui, prenant alors la défense du même poète dont il avait critiqué l'*Andromaque*, fit voir que l'écrivain ingénieux du peuple élémen-

taire n'entendait pas les matières poétiques. Tout sert aux auteurs sages. L'abbé de Villars avait vivement relevé cette exclamation, « *Dieux* » ! échappée à Bérénice. L'auteur, en reconnaissant sa faute, en corrigea deux autres de la même nature, dont son critique ne s'était pas aperçu. Bérénice disait à la fin du premier acte :

Rome entière, en ce même moment,
Fait des vœux pour Titus, et, par des sacrifices,
De son règne naissant consacre les prémices.
Je prétends quelque part à des souhaits si doux :
Phénice, allons nous joindre aux vœux qu'on fait pour nous

« Et, dans l'acte suivant, Bérénice disait à Titus :

Pourquoi des immortels attester la puissance ?

« Dans la seconde édition, l'auteur changea ces expressions qu'il avait mises dans la bouche de Bérénice sans faire attention qu'elle était juive. »

Une remarque plus importante est celle qui nous fait connaître toute une réforme accomplie par Racine dans la façon de déclamer des acteurs.

Quand on suit l'histoire du théâtre, on s'aperçoit qu'il y a, tous les trente ou quarante ans, un retour des comédiens au naturel, c'est-à-dire une réaction très vive contre la manière antérieure de dire les vers, et un effort très sérieux pour revenir à la diction de la vie ordinaire. Périodiquement, les acteurs essaient une nouvelle sorte de déclamation, qui, périodiquement, se dénature et se transforme en une espèce de chant : ce qui prouve que le naturel est très difficile à découvrir et très difficile à conserver. Il est certain que l'on ne doit point parler sur la scène comme dans le monde ; à certains moments pourtant, nous sentons que la différence est trop grande, et nous souhaitons qu'on la réduise : c'est à quoi, justement, Racine lui-même s'est appliqué, dans les leçons qu'il donna à La Champmeslé.

« Cette femme, nous dit son fils, n'était point née actrice. La nature ne lui avait donné que la beauté, la voix et la mémoire : du reste, elle avait si peu d'esprit, qu'il fallait lui faire entendre les vers qu'elle avait à dire, et lui en donner le ton. Tout le monde sait le talent que mon père avait pour la déclamation, dont il donna le vrai goût aux comédiens capables de le prendre. Ceux qui s'imaginent que la déclamation qu'il avait introduite sur le théâtre était enflée et chantante, sont, je crois, dans l'erreur. Ils en jugent par la Duclos, élève de la Champmeslé, et ne font pas attention que la Champmeslé, quand elle eut perdu son maître, ne fut plus

la même, et que, venue sur l'âge, elle poussait de grands éclats de voix, qui donnèrent un faux goût aux comédiens. Lorsque Baron, après vingt ans de retraite, eut la faiblesse de remonter sur le théâtre, il ne jouait plus avec la même vivacité qu'autrefois, au rapport de ceux qui l'avaient vu dans sa jeunesse : c'était le vieux Baron ; cependant il répétait encore tous les mêmes tons que mon père lui avait appris. Comme il avait formé Baron, il avait formé la Champmeslé, mais avec beaucoup plus de peine. Il lui faisait d'abord comprendre les vers qu'elle avait à dire, montrait les gestes et lui dictait les tons, que même il notait. L'écolière, fidèle à ses leçons, quoique actrice par art, sur le théâtre paraissait inspirée par la nature, et, comme par cette raison elle jouait beaucoup mieux dans les pièces de son maître que dans les autres, on disait qu'elles étaient faites pour elles, et on en concluait l'amour de l'auteur pour l'actrice. » — Louis Racine tient beaucoup à établir la fausseté de ce mauvais bruit.

Voici, maintenant, des notes très intéressantes sur les projets de pièces que Racine avait en tête, au moment où il a abandonné le théâtre. Il avait conçu, ce que nous savons d'ailleurs par le *Bolæana*, l'idée de deux nouvelles tragédies : une *Alceste* et une *Iphigénie en Tauride*.

« Après Phèdre, il avait encore formé quelques projets de tragédies, dont il n'est resté dans ses papiers aucun vestige, si ce n'est le plan du premier acte d'une *Iphigénie en Tauride*. Quoique ce plan n'ait rien de curieux, je le joindrai à ses lettres, pour faire connaître de quelle manière, quand il entreprenait une tragédie, il disposait chaque acte en prose. Quand il avait ainsi lié toutes les scènes entre elles, il disait : « Ma tragédie est faite », comptant le reste pour rien. »

Le même mot est attribué quelquefois à Corneille. Il pourrait être de tous les écrivains du *xvii^e* siècle ; car chacun d'eux a été, en quelque sorte, féal du plan et de l'ordonnance régulière et parfaite. Ainsi Bossuet sermonnaire n'a souvent écrit que le tiers ou le quart de son discours ; mais il a toujours réglé la suite définitive des idées, et construit son plan avec la plus grande netteté.

« Il avait encore eu le dessein de traiter le sujet d'*Alceste*, et M. de Longepierre m'a assuré qu'il lui en avait entendu réciter quelques morceaux ; c'est tout ce que j'en sais. Quelques personnes prétendent qu'il voulait aussi traiter le sujet d'*Œdipe*, ce que je ne puis croire, puisqu'il a dit souvent qu'il avait osé jouter contre Euripide, mais qu'il ne serait jamais assez hardi pour jouter contre Sophocle. L'eût-il osé surtout dans la pièce qui est

le chef-d'œuvre de l'antiquité ? Il est vrai que le sujet d'*Œdipe*, où l'amour ne doit jamais trouver place sans avilir la grandeur du sujet, et même sans choquer la vraisemblance, convenait au dessein qu'il avait de ramener la tragédie des anciens, et de faire voir qu'elle pouvait être, parmi nous comme chez les Grecs, exempte d'amour. Il voulait purifier entièrement notre théâtre; mais, ayant fait réflexion qu'il avait un meilleur parti à prendre, il prit le parti d'y renoncer pour toujours, quoiqu'il fût encore dans toute sa force, n'ayant encore que trente-huit ans, et quoique Boileau le félicitât de ce qu'il était le seul capable de consoler Paris de la vieillesse de Corneille. »

Ce rapport de Louis Racine procède évidemment des conversations qu'il eut avec Boileau; il est d'une précision remarquable. Nous y trouvons un fait hypothétique, et deux faits certains, l'un, absolument incontestable pour nous-mêmes, puisque nous avons encore ce plan d'une *Iphigénie en Tauride*, l'autre garanti par l'affirmation de Louis Racine et le témoignage de Longepierre. Mais observons qu'il s'agit de morceaux d'une *Alceste*, non d'une *Alceste* tout entière. J'avoue que le sujet d'*Alceste* me semble absolument impossible sur une scène française: il contient un personnage de roi qu'Euripide, avec les libertés aristophanesques de la tragédie grecque, a pu introduire sans danger, mais que nous autres nous ne saurions supporter. Il est vrai que, si Racine n'avait pas fait sa *Phèdre*, je pourrais dire de même qu'il était impossible qu'il la fît. Le génie se tire toujours d'affaire; et me voilà forcé de reconnaître que ce projet d'une *Alceste* française n'est point, de la part d'un tel esprit, invraisemblable. Au reste, le personnage même d'*Alceste* est merveilleusement en rapport avec la conception racinienne de la femme, et je gagerais que ces morceaux entendus par Longepierre étaient empruntés à son rôle, particulièrement à l'admirable thrène qu'elle exhale lorsqu'elle descend chez les morts. Quant au projet d'un *Œdipe*, Louis Racine le révoque en doute, mais il s'appuie pour cela sur une idée générale qui pourrait souffrir quelque atténuation. Il est bien possible qu'à un certain moment son père ait secoué ses scrupules et, pour ainsi dire, ses superstitions, et se soit dit: pourquoi pas? Valincour, cité du reste ailleurs par Louis Racine, nous rapporte un fait très curieux. — Un jour d'automne, dans une de ces charmantes réunions où se rencontraient Racine, Boileau, Chapelle, Valincour lui-même et La Fontaine, on en vint à causer de Sophocle. A ce moment, Racine prit feu, et, nous dit Valincour, ouvrant *Œdipe Roi*, il se mit à nous en lire en le traduisant à mesure, et avec une ardeur, un enthousiasme, un

plaisir... ! « Je le vois encore récitant, déclamant, et nous tous *conservés* autour de lui. » L'expression est si forte, surtout chez un auteur du *xvii^e* siècle, d'ailleurs très réservé, qu'elle dit infiniment. De plus, elle nous invite à penser que Racine a bien pu songer, au sortir de ces causeries, à imiter l'*Œdipe Roi* de Sophocle, puisqu'il en était si pénétré. Il se peut, d'ailleurs, que cette anecdote soit la source de la légende d'après laquelle il aurait projeté de faire un *Œdipe Roi*. Nous ne faisons, ici, qu'agiter des idées littéraires intéressantes, sans aboutir à aucune conclusion bien établie.

Racine était directeur de l'Académie française, lorsque Thomas Corneille fut élu membre de cette compagnie, en remplacement de son frère. Il fut donc amené à faire l'éloge de son glorieux rival, et jamais, sans doute, il n'y eut séance mieux combinée par le hasard pour la plus grande satisfaction des lettrés. Cependant un léger conflit s'éleva entre le directeur de l'exercice en cours et celui de l'exercice précédent, Corneille étant mort juste dans l'intervalle. C'est ce que nous expliquent encore les *Mémoires* de Louis Racine :

« A la fin de cette même année, Corneille mourut, et mon père, qui, le lendemain de cette mort, entra dans les fonctions de directeur, prétendait que c'était à lui à faire faire, pour l'académicien qui venait de mourir, un service, suivant la coutume. Mais Corneille était mort pendant la nuit, et l'académicien qui était encore directeur la veille prétendit que, comme il n'était sorti de place que le lendemain matin, il était encore dans ses fonctions au moment de la mort de Corneille, et que, par conséquent, c'était à lui à faire faire le service. Cette dispute n'avait pour motif qu'une généreuse émulation : tous deux voulaient avoir l'honneur de rendre les devoirs funèbres à un mort si illustre. Cette contestation glorieuse pour les deux parties fut décidée par l'Académie en faveur de l'ancien directeur, ce qui donna lieu à ce mot fameux que Benserade dit à mon père : « Nul autre que vous ne pouvait prétendre à enterrer Corneille ; cependant vous n'avez pu y parvenir. »

« La place de Corneille à l'Académie fut remplie par Thomas Corneille, son frère, qui fut reçu avec M. Bergeret. Mon père, qui présidait à cette réception en qualité de directeur, répondit à leurs remerciements par un discours, qui fut très applaudi, et il le prononça avec tant de grâce qu'il répara entièrement le discours de sa réception (1). La matière de celui-ci lui avait plu davantage.

(1) Racine, malgré son grand talent de lecteur et de déclamateur, fut si troublé, le jour de sa réception, qu'il prononça son discours sur un ton très bas, et put à peine se faire entendre.

L'admiration sincère qu'il avait pour Corneille lui avait inspiré ». Bayle, en rapportant que Sophocle, lorsqu'il apprit la mort d'Euripide, parut sur le théâtre en habits de deuil, et ordonna à ses acteurs d'ôter leurs couronnes, ajoute : « Ce que fit alors Sophocle était une preuve très équivoque de son regret, parce que deux grands hommes qui aspirent à la même gloire, qui veulent s'exclure l'un l'autre du premier rang, s'entr'estiment intérieurement plus qu'ils ne voudraient, mais ne s'entr'aiment pas. L'un d'eux vient-il à mourir, le survivant courra lui jeter de l'eau bénite, et en fera l'éloge de bon cœur : il est délivré des épines de la concurrence. » — Par cette même raison, Corneille avait fait dire à Cornélie sur la douleur de César à la mort de Pompée :

O soupirs, ô regrets ! oh ! qu'il est doux de plaindre
Le sort d'un ennemi, quand il n'est plus à craindre !

Bayle est un journaliste doublé d'un homme d'esprit. « Tout faiseur de bons mots est féal du malin », a dit La Fontaine. Il est fort à croire que Racine n'en voulait plus à Corneille, car l'un et l'autre étaient retirés depuis longtemps du théâtre. Aussi approuvons-nous Louis Racine de protester comme il le fait contre ces insinuations :

« Quiconque eût pensé la même chose en cette occasion, eût été très injuste. Les deux rivaux, depuis longtemps, ne combattaient plus, et tous deux, retirés de la carrière, n'avaient plus rien à se disputer : c'était au public à décider. Il n'a point encore décidé, on s'est toujours contenté de les comparer entre eux. »

Puis vient l'anecdote des petits chiens d'*Andromaque*, qui est bien connue, mais qu'il n'est pas mauvais de revoir dans son origine ; voici comment Louis Racine la présente :

« Il (son père) comptait au nombre des choses chagrinentes les louanges des ignorants, et, lorsqu'il se mettait en bonne humeur, il rapportait le compliment d'un vieux magistrat, qui, n'ayant jamais été à la comédie, s'y laissa entraîner par une compagnie, à cause de l'assurance qu'elle lui donna qu'il verrait jouer l'*Andromaque* de Racine. Il fut très attentif au spectacle, qui finissait par les *Plaideurs*. En sortant, il trouva l'auteur et lui dit : « Je suis, Monsieur, très content de votre *Andromaque*, c'est une jolie pièce : je suis seulement étonné qu'elle finisse si gaiement. J'avais d'abord eu quelque envie de pleurer, mais la vue des petits chiens m'a fait rire. » Le bonhomme s'était imaginé que tout ce qu'il avait vu représenter sur le théâtre, était *Andromaque*. »

Il s'est trouvé, depuis, des plaisants pour tirer de cette anecdote un singulier parti. Ce bonhomme-là, disent-ils, a tout simple-

ment, et sans s'en douter, inventé le romantisme, car que font de plus les dramaturges romantiques ? Ils mêlent le tragique et le comique, au lieu de les employer successivement.

Apprenons, maintenant, de Louis Racine quelle était la manière de travailler de son père ; elle ressemblait à celle de beaucoup d'artistes qui composent sans cesse, aussi bien dans les bousculades de la rue que chez eux, et à propos desquels Alphonse Karr a pu dire : « Les jambes sont les roues du cerveau ».

« M. de Valincour rapporte encore que, quand mon père avait un ouvrage à composer, il allait se promener ; qu'alors, se livrant à son enthousiasme, il récitait ses vers à haute voix, et que, travaillant ainsi à la tragédie de *Mithridate* dans les Tuileries où il se croyait seul, il fut surpris de se voir entouré d'un grand nombre d'ouvriers, qui, occupés au jardin, avaient quitté leur ouvrage pour venir à lui. Il ne se crut pas un Orphée dont les chants attireraient ces ouvriers pour les entendre, puisqu'au contraire, au rapport de M. de Valincour, ils l'entouraient, craignant que ce ne fût un homme au désespoir, prêt à se jeter dans le bassin. M. de Valincour eût pu ajouter qu'au milieu même de cet enthousiasme, sitôt qu'il était abordé par quelqu'un, il revenait à lui, n'avait plus rien du poète et était tout entier à ce qu'on lui disait. »

De précieux renseignements nous sont encore fournis, dans les *Mémoires* de Louis Racine, relativement à *Esther* et à *Athalie*. C'est ainsi que l'on s'est évertué à découvrir dans *Esther* une foule d'allusions ; il est bon, pour remettre les choses au point, d'apprendre de ce témoin autorisé lesquelles de ces allusions étaient vraisemblables aux yeux des contemporains.

« Des applications particulières contribuèrent encore au succès de la tragédie d'*Esther* : ces « jeunes et tendres fleurs transplantées » étaient représentées par les demoiselles de Saint-Cyr. La Vasthi, comme dit M^{me} de Caylus, avait quelque ressemblance. Cette Esther, qui « a puisé ses jours » dans la race proscrite par Aman, avait aussi sa ressemblance ; quelques paroles échappées à un ministre avaient, dit-on, donné lieu à ces vers : « Il sait qu'il me doit tout, etc. » On prétendait aussi expliquer ces « ténèbres jetées sur les yeux les plus saints », dont il parle dans le prologue, en sorte que l'auteur avait suivi l'exemple des anciens, dont les tragédies ont souvent rapport aux événements de leur temps. »

Les contemporains voyaient évidemment dans la Vasthi M^{me} de Montespan, dans Esther M^{me} de Maintenon, dans Aman Louvois. Louis Racine procède lui-même ici par allusions, et l'on peut trouver que ses allusions d'allusions sont obscures. Pour les

« ténèbres jetées sur les yeux les plus saints », rappelons-nous que Racine était janséniste ; il déplorait peut-être certains excès de pensée des Jansénistes ; mais, malgré son rôle de poète officiel, il aura tenu à leur rendre hommage. C'est là tout ce que les *Mémoires* nous disent sur *Esther* ; par contre, ils nous font connaître dans ses détails l'histoire d'*Athalie* : car Athalie a eu une histoire, et très glorieuse. Elle est comme serait un homme de génie méconnu, dont la pensée dépasse de beaucoup celle de ses contemporains : cet homme est d'abord méprisé, puis, ce qui est pire, oublié, et comme enfoncé dans les ténèbres de l'indifférence. Tout à coup, il se relève par l'effet du hasard ou par la grâce de quelqu'un qui sait le réhabiliter et lui rendre l'estime et l'admiration des hommes.

« *Athalie* fut exécutée deux fois devant Louis XIV et devant M^{me} de Maintenon, dans une chambre sans théâtre, par les demoiselles de Saint-Cyr vêtues de ces habits modestes et uniformes qu'elles portent dans la maison. De pareilles représentations étaient bien différentes de celles d'*Esther*, qui se faisaient avec une grande dépense pour les habits, les décorations et la musique.

« M^{me} de Caylus fait peut-être une prédiction véritable, lorsqu'elle dit qu'*Athalie* sera toujours admirée ; mais elle ne le fut pas d'abord du public, et, lorsqu'elle parut imprimée en 1691, elle fut très peu recherchée. On avait entendu dire qu'elle était faite pour Saint-Cyr, et qu'un enfant y faisait un principal personnage : on se persuada que c'était une pièce qui n'était que pour des enfants, et les gens du monde furent peu empressés de la lire. Ceux qui la lurent parurent froids d'abord, et M. Arnauld, en la trouvant fort belle, la mettait au-dessous d'*Esther*. Un docteur de Sorbonne peut aisément se tromper en jugeant des tragédies ; mais la manière dont il avait parlé de *Phèdre*, faisait voir qu'en ces matières même il n'avait pas coutume de se tromper. Voici la lettre qu'il écrivit à ce sujet :

« J'ai reçu *Athalie*, et l'ai lue aussitôt deux ou trois fois avec une grande satisfaction. Si j'avais plus de loisir, je vous marquerais plus au long ce qui me la fait admirer. Le sujet y est traité avec un art merveilleux ; les caractères bien soutenus, les vers nobles et naturels. Ce qu'on y fait dire aux gens de bien inspire du respect pour la religion et pour la vertu, et ce qu'on fait dire aux méchants n'empêche point qu'on n'ait horreur de leur malice ; en quoi je trouve que beaucoup de poètes sont blâmables, mettant tout leur esprit à faire parler leurs personnages d'une manière qui peut rendre leur cause si bonne, qu'on est plus porté à approuver ou à excuser les plus méchantes actions qu'à en avoir

de la haine. Mais, comme il est bien difficile que deux enfants d'un même père soient également parfaits, qu'il n'ait pas plus d'inclination pour l'un que pour l'autre, je voudrais bien savoir laquelle de ces deux pièces il aime davantage. Pour moi, je vous dirai franchement que les charmes de la cadette n'ont pu m'empêcher de donner la préférence à l'aînée. J'en ai beaucoup de raisons, dont la principale est que j'y trouve beaucoup plus de choses très édifiantes et très capables d'inspirer de la piété. »

Cette lettre d'Arnauld est très curieuse, très digne d'intérêt ; car il faut faire le plus grand cas de l'opinion d'un homme qui a dit ce que l'on sait de la *Phèdre* française. Malheureusement, elle est d'une réserve vraiment regrettable ; elle me rappelle certain auteur malin qui me dit, un jour : « Je viens de porter ma pièce à un directeur. — Eh bien ! que vous a-t-il dit ? — La construction de la pièce est excellente, la psychologie est merveilleuse, le style est parfait, mais c'est tout ! » C'est à peu près le jugement d'Arnauld sur *Athalie*. Que manque-t-il donc à cette pièce ? *Esther*, dit-il, inspire davantage la piété. Comment cela ? Arnauld remarque, sans doute, que la jeune femme d'Assuérus met en Dieu toute sa confiance et toute sa force, qu'elle n'espère qu'en lui ; et voilà, en effet, qui est absolument janséniste. *Esther* sait très bien que la grâce de Dieu est nécessaire à l'homme, que l'homme ne peut rien sans elle ; elle est elle-même comme une chrétienne à qui la grâce n'a pas manqué. Pour Joad, c'est autre chose. Sans doute, Joad a une confiance invincible en Dieu ; il n'appelle à lui, comme chef de parti et comme général, que *des prêtres, des enfants* :

Voilà donc quels vengeurs s'arment pour ta querelle ;
Des prêtres, des enfants ! O sagesse éternelle !

Mais aussi, il faut le reconnaître, c'est un homme qui pratique résolument le « Aide-toi, le Ciel t'aidera ». Il est bien certain que l'on peut retrancher Dieu d'*Athalie*, et qu'alors il nous restera avec Joad un merveilleux chef de complots, un cardinal de Retz non brouillon, avec l'intelligence du grand cardinal, et sans les incartades de M. de Gondî, un homme admirablement froid et calculateur, qui sait tout prévoir, et qui, comme le Cromwell de Bossuet, n'abandonne rien à la fortune. A y bien réfléchir, la tragédie d'*Athalie* n'est peut-être religieuse qu'en façade, et j'imagine que c'est ce dont Arnauld s'est avisé ; mais il ne l'a pas dit, et l'on peut regretter qu'ayant exprimé un pareil jugement, il ne nous en ait pas expliqué les raisons. — Mais reprenons avec Louis Racine la suite de l'histoire d'*Athalie* :

« Un pareil jugement, quelque flatteur qu'il soit, ne satisfait

point un auteur toujours plus content, suivant la coutume, de son dernier ouvrage que des autres, surtout lorsqu'il en a de si justes raisons. Étonné de voir que sa pièce, loin de faire dans le public l'éclat qu'il s'en était promis, restait presque dans l'obscurité, il s'imagina qu'il avait manqué son sujet, et il l'avouait sincèrement à Boileau, qui lui soutenait, au contraire, qu'*Athalie* était son chef-d'œuvre. « Je m'y connais, lui disait-il, le public y reviendra. » Sur ces espérances l'auteur se rassurait : il a cependant été toujours convaincu que, s'il avait fait quelque chose de parfait, c'était *Phèdre*, et sa prédilection pour cette pièce était fondée sur des raisons très fortes. Car, quoique l'action d'*Athalie* soit bien plus grande, le caractère de Phèdre est, comme celui d'*OEdipe*, un de ces sujets rares, qui ne sont pas l'ouvrage des poètes, et qu'il faut que la fable ou l'histoire leur fournisse...

« On en reconnaît enfin le mérite ; mais la prédiction de Boileau n'eut son accomplissement que fort tard, et longtemps après la mort de l'auteur. Les vrais connaisseurs vantèrent le mérite de cette pièce. M. le duc d'Orléans, régent du royaume, voulut connaître quel effet elle produirait sur le théâtre, et, malgré la clause insérée dans le privilège, ordonna aux comédiens de l'exécuter. Le succès fut étonnant, et les premières représentations faites à la cour donnaient un nouveau prix à cette pièce, parce que, le roi étant à peu près de l'âge de Joas, on ne pouvait, sans s'attendrir sur lui, entendre quelques vers, comme ceux-ci :

Voilà donc votre roi, votre unique espérance.
J'ai pris soin, jusqu'ici, de vous le conserver...
Du fidèle David c'est le précieux reste...
Songez qu'en cet enfant tout Israël réside...

« Voilà quel fut le sort de cette fameuse tragédie, qui, du côté de l'intérêt, n'ayant rien produit à l'auteur ni à sa famille, a été si utile depuis aux libraires et aux comédiens, et du côté de la gloire, en a acquis une si éloignée du temps de l'auteur, qu'il n'a jamais pu la prévoir. Il était heureusement détaché depuis longtemps de l'amour de la gloire humaine : il en devait connaître mieux qu'un autre la vanité. *Bérénice*, dans sa naissance, fit plus de bruit qu'*Athalie*. »

Athalie fut donc réhabilitée, et, en quelque sorte, inventée par le Régent, en 1716, et mieux encore par Voltaire, qui la vit dans sa nouveauté, puisqu'en 1716 elle était encore comme toute nouvelle, en fut littéralement enthousiasmé. Dès lors, il répéta pendant quarante années qu'*Athalie* était le chef-d'œuvre, non seulement de Racine, mais de l'esprit humain, et son autorité fut assez forte pour l'imposer définitivement à l'admiration de tous. C. B.

Transformations des sociétés européennes au XIX^e siècle

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Maître de conférences à l'Université de Paris.

L'Angleterre de 1800 à 1832

BIBLIOGRAPHIE. — *Instruments bibliographiques*. — Seignobos, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*; Lavis et Rambaud, *Histoire générale*.

Documents. — 1^o *Publications parlementaires*, divisées en trois séries; 2^o journaux, qui commencent à devenir un moyen d'information régulier, surtout le *Times*; revues, *Edinburgh Review* (whig), *Quarterly Review* (tory); *Register* de Cobbett (radical); 3^o biographies des principaux personnages, composées le plus souvent avec leurs papiers personnels: Pitt, Canning, Russell; pour le mouvement ouvrier, Graham Wallas, Place.

Ouvrages. — Cette histoire a été très étudiée en Angleterre. Pour l'exposé d'ensemble, miss H. Martineau, *History of England*, 1816-1846, 2 vol., et Sp. Walpole, *History of England since 1815*, 8 vol. Sur des points particuliers: S. et B. Webb, *History of Trade — Unionism*, 1894 (a été traduit en français); W. Cunningham, *The growth of english industry and commerce in modern times*, 1894; de Franqueville, *Le Gouvernement et le Parlement britanniques*, 3 vol. 1887.

La *National biography* contient d'excellents articles sur les différents personnages.

Nous étudierons successivement: 1^o l'organisation politique et sociale de l'Angleterre vers 1800; 2^o la consolidation du régime pendant les guerres contre Napoléon; 3^o les agitations qui ont abouti à une première série de réformes en 1832.

I. Pour bien comprendre les agitations et les transformations de l'Angleterre, il faut se représenter avec précision le régime politique établi par la tradition et l'état social produit par les transformations profondes dans le régime économique, la production industrielle et le commerce.

1. *Le régime politique*. — Il consiste en un gouvernement cen-

tral, à Londres, commun à toute la Grande-Bretagne et à l'Irlande depuis 1800, en une administration locale aux mains d'une classe privilégiée et en une église d'Etat.

Le gouvernement central se compose de trois pouvoirs officiels : *Roi, Chambre des Lords, Chambre des Communes*, seuls étudiés par les théoriciens, —et d'un pouvoir de fait, non reconnu par la Constitution, c'est-à-dire par la tradition officielle, le *cabinet* ; ce cabinet, réunion des chefs de services, au nombre de 10 à 12 ordinairement, est le seul véritable pouvoir : il prend toutes les décisions politiques pratiques ; il nomme tous les agents ; il fait même le travail législatif, puisqu'il prépare le budget et les lois. La direction dépend donc de la façon dont se forme le cabinet. Le principe est que le Roi a le droit de choisir et de renvoyer les membres du cabinet, qui sont censés être ses conseillers : ce droit fait partie de sa *prérogative*. La question pratique dominante est donc celle-ci : comment le roi use-t-il de sa prérogative ? Georges III est très jaloux de son pouvoir ; les désastres de la guerre d'Amérique l'ont bien obligé à prendre un cabinet soutenu par la majorité, mais il n'a pas renoncé à l'espoir de revenir à l'ancien usage. D'ailleurs, depuis 1783, la majorité est formée de *tories*, de gens respectueux de la prérogative ; et le roi gouverne d'accord avec Pitt et avec la majorité. C'est cette situation qui se retrouvera en France entre 1840 et 1847, quand Louis-Philippe gouvernera d'accord avec la Chambre et avec Guizot. Ainsi, en Angleterre, on a un gouvernement parlementaire en apparence, personnel en fait.

Le gouvernement reste composé exactement comme il était au *xvi^e* siècle. La Chambre des Lords est encore très importante ; les ministres sont toujours pris parmi les Lords. La Chambre des Communes est composée de trois espèces de députés élus dans les vieilles formes par les vieux corps électoraux ; la grande majorité des membres représentent les bourgs, *boroughs* ; ces élections sont, le plus souvent, fictives. Malgré l'agitation commencée en 1769, aucune réforme n'a été faite au point de vue électoral. Et comme le nombre des hommes riches, en état d'acheter un siège, a augmenté, le prix des sièges s'est accru, mais la vénalité est devenue plus générale, et la Chambre moins représentative : elle n'est plus qu'une assemblée de grands propriétaires, propriétaires de bourgs, grands propriétaires des comtés, de leurs créatures et des parvenus auxquels les propriétaires ont vendu leurs bourgs. (Sur cette question des bourgs, voir Oldfield, *History of the boroughs*, 1808.)

Le corps électoral est formé de privilégiés ; sont électeurs, les habitants des *boroughs*, les propriétaires, les membres des cor-

porations. Par suite, il est très peu nombreux. De plus, presque tous sont tenanciers ou fournisseurs des grands propriétaires, et, par suite, à leur merci : s'ils ne votaient pas pour les candidats de ces derniers, ils seraient renvoyés et ruinés ; cette dépendance est d'autant plus complète que le vote est public. Les électeurs n'exercent donc pas de pouvoir réel ; presque partout, même dans les comtés, le résultat est acquis d'avance ; souvent même, il n'y a pas d'élection véritable : le nombre des places est celui des candidats. Sur 638 députés, on considère comme exceptionnel, en 1818, qu'il y ait eu 100 *élections contestées*, et, par là, il faut entendre des élections véritables au scrutin. D'ordinaire, on ne voit d'élections véritables que dans le Yorkshire, à Londres et dans ses faubourgs, et à Westminster, où, par suite de circonstances exceptionnelles, le chiffre des électeurs atteint 17.000. Avec un tel système, la Chambre des Communes n'est nullement représentative.

L'administration locale est exercée par des gens du pays, et non par des fonctionnaires, délégués du gouvernement central. C'est ce que les Anglais appellent *self-government* ; mais le mot ne doit pas être pris au sens démocratique ; les administrateurs ne sont pas élus par les habitants ; ce sont des notables de la région. Dans les villes, dans les bourgs, *incorporated*, c'est-à-dire reconnus par le gouvernement, l'administration est entre les mains de la *corporation*, composée de privilégiés, le plus souvent héréditaires. Dans les campagnes, y compris les nouveaux villages industriels, elle est remise aux *justices of peace*, nommés par le gouvernement et pris parmi les gentlemen, les clergymen, quelquefois parmi les grands industriels ; ces *justices of peace* ont la justice inférieure, de police, sont maîtres du sort des gens du peuple par leur droit de fixer les salaires. Dans les paroisses, la *vestry*, ou Conseil de fabrique, est devenue un pouvoir administratif, parce que l'assistance des pauvres est une charge obligatoire de la paroisse : la *vestry* doit établir la taxe des pauvres.

L'Eglise est dotée d'un pouvoir officiel. Les évêques et les clergymen anglicans sont investis d'un pouvoir sur les laïques : il existe encore une justice ecclésiastique, et la dîme est levée sur les terres des fidèles. Légalement, tous les Anglais doivent être membres de l'Eglise officielle. Les dissidents sont sujets à des pénalités et à des incapacités. En fait, ils en sont exemptés par des *acts* spéciaux de tolérance, *acts* renouvelés chaque année, mais précaires. Les catholiques ne jouissent pas de la tolérance légale ; ils sont exclus des fonctions et des corporations, par conséquent ne peuvent être électeurs. Les catholiques irlandais jouissent d'un régime spécial, antérieur à l'Union de 1800 : les tenan-

ciers d'une terre donnant 40 shellings de revenu annuel sont électeurs, mais non éligibles ; ce régime donne le droit de vote à la plupart des paysans.

L'Angleterre est donc gouvernée par les privilégiés, roi, lords, propriétaires de sièges à la Chambre des Communes, *gentry*, clergé anglican.

2. *Le régime social.* — Il faut le connaître pour comprendre la vie politique. Comme pour le régime politique, la pratique réelle est différente de l'apparence légale. Légalement, il n'y a pas de classes ; tous les Anglais sont égaux devant la loi. Seuls, les lords sont des privilégiés légaux. Tous les Anglais sont protégés par la loi ; tous sont libres ; il n'y a pas de service militaire obligatoire ; il n'y a pas de pouvoir seigneurial. En fait, les usages et quelques lois spéciales avaient fini par former, au-dessous de la nation légale, une classe inférieure exclue du droit commun.

La liberté est loin d'être toujours respectée. Quand le gouvernement a besoin d'hommes pour la flotte, il s'adresse à des enrôleurs qui doivent lui en procurer par tous les moyens, même par la force. Ils opèrent avec une bande ; dans les ports, ils arrêtent les matelots du commerce, ils vont même jusque dans l'intérieur enlever des hommes qu'ils amènent sur les navires de guerre, où on leur fait signer un engagement. C'est ce qu'on appelle la *presse*. Voltaire a déjà signalé cette contradiction entre la pratique et la théorie. On en trouvera des exemples dans les journaux et dans l'*Annual Register*. Pendant la guerre contre Napoléon, les enrôleurs devinrent de plus en plus audacieux ; mais, tant qu'ils n'exercent leur industrie que sur les gens des classes inférieures, personne ne dit rien ; on ne se plaint que quand ils ont enlevé un homme appartenant à la bourgeoisie.

Deux classes d'hommes se trouvent surtout soumises à un régime d'exception qui a été constitué peu à peu par une série de lois et de jugements : les indigents et les ouvriers, les *poors* et les *servants*.

Les indigents ont été créés par la série des *poor laws*, qui apparaissent dès le *xvii^e* siècle. En principe, ils doivent être nourris par la paroisse où ils sont domiciliés. De là, plusieurs conséquences : on a institué une taxe spéciale sur les propriétaires et les fermiers pour subvenir aux frais ; on a organisé un corps spécial de notables qui ont une autorité absolue sur les indigents, les *surveillants des pauvres* ; on a créé des maisons de refuge pour les indigents, elles sont devenues les *workhouse*, dépôts de mendicité, où les *poors* sont astreints à travailler. Les *poors* sont nourris, mais soumis à un régime d'exception : leurs enfants leur sont en-

levés pour être mis en apprentissage, ce qui signifie qu'ils sont vendus à des industriels qui les font travailler sans arrêt. On cite, à ce sujet, des faits effrayants : dans certains endroits, les industriels ne donnent qu'un lit à deux enfants, dont l'un dort pendant que l'autre travaille, et réciproquement. Comme la paroisse a intérêt à avoir le moins possible de *poors* sur son territoire, les surveillants prennent toutes sortes de mesures pour écarter ceux qui voudraient s'y établir; ils interdisent à tout travailleur sans ressources de séjourner chez eux; ils engagent les habitants à ne pas louer de travailleurs pour plus de six mois, ou bien les invitent à s'arranger pour trouver un prétexte à les congédier avant un an, de façon qu'ils n'acquiescent pas le droit de se domicilier définitivement dans la paroisse; ils poussent les habitants à détruire les cabanes, les masures, où les *poors* trouveraient à se loger. Mais deux faits contribuent, dans le cours des *xvii^e* et *xviii^e* siècles, à augmenter considérablement le nombre des *poors* : la transformation de la propriété rurale et la transformation de l'exploitation agricole. Tous les paysans propriétaires ont disparu, soit par la misère, soit par l'exode vers les villes, soit par l'émigration. Toute la terre est devenue propriété des gentlemen. Ceux-ci afferment leurs terres par grands lots à des *farmers*, grands entrepreneurs agricoles, qui font travailler des ouvriers. Mais ils leur donnent un salaire si dérisoire qu'ils ne peuvent vivre, et il faut augmenter ce salaire par des secours pris sur la taxe des pauvres. Les ouvriers agricoles deviennent ainsi des *poors*. Effrayés de cet état de choses, les *justices of peace* essayèrent, à diverses reprises et sur plusieurs points, d'y remédier en faisant élever les salaires; l'exemple fut donné dans le Hampshire. Le fait le plus typique est fourni par la réunion des juges du Berkshire, à Speenhamland, à l'auberge du *Pélican*, en 1795 : les juges déclarent qu'ils n'ont pas le pouvoir de relever les salaires, mais recommandent de les fixer à un taux qui variera suivant le prix du blé; à ce salaire, s'il est insuffisant pour faire vivre l'ouvrier et sa famille, sera ajoutée une somme, *allowance*, fournie sur les fonds de la taxe des pauvres. Il est donc admis que les travailleurs agricoles sont des indigents qui doivent être payés en partie par leurs employeurs, en partie par les contribuables. Jusqu'à la réforme de 1834, le nombre des *poors* et, par suite, la charge qui pèse sur les paroisses ne cessent d'augmenter. Ainsi s'est créée une première catégorie de gens en dehors du droit commun.

Une seconde catégorie est constituée par les ouvriers. — Jusqu'au *xviii^e* siècle, ils étaient organisés en corporations, ayant leurs règlements légaux qui fixaient le nombre des ouvriers et des

apprentis et le taux des salaires. Les corporations existaient dans les villes, surtout dans celles du Sud et de l'Est, dans les parties du pays le plus anciennement peuplées. Mais, dans le dernier tiers du XVIII^e siècle, une transformation profonde s'est opérée dans l'industrie : alors apparaissent les machines à tisser et à filer, les moteurs à eau et à vapeur ; en même temps, une concentration se fait, par suite des conditions nouvelles qui exigent de plus grands capitaux : les gros entrepreneurs s'opposent aux ouvriers, de plus en plus réduits à la condition de salariés. Ces ouvriers sont très différents des anciens artisans ; ils ne peuvent plus devenir patrons, ils doivent vivre de leur salaire ; leur condition est beaucoup plus précaire qu'autrefois, car ils ne sont plus aussi assurés de trouver du travail. Leur condition est d'autant plus précaire que les entrepreneurs, par suite de la difficulté de se renseigner, ne peuvent connaître les fluctuations du marché et sont réduits à embaucher un grand nombre d'ouvriers quand les produits s'écoulent bien, et à les congédier quand les débouchés diminuent. De là, une succession de crises industrielles, plus brusques et plus rapprochées qu'aujourd'hui, car les entrepreneurs ont peu de capitaux, connaissent mal le marché, d'ailleurs assez restreint. La transformation de l'industrie a amené un déplacement de la population ouvrière ; les grands patrons seraient gênés dans les villes par les règlements des corporations ; ils organisent leurs usines dans les campagnes ; pour les machines, il faut une force motrice, houille, eau : les usines sont installées dans la partie nord et ouest de l'Angleterre, dans des pays jusque-là à peu près déserts, mais qui offrent cette force motrice en abondance ; de plus, le patron y voit l'avantage de trouver une main-d'œuvre à meilleur marché. On assiste là à la création d'une Angleterre nouvelle, absolument différente de l'ancienne : celle-ci était agricole, aristocratique, anglicane ; l'Angleterre nouvelle est industrielle, démocratique, dissidente.

Dans les villes à règlements, les ouvriers essaient d'abord de se défendre ; ils réclament l'application des règlements sur les salaires et sur le nombre des apprentis ; ils adressent des pétitions au Parlement, ils entament des procès contre les patrons. Mais les industriels agissent sur les députés et les lords, obtiennent d'abord le *Combination act* de 1799, qui interdit l'entente entre ouvriers ; en 1800, un nouvel *act* interdit toute espèce d'entente. Dès lors, les ouvriers n'ont plus le droit de faire grève, ni même le droit de se concerter. Beaucoup sont poursuivis pour infraction à ces deux *acts*, surtout des fileurs et des tisseurs. Puis, en 1813, le Parlement abolit les règlements des métiers et, en 1814, les clauses re-

latives aux apprentis. Alors s'établit en pratique la doctrine de la *liberty of trade*, de la liberté d'industrie. Et ainsi se crée une classe d'ouvriers, livrés sans protection aux patrons et aux *justices of peace*.

Il y a donc, en Angleterre, deux classes hors du droit commun : les *poors*, les ouvriers ; ils n'ont aucun droit politique ; dans la pratique même, leur liberté privée est fort restreinte ; ils sont livrés à l'arbitraire des classes riches. Or, ils forment la majeure partie de la population. La société anglaise, composée en apparence de citoyens égaux, est divisée en deux classes : une minorité de privilégiés, qui ont tout le pouvoir, toute la richesse, qui seuls jouissent de la liberté, seuls sont protégés par les lois ; la grande majorité comprend des travailleurs manuels, qui ne possèdent rien, dont la liberté même n'est pas garantie, qui n'ont aucune action politique.

II. *L'Angleterre de 1800 à 1815*. — Les guerres contre la France consolident l'ancien régime. Pendant cette période, Georges III gouverne avec les tories, le Parlement ne fait qu'approuver les décisions du roi et du cabinet. L'activité du gouvernement est d'ailleurs absorbée par les entreprises contre Napoléon : bombardement de Copenhague, guerre d'Espagne, formation de coalitions. La vie politique est alors concentrée dans les rivalités entre les chefs de partis et les intrigues autour du roi.

Georges III prend ses ministres parmi ses partisans ; mais, à plusieurs reprises, il est en désaccord avec eux sur une question religieuse, sur la question des catholiques. Leur situation est changée depuis l'union avec l'Irlande : les catholiques d'Angleterre se trouvent dans une situation inférieure à celle des catholiques d'Irlande. Georges III ne veut rien faire en leur faveur ; il se déclare obligé de maintenir la religion protestante, et, à deux reprises, il renvoie ses ministres qui lui proposent des mesures favorables aux catholiques, d'abord Pitt en 1801, puis Grenville en 1807. En 1804, le danger extérieur l'oblige à faire appel à Pitt, qui meurt en 1805 ; alors, le roi forme un ministère de coalition, « le ministère de tous les talents », où entrent Fox, Grenville, Grey ; ce cabinet est renvoyé en 1807 pour avoir proposé au roi l'admission à tous les grades des militaires catholiques. Georges III s'adresse alors à des tories purs, à des hommes déterminés à ne faire aucune réforme, Perceval, Liverpool, lord Eldon ; en même temps, le roi fait appel aux sentiments anticatholiques et dissout la Chambre (1807). Les nouvelles élections renforcent la majorité tory, et, désormais, le Parlement n'est plus qu'un bureau d'enregistrement ; le roi et le cabinet gouvernent ; les mesures capitales

contre le blocus continental sont prises sous forme d'*orders in council*. L'Angleterre est alors soumise à un régime autoritaire ; les procès de presse se multiplient devant les *packed juries*, les jurys triés, qui condamnent toujours. Cobbett se voit infliger deux ans de prison pour un article dans lequel il disait qu'on n'aurait pas dû faire fouetter des soldats anglais en présence de soldats allemands ; un autre journaliste est condamné pour avoir prétendu qu'on exagérât en disant du prince de Galles qu'il est un Adonis.

Alors se manifeste le premier mouvement de protestation ; à la tête, quelques anciens radicaux, Horne Tooke, Cartwright, Place, ancien ouvrier devenu marchand tailleur, qui dirige les élections à Westminster ; ils attirent Cobbett, qui transforme son journal, James Mill, Romilly, les whigs écossais qui ont fondé l'*Edimburgh Review* ; ils entraînent même Bentham, tory dégoûté de l'aristocratie. Ces hommes, très peu nombreux, commencent par manifester en faveur de la liberté de la presse. En 1807, ils font élire Burdett à Westminster, Burdett qui présente à la Chambre un projet de réforme électorale, qui proteste contre le droit, que s'arrogent les Communes, de faire emprisonner ceux qui lui ont manqué de respect ; la Chambre décide que Burdett sera conduit à la Tour ; il faut l'assiéger dans sa maison et le suivre devant tous les degrés de juridiction où il porte son affaire. — Le groupe continue à se former lentement entre 1808 et 1812, et Cartwright reprend l'agitation pour la réforme parlementaire : en 1812, il fonde le *Hampden Club* ; en 1813, il commence une tournée de *prédications en plein air*. Alors apparaissent les expressions de *radical reforme* dans l'*Edimburgh Review* de 1809, et Cartwright se qualifie de *radical reformer* en 1811.

En même temps, une crise économique profonde frappe l'Angleterre : le blé est cher, les salaires sont bas, le travail manque. Les ouvriers font des émeutes sur plusieurs points, brisent les machines qui diminuent la main-d'œuvre : ce sont les *Luddite riots*, 1811-1812, ainsi appelées du nom d'un fou, Ludd. Le gouvernement réprime les émeutes par la force.

En 1815, quand la paix est rétablie, l'ancien régime est consolidé en Angleterre ; le mouvement réformiste a été complètement écrasé ; le régime politique est une monarchie constitutionnelle : le roi et ses ministres gouvernent avec le concours d'une assemblée de privilégiés, fort loin d'être représentative. La société se divise de fait en deux classes : des privilégiés qui seuls participent au pouvoir politique et possèdent la richesse, une masse de prolétaires agricoles et industriels qui vivent dans l'absolue dépendance des privilégiés.

III. Avec la paix commence une période d'agitation qui aboutit à une série de réformes partielles, de 1815 à 1832. — Cette période est assez bien connue (voir *Histoire politique de l'Europe contemporaine*). — Nous étudierons seulement les caractères généraux et les résultats.

1. La paix n'amène pas les résultats économiques attendus : les pays du continent se ferment à l'importation anglaise ; le nombre des sans-travail s'augmente de tous les matelots et soldats licenciés. En même temps, les récoltes sont mauvaises ; et les propriétaires, qui, pendant la guerre, ont pris l'habitude de vendre leur blé à haut prix, veulent continuer ; ils font voter les *corn-law*, 1815, qui interdisent l'entrée des blés étrangers en Angleterre tant que le prix du blé indigène n'atteindra pas 80 schellings le quartier.

2. Cette misère générale a des conséquences politiques : la masse des prolétaires s'unit à ceux que le régime politique ne satisfait pas, et il se forme brusquement un grand parti pour demander la réforme électorale : on croit que, si les ouvriers sont représentés aux Communes, il sera possible d'obtenir des réformes ; c'est le parti *radical*. — Les chefs, pour intimider le gouvernement, organisent l'agitation en grand : meetings monstres, discours publics, processions monstres où l'on porte des bannières avec des devises. En 1816, eut lieu une première manifestation à Spafield ; le gouvernement fait disperser les démocrates par la troupe, et prend des mesures d'exception : suspension de l'*habeas corpus*, droit accordé à tout juge de paix d'arrêter et de détenir sans jugement les auteurs et vendeurs d'écrits séditieux. L'agitation s'arrête, parce que la crise économique devient moins violente, parce que les récoltes sont bonnes ; mais la crise reprend, et, avec elle, l'agitation. Un grand meeting est tenu à Peterloo, près Manchester ; la police à cheval charge, il y a des morts : c'est le massacre de Peterloo. Le gouvernement fait voter au Parlement un ensemble de mesures d'exception, les *six acts*, surnommés les lois de baillon. Puis on dénonce un prétendu complot pour massacrer les ministres ; cinq conspirateurs sont pendus. Les whigs effrayés se séparent des radicaux. La réforme est compromise.

3. Un mouvement de réforme économique commence alors. La campagne est menée par deux groupes de personnes sur deux terrains différents. — Les ouvriers veulent faire abolir les lois contre la coalition ; pour triompher de l'opposition faite à la Chambre par les grands patrons, Place fait présenter le projet lié à d'autres propositions. On obtient une enquête ; puis l'abolition des lois, que les députés votent sans bien comprendre la

portée de leur vote. Patrons et armateurs essaient de faire rétablir ces lois. La réforme est sauvée par un compromis, en 1823 : les ouvriers pouvant s'associer, aussitôt se forment les *unions* entre ouvriers d'un même métier.

L'autre campagne économique est menée par les commerçants que gênent l'Acte de navigation et les droits prohibitifs qui empêchent de conclure des traités de commerce avec les autres pays d'Europe. Ils gagnent les ministres Huskisson et Robinson, qui font abolir l'Acte de navigation et présentent des budgets où les tarifs protecteurs sont réduits. C'est une réforme partielle qui prépare le libre-échange.

4. Un mouvement en faveur de l'émancipation des catholiques part de l'Irlande. Dès 1813, chaque année est présenté à la Chambre un bill de *soulagement des catholiques* ; jusqu'en 1821, il est rejeté ; en 1821, il est accepté par la Chambre, mais repoussé par les Lords. — La direction du mouvement est alors prise par O'Connell, qui emprunte leurs procédés aux radicaux, qui fonde l'*Association catholique* (1823). Pour fortifier le gouvernement contre le roi, O'Connell, quoique inéligible comme catholique, se présente contre un membre du ministère dans le comté de Clare, obtient une énorme majorité, grâce à l'appui des prêtres. — En même temps, les dissidents déclarent ne plus se contenter de la tolérance provisoire qui leur est accordée, et font abroger le *bill du Test*. Les catholiques sont toujours dans une situation d'exception, puisque l'obligation de signer une déclaration contre la transsubstantiation reste toujours imposée à ceux qui désirent obtenir des fonctions publiques. Mais le personnel tory s'est renouvelé : Peel se décide à proposer l'émancipation ; le roi refuse, Peel offre sa démission, et, comme le roi ne peut constituer un nouveau ministère, il est obligé de céder. La loi de 1829 abolit les mesures contre les catholiques.

5. Le mouvement le plus important se produit en faveur de la réforme électorale. — Il est dirigé par les whigs, par Russell, qui opèrent autrement que n'avaient fait les radicaux. Ils ne demandent qu'une réforme partielle, et, pour appuyer leur proposition, ils réunissent les exemples les plus frappants des vices du système actuel. Les principaux reproches adressés au régime sont les *bourgs pourris*, le petit nombre des électeurs, l'inégale répartition des sièges, les formes de l'élection. (Voir des exemples dans Seignobos, *Histoire politique*, pages 15 et sqq.) — Tous ces abus sont connus depuis longtemps ; mais la majorité tory est opposée à toute réforme. Après les élections de 1828, le mouvement s'accroît, parce que la majorité tory s'est divisée : la cause de la

scission a été une divergence de vues sur la politique extérieure et sur la question des catholiques. Puis les whigs des pays industriels s'organisent pour reprendre l'agitation : en 1830, se fonde à Birmingham l'*Union politique*. En même temps, les ouvriers s'intéressent de nouveau au mouvement de réforme ; leur force s'est accrue du fait qu'ils ont réussi à fédérer les *Trade-Unions* locales en grandes associations.

Le mouvement a été accéléré par deux accidents. A la mort de Georges IV (juin 1830) le Parlement, suivant la tradition, a été dissous et la minorité whig s'est trouvée accrue lors des élections. Puis la Révolution de 1830 en France encourage les réformistes. A la Chambre des Lords, Grey indique la nécessité d'une réforme (novembre 1830) ; Wellington déclare que le système électoral anglais lui semble excellent. Alors une coalition se forme entre les whigs et les torys dissidents ; elle a la majorité ; Wellington se retire et Guillaume IV forme un ministère de coalition sous un chef whig, Grey. Il présente un bill de réforme qui est accueilli par des rires ironiques ; la majorité tory se reforme pour le combattre, et, en seconde lecture, le projet n'a qu'une voix de majorité. Grey fait dissoudre la Chambre, et aux élections, pour la première fois depuis 1783, le parti whig a la majorité. La Chambre vote la réforme ; mais les Lords la repoussent (1832). Alors le ministère demande au roi de leur forcer la main en créant de nouveaux lords ; Guillaume refuse, le ministère se retire. Mais les tories refusent de prendre le gouvernement, et Guillaume fait appel à Grey, en lui promettant la nomination de nouveaux lords. Pour éviter cette fournée, les Lords cèdent et votent le projet.

Ce n'est qu'une réforme partielle ; aucun principe nouveau n'est établi ; elle comprend trois mesures : nouvelle distribution des sièges ; augmentation du corps électoral ; limitation de la durée du scrutin. On consacre donc l'inégalité de la répartition et le vote public. La réforme n'est ni radicale, ni rationnelle ; mais elle suffit pour changer le caractère du corps électoral et, par suite, de la Chambre et du gouvernement. — La réforme de 1832 marque la fin de l'ancien régime en Angleterre.

Cette période d'agitation de 1815 à 1832 a donc abouti à des transformations profondes, non pas dans les institutions, mais dans le personnel de la vie politique. Deux catégories de personnes sont entrées dans la vie publique, les catholiques irlandais, les populations des régions industrielles. En même temps, les ouvriers ont obtenu un moyen d'action économique, les *Trade-Unions*. C'est la coalition des industriels, des Irlandais et des ouvriers qui va briser la domination de l'aristocratie tory. M. T.

Le théâtre de Victor Hugo

Leçon de M. GUSTAVE ALLAIS,

Professeur à l'Université de Rennes.

« Amy Robsart » ; les causes de l'échec, les défauts d'exécution (1).

Amy Robsart échoua parce que c'était une mauvaise pièce ; cette explication pourrait nous suffire, et cela nous dispenserait de poursuivre notre étude. C'est ainsi qu'en jugeait récemment un de nos savants et spirituels contemporains, M. Augustin Filon ; pour lui, le drame d'*Amy Robsart* est une œuvre « informe et mal venue », que les exécuteurs testamentaires ont eu grand tort de « déterrer » et que l'on ferait mieux de « couvrir d'un respectueux silence » (2). Ce jugement sévère m'a donné à réfléchir, et je me suis demandé s'il était vraiment irrespectueux de rompre le silence au sujet d'*Amy Robsart*, ou si, au contraire, c'était le fait d'une « piété mal entendue » envers le grand maître. En somme, *Amy Robsart* appartient à l'histoire littéraire comme imitation d'un roman de Walter Scott et comme premier essai dramatique d'un homme de génie. C'est, d'ailleurs, avec certains ménagements que l'on doit traiter un ouvrage de jeunesse. Il serait ridicule de l'exalter ; et « l'éreinter », comme on dit, serait chose trop facile. Il y a une mesure à observer ; et, dans cette mesure, il peut être intéressant de parler du drame d'*Amy Robsart* et de le rapprocher du roman de *Kenilworth*.

Aussi bien, dans la « Note » préliminaire sur *Amy Robsart*, M. Paul Meurice a-t-il cherché à atténuer l'échec de la pièce et à l'expliquer d'une façon moins sommaire que M. Augustin Filon.

Le drame, nous dit-on, contenait de réelles beautés. C'est déjà ce qu'avait reconnu Alex. Soumet, quand il en parlait à Paul Foucher « comme d'une œuvre singulière et curieuse, qui valait la peine d'être lue ». Il ajoutait : « Ça m'a un peu effarouché dans le temps, et, maintenant encore, il y a bien des témérités où je ne me hasarderais pas, moi ; mais, puisque les drames anglais ont

(1) Voir *Revue des Cours et Conférences*, 20 nov. 1902 et 15 janvier 1903.

(2) *Journal des Débats*, n° du 24 déc. 1902.

réussi, je ne vois pas pourquoi ça ne réussirait pas. Si j'étais de Victor Hugo, je ne perdrais pas une pièce où il y a des scènes très belles. Le cinquième acte, qui est presque tout de son invention, est d'une grande originalité » (1).

Dans tous les passages comme celui-ci, où le biographe de Victor Hugo rapporte des propos tenus par telle ou telle personne, on ne peut jamais être sûr d'avoir le texte même des paroles prononcées ; aussi ne faut-il pas en serrer la lettre de trop près, mais s'en tenir aux idées essentielles. Il est bien évident que Soumet, si sévère en 1822 pour Shakespeare et pour le mélange du tragique et du comique (2), était devenu, sous l'influence des idées contemporaines, moins intransigeant, moins timoré aussi. « Les drames anglais ont réussi » : formule significative, qui rappelle un événement littéraire important (3) et marque bien qu'une modification notable s'était produite dans le goût parisien de 1822 à 1827. Le goût de Soumet suivait le goût du public, mais cependant avec des réserves. Il trouvait « des scènes très belles » dans *Amy Robsart* ; mais il y constatait « bien des témérités » auxquelles il ne se fût pas lui-même « hasardé ». Aussi ai-je des doutes sur l'authenticité de l'appréciation finale, concernant le V^e acte du drame.

On ne peut dire, en effet, que « presque tout », dans ce V^e acte, soit « de l'invention » de Victor Hugo. Si le truc qui doit amener la mort d'Amy n'est pas tout à fait le même que dans Walter Scott, il n'en reste pas moins que l'idée première de cette mort appartient au romancier écossais ; et la mort d'Amy est en somme l'élément essentiel du V^e acte. Quant à la scène extrême du dénouement, telle que Soumet la connaissait *d'après le manuscrit de 1822*, c'est-à-dire l'incendie du château de Kenilworth, la confrontation suprême de Varney et d'Alasco et leur double disparition dans l'abîme, je doute fort qu'il l'eût estimée « d'une grande originalité ». Rien n'était plus commun, plus banal, plus conforme aux procédés du mélodrame vulgaire. Alexandre Soumet avait un goût trop éclairé pour admirer un pareil dénouement.

Il est à remarquer, d'ailleurs, que, dans la « Note » préliminaire sur *Amy Robsart*, M. Paul Meurice a supprimé le jugement attribué à Soumet sur ce V^e acte. Ce que nous venons de dire justifie

(1) *Victor Hugo raconté*, tome II, chap. L.

(2) Voir *Revue des Cours*, 15 janvier 1903, page 462.

(3) Il s'agit des représentations des drames de Shakespeare à l'Odéon en septembre 1827.

amplement cette suppression. Bien meilleur assurément est le dénouement de 1828-1902. (1)

Une pièce « singulière et curieuse », contenant « des scènes très belles », et « valant la peine d'être lue », sinon d'être jouée, tel était en définitive le jugement d'Alex. Soumet, en 1827, sur *Amy Robsart*. Quelles sont ces belles scènes, ces parties intéressantes qui devaient frapper le spectateur et mériter ses marques d'approbation ? M. Paul Meurice les énumère d'après les indications « d'un témoin oculaire, le comédien distingué qui jouait *Leicester* », c'est-à-dire Joseph Lockroy (2). « La scène du second acte entre Elisabeth et Varney et le revirement qui suit, l'apostrophe de la reine à l'épée, l'admirable péripétie qui termine le IV^e acte, le rôle touchant d'Amy, le rôle si curieusement fouillé d'Elisabeth, faible comme femme, toute-puissante comme reine, — tout ce qui est le drame, enfin, avait plus d'une fois saisi, malgré lui, le public et laissé place aux applaudissements de la jeunesse (3). »

Aux scènes citées par M. Paul Meurice il convient d'ajouter la fin du V^e acte, qui, « terminé par un coup de théâtre d'un bel effet » (le dénouement de 1828), « avait un peu désarmé la rigueur du parterre » (4). Je voudrais pouvoir y ajouter aussi la remarquable scène du III^e acte entre Amy et Varney. Cette scène est la seule de la pièce qui soit *entièrement* de l'invention de Victor Hugo ; j'y reviendrai, mais je la signale dès maintenant ; elle est bien conduite, elle est très forte ; et, à la lecture, elle paraît très dramatique. Je m'étonne de n'avoir vu cette scène mentionnée nulle part.

Ainsi donc, certaines parties d'*Amy Robsart* furent bel et bien applaudies. Le fait est confirmé par une lettre de Paul Foucher à son ami Victor Pavie, lettre inédite que vient de publier tout dernièrement M. André Pavie (5) : « Ne croyez pas que l'ouvrage ait

(1) On sait que l'élément essentiel du dénouement dans l'édition *Ne varietur*, (1902) est le retour de Leicester, qui vient châtier les coupables. (V. *Revue des Cours*, 20 nov. 1902). Un renseignement obtenu tout récemment dans une lettre particulière me permet d'affirmer que, dans la pièce jouée en 1828, Leicester revenait en scène au dénouement.

(2) C'était le père de M. Edouard Lockroy, l'ancien ministre contemporain.

(3) *Note sur Amy Robsart*, page 5. — « L'apostrophe de la reine à l'épée » fut introduite par l'auteur dans le texte de 1828. Voir *Revue des Cours*, 20 novembre 1902, page 66.

(4) *Figaro* du 14 février 1828, cité par M. Edmond Biré, *Victor Hugo avant 1830*, page 453.

(5) *Revue hebdomadaire*, no du 14 mars 1903, page 167. Dans ce très intéressant article, M. André Pavie traite, en se servant de lettres inédites, une question fort obscure, celle de la collaboration de Victor Hugo et de Paul Foucher à la pièce de 1828. Je reviendrai très prochainement sur cette question.

été si maltraité que l'ont dit quelques journaux. L'ouvrage a non seulement été jusqu'à la fin, mais le quatrième acte... a été très applaudi, et le cinquième a bien commencé. Trois journaux ont dit que la pièce avait réussi avec opposition, et personne ne doutait du succès si on voulait affaiblir et écourter un peu la pièce à la seconde représentation. » Parmi le déchaînement général de la presse contre le malheureux drame, il y eut, en effet, quelques jugements moins sévères ; nous citerons celui du *Globe*, journal favorable, comme on sait, à la nouvelle école. Le *Globe* trouve l'exposition d'*Amy Robsart* « fort ingénieuse » ; « beaucoup de scènes, dit-il, se présentaient d'une manière charmante » ; il signale « un rôle entier, plein de hardiesse et de gaité, celui de Flibbertigibbet. » — « *Amy Robsart*, conclut-il, est une pièce mal faite et péniblement écrite ; mais elle suppose dans son auteur de l'esprit, de la hardiesse, etc. » (1).

« Péniblement écrite », ces mots nous ramènent à la « Note » préliminaire d'*Amy Robsart* et à l'explication que l'on y donne de l'échec de ce drame. D'après M. Paul Meurice, et toujours « au dire » du comédien Lockroy, si l'ouvrage rencontra une « forte résistance », cela ne tenait pas à « la pièce elle-même », ici, M. Paul Meurice nous révèle, probablement d'après les souvenirs de Lockroy, la cause profonde de l'échec d'*Amy Robsart* ; cette cause, ce serait l'étroitesse du goût du public en fait de style, et même de vocabulaire, c'est-à-dire ce que Stendhal, en 1823 ou 1824, appelait crûment le « bégueulisme » des spectateurs. Je cite le texte même de la « Note » sur *Amy Robsart* (2) :

« Ce qui avait égayé et choqué au plus haut degré les spectateurs d'alors, c'étaient les mots. Il faut se rappeler qu'*Amy Robsart* a été jouée un an juste avant *Henri III*, vingt mois avant la représentation d'*Othello* (3), où le seul mot « mouchoir » fit sombrer Shakespeare. Les mots « potion », « baraque », « cuisine », « vieux spectre », « apothicaire du diable », et bien d'autres, soulevèrent des tempêtes de rires et de huées. »

Il faut croire que le « bégueulisme » du public de 1828 n'avait pas complètement désarmé, même après les représentations de Shakespeare, où combien de choses sont.... plus que choquantes. Je pense bien, d'ailleurs, qu'on avait dû pratiquer de larges coupures dans *Othello*, dans *Roméo et Juliette*, etc. Ce qui est certain, c'est qu'au mois d'octobre 1829, lorsqu'on joua *Le More de Venise* d'Alfred de Vigny, le malheureux mot « mouchoir » provoqua des

(1) Cité par M. André Pavie, article ci-dessus indiqué.

(2) Page 5 (petite édition, 1902).

(3) *Othello* ou *Le More de Venise*, d'Alfred de Vigny.

protestations orageuses ; et l'on sait avec quelle spirituelle ironie Vigny traite cette grave question dans sa préface (1). Tout cela nous paraît fort ridicule aujourd'hui, et nous ne pouvons guère nous figurer l'étroitesse et l'intolérance de ceux qui représentaient alors le « bon goût », le goût classique ; mais c'est de l'histoire réelle et vécue. Par suite, je suis tout disposé à croire que les hardiesses du vocabulaire parfois très familier et assez réaliste de Victor Hugo aient « égayé et choqué » les auditeurs d'Amy Robsart. Cette critique concernant le vocabulaire est d'ailleurs une de celles que la presse formula contre la pièce ; le *Journal des Débats* jugeait le sujet « déparé par une foule de locutions triviales (2). »

Notons cependant que les quatre ou cinq locutions signalées par M. Paul Meurice appartiennent toutes à un seul et même passage, la fin de la scène II du troisième acte, entre Varney et Alasco. Varney a besoin de recourir aux drogues d'Alasco ; il lui demande un breuvage soporifique, savamment composé, pour endormir Amy Robsart sans l'empoisonner. Varney méprise un peu son complice et n'est pas dupe de sa prétendue science d'alchimiste et d'astrologue ; avant de le quitter, il lui adresse quelques plaisanteries d'un goût peu relevé, mais parfaitement en situation, étant donné que les deux hommes sont d'une nature assez grossière et ne se gênent pas ensemble. Si les spectateurs de 1828 n'ont rien compris au comique de cette scène, c'est vraiment tant pis pour eux. Quoi qu'il en soit, les locutions incriminées sont toutes réunies dans l'espace de vingt lignes ; et l'on ne peut guère soutenir, il me semble, qu'elles aient influé sur l'effet de toute la pièce. D'autre part, M. Edmond Biré relève plusieurs phrases, métaphores ou alliances de termes, qui sont, en effet, d'une rhétorique osée et bizarre ; mais, enfin, ce sont là des taches perdues dans l'ensemble, et prétendre que ces misères de détail aient entraîné la chute du drame me paraît peu acceptable.

Je sais qu'on pourra m'objecter alors le jugement du *Globe*, dont l'article, si bienveillant dans l'ensemble pour la pièce, était fort sévère pour le style, pour cet « essai d'une nouvelle langue théâtrale », pour cette « étrangeté de diction » où l'on n'a vu « *qu'un arrogant défi porté à toutes les habitudes du public* ». (Quel public ultra-classique !) « D'ailleurs, la plupart de ces bizarreries de style n'étaient motivées ni par les situations, ni par les caractères. » (Excepté pourtant pour la scène entre Varney et Alasco, dont je

(1) Lettre à lord *** (1^{er} novembre 1829).

(2) Cité par M. Edmond Biré, *Victor Hugo avant 1830*, page 451.

parlais tout à l'heure.) « Dès lors, la recherche gratuite de ces formes, exclusivement fantastiques et triviales, n'a semblé qu'un caprice de mauvais goût, et non pas une nécessité du drame. Ces métaphores tirées de trop loin, ces locutions prétentieusement bouffonnes, plaquées au hasard, et classées indistinctement dans chaque rôle » (cette affirmation générale semble bien hasardée), « ont étonné d'abord, bientôt fatigué, et enfin soulevé contre elles la presque totalité de l'auditoire (1) ». — A cela, que répondre ? Comment discuter avec des gens d'un autre temps, qui ont d'autres idées, d'autres goûts, une autre conception de l'art ? Cette appréciation du *Globe* est vraiment bien exagérée ; nous sommes moins puristes aujourd'hui ; mais aussi nous avons le goût plus large.

Quoi qu'il en soit de cette question, il me semble difficile d'admettre qu'Amy Robsart ait échoué rien que pour des taches de style. De telles déféctuosités peuvent se corriger ; et j'ose croire que, si la pièce eût été une œuvre forte, le public l'aurait sentie malgré les métaphores bizarres et les termes risqués. Il faut plus que des défauts d'élocution pour faire tomber une pièce sans retour.

En réalité, le drame présentait d'autres défauts, bien autrement graves, dont les journaux d'alors ont signalé quelques-uns :

1° Sujet trop connu, « déjà traité sur trois théâtres différents » (à la Porte-Saint-Martin, à l'Opéra-Comique, au Théâtre-Français) (2).

2° Absence d'originalité ; « quel mérite d'originalité y a-t-il à prendre un roman, à le couper en actes et en scènes ?... »

3° Imitation maladroite, puisque « tant d'aventures pleines d'intérêt et de charme » (dans le roman original) reparaissent « privées de leur coloris, de leur charme » ? Aussi pas d'impressions vives, d'émotions profondes ; « un ennui de quatre heures » (3).

4° Abus du mélodrame : la dernière heure « employée à contempler des tableaux que commence à dédaigner le monde du mélodrame » (4).

Cette dernière critique vise le second dénouement, remanié et refait pour la scène ; qu'aurait-on dit du dénouement primitif, encore plus extraordinaire que celui de 1828 ? Mais, en somme, tout le cinquième acte est plus compliqué et plus noir que dans Waller Scott.

(1) Cité par M. André Pavie, article déjà indiqué, page 168.

(2) C'est l'*Emilia* de Soumet, qui fut jouée aux Français (1^{er} septembre 1827).

(3) Cette appréciation est trop sévère, puisque certaines parties méritèrent ces applaudissements.

(4) Pour toutes ces citations des journaux du temps, voir Edmond Biré, *Victor Hugo avant 1830*, pages 451-453.

Rappelons, en effet, l'artifice qu'avait imaginé W. Scott. Foster, l'homme chargé par Varney de garder et surveiller Amy Robsart, habite une maison retirée du bourg de Cumnor ; sa chambre est située dans une aile de cette maison, qu'une sorte de passerelle mobile relie au corps de bâtiment principal ; en faisant jouer un mécanisme ingénieux, on peut à volonté lever ou abaisser cette passerelle, au-dessous de laquelle est un gouffre. Varney enlève les supports qui soutiennent la passerelle ; et, quand Amy veut y passer, elle tombe dans l'abîme. Tout cela, Victor Hugo l'a emprunté directement à Walter Scott, en n'y changeant que peu de chose. Mais ce qui appartient bien en propre à notre poète, c'est l'ensemble des trucs qui doivent faire du château de Kenilworth un château fantastique : c'est « la tour ronde » ou « tour des oubliettes » ; c'est la chambre où est enfermée Amy Robsart, avec sa « fenêtre grillée », sa « porte de fer », sa « porte masquée » qui « roule silencieusement sur ses gonds » (p. 123) ; c'est encore « l'escalier secret » (p. 125), les murailles creuses, « le passage secret ménagé dans l'épaisseur du mur » (p. 103), les corridors et planchers « qui sonnent terriblement creux » (p. 103 et 131) ; c'est enfin la fameuse « trappe des oubliettes » (p. 140). Toutes ces terribles inventions rappellent le château d'Udolphe où Anne Radcliffe avait placé la scène de son plus célèbre roman (1) ; et nous les retrouverons presque toutes transportées et adaptées au palais d'Angelo, le tyran de Padoue. Elles sont conformes aux recettes du bon gros « mélo » traditionnel ; et s'il est vrai qu'en 1828 « le monde du mélodrame » commençait à « dédaigner » de pareils tableaux, il est bien manifeste que Victor Hugo ne partageait pas assez ce dédain ; il suffit de rappeler le dénouement de *Marion Delorme*, les IV^e et V^e actes de *Le Roi s'amuse*, l'acte du festin dans *Lucrèce Borgia*, et enfin les extraordinaires inventions de *Marie Tudor* et d'*Angelo*. Il y a du mélodrame, et beaucoup, dans presque tous les drames de Victor Hugo.

A ce même ordre de procédés appartient aussi, dans le drame d'*Amy Robsart*, l'abus des sciences occultes, alchimie, astrologie, sorcellerie. Au I^{er} acte particulièrement, où l'auteur a développé le rôle d'Alasco, le vieil alchimiste parle trop longuement de son laboratoire, de ses alambics, de ses philtres et de ses drogues. Mais il y a plus : Alasco croit (cela semble bien étrange) aux puissances infernales et aux revenants ; cette crédulité est tellement invraisemblable qu'elle nous paraît d'abord peu sincère ; mais, après tout (c'est chose connue), il n'y a tel que les hommes

(1) *The Mysteries of Udolpho*, 1794.

sans conscience, sans moralité, pour être souvent le jouet de grossières superstitions. Il paraît que Kenilworth est un château hanté : ce qui est encore un trait commun avec le château d'Udolphe. Et il faut entendre de quel ton tragique et tremblant Alasco déclare qu'il n'aime pas « cette tourelle abandonnée », où il est obligé de « rester ainsi seul la nuit, avec les chouettes et les orfraies ». De quoi donc a-t-il peur ? « Il n'y a pas que ce monde, il y a l'autre ! et, cette nuit même, j'ai vu.... Ne ris pas, Varney, et parle plus bas. Oui, cette nuit, à minuit, *j'ai vu un spectre.* » (Acte I, sc. v, p. 23.) Il explique alors à Varney qu'un jour son laboratoire de Pelham a sauté et que, dans l'explosion, son élève Flibbertigibbet a trouvé la mort. « *C'est lui, c'est son fantôme qui m'est apparu*, cette nuit, sous l'ogive de la tourelle ! — Est-il possible ! et que t'a-t-il dit ? — Des choses terribles, des choses que l'enfer, la mort et lui pouvaient seuls savoir.... J'étais, moi, à demi évanoui de terreur.... Varney, *les puissances infernales se mêlent de nos affaires.* Prenons garde à nous ! » (Ibid., p. 25.) Et quand, à la scène suivante, Flibbertigibbet, caché, mais bien vivant, interpelle Alasco, celui-ci, reconnaissant la voix du jeune homme, croit à l'apparition d'un fantôme et cache son visage dans ses mains. Il s'écrie : « Eh quoi ! en plein jour maintenant ! Grâce ! grâce ! » Alasco est d'autant plus ridicule que, dans ces incidents, il est dupe d'une mystification organisée par Varney et Flibbertigibbet.

Il est à remarquer d'ailleurs que, dans ces premiers essais dramatiques, Victor Hugo a usé et abusé de l'intervention des sciences occultes. On connaît dans *Cromwell* la longue et curieuse scène (Acte III, sc. xvii) entre le Protecteur et le juif Manassé, à la fois « espion, usurier et astrologue ». Cromwell, puritain fanatique et « rompu aux arguties théologiques », était aussi un visionnaire « croyant aux astrologues » (1). Il interroge Manassé, lui raconte une vision de son enfance lui commande de lui faire connaître l'avenir ; et Manassé consulte les astres, il examine la main du Protecteur, il chante à mi-voix une sorte d'incantation magique. Grand est le contraste entre les deux personnages : d'une part, le despote superstitieux et violent qui croit aux sciences occultes et prétend au besoin déchirer d'un coup de poignard « le rideau du destin » ; d'autre part, le juif souple et timoré, qui sait bien que sa prétendue science n'est que du charlatanisme, et profite d'un incident quel conque pour refuser de répondre au terrible Protecteur. Dans cette scène assez étrange,

(1) V. Hugo, Préface de *Cromwell*.

on sent des réminiscences directes des ~~sorciers~~ de *Macbeth*.

La même préoccupation de l'avenir se retrouve chez un autre despote ambitieux, que Victor Hugo met en scène, Charles-Quint. Au IV^e acte d'*Hernani*, dans une tirade qui précède le fameux monologue, Charles suppute les chances qu'il a d'être élu à l'empire (scène 1) ; il a consulté Cornélius Agrippa, qui « en sait bien long » ; Agrippa lui a promis l'empire. Mais il paraît que l'abbé Jean Trithème l'a prédit aussi à François I ; et Charles traite avec ironie l'étrange faiblesse de ces grands ambitieux (dont il est lui-même), qui visent à l'empire du monde et qui, ayant en main des forces formidables, n'auraient qu'à « marcher au but sur les peuples broyés » ; mais « indécis », « peu sûrs d'eux-mêmes », « ils hésitent », et, « dans le doute »,

Au nécromant du coin vont demander leur route.

Ici, le rôle de l'astrologue a été laissé dans une discrète pénombre ; la tirade même où il en est question fut coupée lors de la première série de représentations (en 1830). Mais *Amy Robsart* et *Cromwell* nous prouvent que Victor Hugo était curieux de ces sortes de choses. Seulement, le mystérieux et l'occulte n'apportent guère d'autre élément d'intérêt que celui qui ressort des moyens de mélodrame ; et il est certain que, dans *Amy Robsart*, V. Hugo avait attribué trop d'importance aux procédés de cet ordre.

Après ces critiques concernant les procédés d'exécution, nous avons à signaler les principaux défauts de composition que l'auteur inexpérimenté d'*Amy Robsart* n'a pas su éviter. La comparaison de la pièce française avec le roman de Walter Scott nous les fera mieux comprendre.

GUSTAVE ALLAIS.

L'organisation des armées espagnoles.

Cours de M. G. DESDEVISES DU DEZERT,

Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand.

Le soir de Baylen, Castaños tenait à nos officiers ce sage et modeste langage : « La Cuesta, Blake et moi n'étions pas d'avis de l'insurrection. Nous avons cédé à un mouvement national. Mais ce mouvement est si unanime qu'il acquiert des chances de succès. Que Napoléon n'insiste pas sur une conquête impossible; qu'il ne nous oblige pas à nous jeter dans les bras des Anglais, qui nous sont odieux, et dont nous avons, jusqu'ici, repoussé les secours; qu'il nous rende notre roi, en exigeant des conditions qui le satisfont, et les deux nations seront à jamais réconciliées. » (Thiers, IX, p. 181.)

Si Napoléon eut connaissance de ces paroles, elles durent le faire sourire. Rappeler Ferdinand VII, après les terribles scènes de Bayonne, après l'internement à Valençay ! Mais, dès le lendemain de son arrivée à Madrid, il eût négocié avec les Anglais; et que seraient devenues « les conditions de nature à satisfaire l'Empereur », dont parlait Castaños ? On en eût tenu tout juste le même compte que des conventions de Baylen ; et nous aurions eu 100.000 Anglais et 2 ou 300.000 Espagnols sur les Pyrénées, au lieu de faire la guerre sur le Tage et sur le Guadalquivir !

Cependant, ce plan qui l'eût fait sourire en 1808, Napoléon lui-même devait essayer de le réaliser en 1810. Au moment de son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise, il eut, un moment, l'idée de marier Ferdinand VII à une sœur de sa femme et de le rétablir sur le trône d'Espagne.

S'il eût été jusqu'au bout de son dessein, ce pouvait être la paix et le salut, car c'était jeter l'Espagne dans la révolution et dans la guerre civile, toute prête à éclater dès ce moment. — Convoquer les Cortès générales d'Espagne. Les laisser délibérer librement, en pays insurgé, à Séville, par exemple. Leur accorder le retour de Ferdinand VII, qu'elles eussent réclamé avec frénésie. N'exiger qu'une chose : que l'Espagne eût une

constitution. Terminer cet épouvantable malentendu d'un conquérant et de toute une nation, en laissant celle-ci maîtresse de ses destinées, en lui rendant son roi, en lui donnant sa liberté ! — Quel rêve ! quelle gloire ! Et, au fond, quelle habileté suprême ! L'Espagne en avait pour cinquante ans à se battre avec son roi bien-aimé ; elle était déjà pleine de *moderados* et d'*exaltados*, de *serviles* et de libéraux, d'anarchistes et d'apostoliques : « C'était, comme le dira plus tard Ferdinand VII, une bouteille de bière, dont Napoléon pouvait faire sauter le bouchon.

Comme il ne sut pas le voir, comme rien de ce qui se passait n'avait pu l'instruire, comme il tenait l'Espagne, même après Baylen, après Valence, après Saragosse et Girone, pour incapable de lui résister, il ne restait d'autre perspective à la France et à l'Espagne que de s'entre-dévorer.

Le premier devoir des autorités insurrectionnelles était donc de se préparer à reprendre la lutte ; car, dès l'instant que l'Empereur se refusait à céder, il devenait évident pour tous que la lutte allait prendre un caractère d'intensité tout nouveau ; ce n'était plus à un Dupont, ou à un Verdier que l'Espagne allait avoir affaire, mais à l'Empereur en personne, qui allait jeter dans la balance sa formidable épée.

Joseph avait quitté Madrid le 30 juillet. Napoléon le rejoignit à Vitoria le 5 novembre ; l'Espagne eut donc trois mois pour lever et organiser ses armées. Sut-elle mettre ce temps à profit ? On est obligé de convenir qu'elle ne sut prendre aucune des grandes mesures commandées par la situation, *elle ne sut pas faire de salut public*. Les conventionnels français ont réussi à tenir tête à l'Europe, parce qu'ils ont « disposé sans limites et sans scrupules de « la vie et des biens de vingt-cinq millions d'hommes » (Jomini), parce qu'ils ont tenu pour traître, et châtié comme tel, quiconque n'a voulu ni s'armer, ni se dépouiller ; et, si les moyens qu'ils ont employés ont été souvent odieux, le but qu'ils ont atteint a été sublime.

En Espagne, rien de semblable. Ce ne sont pas des révolutionnaires qui sont au pouvoir ; ce sont des conservateurs : nobles, propriétaires, ecclésiastiques, fonctionnaires, à peine entremêlés de quelques moines et de quelques orateurs populaires, dont les violences les scandalisent, dont les audaces les déconcertent. La plupart des membres des juntas sont, dans toute l'acceptation du terme, d'honnêtes gens, craignant Dieu et aimant passionnément leur patrie, remplis des qualités personnelles les plus honorables et les plus précieuses, mais accessibles aux suggestions de la vanité, parfois très instruits, souvent aussi très ignorants de la

vie, sans expérience des affaires, retenus par toutes sortes de considérations mondaines ou sociales, arrêtés au moindre pas par des scrupules de conscience. Ces hommes ont la forte idée du droit individuel que développe la culture classique et l'étude du droit romain. La science du droit civil est, pour eux, la plus sainte des choses, *res sanctissima civilis sapientia*. Emportés par la passion politique, ils confisqueront les biens de Godoy, des Français domiciliés en Espagne et de deux ou trois douzaines d'*afrancesados* notables, mais ils ne sauront pas se faire de la confiscation une arme pour pousser en avant les tièdes et les hésitants. Respectueux de la liberté et de la vie de leurs concitoyens, ils ne consentiront que bien rarement à condamner l'accusé sans l'entendre, à abrégier ou à pervertir les formes ordinaires de la justice pour obtenir contre un adversaire politique une condamnation plus prompte et plus sûre. Ils ne sauront pas « mettre la terreur à l'ordre du jour ».

Dieu me garde de les en blâmer. Constatons seulement qu'ils ont échoué là où des hommes violents jusqu'à la cruauté ont réussi. Ils n'étaient pas dans la logique de la guerre.

A Madrid, l'autorité est tout entière entre les mains du Conseil de Castille; il semble que, s'il doit y avoir quelque part trace d'esprit politique, c'est là où commande le premier corps constitué de la nation qu'on doit le trouver.

On ne rencontre dans le Conseil qu'incompétence et irrésolution; et, s'il s'occupe d'armer la population, il paraît bien céder à la même préoccupation que le général Cuesta : il arme le peuple « pour l'occuper (1) ».

La première proposition d'armement émane de l'ayuntamiento, qui, dès le 4 août, demande au Conseil de désigner un chef suprême, commandant les forces madrilènes, et met en avant le nom du prince de Castelfranco. Le Conseil donne l'ordre aux intendants des provinces de Nouvelle-Castille de procéder à l'enrôlement des hommes en état de porter les armes (4 août), mais il ne nomme pas de commandant en chef. Le 5 et le 6 août, le corrégidor renouvelle ses instances dans le même sens et n'obtient aucun résultat.

Le 6 août, le comte de Colomera, comme doyen des capitaines généraux de l'armée, et le plus ancien des grands d'Espagne présents à Madrid, convoque en son hôtel le marquis de Valde-

(1) Tous les détails qui vont suivre sont empruntés aux Archives historiques nationales de Madrid, *Conseil de Castille*. — *Matricule des décisions relatives aux événements de 1808*.

carzana, D. Arias Mon, doyen du Conseil, et plusieurs autres personnes, pour s'entretenir des événements et décider au mieux du service du roi.

L'initiative du comte excite aussitôt les jalousies de tous ceux qu'il a convoqués. Le marquis de Valdecarzana refuse au comte la qualité de « doyen des capitaines généraux et de plus ancien des grands d'Espagne, » et s'excuse de ne pas se rendre à son appel : « la saison est très chaude et contraire à sa santé. »

La réunion a lieu cependant. D. Arias Mon, doyen du Conseil, y assiste. Le comte de Colomera est nommé commandant en chef, le marquis de Castelar commandant en second ; le corrégidor de Madrid dresse la liste des membres qui doivent former la Junta militaire. Tout paraît convenu, et le comte de Colomera convoque les membres de la Junta pour le lendemain, 7 août ; mais, dans une séance du soir, le Conseil de Castille décide de ne rien faire avant l'arrivée des troupes nationales, et, le 9 août, le comte de Colomera reçoit de D. Arias Mon une lettre de blâme pour avoir tenu chez lui une réunion illégale. — Le triste mot de Talleyrand : « Pas de zèle, messieurs », est de tous les pays. Le comte se le tint pour dit et protesta seulement, dans une lettre fort digne, de la pureté de ses intentions et de son dévouement au service du roi et de la patrie.

Le Conseil sentit cependant la nécessité de faire quelque chose ; l'arrivée imminente de l'armée de Valence le prenait au dépourvu ; il fallait faire face aux besoins des troupes qu'on avait appelées à Madrid.

Le 9 août, le Conseil décida la formation d'une *Junta des finances*, présidée par son doyen D. Arias Mon et composée de neuf membres, dont trois représentants de la noblesse : les marquis de Valdecarzana et de Fuerte Hajar, et le comte de Montarco ; un représentant du clergé : Fray D. Joaquin Munoz y Ternel, receveur de l'ordre de Saint-Jean, et trois fonctionnaires : le trésorier général D. Vicente Alcalá Galiano, le corrégidor de Madrid : D. Pedro de Mora y Lomar, le directeur des Postes : D. Fernando de la Serna. Les deux derniers membres de la Junta étaient D. Ignacio Canga et le député des 5 Corporations majeures, D. Vicente Ambrosio de Aguirre. La Junta se réunit le jour même de sa création et se mit immédiatement à la besogne. Nous allons bientôt la retrouver.

Pendant que les financiers étudient le problème insoluble de remplir un trésor toujours vide, le corrégidor de Madrid a ouvert les registres d'enrôlement, et un grand nombre de patriotes se sont inscrits et demandent des armes.

Le Conseil a fait transporter à l'arsenal 599 fusils, 55 baïonnettes, 4 épées et un sabre, laissés par les Français dans leur retraite précipitée. On continue les recherches et on espère trouver 2.000 fusils. On fait l'exercice dans le parc du palais, sur le *Paseo nuevo*, dans les cours du *Retiro*, sur la place de *las Delicias*, sur la place des *Canos del Peral*, sur la place du Roi, au Jeu de Paume de l'hospice, sur la place de la fabrique de tapis, à la maison Liria et dans la cour des Gardes du corps. Les brigadiers D. Antonio Castille et D. César Balbani ont été chargés de l'instruction par le gouverneur de la place ; mais chaque classe sociale manœuvre à part : il y a le piquet des nobles et des employés du roi, le piquet des portiers et domestiques, celui des laquais et de la valetaille, celui des marchands, celui des artisans et journaliers (16 août, — ordre du corregidor de Madrid).

Le 19 août, le Conseil choisit un uniforme pour la garde urbaine de Madrid ; elle portera un habit bleu turquin.

Le 20 août, le Conseil félicite les habitants qui se sont rendus à l'exercice et dont le nombre est incroyable (*asombroso*). On va prendre des mesures pour donner un nombre suffisant d'instructeurs à ceux qui se sont enrôlés.

C'est tout ce que l'on a fait, et il y a déjà trois semaines que Joseph est parti.

Pour réparer le temps perdu, le Conseil crée, le 20 août, la *Junta d'armement*, composée de neuf membres, dont deux conseillers de Castille, et présidée par le duc de l'Infantado. La Junta militaire montre moins d'empressement que la Junta des finances, et n'ouvre ses séances que le 26 août. — Encore une semaine de perdue.

Ordre est donné aux intendants de Nouvelle-Castille, aux gouverneurs d'Aranjuez et de l'Escorial d'aider de toutes leurs forces l'action de la Junta militaire (29 août-2 sept.).

On se trouve aussitôt en conflit avec les juntas provinciales et les autorités locales. La Junta de Tolède se montre tout particulièrement remuante. Tolède se rappelle qu'elle a été la première capitale des Espagnes, jalouse Madrid et saisit avidement l'occasion de rejeter son autorité. Elle s'arroge la libre disposition de tous les revenus royaux. L'intendant avertit aussitôt le Conseil de cet attentat, et le Conseil lui ordonne de réduire la Junta aux attributions d'une commission d'armement (29 août). La Junta répond le jour même à l'intendant : « Que V. S. ne se fatigue pas à répéter à cette suprême Junta la dépendance où elle est dans le cours régulier et ordinaire des choses, du Conseil, de la Trésorerie générale et autres corps à qui les sages dispositions de nos souverains ont confié le maniement des deniers royaux. La suprême Junta

connait tout cela, et, mieux encore, la sphère d'action et les limites de la compétence de toutes ces autorités ; mais, dans le système adopté par la nation, et dont elle ne saurait se départir sans crime, elle trouve toute l'autorité nécessaire pour commander et pour se faire obéir. » (29 août.) Le 16 septembre, la lutte dure encore et la junte rebelle menace l'intendant de lui nommer un assesseur de son choix qui surveillera sa conduite. L'archevêque de Tolède trouve lui-même que, « Tolède étant la capitale de la Castille », il ne lui est pas possible de se départir du système adopté par toutes les provinces du royaume. (2 sept.) La Junte de la Manche proteste de son respect pour le Conseil, mais s'empresse d'ajouter qu'elle marche d'accord avec la Junte de Séville, « dont les idées ont été reconnues pleines de rectitude, de patriotisme, de loyauté souveraine et d'amour à notre amabilissime monarque. » (9 sept.)

Le désordre est immense. Un agent de la Junte de Séville, ne craint pas de dire publiquement à Tembleque « qu'il ne faut obéir à aucun ordre du Conseil » (3 sept.).

Certains bourgs reçoivent des ordres du Conseil, de la Junte de Ciudad-Real, de celle de Séville et de celle de Grenade (4 sept., Villanueva de los Infantes). Les petits endroits se plaignent d'être tyrannisés par les gros bourgs (sept., La Villa de la Solana contre Manzanares). D'obscurs villages, pris soudain de mégalo-manie, adressent au Conseil des plans de réformes et donnent leur avis sur toutes les questions à l'ordre du jour.

Le 19 septembre, en plein Madrid, deux soldats de l'armée de Castaños médisent publiquement du Conseil à propos d'une affiche annonçant une course de taureaux. « Tout ce que dit ce papier est faux, dit l'un des séditeux, et il ne doit pas être permis de le lire. Il n'y a ni Conseil ni Conseil suprême, et voilà ce que l'on doit faire de semblables papiers ! » Il déchire l'affiche, et il ne se trouve qu'un homme pour dire qu'on ne devrait pas tolérer de pareilles insolences. Le Conseiller D. Josef Colon, qui assiste à cette scène, se retire du groupe et engage prudemment le protestataire à en faire autant.

On arrive ainsi à comprendre le sentiment de Fray Miguel Vicente de Madrid, qui désire la prompte réunion de la Junte centrale, « pour éviter la guerre civile imminente, à cause de la sottise des gens qui veulent tous commander et refusent tous d'obéir ». (3 sept.)

Quoique la création des Juntas des finances et d'armement ait été des plus laborieuses, le 30 août, le Conseil crée une troisième commission : la *Junte des fournitures*, composée de cinq membres et présidée par D. Josef Navarro, conseiller de Castille.

Cette nouvelle Junte devient immédiatement le point de mire de toutes les attaques. Le Conseil a désigné pour en faire partie D. Pedro Vincenti, directeur général de l'approvisionnement. Bien loin d'être flatté d'un pareil choix, D. Pedro Vincenti réclame énergiquement la suppression de la Junte, dont il considère l'érection comme une mesure révolutionnaire. Le roi lui a confié l'administration des ordres militaires et le Conseil a mis précisément à la disposition de la Junte nouvelle les fonds provenant des ordres militaires ; c'est là, d'après Vincenti, une atteinte portée au droit public de l'Espagne, aux privilèges du roi et aux bulles du Saint-Siège apostolique (30 août). Le Conseil décide de passer outre et repousse encore, le 15 septembre, une nouvelle protestation de Vincenti.

Le jour même où Vincenti est débouté de ses prétentions, le duc de Granada de Ega, président du Conseil des ordres, formule une nouvelle opposition. Les fonds provenant des ordres militaires ont été attribués par les souverains pontifes à la rétribution du Conseil des ordres et de ses membres, et on ne peut, sans violer le droit, les appliquer aux besoins de l'armée, alors surtout que les membres du Conseil n'ont point touché leur traitement depuis de longs mois. (15 sept.) Les procureurs généraux répondent noblement « que les raisons du duc mériteraient la plus grande attention dans des temps sereins et tranquilles, mais sont sans valeur quand il s'agit de sauver la patrie, qui se trouve dans le plus grand et le plus imminent péril où elle se soit jamais vue. » (18 sept.)

Repoussés encore sur ce point, les ennemis de la Junte ne se tiennent pas pour battus et s'attaquent à son président D. Josef Navarro. On l'accuse de correspondre secrètement avec Murat et le roi Joseph ; des pasquins sont publiés contre lui, on menace de le tuer. La Junte de paix (*Junta de sosiego*) décide de le faire partir de Madrid, dans l'intérêt de sa sûreté (23 sept.). Le 26 septembre, il est remplacé à la tête de la Junte des fournitures par le marquis de Casa Garcia.

Mais c'est à la Junte elle-même que l'on en veut ; on continue la guerre, et, le 7 octobre, les membres de la Junte, impuissants à vaincre l'hostilité de Vincenti, remettent entre ses mains tous leurs pouvoirs.

Voilà donc une commission, et des plus importantes, qui s'est trouvée paralysée pendant six semaines et qui a fini par disparaître par l'effet du mauvais vouloir persévérant d'un seul individu.

On peut juger, par là, des difficultés que rencontrèrent dans

leurs tâches la Junta d'armement et la Junta des finances, qui réussirent à se maintenir, mais s'épuisèrent en vains efforts contre de multiples et souvent misérables résistances.

Le premier et urgent besoin était le besoin d'argent.

Les revenus de l'Espagne montaient, chaque année à 550 millions de réaux. On avait dépensé, dans les huit premiers mois de l'année 1808, 514 millions, dont 17 millions et demi pour la cour ; c'est dire que le crédit était nul.

Les Français, en quittant Madrid, avaient mis la trésorerie générale au pillage, enlevé non seulement 723.000 francs, restant d'une avance de 3 millions consentie par le grand-duc de Berg, mais soustrait pour 11.737.157 réaux de *vales* et de créances de toute sorte. Par une espèce de miracle, les bijoux du prince de la Paix, déposés à la trésorerie, avaient échappé à leur rapacité.

Le trésorier général, D. Vicente Alcalá Galiano, avait pu sauver 500.000 réaux en numéraire (125.000 fr.), 2 millions en *vales*, 1.200.000 réaux en cédulas de caisse et 1 million en actions des précédents emprunts ; toutes ces valeurs provenaient de la confiscation des biens du prince de la Paix, et formèrent le premier fonds dont le Conseil put disposer.

La Junta des finances, à peine installée, demanda au trésorier général de préparer un projet de budget et d'étudier les moyens de remplir les caisses publiques.

Le 10 août, Galiano et Aguirre déposent leur projet. On fera appel à la générosité des citoyens ; on demandera aux Madrilènes de payer l'*alcabala* entière, en place de la demi-alcabala exigée sur toutes les marchandises introduites dans la ville. On rétablira l'impôt de 120 maravedis par *arroba* de vin, qui a été supprimé en 1807.

A ces ressources, la Junta ajoute des secours fournis par l'Hôtel royal des monnaies et la création d'un impôt de 10 réaux par *fanegue* de sel (53 litres).

Le 20 août, le Conseil ordonne une révision générale de toutes es pensions et la suspension provisoire du paiement des arrérages.

Le 23 août, la Junta demande le doublement de l'impôt perçu pour les fournitures à l'armée (*utensilios*) et le doublement des *quarteles* des 226 localités de l'arrondissement de Madrid.

Enfin, le 2 septembre, le Conseil met à la disposition de la Junta d'armement les marchandises et effets abandonnés en douane par les Français fugitifs.

Telles sont les maigres ressources mises à la disposition de la Junta des finances de Madrid pour faire face à l'entretien de

l'armée de Valence et d'Andalousie, équiper et armer les nouvelles troupes, subvenir aux dépenses courantes des tribunaux et du palais, et envoyer des secours aux provinces.

Les dons patriotiques fournissent peu de ressources.

Le Conseil des Ordres offre 200.000 réaux en *vales*, à 58 0/0 de perte. Le Conseil des Indes abandonne deux créances de 955.443 réaux, parfaitement irrécouvrables, au moins pour le moment.

L'évêque d'Avila donne l'argenterie qu'il possédait, avant son élévation à l'épiscopat ; celui d'Osma offre le tiers de ses revenus nets, ses chanoines le quart de leurs revenus ; mais ces généreux prélats trouvent peu d'imitateurs.

Dans la noblesse, le comte de Puñorrostro, ancien colonel de dragons de milice en Amérique, s'engage à servir à ses frais et sans solde dans un régiment de cavalerie, mais il veut conserver son grade.

D. Francisco Gomez de la Torre et D. Juan Murphy offrent chacun un régiment d'infanterie.

Le comte de Fernan-Núñez offre de lever à ses frais un régiment de cavalerie.

La comtesse de Chinchon donne 7 chevaux.

Le duc de Medina Sidonia offre à la Junta de Séville 50.000 réaux par mois, il donne 20.000 réaux pour la formation d'un régiment de cavalerie, il donne 1000 arrobes d'huile, etc. ; mais il demande que l'exposé de sa conduite soit publié dans la *Gazette*.

Il est très nécessaire d'échauffer le zèle du public, car la Junta n'a reçu du 10 août au 16 septembre que 640.683 réaux au comptant ou à terme (maigre somme pour une ville comme Madrid et une province comme la Castille-Nouvelle).

Le détail des souscriptions prouve combien il y eut peu d'empressement. On y voit figurer 50 chars de paille, 6 chevaux nus et 3 chevaux harnachés, 2 selles, 2 arrobes d'huile, 32 de vinaigre, 2 pièces de drap. Des femmes ont promis de coudre six vêtements militaires. On a souscrit pour l'armement, l'équipement et l'entretien de quatre soldats, et pour l'entretien seul d'un soldat.

L'Alcabala et les 128 maravédís par arrobe de vin rapportent de 24 à 33.000 maravédís la semaine.

L'Hôtel des monnaies, qui a déjà versé 11.800.000 réaux à la trésorerie générale, n'a plus que 1.276.000 réaux en monnaie disponible et consent de mauvaise grâce à verser encore 500.000 réaux, le 31 août.

L'impôt sur le sel, évalué à 1.800.000 réaux par an, est mal perçu et ne rend pas 12.000 réaux du 16 au 30 septembre.

La révision des pensions rencontre de telles difficultés que le

Conseil est obligé de la limiter aux pensions concédées par Joseph, ou appartenant à des *afrancesados* (8 nov.).

Le doublement des *utensilios* et des *quarteles* s'exécute avec une lenteur extrême ; décrétée le 3 septembre, la mesure est publiée à nouveau le 5 novembre et le 14 novembre.

Les Juntas provinciales arrêtent les revenus des provinces, en disposent à leur gré, défendent à leurs agents de rien payer sur l'ordre des autorités de Madrid (Juntas de Valence et de Grenade).

Les généraux saisissent un peu partout ce qui leur tombe sous la main pour remonter leurs troupes. — D. Pedro Gonzalez de Llamas prétend s'emparer de tous les effets laissés par les Français à Madrid, il veut mettre la main sur les 200 caisses de vin arrivées en douane à l'adresse de Murat.

Les villes, les chefs de partisans, les provinces demandent, sans relâche, des habits, des vivres, des armes, de l'argent. Le trésorier général verse 50.000 réaux, le 10 août, pour la remise en état des armes abandonnées par les Français. Le 13 août, il envoie 300.000 réaux en or à l'armée d'Aragon. Siguenza demande 500 fusils, Avila en veut 1000, Guadalajara 4000. En une seule semaine, le Conseil verse 2 millions de réaux à Castaños. Il paie 100.000 réaux aux fondés de pouvoirs de trois régiments cantonnés à Guadalajara. Cuesta réclame, au même moment, 2 millions de réaux, 6.000 paires de bottes, et 8 à 10.000 capotes.

Les fonctionnaires, qui n'ont rien touché depuis le mois de février, supplient qu'on leur verse quelques acomptes.

Les femmes du palais, mises à la porte par Murat le 21 mai, demandent à rentrer au palais, et le Conseil le leur permet ; c'est une dépense annuelle de 80.000 réaux rien que pour la cire, les porteurs d'eau et les frais du culte à l'oratoire des dames.

Si l'on voulait payer toute la domesticité du palais, il faudrait 1.100.000 réaux par mois.

On propose quelques économies au Grand majordome, et au Grand écuyer. Leurs rapports réduisent la dépense à 634.000 réaux, mais ils déclarent qu'au delà de ce chiffre aucune économie n'est plus possible. Il faut absolument que le service divin continue à être célébré comme si le roi et toute la cour étaient présents ; on ne peut rien retrancher sur les comptes d'administration du palais.

On saisit là sur le vif le caractère de la vieille administration espagnole. Le vieux bureaucrate, le *covachuelista* est là tout entier. Plein d'un saint respect pour le corps auquel il appartient, pour les fonctions auxquelles il est attaché, il lui semble qu'il importe à la

gloire de l'Espagne et à la sécurité de l'Etat, de maintenir intactes toutes les habitudes et même toutes les routines : un registre de moins sur les rayons, et tout lui semblerait démeublé.

Cet esprit se retrouve dans toutes les affaires de la Junte. Elle craint d'engager de grosses dépenses ; elle ne sait ni alimenter sa caisse, ni dépenser. En pleine crise nationale, quand la vie même de la patrie est en jeu, elle ne songe qu'à balancer le doit et l'avoir et à obtenir des reliquats.

Les états de trésorerie révèlent que, chaque semaine, on fait des économies.

Du 1^{er} au 10 septembre, la trésorerie encaisse 2.996.505 réaux et dépense 1.009.902 réaux ; elle reste donc, le 10 septembre, avec une encaisse de 1.986.603 réaux. Le 1^{er} octobre, les recettes de la dernière semaine ont monté à 3.800.717 réaux et les dépenses ont atteint seulement 693.214 réaux ; l'encaisse, à la fin de septembre, est de 3.217.503 réaux. Les employés de la trésorerie devaient se considérer comme de petits héros pour avoir si bien ménagé les deniers publics ; mais les soldats de Cuesta n'avaient pas de souliers, et nos prisonniers mouraient de faim.

La Junte d'armement ne montra ni beaucoup plus d'activité ni beaucoup plus de résolution.

Le 11 août 1808, la province de Madrid comptait pour toute force armée 1.286 hommes, dont 662 *invalides habiles*, appartenant à 19 corps différents.

Le Conseil avait fait ramasser les armes laissées par les Français et s'était procuré ainsi un millier de fusils. Il avait trouvé dans nos magasins 250.000 cartouches à balles, 12.000 cartouches à blanc et 100 caisses de balles de 4 arrobes chacune.

Il avait écrit au gouverneur de Gibraltar et lui avait demandé délibérément 300.000 fusils et 30.000 pistolets (8 août).

La Junte d'armement entre en fonctions le 26 août et fait afficher, le lendemain, un avis au public portant que, le 30 août, à 6 heures du matin, les célibataires et veufs sans enfants qui se sont engagés à servir la patrie dans l'infanterie, hors de Madrid, seront passés en revue dans chacun des dix quartiers de la ville, les volontaires de cavalerie devant l'être le 31 août, et ceux de l'artillerie le 1^{er} septembre.

On doit former avec les volontaires de l'infanterie un régiment à 3 bataillons de 1.000 hommes chacun, qui portera le nom de *Volontaires de Madrid*.

Le 2 septembre, trois jours après la montre, le régiment est déclaré *complet* et l'on parlé déjà d'en former un second.

Mais ce n'est que le 6 septembre que les volontaires de Madrid

entrent à la caserne, et ce n'est que le 13 que les volontaires de la cavalerie sont convoqués à leur tour.

L'enrôlement exécuté dans les provinces de Castille-Nouvelle donne, au 1^{er} septembre, 10.556 hommes d'infanterie de ligne, 3.600 d'infanterie légère, 2.000 de cavalerie et 500 d'artillerie. En tout 16.656 hommes.

La Junte propose, le 11 septembre, de les répartir en 5 régiments de ligne, 3 bataillons d'infanterie légère, 2 régiments de cavalerie et un corps d'artillerie ; mais les dépenses de mise en état des 20 pièces d'artillerie montent à 1.136.400 réaux : la répartition des 8.000 fusils existant dans les magasins de San Geronimo représente 320.000 réaux, et l'entretien des troupes coûtera 1.910.515 réaux par mois.

Or, on sait déjà que la Junte des finances est incapable de faire face à de pareilles demandes d'argent, et l'on n'a ni armes, ni chevaux.

Pour compléter l'armement, en attendant les 300.000 fusils de Gibraltar, on envoie des commissaires dans les provinces pour racheter aux paysans les armes qu'ils ont ramassées ou rachetées aux Français (3 sept.).

Pour compléter la cavalerie, le Conseil ordonne un recensement général de tous les chevaux dans les provinces de Tolède, Cuenca et Guadalajara ; mais le public marque peu d'empressement à répondre aux ordres du Conseil ; chacun défend sa monture, et tel qui s'enrôlerait volontiers refuse son cheval. Les employés de la régie, les inspecteurs des finances déclarent qu'ils ne sauraient se passer de leurs chevaux pour bien remplir leurs offices (19-29 sept.). Le 16 octobre, la province de Tolède n'a encore donné que 151 chevaux.

La ferveur des enrôlements ne tarde pas, elle-même, à se ralentir.

Le 17 septembre, le Conseil annonce qu'il sera procédé, le 20, au recrutement du deuxième régiment des volontaires de Madrid. La Junte exhorte, en même temps, tous ceux qui pourraient servir dans la cavalerie ou l'artillerie à se présenter au recrutement. Elle invite les célibataires et veufs sans enfants qui se sont fait inscrire pour le service urbain à entrer dans les corps vifs, « sans attendre que le Conseil prenne des mesures efficaces pour remédier à leur indifférence ou à leur égoïsme » (17 sept.).

Malgré ces exhortations et ces menaces déguisées, la Junte est obligée d'adresser un nouvel appel au public, le 23 septembre ; le second régiment des volontaires de Madrid n'arrive pas à se compléter. Le 2 octobre, il n'a encore que 1.000 hommes sur 2.262, et le corps de l'artillerie n'a que 150 hommes au lieu de 500.

La garde nationale de Madrid est organisée sur le papier ; elle comprend 2 régiments de la noblesse, 1 régiment des employés du roi, 1 régiment du commerce, 1 régiment pour les greffiers, procureurs et gens de justice, en tout 6.000 hommes d'infanterie et 1.200 chevaux ; mais elle n'a ni habits ni paquetage (*correa*), et la cavalerie manque toujours d'armes et de chevaux.

Tel est le résultat de deux mois d'efforts. On s'est beaucoup agité, on a noirci des monceaux de papier, multiplié les avis, les proclamations, les instructions, les rappels et les ultimatums, et l'on est arrivé tout au plus à commencer l'instruction d'un régiment de 3.000 hommes, qui ne quitta Madrid que le 2 novembre.

Tous ces faits démontrent combien fut débile l'action du Conseil et des junte créées par lui.

Le 25 septembre s'installe à Aranjuez la Junte suprême d'Espagne, composée de 25 députés, qui acclament pour président le vieux ministre de Charles III, comte de Florida Blanca, alors âgé de 79 ans.

Les membres de la Junte se lient par un serment solennel, et ceux qui croient à la toute-puissance des mots peuvent croire la patrie sauvée, puisque la Junte se décerne le titre [de *Majesté*, au lieu et place du souverain absent, puisque l'on décrète trois jours d'illuminations avec sonnerie générale des cloches pour l'élection du président et puisque l'on discute les bonnes vieilles questions traditionnelles, toujours si intéressantes : dira-t-on simplement Ferdinand VII, le roi notre sire, ou lui donnera-t-on, comme à l'habitude, tous les titres de ses 22 royaumes, en y ajoutant ceux de ses autres domaines et seigneuries ? — Comment réglera-t-on l'usage de l'*estampilla* ? — Laissera-t-on la Junte suprême au grand complet, ou bien limitera-t-on le nombre de ses membres, comme le veulent les lois de *partida* ? (Loi 3, Partida 2, titre 13.)

La Junte prend en main les affaires et témoigne, presque aussitôt, d'une raideur et d'une mauvaise grâce tout à fait inopportunes ; elle semble animée tout entière du maussade et dur génie de son vieux président ; elle s'isole à Aranjuez, à 12 lieues de Madrid, au lieu de s'installer auprès du Conseil, qui reste cependant son intermédiaire obligé auprès des autorités du royaume.

Elle oblige la Junte des fournitures à se dissoudre (7 octobre) ; elle ne laisse d'autorité à la Junte d'armement qu'à Madrid et dans sa banlieue (10 octobre). Elle supprime la Junte des finances (octobre). Et, quand elle a concentré tous les pouvoirs entre ses mains, elle montre encore plus de faiblesse et d'impéritie que le Conseil n'en a montré.

Au moment où Napoléon arrive à Vitoria pour reprendre les

hostilités, le plan des Espagnols est de couper à l'armée française la route de France et de l'entourer. On veut recommencer en grand « le coup de Baylen », comme si Napoléon était Dupont.

L'Espagne a mis sur pied quatre armées, dont une fait face au gros des forces françaises, la seconde marche sur Bilbao, la troisième sur Pampelune, et la quatrième, cantonnée autour de Burgos, sert de corps de réserve.

La première armée, dite du *centre*, et forte d'environ 35.000 hommes, comprend les vieilles troupes venues d'Andalousie, qui ont combattu à Baylen, et que commande La Peña (10.000 h.) ; elles ont été rejointes à Madrid par l'armée de Valence de D. Pedro Gonzalez de Llamas, infiniment moins solide et moins bien encadrée (4.500 h.). D. Gregorio de la Cuesta a organisé du mieux qu'il a pu les forces de Castille ; mais, à peine investi du commandement, il a voulu se servir de son autorité pour se venger de ses ennemis ; et la Junte suprême l'a mandé à sa barre ; il a été remplacé à la tête des troupes par son second D. Francisco Eguia, et celui-ci, à son tour, a dû céder le commandement à D. Juan Pignatelli. Tous ces changements ont étonné et découragé le soldat.

En résumé, l'armée du centre ne possède d'autres troupes sérieuses que la division de La Peña, forte d'environ 10.000 hommes ; le reste consiste en troupes de nouvelle formation, à peine organisées et sans cohésion.

Le général en chef de l'armée du centre est le vainqueur nominal de Baylen, Castaños. Il a demandé, en vain, à la Junte centrale de lui donner le commandement général de toutes les forces espagnoles ; en vain, sir Charles Stewart, venu de Galice, et lord William Bentinck, venu de Lisbonne, ont plaidé auprès de la Junte la cause de l'unité du commandement : les rivalités des généraux espagnols ont empêché leur idée de triompher. Castaños s'attarde à Madrid jusqu'au 8 octobre et n'arrive que le 17 sur la ligne de l'Ebre (Toreno, I, p. 280).

L'armée de gauche a pour noyau les troupes échappées en juillet au désastre de Medina de Rio Seco ; elle a rallié les troupes revenues du Portugal, et reçoit au commencement d'octobre un renfort précieux et inattendu, les 10.000 hommes du corps de la Romana, qui reviennent du Jutland, à bord de la flotte anglaise ; — cette armée est sous les ordres du général Blake, et compte environ 40.000 hommes. Les 10.000 hommes de la Romana et les 8.000 volontaires asturiens, instruits par D. Vicente Maria de Azevedo, en forment les éléments les plus sérieux.

L'armée de droite, placée sous le commandement de Palafox, comprend la division Reding, venue de Grenade, et les volontaires

d'Aragon qui viennent de défendre victorieusement Saragosse. L'Aragonais est excellent soldat, mais la majeure partie des hommes de cette armée ne compte pas six mois d'exercice. Sa force ne dépasse pas 18.000 hommes.

Enfin l'armée de réserve, cantonnée autour de Burgos, sous le commandement du jeune marquis de Belveder, ne compte comme troupes régulières que des échappés de Portugal, et se compose surtout des volontaires de la Manche et de la Castille-Nouvelle. Elle ne dépasse pas 18.000 hommes.

Les Espagnols disposent donc, pour recevoir le premier choc, de 100 à 110.000 hommes, éparpillés en cercle autour de Vitoria, depuis Bilbao jusqu'à Sanguessa, sur un périmètre de plus de 80 lieues et séparés en quatre ou cinq tronçons par des obstacles infranchissables.

G. DESDEVIZES DU DEZERT.

Sujets de devoirs

I

UNIVERSITÉ DE PARIS

CONFÉRENCES D'ANGLAIS

(4^e série).

1. — AGRÉGATION.

Leçon en français

William Hazlitt critique littéraire.

Lesson in English

How far the numerous quotations (with or without inverted commas) Hazlitt indulges in, may be considered as modifying his style and even his ideas.

II. — LICENCE.

English Essay

Point out the connecting link between *Locksley Hall*, *Maud* and *Locksley Hall sixty years after*.

III. — AGRÉGATION ET LICENCE.

Version

W. Hazlitt, *Lectures on the English poets*, p. 72. — "Shakespeare's language and versification — to the wild Ocean."

Thème

Baudelaire, *Les Fleurs du Mal*, p. 266 : « Ah ! que j'en ai suivi de ces petites vieilles. » (*Fin.*)

II

UNIVERSITÉ DE POITIERS.

Composition française.*Licence.*

Comparer dans le fond et dans la forme *La Bouteille à la Mer* d'Alfred de Vigny et le *Zénith* de Sully-Prudhomme. — (N. B. *La Bouteille à la Mer* se trouve dans *Les Destinées*, et le *Zénith* au tome II de l'édition in-8° ou dans le volume des *Poésies*, 1872-1878, de l'édition elzévirienne, ou encore dans un tirage à part, à la librairie Alphonse Lemerre).

Enseignement primaire.

Apprécier cette pensée de Montaigne : « Savoir et ignorer doit être le but de l'étude. » (Chap. de l'*Institution des Enfants*, I, 25.)

Thème grec.

Pascal, *Pensées* (édition Havet), art. IV, 2, depuis : « D'où vient

que cet homme, qui a perdu depuis peu de mois son fils unique.... », jusqu'à « : Prenez-y garde ! »

Thème latin.

La Bruyère, *Caractères*, préface, depuis : « Je rends au public... », jusqu'à : « Quand donc il s'est glissé dans un livre... »

Dissertation latine.

Quaeretur utrum recte Cicero affirmare potuerit : « Necesse est, qui ita dicat et a multitudine probetur, eundem doctis probari. » (Brutus, 49, 184.)

Histoire.

Moyen Age.

Le pouvoir royal au xiv^e siècle.

Temps modernes.

Etat de la France à la mort de Colbert.

Histoire contemporaine.

Villèle.

Histoire ancienne.

1. L'Assemblée du peuple à Athènes et la démocratie athénienne.

2. Le patriciat romain au v^e et au ii^e siècle avant notre ère.

3. Domitien et son gouvernement.

Géographie.

1. Le système des Rocheuses.

2. La République Argentine et son rôle économique.

3. Le Danube austro-hongrois.

Philosophie.

Licence.

La finalité.

Enseignement primaire.

La culture esthétique à l'école primaire.

Grammaire.

Les questions de lieu en grec et en latin (morphologie et syntaxe).

Métrique.

La quantité des voyelles finales, en grec et en latin.

Le gérant : E. FROMANTIN.

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Les poètes secondaires du XVIII^e siècle

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Les *Mémoires* de Louis Racine. — Renseignements sur Racine
et sur Boileau.

L'historique d'*Athalie* nous a conduits aux dernières années de Jean Racine. C'est une période de sa vie qui est restée assez obscure et pour laquelle il est encore fort utile de demander des renseignements à son fils. Qu'est-ce, en particulier, que ce fameux mémoire sur les misères du peuple, qui aurait causé la disgrâce — trop certaine — du poète, peut-être même sa maladie et sa mort? Il s'est formé, à ce sujet, une sorte de légende qui a rendu sceptiques la plupart des historiens littéraires. Interrogeons donc Louis Racine; si je ne me trompe, notre conclusion sera qu'il y a très grande chance pour que ce mémoire ait été réellement écrit et présenté à M^{me} de Maintenon. Cependant, il y a des objections préalables, qu'il me paraît bon d'écarter tout d'abord.

Louis Racine, nous dit-on, est un témoin peu digne de foi, puisqu'il n'avait que sept ans à la mort de son père; ses renseignements sont donc de seconde main. Les faits qu'il a entendu raconter avaient déjà un caractère légendaire; s'il s'en est emparé, c'est qu'il rapporte tout ce qui est favorable à Jean Racine; mais

il ne faut pas plus le croire, ici, que lorsqu'il nie que son père ait jamais été l'amant de la Champmeslé. Il est probable, d'ailleurs, qu'il aura fait une confusion ; il y a bien eu un mémoire de Racine présenté par lui-même à M^{me} de Maintenon ; mais ce mémoire n'avait d'autre objet qu'un certain dégrèvement de taxe, que le poète sollicitait de la bienveillance du roi, et c'est cela qui excita la colère de Louis XIV.

Ces objections procèdent d'un scepticisme général, qui ne saurait prévaloir contre des textes très circonstanciés. Or, on va voir que le texte de Louis Racine n'a point ce caractère indécis et vague, auquel les historiens pensent, tout de suite, reconnaître une légende ; il contient, au contraire, de ces traits qu'on n'invente pas, ou de ces mots, — comme celui de Louis XIV : « De quoi se mêle-t-il ? Parce qu'il est poète, croit-il pouvoir s'occuper des affaires de l'État ? », — qui n'ont aucun rapport avec une sollicitation toute personnelle. La scène du bosquet de Versailles et la terreur de M^{me} de Maintenon sont aussi des épisodes et des détails qui ont la précision de la réalité. Quant à prétendre que Louis Racine se soit trompé sur l'objet vrai du mémoire, c'est une objection qui ne tient pas, si l'on constate qu'il parle lui-même de deux mémoires, et qu'il les distingue très nettement l'un de l'autre. Enfin, dire que le fils du grand poète recueille sans discernement tout ce qui est à l'honneur de son père, c'est invoquer une raison trop générale qu'affaiblit singulièrement, ici, la netteté de la relation. Bref, il est fâcheux, sans doute, que le témoignage de Louis Racine ne nous soit confirmé par aucun autre ; mais, tel qu'il est, il me paraît digne d'être cru. Il présente, tout au moins, un grand intérêt pour les amis des lettres, et l'on comprend qu'il ait servi de matière à l'auteur de l'avant-propos joué, cette année, à la Comédie française pour l'anniversaire de Racine. Cet avant-propos, intitulé *Le Mémoire*, aurait pu s'appeler *La Mort de Racine*. Voici le texte dont il s'agit :

« M^{me} de Maintenon, qui avait pour mon père une estime particulière, ne pouvait le voir trop souvent, et se plaisait à l'entendre parler de différentes matières, parce qu'il était propre à parler de tout. Elle l'entretenait, un jour, de la misère du peuple ; il répondit qu'elle était une suite ordinaire des longues guerres, mais qu'elle pourrait être soulagée par ceux qui étaient dans les premières places, si on avait soin de la leur faire connaître. Il s'anima sur cette réflexion, et, comme, dans les sujets qui l'animaient, il entra dans cet enthousiasme dont j'ai parlé, qui lui inspirait une éloquence agréable, il charma M^{me} de Maintenon, qui lui dit que, puisqu'il faisait des observations si justes sur-le-champ, il de-

vrait les méditer encore, et les lui donner par écrit, bien assuré que l'écrit ne sortirait pas de ses mains. Il accepta malheureusement la proposition, non par une complaisance de courtisan, mais parce qu'il conçut l'espérance d'être utile au public. Il remit à M^{me} de Maintenon un mémoire aussi solidement raisonné que bien écrit. Elle le lisait, lorsque le Roi, entrant chez elle, le prit, et, après en avoir parcouru quelques lignes, lui demanda avec vivacité quel en était l'auteur. Elle fit une résistance inutile, le Roi expliqua sa volonté en termes si précis, qu'il fallut obéir. L'auteur fut nommé. »

Voilà qui est bien circonstancié. Sans doute, les gens qui sont toujours en garde contre l'authenticité d'un fait ne sont jamais en peine pour répondre. Quand le fait n'est pas très nettement raconté, ils s'écrient : « Voyez-vous comme c'est vague. » Et, quand il est rapporté avec détails, ils objectent de même : « Il y a bien trop de circonstances là dedans ; c'est agencé comme un roman ! » — En tout cas, Louis Racine n'avait pas assez d'imagination et était trop honnête homme pour inventer cela lui-même, et je suis persuadé qu'il n'a pas dû s'en rapporter pour faire une semblable relation, à d'autres qu'à sa mère ou à Boileau. Il continue ainsi :

« Le Roi, en louant son zèle, parut désapprouver qu'un homme de lettres se mêlât de choses qui ne le regardaient pas. Il ajouta même, non sans quelque air de mécontentement : « Parce qu'il sait faire parfaitement les vers, croit-il tout savoir ? Et, parce qu'il est grand poète, veut-il être ministre ? »

« M^{me} de Maintenon, qui fit instruire l'auteur du mémoire de ce qui s'était passé, lui fit dire, en même temps, de ne la pas venir voir jusqu'à nouvel ordre. Cette nouvelle le frappa vivement. Il ne s'occupa plus que d'idées tristes ; et, quelque temps après, il fut attaqué d'une fièvre assez violente, que les médecins firent passer à force de quinquina. Il se croyait guéri, lorsqu'il lui perça à la région du foie une espèce d'abcès qui jetait, de temps en temps, quelque matière : les médecins lui dirent que ce n'était rien. Il y fit moins d'attention et retourna à Versailles, qui ne lui parut plus le même séjour, parce qu'il n'avait plus la liberté d'y voir M^{me} de Maintenon. »

On va voir, maintenant, que Louis Racine ne confond pas ; car il parle non moins nettement d'un second mémoire, tout personnel, relatif à un dégrèvement de taxe.

« Dans ce même temps, les charges de secrétaire du Roi furent taxées ; et, comme il s'était incommodé pour achever le paiement de la sienne, il se trouvait fort embarrassé d'en payer encore la



taxe. Il espéra que, le Roi l'en dispenserait, et il avait lieu de l'espérer, parce que, lorsqu'en 1685 il eut contribué à une somme de cent mille livres, que le bureau des finances de Moulins avait payée en conséquence de la déclaration du 28 avril 1684, il avait obtenu du Roi une ordonnance sur le trésor royal, pour y aller reprendre sa part, qui montait environ à 4.000 livres. Pour obtenir la même grâce, il fit un placet, et, n'osant le présenter lui-même, il eut recours à des amis puissants qui voulurent bien le présenter. « Cela ne se peut », répondit d'abord le Roi, qui ajouta un moment après : « S'il se trouve, dans la suite, quelque occasion de le dédommager, j'en serai fort aise. » — Ces dernières paroles devaient le consoler entièrement ; il ne fit attention qu'aux premières, et, ne doutant plus que l'esprit du Roi ne fût changé à son égard, il n'en pouvait trouver la raison. Le mémoire que l'amour du bien public lui avait inspiré, qu'il avait écrit par obéissance, et confié sous la promesse du secret, ne lui paraissait pas un crime. *Ce n'est point à moi à examiner s'il se trompait ou non ; je ne suis qu'historien.* Trop souvent occupé de son malheur, il cherchait toujours en lui-même quel était son crime, et, ne pouvant soupçonner le véritable, il s'en fit un dans son imagination ».

On le voit, Louis Racine semble prendre les devants pour protester formellement de l'authenticité des faits. Aux raisons précédentes du désespoir de son père, il en ajoute maintenant une troisième, les opinions jansénistes de Jean Racine.

« Il se figura qu'on avait rendu suspecte sa liaison avec Port-Royal. Pour justifier une liaison si naturelle avec une maison où il avait été élevé et où il avait une tante, il écrivit à M^{me} de Maintenon la lettre suivante... »

Cette lettre est longue ; en voici seulement les premières lignes :

« Je vous avoue que, lorsque je faisais tant chanter dans *Esther* : « Rois, chassez la calomnie... », je ne m'attendais pas que je serais moi-même, un jour, attaqué par la calomnie... Ayez la bonté de vous souvenir, Madame, combien de fois vous avez dit que la meilleure qualité que vous trouviez en moi, c'était une soumission d'enfant pour tout ce que l'Eglise croit et ordonne, même dans les plus petites choses. J'ai fait, par votre ordre, plus de trois mille vers sur des sujets de piété. J'y ai parlé assurément de l'abondance de mon cœur, et j'y ai mis tous les sentiments dont j'étais le plus rempli. Vous est-il jamais revenu qu'on y ait trouvé un seul endroit qui approchât de l'erreur?... »

Il est possible que les trois affaires survenues dans les mêmes mois de la même année se soient mêlées et aient concouru à la

disgrâce du poète. Ce qu'il y a de certain, c'est que cette disgrâce était complète en 1698. M^{me} de Maintenon, malgré son influence sur le roi, n'en était pas moins en face de lui dans un tremblement continu et dans une extrême timidité pour tout ce qui risquait de lui déplaire : aussi avait-elle prié Racine de ne pas la rechercher. En même temps, comme elle était pleine de sentiments tendres et pitoyables, elle l'autorisa à la voir secrètement. Cela n'était pas sans danger, et nous trouvons dans Louis Racine ce récit d'une scène curieuse, dont on pourrait faire un joli titre : *Les mémoires d'un bosquet de Versailles* :

« Elle avait aussi une grande envie de lui parler ; mais, comme il ne lui était plus permis de le recevoir chez elle, l'ayant aperçu, un jour, dans le jardin de Versailles, elle s'écarta dans une allée, pour qu'il pût l'y joindre. Sitôt qu'il fut près d'elle, elle lui dit : « Que craignez-vous ? C'est moi qui suis cause de votre malheur ; il est de mon intérêt et de mon honneur de réparer ce que j'ai fait. Votre fortune devient la mienne. Laissez passer ce nuage : je ramènerai le beau temps. Non, non, Madame, lui répondit-il, vous ne le ramènerez jamais pour moi. Et pourquoi, reprit-elle, avez-vous une pareille pensée ? Doutez-vous de mon cœur, ou de mon crédit ? » Il lui répondit : « Je sais, Madame, quel est votre crédit, et je sais quelles bontés vous avez pour moi ; mais j'ai une tante qui m'aime d'une façon bien différente. Cette sainte fille demande tous les jours à Dieu pour moi des disgrâces, des humiliations, des sujets de pénitence ; et elle aura plus de crédit que vous. » Dans le moment qu'il parlait, on entendit le bruit d'une calèche : « C'est le roi qui se promène, s'écria M^{me} de Maintenon, cachez-vous ». Il se sauva dans un bosquet. »

On remarquera que, d'après ce récit, Jean Racine trouva le moyen d'avoir de l'esprit jusque dans le désespoir. L'anecdote a pu être arrangée ; mais elle a certainement un fond de vérité. En historiens un peu froids, nous résumerions ainsi tous ces faits : Jean Racine était en pleine disgrâce auprès du roi, dans les dernières années de sa vie ; M^{me} de Maintenon ne pouvait pas le voir, ou, peut-être, le voyait-elle furtivement.

Ajoutez que, depuis longtemps, les grâces de Versailles n'avaient cessé de lui sourire ; elles étaient devenues, pour un courtisan si assidu, un aliment moral indispensable ; il n'est donc pas étonnant qu'il ait été frappé à mort, d'autant qu'il était déjà vieux et souffrant.

« Il ne savait pas, nous dit son fils, affecter le stoïcisme, et, pour déguiser son visage, il n'avait point cet art qu'il avait lui-même recommandé aux courtisans dans *Esther* :

Quiconque ne sait pas dévorer un affront,
Ni de fausses douleurs se déguiser le front,
Loin de l'aspect des rois qu'il s'écarte, qu'il fuie ;
Il est des contretems qu'il faut qu'un sage essuie. »

Après cette citation heureusement choisie, Louis Racine entre dans une description de la mort de son père, qu'on ne saurait trouver trop longue. Il note l'émotion que causa la nouvelle de sa maladie et les sympathies que lui marquèrent alors les plus grands seigneurs. Nous voyons, avec plaisir, que le roi lui-même s'associa à ces inquiétudes.

« Louis XIV eut la bonté de lui faire connaître l'intérêt qu'il prenait à sa santé ; et je ne fais, ici, que copier M. Perrault dans ses *Hommes illustres* : « Sa Majesté envoya très souvent savoir de ses nouvelles pendant sa maladie, et témoigna du déplaisir de sa mort, qui fut regrettée de toute la cour et de toute la ville... »

« Lorsqu'il fut persuadé que sa maladie finirait par la mort, il chargea mon frère d'écrire une lettre à M. de Cavoye pour le prier de solliciter le paiement de ce qui lui était dû de sa pension, afin de laisser quelque argent comptant à sa famille. »

Ce M. de Cavoye était un gentilhomme fort peu entendu aux questions de poésie, mais qui aimait beaucoup à fréquenter Racine. Louis XIV, un jour, les voyant ensemble, dit ce mot d'esprit à ceux qui l'entouraient : « Voyez-vous ? Cavoye se promène avec Racine pour s'imaginer qu'il est homme de lettres, et Racine se promène avec Cavoye pour se figurer qu'il est homme de cour. »

« Mon frère fit la lettre et vint la lui lire : « Pourquoi, lui dit-il, ne demandez-vous pas aussi le paiement de la pension de Boileau ? Il ne faut point nous séparer. Recommencez votre lettre et faites connaître à Boileau que j'ai été son ami jusqu'à la mort. » Lorsqu'il lui fit son dernier adieu, il se leva sur son lit, autant que pouvait lui permettre le peu de forces qu'il avait, et lui dit, en l'embrassant : « Je regarde comme un bonheur pour moi de mourir avant vous. »

« On s'était enfin aperçu que cette maladie était causée par un abcès au foie : et, quoiqu'il ne fût plus temps d'y apporter remède, on résolut de lui faire l'opération. Il s'y prépara avec une grande fermeté, et, en même temps, il se prépara à la mort. Mon frère s'étant approché pour lui dire qu'il espérait que l'opération lui rendrait la vie : « Et vous aussi, mon fils, lui répondit-il, voulez-vous faire comme les médecins, et m'amuser ? Dieu est le maître de me rendre la vie, mais les frais de la mort sont faits ». »

On s'était décidé trop tard à l'opération ; elle ne réussit pas ;

le grand poète mourut, le 21 avril 1699, à l'âge de 59 ans. Son testament contenait les lignes suivantes :

« Je désire qu'après ma mort mon corps soit porté à Port-Royal des Champs, et qu'il y soit inhumé dans le cimetière, aux pieds de la fosse de M. Hamon. »

Sur quoi un courtisan (dans les plus tristes circonstances, l'esprit français ne perd jamais ses droits) observa malicieusement : « Il s'est donc fait enterrer à Port-Royal ! Voilà une chose qu'il n'eût point osée de son vivant ! » — C'est possible : Jean Racine n'était peut-être pas un héros, mais c'était un très honnête homme, et il a osé, du moins dans les dernières années de sa vie, une action périlleuse, dont il n'ignorait point les dangers, et qui fut celle d'un bon sujet ou, en tout cas, d'un bon Français.

Nous n'en avons pas fini avec les renseignements curieux que les *Mémoires* de Louis Racine peuvent nous fournir ; car, à côté de son père, l'ami le plus intime du grand poète, je veux dire Boileau, y tient une place considérable. Ajoutons que, sur Boileau, Louis Racine mérite plus particulièrement d'être entendu ; car, d'une part, il n'a rapporté à son sujet que des anecdotes inédites, et d'autre part, il nous fournit les corrections et les modifications qu'il est nécessaire d'apporter au *Bolæana*. Enfin il n'est pas faux de dire que Louis Racine a mieux connu Boileau que son propre père, puisqu'il a pu le fréquenter jusqu'à l'âge de dix-huit ans.

Voici, d'abord, quelques traits d'humeur du célèbre satirique.

« La vivacité du prince de Condé devenait parfois si grande qu'on voyait bien qu'il était dangereux de lui disputer la victoire. Le feu de ses yeux étonna, une fois, si fort Boileau dans une dispute de cette nature, qu'il céda par prudence et dit tout bas à son voisin : « Dorénavant, je serai toujours de l'avis de M. le Prince, quand il aura tort. »

On ne sera pas surpris de trouver plus de gaieté dans les anecdotes où Boileau fait le principal personnage que dans celles où Racine joue un rôle. L'histoire du souper d'Auteuil est fort connue. Remarquons seulement la garantie d'authenticité que lui décerne Louis Racine : « Ce fameux souper, quoique peu croyable, est très véritable... ; Boileau a raconté plus d'une fois cette folie de sa jeunesse. »

Notre historien repousse résolument le reproche d'avarice qu'on a voulu faire quelquefois à Despréaux.

« Quoiqu'il ait été accusé d'aimer l'argent, accusation fondée sur ce qu'il paraissait le dépenser avec peine, il avait les sentiments nobles et désintéressés... J'ai fait connaître la générosité avec laquelle il donna tous ses ouvrages au libraire, et le scrupule qui

lui fit rendre aux pauvres tout le revenu de son bénéfice. Comme il avait eu quelque part à l'opéra de *Bellerophon*, Lulli, soit pour le récompenser, soit pour le réconcilier avec l'opéra, lui offrit un présent considérable qu'il refusa... On sait ses libéralités pour Patru et Cassandre, et la manière dont il fit rétablir la pension au grand Corneille en offrant le sacrifice de la sienne... Sa bourse fut ouverte à beaucoup d'autres gens de lettres, et même à Linière, qui souvent, avec l'argent qu'il venait d'en recevoir, allait boire au premier cabaret, et y faisait une chanson contre son bienfaiteur. »

Boileau aimait la société et était fort exact à tous les rendez-vous. « Je ne me fais jamais attendre, disait-il, parce que j'ai remarqué que les défauts d'un homme se présentent toujours aux yeux de celui qui l'attend. »

Il pouvait dire de lui-même comme Horace : « *Irasci celerem, tamen ut placabilis essem.* » Il eut, un jour, une dispute fort vive avec son frère le chanoine, qui lui donna un démenti d'une manière assez dure. Les amis communs voulurent mettre la paix, et l'exhortèrent à pardonner à son frère : « De tout mon cœur, répondit-il, parce que je me suis possédé ; je ne lui ai dit aucune sottise. S'il m'en était échappé une, je ne lui pardonnerais de ma vie. » C'est l'adage italien : « On ne pardonne jamais les injures qu'on a faites. »

Il était entré à l'Académie sur la volonté expresse du roi, tout à fait contre le gré de la majorité. A cela rien d'étonnant : il avait dit du mal de presque tous les académiciens. Aussi lui arrivait-il souvent d'être contredit par la plupart de ses confrères. « Un jour cependant, il fut victorieux, et, quand il racontait cette victoire, il ajoutait, en élevant la voix : « Tout le monde fut de mon avis, ce qui m'étonna ; car j'avais raison, et c'était moi. »

Un candidat à l'Académie, le marquis de Saint-Aulaire, n'avait guère d'autre titre à un rang si illustre que certain madrigal à la duchesse du Maine. La duchesse avait proposé cette énigme : si vous étiez le dieu des vers, que feriez-vous ? Le marquis de Saint-Aulaire rima cette jolie pièce :

La divinité qui s'amuse
A me demander son secret,
Si j'étais Apollon, ne serait pas ma muse ;
Elle serait Thétis, et le jour finirait.

Ce n'était tout de même pas suffisant pour entrer à l'Académie. Aussi Boileau s'opposait-il à cette élection : « Je ne lui dispute pas, s'écriait-il, ses titres de noblesse ; mais je lui dispute ses

titres du Parnasse. » Un des académiciens ayant répliqué que M. de Saint-Aulaire avait aussi ses titres au Parnasse, puisqu'il avait fait de fort jolis vers : « Eh ! bien, Monsieur, lui dit Boileau, puisque vous estimez ses vers, faites-moi l'honneur de mépriser les miens. »

Voici, maintenant, qui est à placer dans l'histoire des *gaffes* de société, pour parler notre langue. Boileau n'a jamais pu se rappeler que M^{me} de Maintenon avait été la femme de Scarron, et le fait est que plus d'un oublierait, à voir l'épouse d'un roi comme Louis XIV, qu'elle a pu être l'épouse de l'homme le plus disgracié de la nature. Un jour, en présence de Racine et de M^{me} de Maintenon, on vint à parler du burlesque : « Heureusement, observa Boileau, ce misérable goût est passé, et on ne lit plus Scarron, même dans les provinces. » — Bientôt après, Racine le prit à part pour lui dire : « Pourquoi parlez-vous devant elle de Scarron ? ignorez-vous l'intérêt qu'elle y prend ? — Hélas ! non, reprit-il ; mais c'est toujours la première chose que j'oublie, quand je la vois. »

Un autre jour, on « parlait devant le roi de la mort du comédien Poisson : « C'est une perte, dit le roi, il était bon comédien... — Oui, reprit Boileau, pour faire un Don Japhet ! Il ne brillait que dans ces misérables pièces de Scarron. » — Mon père lui fit signe de se taire, et lui dit en particulier : « Je ne puis donc paraître avec vous à la cour, si vous êtes toujours si imprudent. — J'en suis honteux, lui répondit Boileau ; mais quel est l'homme à qui il n'échappe une sottise ? » Celle-là, à la vérité, lui échappait trop souvent.

À l'occasion, Boileau ne détestait point les mots à la Benserade, ceux qu'on appelait alors des turlupinades, et que nous qualifierions de calembours. — « Dans le temps que l'affectation de substituer le mot de *gros* à celui de *grand* régnait à Paris comme en quelques provinces, où l'on dit : un gros chagrin, pour un grand chagrin, le roi lui demanda ce qu'il pensait de cet usage. « Je le condamne, répondit-il, parce qu'il y a bien de la différence entre Louis le Gros et Louis le Grand. »

Le trait suivant est plus plaisant, parce qu'il nous montre un homme qui s'amuse en se gaussant à la fois d'autrui et de lui-même : « Boileau allant toucher sa pension au Trésor Royal remit son ordonnance à un commis, qui, en lisant ces paroles : *la pension que nous avons accordée à Boileau à cause de la satisfaction que ses ouvrages nous ont donnée*, lui demanda de quelle espèce étaient ses ouvrages : « De maçonnerie, répondit-il. »

Louis Racine raconte, après M^{me} de Sévigné, la fameuse scène

qui se passa chez Corbinelli, dans laquelle Despréaux, soutenant en face des Pères Jésuites la supériorité des anciens à la réserve d'un seul moderne qu'il ne voulait pas nommer, lâcha enfin le nom de Pascal, et s'échauffa en faveur de l'auteur des *Provinciales* de toute l'ardeur de ses convictions. « Boileau, remarque Louis Racine, portait à la cour sa franchise étonnante, et ne retenait jamais rien de ce qu'il pensait. « Vous avez, lui disait un jour mon père, un privilège que je n'ai point ; vous dites des choses que je ne dis jamais. Vous avez, plus d'une fois, loué dans vos vers des personnes dont les miens ne disent rien. Tout le monde devine aisément votre rime à l'ostracisme (jansénisme). C'est vous qu'on doit accuser, et cependant c'est moi qu'on accuse. Quelle en peut être la raison ? — Elle est toute naturelle, répondit Boileau. Vous allez à la messe tous les jours ; moi je n'y vais que les fêtes et les dimanches. »

Enfin, Louis Racine nous le montre dans sa maison d'Auteuil, où il se retira à un certain moment de sa vie. Loin d'y vivre en avare, il y tenait, paraît-il, table ouverte ; il finit par la vendre. Lorsque ses infirmités l'eurent déterminé à venir terminer ses jours à Paris, le nouveau propriétaire lui fit promettre de venir souvent à son ancienne demeure, comme chez lui-même. Boileau remercia, et, quelque temps après, profita de la permission. Il trouva qu'une certaine tonnelle avait été rasée et remplacée par un boulingrin quelconque. Cela le mit dans une violente colère ; il déclara que, si c'était ainsi qu'on l'invitait à venir se rafraîchir dans ses anciens souvenirs, il n'y reviendrait plus. Il le fit, et, en vérité, il fit bien ; car je crois qu'il ne faut jamais rentrer dans les lieux où l'on n'est plus chez soi, fût-ce avec l'autorisation du propriétaire.

C. B.

La civilisation de l'âge homérique.

Cours de M. ALFRED CROISSET,

Professeur à l'Université de Paris.

L'amour.

Nous avons étudié, jusqu'ici, la constitution de la famille dans cette société royale et patriarcale que nous font connaître les poèmes homériques; nous avons vu quelle peinture le poète nous présente des sentiments familiaux, et, en particulier, de l'amour conjugal. Nous pouvons nous demander maintenant comment apparaît, dans cette littérature primitive, le sentiment qui inspirera si souvent la poésie postérieure, et qui occupe une si grande place dans les littératures de tous les peuples, l'amour proprement dit, à ses divers degrés et sous ses différentes formes.

Mais une observation préliminaire s'impose : le sentiment de l'amour n'est jamais considéré dans les poèmes homériques comme un sujet d'analyse, comme un objet d'étude pour l'artiste. La peinture de la passion ainsi conçue ne se trouve nulle part dans Homère. C'est à une époque bien postérieure à cette conception nouvelle, que la préoccupation de l'artiste ou du psychologue apparaîtra dans les œuvres de la littérature grecque, et cet appel à une nouvelle source d'inspiration ne se fera pas sans soulever certaines protestations. C'est Euripide qui, le premier, a donné une grande importance à la peinture de l'amour; et cette espèce de révolution a causé quelque scandale parmi les contemporains. Aristophane se fait l'écho de l'opinion publique, quand il met en scène le vieil Eschyle, dont la célébrité était déjà consacrée par le temps, et le poète à la mode, Euripide : « Je ne sais, dit Eschyle avec un sentiment d'orgueil qu'on applaudissait, s'il m'est arrivé de montrer, une seule fois, sur le théâtre une femme amoureuse. » Jusqu'à cette innovation d'Euripide, la peinture de l'amour avait semblé comme proscrite de la grande poésie, du théâtre comme de l'épopée.

En tout cas, on ne trouverait nulle part dans la poésie antérieure une véritable psychologie de l'amour. Les LesbienS avaient

bien composé des poésies amoureuses, mais on ne trouvait dans leurs vers faits pour la musique, que l'expression spontanée de la passion personnelle du poète ; on n'y reconnaissait pas l'application de l'artiste, qui prend la passion pour objet de son étude. Ces chansons d'amour traduisent, sous une forme harmonieuse, les mouvements de la passion ; ils ne contiennent rien qui rappelle les grandes peintures de l'amour, telles qu'on les trouvera dans la poésie d'un Apollonius ou d'un Virgile.

Ce n'est pas que, dans Homère, la passion amoureuse n'existe pas ; rien de ce qui intéresse la vie de ce monde homérique n'est négligé par le poète. Depuis le simple caprice, qui se satisfait dans le commerce avec les captives, on trouve toutes les formes essentielles de l'amour, soit dans ces relations éphémères qui réunissent un moment les dieux et les mortels, soit même dans la passion excessive, parfois coupable et même criminelle, d'une Hélène ou d'une Clytemnestre. Il suffit que la vie présente au poète des images de l'amour, pour qu'il soit amené naturellement à les transporter dans ses vers. D'ailleurs, ces peintures de l'amour, que nous nous efforçons de découvrir et d'analyser dans les poèmes homériques, se font remarquer par la sobriété des traits et la gravité que le poète met à les composer ; on y surprend quelquefois aussi ce sentiment d'effroi superstitieux que le poète éprouve devant les excès de la passion, avec un sentiment d'indulgence et de pitié, en présence de ces égarements de l'amour, qui sont comme une folie envoyée par les dieux, comme une maladie divine.

La forme inférieure de l'amour dans Homère paraît être le caprice du chef qui s'éprend d'une captive. On sait que le droit du maître sur toutes les personnes de sa maison constituait une des lois de la famille patriarcale. Or, ce droit abusif semble avoir trouvé sa limitation dans l'institution même du mariage : cela résulte d'un texte de l'*Odyssée*, que nous avons cité à propos d'Euryclée. L'étude des derniers chants de l'*Odyssée* nous a habitués à considérer Euryclée sous l'aspect d'une vieille femme vénérable, la servante de Pénélope, la nourrice d'Ulysse, qui l'a élevé depuis son enfance. Mais le poète nous apprend, au premier chant de l'*Odyssée*, qu'elle était entrée toute jeune dans la maison de Laërte. Comme la plupart de ces captives dont Homère nous raconte les misères, elle était fille de roi, et avait été condamnée à l'esclavage par les vicissitudes de cette société troublée, où la guerre dispersait sans cesse les familles. Laërte avait conçu pour elle un grand amour ; mais toujours, nous dit le poète, il l'avait respectée, car il craignait sa femme, la vénérable Anticlée ; Euryclée, quoique esclave, était restée aimée et honorée du maître de la maison ; le

caprice de l'homme était réfréné par le respect dû à l'épouse, par le caractère sacré de l'union conjugale.

La forte constitution de la famille, la noblesse des sentiments conjugaux, la sainteté du mariage, tels sont, d'après la peinture idéalisée que nous présente le poète, les forces morales qui limitent et enchaînent le caprice de l'homme.

Mais, le plus souvent, dans la réalité, le sort réservé aux captives, comme Euryclée, était assez misérable. Cassandre, la propre fille de Priam, est réduite en esclavage, et sera tuée en même temps qu'Agamemnon, son maître (*Odyssée*, chant xi); Andromaque redoute aussi le sort commun des captives, quand son mari ne sera plus et que Troie sera détruite. En principe, le droit du maître sur ses captives est la loi, et, s'il y a quelques réserves à faire, c'est dans la mesure où nous les avons faites à propos d'Euryclée. On peut, à ce sujet, signaler l'épisode de l'*Odyssée* où Homère nous montre le traitement infligé aux captives infidèles dans la maison d'Ulysse. Un certain nombre des servantes de Pénélope s'étaient rangées, à l'arrivée des prétendants, du côté de leur maîtresse, soumises à l'autorité d'Euryclée. Mais d'autres, une vingtaine, nous dit Homère, avaient cédé aux avances des prétendants, et avaient accepté ces nouveaux maîtres. C'était là, au point de vue des hommes de ce temps, une félonie, une trahison, un crime domestique, bien plus qu'une faute d'amour. Aussi, avec quelle dureté inflexible voyons-nous Ulysse traiter les coupables après sa victoire sur les prétendants. Quand tous ont été tués, c'est au tour des servantes infidèles de subir le châtiment. Il y avait entre le mégaros et l'enceinte du palais, un passage, un couloir étroit : c'est là qu'on fait passer, qu'on pousse toutes ces femmes, après qu'Euryclée les a désignées. Télémaque veut lui-même leur infliger le châtiment mérité, et décide de les faire mourir d'une mort honteuse (*Odyssée*, chant xxii, vers 460 et s.). Il attache une corde à une grande colonne, assez haut pour qu'on ne puisse, y étant pendu, toucher le sol avec les pieds. C'est là que les femmes vont être suppliciées, et le poète décrit la scène du supplice avec le réalisme sobre et brutal qui lui est familier : « Comme des grives ou des colombes aux ailes étendues, quand elles se sont jetées dans le filet tendu dans un buisson, toutes les femmes, l'une après l'autre, tendaient la tête, et chacune avait autour du cou la corde qui devait la faire périr de la mort la plus misérable... Elles agiterent un instant les pieds, mais ce ne fut pas long. » Tel était, dans l'esprit d'Ulysse et de Télémaque, le supplice ignominieux qui convenait à un crime contre la fidélité domestique ; telle était le châtiment que le maître pouvait réserver à ses captives.

Le sort de la captive à la guerre, sous la tente, est un peu différent. Là encore règne le droit du maître, mais avec des adoucissements, et les sentiments du chef pour ses femmes nous apparaît plus relevé et plus noble. Les deux exemples qui se présentent naturellement à l'esprit sont ceux de Chryséïs dans la tente d'Agamemnon, et de Briséis dans la tente d'Achille. Chryséïs inspire à son maître un sentiment plus délicat que la plupart des captives. Agamemnon la considère, l'honore et l'estime même supérieure à son épouse légitime, Clytemnestre. Quant à Briséis, nous avons vu, par un passage précédemment cité (*Odyssée*, chant xxii, vers 298 et s.), quels sont ses sentiments. Elle nous apparaît, après la mort de Patrocle, pleurant sur le héros mort et chantant avec les autres captives, ses compagnes, le thrène funèbre. Elle regrette, dit-elle, la douceur de Patrocle, de ce héros plein de compassion pour les misérables captives, qui lui avait fait espérer qu'un jour Achille la ramènerait dans la Phthie, la reconnaîtrait pour son épouse légitime, la ferait maîtresse de son palais et de ses biens. On surprend ici un sentiment nouveau, une délicatesse, une noblesse de cœur qui fait oublier ce qu'il y avait souvent de brutal dans ces caprices éphémères des héros pour leurs esclaves.

Pour en finir avec cette forme inférieure de l'amour qui n'apparaît que dans des relations passagères, nous devons examiner les rapports qui unissent parfois les dieux et les hommes, l'amour d'un dieu pour une femme mortelle ou d'une déesse pour un héros. Dans la vieille mythologie grecque, ces sortes de compromissions de la divinité sont fréquentes. Dieux et hommes sont encore voisins les uns des autres. Ils sont tous fils de la même mère, la Terre : aux uns a été réservé le bonheur et l'immortalité, les autres ont obtenu en partage les misères d'une existence éphémère ; mais le souvenir survit de la commune origine, et le chemin n'est pas si long du ciel à la terre que les dieux ne puissent parfois redescendre vers leurs frères inférieurs. Certes, il ne peut y avoir rien de bien profond dans ces rapprochements accidentels entre hommes et dieux, dans ces unions passagères entre des êtres qui vivent d'une vie différente, et l'amour des dieux pour les mortels n'est jamais qu'un caprice. Du reste, ces rapports du ciel avec la terre ne sont, au fond, que l'expression d'un mythe original ; les légendes des innombrables hymens de Zeus avec des mortelles se rapportent à cette croyance primitive, que les hommes et les dieux sont également les enfants de Zeus : « Zeus est le père des hommes et des dieux », comme dit le poète. Les vieilles traditions mythologiques renferment un mythe naturaliste, qui est l'explication grossière de la nature et des phénomènes visibles. Mais, comme,

chez ce peuple à l'imagination vive, les mythes se transforment aisément dans le sens de l'anthropomorphisme, le caractère mythique, le sens naturaliste a vite disparu, et les poètes n'ont trouvé bientôt, dans ces rapports de la divinité avec l'humanité, qu'une occasion d'exprimer des sentiments humains. Au temps d'Homère, ces mythes, très anciens en raison même de leur origine naturaliste, s'étaient déjà transformés et avaient pris une forme poétique.

Pourtant, chose curieuse, le poète, qui fait de fréquentes allusions aux aventures légendaires des hommes avec les dieux, se borne en général à des allusions, et ne met à peu près jamais sous nos yeux le récit détaillé de ces aventures singulières et les sentiments dont elles pourraient être l'occasion. Ainsi Homère fait, plusieurs fois, allusion à l'amour, si souvent célébré par les poètes postérieurs, d'Aphrodite pour Anchise, le père d'Enée; cependant, nulle part, il ne raconte l'histoire de cet amour, et il se borne à en faire, çà et là, une courte mention, comme d'un fait connu de l'histoire légendaire. Pour en trouver le récit détaillé, anecdotique, il faut aller jusqu'à cet hymne dit homérique qui est adressé à Aphrodite. Dans cette œuvre, qui est d'un poète sensiblement postérieur à Homère, il nous est raconté comment la déesse s'éprit d'Anchise, quand il faisait paître ses troupeaux sur l'Ida. Mais, ici encore, la peinture des sentiments est absente, et un seul détail mérite d'être signalé pour notre étude : quand la divinité s'approche de l'être humain qu'elle favorise, elle est obligée de voiler sa perfection, de peur d'éblouir l'homme, de le frapper de stupeur ou même de mort subite. Il suffit de mentionner l'aventure d'Actéon et de Diane pour rappeler ces cas de mort ou de folie soudaine frappant un mortel à l'aspect inattendu d'une divinité. Aussi, dans l'hymne homérique, la déesse est-elle attentive à se déguiser, à voiler sa divinité, à ne pas apparaître au mortel dans tout l'éclat de sa beauté immortelle. Dans Homère, nous ne trouvons rien d'aussi précis. Un seul exemple nous est donné de ces amours divines : c'est l'aventure d'Ulysse et de Calypso au cinquième chant de l'*Odyssée*. Nous avons déjà cité quelques passages qui s'y rapportent, à propos d'Ulysse ; mais nous pouvons encore en tirer quelques traits intéressants pour l'étude qui nous occupe.

Calypso, quoique déesse, possède le charme des mortelles ; elle atténue les rayons de sa divinité pour se faire semblable à celui qu'elle aime ; elle nous séduit par tout ce qui se mêle de beauté morale, de noblesse, de délicatesse, d'humanité, dans son amour pour Ulysse. Quand le sacrifice lui est imposé par

les dieux supérieurs et qu'il lui faut renoncer à Ulysse, elle se résigne avec un courage calme, et fait tout ce qu'elle peut pour assurer le bonheur de celui qui l'abandonne. Elle se rapproche aussi de la nature humaine par ses sentiments à l'égard des dieux supérieurs, et de la nature féminine par sa jalousie contre les dieux mâles. Ils ne veulent pas tolérer que les déesses s'éprennent des hommes, eux qui se donnent tant de liberté avec les femmes mortelles. Elle répond avec humeur à Hermès, qui lui apporte les ordres de Zeus (*Odyssée*, chant v, vers 117 et s.) : « Vous êtes bien durs, dit-elle, vous autres dieux, et jaloux plus que personne au monde, vous qui portez envie aux déesses, quand elles aiment des hommes mortels. — Et pourtant, vous ne vous privez pas d'une semblable liberté ! » ajoute-t-elle ; sur quoi elle rappelle l'histoire de Jason et d'Orion, qui ont aimé sans qu'on songeât à le leur interdire ; tandis que, si une humble déesse comme elle s'éprend d'un homme valeureux comme Ulysse, les dieux s'empressent d'intervenir. Et pourtant son amour n'est pas coupable : « Je l'aimais et le soignais dans ma demeure, dit-elle, et je projetais de le rendre immortel, exempt de la vieillesse pour le reste de ses jours. » — C'est là un véritable amour, qui ne se contente pas de la simple possession, mais s'attache assez à la personne aimée pour vouloir son bonheur, même s'il faut renoncer à son amour. — C'est avec une coquetterie touchante, que, sûre d'être vaincue et résignée d'avance, elle fait de doux reproches à Ulysse : « Je sais que tu penses toujours à Pénélope et que tu l'aimes mieux que moi ; et pourtant je suis plus grande, je suis plus belle que Pénélope, puisque je suis déesse, et je t'aime cependant. » Puis, au moment où elle ne peut plus retenir Ulysse, elle fait en sorte qu'il ait un heureux voyage, elle veut qu'il ne manque de rien, elle surveille la construction du radeau, veille à ce que des provisions y soient apportées, et fait préparer par ses nymphes tous les objets nécessaires au voyage. Elle prend comme un plaisir mélancolique à assurer le retour de celui qui la délaisse et, quand il est prêt à s'embarquer, elle lui donne encore des conseils affectueux, lui indiquant la direction à suivre et lui signalant les dangers de la route. Jusqu'au bout elle montre une prévoyance émue, avec une résignation touchante ; dans ces relations singulières, ambiguës, d'une divinité avec un mortel, il s'introduit ainsi quelque chose de délicat, de tendre, de profondément et de noblement humain, et l'impression qui en résulte concorde admirablement avec tout ce que nous avons vu précédemment de la noblesse et de la délicatesse des sentiments dans cette société homérique.

Mais, à côté de ces exemples de relations éphémères, au-dessus de l'affection d'un chef pour sa captive, ou d'une divinité pour un mortel, nous trouvons dans Homère des exemples du véritable amour, profond et tragique, qui peut aller jusqu'à la folie du crime : à côté de l'amour caprice, l'amour passion. Les deux exemples les plus fameux de cette nouvelle forme de l'amour sont ceux d'Hélène et de Clytemnestre.

Il n'est question de Clytemnestre, dans les poèmes homériques, qu'incidemment et indirectement ; pourtant l'image de cette femme funeste se dresse tragiquement à travers ces poèmes, prédestinée déjà à devenir le type de la femme coupable, chez qui l'amour, joint à une méchanceté naturelle, finit par dénaturer les sentiments les plus forts et les plus nobles, comme l'amour maternel.

Clytemnestre nous apparaît, pour la première fois, avec quelques traits caractéristiques au troisième chant de l'*Odyssée*, dans le récit que fait Nestor à Télémaque. Le fils d'Ulysse est allé auprès du vieux Nestor pour avoir des nouvelles de son père, et il l'interroge en même temps sur Agamemnon. C'est ici que se place le premier récit de l'aventure d'Egisthe. Nestor raconte comment Clytemnestre avait d'abord refusé de s'associer à l'acte criminel d'Egisthe ; elle avait lutté longtemps contre sa passion funeste, soutenue par un aède qu'Agamemnon avait chargé de veiller sur elle et qui, par des chants divins, endormait ses mauvais desseins (*Odyssée*, chant III, vers 260 et s.) : « Elle repoussait l'idée de l'action impie, car elle avait une âme sage ; mais, quand la destinée des dieux eut décidé qu'elle serait domptée par l'amour, alors, emmenant l'aède dans une île déserte, Egisthe l'abandonna pour qu'il devint la proie des oiseaux ; puis il prit Clytemnestre et l'emmena consentante dans sa demeure. » Agamemnon cependant était retenu sur les mers, et Egisthe put régner longtemps dans son palais.

Une seconde fois, il est question de Clytemnestre, au chant XI de l'*Odyssée* (vers 387 et s.), quand Ulysse rencontre au pays des Cimmériens l'ombre d'Agamemnon. Le roi des rois lui raconte comment il a péri misérablement sous les coups de Clytemnestre et de son complice : « Il s'approcha d'Ulysse, et il pleurait bruyamment, versant des larmes tièdes... — Je ne suis pas mort, dit-il, dans les batailles ni sur la mer : c'est Egisthe qui m'a tué avec ma femme funeste, après m'avoir appelé dans ma propre demeure et invité à un festin, ainsi qu'on tue un bœuf devant le rathier ; c'est ainsi que j'ai péri, frappé d'une mort lamentable, et tous mes compagnons autour de moi étaient tués sans pitié,

comme des porcs aux dents blanches. » (*Odyssée*, xi, 408 et s.). Agamemnon rappelle aussi le sort de Cassandre, et comment, tout à coup, il avait été averti du sort qui le menaçait, en entendant la voix lamentable de la fille de Priam, mise à mort par Clytemnestre. « Car il n'est rien, conclut-il, de plus terrible et de plus impudent qu'une femme ! J'avais cru que je rentrerais après la guerre pour être reçu avec des embrassements par mes enfants et tous ceux de ma maison ; mais cette femme, par ses desseins funestes, a répandula honte sur elle et sur toutes les femmes à venir, même sur celles qui seront sages. » Puis, comme s'il craignait pour Ulysse l'effet de cette malédiction, il se reprend : « Sois tranquille, ajoute-t-il ; ce n'est pas là le sort qui t'est réservé : Pénélope est sage, elle est bonne et prudente, et toi tu reverras ton fils, au lieu que moi, cette femme m'a tué avant que j'aie pu revoir mes enfants. »

Ainsi l'on trouve déjà chez Clytemnestre, en opposition avec Pénélope, une première forme de cet amour coupable que les poètes postérieurs traiteront si souvent, dans les tragédies, et dont nous pourrons voir un autre exemple dans Homère, en étudiant le personnage d'Hélène.

M.

La morale des Épicuriens et des Stoïciens.

Cours de M. VICTOR BROCHARD,

Professeur à l'Université de Paris.

Comparaison avec les morales modernes. — II.

Je reprends, au point où je l'ai laissée, la question que nous avons commencé d'examiner ensemble, c'est-à-dire la comparaison des morales stoïcienne et épicurienne avec les morales modernes. Je vous ai montré que, dans l'antiquité et plus particulièrement dans la période qui nous occupe, nous ne trouvons rien qui ressemble à la morale de l'intérêt, bien que les anciens fassent droit à toutes nos exigences modernes dans la question de l'utile. J'ai essayé de faire la même démonstration pour la morale du sentiment et d'indiquer en quel sens, dans ces doctrines de l'antiquité, il est fait une place à la sensibilité, au cœur et au sentiment, sans que pourtant on puisse dire que ces morales soient des morales du sentiment. Nous avons étudié à la morale rationnelle, et j'avais fait remarquer que tous les systèmes de morale de l'antiquité peuvent s'appeler rationnels, puisqu'ils placent unanimement au sommet cette vertu suprême de la *φρόνησις*, de la sagesse. Donc on doit s'attendre à trouver de grandes analogies entre ces doctrines et les systèmes rationnels modernes. J'avais distingué : 1^o cette forme de la morale kantienne qui repose sur l'impératif catégorique ; 2^o cette autre forme qui explique, au contraire, le devoir par la perfection et par une antériorité au moins logique du bien sur le devoir. De ces deux conceptions, nous avons écarté la première comme radicalement incompatible avec la conception antique. J'avais montré que ces idées d'obligation, de responsabilité, devenues fondamentales dans la morale moderne courante, ne figurent pas dans la morale antique. Il restait à comparer la morale stoïco-épicurienne avec la seconde forme de la morale rationnelle, c'est-à-dire la morale de la perfection. C'est à ce point précis que nous reprenons la question.

Ici, on doit s'attendre à des analogies profondes et étroites, puisque, de l'aveu même des représentants modernes de cette doc-

trine, c'est aux Épicuriens, aux Stoïciens, à Aristote qu'ils l'ont empruntée (Leibniz, Jouffroy, P. Janet). Il suffit de parcourir leurs ouvrages pour s'en convaincre. Ces analogies, je ne veux pas les contester : les ressemblances sont très grandes et vont jusqu'à l'identité dans quelques détails, mais je veux établir aujourd'hui que, s'il y a des analogies, il y a aussi des différences, et beaucoup plus graves ; que les ressemblances sont plus apparentes que réelles, et qu'elles sont dans la lettre, alors que les différences sont dans l'esprit. Anciens et modernes disent les mêmes choses, mais dans un tout autre sens et avec de tout autres intentions.

Dans la morale grecque, que ce soit celle d'Aristote ou celle de Zénon, ce qui constitue le bien comme élément essentiel, c'est quelque chose de rationnel, et il s'agit d'un ordre, d'une harmonie dans la nature, dans l'ordre général des choses, et que l'esprit humain constate, mais n'invente pas. Cet ordre, c'est la fonction propre de chaque être ; accomplir volontairement ce que la nature nous a destiné spontanément à accomplir, voilà le bien : οἰκεῖον ἔργον, ἰδῖον ἔργον, τελειωτὲς. La perfection, c'est l'achèvement des fonctions que la nature a ébauchées en nous. Mettre la raison au-dessus de toutes les autres facultés humaines, voilà le bien humain. Mais, en même temps, les anciens ne séparent jamais l'élément sensible de cet élément rationnel, et il le faut bien, puisqu'ils sont eudémonistes. Il faut que ce bien s'accompagne de l'agréable, du plaisir ; il est conçu par la raison, mais il faut aussi qu'il soit senti par la sensibilité ; et les anciens n'y ont pas manqué. Il est vrai qu'ici il faut faire une distinction curieuse et importante : ce qui accompagne le bien, ce qui l'achève, c'est le plaisir. Celui-ci n'est pas l'acte, mais il l'accompagne toujours. Aristote est le seul peut-être qui ait osé dire que le plaisir *ἡδονή*, accompagne l'activité à tous ses degrés. Dans toute l'histoire de la philosophie, je ne sache pas que jamais auteur ait osé avancer une telle affirmation. Platon, dans le *Philebe*, fait une place au plaisir, mais dans le bonheur humain. Aristote est le seul qui ait osé dire que la divinité, étant l'acte suprême, jouit d'un plaisir unique et absolu, si bien que, pour caractériser sa doctrine, ce n'est pas seulement l'expression d'eudémonisme rationnel, mais celle d'hédonisme rationnel, qu'il faut employer.

On peut être déconcerté par l'alliance inaccoutumée de ces deux termes ; mais qu'importe, si c'est bien là l'idée d'Aristote ? Il est vrai que cette conception n'a pas longtemps subsisté. Les Stoïciens n'ont pas voulu considérer le plaisir comme accompagnant les formes supérieures de l'activité. Ils ont donné une autre

définition du plaisir. Chez les péripatéticiens eux-mêmes, il semble que cette théorie d'Aristote sur le plaisir de l'acte pur ait été oubliée. A lire Cicéron, par exemple, on dirait qu'il n'y a jamais eu d'*Éthique à Nicomaque*. Les Stoïciens ont défini l'ἡδονή comme un mouvement et l'ont réservé au plaisir des sens : « Jucundus motus quo sensus hilaretur », dit Cicéron. Si le plaisir est un mouvement et non un repos, comme l'entendait Aristote, les Stoïciens ne peuvent plus le considérer comme un accompagnement de l'activité spirituelle et de l'activité divine. Et, cependant, ils joignent à l'acte pur un certain sentiment de joie. Le sage éprouve de la joie, et comment peut-il en être autrement, puisque toutes ces doctrines tendent à une définition du bonheur ?

Ainsi, malgré la différence signalée entre Aristote et les Stoïciens, nous voyons partout, dans la morale antique, l'élément rationnel accompagné d'un élément sensible, d'un sentiment. Eh bien ! il en est tout autrement dans la philosophie moderne, dans la morale rationnelle. Ici, le bien est rationnel et n'est que cela, et c'est chose curieuse que l'effort des moralistes modernes pour écarter de l'idée du bien moral cet élément sensible que les anciens y faisaient rentrer. Dans ces systèmes de morale, en effet, le bien est toujours considéré abstraitement. Faire le bien avec plaisir, c'est ne plus faire le bien. Dans cette doctrine, soit parce que l'idéal moral est conçu comme un ordre impératif, soit parce qu'avec Kant on souhaite que la conduite humaine soit déterminée uniquement par une idée, il faudra toujours et nécessairement écarter ce qu'on appelle motif intéressé, c'est-à-dire tout élément de plaisir. C'est là une morale triste ; celle des anciens est une morale de joie. L'opposition est visible surtout si l'on considère la morale de Kant, d'où tout élément pathologique est écarté, où il suffit d'un peu de joie pour que le caractère moral disparaisse, où la peine, la contrainte, la consigne sont nécessaires à l'effort moral.

Il est assez plaisant de voir, chez certains philosophes qui se réclament d'Aristote, comment, en fait, dans cette expression d'eudémonisme rationnel, il y a un terme, le premier, qui ne signifie rien pour eux. On pourrait leur demander pourquoi ils le gardent s'il ne signifie rien, à moins qu'ils n'aient supprimé la chose tout en gardant le nom. Aristote est très affirmatif sur cette liaison nécessaire de l'élément rationnel et de l'élément sensible. Il proteste contre l'oracle qui avait refusé d'inscrire sur la même ligne ces trois mots : ἡδιστον, κάλλιστον, ἄριστον. Sur ce point, il n'y a pas de différence entre les Stoïciens et les Epicuriens, au lieu que la divergence est considérable entre la morale moderne et la morale grecque.

Pour la conscience moderne, en effet, une difficulté se présente : le bien abstrait peut-il être conçu comme ne contenant pas le bien propre de l'agent ? S'il ne s'agit que du bien de l'Univers, en quoi suis-je tenu de le faire ? Si l'on définit ainsi le bien, comment peut-il agir sur des volontés humaines ? La conception moderne nous traite comme de purs esprits. Les anciens, eux, définissaient le bien comme une fin agissant par l'attrait qu'elle provoque ; c'est quelque chose qui se rattache au plaisir et au bonheur. Qu'une idée pure puisse agir et descendre dans la volonté pratique, ce n'était pas l'avis de Spinoza, pour qui la connaissance adéquate ne se sépare pas de l'« Amor Dei intellectualis ». Dans la conception moderne, la question du bien présente donc de graves difficultés. C'est pourquoi les modernes ne peuvent aller jusqu'au bout de leurs déductions. Ils sont obligés de déclarer que c'est seulement dans le monde actuel que la vertu et le bonheur sont séparés. L'abnégation en soi, le sacrifice pur, sont des mots vides de sens. C'est en un sens relatif, provisoire, que l'on peut parler de désintéressement absolu. Ainsi les modernes, par un détour étrange, après s'être écartés de la conception ancienne, y reviennent forcément.

Si les moralistes modernes ont séparé ainsi l'idée du bien de l'idée du bonheur, et considéré le bien comme une sorte de moyen terme entre le bien à la façon des anciens et l'impératif catégorique à la façon de Kant, c'est qu'ils espèrent trouver une conciliation entre cette idée et celle d'obligation. Un tel problème ne se posait pas, ne pouvait se poser pour les anciens ; mais c'est une question de savoir si la morale moderne a réussi à résoudre la difficulté. Ce bien universel, ce bien absolu, en quoi et pourquoi est-il obligatoire ? Comment passer de l'idée du bien ainsi entendue à l'idée d'obligation ? Ou bien l'on invoquera un ordre, un commandement, et alors on rentrera dans le point de vue religieux, ou bien l'on donnera une raison, et laquelle ? M. Paul Janet s'est évertué à la découvrir et n'a pu rien trouver de mieux que de considérer l'union de l'idée du bien avec l'idée d'obligation comme un principe synthétique *a priori*. Kant n'eût pas admis cette explication et cet usage de sa doctrine, comme étant contraires à ce qui en est l'esprit même. Ce n'est là, malgré tout, qu'une manière de se dérober, et la difficulté subsiste tout entière. Mais il ne s'agit pas, ici, de discuter les principes de la morale rationnelle moderne, et je me borne à montrer les différences considérables qui la séparent de la morale ancienne, de son esprit et de ses tendances. Néanmoins, il me sera permis de remarquer que

es anciens évitent les difficultés graves qui se posent pour les modernes et qu'on ne peut refuser à leur doctrine la forme et la valeur d'un tout cohérent, organisé et, en un sens, satisfaisant pour l'esprit.

Et maintenant, je voudrais examiner rapidement une dernière question. Jusqu'ici, dans ces leçons qui, je le répète, sont des conclusions présentées sous forme de thèses, j'ai marqué les grandes différences de la morale de la première période et de celle de la deuxième période. En montrant comment la morale stoïco-épicurienne diffère de la morale moderne, j'ai fait voir les caractères qui sont propres à celle-ci. Avant d'introduire la dernière partie de la présente étude, une question préliminaire se posera : laquelle, de la morale d'Aristote ou de celle de Zénon, est supérieure à l'autre ? De l'une à l'autre y a-t-il progrès ou bien recul ? Voilà le problème que je voudrais examiner brièvement, afin d'en finir avec ces questions préliminaires. Mais, tout d'abord, il y a deux points de vue distincts dans une semblable recherche : 1^o le point de vue historique, qui expose les textes et les compare ; 2^o le point de vue doctrinal, qui juge les idées et se prononce sur leur valeur.

1. L'histoire de l'esprit humain nous montre que les deux tendances représentées par Aristote et par Zénon ont toujours eu des partisans.

Il peut sembler, à première vue, que, dans la dernière période de l'antiquité, le stoïcisme ait supplanté l'aristotélisme et que les Stoïciens aient occupé le devant de la scène. Mais nous montrerons que la pensée d'Aristote, avec des atténuations cependant, a subsisté ; qu'elle n'a pas cessé d'être représentée et défendue de Carnéade à Cicéron. Pour ce dernier, c'est à Aristote qu'il adhère expressément ; et, après lui, Plutarque, Dion Chrysostome prêcheront la morale péripatéticienne. Enfin, c'est cette doctrine encore qui triomphe à Alexandrie ; et de même, dans la suite des temps, lorsque le christianisme veut constituer une morale terrestre, c'est d'abord aux Stoïciens qu'il s'adresse avec saint Ambroise ; mais la morale aristotélicienne reprend le dessus avec saint Thomas. A la Renaissance, cette morale subit la défaveur que lui impose la réaction contre Aristote. Juste Lipse révèle le stoïcisme. Pascal (Cf. *Entretien avec M. de Sacy*) avait pratiqué le *Manuel d'Épictète* à fond ; Descartes, Spinoza ont avec les Stoïciens des liens très étroits, plus étroits encore que ne l'a supposé la critique. On peut dire, malgré toutes les réserves faites, que c'est encore des Stoïciens que Kant se rapproche le plus. De Descartes à Kant, le stoïcisme semble donc avoir triomphé ; mais il ne faut

pas oublier qu'au XVIII^e siècle les hommes de la Révolution sont nourris de la morale antique, de préceptes puisés dans Plutarque, cet adepte de la morale platonicienne et aristotélicienne. Quand la morale spiritualiste et éclectique a voulu réagir contre les exagérations de la morale de Kant, c'est aux Stoïciens comme dans le *Cours de droit naturel* de Jouffroy, ou à Aristote comme dans le beau livre de P. Janet, la *Morale*, qu'elle a emprunté ses idées directrices. Ces deux conceptions sont comme les deux pôles extrêmes entre lesquels a oscillé l'esprit humain. Les dépassera-t-il jamais ? C'est une question qui est encore à résoudre.

II. Du point de vue doctrinal, voici ce qu'on peut dire et qui nous expliquera peut-être l'oscillation dont nous venons de parler. Le stoïcisme a introduit dans la conscience humaine une idée fort importante, une idée neuve. La voici : la raison, c'est-à-dire la conscience humaine peut s'isoler du monde extérieur, se retrancher en elle-même comme dans une citadelle d'où elle défie les assauts du monde extérieur. Par des croyances qu'elle se donne à elle-même, elle se crée un monde à part. Et ce bonheur, c'est bien par la croyance qu'elle le réalise et qu'elle le crée. Voilà ce que les moralistes de la première période n'ont pas conçu ; voilà ce qui est commun au stoïcisme et à l'épicurisme. C'est là une vue très originale, très profonde, et c'est une question de savoir si ce n'est pas là la morale même.

Pour le sens commun, être philosophe, c'est avoir cette indépendance, cette volonté d'isolement. Ainsi l'entendait Descartes dans les *Règles de la Morale provisoire*, quand il disait qu'il croyait savoir que « mieux vaut changer ses désirs que l'ordre du monde » et qu'« il faut faire de nécessité vertu ». Ainsi l'on peut dire que la conception stoïcienne, c'est la morale même, et répéter un mot de Cicéron qui, après avoir harcelé les Stoïciens « sicut Carneades », s'écrie : « Licet eos insectemur, metuo ne soli sint philosophi ». Ainsi il est possible que cette conception soit la morale même ; mais il faut bien convenir aussi qu'elle a son point faible, et c'est précisément qu'elle est une doctrine de renoncement, d'effacement, de désespérance.

Tout autre est le système de Platon et d'Aristote, qui est la morale d'un peuple jeune, plein de vigueur et d'activité. Il s'agit non de se soumettre passivement aux lois de l'univers, mais de soumettre le monde à la volonté humaine en faisant agir cette volonté sur les choses. Par ce côté, la morale d'Aristote peut être considérée comme supérieure à l'autre ; celle-ci, la morale de Zénon, marquerait dès lors, en un sens, un recul ; elle serait une conception inférieure de la vie, parce qu'elle laisse moins de place

à l'action. Sans doute, l'idéal serait de concilier les exigences de l'une et de l'autre de ces doctrines ; mais, en vérité, est-ce possible ? Et, d'autre part, il ne faudrait pas qu'on se bornât à mettre l'une à côté de l'autre. Or, le fait même que l'humanité oscille depuis si longtemps, comme nous le disions, entre ces deux conceptions, semble indiquer que la conciliation entre elles est malaisée à trouver, qu'elle n'a pas été trouvée encore et ne le sera peut-être jamais.

Pour nous, il nous suffit de présenter les observations qui viennent d'être faites. Il resterait à choisir, à déterminer laquelle de ces deux morales est la plus conforme à nos idées actuelles. Mais celles-ci sont si flottantes, si diverses ! En un sens, la doctrine de Zénon, en isolant l'homme de l'univers, le sujet de l'objet, est bien d'accord avec le courant général de la conscience moderne, telle qu'elle a été représentée par Kant. Mais, en un autre sens, la tendance chez les modernes est de soumettre l'univers à l'intelligence humaine, de faire du monde un instrument pour la volonté humaine. Sur ce point, on verra que la doctrine d'Aristote reprend ses avantages, parce qu'elle s'appuie, au fond, sur les mêmes principes que la science moderne. Et ainsi le parallèle entre les deux morales peut se poursuivre jusqu'au bout : si le stoïcisme est plus d'accord avec certaines exigences de la conscience d'aujourd'hui, la morale d'Aristote répond mieux à la tendance générale de l'activité et de la science modernes. De décider, de juger entre ces deux conceptions laquelle a le plus de valeur morale, c'est affaire de goût personnel.

Pour moi, s'il me fallait choisir, j'avoue que mes préférences iraient à la doctrine d'Aristote, parce que c'est la morale de l'action et de la vie, parce que ce n'est pas une morale de vieillard désabusé, mais qu'elle convient davantage à la maturité d'une race encore vigoureuse et qui ne désespère pas de l'avenir.

P.

La Fontaine fabuliste.

Cours de M. AUGUSTIN GAZIER,

Professeur à l'Université de Paris.

L'imitateur.

Nous en avons fini avec l'histoire des *Fables* de La Fontaine, et c'est de leur valeur propre que nous allons désormais nous occuper.

La Fontaine ne visait nullement à l'originalité. « L'invention des arts » est, selon lui, « un droit d'aïnesse », acquis à l'ancienne Grèce. Il ne la revendique ni pour ses contemporains, ni pour lui. Il intitule sa première édition : *Fables mises en vers par M. de La Fontaine*. Furetière parle, semble-t-il, en termes analogues de « ces fables d'Ésope dont la traduction nouvelle par M. de La Fontaine est si charmante ». Mais il est douteux que ce mot de *traduction* eût fait plaisir à notre poète. Il savait assez l'italien pour comprendre le proverbe : *traduttore, traditore*. Et il n'avait point voulu faire pour Ésope, Phèdre, Horace et Ovide, ce que fera plus tard Delille, le traducteur des *Géorgiques*. Lui-même, quand il parle de Phèdre, dans la fable 1^{re} du livre VI, ce n'est point traducteur qu'il l'appelle, mais *imitateur* :

C'est ainsi que l'a dit le principal auteur :
Passons à son imitateur.

La Fontaine imitateur : tel est le sujet que je me propose de traiter aujourd'hui, pour commencer l'étude littéraire, morale et philosophique, de ses *Fables*. Je rappellerai, d'abord, quelles ont été ses idées en matière d'imitation ; puis je montrerai comment il a appliqué ces principes, et je comparerai sa façon d'imiter à celles d'autres poètes, ses contemporains.

Et d'abord, tandis que d'autres, autour de lui et après lui, ont cherché la gloire de la création, pourquoi se l'est-il interdite ? Par indolence, sans aucun doute : il est l'homme auquel les longs ouvrages ont toujours fait peur ; — par modestie aussi : il admire en conscience les anciens et a pour eux un respect profond ; —

enfin, par le sentiment très vif qu'il sut prendre de ses aptitudes particulières.

Si Malherbe avait failli le « gâter », Horace, lui « dessillant les yeux », lui fit comprendre la nécessité de « consulter longtemps son esprit et ses forces ». Il a compris que certains peintres, comme Véronèse et Rubens, étaient capables de se donner libre carrière et de broser de larges toiles, tandis que d'autres, dont le génie n'est pas moindre, les Claude Lorrain, les Gérard Dow, les Téniers, pouvaient arriver à la même gloire, en fixant dans des cadres beaucoup plus étroits de simples scènes de la vie quotidienne.

Ne forçons point notre talent :
Nous ne ferions rien avec grâce.

Il n'a jamais voulu forcer son talent; il s'est fait imitateur, parce que c'était son vrai « talent ».

Mais, dans son esprit, il était bien entendu que l'imitation est autre chose qu'« un esclavage ». Il n'a pas assez de mépris pour les plagiaires, pour le peuple des courtisans, « peuple caméléon, peuple singe du maître ». Encore à la fin de sa vie, il compose une fable intitulée *Le Singe*, avec cette morale :

N'attendez rien de bon du peuple imitateur,
Qu'il soit singe ou qu'il fasse un livre.
La pire espèce, c'est l'auteur.

Il prétend donc imiter avec une indépendance absolue, avec une liberté qui ira même jusqu'à la licence.

Je dis : licence ; et pourtant, dans ses audaces, il n'oubliera jamais de s'astreindre à des règles très sévères. Sans doute, il croit, avec Molière, que « la principale des règles est de plaire, et qu'une œuvre qui a plu a atteint son but » ; mais Molière, dans ce passage célèbre, exagérait un peu sa pensée, et La Fontaine y eût apporté quelque atténuation. Il aurait dit, avec Corneille : « Le but du poète est de plaire suivant les règles de son art », et ces règles il les eût définies, en reprenant d'autres expressions de Molière : « Ce sont des observations que le bon sens a faites sur ce qui peut ôter du plaisir à ces sortes de poèmes. »

La Fontaine ne fera pas autre chose qu'imiter ; mais le modèle qu'il se sera choisi, il le jugera, il n'en gardera que ce qu'il croira pouvoir en garder, il retranchera ou modifiera sévèrement tout le reste, fond et forme, « principal et accessoire », pour prendre ses propres expressions. Peu lui importe que le récit primitif devienne méconnaissable. Il prend son bien chez autrui,

mais il en fait absolument ce qu'il veut en faire. Tel est le principe ; voyons-en maintenant les applications.

Je choisirai les exemples les plus concluants. Il serait inutile d'en chercher parmi ses imitations d'Ésope ; car Ésope, avec son extrême concision, lui laissait, pour ainsi dire, tout à faire. Ses imitations de Phèdre sont celles qu'il faut étudier, parce que Phèdre est un bon fabuliste, qui cherche à composer ses fables de la façon la plus littéraire, et La Fontaine, en le prenant pour modèle, s'oblige à lutter avec lui d'adresse et de style. Il sera bon aussi de le voir dans une lutte semblable avec Boileau.

Mon premier exemple est la fable bien connue : *Le Loup et l'Agneau*. La Fontaine ne la trouvait pas dans ce petit volume de 1623 qui contenait les fables et la vie d'Ésope. Ce n'est donc pas chez Ésope qu'il est allé la chercher, mais dans le recueil de Phèdre, où elle figure parmi celles du premier livre.

Dans Phèdre, c'est déjà presque un petit drame, avec exposition, nœud, dénouement. La Fontaine, après l'avoir lu attentivement, s'est décidé à en accepter la donnée générale et à en reproduire les grandes lignes.

« Auprès du même ruisseau étaient venus un loup et un agneau, poussés l'un et l'autre par la soif. Le loup se tenait plus près de la source ; l'agneau, beaucoup plus bas. Alors le brigand, poussé par sa gorge insatiable (c'est-à-dire par ses appétits gloutons), introduisit une cause de querelle : « Pourquoi, dit-il, as-tu troublé l'eau que je bois ? » Le porte-laine, tout tremblant, lui répondit : « Comment puis-je, je vous le demande, faire ce dont vous vous plaignez, ô loup ? L'eau que vous buvez descend ensuite vers moi. »

Telle est, chez le poète latin, la première partie du récit. Aux yeux du lecteur superficiel, elle est toute semblable chez le poète français. Mais, en réalité, quelles différences et quelle audace dans l'imitation de La Fontaine ! Philinte, à ces premières lignes, aurait dit :

Je suis déjà content de ce petit morceau.

La Fontaine n'a pas été content. Comment ! a-t-il dû penser, voilà le loup et l'agneau qui arrivent ensemble, et comme deux camarades ! S'il en était ainsi, la tragédie serait chose accomplie avant le lever du rideau, car c'est tout au début de leur rencontre que le loup dévorerait l'agneau. Est-il admissible aussi qu'ils soient tous les deux poussés par la soif ? Pour l'agneau, soit ; mais le loup, c'est de sang qu'il est altéré, et ce n'est pas avec « l'onde pure » du ruisseau qu'il prétendra calmer sa soif. En outre, il

n'est pas nécessaire de faire ici de la géographie, et d'expliquer lourdement que le loup était en amont, et l'agneau en aval. Et puis, à quoi bon nous dire que le « brigand, poussé par ses appétits gloutons, chercha à introduire une cause de querelle » ? Il est bien plus simple de mettre ces choses-là en action ; car le récit doit être court, et il ne faut perdre ni le temps, ni la place.

La Fontaine corrige donc tout cela et le refait à sa manière. Il commence par reléguer le loup au second plan. Au lieu de le faire arriver en même temps que l'agneau, il juge que celui-ci doit, seul, nous intéresser tout d'abord, puisque c'est lui le héros du drame. Cet agneau *se désaltérait*, c'est-à-dire : il buvait à longs traits une eau délicieuse. Il ne voyait rien, il ne craignait rien : il est si jeune ! Après que nous avons bien vu l'agneau, voici le loup : *Un loup survient*, non pas *survint* ; ce n'est plus l'imparfait, mais le présent, qui donne une vivacité extrême à l'action. Un loup ! c'est grave ; mais c'est bien plus grave encore s'il se présente dans de certaines conditions. Premièrement, il a faim, ce que Phèdre n'a pas dit ; ensuite il cherche aventure : c'est un brigand qui court la plaine ; enfin c'est dans cet endroit-là précisément que la faim l'attire, parce qu'en chasseur expérimenté, il sait très bien que, le soir, après les fortes chaleurs, les animaux viennent boire au ruisseau. Phèdre suppose un véritable interrogatoire. Ici, la question du loup est de telle nature, qu'elle n'attend pas de réponse :

Qui te rend si hardi de troubler mon breuvage ?

Le pauvre agneau ne peut pas songer à fuir : il se demande — c'est la dernière ressource des malheureux — si, à force d'humilité, il ne pourra pas fléchir son ennemi. Aux deux vers de Phèdre La Fontaine substitue un discours en forme, où trouvent place ces mots qui peignent le caractère : « Que *Votre Majesté* ne se mette pas en *colère* » (la colère des dieux, la colère des rois est terrible), — puis cette troisième personne : « Mais plutôt qu'*Elle* considère... ». La note géographique de Phèdre est modifiée de la façon la plus heureuse :

... que je me vas désaltérant
 Dans le courant
 Plus de vingt pas au-dessous d'Elle,
 Et que, par conséquent, en aucune façon,
 Je ne puis troubler sa boisson.

Il faut avouer que La Fontaine avait raison de dire : « J'ai imité de telle façon que, bien souvent, mon modèle ne se reconnaîtrait

pas. » Mais revenons à Phèdre, et voyons comment se présente, chez lui, la fin de ce petit drame.

« Le loup, repoussé par la force de la vérité, reprit : « Il y a « plus de six mois que tu as dit du mal de moi. » L'agneau répondit : « Moi ? Je n'étais pas né. — Par Hercule ! dit le loup, « c'est ton père qui a dit du mal de moi ». Et, après l'avoir saisi, il le déchire par une mort injuste ».

La première ligne est une pure transition. La Fontaine la supprime : excellente économie dans un récit qui doit être court ; et la réponse du loup, éclatant brusquement : « Tu la troubles ! » a plus de naturel, et une force pathétique merveilleuse. « Je tette encore ma mère », répond l'agneau. Il parle de sa mère la brebis, non de son père ; le béliet est un animal peu intéressant, et l'on n'en trouve pas dans La Fontaine. Le loup reprend : « Si ce n'est toi, c'est donc ton frère. » Deux frères sont solidaires. « Je n'en ai point ! » Et alors le discours se précipite dans une accumulation de mots à laquelle Phèdre n'a point songé : « Si ce n'est ni toi, ni ton frère,

C'est donc quelqu'un des tiens ;
Car vous ne m'épargnez guère,
Vous, vos bergers et vos chiens.

Le comble à cette fureur sera marqué par les derniers mots : « Je ne cherche pas à savoir si c'est vrai ou non, mais *on me l'a dit*. » Donc la punition doit être exemplaire et immédiate ; et La Fontaine développe, pour finir, en trois vers, ce que Phèdre a dit en un seul :

Là-dessus, au fond des forêts,
Le loup l'emporte et puis le mange,
Sans autre forme de procès.

On objectera peut-être que La Fontaine n'y a point cherché tant de finesse, et qu'il nous appliquerait ce mot de Socrate sur Platon : « Que de choses ce jeune homme me fait dire, auxquelles je n'ai jamais pensé ! » Sans doute, si cette liberté dans l'imitation n'apparaissait que par hasard, à la faveur d'une comparaison spéciale et d'un exemple choisi exprès ; mais il est loisible de la constater dans tous les cas où La Fontaine suit un modèle, et, pour le confirmer, je crois bon d'emprunter à Phèdre un autre exemple, celui du *Cerf se voyant dans l'eau*.

« Un cerf, dit Phèdre, après avoir bu dans une fontaine, se tint en arrière, s'arrêta et vit son image représentée dans l'eau. Tandis qu'il vante et qu'il admire la beauté de ses cornes rameuses, et qu'il

blâme, au contraire, l'extrême ténuité de ses jambes, tout à coup, épouvanté par les cris des chasseurs, il se met à fuir à travers la plaine, et il peut ainsi échapper aux chiens. Ensuite, ce fut une forêt qui recueillit la bête sauvage, et là, arrêté constamment par ses cornes, il se trouva pris au milieu des branches ; il fut déchiré par les cruelles morsures des chiens, et, au moment de mourir, il prononça, dit-on, ces paroles : « Malheureux que je suis ! C'est maintenant seulement que je comprends combien m'étaient utiles les choses que je méprisais, et combien de chagrin me préparaient celles dont j'étais fier ! »

Elle est charmante, cette petite fable du poète latin ; mais elle va perdre à la comparaison. Et d'abord, voici un détail que La Fontaine écarte tout de suite : comment ! ce cerf vient de boire dans l'eau ! Alors l'eau est troublée ; il ne peut pas y voir son image. Il est plus rationnel de le représenter broutant l'herbe dans la forêt, au bord d'une petite mare. Voici, maintenant, qui est bien abstrait : tandis qu'il vante et qu'il admire la beauté de ses cornes, etc. La Fontaine y ajoute fort heureusement un discours direct du cerf :

Dans le cristal d'une fontaine,
Un cerf, se mirant autrefois,
Louait la beauté de son bois,
Et ne pouvait qu'avecque peine
Souffrir ses jambes de fuseaux,
Dont il voyait l'objet se perdre dans les eaux.
Quelle proportion de mes pieds à ma tête !
Disait-il, en voyant leur ombre avec douleur :
Des taillis les plus hauts mon front atteint le faite ;
Mes pieds ne me font point d'honneur.

Qu'est-ce qui autorise ce monologue ? C'est que tout est calme dans la nature : le cerf a le temps de se mirer, par conséquent aussi de faire des réflexions ; plus tard, il ne sera plus temps. Ajoutons que, dans le mélange des vers, il y a là une perfection rythmique dont n'approchent point les iambes de Phèdre. Après cela, La Fontaine supprime, comme tout à fait inutile, la course en plaine, qui permettrait au cerf de se donner de l'avance. De plus, il ne fait pas mourir son héros, parce que, comme il l'a dit dans la préface des *Contes*, il ne faut de dénouements tragiques que quand les personnages se sont rendus odieux : il n'hésitera pas, pour cette raison, à donner la mort à cet autre cerf « qui a mangé sa bienfaitrice ». Enfin, il se garde bien de faire parler son personnage au milieu de sa course, d'autant plus que ce discours se trouverait répété dans la morale. Et voilà comment une fable, qui pouvait seulement passer pour jolie, se transforme en un pur chef-

d'œuvre. Il y a une sorte de cruauté à traiter ainsi son modèle.

La Fontaine ne traite jamais autrement les anciens ; et cependant il les respecte profondément.

Si j'ajoute du mien à ces inventions,
C'est pour peindre nos mœurs, et non point par envie :
Je suis trop au-dessous de ces ambitions.

En effet, il a exalté les anciens toute sa vie. Dès lors, on ne s'étonnera pas des libertés qu'il prend avec les modernes. J'avais songé à donner une preuve de cette indépendance dans l'imitation, en comparant sa fable de l'*Ours et les deux Compagnons* à celle que l'on trouve sur le même sujet dans Philippe de Comines. Les curieux pourront lire ce récit de l'historien : ils verront qu'il a introduit trois compagnons au lieu de deux, qu'ils vendent la peau de l'ours à un tabarinier, à qui ils doivent beaucoup d'argent et qui est assez sot pour leur avancer un écu en attendant la mort de l'animal. Des trois, l'un s'enfuit vers la ville, sans doute pour porter la nouvelle, le deuxième monte sur un arbre (mauvaise inspiration, car l'ours est un grimpeur très agile) ; le troisième fait le mort et échappe au danger, non sans avoir été rudement retourné et foulé. Mais j'écarte ici la comparaison avec La Fontaine, parce qu'elle n'aurait pas à mes yeux un caractère assez scientifique : c'est une question de méthode. Je tiens beaucoup à mettre mes lecteurs en garde contre les rapprochements purement fantaisistes : celui-ci en serait un, car il est extrêmement probable que La Fontaine n'a pas emprunté son sujet à Philippe de Comines. Comines était alors un ouvrage de bibliothèque ; il avait été réimprimé en in-folios : si grand lecteur que fut La Fontaine, il ne lisait pas les in-folios, et l'historien n'était pas son gibier, comme il était celui de Montaigne. Il est plus naturel d'admettre que la matière de ce récit lui vient de l'Italien Abstemius, écrivain du x^e et du xvi^e siècle, dont les fables avaient été réimprimées avec celles d'Ésope et de Phèdre, et la comparaison avec Abstemius n'offrirait plus du tout le même intérêt. Quoi qu'il en soit, posons bien ce principe : La Fontaine n'est nullement érudit, et c'est un exercice sans valeur scientifique de s'en aller le comparer avec Marie de France et, en général, tous les auteurs du Moyen Âge.

Un rapprochement plus utile et plus piquant nous sera fourni par la fable de *L'Huître et les Plaideurs*. Il y a pourtant, ici, une petite difficulté. Cette fable est, dans La Fontaine, la neuvième du livre IX. Elle a été publiée pour la première fois, avec sept ou huit autres, en 1671, puis insérée dans le recueil de 1678-79

Celle de Boileau a paru, pour le public ordinaire, seulement en 1672, à la suite de l'*Épître à M. l'abbé des Roches* ; mais Boileau dit lui-même, de la façon la plus précise, qu'il l'avait composée en 1669 pour la mettre à la fin de son *Épître au Roi*, et qu'il l'en avait détachée sur le conseil du prince de Condé. Où en avait-il pris le sujet ? Il le dit aussi : c'est un petit récit qu'il avait souvent entendu faire à son père, le greffier Boileau. La priorité dans la composition de cette fable appartiendrait donc à Boileau ; mais alors comment expliquer qu'en 1668, à la fin de sa fable *Les Frelons et les Mouches à miel*, La Fontaine ait écrit ces mots :

... On nous mange, on nous gruge ;
On nous ruine par des longueurs ;
On fait tant, à la fin, que l'huître est pour le juge,
Les écailles pour les plaideurs.

La difficulté est insoluble. Apparemment, le fabuliste fait allusion à un proverbe connu de tout le monde, puisqu'il n'a pas mis de note. Quoi qu'il en soit, Boileau a toujours déclaré qu'il était « le premier occupant ». Les « quatre amis » se lisaient leurs ouvrages. La Fontaine avait lu *Psyché* devant Ariste ; il est bien probable que Boileau aura lu sa fable devant lui. Alors, le très malicieux Polyphile aura jugé le récit de son ami comme un devoir d'écolier, et il se sera offert le plaisir de lui fournir un corrigé. Voyons-les à l'œuvre l'un et l'autre. Boileau commence ainsi :

Un jour, dit un auteur, n'importe en quel chapitre,
Deux voyageurs à jeun rencontrèrent une huître.

La Fontaine arrête son élève et lui fait remarquer que le second hémistiche du premier vers est à supprimer, car il n'a d'utilité que pour la rime. — Les voyageurs, dites-vous, sont à jeun ? Le détail n'est pas heureux. Il y a longtemps qu'ils marchent. On ne peut pas dire d'eux, comme des rats qui ont trouvé un œuf : « Ce dîner suffisait à gens de cette espèce » ; une huître sera vraiment trop peu pour rassasier leur faim. Une huître, c'est un hors-d'œuvre, une friandise, et La Fontaine en sait bien dire le goût, car il nous en décrit une, quelque part, de la façon la plus savoureuse :

Blanche, grasse et d'un goût à la voir nonpareil !

Aussi tiendra-t-il à montrer que celle-ci est très appétissante :

Une huître, que le flot y venait d'apporter.

Il y a là une harmonie imitative des plus heureuses. Boileau continue :

Tous deux la contestaient, lorsque, dans leur chemin,
La Justice passa, la balance à la main.

C'est trop sec ; il faut peindre la contestation elle-même, parce que c'est la partie essentielle du récit, celle d'où découlera la morale : mettez-la donc sous les yeux. Et La Fontaine, qui, à la différence des Grecs, avance à pas pressés, trouve moyen, dans un si court récit, d'introduire douze vers de discussion :

Ils l'avalent des yeux ; du doigt ils se la montrent,
A l'égard de la dent il fallut contester.

Même procédé ici que dans la fable du *Cerf*. L'idée est exprimée d'abord abstraitement, puis d'une manière extrêmement concrète :

L'un se baissait déjà pour amasser la proie ;
L'autre le pousse, et dit : Il est bon de savoir
Qui de nous en aura la joie.

Suit l'énoncé des principes : c'est toujours au nom de quelque principe que l'on discute :

Celui qui, le premier, a pu l'apercevoir
En sera le gobeur ; l'autre le verra faire.
Si par là l'on juge l'affaire,
Reprit son compagnon, j'ai l'œil bon, Dieu merci.
Je ne l'ai pas mauvais aussi,
Dit l'autre ; et je l'ai vue avant vous, sur ma vie.
Hé bien ! vous l'avez vue ; et moi, je l'ai sentie.

Voilà ce que devient ce simple hémistiche de Boileau : *Tous deux la contestèrent*. — Il faut changer aussi cette *Justice* qui passe la balance à la main. La mythologie n'a rien à faire ici, car nous sommes entre gens de notre temps. La *balance* est un ustensile bien gênant dans ces circonstances particulières. Puis la balance a deux plateaux ; il s'agit seulement d'une hûtre : que mettra-t-on dans le second plateau ? Enfin la *Justice* est une déesse impeccable, la fille de Jupiter : il ne faut pas lui manquer de respect. Mettons à sa place un juge quelconque, par exemple, Perrin Dandin, que *Les Plaideurs* de Racine viennent de faire connaître. Boileau continue :

Devant elle, à grand bruit, ils expliquent la chose.
Tous deux avec dépens veulent gagner leur cause.

Fatras inutile et maladroit. La Fontaine dira avec une concision merveilleuse :

Pendant tout ce bel incident,
Perrin Dandin arrive : ils le prennent pour juge.

Boileau reprend :

La Justice, pesant ce droit litigieux,
Demande l'huître, l'ouvre et l'avale à leurs yeux.

Le premier vers est du remplissage, le second même n'est pas très heureux. Nous préférons ceci :

Perrin fort gravement ouvre l'huître, et la gruge,
Nos deux messieurs le regardant.

L'ahurissement des deux pèlerins nous est ainsi rendue sensible. — Encore du remplissage dans les derniers vers de Boileau :

Et par ce bel arrêt terminant la bataille :
Tenez, voilà, dit-elle, à chacun une écaille.
Des sottises d'autrui nous vivons au palais.
Messieurs, l'huître était bonne. Adieu. Vivez en paix.

La Fontaine saura peindre avec une ironie plus vivante la gravité du magistrat par des mots comme ceux-ci :

Ce repas fait, il dit d'un ton de président :
Tenez, la cour vous donne à chacun une écaille,
Sans dépens.

Sans dépens ! Boileau avait exigé les dépens : c'était une maladresse. L'avant-dernier vers de la Justice a quelque chose de goguenard, qui ne lui convient guère : au contraire, Perrin Dandin reste naïf, candide ; et soyez sûrs qu'il est persuadé d'avoir rendu un jugement digne de Salomon. On était « trois à partager la proie » ; il a fait trois parts. Le juge de Boileau est très spirituel ; celui de La Fontaine, comme les personnages de Molière, est vrai.

Telle est la leçon donnée par le maître à l'élève. La leçon a été comprise, car Boileau n'a pas récidivé.

On peut multiplier ces comparaisons, pourvu qu'on les fasse porter sur les auteurs que La Fontaine a réellement imités, et qu'on s'aide de bonnes éditions, comme celles de la Collection des Grands Écrivains. On arrivera toujours à cette conclusion, que le fabuliste français est un imitateur d'une espèce particulière. En cela, il ressemble à tous les grands classiques, poètes, peintres, sculpteurs. Ainsi Virgile a imité Homère : ainsi Praxitèle a fait de sa Vénus non un portrait, mais un vrai type conforme à de nombreux modèles ; ainsi Corneille, trouvant dans le récit du

combat des Horaces et des Curiaces, tel que Tite-Live nous l'a conté, le vieil Horace, le roi Tulle, puis six jeunes gens et une jeune fille, a modifié et complété ces données, en écartant quatre de ces jeunes gens et en imaginant le personnage de Sabine, mariée à son Horace ; et l'histoire, majestueuse et froide, est devenue, un drame vivant. Ainsi Racine, reprenant à Euripide le sujet de son *Iphigénie*, a supprimé le rôle odieux de l'oncle Ménélas, et remplacé la biche de la légende grecque par Ériphile. Ainsi font encore et Molière auteur de *L'Avare* ou d'*Amphitryon*, et Boileau auteur des *Satires*, des *Epîtres* ou de l'*Art poétique*. Tous pratiquent la grande, la libre et la féconde imitation.

La Fontaine cependant est peut-être, à cet égard, le plus intéressant à étudier, d'abord parce que, chez lui, il y a des imitations de plus d'un genre : celle de la nature en premier lieu, car il a dit à propos de Molière :

Et maintenant il ne faut pas
Quitter la nature d'un pas ;

et celle des auteurs les plus divers. Il semblerait qu'il dût y avoir là un obstacle à l'originalité. Le merveilleux est justement qu'on puisse dire, sans paradoxe, que l'imitation chez La Fontaine est la condition même de l'originalité la plus étonnante qu'on puisse admirer.

C. B.

Le perfectionnement du machinisme aux États-Unis

Cours de M. HENRI HAUSER,

Professeur à l'Université de Dijon.

C'est presque un lieu commun que de parler du développement du machinisme aux États-Unis. C'est la terre bénie des mécaniques, des machines-outils. Ces admirables tours qu'on voit aujourd'hui dans nos usines, qui saisissent un cylindre d'acier cémenté et qui, en quatre tours de roue, vous rendent un moyeu de bicyclette ; qui envoient automatiquement dans une boîte les pièces terminées, dans une autre les copeaux, sans que l'ouvrier ait autre chose à faire qu'à surveiller la machine, à lui fournir du travail et de l'huile de graissage : ces véritables esclaves d'acier viennent presque tous d'Amérique, de même que nos machines à coudre et à écrire.

C'est, par excellence, le pays des perfectionnements de détail, des inventions ingénieuses. Jusqu'à ce jour, aucune grande découverte, aucune invention géniale, aucune de ces idées fécondes qui révolutionnent l'industrie, n'est sortie d'un cerveau yankee ; ni Chevreul, ni Berthelot, ni Pasteur, ni Ampère, ni Stephenson, ni Davy, ni Helmholtz, ni Virchow, ni Röntgen ne sont des Américains. Mais qu'une grande découverte arrive d'Europe, et ils vont trouver immédiatement les agencements de détail, qui permettront d'établir un instrument commode et pratique, épargneur de temps et de travail, *timesaving* et *laborsparing*. Gagner une heure et une calorie, tel est le programme. L'homme représentatif de cette tendance, c'est Edison. Il n'a trouvé ni le télégraphe, ni l'idée première du téléphone ou du phonographe, ni la machine dynamo-électrique, ni la télégraphie sans fil ; mais il a multiplié les appareils, dirigé une grande agence de perfectionnements mécaniques et collectionné les brevets.

La multiplicité des brevets, c'est l'un des caractères de l'industrie américaine qui frappe le plus les économistes européens.

En 1884, le sénateur Platt disait, avec cet orgueil dont les Américains ont le secret : « Pour moi l'adoption de l'acte de 1836

créant le bureau des brevets marque l'époque la plus importante dans l'histoire de notre développement, l'événement le plus important dans l'histoire de notre constitution avant la guerre civile. L'établissement du bureau des brevets marqua le commencement de ce merveilleux développement des ressources du pays, qui fait l'admiration du monde. Nous avons eu 50 ans de progrès, 50 ans d'inventions adaptées aux besoins de tous les jours, et 50 ans de développement en richesse, en ressources, en grandeur, en civilisation... Population, production, commerce, richesse, confort, civilisation, puissance, grandeur, tout cela a marché de pair avec le génie inventif du pays, et ce progrès a été rendu possible uniquement par les inventions de ses citoyens. »

Je ne puis exposer ce qu'est cette législation extrêmement libérale et excitante. Je renvoie, pour l'étude de cette question, à mes collègues de la Faculté de droit.

En 1899, un commissaire japonais vient aux États-Unis pour étudier cette législation. On lui dit : « Pourquoi les Japonais désirent-ils une législation sur les brevets ? » Réponse de Korekiyo Takahashi : « Je vais vous le dire. C'est seulement depuis 1854, date de l'ouverture des ports japonais au commerce européen, que le Japon a essayé de devenir une grande nation, comme les autres nations de la terre, et nous avons regardé autour de nous, pour voir quelles étaient les nations les plus grandes, afin de pouvoir devenir semblables à elles, et nous nous sommes dit : « Il y a les États-Unis qui ne sont pas vieux de beaucoup plus de cent ans, et l'Amérique n'a pas été découverte par Colomb il y a plus de 400 ans », et nous nous sommes dit : « Qu'est-ce qui fait des États-Unis une si grande nation ? » Nous avons cherché, et nous avons trouvé que c'étaient les brevets, et nous voulons avoir des brevets. »

Le nombre des brevets était de 894 en 1850 ; il a été de 12.300 en 1867 ; de 24.660 en 1900.

La production annuelle des machines monte à deux millions de francs. Il y a deux points sur lesquels les Américains l'emportent :

1° Production de parties interchangeables pour machines à coudre, bicyclettes, armes à feu, montres, etc.

2° Machines automatiques.

1/4 des machines produites représente les machines agricoles.

Quelle est la raison de ce développement du machinisme ?

Il y a, aux États-Unis, un habitant dans l'espace qu'en France sept personnes occupent. Donc la main-d'œuvre est rare et chère. Les salaires sont de 2/3 plus élevés.

Les heures de travail sont plus courtes : la journée moyenne de 9 heures.

La main-d'œuvre étant rare, il faut, dit le rapport du consul général de France à New-York (1900), « recourir à la machine : de là ce développement extraordinaire de l'outillage, automatique presque, qui permet de se passer de la main de l'homme, qui donne à la production industrielle une puissance, une perfection de rendement intarissable, et qui révolutionne le monde manufacturier. »

Ce développement frappait déjà nos délégations ouvrières en 1893, à l'exposition de Chicago. Voici, par exemple, les idées qu'inspirait aux ouvriers mécaniciens de la Seine la vue des générateurs à vapeur chauffés au pétrole :

« Le pétrole est employé brut ; il est amené du réservoir par un tube dans les lampes placées dans le foyer... Le chauffeur est à peu près supprimé, puisqu'un seul homme peut suffire à au moins 10 chaudières, et il a encore bien moins de peine qu'avec un seul foyer à charbon. Il est inutile d'ouvrir la portière du foyer, des regards garnis de feuilles de mica permettant de surveiller à tout instant la marche du feu ; il y a donc là encore une économie, puisque l'air froid ne pénètre dans le foyer que par ses conduits naturels. La combustion est toujours régulière et peut être réglée ou arrêtée instantanément, à volonté, ce qui est absolument impossible avec le chauffage au charbon. »

Nous n'en finirions pas, si nous voulions multiplier les exemples. On les trouve dans toutes les industries.

Nous avons cité l'an dernier, et nous ne rappelons que pour mémoire, ces usines d'acier de la compagnie Carnegie où les lingotières, montées sur un disque tournant, viennent se placer d'elles-mêmes sous la gueule du four. — Mais ce système s'est introduit en Europe.

Il en est de même de la *linotype*. En 1887, l'Union internationale des typographes américains parlait avec dédain de la machine « incapable de penser et de raisonner... »

En 1893, la Convention des mêmes typographes était cependant obligée de fixer le prix du travail à la machine.

En 1894, le président de cette union disait : 1.450 machines ont jeté sur le pavé 3.500 ouvriers syndiqués et ont placé les autres dans une situation désavantageuse vis-à-vis de leurs employeurs. Il a fallu accepter le fait accompli, au lieu de combattre l'introduction des machines. A New-York, fin 96, la *linotype* a jeté sur le pavé 662 typographes, soit 38 0/0 de la totalité.

Le président de l'Union estime que 2 hommes sur 5 ont été dépossédés de leur travail.

Un seul ouvrier au linotype, en 8 heures, compose de 22 à 35.000 m. C'est la mesure américaine.

Deux ouvriers composent de 40 à 43.000 m.

Or, à la main, dans un concours de vitesse, le 1^{er} prix a composé 1.800 m. à l'heure; régulièrement, un bon ouvrier en compose seulement de 1.000 à 1.200.

Il importe de signaler le rôle de l'électricité. Par exemple, on a introduit aux Niagara Falls la cuisson électrique dans une fabrique de biscuits, et, à Orange Valley, New Jersey, dans une chapellerie. Anciennement, il y avait 3 fours consommant 3 tonnes par jour, produisant une chaleur intolérable, exigeant des voyages continuels de l'établi au four. L'homme reste aujourd'hui à son établi, et règle à son gré la température de ses fours. — On pratique également le tannage à l'électrolyse.

On fait usage du four électrique, d'abord, comme en Europe, pour la soude, le carbure de calcium, mais aussi pour des produits spéciaux :

a) Le graphite produit avec coke et houille bitumineuse. L'usine de Niagara (1899) est la seule au monde qui fasse ce produit.

b) *Carborundum* (carbure de silice) : coke, sable, sciure, sel marin, donne des cristaux durs employés pour la fabrication de l'acier.

Mais il faut nous restreindre à quelques industries, les unes où le machinisme a été porté à un haut point de perfection, les autres où il est d'introduction récente.

Tout d'abord, rappelons l'exemple fameux de l'industrie de la viande.

Voici comment les choses se passent aux Union Stock Yards de Chicago, d'après le Censur de 1900 :

« Pour l'étranger qui pénètre pour la première fois dans les yards, la scène est surprenante. » Il passe sous une arche de fer, puis se trouve entouré d'usines, de viaducs : bruit, confusion ; mais, en réalité, tout cela est très bien ordonné, immense quantité d'animaux, grognements et mugissements.

Le troupeau arrive au yard dans la nuit ou « de grand matin, après un long et dur voyage de plusieurs centaines de milles ». Il est la propriété de la Compagnie qui l'a vendu, qui en a la charge complète et en reste responsable jusqu'à livraison à l'acheteur ou au commissionnaire, intermédiaire à peu près nécessaire. Le troupeau est nourri. Ensuite vient la vente, un véritable marché, avec examen et pesage.

Puis les animaux vont à l'abattoir. Les bœufs y sont laissés 36 heures en repos pour les ramener à une température normale.

Les porcs sont immédiatement amenés à une roue garnie de chaînes. On lie à la victime une jambe de derrière. La roue tourne verticalement ; au fond le porc se détache automatiquement ; un crochet attaché à un rail le conduit au boucher. Sa gorge est ouverte ; le sang est recueilli pour les fabriques d'engrais. Une fois vide de sang, il est baigné dans l'eau bouillante, puis porté automatiquement sur une table, où une machine à râcler est montée sur une chaîne sans fin. Pour parfaire, des râcleurs à la main. Ensuite, il est lavé au tuyau. Puis on sépare presque la tête, on coupe les jambons. Le porc est suspendu, ouvert ; on enlève la première feuille de lard. On coupe la tête, on enlève la langue, enfin le corps est fendu en deux. — 20 porcs par minute sont traités ainsi. — Les deux moitiés vont à la chambre froide, où elles restent 24 heures.

Puis les pièces arrivent sur les tables à découper. Il y a d'immenses variétés de coupe, suivant les débouchés. « Les idiosyncrasies dans le découpage et la préparation du *home killed bacon*, dit Armour, sont reproduits aujourd'hui dans nos coupes. » On fait du « Mayence » pour l'Allemagne, du « Bayonne » pour la France, etc.

Du *cutting room* les pièces coupées vont par des glissières au *curing room*, ils y restent au moins 60 jours dans le sel sec. Les parties à fumer restent dans un bac de saumure pendant le même temps ; puis elles sont trempées 26 heures pour faire pénétrer une salure égale à l'intérieur ; enfin au *smoke house*, où elles sont fumées 24 heures ; de là au magasin, où elles sont marquées au feu, étiquetées, et au besoin enveloppées de toile.

À côté fonctionne la manufacture de saucisses, faites avec les déchets, mêlés et pressés mécaniquement ; les épices sont mêlées avant le passage à la machine. La chair est additionnée de fécule de pommes de terre. On applique un mode spécial de traitement aux intestins, souvent à la machine, qui y introduit la chair à saucisse. Il n'y a plus qu'à les ficeler aux deux bouts.

Dans le yard se trouvent les annexes du *packing house* : fabrique de boîtes en bois, fabriques de fer-blanc, ateliers de construction et de réparation des wagons réfrigérants, etc.

Si une industrie semble exiger une main-d'œuvre habile, c'est bien celle de la verrerie. Beaucoup d'entre vous ont, sans doute, visité des verreries. On leur a offert de souffler un verre, une bouteille, une cruche : ils ont gonflé bravement leurs joues... et constaté leur piteuse maladresse.

Jusqu'en 1890, il n'y avait eu que des essais pour introduire la machine dans la fabrication du verre. Et cependant on cons-

tatait que la fabrication à la main, le soufflage à la canne, amenait des pertes considérables par la production d'un *surplus-soufflé*, qu'il fallait ensuite roder à la main, puis à la polisseuse. Le risque de casse, pendant ces diverses opérations, était de 8 à 20 0/0.

Le premier stade fut la suppression du *gamin*. Vous savez tous quel est le rôle de ces enfants, brûlés par une fournaise dont la chaleur n'est tempérée que par de violents courants d'air. Ce sont des candidats à la tuberculose, quoique, sur la liste — sans doute affichée sur les murs de l'atelier — des précautions à prendre contre la tuberculose, ne figure pas celle-ci : ne pas employer de jeunes enfants dans le travail des verreries. Il est vrai que la loi scolaire les protège. Mais comment se fait-il que, lorsqu'on interroge sur son âge un *gamin* de verrerie, il a presque toujours l'âge scolaire ? « Et pourquoi, lui demande-t-on, n'es-tu pas à l'école ? — Il y a vacances aujourd'hui. » J'ai obtenu cette réponse, en visitant une verrerie, le 13 juillet 1898. Il y avait, en effet, vacances ce jour-là : c'était le centenaire de Michelet. Et voilà à quoi l'on faisait servir la fête du grand homme qui, dans son livre du *Peuple*, a écrit des pages si émouvantes sur l'emploi prématuré des enfants dans les manufactures. La République, en souvenir de l'historien-poète, ouvrait l'école ; mais l'usine prenait l'enfant.

La loi scolaire américaine est appliquée ; elle a supprimé le *gamin*. On essaya, un instant, de le remplacer par la femme, par la jeune fille ; mais ce projet excita dans l'opinion américaine, qui ne plaisante pas avec le respect dû aux femmes, une telle indignation qu'il fallut chercher autre chose. Ailleurs, nous connaissons des patrons qui se seraient contentés de récriminer, de maudire les lois nouvelles, de déclarer que tout travail devenait impossible. Les mattres-verriers américains ont fait mieux : ils ont inventé l'*iron boy*, c'est-à-dire le « gamin en fer », sorte de four portatif qui va aussi vite que le petit homme, et qui travaille à moins de frais. Si bien que la loi scolaire, qui semblait devoir nuire aux patrons, a tourné à leur profit.

L'énorme demande de bouteilles à large col motivée par le développement de l'industrie californienne des conserves de fruits amena, en 1882, la découverte du double procédé Philippe Arbogast : le moule à presser et le moule à souffler.

Voici comment les choses se passent :

a) La quantité de verre est versée dans le moule à presser ; un levier fait descendre un piston dans ce moule ; ce piston forme le col de la bouteille et creuse un vide ; — b) la bouteille est portée

au second moule où elle est soufflée. Ce transport se fait mécaniquement.

Puis on eut l'idée d'installer une série de moules sur une table rotative. Le verre reçoit le coup de piston, le piston se relève, la table tourne, le moule vient se placer sous l'appareil de soufflage. Une troisième rotation porte le moule à un point où il est ouvert; l'article est porté au four à recuire. Donc un article est fait à chaque rotation. — La première jarre à fruits faite de cette façon date de 1896.

L'air comprimé sert de souffleur; l'électricité, de moteur.

Ce procédé a réduit les frais de production de plus d'un tiers, le risque de casse au minimum, et donne un fini plus grand aux articles.

En ce qui concerne la fabrication mécanique de la bouteille à col étroit, on en est encore à l'état expérimental. Mais, pour les bocaux à fruits, sur 789.000 grosses fabriquées en 1900, 90 0/0 l'ont été par ce procédé. Une seule usine, dans l'Indiana, peut en livrer 240.000 unités par jour. Or on n'en faisait pas un dans cet Etat en 1880.

Mêmes progrès de la mécanique dans les autres articles, par exemple, articles de table. On s'explique, en présence de ces faits, les alarmes des verriers belges, qui voient déjà le verre américain envahir, dans des conditions inouïes de prix, le marché européen.

Quelles ont été les conséquences de ce développement du machinisme et de la rapidité avec laquelle se succèdent les inventions?

Dès qu'une machine a fait ses preuves, elle est nécessairement adoptée partout. — De là vient un renouvellement incessant de l'outillage. — Par suite, il y a nécessité d'amortir cet outillage le plus rapidement possible. Cette nécessité entraîne la réduction des frais généraux. Or cette réduction n'est possible que par une concentration croissante des capitaux industriels. Nous étudierons, la prochaine fois, la forme la plus accusée de cette concentration capitaliste, c'est-à-dire les trusts.

H. HAUSER.

Sujets de devoirs

I

UNIVERSITÉ DE BESANÇON.

LICENCE.

Composition française.

1° Brève description d'un site naturel, vu pendant les congés, et étudié sur place.

2° Analyse et jugement d'un ouvrage littéraire lu pendant les congés.

Composition latine.

Quare, apud Græcos, Euripides σκηνικός φιλοσοφος sit appellatus.

Thème latin.

Descartes (*Discours sur la Méthode*) : « J'ai été nourri aux lettres dès mon enfance... »

Thème grec.

Barthélemy, *Voyage d'Anacharsis*, introduction, seconde partie, section III, Siècle de Périclès (vers la 40^e ligne) : « Périclès connaissait trop bien sa nation... de prendre un flambeau et de conduire cet homme chez lui. »

Grammaire.

1° Verbes gouvernant le datif en grec et en latin ; étude comparée.

2° Dans les dix premiers vers de l'*Electre* de Sophocle, relever et expliquer les emplois des pronoms ou adjectifs démonstratifs. — Scander ces vers.

Philosophie.

De l'idée de matière dans la philosophie antésocratique.

ALLEMAND

Composition.

Ein ganz neuer Charakter ist Brackenburg, Clärchens Liebhaber, den Egmont verdrängt hat. Dieses Gemälde des melancholischen

temperaments mit leidenschaftlicher Liebe wäre einer eigenen Auseinandersetzung wert.

Version.

Schiller, *Würde der Frauen*.

Thème.

A. Daudet, *Numa Roumestan*, chapitre I : « Voilà dix ans que Numa, le grand Numa.. » : 20 lignes.

II

UNIVERSITÉ DE NANCY.

Dissertation française.

Agrégation de grammaire.

Du rôle littéraire de Balzac d'après les *Lettres* indiquées au programme (édition Lanson, *Choix de lettres du XVII^e siècle*, pages 94-113).

Dissertation française.

Licence.

On trouve dans un article du *Globe* (tome IV, août 1826, avril 1827, page 339) l'explication suivante de la formation du romantisme français : « Autour de deux ou trois idées fondamentales s'organisa chez eux (les romantiques) un système complet de poésie, formé du *platonisme* en amour, du *christianisme* en mythologie, et du *royalisme* en politique. » — Vous apprécierez la valeur de cette formule en la rapprochant des principaux points de la doctrine exposée, la même année, par Victor Hugo dans la Préface de *Cromwell*.

Dissertation philosophique.

Licence.

Les illusions d'optique peuvent-elles s'expliquer par des jugements inconscients ?

Thème latin.

Licence.

Montesquieu, *Grandeur et Décadence des Romains*, chap. VIII, depuis : « Pendant que Rome conquérirait l'univers... », jusqu'à :

«... et l'aristocratie se changer peu à peu en un état populaire. »

Thème grec.

Licence.

Pascal, *Pensées*, art. IX, édit. Havet, page 160, depuis : « Je ne sais qui m'a mis au monde... », jusqu'à : «... est cette mort même, que je ne saurais éviter. »

Dissertation latine.

Licence.

Quibus præsertim virtutibus emineant *Commentarii* a Julio Cæsare conscripti ad septimum *de bello Gallico* librum respicientes inquiretis.

Version latine.

Agrégation de grammaire.

Velleius Paterculus, liv. I, chap. 16-17, depuis : « Cum hæc particula operis velut formam... », jusqu'à : «... temporum claustris circumdatum. »

III

UNIVERSITÉ DE POITIERS.

LANGUE ET LITTÉRATURE ANGLAISES.

Thème.

La Fontaine, *Fables*, livre VII, fable 9 : *La Laitière et le Pot au lait.* »

Version.

Cowper, *The Task*, livre VI, vers 57 : « The night was winter », jusqu'à : «... fix it on themselves. » (Hazlitt, *English Poets*, page 122.)

Dissertations.

I. L'humour de W. Irving.

II. Hazlitt, critique littéraire.

III. Esquisser le portrait de Charlotte Brontë d'après ses œuvres et ce que vous savez de sa vie.

Composition française.

Distinguer dans la comédie du *Misanthrope* les mœurs du xvii^e siècle et les caractères éternels ; l'histoire et la psychologie y sont-elles artistement fondues ?

Enseignement primaire.

Quelles sont, à votre avis, les sources d'inspiration les plus fécondes pour un écrivain ?

Composition latine.

Quæretur utrum recte dictum fuerit : « Apud Homerum deos hominibus, homines diis similes effingi. »

Thème grec.

Rollin, *Traité des Études*, livre VI, 1^{re} partie, § 6, depuis : « Ce n'est point l'esprit seul qui fait la solide gloire des hommes », jusqu'à : « un succès qui lui venait d'ailleurs. »

Thème latin.

Montesquieu, *Grandeur et Décadence*, chap. vii, depuis : Ciceron, pour perdre Antoine... », jusqu'à : « Antoine fut défait à Modène. »

Moyen Age.

Origines des communes. — Administration de Charles V.

Temps modernes.

Politique extérieure de François I^{er}. — Alberoni.

Histoire ancienne.

1. Les Guerres Médiques, causes et résultats.
2. César et son gouvernement.
3. Théodose le Grand.

Géographie.

1. La plaine russe.

2. L'Océan Atlantique.

3. Le Canada au point de vue économique.

Philosophie.

Licence.

Rapports de l'entendement et de l'imagination.

Enseignement primaire.

Sur ce mot de M^{me} Guizot : « De bons principes ne sont-ils pas préférables à de bonnes habitudes en ce qu'ils assurent le libre jeu de la volonté ? »

Grammaire.

Le subjonctif : formation et emploi, en grec et en latin.

Métrique.

La règle de position.

LANGUE ET LITTÉRATURE ALLEMANDES.

Composition.

De l'objet de la poésie lyrique, tel qu'il apparaît dans les morceaux suivants :

1. *Zweignung*, Hans Sachsens poetische Sendung, der Sängers (de Goethe), dans Kluge.

2. *Des Sängers Fluch* (d'Uhland), dans Kluge et Kellner ;

3. *Der Sängers im Palast* (d'Egon Ebert dans Kluge et Kellner.

4. *Der letzte Dichter* (d'Anastasius Grün) dans Kentschel et Kluge.

Le gérant : E. FROMANTIN.

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Victor Hugo prosateur

Cours de M. GUSTAVE LARROUMET,

Professeur à l'Université de Paris.

« Les Misérables » (suite); — Fantine.

Nous avons estimé qu'il valait mieux aborder délibérément un sujet que nous aurions pu éviter : l'étude d'une forme particulière de la déchéance humaine, celle de la femme qui devient « fille ». Victor Hugo l'a étudiée sous les traits de Fantine, qu'il a faite victime des circonstances, toujours digne de notre pitié, parfois de notre admiration. — Sa thèse peut sembler caduque par un point, mais il a su rendre son sujet intéressant ; de plus, et c'est là ce qui donne une grande importance à son étude, au point de vue littéraire, il a été le premier à l'aborder.

En effet, on ne trouverait rien de semblable, en dehors des livres licencieux, dans la littérature du xvin^e ou du xviii^e siècle ; et les *Contes* de La Fontaine, qui paraissent avoir touché à la question, nous dépeignent bien plutôt la *courtisane* que la *fille*. Par contre, après Victor Hugo, les imitateurs n'ont pas manqué ; on a étudié la fille à des points de vue divers, et l'on a surenchéri dans l'audace. M. Zola nous a donné *Nana* et l'on connaît *La Fille Elisa* des Goncourt. Mais ce ne serait pas dans la littérature française seulement qu'il faudrait chercher des ouvrages se rapportant à la même question et manifestant des tendances analo-

gues : on les trouverait plus aisément dans les œuvres des romanciers russes, tels que Dostofewsky, qui a tracé, avec quelle intensité d'émotion douloureuse ! le portrait lamentable de Sonia.

Quels que soient, d'ailleurs, la pitié qui ait animé ces maitres, ou leur souci du réalisme et de l'exactitude, Fantine, entre toutes ses sœurs, reste la plus typique et la plus vraie.

Victor Hugo la prend dès l'origine : c'est une jeune fille de petite condition, qu'une illusion de jeunesse jette, un jour, aux bras d'un amant. Celui-ci est un étudiant imprévoyant et léger, aux sentiments sans profondeur : et l'auteur nous présente assez plaisamment le groupe auquel il appartient :

« Ces parisiens, étaient l'un de Toulouse, l'autre de Limoges, le troisième de Cahors et le quatrième de Montauban ; mais ils étaient étudiants, et qui dit étudiant, dit parisien ; étudier à Paris, c'est naître à Paris.

« Ces jeunes gens étaient insignifiants ; tout le monde a vu ces figures-là ; quatre échantillons du premier venu ; ni bons ni mauvais, ni savants ni ignorants, ni des génies ni des imbéciles ; beaux de ce charmant avril qu'on appelle vingt ans. C'étaient quatre Oscars quelconques ; car, à cette époque, les Arthurs n'existaient pas encore...

« Ces Oscars s'appelaient l'un Félix Tholomyès, de Toulouse ; l'autre Listolier, de Cahors ; l'autre Fameuil, de Limoges ; le dernier Blachevelle, de Montauban. Naturellement, chacun avait sa maitresse. Blachevelle aimait Favourite, ainsi nommée parce qu'elle était allée en Angleterre ; Listolier adorait Dahlia, qui avait pour nom de guerre un nom de fleur ; Fameuil idolâtrait Zéphine, abrégé de Joséphine ; Tholomyès avait Fantine, dite la Blonde à cause de ses beaux cheveux couleur de soleil. »

Les quatre étudiants, sur le point de rentrer dans leurs familles leurs études finies, songent à liquider la situation et, pour y procéder galamment, offrent à ces demoiselles une dernière partie de campagne.

Victor Hugo, qui aimait le peuple même avant d'avoir conçu l'idéal humanitaire de ses dernières années parce qu'il trouvait dans les natures neuves et primitives une touchante fraîcheur d'impressions, s'est plu à observer et à décrire les humbles réjouissances des dimanches populaires. On retrouve de rapides descriptions de ces fêtes dans les *Chansons des rues et des bois*. Ici, nous prenons le poète réaliste sur le fait, et l'on ne saurait trop admirer ces pages, que pouvait seul écrire un homme doué d'une faculté de vision pareille à celle de Victor Hugo :

« Les quatre couples accomplirent consciencieusement toutes

les folies champêtres. On entra dans les vacances et c'était une chaude et claire journée d'été. La veille, Favorite, la seule qui sût écrire, avait écrit ceci à Tholomyès au nom des quatre : « C'est une bonne heure à sortir de bonheur. » C'est pourquoi ils se levèrent à cinq heures du matin. Puis ils allèrent à Saint-Cloud par le coche, regardèrent la cascade à sec et s'écrièrent : Cela doit être bien beau, quand il y a de l'eau ! — déjeunèrent à la *Tête-Noire*, où Castaing n'avait pas encore passé, se payèrent une partie de bagues au quinconce du grand bassin, montèrent à la lanterne de Diogène, jouèrent des macarons à la roulette du pont de Sèvres, cueillirent des bouquets à Puteaux, achetèrent des mirlitons à Neuilly, mangèrent partout des chaussons de pommes, furent parfaitement heureux.

« Les jeunes filles bruissaient et bavardaient comme des fauvettes échappées. C'était un délire. Elles donnaient par moments de petites tapes aux jeunes gens. Ivresse matinale de la vie ! Adorables années ! L'aile des libellules friponne. Oh ! qui que vous soyez, vous souvenez-vous ? Avez-vous marché dans les broussailles, en écartant les branches à cause de la tête charmante qui vient derrière vous ? Avez-vous glissé, en riant, sur quelque talus mouillé par la pluie avec une femme aimée, qui vous retient par la main et qui s'écrie : Ah ! mes brodequins tout neufs ! dans quel état ils sont ! »

Le terme de cette promenade est un abandon. Les quatre jeunes gens avaient promis *une surprise* pour la fin de la journée ; ils s'esquivent, en laissant un billet à leurs quatre amies. Les trois aînées accueillent la nouvelle de cette fuite par des rires ; Fantine, la plus jeune, entre à peine dans la vie ; aussi l'abandon est-il pour elle une amère déception ; — c'est même un désastre, car elle va être mère. — L'enfant né, elle part pour la campagne et le met en pension dans une famille d'aubergiste, qui ne songeront qu'à tirer de leur malheureux nourrisson le plus grand profit possible et maltraiteront la petite Cosette — ainsi se nomme la fille de Fantine — sans pitié.

Fantine abandonnée doit cependant subvenir à ses besoins et satisfaire aux exigences des cabaretiers auxquels elle a confié son enfant. Désaccoutumée du travail, il lui faut donc travailler ; et c'est ici que commence la chute vers l'abîme. A l'origine, elle montrait surtout de l'insouciance et de l'imprudence ; nous la verrons descendre jusqu'à l'infamie. — De déchéance en déchéance, Fantine vient enfin échouer dans une petite ville, où elle se trouve en contact avec l'élégant, le « jeune beau » de province. Victor Hugo, qui, grâce à ses fréquents voyages, connaissait la vie

provinciale, nous a décrit en deux chapitres, qui n'égalent cependant pas les bonnes pages de Balzac, la petite ville et ses habitants ; et il nous parle, en ces termes méprisants, des jeunes bourgeois riches et inutiles, malfaisants dans le cercle étroit où s'écoule leur existence, qu'on y trouve :

« Il y a, dans toutes les petites villes, une classe de jeunes gens qui grignotent quinze cents livres de rente en province, du même air dont leurs pareils dévorent à Paris deux cent mille francs par an. Ce sont des êtres de la grande espèce neutre ; hongres, parasites, nuls, qui ont un peu de terre, un peu de sottise et un peu d'esprit, qui seraient des rustres dans un salon et se croient des gentilshommes au cabaret, qui disent : mes prés, mes bois, mes paysans, sifflent les actrices au théâtre pour prouver qu'ils sont gens de goût, querellent les officiers de la garnison pour montrer qu'ils sont gens de guerre, chassent, fument, baillent, boivent, sentent le tabac, jouent au billard, regardent les voyageurs descendre de diligence, vivent au café, dînent à l'auberge, ont un chien qui mange les os sous la table et une maîtresse qui pose les plats dessus, tiennent à un sou, exagèrent les modes, admirent la tragédie, méprisent les femmes, usent leurs vieilles bottes, copient Londres à travers Paris et Paris à travers Pont-à-Mousson, vieillissent hébétés, ne travaillent pas, ne servent à rien et ne nuisent pas à grand'chose. »

Ces généralités sont suivies d'une description ironique et caricaturale :

« Dans ces temps-là, un élégant se composait d'un grand col, d'une grande cravate, d'une montre à breloques, de trois gilets superposés de couleurs différentes, le bleu et le rouge au dedans, d'un habit couleur olive à taille courte, à queue de morue, à double rangée de boutons d'argent serrés les uns contre les autres et montant jusque sur l'épaule, d'un pantalon olive plus clair orné sur les deux coutures d'un nombre de côtes indéterminé, mais toujours impair, variant d'une à onze, limite qui n'était jamais franchie. Ajoutez à cela des souliers-bottes avec de petits fers au talon, un chapeau à haute forme et à bords étroits, des cheveux en touffe, une énorme canne et une conversation rehaussée des calembours de Potier. Sur le tout des éperons et des moustaches. A cette époque, des moustaches voulaient dire bourgeois et des éperons voulaient dire piéton. L'élégant de province portait les éperons plus longs et les moustaches plus farouches. »

C'est un homme ainsi bâti qui se conduit avec Fantine de la façon chevaleresque que voici :

« Un soir qu'il avait neigé, un de ces élégants, un de ces dés-

œuvrés,... chaudement enveloppé d'un de ces grands manteaux qui complétaient, dans les temps froids, le costume à la mode, se divertissait à harceler une créature qui rôdait, en robe de bal et toute décolletée, avec des fleurs sur la tête, devant la vitre du café des officiers. Cet élégant fumait, car c'était décidément la mode.

« Chaque fois que cette femme passait devant lui, il lui jetait, avec une bouffée de la fumée de son cigare, quelque apostrophe qu'il croyait spirituelle et gaie, comme : — Que tu es laide ! — Veux-tu te cacher ! — Tu n'as pas de dents, etc., etc. — Ce monsieur s'appelait M. Bamatabois. La femme, triste spectre paré qui allait et venait sur la neige, ne lui répondait pas, ne le regardait même pas et n'en accomplissait pas moins, en silence et avec une régularité sombre, sa promenade, qu'il la ramenait, de cinq minutes en cinq minutes, sous le sarcasme, comme le soldat condamné qui revient sous les verges. Ce peu d'effet piqua sans doute l'oisif qui, profitant d'un moment où elle se retournait, s'avança derrière elle à pas de loup, et, en étouffant son rire, se baissa, prit sur le pavé une poignée de neige et la lui plongea brusquement dans le dos, entre ses deux épaules nues. La fille poussa un rugissement, se tourna, bondit comme une panthère, et se rua sur l'homme, lui enfonçant ses ongles dans le visage, avec les plus effroyables paroles qui puissent tomber du corps de garde dans le ruisseau. Ces injures, vomies d'une voix enrouée par l'eau-de-vie, sortaient hideusement d'une bouche à laquelle manquaient, en effet, les deux dents de devant. C'était la Fantine. »

La malheureuse — elle s'était fait arracher deux dents la veille, à vingt francs pièce, pour payer la pension en retard de Cosette — est arrêtée par le policier Javert, qui accourt au bruit. La loi met cette fille à sa discrétion, et l'inspecteur de police ne tient compte que d'un fait : une fille hors la loi a insulté un électeur et un propriétaire, un soutien de la loi. Il ne cherche pas à déterminer les torts : la fille ira en prison. Mais, pour elle, la prison c'est le *chômage* ; c'est son enfant jetée à la rue ; et nous retrouvons, ici, les procédés employés dans *Notre-Dame de Paris* pour exprimer la douleur maternelle de la Sachette : ce sont les mêmes cris fauves, les mêmes hurlements de la bête qui défend son petit, — avec lesquels, au dire de Saint-Marc Girardin, l'art n'a plus rien à faire. Une violence analogue, usitée dans la littérature dramatique du peuple le plus mesuré qui ait existé, le peuple grec, justifie cependant Victor Hugo. La douleur de Polyclète, d'Hécube *changée en chienne*, les conduit au dernier degré de l'égarement ; et les critiques de Saint-Marc Girardin prouvent

seulement que le goût classique a été trop étroit et trop exclusif. Victor Hugo, par l'habile mélange, qu'il a su ménager, de l'expression physique et morale de la douleur maternelle, a même réalisé un progrès artistique par rapport aux anciennes pièces de Sophocle et d'Euripide. Un classique ne saurait s'en plaindre. En outre, cette scène, qui met en lumière l'impitoyable sérénité de la société, constitue tout un plaidoyer plein d'éloquence et d'émotion :

« Elle se traîna sur la dalle mouillée par les bottes boueuses de tous ces hommes, sans se lever, joignant les mains, faisant de grands pas avec ses genoux.

« Monsieur Javert, dit-elle, je vous demande grâce. Je vous assure que je n'ai pas eu tort... C'est ce monsieur, le bourgeois que je ne connais pas, qui m'a mis de la neige dans le dos. Est-ce qu'on a le droit de nous mettre de la neige dans le dos quand nous passons, comme cela, tranquillement, sans faire de mal à personne ? Cela m'a saisie. Je suis un peu malade, voyez-vous. Et puis il y avait déjà un peu de temps qu'il me disait des raisons : Tu es laide ! tu n'as pas de dents ! Je le sais bien que je n'ai plus mes dents ! Je ne faisais rien, moi ; je disais : c'est un monsieur qui s'amuse. J'étais honnête avec lui, je ne lui parlais pas. C'est à cet instant-là qu'il m'a mis de la neige. Monsieur Javert, mon bon monsieur l'inspecteur ! Est-ce qu'il n'y a personne là qui ait vu pour vous dire que c'est bien vrai ? J'ai peut-être eu tort de me fâcher... Pourquoi s'en est-il allé ? Je lui demanderais pardon. Oh ! mon Dieu, cela me serait bien égal de lui demander pardon. Faites-moi grâce aujourd'hui, cette fois, monsieur Javert. Tenez, vous ne savez pas ça, dans les prisons on ne gagne que sept sous ; ce n'est la faute du gouvernement, mais on gagne sept sous, et figurez-vous que j'ai cent francs à payer, ou autrement on me renverra ma petite. O mon Dieu ! je ne peux pas l'avoir avec moi, c'est si vilain ce que je fais ! O ma Cosette, ô mon petit ange de la bonne Sainte Vierge, qu'est-ce qu'elle deviendra, pauvre loup ! Je vais vous dire, c'est les Thénardier, des aubergistes, des paysans, ça n'a pas de raisonnement !... Voyez-vous, c'est une petite qu'on mettrait à même sur la grande route, va comme tu pourras, en plein cœur d'hiver ; il faut avoir pitié de cette chose-là, mon bon monsieur Javert... Je ne suis pas une mauvaise femme au fond ; ce n'est pas la lâcheté et la gourmandise qui ont fait de moi ça. J'ai bu de l'eau-de-vie, c'est par misère... Quand j'étais plus heureuse, on n'aurait eu qu'à regarder dans mes armoires, on aurait bien vu que je n'étais pas une femme coquette qui a du désordre. J'avais du linge, beaucoup de linge. Ayez pitié de moi, monsieur Javert. »

« Elle parlait ainsi, brisée en deux, secouée par les sanglots, aveuglée par les larmes, la gorge nue, se tordant les mains, toussant d'une toux sèche et courte, balbutiant tout doucement avec la voix de l'agonie. La grande douleur est un rayon divin et terrible qui transfigure les misérables. A ce moment-là, la Fantine était redevenue belle. A de certains instants, elle s'arrêtait et baisait tendrement le bas de la redingote du mouchard. Elle eût attendri un cœur de granit ; mais on n'attendrit pas un cœur de bois. »

Javert, en effet, ne s'émeut pas : il est la loi indifférente et impersonnelle. L'auteur fait alors intervenir Jean Valjean, le forçat libéré en train de se réhabiliter, qui personnifie, à côté de la morale sociale, la morale évangélique et humaine. Quoique Fantine exaspérée lui ait craché au visage, le maire la fait remettre en liberté par Javert, qui proteste en vain :

« M. Madeleine s'essuya le visage et dit :

— « Inspecteur Javert, mettez cette femme en liberté... »

« Javert se sentit sur le point de devenir fou... »

— « Monsieur le maire, cela ne se peut pas... »

La discussion continue ; le maire finit par mettre Javert à la porte : « Sortez, dit M. Madeleine. »

« Javert reçut le coup, debout, de face et en pleine poitrine, comme un soldat russe. Il salua jusqu'à terre M. le maire, et sortit. »

« Fantine se rangea de la porte et le regarda avec stupeur passer devant elle. »

« Cependant elle aussi était en proie à un bouleversement étrange. Elle venait de se voir, en quelque sorte, disputée par deux puissances opposées. Elle avait vu lutter devant ses yeux deux hommes tenant dans leurs mains sa liberté, sa vie, son âme, son enfant ; l'un de ces deux hommes la tirait du côté de l'ombre, l'autre la ramenait vers la lumière... L'ange avait vaincu le démon et, chose qui la faisait frissonner de la tête aux pieds, cet ange, ce libérateur, c'était précisément l'homme qu'elle abhorrait, ce maire qu'elle avait si longtemps considéré comme l'auteur de tous ses maux, ce Madeleine ! Et, au moment même où elle venait de l'insulter d'une façon si hideuse, il la sauvait ! S'était-elle donc trompée ? Devait-elle donc changer toute son âme ? Elle ne savait, elle tremblait. Elle écoutait éperdue, elle regardait effarée, et, à chaque parole que disait M. Madeleine, elle sentait fondre et s'écrouler en elle les affreuses ténèbres de la haine, et naître dans son cœur je ne sais quoi de réchauffant et d'ineffable, qui était de la joie, de la confiance et de l'amour. »

Ce retour achèvera de s'accomplir par l'intermédiaire d'une puissance qui va disparaître des livres de Victor Hugo : l'action religieuse. Elle s'incarne, ici, en la personne de sœur Simplice, résumé vivant, dans une âme féminine, de toutes les vertus chrétiennes ; elle dirige l'infirmerie créée dans sa propre maison par M. Madeleine, se dévoue entièrement et sans répugnance, ne reculant même pas devant les abominables dangers de la contagion morale. Victor Hugo, dans la crainte de diminuer M. Madeleine, et aussi parce qu'il avait déjà dépeint la perfection chrétienne en Mgr Myriel, ne s'est pas attaché à nous décrire l'âme de sœur Simplice ; mais, lorsque M. Madeleine, arrêté après ses aveux à la cour d'assises d'Arras, s'évade de la prison de Montreuil, elle niera sa présence dans la pièce où il est en train de s'entretenir avec elle et mentira pour le sauver : c'est, pour cette âme simple et convaincue, le dernier degré du renoncement et de la sublimité.

Quant à Fantine, elle meurt au moment où Javert vient arrêter auprès de son lit M. Madeleine, qui s'était engagé à aller chercher sa fille Cosette à Montfermeil. Cette scène, traitée avec un sobre réalisme, est un des plus beaux morceaux de la littérature française. On a voulu la transporter au théâtre ; mais elle y paraît froide et forcée : ces récits et ces descriptions expriment des âmes que ne peut rendre un geste d'acteur. Le romancier et l'auteur dramatique n'ont pas même métier.

Nous savons donc maintenant comment Victor Hugo a posé cette question navrante de la « fille », et nous avons vu de quelle manière chaste il a su traiter son sujet. Il nous a montré qu'il y avait autre chose à faire qu'à s'indigner devant ces malheurs. D'autres sont venus, après lui, qui ont défendu la même thèse. Son roman social avait ouvert la voie ; et il y a, dans *Les Misérables*, beaucoup d'appels que la loi a, depuis, entendus.

R. B.

La concentration industrielle aux Etats-Unis. — « Les trusts »

Leçon de M. HENRI HAUSER.

Professeur à l'Université de Dijon.

Et d'abord, qu'est-ce qu'un *trust* ?

Nous employons en Europe, surtout quand il s'agit de choses américaines, ce mot de *trust* à tort et à travers : *trust* du charbon, de l'acier, du pétrole, du cuir, de l'océan, etc., pour désigner toute grande entreprise industrielle ou commerciale, avec tendance à l'accaparement d'un produit.

On lisait, par exemple, récemment dans un grand journal français, que Joseph était l'inventeur du premier *trust* des grains.

D'ailleurs, il ne faut pas croire tous les racontars de journaux. *Trust* et *bluff* sont parfois synonymes. Etymologiquement, le *trust* est un dépôt confié à quelqu'un, un *fidéicommiss*. Techniquement, c'est une organisation formée par plusieurs compagnies, où les actionnaires de chaque compagnie séparée délèguent leur capital à un certain nombre de *trustees* (commissaires-administrateurs), avec plein et irrévocable pouvoir à ces *trustees* de disposer du capital social comme ils le jugent convenable. (Définition du *census*.)

Or, ce mode d'association est interdit par la loi américaine du 2 juillet 1890. En ce sens, il n'y a donc plus, légalement du moins, de *trusts* aux États-Unis.

Evidemment, malgré la loi, il y a des *ententes*, plus ou moins durables entre producteurs, analogues à ce qu'on appelle *pools* en Angleterre, *cartells* ou *syndicats* en Allemagne, *comptoirs de vente* chez nous : *trusts* déguisés, avec cette réserve que les divers membres de l'« entente » peuvent légalement s'en retirer quand ils le désirent.

Le *trust* de l'Océan, par exemple, s'il se réalisait, serait en réalité une *entente* entre compagnies rivales, qui conserveraient leur indépendance et ne confondraient pas leurs capitaux, mais s'accorderaient seulement pour limiter la concurrence, fixer le nombre des départs, unifier le fret.

Ce que le populaire appelle *trust* porte, en langage technique, le nom de *combinaison*.

La *combinaison* est ainsi définie par le *census* : « La règle a été adoptée de ne pas considérer une agrégation d'usines comme une combinaison industrielle, à moins qu'elle ne se compose d'un nombre d'usines ci-devant indépendantes, qui ont été réunies en vue d'une seule compagnie sous une charte obtenue à cette fin. Par suite, nous excluons de cette catégorie maints grands établissements comprenant un grand nombre d'usines et qui se sont accrus, non par combinaison avec d'autres compagnies, mais par l'établissement de nouveaux ou l'achat d'anciens ateliers. »

Donc une combinaison est la fusion financière et administrative entre compagnies ci-devant indépendantes. La combinaison est donc un cas particulier de la concentration industrielle.

Le développement d'un machinisme coûteux, les changements perpétuels d'outillage et la nécessité d'un amortissement rapide, la hausse du prix de la main-d'œuvre amènent la restriction des bénéfices. Dès lors, le seul moyen de diminuer le prix de revient est de diminuer les frais généraux, c'est-à-dire accroître la capacité et diminuer le nombre des établissements.

Quelle que soit l'industrie américaine que l'on étudie, presque toujours ces deux phénomènes parallèles s'y retrouvent : à l'accroissement du capital engagé et de la valeur produite correspond la diminution du nombre des établissements :

<i>Fer et acier.</i>	1870	1880	1890	1900
Nombre d'établissements.	808	792	719	699
Capital.	122 m.	210	414	590
Valeur produite.	207	296	379	804

A ne voir que le chiffre des établissements, on croirait à une décadence de la sidérurgie américaine ; c'est tout le contraire qui est vrai. Dans l'industrie des voitures de chemins de fer et rails, en 10 ans, le nombre des établissements passe de 130 à 65 = 50 0/0, le capital augmente de 844 0/0, le produit de 233.

A côté de la concentration, il faut signaler la tendance à la spécialisation des usines.

Ily a, en effet, avantage à n'avoir, dans une même usine, qu'un seul genre d'outillage et de produits.

La localisation géographique des industries intervient pour placer chaque usine là où elle peut rendre le maximum ; de la nécessité, pour une grande société, d'avoir une usine pour chacun de ses produits.

Les *trusts* sont donc nés de la concentration industrielle. Acces-

soirement, ils ont été favorisés aux États-Unis par les tarifs protecteurs. Un champ immense était ouvert, à l'intérieur, à l'industrie américaine. La concurrence étrangère se trouvant en fait supprimée, la lutte s'établit critiquement entre producteurs nationaux. Les plus faibles disparaissent ou sont contraints à la fusion.

Une seule grande combinaison, la *Standard*, a réussi avant le tarif Mac Kinley, 1890. Depuis, des tentatives se sont produites sur tous les articles pour lesquels la douane percevait des droits quasi prohibitifs : fils de fer et acier, fer-blanc, verre à vitres, sel, charbons pour éclairage électrique, whisky, cordages, cigarettes, caoutchouc.

Des capitaux énormes sont engagés dans les *trusts* :

La Compagnie américaine des ponts a 24 usines et 70 millions de dollars.

Fer-blanc.	65	50
Compagnie fédérale de l'acier (1900).	17	200
Compagnie continentale du tabac.	9	100
U. S. Leather Cy.	23	128

On estimait à 2.147 usines et 1.458 1/2 millions de dollars de capital les entreprises en combinaison en 1900 (encore entendues au sens technique strict).

Mais, en dehors de leurs opérations industrielles, les *trusts* font des opérations commerciales, transports, etc.

Les compagnies de fer et d'acier ont leurs mines, leurs chemins de fer, leurs vapeurs, celles du papier ont leurs forêts.

Ainsi entendu, le capital est de plus de 3 milliards 1/2. La production des combinaisons était les 20 0/0 du total américain, ceci avant la création du *trust* Carnegie.

Comment naissent les puits à pétrole ?

Pour le pétrole, il faut considérer les conditions de ce travail :

En Pensylvanie, il faut environ 25 jours pour forer un puits (entre 400 et 1.200 m.), et cela coûte de 20 à 25.000 fr. — Il y a de grosses difficultés : traversée de sources d'eau salée, de poches de gaz naturel (qui peut servir d'ailleurs à chauffer la machine de la pompe). Les dangers de l'apparition du premier jet sont grands : il faut éteindre d'avance ce feu de forge. Ce travail minutieux est confié à de petits entrepreneurs, qui emploient 2 ouvriers par puits, avec de petits capitaux, un outillage simple et peu coûteux, facilement transportable,

Ces puits sont très nombreux et très voisins les uns des autres en Pensylvanie.

a) La *Standard Oil Cy* (Rockefeller) ne jugea pas nécessaire de

« trustifier » cette première période de la production. Elle fit bien quelques puits à ses frais ; mais, en général, elle laissa les petits propriétaires courir les risques de cette recherche coûteuse. Elle leur acheta les puits forés.

Dès lors, apparaît l'avantage de la concentration. Au bout de quelques jours, il faut pomper pour éliminer l'eau salée : un seul homme suffit pour plusieurs puits voisins.

b) *Raffinerie*. — La compagnie achète les usines des raffineurs indépendants ; 7 ou 8 seulement subsistent. La Standard devient ainsi de beaucoup le plus gros acheteur d'huile brute. A 7 heures, tous les matins, Rockefeller examine l'état du marché ; à 9 heures, il fixe les prix d'achat et de vente de la Standard pour la journée, et ces prix règlent les cours.

L'influence du *trust* agit sur l'organisation des transports :

1° Par rail. — Il y eut là des procédés malhonnêtes : la Standard obtint des Compagnies des tarifs différentiels, parfois de 50 0/0 inférieurs aux tarifs communs, qui tuent ses rivaux.

2° Par *pipe-lines* en fer-blanc. Il y a un grand avantage à installer les raffineries près des ports d'embarquement, sur les grands lacs, ou à Philadelphie, New-York, Baltimore. Mais le transport en barils ou en wagons-réservoirs serait trop cher pour l'huile brute.

Aussi a-t-on créé de grandes canalisations de 4 à 500 km. de long. Tous les 80 km. des pompes aspirantes et foulantes mettent l'huile en mouvement.

La Standard est seule assez riche pour construire ces lignes, et les réserve à son usage : d'où monopole réel.

Dans les ports, l'huile passe dans les vaisseaux-réservoirs, qui la transportent en Europe.

La Standard a même réussi à créer des sociétés européennes, comme la Deutsch-Amerikanische Petroleum Gesellschaft, propriétaires d'installations de débarquement pour le brut et le raffiné, et aussi de raffineries.

Le Syndicat des Raffineurs de France passe pour être un prétexte nom de la Standard, qui n'a d'autres concurrents en France que les sociétés russes.

Donc la Standard force ses rivaux à lui vendre leurs raffineries, ou elle les affame.

Pour le pétrole, une sorte de *monopole naturel* explique la concentration.

Pour l'acier, on comptait, en 1900, les sociétés suivantes :

Compagnie fédérale de l'acier.

— nationale.

Compagnie américaine des fils de fer et d'acier.

- nationale des tubes.
- américaine du fer-blanc.
- des cercles d'acier.
- de l'acier en feuilles.

Si bien que M. Paul de Rousiers, qui étudiait surtout cet exemple, ne croyait pas à l'avenir nécessaire des *trusts*.

La Société Carnegie tenait une place à part. Au lieu de se limiter comme les autres à une seule spécialité, elle faisait tous les articles : 30 0/0 des rails, 50 0/0 des poutrelles, 50 0/0 des plaques de blindage produits aux États-Unis. Mais elle appliquait des principes féconds, posés il y a vingt-cinq ans par Carnegie, exposés comme suit par son président devant la commission parlementaire de l'industrie :

« La société Carnegie de l'acier fut, dès ses débuts, une Société unique. Quand elle commença l'exploitation des minerais métalliques, elle forma une organisation à part, et agit ainsi pour chacune des branches de son entreprise. » Pour sa navigation sur les lacs, elle créa la *Compagnie de bateaux à vapeur de Bessemer* ; pour ses chemins de fer, qui mesurent 280 km., une Société du *Chemin de fer Bessemer et Erié* ; de même pour le coke, la chaux, etc., soit 26 ou 27 sociétés distinctes. Mais Carnegie possède plus de 50 0/0 du capital de chacune d'elles, et le tout est réuni sous le contrôle d'une même *Carnegie Company*.

Donc on est passé par étapes des compagnies spécialisées à une compagnie unique. Grâce à cette division du travail, la compagnie Carnegie avait acquis une position supérieure à celle de toutes les autres compagnies. Elle a, suivant l'expression de M. W.-F. Willoughby, « préparé les voies et servi de modèle à sa grande héritière, la Corporation de l'acier des États-Unis ».

Cette dernière est née en mars 1901. — Les compagnies spéciales, ne faisant chacune qu'une série d'articles, avaient besoin les unes des autres. Pour échapper à cette dépendance réciproque, il leur aurait fallu essayer, chacune chez soi, la production intégrale, et se livrer une lutte à mort. Elles préférèrent s'entendre, et, grâce au concours de la puissante banque Morgan, fonder une Corporation vraie au capital de cinq milliards et demi de francs. Chaque compagnie associée conserve son indépendance légale, mais la Corporation, possédant le capital de chacune d'elles, nomme leurs administrateurs.

Le point délicat était l'adhésion de la Compagnie Carnegie, qui seule était en mesure de résister à la Corporation ; elle fut payée 1 milliard et demi.

Il s'agissait maintenant d'avoir le « contrôle » des mines. Déjà l'ancienne Carnegie possédait 4 millions de tonnes par an, la Société des fils d'acier plus de 900 000, la Fédérale et la Nationale en avaient également ; mais il fallait en acquérir pour les besoins **future. On acheta donc pour 400 millions la Compagnie consolidée des mines de fer du lac Supérieur, propriétaire du Chemin de fer Duluth, Mesaba et Nord.**

La Corporation acheta également des compagnies de transformation de l'acier, fabriques de ponts, fabriques de tubes pour bicyclettes, etc. Elle « contrôle » donc toutes les branches de l'industrie de l'acier.

Les trusts jouent un rôle politique ; ce rôle est évidemment détestable : le trust met entre les mains de quelques personnes, les directeurs des *combinations*, une puissance économique formidable, qui leur permet de favoriser la corruption politique et de faire échec aux intérêts nationaux. Un trust argentier a failli empêcher les Etats-Unis d'avoir de la monnaie saine.

Un trust sucrier a fait la guerre de Cuba, et s'oppose actuellement à la réciprocité douanière pour Cuba. Un trust des chemins de fer continentaux veut s'opposer au canal de Panama.

C'est ce qui les rend impopulaires et tourne contre eux des hommes honnêtes et éclairés, comme le président actuel.

Je ne m'occupe pas des effets internationaux des trusts.

Le rôle financier des trusts n'est guère meilleur. On a sûrement remarqué l'enflure des chiffres, par exemple, de la Corporation de l'acier. Cette création à jet continu de titres jetés sur le marché de New-York détermine de véritables crises. Lorsqu'une corporation achète une compagnie, elle la paie en « titres », ce qui fait que les milliards jonglent avec les milliards d'une façon désordonnée. Il y a là une très forte part de bluff.

Les effets économiques des trusts sont très complexes :

a) *Pour l'industrie nationale.* — Il est incontestable que la concentration a favorisé la production, augmenté la capacité de l'industrie américaine, abaissé les prix de revient, les tarifs de transport intérieur, et, par conséquent, mieux armé la nation pour la concurrence internationale. Elle ne semble pas avoir régularisé la production.

b) *Pour le consommateur.* — Habitué que nous sommes à célébrer les mérites de la concurrence, nous sommes portés à croire, *a priori*, que la *trustification* amène un relèvement des prix ; nous admettons bien que le trust, pendant sa période de création, baisse artificiellement les prix, jusqu'à vendre à perte, pour tuer ses rivaux, mais qu'ensuite, une fois maître du

marché, il les relève, sans souci des intérêts du consommateur.

C'est ce qui se produit en Europe avec les *cartells* et *comptoirs*. Mais le *cartell* n'est pas le *trust* ; il n'est que le groupement de sociétés qui conservent leur outillage, leur comptabilité, leurs frais généraux séparés ; il ne réalise pas une économie positive ; il est une arme de guerre contre les acheteurs à la baisse. Encore ne faut-il pas qu'il pousse cette guerre trop loin (crise allemande), sinon il y a surproduction ou plutôt une sous-consommation qui le force à une certaine sagesse.

Mais la *combination* réalise une baisse positive du prix de revient, donc permet d'abaisser le prix de vente. En présence d'une opinion publique toute-puissante et hostile, le *trust* ne peut se permettre des excès, il doit se faire pardonner en rendant des services au consommateur.

Le pétrole, en 1871, coûtait 0 fr. 305 le litre, il était dangereux et mal odorant. En 1900, il est à 0 fr. 077, sans danger.

La vaseline épurée est à 0 fr. 25. Il y a unité du produit dans tout le territoire.

La corporation de l'acier ne semble pas avoir relevé les prix. Le *trust* du charbon a eu la sagesse de ne pas résister à la baisse des droits de douane.

c) *Intérêt des petits producteurs*. — Ici, évidemment, c'est la mort sans phrases. C'est surtout cette classe, victime de l'évolution industrielle, qui proteste là-bas contre les *trusts* capitalistes, comme chez nous contre les coopératives socialistes, et pour les mêmes raisons.

C'est cette classe qui inspirait autrefois les colères de M. Roosevelt contre les *trusts* ; mais, depuis qu'il est président, M. Roosevelt en est bien revenu et ne parle plus que de réprimer les abus de la combinaison industrielle.

d) Reste à savoir quel est l'effet de la concentration industrielle sur le sort des ouvriers.

Ceci nous amènera peut-être à voir si les *trusts* sont :

- a) Un phénomène passager ;
- b) Une forme définitive du capitalisme moderne ;
- c) Une forme transitoire de la concentration industrielle, destinée à préparer des formes plus parfaites : la concentration des industries entre les mains des travailleurs eux-mêmes.

H. HAUSER.

La pétition des classiques en 1829 ⁽¹⁾.

Leçon de M. ALBERT LEROY,

Docteur ès lettres.

Loin de désarmer devant le succès de *Henri III et sa Cour*, l'œuvre triomphale d'Alexandre Dumas, les classiques impénitents redoublèrent la violence de leurs attaques. Ils avaient dans la presse, plus encore que dans l'opinion, un parti puissant et surtout bruyant. Leur orateur de prédilection était Andrieux, l'ancien membre du Conseil des Cinq-Cents et du Tribunal, l'auteur de la comédie *Les Étourdis*, devenu professeur de littérature au Collège de France: Cet homme aimable et bénin en apparence, qui a composé *Le Meunier Sans-Souci*, avait pris charge de pourfendre le romantisme. Sans doute, il n'était doué que d'un mince filet de voix ; mais Villemain a dit de lui qu'il se faisait entendre à force de se faire écouter. Voici le portrait que nous trace de ce conférencier disert et batailleur Adolphe Thiers, son successeur à l'Académie française : « Sans leçon écrite, avec sa simple mémoire, avec son immense instruction toujours présente, avec les souvenirs d'une longue vie, il montait dans sa chaire, toujours entourée d'un auditoire nombreux. Sa voix faible et cassée, mais claire dans le silence, s'animait par degrés, prenait un accent naturel et pénétrant. Tour à tour mêlant ensemble la plus saine critique, la morale la plus pure, quelquefois même des récits piquants, il attachait, entraînait son auditoire par un enseignement qui était moins une leçon qu'une conversation pleine d'esprit et de grâce. »

Théodore Muret n'est pas moins élogieux dans son curieux volume, *L'Histoire par le Théâtre* : « Andrieux, dit-il, jouissait parmi la jeunesse d'une popularité qui avait un caractère en quelque sorte filial. La salle était trop petite pour l'empressement des auditeurs, parmi lesquels un certain nombre d'auditrices, à qui on réservait galamment les premières places. Toujours salué à son entrée par de vifs applaudissements, le vieux professeur avait

(1) Cette étude est une des leçons du cours libre que professe, en Sorbonne, M. Albert Le Roy, *docteur ès lettres*, sur « le Théâtre et les Mœurs au temps du Romantisme »

peine à parvenir jusqu'à sa chaire, à travers la foule qui encombra le passage et qui, volontiers, l'aurait fait passer de main en main. Il est vrai que le fardeau n'aurait pas été bien lourd. Figurez-vous un petit homme de soixante-dix ans environ, frêle, maigrelet, portant presque en tout temps une redingote par-dessus son habit, en sorte qu'on se demandait ce qui devait rester quand il était privé de cette double enveloppe et réduit à sa plus simple expression. Appartenant en philosophie à l'école voltairienne, il était, en littérature, de la religion classique. Dans la guerre alors allumée sur ce terrain, il défendait le temple de ses dieux littéraires comme ses propres foyers. En ceci, la modération philosophique du vieil académicien lui faisait quelquefois défaut, et c'était chose plaisante de voir les petites colères où il se mettait. »

Sous un tout autre jour, Andrieux est apparu à Mary Lafon, qui dessine ainsi sa silhouette dans *Cinquante ans de vie littéraire* : « Figurez-vous un singe petit, vieux, au visage plissé de rides, et déclamant d'une voix aigrelette et cassée des lieux communs contre le romantisme ». Il avait pour complices-nés de ses haines tous les auteurs dramatiques de la vieille école, qui pouvaient craindre d'être troublés dans la jouissance exclusive de la Comédie Française. Ces tenants du passé se coalisèrent — on dirait aujourd'hui : formèrent un syndicat — en adressant au roi une pétition respectueusement indignée. Ils suppliaient Sa Majesté de prendre en main la cause menacée de Corneille, de Racine et de Molière, et de rétablir l'ordre dans la république des lettres. Après avoir invoqué la mémoire et les intentions de Louis XIV, ils poursuivaient, en demandant qu'on protégeât l'autel sacré de la tragédie :

« La mort de l'acteur qui rivalisait de talent avec les acteurs les plus parfaits de quelque époque que ce soit, a porté plus d'un dommage au noble genre dont il était le soutien. Soit par dépravation de goût, soit par conscience de leur impuissance à le remplacer, quelques sociétaires du Théâtre Français, prétendant que le genre où Talma excellait ne pouvait plus être utilement exploité, se sont efforcés d'exclure la tragédie de la scène, et de lui substituer des pièces composées à l'imitation des drames les plus bizarres que puissent offrir les littératures étrangères ; drames qu'avant cette époque on n'avait osé reproduire que sur nos théâtres infimes... Non seulement ils violent les droits fondés sur les règlements, pour favoriser, en toute circonstance, le genre objet de leur prédilection ; mais, pour satisfaire aux exigences de ce genre, qui a moins pour but d'élever l'âme, d'intéresser le

cœur, d'occuper l'esprit, que d'éblouir les yeux par des moyens matériels, par le fracas des décorations et par l'éclat du spectacle, ils épuisent la caisse du théâtre; ils accroissent sa dette; ils opèrent sa ruine. Et, cependant, comme la tragédie, malgré tout ce qu'on a fait contre elle, lutte encore avec quelque avantage contre son ignoble rival, non contents de se refuser aux frais nécessaires, à l'appareil qu'elle réclame, les protecteurs de celui-ci s'étudient à déconcerter l'ensemble des représentations tragiques, à ne donner pour aide aux principaux acteurs que des sujets réprouvés par le public; bien plus encore, pour rendre toute représentation tragique désormais impossible, anticipant sur l'époque où les deux premiers sujets tragiques, M^{lle} Duchesnois et M. Lafond, doivent prendre leur retraite, ils prétendent les contraindre à subir, sous le nom de congé, un exil d'un an, pendant la durée duquel on se flatte de consommer l'absolue destruction du théâtre de Racine, Corneille et Voltaire.

« Sire, les agents sur lesquels votre confiance se repose des soins de surveiller et de diriger le théâtre répondent-ils bien à vos intentions protectrices? Est-ce pour favoriser l'usurpation du mélodrame, est-ce pour lui livrer la scène tragique que les clefs leur en ont été remises? Les fonds que votre libéralité met à leur disposition, pour être employés dans l'intérêt du bon goût, doivent-ils être prodigués dans l'intérêt de leur goût particulier, qui tend à asservir le domaine de ces grands hommes à la Melpomène des boulevards, et à réduire leur art sublime à la condition d'un vil métier?

« Persuadés, Sire, que la gloire de votre règne est intéressée à ce qu'aucune des sources de la gloire française ne s'altère, nous croyons devoir appeler votre attention sur la dégradation dont le premier de vos théâtres est menacé.

« Sire, le mal est grand déjà! Encore quelques mois, et il sera sans remède; encore quelques mois, et, fermé tout à fait aux ouvrages qui faisaient les délices de la plus polie des cours, de la nation la plus éclairée, le théâtre fondé par Louis le Grand sera tombé au-dessous des tréteaux les plus abjects, ou plutôt le Théâtre Français aura cessé d'exister. »

Ce factum, fougueux réquisitoire contre l'administration du baron Taylor, était revêtu de sept signatures. Fut-il, comme l'a prétendu Antoine-Vincent Arnault, l'un des protestataires, remis au roi avant la représentation de *Henri III*? Le point est sujet à controverse. En tout cas, cette étrange pétition était accompagnée d'une lettre non moins étrange de M^{lle} Duchesnois, qui se plaignait, non pas au roi, mais au public, que la part de sociétaire eût

baissé, depuis trois ans, de seize mille francs à sept mille, et qu'on eût contracté une centaine de mille francs de dette. Elle concluait en annonçant sa résolution d'assigner M. Taylor devant les tribunaux pour violation du pacte social.

Cette réclamation d'une tragédienne vieillissante, célébrant la gloire de la tragédie et signalant les méfaits du drame romantique, fit généralement sourire. Quant à la pétition, elle inspira à Charles X, qui avait alors un ministre libéral et spirituel, M. de Martignac, cette réponse où l'on ne pressent pas le roi des ordonnances : « Messieurs, je ne puis rien pour ce que vous désirez ; je n'ai, comme tous les Français, qu'une place au parterre. »

Les sept, devant une telle désertion, durent croire la littérature, la monarchie et la patrie irrévocablement perdues. En refusant d'écouter Antoine-Vincent Arnault, Lemercier, Viennet, Jouy, Andrieux, Jay et Onésime Leroy, Charles X ne s'était-il pas souvenu qu'ils appartenaient au parti libéral, alors que les romantiques avaient plutôt des affinités conservatrices ? La *Quotidienne*, journal ultra, dans son numéro du 4 mars 1829, dit vertement leur fait aux pétitionnaires, en les énumérant avec dédain : « Antoine-Vincent Arnault, auteur de beaucoup de tragédies, dont on ne joue plus que *Marius à Minturnes* ; — Jouy, la renommée la plus tombée de notre époque, du reste moins joué encore que M. Arnault, et romantique sans s'en douter, témoin *Sylla* avec son cauchemar, son peuple qui parle, sa tribune aux harangues et sa perruque historique ; — Etienne, auteur de la jolie comédie des *Deux Gendres*, empruntée scène par scène, et même avec quelques vers, à un scélérat de jésuite qui s'était permis d'avoir beaucoup d'esprit dans son temps ; — Onésime Leroy, un grand auteur, fort connu pour avoir raccourci, arrangé et gâté la charmante comédie de Montfleury, la *Femme juge et partie* ; il aurait dû signer : Pour feu Montfleury, Onésime Leroy ; — Népomucène Lemercier : l'instant d'après, le redoutable auteur de *Pinto* s'est avisé qu'il n'avait pas le droit d'être classique ; il a couru après la pétition, comme s'il se fût agi de reporter un diplôme de censeur maladroitement accepté, mais il n'était plus temps ; la pétition était arrivée aux mains de Sa Majesté, qui, dit-on, n'a pas été très satisfaite. — Reste M. Viennet. Les amateurs de premières représentations, et qui ne vont qu'à celles-là, savent peut-être à quels titres M. Viennet a été appelé à signer cette pétition. »

Le sévère jugement de la *Quotidienne* n'était pas désavoué par l'opinion publique, qui fit des gorges chaudes de la protestation

des sept. On se divertit aux dépens de ces libéraux, furieusement rétrogrades en littérature. C'était le temps où Victor Hugo, encore royaliste, donnait de la vieille école l'amusante définition : « Un classique jacobin : un bonnet rouge sur une perruque. » Mais, entre toutes les railleries qui pullulèrent, la plus malicieuse est peut-être celle qu'inséra le *Figaro* du 28 février 1829, sous le titre : *Les Ours classiques*.

« Une pétition fut faite en Angleterre, durant le règne d'Elisabeth, par Orson Pinnit, directeur des ours royaux. Il se plaignait en leur nom que les pièces d'un nommé William Shakespeare attireraient la foule et éloignaient le public du noble spectacle national de la danse et combat des ours, spectacle protégé de temps immémorial par Sa Majesté et ses prédécesseurs. Nous nous faisons un plaisir de communiquer cette pétition à nos lecteurs. Ils verront que Shakespeare était alors l'intrus, le romantique, et que M. Orson Pinnit était le représentant du goût national et des pures doctrines. Orson laisse parler ses administrés :

« Les traditions antiques d'un délasement qui a fait la gloire de vos ancêtres sont au moment de se perdre par l'envahissement du mauvais goût et de la barbarie ; et bientôt, si Votre Majesté ne nous accorde sa puissante protection, le public cessera de se porter au seul et véritable théâtre national, pour aller entendre de misérables farces qui avilissent la scène anglaise.

« Un nommé William Shakespeare a osé composer des pièces d'un genre tout à fait neuf, et déjà on se porte avec fureur à son spectacle, tandis que nous, nous les ours du gouvernement, nous restons abandonnés, forcés de nous croiser les bras ou de danser dans la solitude.

« Dans notre affliction, nous venons nous jeter aux pieds de Votre Majesté et lui offrir les moyens de réparer un aussi gros scandale, en la suppliant d'ordonner que les pièces de Will Shakespeare et des jeunes auteurs de son école soient soumises à une censure exercée par l'un de nous, et qu'aucun de leurs ouvrages ne puisse être représenté sans avoir été marqué préalablement de notre griffe.

« Notre modération connue, nos mœurs douces et simples sont un garant que cette censure sera exercée avec bonhomie et bienveillance. Nous nous bornerons à retrancher de ces ouvrages toutes les extravagances, toutes les choses absurdes qui plaisent tant au public, et qu'on ne trouve jamais chez nous.

« Votre Majesté sentira quel danger il y aurait à laisser occuper l'esprit du peuple par des pièces fortes et spirituelles ; elle sentira la nécessité de ramener la foule, de gré ou de force, au spectacle

des ours, et bientôt nous aurons à lui rendre des actions de grâces d'avoir arrêté les innovations qui menacent d'envahir le seul théâtre national.

« Nous sommes avec un profond respect,

« de Votre Majesté

« les ours très humbles et très obéissants. »

(*Suivent les signatures.*)

Les ours de la Restauration n'étaient pas moins tenaces que leurs ancêtres, contemporains d'Elisabeth. Ils avaient une manière de privilège dramatique dont ils usaient mal, mais qu'ils entendaient garder. Chacun d'eux reçut et tint son rôle dans la conjuration ourdie contre le péril romantique. Le plus fin de la troupe était Antoine-Vincent Arnault, dont Sainte-Beuve a retracé la figure au tome septième des *Causeries du Lundi*. Ce fut le modèle achevé du littérateur de l'Empire. Né en 1766, mort en 1834, il connut les mœurs de l'ancien régime et pratiqua les idées du monde nouveau. Tout en composant des tragédies, il suivit une carrière administrative, et, après avoir été distingué par le général Bonaparte, il demeura fidèle à l'exilé de Sainte-Hélène qui l'inscrivit sur son testament. Singulière époque où un poète était chargé, en 1797, d'organiser le gouvernement des îles Ioniennes! Arnault s'acquitta très congrûment de sa mission de législateur, et il écrivit au vainqueur de Rivoli : « La Constitution que je leur ai donnée n'est pas plus mauvaise qu'une autre, si elle n'est pas meilleure. » Encore qu'il eût de l'admiration pour le Premier Consul, du respect pour l'Empereur, il gardait son franc-parler et sa dignité d'écrivain. Un jour que Bonaparte lui disait : « Faisons une tragédie ensemble », il répondit tout net : « Volontiers, général, quand nous aurons fait ensemble un plan de campagne. » Chez lui, le fonctionnaire, qu'il fût directeur des Beaux-Arts, secrétaire général de l'Université ou même ministre intérimaire de l'Instruction publique durant les Cent-Jours, pouvait avoir l'échine souple ; mais le poète se tenait droit. Il lisait ses pièces à la Malmaison ou à Saint-Cloud ; on ne lui eût pas fait modifier un vers, contre le gré de sa conscience littéraire.

En mai 1791, il avait débuté à la Comédie Française avec une tragédie, *Marius à Minturnes*, trop austère peut-être — il ne s'y trouvait pas un seul rôle de femme, — mais où résonnaient les mâles accents de la vieille liberté romaine. L'année suivante, ce fut *Lucrèce*, dont il altéra malencontreusement la physionomie traditionnelle en prêtant à l'héroïne un invraisemblable amour pour Sextus. Sa troisième tragédie, et la meilleure, *Blanche et Montcassin ou les Vénitiens*, se joua le 16 octobre 1798, au Théâtre

de la République — nom donné par la Révolution à la maison de Molière. On y voit un généreux Français, Montcassin, qui a bien mérité de la République de Venise, s'exposer au châtement le plus rigoureux en se réfugiant à l'ambassade d'Espagne. Une loi impitoyable livre aux Inquisiteurs d'Etat, ou Conseil des Trois, qui-conque a correspondu clandestinement avec les ministres étrangers. Montcassin est innocent ; mais il aime Blanche, fille du sénateur Contarini, promise à un certain Capello ; il la rejoint à la faveur de la nuit et lui déclare avec solennité :

J'ai vaincu pour Venise et je vaincrai pour toi.

Afin de sauver la réputation de Blanche qu'il voudrait tout ensemble enlever et ne pas compromettre—ô logique des amoureux ! — il s'évade par le palais de M. de Bedmar. Surpris, il est inculpé du crime de haute trahison et déferé au Conseil des Trois, où figurent, hélas ! et Contarini, le père outragé, et Capello, le rival malchanceux. En vain, Blanche arrive pour justifier Montcassin, pour prouver qu'il méditait, non pas avec l'Espagne un complot, mais avec elle de justes noces. Trop tard ! Il a été jugé, condamné à mort et étranglé.

A distance, on a peine à s'expliquer l'engouement des spectateurs de 1798 pour cette pièce, banale de fond, médiocre de forme. Plusieurs veulent y admirer une couleur historique qu'il est malaisé de découvrir. Quant à la simplicité trop vantée du dialogue, elle devient souvent de la puérilité ou de l'anachronisme. Ainsi Constance, la nourrice de Blanche, voyant qu'elle est prête à courir au secours de son amant, lui suggère ce prudent conseil :

Crains la publicité.

Et la jeune fille de répliquer avec ostentation :

C'est mon unique espoir,
L'opinion publique est mon dernier refuge.

Arnault, exilé par la seconde Restauration, avait en portefeuille une tragédie élaborée dans ses loisirs de fonctionnaire, *Germanicus*, qui fut représentée le 22 mars 1817, à la Comédie Française, aussitôt interdite, puis reprise le 20 décembre 1824. Les libéraux firent un accueil enthousiaste à l'œuvre du proscrit. Les royalistes voulurent y voir des allusions napoléoniennes. Il y eut tapage et même émeute — une bataille de Cannes, dit un plaisantin — autour de la pièce, qui ne valait guère que par l'interprétation. Talma, coiffé à la manière de l'Empereur, tenait le rôle de Ger-

manicus, fils adoptif de Tibère et gouverneur général des provinces d'Orient; M^{lle} Duchesnois, celui d'Agrippine, épouse de Germanicus. On saluait sa fidélité conjugale par des applaudissements qui visaient le lâche abandon de Marie-Louise, notamment à ce passage tout frémissant d'actualité :

Je ne te quitte pas, dussé-je être importune,
Je ne te quitte pas; partout où la fortune,
Partout où le pouvoir enchainera tes pas,
En exil, à la mort, je ne te quitte pas.

Au dernier acte, apparaît sur un lit Germanicus, empoisonné par Pison, gouverneur de Syrie, qui a rempli le vœu secret de Tibère :

La mort du prince importe au repos de la terre.

Les conclusions de l'agonie n'empêchent pas le héros de lancer une suprême et copieuse tirade :

O malheureuse épouse ! ô malheureux enfants !
Je n'en périr pas moins à la fleur de mes ans,
Je tombe enveloppé dans une embûche infâme,
Dans un piège tendu par la main d'une femme...
Adieu, patrie, adieu !

Agrippine se jette sur le corps de son époux, et les amis de Germanicus, unis par un serment solennel, jurent d'être ses vengeurs.

Arnault avait également conduit la tragédie dans les brumes septentrionales, avec *Oscar, fils d'Ossian*, qui fut joué au Théâtre de la République le 2 juin 1796. La scène se passe à Selma, dans le palais bâti par Fingal. Oscar aime Malvina, épouse de Dermide, que l'on croit mort en une expédition lointaine. Prenant ses précautions, il avait laissé pour sa veuve des instructions qui ont été trop ponctuellement et surtout trop vite exécutées. En voici la substance :

Ce que perd ma famille, Oscar peut le lui rendre.
S'il n'a pas oublié notre amitié si tendre,
S'il n'est pas enchainé par des liens plus doux,
A Malvina qu'il rende un plus heureux époux !

On a obéi à Dermide, qui revient au quatrième acte et se fâche, quand Oscar, lui avouant sa flamme pour Malvina, s'écrie avec un geste pathétique :

.... Sur ce cœur qui cherche à respirer,
Mets un moment la main qui doit le déchirer,
Mets, te dis-je, et frémis. Sens-tu comme il palpite ?

Dermide n'en a cure et provoque son rival. Toutefois, au moment de croiser le fer, il se livre à une effusion presque larmoyante, dans le goût de La Chaussée et de Diderot :

Je sens que je suis père et que je suis époux ;
Mais, avant de combattre un rival qu'il abhorre,
Que l'un et l'autre ami se reconnaisse encore.
Embrassons-nous, Oscar !

Ils s'embrassent, puis le combat commence. Ainsi qu'il convient, c'est le mari qui est tué. L'amant, en retrouvant Malvina désormais libre, devient fou de joie ou de désespoir, et lance à la veuve cet adieu déconcertant :

Déjà je vois Dermide à mon retour sourire.
Je vais le joindre... Adieu !... Songe à ton fils. J'expire.

De telles élucubrations ne pouvaient illustrer le nom d'Antoine-Vincent Arnault. Il fut plus heureux avec ses *Fables*, qui sont souvent aiguës en épigrammes et dont l'une, intitulée *Le Colimaçon*, atteste une philosophie particulièrement délicate et malicieuse :

Sans amis, comme sans famille,
Ici-bas vivre en étranger ;
Se retirer dans sa coquille
Au signal du moindre danger ;
S'aimer d'une amitié sans bornes ;
De soi seul emplir sa maison ;
En sortir suivant la saison,
Pour faire à son prochain les cornes ;
Signaler ses pas destructeurs
Par les traces les plus impures ;
Outrager les plus tendres fleurs
Par ses baisers ou ses morsures ;
Enfin, chez soi, comme en prison,
Vieillir de jour en jour plus triste,
C'est l'histoire de l'égoïste
Et celle du Colimaçon.

Il est trois vers d'Arnault qui conduiront son nom à la postérité. Ce sont ceux par lesquels se termine la poésie courte et charmante qu'il improvisa, en janvier 1816, dans le parc de Regnault de Saint-Jean-d'Angély, la veille du départ pour l'exil :

La Feuille.

— « De ta tige détachée,
Pauvre Feuille desséchée,
Où vas-tu ? » — Je n'en sais rien.
L'orage a frappé le chêne

Qui seul était mon soutien.
 De son inconstante haleine
 Le Zéphyre ou l'Aquilon
 Depuis ce jour me promène
 De la forêt à la plaine,
 De la montagne au vallon.
 Je vais où le vent me mène,
 Sans me plaindre ou m'effrayer ;
 Je vais où va toute chose,
 Où va la Feuille de rose
 Et la Feuille de laurier.

A ces bluettes exquises Antoine-Vincent Arnault préférait de lourdes tragédies en cinq actes. Il en légua le goût, comme un mal héréditaire, à son fils Lucien, qui, avant de devenir préfet de la Meurthe sous la monarchie de Juillet, fit représenter à la Comédie Française *Régulus* (1822), *Pierre de Portugal* (1823), le *Dernier jour de Tibère* (1828), *Gustave-Adolphe ou la Bataille de Lutzen* (1830). Ajoutez, sous le nom de son père, un *Pertinax* que les romantiques appelèrent « Père Tignasse » (1), une *Catherine de Médicis aux Etats de Blois*, pour la réouverture de l'Odéon le 2 septembre 1829, et un fort lot de pièces imprimées dans l'édition complète de ses *Œuvres* en 1864, sans avoir été jouées : *Laurent de Médicis*, *Werther*, *Marguerite d'Anjou*, *Roméo et Juliette*, *Grégoire VII*, tout le bagage de l'arrière-garde classique.

Viennet, autre signataire de la pétition, faisait également des *Fables*, mais moins spirituelles que celles d'Arnault père, des *Épîtres* et des *Satires* dirigées tour à tour contre les Jésuites et les romantiques, des poèmes épiques, l'*Austerlitz* (1808), le *Siège de Damas* (1825), la *Philippide* (1828), vingt-quatre chants consacrés à Philippe-Auguste, la *Franciade*, épopée nationale, destinée à ne voir le jour que trente-cinq ans plus tard, en 1863. C'est le même Viennet qui, retirant son ruban rouge le jour où Charles X donna la rosette à Victor Hugo, ne craignit pas de demander qu'on nommât chevalier quiconque aurait lu jusqu'au bout les vers ou la prose de ces Messieurs, et officier quiconque les aurait

(1) *Pertinax*, reçu à la Comédie-Française le 4 décembre 1818 pour n'être joué que le 27 mai 1829, par suite des entraves de la censure, eut deux représentations, au demeurant fort orageuses. Le surlendemain de la première, le *Courrier des Théâtres*, rédigé par Charles Maurice, publia un article judicieusement ironique, que terminait cette anecdote : « Il fallait voir Mlle Duchesnois dans le rôle d'Helvidie, au moment où, campée sur ses reins, raïssant les bras, jetant à grands coups sa tête en arrière, elle a dit : « *Je suis romaine !* » Un rire inextinguible s'est emparé de toute la salle, et le destin de l'ouvrage a été décidé. Tué. »

compris. Ce classique intraitable et rageur, le chef des *purs*, avait commis nombre de tragédies, vouées à un égal insuccès : *Alexandre*, *Achille*, *Sigismond de Bourgogne*, *Arbogaste*, *Les Péruviens*. La moins mauvaise est *Clovis*, représentée à la Comédie Française le 19 octobre 1820. La pièce avait été lue et reçue à correction douze jours avant la journée de Lutzen ; mais Viennet dut rejoindre son régiment, et il se vante d'avoir remanié son manuscrit sur les champs de bataille. Dans la préface, il arbore de glorieux desseins : il veut créer, comme les Grecs, un théâtre national. Fêru de libéralisme, il se défend d'en avoir « saupoudré une tragédie du cinquième siècle » et d'avoir « bardé son œuvre de déclamations contre les cours ». Aussi bien, ajoute-t-il, « on n'insulte pas à la majesté des trônes ni à la sainteté des autels en exposant sur la scène les abus du sacerdoce et de la royauté, et les grands crimes politiques sont tous justiciables du tribunal de Melpomène ». Ici, quels sont les criminels ? Syagrius aime Eudomire, sœur de Clovis, laquelle est convoitée par le farouche Clodéric. Les ennemis politiques et littéraires de Viennet prétendirent que, parmi les personnages, Syagrius était un « ventru », Clodéric un « ultra », Césaire un « libéral », et Clovis, qui frappe à droite et à gauche, le prototype du système de bascule. Il faudrait plutôt incriminer les entrées et les sorties qui s'annoncent, sous cette forme rudimentaire : « Eudomire s'avance », ou : « Il s'approche lui-même », et blâmer une fluidité de style incolore et insipide. Quant aux allusions dont le public d'alors était friand, c'est à peine si l'on en peut découvrir dans ce passage sur l'art de gouverner les peuples :

CLODÉRIC

Il faut s'en faire craindre.

CLOVIS

Il faut s'en faire aimer ;

et encore dans cette tirade de Syagrius, qui tient le langage d'un doctrinaire ou d'un juste milieu sous la Restauration :

Sort affreux des Etats en proie aux factions !
 Chacun a ses projets et ses opinions ;
 Et, soit que le destin les élève ou les brise,
 De l'intérêt public chacune s'autorise,
 Egorge, au nom du peuple, un parti détrôné,
 Ou poursuit dans sa gloire un parti couronné ;
 Et de tous ces débats dont le peuple est victime,
 L'étranger seul profite et nous en fait un crime.

Libéral pareillement, à la mode bonapartiste, était M. Jouy ou de Jouy, et qui, tout simplement, s'appelait Etienne, né à Jouy-en-Josas en 1764. Après avoir guerroyé à la Guyane, aux Indes, dans les armées de la République, il avait exalté l'Empire, accueilli la première Restauration, accepté les Cent-Jours, puis protesté contre le second retour des Bourbons. C'était un polygraphe, qui se plaisait à s'entendre surnommer « le successeur de Voltaire ». Bon à tout faire, il fournissait intarissablement articles de journaux et de dictionnaires, mémoires, comédies, livrets d'opéras et d'opéras comiques, voire même des tragédies. En 1813, c'était *Tippo-Saëb*, dont il avait rapporté le sujet de ses voyages en Hindoustan, et où il développe en cinq actes une virulente diatribe contre l'Angleterre et son « fatal génie ». En 1818, *Bélisaire*, reçu, étudié et non représenté au Théâtre-Français. Dans un « Discours préliminaire », l'auteur traite des abus de la censure et relate les causes de l'interdiction. Il prétend que l'autorisation, donnée à la veille des élections, fut retirée cinq jours plus tard : dans l'intervalle, on avait espéré influencer sur son vote. La pièce parut en brochure chez Corréard, libraire, « l'un des naufragés du radeau de la *Méduse* », 258, galerie de Bois, au Palais-Royal. On y trouve les vers supprimés par les censeurs, qui voulaient voir dans *Bélisaire* et *Justinien* les sosies de Moreau et de Napoléon. Au premier acte, ce passage avait été biffé, comme contenant une allusion à l'homme de Sainte-Hélène :

Du plus grand des humains voilà donc le partage !
Une prison, des fers, à celui dont le bras
A sauvé son pays, a conquis tant d'Etats.

Plus loin, le monologue de *Bélisaire* :

Banni de la nature, à jamais seul au monde,
Vivant, j'ai vu du jour s'éteindre le flambeau ;
Je ne suis plus qu'un spectre errant sur un tombeau.

Et enfin ces quatre vers, manifeste allusion à un épisode de Waterloo :

Seuls alors les Gaulois redoublent de furie,
Le vainqueur vainement leur offre encor la vie ;
Un dernier cri de gloire annonce leur trépas :
Ils meurent, les Gaulois, ils ne se rendent pas.

Le même esprit anime *Sylla*, joué le 27 décembre 1821 à la Comédie Française, et qui obtint le prodigieux succès de quatre-vingts représentations consécutives. Jouy, dans le préambule, institue et délaye un parallèle entre le vainqueur d'Orchomène et

celui d'Austerlitz : « Le besoin de renommée qui les dévorait tous deux avait entièrement desséché l'âme de Sylla ; celle de Napoléon était restée accessible aux plaisirs purs et aux douces affections de la vie domestique. Il ramena la sévérité dans les mœurs. » Sur ce ton apologétique Jouy se donne carrière. De vrai, la faveur publique conspirait avec lui. Selon le mot de Séchan, l'abdication de Sylla rappelait celle de Fontainebleau, et la censure ne pouvait voir sans effroi cette évocation des gloires et des angoisses récentes :

Rome, en proie aux fureurs des partis triomphants,
 Mourante sous les coups de ses propres enfants,
 Invoquait à la fois mon bras et mon génie.
 Je me fis dictateur, je sauvai la patrie...
 J'ai gouverné le monde à mes ordres soumis,
 Et j'impose silence à tous mes ennemis :
 Leur haine ne saurait atteindre ma mémoire,
 J'ai mis entre eux et moi l'abîme de la gloire.

Sylla fut l'occasion d'un triomphe incomparable pour Talma, qui s'était fait exactement la tête de Napoléon. « Il y eut, dit un contemporain (1), un cri de surprise et de saisissement dans toute la salle, lorsque l'on vit le dictateur au masque sombre, aux cheveux aplatis, au front creusé par l'inquiétude, s'avancer lentement, la tête inclinée sur la poitrine, ouvrir du geste la haie des sénateurs, ses clients... » C'était Napoléon, retour de Moscou ou de Leipzig ; c'était le masque, avec la mèche légendaire. Et le coiffeur de la Comédie disait à qui voulait l'entendre : « Mon titre de gloire dans la postérité, ce sera la perruque de M. Talma dans *Sylla*. » Hélas ! quand on vendit la garde-robe théâtrale du grand tragédien, six mois après sa mort, le 27 avril 1827, cette perruque napoléonienne et tout le costume qui l'accompagnait furent adjugés 160 francs. Ainsi passa la gloire du monde ! Et les romantiques de s'écrier, par la voix d'Alexandre Dumas : « *Sylla*, un succès de perruque ! Otez la mèche, et la pièce n'allait pas jusqu'à la fin. »

Andrieux, le vénérable professeur du Collège de France, avait, lui aussi, perpétré une tragédie, *Lucius Junius Brutus*, d'un genre nouveau, disait-il : « Elle n'est ni à danser ni à chanter, mais à parler et à marcher. » Reçue au Théâtre de la République le 18 pluviôse an III, retirée par l'auteur, lue derechef et acceptée par la Comédie-Française le 26 mai 1828, elle se heurta au refus de la censure et même au veto de M. de Martignac, qui dé-

(1) *Souvenirs d'un homme de théâtre*, par Charles Séchan, 59,

clarait « le sujet inadmissible à l'époque actuelle ». N'y trouvait-on pas ces vers trop véridiques, à la veille de 1830 ?

La leçon du malheur aux rois est inutile ;
Rien n'abat, rien n'instruit leur orgueil indocile,
Et ces esprits hautains croiraient s'humilier,
S'ils avaient le bonheur d'apprendre et d'oublier.

A la faveur des Trois Glorieuses, après trente-cinq ans révolus, *Lucius Junius Brutus* sera représenté à la Comédie-Française et dédié « Au peuple français devenu libre », de même qu'Alfieri avait dédié son *Brutus* « Al popolo italiano libero futuro ». La France venait de consommer la révolution qu'attendra encore l'Italie.

Des trois autres signataires de la pétition des classiques, deux sont à négliger : Onésime Leroy n'est qu'un plagiaire, et Antoine Jay, professeur à l'Athénée, plus rétrograde qu'Andrieux, ne se signale que par un pamphlet contre les débuts de Sainte-Beuve, la *Conversion d'un romantique*, manuscrit de Joseph Delorme. Reste Népomucène Lemercier, esprit original, effervescent et fumeux, qui, avec Alexandre Soumet et quelques auteurs de second plan, a droit, dans le voisinage de Casimir Delavigne, à une place intermédiaire entre le classicisme suranné et le romantisme fougueusement juvénile.

ALBERT LEROY.

Cours d'histoire du commerce

Leçon d'ouverture de M. MICHEL HUISMANN,

Professeur agrégé à l'Université de Bruxelles (1).

A propos de la théorie de Karl Bücher

MESSIEURS,

Un cours spécial, consacré à l'enseignement de l'histoire du commerce, n'a figuré, jusqu'à présent, au programme d'aucune des Universités belges.

Aussi est-ce pour moi un agréable devoir, au début de cette série de leçons, de remercier les professeurs de la Faculté de philosophie et le Conseil d'administration de l'Université de Bruxelles, d'avoir bien voulu accueillir favorablement mon initiative.

Si je sens tout le prix de cette bienveillance, je sais également, pour avoir été assis, il y a quelques années, sur les bancs de la faculté, les nombreuses obligations que ma nouvelle carrière m'impose. A remplir ces obligations, à vous dire des choses utiles, à essayer de reconstruire avec vous, dans la mesure de mes connaissances, un passé non d'imagination, mais de vérité, soyez convaincus, Messieurs, que j'appliquerai mes efforts et que je donnerai tous mes soins.

Dans le vaste domaine de l'histoire des phénomènes économiques, qui sollicite de plus en plus, par son infinie complexité, l'attention des penseurs et des érudits, l'histoire du commerce occupe une place d'honneur, prépondérante.

A la suite des théoriciens de l'école dite *classique*, on affirmait, jusque dans ces derniers temps, comme vérité indiscutable, « l'instinctivité » chez l'homme d'un penchant pour l'échange et l'on se refusait à concevoir une agglomération humaine agissant en dehors des relations du commerce ; avec Herbert Spencer, on identifiait leur rôle, dans l'organisme de la société, à celui de la circulation du sang dans l'organisme de tout corps vivant. Le développement du négoce se confondait avec l'évolution de la civilisation elle-même et, aux yeux de maints historiens, il offrait

(1) Voir la *Revue de l'Université de Bruxelles*, mars 1903 :

une liaison intime, continue, avec les événements d'ordre politique, avec les progrès des sciences et des arts.

Sans méconnaître la part considérable qui revient au commerce comme agent de civilisation, — seuls des esprits paradoxaux ont pu soutenir une thèse opposée; — une école, qui recrute sans cesse de nouveaux adhérents, a essayé de démontrer l'absence complète de toute idée commerciale chez les peuples enfants et leur *antipathie* même pour les relations d'échange. Grâce aux recherches de l'ethnographie comparée, aux renseignements fournis par les voyageurs sur la psychologie et les usages des races inférieures disséminées encore sur notre globe, la science est parvenue à tracer l'esquisse d'un *âge précommercial*, durant lequel les fruits naturels du sol, les animaux pris à la chasse, plus tard les troupeaux suffisent à l'entretien des communautés. Dans ces sociétés primitives, aucun échange n'est nécessaire, car les besoins de chacun sont limités, et chacun peut aisément les satisfaire. « Le simple achat y est une anomalie ; l'achat pour revendre est inconnu. »

Entre tribus que séparent de notables distances, il n'existe guère que des rapports d'hostilité; le vol à main armée, la *razzia* tiennent lieu de commerce.

Ce ne serait donc point le ζῶον πολιτικόν d'Aristote, mais bien plutôt l'*homo homini lupus* de Hobbes qui trouverait sa confirmation chez les « primitifs » à l'état de nature.

Quelque longue qu'ait été la durée de cette phase précommerciale, il faut que les peuples l'aient dépassée, pour que l'historien puisse s'intéresser à leur activité et rechercher les caractères essentiels de leurs conditions d'existence.

Les systèmes bâtis en vue de périodiser l'histoire économique ne font pas défaut, et, depuis Frédéric List, bien des penseurs ont cru toucher le criterium de la classification idéale. Il n'entre pas dans mes intentions de passer la revue de ces diverses combinaisons; ce travail a déjà tenté la plume de maint critique, et chaque théoricien nouveau a eu soin de signaler les défauts des constructions antérieures.

En ce qui concerne notre domaine spécial, il importe toutefois de rappeler que deux des classifications principales dont se sont inspirés bon nombre d'ouvrages d'histoire économique, tant la classification de List basée sur l'orientation de la production, que celle de Bruno Hildebrand, fondée sur les modes de la circulation des biens, supposent — l'une et l'autre — qu'à toutes les époques historiques il y a eu une économie nationale à principe d'échange.

Contre ce postulatum, où se retrouve l'empreinte des idées

chères à Adam Smith, contre la tendance à transporter dans l'étude des phénomènes du passé nos conceptions actuelles, se sont élevés deux maîtres de la science allemande contemporaine, Gustave Schmoller et Karl Bücher. Bien que le point de vue auquel se placent ces deux penseurs éminents, soit personnel à chacun d'eux, les résultats de leurs recherches offrent une similitude frappante. Entre ces théories-sœurs, dans la rapide esquisse que je vais tenter aujourd'hui, je rencontrerai de préférence le système de Karl Bücher à raison du retentissement considérable et des controverses ardentes que ses idées ont provoqués (1).

La faveur, l'engouement qui ont accueilli sa classification sont dus, je pense, à la simplicité, à la netteté des divisions qui la caractérisent, à leur enchaînement logique, confirmé par certaines réalités historiques.

Selon Bücher, la première unité économique que l'on constate est la famille; à la famille succède la ville qui, elle-même, se voit détrônée par la nation. D'où la division tripartite de l'histoire économique : 1^o période de l'économie domestique fermée; 2^o celle de l'économie urbaine; 3^o celle de l'économie nationale.

D'un stade à l'autre, on aperçoit une diversité, une complication progressive, dont l'expression la plus typique se révèle dans le rapport entre la production et la consommation des biens, ou, pour préciser davantage, dans la distance que les biens ont à parcourir pour passer du producteur au consommateur.

Indiquons succinctement les traits distinctifs de ces trois grandes époques, et voyons comment se comportent, dans chacune d'elles, les relations d'échange.

Dans le premier stade, sous le régime de l'économie domestique, le cycle complet de la vie économique s'effectue dans le cercle fermé de la maison, de la famille, du clan. Chaque communauté ou *familia* constitue une « économie » autonome, qui se suffit à elle-même, produisant tout ce dont elle a besoin et consommant

(1) M. Bücher a développé son système dans l'ouvrage intitulé *Die Entstehung der Volkswirtschaft. Vorträge und Versuche*, dont la 3^e édition a paru, à Tübingen, en 1901. J'emprunte toutefois les citations à la consciencieuse traduction que M. A. HANSAY a publiée, d'après la 2^e édition, sous le titre de *Etudes d'histoire et d'économie politique*, 1901. — Parmi les articles qui ont été consacrés, soit à l'exposé, soit à la critique des idées de Bücher, je mentionnerai celui de M. ANSIAUX, *Les principales phases de l'histoire économique* (*Revue de l'Université de Bruxelles*, 1898-9), ceux de M. VANHOUTE, insérés dans la *Réforme sociale* (16 mai 1900) et dans la *Revue générale* (juin 1902), de G. VON BELOW, dans l'*Histoische Zeitschrift*, Bd LXXXVI (1900) et dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, Bd XXI (1901), l'étude de G. D'AZAMBUJA, dans la *Science sociale* (août 1902).

les fruits de son propre travail. La nécessité du commerce ne se fait pas sentir et l'échange même n'existe pas, ou du moins, il est excessivement rare. Que l'on pénètre dans la *familia* romaine, peuplée d'esclaves urbains et pérégrins, où dans le manoir du haut Moyen Age, livré à l'exploitation des serfs, on observe une réciprocité de bons offices, des prestations de services mutuels, mais point de circulation de biens, de commerce proprement dit.

Les formalités solennelles, la symbolique minutieuse qui entourent les opérations d'achat et de vente sous l'ancien droit romain et germanique attestent le caractère exceptionnel de ces transactions. Pareil état social ne réclame pas l'usage d'une commune mesure des valeurs, et les notions de prix, de marchandises, d'intérêt, de capital lui demeurent étrangères.

Tel est, en raccourci, le schéma de la première période, dont M. Bücher ne trace pas seulement un tableau détaillé, mais dont il fixe la durée approximative et les limites dans l'histoire. L'économie domestique constituerait, en effet, le régime sous lequel ont vécu les principaux peuples de l'antiquité et les nations de l'Europe centrale et occidentale jusqu'à la formation des agglomérations urbaines.

Est-ce à dire qu'en attribuant à ce stade économique une si vaste étendue dans le temps, le professeur de Leipzig nie l'existence de toute espèce de transactions commerciales dans l'antiquité, et pendant les dix ou onze premiers siècles de notre ère? Ce serait se méprendre sur sa pensée. Lui-même reconnaît que, par suite de l'inégalité des climats, de la diversité des richesses naturelles, certains échanges sont devenus nécessaires; il aperçoit que chez tous les peuples naît, à certain moment, un commerce rudimentaire, le troc, qui cède la place aux achats et aux ventes dont les marchés forment bientôt les points de concentration; il voit ces marchés fonctionner dans l'ancienne Grèce comme en Germanie et certaines « économies » produire au delà de leurs besoins, afin d'écouler par un commerce actif le superflu de leurs biens. Mais ces manifestations lui semblent accidentelles et incapables de modifier la structure intime de l'économie domestique.

Pareil tableau répond-il à la réalité? Les phénomènes d'échange, que M. Bücher présente comme accessoires et isolés, n'ont-ils pas déjà, au cours de la première période, une fréquence, une importance qui empêchent de les considérer comme des phénomènes d'exception?

Certains peuples de l'antiquité et du haut Moyen-Age ne doivent-ils pas leur rôle dans la civilisation uniquement à leur activité commerciale? Et d'autres nations ont-elles attendu le second

millénaire de notre ère pour atteindre un développement supérieur à celui de l'économie familiale ?

C'est ce que nous aurons à examiner à la lumière des faits de l'histoire. Mais, auparavant, il importe de signaler brièvement les caractères essentiels que M. Bücher prête aux deux périodes subséquentes.

Pendant le second stade, celui de l'économie urbaine fermée (ainsi appelée parce que la ville avec sa banlieue en forme le pivot et l'unité), le commerce cesse d'apparaître comme une anomalie. Toutefois, la circulation est encore fort restreinte ; les biens passent *directement*, sans intermédiaire, du producteur au consommateur ; les échanges s'accomplissent sans l'intervention d'une classe de *marchands de profession*.

Semblable à la cour domaniale, la cité du Moyen-Age forme avec sa campagne environnante un territoire socialement indépendant et qui se suffit à lui-même. Dans ce territoire, l'élément prépondérant est constitué par le marché. Là se rencontrent, pour y échanger directement leurs produits, paysans, artisans et bourgeois. Les uns y apportent les matières premières, les moyens de subsistance, les autres, les objets de l'industrie locale. Tous, indistinctement, sont désignés sous le terme de *mercatores*, appellation qui ne s'applique pas à un corps de marchands, au sens technique de ce mot, mais aux acheteurs et aux vendeurs, quels qu'ils soient. La législation entière est dirigée aux fins de servir les intérêts exclusifs des habitants de la ville et de les précautionner contre la concurrence des marchandises étrangères. Sans détailler les nombreuses mesures, souvent draconiennes, qui protègent les consommateurs urbains, je me bornerai à rappeler qu'elles se rattachent à deux principes essentiels. Le droit de marché municipal tend : 1° à faire produire à la cité tout ce qu'elle est à même de produire ; 2° il prescrit de traiter, autant que possible, les achats en public et sans intermédiaire.

Si l'échange direct, exclusif, d'un négoce régulier, constitue la caractéristique de l'économie urbaine, M. Bücher admet à cette règle certaines exceptions ; il reconnaît que le Moyen-Age a possédé un petit et un grand commerce. Mais, selon lui, le commerce de détail, le seul qui fût sédentaire, n'a porté que sur des denrées de peu de prix (*Pfennwerte*), et les pauvres gens y auraient eu recours. Quant au commerce en gros, il serait exclusivement ambulancier et aurait pour siège les foires et les marchés périodiques ; là seulement se seraient nouées les transactions lointaines sur les articles que les territoires d'approvisionnement des villes ne parvenaient pas à leur fournir. Ces marchandises, du

reste, étaient peu nombreuses et se réduisaient à cinq ou six espèces : les épices, les draps fins, les poissons séchés et salés, le vin, les fourrures, parfois le sel !

Doit-on admettre, Messieurs, que ces phénomènes furent purement accidentels ? Est-il vrai que le caractère municipal du commerce prédomine si complètement au Moyen-Age sur son caractère intermunicipal, voire international ? Est-il vrai que, jusqu'au ^{xvi}^e siècle, la plupart des villes ne possèdent pas de grands marchands sédentaires et que la circulation des biens, le négoce étranger, soient réduits au petit nombre d'articles qui ont été énumérés ?

Autant de questions auxquelles j'essaierai de répondre après vous avoir donné quelques indications sur le troisième stade, celui de l'économie nationale. Ce qui le caractérise, c'est que les biens, — devenus à présent des marchandises — avant d'entrer dans la consommation, circulent à travers une série d'économies. L'unité n'est plus le grand domaine ou l'agglomération urbaine ; elle s'est élargie et réside dans la nation. A satisfaire, *de façon indépendante*, les besoins de la nation entière, tendent désormais tous les efforts. Le commerce ne sert plus à combler les lacunes d'une production pour le reste autonome ; il est l'intermédiaire obligé entre la production et la consommation.

Etudier comment cette transformation s'est accomplie, rechercher les rapports réciproques entre la fusion des forces économiques et la concentration des intérêts politiques, fournirait une matière trop abondante pour être examinée aujourd'hui. Bornons-nous à mentionner que M. Bücher ne voit pas, entre ces deux mouvements, une simple concomitance, mais qu'il attribue à la centralisation politique une antériorité causale sur la centralisation économique.

Comme chacun le sait, l'ensemble des mesures mises en œuvre pour opérer l'unification économique est connu sous le nom de système mercantile, ou encore de « colbertisme », en souvenir du grand ministre qui en est, peut-on dire, l'incarnation.

Partout où la politique mercantile a prévalu, — dans l'Ouest de l'Europe sa poussée fut plus rapide que dans le Centre et dans l'Est, — elle s'est inspirée de procédés à peu près identiques ; elle étend au territoire de la nation la plupart des règlements dont les villes avaient précédemment fait usage, et de cette façon, en même temps qu'elle constitue l'Etat économique unitaire, elle opère une concentration vis-à-vis de l'étranger.

Parmi les principales réformes qui intéressent le commerce, rappelons qu'on doit aux politiques mercantiles la suppression

ou la diminution des péages et des tonlieux intérieurs, la création des douanes frontières, le développement des voies de communication, l'établissement des postes publiques, la publication des ordonnances générales de commerce, l'uniformité introduite dans le système monétaire et dans celui des poids et mesures. En ce qui concerne le trafic avec l'extérieur, est-il besoin de citer le faisceau de prescriptions et de tarifs dirigés contre les productions étrangères, la création des marines nationales, l'acquisition des vastes domaines d'outre-mer soumis au régime du *pacte colonial* (corollaire de la théorie de la balance du commerce), le rôle des puissantes compagnies à charte privilégiées ?

Autant de moyens, d'organismes, d'institutions, qui aidèrent à la formation d'une « économie d'Etat fermée vis-à-vis de l'étranger. »

Tel est le dernier grand stade économique, qui prévaut depuis le *xvii^e* siècle et qui se prolongerait jusqu'à nos jours sans qu'on puisse en prévoir le déclin. Vainement les libre-échangistes proclament-ils l'existence ou l'avènement prochain d'une économie mondiale, universelle. Ils prennent, au dire de MM. Schmoller et Bücher, des apparences et leurs désirs pour des réalités. Le protectionnisme douanier partout victorieux, la réglementation sans cesse plus étroite, la législation ouvrière nationale, l'intervention croissante de l'Etat sur le terrain économique, tout cela ne prouve-t-il pas que le règne de l'économie nationale est loin de s'achever ?

Il n'est pas contestable, Messieurs, que les idées chères au mercantilisme et certains principes mêmes de l'économie urbaine ont retrouvé une grande faveur. Nous assistons à un déchaînement de lois douanières et protectrices. Néanmoins, n'en exagérons pas la portée, et, à notre tour, évitons de nous arrêter aux formes extérieures. Les Etats contemporains ne sauraient revenir à la politique d'isolement. Il n'en est plus un, si bien constitué qu'il soit, qui produise ce qui est nécessaire à ses habitants. Chacun est devenu tributaire de ses voisins et reçoit des régions les plus éloignées les articles d'usage courant. Ce caractère international des relations économiques s'accusera davantage encore dans l'avenir ; les transactions lointaines ne cesseront d'augmenter, de manière à créer entre Etats différents, ainsi que l'écrivait M. le professeur Maurice Vauthier, « un régime de solidarité et de concessions réciproques (1) ».

Dans l'esquisse, forcément imparfaite, que je viens de vous

(1) *Revue de l'Université de Bruxelles*, 1900-1, p. 396.

présenter, j'ai essayé d'indiquer comment M. Bücher conçoit le développement et les transformations des rapports d'échange, comment il établit une concordance entre ses trois stades économiques et des périodes entières de l'histoire.

Ses conclusions imposent, je pense, d'importantes réserves.

A chaque époque, l'on voit coexister des populations dont les conditions de vie sont absolument opposées, dont le régime économique, très différent, se rattache tantôt à l'une, tantôt à l'autre des « économies » citées. Leur « évolution » est loin d'être simultanée. Il semble difficile d'admettre — même à un point de vue extrêmement général — que les principaux peuples de l'antiquité se soient arrêtés au stade de l'économie domestique, et que ceux du Moyen-Age ne se soient pas élevés au-dessus de l'état de l'économie urbaine. Telle contrée du monde ancien nous apparaît dotée d'une organisation rapidement perfectionnée ; telle autre, après avoir connu un développement intense, subit un retour vers des phases antérieures ; telle encore ne doit sa grandeur qu'à son activité mercantile et à son rôle d'intermédiaire international. Est-il possible de croire que les cités républicaines de l'ancienne Grèce demeurerent soumises au régime familial, et, de même, n'est-on pas en droit d'affirmer que la richesse des villes de la Hanse et de la Flandre médiévale fut due aux bénéfices qu'elles retirèrent des échanges interurbains et internationaux ? Et, aujourd'hui encore, d'immenses régions du globe ne connaissent ni les chemins de fer, ni les banques, ni le grand atelier, ni la foule d'organisations qui caractérisent le stade de l'économie nationale !

Certes, l'histoire de certaines contrées de l'Europe — l'Allemagne du Sud en particulier — vient confirmer la division tripartite de M. Bücher. Mais là même où se retrouvent les traits fondamentaux, propres à chacun des types, les phénomènes particuliers, accessoires, sont si nombreux qu'il ne semble plus permis de les considérer comme des quantités négligeables dans une classification scientifique.

Il ne saurait être question, dans le court espace dont je dispose, de contrôler toutes les conclusions du professeur de Leipzig ; ce travail de critique trouvera sa place dans la suite de nos entretiens.

Les observations que je vais vous soumettre doivent donc être considérées comme de simples points de repère.

Je ne veux pas m'égarer dans les obscures questions d'origine, qui reposent encore sur tant d'hypothèses. Limitons notre domaine à des données certaines, aux résultats généralement admis.

Aussi loin que nous puissions remonter dans la période historique, nous apercevons les traces de rapports commerciaux, l'existence de lieux de *marchés*, placés sous la protection de divinités spéciales et où se font paisiblement les échanges. Ces marchés primitifs se tiennent, le plus souvent, aux limites des territoires de diverses peuplades. Le véritable commerce, en effet, apparaît comme communication entre tribus étrangères avant de se développer entre les membres d'une même communauté; il est extérieur avant d'être intérieur. Mais les marchés ne tardent pas à se multiplier; ils profitent de toutes les occasions qui réunissent un grand nombre de personnes : assemblées politiques, judiciaires, militaires, principalement les fêtes religieuses (1). Déjà, ils ont un grand essor dans la Chine et dans l'Inde ancienne. Dès les époques les plus reculées, Bassorah, Damas, Karkamis, Ecbatane, Mabug, Batné, l'île d'Eléphantine, Saïs, bien d'autres places encore de l'Orient, sont les centres de foires renommées; à Ninive, se rencontrent, « plus nombreux que les étoiles du ciel », les marchands de toutes les nations, entre lesquels circulent, sous forme de galettes d'argile, des obligations ou chèques de commerce.

Pendant longtemps, le trafic est essentiellement continental; il emprunte la voie de terre, qui offre aux premiers hommes plus de facilité que celle de la mer. C'est par la route des déserts, et grâce aux caravanes, que s'effectuent les transports commerciaux et se répandent les productions des tropiques, les parfums, l'or, l'ivoire, l'ébène, toutes les richesses du « pays des épices », contrée fascinatrice qui fournit, à travers les siècles, au trafic international des aliments incomparablement précieux. Ainsi peut s'expliquer le rôle des grandes civilisations orientales : les empires de la Chaldée, de l'Egypte, de l'Assyrie, ne sont que des « oasis » privilégiées, plus vastes et mieux situées que les autres pour servir d'entrepôts, de lieux de ravitaillement.

M. Bücher, en étudiant sa première période, a laissé de côté cette portion importante de l'humanité. N'est-ce pas au commerce qu'il faut attribuer l'action sociale du peuple arabe qui, dès la plus haute antiquité, a jeté un vif éclat et s'est fait le colporteur né, le pourvoyeur des produits de l'Orient à travers le désert?

Avec le développement des besoins, le commerce continental devint insuffisant; ses allures lentes et uniformes l'appelaient à servir les caprices du luxe, bien plus qu'à parer aux nécessités de la vie. Il trouva un complément, un concurrent, dans le commerce

(1) P. HUVELIN, *Essai historique sur le droit des marchés et des foires*, Paris, 1897.

maritime. Celui-ci présentait, au point de vue des transports, des moyens de communication, une supériorité incontestable ; c'est par une description des avantages de la navigation qu'Hérodote commence son *Histoire des Grecs*.

Durant l'antiquité classique, le trafic fut, par excellence, maritime ; j'ajouterai, méditerranéen. Sur les rives — ou à proximité — de la *Grande Verte*, de la mer « suprême », se nouèrent presque toutes les transactions et grandirent les peuples négociants : Phéniciens, Grecs, Alexandrins, Romains de l'Empire. Parmi ces peuples, les Phéniciens et leurs parents directs, les Carthaginois, représentent le type le plus parfait du génie mercantile avec ses qualités d'audace, d'habileté et de vaillance, ses défauts de rapacité, d'astuce, d'avarice. Il est difficile de fixer à quelle date commence l'hégémonie du commerce syrien dans le bassin de la Méditerranée. Vous n'ignorez pas les ardues discussions qu'ont provoquées les découvertes de la civilisation dite *mycénienne* ; mieux, *égéenne*. J'aurai l'occasion d'examiner les conséquences que l'histoire du commerce peut en tirer. S'il est vrai qu'on exagérerait, il y a dix ans encore, l'importance des marchands de Sidon et de Tyr, en leur accordant un monopole à la fois matériel et intellectuel (dont on faisait remonter l'origine au xv^e, voire au xx^e siècle avant notre ère), on commet une erreur tout aussi grande, me semble-t-il, en essayant de réduire leur rôle à une simple transmission de pacotilles. Quelles que soient l'époque initiale et les vicissitudes de leur thalassocratie, il faut admettre que les Phéniciens ont inauguré le grand trafic international, créé la route maritime de la Méditerranée ; les premiers, ils ont mis en relations commerciales les nations les plus lointaines et jeté des comptoirs aux confins extrêmes du monde connu des anciens. Un pareil peuple, dont l'activité est absorbée par le négoce, a certes dépassé le stade de l'économie domestique, et même celui de l'économie urbaine. Est-ce la raison pour laquelle M. Bücher n'en a pas fait mention dans ses études ?

Quant à Carthage, cette fille émancipée de la famille punique, trop peu de renseignements certains sont parvenus jusqu'à nous pour pouvoir fixer quelle fut son organisation politique et sociale. Toutefois, ce que nous savons de ses *emporion* ou établissements coloniaux, de son oligarchie mercantile, de ses prétentions monopolisatrices — clairement indiquées dans ses traités de commerce avec Rome — nous permet de croire que ses habitants ne vivaient plus sous le régime de l'économie familiale et qu'ils avaient atteint un développement assez proche de celui des brillantes républiques maritimes de l'Italie médiévale.

Si, en ce qui touche les Carthaginois, le manque de témoignages authentiques nous oblige aux conjectures, nous sommes en mesure de reconstituer, d'une façon suffisamment complète, l'histoire économique et commerciale des populations helléniques.

Il est certain que des régions entières de l'ancienne Grèce ne possédaient ni commerce, ni industrie au delà de ce qui était indispensable aux besoins de ses habitants. Pour d'autres cités ou Etats, — comme l'a exposé M. H. Francotte dans son ouvrage sur *l'Industrie de la Grèce ancienne*, — le négoce fut essentiellement l'auxiliaire de l'agriculture locale. Sur toute l'étendue du territoire, des gens riches et aisés tiraient du travail de leurs esclaves les objets de première nécessité. Mais ces phénomènes doivent-ils nous faire perdre de vue le rôle immense des centres commerciaux qui ont nom Chalcis, Egine, Corinthe, Athènes, Rhodes, Délos, sans compter les nombreuses colonies échelonnées sur les rivages de l'Asie-Mineure, du Pont-Euxin, de la Sicile, de l'Italie? Ces places vivaient du trafic maritime, souvent international; c'est lui qui faisait leur prospérité, qui était leur raison d'être, qui inspirait leurs rivalités, qui causait leurs révolutions. La drachme attique serait-elle devenue la monnaie du monde, les Grecs auraient-ils répandu dans tout l'Orient leur langue et leur civilisation, s'ils n'avaient pas été des commerçants de premier ordre? Leurs vaisseaux transportaient partout aussi bien les matières premières et les richesses des mines du Laurion que les objets de l'industrie. « Notre République, dira Périclès, par l'étendue de sa domination, reçoit tous les trésors du monde; nous ne profitons pas moins, pour notre jouissance, des productions des contrées étrangères que de celles de notre sol. » Au lendemain de la guerre du Péloponèse, peu de temps après la reddition d'Athènes et le rasement de ses murs, le port du Pirée conservait un mouvement d'affaires évalué, selon M. J. Beloch, à plus de quarante millions de francs (1), chiffre qui ne semble pas exagéré, si l'on songe que 800.000 médimnes, soit 400.000 hectolitres de céréales, entraient, chaque année, dans l'Attique pour l'approvisionnement de la population (2).

La nécessité de ces transactions n'échappait pas au divin Platon lui-même, malgré le peu de sympathie que lui inspirait le négoce.

(1) J. BELOCH, *Zur griechischen Wirtschaftsgeschichte* (Zeitschrift für Sozialwissenschaft, 1902).

(2) « Vous savez », dit Démosthène aux Athéniens dans son discours *Contre la loi de Leptine*, « qu'il n'est point de peuple qui consomme plus de blé étranger que nous ne faisons. »

« Il est presque impossible, lit-on dans la *République*, de
« s'établir dans quelque lieu que ce soit, sans y avoir besoin de
« denrées étrangères. Notre Etat aura donc besoin de personnes
« chargées d'aller chercher ce qui lui manque dans les Etats
« voisins. Mais que ces personnes viennent les mains vides, sans
« rien apporter qui puisse servir à ceux auxquels elles demandent
« ce qui leur manque à elles-mêmes, elles s'en retourneront aussi
« les mains vides. Il faudra donc travailler non seulement pour
« les besoins de l'Etat, mais pour les échanges à faire avec les
« étrangers... »

Quelque grande que soit ma tentation de mieux vous indiquer tout ce dont la Grèce est redevable au commerce, de vous décrire comment le goût des affaires, la fièvre mercantile ont fait éclore à Athènes les banques, les institutions de crédit, la plupart des opérations et spéculations qui ont reparu, sur une plus grande échelle, dans les temps modernes, je dois me borner et ne puis aujourd'hui que vous soumettre une pâle esquisse des matières qui feront l'objet de nos entretiens ultérieurs.

De même, je me contente de vous signaler le chapitre que nous consacrerons à l'organisation du négoce à Alexandrie et dans l'Egypte des Ptolémées, organisation qui nous révélera une « économie » bien supérieure à celle de la phase domestique (1).

Quant au commerce romain, nous verrons ses modestes débuts dans les marchés (*nundinae*) de la Rome pastorale et agricole; nous suivrons son lent développement sous la République, avide de lucre et d'usure, nous assisterons enfin à son essor mondial, lorsque l'Empire lui fut ouvert et que la « pax romana » fit régner ses bienfaits de l'Euphrate aux montagnes de l'Ecosse, du Sahara aux steppes du Volga, sur une population de quatre-vingt-dix millions de sujets, couvrant plus de cent mille lieues carrées.

Entre l'antiquité et le Moyen-Age, — ces divisions historiques toutes fictives, que la tradition perpétue, — il n'y a pas eu de solution de continuité. Si M. Bücher compare avec raison « l'économie » du riche Romain auquel une *familia* nombreuse fournit les moyens de subsistance à celle du seigneur féodal dont un petit peuple de serfs, de vilains, de colons et d'artisans cultive et exploite le domaine, il semble oublier que Byzance prolonge Rome dans le bassin méditerranéen. Durant des siècles, Constantinople demeure la *Ville* par excellence, maîtresse du trafic international, centre naturel des échanges entre l'Orient et l'Occident. En dépit

(1) Cf. ULRICH WILCKEN, *Griechische Ostraka aus Aegypten und Nubien*, 1899.

des guerres et des invasions, les relations commerciales n'ont pas été interrompues. Les productions du Levant, transportées par les marchands grecs, syriens, arabes, bulgares, italiens, n'ont cessé, même aux époques les plus troublées, de couvrir les marchés européens. A leur suite pénètrent les théories philosophiques, les arts, les lettres et le droit. Ainsi, le commerce apparaît comme le trait d'union entre le monde antique et le monde nouveau, comme le véhicule des idées civilisatrices que les peuples se transmettent.

Si, maintenant, nous dirigeons nos regards vers la Gaule du haut Moyen-Age, bien que l'économie domestique y soit prédominante, nous y constatons la permanence d'une activité commerciale et industrielle. Les Francs entretiennent des rapports suivis avec l'Orient, par terre et par mer ; ils trafiquent avec les Slaves et les Wendes en traversant la Thuringe. Dès l'époque carolingienne, les Pays-Bas sont sillonnés de marchands de profession, êtres errants, qui achètent et qui vendent d'étape en étape, de foire en foire, de *portus* en *portus*. Aix-la-Chapelle n'est pas seulement la capitale politique de l'empire de Charlemagne ; elle en constitue l'entrepôt principal, d'où rayonnent les caravanes qui amènent à la cour les approvisionnements de blé, de vin, d'épices et de condiments, d'un usage alors si répandu. En même temps, les monastères et les abbayes participent au mouvement commercial : ils envoient leurs agents — moines ou laïques — chercher au loin les produits qui leur manquent : le sel, le vin, la cire pour l'entretien du luminaire, l'encens et les étoffes précieuses nécessaires aux cérémonies du culte. La sécurité du transit, des exemptions de taxes leur sont garanties sur les routes et les rivières. Beaucoup de ces trafiquants ambulants sont étrangers, Juifs ou Lombards ; d'autres, originaires de Normandie, affluent dès le ix^e siècle en Angleterre ; en grand nombre aussi apparaissent les négociants flamands et frisons, qui, par les ports de Quentovic, de l'Ecluse, de Duurstede et de Tiel, exportent vers tous les marchés de l'Occident les draps déjà réputés de notre industrie nationale.

Les contrées situées à l'Est du Rhin présentent un spectacle, une circulation à peu près identique. Passif à l'origine (sauf sur les rives de la Baltique), le trafic est de bonne heure exploité par les habitants eux-mêmes (1). Le long du Rhin, du Mein, du Danube se fondent des agglomérations, des « colonies » de mar-

(1) H. PIRENNE, *L'origine des constitutions urbaines au moyen âge*. (Revue historique, t. 53 et 57, 1893 et 1895.)

chands. Cologne, le grand *port de mer* de la Germanie, compte, au *xi^e* siècle, six cents riches négociants. Mayence, « la tête dorée du royaume » (*aureum regni caput*), possède un marché fort fréquenté où s'échangent les produits de toutes les contrées de l'Europe. Dès avant la première Croisade, écrit M. Pirenne, l'on peut affirmer que la vie commerciale l'emporte déjà de beaucoup, dans certaines localités, sur la vie agricole (1).

Après avoir sommairement indiqué que le premier Moyen-Age ne fut pas le règne *exclusif* de l'économie domestique et locale, je désire vous présenter quelques rapides considérations sur le commerce de la période qui s'étend des débuts du mouvement communal à la découverte du Nouveau-Monde.

Il est certain qu'à l'origine des bourgeoisies, un grand nombre d'artisans apportent eux-mêmes aux marchés les objets qu'ils ont fabriqués, et qu'aucune distinction n'est établie entre producteurs et négociants. Mais, dès que la vie commerciale s'intensifie, — dans notre pays, dès le *xi^e* siècle, — la division de travail amène entre les deux fonctions une différenciation bien nette. La *gilde* contribue à cette scission, en accaparant le commerce, en excluant de son sein l'élément ouvrier. On ne trouve guère que des négociants aisés (les statuts en font foi) parmi les membres de la *Hanse de Londres*, qui monopolisa, pendant la plus grande partie du *xiii^e* siècle, le trafic des laines et des draps entre la Flandre et l'Angleterre ; c'est aussi une création de marchands de profession que la célèbre Ligue Hanséatique ; enfin, quel peuple, mieux que celui de Venise, n'a réalisé avec plénitude le type du « parfait négociant ? »

Mais, m'objectera-t-on, Italiens, Flamands et Hanséates ne furent jamais que des « oiseaux de passage », qui, dans leurs tournées périodiques, apportaient de foire en foire ou d'escale en escale, des denrées étrangères, peu nombreuses, toujours les mêmes, sans exercer d'influence sur l'organisation économique des pays qu'ils traversaient. Il n'en est pas moins vrai que l'on ne saurait assez insister sur le rôle commercial, juridique, civilisateur, des grandes foires du Moyen-Age, et qu'il faut ajouter quantité d'articles, — le blé, la laine, les étoffes de soie et de coton, l'alun et les plantes tinctoriales, les armes et les métaux, bien d'autres objets encore (2), — aux cinq ou six espèces de

(1) Cf. F. KEUTGEN, *Der Grosshandel im Mittelalter* (Hansische Geschichtsblätter, 1902.)

(2) Consulter à ce sujet, outre les articles précités de von Below, l'ouvrage de SCHULTE, *Geschichte des mittelalterlichen Handels und Verkehrs zwischen Westdeutschland und Italien*. B^d I. 1900.

marchandises « internationales », que M. Bücher s'est borné à signaler. Ces produits, ces matières premières alimentent un trafic, à la fois terrestre et maritime, qui dépasse de loin les limites de l'économie urbaine. Est-il besoin de rappeler le caractère non seulement national, mais même mondial, du marché des laines, surtout celles d'Angleterre, et le vaste champ d'expansion, l'étendue et la puissance des débouchés dont bénéficie à cette époque l'industrie drapière en Toscane et dans les Pays-Bas (1)?

Le caractère cosmopolite du commerce, qui, dans les foires, est passager, se présente de bonne heure, dans plusieurs villes, sous une forme permanente. L'animation de la place Saint-Marc à Venise, du *Groote Markt* à Bruges ne cesse pas avec la mise à la voile de la flotte ou lors du départ des caravanes (2). Les étrangers y ont établi des *fondachi*, des consulats, des comptoirs à demeure. Jusque dans de minimas communes, telles que Léau, des banquiers lombards fondent des succursales à leurs maisons financières. Il n'y a donc pas que le commerce de détail, — plus important et plus étendu que ne le croit M. Bücher, — qui soit devenu sédentaire : le grand commerce tend à acquérir la même stabilité.

Au surplus, M. von Below l'a démontré en ce qui concerne l'Allemagne (3), les textes ne permettent pas, le plus souvent, de fixer une démarcation exacte entre le négociant en gros et celui en détail. Si, en général, là où le grand commerce est *passif*, c'est-à-dire aux mains des étrangers, on voit ceux-ci solliciter de la ville, comme un privilège rémunérateur, l'autorisation de la vente en détail, là où il est *actif* et exploité par les « citains » eux-mêmes, la distinction s'efface entre les deux espèces de marchands : le petit trafiquant participe et s'intéresse aux importations en gros, de même que le grand négociant écoule ses produits indistinctement en masse et en détail, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la ville (4).

Si considérables que soient déjà, aux XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, les relations internationales, elles ne sauraient être comparées, en

(1) ALFRED DOREN, *Studien aus der Florentiner Wirtschaftsgeschichte*, Bd I, 1901 ; — H. PIRENNE, *Histoire de Belgique*, 1900-3.

(2) « Denn Flandern ist der Marktplatz jeder Zeit,
Für alle Völker in der Christenheit. »

(3) G. VON BELOW, *Grosshändler und Kleinhändler im deutschen Mittelalter* (*Hildebrands Jahrbücher für Nationalökon., und Statistik*, Bd 75. Iéna, 1900).

(4) Sur l'existence d'une classe de négociants s'adonnant, en Allemagne, exclusivement au commerce en gros, voir l'article précité de KEUTGEN.

nombre et en importance, aux transactions interurbaines. Celles-ci forment l'élément principal du trafic pendant les derniers siècles du moyen âge et impriment à « l'économie » de cette époque l'un de ses traits distinctifs.

Tandis que le groupe féodal parvient à se suffire, à n'avoir que des échanges intérieurs, l'agglomération urbaine ne constitue pas un domaine entièrement clos et isolé ; elle ne saurait se passer, pour vivre et se nourrir, d'échanges continuels avec sa banlieue et avec les pays éloignés. La spécialisation introduite dans la fabrication des marchandises, le désir, souvent la vanité de se vêtir d'étoffes importées de l'étranger, la mode, qui imposait sa loi, alors comme de nos jours, furent autant d'agents dissolvants de « l'économie urbaine fermée » (1). Le rayon du territoire d'approvisionnement est, d'ailleurs, trop difficile à préciser pour que l'on puisse admettre qu'il réalise avec la cité une unité économique. La ville et la campagne qui l'alimente sont souvent solidaires ; mais il n'est pas rare cependant que le district agricole n'ait aucun lien de dépendance vis-à-vis du centre urbain.

De bonne heure, les bourgeoisies comprennent le danger d'une autonomie trop complète en matière mercantile et industrielle ; leur prospérité ne repose souvent que sur le commerce d'exportation. En vue de procurer à leurs marchands, à l'étranger, une liberté plus grande, la sécurité pour leurs personnes et pour leurs biens, elles concluent des traités de réciprocité avec d'autres bourgeoisies. Ces conventions intermunicipales, qui couvrent de leur réseau l'Europe centrale et occidentale, assurent aux négociants des villes contractantes des garanties matérielles, des exemptions de taxes, l'égalité de traitement. Grâce à elles, les importations et les exportations sont facilitées, les villes se groupent en ligues et en *hanses*, la monnaie particulière à l'une d'elles s'étend et devient commune à un district entier. En un mot, ces traités déposent la semence de l'unité économique que l'Etat moderne parviendra à faire germer.

Il y aurait bien des observations encore à présenter sur cette seconde période, à vous montrer notamment comment, dès le xiv^e siècle, la législation *nationale* s'ingéra fortement en Angleterre dans la vie commerciale, comment, en France, par suite du peu d'influence des agglomérations urbaines, une économie monarchique et nationale succéda, presque sans transition, à l'économie féodale.

(1) SCHULTE, ouvrage cité, pp. 112, 119 et 153. « In Bekleidungsfache, wurde die von K. Bücher Stadtwirtschaft schon früh gründlich verlassen. »

Ces remarques trouveront leur place dans la suite de nos leçons.

Les considérations de M. Bücher sur les origines et sur le développement de l'économie nationale ne prêtent pas moins le flanc aux critiques.

Sans méconnaître la part du pouvoir central dans l'œuvre de soudure économique, ce serait se tromper que d'attribuer au facteur politique une influence universelle et prépondérante. L'évolution centralisatrice s'étend sur une période trop considérable, elle présente de pays à pays des variations trop nombreuses pour être ramenée à une cause uniforme. Comment identifier, par exemple, le mouvement d'unification, d'inspiration essentiellement étatiste, qui se dessina de si bonne heure en France, à la lente fusion économique que contrecarra si longtemps, en Allemagne, la politique des princes territoriaux. Ne voit-on pas certains Etats, comme la Hollande, en possession d'une économie forte, centralisée, tandis que le provincialisme, l'esprit séparatiste dominent sa constitution politique ?

Les encouragements, les réformes des politiques mercantiles sont-ils comparables, dans le travail de transformation économique, à l'action *spontanée* des forces sociales, au développement du crédit, à l'essor prodigieux que prend le trafic depuis la découverte du Nouveau-Monde ?

Nulle période n'offre à l'historien du commerce une plus abondante moisson de renseignements que celle qui couvre les trois siècles depuis la découverte des routes vers les Indes jusqu'au triomphe de l'indépendance des Etats-Unis. Toutes les mers, toutes les contrées du globe entrent dans le domaine de l'activité commerciale ; la question coloniale devient l'un des pivots essentiels de la politique des grandes puissances ; ce sont des considérations commerciales qui déchaînent désormais les guerres et mènent le monde à un degré qui n'avait jamais été atteint.

Plus que n'importe quelle autre force sociale, le commerce et les instruments à son service ont contribué à la formation des économies d'Etat ; mais, en même temps, ils préparaient les voies à une économie plus large, reliant par-dessus les mers les divers continents.

Le système mercantile, le pacte colonial, après avoir connu une époque de logique développement, échouèrent dans une totale banqueroute ; personne n'oserait le contester. Tous les pays, la France même — cette terre classique du protectionnisme — ont compris la nécessité des traités de commerce et sont entrés dans le stade des transactions lointaines et des intermédiaires nombreux. Prétendre, comme certains économistes, faire abstraction

des efforts, des glorieuses conquêtes du libre-échange, afin de rattacher le mouvement protecteur actuellement victorieux à son ancêtre du XVIII^e siècle et prolonger ainsi l'économie nationale jusqu'à nos jours, c'est fermer les yeux à la réalité et méconnaître l'importance sans cesse croissante des relations internationales. M. Bücher, dont la théorie repose sur la recherche du « typique » et du « général », en contestant que l'humanité marche de plus en plus vers la *Weltwirtschaft*, vers une économie mondiale, ne se laisse-t-il pas égarer, à son tour, par l'apparition de « manifestations passagères qui ne sont que les débris d'un état de choses antérieur ? »

Les remarques que je viens de vous présenter ne sont, Messieurs, je vous ai prévenus, que des points de repère ; mais, à titre de simples exemples, ils auront, je l'espère, suffi à vous convaincre que la classification de M. Bücher, malgré son intérêt, ne saurait servir de base à notre enseignement. L'historien ne se contente pas de systèmes et de généralités ; quelque séduisante que paraisse une théorie, il est tenu de la soumettre au minutieux contrôle des faits principaux et des phénomènes particuliers ; ses observations doivent porter sur les époques et les pays les plus différents ; s'il rencontre des exceptions trop nombreuses à la règle qu'on lui propose, il doit écarter celle-ci, ou, du moins, signaler ce qu'elle présente de vague et de trop absolu.

En l'absence d'une classification scientifique satisfaisante, quelle méthode de travail devons-nous adopter ?

La plupart des auteurs qui se sont occupés d'histoire du commerce, se contentent de prendre les cadres construits pour l'histoire politique. Ils passent en revue dans l'ordre chronologique les différents peuples qui se sont distingués par l'éclat des armes et examinent comment s'opéraient, chez chacun d'eux, les échanges intérieurs et extérieurs, quelles marchandises faisaient l'objet de ces transactions.

Ce plan a le défaut de présenter sans aucune coordination les matières si variées de notre domaine. Il peut être certes intéressant de connaître les produits que la Grèce demandait à l'Asie et à la Sicile, les denrées que les marchands hanséates et vénitiens apportaient à Bruges ; mais nos études doivent avoir une portée plus large : déterminer les lieux et les pays où le commerce apparaît comme facteur économique et social, énumérer les moyens par lesquels il exerce son action sur le progrès matériel et moral des nations, mesurer son degré d'importance aux diverses époques de l'histoire.

Pour y parvenir et saisir l'évolution, les transformations des

rapports d'échange, il m'a paru que la méthode la plus simple et la meilleure était de rattacher nos recherches à la direction des courants commerciaux.

Aujourd'hui que le trafic a conquis les continents et les mers, qu'il se disperse dans tous les sens grâce aux systèmes variés et rapides de communication, il est malaisé de se rendre un compte exact du rôle capital que jouent dans le passé les grandes voies — peu nombreuses — qui canalisaient, pour ainsi dire, le commerce. Elles ne se bornent pas à relier les principales zones de production ; elles donnent la vie au négoce lui-même. Grâce à elles, des villages se transforment en villes et deviennent des centres importants, des plaines solitaires acquièrent une prodigieuse activité, des contrées agricoles s'élèvent au rang de puissances commerciales. Le déplacement de leur parcours modifie le caractère, les conditions et les objets du commerce, et provoque la création d'institutions, d'instruments d'échange appropriés aux besoins nouveaux. Les civilisations extrêmes sont mises en contact et s'éclairent les unes par les autres.

Semblables aux peuples, les routes commerciales ont leur destinée et passent par des alternatives de prospérité et de décadence. Mais leur disparition, pour apparente qu'elle soit, n'est jamais complète. Dans les sillons creusés subsistent des germes impérissables de la vie morale, scientifique, juridique et artistique. C'est cet héritage précieux et sans cesse accru, transmis de siècle en siècle, qui témoigne de la mission glorieuse du commerce, agent de bien-être, d'émancipation, de liberté et de progrès.

M. HUISMAN.

Le gérant : E. FROMANTIN.

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Les poètes secondaires
du XVIII^e siècle

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Louis Racine : ses *Mémoires* ; son esthétique.

Il me reste, avant de passer à l'examen des idées littéraires de Louis Racine, à relever dans ses *Mémoires* trois faits relatifs à Boileau qui me paraissent avoir une grande importance. C'est d'abord l'histoire de ses négociations avec Arnould, le principal champion du jansénisme, au sujet de la *Phèdre* de Racine, puis ce qui concerne la candidature de Boileau à l'Académie française, et enfin ses déclarations et son jugement sur le second acte d'*Andromaque*.

Tout le monde sait que le grand Arnould donna son approbation à la tragédie de *Phèdre* ; mais on ignore généralement dans quelles circonstances : c'est ce qu'il est facile et très intéressant d'apprendre de Louis Racine.

« Il n'était pas si aisé à mon père, écrit-il, de se réconcilier avec M. Arnould, qui avait toujours sur le cœur les plaisanteries écrites sur la mère Angélique sa sœur, plaisanteries fondées, par faute d'examen, sur des faits qui n'étaient pas exactement vrais. Boileau, chargé de la négociation, avait toujours trouvé M. Arnould intraitable. Un jour, il s'avisa de lui apporter un exemplaire de la

tragédie de *Phèdre* de la part de l'auteur. M. Arnauld demeurait alors dans le faubourg Saint-Jacques. Boileau, en allant le voir, prit la résolution de lui prouver qu'une tragédie peut être innocente aux yeux des casuistes les plus sévères. Et, ruminant sa thèse en chemin : « Cet homme, disait-il, aura-t-il toujours raison, et ne pourrai-je parvenir à lui faire avoir tort ? » (La narration est expressive ; on voit fort bien Boileau en chemin, parlant et raisonnant tout haut.) « Je suis bien sûr qu'aujourd'hui j'ai raison ; s'il n'est pas de mon avis, il aura tort. » Plein de cette pensée, il entre chez M. Arnauld, où il trouve une nombreuse compagnie. Il lui présente la tragédie, et lui lit, en même temps, l'endroit de la préface où l'auteur témoigne tant d'envie de voir la tragédie réconciliée avec les personnes de piété. Ensuite, déclarant qu'il abandonne acteurs, actrices et théâtre, sans prétendre le soutenir en aucune façon, il élève sa voix en prédicateur pour soutenir que, quand la tragédie était dangereuse, c'était la faute des poètes, qui, en cela même, allaient directement contre les règles de leur art ; mais que la tragédie de *Phèdre*, conforme à ces règles, n'avait rien que d'utile. L'auditoire, composé de jeunes théologiens, l'écoutait en souriant, et regardait tout ce qu'il avançait comme le paradoxe d'un poète peu instruit de la bonne morale. Cet auditoire fut bien surpris, lorsque M. Arnauld prit ainsi la parole : « Si les choses sont comme il le dit, il a raison, et la tragédie est innocente. » Boileau rapportait qu'il ne s'était jamais senti de sa vie si content. Il pria M. Arnauld de vouloir bien jeter les yeux sur la pièce qu'il lui laissait, pour lui en dire son sentiment : il revint quelques jours après le demander, et M. Arnauld lui donna ainsi sa décision.

(C'est ce qu'on pourrait appeler la décision de la faculté libre de théologie d'alors ; on va l'entendre dans toute sa teneur :)

« Il n'y a rien à reprendre au caractère de *Phèdre*, puisqu'il nous donne cette grande leçon que, lorsqu'en punition de fautes précédentes, Dieu nous abandonne à nous-mêmes et à la perversité de notre cœur, il n'est point d'excès où nous ne puissions nous porter, même en les détestant. Mais pourquoi a-t-il fait Hippolyte amoureux ? »

Tel est, exactement rapporté, le jugement d'Arnauld. La phrase célèbre : « *Phèdre* est une chrétienne à qui la grâce a manqué », en rend à peu près le sens ; mais c'est une traduction : Arnauld n'a pas voulu s'exprimer d'une façon aussi formelle.

« Cette critique, continue Louis Racine, est la seule qu'on puisse faire contre cette tragédie, et l'auteur, qui se l'était faite à lui-même, se justifiait en disant : Qu'auraient pensé les petits-maîtres d'un

Hippolyte ennemi de toutes les femmes ? Quelle mauvaise plaisanterie n'auraient-ils point faite ? Boileau, charmé d'avoir si bien conduit sa négociation, demanda à M. Arnauld la permission de lui amener l'auteur de la tragédie. Ils vinrent chez lui le lendemain, et, quoiqu'il fût encore en nombreuse compagnie, le coupable entrant avec humilité et la confusion peinte sur son visage, se jeta à ses pieds ; M. Arnauld se jeta aux siens ; tous deux s'em brassèrent ; M. Arnauld lui promit d'oublier le passé, et d'être toujours son ami : promesse qui fut fidèlement exécutée. » Dès lors, Boileau, Arnauld et Racine seront unis jusqu'à la tombe d'Arnauld, cette tombe que Boileau a su illustrer par la plus belle épitaphe que je connaisse.

La scène est contée par Louis Racine avec une grande habileté, sans excès de détails, à la façon classique : on voit très bien les trois personnages, chacun avec l'ardeur qui lui était propre. Car, pour Arnauld, c'est une erreur de se le figurer toujours grave et figé. Austère, sans doute, mais nullement froid, il était au contraire la vivacité même. On se rappelle cette petite anecdote du *Bolaeana*, que le satirique a peut-être arrangée lui-même, car il était un peu auteur comique. C'était un jour que Boileau lisait à Arnauld celle de ses pièces où se trouve ce joli vers :

Le moment où je parle est déjà loin de moi.

Sur ce mot, paraît-il, Boileau se serait levé de sa chaise, et aurait fait précipitamment le tour de la chambre comme pour rattraper quelque chose qui s'enfuyait. Louis Racine nous raconte une autre scène où le grand théologien fit preuve non seulement de vivacité, mais d'une véritable imprudence.

« Incapable, écrit-il, de trahir jamais sa pensée, Boileau n'avait pas toujours assez de présence d'esprit pour se taire. Il avouait que la franchise était une vertu souvent dangereuse, mais il se consolait de ses imprudences par la conformité de caractère qu'il prétendait avoir avec M. Arnauld, dont, pour se justifier, il racontait le fait suivant, qui peut trouver place dans un ouvrage où je rassemble plusieurs traits de simplicité d'hommes connus. M. Arnauld, obligé de se cacher (Louis Racine n'indique pas la date ; il est vrai qu'Arnauld a été obligé de se cacher pendant la moitié de sa vie), trouva une retraite à l'hôtel de Longueville, à condition qu'il n'y paraîtrait qu'avec un habit séculier, une grande perruque sur la tête et l'épée au côté. Il y fut attaqué de la fièvre, et M^{me} de Longueville, ayant fait venir le médecin Brayer, lui recommanda d'avoir grand soin d'un gentilhomme qu'elle protégeait

particulièrement, et à qui elle avait donné depuis peu une chambre dans son hôtel. Brayer monte chez le malade, qui, après l'avoir entretenu de sa fièvre, lui demande de ses nouvelles. « On parle, lui dit M. Brayer, d'un livre nouveau de Port-Royal qu'on attribue à M. Arnauld, ou à M. de Saci ; mais je ne le crois pas de M. de Saci : il n'écrit pas si bien. » A ce mot, M. Arnauld, oubliant son habit gris et sa perruque, lui répond vivement : « Que voulez-vous dire ? Mon neveu écrit mieux que moi. » Brayer envisage son malade, se met à rire, descend chez M^{me} de Longueville et lui dit : « La maladie de votre gentilhomme n'est pas considérable. Je vous conseille cependant de faire en sorte qu'il ne voie personne : il ne faut pas le laisser parler. » M^{me} de Longueville, étonnée des réponses indiscrètes qui échappaient souvent à M. Arnauld et à M. Nicole, disait qu'elle aimerait mieux confier son secret à un libertin. »

Je tiens à rapporter les renseignements que Louis Racine nous donne sur la candidature de Boileau à l'Académie, parce qu'il m'est arrivé de commettre une erreur à ce sujet. J'ai dit : Boileau avait promis à La Fontaine de ne pas se présenter contre La Fontaine, et il n'en a pas moins été son compétiteur. Je n'avais pas réfléchi qu'à cette époque on sollicitait pour être de l'Académie, mais sans se présenter officiellement, en sorte qu'on pouvait être candidat et n'avoir pas fait acte de candidature. « J'ignore, écrit Louis Racine, si l'Académie était alors dans l'usage, comme le disait son directeur, de choisir et de chercher elle-même ses sujets. Je sais seulement que tous les académiciens ne songeaient pas à chercher Boileau, et il y en avait plusieurs qu'il ne songeait pas non plus à solliciter. Le roi lui demanda, un jour, pendant son souper, s'il était de l'Académie. Boileau, avec un air fort modeste, répondit qu'il n'était pas digne d'en être. « Je veux que vous en soyez », répondit le roi. — Quelque temps après, une place vauqua, et La Fontaine, qui la voulait solliciter, alla lui demander s'il serait son concurrent. Boileau l'assura que non, et *ne fit aucune démarche*. » — La vérité est donc qu'il ne fut pas candidat ; mais plusieurs académiciens, qui ne voulaient pas de La Fontaine, votèrent tout de même pour lui. Bref, il n'y a rien dans cette histoire qui permette de décider contre la loyauté du satirique.

Le jugement de Boileau sur l'acte II d'*Andromaque* a une importance littéraire plus considérable. Cet acte, composé à une époque où l'on peut dire que Boileau collaborait avec Racine, tant ses conseils étaient continuels et circonstanciés, n'eût pas été écrit si le satirique avait eu, dès l'origine, à son sujet, l'opinion qu'il en eut plus tard.

« Convaincu, en effet, dit Louis Racine, que, dans le poème tragique, tout doit être noble, tout doit exciter la terreur ou la pitié, il critiquait dans cette pièce une peinture trop naturelle de nos faiblesses, ou, pour mieux les nommer, de nos extravagances amoureuses. Je me souviens que, daignant un jour m'entretenir de ces matières, quoique je fusse encore très jeune, après m'avoir avoué qu'il avait longtemps, comme un autre, admiré la scène fameuse qui commence par ce vers : *Eh bien, Phœnix, l'amour est-il le mattre ?* il m'assura qu'il avait changé de sentiment, ayant reconnu qu'elle ne s'accordait pas avec la dignité du cothurne. En effet, me dit-il, qu'on ôte le nom de Pyrrhus de cette scène, et qu'on ne songe plus au fils d'Achille, qu'y trouve-t-on que la peinture de ces folles incertitudes que Tércence dépeint dans ce vers : *Excludit, revocat, redeam ? Non, si obsecret.* Il m'ajouta qu'il se repentait d'avoir fait cette réflexion trop tard, parce que, s'il l'eût faite dans ce temps, il eût obligé l'auteur à supprimer ce morceau. Je remarquai alors le sévère jugement de ce grand critique, et quel avait été son empire sur son ami, puisqu'il ne doutait point de la docilité avec laquelle il eût sacrifié une scène si brillante. »

Boileau voit évidemment fort juste, quand il découvre une conformité entre l'art de Racine et celui de Tércence. Une condamnation analogue et que, pour ma part, je trouve très heureuse, se rencontre dans les lettres de Jean-Baptiste Rousseau que l'on imprime à la fin de ses œuvres. Rousseau y déclare qu'il a toujours condamné cette scène en l'admirant, parce que, si belle qu'elle soit, elle est plutôt dans le genre comique que dans le genre tragique ; et, ajoute-t-il, quand l'amour n'est pas tragique, il devient petit et bas, et nous n'avons presque pas de pièce dans notre théâtre qui ne soit gâtée par ce défaut. — Un jugement semblable a été rendu par Voltaire. Voltaire a répété une trentaine de fois qu'*Andromaque* était une pièce merveilleuse, gâtée malheureusement par ce second acte, « qui se sent un peu de la comédie ». Il blâme donc les scènes d'Hermione et d'Oreste, de Pyrrhus et de Phœnix, qu'il appelle « les scènes de coquetterie d'*Andromaque* », sur quoi l'on a fait un joli contre-sens, croyant qu'il s'agissait du personnage d'*Andromaque*, alors qu'il entend dire : la tragédie d'*Andromaque*.

Toute la question posée par le romantisme est là. Les romantiques disaient, en effet : la nature mêle le tragique et le comique ; il faut donc les mêler dans les œuvres d'art. Et ils ont raison, quoiqu'ils s'expriment d'une façon outrée ; car c'est une manière de donner de la vérité à une pièce que d'y mêler, dans une certaine proportion, le tragique et le comique. Seulement, de même que

devant un malade, il y a lieu de donner, après une première indication, une contre-indication, et encore, pour ainsi dire, une anti-contre-indication, il n'y a pas qu'une règle dans ces questions d'art littéraire, il y en a trois ou quatre. Il importe extrêmement, par exemple, de tenir compte de l'unité de l'œuvre, afin que le lecteur ne soit jamais embarrassé de savoir s'il doit rire ou pleurer. Le mélange sera parfaitement légitime, s'il n'ôte pas de sa netteté à l'impression d'ensemble. Ainsi, il sera bon, quand le dénouement doit être très noir, de commencer par un peu de comédie, et de n'assombrir la pièce que graduellement. Non seulement ce sera bon, mais ce pourra être le comble de l'art, et *Andromaque* même, à mon avis, en est une preuve. Les Grecs ne définissaient-ils pas la tragédie une pièce qui mène les spectateurs du bonheur au malheur ; et la comédie, une pièce qui les conduit du malheur au bonheur ? Les romantiques, quand ils étaient très maîtres de leurs conceptions, n'ont pas rêvé autre chose. Ils ne se sont pas aperçus qu'*Andromaque* et d'autres tragédies classiques leur avaient d'avance donné raison. Ainsi Bérénice, au début de la pièce qui porte son nom, nous apparaît heureuse, souriante et presque chantant de joie ; à la fin, au contraire, elle est désespérée. Il est donc juste de protester contre l'opinion que toute la critique classique, avec Boileau, J.-B. Rousseau et Voltaire, a professée sur le second acte d'*Andromaque*.

*
* *

J'entre maintenant dans l'étude de Louis Racine considéré, non plus comme historien, mais comme critique proprement dit. C'est, à cet égard, un esprit, je ne dirai pas pénétrant, mais avisé, d'un goût très judicieux, malgré ses erreurs, et surtout très curieux de nouveautés, ce qui est méritoire chez le fils d'un grand homme et chez l'élève de Boileau. Il a exposé ses théories, d'abord dans un long ouvrage en deux volumes, où il y a de tout : les *Réflexions sur la poésie*. On y trouve des idées générales sur l'essence de la poésie, sur l'imitation, sur l'unité de ton, sur la vraisemblance ; puis toute une rhétorique, suivie d'une poétique, et enfin, çà et là, des appréciations littéraires, des comparaisons comme celle de Lucrèce avec Virgile. Outre ce grand ouvrage, Louis Racine en a composé un second, très mince et d'ailleurs très superficiel, sur la *Poésie dramatique*, où, par bonheur, se trouvent quatre ou cinq pages d'une extrême importance.

Malgré leur division en chapitres, ces écrits sont composés de la façon la plus désordonnée. A tout instant, une digression che-

vauche sur une autre digression, et les chapitres se suivent sans lien logique. Il faut donc prendre la peine de filtrer le tout, pour en tirer ce qu'il y a de bon à regarder. Louis Racine apparaît alors comme un critique indépendant, ni archaïque, ni novateur, tantôt d'accord avec Jean Racine et Boileau, tantôt rallié au contraire à La Motte : bref, c'est un homme à qui l'on peut se fier, et ce n'est pas un sot.

J'accorde d'ailleurs que ce n'est pas sur les grandes questions de la littérature qu'il sera le meilleur. Il vaut la peine pourtant de remarquer qu'il s'est posé la question de l'essence de la poésie, et qu'il l'a fort intelligemment résolue. Certes, il n'est point le premier à avoir découvert que l'essence de la poésie est l'enthousiasme, une certaine palpitation de l'âme, *mens divinior* : c'est là une idée platonicienne ; mais il n'est pas banal de l'avoir rappelée au commencement du XVIII^e siècle. Boileau et les écrivains du siècle de Louis XIV sont fort éloignés, en effet, de concevoir la poésie comme un lyrisme, et d'ajouter à l'imitation de la nature, parmi les sources incontestables du génie poétique, l'exaltation du cœur. Boileau ne parle que d'une vocation générale, lorsqu'il demande que le poète sente « du ciel l'influence secrète », il ne songe nulle part à l'enthousiasme. Il y a donc lieu de reconnaître ici à Louis Racine, soit qu'il s'inspire de Platon, soit qu'il n'ait consulté que son propre bon sens, un esprit remarquablement curieux et avisé.

« Sans m'arrêter, écrit-il, à ce qu'ont dit les anciens de leur ivresse causée par les eaux de l'Hippocrène et des nuits qu'ils passaient à dormir sur le Parnasse, en même temps que je crois pouvoir exposer que l'essence de la poésie consiste dans l'enthousiasme, loin de regarder cet enthousiasme comme l'effet d'une inspiration divine, je ne le regarde que comme un effet naturel des passions humaines, et c'est par cette raison qu'il est absolument nécessaire à la poésie, qui est toujours le langage de la passion.

« Pour en être convaincu, il suffit de considérer l'état violent où nous nous trouvons, quand une passion nous agite, et le langage rapide et hardi conforme à cet état, langage que la nature nous inspire... Ceux qui sont nés avec une forte et heureuse imagination, avec ce que nous appelons le génie, savent imiter ce langage rapide des passions ; la vivacité qui les transporte hors d'eux-mêmes leur inspire alors de sublimes pensées. Les paroles conformes à ces pensées, les expressions nobles et hardies s'arrangent toutes seules dans une cadence harmonieuse. Une méditation profonde, éclairée par une raison scrupuleuse, ne produirait pas de pareils miracles. Les vers qui sont les fruits de cet enthousiasme ont une beauté dont celle de la prose n'approche jamais ; et, quand

on les lit, on se sent échauffé du même feu qui échauffait le poète quand il les composait. »

Cette page est excellente, d'abord comme page de Louis Racine, mais aussi en elle-même. Songez que de telles idées n'avaient pas encore été dites en France, pas même par les poètes de la Pléiade, qu'on ne les trouve point non plus dans l'abbé Dubos ; bref, que Louis Racine est le premier à les avoir exprimées avant M^{me} de Staël. C'est, en effet, une conception chère à M^{me} de Staël de voir dans la poésie une sorte de feu analogue au feu de l'ambition ou de l'amour ; Louis Racine pense exactement comme elle, s'il traduit sa pensée avec moins d'éloquence et d'ardeur.

Il ne s'en tient pas là ; il ajoute à cette bonne page des considérations non moins bonnes ; et, enfonçant plus avant dans sa théorie, il en tire la conséquence que les passions sont en elles-mêmes une matière toute prête pour la poésie, par suite, comme une seconde source de l'inspiration poétique. Puis, passant en revue les différentes passions, la joie, la tristesse, l'admiration, la colère, l'amour, il s'efforce d'établir ce que chacune d'elles donne ou peut donner à la poésie.

Ailleurs, il traite de l'*imitation*, entendant par ce mot l'action de suivre comme guide, non pas l'antiquité, mais la nature. Imiter d'une façon forte et brillante un objet quelconque, soit le monde extérieur, soit les caractères humains, est une des voies de la poésie. Songeant surtout aux œuvres dramatiques, Louis Racine explique avec soin que le poète doit reproduire les caractères des hommes, non toutefois sans un certain agrandissement. Il n'aime pas une exacte et scrupuleuse vérité, surtout dans les choses peu essentielles. Nous trouvons là une petite théorie antiréaliste, qui ne saurait nous étonner chez le fils de Jean Racine. Car, si Racine peut être appelé réaliste, ce n'est que relativement et par opposition à Corneille. Racine, beaucoup plus grec que Corneille, fait de ses personnages des dieux, mais non des dieux modernes, des dieux anciens, ou des héros s'élevant au-dessus de nous par la beauté, par l'ampleur de l'allure et du geste. Ils ont des passions très violentes, quelquefois presque basses comme les nôtres ; mais ce n'en sont pas moins, pour parler comme Nietzsche, des surhommes. Bref, Racine, si l'on veut, ne divinise pas ses personnages, mais il les héroïse. Louis Racine est parfaitement fidèle à la pratique de son père, quand il écrit ces lignes :

« Une exacte et scrupuleuse vérité dans des choses peu essentielles, loin d'être nécessaire aux ouvrages poétiques, les rendrait moins agréables. Les poètes, qui ne nous ramènent parmi nous les héros de l'antiquité que pour nous procurer un amusement

utile, doivent, pour nous les rendre plus aimables, leur faire prendre un peu de nos manières ; de même que les étrangers qui demeurent en Turquie, pour plaire aux habitants d'un pays où ils ont intérêt de rester, en prennent les habillements. Corneille, voulant se conformer à une idée qu'il s'était faite de la grandeur romaine, a fait ses figures plus grandes que le naturel. »

Ainsi, selon notre critique, le poète doit imiter le réel en l'agrandissant, mais aussi en le rapprochant de nous, de nos mœurs et de nos passions, pour que nous puissions entrer avec lui dans un commerce assez intime.

Il y a encore deux pages fort intéressantes sur un autre genre d'imitation : l'imitation d'un poète par lui-même. Il est persuadé que tout poète, alors même qu'il nedit pas *je* et ne fait pas intervenir sa personne dans ses ouvrages, s'y représente dans une certaine manière. Et il ne voit pas là un défaut, à condition, bien entendu, que l'on évite l'excès et l'indiscrétion. Ses réflexions sur ce sujet sont aussi originales qu'agréables. Elles nous mèneraient d'un bond jusqu'aux confins du xix^e siècle et de la littérature personnelle : ce qui prouve qu'avec un peu de bonne volonté on découvrirait les origines du romantisme à n'importe quelle époque de notre histoire. Il vient de parler d'*Athalie*, et il ajoute :

« Lorsqu'en lisant une pièce où un pareil caractère est si bien rendu, on pense que l'auteur devait être rempli de la crainte de Dieu et pénétré de la grandeur de la religion, on ne se trompe pas. On ne doit point juger toujours des mœurs d'un auteur par ses écrits, mais on peut juger toujours des qualités de son cœur. On reconnaît le caractère d'un poète dans la manière dont il peint ceux des autres...

« Je ne prétends pas parler de ce défaut que Boileau reprend par ces vers :

Souvent, sans y penser, un écrivain qui s'aime
Forme tous ses héros semblables à soi-même.

Les écrivains médiocres tombent dans ce défaut, parce qu'ils ne savent pas imiter. Je ne mets pas au nombre de ceux qui font connaître leur âme par leurs ouvrages, ceux qui parlent souvent d'eux-mêmes. Ils font certainement connaître leur vanité. Quelquefois les peintres, en composant un tableau historique, donnent leur ressemblance à une de leurs figures. Raphaël s'est peint lui-même dans un de ses tableaux, sans qu'on puisse lui faire un reproche de vanité : faire ainsi son portrait, c'est mettre son nom à son ouvrage. Ce que ces peintres font à dessein, tout poète le fait sans

le vouloir ; il se peint toujours lui-même dans ses ouvrages, et bien souvent lorsqu'il y pense le moins. »

Suit, à ce propos, une jolie dissertation sur La Fontaine et sur ce qu'il a mis de sa personnalité dans ses fables. Tout auteur, conclut Louis Racine, a le droit de parler de lui dans ses œuvres ; mais il ne faut pas qu'il se donne, pour ainsi dire, en spectacle. Nous avons là une esquisse de la théorie de la littérature personnelle, avec, comme correctif, l'indication des défauts qu'elle peut présenter.

C. B.

Transformations des sociétés européennes au XIX^e siècle.

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Maître de conférences à l'Université de Paris.

L'Angleterre de 1832 à 1865.

Le mouvement de transformation politique, commencé dès le XVIII^e siècle, a été arrêté par les guerres contre la France, qui ont consolidé l'ancien régime, le parti aristocratique et la pratique monarchique. Puis, il a repris après 1815 et abouti à des réformes qui ont définitivement ébranlé l'ancien régime. En 1832, commence une période de transformation dans l'organisation des institutions et les pratiques gouvernementales ; en même temps se produisent des agitations pour obtenir des réformes plus profondes. Cette période, qui va de 1832 à 1865 (mort de Palmerston), est marquée par l'arrivée au pouvoir et la domination du parti whig.

BIBLIOGRAPHIE. — I. *Documents*. — 1. *Publications parlementaires*, divisées en trois séries ; 2. *Journaux et revues* ; 3. *Biographies des principaux personnages*, composées le plus souvent avec leurs papiers personnels : Russel, Peel, Palmerston, Derby (par Kebbel, 1890) ; Barnett Smith, *Life of J. Bright*, 1881.

II. *Ouvrages*. — Comme histoire d'ensemble : Walpole, *History of England since 1815* ; Mac Carthy, *History of our times*, trad française, *Histoire contemporaine d'Angleterre* ; Chevalley, *La Reine Victoria*, 1902.

Pour la pratique politique, de Franqueville, *Le Gouvernement et le parlement britanniques* ; Todd, *Histoire du gouvernement parlementaire en Angleterre* ; Dicey, *Introduction à l'étude du droit constitutionnel anglais* (trad. française, 1902) ; Anson, *Law and practice* (une traduction française est annoncée).

Pour le mouvement ouvrier, S. et B. Webb, *Histoire du Trade-Unionisme* ; la *National Biography*.

Nous étudierons successivement : 1^o la transformation amenée par la réforme de 1832 dans la vie politique et l'organisation administrative ; 2^o les agitations de 1832 à 1848 pour obtenir des réformes plus complètes ; 3^o la période d'inertie, qui va jusqu'en 1863.

I. — Comment les réformes de 1829 et 1832 ont-elles transformé les conditions de la vie publique, la pratique politique du gouvernement central, l'organisation de l'administration locale ?

1. Le changement politique ne se manifeste pas par un changement extérieur. Les institutions anciennes ont été respectées ; c'est là, d'ailleurs, le caractère de toutes les réformes faites par les whigs. Le mécanisme ancien subsiste ; le droit électoral reste lié à la propriété ; on se réunit toujours en collèges électoraux qui se tiennent à des jours différents, de telle sorte que la même personne peut voter en plusieurs endroits ; le vote est public. La modification apportée par la réforme est d'avoir fait entrer dans la vie politique un personnel nouveau, les députés des catholiques, les députés des villes industrielles ; c'est aussi d'avoir augmenté le nombre des électeurs, mais non dans une proportion considérable ; on a calculé qu'en Angleterre il y avait, avant la réforme, 247.000 électeurs dans les comtés et 188.000 dans les bourgs ; après la réforme, les chiffres furent respectivement de 370.000 et 286.000. En Écosse, avant 1832, le nombre total des électeurs était de 21.000 ; il fut, après 1832, de 33.000 pour les comtés et de 31.000 pour les bourgs. La proportion du nombre des électeurs relativement à la population passa de $1/32$ à $1/22$.

La réforme a rendu la vie électorale plus active : le nombre des élections contestées, des élections véritables, augmente ; désormais, beaucoup moins de sièges sont la propriété exclusive d'un grand seigneur. La Chambre devient moins aristocratique et plus représentative. En même temps, les coutumes parlementaires se modifient : les députés font plus de propositions qu'auparavant, discutent davantage ; cette modification se traduit par un fait matériel : de 1824 à 1832, les documents parlementaires forment, en moyenne, 31 volumes par session ; le chiffre passe à 50 pour la période 1833-1840. La publicité des débats tend à s'établir : en 1834, le palais où se réunit la Chambre est détruit par un incen-

die ; dans celui qui le remplace, on aménage des tribunes pour le public et les journalistes ; et ceux-ci rendent compte des débats, si bien que la Chambre juge inutile de publier un procès-verbal officiel, les compte rendus des journaux étant suffisants. Le vote reste toujours secret en principe ; mais, en 1832, O'Connell publie les *listes de division*, c'est-à-dire les votes, pour les députés irlandais ; un comité est nommé pour examiner cet acte d'O'Connell ; le comité accepte le principe, et, depuis 1836, la Chambre publie elle-même les listes de division. Cette mesure donne à la Chambre un caractère plus représentatif, en ce qu'elle permet aux électeurs d'exercer un contrôle sur leurs députés ; elle prépare à l'idée que la décision souveraine appartient aux électeurs. La Chambre, de son côté, prend une action plus considérable sur le gouvernement, sur le cabinet et le roi. Rien n'est changé dans la constitution, mais la conception des rapports et, par suite, la pratique se modifient. La Chambre, se sentant plus représentative, est plus forte, plus capable d'imposer la volonté du pays au cabinet ; elle exige que le cabinet ne soit pas en opposition avec sa majorité.

Le personnel des députés change ; les nouveaux corps électoraux, composés surtout des villes des régions du Nord et de l'Ouest, sont formés de petits bourgeois dépendant des grands industriels, presque tous dissidents et, par suite, adversaires des tories. Presque partout les whigs sont élus. Alors, s'établit la distinction régionale des partis, qui depuis n'a pas varié : les tories ont pour eux l'Est et le Sud, la vieille Angleterre, agricole, aristocratique, anglicane ; leurs adversaires sont élus dans l'Ouest et le Nord, dans l'Angleterre industrielle, démocratique et dissidente, et, d'ordinaire, ils ont la majorité dans la Chambre.

Par suite d'un accident, le régime parlementaire s'établit complètement : le souverain change d'attitude en matière politique ; Guillaume IV renonce à diriger la politique intérieure, ne s'occupe plus que des affaires étrangères. Après sa mort, en 1837, sa nièce Victoria, toute jeune, laisse gouverner le cabinet. La conséquence est que le souverain renonce à son droit de choisir les ministres, accepte le personnel qui est fourni par le parti en majorité à la Chambre : quand un ministre est mis en minorité à la Chambre, le roi fait appel au chef de la majorité et le charge de former un nouveau ministère. Peel reconnaît publiquement ce principe en 1835 : « D'après la pratique, les principes et la lettre de la Constitution, un gouvernement ne doit pas persister à diriger les affaires, après un essai loyal, contre la majorité nettement décidée de la Chambre des Communes, même lorsqu'il possède, comme dans le cas présent, la confiance et la faveur du souverain

et une majorité suffisante à la Chambre des Lords. » Désormais, le cabinet, restant légalement le conseil du roi, devient une délégation de la majorité de la Chambre. C'est le régime parlementaire, d'origine récente par conséquent. Au changement dans la pratique, correspond un changement dans la théorie : à la théorie, jusque-là admise, de la balance entre les trois pouvoirs, se substitue la théorie de la bascule entre les partis dans la Chambre basse.

Il s'est fait aussi un changement dans la situation des partis. Jusque-là, il n'y a eu que deux partis politiques qui se sont succédé alternativement au pouvoir, chacun l'ayant occupé pendant un demi-siècle, depuis 1714. Après les réformes, ces deux partis changent de nom : Les tories s'appellent désormais *conservateurs* et les whigs *libéraux*. De plus, deux partis nouveaux apparaissent : le parti irlandais, le parti radical. Ils ne se confondent pas avec les anciens partis, et ce fait se manifeste par un signe extérieur : dans la nouvelle salle des séances, les deux partis anciens occupent les deux côtés, changeant de côté suivant qu'ils font ou non opposition au gouvernement ; les députés radicaux et irlandais ne s'asseyent ni à droite ni à gauche, ils siègent *en dehors du couloir* ; mais, comme en fait ils sont adversaires des tories, ils votent le plus souvent avec les libéraux. La majorité est désormais formée par une coalition. Avec un tel système, les partis alternent souvent au pouvoir, car les majorités se dissolvent vite ; en théorie, les électeurs choisissent entre eux ; mais le régime parlementaire, pour fonctionner normalement, suppose qu'il n'existe que deux partis formant bloc ; les électeurs donnent le pouvoir alternativement à l'un et à l'autre en lui donnant la majorité à la Chambre. Les faits ne répondent pas complètement à la théorie : certains ministères ont gouverné en s'appuyant sur une coalition, d'autres se sont maintenus au pouvoir bien qu'ayant été mis en minorité. La réalité est donc beaucoup plus complexe que la théorie.

2. La conséquence directe de la transformation politique de 1832 a été un mouvement de réforme dans l'organisation de la vie administrative locale. Le Parlement, qui a une majorité libérale et irlandaise, fait des lois qui réforment les institutions. Nous étudierons le principe des réformes pour comprendre le caractère de la transformation.

L'ancien régime, au point de vue de l'administration locale, est caractérisé par le gouvernement de la *gentry* et des *corporations*. Il n'y avait, en Angleterre, que deux espèces de divisions territoriales, *comté* et *paroisse*, qui répondent à peu près au département et à la commune ; toutes les affaires sont confiées à des

notables non rétribués, surveillants des pauvres, juges de paix. Le régime est donc aristocratique, mais il présente deux gros défauts : il est arbitraire, il est inefficace ; ces notables n'ont aucune responsabilité, ils n'agissent que s'il leur plaît. La réforme, suivant les traditions de l'ancien parti whig, a été faite sans plan d'ensemble, par mesures spéciales.

a) On crée une police spéciale pour Londres, pour une région délimitée autour de Charing-Cross ; mais, pour rester fidèle aux usages, on leur conserva le vieux nom de *constables* et on ne leur donna pas d'armes ; ils eurent seulement un bâton court, qui semble être un insigne, mais peut servir de casse-tête.

b) On réorganise l'assistance. En 1832, la Chambre nomme une commission d'enquête ; son rapport constate que la situation des indigents est lamentable et que les charges pesant sur les paroisses sont énormes : dans une paroisse du Buckinghamshire, la taxe a passé de 10 livres 11 shillings en 1801, à 367 livres en 1832. La Chambre, effrayée, se décide à une réforme radicale, 1834. Elle consiste en trois mesures : on pose en principe qu'on ne donnera plus de secours à domicile ; tout indigent valide sera astreint à venir dans un *workhouse* ; les paroisses sont autorisées à se grouper en *union* pour alléger leurs charges et organiser un *workhouse*. La loi n'est donc pas destinée, à améliorer la condition des indigents, qui l'appelèrent *poor man robbery bill*. Du moins, elle allège les charges des paroisses en diminuant le nombre des assistés, sauf pendant les périodes de crise. Elle eut un autre résultat : elle inaugura un nouveau système d'organisation administrative, en créant entre la paroisse et le comté un degré intermédiaire qui échappe aux juges de paix ; les *unions* s'organisent peu à peu et adoptent un régime d'administration nouveau ; elles ont des commissaires élus et font faire le travail par des agents salariés.

c) L'organisation de l'assistance fut appliquée aux travaux publics. Les paroisses forment des *unions* pour la construction et l'entretien des routes. Pour diriger l'ensemble des travaux publics, on crée à Londres un *bureau des travaux publics*. Les chemins de fer restent industrie privée.

d) Un régime analogue fut créé pour les affaires d'hygiène.

e) La loi sur les corporations municipales applique ses nouveaux principes à l'organisation municipale (1835). Tous les contribuables sont électeurs ; tous les corps administratifs sont élus.

f) L'enseignement a jusqu'alors été industrie privée. En 1833, la Chambre commence à s'en occuper : elle vote une subvention de 20.000 livres. Puis, en 1839, le ministère fait décider la

création d'inspecteurs et d'un bureau central pour l'enseignement. Pour triompher de l'opposition de l'église anglicane, on décide que les inspecteurs seront choisis avec l'approbation des évêques et devront leur présenter leurs rapports. On admet donc le principe que l'enseignement intéresse l'Etat, mais le clergé garde un droit de contrôle.

g) La loi pénale est réformée; on abolit le fouet, le pilori; on diminue le nombre des cas entraînant la déportation.

h) En 1839, on réforme la poste: on crée le timbre-poste.

Le caractère de ces réformes est de créer, en Angleterre, une administration fondée sur des principes nouveaux. L'administration locale, confiée jusque-là à des gentlemen désignés par le gouvernement, est remise à des corps élus; le travail est fait par des agents salariés, pour ces nouveaux services, on crée un cadre administratif nouveau, l'*union*; pour surveiller l'ensemble, on a un organe central, le *local government board*, embryon d'un ministère de l'intérieur. Le *self-government* de l'ancien régime, aristocratique, gratuit, est remplacé par des corps spéciaux de mandataires élus et par des fonctionnaires professionnels. Il subsiste encore quelques différences avec les pays du continent: l'organisme central est réduit à une fonction de surveillance; les fonctionnaires locaux sont nommés par les corps locaux; enfin, les shérifs, les juges de paix subsistent, toujours pris dans le gentry, mais réduits à des fonctions honorifiques.

II. — Ces réformes partielles ne suffisent pas à la masse des travailleurs manuels, d'autant que le sort d'une partie d'entre eux, des indigents, a été aggravé; et sur quelques points, la bourgeoisie industrielle n'est pas satisfaite. Aussi, avant même qu'elles soient achevées, des agitations se produisent-elles pour obtenir des réformes plus complètes. Il y eut une série d'agitations en partie concomitantes. (Voir Seignobos, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*.)

1. — *Une agitation ouvrière pour améliorer la condition économique.* (Voir Webb, *op. cit.*) — Le mouvement a été lancé par Owen, grand industriel philanthrope, un des créateurs du socialisme; comme Bentham, il s'est adressé d'abord à l'aristocratie, et, rebuté, il est devenu démocrate. En 1824, il fonda des sociétés coopératives, qui, dès 1829, tiennent des congrès (sept de 1826 à 1834); puis, en 1835, il organise un congrès socialiste, qui sera réuni quatorze fois jusqu'en 1846. — Les patrons répondent en formant des ligue, dont les membres s'engagent à refuser du travail à tout ouvrier membre d'un syndicat; les patrons du Yorkshire envoient un *mémorial* au gouvernement, qui, effrayé de la situa-

tion, consulte un professeur d'économie politique, Nassau Senior; celui-ci conseille de poursuivre les syndicats ouvriers et de confisquer leurs fonds. Le gouvernement n'ose pas publier cette réponse, mais déclare que les syndicats sont des conspirations illégales, et entame des poursuites (1833). Le procès le plus célèbre fut celui de six journaliers de Dorchester, qui avaient essayé de former une « société amicale des ouvriers agricoles » pour maintenir les salaires à 10 shellings: ils furent condamnés à sept ans de déportation.

Owen, pour obtenir des réformes sociales, fonde la *Société pour la régénération nationale*, qui demande la journée de huit heures (décembre 1833), puis la *Grande Union nationale de l'industrie*, association de tous les métiers, *Trades Union* (janv. 1834); en quelques semaines, il recrute un demi-million d'adhérents, dont beaucoup de paysans et de femmes. Le comité, pour intimider le Parlement, songe à un moyen d'action économique, la grève générale, — La *Trades Union* organise un meeting monstre, où l'on rédigerait une pétition qu'une procession porterait au gouvernement; pour réussir, elle s'entend avec les unions des métiers qui n'ont pas adhéré à l'union nationale. Quelques radicaux se joignent aux ouvriers; mais les chefs du parti radical, Fr. Place, J. Mill, qualifient leurs réclamations d'insensées. Le gouvernement refuse de recevoir la pétition. Quelque temps après, la *Trades Union* se dissout par manque d'argent: les cotisations ne sont pas payées.

2. — *Une agitation politique pour obtenir le suffrage universel.* — Les radicaux s'entendent avec les ouvriers, qui veulent une réforme politique pour préparer les réformes sociales. Le mouvement est dirigé par Lovett, qui crée, en 1837, l'*Association des ouvriers de Londres*. La coalition est dirigée par une conférence de 12 membres: 6 radicaux, 6 ouvriers; elle reprend le procédé de 1818, les pétitions au Parlement.

Les agitateurs profitent de l'avènement de Victoria pour demander la réforme; Russell dit que la réforme est *settled, bouclée*, terminée, et la Chambre l'approuve par 600 voix contre 22. La conférence rédige une pétition réclamant le suffrage universel, le scrutin secret, l'indemnité parlementaire, l'abolition du cens d'éligibilité, le Parlement annuel, la division du pays en circonscriptions pour répartir également les sièges. La pétition fut surnommée *Charte du peuple*, d'où le nom de *chartistes* donné à ceux qui réclament les *six points*. — Les chartistes entraînent tous les mécontents: démocrates, ouvriers, Irlandais.

Ils emploient des procédés légaux, organisent des meetings

monstres (1838). Les conservateurs en demandent l'interdiction; Russell refuse, déclarant que le peuple a le droit de réunion et de libre discussion. Alors les chartistes convoquent à Londres les délégués des ouvriers, qui formeraient une *Convention nationale*, un *Parlement du peuple*, et rédigeraient une pétition. La Convention se réunit à Londres (février 1839), présenta une pétition revêtue de 1.200.000 signatures à la Chambre, qui refusa de la prendre en considération. Des émeutes se produisirent sur quelques points : à Birmingham, à la suite d'un meeting, les chartistes brisent des vitres, pillent quelques maisons. Le gouvernement, effrayé, fait voter un bill autorisant les villes de Manchester et Birmingham à se donner une police. Beaucoup de chartistes sont arrêtés; Lovett est condamné pour des libelles séditieux. En même temps, la division s'était introduite dans le parti chartiste; deux groupes s'étaient formés : l'un autour de Lovett, qui ne veut employer que des moyens légaux; l'autre autour d'O'Connor, qui s'intitule *parti de la force physique*; O'Connor déclare qu'après la Saint-Michel (1839), toute action politique pour obtenir la charte devra s'arrêter; en fait, il se borne à faire des discours.

L'agitation chartiste s'apaise; mais elle reprend, quand une crise économique se fait sentir : alors, les ouvriers sont prêts à manifester. En 1842, une nouvelle pétition est présentée au Parlement; elle porte 3.315.000 signatures. La Chambre refuse de la recevoir; les ouvriers essaient de la grève générale, qui avorte faute d'argent. Les radicaux ouvriers et les radicaux bourgeois ont une conférence à Birmingham, où l'on propose de remplacer la charte du peuple par un *bill des droits du peuple*. O'Connor empêche l'entente. L'agitation cesse avec la crise, pour reprendre avec cette crise en 1848; les chartistes sont alors encouragés par la Révolution française. O'Connor annonce un meeting monstre et une procession monstre pour porter la pétition au Parlement. Le gouvernement, effrayé, confie la sûreté de Londres à Wellington; celui-ci prend des mesures de guerre, demande des agents de police volontaires (il s'en présenta 170.000). Le meeting eut lieu, mais la procession fut arrêtée. O'Connor apporta seul la pétition dans un cab. Au lieu de 5.716.000 signatures annoncées, on n'en trouva que 1.975.000, et beaucoup avaient été mises par de mauvais plaisants : la Reine, Nez Plat, Wellington, Peel.

3. — *Une agitation irlandaise pour obtenir l'abrogation de l'Union de 1800.* — O'Connell compte sur les libéraux pour réaliser les vœux des Irlandais; mais le ministère n'accorde que des réformes partielles : suppression de quelques évêques anglicans, abolition de la dîme pour l'église anglicane. Puis, en 1841, les con-

servateurs reprennent le pouvoir. O'Connell organise alors l'agitation par des procédés empruntés aux chartistes, ligues, meetings. 1843 fut l'année de la grande agitation; O'Connell l'a présentée comme devant apporter l'abrogation de l'Union. En trois mois, 31 meetings ont lieu; le gouvernement les interdit; O'Connell conseille à ses partisans de céder; il est pourtant arrêté, condamné; mais l'arrêt fut cassé pour vice de forme.

L'agitation reprend, occasionnée par la misère: en 1845-1846, les récoltes de pommes de terre ont manqué. A la tête se placent de nouveaux chefs, jeunes gens ardents, qui ont rompu avec O'Connell et formé la *Jeune Irlande*. La Révolution de 1848 leur donne de l'audace: ils forment la société des *Irlandais unis*, organisent des clubs, envoient une adresse au gouvernement provisoire français pour demander des secours. Le gouvernement anglais fait voter des lois d'exception et arrête 118 chefs. Le mouvement irlandais n'a eu d'autre résultat que d'attirer l'attention sur la misère des paysans.

4. — *Une agitation dirigée par les bourgeois du parti libéral contre la législation douanière, au nom du libre-échange.* — Les hommes pensent à faire baisser les prix des objets d'alimentation, par conséquent à s'assurer une main-d'œuvre à bon marché, et à faciliter l'exportation des produits manufacturiers anglais. L'agitation commence sous la forme d'une lutte entre les deux classes qui détiennent le pouvoir, entre le *landed interest* et le *monayed interest*. Le parti urbain industriel s'unit aux ouvriers et leur emprunte leurs procédés. En 1836, quelques députés organisent, à Londres, la *Ligue contre les lois sur les grains*. Mais l'agitation ne commence réellement que quand Cobden en eut pris la tête; il organise à Manchester le *Club du libre-échange*, fait des tournées de propagande dans toute l'Angleterre, avec un député radical, Bright; il est soutenu par les ouvriers, il convertit les industriels. Mais la majorité conservatrice de la Chambre maintient le régime protectionniste. La situation est changée brusquement par un accident: la famine de 1846 en Irlande. Peel, le chef du parti conservateur, est converti au libre-échange, et propose l'abolition des *corn-law*. Une fraction du parti l'abandonne; Peel et ses partisans s'unissent aux libéraux, et la coalition fait voter l'abolition.

Cela eut deux sortes de conséquences: des conséquences politiques: les peelites restent unis aux libéraux, se fondront avec eux et leur donneront des chefs, Palmerston, Gladstone; — des conséquences économiques: la campagne en faveur du libre-échange continue et aboutit peu à peu à ne plus laisser subsister la prohi-



bition que pour quelques articles, et à réduire les douanes à une ressource fiscale.

5. — Une agitation philanthropique, menée par quelques députés conservateurs contre les industriels : elle a pour but de protéger les femmes et les enfants employés dans la grande industrie contre l'exploitation arbitraire du patron. La réforme de la législation ouvrière se fit lentement, malgré la résistance des libéraux ; il fallut faire appel à l'apitôt du public. — Elle fut l'œuvre d'Ashley, qui réussit à faire passer le *factory bill*, en 1833, et qui obtint la nomination d'une commission d'enquête sur le travail dans les mines. Le rapport de la commission entraîna le vote de la loi de 1842, interdisant le travail dans les mines à toute femme et à tout enfant au-dessous de dix ans.

Ainsi, sur cinq espèces d'agitations, trois n'ont eu aucun résultat : ce sont précisément celles qui ont mis en mouvement des masses énormes ; mais le gouvernement a écrasé sans peine des mouvements auxquels ne prenaient part que des prolétaires, des gens sans richesse, sans action au Parlement. Deux agitations ont abouti, parce que chacune d'elles était menée par une fraction de la classe qui seule possède la richesse, qui seule a un moyen d'action sur le gouvernement.

III. — Cette période d'agitations, de 1832 à 1848, fut suivie d'une période de calme et d'inertie politique. Toute la vie politique fut absorbée par les questions étrangères : attitude à prendre vis-à-vis des révolutions, puis vis-à-vis des réactions ; question d'Orient, guerre de Crimée, guerre de Chine, révolte des cipayes, organisation de l'Australie, affaires d'Italie, des duchés danois. La situation en Angleterre est bien marquée par le fait que le premier rôle est pris par le ministre des affaires étrangères, Palmerston.

1. Les partis d'agitation, radicaux, chartistes, irlandais, ont été écrasés ; le parti conservateur est affaibli, désorganisé par la scission peelite ; de plus, son chef nominal, Derby, est peu actif ; l'homme d'action du parti, Disraëli, est un déclamateur, alors peu considéré.

Le parti libéral, qui gardera la majorité pendant vingt ans, n'a plus de programme de réforme ; sa politique intérieure ne diffère pas de celle du parti conservateur. Son ancien chef Russell est peu à peu écarté par Palmerston. Il y a parfois conflit entre les deux hommes sur la politique extérieure. Un premier conflit se produit après le coup d'Etat de Napoléon III ; Palmerston félicite l'ambassadeur français ; mais le cabinet est hostile au coup d'Etat, et la reine le soutient ; alors est publié un mémorandum rédigé en 1849, qui contient la doctrine sur la part du roi dans le

gouvernement ; le roi déclare vouloir être informé et consulté : « La souveraine a le droit d'exiger de lord Palmerston... qu'il l'instruise sans restriction de l'objet de la tendance de la politique à laquelle son consentement est demandé, et, ce consentement accordé, que la ligne de conduite proposée ne soit plus changée ; que les démarches importantes ne lui soient pas dissimulées ni son nom employé sans sanction. » Palmerston est obligé de démissionner, mais prend sa revanche en faisant tomber le ministère. Victoria prend un ministère conservateur qui ne peut durer, et, à la fin de 1852, les libéraux reviennent au pouvoir avec Palmerston au Foreign Office : c'est le ministère Palmerston-Aberdeen. Un conflit s'engage entre les deux hommes à propos de la guerre de Crimée, et le ministère tombe (février 1855). Palmerston devient premier ministre ; mais il est renversé, quand, à la suite de l'attentat d'Orsini contre Napoléon III, il propose un bill contre les conspirateurs. De nouveau, un ministère conservateur est formé : il dissout la Chambre ; mais les élections de 1859 renvoient une Chambre où il n'y a pas de majorité. Palmerston reprend le pouvoir et le garde jusqu'à sa mort, 1865.

2. Pendant cette période de stagnation politique se prépare la force qui organisera une nouvelle agitation en vue d'une réforme démocratique, la fédération des unions ouvrières. Elle a été formée lentement, par des hommes pratiques, qui veulent améliorer la condition matérielle des ouvriers. Ils adoptent les doctrines économiques de la bourgeoisie, la non-intervention de l'Etat dans les relations entre patrons et ouvriers. Ils essaient de modifier les contrats de travail par les moyens que leur offre la législation actuelle. On forme successivement des ententes entre ouvriers du même métier pour une seule ville, puis on fédère les unions du même métier. Les fédérations se forment lentement, sans plan d'ensemble ; mais elles sont assez riches, grâce aux cotisations régulièrement payées, pour avoir chacune un secrétaire. Les secrétaires se préparent à devenir les directeurs du mouvement ouvrier et à intervenir dans la vie politique.

Tout le mouvement produit par la réforme de 1832 est épuisé. Il a abouti à enlever à l'aristocratie foncière la direction de la vie politique et administrative et l'a donné à la grande bourgeoisie industrielle. Mais les ouvriers sont prêts à demander une réforme plus démocratique.

M. T.

L'histoire à Rome

Cours de M. JULES MARTHA,

Professeur à l'Université de Paris.

Les successeurs de Caton. — C. Calpurnius Piso.

On trouve, à l'époque de Caton, un assez grand nombre d'annalistes dont nous avons cité les noms, en nous réservant de consacrer une étude spéciale à Calpurnius Pison. Par l'originalité de son caractère et par l'intérêt singulier de son histoire, il mérite une place à part parmi les autres annalistes, ses contemporains.

C. Calpurnius Piso Frugi appartenait, comme la plupart des historiens de son temps, à une des plus illustres familles romaines. La gens Calpurnia prétendait descendre du roi Numa, qui avait eu, disait-on, un fils du nom de Calpus. Cette prétention, vraie ou fausse, était pourtant communément acceptée à Rome : quand des membres de la famille furent magistrats monétaires, ils prirent pour emblème et firent reproduire sur les monnaies le portrait de Numa Pompilius. Et même, quand Horace écrira son *Art poétique* pour les Pisons, il se servira, en parlant d'eux, de cette expression : « Pompilius sanguis. » Cette grande famille s'illustra particulièrement à l'époque des guerres Puniques ; — dès ce moment, ses membres figureront fréquemment sur la liste des consuls, et son illustration se perpétuera jusque sous l'Empire.

C. Calpurnius Piso Frugi, quelquefois aussi surnommé Censorius, en souvenir de sa censure, fut un homme de guerre et un politique remarquable.

Sa carrière militaire fut des plus brillantes. Il était consul en 133, l'année du tribunat de Tiberius Gracchus ; et son commandement militaire, l'éloignant de Rome, le dispensa de combattre le tribun réformateur. Il était, en effet, occupé cette année-là à combattre les esclaves révoltés qui occupaient la Sicile. Il poussa activement la guerre où ses prédécesseurs avaient échoué, vainquit les esclaves dans plusieurs rencontres, et leur fit perdre huit mille hommes dans une seule bataille.

Mais ce sont là, à peu près, les seuls détails que nous ayons sur sa carrière militaire : nous sommes mieux renseignés sur sa carrière politique. Cicéron nous parle de lui à propos de Caius Gracchus ; il dit que Calpurnius Piso avait été mêlé à toutes les affaires importantes de son temps, toujours assidu au Forum, pour appuyer ou combattre les projets de lois, *auctor aut dissuasor*

legum, et Cicéron lui reconnaît un certain talent oratoire. Le début de sa carrière politique fut marqué par un grand événement : il a attaché son nom à une loi importante, qui a peut être, par son influence salutaire, retardé de plusieurs siècles la chute de la République romaine : c'est la loi sur les concussions, *de repetundis*.

Jusqu'alors, il n'y avait eu de justice que pour les citoyens, pour les Romains de la cité ; les étrangers ne pouvaient avoir recours aux tribunaux que dans les conflits avec des citoyens romains, pour les cas qui étaient soumis au préteur *peregrinus*. Mais les alliés, les habitants des provinces, outrageusement pillés par les gouverneurs, n'avaient droit à aucune justice. Calpurnius Piso s' alarma des abus qui résultaient de cette situation, et, se faisant le porte-parole de tout un parti, il demanda qu'on fit quelque chose pour les provinciaux. Il porta une loi qui devait leur permettre de poursuivre en justice les gouverneurs à Rome même ; et il fit instituer, à cet effet, un tribunal spécial, permanent, *questio*, chargé de juger les affaires de concussion. La loi de Pison resta en vigueur, avec quelques modifications, jusqu'à l'époque de Cicéron et au delà ; c'est en vertu de cette loi *de repetundis* que les Siciliens purent en appeler à Rome contre Verres. Elle eut souvent pour effet de faire rentrer les victimes des concussionnaires en possession de leurs biens, car la sanction pénale qu'elle comportait prescrivait la restitution des vols.

Une autre partie de la carrière politique de Calpurnius Piso est la lutte qu'il soutint contre Caius Gracchus en 123-122 av. J.-C. Il fut, en effet, un de ses adversaires les plus acharnés, et, grâce à son remarquable talent d'orateur, il put, à maintes reprises, tenir tête au tribun et se mêler activement à la bataille. Ce qu'il attaqua peut-être avec le plus de vivacité dans les réformes de Gracchus, ce fut la loi sur les distributions de blé, *lex frumentaria*. Caius Gracchus, toujours préoccupé de défendre les classes inférieures, prétendait les faire profiter des conquêtes de Rome. La République s'agrandissait, s'enrichissait de jour en jour par les annexions : pourquoi laisser en friche les territoires conquis, ou les abandonner indûment à de gros propriétaires, sans que le peuple en tirât aucun profit ? Il fallait, suivant la proposition de Caius, faire deux parts de ces territoires : dans la première, on découperait des lots qui seraient attribués à des citoyens pauvres, désireux de quitter Rome et de s'établir comme colons dans quelque concession ; la seconde part resterait la propriété de l'Etat, qui en partagerait le profit par le moyen des distributions gratuites aux citoyens pauvres qui ne voudraient pas sortir de la ville. — Calpurnius Pison attaqua avec une extrême violence ce projet de loi ; Caius riposta

de toute la force de son éloquence impétueuse; il exerça sa verve contre Pison, débita contre lui les pires injures, *turpia ac flagitiosa*, disent les témoignages des anciens; il usa de toutes les armes de l'éloquence politique. Mais, cette fois, il avait trouvé un adversaire capable de lui répondre; et un trait significatif, qui nous est rapporté par Cicéron, montre qu'à défaut de la violence de Gracchus, Calpurnius avait la riposte aisée et spirituelle.

Dès que la loi de Gracchus eut passé, malgré l'opposition de Pison, les distributions gratuites commencèrent. Calpurnius Pison ne se fit pas faute de comparaitre devant les commissaires et de réclamer sa part. Caius Gracchus était présent, et, quand il aperçut son adversaire, il n'eut pas de peine à flétrir publiquement la contradiction de sa conduite. Il avait la partie belle; mais Calpurnius, se retournant, se contenta de répliquer: « Sans doute, il ne me plaisait pas de te voir distribuer mon bien; mais, puisque tu le distribues, je prétends au moins en avoir ma part. » — Ce duel entre les deux hommes politiques ne fut d'ailleurs qu'une des phases de la longue lutte qui, pendant plus d'un siècle, a opposé les partisans des idées nouvelles aux partisans du passé, les novateurs aux conservateurs. Gracchus représentait l'esprit de réformes, qui tendait à refondre la société romaine; Pison prétendait la régénérer par un retour au passé et reprenait la lutte commencée par le vieux Caton.

Comme Caton, en effet, Calpurnius Pison est un Romain de la vieille roche, qui se pique d'imiter la simplicité et l'austérité primitive, *frugalitas*, qui prêche d'exemple, et se fait pardonner sa sévérité envers les autres par sa sévérité envers lui-même. Diverses anecdotes nous permettent de nous représenter cette figure originale: Valerius Maxime nous fait admirer Pison par son respect de la discipline militaire, pour sa rigidité, son austérité, et c'est d'ailleurs par allusion à ses vertus singulières que l'historien avait reçu son surnom de « Frugi », surnom significatif, fait observer Cicéron, à une époque où la vertu était si commune qu'il était malaisé de se distinguer au milieu de la foule des honnêtes gens. — On nous raconte aussi l'anecdote suivante, à propos des vertus militaires de Pison. Comme il était à la tête de son armée, en Sicile, un de ses lieutenants, commandant une troupe de cavalerie, avait été chargé par lui de faire une reconnaissance difficile; mais, étant tombé sur un gros d'ennemis, le chef de la reconnaissance avait mieux aimé se rendre que de résister inutilement et d'affronter une mort certaine. Les ennemis, selon la coutume, firent passer leurs prisonniers sous le joug, puis ils les

relâchèrent. Quand Pison apprit la chose et que son lieutenant fut rentré au camp, il résolut de faire un exemple : il prescrivit que, pendant toute la durée de la campagne, ce commandant de cavalerie serait exposé chaque jour sur la place d'armes du camp, qu'on lui déchirerait sa toge, qu'on lui enlèverait la ceinture qui retenait sa tunique, et lui interdirait les bains, pour que, comme un vagabond, il fût exposé à la risée publique. Cette rigueur du général romain fut d'autant plus remarquée qu'elle n'était plus en accord avec les mœurs du temps, et que la vieille discipline commençait déjà à se relâcher même à l'armée.

Une autre anecdote, qui nous est rapportée sur Pison, se rapporte à la même expédition de Sicile. A la fin de la campagne, le général devait procéder à la distribution des récompenses : la plus rare et la plus estimée était la couronne d'or ; cette fois, parmi ceux qui l'avaient méritée se trouvait le propre fils de Pison. Le général fut fort en peine : il ne pouvait pas refuser à son fils la distinction à laquelle il avait droit ; mais le vieux Romain avait à cœur de ne pas paraître détourner les faveurs de l'Etat, au profit de sa famille, et surtout de ne pas gréver le budget d'une dépense qu'il pouvait éviter. Il se contenta donc d'attribuer à son fils le titre honorifique sans les insignes de la récompense. Mais, pour que le jeune homme ne perdît point le bénéfice de la distinction qu'il avait méritée, et que les archives de la famille pussent s'enrichir de la couronne d'or, son père lui promit de lui léguer par testament une somme destinée à acquérir la couronne sans recourir aux deniers de l'Etat. — C'est par un scrupule analogue que Caton, étant en Espagne et ne voulant pas faire payer à l'Etat le transport de son cheval en Italie, l'avait vendu sur place avant de s'embarquer.

Un fils élevé dans de tels principes ne pouvait guère manquer de ressembler à son père, et on nous a rapporté sur lui-même une anecdote significative. Etant préteur en Espagne, il brisa, un jour, son anneau d'or en faisant de l'escrime ; soucieux d'éviter le reproche de prodigalité, il appela un orfèvre dans le camp et lui fit peser publiquement la quantité d'or strictement nécessaire pour refaire l'anneau. — Cicéron, qui rapporte ce trait, se défend de blâmer un tel excès de scrupule, et reconnaît dans ce général le digne fils de l'auteur de la loi sur les concussions.

A propos de Calpurnius Pison, comme à propos de Caton, une remarque s'impose : dans le conflit entre novateurs et conservateurs, les historiens sont généralement du parti de ces derniers, du parti vieux-romain. Pour Fabius Pictor, la chose est vraisemblable, étant donné le caractère de sa famille ; pour Caton, il

ne saurait y avoir de doute, et pour Cassius Hemina nous avons vu qu'on peut arriver à la même conclusion ; Caius Fannius était célèbre pour son austérité, et nous venons de voir que Calpurnius Pison était comme un second Caton. Cette coïncidence n'est peut-être pas fortuite. Ces hommes, qui prêchaient d'exemple, dont toute la vie était un enseignement, ont sans doute cru trouver dans l'histoire un moyen de donner des leçons de morale et de politique à leur siècle ; ils la considéraient comme un instrument d'éducation et de moralisation. On trouve, d'ailleurs, sur cette conception du genre historique un passage significatif dans la préface du Tite-Live. « L'histoire, dit-il, a une grande utilité : c'est de donner comme sur un grand théâtre des leçons de toute espèce, d'offrir des exemples à imiter dans la conduite privée ou publique, de détourner de certaines entreprises qu'il est honteux de commencer, plus honteux encore d'achever. Ou je me trompe, ou jamais Etat ne fut, plus que la République romaine, riche en bons exemples ; nulle part le luxe ne parut si méprisé, nulle part l'économie et la pauvreté ne furent plus longtemps en honneur. » — Tel fut le sentiment de Caton, qui considérait l'histoire comme un enseignement de vertu et de discipline, et écrivait l'histoire des temps anciens pour que son fils pût trouver dans le temps passé des exemples à imiter. Tel fut aussi le sentiment de Calpurnius Pison ; tel fut celui de tous ces vieux Romains, qui prétendaient, en quelque sorte, refaire l'âme romaine.

L'œuvre de Pison a disparu, comme la plupart des anciennes histoires ; mais, grâce aux fragments qui en ont été conservés, grâce aussi au témoignage de quelques écrivains, nous pouvons nous faire une idée assez précise de l'ordonnance, de la méthode et de l'esprit de cet ouvrage.

L'auteur observe la même ordonnance, la même règle de composition que ses prédécesseurs. Il remonte au passé le plus lointain, à la ruine de Troie, au règne de Saturne, et, comme ses devanciers aussi, il redescend jusqu'à l'histoire de son temps, en terminant par le récit des événements tout à fait contemporains. La date la plus récente que nous fassent connaître les fragments est celle de 146, l'année de la prise de Corinthe. Mais il est extrêmement vraisemblable que l'auteur avait inséré dans son histoire le récit des luttes politiques auxquelles il avait été mêlé, et, en particulier, de sa lutte contre Caius Gracchus, en 142. — Cet ensemble de faits fournissait, ainsi qu'on peut le constater par les fragments qui nous restent, la matière de sept livres.

Pour la méthode, Pison semble avoir suivi la voie indiquée par Caton et par Cassius Hemina. On remarque dans son œuvre

un souci estimable de l'exactitude, un progrès de l'esprit critique et de la curiosité historique. — Son exactitude nous est attestée par divers témoignages ; elle était fort prisée par les historiens postérieurs, en particulier par Tite-Live, qui doit beaucoup à Pison. Il est, parmi les historiens latins, le premier qui ait eu le souci d'établir avec précision la chronologie : c'est lui qui, pour la première fois, arrive à donner une date vraisemblable à la fondation de Rome, celle qui correspond à l'année 754 ou 756 avant Jésus-Christ. Il s'attache à préciser les données chronologiques, fondées sur la liste des consuls. Dans cette liste, les noms étaient assez peu variés, car le nombre des familles qui pouvaient fournir des consuls était fort restreint ; aussi beaucoup d'erreurs résultaient-elles pour l'annaliste de la confusion des noms. Pison s'efforça d'éviter ces erreurs, soit en ajoutant au nom de chaque personnage le nom du père, soit même en donnant, pour chaque année, outre la mention des consuls, celle de tous les principaux magistrats en charge : édiles, préteurs, tribuns, etc. Il obtenait, par ce surcroît de précision, des points de repère certains pour la chronologie. — Enfin il est le premier qui ait tenté de débrouiller certaines généalogies très obscures, en particulier dans l'histoire des rois : il arrive, par exemple, en s'aidant de calculs assez compliqués, à cette conclusion acceptée de toute l'antiquité, que ceux qu'on avait pris jusque-là pour les fils de Tarquin étaient, en réalité, ses petits-fils.

En outre, il se distingue par son esprit critique et une certaine indépendance de jugement, à la façon de Caton l'Ancien et de Cassius Hemina. Il ne se laisse pas éblouir par le merveilleux des origines de Rome, et se pique de réduire les légendes à des proportions raisonnables. C'est ainsi, par exemple, qu'il donne une version nouvelle de l'histoire de Tarpeia.

Quand les Sabins, pour venger le rapt de leurs femmes, avaient assiégé le Capitole, ils avaient été servis, suivant la tradition commune, par la trahison d'une jeune romaine, Tarpeia, la propre fille de celui qui commandait les troupes du Capitole ; et, pour prix de son service, la jeune fille avait demandé aux Sabins leurs anneaux d'or. — Calpurnius Pison trouve, sans doute, cette légende peu honorable pour le renom de la vieille Rome, et aussi peu vraisemblable : il lui donne une nouvelle forme. On montrait à Rome un tombeau de Tarpeia où l'on faisait des sacrifices commémoratifs. Se pouvait-il qu'on sacrifiât à une femme qui eût trahi son pays ? L'historien s'efforce de concilier cette contradiction au profit de la vraisemblance, et, selon lui, Tarpeia ne serait allée trouver les Sabins que pour les engager dans un piège et

pour rapporter des indications aux Romains : mise à mort par les ennemis, elle était tombée en héroïne, en victime de son patriotisme. — Une autre légende, celle de Curtius, se rapportait à la même période de l'histoire romaine. Pendant la guerre des Sabins, un gouffre s'était, un jour, ouvert sur le forum ; étonnés de ce prodige, les Romains consultèrent les dieux, qui exigèrent un sacrifice : c'est alors qu'un certain Curtius, montant sur son cheval, s'était précipité dans le gouffre ; depuis ce temps, un réservoir marquait l'emplacement, connu sous le nom de *lacus Curtius*. — Mais, ici encore, Pison se défie de la tradition commune, et prétend que le nom de Curtius était celui d'un chef sabin, qui était tombé dans ce *lacus Curtius*, un jour que, dans une charge de cavalerie, il avait été repoussé par les Romains. — On reconnaît encore une préoccupation analogue dans l'anecdote suivante, que Pline rapporte d'après notre historien : un paysan possédait un tout petit champ, où il récoltait plus de blé que tous ses voisins dans leurs terres ; ceux-ci, jaloux de sa prospérité, l'accusèrent d'attirer chez lui leurs récoltes par des sortilèges et des maléfices. Cité en justice, pour toute défense, il fait paraître avec lui sa famille, sa femme, ses enfants, ses esclaves, tous vêtus avec soin, ses bœufs, tous en fort bon état, ses instruments de culture propres et reluisants : « Mes maléfices, dit-il, les voilà ; voilà comment je tire parti de mon champ ; et encore je ne puis pas vous montrer mes fatigues, et mes veilles, et mes sueurs ! » Il fut acquitté. Pison se félicite, sans doute, à ce propos, de pouvoir louer la conduite de ce paysan de l'ancienne Rome ; mais il n'est pas fâché non plus de détruire par cet exemple les fables répandues par la croyance aux sortilèges.

Nous avons signalé, enfin, chez Calpurnius Pison une curiosité plus grande que chez la plupart de ses devanciers. A ce point de vue, nous ne trouvons guère de renseignements dans les fragments qui nous restent, mais nous avons le témoignage de Pline l'Ancien. Celui-ci, grand preneur de notes, qui empruntait de toutes mains, a cité, comme nous l'avons vu pour Cassius Hemina, les sources auxquelles il a recours. Nous voyons, par le catalogue placé en tête de son *Histoire naturelle*, qu'il a utilisé l'histoire de Pison pour le chapitre des arbres, pour celui de la géographie, des remèdes, des animaux, des métaux et des pierres : on voit ainsi que l'œuvre de l'historien devait être assez variée et assez documentée.

Quant à l'esprit de l'ouvrage, il est tel qu'on peut l'attendre d'un Romain partisan des vieilles mœurs. Calpurnius Pison est préoccupé de faire servir son histoire à l'édification de ses contemporains, d'en tirer des leçons, des enseignements moraux et

pratiques. Cette intention apparaît dans maint détail : par exemple, quand l'historien rencontre, en 399, la première mention des « lectisternia » importés à Rome, il observe qu'à cette époque lointaine une telle cérémonie pouvait se passer sans que, dans les festins en plein air et le désordre de la fête, un seul vol fût commis ; et cela semble bien être un avertissement à ses contemporains. — De même, à propos de la victoire de Persée, on racontait que des prodiges singuliers avaient été observés à Rome à l'annonce de la première victoire. Calpurnius Pison, en précisant la date, fait remarquer qu'elle correspond à l'époque où la débauche se répandit à Rome, où la vertu succomba : *pudicitia eversa*. Ailleurs, il accuse les mœurs dissolues des jeunes gens ; ici, il rappelle avec satisfaction la mesure prise par les censeurs, qui avaient fait jeter à terre des statues élevées sans l'aveu du Sénat ; là, il signale comme une date néfaste le triomphe de Manlius Vulso, vainqueur des Asiatiques, qui avait fait paraître dans le défilé triomphal des meubles de prix, des dressoirs, des tables à un pied, des trépieds d'airain, tous les instruments du luxe oriental qui allait s'introduire à Rome. — Dans un autre fragment, nous le voyons rapporter avec le plus grand sérieux une anecdote singulière sur Romulus : celui-ci, comme on lui demandait, dans un dîner, pourquoi il buvait peu, en lui faisant observer que, si chacun l'imitait, le vin tomberait à vil prix, avait répondu : « Mais je bois ce que je veux ; or, si chacun buvait ce qu'il veut, le prix du vin certes ne diminuerait point. » Le ridicule et l'invraisemblable de cette naïve plaisanterie n'empêche pas Pison de voir, dans l'acte de Romulus, un exemple de sobriété à imiter.

Ainsi bon nombre des fragments qui nous ont été conservés nous permettent de conclure que les tendances de l'auteur étaient analogues à celles de Caton l'Ancien et de la plupart des premiers historiens. Quant à la valeur littéraire de l'œuvre, nous ne pouvons la déterminer d'après ces fragments, qui ont dû être mutilés et remaniés ; mais nous pouvons nous reporter, d'une part, au témoignage de Cicéron qui accuse l'écrivain de sécheresse (*exiliter scripta*, dit-il des annales de Pison) ; d'autre part, à celui d'Aulu-Gelle, qui lui reconnaît, au contraire, un certain agrément de simplicité, *simplicissima suavitas*. Pour résoudre cette contradiction, si l'on observe que Cicéron aimait le style abondant et fleuri, qu'Aulu-Gelle était amateur de la simplicité archaïque, on pourra conclure que le style de Pison était vraisemblablement, comme celui de la plupart de ses contemporains, un style naïf, peu apprêté, celui d'un grand seigneur qui se pique de n'être pas un littérateur de profession. M.

Erfurt. — Les préparatifs de Napoléon.

Cours de M. G. DESDEVISES DU DEZERT,

Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand.

En 1844 parut à Paris un livre fantastique, devenu assez rare aujourd'hui : L. Geoffroy, — *Napoléon apocryphe. — Napoléon ou la conquête du monde, de 1812 à 1832. — Histoire de la monarchie universelle*. Paulin, éditeur, 500 pp., in-8°.

L'auteur nous montre Napoléon victorieux de la Russie, de l'Angleterre et de l'Espagne, marchant à la conquête de l'Asie et de l'Océanie, conquérant et civilisant l'Afrique, attirant à lui l'Amérique du consentement unanime de ses habitants, et décrétant, le 5 juillet 1827, l'établissement de la monarchie universelle et de la paix définitive entre les hommes.

Ce conte de fées politique n'est que l'exagération des idées napoléoniennes.

Napoléon a réellement songé à la conquête de l'Orient ; il l'aurait tentée, s'il avait triomphé de la Russie en 1812. Il y songeait dès 1807.

Dans son beau livre sur *Napoléon et Alexandre I^{er}, l'alliance russe sous le premier empire*, M. Albert Vandal a décrit avec une netteté frappante la situation de Napoléon vers le milieu de 1808 et indiqué ses projets pour l'avenir.

A la veille de Baylen, l'empereur est le maître de l'Europe. Il comprime l'Allemagne et la Prusse par sa Grande Armée, immobilise l'Autriche par la main de la Russie et tient la Russie en lui faisant espérer une part des dépouilles de l'Empire Ottoman. La Turquie vaincue et soumise, la route de l'Inde est ouverte et la paix avec l'Angleterre n'est plus qu'une affaire de temps.

Ces magnifiques résultats, Napoléon les voyait dans son imagination, comme s'ils eussent été déjà acquis.

Le désastre de Baylen rompit le charme et fit évanouir la prestigieuse vision.

Pas un instant, Napoléon n'eut la pensée d'abandonner l'Espagne à ses destinées. Il ne pensa qu'à la subjuguier et à rabattre sur elle une partie de ses légions de Germanie, mais il comprit

que dégarnir l'Allemagne, c'était encourager l'hostilité de l'Autriche et rendre à la Prusse la liberté de ses mouvements, tandis que l'abandon des projets sur l'Orient était à la Russie tout espoir immédiat de s'agrandir au Sud par la coopération de la France, et enlevait, par là même, presque tout intérêt à l'alliance franco-russe.

Ne pouvant offrir à Alexandre l'ample butin qu'il avait fait briller devant ses yeux, Napoléon essaya de le maintenir dans son parti en lui accordant une satisfaction de sentiment.

Il occupait la Prusse depuis deux ans, et le tsar avait, à maintes reprises, intercédé auprès de lui pour son ancien allié le roi de Prusse. La nécessité politique avait toujours empêché Napoléon de retirer ses troupes du territoire prussien. Mais, après Baylen, il s'agissait de gagner le tsar à tout prix. Napoléon voulut affirmer sa confiance par un acte d'apparente magnanimité.

Il apprit le désastre de Baylen, le 2 août, à Bordeaux, et, dès le 5, un courrier de cabinet galopait sur la route de Pétersbourg pour annoncer à Alexandre que Napoléon se décidait à évacuer la Prusse. En retour de cette marque de modération, Alexandre devait être prié d'agir sur l'Autriche et d'obtenir d'elle la cessation de ses armements, la reconnaissance de Joseph comme roi d'Espagne et de Murat comme roi de Naples.

La démarche de Napoléon était habile et parut d'abord avoir plein succès. Alexandre se montra dans les premiers jours plein de reconnaissance envers l'Empereur ; mais la nouvelle du désastre ne tarda pas à lui être connue, et il comprit pourquoi Napoléon s'était montré si généreux. Sa reconnaissance resta aussi expansive, mais fut moins sincère, et, au lieu de manifester à l'Autriche sa ferme résolution de l'empêcher d'attaquer Napoléon, il se borna à lui conseiller la neutralité, en termes tels qu'un ennemi prudent de la France n'en eût pas trouvé de plus perfides. « Le parti le plus sage pour l'Autriche me paraîtrait donc de rester spectateur tranquille de la lutte que Napoléon a à soutenir en Espagne. Il sera toujours temps de prendre ensuite le parti que les circonstances suggéreront alors. » (Alexandre à Kourakine, 5 sept. 1808. — Vandal, I, p. 396.)

Tandis que l'Empereur de Russie se montrait si diplomate avec ses ambassadeurs, l'ambassadeur de Russie semblait prendre à tâche de froisser Napoléon lui-même. L'Empereur l'avait invité à une chasse et lui avait offert une place dans sa voiture avec le prince Guillaume de Prusse et le maréchal Berthier ; Napoléon s'était répandu en éloges sur les qualités de l'Empereur Alexandre, avait rejeté bien loin toute idée d'agression contre la

Russie, et Tolstoï avait répondu « que, le Nord étant presque aussi corrompu que la France, celle-ci n'avait rien à craindre de lui » ; mais que, pour lui, « il préférait sa neige au beau climat de France ». (Vandal, p. 381.)

Napoléon espéra, dans une entrevue, regagner d'homme à homme ce que la politique de ses adversaires lui avait fait perdre depuis Tilsitt, et le tsar consentit à faire la moitié du chemin. Il fut convenu que les deux Empereurs se réuniraient à Erfurt.

Au moment de partir pour cette entrevue, de laquelle allait dépendre le sort de l'Europe, Napoléon eut la malencontreuse idée de donner sa confiance au prince de Talleyrand. Jamais confiance ne fut plus mal placée. Dès ce moment, Talleyrand trahissait l'Empereur.

« Jugeant les événements, dit M. Vandal, avec sa finesse d'observateur sceptique, il s'apercevait que la lutte entre Napoléon et l'Europe, par cela même qu'elle se prolongeait, qu'elle redoublait d'intensité et atteignait à des proportions sans exemple, devenait de plus en plus périlleuse : il reconnaissait que de fausses manœuvres en avaient compromis le succès et se prenait à douter de l'issue finale. Il commençait donc à détacher sa fortune d'une destinée qu'il sentait aventurée, songeait à sauver sa responsabilité et à ménager l'avenir. »

Au lieu de penser à resserrer l'alliance russe, à contenir l'Autriche, à préparer le partage de la Turquie et l'abaissement définitif de l'Angleterre, M. de Talleyrand pensait—à M. de Talleyrand.

Alexandre avait quitté Saint-Petersbourg le 14 septembre, s'était arrêté deux jours à Königsberg, chez le roi de Prusse ; il arriva dans l'après-midi du 27 en vue d'Erfurt.

Depuis trois semaines, une nuée de décorateurs parisiens avait envahi la ville saxonne, et transformé en petits palais de style Empire les hôtels bourgeois de la vieille cité.

Napoléon avait courtoisement décliné la requête de M. de Metternich, qui avait demandé à être de la fête ; mais il avait invité les rois qu'il avait faits en Allemagne : le roi de Saxe, le roi de Wurtemberg, le roi de Bavière. De tous les points de l'Allemagne affluaient les grands-ducs, les ducs, les princes souverains et les princes primats avec leurs chambellans, leurs conseillers auliques, leurs sommeliers, leurs écuyers-cavalcadours, tout ce que Henri Heine appellera plus tard « les gentillessees vermoulues du Saint-Empire romain. »

Erfurt avait pris des airs de foire, et c'en était bien une, en effet ; car tous ces princes venaient quémander, acheter et vendre, les uns une ville, les autres un canton, ceux-ci un titre, ceux-là

une décoration, un privilège, une diminution de taxe, une indemnité, une gratification. Presque tous se montrèrent obséquieux et plats. Comme le dit Talleyrand lui-même : « Personne ne sut passer la main avec dignité dans la crinière du lion. » Admirateurs béats de la force, ces princes étaient venus voir Napoléon et Alexandre se partager l'Europe, et se retenaient à peine d'étendre la main pour ramasser les miettes de leur festin.

La Foire aux princes se tenait en un beau décor, somptueux et distingué, mais le cadre était tout militaire.

Depuis la Vistule, Alexandre ne voyait plus que des troupes françaises. A Friedberg, il avait été complimenté par le maréchal Lannes, il avait admiré la belle tenue du 26^e d'infanterie légère et du 8^e hussards. A Kustrin, il s'était arrêté quelques heures pour voir une division de cuirassiers, qui y tenait garnison. A Erfurt, ce fut un incessant défilé de régiments incomparables, que le jeune frère de l'Empereur, le grand-duc Constantin, ne se lassait pas de contempler, revenant « sans cesse sur la discipline et la bonne tenue du 17^e d'infanterie de ligne, et du 6^e de cuirassiers, sur la beauté du 8^e de hussards, sur la magnificence et l'air militaire des bataillons de la garde. (Vandal, I, p. 451.)

Napoléon avait quitté Saint-Cloud le 23 septembre et était arrivé à Erfurt le 27 au matin, avec le prince de Neuchâtel et quelques escadrons de cavalerie pour escorte.

Après un rapide déjeuner, il se porta à la rencontre du tsar et le joignit à quelque distance de la ville. Les deux Empereurs mirent pied à terre, s'embrassèrent comme des amis heureux de se retrouver, et montèrent tous les deux à cheval pour faire leur entrée en ville. Napoléon avait fait préparer pour son allié un cheval harnaché à la russe, avec housse de fourrure blanche.

Les souverains entrèrent à Erfurt au son joyeux des cloches, au bruit du clairon et du tambour, aux cris unanimes de « Vivent les Empereurs ! » Alexandre, alors âgé de 31 ans, de taille élevée et élégante, de physionomie noble et douce, portait avec grâce le riche uniforme vert foncé des généraux russes. Napoléon venait d'entrer dans sa quarantième année et commençait à s'épaissir ; vêtu d'un simple uniforme de colonel des chasseurs de la garde, coiffé du légendaire chapeau à la suisse, il n'eût sans doute pas attiré les regards d'un spectateur ignorant, et cependant la foule n'avait d'yeux que pour lui, fascinée, comme tous ceux qui l'entouraient, par l'influence magique de son génie.

Du 27 septembre au 14 octobre, les deux Empereurs séjournèrent à Erfurt, partageant les mêmes honneurs et les mêmes plaisirs.

Le matin, chacun d'eux tenait « un lever », puis travaillait avec ses ministres à ses propres affaires. L'après-midi se passait en causeries, en promenades et en réceptions. Le soir, il y avait spectacle, jeu ou bal. Alexandre aurait désiré avoir à Saint-Petersbourg quelques artistes de la Comédie-Française. Napoléon n'avait pas cru devoir priver Paris du moindre de ses artistes, et s'était contenté de fermer les yeux sur l'escapade de M^{lle} Georges ; mais il avait saisi avec empressement l'occasion qui s'offrait à lui de montrer ses « comédiens ordinaires » à l'Empereur de Russie. Il avait mobilisé la Comédie-Française et l'avait amenée en poste à Erfurt, pour lui faire jouer la tragédie devant Alexandre, et présenter Racine, Corneille et Voltaire à Wieland et à Goethe.

Alexandre goûta fort nos acteurs et ne fut pas insensible à la grâce des dames de la Comédie ; il prit même Napoléon pour confident de ses enthousiasmes, mais l'Empereur le prévint charitablement que, s'il distinguait l'une ou l'autre des artistes françaises, M. Fouché lui-même ne pourrait empêcher tout Paris de le savoir et d'en parler. Alexandre se tint pour averti et ne distingua personne. Il était beau danseur et avait grand succès dans les bals. — Napoléon ne dansait plus : « Quarante ans sont quarante ans », écrivait-il modestement à l'impératrice.

S'il ne dansait pas, il n'en faudrait pas conclure qu'il fût, dans cette brillante assemblée, l'effet d'un grossier parvenu.

Prodige de volonté et d'empire sur lui-même, il s'était promis d'être empereur de pied en cap, et le fut comme il avait voulu l'être.

Une seule fois, le goût lui manqua.

Il voulut, dans un entretien particulier, voir si l'Empereur se laisserait émouvoir par une des colères à froid dont il était coutumier, et dont il avait si bien joué auprès du pape Pie VII. Il haussa la voix, jeta son chapeau à terre et le piétina. Alexandre s'arrêta, sourit et lui dit avec un impérial sang-froid : « Vous êtes violent, et moi je suis entêté : avec moi, la colère ne gagne donc rien. Causons, raisonnons, ou je pars. » Napoléon se ressaisit vite et ne s'emporta plus.

A part cette seule occasion, il se montra toujours envers son allié d'une courtoisie sans égale, aussi prévenante que délicate.

Les deux souverains vivaient sur le pied de la familiarité la plus affectueuse ; au retour d'une excursion, Alexandre allait faire sa toilette dans le cabinet de Napoléon ; s'il admirait le nécessaire en vermeil dont se servait l'Empereur, il le recevait aussitôt en cadeau. Un jour qu'il avait oublié son épée, Napoléon lui offrit la sienne, et jamais présent ne fut reçu avec plus de plaisir : « Je

ne la tirerai jamais contre Votre Majesté ! » s'écria Alexandre en serrant la main de Napoléon. L'épée d'Erfurt est aujourd'hui au Musée de Saint-Pétersbourg, à côté des souvenirs rapportés de la campagne de France.

Au milieu des fêtes banales qui se succédèrent pendant 17 jours, deux journées méritent une mention spéciale : la visite à Weimar, et la visite au champ de bataille d'Iéna.

A Weimar, le duc Charles-Auguste et la duchesse, sa femme, firent aux deux souverains les honneurs de leur résidence et hébergèrent dignement cinq cent cinquante visiteurs.

Il y eut grande chasse, banquet, théâtre et bal.

Au dîner, la table des souverains, dressée en fer à cheval, comptait seize couverts. Napoléon avait à sa droite l'Empereur de Russie, puis les rois de Westphalie et de Wurtemberg, à sa gauche la duchesse de Weimar, les rois de Bavière et de Saxe. Il causa beaucoup, faisant admirer à tous l'étendue de ses connaissances, la souplesse extraordinaire et la variété kaléidoscopique de son esprit. Plein d'entrain et de naturel, il semblait n'avoir jamais fréquenté que Majestés et Altesses, et, au milieu du cérémonial de la vieille cour allemande, restait simple jusqu'à oser rappeler qu'il avait été lieutenant d'artillerie.

Au bal, il voulut entretenir Wieland, l'auteur d'*Oberon*, l'ami de Goethe, le publiciste infatigable dont les œuvres remplissent 51 volumes et que l'on a appelé le Voltaire de l'Allemagne. Il reçut l'écrivain, comme il eût fait d'un roi, et le tint pendant deux heures sous la domination puissante de sa parole, passant par tous les sujets, sautant dans une course vertigineuse d'une question à l'autre, multipliant les aperçus, ouvrant toutes grandes les portes de sa vaste intelligence et permettant à ses auditeurs éblouis d'en contempler un instant les fabuleuses richesses. Il piquait la conversation de remarques profondes, de mots nets et imagés, frappés comme des médailles. Wieland, alors âgé de 76 ans, suivait avec peine la rapide chevauchée de l'Empereur à travers les idées ; il s'exprimait dans un français pénible et concentrait toutes ses forces en une attention profonde aux paroles de l'homme extraordinaire qui honorait en lui le génie allemand tout entier. Vaincu par la fatigue, il cherchait en vain le moyen de terminer l'entretien ; enfin, ne tenant plus debout, il prit bravement son parti et fit le geste de se retirer : « Allez donc, lui dit amicalement l'Empereur. Allez, et bonne nuit. » Et Napoléon, ayant congédié Wieland, revint à Goethe, et l'entretint jusqu'à la fin de la soirée. (Vandal, I, p. 447.)

A Iéna, des mains allemandes avaient paré elles-mêmes le

« Napoleonsberg », d'où l'Empereur avait, deux ans auparavant, dirigé la bataille où avait sombré la grandeur prussienne. Un professeur de l'Université — j'ai quelque honte à l'avouer — avait tracé le plan d'un temple de la Victoire, où avait été disposée la carte de la région.

Alexandre et Napoléon déjeunèrent sous la tente, comme en campagne, puis l'empereur français se fit professeur de tactique, et, un peu bien imprudemment peut-être, expliqua à son allié du jour l'histoire de cette lutte épique, le comment et le pourquoi de ses mouvements et de ses manœuvres.

Le village d'Apolda avait cruellement souffert de la guerre, Napoléon laissa 300.000 francs pour aider à sa reconstruction. (Thiers, t. IX, p. 330.)

Tous ceux qui assistèrent à ces fêtes inoubliables rendent justice à la courtoisie parfaite et à la patience prodigieuse déployées dans cette circonstance par Napoléon. Il savait qu'il jouait une partie capitale, il mit à bien jouer toute son attention et tout son génie et sembla aux yeux de tous avoir gagné la partie.

Cependant, lorsque, le 14 octobre, les deux Empereurs se séparèrent, pour ne plus se revoir, Napoléon, après avoir vu s'éloigner les équipages russes, revint vers Erfurt, au pas, sans parler, et on le vit s'absorber dans une méditation nuancée de tristesse. (Vandal, I, p. 489.)

Il sentait que ce qu'il avait obtenu n'était rien au prix de ce qu'il avait espéré, de ce qu'il devait obtenir.

Il s'était rendu à Erfurt avec l'espoir d'y conclure la paix générale.

La Russie, satisfaite du don de la Finlande et des principautés danubiennes, devait peser de tout son poids sur l'Autriche, obtenir son désarmement et la reconnaissance de Joseph comme roi d'Espagne.

Les deux Empereurs, Napoléon et Alexandre, et leur allié l'Empereur d'Autriche, auraient alors tenté, d'un commun accord; une démarche auprès de l'Angleterre, et, devant l'ultimatum de toute l'Europe, il était à peu près certain que l'Angleterre eût capitulé.

La paix générale une fois signée, la réduction de l'Espagne n'eût été qu'une affaire de temps, et le partage de l'Orient entre les trois empereurs eût occupé la dernière partie du règne de Napoléon le Grand.

De l'avis des diplomates modernes, ce plan grandiose avait, en 1808, les plus grandes chances de succès, mais il fallait pour sa réussite qu'une entente parfaite, une confiance absolue exis-

tassent entre le tsar et Napoléon, car le tsar ne pouvait consentir au désarmement de l'Autriche que s'il était rassuré lui-même sur les intentions de Napoléon. L'Autriche formait alors un Etat-tampon entre la Russie et la France, et la France ne pouvait demander à la Russie de désarmer l'Etat qui la protégeait, sans lui donner l'assurance absolue que, cet Etat une fois annulé, sa sécurité ne se trouverait pas compromise.

Napoléon devait donc se poser en partisan de la paix. Il n'y manqua pas, et, dès le 15 août, on le voit s'appliquer à proclamer bien haut ses bonnes intentions.

Aux réceptions officielles qui eurent lieu le jour de sa fête, il s'adressa publiquement à M. de Metternich, ambassadeur d'Autriche, et opposa sa modération aux armements insensés de l'Autriche : « Votre armée est de près de 400.000 hommes. Vos milices seront d'un nombre presque égal. Si je vous imitais, je devrais ajouter 400.000 hommes à mon effectif, et ce serait un armement insensé. Je ne suivrai pas votre exemple, car il faudrait armer les femmes et les enfants, et nous reviendrions à un état de barbarie. Mais pourquoi tout cela ? Vous ai-je demandé quelque chose ? Ai-je élevé une prétention sur une seule de vos provinces ? Le traité de Presbourg a tout réglé entre les deux Empires ; la parole de votre maître, dans l'entrevue que nous avons eue ensemble, doit avoir tout terminé entre les deux souverains... Y a-t-il une difficulté, une seule entre nous ? Faites-la connaître, pour que nous la vidions sur-le-champ. Je vous le répète, je ne veux rien de vous, je ne vous demande rien que la paix, des relations paisibles et sûres... »

Mais Napoléon terminait cette harangue pacifique par un coup de clairon : « Si vous faites des préparatifs, j'en ferai de tels que la supériorité de mes armes ne soit pas plus douteuse que dans les campagnes précédentes, et, pour conserver la paix, nous aurons amené la guerre. » Et il demandait au cabinet de Vienne de reconnaître Joseph comme roi d'Espagne.

A Erfurt, il ne perdit pas une occasion d'affirmer son amour de la paix, et il joua si bien son rôle, qu'un historien avisé comme M. Vandal n'est pas loin de s'y être laissé prendre. Il pense que Napoléon « désirait sincèrement la paix », que son but était « le repos du monde ».

Alexandre ne pouvait prendre sur lui de croire à la sincérité de Napoléon, et il faut bien avouer que toutes les apparences lui donnaient raison.

Comment croire aux bonnes intentions de l'Empereur après le guet-apens de Bayonne, après l'invasion de l'Espagne, après la

guerre atroce qu'il venait de déchaîner dans la péninsule ! Les actes de Napoléon ne montraient-ils pas qu'il n'existait pour lui ni droit, ni morale, ni traités, ni principes, et que la Force était la seule déesse à laquelle son âme, toute païenne, rendit un culte sincère ?

C'est à Erfurt qu'a commencé pour Napoléon le châtiment de l'injustice, c'est l'Espagne qui lui a ôté la confiance du tsar, qui a donné l'apparence du mensonge à toute sa conduite et à tous ses discours.

Aussi le nom seul de ce malheureux pays suffisait-il à exciter sa colère : « On me croit donc de l'ambition, disait-il à Caulaincourt ? Ce sont, sans doute, ces affaires d'Espagne?... » la force des choses l'avait entraîné, se fier à Ferdinand eût été livrer l'Espagne à ses ennemis, l'ouvrir aux Anglais, séparer de la France cette alliée naturelle. Et il concluait mélancoliquement : « Ai-je eu tort ? c'est ce que le temps prouvera ; agir autrement, c'eût été relever les Pyrénées ; la France, l'histoire me l'eussent reproché ». Pourquoi, d'ailleurs, lui reprocher l'affaire d'Espagne, quand la Russie avait sur la conscience le partage de la Pologne ? » (Vandal, I, p. 424.)

Quelques jours plus tard, il revenait encore sur la même idée, au sortir d'un long entretien avec Alexandre, où son impétueux génie n'avait rien pu gagner sur l'obstination polie du byzantin : « Votre empereur Alexandre, disait-il à Caulaincourt, est têtue comme une mule ; il fait le sourd sur ce qu'il ne veut pas entendre... Ces diables d'affaires d'Espagne ! elles me coûtent cher ! » (Vandal, I, p. 435.)

A elles seules, ces « diables d'affaires » auraient suffi à éveiller la défiance du tsar ; mais il était secrètement poussé par un des ministres de Napoléon lui-même, par le trop fameux Talleyrand.

Dès 1808, Talleyrand trahit l'empereur et prépare sa chute.

Si Napoléon trouve l'empereur Alexandre changé à son égard, c'est Talleyrand qui l'a changé. Si Napoléon ne peut obtenir du tsar un concours effectif contre l'Autriche, c'est Talleyrand qui est responsable du mauvais vouloir d'Alexandre ; si les entretiens d'Erfurt n'amènent ni la paix générale, ni la paix particulière avec l'Autriche et ébranlent l'alliance franco-russe, c'est Talleyrand qui l'a voulu, et qui poussera plus tard l'inconscience jusqu'à s'en faire un mérite auprès de Louis XVIII.

A peine arrivé à Erfurt, à sa première entrevue avec Alexandre, Talleyrand se dévoile audacieusement : « Sire, dit-il au tsar, que venez-vous faire ici ? C'est à vous de sauver l'Europe et vous n'y

parviendrez qu'en tenant tête à Napoléon. Le peuple français est civilisé, son souverain ne l'est pas. Le souverain de la Russie est civilisé et son peuple ne l'est pas : c'est donc au souverain de la Russie d'être l'allié du peuple français. »

Que pensez-vous de ce ministre, qui propose à un souverain étranger d'être l'allié de la France contre le souverain de la France. Ne vous semble-t-il pas qu'en langage d'honnêtes gens cet euphémisme diplomatique s'appelle trahison, et que Napoléon eût bien fait, s'il l'avait su, de déférer M. de Talleyrand à une cour martiale ?

Cet homme, vraiment abominable, qui devait en 1815 amener la Prusse aux portes de Metz, a donné à l'Autriche, en 1808, le « permis d'entrée en campagne ».

En quittant Erfurt, Napoléon, qui n'avait pu entraîner Alexandre dans une action diplomatique commune contre l'Autriche, savait qu'il n'avait que quelques mois devant lui pour agir en Espagne. Talleyrand travailla à abrégier le délai de grâce. Dès son retour à Paris, il avertit Metternich que l'empereur de Russie « n'était plus entraînable contre l'Autriche », et il ajouta : « Depuis la bataille d'Austerlitz, les rapports d'Alexandre avec l'Autriche n'ont pas été plus favorables. Il ne dépendra que de vous et de votre ambassadeur à Pétersbourg de renouer avec la Russie des relations aussi intimes que celles qui existèrent avant cette époque : c'est cette réunion seule qui peut sauver les restes de l'indépendance de l'Europe. »

Dès le mois d'octobre, l'Autriche se mit à la solde de l'Angleterre.

A la fin de novembre, Metternich se rendit à Vienne, en congé temporaire, rédigea un long mémoire sur ce qu'il avait appris à Paris, et conclut implicitement à la guerre, puisque Napoléon, occupé en Espagne, ne pourrait opposer des forces suffisantes aux armées autrichiennes sur le Danube, et puisque l'on pouvait se tenir pour assuré de la neutralité de la Russie. Le travail de Metternich, daté du 4 décembre, fut remis au comte de Stadion, notre implacable ennemi, qui en adopta les conclusions et réussit bientôt à faire partager son opinion à l'Empereur François. Napoléon était en Espagne et la guerre menaçait de s'allumer sur le Danube, l'Angleterre en payait les frais, et la Russie, spectatrice défilante, s'appretait à marquer les coups.

Cependant, malgré la trahison de Talleyrand, Napoléon avait obtenu de la Russie la reconnaissance de ses prétentions sur l'Espagne.

Le 12 octobre, M. de Champagny et le chancelier de Russie,

M. de Roumantsof, avaient signé une convention secrète portant renouvellement solennel de l'alliance franco-russe. Les deux Empereurs convenaient d'adresser à l'Angleterre une proposition de paix, aussi publique, aussi éclatante que possible, et basée sur l'*uti possidetis*. La France ne devait consentir à la paix que si elle assurait à la Russie la Finlande et les principautés danubiennes. La Russie ne consentirait à la paix que si elle assurait la couronne d'Espagne à Joseph.

Napoléon crut avoir le temps de conquérir l'Espagne avant que l'Autriche fût prête à entrer en campagne, et, rentré à Paris le 18 octobre, il partait le 29 pour Vitoria.

Les trois mois qui venaient de s'écouler depuis que Joseph avait quitté Madrid avaient bien changé la situation des Français en Espagne.

La retraite de Joseph avait eu toutes les allures d'une déroute : les jeunes soldats s'étaient laissés aller au découragement. Les quelques Espagnols qui étaient restés fidèles au nouveau roi ne croyaient plus à la conquête possible de l'Espagne. Urquijo et Azanza rédigèrent un mémoire, où il était dit que « l'intérêt de l'Espagne exigeait de ne pas confondre son amitié pour la France avec sa coopération aux desseins de grande extension qu'avait formés le souverain français ; l'Espagne pouvait être gouvernée par le frère de l'Empereur, mais devait être autorisée à signer une paix séparée avec l'Angleterre, et à rester neutre dans la querelle entre la France et la Grande-Bretagne. » Ces propositions insensées, Urquijo et Azanza eurent la candeur d'aller les présenter à Napoléon, qui ne leur accorda, bien entendu, aucune attention. (Torreño, I, p. 281.)

Elles révèlent, chez les conseillers de Joseph et chez Joseph lui-même, un tel affolement qu'un vigoureux mouvement offensif des armées espagnoles aurait eu certainement alors les plus grandes chances de succès. Joseph aurait pu être délogé de Vitoria et acculé aux Pyrénées. Mais les jupes passèrent leur temps à se quereller ; aucune mesure d'ensemble ne fut prise, et, en quelques semaines, l'admirable activité de Napoléon enleva à l'Espagne toute chance de victoire.

Il s'appliqua d'abord à raffermir le courage de Joseph : « Soyez digne de votre frère, lui écrivait-il, sachez avoir l'attitude convenable à votre position. Que me font quelques insurgés, dont je viendrai à bout avec mes dragons, et qui, apparemment, ne vaincraient pas des armées dont ni l'Autriche, ni la Russie, ni la Prusse n'ont pu venir à bout ? Je trouverai en Espagne les colonnes d'Hercule, je n'y trouverai pas les bornes de ma puissance. »

Joseph, un peu rassuré, et soutenu par la présence de son vieux conseiller le maréchal Jourdan, se risquait à se montrer, montait à cheval, passait des revues, jouait au soldat.

Il avait près de lui 2000 hommes de garde, moitié espagnols, moitié napolitains, 2000 hommes de la garde impériale et 3000 de la brigade Rey. Bessière occupait la route entre Briviesca et Burgos avec une vingtaine de mille hommes. Moncey et Verdier couvraient l'Ebre de Miranda à Tudela avec 34.000 hommes. Quinze à seize mille hommes de dépôt et de régiments de marche couvraient les derrières de l'armée, et une belle division de vieilles troupes (51^e et 43^e de ligne et 26^e chasseurs) menaçait la Biscaye. Des colonnes mobiles de gendarmes et de montagnards gardaient les cols des Pyrénées. Plus de quatre-vingt mille hommes se trouvaient réunis sous son commandement. Un chef habile et hardi les eût lancés en avant et se serait ouvert toute grande la route de Madrid, mais Joseph ne voyait partout qu'insurgés par centaines de mille : « Vous avez une nombreuse cavalerie, écrivait l'Empereur, et le brave Lasalle ; lancez vos dragons à dix ou quinze lieues à la ronde ; enlevez les alcaldes, les curés, les habitants notables, les directeurs des postes ; retenez-les jusqu'à ce qu'ils parlent, sachez les interroger et vous apprendrez la vérité. Mais vous ne la connaîtrez jamais en vous endormant dans vos lignes. » (Thiers, IX, p. 276.) Joseph s'excusait de son mieux, rédigeait des décrets, créait un ordre militaire et montrait une si notoire incapacité que Napoléon lui défendit de rien faire tant qu'il ne serait point arrivé en Espagne : « Je vois bien, disait-il, qu'il faut que j'aille moi-même remonter la machine. »

Il prit le parti de rappeler d'Allemagne une partie de ses vieilles troupes. Il en tira d'autres d'Italie. Il renvoya en Espagne les 20.000 hommes de l'armée de Portugal que la convention de Cintra ramenait en France : « Comme général, écrivait-il à Junot, vous auriez pu mieux faire ; comme soldat, vous n'avez rien fait de contraire à l'honneur. »

Seize à dix-sept mille Italiens furent dirigés sur la Catalogne et confiés au méthodique Gouvion Saint-Cyr.

D'Allemagne, il tira le 1^{er} corps, commandé par le maréchal Victor et cantonné à Berlin, et le 6^e corps, placé en Silésie sous les ordres de Mortier. Il laissa en Allemagne ses belles divisions de cuirassiers et prit, au contraire, trois divisions de dragons, qui lui paraissaient parfaitement appropriées au genre d'opérations qu'il allait commencer.

Il demanda, en outre, 3.000 Hollandais au roi Louis, 7.000 Allemands aux princes de la Confédération du Rhin, 7.000 Polonais

au roi de Saxe. Enfin il achemina vers l'Espagne environ 3.500 hommes du génie et de l'artillerie avec un immense matériel.

Avec les douze vieux régiments qui figuraient déjà dans les armées de Joseph, et deux autres qui se dirigeaient à marches forcées sur Bayonne, Napoléon comptait sur 110 à 115.000 hommes de vieilles troupes pour conquérir l'Espagne.

Pour combler les vides que ces appels avaient faits dans l'armée d'occupation d'Allemagne, l'Empereur leva des contingents de conscrits sur les années 1807, 1808 et 1809, et prit même 20.000 hommes sur la conscription de 1810, inaugurant le funeste système des anticipations, qui devait finir par envoyer à l'armée de véritables enfants, les héroïques Marie-Louise de 1813.

Les trois armées d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne montèrent alors au chiffre de 510.000 hommes. (Thiers, IX, p. 276-87.)

L'armée d'Espagne comprit six corps d'armée commandés par les maréchaux Victor, Soult, Moncey, Lefebvre et Ney et le général Gouvion Saint-Cyr.

L'attention de l'Empereur se porta sur tous les détails du service.

Il affecta de fortes subventions à l'entretien des routes du Midi, délabrées par les énormes charrois qui les parcouraient.

Il ordonna de grands achats de mulets pour les transports, et de bœufs pour l'alimentation.

Il fit concentrer à Perpignan, à Toulouse, à Bayonne du matériel de tout genre, depuis les draps jusqu'aux cuirs et aux toiles, depuis les canons jusqu'aux marmites.

Il commanda 50.000 capotes et 129.000 paires de souliers, tenant que le soldat chaussé, habillé et pourvu de biscuit a le nécessaire.

Toutes ces dépenses imprévues creusèrent un énorme trou dans le budget de l'Empire, et tout juste, au même moment, les recettes des douanes accusèrent la plus inquiétante des moins-values. Les fonds publics baissaient, sous l'action des mauvaises nouvelles venues d'Espagne. Le 5 0/0, qui était à 94 fr. après Tilsitt, était tombé à 70 fr.

Napoléon emprunta à la caisse de service de l'armée et fit acheter de la rente, il invita la Banque de France à faire de même, et les achats, continués avec méthode pendant plusieurs semaines, ramenèrent le 5 0/0 à 80 fr.

Ayant ainsi sauvé le crédit de l'Empire, il s'aida, pour couvrir le déficit, des ressources extraordinaires que renfermait la « Caisse des contributions » ou trésor de l'armée. C'était une soixantaine de millions qui permirent de faire face aux frais d'entrée en cam-

pagne, sans recourir à de nouveaux impôts ; mais les réserves étaient entamées, et les gens avisés sentirent que l'Empire avait perdu quelque chose de sa force.

L'incomparable metteur en scène qu'était Napoléon voulut que l'entrée en campagne de la nouvelle armée d'Espagne prit des airs de fête.

Il eut grand soin de faire passer par Erfurt les plus beaux des régiments qu'il rappelait d'Allemagne. Sur toute leur route, les soldats trouvèrent un accueil empressé, des honneurs et des plaisirs.

Les municipalités de Mayence, de Metz, de Nancy, de Reims, d'Orléans, de Bordeaux furent invitées à offrir des banquets aux soldats, et l'Empereur tira lui-même du trésor de l'armée un beau million pour fêter ceux qui allaient mourir.

Ces fêtes ont, à nos yeux, je ne sais quoi de lugubre et de criminel ; nous pensons involontairement à l'*Ave Cæsar* des gladiateurs romains. Les plaisirs grossiers offerts par le conquérant à ses guerriers nous apparaissent comme une preuve du mépris profond où il tient leurs âmes. Il y a loin de la joie brutale de ces festins militaires au noble enthousiasme des soldats de l'an II, qui pleuraient à la vue d'une couronne de chêne envoyée par la Convention.

Mais les hommes d'alors n'avaient point l'esprit si subtil. Au lendemain d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland, la guerre était devenue l'industrie nationale de la France, et, à côté des peuples bourgeois qui voulaient vivre, la France n'était la grande nation que parce qu'elle faisait bon marché de la vie. Devenir un robuste et brave soldat, connaître l'ivresse magique de la bataille, les joies du triomphe et de la conquête, vivre quelques heures de sa vie en satrape et en roi, et disparaître quelque jour les yeux pleins d'éclairs, la tête emplie du fracas de la foudre... des centaines de milliers de Français ne rêvaient pas d'autre destin, n'en concevaient ni un plus beau, ni un plus grand. Les hommages qui leur étaient rendus, les fêtes dont ils étaient les héros, les toasts répétés qu'on leur portait, tout cela prenait à leurs yeux le caractère sacré d'une dette de reconnaissance payée par la patrie. Quand ils rentraient pour un jour au foyer paternel, on ne savait quelle chère leur faire, quels repas assez plantureux leur offrir ; la France, la grande mère commune et adorée, les traitait pour toutes les mères, et leur versait avec ses vins généreux leur part de gloire et d'allégresse.

A Paris, l'Empereur les passa en revue sur la place du Carrousel et leur adressa une de ses plus belles proclamations :

« Soldats, j'ai besoin de vous.

« La hideuse présence du léopard souille la Péninsule d'Espagne et de Portugal. Il doit fuir épouvanté devant nous. Portons nos aigles triomphantes sur les colonnes d'Hercule. Là aussi, vous avez des injures à venger.

« Soldats ! vous avez surpassé la renommée des armées modernes. Mais vous n'avez pas encore égalé la gloire des Romains qui, dans une seule et même campagne, vainquirent sur le Rhin et sur l'Euphrate, en Illyrie et sur le Tage. Une longue paix, une prospérité durable seront la récompense de vos travaux. Un vrai Français ne peut, ne doit point se reposer avant que les mers soient libres et ouvertes à tous.

« Soldats ! tout ce que vous avez fait, tout ce que vous ferez pour le bonheur du peuple français et pour ma gloire demeurera éternellement dans mon cœur ! »

En procédant, le 25 octobre, à l'ouverture de la session du Corps législatif, il revint encore sur son idée favorite de la lutte contre l'Angleterre, et, sans faire la moindre allusion à l'insurrection espagnole, il annonça aux députés qu'une partie de son armée marchait contre celles que l'Angleterre avait formées ou débarquées dans les Espagnes. « C'est, disait-il, un bienfait particulier de la Providence, qui a constamment protégé nos armes, que les passions aient assez aveuglé les conseils anglais pour qu'ils renoncent à la protection des mers et présentent enfin leur armée sur le continent. »

Mais, cette fois, la rhétorique impériale s'égarait et manquait le but. Personne ne pouvait croire que la présence d'une armée anglaise en Portugal fût pour la France une bénédiction du ciel, et le grand tragédien qui l'affirmait avec tant d'audace savait mieux que personne que jamais l'Empire n'avait encore couru un pareil danger.

G. DESDEVISES DU DEZERT.

Sujets de devoirs

UNIVERSITÉ DE RENNES.

Dissertation française.

Licence.

1. Ronsard et la poésie amoureuse.
2. Le poème d'*Éviradnus*.
3. Jugement de M^{me} de Staël sur les tragédies de Voltaire (sujet donné à la Licence de novembre 1902).

Agrégation.

La Légende et l'Histoire dans la conception des « personnages tragiques » d'après la théorie de Racine sur le prestige du passé (2^e Préface de *Bajazet*). — On prendra des exemples dans Corneille, Racine, Voltaire, Victor Hugo, M. Victorien Sardou.

Philosophie.

1. L'espace tactile et l'espace visuel.
2. La perception du temps.
3. Le sentiment du devoir et les conditions de son développement.

Histoire moderne.

1. Les réformes de Machault.
2. Les partages de la Pologne.
3. Napoléon et l'Allemagne.

Histoire ancienne.

L'assemblée du peuple à Athènes.

Histoire du Moyen Âge.

Charles d'Anjou.

Thème grec.

1. Bossuet, *Discours sur l'Histoire universelle*, 3^e partie, chapitre III : « Un des plus beaux artifices des Egyptiens — et il était privé de sépulture ».

2. Corneille, Examen de la tragédie d'*Horace* : « C'est une croyance assez générale — que la cruauté de cette mère. »

Littérature latine.

Dissertation.

De Johanne Racine *Cornelii Taciti imitatore*.

Version.

Ætna, 258-282.

Thème.

Montesquieu, *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, chap. xiv, depuis : « Il ne paraît point que Tibère voulût avilir le Sénat.... », jusqu'à : « Ce crime, dit Pline, de ceux à qui on ne peut point imputer de crime, fut étendu à ce qu'on voulut », inclusivement.

Dissertation.

De N. Boileau Q. Horatii imitatore.

Version.

Ætna, 574-603.

Thème.

Boissieu, *La Religion Romaine*, tome I, livre I, chap. II, § 3, depuis : « Certes les flatteurs ne manquaient pas autour de lui (Octave) et l'on n'aurait pas hésité.... », jusqu'à : «..... dans toutes les grandes villes de l'Orient en l'honneur de Rome et d'Auguste, » inclusivement.

Dissertation.

Inter Petri Corneille tragoedias quaenam tibi videtur spirare romanum melius quam ceterae ?

Version.

Ætna, 611-636.

Thème.

Les *Caractères* de La Bruyère, chap. II, Du mérite personnel, depuis : « Emile était né ce que les plus grands hommes ne deviennent qu'à force de règles... » jusqu'à : «... à qui il n'a manqué que les moindres vertus » inclusivement.

Géographie.

1. La Normandie.
2. Les ports de la côte atlantique de la France.
3. Le climat océanique, ses caractères en Europe et en Amérique.

Langue et littérature allemandes.**1. AGRÉGATION.***Thème.*

La Fontaine : *Le Cochet, le Chat et le Souriceau*.

Version.

Goethe, *Vermischte Gedichte* : *Mahomets Gesang*.

Dissertation.

Was nannten die deutschen Klassiker Humanität ?

LICENCE.

Même thème et même version que pour l'agrégation.

Dissertation.

Der deutsche Roman im siebzehnten und achtzehnten Jahrhundert.

2. AGRÉGATION.

Thème.

Le Meunier, son fils et l'âne, jusqu'à : « Le Meunier n'en a cure ».

Version.

Goethe, *Vermischte Gedichte* : *Epilog zu Schiller's Glocke*, jusqu'à : « Doch hat er, so geübt. »

Dissertation.

La métrique de Gudrun.

LICENCE.

Même thème et même version que pour l'agrégation.

Dissertation.

Herder.

3. AGRÉGATION.

Thème.

Le Meunier, son fils et l'âne, jusqu'à la fin.

Version.

Goethe, *Epilog*, jusqu'à la fin.

Dissertation.

Der Realismus, in Schiller's *Jugenddramen*.

LICENCE.

Même thème et même version que pour l'agrégation.

Dissertation.

Hartmann von Aue.

Langue et Littérature anglaises.

AGRÉGATION.

Version.

Willowwood.

I

I sat with Love upon a woodside well,
 Leaning across the water, I and he ;
 Nor ever did he speak nor looked at me,
 But touched his lute wherein was audible

The certain secret thing he had to tell :
 Only our mirrored eyes met silently
 In the low wave ; and that sound came to be
 The passionate voice I knew ; and my tears fell.

And at their fall, his eyes beneath grew hers ;
 And with his foot and with his wing-feathers
 He swept the spring that watered my heart's drouth.
 Then the dark ripples spread to waving hair,
 And as I stooped, her own lips rising there
 Bubbled with brimming kisses at my mouth.

II

And now Love sang : but his was such a song,
 So meshed with half-remembrance hard to free,
 As souls disused in death's sterility
 May sing when the new birthday tarries long.
 And I was made aware of a dumb throng
 That stood aloof, one form by every tree,
 All mournful forms, for each was I or she,
 The shades of those our days that had no tongue.

They looked on us, and knew us and were known ;
 While fast together, alive from the abyss,
 Clung the soul-wrung implacable close kiss ;
 And pity of self through all made broken moan
 Which said, « For once, for once, for once alone ! »
 And still Love sang, and what he sang was this : —

III

« O ye, all ye that walk in Willowwood,
 That walk with hollow faces burning white ;
 What fathom-depth of soul-struck widowhood,
 What long, what longer hours, one lifelong night,
 Ere ye again, who so in vain have wooed
 Your last hope lost, who so in vain invite
 Your lips to that their unforgotten food,
 Ere ye, ere you again shall see the light !

Alas ! the bitter banks in Willowwood,
 With tear-spurge wan, with blood-wort burning red :
 Alas ! if ever such a pillow could
 Steep deep the soul in sleep till she were dead, —
 Better all life forget her than this thing,
 That Willowwood should hold he wandering. »

IV

So sang he : and as meeting rose and rose
 Together cling through the wind's wellaway,
 Nor change at once, yet near the end of day
 The leaves drop [loosened where the heart-stain glows, —
 So when the song died did the kiss uncloze ;
 And her face fell back drowned, and was as grey
 As its grey eyes ; and if it ever may
 Meet mine again I know not if Love knows.

Only I know that I leaned low and drank
 A long draught from the whater where she sank,
 Her breath and all her tears and all her soul :
 And as I leaned, I know I felt Love's face
 Pressed on my neck with mean of pity and grace,
 Till both our heads were in his aureole.

D. G. ROSSETTI (The House of Life).

Dissertation française.

Crabbe : Tales of the Hall.

LICENCE.

Même version que pour l'agrégation.

Dissertation.

French and Latin elements in the English language.

AGRÉGATION.

Thème.

Baudelaire, *Fleurs du Mal* (*Harmonie du Soir ; Mæsta et errabunda*).

Dissertation.

Thomas Hardy et sa conception du roman.

LICENCE.

Même thème que pour l'agrégation.

Dissertation.

Popular English in G. Eliot's *Silas Marner*.

Le gérant : E. FROMANTIN.

REVUE HEBDOMADAIRE

DES

COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

La civilisation de l'âge homérique.

Cours de M. ALFRED CROISSET,

Professeur à l'Université de Paris.

Hélène.

Le personnage d'Hélène est un des plus intéressants et des plus originaux parmi ceux que nous présentent les épopées homériques. Hélène est surtout considérée comme le type de l'épouse coupable : tous les Grecs la regardent comme un fléau, comme la cause funeste de la guerre et de tous les maux qui l'ont suivie ; et, pourtant, un certain charme s'attache à cette femme, charme qui fait que les Athéniens eux-mêmes, qui ont souffert par elle, ne peuvent la maudire. Elle est le premier type de ces personnages, coupables mais sympathiques en même temps, qu'on retrouvera fréquemment dans les œuvres dramatiques de la littérature grecque et qui provoquent à la fois le blâme et la pitié. Elle est aussi, à certains égards, le premier modèle de ces héroïnes, comme Médée ou comme Phèdre, dont l'âme est partagée entre deux tendances, deux ordres de sentiments, et dont le poète latin pourra dire : « *Meliora video proboque ; — deteriora sequor.* » Dans Homère, cette conception apparaît avec la gaucherie ou tout au moins avec la simplicité de l'art primitif, conforme à la naïveté de ces âmes homériques, dont tous les mouvements ne

tendent qu'à produire des passions, amour, regret, remords, sans jamais faire surgir un acte de volonté, sans éveiller une conscience réfléchie.

Nous étudierons, dans les poèmes homériques, les divers traits du caractère d'Hélène; mais ce personnage tient une si grande place dans l'histoire légendaire de la Grèce et même dans toute la littérature grecque postérieure, qu'il nous paraît indispensable de suivre, d'un bout à l'autre, l'histoire littéraire de cette légende. Nous exposerons ce qu'on peut conjecturer sur ses origines; nous verrons ce qu'elle devient chez Homère, et comment, dans la suite de la littérature grecque, elle se transforme et se complète; nous observerons les efforts qu'ont faits des auteurs plus réfléchis pour concilier les contradictions primitives et résoudre, en quelque sorte, le problème posé par le génie naïf du vieux poète.

La légende d'Hélène est très ancienne et antérieure aux poèmes homériques. Nous ne pouvons savoir exactement ce qu'elle fut dans sa forme primitive. La part d'incertitude et de conjectures est trop grande pour qu'on puisse se prononcer sur son origine; pourtant, quelques faits précis nous permettent de nous en faire une idée approximative. Tout nous porte à croire que cette légende se rattache à un mythe naturaliste primitif: Hélène dut être, à l'origine, une divinité solaire. On peut d'abord remarquer la singulière analogie des deux mots grecs Ἑλένη et Σελήνη, la Lune, divinité sœur du soleil. — La ressemblance paraît même parfaite, si l'on considère que l'aspiration initiale du mot Ἑλένη atteste la chute d'une consonne primitive analogue au Σ. Du reste, nous retrouvons en grec d'autres mots apparentés à ceux-ci, comme σέλας, l'éclat de la lumière, et le nom même de la première divinité solaire: Ἥλιος. C'est donc parmi les divinités de l'ordre solaire qu'il faut vraisemblablement chercher l'origine mythique du personnage d'Hélène. — D'ailleurs, même dans la période historique de la civilisation grecque, au iv^e siècle avant notre ère, nous trouvons les traces d'un culte rendu à Hélène dans quelques bourgades de la Laconie. Un assez grand nombre de vieilles divinités grecques avaient ainsi, par suite du développement postérieur des mythes, perdu leur caractère primitif, et étaient passées peu à peu au second plan, au rang de divinités locales. Hélène, ancienne divinité solaire, avait eu un sort analogue, et n'était plus, à l'époque historique, qu'une simple héroïne, dont une tradition incertaine avait maintenu le souvenir et le culte.

Hélène, divinité solaire, devait, comme toutes les divinités, être

filles de Zeus : elle était née, suivant la légende la plus accréditée, de l'œuf de Leda. Elle avait donc pour frères les Dioscures, Castor et Pollux, ces dieux étranges, dont la légende s'est, plus tard, modifiée et compliquée, mais auxquels restait toujours attaché le souvenir d'une tradition singulière. Par une faveur spéciale de Zeus, ils avaient obtenu de rester, après leur mort, alternativement pendant six mois dans le royaume d'Hadès, et, pendant six mois, avec les dieux, à la lumière du soleil. Cette légende semble bien s'expliquer par un phénomène naturel qui a dû frapper les imaginations des hommes primitifs : la disparition du soleil pendant les mois d'hiver et sa réapparition pendant les mois d'été.

Enfin, dans l'histoire même d'Hélène, d'autres faits analogues méritent d'être notés : l'héroïne d'Homère, après la prise de Troie, est emmenée avec son premier mari, Ménélas, en Egypte, où ils sont reçus par un roi du pays, Protée. Or, ce voyage vers les régions du Midi rappelle une conception fréquemment exprimée dans les anciens poèmes de la Grèce, et, en particulier, chez Homère : le Soleil, d'après la croyance commune, allait alternativement, suivant la succession des saisons, vers le Nord chez les Hyperboréens, et vers le Sud chez les Ethiopiens. Au début même de l'*Odyssee*, nous voyons que les dieux se rendent au pays des Ethiopiens, où ils vont prendre part à un festin que les peuples du Sud offrent au dieu Soleil.

Ces diverses observations peuvent nous suggérer une explication de la légende d'Hélène. Cette légende a dû sortir, selon toute apparence, d'un mythe solaire, de l'un de ces mythes naturalistes qui paraissent s'être développés à l'origine de l'ancienne religion grecque. Mais cette conception primitive fut vite altérée par la vive imagination de ceux mêmes qui l'avaient formée, et il n'en est plus resté de traces que dans certains détails de la légende, dans des débris d'anciens cultes, et dans le nom même de l'héroïne. Quant à ce qui concerne la formation et le développement de la légende, la date de son apparition et de ses transformations successives, nous sommes réduits à des conjectures sans fondement.

Quoi qu'il en soit, le personnage d'Hélène nous apparaît de bonne heure, et déjà dans Homère, complètement transformé. Or, à ces êtres divins et suggérés à l'instinct primitif par la vue des phénomènes naturels, l'imagination de la race grecque donnait bientôt une âme à l'image de l'âme humaine ; et le mythe d'Hélène, comme tous les autres, évolua dans le sens de l'anthropomorphisme.

Dans Homère, rappelons brièvement qu'Hélène est l'épouse du roi de Sparte, Ménélas, qui est, comme elle, d'origine divine et descend de Zeus ; nous avons vu, du reste, que c'est précisément dans la Laconie, sur le territoire de l'ancien royaume de Ménélas, que le culte d'Hélène s'était conservé le plus longtemps. Elle a été enlevée par un fils de Priam, Paris, protégé d'Aphrodite, qu'elle a consenti à suivre à Troie : elle est devenue ainsi la cause de la guerre que les Achéens entreprennent pour venger Ménélas. — On peut remarquer déjà que cette histoire de l'enlèvement d'Hélène a la valeur d'un symbole : c'était une chose fréquente dans la société homérique, encore barbare, que ces raptus qui provoquaient des guerres incessantes de tribu à tribu. L'histoire légendaire de Rome nous présente quelque chose d'analogue avec l'enlèvement des Sabines. Le rapt d'Hélène synthétisait, dans un exemple illustre, de nombreuses aventures du même genre. — Mais, si cette légende a été attribuée à Hélène, ce n'est pas peut-être sans des raisons empruntées à la nature du mythe original. Nous avons vu qu'Hélène avait dû, comme Séléné, représenter primitivement la Lune ; il n'est pas impossible qu'on ait vu dans les disparitions fréquentes de la Lune une image de ces enlèvements dont la vie commune offrait de nombreux exemples. Quoi qu'il en soit, rien dans Homère ne nous autorise à affirmer la valeur de cette conjecture. — Après la prise de Troie, nous voyons qu'Hélène est emmenée en Egypte, le vaisseau de Ménélas ayant été entraîné par la tempête. Homère ne fait que quelques allusions brèves à ces péripéties du retour de Ménélas, qui fourniront plus tard un sujet de tragédie à Euripide. — Après avoir passé quelque temps en Egypte, moitié hôtes moitié prisonniers du roi Protée, les deux époux rentrent dans leur ancienne ville, à Sparte, où ils finissent leurs jours, entourés du respect et de la considération de tous. — Telle est, en quelques mots, la légende d'Hélène, transformée par l'imagination plastique et dramatique des contemporains d'Homère.

Si nous nous attachons à étudier le caractère que le poète a donné à son héroïne, nous voyons d'abord qu'il fait d'elle comme le symbole de la suprême beauté. C'est Aphrodite elle-même qui a conduit Paris auprès d'Hélène, et c'est elle qui pare l'héroïne d'une beauté égale à celle des déesses. Mais Hélène est aussi le symbole de la passion qu'inspire cette beauté surhumaine et des maux qui en résultent, soit pour ceux qui la subissent, soit même pour celle qui l'inspire. Hélène est victime de sa propre beauté : elle mérite, en même temps, l'amour et la pitié des hommes,

l'amour pour sa beauté divine, et la pitié pour les remords dont elle souffre après sa faute.

Cette complexité du caractère d'Hélène, ce mélange de sentiments divers, font l'intérêt et l'originalité du personnage. L'héroïne supporte les reproches des Grecs, et s'accuse elle-même de l'acte funeste qui a causé le malheur de tant d'hommes. Elle se traite avec la dernière sévérité, avec brutalité même : « Femme au visage de chien, κυνῶπις », dit-elle d'elle-même. Mais personne autour d'elle n'ose l'insulter et l'outrager : on l'admire et on la plaint, en même temps qu'on la blâme ; et, quand le reproche est près d'éclater, une sorte de sympathie et d'attendrissement impose à ceux qui l'entourent l'indulgence et le pardon.

Homère nous montre son héroïne, pour la première fois, au troisième chant de l'*Iliade*, avec les principaux traits qui la distinguent dans tout le cours du poème. Elle est aux côtés de Priam, sur une tour de l'enceinte, au-dessus des portes Scées ; elle est venue pour voir la bataille qui se livre dans la plaine et elle montre au vieux roi les guerriers grecs dans la mêlée. L'idée de cette scène était fort ingénieuse, et elle a servi souvent depuis Homère. Ce procédé commode, — qui consiste à augmenter l'intérêt d'une scène en la mettant indirectement sous les yeux du lecteur, à faire voir comme dans un miroir une autre âme, à montrer, à travers les émotions d'un personnage intéressé à l'action, à travers l'imagination du poète, les péripéties les plus émouvantes du drame, — a été repris fréquemment par les auteurs tragiques de tous les temps.

A l'occasion de cette scène, nous pourrons voir ce qu'on pense autour d'Hélène de sa faute irréparable, et dans quelle mesure on la lui pardonne. — Hélène est dans son palais, pendant que le combat se livre dans les murs de la ville, lorsqu'Iris, ménagère des dieux, vient la trouver de la part d'Aphrodite : la déesse lui apparaît sous les traits de sa belle-sœur ; elle lui raconte que Ménélas et Pâris vont se battre pour décider du sort d'Hélène, qui appartiendra au vainqueur :

« Ὡς εἰποῦσα θεὰ γλυκὺν ἴμερον ἔμβαλε θυμῷ
ἀνδρός τε προτέρου καὶ ἄσπετος ἤδ' ἐ τοκῆων.

(*Iliade*, III, 139-141.)

— « Par ces paroles la déesse jeta dans son cœur un doux désir de son premier mari, et de sa ville, et de ses parents. » — Tel est le premier sentiment qui se fait jour dans l'âme d'Hélène, et tel est le sentiment qui la décide, soudain, à quitter son palais pour aller assister au combat.

Αὐτίκα δ' ἀργενῆσι καλυψαμένη θόονῃσιν
 ὤρματ' ἐκ θαλάμοιο, τέρεν κατὰ δάκρυ χέουσα·
 οὐκ οἷη, ἅμα τῆγε καὶ ἀμφίπολοι δό' ἔποντο...
 Αἶψα δ' ἔπειθ' ἱκνον, ὅθι Σκαιαὶ πόλαι ἦσαν.

« Aussitôt, se voilant d'étoffes éclatantes, elle s'élança hors de la chambre en versant des larmes; non pas seule, car deux suivantes l'accompagnaient (tel est, comme nous l'avons déjà vu, l'usage protocolaire, que le poète rappelle toujours par le même vers dans une formule immuable)... et elles arrivèrent, bientôt après, là où étaient les portes Scées. » — Ici, le poète décrit l'effet produit par l'apparition d'Hélène parmi les Troyens, qui sont sur le rempart; il n'y a que des vieillards, δημογέροντες, les chefs du peuple, ceux qui entourent Priam de leurs conseils, car les jeunes sont tous partis au combat :

« Ἢίατο δημογέροντες ἐπὶ Σκαιῇσι πόλῃσιν·
 γῆραι δὲ πολέμοιο πεπαυμένοι· ἄλλ' ἀγορηταὶ
 ἑσθλοὶ, τεττίγεσσιν ἑοικότες, οὔτε καθ' ὕλην
 δεινδρέω ἐφεζόμενοι ὅπα λειριόεσσιν ἱεῖσιν.

— « Là étaient assis les vieillards, près des portes Scées, ceux que l'âge avait obligés d'abandonner les combats; mais ils étaient d'habiles parleurs, pareils aux cigales, quand, perchées sur un arbre dans le bois, elles font entendre leur voix qui a la douceur du lis. » — Telle est l'attitude, tel est le caractère qu'Homère aime à donner aux vieillards; et Platon s'en est souvenu, quand il a composé son dialogue entre Socrate et Phèdre. Les deux amis cherchent un lieu pour s'asseoir et causer, s'arrêtent sous un platane où chantent les cigales; et Socrate raconte une jolie fable sur l'origine de cet insecte harmonieux : c'étaient autrefois, disait-on, des hommes sages, à qui les dieux, par une faveur singulière, avaient laissé l'âme et la voix en les délivrant de leur corps, et qui pouvaient, dès lors, se livrer éternellement au plaisir divin du chant. Tels sont les vieillards d'Homère, et ces hommes sages, τεττίγεσσιν ἑοικότες, goûtent sans fin le bonheur de faire de beaux discours. — Quand ils voient Hélène s'approcher du rempart, « ils se disent à voix basse les uns aux autres ces paroles ailées :

« Οὐ νέμεσις Τρῶας καὶ εὐκνήμιδας Ἀχαιοὺς
 τοιῇδ' ἀμφὶ γυναικὶ πολὺν χρόνον ἄλγεα πάσχειν·
 αἰνῶς ἀθανάτησι θεῆς εἰς ὥπα ἔοικεν.

— Ce n'est pas une raison de se venger, si les Troyens et les Achéens aux belles cnémides ont souffert tant de maux pendant

si longtemps pour une femme telle que celle-ci ; son visage ressemble terriblement à celui des déesses immortelles. » Mais voici qu'après ce mouvement irréfléchi d'admiration pour la beauté et de sympathie généreuse, le bon sens reprend le dessus, et les vieillards se disent :

« Ἀλλὰ καὶ ὥς, τοίη περ ἑοῦς, ἐν νηυσὶ νεέσθω,
μηδ' ἡμῖν τεκέεσσι τ' ὀπίσσω πῆμα λίποιτο.

— « N'importe, quelque belle qu'elle soit, il faut qu'elle s'en aille vers les navires des Grecs, sans laisser derrière elle le malheur à nous et à nos enfants. » — Mais le roi Priam interrompt le bavardage des vieillards et appelle la jeune femme. Chez lui aussi nous trouvons ce mélange de sévérité et de compassion, mais surtout une grande bonté, et cette indulgence qu'Homère prête à la plupart de ses héros pour la faute d'Hélène. « Viens vers moi, ma chère enfant », lui dit-il, comme dirait un père à sa fille. Hélène est touchée par ces bonnes paroles, et elle gardera au vieillard une reconnaissance émue ; elle rappellera, plus tard, que deux hommes surtout, à Troie, l'ont traitée avec bonté : Hector et son beau-père, Priam, « qui a été pour elle comme un autre père » :

« Δεῦρο. πάροιθ' ἔλθοῦσα, φίλον τέκος, ἵζευ ἐμέϊο,
ὄφρα ἴδῃ πρότερόν τε πόσιν πηούς τε φίλους τε·
οὔτι μοι αἰτίη ἐσσι, θεοὶ νύ μοι αἰτιοὶ εἰσιν,
οἳ μοι ἐφώρμησαν πόλεμον πολύδακρον Ἀχαιῶν.

— « Viens vers moi, ma chère enfant ; assieds-toi près de moi, afin de voir ton premier époux et tes parents et tes amis ; ce n'est pas toi qui es coupable à mes yeux, ce sont les dieux qui sont coupables d'avoir soulevé contre moi cette guerre féconde en larmes. »

La réponse d'Hélène exprime simplement et naïvement, avec l'aveu de sa faute et la reconnaissance pour le pardon qu'elle obtient, le remords, qui est son véritable châtiment : « Tu es pour moi, ô mon cher beau-père, un objet de vénération et de respect. Plût aux dieux que je fusse morte, quand je suis venue avec ton fils, abandonnant ma ville et mon palais et tous mes proches, avec ma petite fille nouvellement née et mes aimables compagnes ! Mais les choses ne se sont pas passées ainsi, et c'est pour cela que je me consume dans les larmes. » — Ainsi elle pleure sa faute, ou plutôt la fatalité, la malédiction divine qui pèse sur elle, et elle se fait pardonner par ses larmes.

Dans une autre scène du même troisième chant, Hélène nous

apparaît en face de son nouvel époux Pâris. Le héros troyen, près de périr sous les coups de Ménélas, a été sauvé par Aphrodite, qui, l'enveloppant d'un nuage, l'a transporté jusque dans son palais. La déesse apparaît alors à Hélène, et l'invite à aller rejoindre son époux. Elle s'était d'abord déguisée sous les traits d'une vieille femme ; mais, soudain, elle se montre dans tout l'éclat de sa beauté divine : Hélène est frappée de stupeur, puis elle se ressaisit, et, avec la familiarité dont usent souvent les héros envers les dieux, elle lui fait des reproches violents : « Ne me laisseras-tu pas enfin en paix ? lui dit-elle. Veux-tu m'entraîner encore ailleurs et me livrer à quelque nouveau Pâris ? Je suis décidée à te résister maintenant. »

Mais la déesse s'irrite contre la faible mortelle qui ose ainsi insulter à sa puissance, et, soudain, prise de peur devant les menaces divines, Hélène s'éloigne en silence et regagne son palais. Là, elle trouve son nouvel époux Pâris, et lui fait des reproches amers : « Puisque je devais abandonner mon premier mari, dit-elle, au moins j'aurais dû en trouver un autre qui fût un héros ; mais, au lieu de cela, voici que tu fuis le combat, et tu viens dans notre palais me demander que je t'aime encore ! » Ainsi, même devant Pâris, devant celui pour qui elle a commis la faute, elle garde toute sa dignité ; devant ce héros à l'âme féminine, elle se rachète par sa vertu vraiment virile, comme elle se rachetait tout à l'heure par ses remords, et se concilie ainsi, tour à tour, la pitié et l'admiration.

Les poètes secondaires du XVIII^e siècle.

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Louis Racine ; sa rhétorique.

Nous avons vu Louis Racine noter trois sources d'inspiration poétique : en premier lieu l'enthousiasme, puis les passions, enfin l'imitation, qu'il entend soit comme reproduction de la nature, soit comme révélation involontaire des sentiments personnels du poète. Je laisse de côté quelques réflexions, judicieuses, mais moins originales, sur l'unité dans les œuvres d'art et sur la vraisemblance, pour ne m'arrêter qu'aux points saillants de son œuvre critique. Ce sont là, pour ainsi dire, ses idées générales, son esthétique littéraire ; nous allons voir maintenant ce qu'on pourrait appeler sa rhétorique et sa poétique. En rhétorique, il a touché à toutes sortes de questions ; il est particulièrement intéressant à entendre sur la périphrase, les comparaisons, le style figuré, les alliances de mots et les hardiesses de style.

Ce qu'il dit de la périphrase dénote une éducation littéraire très distinguée et un goût inné fort remarquable. Il déclare avec raison, d'abord, que le tour périphrastique ne doit point être interdit à notre langue, car il est tout à fait conforme à son génie, et, de plus, il peut ajouter quelque chose de précieux au mot propre. L'essentiel est qu'il ne soit ni un simple délayage, ni un pur jeu d'esprit, comme il le fut souvent à la fin du XVIII^e siècle : rien n'est plus juste. Le jour où Musset, au lieu de nommer le blé, a dit :

Le brin d'herbe sacré qui nous donne le pain,

il est bien certain qu'il a fait œuvre d'excellent écrivain, car i a ajouté deux ou trois idées très importantes à celle qu'éveille en nous le seul mot *blé*. La périphrase a ainsi l'avantage de substituer au terme propre toute une histoire en raccourci. Comme règle pratique, on peut indiquer qu'elle est surtout bonne quand on ne s'aperçoit pas qu'elle est une périphrase.

« Je parle de la périphrase, dit Louis Racine, non seulement parce qu'elle embellit beaucoup la poésie, mais parce qu'elle est

nécessaire à toute poésie et surtout à la nôtre, qui, par un caprice bizarre, ne veut point admettre un très grand nombre de mots. »

Il indique tout de suite, ce qui est très juste, que la périphrase est une beauté qui naît d'une impuissance ou, tout au moins, d'une bizarrerie de notre langue : celle-ci est très pointilleuse, et certains mots courants en grec et en latin ne lui plaisent pas : « Il semble qu'elle dédaigne d'appeler les choses par leurs noms. Combien d'animaux ne pouvons-nous nommer dans les vers nobles, dont les noms ornaient la poésie grecque et latine ? La génisse a un privilège que la vache n'a pas ; un coursier ennoblit un vers que le cheval déshonorerait. Quoique le mot de charrue ne soit ni bas ni rude, un poète qui dirait aux laboureurs :

Que j'entende gémir vos bœufs sous la charrue,

ne nous rendrait pas l'harmonie de ce vers de Virgile :

*Depresso incipiat jam tum mihi taurus aratro
Ingemere. »*

Remarquez que, comme il est vraiment poète, il ne peut s'empêcher de traduire le passage de Virgile par un bon vers, même lorsqu'il veut montrer que ce vers ne serait pas acceptable.

« Pourrions-nous décrire toutes les parties d'un char, comme l'ont fait Homère et Virgile, en nommant en détail le timon, les jantes, les moyeux des roues, etc. ? Nous nommons les armes des anciens, les flèches, les dards, le béliet. Notre artillerie n'est pas si heureuse en vers : nous ne nommons, dans le style pompeux, ni le fusil, ni la poudre à canon.

« Cette figure est très nécessaire aux poètes, qui, pour se faire une langue particulière, affectent de ne point parler d'une manière commune. *Non loin de ces lieux* leur paraît plus noble que *près de ces lieux*. Ils comptent par les saisons plutôt que par les années, par trente hivers plutôt que par trente ans. Au lieu du nombre qu'ils veulent désigner, ils nomment le suivant ou le précédent :

Plus de douze attroupés craindre le nombre impair.

Boileau, qui se sert de cette périphrase pour dire treize, au lieu de nommer sa satire douzième, veut que cette satire

Se vienne en nombre pair joindre à ses onze sœurs. »

Si Louis Racine pense, ici, se moquer un peu de son maître, il n'a point tout à fait tort ; car Boileau est bien le véritable auteur responsable des périphrases inutiles du XVIII^e siècle. Ses vers célè-

bres sur sa perruque ne sont ni plus ni moins ridicules que ceux où Lebrun, par exemple, désigne, sans les nommer, les villages qui entourent Paris :

La colline, qui vers le pôle
Borne nos fertiles marais,
Occupe les enfants d'Eole
A broyer les dons de Cérès.

C'est Montmartre.

Vanves, que chérit Galathée,
Sait, du lait d'Io, d'Amalthée
Epaissir les flots écumeux.

C'est-à-dire : où il y a des bergères qui font avec du lait de vache du beurre et des fromages. Toute la France s'est pâmée d'aise, vers 1785, devant ces fadaises-là : avouons qu'il faut infiniment d'ingéniosité pour les inventer, mais protestons contre l'unique mérite de la difficulté vaincue.

Louis Racine n'a pas de peine à trouver des périphrases relatives aux saisons dans Virgile, et surtout dans Ovide, pour qui la poésie ne fut guère autre chose qu'un jeu. Il songe même à son père (mais il a trop de respect pour le nommer) et aux fameux vers de *Phèdre* :

Le soleil a trois fois abandonné les cieux,
Depuis que le sommeil n'est entré dans vos yeux,
Et le jour a trois fois chassé la nuit obscure,
Depuis que votre corps languit sans nourriture.

Assurément, Œnone ne pouvait dire dans une tragédie française : il y a trois jours que vous n'avez ni bu ni mangé. Mais, au lieu de ces deux formules, mieux eût valu, sans doute, quelque chose d'intermédiaire.

Louis Racine continue :

« Cette figure n'est pas toujours employée par mépris pour les mots propres, elle est très utile pour éviter la répétition des mêmes mots ; et, par elle, les poètes, qui présentent souvent les mêmes objets, peuvent les présenter sous des images nouvelles. Rousseau, au lieu de nommer *Horace*, le *Zéphyre*, l'*Aquilon*, *Epictète*, *Alexandre*, se sert de ces périphrases : l'*amant de Glycère*, le *volage* *amant de Clytie*, le *fougueux époux d'Orythie*, l'*esclave d'Epaphrodite*, le *fier meurtrier de Clitus*. »

Ici, à condition toutefois que ces détails mythologiques ou historiques ne soient pas trop méconnus du lecteur, je ferai la même

remarque que tout à l'heure : si vous désignez des personnages par les noms de leur père ou de leur époux, ou de leur victime, vous avez l'avantage de rappeler des idées complémentaires, des anecdotes qui peuvent être d'une grande utilité dans la circonstance. Louis Racine nous en fournit la meilleure preuve par l'exemple qui suit.

Dans la tragédie de *Britannicus*, où Néron est nommé *César*, *Empereur*, *Domitius*, Agrippine lui trouve un autre nom, quand elle veut le rendre méprisable :

D'un côté, l'on verra le fils d'un Empereur
Redemandant la foi jurée à sa famille,
Et de Germanicus on entendra la fille ;
De l'autre, l'on verra le fils d'Oénobarbus.

Chacun sent l'importance des idées qu'évoquent ces détours de style, et le grand effet qui en résulte. C'en est assez pour justifier la périphrase et pour en vérifier le bon emploi.

Louis Racine définit, avec la même intelligence, le sens et la valeur des comparaisons : « La justesse des rapports, toujours nécessaire, n'empêche pas, nous dit-il, que deux objets d'une nature toute différente ne puissent être comparés ensemble, lorsque l'habileté du poète y fait trouver un rapport de fiction : ces comparaisons allégoriques sont même plus agréables que les autres, parce qu'elles sont moins attendues. » — Remarquons l'expression : *comparaisons allégoriques*. Louis Racine a, par intuition, des commencements d'idées excellents. D'un seul coup de crayon, trop rapide, il esquisse tout ce qu'il y a à dire de plus juste sur la comparaison. Complétons, en effet, sa pensée ; elle nous amènera à observer qu'il y a trois degrés d'une même figure, dont le premier est la comparaison elle-même, le second l'allégorie, et le troisième le mythe. L'esprit commence par comparer, puis il supprime le terme comparé en le désignant par le terme auquel il le compare, et c'est une allégorie ; puis il combine ensemble deux ou trois allégories, leur donne de sa bonne grâce un caractère vivant, et il obtient un mythe. Les Indiens ont commencé par dire : « Les nuages qui versent de l'eau sur la terre sont comme des vaches qui nourrissent leurs petits. » Ensuite, songeant toujours aux nuages, mais ne les nommant pas, ils ont dit d'eux : les vaches célestes. Et, enfin, ils en ont fait des divinités qu'ils ont rattachées à toute leur mythologie, des êtres bienfaisants conduits par un berger divin, et un mythe s'est trouvé créé. Les religions antiques sont toutes des mythes ainsi formés, c'est-à-dire des métaphores continuées avec beaucoup

le foi et d'imagination. Louis Racine n'est pas sans avoir entrevu tous ces rapports. Il se contente cependant de nous les suggérer ; l'extrait de la *Henriade*, à titre d'exemple, un passage heureusement choisi, puis il continue en ces termes :

« L'immobilité d'un homme, qui, quoique agité intérieurement à la vue d'un grand danger, paraît tranquille, parce qu'il songe au parti qu'il doit prendre, est ingénieusement comparée, par Homère, à ce calme qui règne sur la mer, malgré la noirceur qui se répand sur sa surface, un moment avant l'orage. » (*Iliade*, 14.)

Louis Racine, bon versificateur, nous fait le plaisir de traduire ce passage en vers français :

Nestor, que tant de maux frappent d'étonnement,
Immobile et muet, les contemple un moment.
Ainsi, lorsque les vents, méditant le ravage,
Pour forcer leur prison réunissent leur rage,
Et sont prêts à s'ouvrir un chemin dans les airs ;
Quoique, dans cet instant qui menace les mers,
Une épaisse noirceur couvre l'onde immobile,

(Beau vers, qui rappelle les mots de Virgile : *ponto nox incubat atra*.)

Son empire jamais ne parut plus tranquille.
Les vents partent, la mer se soulève en fureur :
Son empire est celui du trouble et de l'horreur.

Voilà, en effet, la bonne comparaison, celle qui avoisine l'allégorie : c'est la comparaison suggestive. Il y a, en poésie, le mot suggestif et la comparaison suggestive. Le mot suggestif est celui qui éveille, grâce à la place où on l'a mis, beaucoup plus d'idées qu'il n'en enferme en lui-même. En voici un très bel exemple :

Les bons clochers sortant des brumes indécises.

Un voyageur est égaré dans la brume, le soir ; il n'est pas loin de la forêt sinistre ; la nuit tombe ; il a peur, quand, tout à coup, il voit paraître à l'horizon un clocher : ce clocher pour lui est bon, car il annonce un asile, un refuge et le repos. Tout cela est suggéré par le mot *bons*. — Il y a, de même, la comparaison suggestive, comparaison juste d'abord, et qui, ensuite, présente à l'esprit plus d'idées que sa formule ne semble en contenir : ce qu'elle suggère ainsi, c'est une allégorie, plus encore, une allégorie qui pourrait devenir un mythe.

« Boileau, ajoute Louis Racine, commence un chant de l'Art poétique par une comparaison :

Telle qu'une bergère, aux plus beaux jours de fête...

Et j'ai vu plusieurs personnes ne pas désapprouver ce début d'un chant d'un autre poème :

Tel que brille l'éclair qui touche au même instant
Des portes de l'aurore aux bornes du couchant,
Tel que le trait fend l'air sans y marquer sa trace,
Tel, et plus prompt encor, part le coup de la grâce. »

Vigny dira plus puissamment, quoique dans une forme très classique :

Monte aussi vite au ciel que l'éclair en descend.

Mais l'exemple de Louis Racine est fort bien choisi, et ses vers sont ingénieux pour expliquer la rapidité des coups de la grâce, ces revirements subits qu'elle produit parfois dans toute une vie, comme celle de Rancé.

Sur le style figuré en général, il a quelques observations un peu plus techniques et non moins intéressantes ; Louis Racine en démontre la nécessité en poésie, à l'aide surtout de citations :

« Tous les poètes doivent pratiquer le conseil que leur donne Boileau :

De figures sans nombre égayez vos ouvrages ;
Que tout y fasse aux yeux de riantes images.

« C'est aux défauts du style qu'on doit, à mon avis, attribuer la disgrâce étonnante de tant de tragédies, qui, quoique bien conduites, n'ont pas eu un succès durable... Il me suffit, pour le prouver, de tirer un moment de ses ténèbres l'*Iphigénie* de Le Clerc, et de comparer un endroit de cette pièce avec un endroit de l'autre *Iphigénie*, où la même chose soit exprimée. »

Le bon Louis Racine n'est pas fâché, alors même qu'il fait un traité didactique, de choisir ses exemples de telle sorte qu'ils soient à l'honneur de son père et à la confusion des rivaux de son père.

« L'Agamemnon de Le Clerc décrit ainsi le calme qui arrêta l'armée en Aulide :

Les Grecs, prêts à partir, brûlaient d'impatience
D'aller faire sur Troie éclater leur vengeance,
Lorsqu'un calme soudain répandu sur les eaux,
Près ce triste rivage arrêta nos vaisseaux.

« L'autre Agamemnon (c'est-à-dire celui de Racine) décrit ainsi le même événement :

Nous partions, et déjà par mille cris de joie
 Nous menacions de loin les rivages de Troie ;
 Un prodige étonnant fit taire ce transport :
 Le vent, qui nous flattait, nous laissa dans le port :
 Il fallut s'arrêter, et la rame inutile
 Fatigua vainement une mer immobile. »

Ces vers donnent lieu à une remarque intéressante. Evidemment, on ne peut se défendre d'admirer la beauté, le relief et l'éclat de cette grande image :

Et la rame inutile
 Fatigua vainement une mer immobile.

Mais Victor Hugo, qui n'aimait pas beaucoup Racine et qui lui cherchait volontiers chicane, fait remarquer que cela n'a pas le sens commun. Si la mer était immobile, c'était précisément le cas d'employer la rame : on ne rame pas quand le vent est favorable ; au contraire, en l'absence de machines à vapeur, les rames ne sont point inutiles, lorsque le vent fait défaut. La critique est ingénieuse. Voici, je crois, ce qu'on peut y répondre. Racine s'est lui-même mis en garde, car il a dit que c'était un prodige, *un prodige étonnant*. Le prodige n'est pas que le vent s'arrête, mais que, le vent ayant cessé et les flots étant calmes, les rames s'acharnent sur la mer vainement, sans réussir à faire avancer le vaisseau.

Je recueille encore quelques exemples rapportés par Louis Racine :

« Lorsque l'Hippolyte de Pradon s'exprime ainsi :

Depuis que je vous vois, j'abandonne la chasse,
 Et, quand j'y vais, ce n'est que pour penser à vous ;

il ne sait que dire son état ; et l'autre Hippolyte sait le peindre :

Mon arc, mes javelots, mon char, tout m'importune ;
 Je ne me souviens plus des leçons de Neptune,
 Et mes coursiers oisifs ont oublié ma voix. »

Tout ce parallèle entre deux façons d'exprimer les mêmes idées est excellent. Je remarquerai cependant que ceci me semble s'éloigner du style figuré. Il y a dans les vers de Racine quelque chose de plus : une énumération des parties. Au lieu de dire : je vais à la chasse, voilà un homme qui appelle par leurs noms, avec la complaisance irritée et amère d'un chasseur malheureux, les

différents instruments dont il se sert. Les poètes, comme les orateurs, connaissent très bien la force des détails précis.

Enfin Louis Racine a très bien étudié un penchant particulier, qui est tout à fait caractéristique des poètes du xvii^e siècle : le goût pour l'alliance de mots et pour la hardiesse de l'expression. Les poètes de cette époque, en effet, ont un vocabulaire très simple. Ils n'ont aimé, au moins pendant une cinquantaine d'années, ni le néologisme ni l'archaïsme. J'excepte La Fontaine, qui adore la vieille langue et qui en use avec le goût le plus exquis, mais qui est hors de cause, lorsqu'il s'agit de définir la langue du xvii^e siècle. Pour Molière, s'il a aimé les mots nouveaux, il n'en a cependant créé qu'un petit nombre. Tous les autres écrivains de ce temps s'en tiennent à un vocabulaire très restreint, mais ils remédient aux inconvénients par un art, qui n'appartient qu'à eux, de donner aux mots les plus usuels des sens nouveaux, grâce à la façon dont ils les groupent et dont ils les placent dans la phrase : c'est ce qu'on appelle l'alliance des mots, et l'alliance des mots n'est pas autre chose qu'une demi-impropriété. Une expression créée est une impropriété, puisque c'est un mot qui ne se trouvait pas encore dans la langue avec ce sens. Mais, si je m'appelle Racine ou Boileau, par la manière dont j'enchâsserai ce mot dans d'autres mots, je prendrai le droit de lui faire dire ce qu'il ne pouvait dire jusqu'ici, sans qu'il y ait la moindre obscurité pour le lecteur. C'est un art, dont Racine use à tout instant. L'alliance de mots proprement dite, où Boileau est passé maître, et dont l'exemple classique est le *saintement homicides* d'*Athalie*, est simplement ingénieuse; mais la demi-impropriété peut aller jusqu'à l'exquis. Voici, à ce sujet, les intéressantes observations et les bons exemples que sait découvrir Louis Racine :

« Gardons-nous bien d'accuser de vieillesse le style de Corneille, à cause de quelques vieux mots qui s'y trouvent encore : soyons persuadés, au contraire, que Corneille a contribué aussi à la perfection de notre langue. Cet esprit mâle et vigoureux savait s'exprimer comme il pensait, et nous pouvons lui appliquer ce que Gravina dit sur le Dante : il ne fait point de mots nouveaux ; et son autorité n'a fait passer ni *invaincus* ni *exorables* ; mais quelle énergie dans l'expression, et que de mots heureusement mis ensemble pour la première fois !

« Quoique *aspirer* signifie prétendre à quelque chose d'élevé, il s'unit à *descendre*, pour dépeindre la vanité de l'ambition de l'homme :

Il se ramène en soi, n'ayant plus où prétendre,
Et, monté sur la faite, il *aspire* à *descendre*.

(Voilà l'alliance de mots qui indique l'écrivain de génie.)

« Avec quelle force il nous peint les trois favoris du vieux Galba ! Ses expressions sont encore plus fortes que celles de Tacite : *Servorum manus arida, et tanquam apud senem festinantes*.

(Elle est pourtant admirable, l'expression de Tacite ; mais on peut, avec Louis Racine, préférer les vers de Corneille :)

Je les voyais tous trois se hâter sous un maître,
Qui, chargé d'un long âge, a peu de temps à l'être,
Et tous trois à l'envi s'empresser ardemment
A qui dévorerait ce règne d'un moment. •

Voilà, en effet, qui est très beau, et c'est justement une demi-impropriété. Que dit-on dans la langue courante ? Dévorer l'espace. Dévorer le temps serait déjà une sorte d'impropriété, mais assez naturelle, puisque nous prenons très souvent, avec Malherbe, l'espace pour le temps (*l'espace d'un matin*). Mais il appartient à Corneille de risquer cette nouvelle expression.

« Quel autre aurait dit, avant lui, *dévorer un règne* ? Quelle hardiesse d'expression, pour dire qu'Attila ne peut plus parler, parce que le sang le suffoque :

Ce n'est plus qu'en sanglots qu'il dit ce qu'il doit dire ;

et, dans cette même tragédie :

Quoi ! ta vertu qui craint de trop paraître au jour,
Attend, les bras croisés, qu'il t'immole à ton tour. •

L'expression *les bras croisés* ne nous paraît plus, à nous, extraordinaire, parce qu'elle est passée dans la langue ; mais elle était toute neuve au xvii^e siècle. La preuve, je la trouve dans ce fait même que Louis Racine, soixante-dix ans après que le poète l'a employée, s'en étonne encore et la note comme très hardie. A plus forte raison devait-elle l'être au temps de Corneille. A vrai dire, bien qu'elle soit devenue un peu triviale, elle n'en demeure pas moins excellente, car elle remplit une place qu'aucune autre n'occupe dans notre langue. C'est celle de la forte expression latine *sedens*. L'armée romaine étant aux fourches Caudines, un orateur, dans Tite-Live, remarque que l'ennemi tient les légions à sa merci : il n'a, dit-il, pour nous vaincre, qu'à nous regarder : *sedens bellum conficiet* ; traduction un peu libre : il achèvera la guerre comme dans un fauteuil.

Je n'ai pas besoin de dire que Louis Racine emprunte, pour appuyer sa théorie, beaucoup d'exemples aux pièces de son père. Il note ainsi ce passage d'*Iphigénie* :

Les noms de roi des rois et de chef de la Grèce
Chatouillaient de mon cœur l'orgueilleuse faiblesse ;

ce vers de *Britannicus* :

Leur prompt servitude a fatigué Tibère ;

ou bien encore :

Sa réponse est dictée, et même son silence.

Enfin il ne peut négliger l'exemple tout à fait étonnant tiré
d'*Athalie* :

Et de David éteint rallumé le flambeau.

David éteint est, en effet, une expression extraordinaire. David est la lumière d'Israël, le feu qui réchauffe tout Israël ; la demi-impropriété est donc parfaitement intelligible et sensible. Toutefois, il n'y a que le style lyrique, disons-le bien, qui puisse se permettre des métaphores abrégées d'une telle hardiesse.

C. B.

Somosierra.

Cours de M. G. DESDEVISES DU DEZERT,

Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand.

Parti d'Erfurt le 14 octobre, le jour même du départ d'Alexandre, Napoléon arriva à Saint-Cloud le 18 au matin, et en repartit le 29 pour l'Espagne, où il pensait trouver au moins 200.000 hommes prêts à entrer en campagne, pour le conduire, d'une chevauchée, jusqu'à Cadix.

Un premier mécompte l'attendait en France même. Malgré les ordres qu'il avait donnés et l'argent qu'il avait dépensé, les routes du Midi étaient défoncées par les charrois, et devenues difficilement praticables. Dans les landes, il quitta sa voiture pour monter à cheval, il arriva ainsi à Bayonne le 3 novembre, à 2 heures du matin. Il avait mis plus de temps pour faire le trajet de Paris à Bayonne que pour venir d'Erfurt à Paris.

Il conféra aussitôt avec le prince Berthier et apprit avec colère que ses ordres avaient été mal compris et mal exécutés.

Au lieu de 20.000 conscrits destinés à former le fond des bataillons de réserve, 5.000 à peine étaient rendus au corps ; — au lieu de 50.000 capotes en magasin, il n'y en avait que 7.000 ; — au lieu de 129.000 paires de souliers, 15.000 seulement.

Tandis qu'on avait si peu de vêtements, on avait des vivres à foison, ce qui était beaucoup moins utile, puisque les Castilles abondaient en céréales et en bétail.

Les mulets achetés pour les transports étaient presque tous trop jeunes pour fournir un bon service.

Il se plaignit vivement au prince Berthier, écrivit au ministre de la guerre Dejean « qu'il était indignement servi », et, en un jour de présence, prit les mesures les plus efficaces pour rattraper le temps perdu.

Il contremanda les achats de bœufs, cassa le marché de l'habillement, ordonna l'établissement d'ateliers militaires, placés sous la direction de maîtres tailleurs tirés des régiments, et déclara qu'en faisant appel aux ouvriers de toute la France, on lui donnerait avec ce système 10.000 habits par jour, aussi bien confectionnés que ceux de la Garde. Il fit construire des baraques pour loger les soldats des quatrièmes bataillons. Il pressa l'envoi des contingents. Il donna aux administrations des postes

et des ponts et chaussées les instructions les plus lumineuses, et, le 4 novembre au soir, il franchit la frontière espagnole. Le 5, à la nuit, il entra à Vitoria, à cheval, escorté par la cavalerie de la Garde, et alla se loger en dehors de la ville, ne voulant être en Espagne que général et conquérant, et laissant à Joseph tous les honneurs de la royauté: ce qui était habile et grand.

A Vitoria, il se montra d'abord tout aussi mécontent des manœuvres des généraux qu'il avait été, à Bayonne, mal satisfait de l'intendance.

L'arrivée des renforts, l'entrée en ligne des beaux régiments de la Grande Armée avaient rendu toute confiance à Joseph et à ses lieutenants, et, quoique l'Empereur eût expressément défendu de commencer la campagne avant son arrivée, l'impatience française n'avait pu se contenir. A gauche, Ney avait chassé les Espagnols de Logroño, passé l'Ebre et poussé l'ennemi jusqu'au pied des montagnes de Camero Viejo, tandis que les généraux Wathier et Maurice Mathieu, détachés par Moncey, s'emparaient de la ville de Lérin en Navarre et y faisaient un millier de prisonniers.

A droite, le maréchal Lefebvre s'était trouvé, avec 21.000 hommes d'excellentes troupes, en face de l'armée espagnole, commandée par Blake, et forte de 35.090 hommes. Blake temporisait, comme un homme qui ne se sent pas le plus fort; mais ses soldats insultaient les nôtres, et la patience étant la moindre vertu de nos grognards, le choc ne tarda pas à se produire.

On n'a peut-être pas assez insisté sur cette courte campagne de Biscaye. A la regarder de près, elle est singulièrement intéressante, et fut des plus honorables pour les Espagnols.

La seigneurie de Biscaye était un libre fief, dont tous les hommes étaient réputés nobles et où le roi d'Espagne n'était considéré que comme « seigneur de la terre » (señor de la tierra). Les Biscayens ne devaient pas d'impôts à la couronne, mais votaient un don gratuit au roi; ils ne pouvaient être appelés à servir hors de la province; mais, en temps de guerre, ils étaient tous levés pour la défense du señorío.

La Biscaye, qui, en temps ordinaire, payait 900.000 réaux au Trésor, avait donné au roi, pendant les trois années de la guerre contre la Convention, une somme de 19.320.000 réaux. Elle avait armé jusqu'à 25.000 hommes, qui avaient fait très rude guerre aux colonnes du général Moncey. Jomini ne craint pas de dire que « la paix de Bâle vint fort à propos pour tirer ce général d'embaras, et achever heureusement pour sa gloire une campagne dont l'issue pouvait encore être douteuse, malgré son brillant début. » (Jomini. *Mém.* II, p. 248.)

Les Biscayens de 1808 n'avaient pas dégénéré, et ces « paysans », dont Thiers parle avec tant de dédain, étaient de très sérieux adversaires.

La Biscaye est, d'ailleurs, un des pays les plus montagneux de l'Espagne. Située entre la Sierra Salvada, la Peña de Gurbea et la mer, elle a des sommets de 13 à 1400 mètres et de profondes vallées, dominées par des croupes boisées, ou cultivées, interrompues par des ravins abrupts. Les opérations militaires y sont extrêmement difficiles ; nul terrain ne se prête mieux à la guerre de chicane et d'embuscade ; aucun succès n'y est définitif, aucune défaite n'y est sans remède.

Lefebvre commença ses opérations le 31 octobre au matin, et culbuta assez aisément, à Zornoza, le corps espagnol, qui s'était établi en avant de Durango. Le 1^{er} novembre, il entra dans Bilbao, où il trouva beaucoup de matériel apporté par les Anglais, et il poussa jusqu'à Balmaseda, à six lieues à l'Ouest de Bilbao, sur la route qui va en Castille par Espinosa. Il y laissa la division Villatte et alla se ravitailler à Bilbao.

Le 5 novembre, Blake tomba avec toutes ses forces sur la division Villatte, et, malgré la plus belle résistance, la força à se retirer sur Bilbao. Il n'y avait rien d'extraordinaire à voir 7.000 hommes se retirer devant 30.000, puisque tout ce qu'on avait reproché à Dupont était de ne pas l'avoir fait. Il n'en restait pas moins vrai qu'une des plus belles divisions de l'armée avait été obligée de reculer et avait même laissé un canon entre les mains de l'ennemi. (Toreno, I, p. 289.)

Lefebvre fit alors ce qu'il aurait dû faire dès le début ; il réunit tout son monde et reparut, le 7 novembre, avec 18.000 hommes à l'entrée de la vallée de Balmaseda. Les troupes de Blake ne tinrent pas devant lui, et se défilèrent à droite et à gauche, le long des montagnes.

Si le maréchal Victor, envoyé par Joseph au secours de Lefebvre, s'était un peu plus pressé d'obéir, il eût coupé la retraite aux Espagnols démoralisés, et leur eût fait de nombreux prisonniers ; mais il n'arriva en vue des lignes de Lefebvre que le 8 au matin ; Blake était déjà loin et ralliait son armée autour d'Espinosa.

Napoléon avait manifesté un très vif mécontentement en voyant ses ordres méconnus, et avait tancé vertement le maréchal Lefebvre pour avoir combattu sans ordre, et pour n'avoir pas détruit l'ennemi, puisqu'il se risquait à combattre (Berthier à Lefebvre, — 6 nov. — Thiers, IX, p. 408.)

En somme, l'armée espagnole avait livré trois batailles en huit jours, et n'avait pu être coupée ; et deux corps d'armée français,

commandés par deux maréchaux d'Empire, n'avaient pu gagner sur elle 12 lieues de pays. Si l'on compare la valeur militaire respective des troupes en présence, on est forcé d'avouer que Victor et Lefebvre s'étaient montrés de médiocres stratégestes.

Le 9 novembre au matin, Napoléon, rassuré sur le sort de Lefebvre, donna l'ordre de commencer la marche sur Madrid.

Burgos, la plus ancienne capitale de la Castille, est bâtie sur l'Arlanzón, sous-affluent du Duero, dans une plaine aride, au pied d'un coteau assez élevé, que couronnaient les restes de l'ancien palais des rois de Castille. Elle est située à 30 lieues au sud de Vitoria ; mais les Français étaient restés maîtres du passage de l'Ebre à Miranda, des défilés de Pancorbo, et s'avançaient jusqu'à Briviesca, à douze lieues de Burgos.

Pour défendre la ville historique, les Espagnols ne pouvaient compter que sur les contingents d'Estrémadure, commandés par le jeune marquis de Belveder. Ces troupes montaient à environ 18.000 hommes ; mais deux divisions seulement, sur trois, étaient arrivées à leur poste, quand les Français commencèrent leur mouvement ; la troisième était restée à Lerma, à neuf lieues au sud des deux premières. Le marquis se croyait sûr de garder Burgos et montrait une telle tranquillité qu'à l'arrivée de sa deuxième division, dans l'après-midi du 9 novembre, il envoya les officiers se reposer, affirmant qu'avec une division il était parfaitement en mesure de repousser l'ennemi. (Toreno, I, p. 410.)

En face de lui montait l'orage, qu'il ne voulait pas voir. Soult occupait Briviesca, avec trois belles divisions, quatre régiments de dragons, des chasseurs et des lanciers polonais de la Garde ; en tout 17 à 18.000 fantassins et 4.000 chevaux, avec des généraux de cavalerie comme Lasalle et Milhaud. (Thiers, IX, p. 412.)

Un instant, les Espagnols parurent tenir bravement dans le bois de Gamonal. Ils avaient mis leurs recrues en arrière de leurs meilleures troupes, et, appuyés sur seize pièces de canon, ils reçurent énergiquement le premier choc des colonnes du général Mouton ; mais les Français mirent baïonnette au canon et se précipitèrent tête baissée sur les batteries espagnoles, sans tirer un coup de fusil. « Le maréchal Soult avait escompté l'effet moral foudroyant que devait produire sur des troupes médiocres un mouvement aussi hardi, qui, de fait, décida l'affaire en un instant. » (Balagny, *Campagne de l'empereur Napoléon en Espagne*, I, p. 340.) En quelques instants, le bois fut forcé et, toute la gauche ennemie se débanda vers Burgos. Le chef de la cavalerie espagnole, Don Juan Henestrosa, voulut charger les cavaliers de Lasalle. Invoquant à haute voix tous les saints du paradis, il

entraîna ses hommes, mais fut bien vite ramené en arrière ; et la poursuite fut si vive et si âpre que vainqueurs et vaincus entrèrent pêle-mêle dans Burgos.

Belveder, poursuivi par Lasalle et Milhaud, ne s'arrêta qu'à Lerma, où il rallia sa troisième division. Ne se trouvant pas encore en sûreté, il rétrograda sur Aranda de Duero et, de là, sur Ségovie, à quarante lieues de Burgos, où un ordre de la Junte centrale le priva de son commandement.

La journée nous valut la possession de Burgos et de son château, 14 pièces de campagne ramassées sur le champ de bataille et 16 autres trouvées dans le parc de l'armée espagnole, 30 drapeaux, 900 prisonniers.

Quelques coups de fusil ayant été tirés sur nos troupes, la ville fut livrée au pillage. Le soir du combat, de grands feux clairs flambaient sur les places, alimentés avec les meubles et les guitares trouvés dans les maisons. Devant les feux rôtissaient tous les volatiles qu'on avait pu se procurer, et l'armée en belle humeur fêtait, en chantant et en buvant, sa première étape sur le chemin de Madrid.

Le 11 novembre, à la pointe du jour, Napoléon entra à son tour à Burgos ; il avait ordonné la construction de postes fortifiés à Miranda, à Pancorbo et à Briviesca pour assurer les communications et permettre aux colonnes en marche de se ravitailler et de déposer les hommes fatigués ou malades hors de l'atteinte des guerillas.

Il reçut les autorités et leur parla très sévèrement, en conquérant irrité. Sa tactique était de se montrer personnellement très dur, pour laisser à Joseph le mérite de toutes les mesures de clémence auxquelles il consentirait à la prière de son frère.

Il ordonna de brûler l'étendard royal qui avait servi à la proclamation de Ferdinand VII.

Il confisqua pour 12 ou 15 millions de francs de laines appartenant aux plus grands propriétaires de l'Espagne, les ducs d'Osuna, de Medina Celi, de l'Infantado, de Castelfranco.

Il envoya au Corps législatif les douze drapeaux pris aux Gardes espagnoles et wallonnes.

Ségur raconte que, ce même jour, au palais archiépiscopal où il était descendu, dans la pièce même où il se trouvait, derrière un rideau, on trouva trois soldats espagnols tout armés, qui se tenaient debout, collés contre les volets. Ils eussent pu d'un seul coup terminer la guerre. (Ségur, *Mémoires*, t. III, p. 267.)

Napoléon commençait enfin à comprendre. L'Espagne lui apparaissait telle qu'elle était, ignorante de l'art militaire, fanatique,

anarchique et bruyante, mais irréductible et peut-être indomptable. Il avait affaire à des adversaires d'une mobilité redoutable, qu'il battait sans les détruire, qu'il dissipait pour les voir se rassembler 10 lieues plus loin : c'étaient comme des nuées de moustiques acharnés après le lion.

Il sentait l'impatience le gagner. Il n'avait pas de mots assez durs, assez cinglants, pour les soldats espagnols : « Cette infâme canaille fanfaronne, écrivait-il à son frère, n'a pas soutenu la charge d'une brigade du général Mouton. » — « On a trouvé dans la poche des officiers morts des contrôles des *compagnies de Brutus, compagnies del popolo* (pour *del pueblo*) ; c'étaient celles des étudiants des écoles. D'autres dont les compagnies portaient des noms de saints : c'était l'insurrection des paysans. Anarchie et désordre, voilà ce que l'Angleterre sème en Espagne. Qu'en recueillera-t-elle ? La haine de *cette brave nation* éclairée et réorganisée. Du reste, l'extravagance des meneurs des insurgés s'aperçoit partout. Il y a des drapeaux, parmi ceux que nous avons pris, où l'aigle impériale se trouve déchirée par le lion d'Espagne. Et qui se permet de pareilles allégories ? Les troupes les plus mauvaises de l'Europe ! (*Deuxième Bulletin*, 12 novembre.) — Parmi les prisonniers, nous en avons trouvé qui portaient à la boutonnière un aigle renversé, percé de deux flèches, avec cette inscription : « Au vainqueur de la France ». A cette ridicule fanfaronnade, on reconnaît les compatriotes de don Quichotte. Le fait est qu'il est impossible de trouver de plus mauvaises troupes, soit dans les montagnes, soit dans la plaine. Ignorance crasse, folle présomption, cruauté contre le faible, souplesse et lâcheté avec le fort : voilà le spectacle que nous avons sous les yeux. » (*Quatrième Bulletin*, 15 novembre.) — Les moines espagnols étaient, avec les Anglais, la bête noire de Napoléon : « Ils sont, dit-il, tirés de la lie du peuple. Ils sont ignares et crapuleux. On ne saurait leur trouver de ressemblance qu'avec des artisans employés dans les boucheries. Ils en ont l'ignorance, le ton et la tournure. Ce n'est que sur le bas peuple qu'ils exercent leur influence. Quant aux malheureux paysans espagnols, on ne peut les comparer qu'aux fellahs d'Egypte. Ils n'ont aucune propriété. Tout appartient soit aux moines, soit à quelque maison puissante. » (*Douzième Bulletin*, 28 novembre.)

M. Guillon, qui cite ces textes intéressants, ajoute : « C'est ainsi que, comme dans les campagnes d'Austerlitz et d'Iéna, le *Bulletin* s'ajoutait à la stratégie et l'ironie du chef à la valeur des soldats. Personne n'avait encore employé ce système, et personne n'a porté plus loin que Napoléon cet art d'achever l'ennemi, après

la victoire. » (*Les guerres d'Espagne sous Napoléon*, p. 91.) Nous avouons ne pas du tout partager l'enthousiasme de M. Guillon pour les procédés oratoires de l'Empereur ; il montrait dans ces bulletins sa complète ignorance de la langue, des mœurs et du caractère de l'Espagne ; ses insultes aux vaincus ne rehaussaient en rien sa gloire, puisqu'il établissait lui-même que son triomphe était remporté sur les plus mauvaises troupes de l'Europe. Ses diatribes contre les moines rappelaient ses origines jacobines, et son assimilation du libre et fier paysan d'Alava ou de Castille au fellah d'Egypte rappelle cette « ignorance crasse » et cette « cruauté envers le faible », qu'il reproche à ses ennemis. Il est fort probable que toutes ces boutades s'expliquent surtout par la mauvaise humeur où le mettaient ces « diablesses d'affaires d'Espagne », où il s'était si imprudemment fourvoyé. Il comprenait qu'avoir tout le monde contre soi est une terrible chose. Il eût voulu être partout à la fois, et, venu en Espagne « pour remonter lui-même la machine », il la faisait marcher à toute vitesse, imposant à tous l'allure de sa dévorante activité.

Milhaud et Lasalle avaient sabré 2.000 hommes dans la première poursuite ; ce n'était pas assez : le 11, il renvoya Lasalle avec sa cavalerie légère sur Lerma et Aranda pour sabrer encore et rejeter les débris de l'armée d'Estrémadure jusqu'au pied de la Sierra de Guadarrama.

Il envoyait Milhaud sur Valladolid avec 2.000 dragons.

Il donnait l'ordre à Soult de se porter sur le haut Ebre, au-devant de l'armée de Blake, chassée de la côte par Lefebvre et Victor.

Il pressait l'entrée en Espagne du général Junot, pour donner à Soult toute l'assistance dont il pourrait avoir besoin.

Il dirigeait Ney sur Aranda de Duero pour le faire revenir, à l'improviste, sur l'Ebre et tomber sur les derrières de Castaños et de Palafox, tandis que le maréchal Lannes, mis à la tête du corps du maréchal Moncey, s'avancerait contre eux par le Nord.

Burgos était comme un volcan, dont les coulées de lave, représentées par des armées, s'écoulaient dans cinq ou six directions et ne connaissaient ni montagnes, ni vallées capables de les arrêter.

Les deux grands coups furent portés, à droite, par Victor, et, à gauche, par Lannes.

Nous avons laissé Lefebvre et Victor réunis, le 9 novembre, à Balmaseda, tandis que Blake se concentrait sur la petite ville d'Espinosa de los Monteros, dont les habitants jouissent du privilège de fournir les gardes de nuit, qui veillent à la sûreté des rois d'Espagne.

Dès le 10 au matin, Victor s'était mis en marche sur Espinosa, sans prévenir son collègue, qui le suivit lentement, sitôt qu'il eut eu connaissance de son départ.

Vers midi, Victor se trouva en présence de l'armée espagnole, encore forte de 30 à 32.000 hommes, qui s'était retranchée en avant de la petite ville d'Espinosa. La ligne espagnole était appuyée à deux hauteurs boisées, avait derrière elle la ville et un petit cours d'eau, le Trueba. Blake avait pu se procurer six pièces de canon, tandis que les Français n'en avaient point.

Sans penser à la force de la position, ni au défaut d'artillerie, le général Villatte, à peine arrivé, lança les 94^e et 95^e régiments de ligne sur la droite des Espagnols, et, malgré leur résistance, les rejeta sur le centre. Il n'avait pas assez de monde pour emporter la position, et parmi les Espagnols se trouvaient les soldats de la Romana, qui revenaient de la Baltique et savaient leur métier. L'arrivée du maréchal Victor avec ses deux autres divisions allait changer la face des choses, quand le brouillard se leva et sépara les deux armées. (Thiers, p. 421.) Le maréchal Victor était assez inquiet pour appeler Lefebvre à son secours. (Balagny, I, p. 386.)

Les Espagnols étaient heureux de n'avoir pas été forcés, dès la première attaque ; ils avaient tiré bon parti de leur artillerie, pris de bonnes dispositions et montré de la fermeté ; mais ils ne trouvèrent aucune ressource dans Espinosa, évacuée par ses habitants. Les mauvais fruits qui, depuis plusieurs jours, faisaient le fond de leur nourriture, vinrent à leur manquer ; les soldats se débandèrent pour aller chercher des vivres, les blessés restèrent sans secours.

Le 11, dès le tout petit jour, Victor recommença l'attaque contre la gauche espagnole, composée de recrues asturiennes ; c'était le général Maison qui menait la charge. Il s'aperçut que les généraux espagnols se donnaient beaucoup de mouvement pour maintenir leurs hommes. Il fit avancer les meilleurs tireurs de ses régiments et leur donna l'ordre de viser les officiers ennemis. Bientôt tombèrent D. Gregorio Quiros et les généraux Acevedo et Valdes. Les Asturiens commencèrent à lâcher pied. En voyant fuir leurs camarades de gauche, les soldats du centre se débandèrent à leur tour et refluèrent, pressés par le général Ruffin, sur Espinosa. La droite suivit le mouvement général, et, à travers les petites rues du village, les jardins et les *tapias* qui les séparaient, toute l'armée se précipita vers le seul pont qui permettait de franchir le Trueba. Ce fut une cohue inexprimable, dans laquelle le feu plongeant des Français fit de grands ravages : 2 ou 3.000 hommes périrent, l'artillerie fut capturée, l'armée s'écoula en désordre par les routes de Santander et de Léon. Blake espéra, un instant,

pouvoir s'arrêter à Reynosa et envoya sur Léon ce qui lui restait de canons et ses blessés ; mais Soult s'avancait sur sa route ; l'artillerie se sauva au galop, et les blessés tombèrent aux mains des Français, qui en sabrèrent un certain nombre. Parmi eux se trouvait le général Azevedo, blessé à Espinosa ; il fut tué et son aide de camp, D. Rafael de Riego, fut emmené prisonnier en France, d'où il devait revenir, conquis à son tour aux idées françaises, pour révolutionner l'Espagne en 1820. Menacé, au Sud, par Soult et, à l'Est, par Victor et Lefebvre, Blake évacua Reynosa et fila le long des montagnes avec tout ce qui lui restait de troupes. La Junte lui ôta son commandement et le remplaça par le marquis de la Romana, qui lui ordonna de concentrer à Léon les lambeaux de son armée. (Toreno, I, p. 295.) Soult entra le 14 à Reynosa et y trouva 35 bouches à feu, 15.000 fusils et une grande quantité de vivres de provenance anglaise. Soult et Lefebvre firent leur jonction en ce lieu, et, conformément à ses instructions, Soult prit le chemin de Santander pour aller soumettre les Asturies.

L'armée espagnole de la gauche était détruite, l'armée du centre enfoncée ; ce fut contre l'armée de la droite que Napoléon dirigea ses coups.

L'armée de la droite était la plus considérable et la meilleure des armées espagnoles. C'était, en somme, l'armée de Baylen, renforcée par les Valenciens de Llamas et les Aragonais de Palafox. Elle comptait 41.000 hommes, dont 3.700 de cavalerie, et était animée du meilleur esprit. Tous ces soldats croyaient avoir vaincu les Français et attendaient leurs attaques avec confiance.

D. Francisco Javier Castaños la commandait. Au dire des écrivains militaires, Castaños était le meilleur général qu'eût alors l'Espagne ; mais, trop bon militaire pour partager les illusions que l'on se faisait autour de lui, il était accusé de tiédeur et de mollesse par tous ceux qui étaient jaloux de sa gloire.

Les envieux lui firent adjoindre des commissaires de la Junte centrale : D. Francisco Palafox, frère du héros de Saragosse, homme très estimable mais de médiocre jugement, le marquis de Coupigny et le comte de Montijo, plus propre à diviser les gens qu'à donner un bon conseil.

Le 5 novembre, un conseil de guerre décida qu'on attaquerait les Français. Castaños laissa dire et ne fit rien. Il patienta jusqu'au moment où les mauvaises nouvelles reçues de l'armée de la gauche firent suspendre toute opération offensive à droite ; mais les ardents patriotes qui l'entouraient crièrent alors à la trahison, et la Junte centrale, aussi raisonnable que ses commissaires, lui ôta son commandement pour le donner à l'homme du jour, le

marquis de la Romana, qui se trouva, du même coup, commander l'armée de la gauche en concentration à Léon, et l'armée de la droite, cantonnée à cent lieues de là à Cintruénigo, — avec Napoléon à Burgos, juste à moitié chemin entre les deux quartiers généraux.

Castaños fut prié de conserver provisoirement son poste, et, comprenant que les Français allaient prendre l'offensive, il tint un nouveau conseil de guerre à Tudela avec tous ses lieutenants. Il eût voulu se replier sur les provinces méridionales, abondantes en ressources de toute espèce et susceptibles d'être secourues par mer ; mais l'opposition des deux Palafox, qui tenaient pour que l'Aragon fût défendu, le fit rester sur l'Ebre.

On n'avait encore pris aucune disposition. On ignorait que le corps de Moncey, porté à 30.000 hommes, avait passé sous les ordres de Lannes, le premier tacticien de l'armée ; on ignorait que Ney s'avancait avec 20.000 hommes de Soria sur Agreda et menaçait de couper la retraite à l'armée. Le 23 au matin, on vit l'ennemi s'avancer du côté d'Alfaro. Lannes avait tout son corps bien en main. Ses vieux soldats d'Eylau et de Friedland allaient à la bataille comme à une fête ; les jeunes ne pensaient qu'à se montrer dignes d'eux. On s'était levé dès trois heures du matin pour faire les 19 kilomètres qui séparent Alfaro de Tudela, on avait dans le sac du pain pour quatre jours, et Lannes, quoiqu'à peine remis d'une chute de cheval dangereuse, prenait les devants avec ses lanciers polonais pour aller reconnaître le terrain.

L'armée de Castaños s'étendait sur une longueur de quatre lieues, de Tudela à Tarazona, divisée en quatre tronçons : les Aragonais à l'extrême droite, près de l'Ebre ; les Valenciens et les Murciens au centre ; et, à l'extrême gauche, loin des autres, les Andalous de La Peña. Grimarest plus loin encore, à Tarazona.

Lannes fit attaquer la droite espagnole par les généraux Maurice-Mathieu et Habert, qui trouvèrent une très vive résistance sur ce point, où les Aragonais se servirent habilement de leur artillerie. Quand il vit les Aragonais sur le point de céder, Lannes lança les généraux Morlot et Grandjean à l'assaut de la position centrale de Santa-Barbara, occupée par les Valenciens. Ceux-ci firent d'abord bonne contenance ; mais, Maurice-Mathieu ayant réussi à refouler les Aragonais sur Tudela, ils lâchèrent pied eux-mêmes et se mirent à fuir en désordre par la plaine.

Alors, passant entre Tudela et Cascante, toute la cavalerie de Lannes s'ébranla ; les cheveau-légers de Colbert, les lanciers polonais sabrèrent ou lardèrent tous ceux qui passèrent à portée de leur main.

Il était trois heures de l'après-midi : Tudela était à nous, mais la gauche espagnole n'avait pas encore combattu. Lannes la fit attaquer par la division Lagrange, qui venait d'arriver sur le champ de bataille, et la força à battre en retraite.

Lannes trouva sur le champ de bataille 40 canons. Les Espagnols avaient perdu 2.000 hommes, et la cavalerie leur fit 3.000 prisonniers. Mais les résultats eussent été tout autres, si le maréchal Ney ne s'était pas arrêté à Soria et avait marché au canon, qu'il entendait.

« Votre aide de camp est arrivé le 26 et m'a annoncé la brillante affaire de Tudela, écrivait Napoléon au maréchal Lannes. Le maréchal Ney n'a pas, dans cette circonstance, rempli mon but. Arrivé le 22, à midi, à Soria, il devait être le 23 de bonne heure à Agreda. Mais, s'étant laissé imposer par les habitants, et ajoutant foi à un tas de bêtises qu'ils lui débitaient, croyant sur leur parole qu'il y avait 80 mille hommes de troupes de ligne, il a eu peur de se compromettre et il est resté le 23 et le 24 à Soria. Je lui ai donné l'ordre depuis de pousser Castaños l'épée dans les reins... » (Aranda, 27 nov. 1808.)

La poursuite elle-même manqua de vivacité. Lannes, blessé, avait remis le commandement à Moncey, qui ne pensa qu'à investir Saragosse. (Balagny, II, p. 333.)

La Peña et Grimarest purent se retirer avec toute leur artillerie sur Calatayud, où Castaños les rejoignit avec ses troupes d'Andalousie, tandis que les Valenciens et les Aragonais couraient s'enfermer dans Saragosse, avec Palafox.

Le 29, le général Maurice-Mathieu arriva à Calatayud ; mais Castaños avait confié 5.000 hommes d'élite au général Vonegas, et ce petit corps arrêta assez longtemps les Français pour permettre à Castaños de franchir le col de Jadraque et de descendre sur Sigüenza et Guadalajara.

Les armées espagnoles semblaient faites de fumées, que le canon dissipait et qui allaient se reformer un peu plus loin. Toutefois, la route de Madrid se trouvait désormais grande ouverte.

De Léon, où se ralliaient péniblement les débris de l'armée de Blake, à Sigüenza, où se concentraient les débris de l'armée de Castaños, Napoléon n'avait plus devant lui que 12 ou 13.000 hommes, composés en grande partie des fuyards de Burgos et qui avaient passé sous les ordres de D. Benito San-Juan, après la révocation du marquis de Belveder.

On parlait bien d'une armée anglaise s'avancant sur Madrid ; mais cette armée, coupée en trois tronçons, n'avait alors rien de bien redoutable.

Le principal corps, commandé par S. John Moore, était parti de Lisbonne avec 13 ou 14.000 hommes et avait gagné Salamanque par les affreux chemins que connaissaient les soldats de Junot. Sir David Baird, débarqué le 11 novembre à la Corogne avec 12.000 hommes, s'avancait timidement jusqu'à Astorga. Toute l'artillerie et toute la cavalerie de Moore avaient pris la route de Badajoz pour passer le Tage à Talavera et remonter ensuite sur Salamanque.

L'armée anglaise était donc coupée en trois tronçons, qui ne paraissaient pas encore prêts à se rejoindre. S. John Moore était un homme prudent et méthodique, qui ne devait marcher qu'à coup sûr, et qui ne marquait aucun enthousiasme pour ses alliés espagnols. (Thiers, IX, p. 449.) Napoléon, pleinement rassuré, comprit que Madrid était à lui. Dès le 26 novembre, il avait quitté Burgos pour aller coucher à Aranda de Duero.

Il avait avec lui le corps de Victor et la Garde, environ 40.000 hommes, avec lesquels il aurait pu battre La Romana, San Juan et Castaños, s'ils avaient pu se réunir.

D. Benito San Juan était un officier de mérite, qui avait fait tout le possible pour tirer parti de la mauvaise situation où il se trouvait. Il avait posté une avant-garde à Sépulveda, au pied des pentes du Guadarrama, et avait fortifié le point culminant des passes, l'endroit où la route royale franchit le col de Somo-Sierra, à l'altitude de 1443 mètres. Seize pièces de canon balayaient toute la pente et formaient un des obstacles les plus sérieux que nous eussions encore rencontrés sur notre chemin.

Napoléon, pensant que les défaites répétées qu'ils venaient de subir, pouvaient avoir amené les Espagnols à des sentiments moins absolus, songea à tenter, encore une fois, les moyens de douceur. Le 12 novembre, il data de Burgos un décret impérial où il offrait une amnistie aux Espagnols : « Nous accordons, tant en notre nom qu'au nom de notre frère le roi d'Espagne, pardon général et amnistie pleine et entière à tous les Espagnols qui, dans le délai d'un mois après notre entrée à Madrid, auront mis bas les armes et renoncé à toute alliance, adhésion et communication avec l'Angleterre, se seront ralliés autour de la Constitution et du trône, et rentreront dans l'ordre si nécessaire au repos de la grande famille du continent. »

L'Empereur exceptait malheureusement de cette amnistie les ducs de l'Infantado, de Híjar, de Medina-Celi, de Osuna, le marquis de Santa-Cruz, les comtes de Fernan-Núñez et d'Altamira, le prince de Castel-Franco, D. Pedro Cevallos et l'évêque de Santander. Il les déclarait ennemis de la France et de l'Espagne, traîtres

aux deux couronnes, ajoutant que, « comme tels, ils seraient saisis en leur personne, traduits devant une commission militaire et passés par les armes. Leurs biens, meubles et immeubles seraient confisqués en Espagne et en France, et dans tous les pays occupés, par l'armée française, pour y répondre des frais de la guerre. »

C'était ôter beaucoup de son mérite à l'offre d'amnistie générale, c'était montrer beaucoup d'acharnement contre des hommes coupables, il est vrai, d'avoir prêté serment à Joseph, mais un serment que la crainte avait vicié dans son principe et contre lequel ils avaient protesté, sitôt qu'ils s'étaient trouvés libres de contrainte. La mesure dirigée contre l'évêque de Santander était encore moins justifiable, car ce prélat n'avait jamais prêté serment à Joseph et avait apparemment bien le droit de prendre dans la querelle parti pour son pays et pour son souverain légitime.

Les ministres de Joseph : Azanza, O'Farrill, Romero, Urquijo, Cabarrus et Arribas avaient adressé de leur côté au président de la Junte centrale, au doyen du conseil de Castille et au corregidor de Madrid des lettres par lesquelles ils les invitaient à reconnaître le fait accompli et à arrêter une guerre sans issue, qui ne pouvait qu'entraîner la ruine de l'Espagne.

La Junte laissa sans réponse le manifeste de l'Empereur et décida que les lettres des ministres de Joseph seraient brûlées par la main du bourreau « et leurs auteurs abandonnés à l'exécration publique, tenus pour infidèles, déloyaux et mauvais serviteurs de leur roi légitime, indignes du nom espagnol, et traîtres à la religion, à la patrie et à l'Etat. »

Aucune entente ne paraissant possible, Napoléon hâta sa marche sur Madrid. Il partit, le 28 novembre, d'Aranda et vint coucher à Boceguillas, au pied du Guadarrama.

Le 29 novembre, une escarmouche eut lieu entre les avant-postes de San Juan établis à Sépulveda et l'avant-garde française. D. Juan José Sarden, qui commandait les Espagnols, résista brillamment, mais se retira dans la nuit sur Ségovie, laissant la route de Somo Sierra dégagée de tout obstacle. (Toreno, I, p. 302.) Napoléon fit prendre à son infanterie la droite et la gauche de la route pour tourner les Espagnols et marcha lui-même sur la route avec les fusiliers de la Garde et les cheveau-légers polonais.

Le col de Somosierra (1443 mètres) occupe le point culminant de la route d'Aranda à Madrid. La montée commence à l'altitude de 1150 mètres, à environ 5 kilomètres du col. La route, qui était en 1808 la plus belle de l'Espagne, pouvait donner passage

à deux voitures ou à quatre chevaux de front. Elle est flanquée à droite et à gauche de montagnes arides et rocailleuses, praticables cependant à l'infanterie.

D. Benito San Juan avait établi sur la route quatre batteries successives de quatre pièces chacune, qui battaient les sinuosités du chemin, et avait distribué son infanterie sur les pentes, de chaque côté de la vallée. Il disposait d'environ 9.000 hommes.

Napoléon avait couché à Boceguillas et se mit en marche de bon matin. Un brouillard très épais couvrait les deux armées, et rendait notre marche difficile. Le 96^e de ligne suivait la route dans le fond de la vallée, le 24^e de ligne et le 9^e d'infanterie légère le flanquaient à l'est et à l'ouest, et refoulaient devant eux les tirailleurs espagnols.

Vers onze heures, le brouillard se dissipa. Napoléon, impatienté, se porta en avant avec le 3^e escadron des cheval-légers polonais et deux pelotons des chasseurs à cheval de la Garde. Il considéra longtemps la position de l'ennemi, puis, tout à coup, donna l'ordre de faire charger les cheval-légers.

Le général Montbrun et le colonel de Piré partirent avec l'escadron ; mais, au moment de le lancer, Montbrun jugea la tentative par trop téméraire et abrita l'escadron derrière un pli de terrain.

L'Empereur envoya alors le major Philippe de Ségur réitérer son ordre à l'escadron polonais, et le chef d'escadron Koziétulski donna le signal de la charge. Les Polonais étaient environ 150 ; ils avaient 2.500 mètres à parcourir sous le feu de 16 pièces de canon et le tir convergent des troupes qui occupaient les deux côtés du défilé.

Ils partirent au grand galop, malgré l'épouvantable grêle de projectiles qui s'abattit sur eux ; seuls, quelques cavaliers effrayés s'abritèrent sur les côtés de la route. Le lieutenant Niégolewski les rallia et bientôt les trois premières batteries furent emportées et les artilleurs espagnols sabrés sur leurs pièces.

Quand l'escadron arriva devant la quatrième batterie, Niégolewski était le seul officier qui fût encore en selle ; il enleva la batterie, mais reçut onze blessures près des canons qu'il venait d'enlever.

Cette charge extraordinaire avait coûté au 3^e escadron des cheval-légers, 57 tués ou blessés et 24 contusionnés ; mais la route était libre, l'armée espagnole tout entière en fuite et Napoléon coucha, le soir même, à Buytrago. (Commandant Balagny, *Campagne de l'Empereur Napoléon en Espagne*, t. II.)

G. DESDEVISES DU DEZERT.

La morale des Épicuriens et des Stoïciens.

Cours de M. VICTOR BROCHARD,

Professeur à l'Université de Paris.

La morale d'Epicure.

Jusqu'ici, nous n'avons donné que des considérations générales sur la morale antique. Il nous faut, aujourd'hui, commencer l'exposé exact des différentes doctrines à examiner. Ces recherches ne présenteront plus le même caractère que précédemment : il s'agit, en effet, d'interprétations de détail, nécessairement un peu minutieuses, subtiles, car il faudra recourir à l'analyse des textes. S'il y a quelque aridité, quelque sécheresse, dans ces leçons, on nous le pardonnera, en songeant qu'il n'y a pas d'autre moyen d'appliquer une méthode scientifique que l'étude directe des témoignages écrits.

La doctrine d'Epicure a été très appréciée, très populaire, dans l'antiquité. Les disciples du maître formaient une phalange très serrée, très remarquable par sa cohésion et sa solidarité. C'était plus qu'une école : une église, — le mot n'est pas trop fort pour désigner cette confrérie. Nous voyons, du reste, que, si cette philosophie a été ainsi populaire, ce n'était pas seulement parce qu'elle attaquait les croyances religieuses, mais aussi à cause de son caractère moral. Diogène Laërce dit qu'on venait de très loin pour entendre Epicure. A Rome, nous avons pour témoignage l'enthousiasme de Lucrèce et, entre autres, un texte des *Tusculanes*, où Cicéron nous dit que « cette morale a le peuple pour elle ». Je ne veux mentionner, ici, ni les attaques violentes ni les panégyriques non moins exagérés. Ce que je veux faire remarquer, c'est que cette philosophie si répandue, qui est, en un sens, la plus connue de toutes, est, à un autre point de vue, une des moins connues, des moins définitivement expliquées. Le premier malentendu consiste à confondre Epicure et Aristippe, comme si Epicure avait recommandé la poursuite du plaisir sans discernement. Mais, même parmi les savants, la pensée d'Epicure, au moins dans son principe, est loin d'être bien comprise. Nous pourrions, aujourd'hui même, saisir le désaccord des plus grandes autorités et voir combien, en réalité, ce sujet très rebattu est nouveau.

Comme sources directes, nous avons d'abord des textes d'Epicure lui-même : trois lettres, plus un recueil de maximes. L'au-

thenticité de ces écrits n'est pas sérieusement contestée. Il faut y ajouter quelques lambeaux conservés par Athénée, par Plutarque, par Clément d'Alexandrie, par Stobée, et enfin des documents plus récents retrouvés à Herculanium et édités par Gompertz. Les sources indirectes sont les livres I et II du *De Finibus* de Cicéron, qui sont consacrés à l'exposé et à la discussion de la doctrine; les *Tusculanes*; les fréquentes allusions du *De Natura Deorum*; les citations de Sénèque et de Plutarque, et beaucoup d'autres ouvrages encore.

Parmi les ouvrages de critique moderne, il faudrait citer Gassendi et son étude intelligente, ouverte, sympathique, mais où il prend trop de libertés avec les textes; Zeller, dans son quatrième volume sur la *Philosophie des Grecs*; Ravaisson, dans son *Essai sur la Métaphysique d'Aristote*; Martha, dans son *Etude sur le Poème de Lucrèce*, où nous trouvons des remarques d'une exquise et pénétrante délicatesse; enfin le volume de Guyau, sur la *Morale d'Epicure*. Nous aurons à revenir plus d'une fois sur cet ouvrage qui renferme beaucoup de choses excellentes, et aussi à faire plus d'une réserve sur les conclusions de l'auteur, sur sa méthode qui consiste à appliquer l'idée évolutionniste aux systèmes antiques. C'est là un procédé très dangereux; et cet esprit indépendant et ferme s'est parfois complètement trompé, surtout lorsqu'il a voulu établir des analogies entre l'épicurisme et l'utilitarisme anglais.

Nous nous placerons, ici, à un point de vue aussi objectif que possible: pour nous, en effet, il s'agit par-dessus tout de savoir ce que le philosophe a pensé; mais nous ne nous dispenserons pas d'apporter à cette étude un esprit de sympathie intellectuelle, indispensable aux historiens de la philosophie, une bonne volonté, un désir de pénétrer dans l'intimité de la pensée du philosophe en se prêtant à elle. C'est la morale d'Epicure seule que je me propose d'étudier, laissant de côté sa vie et sa physionomie, qui a été si méconnue et si souvent travestie. Epicure a été un véritable philosophe, et sa résignation aux souffrances physiques qu'il a endurées nous est un témoignage que sa philosophie était aussi bien dans ses actions, dans ses exemples, que dans ses leçons. Quant à la physionomie générale des disciples, nous savons que l'amitié des philosophes épicuriens était très célèbre. Diogène Laërce nous parle de leur amour de l'humanité, qui ne peut être dépassé. Nous laisserons aussi de côté la question de l'organisation de l'école épicurienne et la physique d'Epicure. Mais nous pourrions nous reporter à quelques parties de la *Physique* ou de la *Canonique*, pour interpréter la morale. Pour le

moment, nous les supposons connues. Dans la morale d'Epicure, nous étudierons successivement le souverain bien et le plaisir, la vertu, la passion, la suprême sagesse ou la vie divine ; — car, chose curieuse dans cette philosophie antireligieuse, il y a une vie divine et une sorte de religion.

1° *Le souverain bien ou le plaisir.* — A cette question capitale dans la morale des philosophes anciens : qu'est-ce que le souverain bien ? Epicure répond : le souverain bien, c'est le plaisir. Essaie-t-il de le prouver ? Non, parce qu'il juge la démonstration inutile. Tout animal, dès sa naissance, tout être va au-devant du plaisir. Mais les Épicuriens ultérieurs ont essayé de donner une démonstration de cette maxime fondamentale. Parmi les curiosités de l'école, il est à signaler que, sauf sur deux ou trois points, elle n'a pas évolué, et cette question est précisément une des très rares sur lesquelles la doctrine du maître ait été modifiée. Etant accordé que le plaisir est le souverain bien, qu'est-ce que le plaisir ? Il s'en faut qu'il soit aisé de savoir précisément ce qu'est l'ἡ δονή.

Pour plus de clarté, nous examinerons tout d'abord les principales difficultés ; nous montrerons comment les documents paraissent se contredire, comment la théorie d'Epicure se présente avec les caractères les plus opposés. Cette première étude sera la position du problème. Puis, nous discuterons la solution qu'en ont donnée la critique moderne et même la critique antique ; nous essaierons de montrer que l'interprétation fournie jusqu'ici de la théorie d'Epicure sur le plaisir est erronée, et, après avoir montré ces insuffisances et ces méprises, nous nous efforcerons, à l'aide d'une méthode aussi historique que possible, de trouver, à notre tour, une interprétation qui puisse lever les contradictions.

Tout d'abord, si l'on considère les textes où Epicure parle du plaisir, on peut trouver en lui et un matérialiste grossier et un ascète rigoureux. D'une part, voici des textes d'Epicure, des fragments recueillis par Athénée (*Banquet des sophistes*) : « Le principe et la racine de tout plaisir, c'est le plaisir du ventre : Je ne peux pas me faire une idée du bien, si je fais abstraction des plaisirs du goût, de Vénus, de l'ouïe, des mouvements agréables, de la vision des belles formes. » — Il s'agit bien là des plaisirs les plus sensuels, les plus grossiers. Nous avons aussi le témoignage d'autres fragments des lettres d'Epicure, et de la lettre où Métrodore, s'adressant à son frère Timocratès, épicurien excommunié pour avoir soutenu qu'il y a des plaisirs intellectuels, lui dit : « C'est au ventre, ô physiologue Timocratès, que se rapporte tout discours qui est selon la Nature, et tous les plaisirs

même intellectuels se rapportent au ventre. » — Voilà des textes précis. Or, il y a des témoignages, d'autre part, qui disent tout le contraire : « Un peu de pain et d'eau suffisent. » Epicure appliquait cette maxime, lui qui vivait avec moins d'un as par jour, excitant ainsi l'émulation de son disciple Métrodore obligé de dépenser un as tout entier. La troisième des sentences d'Epicure nous dit : « La limite de la grandeur du plaisir, c'est la disparition de la souffrance », c'est-à-dire quelque chose de purement négatif. Ainsi, sur ce premier point, la théorie du plaisir peut être présentée comme le matérialisme le plus grossier, et, d'autre part, comme l'ascétisme le plus rigoureux.

Autre contradiction : on prétend que, selon Epicure, il n'y a pas de plaisir de l'âme. Tous les textes nous disent qu'il n'y a pas de plaisir de l'âme qui ne se trouve d'abord dans la chair. Cicéron, dans le *De Natura Deorum*, livre I, ch. XL, § 3, dit aux Epicuriens : « Vous ne connaissez d'autre plaisir de l'âme que celui qui part du corps et qui y revient, — E corpore profectum et ad corpus redeuntem. » Cf. encore le *De Finibus*. — Nous savons par des textes qu'il y avait désaccord, sur ce point, entre les Cyrénaïques et les Epicuriens. Les Cyrénaïques admettaient une distinction entre les plaisirs de l'âme et les plaisirs du corps ; les Epicuriens n'en faisaient pas. Or, d'autres textes d'Epicure parlent des plaisirs de l'âme. Diogène Laërce écrit (livre X, § 142) : « Les plaisirs de l'âme sont plus grands que ceux du corps. » Comment concilier tout cela ?

Une troisième contradiction est la suivante : Epicure nous dit qu'il ne faut pas poursuivre indistinctement tous les plaisirs, qu'il faut choisir, qu'il faut sacrifier certains plaisirs, accepter certaines douleurs pour s'assurer un plaisir plus grand. Il semble que ce soit là la pure morale utilitaire, dont la maxime fondamentale a été donnée par Bentham, et c'est dans cette analogie apparente que Guyau a pris son point de départ pour son étude d'Epicure. Si, en effet, nous étudions les anciens avec des idées modernes, nous serons tentés de croire qu'Epicure a devancé les conclusions de Bentham et que le bien de l'épicurisme consiste à obtenir la plus grande quantité de plaisir possible : minimisation du plaisir, maximisation de la peine. Mais nous trouvons une formule caractéristique d'Epicure dans la XVIII^e des *κύρια δόξαι* : « Le plaisir ne s'accroît plus dans la chair, lorsque toute douleur a disparu ; il ne peut plus que varier. » (Cf. Cicéron.) C'est dans le même sens que conclut le texte déjà cité : « La limite de la grandeur du plaisir, c'est la disparition de la douleur. » Il y a donc une limite au plaisir. A chaque instant, cette idée de la limite revient chez Epicure. Il ne s'agit plus ici de *quantité*. Dans la XIX^e des *κύρια*

ὁῶτα, Epicure nous dit, en propres termes : « Un temps infini et un temps limité contiennent un plaisir égal, si on le mesure à l'aide du raisonnement. » Il n'y a pas de différence quantitative essentielle. Signalons ici, en passant, une différence entre Epicure et Aristote ; Aristote est plus utilitaire qu'Epicure, puisqu'il n'hésite pas à faire une place au temps, dans la valeur du plaisir : « Pas de bonheur, s'il ne dure un certain temps. » Pour Epicure, un instant suffit ; sa morale n'a donc pas ce caractère d'utilitarisme véritable qu'on lui a si souvent attribué.

Nous trouvons une quatrième contradiction dans l'opposition entre le plaisir en mouvement et le plaisir en repos. Est-ce le plaisir en mouvement, le plaisir positif, est-ce le plaisir en repos, le plaisir négatif, qu'Epicure désigne comme le but à atteindre ? Voilà ce qu'il est malaisé de déterminer, car il existe des textes en faveur de l'une et l'autre de ces hypothèses.

En présence de ces contradictions, on peut être tenté de croire que le philosophe n'a pas très bien su ce qu'il disait. En effet, on ne s'est pas privé de le considérer comme un médiocre dialecticien, Ed. Zeller, entre autres. La plupart des historiens et des critiques ont supposé que le principe essentiel d'Epicure n'avait pas été suffisamment défini. Cependant ces contradictions sont un peu fortes pour qu'on puisse croire qu'Epicure les ait réellement commises. Peut-être n'avons-nous pas réussi à nous placer au centre de perspective d'où tout s'enchaînerait et s'harmoniserait. Nous ne pouvons condamner Epicure avant de nous être efforcés de découvrir le fond de sa pensée.

Examinons donc cette théorie du plaisir. D'une manière générale, lorsqu'il s'agit de définir le plaisir épicurien, on parle de plaisir négatif, d'absence de douleur : *indolentia*. C'est là l'interprétation commune. Guyau est le seul, à une époque voisine de nous, qui se soit écarté sur ce point de l'interprétation traditionnelle : il refuse de considérer le plaisir épicurien comme purement négatif ; il le tient pour très positif, mais il a négligé de nous dire, avec une suffisante précision, en quoi il consistait. Tous les autres historiens, notamment M. Ravaisson, dans l'intéressant chapitre qu'il consacre à Epicure dans le deuxième volume de son *Essai sur la métaphysique d'Aristote*, réduisent le plaisir selon Epicure à la simple absence de douleur. Ed. Zeller dit qu'Epicure, ainsi que Platon, considérait comme positif le plaisir précédé d'une douleur ; la suppression de la douleur entrerait ainsi dans la définition du plaisir. Mais où Zeller a-t-il vu que Platon considère le plaisir précédé d'une douleur comme positif ? Il ne donne pas de références ; et il est absolument

impossible de vérifier l'exactitude de son assertion ; elle ne s'accorde pas d'ailleurs avec la théorie générale de Platon dans le *Phédon*. Quant à Epicure lui-même, la question de savoir s'il a confondu le plaisir positif et le plaisir négatif est précisément le problème qui se pose.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, qu'un grand nombre de témoignages anciens semblent justifier, sur ce point, l'interprétation des historiens modernes. Cicéron reproche à Epicure d'avoir réuni sous un même mot deux idées contradictoires : celle de plaisir en mouvement et celle de plaisir en repos. Au témoignage de Clément d'Alexandrie, Antiochus d'Ascalon disait déjà que le plaisir des Epicuriens se réduit au plaisir d'un cadavre ou d'un homme endormi ; le même reproche se retrouve aussi dans Plutarque. Cicéron, dans le deuxième livre du *De Finibus*, ch. III, § 9, pose à peu près ainsi la question : il y a deux choses et même trois choses à distinguer : la douleur, puis la jouissance proprement dite ou le plaisir en mouvement, — et, enfin, le plaisir en repos. Un homme a soif et ne peut boire : cet état est la douleur. Un homme boit ayant soif : c'est là un plaisir en mouvement ; l'homme qui n'a plus soif et ne boit plus éprouve un état de bien-être exempt de douleur et qui ne se confond pas avec le précédent : « Restincta enim sitis stabilitatem voluptatis habet, illa autem voluptas ipsius resinctionis in motu est. » En désignant ces deux états par un même nom, Epicure les a confondus.

Si la théorie d'Epicure a été interprétée ainsi par des critiques si près des sources, il n'est pas surprenant que des historiens et des philosophes modernes aient répété sur ce sujet les mêmes allégations. Nous ferions comme eux, s'il n'y avait à cela une objection sérieuse : en lisant attentivement le deuxième livre du *De Finibus*, j'ai été très frappé par un passage (ch. IV, § 11) que voici. Cicéron vient d'opposer le plaisir de l'homme qui boit ayant soif au plaisir de l'homme qui n'a plus soif et ne boit plus. « Je sais bien, dit-il, que vous, les Epicuriens, vous avez l'habitude de dire que nous ne comprenons pas ce qu'Epicure entend par le plaisir : « Negatis nos intelligere quam dicat Epicurus voluptatem. » Quand ce reproche revient (et il revient souvent), je ne puis m'empêcher de m'impatisier, bien que je sois d'ordinaire d'assez bonne composition dans la dispute. Est-ce que je ne comprends pas ce qu'on entend en grec par ἡδονή, en latin par *voluptas* ? Est-ce que je ne sais pas le grec ? — Il résulte donc de ce passage que les Epicuriens n'admettaient pas l'interprétation donnée par Cicéron de leur doctrine. J'ai relevé dans le deuxième livre du *De Finibus* plusieurs autres textes intéressants (ch. V, § 15) : « Et

tamen vide, ne, si ego non intellegam, quid Epicurus loquatur, cum græce, ut videor, luculenter sciam, sit aliqua culpa ejus, qui ita loquatur, ut non intelligatur. » — Ch. vii, § 21. « Istis quidem verbis Epicurus inquit, sed quid sentiat, non videtis. » Plusieurs passages des *Tusculanes* font aussi allusion à ce même dissentiment. Il résulte, avec la dernière évidence, de ces divers textes que les Epicuriens ont toujours protesté contre l'interprétation de leur doctrine donnée par Cicéron et par tous ceux qui ont suivi son exemple, si bien que leurs témoignages doivent être considérés comme nuls et non avenue. Il nous faut donc tâcher de découvrir autrement ce que voulaient exactement dire les Epicuriens.

Tout d'abord, pour arriver à trouver la véritable pensée d'Epicure, nous devons chercher où Cicéron a pris les idées qu'il nous a transmises. Presque toujours Cicéron traduit un Grec. Ici, est-ce bien un philosophe antérieur qu'il a traduit ? Dans son *Essai sur les traités philosophiques de Cicéron et leurs sources grecques* (Thèse de 1885), M. Thiaucourt pense pourtant que, dans les deux premiers livres du *De Finibus*, Cicéron n'a pas traduit un modèle grec. Même en admettant ce point de vue, on pourrait faire quelques réserves, en considérant le texte déjà cité que Clément d'Alexandrie mentionne expressément comme étant d'Antiochus d'Ascalon. Mais on peut accepter aussi l'opinion, très plausible en elle-même, de M. Thiaucourt. Il est certain que Cicéron était à même de connaître très exactement la pensée des Epicuriens ; et, en général, son témoignage a une grande valeur. Cependant, puisque, de son propre aveu, son interprétation n'est pas acceptée par les Epicuriens, nous devons chercher un autre moyen de découvrir la véritable pensée du philosophe.

Où la découvrir ? Sera-ce dans les textes d'Epicure ? Mais la lecture de ces textes ne suffit pas, car, si ces textes étaient d'une clarté satisfaisante, on ne comprendrait pas le malentendu qui a subsisté depuis Cicéron jusqu'à nos jours. Pour essayer de deviner la pensée d'Epicure, nous emploierons une autre méthode : nous replacerons sa doctrine dans son milieu historique ; nous rappellerons les diverses théories sur le plaisir proposées par les philosophes antérieurs ; et peut-être le vrai sens de cette doctrine nous apparaîtra-t-il plus clairement, si nous la rattacherons ainsi à ses antécédents historiques.

C.

Les ouvriers aux Etats-Unis

Cours de M. HENRI HAUSER,

Professeur à l'Université de Dijon.

La concentration des capitaux industriels, l'existence de ces gigantesques *combinaisons* qui réunissent des milliards de francs et dirigent la production de plusieurs centaines d'usines, pourrait avoir les effets les plus désastreux, si l'ouvrier restait isolé en face des organisations toutes-puissantes. Comment défendrait-il son salaire, son droit à la vie, son droit au loisir nécessaire contre une corporation du fer et de l'acier, contre un trust du pétrole, maîtres du marché du travail aussi bien que du marché des produits?

A la concentration des capitaux s'oppose naturellement, nécessairement, la concentration des forces ouvrières. Avant d'étudier cette concentration, il est nécessaire d'être fixé sur la situation économique et sur la situation légale de l'ouvrier américain.

I

L'OUVRIER AMÉRICAIN. — LA POPULATION OUVRIÈRE.

En premier lieu, quelle est l'importance de la population ouvrière américaine?

Les premières statistiques ouvrières se trouvent dans le *Census* de 1850 : elles évaluaient à moins d'un million, soit 4,13 0/0 de la population, le nombre des hommes et femmes employés pendant l'année dans les diverses industries, non compris les mines, carrières, pêcheries. En 1900, ce nombre monte à plus de 5.300.000, et l'augmentation a été de près d'un million en dix ans. Donc le nombre des ouvriers occupés dans les manufactures serait encore inférieur au $\frac{1}{10}$ de la population, si l'on n'y joignait : 1° les trois catégories omises ; 2° les ouvriers inoccupés une partie de l'année ; 3° ceux qui travaillent isolément ou dans les petits ateliers, ce qui porte la proportion au moins à 13 0/0.

Le développement du machinisme n'a pas eu pour effet, on le voit, de réduire le nombre des ouvriers.

Il est bien vrai que, dans telle usine de coton employant 300.000 broches et 10.500 métiers, une seule ouvrière conduit deux métiers; et que, « pour des articles tout à fait ordinaires, ce nombre est porté ailleurs jusqu'à 20. » Mais le développement énorme de la production a créé une demande de bras très supérieure à la réduction opérée par la machine.

Le sort de l'ouvrier américain. — Comparaison avec l'ouvrier européen. — Donc il s'agit d'un peuple de 5 à 6 millions d'hommes (les femmes en forment environ le cinquième). Quel est le sort de l'ouvrier aux Etats-Unis ? Vous pouvez consulter sur ce point les deux volumes de M. Levasseur, *L'Ouvrier américain*, le livre de M. Caroll D. Wright, commissaire du travail à Washington, sur *l'Evolution industrielle des Etats-Unis*, les publications du Musée social. La source fondamentale reste les tableaux décennaux du *Census*.

Pour la plupart des observateurs venus d'Europe, l'essentiel semble être de comparer les salaires américains aux salaires européens.

Ils sont d'abord frappés du taux élevé de ces salaires. Cependant il faut distinguer : dans certains Etats de l'Union, où la main-d'œuvre est rare, la vie chère, par exemple dans le Wyoming, la moyenne du salaire mâle dépasse 4.000 fr. par an; mais ces chiffres sont très supérieurs à la moyenne des Etats-Unis, qui est inférieure à 2.500 fr. ; les femmes gagnent un peu plus de la moitié de ces chiffres. Le taux varie beaucoup suivant qu'il s'agit du *skilled labor*, ou travail qualifié, et de l'*Unskilled labor*, les simples manœuvres, qui forment les 3/4 du total de la population ouvrière.

A la suite d'un récent voyage, M. Siegfried a pu établir la comparaison suivante entre quelques salaires américains et le salaire des mêmes ouvriers en Grande-Bretagne, France, Allemagne, Belgique :

	E.-U.	Gr.-Br.	Fr.	All.	Belg.
Manœuvres	7 50	4 »	3 50	3 »	2 75
Mécaniciens	15 »	8 »	6 50	6 »	4 »
Filateurs	8 »	3 50	5 »	4 50	2 75

De ces chiffres et de quelques autres, il ressort que le salaire américain moyen est double du salaire moyen français.

Mais le chiffre du salaire ne signifie rien par lui-même. Il faut le rapprocher du coût de la vie. Or c'est une opinion répandue que, si l'ouvrier américain gagne plus que le nôtre, la vie coûte aux Etats-Unis beaucoup plus cher que chez nous; le bénéfice conféré à l'ouvrier par les hauts salaires serait donc illusoire.

L'illusion, c'est de mesurer le prix de la vie de l'ouvrier américain par le chiffre de dollars que l'Européen, voyageant en Amérique, voit s'allonger sur sa note d'hôtel. M. Siegfried a fait porter son enquête sur les prix moyens de l'habitation, alimentation, vêtement, chauffage, éclairage, et voici les résultats auxquels il aboutit :

- 1° Le logement seul coûte beaucoup plus, environ le double ;
- 2° L'alimentation commune est plutôt moins chère ;
- 3° Les vêtements destinés aux classes populaires sont meilleur marché ;
- 4° et 5° En ce qui concerne l'éclairage et le chauffage :

	Et.-Unis	France
Charbon, par tonne. . .	15 »	25 »
Pétrole, par litre. . .	0 20	0 45

Dans l'ensemble, la vie de l'ouvrier américain coûte seulement 10 0/0 de plus que celle de son confrère français, pour un salaire double.

Ce qui prouve la réelle supériorité économique de l'ouvrier américain, c'est sa puissance d'achat. Le gigantesque développement de certaines industries, comme la chaussure, le coton, n'a été possible que parce qu'elles ont trouvé tout de suite, sur le marché américain, une clientèle assez riche pour payer leurs produits, assez habituée au confort pour les absorber. Si la soierie américaine produit déjà, sans être encore devenue une industrie d'exportation, une valeur égale à la production lyonnaise, c'est bien la preuve que le luxe est, aux Etats-Unis, très démocratisé, c'est-à-dire qu'une partie importante du salaire reste disponible pour les dépenses non absolument nécessaires.

Le *niveau de vie* de l'ouvrier américain est donc élevé.

Les salaires depuis 1850. — Mais il ne suffit pas de comparer la situation de l'ouvrier américain et de celui d'Europe. Il est également intéressant d'étudier la progression des salaires aux Etats-Unis depuis cinquante ans.

En 1850, les industriels payaient annuellement, en salaires, 236 millions de dollars.

En 1900, ils ont payé 2.300 millions, soit plus de 11 milliards 1/2 de francs.

C'est un chiffre énorme, et, dans l'ensemble, cette progression a été favorable à l'ouvrier. Ses salaires ont monté plus vite que le prix moyen de la vie.

M. Carroll D. Wright a essayé, en faisant porter ses calculs sur 223 produits de consommation générale, de comparer le prix de la vie et le taux des salaires dans les années qui ont suivi la guerre

de Sécession et dans la période de 1890 à 1900. Or, vers 1866, la hausse des prix dépassait de beaucoup la hausse nominale des salaires. Depuis 1891, au contraire, les prix sont descendus plus bas qu'en 1840, les salaires au contraire dépassent les taux de 1866.

L'étude de ces oscillations semble permettre la généralisation suivante (p. 237) :

« Toutes les fois que les prix des denrées s'élèvent, ils s'élèvent relativement plus que le prix de la main-d'œuvre ; au contraire, toutes les fois qu'ils baissent, ils tombent relativement beaucoup plus bas que le prix de la main-d'œuvre, lequel, ordinairement du moins, se maintient cependant, à peu près, au niveau élevé qu'il a déjà atteint. »

Les périodes favorables à l'ouvrier sont donc les périodes de baisse des denrées succédant aux périodes de hausse des salaires. Nous sommes actuellement, en ce qui concerne les États-Unis, dans une de ces périodes. Par cette seconde méthode comme par la première, nous arrivons à cette conclusion : la situation de l'ouvrier américain est plutôt enviable.

S'ensuit-il que l'ouvrier américain ait touché intégralement sa quote-part de l'énorme accroissement de la richesse industrielle américaine ? Y a-t-il eu partage équitable des bénéfices entre les deux facteurs de la production, le capital et le travail ? Ou bien, comme l'affirme la dialectique marxiste, le bénéfice des patrons a-t-il été prélevé indûment sur le *surtravail* des prolétaires ? Question délicate, à laquelle les chiffres seuls peuvent répondre.

De 1850 à 1900, le capital engagé dans l'industrie a été multiplié par .

	9
le nombre des ouvriers, par	5 1/2
la valeur produite, par	13
les salaires, par	10

Donc, avec un capital seulement neuf fois plus gros, les industriels ont vu leur production devenir 13 fois plus forte ; ils ont donc réalisé une économie considérable sur la production. — Or, cette production 13 fois plus forte leur est fournie par une main-d'œuvre qui n'est que 5 fois 1/2 plus nombreuse, et cette main-d'œuvre n'est payée que dix fois plus.

Il est donc certain que la productivité de l'ouvrier s'est considérablement accrue, et beaucoup plus vite que les salaires. Par tête d'ouvrier, la production annuelle s'est augmentée de plus de 100 0/0, le salaire de 85 0/0 seulement, soit 15 0/0 de *surtravail*.

Il y a plus : bien que, d'une façon absolue, l'ouvrier soit plus heureux aujourd'hui qu'en 1850, il n'en est pas moins vrai que, sur la valeur nette du produit (le prix de ce produit moins celui

de la matière première), la part attribuée au travail est moins forte. De 51 0/0 en 1850, elle est tombée à 45 0/0.

Proportionnellement aux bénéfices, la rémunération du travail a donc décliné. Le bénéfice du patronat a donc bien été fait, en partie, avec du *surtravail*.

Cette situation s'est même aggravée, en dépit des apparences brillantes, dans la dernière décade du siècle. De 1890 à 1900 :

le capital industriel s'est accru	de 51 0/0
la valeur produite	de 39
le nombre des ouvriers	de 25
les salaires	de 23

Ils se sont donc accrus, non seulement beaucoup moins vite que la valeur produite, mais même moins vite que le nombre même des ouvriers. C'est-à-dire que, depuis 1890, nous assistons à un ralentissement dans la hausse des salaires, ralentissement qui accroît indûment la rémunération du capital. Il est juste, pour ce qui concerne cette période, de dire que l'augmentation du capital a été énorme. Une partie de la valeur produite a donc été absorbée par l'amortissement de l'outillage. Toujours est-il que les salaires ouvriers ont fait, pour une part, les frais de cet amortissement.

Le bien-être de l'ouvrier. — Ajoutons que le salaire n'est pas tout dans la vie de l'ouvrier. Le patron peut encore lui donner, à l'usine ou hors de l'usine, plus ou moins de bien-être.

Sur ce terrain, les patrons américains ne redoutent aucune comparaison. Il suffit d'ouvrir un récit de voyage pour y trouver la trace de l'admiration éprouvée par l'étranger, lorsqu'il pénètre dans ces ateliers clairs, propres, aérés, chauffés, où tout est préparé pour rendre saine et même joyeuse la vie de l'ouvrier. Ici ce sont les murs qui sont peints de couleurs gaies, là ce sont des plantes grimpantes qui ornent et qui parfument les abords de l'usine. Pas de mine ou d'atelier de mécanique qui n'ait ses cabines de bains-douches. L'ouvrier n'est plus forcé de sortir de l'usine, couvert de ses vêtements de travail, la figure et les mains noires, la gorge souillée de poussières, honteux de se sentir comme au-dessous de l'humanité, prêt à répondre à toutes les excitations du cabaret; il n'a pas, comme le mineur de Zola, à courir des lieues avant de rejoindre le misérable coron, où il ne trouvera même pas une chambre à lui pour se laver sans témoins. Il se lave à l'usine même, il y dépose, au vestiaire, ses habits de travailleur, il y retrouve ses vêtements propres; il en sort, pour employer une expression familière à nos ouvriers de France, *habillé en homme*.

A l'usine même, il trouve souvent des salles de repos, où des rafraîchissements hygiéniques sont mis à sa disposition, des salles de jeux, des emplacements de tennis, etc. On donne à l'usine des fêtes, des concerts.

Ce qu'il y a de curieux, c'est que ces manifestations patronales sont très différentes dans leur principe de ce qu'elles seraient en France ou en Allemagne. Chez nous, les patrons qui s'occupent de leurs ouvriers sont ou croient être des philanthropes. A Saint-Chamond, par exemple, une société minière a installé des bains-douches, parce que ses membres sont émus par les souffrances des ouvriers ; ils obéissent à un sentiment, très généreux, de solidarité humaine.

Les patrons américains ne sont pas des philanthropes, et ils le disent bien haut. Ils ne croient pas, et ne veulent pas faire le bien. Ce sont des calculateurs, des utilitaires. L'expérience leur a démontré que l'ouvrier propre et gai, dans un atelier aéré et clair, travaille plus et mieux que l'ouvrier sale et triste, attristé encore par l'usine noire. Rendre l'usine aimable, c'est accroître sa production. Le tennis, les boissons hygiéniques, les fleurs, tout cela fait partie des frais généraux, et le patron estime que c'est là de l'argent placé à gros intérêts. Il ne réclame de ses ouvriers et il n'en attend, en retour de ces améliorations, aucune reconnaissance.

II

LA LÉGISLATION OUVRIÈRE.

A côté du patron, l'Etat.

Une législation protectrice du travail semblait devoir difficilement s'établir dans un pays où le droit dérivait presque exclusivement de la *common-law* anglaise, qui professait une sorte de respect superstitieux pour la liberté individuelle.

D'autre part, toute tentative de législation ouvrière se heurtait à l'existence des Etats. On sait combien il est déjà difficile de réduire, par exemple, la journée de travail dans un pays entier, sans exposer ce pays à fléchir devant la concurrence étrangère.

— Or, aux Etats-Unis, les pouvoirs de la Confédération étaient, à l'origine, trop limités pour qu'elle pût légiférer en matière de travail. Et tout Etat qui légiférerait pour son propre compte risquait de se désarmer devant les autres Etats, contre lesquels il n'avait pas la ressource de se protéger par une barrière douanière.

Aussi les journées de 12, 13, 14 heures étaient-elles, vers 1840, très fréquentes dans l'industrie textile; parfois on rencontrait la journée de 16 heures. Il était difficile aux ouvriers de modifier cette situation par leurs propres moyens; car la coalition était sévèrement punie, au nom de la loi anglaise sur les *conspirations*.

Dès 1840 cependant, le président Van Buren avait établi la journée légale de 10 heures dans tous les chantiers publics fédéraux; ses pouvoirs ne lui permettaient pas davantage.

C'est à l'Etat de Massachusetts, alors l'Etat industriel par excellence, que revient l'honneur d'avoir inauguré le mouvement en faveur de la législation ouvrière. Vers 1832, on commença l'agitation contre l'emploi des enfants dans les manufactures. Elle aboutit, en 1842, à une loi en vertu de laquelle les enfants de moins de 12 ans ne pourraient travailler plus de 10 heures. C'est la première loi de ce genre qui ait été adoptée aux Etats-Unis; n'oublions pas d'ailleurs qu'elle était exclusivement valable dans les limites de l'Etat de Massachusetts.

Bientôt, un mouvement se dessina même en faveur de la réduction du travail des adultes à 11 heures. A deux reprises, en 1843 et en 1850, la législature de Massachusetts la repoussa comme injuste pour les individus et dangereuse pour l'Etat. Mais, du moins, une loi de 1863 vint-elle interdire absolument le travail des enfants au-dessous de 10 ans; elle fixait à 8 heures la journée de travail des enfants de 10 à 14 ans et leur garantissait la fréquentation de l'école.

Dès l'année précédente, la législature avait nommé une commission d'enquête chargée de dresser des statistiques. « Ce fut, dit M. Carroll D. Wright (p. 258), ce fut, dans le monde entier, la première étape vers l'établissement d'un Bureau de la statistique du travail ». Le *Bureau du travail* du Massachusetts fut définitivement créé en 1869.

Depuis, cet Etat n'a cessé de progresser dans la voie de la protection ouvrière. En 1874, il étendit la loi de 10 heures aux jeunes gens au-dessous de 18 ans et, chose toute nouvelle, aux femmes de tout âge. Depuis, il a établi l'inspection du travail, imposé aux industriels des mesures qui protègent les ouvriers contre les dangers de la machine (isolement des engrenages, des courroies, etc.), créé des trains ouvriers, etc.

La législation du Massachusetts a été plus ou moins copiée par les autres Etats. Son Bureau du travail a servi de modèle aux divers bureaux de l'Union, et, enfin, au Département fédéral du travail; on peut même dire qu'il a eu pour imitateurs les Offices du travail des grandes nations européennes.

L'indépendance des Etats donne à la législation ouvrière un aspect varié et quelque peu incohérent : ici, le Code ouvrier est très complet ; là, il n'est qu'ébauché ; ailleurs, il n'existe pas. Mais, de plus en plus, se répandent les lois sur la protection des enfants et des femmes, les lois sur les accidents du travail, l'interdiction du *truck-system* (paiement du salaire en denrées).

Quant aux coalitions, quelques Etats sont encore soumis au droit commun qui les interdit ; mais, de plus en plus, l'influence de la jurisprudence modifie la loi. A la suite d'un arrêt du juge de New-York, la cour suprême, en 1887, a mis hors de doute le droit de grève et l'exercice de ce droit, la violence seule exclue.

Beaucoup de législatures d'Etat « incorporent » les associations ouvrières, c'est-à-dire leur confèrent la personnalité civile par une charte.

Il est vrai qu'en cas de conflit le juge américain conserve, lorsqu'il est dévoué au patronat, une arme terrible pour tenir en échec le droit de coalition ouvrière : c'est la procédure, anglaise d'origine, dite *d'injonction*. Par une sorte de droit de réquisition, il *enjoint*, par exemple, à des mécaniciens en grève de monter sur leurs locomotives ; et les grévistes doivent obéir, sous peine de rébellion. Il leur reste, il est vrai, la ressource d'attaquer l'injonction devant la Cour suprême.

Quoi qu'il en soit, les progrès accomplis sont très considérables.

Nous verrons par quels moyens ils ont été obtenus.

H. HAUSER.

Soutenance de thèse

UNIVERSITÉ DE PARIS.

Joseph WEINGARTNER a soutenu sa thèse pour le doctorat d'Université devant la Faculté des Lettres de Paris, en Sorbonne, le 2 avril.

THÈSE ALLEMANDE.

Konrad Ferdinand MEYER nach seinem Leben und Dichten.

OUVRAGE SIGNALÉ

Epicure (Les philosophes), par M. M. RENAULT, *agrégé de philosophie*, librairie P. Delaplane, Paris, 1903.

Le gérant : E. FROMANTIN.

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Victor Hugo prosateur

Cours de M. GUSTAVE LARROUMET,

Professeur à l'Université de Paris.

« Les Misérables » et l'histoire.

Dans le premier volume de l'ouvrage, seul étudié jusqu'ici, *Les Misérables* ne nous apparaissent que comme un roman *social*. La politique n'y tient aucune place, et il importe peu, au point de vue de la peinture des caractères, qu'il ait plu à l'auteur de dater l'intrigue du temps de la Restauration. Avec le second volume, l'histoire entre dans le roman, et nous allons désormais constater l'influence des grands événements politiques sur la conduite et la condition des personnages.

Le premier de ces événements, dont les conséquences transformeront la destinée de quelques-uns des héros du récit, est la bataille de Waterloo.

Waterloo a été moins une revanche de l'Europe vaincue sur Napoléon I^{er} qu'un retour offensif de l'Ancien Régime, triomphant momentanément de la Révolution. L'empereur victorieux, la réaction n'aurait pu se produire ; et nous subissons encore indirectement les conséquences de sa défaite. Napoléon était, en effet, par la force des choses et malgré sa tentative d'imitation monarchique, un « Robespierre à cheval » : il *devait* continuer

l'œuvre de la Révolution française. Sa chute à Waterloo fut la cause d'un retour en arrière, et ce n'est qu'en 1870, après la disparition de la deuxième dynastie impériale, que les événements ont pu reprendre leur cours normal et continuer leur évolution.

Il est donc naturel que Victor Hugo, bonapartiste libéral, fils d'un homme issu de la Révolution française et d'un soldat de l'Empire, se soit passionné pour ce sombre drame qui s'était déroulé autour du plateau du Mont-Saint-Jean. En 1851, il visitait, une première fois, le champ de bataille ; il y revint en 1858 pour y faire un séjour. C'est donc sur les lieux mêmes qu'il reconstitua, dans son cerveau de visionnaire, les péripéties de cette lutte épique ; d'ailleurs, il n'est point au monde de site historique qui soit plus évocateur ; il n'est pas besoin d'être stratège pour imaginer sur le terrain même, la bataille qui s'y livra ; tous les soldats durent avoir, dans les deux camps, tant que dura l'action, le sentiment net de leur responsabilité, la conscience du danger qu'ils couraient et des chances de victoire et de salut. En outre, l'aspect du paysage, la vallée calme qui le traverse, les grandes ondulations de terre argileuse, pareilles à des vagues figées, la forêt qui coupe la vue à l'horizon et semble barrer la route, enfin la ligne noire du chemin creux où Victor Hugo a entassé les cuirassiers, tout concourt à donner à ce champ de bataille, pourtant si restreint, un caractère particulièrement tragique. Nulle part, le génie épique et lyrique de Victor Hugo ne s'est manifesté plus éclatant que dans les pages inspirées par la vue de ces lieux célèbres ; il s'est emparé du champ de bataille de Waterloo, comme le génie d'Homère des ruines d'Ilion.

V. Hugo a introduit ce récit grandiose dans la trame des *Misérables* d'une manière toute épisodique. Il avait besoin, pour donner une identité et une personnalité à l'un des héros de son roman, Marius (sous les traits duquel il se peindra), d'un officier de l'empire : ce sera le colonel Pontmercy. Cet officier, qui représentera la Révolution, est le gendre du vieux Gillenormand, qui représente l'Ancien Régime. Marius se trouve donc placé entre deux influences contraires, et son âme sera l'enjeu de la bataille : par le fait de la défaite de l'Empereur à Waterloo, Marius sera recueilli dans la maison de son grand-père et soumis à sa direction. Dix lignes suffisaient pour fournir ces explications ; mais, inspiré par la vue du paysage, V. Hugo va nous raconter toutes les phases de la lutte à laquelle le colonel Pontmercy s'est trouvé mêlé.

Le colonel a failli trouver la mort dans l'affaire du chemin

creux d'Ohain, auquel Victor Hugo, s'appuyant sur des traditions légendaires plutôt que sur des documents historiques, a donné une importance essentielle dans le combat. On sait, en effet, que, vers le deuxième tiers de la journée, une charge impétueuse, commandée par le maréchal Ney, sans l'ordre de l'Empereur, engagea dans l'action, sans résultat utile, toute la cavalerie française. Or, sur la crête du plateau, où se tenaient massés les carrés de Wellington, courait un chemin creux dont les Anglais avaient escompté la protection. D'après une légende locale, les escadrons de Milhaud, non avertis, seraient venus s'effondrer dans ce fossé naturel, et c'est là ce qui aurait fait échouer l'attaque et déterminé la défaite. En réalité, l'état-major de nos troupes était exactement renseigné sur la disposition des lieux. Milhaud se plaint dans son rapport d'avoir perdu beaucoup d'hommes en contournant cette dépression infranchissable ; il mentionne, en outre, qu'une batterie d'artillerie égarée s'y serait jetée par mégarde en voulant regagner son poste de combat. C'est de cet incident sans importance que le poète a tiré le magnifique tableau que l'on connaît, comparable à tout ce que l'épopée a produit de plus grand.

Pontmercy, après la bataille, se trouve enfoui sous l'amas des blessés et des morts, lorsqu'un de ces rôdeurs qui parcourent les champs de massacre, à la nuit tombante, pour dépouiller les cadavres, le tire, en le volant, de la torpeur à laquelle il aurait peut-être succombé : ce sauveteur involontaire, c'est le sergent Thénardier, que nous connaissons déjà, le cabaretier de Montfermeil, auquel Fantine avait confié son enfant. L'épisode de Waterloo nous aura donc fait connaître le père de Marius et le malhonnête gardien de Cosette, les deux héros de la suite du récit ; c'est là ce qui justifie le hors-d'œuvre au point de vue de l'unité du roman.

Un tel hors-d'œuvre trouve, d'ailleurs, sa justification en lui-même : c'est un chef-d'œuvre de poésie et de précision, — et l'on ne sait si l'on doit préférer ces pages sublimes des *Misérables*, ou la première partie du poème de l'*Expiation*, qui les résume sous une forme rythmée. Victor Hugo y applique, dans le roman, les procédés de l'épopée. Ce sont d'abord des portraits à la fois sobres et suggestifs comme les statues dressées sur nos places publiques : « Esquisser, ici, l'aspect de Napoléon à cheval, sa lunette à la main, sur la hauteur de Rossomme, à l'aube du 18 juin 1815, cela est presque de trop. Avant qu'on le montre, tout le monde l'a vu. Ce profil calme sous le petit chapeau de l'école de Brienne, cet uniforme vert, le revers blanc cachant la plaque, la redingote cachant les épaulettes, l'angle du cordon rouge sous le gilet, la culotte de peau, le cheval blanc avec sa housse de velours pour-

pre, ayant aux coins des N couronnés et des aigles, les bottes à l'écuyère sur des bas de soie, les éperons d'argent, l'épée de Marengo, toute cette figure du dernier César est debout dans les imaginations, acclamée par les uns, sévèrement regardée par les autres. »

Il est aisé d'apprécier l'éloquente simplicité de ces croquis, alternant avec les larges toiles, brossées d'un pinceau éclatant, dignes de rivaliser avec les plus belles œuvres de Meissonnier. La description de la charge des cuirassiers de Milhaud ne le cède point, pour l'ampleur du mouvement et la magnificence du coloris, à la splendide chevauchée de 1807 :

« Ils étaient trois mille cinq cents. Ils faisaient un front d'un quart de lieue. C'étaient des hommes géants sur des chevaux colosses. Ils étaient vingt-six escadrons, et ils avaient derrière eux, pour les appuyer, la division de Lefebvre-Desnouettes, les cent six gendarmes d'élite, les chasseurs de la Garde, onze cent quatre-vingt-dix-sept hommes, et les lanciers de la Garde, huit cent quatre-vingts lances. Ils portaient le casque sans crins et la cuirasse de fer battu, avec les pistolets d'arçon dans les fontes et le long sabre-épée. Le matin, toute l'armée les avait admirés, quand, à neuf heures, les clairons sonnait, toutes les musiques chantant *Veillons au salut de l'empire*, ils étaient venus, colonne épaisse, une de leurs batteries à leur flanc, l'autre à leur centre, se déployer sur deux rangs entre la chaussée de Genappe et Frischemont, et prendre leur place de bataille dans cette puissante deuxième ligne, si savamment composée par Napoléon, laquelle, ayant à son extrémité de gauche les cuirassiers de Kellermann et à son extrémité de droite les cuirassiers de Milhaud, avait, pour ainsi dire, deux ailes de fer.

« L'aide de camp Bernard leur porta l'ordre de l'Empereur. Ney tira son épée et prit la tête. Les escadrons énormes s'ébranlèrent.

« Alors on vit un spectacle formidable.

« Toute cette cavalerie, sabres levés, étendards et trompettes au vent, formée en colonne par division, descendit, d'un même mouvement et comme un seul homme, avec la précision d'un bélier de bronze qui ouvre une brèche, la colline de la Belle-Alliance, s'enfonça dans le fond redoutable où tant d'hommes étaient déjà tombés, y disparut dans la fumée, puis, sortant de cette ombre, reparut de l'autre côté du vallon, toujours compacte et serrée, montant au grand trot, à travers un nuage de mitraille crevant sur elle, l'épouvantable pente de boue du plateau de Mont-Saint-Jean. Ils montaient, graves, menaçants, imperturbables ; dans les

intervalles de la mousqueterie et de l'artillerie, on entendait ce piétinement colossal. Etant deux divisions, ils étaient deux colonnes ; la division Wathier avait la droite, la division Delord avait la gauche. On croyait voir, de loin, s'allonger vers la crête du plateau deux immenses couleuvres d'acier. Cela traversera la bataille comme un prodige. »

C'est cette trombe de fer que Victor Hugo fait crouler dans la fosse du chemin creux :

« Tout à coup, chose tragique, à la gauche des Anglais, à notre droite, la tête de colonne des cuirassiers se cabra avec une clameur effroyable. Parvenus au point culminant de la crête, effrénés, tout à leurs fusils et à leur course d'extermination sur les carrés et les canons, les cuirassiers venaient d'apercevoir entre eux et les Anglais un fossé, une fosse. C'était le chemin creux d'Ohain.

« L'instant fut épouvantable. Le ravin était là, inattendu, béant, à pic sous les pieds des chevaux, profond de deux toises entre son double talus ; le second rang y poussa le premier, et le troisième y poussa le second ; les chevaux se dressaient, se rejetaient en arrière, tombaient sur la croupe, glissaient les quatre pieds en l'air, pilant et bouleversant les cavaliers ; aucun moyen de reculer, toute la colonne n'était plus qu'un projectile... »

On voit quel admirable parti l'auteur a su tirer de cet événement imaginaire ; il ne se montre point inférieur dans la description d'épisodes réels. Lorsque l'armée en déroute eut ruisselé comme un torrent de sable, deux bataillons de la Garde, commandés par Cambronne et Michel, s'acharnèrent à la résistance et refusèrent de rendre les armes. L'héroïsme de ces vaincus leur survit dans un modeste monument, élevé sur la place même où ils tombèrent, et dans le chapitre que Victor Hugo leur a consacré ; nous le rapporterons sans y rien supprimer... qu'un mot : celui qu'on imputa au général Cambronne, sollicité par les sommations admiratives du général anglais Colville. Le marquis de Cambronne, homme de l'ancien régime, courtois et mesuré dans son langage, se défendait fort de l'avoir prononcé. La légende — et Victor Hugo — n'ont pas tenu compte de ses dénégations ; l'histoire doute encore ; et, quoi qu'il en soit, le verbe trivial en reste environné comme d'une auréole de gloire :

« Au crépuscule, vers neuf heures du soir, au bas du plateau de Mont-Saint-Jean, il en restait un. Dans ce vallon funeste, au pied de cette pente gravie par les cuirassiers, inondée maintenant par les masses anglaises sous les feux convergents de l'artillerie ennemie victorieuse, sous une effroyable densité de projectiles, ce carré luttait. Il était commandé par un officier obscur, nommé

Cambronne. A chaque décharge, le carré diminuait et ripostait. Il répliquait à la mitraille par la fusillade, rétrécissant continuellement ses quatre murs. De loin, les fuyards, s'arrêtant par moment, essoufflés, écoutaient dans les ténèbres ce sombre tonnerre décroissant.

« Quand cette légion ne fut plus qu'une poignée, quand leur drapeau ne fut plus qu'une loque, quand leurs fusils épuisés de balles ne furent plus que des bâtons, quand le tas de cadavres fut plus grand que le groupe vivant; il y eut parmi les vainqueurs une sorte de terreur sacrée autour de ces mourants sublimes, et l'artillerie anglaise, reprenant haleine, fit silence. Ce fut une espèce de répit. Ces combattants avaient autour d'eux, comme un fourmillement de spectres, de silhouettes d'hommes à cheval, le profil noir des canons, le ciel blanc aperçu à travers les roues et les affûts; la colossale tête de mort que les héros entrevoient toujours dans la fumée, au fond de la bataille, s'avancait sur eux et les regardait. Ils purent entendre dans l'ombre crépusculaire qu'on chargeait les pièces, les mèches allumées pareilles à des yeux de tigres dans la nuit firent un cercle autour de leurs têtes, tous les boute-feux des batteries anglaises s'approchèrent des canons, et alors, ému, tenant la minute suprême suspendue au-dessus de ces hommes, un général anglais, Colville selon les uns, Maitlaud selon les autres, leur cria : « Braves Français, rendez-vous ! » Cambronne répondit : « ... la garde meurt et ne se rend pas ! »

Cependant le colonel Pontmercy, sauvé par les maraudeurs, s'était entraîné, comme il a pu, jusqu'à la prochaine ambulance. Deux ans après, nous le retrouvons en demi-solde, tenu à l'écart, suspecté, dans la petite ville de Vernon, qui lui a été assignée comme résidence obligatoire. Il y vit maigrement, tristement, séparé de son fils unique. Le colonel Pontmercy, comme beaucoup de ses compagnons d'armes, a, en effet, contracté, au beau temps des victoires impériales, un très brillant mariage. Bien malgré lui, un riche bourgeois, en qui l'auteur a concentré tous les préjugés de l'ancien régime, M. Gillenormand, a dû l'accepter pour gendre. Après la chute de l'empire, sa fille étant morte, M. Gillenormand exige que son petit-fils soit élevé auprès de lui; il espère le voir grandir dans la haine de la Révolution; il veut en faire un légitimiste. Le père, réduit à une situation moins que médiocre, incapable désormais d'assurer sa réussite dans le monde, fait le sacrifice, dans l'intérêt même de son enfant, de toutes les joies paternelles, consent au pacte, et l'abandonne à des mains étrangères. Il vivra seul, cultivant ses tulipes et ses roses, *in hortulo cum libello*, en sage résigné, loin des

conspirations. Victor Hugo nous a laissé le touchant portrait que voici de ce vieux brave, solitaire, vieilli avant l'âge :

« Quelqu'un qui aurait passé, à cette époque, dans la petite ville de Vernon et qui s'y serait promené sur ce beau pont monumental, auquel succédera bientôt, espérons-le, quelque affreux pont en fil de fer, aurait pu remarquer, en laissant tomber ses yeux du haut du parapet, un homme d'une cinquantaine d'années, coiffé d'une casquette de cuir, vêtu d'un pantalon et d'une veste de gros drap gris, à laquelle était cousu quelque chose de jaune qui avait été un ruban rouge, chaussé de sabots, hâlé par le soleil, la face presque noire et les cheveux presque blancs, une large cicatrice sur le front se continuant sur la joue, courbé, voûté, vieilli avant l'âge, se promenant à peu près tous les jours, une bêche et une serpe à la main, dans un de ces compartiments entourés de murs qui avoisinent le pont et bordent comme une chaîne de terrasses la rive gauche de la Seine, charmants enclos pleins de fleurs, desquels on dirait, s'ils étaient beaucoup plus grands : ce sont des jardins, et, s'ils étaient un peu plus petits : ce sont des bouquets. Tous ces enclos aboutissent par un bout à la rivière et par l'autre à une maison. L'homme en veste et en sabots, dont nous venons de parler, habitait vers 1817 le plus étroit de ces enclos et la plus humble de ces maisons. Il vivait là, seul et solitaire, silencieusement et pauvrement, avec une femme, ni jeune ni vieille, ni belle ni laide, ni paysanne ni bourgeoise, qui le servait. Le carré de terre qu'il appelait son jardin était célèbre dans la ville pour la beauté des fleurs qu'il y cultivait. Les fleurs étaient son occupation...

« Dès le point du jour, en été, il était dans ses allées, piquant, taillant, sarclant, arrosant, marchant au milieu de ses fleurs avec un air de bonté, de tristesse et de douceur, quelquefois rêveur et immobile des heures entières, écoutant le chant d'un oiseau dans un arbre, le gazouillement d'un enfant dans une maison, ou bien les yeux fixés au bout d'un brin d'herbe sur quelque goutte de rosée dont le soleil faisait une escarboucle. Il avait une table fort maigre et buvait plus de lait que de vin. Un marmot le faisait céder, sa servante le grondait. Il était timide jusqu'à sembler farouche, sortait rarement, et ne voyait personne, que les pauvres qui frappaient à sa vitre, et son curé, l'abbé Mabeuf, bon vieux homme. Pourtant, si des habitants de la ville ou des étrangers, les premiers venus, curieux de voir ses tulipes et ses roses, venaient à sonner à sa petite maison, il ouvrait sa porte en souriant. C'était le brigand de la Loire. »

Le « brigand de la Loire », c'est, dans le langage des royalistes

du temps, le nom générique des anciens soldats de l'Empire. Sans doute, pour peindre ainsi ce pacifique *brigand*, Victor Hugo a dû emprunter plus d'un trait à la physionomie de son propre père. Le général Hugo, en effet, n'a pas ignoré la suspicion d'un gouvernement ombrageux et d'autant plus vindicatif que l'*ogre de Corse* était devenu, pour toujours, inoffensif.

Nous connaissons maintenant les protagonistes du drame. Victor Hugo va nous montrer maintenant la lutte de l'Ancien Régime et du droit nouveau, mais en l'envisageant sous un aspect particulier : celui qu'elle a dû revêtir, lorsqu'elle se livrait dans l'âme des jeunes gens. C'est un sujet qu'Alfred de Musset avait déjà traité dans ses *Confessions d'un enfant du siècle*, et qu'Alfred de Vigny avait étudié dans ses récits de *Servitude et grandeur militaires*, avec la perspicacité d'un psychologue pénétrant.

Nous verrons que Victor Hugo ne s'est pas montré inférieur à ses devanciers, et que ce drame ne manque point de pathétique dans les *Les Misérables*.

R. B.

L'histoire à Rome

Cours de M. JULES MARTHA,

Professeur à l'Université de Paris.

Cœlius Antipater

En passant en revue les divers annalistes qui ont paru à Rome entre la deuxième guerre Punique et l'époque des Gracques, nous avons été amenés à constater un certain progrès dans l'évolution du genre historique. A partir de Cassius Hemina, l'esprit critique de l'historien semble s'éveiller, hésitant encore et incertain, mais déjà conscient de lui-même ; la curiosité historique apparaît : l'annaliste s'intéresse à des événements plus variés, à des époques, à des pays, qu'on n'avait pas l'habitude d'étudier ; enfin, on remarque chez quelques-uns une arrière-pensée, une préoccupation nouvelle et comme une intention morale, le souci de chercher dans le passé des leçons pour le présent.

Ces progrès portent tous sur le fond, sur la matière de l'histoire ; au point de vue de la forme, le genre reste stationnaire, inaccessible, semble-t-il, à tout progrès. Tous les annalistes que nous avons étudiés, depuis Fabius, Calpurnius Pison, jusqu'à Cassius Hemina et Caton lui-même, écrivent d'une façon sèche, « exiliter », dit Cicéron ; ils n'ont aucune ambition littéraire, aucune préoccupation de style, aucun souci de l'effet ; cette observation, qui s'applique à tous à peu près indistinctement, est corroborée par le témoignage unanime des auteurs anciens, et, en particulier, par celui du juge le plus averti en matière de style, de Cicéron lui-même : il dit d'eux qu'ils étaient uniquement des narrateurs, « narratores, non exornatores rerum. »

Mais nous sommes arrivés à un moment de l'histoire littéraire où cette indifférence de l'écrivain pour la forme va cesser ; et cette révolution se produira, on s'en doute, grâce à l'influence de la Grèce. C'est que, dans les soixante années dont nous avons rapidement parcouru l'histoire, une transformation générale s'était opérée à Rome. L'hellénisme avait fait de rapides progrès, dans la haute société romaine, et son influence se faisait sentir surtout dans l'éducation.



Les grandes familles appelaient et recevaient à Rome des précepteurs grecs, esclaves, affranchis, ou même des hommes libres qui faisaient métier d'enseigner les arts libéraux.

La ville se remplit de professeurs, grammairiens, rhéteurs, philosophes ; les uns se fixaient à Rome et y enseignaient à demeure ; les autres ne faisaient que passer, et, pendant un séjour plus ou moins long, réunissaient autour d'eux des auditeurs dans des conférences publiques, comme le philosophe Carnéade dont nous avons déjà parlé, ou comme Cratès le grammairien qui, envoyé en ambassade par le roi de Pergame et retenu par un accident, avait profité de son séjour forcé pour reprendre à Rome son rôle de professeur.

Tous ces hommes cultivés, appelés peu à peu à diriger l'éducation des jeunes Romains, la modelaient sur l'éducation grecque, en dépit des vieux principes que Caton avait légués à ses admirateurs. Devant l'affluence croissante de ces étrangers, certains Romains s'émurent, et l'on vit des censeurs faire des édits pour expulser les nouveaux venus. Mais rien n'était capable d'arrêter les progrès de l'hellénisme. Sous l'influence de cette éducation nouvelle et de la diffusion des arts, l'esprit romain s'affinait peu à peu, la haute société devenait plus cultivée, plus élégante, le public plus délicat, plus exigeant en matière de littérature. — Nous pouvons constater ce progrès grâce à divers témoignages, en particulier par ce que nous dit Cicéron, dans le *Brutus*, des transformations de l'éloquence politique. Jusque-là, on n'avait entendu, au Sénat comme au Forum, qu'une éloquence rude et rustique, comme celle du vieux Caton, une parole simple et sans ornements, remarquable seulement par une certaine franchise brutale et par une verve mordante qui ne se donnait pas la peine d'envelopper la pensée. Or, vers le milieu du siècle que nous étudions, apparaissent des hommes qui vont affecter un langage plus pur et plus châtié, une éloquence plus savante et plus raffinée, avec un louable souci de la forme et de l'agrément littéraire.

A ce développement de l'éloquence politique correspond un développement parallèle du genre historique : une nouvelle forme d'histoire va apparaître pour satisfaire au goût d'une société plus cultivée, qui se lassera de l'art rudimentaire des premiers annalistes. Cette histoire plus soignée, plus soucieuse de la forme, plus littéraire, un homme a tenté de l'introduire à l'époque dont nous nous occupons : c'est Cœlius Antipater.

Nous savons peu de chose sur ce personnage : si nous prenons garde à son surnom d'« Antipater », nous sommes tentés de

nous demander si ce n'était pas un affranchi ; mais nous savons, par le témoignage formel de Cornélius Nepos, qu'avant l'époque de Pompée aucun affranchi n'avait écrit d'histoire. D'ailleurs, un témoignage de Cicéron vient à l'appui de cette assertion, en ce qui concerne Cœlius : parlant des jurisconsultes célèbres de cette époque, Cicéron cite Mucius Scævola, et, immédiatement après lui, Cœlius Antipater. Il dit de ce personnage, qui est bien le même que l'historien, qu'il était très versé dans l'étude du droit, et que Crassus, le grand orateur, avait fait auprès de lui son éducation juridique. Or on sait que la jurisprudence n'était pas une science à la portée de tout le monde, et le seul fait que Cœlius ait été jurisconsulte nous autorise à conclure qu'il appartenait à une haute condition.

Pourtant, contrairement à ce qu'on attendait d'un homme aussi considérable, et contrairement à ce que nous avons observé pour tous ses devanciers, Cœlius paraît n'avoir joué aucun rôle politique. Son nom n'est mentionné ni dans le récit des événements politiques ni dans les listes des magistrats. Il paraît s'être cantonné dans l'étude de la jurisprudence, sans avoir même abordé la carrière des honneurs.

Quant à son œuvre, elle est perdue pour nous, comme celle de ses devanciers, et il ne nous en reste qu'une cinquantaine de fragments fort courts. En revanche, nous possédons sur cette histoire des témoignages assez nombreux et assez précis des auteurs anciens. Cicéron avait dû l'étudier de près pour composer son histoire de l'éloquence. Nous savons qu'il l'avait à sa portée, sinon en sa possession, et que Brutus, son ami intime, en avait fait une sorte d'abrégé, un *Epitome*. Dans le premier livre du *De Legibus* où il passe en revue les annalistes anciens, après avoir signalé le caractère uniformément terne de leurs écrits, il ajoute : « Cœlius Antipater éleva un peu la voix, « inflavit vehementius » ; il montra plus de vigueur, une vigueur encore rustique assurément, sans éclat, d'un homme qui n'a pas passé par les écoles, « sine pakestra » ; mais, du moins, il eut des qualités qui pouvaient montrer aux autres quel avantage ils auraient eu à écrire l'histoire avec plus de soin. » — Dans un autre passage, dans le *Brutus* cette fois, où il parle de Cœlius Antipater à propos de la jurisprudence, Cicéron dit encore : « C'était un bon écrivain, luculentus. » Certes l'éloge est mince ; mais Cicéron y revient encore dans le *De Oratore* : il compare Cœlius Antipater à ses devanciers : « Il prit un ton plus élevé, dit-il, *paululum se erexit*, et donna à l'histoire quelque chose de plus sonore, *addidit vocis sonum historiæ*. Les devanciers n'avaient été que de simples narra-

teurs, « narratores, non exornatores rerum ». Cette dernière critique oppose nettement Cœlius Antipater aux autres annalistes de son temps. C'est encore dans le *De Oratore* que Cicéron met un jugement sur le même historien dans la bouche de son interlocuteur Catulus. A l'éloge qu'avait fait Cicéron, celui-ci oppose un blâme : « Votre Antipater n'a su donner de l'intérêt à l'histoire ni par la variété des couleurs, ni par l'arrangement des mots, ni par le charme d'un style doux et coulant ; il était peu versé dans la littérature, peu éloquent, et il a raboté l'histoire comme il a pu ; il n'est guère supérieur à ses devanciers. » — Telle est la critique que Cicéron prête à Catulus, mais qu'il prend évidemment un peu pour son compte. Elle est sévère ; mais il ne faut pas oublier que Cicéron est, en fait de style, un délicat, un raffiné ; il s'est fait un idéal de style harmonieux, abondant, élégant, et il a l'habitude de juger les autres selon la distance qui les sépare de cet idéal. Or il est trop évident que Cœlius Antipater est loin de la perfection cicéronienne. En tout cas, la critique de Cicéron n'efface pas son éloge, et ce qui ressort de ce jugement, c'est que Cœlius a eu le sentiment vague des choses littéraires, qu'il a compris qu'il fallait apporter quelque art dans l'étude de l'histoire et qu'il a eu l'ambition de réaliser un progrès. Dans quelle mesure l'a-t-il réalisé, et par quels procédés ? C'est ce que nous nous efforcerons de découvrir.

D'abord, Cœlius Antipater a su limiter son sujet. Tous les annalistes précédents ont ceci de commun, qu'ils traitent un sujet extrêmement étendu, qui comprend plus de cinq siècles d'histoire, sans compter de nombreux siècles de légende ; ils remontent, d'une part, bien au delà des origines de Rome, et, d'autre part, descendent jusqu'à la période tout à fait contemporaine. Or, comme toute cette histoire ne leur fournit, d'ordinaire, que la matière de quelques livres, leurs ouvrages ne peuvent être que des résumés, des précis succincts. L'imagination de l'auteur ne peut s'y donner carrière, et le goût du style ne peut s'y exercer, non plus que dans un catalogue ou un sommaire. — Antipater, le premier, eut l'idée de changer de sujet, ou, du moins, de restreindre son sujet ; deux alternatives se présentaient à lui : ou bien continuer les anciens errements, c'est-à-dire faire une histoire générale, mais alors y consacrer un grand nombre de livres, comme fera plus tard Tile-Live ; — ou bien, comme les autres, se borner à sept ou huit livres, mais supprimer délibérément toute une partie du sujet et se cantonner dans une période bien définie, pour faire œuvre d'écrivain en même temps que d'historien. Antipater choisit cette dernière méthode, et, laissant de côté toute l'histoire des origines et la

période contemporaine, il prend comme sujet la seconde guerre Punique, c'est-à-dire les événements compris entre les années 216 et 204 avant J.-C. A cette période de douze ans, il consacre sept livres. Ce chiffre nous est attesté par les fragments qui sont numérotés. Nous voyons par ces fragments que le titre de l'ouvrage était *Bellum Punicum* ; dans les fragments tirés du premier livre, il est question du siège de Sagonte, qui fut l'occasion même de la guerre ; et ceux du sixième font allusion au départ de Scipion l'Africain pour l'Afrique, ce qui laisse supposer que le septième et dernier livre était consacré à la fin de la guerre. — On a pu penser, pourtant, que l'auteur ne s'en était pas tenu là et qu'il avait ajouté à son histoire des événements postérieurs à la guerre. Cette conjecture semble d'abord autorisée par un fragment qui a trait à un songe de Caius Gracchus. Mais la simple mention de ce songe ne permet pas de conclure que l'écrivain racontait l'histoire de Caius Gracchus. Nous savons par des fragments qu'il rapportait dans son livre plusieurs songes d'Hannibal ; il n'est pas invraisemblable de penser qu'il avait rapproché de ces songes celui qu'il attribuait à Gracchus : en effet, un autre songe, dont il est aussi question dans l'histoire d'Antipater, nous reporte à l'an 490 avant J.-C., et nous savons, d'autre part, que cette histoire ne commençait qu'avec la deuxième guerre Punique. Il faut donc penser que ces deux songes n'étaient mentionnés qu'incidemment par l'auteur, à l'occasion du songe d'Hannibal, et nous pouvons nous en tenir, pour la délimitation de son sujet, à notre première conclusion.

Mais ce procédé de limitation, qui sera repris plus tard par Salluste, n'est pas le seul que notre historien emploie pour renouveler la forme de l'histoire. Il essaye de dramatiser le récit ; et, pour y introduire plus de variété, de mouvement, de vie, il y insère des discours. On trouve, dans un de ses fragments, une phrase qui n'a pu être tirée que d'un discours : « Je pense, y est-il dit, qu'à aucun peuple il n'a été donné de remporter autant de victoires, ni d'aussi grandes victoires, ni d'une façon aussi continue, qu'à vous. » — Au premier abord, le procédé ne paraît pas nouveau, et nous l'avons déjà signalé dans Caton l'Ancien et dans Fannius. Mais Caton et Fannius n'avaient inséré dans leurs histoires que des discours authentiques : Caton, celui qu'il avait lui-même prononcé lors du procès de Galba ; Fannius, des discours de Metellus ; c'étaient là des documents, des pièces historiques, qui servaient seulement d'ornements littéraires. Au contraire, les discours de Coelius Antipater sont composés. Nous savons qu'ils n'étaient pas authentiques, par un témoignage négatif, par le silence

même de Cicéron. Dans l'histoire de l'éloquence qu'il retrace dans son *Brutus*, Cicéron remonte aussi loin que possible ; il fait des recherches partout, dans les archives privées ou publiques, dans les écrits des anciens et, particulièrement, dans les histoires ; lui-même nous apprend qu'il s'est servi notamment des *Origines* de Caton et des *Annales* de Fannius. Si Antipater avait, comme ces deux annalistes, rapporté dans son ouvrage des discours authentiques, Cicéron y aurait certainement cherché des documents ; or il n'en dit rien, et, pourtant, nous savons qu'il connaissait bien l'histoire d'Antipater. Donc, selon toute vraisemblance, les discours insérés par notre historien dans son livre étaient des discours fictifs ; c'est donc, semble-t-il, Antipater qui, le premier, a appliqué à l'histoire ce procédé littéraire qui a eu une si grande fortune dans l'antiquité, et que n'ont pas dédaigné les plus grands historiens, comme Tacite ou Thucydide.

Un troisième procédé familier à Antipater est la recherche du romanesque : il a une tendance à ne pas se contenter du récit simple des événements ; il cherche dans les faits ce qui doit piquer la curiosité du lecteur, ce qu'il y a de rare et de singulier. Cette préoccupation apparaît dans quelques fragments auxquels Tite-Live fait allusion. Celui-ci raconte dans son histoire le départ de Scipion pour l'Afrique et rappelle quel enthousiasme s'empara de toute l'armée à la nouvelle de la grande expédition ; or Cœlius Antipater, avant lui, avait essayé de traduire d'une manière frappante cet enthousiasme et de faire un récit dramatique de l'embarquement. « Les historiens, dit Tite-Live, ne sont d'accord, à ce sujet, ni sur la manière dont s'effectua le départ ni sur le nombre d'hommes réunis dans les ports de la Sicile pour l'expédition. » Et il remarque que Cœlius Antipater, selon son habitude, s'était rendu coupable d'exagération. D'après le vieil historien, le bruit qui s'était élevé de la multitude des soldats assemblés était si grand que les oiseaux étourdis tombaient en masse sur les vaisseaux ; la foule de ceux qu'on embarqua était si considérable que, quand ils furent partis, il semblait qu'il ne restait plus personne en Sicile. — Ici, Tite-Live se défie de l'exagération romanesque du conteur ; ailleurs encore, il le contredit et le soupçonne de dramatiser à plaisir son récit. Tous les historiens sont d'accord pour dire que la traversée de Scipion avait été très heureuse, et qu'aucun accident ne l'avait signalée. Pour Antipater, cette réalité était trop simple, il l'arrange : il imagine une tempête qui aurait dispersé les navires, les aurait entraînés loin de l'Afrique et poussés contre une île ; les soldats, saisis d'épouvante, auraient jeté leurs armes et se seraient précipités

dans les chaloupes pour gagner la côte en désordre ; enfin, la flotte aurait essuyé toutes les fureurs des éléments, sans que, contradiction singulière, aucun vaisseau eût été submergé. — De même encore Antipater, raconte que, pendant la bataille de Trasimène, un tremblement de terre effroyable s'était fait sentir à travers tout le centre de l'Italie, la Lombardie, la côte ligurienne, renversant les villes, interrompant le cours des fleuves, sans que, dans leur acharnement, les combattants eussent connaissance du cataclysme. — On voit combien, dans tous ces récits romanesques, il y a d'exagération, sinon d'invention pure de la part du vieil historien.

Un autre procédé dont il abuse et qui se rattache au précédent, est l'emploi du merveilleux. Il fait intervenir, à chaque instant, des songes : nous avons déjà fait allusion à celui qu'il rapporte au sujet d'Hannibal. — Après la prise de Sagonte, le général carthaginois avait eu un songe : les dieux de l'Olympe lui avaient persuadé d'aller de l'avant, de marcher contre Rome, et Jupiter lui avait donné un dieu pour le guider jusqu'en Italie ; puis, comme il suivait ce guide, Hannibal avait vu soudain une bête monstrueuse qui ravageait tout sur son passage, et, comme il demandait à son guide ce que cela signifiait : « Tu vois, avait répondu le dieu, l'image de la dévastation de l'Italie. » — Un autre songe d'Hannibal se rapportait à son passage dans le sud de l'Italie. Comme il voulait dérober dans un temple de Junon une colonne d'or, la déesse lui était apparue en songe et l'avait, par des menaces, détourné de son projet sacrilège. Effrayé de cet avertissement, Hannibal avait consacré à la déesse une petite génisse d'or qu'il avait fait placer en offrande au-dessus de la colonne. — Enfin, nous avons parlé déjà du songe de Caius Gracchus, dans lequel Tiberius, s'étant montré à son frère, l'avait engagé à recommencer, coûte que coûte, la grande lutte politique. — On voit, par cette simple énumération, quelle prédilection l'historien avait pour ce genre de merveilleux, et cela concorde encore avec ce que nous avons observé de son goût pour le romanesque.

Enfin, Cicéron signale encore un procédé de style : il parle dans l'*Orateur* de ces gens qui affectent de séparer dans la phrase les mots qui sont réunis par le sens, d'employer des constructions inattendues, d'éveiller l'attention du lecteur par des interversions de mots, et raille cette manie des écrivains qui laissent voir la peine qu'ils ont prise pour mal écrire. « Coelius Antipater, ajoute-t-il, dit dans sa préface qu'il se servira de ce procédé ; mais il s'en est servi encore plus souvent qu'il ne l'a dit. »

En présence de cette nouvelle méthode appliquée à l'histoire,

de ces diverses innovations, soit pour la forme soit, pour le fond, nous pouvons nous demander dans quelle mesure Cœlius Antipater a été vraiment original et s'il a été vraiment un initiateur. — Or Cicéron, dans le *De Divinatione*, parlant du songe d'Hannibal rapporté par Cœlius, dit que ce songe était aussi rapporté dans l'histoire de Silenus. Ce Silenus nous est connu grâce à Polybe et à Denys d'Halicarnasse : il vivait auprès d'Hannibal en qualité d'historiographe officiel. D'après les témoignages de Polybe et de Tite-Live, son histoire, écrite en grec, avait précisément les mêmes caractères que nous avons relevés dans celle de Cœlius : elle racontait la seconde guerre Punique et contenait des discours fictifs ; l'auteur y marquait un goût singulier pour le romanesque, et il était grand amateur de songes. Il paraît donc probable que Cœlius avait voulu faire pour Silenus quelque chose d'analogue à ce que Plaute et Térence ont fait pour les auteurs de la nouvelle comédie, et son ouvrage était une sorte de contamination de l'ouvrage grec. Mais le malheur a voulu qu'ayant auprès de lui un historien comme Polybe, qu'il avait connu chez Lélius, il ait choisi pour modèle un médiocre historiographe comme Silenus. — Le seul mérite qu'on puisse lui accorder, en définitive, c'est d'avoir contribué par son imitation à engager l'histoire dans une voie nouvelle, que d'autres suivront avec profit.

M.

Transformations des sociétés européennes au XIX^e siècle.

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Maître de conférences à l'Université de Paris.

L'Autriche de 1800 à 1859.

Nous avons vu les transformations politiques dans les deux grands Etats de l'Europe occidentale, où la vie politique est la plus active pendant la période de 1800 à 1860; nous passons maintenant à l'étude des Etats de l'Est, où les conditions de la vie sont restées le plus complètement semblables à ce qu'elles étaient à l'époque de l'ancien régime, à l'étude de trois monarchies absolutistes, Autriche, Prusse, Russie. Nous commencerons par celle qui est regardée comme l'Etat dirigeant dans la coalition pour la restauration de cet ancien régime, par l'Autriche.

Bibliographie. — 1^o Instruments bibliographiques : Krones, *Grundriss der Oesterreichischen Geschichte*, 1882, donne une bibliographie des ouvrages publiés avant 1881 ; *Histoire générale*, tomes X et XI.

2^o Documents. — Ce sont ceux de tous les pays d'ancien régime, où le gouvernement est absolu, où il n'y a pas de presse politique : des recueils officiels, qui ne donnent guère que les lois ; des pamphlets. Les archives secrètes n'étant pas encore ouvertes, il faut, pour connaître les motifs d'action, recourir aux mémoires : les principaux sont ceux de Metternich, de Gentz, de von Wirkner, de Prokesch von Osten.

3^o Ouvrages. — Springer : *Geschichte Oesterreichs*, 2 vol., 1875 ; Helfert, *G. Oesterreichs*, 4 vol., 1876 ; Rogge, *Oesterreich von Villagos bis zur Gegenwart*, 3 vol., 1872-73 ; Léger, *Histoire d'Autriche-Hongrie*. — Pour la Hongrie, Horvath, *Funfundzwanzig Jahre aus der G. Ungarns*, 2 vol., 1867. — Pour la Bohême, Denis, *La Bohême depuis la Montagne-Blanche*, 2 vol., 1903.

L'histoire constitutionnelle a été exposée dans des ouvrages faits pour l'enseignement du droit constitutionnel dans les Universités. — Sur les finances, Beer, *Gesch. der Oesterr. Finanzen*, 1877.

Une série de monographies sur les événements de 1848-49.

Cette histoire est très compliquée, parce que les événements se passent sur plusieurs théâtres ; les épisodes dramatiques sont nombreux, mais la plupart n'ont pas eu de conséquences durables. Nous nous bornerons à dégager le caractère général des événements et à rechercher les transformations. Nous verrons comment l'ancien régime a été maintenu de 1800 à 1830 ; comment s'est formée une opposition de 1830 à 1848 ; comment l'état de choses a été bouleversé par les révolutions de 1848, et enfin la réaction et la restauration.

I. — L'ancien régime se maintient intact, sans opposition effective, de 1800 à 1830.

1. — Pour comprendre cette persistance de l'ancien régime, il faut connaître les conditions spéciales du gouvernement et de l'organisation sociale. Tout d'abord, l'Autriche n'est pas une nation, mais un conglomerat de plusieurs nations unies sous un gouvernement unique ; ces nations ont été autrefois des Etats indépendants et elles ont conservé des débris de gouvernement autonome. — Les Etats qui dépendent de la monarchie autrichienne se répartissent en cinq groupes :

a. — Les Etats héréditaires, comprenant sept provinces. La majorité de la population est allemande, sauf en Carniole où la majorité est slovène. Chaque province a son administration et son Landtag, assemblée aristocratique où les villes sont à peine représentées, qui ne se réunit que pour entendre et approuver les demandes d'impôt.

b. — Les royaumes de l'ancienne couronne de Wenceslas, comprenant trois pays ayant eu chacun leur histoire propre. La population est tchèque, mais le Nord-Ouest de la Bohême et la Silésie ont une majorité allemande ; de plus, toutes les classes possédantes sont germanisées.

c. — Les royaumes de l'ancienne couronne de Saint-Elie, Hongrie, Croatie, Transylvanie avec son annexe, la Serbie. En Hongrie, la majorité de la population est magyar, mais on trouve des Slovaques dans le Nord-Ouest ; et en plusieurs points sont des colonies allemandes compactes ; en Transylvanie, des magyars et des colons allemands, Sachsen, forment une classe supérieure, superposée à la masse des paysans roumains ; en Croatie habitent des Slaves du Sud, mais divisés par la religion en deux groupes, Croates catholiques, Serbes orthodoxes.

d. — Le royaume de Galicie avec ses annexes, partie de l'ancien royaume de Pologne. A côté des Slaves, on a dans la partie orientale une population de Ruthènes, anciennement orthodoxes, ratta-

chés au catholicisme, en conservant leur rite slave et leurs prêtres mariés ; seule l'aristocratie est polonaise. En Bukowine, la masse de la population est roumaine. Dans les villes, les Juifs sont nombreux.

c. — Le Milanais et la Vénétie forment, depuis 1814, le royaume Lombard-Vénitien, avec une administration séparée et une population d'Italiens.

Ainsi, l'empire d'Autriche comprend plusieurs populations de langue différente ; elles ne sont pas seulement juxtaposées, elles sont entremêlées, et parfois même, dans les villes, superposées. Les Slaves forment la majorité, mais ils sont coupés en deux masses, l'une au Nord, l'autre au Sud, et répartis dans des pays différents. Entre ces deux masses s'intercalent deux peuples moins nombreux, Allemands et Magyars, mais possédant la richesse et le gouvernement. Il n'y a pas d'autre unité qu'une unité personnelle : tous ces peuples sont soumis au même souverain. D'autre part, il n'y a pas d'opposition nationale de langue : les langues slaves sont réduites à des patois ; le polonais subsiste bien à l'état de langue véritable, mais il est parlé par une aristocratie absolument d'accord avec le gouvernement. En Hongrie, la langue politique est encore le latin.

Le gouvernement central est formé par l'empereur et ses fonctionnaires. — Le souverain a renoncé à son titre d'empereur d'Allemagne et pris celui d'empereur d'Autriche. Mais, depuis Marie-Thérèse, il y a deux régimes différents : les pays héréditaires, les royaumes de la couronne de Wenceslas, la Galicie et les possessions d'Italie obéissent à des autorités établies à Vienne ; les pays de la couronne de Saint-Etienne sont dirigés par des autorités résidant en Hongrie, dans l'ancienne capitale allemande du pays, il est vrai, à Presbourg. Le régime est donc un dualisme : la Hongrie reste autonome, les fonctionnaires sont des Hongrois, installés en Hongrie ; elle est seulement soumise au gouvernement général, elle doit seulement avoir la même diplomatie que le reste de l'empire.

Dans le groupe autrichien, les fonctionnaires sont restés organisés en collèges ; ils constituent une bureaucratie aristocratique, car tous les postes supérieurs sont réservés aux gens des grandes familles. En fait, le collège n'est qu'un organe de préparation ; la décision est réservée à l'empereur. Celui-ci opère avec quelques conseillers favoris, qui portent des titres différents, dont les attributions sont vagues et qui lui servent d'intermédiaires auprès des collèges. Ces conseillers et ces chefs des collèges se réunissent sans aucune régularité dans la *Conférence d'Etat* : l'Autriche

n'est donc pas arrivée au régime du cabinet. — Dans les provinces, le régime est analogue : l'administration appartient à un gouverneur assisté de colléges ; les Landtags aristocratiques n'ont aucun pouvoir réel.

Dans les pays de la couronne de Saint-Etienne, le gouvernement central est remis à quelques hauts dignitaires et à une Diète, qui se compose de deux Chambres ; mais elle est convoquée rarement, sans aucune périodicité. L'administration locale est aux mains des 55 comitats, assemblées de nobles qui élisent les juges, répartissent l'impôt et le contingent militaire.

L'organisation ecclésiastique est restée ce que l'a faite la réforme de Joseph II : certains cultes dissidents sont tolérés ; le clergé catholique est dans la dépendance étroite du gouvernement, le Saint-Siège n'a aucune action sur lui : ce régime de sujétion du clergé au gouvernement laïque est ce qu'on a appelé le *joséfinisme*. Le pouvoir se défie beaucoup des Jésuites.

L'organisation sociale est aristocratique. Le sol appartient aux grands seigneurs et aux petits nobles, Ritter ; les paysans sont soumis à des redevances, à des corvées, à la justice et à la police du seigneur ; les bourgeois n'ont aucun pouvoir politique : toute administration municipale élue a même été supprimée en 1808 et les fonctionnaires municipaux sont choisis par le gouvernement.

2. — Le régime a été consolidé par les guerres contre la France. Le gouvernement, absorbé par la diplomatie et la guerre, n'a pu s'occuper de réformes ; l'aristocratie, effrayée par la Révolution française, est devenue plus dévouée à l'empereur, qui représente pour elle le maintien de l'ordre social. Toutes les protestations, toutes les critiques sont regardées comme une révolte : en 1795, un lieutenant-colonel est pendu ; en Bohême, en 1792, une prime est promise à qui dénoncera les perturbateurs, et des mesures sont prises contre ceux qui feraient courir des bruits alarmants. — Jusqu'en 1815, les seuls événements de l'histoire autrichienne sont les guerres et leurs conséquences, changements territoriaux et mesures financières. Ces guerres malheureuses poussent le gouvernement à faire appel au sentiment national, en 1809 ; mais ce n'est là qu'un épisode sans portée. Elles bouleversent les finances : il faut émettre du papier-monnaie, puis, en 1811, le réduire au $\frac{1}{5}$ de sa valeur nominale, faire une banqueroute des 45. Le résultat final de ces guerres fut une modification des territoires : en 1814, l'empire d'Autriche renonce aux Pays-Bas et à la Souabe ; en échange, il reçoit Salzbourg et le domaine vénitien : par là, son territoire est plus compact ; par là, il a une porte ouverte sur l'Adriatique.

Le système du gouvernement absolu se trouve, en même temps, renforcé par ce fait que l'empereur règne pendant 43 ans (1792-1835) : François I^{er} est un homme de tempérament conservateur, très soupçonneux, froid, d'esprit bureaucrate, sans activité physique ; il ne sait ni danser ni monter à cheval ; il ignore l'escrime et n'a jamais fait la guerre. Les hommes dont il s'inspire l'entretiennent dans ses sentiments conservateurs : Metternich, devenu chancelier et principal ministre ; et, à partir de 1824, Kolowrath, grand seigneur, brillant causeur ; entre les deux hommes, il y a rivalité sourde pour dominer l'empereur, mais ils ont le même idéal de gouvernement. Cet idéal, François l'exprime bien, quand il déclare que l'empire est une vieille maison qui s'écroulerait si on essayait de la réparer ; et Metternich, quand il déclare que toute innovation conduit à une révolution.

Ce gouvernement a des habitudes de laisser-aller, de lenteur extraordinaires. Il garde les vieilles habitudes, multiplie les écritures, ne sait pas se décider ; les affaires sont sans cesse renvoyées d'un collège à l'autre. Il s'occupe, avant tout, d'empêcher toute critique, et, pour cela, organise une police intellectuelle. La police surveille les réunions, même les conversations : en 1819, des Suisses, la plupart précepteurs, qui ont fondé une société historico-pédagogique, sont arrêtés, gardés dix mois en prison et expulsés ; le rapport de police disait que leurs statuts ressemblaient à ceux des francs-maçons ; en 1825, on arrête des membres d'une société comique qui s'amusaient à rédiger des passeports avec des noms grotesques. En 1804, la censure réorganisée, parce que les censeurs n'étaient pas assez sévères, est placée sous l'autorité du ministre de la police ; pour empêcher toute publication, elle garde les manuscrits ; elle surveille même les tabatières et les jouets ; elle prescrit des changements dans toutes les œuvres : dans les *Brigands* de Schiller, le *Vater Moar* est changé en *Oheim*, pour ne pas porter atteinte à l'autorité paternelle ; le capucin du *Camp de Wallenstein* devient *eine magistrats person* ; on étend même la censure aux ouvrages publiés depuis 1790. Quant aux journaux, il leur est interdit de publier les nouvelles qui ne leur auraient pas été transmises par le gouvernement, ou qui n'auraient pas paru au *Journal officiel*. C'est donc un régime de compression et de silence ; mais, à condition de ne pas penser, les individus sont libres de s'amuser, et Vienne devient une ville de plaisir où les mœurs sont relâchées.

En Hongrie, le gouvernement est moins despotique, parce qu'il n'est pas centralisé. François I^{er} affecte de conserver la vieille constitution, dont il fait l'éloge lors d'un voyage à Pesth, à l'occa-

sion de manœuvres militaires, en 1820. Mais on n'applique pas cette constitution : la Diète n'est pas convoquée ; les consulats et la Chancellerie protestent, réclament la périodicité régulière de la Diète, tous les trois ans. Comme on ne tient aucun compte de leurs réclamations, ils emploient un procédé de résistance passive : ils cessent de voter l'impôt. Le gouvernement essaie de la contrainte, envoie des commissaires pour lever l'impôt et des soldats pour les appuyer. Les comitats cachent les procès-verbaux, les sceaux, les clefs des archives, et les commissaires ne peuvent opérer faute de renseignements. François finit par céder et convoquer la Diète, 1825.

II. — Ce régime de silence politique est troublé par l'agitation qui, partout en Europe, se produit à la suite de la Révolution française de 1830. Alors, de 1830 à 1848, se forment dans les diverses parties de l'Empire d'Autriche, des groupes d'opposition, qui diffèrent dans leurs réclamations suivant les pays.

1. — En pays allemand apparaît une opposition libérale. On réclame plus de liberté dans la vie intellectuelle, la liberté de lire, la liberté de la presse, la liberté de réunion. Puis un peu de vie politique apparaît, et on demande une constitution représentative. — Ces idées sont nées du contact avec les pays constitutionnels, les États de l'Allemagne du Sud, la France ; elles ne se sont pas développées ni par les journaux autrichiens, ni par les écoles où l'on n'enseigne que le latin et la religion, mais grâce aux conversations, aux livres et aux journaux étrangers. La surveillance de la police n'est pas sérieuse, et la contrebande se fait grâce à sa connivence : les libraires enveloppent des livres de messe ou de cuisine avec des journaux, des feuilles des livres étrangers. Ainsi les Autrichiens se font une culture moderne, mais incohérente, incomplète, superficielle.

2. — En Hongrie, l'opposition fut, à la fois, libérale, nationale et en partie démocratique. Elle a un moyen légal de s'exprimer dans la Diète, convoquée à plusieurs reprises, 1832, 1836, 1839, 1842, 1844, et, chaque fois, les sessions furent très longues. Les opposants se recrutent surtout parmi les *nonces* de la Chambre élue et des comitats. Au point de vue libéral, ils demandent un régime plus autonome, une réforme de la Diète, une réforme de l'impôt payé exclusivement par les paysans. Au point de vue national, ils veulent que l'empereur-roi fasse des séjours plus fréquents et plus longs en Hongrie ; que le magyar devienne la langue officielle : sur ce point, satisfaction leur est accordée ; en 1836, les lois sont rédigées en magyar ; en 1840, le magyar devient la langue de l'administration ; en 1844, il devient la langue de la Diète, de l'ensei-

gnement. A Pesth, se forme un petit groupe démocrate nationaliste, qui réclame une Diète annuelle, le maintien des pouvoirs des comitats et l'abolition des privilèges. A la tête de ce groupe se place un journaliste, Kossuth : il est devenu populaire, à la suite de deux ans de prison préventive et d'un long procès, pour avoir publié le compte-rendu des débats de la Diète.

Ce mouvement n'eut pas de résultat immédiat. La Chambre basse vote des projets de réforme ; mais la Chambre des magnats les rejette tous, et les comitats eux-mêmes donnent à leurs nonces des instructions contre la réforme de l'impôt. Mais cette agitation crée le personnel d'opposition qui fera la Révolution et surtout rendra populaire le programme réalisé en 1867. — Puis le parti d'opposition se scinde en deux groupes. Les libéraux centralisateurs, avec Eotvos, veulent fortifier la Diète et réformer la constitution ; Deak expose leur programme en 1847 : « Nous ne voulons pas mettre les intérêts de notre patrie en contradiction avec l'intérêt de l'unité de la monarchie ; mais nous trouvons injuste que les intérêts de la Hongrie soient subordonnés à ceux des Etats héréditaires » ; et il demande le vote de l'impôt par la Diète. L'autre groupe a pour chef Kossuth, devenu orateur populaire : il réclame le maintien des pouvoirs des comitats ; il crée une union de protection hongroise, dont les membres s'engagent à n'acheter que des objets fabriqués en Hongrie.

3. — En pays slaves, l'opposition est nationale ; mais elle prend des formes différentes selon les pays.

En Galicie, depuis l'insurrection de la Pologne russe contre le tzar, il y a un personnel révolutionnaire qui songe à opérer par un soulèvement. Parmi les opposants, il y a deux groupes, les blancs et les rouges, les aristocrates et les étudiants. Le centre du mouvement est Cracovie, république indépendante, où les révolutionnaires s'établissent malgré le gouvernement aristocratique. L'Autriche en profite pour annexer Cracovie, 1846. Des bandes armées opèrent en Galicie ; et les paysans ruthènes en profitent pour arrêter et massacrer leurs seigneurs.

Dans les autres pays slaves, le mouvement consiste à réveiller dans les populations le sentiment de la nationalité. Les meneurs se servent d'abord de la littérature ; dans les centres se forment de petits groupes littéraires. A Prague, on s'enthousiasme pour le Moyen Age tchèque, Palacky étudie l'histoire tchèque. Le mouvement gagne toute la haute société : en 1841, a lieu un bal où on porte les couleurs nationales, rouge et blanc ; les demoiselles de l'aristocratie parlent tchèque ; les nobles demandent à Palacky des conférences sur l'histoire tchèque, sur la constitution antérieure à

1620. Et, en 1843, une députation apporte à l'empereur une pétition réclamant les droits de la Diète. — Cette opposition se combine avec la théorie littéraire du panslavisme. Certains hommes ont été frappés du nombre énorme des gens de langue slave, et songent à les grouper en un seul Etat ; pour réussir, on s'appuiera sur le seul Etat slave indépendant, la Russie. Les Tchèques, les plus civilisés d'entre les Slaves, dirigeront l'Etat.

En Croatie, le centre fut Agram : Gay fonde la *Gazette nationale illyrienne*, 1836 ; on rêve la fondation d'un royaume illyrien, englobant la Croatie, l'Esclavonie, la Dalmatie ; on proteste contre l'adoption du magyar dans la Diète de Hongrie, où les Croates sont représentés ; les nonces croates veulent continuer à y parler latin ; mais, chaque fois qu'ils prennent la parole, leur voix est couverte par le tumulte des Hongrois.

4. — Un mouvement national se manifeste [dans le royaume lombard-vénitien.

III. — Comment cette opposition a-t-elle pris la forme d'une révolution en 1848 ? L'exemple de la France entraîna les divers peuples.

1. — Le mouvement commence, presque en même temps, par des agitations dans les capitales des trois peuples les plus compacts.

A Vienne, les gens les plus directement gênés par la compression, libraires, étudiants, membres des sociétés de lecture, bourgeois libéraux, adressent à l'empereur des pétitions réclamant l'abolition de la censure et une représentation nationale. Le gouvernement ajourne sa réponse ; mais les meneurs décident de porter leurs pétitions aux Etats de Basse-Autriche. Un accident gâte tout : des soldats font feu sur les manifestants qui réclament la démission de Metternich. Celui-ci affecte de mépriser le mouvement ; mais la conférence d'Etat prend peur, l'oblige à démissionner, le 15 mars, et accorde la liberté de la presse, la création d'une garde bourgeoise et convoque une assemblée pour la constitution de la patrie.

A Prague, un fonctionnaire bavard et vaniteux réunit une assemblée populaire, sans que l'administration s'y oppose. L'assemblée rédige une pétition demandant l'abolition des droits seigneuriaux, la création d'une garde civique, l'égalité des Tchèques et des Allemands, la fusion des trois pays de la couronne de Wenceslas, et décide l'envoi d'une délégation à Vienne. A la nouvelle des événements du 15 mars, une nouvelle députation part pour Vienne et obtient la *lettre du cabinet* du 8 avril, qui accorde à la Bohême une Diète, une loi électorale nouvelle et pose le principe de la responsabilité des fonctionnaires devant la Diète.

En Hongrie, la Diète est réunie à Presbourg depuis novembre 1847. Kossuth demande un gouvernement national et un ministère responsable. La Chambre basse décrète l'égalité devant l'impôt, l'abolition des droits seigneuriaux, et décide l'envoi d'une députation à la cour, qui accorde les réformes demandées.

2. — Les concessions du gouvernement ont permis, dans chaque centre, la formation d'un organe qui prend ce pouvoir grâce au désarroi des corps officiels.

A Vienne, la *Légion académique* et la garde bourgeoise créent un comité qui donne des ordres. La cour, effrayée, décide l'empereur à accorder une constitution calquée sur celle de Belgique, 25 avril : il y aura deux Chambres, dont une élue au suffrage censitaire. La mesure n'est pas jugée assez démocratique, et le comité force l'empereur à accorder une assemblée unique (15 mai). La cour alors se sauve en Tyrol. Le comité, maître de Vienne, convoque une Constituante élue au suffrage universel.

En Hongrie, un régime absolument nouveau est organisé : un ministère hongrois responsable ; une Diète annuelle, élue par un suffrage très large ; la langue magyar proclamée langue officielle ; la liberté de la presse ; l'égalité devant l'impôt : telles sont les mesures accordées par l'empereur, le 10 avril. Le gouvernement se transporte à Pesth, organise une armée hongroise, émet du papier-monnaie hongrois, organise même une diplomatie hongroise.

A Prague, un comité se forme sous la présidence du gouverneur : il déclare que la Bohême ne fait pas partie de l'empire d'Autriche et ne doit lui être unie que par une union personnelle ; il convoque un congrès slave, où se rendent des délégués de Slaves étrangers ; il rédige un manifeste à l'Europe. Le mouvement est brusquement arrêté. L'administration prend comme prétexte pour la répression une petite émeute à Prague, fait marcher les troupes et ne réunit pas le Landtag.

3. — Le résultat principal est la convocation d'assemblées démocratiques. L'opération a été faite en Hongrie par la Diète. Pour le reste de la monarchie, une Constituante se réunit à Vienne ; les Slaves forment la majorité. Les paysans proposent aussitôt l'abolition des droits seigneuriaux ; on discute longuement, puis le projet est voté. On adopte un système analogue à celui qu'avait accepté, en France, la Constituante en 1789 : on distingue les droits personnels, servage, corvées, qui sont abolis, et les droits reposant sur la propriété de la terre, qui sont déclarés rachetables ; mais l'État devra payer une partie de la somme ; ce détail sera réglé par des commissions dans chaque pays. Ce fut le principal résultat de la révolution ; la réforme laisse subsister la grande

propriété, n'affaiblit nullement l'aristocratie foncière; mais elle donne plus de sécurité aux paysans et, par là, facilite l'amélioration des cultures.

IV. — Comment s'est faite la Restauration de l'ancien régime?

1. — La révolution aboutit à une guerre civile. Le gouvernement a laissé faire, parce qu'il avait perdu la tête; mais il reprend courage, en voyant qu'il a pour lui l'armée commandée par des officiers nobles, en voyant qu'il y a conflit entre les diverses nationalités, surtout entre Slaves et Magyars : il songe à employer les premiers contre les seconds.

Windischgraetz, qui a réduit Prague en juin, est chargé de soumettre tous les révoltés dans l'empire. Il conduit une première attaque contre Vienne le 6 octobre, mais échoue; la cour, qui est rentrée à Vienne, s'enfuit à nouveau en pays slave, près d'Olmütz. Windischgraetz revient contre Vienne, qu'il assiège et prend d'assaut après avoir repoussé une armée hongroise de secours; il établit un régime de terreur avec des conseils de guerre.

La Hongrie fut plus longue à réduire, parce que le gouvernement hongrois a une armée; il fallut une vraie guerre. Le gouvernement autrichien dissout la Diète, donne à Windischgraetz la dictature pour toute la Hongrie. L'empereur Ferdinand, gêné par son serment de respecter la constitution hongroise, abdique en faveur de son neveu François-Joseph (2 décembre 1848). Celui-ci envoie quatre armées en Hongrie, où Kossuth fait proclamer la république (avril 1849); les Autrichiens ne remportant pas de succès décisifs, François-Joseph demande secours aux Russes.

2. — La victoire de ses armées permet au gouvernement de rétablir l'ancien régime par une série de mesures parallèles aux opérations militaires.

En Autriche, la Constituante a été transférée dans un village morave, à Kremsier. Là, le gouvernement s'entend avec les Tchèques contre les Allemands libéraux. Schwarzenberg, devenu principal ministre, amène l'assemblée à discuter une constitution; puis, brusquement, il publie un projet de constitution (4 mars 1849), et dissout la Constituante. — La constitution ne fut pas appliquée et un décret de 1851 l'abrogea formellement.

En Hongrie, la répression fut très dure : des officiers de l'armée hongroise furent pendus; le président du conseil fusillé. A la place de la constitution abolie, un gouvernement absolu fut organisé : la Hongrie était coupée en cinq gouvernements; il n'y avait plus d'assemblées représentatives, Diète ou comitats; les fonctionnaires envoyés de Vienne étaient tout-puissants.

3. — L'œuvre de réorganisation fut faite par un personnel nou-

veau, éclairé par la révolution. Le ministre dirigeant fut Bach, ancien libéral converti à l'absolutisme.

Ce ne fut pas une restauration pure. On conserva l'abolition des droits seigneuriaux; on supprima le dualisme; on établit un régime uniforme pour tout l'empire; on créa une nouvelle bureaucratie, non plus aristocratique, mais bourgeoise (le chef lui-même du gouvernement, Bach, était, pour la première fois en Autriche, un bourgeois); on organisa une nouvelle police, la gendarmerie. Pour empêcher toute indépendance intellectuelle, on s'entendit avec le clergé: on abandonna le joséfinisme et on accepta les conditions proposées par le pape: ce fut le concordat de 1855. La religion catholique devait jouir de tous les droits et prérogatives que lui attribuent « l'institution divine et le droit canon », par conséquent réglait ses rapports avec l'Etat suivant le droit ecclésiastique; le Saint-Siège consentait, « en tenant compte des temps », à reconnaître la juridiction civile et criminelle des tribunaux sur les ecclésiastiques, mais stipulait que les clercs subiraient leur peine « dans des locaux séparés des laïques. » Le clergé obtenait le pouvoir de surveiller les écoles, d'exercer la censure sur les livres, de régler les affaires de mariage et de requérir le pouvoir séculier pour appliquer les peines disciplinaires de l'Eglise.

L'Autriche avait désormais un régime nouveau, plus moderne que celui du xviii^e siècle. C'était un régime centralisé, bureaucratique, clérical.

M. T.

La Fontaine fabuliste.

Cours de M. AUGUSTIN GAZIER,

Professeur à l'Université de Paris.

La composition dans les Fables.

Nous avons vu que La Fontaine, comme fabuliste, imite toujours quelqu'un, et que cependant, plus il imite, plus il est original. Il aurait pu prendre pour devise cette parole de Pascal : « Qu'on ne me dise pas que je n'ai rien dit de nouveau ; la disposition des matières est nouvelle. Quand on joue à la paume, c'est une même balle dont on joue l'un et l'autre, mais l'un la place mieux. » La façon dont sont composées ses fables est encore une preuve manifeste de cette originalité.

Si on lui avait demandé : qui êtes-vous ? A quelle catégorie de poètes croyez-vous appartenir ? Etes-vous faiseur d'épopées, poète dramatique, poète lyrique ? Il est probable qu'il eût renvoyé le questionneur à la préface de *Psyché*, où il s'est baptisé lui-même du nom qui lui convenait le mieux : Polyphile. Il est un amant de beaucoup de choses, un papillon du Parnasse allant « de fleur en fleur et d'objet en objet », ou encore une abeille, car

Sur différentes fleurs l'abeille se repose,
Et fait du miel de toute chose.

Si on l'eût pressé davantage, on eût peut-être obtenu cette réponse, un peu plus précise, qu'il fait aussi dans la préface de *Psyché* : « Je tiens, moi, pour le lyrique fleuri, comme Racine pour le lyrique touchant. Entre nous, il y a une grande analogie : nous sommes, tous les deux, poètes lyriques et dramatiques. »

En effet, il a écrit, dans la première fable du livre V, qu'il fait de son ouvrage

Une ample comédie à cent actes divers
Et dont la scène est l'univers.

Mais ne nous trompons pas sur le sens du mot comédie. Rappelons-nous les vers de Voltaire :

Vous m'envoyez un compliment ;
Recevez une tragédie,

Afin que, mutuellement,
Nous nous donnions la comédie.

La Fontaine ne prétend pas être une sorte de Molière universel, car le mot *comédie* désigne ici, comme souvent au xvii^e et au xviii^e siècle, toute sorte d'œuvres dramatiques, soit tragédie, soit tragi-comédie, soit comédie héroïque, soit comédie de caractères, de mœurs ou d'intrigue, soit encore ce que nous avons appelé depuis vaudeville ou drame bourgeois.

Donc les fables ressortissent, pour l'ordinaire, au genre dramatique ; mais le genre dramatique, au xvii^e siècle, est régi par des règles sévères, les fameuses règles d'Aristote. Foin d'Aristote et de sa séquelle ! s'écrie sans hésiter La Fontaine. Et d'abord, parlons des personnages. J'irai les chercher partout,

Hommes, dieux, animaux, tout y fait quelque rôle,
Jupiter comme un autre.....
Tout parle en mon ouvrage, et même les poissons.

Et l'on verra, à l'occasion, les mélanges les plus extravagants qu'on puisse imaginer. Ce poète est un classique par excellence, et cependant il se permet, pour le choix de ses personnages, des bizarreries bien plus grandes que celles de La Fontaine, par exemple, dans *Le Misanthrope* et *l'Auvergnat*. On verra réunis le lion et le moucheron, le lion, la génisse, la chèvre et la brebis (une brebis qui va à la chasse au cerf et qui réclame sa part de gibier !). On verra l'association singulière de la chauve-souris, du hérisson et du canard, la conversation de Cérès avec l'anguille et l'hirondelle, le rapprochement de l'aigle et de l'escarbot. Sans aucun doute, le mariage de la carpe et du lapin n'aurait pas choqué La Fontaine. Sa hardiesse, à cet égard, n'est pas à comparer avec la pratique ordinaire des dramaturges de son temps.

Ceux-là, d'ailleurs, font des pièces en un acte, en trois actes, en cinq actes ; il y aura cent actes dans la comédie du fabuliste. Bref, ce théâtre est bien le plus libre qu'on puisse concevoir. Ni unité de temps, ni unité de lieu ; le dialogue direct modifié par le discours indirect, ou interrompu par les observations de l'auteur. La vraie maxime de cet écrivain dramatique, c'est celle de l'abbaye de Thélème : fais ce que tu voudras.

Par goût et par réflexion, il est déterminé à varier le plus possible la composition de ses fables : « Diversité, c'est ma devise », s'écrie-t-il quelque part ; et ailleurs :

Ce n'est pas sur l'habit
Que la diversité me plaît, c'est dans l'esprit.

Mais le goût du siècle exige également qu'il en soit ainsi. Nous nous imaginons qu'on était alors guindé, compassé, empesé, esclave de l'étiquette, continuellement classique et ennuyeux. Rien n'est plus faux ; et ce que dit Pascal de Platon et d'Aristote, à savoir qu'ils n'étaient pas du tout des pédants en robe, mais qu'ils savaient rire à l'occasion avec leurs amis, est parfaitement vrai des contemporains de La Fontaine. N'est-ce pas alors que Boileau écrivait :

Un style trop égal et toujours uniforme,
En vain brille à nos yeux ; il faut qu'il nous endorme.
Sans cesse, en écrivant, variez vos discours.

La Motte n'a fait que traduire la pensée de ses prédécesseurs, lorsqu'il a dit dans une de ses fables :

L'ennui naquit, un jour, de l'uniformité.

Bossuet lui-même donnant des conseils sur l'art d'écrire au futur cardinal de Bouillon fait cette observation : « La variété, dans les discours religieux, est le meilleur moyen de plaire. » Mais on ne saurait varier à l'infini : *est modus in rebus*. Il faut donc nous demander si les *Fables* de La Fontaine ne pourraient pas, malgré tout, se ramener à un nombre restreint de types déterminés. Evidemment, il n'y a pas, dans tout le recueil, deux récits absolument pareils, pas plus qu'il n'y a dans la nature deux feuilles d'arbres identiques ; mais on doit pouvoir saisir au moins quelques ressemblances générales.

D'abord, quoi que paraisse dire La Fontaine, toutes ses fables ne sont point des poèmes dramatiques. Les unes sont des idylles, d'autres des descriptions, d'autres des portraits, ou des dissertations, ou des épîtres, des causeries, des madrigaux. A ne considérer que le livre IX, on remarquera que *Le Singe et le Léopard* est simplement la juxtaposition de deux peintures, que *Le Statuaire* et *Rien de trop* sont des contes, que *Le Berger et son troupeau* ne fait qu'opposer deux situations contraires : l'ardeur guerrière des moutons, puis leur déroute à la seule vue d'une ombre. Cependant, comme la fable chez La Fontaine est, avant tout, le récit d'une action (en grec δράμα, d'où nous avons fait drame), il faut reconnaître que la plupart de ses petits récits ont, en leur fond, le caractère dramatique.

Prenons garde toutefois d'identifier le récit dramatique avec l'œuvre destinée à être jouée sur la scène. Toute pièce de théâtre est, par excellence, un récit en action et pourrait aisément revêtir la forme de l'épopée ou du roman. Mais la réciproque n'est pas

vraie. Il y a toujours dans une œuvre de théâtre, ces trois parties : exposition, nœud, dénouement. L'exposition est destinée à nous faire savoir, le plus tôt possible (le sujet n'est jamais assez tôt expliqué), de qui et de quoi il est question. Elle est complète, quand nous sommes à la fois renseignés à cet égard, et intéressés, intrigués, perplexes, quelquefois même haletants d'émotion, et que nous nous demandons : qu'est-ce qui va donc arriver ? Puis les péripéties, qui forment le nœud, nous ballottent, nous partagent sans cesse entre la crainte et l'espoir, l'aversion et la sympathie, la terreur et la pitié. Quand cela a duré un certain temps, à la fin de l'acte, s'il n'y en a qu'un, à la fin du troisième ou du cinquième acte, s'il y en a trois ou cinq, arrive le dénouement, heureux ou malheureux, mais toujours imprévu dans la mesure du possible. L'auteur dramatique a grand soin de ne pas divulguer son secret : il prétend retenir les gens et les empêche de sortir jusqu'à la fin de la dernière scène.

Il s'en faut que les récits dramatiques soient toujours composés de cette sorte. Prenez, par exemple, dans les pièces de théâtre elles-mêmes, des récits comme ceux de la mort de Pyrrhus, de la mort de Britannicus, de la mort d'Hippolyte, du sacrifice d'Iphigénie dans *Andromaque*, *Britannicus*, *Phèdre*, *Iphigénie en Aulide*. Ces récits sont dramatiques, puisqu'ils font partie de l'action, et constituent l'une des péripéties du drame. Ils équivalent à une scène que l'auteur n'a pas voulu faire, parce qu'il est certains objets qu'on doit, comme dit Boileau, « reculer des yeux. » Eh bien, il est aisé de remarquer que le poète, si jaloux soit-il de tenir secret le dénouement de son drame, commence presque toujours ces récits en en faisant connaître le dernier trait :

Madame, c'en est fait, et vous êtes servie :
Pyrrhus rend à l'autel son infidèle vie.

Voilà le premier mot de la narration faite par Oreste.

Madame, c'en est fait, Britannicus expire,

s'écrie de même Pyrrhus. Et, s'il s'agit de la mort d'Hippolyte, Thérémène nous l'apprend aussi dès le début :

...pleurs superflus !
Inutiles regrets ! Hippolyte n'est plus !

Enfin, lorsque Clytemnestre voit revenir Ulysse, elle pousse un cri de désespoir :

C'est lui ! ma fille est morte ! Arcas, il n'est plus temps !

Et, tout de suite, Ulysse s'empresse de la rassurer :

Non, votre fille vit ; et les dieux sont contents.

Cette disposition singulière est fondée sur d'excellentes raisons. D'abord, le spectateur est, à ces moments-là, suffisamment intrigué par la marche de l'action à travers les péripéties précédentes pour qu'il ne soit pas inutile et même dangereux de l'occuper à démêler un enchevêtrement de nouveaux faits. De plus, en lui faisant connaître dès le début la fin de son récit, l'auteur produit en lui une commotion du plus heureux effet. Il lui reste alors à ménager habilement les transitions, à faire en sorte qu'Agrippine émette une opinion, que Junie soit sur le point de s'évanouir, pour que les assistants, se remettant un peu, soient exactement dans cet état où l'on désire connaître les moindres détails d'un événement dont on vient de nous donner brusquement la nouvelle. C'est ainsi que Racine tire un profit merveilleux du parti qu'il a pris de traduire en récit, au lieu de le mettre en scène, l'empoisonnement de Britannicus. Le tableau du festin, avec ses vingt ou trente personnages obligatoires, eût produit sur nos yeux une impression très confuse ; tandis que, dans le récit de Pyrrhus, nous distinguons successivement, avec une netteté parfaite, l'attitude de Néron, celle de Britannicus et celles des différents convives.

L'avantage de cette disposition est tel qu'on en a fait usage parfois dans les romans. Je signalerai, par exemple, *Etienne Moret*, cette œuvre où Francisque Sarcey raconte les aventures d'un de ses camarades de l'Ecole normale. Elle commence par la mention d'un fait divers semblable à ceux qu'on lit dans les journaux : hier, sur le Pont-Neuf, un homme précipitamment se déshabille, donne ses habits à un malheureux ouvrier, et se jette dans la Seine. Pourquoi cela ? Je vais vous le dire, déclare l'auteur. Et alors, reprenant la vie de cet homme à ses débuts, il commence un récit suivi et détaillé de tous les événements qui le composent. Voyez d'ailleurs ce qui se passe tous les jours. Lorsque nous avons été épouvantés par le bruit de quelque catastrophe, comme il y a quelques années, à la mort du Président Carnot, est-ce que nous ne nous sommes pas jetés sur les journaux, anxieux de connaître les plus petits faits qui avaient précédé ce fatal dénouement ?

La Fontaine suit très volontiers cet ordre-là, bien qu'il revienne de préférence à l'ordre chronologique. Nous pouvons le voir passer de l'un à l'autre, par exemple, avec les fables 15 et 16 du livre IV. C'est d'abord *Le Loup, la Chèvre et le Chevreau* :

La bique, allant remplir sa trainante mamelle...

L'exposition finit sur ces mots :

La bique, comme on peut croire,
N'avait pas vu le glouton.

La conclusion du récit n'est indiquée qu'à la fin, suivant le procédé ordinaire des pièces de théâtre. Vient après la fable intitulée *Le Loup, la Mère et l'Enfant*. Elle commence ainsi :

Ce loup me remet en mémoire
Un de ses compagnons qui fut encor mieux pris :
Il y périt. Voici l'histoire.

Le dénouement est annoncé d'avance. L'auteur nous présente alors une suite de tableaux, que nous pouvons considérer avec un soin particulier, puisque nous ne sommes pas préoccupés par la question de savoir ce qui arrivera. Même disposition dans *Le Cochet, le Chat et le Souriceau* :

Un souriceau tout jeune, et qui n'avait rien vu,
Fut presque pris au dépourvu.
Voici comme il conta l'aventure à sa mère.

Ce souriceau a échappé au danger, puisqu'il peut raconter son histoire ; nous n'aurons donc pas d'appréhension en face du « doucet hypocrite ». — Tels sont les deux systèmes.

Le caractère plus ou moins pénible du dénouement peut servir aussi à distinguer certains passages dans l'extrême variété des *Fables* de La Fontaine. Ce sont parfois de vraies tragédies, c'est-à-dire des pièces à dénouements sanglants : et, si l'auteur le veut ainsi, ce n'est point par fantaisie, mais en vertu de théories très précises : c'est qu'il a dessein ou de punir un criminel ou de soulever notre pitié en faveur d'un innocent. *Le Loup et l'Agneau, L'Homme et la Couleuvre, Les Animaux malades de la peste*, sont ainsi destinés à nous faire détester la scélératesse des uns et à nous faire plaindre la condition des autres.

Ou bien encore, c'est qu'il veut sacrifier des gens peu dignes de pitié : les uns parce qu'ils sont trop bêtes (La Fontaine n'aime pas les imbéciles), comme le rat qui croit voir dans l'huître une victuaille toute préparée pour lui, comme l'amateur des jardins qui s'en est allé prendre un ours pour émoucheur ; les autres parce qu'ils sont ingrats (*Le Villageois et le Serpent*), ou cupides (*Le Curé et le Mort*) ; (il est trop disposé, quant à lui, à manger son fonds avec son revenu, pour aimer ces gens-là), ou irrespectueux à l'égard de ce qui mérite le plus notre vénération au monde, je veux dire la vieillesse, comme les trois jouvenceaux en face de l'octogénaire.

D'autres fois encore, il fait son dénouement très noir, pour nous mieux mettre en garde contre la sottise : voyez *L'Œil du maître* : il ne faut pas, quand on est poursuivi par les gendarmes, aller chercher refuge dans une étable à bœufs, c'est-à-dire chez le commissaire de police. Parfois enfin, comme il est résolu à mettre en tout de la gaieté, il glisse dans ses dénouements tragiques une pointe de gaieté vraiment cruelle et impitoyable : il insulte ses victimes, fait rire à leurs dépens. Ainsi dans *Le Rat et l'Huitre* :

L'huitre, tout d'un coup.
Se referme : et voilà ce que fait l'ignorance !

Ainsi dans *L'Araignée et l'Hirondelle* :

L'hirondelle, en passant, emporta toile et tout,
Et l'animal pendant au bout.

Ainsi encore dans *Le Trésor et les deux Hommes* : l'avare est au désespoir d'avoir été volé :

Quoi, dit-il, sans mourir, je perdrai cette somme ;
Je ne me pendrai pas ! Et vraiment si ferai,
Ou de corde je manquerai.
Le lacs était tout prêt : il n'y manquait qu'un homme ;
Celui-ci se l'attache, et se pend bien et beau.
Ce qui le consola, peut-être,
Fut qu'un autre eût, pour lui, fait les frais du cordeau.

Mais, souvent aussi, le récit dramatique, conduit jusqu'à la fin de façon à émouvoir, se termine heureusement : nous sommes alors dans le genre de la tragi-comédie. C'est qu'alors le poète est pris de sympathie pour ses personnages ; il trouve que leurs peccadilles ne sont point des cas pendables, il veut se montrer indulgent et appliquer ces principes qui nous ont fait inventer, depuis, la loi de sursis. Voyez, par exemple, *Le Cerf se mirant dans l'eau*, *L'Enfant et le Maître d'école*.

Un grand nombre, enfin, de ces récits dramatiques sont de véritables comédies : *L'Homme entre deux âges et ses deux maîtresses*, *Le Héron*, *La Fille*, *Le Savetier et le Financier*, *Philémon et Baucis*, *Le Rat qui s'est retiré du monde*, etc., etc.

A quelque groupe, d'ailleurs, qu'ils appartiennent, ils sont tous très intéressants à étudier ; et même aucun travail ne prépare mieux à aborder les œuvres dramatiques de longue haleine, comme *Andromaque*, *Tartufe* ou *Le Misanthrope*, surtout si l'on s'exerce à y déterminer l'étendue relative de ces trois parties essentielles qui constituent toujours le drame : l'exposition, le nœud, le dé-

nouement. Cette division n'a rien à voir avec la distribution par actes : les actes ne sont, à vrai dire, que des fragments découpés à intervalles égaux dans les pièces de théâtre, pour permettre aux spectateurs et aux acteurs de se reposer ; ils ne marquent point les étapes régulières, et, pour ainsi dire, les articulations naturelles de l'action. Chaque partie essentielle peut être, en effet, ou ramassée dans un petit espace ou développée longuement. D'ordinaire, c'est le nœud qui a le plus d'étendue. Il occupe les cinq actes dans une pièce comme *Le Misanthrope*, exception faite pour la première partie du premier acte et la dernière partie du dernier acte. Mais il peut aussi n'avoir qu'une faible importance, et c'est le cas dans plusieurs fables de La Fontaine ; alors la partie capitale est soit l'exposition, soit le dénouement. C'est une observation qu'il est utile de pouvoir faire.

Prenez, par exemple, la première fable du recueil, *La Cigale et la Fourmi* ; c'est une œuvre dramatique où se retrouvent les trois parties essentielles. Ne croyez pas que l'exposition finisse à ce mot : *vermisseau* ; une exposition, ai-je dit, n'est complète que lorsqu'on sait de qui et de quoi il est question. A cet endroit, nous savons qu'il s'agit d'une cigale qui meurt de faim ; mais ce n'est pas une situation qui soit tenable ; évidemment, la petite bête doit faire effort pour en sortir. Nous arrêterons donc l'exposition à ces mots :

La priant de lui prêter
Quelque grain pour subsister
Jusqu'à la saison nouvelle.

Nous avons, en effet, maintenant toutes les données de l'action : deux personnages en présence, l'un qui n'a rien et voudrait bien manger, l'autre qui vit dans l'abondance et dont le grenier est plein de provisions. La conversation entre ces deux personnages formera le nœud :

Je vous paierai, lui dit-elle,
Avant l'août, foi d'animal...

jusqu'à :

Je chantais, ne vous déplaie.

Et la dernière réplique de la fourmi sera le dénouement :

Vous chantiez l'en suis fort aise ;
Eh bien, dansez maintenant.

Prenez de même la fable suivante, *Le Renard et le Corbeau* :

Maître corbeau, sur un arbre perché,
Fenait en son bec un fromage.

Cela ne peut pas être l'exposition ; ce n'en est qu'une partie :

Maître renard, par l'odeur alléché,
Lui tint à peu près ce langage.

Un corbeau, un renard, un fromage, le renard évidemment disposé à tromper le corbeau pour avoir le fromage : nous avons tous les éléments de l'exposition, et même, en plus, une transition. Vient le nœud : il prend fin à : laisse tomber sa proie. Et c'est ici le dénouement qui est le plus développé.

Examinons maintenant *Le Loup et les Bergers*. Nous y trouvons une exposition de vingt-deux vers. Le nœud, par contre, n'en a que deux :

Disant ces mots, il vit des bergers pour leur rôti,
Mangeant un agneau cuit en broche.

Et les neuf vers qui suivent sont consacrés au dénouement. De telles disproportions ne sont point des fautes, bien au contraire ; elles répondent à une intention arrêtée du poète et aux nécessités essentielles du sujet. Qu'est-ce, ici, que l'exposition ? Un tableau où nous est dépeinte la conversion d'un loup à la condition d'herbivore ; une telle conversion demande du temps et de la réflexion. Survient une petite secousse, c'est le nœud ; et cet échafaudage, si péniblement construit, s'écroule. La Fontaine dispose avec un art merveilleux et l'ensemble et les moindres détails.

Il faut ajouter, puisqu'il s'agit d'œuvres dramatiques, que, dans ses fables, il y a toujours des personnages en chair et en os, de vrais caractères et non pas des marionnettes. Leur importance est en rapport avec leur rôle. Ainsi dans *Le Marchand, le Gentilhomme, le Pâtre et le fils d'un Roi*, où l'exposition a onze vers, le nœud trente-deux, et le dénouement cinq vers, le caractère du pâtre domine les trois autres ; il représente le bon sens solide et réfléchi en opposition avec différentes formes de la sottise et de l'absurdité.

Notez que ces fables dramatiques sont évidemment les plus difficiles à composer. On peut juger, dès lors, quelle sera la perfection de cet art dans les fables qui ne sont que des récits fantaisistes, ou des idylles, des descriptions, des discours, des causeries. Qu'il s'agisse de celles où l'auteur se cache derrière les événements, de celles où il se mêle au récit, ou de celles où il cause lui-même d'un bout à l'autre, c'est toujours la même supériorité.

rité. Bien rares sont, dans La Fontaine, les fables médiocres. Cependant il y en a, et, en toute sincérité, on doit le dire ; c'est, du reste, inévitable, puisque les plus grands génies, en somme, sont des hommes. Il y en a même de tout à fait mauvaises ; mais on n'arriverait pas à en compter plus de sept ou huit sur les deux cent quarante qui composent tout le recueil. Citons *Le Rat de ville et le Rat des champs*, *Le Satyre et le Passant*. Ces fables sont manquées comme sont manquées la *Franciade* de Ronsard et la *Henriade* de Voltaire, et probablement pour la même raison : l'impropriété du rythme.

Le régal fut fort honnête,
Rien ne manquait au festin ;
Mais quelqu'un troubla la fête,
Pendant qu'ils étaient en train.

On ne dirait jamais, si on ne le savait pas, que c'est là du La Fontaine. Citons encore *Le Mari*, *la Femme et le Voleur*, sorte de petit conte à demi-grivois perdu au milieu des plus belles fables. Mais, à côté de ces défaillances rares, on compterait plus de cent purs chefs-d'œuvre. Comme l'a dit M^{me} de Sévigné, on croit pouvoir choisir et on voudrait s'attacher de préférence à ces fables-ci ou à celles-là ; puis, quand on en lit d'autres, on les trouve toutes excellentes. Et, en effet, elles sont réellement comparables aux œuvres les plus admirées dans tous les arts.

C. B.

Les associations ouvrières aux Etats-Unis

Cours de M. HENRI HAUSER,
Professeur à l'Université de Dijon.

A la concentration des forces capitalistes, qui prélèvent une part de leurs bénéfices sur le surtravail des ouvriers, ceux-ci opposent, aujourd'hui, la concentration des forces ouvrières. Le *trust* de l'acier, qui groupe cinq milliards de francs, trouve en face de lui un autre *trust*, « l'association amalgamée des ouvriers du fer et de l'acier », dont un signe peut mettre en grève 60 à 80 mille paires de bras. C'est une puissance opposée à une autre puissance.

Comment cette concentration des forces de travail a-t-elle été possible ? Si la législation et la civilisation anglaises, qui ont si fortement agi sur le développement primitif des Etats-Unis, étaient favorables à la liberté individuelle, elles ne l'étaient pas pas moins à la liberté d'association. Un publiciste de l'école de Le Play, M. Demolins, a voulu, au nom de je ne sais quelle Science sociale, établir une opposition entre les sociétés latines ou germaniques, qui seraient *communautaires*, c'est-à-dire orientées vers les formes collectives de la vie, et les sociétés anglo-saxonnes, qui seraient essentiellement *individualistes*.

Une telle opposition, thème facile de développements littéraires, n'existe pas. Si l'Angleterre est le pays du droit individuel, de l'*habeas corpus*, elle est aussi le pays des résistances collectives à l'autorité arbitraire. Sur le terrain économique, cette tendance à l'association a produit les *trade-unions*, associations professionnelles d'ouvriers pour la défense de leurs intérêts communs, véritables prototypes des syndicats ouvriers d'aujourd'hui. Les *trade-unions* ont passé l'Atlantique en même temps que le bill des droits.

I. — HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER

C'est un fait, cependant, que le mouvement ouvrier est, aux Etats-Unis, de date assez récente. Au Sud, l'institution spéciale de l'esclavage supprimait, en quelque sorte, la question ouvrière.

Au Nord, on vivait tout d'abord sous le régime de la petite industrie.

On peut néanmoins relever, dès 1724, l'existence d'une union de calfats en Massachusetts. Dès 1806, les tailleurs de Boston forment une trade-union de type anglais. Ils sont imités par les chapeliers en 1819. Dès 1803, les charpentiers de navires de New-York en avaient fait autant. En 1823, ceux de Boston et de Charlestown se joignent aux calfats pour former une union nouvelle, et ils obtiennent une charte de la législature de l'Etat.

Ce mouvement prend une intensité remarquable vers 1825. C'est l'époque où l'industriel philanthrope Owen fait ses premiers essais de socialisme expérimental. L'influence de ses idées se répand aussitôt en Amérique, surtout à New-York et à Boston, car leur apparition coïncide avec le développement de la grande industrie. Aussi voit-on naître un journal spécialement consacré aux questions ouvrières. Ce premier journal est bientôt suivi de deux autres, dont les rédacteurs, les frères Evans, proposent une réforme sociale complète. Jusqu'alors les unions ouvrières avaient été limitées à une seule ville, à un seul Etat tout au plus. L'idée d'une fédération nationale de tous les ouvriers d'un même métier paraît être, aux Etats-Unis comme presque partout ailleurs, née d'abord dans le cerveau des typographes. Ceux de Philadelphie étaient associés depuis 1802. Ceux de New-York le furent en 1817 et, en 1817, ils faisaient déjà une grève occasionnée par la présence d'un *rat*, c'est-à-dire d'un ouvrier non syndiqué, dans un atelier.

Vers 1830, il y avait des associations de typographes dans toutes les grandes villes. En 1843, ceux de New-York formèrent, sous le titre d'« Ordre de Faust », une sorte de compagnonnage secret qui avait pour objet de grouper tous les typographes des Etats-Unis. Mais cette tentative de centralisation anticipée réussit peu.

Dès cette époque, on put se rendre compte que l'histoire des associations ouvrières américaines reproduirait, dans ses traits généraux, l'histoire même de l'Union américaine, si différente de l'histoire de presque toutes les nations européennes. Ce n'est pas l'une des treize colonies qui a d'abord constitué chez elle un pouvoir fort, pour l'imposer ensuite aux autres ou le faire accepter par elles; ce sont les colonies autonomes qui, par un groupement volontaire, ont créé le pacte fédératif. Cette façon « fédérale » de procéder, nous l'avons retrouvée dans l'histoire des *trusts*, lesquels résultent de la fusion d'entreprises préexistantes. Nous allons la retrouver encore dans l'histoire des typographes

En novembre 1850, les Unions typographiques de New-York, Philadelphie, Boston, invitèrent les autres Unions à une Convention nationale (le mot même était emprunté aux souvenirs de la guerre de l'indépendance) des typographes américains ; 18 délégués se réunirent à New-York et adoptèrent les résolutions suivantes, véritable constitution de cette première fédération ouvrière :

a) Aucun typographe arrivant dans l'une des villes représentées à la Convention ne sera autorisé à y travailler, s'il n'est en règle avec l'Union de la ville qu'il vient de quitter ;

b) Les Unions se communiqueront les listes de leurs membres non en règle, et les listes de *rats*, ouvriers ayant accepté de travailler au-dessous du salaire minimum ;

c) Les Unions donneront aux sans-travail des « cartes de voyage » les recommandant à l'Union de la ville où ils arrivent ; celle-ci doit leur fournir du travail, ou payer leur voyage jusqu'à l'Union la plus rapprochée.

Un second Congrès se tint à Baltimore en 1851, un troisième à Cincinnati en 1852, qui déclara fondée l'« Union nationale typographique ». Le Congrès d'Albany de 1869 la transformera en *Union internationale*. Mais il ne faut pas que cette épithète d'internationale nous abuse. Est international aux Etats-Unis tout syndicat qui, limité d'abord aux seuls citoyens des Etats-Unis, s'ouvre également aux ouvriers canadiens. Depuis 1850, le nombre de ces unions nationales ou « internationales » n'a fait que croître. Ce fut, en 1854, celle des chapeliers, en 1859 celle des mouleurs en fer, puis les mécaniciens de chemins de fer, les cigariers, les maçons, les chauffeurs de locomotives, enfin, en 1876, la grande « Association amalgamée des ouvriers du fer, de l'acier et du fer-blanc. »

Arrêtons-nous, un instant, sur cette dernière. Son histoire tiendra peut-être, dans les précis que liront nos arrière-neveux, plus de place que l'histoire de telle secte religieuse ou de tel parti politique.

Là aussi, comme chez les typographes, il y eut d'abord une tentative pour suivre la méthode unitaire, pour créer un comité central qui aurait à son tour créé des filiales dans les centres industriels. Un premier syndicat avait été fondé en 1858, sous le vocable enfantin des *Fils unis de Vulcain* ; c'était une société secrète. Après le grand développement industriel qui suivit la Guerre de Sécession, des loges, sous le nom de *forges*, furent installées dans les principales villes, sous la direction d'une grande forge centrale.

D'autre part s'étaient fondées une « Fraternité associée des chauffeurs, lamineurs et dégrossisseurs de fer et d'acier », et une « Union professionnelle du laminage ». Des querelles entre les trois syndicats amenaient une périlleuse déperdition de force. Aussi les congrès de chaque syndicat furent-ils d'accord pour réclamer la fusion, et c'est ainsi que naquit l'*Amalgamated*.

Pour mesurer la puissance de ces groupements, nous dirons que, en 1885, l'Union internationale des cigariers comprenait 12.000 membres, en 1893 près de 28.000, et ses dépenses de grève s'élevaient à 44 millions de dollars.

II

CHEVALIERS DU TRAVAIL ET LA FÉDÉRATION AMÉRICAINE DU TRAVAIL.

La formation de ces grandes fédérations de métier est une première étape vers la concentration des forces de travail. Mais cette concentration peut aller plus loin, jusqu'à l'union de toutes les forces de travail du pays. Cette seconde étape, on a également essayé de la fournir par deux méthodes : par la méthode européenne de la ruche qui essaima dans toutes les directions, par la méthode américaine du polypier qui résulte de l'agglomération des cellules vivantes. C'est la seconde qui a réussi.

Dès 1830, à la suite d'une première agitation en faveur de la journée de dix heures et du privilège du salaire, un Congrès des travailleurs se réunit à Syracuse N.-Y. Dans les années suivantes, des efforts furent faits « pour grouper les travailleurs des différents métiers dans une organisation unique ». Cette formule, la formule du progrès à venir, apparaît alors pour la première fois.

En 1832, des délégués d'associations de fermiers et d'artisans de la Nouvelle-Angleterre proposèrent d'installer un comité permanent dans chaque Etat et de provoquer la réunion d'une Convention nationale de tous les ouvriers des Etats-Unis.

En apparence, le mouvement en faveur de la Fédération générale du travail semblait en avance sur le mouvement des fédérations de métier, puisque l'Union des typographes ne sera créée qu'en 1850 ; mais ce mouvement était prématuré. Les patrons résistèrent à ce qu'ils appelaient des « coalitions illégitimes », en invoquant le principe, mis en circulation par les industriels et économistes européens, de la « liberté, du travail ». Ils s'engageaient à ne donner de travail à aucun ouvrier coalisé.

Aussi l'idée d'une Fraternité industrielle secrète se répandit-elle dans le monde ouvrier, surtout après la Guerre de Sécession. L'impulsion donnée à l'industrie, la réduction du nombre des ouvriers par la guerre, auraient eu pour effet l'accroissement des salaires, sans les résistances des patrons, parfois soutenus par les législatures locales. Les associations secrètes se multiplient et se fédèrent, et elles essaient, à leur tour, d'agir sur le Congrès fédéral et sur les Parlements locaux.

En 1867, 200 délégués fondent une première « Union nationale du travail » ; mais leur action trop politique en amène la dissolution.

L'œuvre devait être reprise par une autre société, dont le nom symbolisa longtemps pour l'Europe le mouvement ouvrier américain, les célèbres Chevaliers du Travail.

C'est en 1869, à la suite d'une grève avortée, que quelques tailleurs, sur les conseils de l'un d'eux, Uriah Stephens, fondèrent l'« Ordre des Chevaliers du Travail ».

C'était d'abord un compagnonnage secret, dans lequel on n'entrait qu'après avoir été initié à des rites mystérieux, plus ou moins analogues à ceux de la franc-maçonnerie.

Les membres en étaient répartis en assemblées locales, qui nommaient leurs officiers : un maître-ouvrier, un digne contre maître, un secrétaire, des aumôniers, des écuyers.

Cinq assemblées locales formaient, par leurs délégués, une assemblée de district. Les assemblées de district déléguaient à la Convention générale annuelle, qui élit le grand-maître, le contremaître général, le secrétaire-trésorier, plus trois membres du bureau exécutif. — C'est, on le voit, une constitution fédérale, mais une constitution faite tout d'une pièce, savamment hiérarchisée, non pas l'union de sociétés autonomes préexistantes.]

Cependant les Chevaliers du Travail eurent d'abord beaucoup de succès, surtout après l'abolition partielle du secret. En 1886, on évaluait ces forces de l'Ordre au « chiffre incroyable » de 729.000 membres, dont 700.000 payaient des cotisations régulières. Non seulement des « branches » existaient au Canada, en Australie ; mais des essais avaient été faits en Irlande, en Belgique, en France même.

Ce fut l'apogée de l'Ordre. — Le caractère archaïque de l'association ne pouvait guère attirer les ouvriers de toute nationalité qui débarquaient aux Etats-Unis. Les idées des Chevaliers étaient très nobles : c'étaient des idées de fraternité, de propriété fondée sur le seul travail, employée dans l'intérêt du plus grand nombre. Mais ces idées s'exprimaient en une phraséologie obscure et elles étaient trop absolues pour être pratiques. Sous prétexte, que le sa-

lariat est un régime éminemment mauvais, l'ordre affectait de mépriser toutes les améliorations de détail, et de viser uniquement à l'action politique, à ce que nous appellerions la conquête des pouvoirs publics.

Or la masse ouvrière est, aux États-Unis, plutôt hostile à l'étatisme. Elle a surtout soif de courtes journées et de gros salaires. Lorsque l'Ordre lui conseillait d'introduire dans le système capitaliste un germe nouveau, en créant des coopératives de production et de consommation, elle répondait en faisant des grèves. Or les chefs étaient hostiles à la grève, comme faisant partie intégrante de ce régime capitaliste qu'il s'agissait d'abolir.

Bon gré mal gré, ils durent employer une grande partie des ressources de l'Ordre à soutenir des grèves. Pour comble de malheur, la plupart des grèves dans lesquelles l'ordre se compromit (télégraphes 1884, chemins de fer 1885 et 1889) aboutirent à un échec. Il y eut des déceptions et des défections. L'ordre perdit 200.000 membres en un an. Des assemblées entières lui retirèrent, d'un coup, leur allégeance, et, à l'heure actuelle, il ne compte peut-être pas plus de 50.000 membres cotisants.

C'est déjà un témoin des âges disparus, un fossile de la vie ouvrière américaine, aussi vieillot, aussi peu viable que l'est chez nous, par exemple, le vénérable Compagnonnage du Devoir.

Ce qui acheva de tuer l'ordre des Chevaliers, ce furent ses luttes avec une autre société, animée d'un esprit tout moderne, la Fédération américaine du travail.

Au programme mystiquement révolutionnaire des Chevaliers, les Fédérations de métier avaient continué à opposer un programme d'action pratique, hostile aux innovations de toutes pièces, peu favorable à l'action politique, visant surtout à la réduction de la journée de travail et à la hausse des salaires. — Malgré quelques congrès antérieurs, c'est du congrès de Pittsburg de 1884 que l'on peut dater le premier triomphe de l'idée syndicale.

Ce congrès, qui représentait 269.000 ouvriers, constata la relative impuissance des Unions spéciales à un seul métier. « Quelque grande qu'ait été l'œuvre accomplie par ces sociétés, il peut être fait beaucoup plus encore en groupant toutes les organisations en une vaste fédération de toutes les unions ouvrières. »

Dès lors, le principe fécond de la fédération ouvrière était clairement posé : c'étaient des groupements autonomes, qui trouvaient bon de se donner une organisation fédérative. Au lieu de la centralisation, c'était la concentration. Et cette concentration respecte l'indépendance des éléments qui la composent.

Elle est, disait-on dès la seconde année, « la forme la plus effi-

cace de l'union de toutes les Trade-Unions. Elle maintient l'autonomie industrielle et le caractère distinctif de chaque association...; elle les mélange toutes dans un harmonieux ensemble... Il faut que toutes les sociétés ouvrières et toutes les Trade-Unions soient représentées dans la Fédération des Trade-Unions. » Rien qui ressemble moins aux Chevaliers du Travail, avec leurs assemblées locales liées par un système uniforme de règlements et de rites.

L'association fut d'abord dénommée « Fédération des Unions organisées d'arts et métiers des Etats-Unis et du Canada ». C'était long ; on y substitua : « Fédération américaine des Trade-Unions », pour aboutir en 1896 au nom clair, un peu retentissant, à ce nom qui est par lui-même un gage de force et un élément de succès, car les mots ont aussi leur puissance : « Fédération américaine du travail. »

Dès 1886, elle réclamait : la journée de huit heures ; l'« incorporation » ou reconnaissance légale des syndicats ; l'interdiction du travail aux mineurs de 14 ans ; une loi sur l'apprentissage ; l'interdiction de la main-d'œuvre pénale et du *truck-system* ; un droit de gage conféré à l'ouvrier, en ce qui concerne son salaire, sur le produit de son travail ; l'abolition des lois contre les coalitions ; la prohibition de la main-d'œuvre étrangère ; la création d'un bureau fédéral du travail. Sur ce dernier point et sur quelques autres, la Fédération a déjà eu gain de cause.

A-t-elle réussi vraiment à devenir le représentant de tous les ouvriers organisés ? A la Convention de 1887 étaient déjà représentées 8.420 unions locales, et les adhérents se chiffraient par 600.000. L'*Amalgamated*, qui s'était d'abord tenue à l'écart, rentra dans la Fédération. En 1899 restaient seules en dehors de ce vaste groupement les organisations suivantes :

1° Les Unions de la verrerie ;

2° La plupart de celles du bâtiment ;

3° Les Unions nationales des employés de chemins de fer, dont quelques-uns sont des syndicats dits « chrétiens », patronnés, subventionnés et surveillés par les Compagnies.

D'ailleurs, la puissance de la Fédération ne peut se mesurer exactement au nombre de ses adhérents effectifs, qui étaient plus d'un million en 1902.

Dans l'état d'anarchie où vit encore la classe ouvrière, lorsque surgit une organisation fortement constituée, elle n'exerce pas seulement son action sur le cercle étroit de ses membres ; au delà de ce cercle même, dans le monde ouvrier encore inorganisé, s'étend une zone mal délimitée, une sorte de mer obscure, où le mouvement parti du syndicat se propage encore et dessine une

série d'ondes concentriques. Les ouvriers qui habitent cette zone obéissent souvent à la force d'attraction qui vient du centre.

« Un ordre du président de la Fédération américaine du travail », M. Gompers, « suffit à consigner à tous les syndiqués les produits de telle ou telle maison ». Et, comme presque toutes les Unions dissidentes acceptent, en ces occurrences, les mots d'ordre de la Fédération, c'est une armée de plusieurs millions d'hommes qui va, pendant des jours, des semaines, des mois, s'abstenir de fumer les cigares de telle marque, de manger telles conserves de viande, d'acheter tel journal.

Ainsi le président de la Fédération traite de puissance à puissance avec un Carnegie, un Armour, un Rockefeller, avec un « roi » du blé, de l'acier, du porc ou du pétrole. En face de la puissance des *trusts* capitalistes, il représente les forces coalisées, les *trusts* du travail.

Il nous reste à étudier les guerres que se livrent entre elles ces deux grandes puissances, leurs batailles et leurs traités de paix, leurs Rocroi et leurs Waterloo, leurs Congrès de Vienne et de Westphalie.

H. HAUSER.

Sujets de compositions

UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

LICENCE ÈS LETTRES.

Dissertation française.

I. Théodore de Banville a défini avec justesse l'incomparable virtuosité de La Fontaine dans l'emploi du *vers libre* : « Un versificateur de profession peut apprécier les formidables efforts qu'a demandés la création du vers libre, où le lecteur vulgaire ne voit qu'une succession de vers inégaux assemblés sans règle et au caprice du poète. Cette fusion intime de tous les rythmes, où le vêtement de la pensée change avec la pensée elle-même et qu'harmonise la force inouïe du mouvement, c'est le dernier mot de l'art le plus savant et le plus compliqué, et la seule vue de difficultés pareilles donne le vertige. »

(*Petit Traité de Poésie française*, Charpentier, 1884, p. 306.)

Vous développerez ce jugement, en montrant que, dans les *Fables* de La Fontaine, le vers libre, par la diversité et la souplesse de son rythme, contribue à donner un tour pittoresque au récit, — à décrire l'air, les gestes, l'accent même des personnages, — à exprimer les sentiments du poète.

N. B. — Les exemples seront pris, autant que possible, dans les livres X et XI marqués au programme.

II. Dans une note ajoutée à la 8^e édition de *Notre-Dame de Paris*, V. Hugo proclame l'unité intangible de son roman historique. « Un roman naît, d'une façon en quelque sorte nécessaire, avec tous ses chapitres ; un drame naît avec toutes ses scènes. Ne croyez pas qu'il y ait rien d'arbitraire dans le nombre de parties dont se compose ce tout que vous appelez drame ou roman. »

Dans la première partie de la dissertation, vous montrerez qu'il y a lieu de confirmer cet éloge, puisque l'harmonie est *presque toujours* constante entre le décor, l'action et les personnages, dans ce roman défini par l'auteur lui-même « une peinture de Paris au x^v^e siècle et du x^v^e siècle à propos de Paris. »

Dans la seconde partie, vous relèverez les éléments particulièrement romantiques et modernes que V. Hugo a insérés incons-

ciemment dans son œuvre, et qui déforment, çà et là, les aspects généraux de l'histoire du xv^e siècle.

III. Vous exposerez ce qu'il y a d'*excellent*, — d'*incomplet*, — et, en ce qui concerne Renan, d'*ironique* dans cette conception de l'art d'écrire et de composer : « Écrire, c'est se borner, émousser sa pensée, surveiller ses défauts... L'art de la composition implique de nombreuses coupes sombres dans la forêt de la pensée ». (E. RENAN, *L'Avenir de la Science*. Préface, p. vi.)

Littérature française.

- I. Histoire de l'esprit précieux au xviii^e siècle.
- II. Querelle des anciens et des modernes.
- III. La césure classique et la césure romantique.

Dissertation latine.

- I. Qua arte in *Georgicis* Vergilius materiæ suæ decorem addiderit.
- II. De comœdiæ græcæ parte quæ παραβασις vocatur.
- III. De Æschyli, Euripidis et Sophoclis *Philocteta*. Qua ratione quisque poeta fabulam tractavit personasque descripsit ?

Littérature latine.

- I. Les tragédies d'Accius.
- II. Les auteurs espagnols dans la littérature latine.
- III. Les anciens annalistes avant Tite-Live. Que reste-t-il de leurs œuvres ? Quelle idée pouvons-nous nous faire de leur méthode ?

Littérature grecque.

- I. Les dieux dans l'*Iliade* et l'*Odyssée*.
- II. Comparer Hérodote et Thucydide.
- III. La comédie ancienne d'après l'œuvre d'Aristophane.

Antiquités grecques et latines.

La colonne dorique et la colonne ionique.

LICENCE PHILOSOPHIQUE

Philosophie dogmatique.

- I. Est-il juste de dire que le libre arbitre est absolu ou n'est pas ?

II. Est-il juste de dire que l'idée, dans l'esprit de l'homme, naît de rien, comme un monde ?

III. Est-il juste de dire que la physique ne sera jamais, à rigoureusement parler, une science, parce qu'elle ne saura jamais exactement quels rapports existent entre les qualités premières et les qualités secondes ?

Histoire de la philosophie.

I. Influence de l'Eléatisme sur la philosophie grecque.

II. Locke est-il un pur empiriste ?

III. En quel sens Kant est-il idéaliste ?

Soutenance de thèses

UNIVERSITÉ DE PARIS.

M. Charles LAMBERT a soutenu ses deux thèses pour le doctorat devant la Faculté des Lettres de Paris, en Sorbonne, le 28 avril.

THÈSE LATINE.

De dialecto aeolico quaestiones selectae ad grammaticam pertinentes.

THÈSE FRANÇAISE.

Etude sur le dialecte éolien. — Sa place dans l'ensemble des dialectes grecs.

Le gérant : E. FROMANTIN.

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Les poètes secondaires
du XVIII^e siècle

Cours de M. ÉMILE PAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Louis Racine ; sa poétique.

Je termine, aujourd'hui, l'étude des idées littéraires de Louis Racine par l'examen de sa poétique.

Louis Racine remarque d'abord justement qu'en français comme dans toutes les langues, quoique d'une façon moins nette et moins tranchée, il y a un idiome particulier, réservé à la poésie ; ce qui caractérise cet idiome, c'est, en premier lieu, l'inversion.

L'inversion n'est véritablement pas dans le génie du français. Tous nos poètes du Moyen-Age et même des XIV^e et XV^e siècles en ont fort peu usé. Ce sont les hommes de la Pléiade qui, dans leur ambition de rendre notre langue aussi puissante, aussi riche et aussi souple que la langue latine, se livrèrent, les premiers, à un emploi fréquent de ce tour et le recommandèrent avec instance. Il est certain qu'il peut produire de grands effets, même en français ; c'est une question de mesure et de goût. Les écrivains du XVI^e siècle en ont usé jusqu'à l'indiscrétion ; mais il n'est jamais mauvais, quand on tente une réforme en littérature, de la faire

d'abord trop forte, parce qu'il y a toujours du déchet et que ce qui doit en rester sera bon. La preuve en est que Malherbe, qui reproche ses excès à la Pléiade, pratique lui-même l'inversion ; il avait trop de goût pour ne pas se montrer, au besoin, infidèle à son propre système. D'une part, donc, il proscriit, ce tour ; de l'autre, il en fournit dans ses propres vers des exemples comme le suivant, qui est du type le plus hardi :

Et tombent avec eux d'une chute commune
Tous ceux que la fortune
Faisait leurs serviteurs.

Les poètes du xvii. siècle, malgré Malherbe, ont abusé de l'inversion, et ont, à cet égard, quelque peu mérité les railleries des romantiques. On connaît le vers de Théophile Gautier :

Va, mon vieux, de chemin suis ton petit bonhomme.

Il n'y a peut-être pas de critique plus piquante et plus juste de l'inversion ; celle-ci, en effet, permet de deviner, du premier coup, à quelle condition une inversion sera légitime. Lorsque les mots sont soudés les uns aux autres, de façon à former une locution unique très usuelle, il n'est pas possible de les intervenir. Ainsi les romantiques se sont moqués avec raison de ce vers de Voltaire sur Mahomet :

Tu verras de chameaux un grossier conducteur ;

conducteur de chameaux forme une expression toute faite, qu'il n'est pas possible de désarticuler. Par contre, les romantiques eux-mêmes ont été amenés à employer ce tour, qu'ils condamnaient, lorsque tout le rendait légitime, comme dans ce vers de *Booz endormi* :

Booz était couché, de fatigue accablé.

Ici, en effet, le mot *accablé* est un mot fort et qui doit faire image ; si on peut le mettre à la fin du vers, il n'y faut pas manquer. La variété d'inversion qui renverse simplement l'ordre des termes sans les séparer a beau être la plus dure : elle sera ici, en vertu de cette considération, pleinement approuvée.

Louis Racine ne pense pas autrement. Après avoir cité les vers de Malherbe qui sont restés l'exemple classique, il fait à ce propos les observations les plus judicieuses :

« L'inversion, dit-il, est si peu nécessaire, qu'on n'en trouve aucune dans les deux fameuses stances qui précèdent celle-ci. Tous

Les mots y sont rangés dans leur ordre naturel, ainsi que dans ces beaux vers de Boileau, où tous les mots suivent l'ordre de la syntaxe :

La canicule en feu désola les campagnes ;
L'aiglon en fureur gronda sur les montagnes ;
Le chardon importun hérissa les guérets ;
Le serpent venimeux rampa dans les forêts.

Le premier vers d'*Athalie* : *Oui, je viens dans son temple adorer l'Eternel*, n'est pas plus poétique que le serait celui-ci : *Oui, je viens adorer l'Eternel dans son temple.* »

A mon avis, il l'est un peu plus. *L'Eternel* est le mot fort, et c'est bien par là, si on le pouvait, qu'il fallait terminer le vers. Cet exemple, du reste, ne me paraît pas très bien choisi, parce que ce n'est point une véritable inversion, mais plutôt une légère transposition de mots, qui ne serait pas remarquée même en prose.

« Le second vers : *Je viens selon l'usage antique et solennel*, ne l'est pas moins que le serait celui-ci : *Je viens selon l'antique et solennel usage*. L'inversion qui règne dans nos meilleurs vers est rarement plus forte que celle que la prose admet, parce que notre langue, toujours amie de la clarté, rejette tout ce qui peut causer quelque obscurité.

« Cependant, dira-t-on, si nos poètes, qui n'ont pas le privilège qu'ont pris ceux des autres nations et que prennent aussi les Anglais, de raccourcir ou d'allonger les mots, d'en adopter de nouveaux, et de renverser l'ordre de la syntaxe, ne peuvent pas même s'en écarter par une inversion qui cause la moindre obscurité, ils parlent donc comme nous, et nous n'avons pas une véritable poésie.

« Dans une langue aussi sage que la nôtre, la poésie ne doit point avoir avec la prose une différence si sensible que dans les autres langues. C'est pour cela que cette différence ne nous frappe pas ; mais elle frappe les étrangers. Les hardiesses de notre poésie sont sages à la vérité ; mais elle a aussi ses hardiesses, et nous avons une langue poétique, qui sait quelquefois s'affranchir des liaisons ordinaires du discours, et qui est remarquable, surtout, par des tours de phrase, conformes à sa vivacité, et par une alliance heureuse et nouvelle de mots ordinaires : c'est ce que je prouverai, dans la suite, par des exemples. Il est important d'éclaircir auparavant ce que je viens d'avancer.

« Comme ce n'est point dans une stérile abondance de mots que consiste la beauté d'une langue, mais dans ces tours de phrase

qui expriment la vivacité et la force des pensées, ceux qui possèdent bien la langue dans laquelle ils écrivent ne cherchent point à inventer des mots nouveaux, ils n'étudient que l'ordre dans lequel ils doivent ranger ceux qu'ils trouvent établis par l'usage. L'art de les mettre à leur place, qui est l'art de bien écrire, ne s'apprend ni dans la grammaire ni dans les dictionnaires, et n'est point connu des médiocres auteurs. Faute de sentir la force des expressions et d'en faire un bon choix, ils ne font qu'un bizarre assemblage de mots, qui sont, comme dit Rousseau, le clinquant du discours,

Et qui, par force, et sans choix enrôlés,
Hurlent d'effroi de se voir accouplés.

Mais les grands génies leur trouvent leur place, et par des alliances heureuses enrichissent la langue. »

Tous ces jugements, quoique exprimés d'une façon un peu diffuse, dénotent un goût très sûr ; ils traduisent la vérité même.

Louis Racine fait aussi des réflexions intéressantes sur l'emploi de l'harmonie dans la langue poétique. Il distingue, avec beaucoup de grammairiens, deux sortes d'harmonie : l'harmonie mécanique et l'harmonie imitative. Ni l'un ni l'autre de ces mots n'est très bon. Nous appelons plus justement l'harmonie mécanique le nombre, c'est-à-dire la disposition heureusement équilibrée des membres de la phrase ; l'harmonie imitative doit être le résultat d'un certain choix de voyelles et de consonnes qui, en se succédant, produisent un effet de nature à peindre aussitôt à l'esprit une attitude, un mouvement, un son de voix, un état d'âme. Mais l'expression d'harmonie imitative a le tort de faire penser à l'imitation directe d'un certain bruit par le bruit même des syllabes, ce qui est un jeu très puéril.

Apprenti cavalier, je galope avec toi,

est un exemple de ces colifichets qu'il faut proscrire absolument, même quand l'auteur en est Boileau. Racine n'a pas droit à plus d'égards, s'il a fait exprès, ce dont je doute, de reproduire dans ce vers célèbre le sifflement du serpent par l'accumulation des *s* :

Pour qui sont ces serpents qui sifflent sur vos têtes ?

Je préfère donc à l'appellation d'harmonie imitative celle d'harmonie expressive. L'effet de cette harmonie a une haute valeur poétique ; il consiste, par le choix des mots, à mettre l'esprit du lecteur dans l'état où le mettrait la vision ou l'audition de la réa-

lité même. Quoi qu'il en soit, Louis Racine a sur ces deux ressources de la poésie des idées fort justes.

« L'obligation, écrit-il, à régler nos vers par le nombre des syllabes nous force à n'avoir, pour ainsi dire, que deux sortes de vers : le grand vers, dont la césure partage l'hémistiche, et le petit vers, qui semble destiné à la poésie lyrique, dont la vivacité demande les vers les plus courts. »

La remarque est très pénétrante. Je suis persuadé, en effet, que nous n'avons que deux vers : l'alexandrin, pour les récits, et l'octosyllabe, pour le lyrisme. La grande différence entre eux est que le premier se trouve forcément coupé, soit à l'hémistiche, soit ailleurs, tandis que le second peut n'avoir aucune coupe. Autrement dit, la langue française n'a que deux vers : un vers nécessairement césuré, un vers accidentellement césuré. Tous les autres ne sont pour moi que des modifications et presque des altérations de celui-ci ou de celui-là. Le décasyllabe n'est qu'un alexandrin plus court ; aussi ne convient-il pas au lyrisme, mais aux récits légers et rapides, aux contes et aux nouvelles, aux discours familiers. De même, tous les vers qui se rapprochent de l'octosyllabe sont de sa famille : c'est le vers de neuf syllabes, combinaison de trois petits vers ; c'est aussi le vers de sept syllabes, sorte d'octosyllabe ramassé, tronqué, plus rapide et plus rarement césuré. Ronsard en a fait usage dans ses odes avec une maîtrise telle qu'on s'est demandé si ce n'était pas une erreur de lui avoir préféré l'octosyllabe comme vers lyrique fondamental. Voyez, par exemple, la belle allure qu'il a dans cette strophe si justement célèbre :

Comme un qui prend une coupe,
Seul honneur de son trésor,
Et de rang verse à la troupe
Le vin qui rit dedans l'or,
Ainsi, versant la rosée
Dont ma langue est arrosée
Sur la race des Valois,
De son doux nectar j'abreuve
Le plus grand roi qui se treuve
Soit en armes, soit en lois.

Louis Racine n'a peut-être pas aperçu cette vérité dans toute son ampleur, puisqu'il ne la développe pas ; il l'a moins du soupçonnée.

« Les Grecs et les Romains, plus riches que nous, remarque-t-il encore, outre l'hexamètre majestueux, consacré au poème épique, le pentamètre destiné à la plainte et l'iambe au poème dramatique, avaient encore différents vers pour la poésie lyrique :

l'alcaïque plein de force, le saphique plein de douceur, et le phaléuque fait pour le badinage. Je n'en dirai pas davantage, parce qu'il est inutile de nous arrêter à admirer des richesses que nous ne pouvons posséder. »

Quant à l'harmonie expressive, Louis Racine l'entend à moitié bien, à moitié mal. Tantôt c'est la bonne qu'il admire, tantôt c'est cette imitation puérile, sorte de battologie, que je trouve à peine excusée par l'exemple des anciens. Voici, d'abord, une remarque générale sur les qualités musicales du langage français :

« Nos plaintes contre notre langue sont également injustes, et nous serions contents de notre sort, si, au lieu de le comparer à celui des Grecs et des Romains, nous le comparions à celui de ces peuples du Nord, dont tous les mots sont hérissés de consonnes, tandis que notre langue flatte l'oreille par une douce abondance de voyelles. »

L'observation est fort juste. La grande ressource du français, en cette matière, est l'e muet ; rien ne contribue davantage à donner de l'air au vers, à le marquer de profondes césures, à l'empêcher d'être compact. C'est ce qui a pu faire dire à Gounod, à propos de la façon dont on a versifié sa musique, que le fameux couplet : *Salut, demeure chaste et pure*, est délicieux en français et horriblement dur en italien. Louis Racine continue :

« Quand l'imitation demande de la rudesse dans les sons, nos bons poètes savent appeler les consonnes à leur secours, et dire, pour dépeindre un monstre :

Indomptable taureau, dragon impétueux,
Sa croupe se recourbe en replis tortueux. »

La remarque est excellente, particulièrement en ce qui concerne le premier vers, qui a peu de voyelles et n'est guère fait que de sons lourds et pleins. Le second n'est pas du tout de la même école. La multiplicité des consonnes roulantes n'y est point pour produire l'épouvante ; c'est seulement un effet de dessinateur, qui peint aux yeux les courbes cent fois repliées du monstre ; cela se rapproche de la mauvaise harmonie imitative. Au reste, Louis Racine ne manque point de citer, en l'admirant, le fameux vers d'*Athalie* dont je parlais plus haut. Quant à moi, je crois qu'écrire ainsi, c'est vouloir lutter avec l'aspic de Vaucanson. Chacun sait que, dans certaine mauvaise tragédie sur *Cléopâtre*, on eut l'idée de fournir à l'actrice un serpent automate, ce qui fit dire à un spectateur : « Moi, sur la pièce, je suis de l'avis de l'aspic » ; et l'épigramme suivante fut répandue :

Au beau drame de Cléopâtre,
Où fut l'aspic de Vaucanson,
Tant fut sifflé qu'à l'unisson
Sifflaient et parterre et théâtre.
Et le souffleur, oyant cela,
Croyant encor souffler, siffla.

Voilà des effets qui, précisément parce qu'ils nous font rire, ne doivent pas entrer dans la poésie élevée. Mais revenons à Louis Racine :

« En lisant ces deux vers de Boileau :

N'attendait pas qu'un bœuf, pressé de l'aiguillon
Traçât à pas tardifs un pénible sillon,

on est contraint de les prononcer lentement. »

Le voilà, le secret : faire à dessein une certaine cacophonie qui force le lecteur à prononcer lentement, s'il ne veut pas bredouiller, et l'effet voulu est produit. Rappelez-vous ce vers de Musset :

Tandis que, pas à pas, son long troupeau le suit.

Si vous dites rapidement *pas à pas*, vous avez un bruit cacophonique qui ne vaut rien : vous sentez donc le besoin de prononcer ce vers lentement, et c'est justement ce qu'a voulu Musset.

Au contraire, « on est emporté malgré soi dans une prononciation rapide par celui-ci :

Le moment où je parle est déjà loin de moi.

Et cet autre vers du même poète :

Le chagrin monte en croupe, et galope avec lui,

n'est-il pas plus rapide dans sa cadence et plus expressif par sa double image que celui d'Horace : *Post equitem sedet atra cura* ? — Oui, peut-être, mais le vers d'Horace — je ne sais d'ailleurs si nous le prononçons bien — a quelque chose sinon de plus rapide, du moins de plus alerte que celui de Boileau ; il est délicieux, lui aussi ; et, somme toute, la lutte est honorable entre les deux poètes.

« Chaque langue a ses richesses et ses beautés : les habiles écrivains les font connaître. Quoique la langue italienne ne semble faite que pour la douceur, le Dante sait lui donner une force convenable aux grands sujets...

« N'appelons donc point jargons barbares des langues comme l'italienne et la française, qui savent exprimer tout ce qu'elles

veulent. Admirons leurs richesses, quoique inférieures à celles des langues grecque et latine, et reconnaissons l'avantage de notre *e muet* (il ne l'oublie point), qui procure à notre versification l'harmonieux mélange des rimes féminines et masculines, variété qui rend la rime plus agréable encore dans notre langue que dans les autres. »

Je passe aux quelques réflexions importantes qui sont un peu égarées dans le traité de notre auteur *sur la poésie dramatique*. Voici, d'abord, des observations générales assez remarquables :

« Un Anglais a avancé un sentiment bien contraire à celui de Platon, dans un ouvrage intitulé de *l'Utilité du Théâtre*, et imprimé à Londres en 1698. Il y soutient que, pour rendre l'homme heureux, il est nécessaire de remuer ses passions ; que la raison seule ne sert qu'à nous affliger par ses réflexions et ses remontrances, et que la tranquillité de l'âme, qui est l'ouvrage de la raison, est un état de langueur qui conduit à la tristesse. Par ce raisonnement, si peu conforme à la morale chrétienne et humaine, il prétend prouver la nécessité des spectacles, dont la nation anglaise a, selon lui, un besoin plus pressant que toute autre, parce qu'il faut retirer les Anglais de ces rêveries sombres où les plonge leur tristesse naturelle, causée par la température de leur climat : il faut les arracher à leur humeur ténébreuse et mélancolique, et les distraire de leurs pensées lugubres par la représentation de nos passions sur le théâtre. Le zèle de cet Anglais pour la tragédie va jusqu'à la regarder comme la source de la gloire d'une nation dans les armes. Il avance que les poètes tragiques avivèrent, chez les Grecs, cette valeur qui les rendit victorieux à Salamine et à Marathon ; que le cardinal de Richelieu, travaillant en même temps à l'agrandissement de notre monarchie et à la gloire de notre théâtre, d'une main tenait les rênes de l'Etat et de l'autre écrivait des tragédies ; enfin, que les Français doivent leurs conquêtes à leurs grands poètes. »

Quel est cet Anglais ? Je l'ignore. Si Louis Racine ne le nomme pas, c'est, je crois, qu'il ne l'a lu qu'à travers un écrit de seconde main, car il renvoie aux *Ouvrages des Savants* de juillet 1698. Mais n'est-il pas très piquant de trouver dans un auteur anglais de 1698 ce qu'Henri Heine a dit de nos poèmes dramatiques, à savoir qu'ils ont fait des soldats français des héros, et qu'il y a des vers de Racine dans la colonne Vendôme ? La grande originalité, peut-être même la fausseté de cette observation, est en ce qu'elle porte particulièrement sur Racine.

« Mais, ajoute notre auteur, depuis la décadence de la poésie dramatique, par la mort de Corneille et par la vieillesse de Racine,

la jeunesse française s'est avilie, son courage s'est relâché et s'est amolli, depuis qu'il n'a plus été soutenu et enflé par les mouvements héroïques de la tragédie. La France n'a conservé ce génie de supériorité qui la rendait si triomphante, qu'autant qu'elle a vu fleurir la poésie tragique. — On n'aurait pas songé à soupçonner un poète qu'on surnomme *le tendre*, d'avoir rendu sa nation belliqueuse et triomphante. Ce n'est point à moi à combattre une opinion qui fait rejaillir sur lui une partie de la gloire de nos conquêtes. »

Voilà une note de grand intérêt pour l'histoire littéraire. Il vaut la peine encore de voir Louis Racine s'essayer à prouver que la pièce d'*Athalie* répond de la façon la plus littérale à la définition de la tragédie par Aristote. Le philosophe grec définit essentiellement la tragédie l'imitation de quelque action sérieuse d'une certaine étendue, qui emploie la terreur et la pitié à la purgation des passions; puis, entrant dans le détail, il en arrive à distinguer six parties nécessaires dans une œuvre de ce genre : « Il faut nécessairement qu'il y ait six parties à la tragédie, lesquelles constituent sa nature et son essence : la fable, les mœurs, la diction, le sentiment, la décoration et tout ce qui est pour les yeux, et le chant. Car il y a deux choses par lesquelles on imite, qui sont le chant et la diction, une manière d'imiter qui est la représentation du théâtre, c'est-à-dire la décoration, les habits, les gestes, etc., et il y a trois choses qu'on imite, au delà desquelles il n'y a rien de plus, c'est-à-dire l'action, les mœurs et les sentiments. » C'est de ce texte que part Louis Racine pour son étude d'*Athalie*. Il n'a pas de peine à y trouver une grande action d'une certaine étendue, ni à faire voir, ce qui est parfaitement vrai, que tout dans cette pièce est en action; après quoi, il glisse sur la purgation des passions, cette théorie *desperata* que nous croyons tous fort bien comprendre, et que, sans doute, nul ne comprend; et, enfin, il montre la place que tiennent dans le chef-d'œuvre de son père les six parties essentielles d'Aristote. Il conclut qu'*Athalie* est le type même de la tragédie grecque, telle qu'Aristote l'a définie, et, à mon sens, il a parfaitement raison.

On rencontrera, enfin, dans le traité de Louis Racine sur la poésie dramatique des remarques très précieuses pour qui veut connaître la façon dont on scandait les vers au XVII^e siècle. C'est un passage dont la découverte a fort surpris et a changé complètement notre opinion à cet égard. Nous croyions un peu trop que l'on coupait alors, dans la prononciation, tous les vers à l'hémistiche, quand bien même le sens y était contraire. Et, certes, il eût été absurde que l'on lût ainsi ce vers de La Fontaine :

La peccadille — fut jugée un cas pendable,

ou de cette façon ce vers de Racine :

Mais, madame, Néron — suffit pour se contraindre.

Aussi ne le faisait-on point, et cette page de Louis Racine est pour nous délivrer définitivement du préjugé :

« Les étrangers s'imaginent qu'en prononçant deux vers, nous nous reposons quatre fois, à cause des quatre hémistiches ; le sens et l'ordre des mots s'y opposent souvent, surtout dans les vers de passion, et nous obligent d'y faire deux ou trois césures et d'enjamber. Croient-ils que, dans la colère, Hermione marche à pas comptés ?

Adieu. Tu peux partir. + Je demeure en Epire ; +
Je renonce à la Grèce, + à Sparte, à son empire, +
A toute ma famille ; + et c'est assez pour moi, +
Traître, qu'elle ait produit + un monstre comme toi.

Voici comme la passion, peinte dans ces vers, conduit la voix :

Adieu. + Tu peux partir. + Je demeure en Epire ; +
Je renonce + à la Grèce, + à Sparte, + à son empire, +
A toute ma famille ; + et c'est assez pour moi,
Traître, + qu'elle ait produit un monstre + comme toi. »

(Il scande admirablement bien. Je supprimerais seulement la césure qu'il place après *Je renonce.*)

« Nous lisons même les vers qui sont sans passion, tout autrement que ne le croient les étrangers :

Oui, je viens + dans son temple adorer l'Eternel ; +
Je viens, + selon l'usage antique et solennel, +
Célébrer avec vous + la fameuse journée
Où sur le mont Sina la loi nous fut donnée. +
Que les temps son changés ! + Sitôt que de ce jour
La trompette sacrée annonçait le retour, +
Du temple, + orné partout de festons magnifiques,
Le peuple saint + en foule inondait les portiques +. »

Il est tellement convaincu de cette nécessité que cela l'entraîne à remanier un vers de son père :

Digne objet de leur crainte !
Un enfant malheureux qui ne sait pas encor
Que Pyrrhus est son maître, et qu'il est fils d'Hector.

« J'ai toujours soupçonné ici, écrit-il, une faute d'impression. »
Et il voudrait lire :

Digne objet de leur crainte :
Un enfant ! Malheureux qui ne sait pas encor, etc. »

Je ne crois pas, quant à moi, que Jean Racine en ait cherché si long ; et il me semble qu'il eût trouvé la correction un peu forcée. Mais elle est ingénieuse, et, en tout cas, elle prouve bien l'intelligence de Louis Racine sur ces questions de versification.

Beaucoup d'autres pages mériteraient encore de retenir notre attention ; mais nous avons vu les plus remarquables, et cela suffit pour juger de la pénétration d'esprit de Louis Racine et de la place qu'il a le droit d'occuper dans l'histoire de la critique littéraire.

C. B.

La morale des Épicuriens et des Stoïciens

Cours de M. VICTOR BROCHARD,

Professeur à l'Université de Paris,

Le plaisir d'après Epicure.

Je reprends maintenant la question de savoir ce qu'Epicure entend par le plaisir ou le souverain bien. C'est une tradition admise, comme nous l'avons vu, pour tous les historiens de la philosophie et confirmée par des témoignages remontant à la plus haute antiquité, que, pour Epicure, le plaisir est chose négative et correspond à une simple absence de douleur. Cicéron, qui critique cette théorie, exprime ainsi cette idée : « *Nil dolere* », et il invente, pour la définir, le terme d'*indolentia*. Mais, en examinant attentivement un passage du V^e livre du *De Finibus*, ch. II, § 12, nous avons eu la preuve que les Epicuriens n'ont jamais souscrit à cette interprétation. Non seulement nous avons un témoignage formel d'une dissidence, sur ce point, entre les Epicuriens et leurs adversaires, mais nous en avons même plusieurs. C'est donc bien avec raison que nous nous inscrivons en faux contre la tradition historique et que nous affirmons que, selon Epicure lui-même, le plaisir est tout autre chose que ce principe négatif de la simple absence de douleur. Qu'est donc le plaisir ?

Pour résoudre la question, il semblait très simple de s'adresser à Epicure lui-même, puisque nous avons de lui non seulement des fragments mais même des lettres. Ce moyen est cependant insuffisant pour arriver à la solution du problème. Même la lettre à Ménécée sur la morale ne nous permet pas de dégager clairement la morale d'Epicure ; et c'est ce qui explique ce long malentendu dont nous parlons. Dans cette lettre, en effet, nous trouvons des passages qui sont pour nous surprendre et nous mettre en garde contre des interprétations trop modernes. Lorsque nous abordons l'étude de ces questions, nous sommes toujours portés à prêter aux anciens nos propres idées. Voici, par exemple, qui est de nature à nous faire réfléchir : « Le plaisir, quand il a atteint un certain point, ne peut augmenter, mais seulement varier. » En

général, nous avons toujours une certaine tendance, à la façon de Guyau lui-même, à interpréter la doctrine épicurienne comme l'utilitarisme anglais, c'est-à-dire à considérer les plaisirs comme des quantités qu'on peut numérer et additionner. Mais, en fait, nous devons nous dire qu'il y a, chez les philosophes anciens, des habitudes d'esprit très différentes des nôtres. Aussi, pour résoudre le problème de savoir ce qui est exactement le plaisir pour Epicure, sera-t-il bon d'employer une méthode que nous avons déjà indiquée brièvement. Pour nous affranchir des préjugés et des analogies trompeuses, pour nous placer, autant que possible, au point de vue antique, il nous faudra d'abord situer la doctrine que nous étudions en son milieu et en son temps. Je voudrais donc d'abord rattacher cette doctrine à celles qui l'ont précédée, puis montrer par quelle série de démarches la pensée grecque a passé avant d'arriver à la théorie d'Epicure.

Sur cette question du plaisir, les philosophes anciens ont poussé leurs investigations fort loin ; c'est l'ensemble de ces recherches que je vais essayer de résumer. Esquisse très rapide, du reste, car cette partie de l'histoire de la philosophie grecque a déjà été traitée très en détail. Peut-être ces rapprochements, et notamment celui que nous établirons entre la pensée d'Aristote et celle d'Epicure, jetteront-ils quelque lumière sur le problème qui nous intéresse. D'ailleurs, ce ne sera pas là, à vrai dire, sortir de notre sujet ; car, s'il y a eu, avant Epicure, des doctrines sur le plaisir, il faudra bien montrer en quoi la théorie d'Epicure diffère des précédentes ; nous verrons alors que la doctrine d'Epicure garde quelque chose des doctrines antérieures et qu'elle n'est pleinement intelligible que si l'on se rend compte des apports successifs de la tradition. Chez les Grecs, il y a, entre les conceptions les plus différentes, un progrès continu et régulier dont il est essentiel de tenir compte. Nous avons donc trois raisons au lieu d'une, de faire cette digression. Je passerai en revue la théorie des Sophistes, celle des Cyrénaïques et d'Aristippe, puis celle de Platon, et enfin celle d'Aristote.

I. C'est dans les discussions entre les Sophistes et Socrate que se rencontre la première formule de la morale fondée sur le plaisir. Dans le *Gorgias* (ch. 37-38-39), nous voyons apparaître un personnage, qui n'est pas un Sophiste, du reste, mais un orateur politique, Calliclès, et qui attaque Socrate avec violence, mais aussi avec une verve et une éloquence merveilleuses. Socrate vient de dire que commettre une injustice et vivre dans l'impunité, après l'avoir commise, est le plus grand des maux. Calli-

clès demande à Socrate s'il parle sérieusement et explique que, pour lui, il n'y a de bien, ici-bas, que le plaisir ; c'est la seule fois, peut-être, que cette théorie du plaisir a été présentée avec une vigueur aussi saisissante. Calliclès prétend qu'un homme, digne de ce nom, doit se préoccuper uniquement de satisfaire ses désirs, de les accroître et d'en obtenir le maximum de jouissance. Si l'on pose la question en ces termes, on se dresse contre toutes ces traditions morales, de sorte que, à cette théorie du plaisir ainsi entendu, se rattache une théorie sur la justice, dans laquelle s'opposent le δίκαιον φύσει et le δίκαιον νόμῳ.

Cette opposition était alors considérée comme si importante que Platon l'a mise de nouveau dans la bouche de Thrasymaque au premier livre de la *République*. — Ce qui est juste selon la nature, c'est le droit du plus fort. Le fort doit asservir les autres à sa volonté. Or ce qui est juste, selon la loi, c'est tout le contraire ; les plus faibles se sont coalisés et ont établi à leur profit une coutume contraire à la loi de nature. Cette coutume, qu'ils nomment la Justice, n'a droit à aucun respect. Calliclès, par opposition à cette justice, fait l'apologie de la force. C'est un jeu pour les enfants, dit-il à Socrate avec une pitié un peu méprisante, que tous vos balbutiements philosophiques ; ce qui est vrai, c'est le droit de la force. Telle est, dans le *Gorgias*, la théorie du plaisir, en tant que principe moral, et de ses conséquences au point de vue de l'idée de justice.

Platon a pris à parti cette doctrine dans les deux dialogues déjà cités et, aussi, dans le *Philèbe*. La réfutation qu'il en a faite a paru si décisive qu'on n'a plus vu reparaître, dans l'antiquité, cette conception du droit de la force. Et, même dans les temps modernes, on n'en retrouve plus guère de traces, si ce n'est chez Hobbes et Machiavel ; il était réservé à notre époque de voir reparaître cette doctrine avec Nietzsche. Et, précisément, c'est bien Socrate et son école, c'est bien Platon et les tendances morales issues de lui que Nietzsche a combattus. Faut-il rappeler que Nietzsche était très versé dans la connaissance de l'antiquité classique, dont il avait pratiqué les œuvres en érudit ? C'était un philologue classique, et c'est probablement chez Platon qu'il a puisé ses premières idées philosophiques. Quoi qu'il en soit, il aboutit aux conclusions mêmes que Platon attribue aux adversaires de Socrate. De nos jours, où la doctrine de Nietzsche a donné lieu à beaucoup d'interprétations souvent discordantes, il n'est pas facile de savoir exactement ce qu'a voulu dire le philosophe-poète. Mais nous pouvons heureusement nous reporter à un historien qui a étudié de fort près cette doctrine. (H. Vaihinger,

Bibliothèque du Congrès international de philosophie, 1900.) Dans cette étude claire, précise, qui constitue le résumé le plus impartial et le plus complet de la philosophie de Nietzsche, l'auteur fait lui-même le rapprochement que nous avons indiqué. Pour lui, la philosophie de Nietzsche s'est d'abord inspirée de Schopenhauer, puis, dans une deuxième période, elle s'est plutôt rattachée à l'empirisme; une troisième étape a amené Nietzsche à s'initier aux théories de Darwin, à les rapprocher et à les mêler aux idées de Schopenhauer, converties par lui en une doctrine affirmative et positive. Enfin, il est revenu à quelques-unes des conceptions antiques; il a repris, il a renouvelé les attaques des Sophistes contre Socrate, et c'est alors qu'il a présenté sa théorie du *sur-homme*, c'est-à-dire la théorie du droit de la force, de la légitimité de la tyrannie, de la volonté, de la puissance. De là est résulté, comme l'a montré M. Vaihinger, une morale à la fois anti-morale, anti-démocratique, anti-socialiste, anti-féminine, anti-intellectualiste, anti-possimiste et anti religieuse.

Mais revenons à la question posée et indiquons brièvement les arguments de Platon contre la morale du plaisir, tels qu'ils sont exposés dans le *Gorgias* et le *Philèbe*. Le plaisir pris en lui-même, dit Socrate, est évidemment lié au désir. Calliclès n'en disconvient pas; mais, si on analyse le désir, on trouvera qu'il implique un manque, une privation. Par conséquent, le plaisir, ayant pour condition le désir, a pour condition une souffrance. La soif, la faim sont des douleurs corrélatives au plaisir de boire et de manger. Or, non seulement le plaisir ainsi envisagé est lié à la douleur; mais encore il convient d'ajouter que, plus la douleur augmente, plus le plaisir s'accroît. Si on dit que le plaisir est un bien, il s'ensuivra qu'en accroissant son plaisir, on accroîtra son mal. Pour réfuter la morale du plaisir, Platon ne s'enferme pas dans le même cercle vicieux que nous autres, modernes, lorsque, pour combattre la morale de l'intérêt, nous faisons appel à des principes qu'elle n'admet pas. Platon, lui, raisonne sur les vérités incontestées. A chercher son bonheur dans le plaisir, dit-il, on rencontre autant et plus de souffrance que de plaisir; et c'est ce qu'il fait voir en comparant l'homme qui cherche à satisfaire ses passions soit aux Danaïdes, soit à Tantale, soit même aux galeux, qui, ressentant de cruelles démangeaisons, souffrent d'autant plus qu'ils éprouvent plus de plaisir à se gratter. Il en est de même dans le cas de l'avarice et de l'ambition, par exemple. Platon a mis ce point en lumière avec une grande profondeur psychologique et une merveilleuse

éloquence dans le *Philebe*. Il nous décrit ces voluptés qui vont croissant prodigieusement, tandis qu'à mesure s'accroît la douleur.

La réfutation de Platon a paru si décisive aux philosophes grecs qu'ils l'ont considérée comme définitive. Il montre que le plaisir appartient par sa nature à l'infini, qu'il y entre de l'infini, de l'indéterminé, c'est-à-dire, dans le langage de Platon, que le plaisir appartient au non-être. Le plaisir ne peut devenir quelque chose de réel, de positif, que par la limite (*Philebe*) ; or la limite ne peut venir du plaisir lui-même. Ces formules, nous les retrouvons chez Epicure, dans les *Κυριαὶ δόξαι* (XX, Usener, p. 75) : « La chair a des plaisirs infinis, mais la raison marque des limites. » Sur ce point, donc, Epicure a subi l'influence de Platon et, pour comprendre sa théorie, il est nécessaire d'avoir présentes à l'esprit les idées de Platon sur le plaisir. C'est là un point définitivement acquis.

II. Après les Sophistes, nous trouvons dans l'histoire de la philosophie grecque une autre théorie du plaisir, à peu près contemporaine et, cependant, très différente : celle des Cyrénaïques et d'Aristippe. Chez Aristippe, en effet, nous trouvons encore comme un écho de Socrate. Aristippe garde quelque chose de l'idée de la possession de soi-même, idée qui, d'ailleurs, est bien grecque. L'homme deviendrait esclave, s'il s'abandonnait à ses passions. Le sage doit pouvoir dire, à propos de ses désirs, ce qu'Aristippe disait lui-même à propos de lois : « Ἐγὼ, οὐκ ἔχομαι ». La pensée d'Aristippe apparaît plus nettement encore, si l'on rapproche de cette formule les vers d'Horace dans l'*Épître I*, où le poète, hésitant entre les Stoïciens et les Cyrénaïques, s'écrie :

Nunc in Aristippi furtim praecepta relabor,
Et mihi res, non me rebus subjungere conor.

Un autre caractère de cette philosophie du plaisir, c'est qu'elle distingue entre les plaisirs du corps et ceux de l'âme, distinction qui ne parait pas avoir été faite jusque-là. Un troisième caractère, c'est que, d'après Aristippe, il faut rechercher le plaisir présent, la jouissance actuelle ; c'est bien le « Carpe diem » horatien. Au contraire, toute la philosophie d'Epicure s'est donné pour tâche de soustraire le plaisir au temps, soit par le souvenir, soit par l'espérance. Mais, à ces caractères, il en faut ajouter un autre, et le plus essentiel peut-être. Les Cyrénaïques définissaient le plaisir un mouvement ; et, selon toute vraisemblance, ils appliquaient ainsi les principes d'Héraclite. Pour eux, le plaisir est un mouvement doux ; la douleur est, au contraire, un mouvement violent. Entre les deux, il y a [place pour une sorte d'état

intermédiaire, et c'est probablement à ce milieu entre deux extrêmes que s'est arrêtée la morale de Démocrite. C'est ainsi qu'il y aurait, dans l'âme humaine, comme sur la surface de la mer, trois États distincts : le mouvement doux, la tempête, le calme plat. En ce qui concerne Démocrite, nous aurons, d'ailleurs, l'occasion de revenir sur ses idées morales et de citer l'ouvrage de M. Nator (*Die Ethika des Democritus*).

III. Selon Platon, comme selon Aristippe et Démocrite, le plaisir est un mouvement du corps ou de l'âme. Mais, remarquons-le bien, Platon introduit ici une doctrine nouvelle et tout à fait en accord avec sa réfutation de la morale des Sophistes. Ce plaisir corporel a pour condition la souffrance; de même que, dans le *Banquet*, qui, ne l'oublions pas, est un dialogue contre l'amour, l'amour est fils de la pauvreté. Mais, si la grande majorité des plaisirs a pour condition un désir ou une souffrance, il y en a, et c'est là qu'est l'originalité de l'analyse de Platon, qui échappent à cette loi : ce sont les plaisirs purs. Les plaisirs purs sont les plaisirs simples, c'est-à-dire non mélangés de douleur. Parmi ceux-ci, il y a des plaisirs corporels, comme respirer un parfum, voir de belles formes, entendre des sons harmonieux. Nous pouvons en dire autant des plaisirs intellectuels, des plaisirs de l'âme. Mais, en s'exprimant ainsi, Platon ne veut pas identifier les plaisirs intellectuels avec les plaisirs purs; la différence est entre les plaisirs purs et les plaisirs mélangés de douleur. En fait, les plaisirs intellectuels sont supérieurs à la plupart des autres, parce que, pour la plupart, ce sont des plaisirs purs. La distinction introduite par Platon entre les plaisirs est toute psychologique; ce n'est pas, comme chez Stuart Mill, une affirmation arbitraire de la supériorité de certains plaisirs, mais Platon indique la raison psychologique de sa préférence. C'est pourquoi il a pu définir le plaisir qualitativement pur, et, l'ayant défini, le faire entrer dans la définition du bien. Lorsque, dans le *Philèbe*, à la fin du dialogue, il cherche la définition du bien et détermine ses éléments, et qu'il arrive au bien humain, au bien moral, il y fait entrer cinq éléments, qui sont : la symétrie, la beauté, la vérité, la science avec l'opinion vraie, le plaisir pur. Ainsi nous trouvons chez Platon une théorie qui fait déjà une place au plaisir, une place subordonnée, il est vrai, mais réelle, dans la définition du bien. Le plaisir est chose bonne, conformément à l'ordre de la nature; c'est donc à tort qu'on voit dans Platon un moraliste abstrait. Mais il n'en est pas moins vrai que, pour lui, le plaisir demeure un mouvement, c'est-à-dire quelque chose d'inférieur, d'éloigné de la nature du véritable bien, qui est immuable.

P.

L'intervention de Napoléon en Espagne.

Cours de M. G. DESDEVISES DU DEZERT,

Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand.

Napoléon à Madrid.

Tandis que Napoléon arrivait, en quatre semaines, de Vitoria à Somosierra, les autorités espagnoles continuaient à perdre leur temps en vains débats, et la lutte entre la Junte suprême et le Conseil de Castille prenait, chaque jour, un caractère plus aigu.

Le 6 novembre, la Junte suprême, considérant que le Conseil retarderait certainement l'expédition de la justice, s'il s'occupait de l'armement, de l'approvisionnement et de l'habillement des troupes, l'exonérait de toutes les fonctions de ce genre, que son zèle patriotique lui avait fait assumer, et le rendait à sa tâche ordinaire et légale, comme si l'on eût vécu dans les temps les plus paisibles.

Or, le Conseil tenait beaucoup à conserver ces fonctions révolutionnaires, qui contribuaient à lui donner le renom de patriote. Il fit observer à la Junte qu'il avait pris en main l'armement de la Castille-nouvelle, sitôt que Madrid avait été évacué par les Français, qu'il avait créé une junte militaire, des junes des dons patriotiques, de l'habillement et de l'armement ; qu'il avait pu, grâce à ces moyens, lever trois régiments, dont l'un était déjà en campagne, et envoyer des secours considérables aux armées de province.

D'ailleurs, les junes provinciales étaient tolérées par la Junte suprême ; pourquoi Madrid n'aurait-il pas sa junte comme les autres grandes villes du royaume ? « Madrid était la capitale, Madrid réunissait les personnes les plus respectables de l'Etat... Madrid ne méritait pas seulement d'être traité sur le pied de l'égalité avec les plus grandes villes d'Espagne, mais méritait une considération toute spéciale. »

Contrarier les efforts du Conseil, c'était entraver l'armement du second régiment d'infanterie volontaire de Madrid, du régiment de cavalerie et de la compagnie d'artillerie, que la Junte d'armement avait décidé de mettre en campagne.

Revenant encore à la charge, le 8 novembre, dans un nouveau mémoire à la Junte suprême, le Conseil se justifiait pleinement de l'accusation de négligence dans le service de la justice. Chacune des commissions nommées par lui comprenait, il est vrai, deux conseillers de Castille ; mais ces commissions ne siégeaient qu'après les séances ordinaires du Conseil, qui continuait à expédier régulièrement les affaires. Il restait peu à faire pour achever de recouvrer les dons patriotiques des Madrilènes. L'habillement et l'équipement étaient en bon train, et il serait fâcheux de le retirer à ceux qui s'en étaient chargés, pour les donner à des hommes nouveaux, qui ne sauraient tout d'abord par où prendre les affaires.

Les raisons du Conseil étaient sérieuses et les faits qu'il alléguait prouvaient au moins sa bonne volonté. La Junte resta trois semaines sans lui répondre, et finit, le 29 novembre, par lui laisser le soin de l'organisation des corps levés à Madrid et dans sa province. C'était une bien maigre satisfaction, et elle n'était déjà plus que de pure forme, puisque, le 30 novembre, Napoléon forçait les passes de Somosierra.

Le Conseil avait été arrêté par l'exiguïté de ses ressources. Le premier régiment des volontaires de Madrid n'était entré en campagne que le 2 novembre, et, dès le 4, D. Sébastien Torres, président de la Junte d'armement, réclamait des fonds. Il lui fallait 900 fourniments complets, 900 paires de bottes, 100 chapeaux, 900 paires de pistolets, 800 carabines, 50 attelages pour l'artillerie ; il devait déjà 400.000 réaux, et ses dernières ressources consistaient en 1 million de réaux en *valès*, perdant 58 à 59 pour cent.

Le Conseil s'adressa à la banque de San Carlos, qui déclara posséder 1.258.433 réaux en *valès* et 781.610 réaux en effets divers ; mais parmi ces effets figuraient 375.000 réaux de créances contre la Trésorerie générale du royaume et 320.000 réaux de créances contre la Caisse de consolidation des *valès*, qui diminuaient bien le passif de l'Etat, mais n'ajoutaient pas un maravedis à son actif.

Les *valès* se négociaient, dès le 7 novembre, à 60 0/0 de perte, le Conseil ne put se résigner à les négocier et se rabattit sur les petites mesures.

Le Conseil des Indes avait une grosse créance sur la direction des abattoirs et l'avait cédée au Trésor pour aider à l'armement des troupes madrilènes. On la réclama à la direction, qui donna d'abord 15.000 réaux, puis alla jusqu'à 100.000 réaux.

On fit rentrer les derniers fonds provenant de la vente des

objets laissés en douane pour le compte des Français ; on obtint, de la sorte, 66.000 réaux.

On donna, le 16 novembre, l'ordre de réaliser tous les *valès* provenant de dons patriotiques.

Rien de tout cela ne fit une bien grosse somme. On n'en tira pas, en tout, 700.000 réaux (175.000 fr.), et on renonçait, en même temps, aux grosses ressources, qui auraient pu alimenter sérieusement la caisse de l'armée. La caisse de consolidation des *valès* renfermait 2.976.000 réaux en espèces et 10 millions en *valès*, on n'y toucha pas. Un bref pontifical du 12 décembre 1806 avait permis au roi d'aliéner un septième des biens-fonds appartenant aux églises, aux œuvres pies, aux ordres militaires et à l'ordre de Saint-Jean. C'était le moment, ou jamais, de se servir de cette arme ; mais, le 17 novembre 1808, un décret de la Junte suprême ordonna la suspension des ventes de chapellenies, œuvres pies et autres biens ecclésiastiques ordonnées par le précédent gouvernement. Tout-puissant dans les conseils de l'insurrection, le clergé, qui prêchait la guerre sainte, se refusait à sacrifier, pour la faire, la moindre partie de son bien.

Toucher à un bien d'Église paraissait aux magistrats une chose de la dernière gravité ; une veuve du bourg de Daymiel, morte sans enfants, avait laissé tout son bien à l'église pour faire dire des messes ; un habitant demanda que le bien de Maria Rodriguez fût employé au salut de la patrie ; les procureurs généraux du Conseil inclinaient à penser que José Martin avait raison, mais n'osèrent se prononcer sur un cas de conscience si épineux.

Au même moment où l'on se refusait à créer des ressources pour pousser activement la guerre, on se refusait également à entrer en accommodement ; on voulait la fin sans les moyens ; on criait pour s'étourdir.

Le 14 novembre, la Junte centrale publia un décret, où elle résumait tous les griefs de l'Espagne contre la France et proclamait la guerre sans merci.

Florida Blanca n'avait jamais été l'ami de la France ; son étroit et dur génie n'avait que du dédain pour les hardiesses de la pensée française ; son esprit bureaucratique était scandalisé par les témérités de la Révolution, et son patriotisme était alarmé par les progrès incessants de la puissance française.

Au début de la Révolution, il avait essayé de murer l'Espagne pour la soustraire aux influences délétères qui pouvaient venir de France. Après lui, l'Espagne s'était laissée entraîner dans la guerre contre la Convention par de pures raisons de sentiment, pour venger les outrages faits à la religion et la mort de Louis XVI.

Cette guerre avait, un moment, réveillé les vieilles rancunes assoupies ; un mouvement antifrançais s'était dessiné, puis la guerre s'était prolongée, et, peu à peu, comparant l'énergie du gouvernement français à l'apathie et à l'incapacité du leur, les Espagnols étaient revenus à de meilleurs sentiments à l'égard de la France ; la paix de Bâle avait été bien accueillie ; Godoy avait été, un moment, l'homme le plus populaire de l'Espagne.

Mais ce n'était pas assez pour la France d'avoir fait la paix avec l'Espagne ; dans sa lutte gigantesque avec l'Angleterre, elle voulait l'Espagne pour alliée. — Ni Charles IV, ni Godoy ne désiraient la guerre, mais ils se savaient impuissants à maintenir la neutralité. Godoy, menacé par le parti ecclésiastique, se rejeta du côté de la France, et recommença en 1804 ce qu'il avait fait en 1797, parce que Napoléon le menaça alors de révéler directement au roi d'Espagne tous les scandales de sa maison. Charles IV tint entre ses mains la lettre où l'Empereur lui dévoilait la honte de sa femme et le crime de lèse-majesté commis par son favori. (Geoffroy de Grandmaison — *L'ambassade française en Espagne.*) Godoy eut assez de crédit sur Charles IV pour l'empêcher de lire la lettre de Napoléon, mais l'Espagne fut entraînée de nouveau hors de la neutralité.

Il est bien certain que la France fut une alliée exigeante et hautaine. Florida Blanca rappelle avec amertume les sacrifices faits par son pays et les mauvais procédés de la France ; il y a beaucoup de vrai dans ces allégations. Le Directoire et, après lui, Napoléon traitèrent l'Espagne en pays faible et arriéré, qu'il fallait secouer ferme pour en tirer quelque chose. On lui demanda sa flotte, ses trésors, ses soldats, et l'on n'eut pas même pour lui la considération extérieure et les égards, qui font parfois pardonner les plus mauvais tours. A la paix d'Amiens, Napoléon céda sans scrupule aux Anglais l'île de la Trinité qui appartenait aux Espagnols ; il leur redemanda la Louisiane, que Louis XV leur avait donnée en 1763, et la vendit, deux ans plus tard, aux Américains. Il confisqua le duché de Parme, et ne donna en échange au prince dépossédé que l'éphémère couronne d'Etrurie, remplacée, bientôt après, par la simple promesse d'une compensation dans le Nord du Portugal. L'année même où la flotte espagnole avait bravement combattu avec la nôtre à Trafalgar, Napoléon détrônait le roi de Naples, frère de Charles IV. En 1807, il avait forcé à l'exil le régent de Portugal, beau-frère du roi d'Espagne.

Tous ces griefs étaient réels ; mais ce que Florida Blanca ne voulait pas voir, c'est qu'on était en pleine bataille et que la France n'avait pas toujours les mains libres. Ce qu'il taisait aussi,

c'est qu'en 1806, avant Iéna, cette alliance franco-espagnole, qu'il représente comme si loyale et si fidèlement gardée, avait failli se rompre du fait de Godoy, et que de plates excuses et des contes en l'air n'avaient pas ôté de l'esprit de l'Empereur le sentiment très net de la trahison projetée.

Florida Blanca avait beau jeu à reprocher à Napoléon les perfidies de Bayonne et trouvait de beaux accents indignés pour peindre Napoléon, « qui se croyait naïvement maître d'un trône qu'il profanait avec son nom et celui de son frère, ses troupes d'assassins, et ses généraux convertis en voleurs de grand chemin couvrant la malheureuse Espagne de sang et de désolation, et, avec une insolence qu'eux seuls connaissent, traitant le patriotisme d'insubordination, l'honneur national de stupidité et de barbarie, l'amour à son légitime souverain de rébellion et de parjure ! »

En face de tous ces attentats, la Junte déclarait que, depuis le 20 avril de la présente année, il y avait guerre de fait entre l'Espagne et la France, et que cette guerre entreprise, pour la défense des droits du roi légitime et de l'indépendance nationale, ne cesserait que le jour où Ferdinand VII serait rendu à la liberté, à sa patrie et au trône, et où l'intégrité et l'indépendance absolue de la monarchie espagnole seraient reconnues par la France. (Décret royal du 14 novembre 1808.)

Dans une proclamation en date du 18 novembre, la Junte d'armement reproduisait les mêmes idées, sous une forme plus vive et plus frappante encore : « Défendons notre roi, notre religion, notre honneur, nos familles, nos foyers, notre indépendance et notre liberté. Si nous ne les défendons pas actuellement, quand les défendrons-nous ? Attendrons-nous à être subjugués par ce perfide et attachés à son char de triomphe ; attendrons-nous qu'il ait posé sur notre tête son pied infâme et qu'il nous ait conduits comme des esclaves, sous ses bannières, pour servir, dans des climats lointains et sous un autre ciel, de vils instruments à de nouvelles conquêtes et à de nouvelles usurpations ? »

Cette fois, voilà le problème bien posé. L'Espagne n'a pas à choisir entre la paix et la guerre, mais entre la guerre et la guerre. Si elle se soumet à Napoléon, celui-ci l'entraînera à sa suite dans de nouvelles guerres, et tout ce qu'elle aura gagné à se soumettre, sera de se battre, sous les couleurs de l'étranger et au profit de son ambition, contre des peuples inconnus, victimes comme elle de l'insatiable avidité du conquérant français. Ne vaut-il pas mieux, dès lors, se battre chez soi, pour l'honneur et la liberté, pour la patrie et pour le roi ?

Cette idée, extrêmement juste d'ailleurs, reviendra à chaque

instant dans les proclamations des autorités insurrectionnelles. On la retrouvera, en 1812, chez la Junte de Catalogne : elle offre le choix aux montagnards catalans entre la défense du sol natal, et la déportation « aux abattoirs du Nord, a los mataderos del norte », et il n'est pas un Catalan qui ne préfère se battre au Montserrat plutôt que sur la route de Moscou.

C'est ce sentiment qui a éternisé la guerre ; l'Espagnol s'est battu par point d'honneur, par loyalisme, par conviction religieuse ; il s'est surtout battu pour rester chez lui. Comme le Vendéen, il a été, avant tout, un insoumis, un réfractaire ; et la preuve en est qu'il s'est refusé au service régulier des armées nationales, avec presque autant de résolution qu'à la conscription impériale. Sa guerre à lui a été la *guerrilla*, la guerre économique, qui se fait presque sans argent et où l'individu n'abdique jamais sa personnalité.

Dans la détresse profonde et dans l'anarchie où se débattait l'Espagne, il n'y avait de possible que la *guerrilla* ; l'histoire de la défense de Madrid le démontre amplement.

Presque tout le mois de novembre s'écoula sans que l'on parût songer à la possibilité d'un retour offensif de l'ennemi.

Le 17 novembre, de mauvaises nouvelles commencèrent à circuler dans Madrid ; rue de la Montera et place de l'Ange, on commentait une lettre, soi-disant venue de Burgos, et d'après laquelle l'armée espagnole aurait perdu 15.000 hommes et toute son artillerie. La *Sala* proposa au Conseil d'adresser un *bando* à la population pour l'inviter à n'ajouter foi qu'aux nouvelles de source officielle. Le Conseil n'eut pas le courage de mentir aussi impudemment. Il répondit que le *bando* lui paraissait inopportun.

Le 18, la Junte d'armement publia un nouvel appel à tous les hommes en état de porter les armes. Tous les célibataires de 16 à 40 ans étaient requis de s'enrôler ; tous les veufs sans enfants, qui ne tenaient pas maison à part, étaient assimilés aux célibataires. Les nobles qui ne se présenteraient pas de bon gré étaient menacés de servir comme simples soldats ; on prenait les novices des ordres monastiques, les clercs tonsurés qui n'avaient ni bénéfices, ni chapellenies, les commerçants qui n'auraient pas 6 métiers battants dans leur maison. Mais tout cela n'était qu'une invitation courtoise, une exhortation à faire son devoir ; aucune mesure de rigueur ne venait assurer l'exécution de cet édit.

Le 24, la Junte suprême, considérant que l'ennemi était intrépide et hardi, songea à mettre Madrid en état de défense et à fortifier passagèrement les portes et l'enceinte de la ville et du Retiro. Au-devant des portes, ou derrière, on devait établir des

batteries de deux pièces de canon avec parapets de fort profil et cent hommes de garnison. On proposait aussi de planter des estacades, de creuser des fossés de 100 varas de longueur et d'une vara de profondeur, pour abriter les tireurs. On tirerait au fusil, à l'escopette, au pistolet, à balle ou à menu plomb. Sur tout le reste de l'enceinte, on creuserait une fosse ou puits toutes les 8 ou 10 varas et on y mettrait un tireur. « Nous jugeons, déclarait la Junte, qu'avec une semblable fortification, défendue par ces valeureux habitants, qui donnèrent, le 2 mai, tant de preuves de leur amour pour le roi, de haine pour le tyran, d'inappréciable intrépidité et d'audace, Madrid sera à l'abri d'une attaque inopinée et à l'abri des insultes. Si Madrid est attaqué par une nombreuse armée, il faudra pour le réduire un siège en règle et un blocus. Nous pourrions proposer différentes autres défenses, mais celles-ci nous paraissent plus que suffisantes pour le moment présent. »

Et la Junte suprême poussait l'optimisme jusqu'à vouloir établir dans les jardins du Retiro des hangars couverts en planches goudronnées pour y abriter les poudres, sans faire réflexion que, si Madrid était bloqué et assiégé, il serait probablement bombardé et que de pareilles poudrières étaient faites pour sauter au premier coup de canon.

Le 25 novembre, D. Tomas de Morla, chargé par la Junte centrale des travaux de fortification de Madrid, décida que les travaux commenceraient le lundi 28, et ordonna à tous les maçons de s'employer à créneler le mur d'enceinte, tandis que les menuisiers s'occuperaient des barrières et estacades, et que l'on chercherait à réunir les bois nécessaires pour les fascines, gabionnades et autres défenses projetées. D. Tomas se disait autorisé à couper des arbres, même dans les jardins royaux ; mais rien ne pressait, suivant lui, et l'on se servirait d'abord des bois que fourniraient les promenades publiques.

Le Conseil résolut de porter les projets de la Junte à la connaissance de la population et adressa à la ville une proclamation enthousiaste : « Nobles, fidélissimes et vaillants Madrilènes, l'ennemi commun, non moins atroce dans ses actions barbares et inouïes, qu'insidieux, fallacieux et imposteur dans tout ce qu'il entreprend et médite pour nous faire la guerre, met en œuvre tous les moyens que lui suggèrent sa malice raffinée et les idées traîtresses de quelques rares Espagnols, indignes d'un si beau nom, qu'il traîne après lui. Entre autres moyens dont il use pour cacher ses véritables et méprisables forces, et se donner l'air d'avoir des troupes infiniment plus nombreuses que celles qu'il a en réalité, il a pris le parti de détacher quelques brigands

par les petits passages que n'occupent pas nos formidables armées ; ces brigands portent avec eux la terreur et font que les timides et les malintentionnés voient la puissance de l'ennemi bien plus formidable qu'elle ne l'est en réalité : d'ailleurs, quand elle serait infiniment plus grande qu'elle ne l'est, elle ne devrait donner aucun souci à une nation prête à se sacrifier tout entière pour la juste cause qui la soulève dans sa masse et pour l'honneur et la valeur qui la caractérisent. Les ports de Somosierra et autres qui entourent cette ville sont en bon état de défense, grâce au zèle et aux soins infatigables de la Junte suprême ; il n'était donc pas absolument indispensable de prendre ces mesures (fortifier Madrid) ; mais, avec un ennemi aussi osé et imposteur, nulle mesure n'est de trop pour traverser ses desseins et pour contenir ses vols et ses infamies ; sa lâcheté s'augmentera à la nouvelle de toutes les dispositions prises pour le recevoir. »

Les travaux commencèrent le 28 novembre, et, le 29, la Junte annonça encore aux habitants de Madrid qu'elle allait envoyer des commissaires dans toutes les provinces pour exalter le patriotisme des habitants et accélérer l'envoi des secours à Madrid ; mais, dans le même document, la Junte suprême laissait entrevoir l'imminence de son départ : « Elle n'abandonnait pas Madrid, mais songeait seulement à se conserver pour s'employer derechef à de nouveaux travaux et à de nouvelles fatigues, et promettait de verser son sang pour le roi et la religion, en quelque lieu qu'elle jugeât à propos de se transporter. »

Il serait cruel d'insister sur l'incohérence d'un pareil langage. En résumé, la Junte s'enfuyait. Dans l'après-midi du 1^{er} décembre et la matinée du 2, les députés quittèrent Aranjuez par petits groupes et atteignirent heureusement Talavera, sans avoir été inquiétés par les paysans, ni rencontrés par les Français. (Toreno, I, p. 305.)

Le Conseil de Castille restait seul, encore une fois, entre Madrid et les Français.

Si la Junte était venue, en septembre, s'installer à Madrid, et avait vécu en bonne intelligence avec le Conseil, donnant à l'Espagne et à l'Europe le spectacle d'un gouvernement régulier, elle aurait pu emmener avec elle dans sa retraite tous les Conseils de la monarchie, et reporter à Tolède, à Séville ou à Cadix le siège du gouvernement national. Elle avait préféré garder le caractère d'une autorité révolutionnaire ; elle avait, pendant deux mois, contrecarré, taquiné, vexé le Conseil par tous les moyens en son pouvoir. Les Conseillers la virent s'éloigner sans regret,

et se bornèrent à lui demander, très dignement, d'envoyer à Madrid les forces qui la protégeaient à Aranjuez, puisqu'elle se transportait en lieu sûr.

Les vieux parlementaires, qui composaient le Conseil, ne se faisaient pas la moindre illusion sur les chances de succès que présentait la défense de la ville ; mais ils résolurent de faire bonne contenance jusqu'au bout, pour sauver les apparences, et ils espérèrent qu'en se portant médiateurs entre la ville vaincue et les Français victorieux, ils arriveraient à sauver le Conseil du naufrage imminent qui le menaçait, et peut-être à lui rendre son autorité et son ancien prestige. Raisonnement égoïste, politique à courte vue, mais tout à fait conforme aux traditions du corps et au vieil esprit de la robe.

Le Conseil procéda en premier lieu à la création d'un Comité de quatorze membres pour prendre en mains le gouvernement politique et militaire de Madrid.

Puis il rédigea un *bando* invitant les habitants à obéir aux magistrats avec un redoublement de bonne volonté, sans quoi Madrid serait un chaos et offrirait une confusion aussi contraire et opposée à la félicité de l'Espagne que favorable aux projets de l'ennemi.

Il expédia à tous les bourgs voisins une véhémence proclamation : Madrid était menacé d'une attaque imminente des Français ; tous les hommes valides et armés, surtout d'armes à feu, devaient se hâter de se rendre à la ville par le chemin le plus court pour contribuer à sa défense et faire le plus de mal possible à l'ennemi.

En même temps qu'il convoquait les milices d'Arganda, d'Ocaña, de Navalecarnero, de Galapagar d'Illescas, le Conseil se préoccupait aussi d'assurer les subsistances de Madrid et lançait une circulaire à tous les bourgs de la banlieue pour demander de faire conduire en hâte à Madrid, par les chemins les plus rapides et les plus sûrs, tous les grains, légumes et comestibles disponibles.

Le Conseil songeait peut-être à se préparer aux éventualités d'un siège ; mais il songeait surtout à éviter la famine dans Madrid, famine toujours accompagnée de graves désordres, qu'il fallait, à tout prix, éviter en présence de l'ennemi.

L'Ayuntamiento et la Sala de alcaldes élurent leurs représentants respectifs à la Junte civile et militaire chargée du gouvernement de la ville et se déclarèrent en permanence.

Le 1^{er} décembre se passa ainsi sans trop d'émoi.

Le 2 au matin, le Conseil se déclara, à son tour, en permanence,

et se divisa en commissions de quatre conseillers chacune pour assurer le service de midi jusqu'à 9 heures du soir, le Conseil tenant toujours de 9 heures à midi sa séance ordinaire pour l'expédition de la justice.

La question des vivres devenait de plus en plus inquiétante. Le grenier public (*posito*) ne contenait plus que 59 fanègues de farine (2.378 kilos), et le prix des denrées de première nécessité menaçait d'augmenter d'heure en heure.

Un premier édit fut adressé aux marchands d'huile, de grains, de légumes et de comestibles. Le Conseil espérait « de leur générosité, de leur désintéressement et de leur zèle pour la cause publique », qu'ils ne profiteraient pas des tristes circonstances où se trouvait la ville pour hausser les prix de leurs denrées.

Un second édit adressé aux boulangers les invita à abandonner les postes où les avait portés leur patriotique valeur pour rentrer dans leurs boulangeries. Ils ne pouvaient rendre à la patrie de service plus signalé qu'en faisant leur office et remettant courageusement la main à la pâte.

Enfin, pour maintenir l'ordre, le Conseil avisa la Sala d'avoir à faire circuler par les rues des patrouilles de citoyens honorables (*rondas de vecinos honrados*).

Un peu après deux heures de l'après-midi, le Conseil reçut l'avis suivant de la vigie installée à la Trinité :

« Deux heures sont sonnées.

« Position de l'ennemi.

« Un corps de cavalerie d'un millier d'hommes se déploie vers le chemin d'Alcalá et fait face à la porte de ce nom et à celle des Récollets.

« Un autre corps d'environ 3.000 hommes d'infanterie est posté au-dessus de Mandas ; et dans la même direction, mais beaucoup plus loin ; on voit de la cavalerie ; on ne peut indiquer sa force avec certitude à cause des plis du terrain.

« Un autre corps de cavalerie, d'environ mille hommes, arrive par le chemin de la porte des Puits, et les avant-gardes de ce corps s'étendent jusqu'à la porte de San Bernardino. A cette dernière porte et à celle des Puits, on a déjà tiré, mais sans effet, sur des cavaliers détachés qui se sont approchés de l'enceinte.

« Le premier corps a déjà coupé la route d'Alcala et semble marcher sur Vallecas.

« Le corps de la porte des Puits semble vouloir prendre le chemin de San Bernardo et se diriger vers la porte de Saint-Vincent ou celle de Ségovie.

« Vers la porte de Fuencarral, on a vu des voitures, qui sem-

blent contenir des bagages. — Josef Luyando. — A l'Angelus, je vous dirai la situation de l'ennemi. »

Le 3 décembre, vers 6 heures du matin, un officier espagnol, fait prisonnier à Somosierra, vint remettre au marquis de Castelar, président de la Junte politique et militaire, une lettre du prince de Neufchâtel, major général de l'armée française.

Elle était ainsi conçue : « Les circonstances de la guerre, Monsieur le Général, ayant conduit l'armée française aux portes de Madrid, et tous les ordres étant donnés pour s'emparer de la ville de vive force, il est indispensable et très conforme à l'usage de toutes les nations de vous intimer, Monsieur le Général, de ne pas exposer une ville aussi importante aux horreurs de l'assaut, et de rendre tant d'habitants victimes des maux de la guerre. Désirant vous faire connaître votre véritable situation, je vous envoie le présent ultimatum par un de vos officiers, fait prisonnier, qui a vu, par lui-même, les moyens dont dispose l'armée pour s'emparer de la ville. »

L'officier prisonnier déclara que l'armée française, commandée par l'Empereur en personne, se composait de 50 à 55 mille hommes, dont 12.000 de cavalerie, et que Napoléon et Joseph étaient à trois quarts de lieue de la ville.

Le marquis de Castelar répondit par une demande de suspension des hostilités pendant toute la journée, afin de prendre conseil des autorités constituées et d'informer la population.

Le Conseil se réunit à neuf heures, comme à l'habitude, entendit la messe réglementaire et prit connaissance des documents que la Junte lui envoyait. On lui lut la lettre du prince de Neufchâtel et la réponse de la Junte, on lui apprit qu'il n'y avait plus un instant à perdre, que déjà les Français avaient abattu les *tapias* du Retiro et entraient dans le parc.

Le Conseil décida de donner pleins pouvoirs à la Junte civile et militaire pour obtenir une suspension d'armes et traiter au mieux des intérêts de la ville. Le doyen et les trois conseillers Vilches, Lardizabal et Ganga sortirent pour se rendre à la Junte, et le Conseil resta en séance jusqu'à l'heure ordinaire de midi. Il reçut une curieuse supplique des femmes détenues à la prison royale; elles demandaient la mise en liberté de celles d'entre elles qui n'étaient pas détenues pour motif grave, « afin de pouvoir se rendre utiles à la patrie dans les critiques circonstances où l'on se trouvait. » Avec toute sa gravité accoutumée, le Conseil renvoya la pétition des prisonnières à la Sala.

Après la séance ordinaire, les conseillers Colon et Villanueva restèrent en permanence. Vers une heure et demie, la Junte leur

fit dire de se retirer. Il y avait eu quelques escarmouches aux portes, entre l'ennemi et la population ; mais l'Empereur avait accordé une suspension d'armes, et la Junte s'occupait de traiter.

La capitulation fut signée le dimanche 4 décembre, au village de Chamartin, par D. Tomás de Morlá, capitaine général d'Andalousie, et D. Fernando de la Vera, maréchal de camp, gouverneur général de Madrid, pour les Espagnols, et par le maréchal Berthier pour les Français.

La garnison de Madrid avait déjà quitté la ville pendant la nuit par les routes d'Estremadure et de Ségovie.

A midi, le général Belliard prit possession des portes, de la caserne des Gardes, du parc d'artillerie, de l'Hôpital général, et se rendit à l'Hôtel-de-Ville pour prendre, de concert avec la municipalité, les mesures de police commandées par les circonstances, et qui se réduisirent au désarmement des habitants.

Le lundi 5 décembre, on travaillait à réparer les rues et à rouvrir les portes ; une proclamation de Belliard vantait aux Madrilènes la générosité de l'Empereur, et, fidèle à ses immuables traditions, le Conseil de Castille, rentré en séance, expédiait ses ordres pour assurer l'approvisionnement de la capitale. L'alcalde de cour de service au marché avait averti la *Sala* que l'approvisionnement en viande et en pain était des plus médiocres, qu'il y avait peu de légumes, point de vin et point d'eau-de-vie. La *Sala* en avait référé au Conseil, et le Conseil répondait à la *Sala* que le corrégidor de Madrid devait s'entendre avec le général Belliard, gouverneur militaire de la ville, pour rétablir au plus tôt la sécurité des communications. D. Benito Arias avisait le Conseil qu'un certain nombre d'*Afrancesados*, rentrés à la suite de l'armée française, redemandaient la clef de leurs maisons ; le Conseil leur accordait leur demande et décidait gravement qu'il serait *sursis* aux poursuites décrétées contre eux.

Il n'était pas encore informé officiellement de la capitulation de la ville.

Il ne tarda pas à l'être, et, suivant la coutume, le doyen communiqua l'acte officiel aux Conseils des Indes, des Ordres, des Finances, de la Guerre, de l'Inquisition, de la Marine et de la Croisade ; tandis que le secrétaire de la *Sala* en avisait la Junte de commerce, la municipalité, la nonciature, le vicaire ecclésiastique, le corrégidor et son lieutenant, et la Chambre de Castille.

Le Conseil décida de mander la *Sala* à sa barre, et lui ordonna de prendre les mêmes mesures d'ordre que le 19 mars et le 2 mai.

Puis, comme il y avait eu changement de régime, il parut bon

au Conseil de se faire connaître à la nouvelle autorité ; le vicedoyen Vilches, les 4 membres les moins anciens du Conseil et deux alcaldes de cour reçurent commission d'aller complimenter S. A. I. le prince de Neufchâtel au nom du Conseil.

Le prince de Neufchâtel ne s'étant pas trouvé à Madrid, le doyen du Conseil lui écrivit la lettre suivante :

« Sérénissime Seigneur, comme doyen du Conseil royal, je ne puis manquer d'avertir Votre Altesse que, ce matin, ce tribunal a sollicité par l'intermédiaire de ses députés l'honneur d'offrir ses obséquieux respects à Votre Altesse ; il lui fut répondu qu'elle ne se trouvait pas à Madrid. Je viens la supplier d'avoir la bonté de faire savoir à Leurs Majestés que le Conseil tiendrait à grand honneur de se présenter à elles, avec leur royale permission, soit en corps, soit par députation, au lieu où elles font résidence, pour leur apporter le tribut dû à la haute considération avec laquelle il regarde Leurs Majestés. Dieu garde Votre Altesse de longues années. Madrid, 5 déc. 1808. »

Le soir même, le doyen D. Arias Mon, deux membres du Conseil, le procureur général le plus ancien et les deux greffiers de la Chambre de Gouvernement du Conseil furent mandés, de la part du roi Joseph, au ministère de l'Intérieur, et sommés de fournir copie de tous les actes politiques du Conseil depuis le départ du roi. D. Manuel Antonio de Santesteban, greffier de la Chambre de Gouvernement du Conseil, eut la tranquille audace de déclarer que le Conseil n'avait, à sa connaissance, pris aucune mesure générale durant l'absence de Sa Majesté, et s'était borné à transmettre, selon la loi, les décrets qui lui avaient été remis par la Junte suprême.

Le 6 décembre, le Conseil apprit encore avec satisfaction que sa lettre était parvenue au prince de Neufchâtel.

Mais, le 8 décembre, l'Empereur fit mettre sous scellés tous les papiers de D. Bartholome Muño, greffier en chef du Conseil, et l'imprimeur du Conseil reçut défense du général Belliard de rien imprimer sans sa permission.

Le 9, le Conseil s'occupa encore de la question des approvisionnements, mais une lettre du comte del Pinar à D. Gonzalo de Vilches lui apprit que le procureur général et un conseiller, qui étaient allés la veille à Chamartin pour voir l'Empereur, avaient été arrêtés comme prisonniers de guerre.

Le 10, le Conseil autorisa la mise en liberté provisoire de D. Joseph Merlo, grand maréchal des logis du palais, arrêté le 19 août précédent, comme *afrancesado*.

La plaisanterie durait depuis trop longtemps ; une lettre de

l'agent français Hédouville vint rappeler les entêtés magistrats à la réalité.

« Messieurs, j'ai traduit à Leurs Majestés Impériale et Royale la lettre de Vos Excellences, en date du 5 décembre. Sa Majesté m'ordonne de vous informer :

« Que, par son décret impérial qui doit aujourd'hui vous avoir été communiqué, Vos Excellences connaissent suffisamment sa volonté. Sa Majesté n'a pu trop s'étonner de l'audace que vous avez eue de recourir à sa personne souveraine, comme aussi des flatteries que vous avez osé lui adresser, alors que vous êtes ces mêmes hommes qui ont étonné le monde par l'hypocrisie et la fausseté de leur conduite et déclaré eux-mêmes qu'on ne devait rien croire de ce qu'ils diraient.

« Par un trait de sa naturelle clémence, Sa Majesté a bien voulu vous faire grâce de la vie que vous méritiez de perdre sur l'échafaud ; elle se flatte que, désormais, on ne lui parlera plus de Vos Excellences, et qu'elles sauront, par une vie retirée, se faire oublier, afin que Sa Majesté oublie aussi les crimes qu'elles ont commis contre sa personne et contre le peuple espagnol. Tels sont, à la lettre, les ordres de Leurs Majestés Impériale et Royale que j'ai l'honneur de communiquer à Vos Excellences, en priant Dieu qu'il leur garde de longues années. »

Cette fois, c'était la fin, mais, en vrais légistes, les conseillers voulurent avoir le dernier mot. Ils protestèrent de leur obéissance ; c'était peut-être un moyen de sauver le Conseil ! — et firent observer qu'on ne leur avait pas donné lecture du décret impérial qui les supprimait. La forme était sauvée ; la suppression du Conseil était illégale.

G. DESDEVISES DU DEZERT.

Le théâtre de Victor Hugo

Cours de M. GUSTAVE ALLAIS,

Professeur à l'Université de Rennes.

« Amy Robsart » (1). — La collaboration de Victor Hugo
et de Paul Foucher (1827-28).

L'histoire d'une littérature vivante est essentiellement une science en voie de perpétuel « devenir » ; un jugement paraît bien établi, une idée semble dûment acquise ; mais voici qu'intervient un petit fait nouveau, un document, un bout de lettre jusqu'alors ignoré, et voilà aussitôt les idées changées, les jugements détruits ; tout est à refaire, ou presque tout. C'est ainsi qu'à travers de continuels essais et tâtonnements, on redresse des erreurs, on apporte des lumières nouvelles et l'on s'élève, peu à peu, à la difficile conquête de la vérité.

Les écrivains de l'époque romantique sont, depuis quelques années, l'objet d'une vaste enquête, à laquelle l'érudition applique ses procédés de méthode scientifique, et qu'il faut conduire avec beaucoup de prudence et en se défiant de soi-même à chaque pas. Car l'historien n'a pas sous la main tous les documents nécessaires ; lettres, mémoires, journaux intimes, tout cela est encore la propriété des familles qui, on le comprend, gardent pieusement ces précieux trésors et n'aiment pas à s'en dessaisir, même dans l'intérêt de la science. Aussi faut-il leur savoir beaucoup de gré, quand elles consentent à publier quelques-uns de leurs documents inédits.

C'est précisément ce que vient de faire, dans un récent article sur *Amy Robsart* (2), M. André Pavie, petit-fils de Victor Pavie, qui fut l'un des plus fervents adeptes du Cénacle de 1829.

*
* *

L'article de M. André Pavie se rapporte à une question délicate et obscure, celle de la collaboration de Victor Hugo et de Paul Foucher à la pièce jouée le 13 février 1828.

(1) Voir *Revue des Cours et Conférences*, 13 janvier et 2 avril 1903.

(2) *Revue hebdomadaire*, n° du 14 mars 1903.

Dans une précédente leçon (1), que M. André Pavie a l'amabilité de citer, je m'étais contenté de rappeler brièvement les péripéties de l'unique et orageuse représentation d'*Amy Robsart*, telle que l'a narrée l'auteur de *Victor Hugo raconté*. Ce récit, j'y avais fait d'ailleurs certaines réserves ; mais j'avais admis, sans autre discussion, que le drame d'*Amy Robsart*, composé par Victor Hugo en 1822, puis remanié par lui en 1827, avait été présenté, joué et sifflé à l'Odéon sous le nom de son jeune beau-frère, Paul Foucher. Je sais qu'il faut se défier de l'exactitude des souvenirs mis en œuvre dans *Victor Hugo raconté*. Mais, ici, pouvais-je être plus exigeant que M. Paul Meurice, qui a tout simplement confirmé, sans aucune restriction, le récit de M^{me} Hugo ? (2) D'ailleurs, j'avais pour moi le témoignage du principal intéressé, Paul Foucher lui-même, qui nous dit dans les *Coulisses du Passé* :

« On sait que le véritable auteur me fit l'honneur (je sortais à peine du collège) de m'attribuer ce drame... Si j'ai reparlé de cette chute célèbre, ce n'est pas par amour-propre d'auteur, je ne fis que la signer (3) ».

Cela était écrit ou plutôt publié en 1873, c'est-à-dire bien des années après la représentation de 1828. Mais enfin, si l'on peut commettre des erreurs quand on parle, comme M^{me} Hugo, de faits anciens qui intéressent d'autres personnes que soi-même, est-il admissible qu'on ne sache plus, même au bout de 45 ans, si l'on est soi-même, ou non, l'auteur d'une pièce qui fut jouée et sifflée avec grand tapage ? Il me semble qu'un tel événement doit laisser dans l'esprit d'un homme un souvenir assez précis. N'est-ce pas de ces choses enfin sur lesquelles on ne peut avoir le moindre doute, quand elles vous concernent ? Et remarquez combien est précise l'affirmation de Paul Foucher : « On sait que... », comme si cela était bien réellement de notoriété publique. Eh bien, non ; tout le monde, paraît-il, s'est trompé, M^{me} Hugo, Paul Foucher, M. Paul Meurice, et à leur suite — ce qui est peut-être excusable — l'auteur même de ces études.

*
*
*

Il faut avouer que, dans cette histoire mouvementée des destinées d'*Amy Robsart*, il y a des choses assez extraordinaires. Je rappelle rapidement les faits, en m'excusant si je suis obligé de revenir un peu sur des choses déjà dites.

C'est d'abord la collaboration Victor-Hugo-Soumet, qui n'abou-

(1) Voir *Revue des cours et conférences*, u 15 février 1903.

(2) « Note » sur *Amy Robsart*, page 4 (petite édition, 1902.)

(3) Cité par M. Edmond Biré, *Victor Hugo avant 1830*, page 456.

tit à rien, et les deux écrivains se séparent. Chacun, selon M^{me} Hugo, « reprend ses actes et son indépendance, et complète sa pièce » à sa façon. Quelques années se passent ; au mois de septembre 1827, les acteurs anglais viennent jouer des drames de Shakespeare à l'Odéon. En même temps, Soumet fait représenter son *Emilia*, la pièce qu'il avait tirée lui-même des aventures d'Amy Robsart. Naturellement, ces représentations d'*Emilia* amènent Soumet à parler du passé et de la collaboration tentée autrefois avec Victor Hugo. Soumet se rappelle ces « trois premiers actes » que Victor Hugo s'était chargé d'écrire, et auxquels, une fois réduit à lui-même, il en avait très probablement ajouté deux autres. — « Œuvre singulière et curieuse », dit-il à Paul Foucher. « Si j'étais de Victor Hugo, je ne perdrais pas une pièce où il y a des scènes très belles. » Voilà aussitôt la curiosité de Paul Foucher éveillée : « Il pria son beau-frère de lui prêter la pièce, et (l'ayant lue) s'étonna, comme M. Soumet, que M. Victor Hugo ne la fît pas jouer. M. Victor Hugo lui expliqua qu'il avait fait cela à dix-neuf ans, par pauvreté, mais qu'il ne lui convenait plus d'emprunter des sujets aux autres (1). »

Jusqu'ici rien que de fort simple, de naturel et d'admissible, à condition de corriger un peu la dernière phrase du récit de M^{me} Hugo. Si, en 1827, Victor Hugo ne se souciait plus de faire représenter son *Amy Robsart*, c'est, on le comprend bien, parce que cette pièce n'était pour lui qu'un essai de jeunesse, une œuvre médiocre dans l'ensemble, peu digne du renom du poète des *Odes* et des *Orientales*, et dont la conception ne répondait pas aux grandes théories qu'il était en train de formuler et d'exposer dans la Préface de *Cromwell* ; Victor Hugo ne voulait paraître au théâtre qu'avec une œuvre magistrale et qui fît éclat.

Donc, jusqu'ici, rien qui puisse soulever de sérieuses objections. Mais voici où commencent les difficultés : « Eh bien, lui dit Paul Foucher, si tu ne veux pas la faire jouer sous ton nom, laisse-la jouer sous le mien. Tu me rendras un vrai service ; une pièce pareille me fera connaître et m'ouvrira le théâtre à deux battants. — Victor Hugo consentit, charmé d'obliger son beau-frère (2). » Et alors que se passa-t-il ?... Tout est pour nous, dès lors, obscu-

(1) *Victor Hugo raconté*, tome II, chapitre L.

(2) « Note » préliminaire sur *Amy Robsart*, page 4 (petite édition, 1902).

rité et incertitude ; pour nous guider, nous n'avons que quelques indications disséminées, et qu'il faut relier ensemble par des hypothèses.

Une fois décidé à laisser représenter *Amy Robsart*, Victor Hugo entreprit aussitôt la revision de son drame ; il se mit à le retoucher, à le corriger (1) ; c'est peut-être alors aussi qu'il acheva d'écrire les deux derniers actes. Nous savons qu'il avait écrit les trois premiers actes en 1822 ; mais rien ne prouve d'une manière certaine qu'une fois séparé de Soumet, il se fût empressé de finir les deux autres. Il pouvait en avoir arrêté la composition, la marche générale, esquissé les principales scènes et rédigé certains passages. Peut-être est-ce à la rédaction définitive de ces deux actes que collabora Paul Foucher. Tout cela n'est qu'hypothèse. — Ainsi révisée, remaniée, terminée et mise au point, la pièce fut portée au directeur de l'Odéon, Thomas Sauvage, comme étant de Paul Foucher. « Il était convenu que le nom de M. Victor Hugo ne serait pas prononcé ; mais quelques phrases ou quelques indiscretions le trahirent, et le directeur, enchanté, s'empressa de répandre le bruit que le drame était de l'auteur de *Cromwell* (2). »

Le drame fut superbement monté et les costumes dessinés par le grand peintre romantique Eugène Delacroix. Au sujet de ces costumes, on a deux lettres de Victor Hugo, l'une adressée à Delacroix, l'autre à Th. Sauvage, celle-ci du 6 octobre 1827. Dans la première, qui doit être du mois de septembre, nous relevons cette phrase : « C'est vous qui donnerez le caractère à la pièce ; et, si *Amy Robsart* réussit, mon frère Paul vous le devra (3). »

Cette phrase est significative, et, jusqu'ici, j'y voyais simplement la preuve que Victor Hugo avait fait à Paul Foucher l'abandon complet de sa pièce. Tout me semblait confirmer cette interprétation : l'annonce faite par l'acteur Provost, à la fin de la représentation, que le drame était de Paul Foucher, les affiches de l'Odéon portant ce nom le matin du 14 février, l'article des *Débats* répétant le même nom. M. Edmond Biré, avec sa malveillance habituelle à l'égard de Victor Hugo, traite durement cette « fausse indication », qu'il attribue à « un ordre exprès venu de Victor Hugo lui-même » et imposé au directeur de l'Odéon (4). Pour moi, en admettant la combinaison survenue entre Victor Hugo et Paul Foucher, je n'ai pourtant jamais supposé chez Victor

(1) Voir *Revue des Cours et Conférences*, 15 novembre 1902.

(2) *Victor Hugo raconté*, tome II, chapitre 1.

(3) Notes d'*Amy Robsart*, page 265 (petite édition, 1902).

(4) *Victor Hugo avant 1830*, page 454.

Hugo un vilain « calcul » de derrière la tête (1). Victor Hugo avait, certes, de grands défauts ; mais il n'était pas hypocrite ; il était incapable de vouloir tromper son beau-frère. Je pensais donc qu'il lui avait généreusement abandonné *Amy Robsart*.

Et, si nous revenons au récit de M^{me} Hugo, qu'y trouvons-nous ? « Ma foi, dit M. Victor Hugo, je ne regarde pas cela comme une pièce de moi. *« Fais-en ce que tu voudras. »* Walter Scott t'appartient autant qu'à moi » (2). Remarquez bien ces mots : « *Fais-en ce que tu voudras* », c'est-à-dire peut-être : « Arrange-la à ton idée », mais certainement : « Prends-la pour toi ; fais-la jouer comme étant de toi ; je ne m'en occupe plus ; si elle réussit, l'honneur en sera pour toi ; dans le cas contraire..... »

Or le cas contraire s'est produit ; et que dit encore M^{me} Hugo ? « M. Victor Hugo, qui voulait bien donner le succès, ne voulut pas donner la chute, et écrivit immédiatement dans les journaux (3). »

.... ce que nous savons : « Je ne suis pas absolument étranger à cet ouvrage, etc. »

Soyons de bonne foi ; et même si le pacte entre les deux beaux-frères nous semble un peu étrange, ne sentons-nous pas dans ce que raconte M^{me} Hugo à ce sujet la parfaite bonhomie et l'entière loyauté de V. Hugo ? Le poète avait dû souvent raconter en famille les incidents relatifs à ses drames. Ici, à propos d'*Amy Robsart*, M^{me} Hugo a retenu et nous transmet l'impression dominante d'un récit qui lui est familier, et la phrase : « Fais-en ce que tu voudras », doit être reproduite par elle textuellement. Ces mots très simples ont le caractère de la vérité ; il est impossible de découvrir derrière tout cela un calcul machiavélique.

M^{me} Hugo — nous l'avons déjà fait remarquer (4) — ne reproduit pas le texte de la lettre de Victor Hugo, écrite le 14 février 1828. M. Edmond Biré ne voit dans cette lettre qu'une imposture : ce qui est pousser à l'extrême le manque de bienveillance. Pour moi, je l'avoue, je m'étais permis jusqu'ici de sourire des « quelques mots », des « quelques fragments » que, dans cette lettre, Victor Hugo reconnaissait comme étant de lui, et j'admiraïs avec quelle crânerie il ajoutait : « Et je dois dire que ce sont peut-être ces passages qui ont été le plus sifflés. » Mais, après les révélations de M. André Pavier, la lettre de V. Hugo prend

(1) M. André Pavier, dans l'article déjà cité, formule ce calcul ainsi : « Rester dans la coulisse en cas d'échec, et se montrer seulement en cas de succès. »

(2) *Victor Hugo raconté*, tome II, chapitre L.

(3) *Ibid.*

(4) *Revue des Cours et Conférences*, n° du 15 janvier.

une signification toute nouvelle et un caractère de parfaite sincérité.

*
*
*

Une chose pourtant ressortait déjà nettement de cette lettre même : c'est qu'il y eut collaboration entre V. Hugo et Paul Foucher à la pièce jouée en 1828. Dans quelle mesure ? Voilà la question. Je parlais moi-même, tout à l'heure, d'une collaboration possible aux deux derniers actes. Que faut-il en penser ?

Cette question était déjà fort discutée au moment même où fut jouée la pièce. Les uns l'attribuaient tout bonnement à Victor Hugo, les autres à « un très jeune homme qui donne des espérances » ; ainsi parlait le *Figaro*, qui ajoutait : « M. Victor Hugo n'est pour rien dans la composition de cet ouvrage (1). » Le *Figaro*, dont M. Edmond Biré paraît suspecter ici la sincérité, était peut-être bien informé. « Enfin, une opinion moyenne admettait l'hypothèse d'une collaboration », dit M. André Pavie (2), et il cite l'article du *Globe* dont j'ai déjà parlé (3). L'auteur de l'article se refuse à être sévère pour « les nouveaux arrangeurs du *Château de Kenilworth* » ; il adresse des critiques de style aux « auteurs » ; mais il est particulièrement bienveillant pour « le principal auteur », qui « est, dit-on, fort jeune » ; et, pour l'engager à ne pas s'abandonner au découragement, il ajoute : « Une pareille chute, à 18 ans, est presque de bon augure..... Il y a de l'avenir dans de telles fautes. » On ne saurait désigner plus distinctement Paul Foucher. Si l'on fait attention que le *Globe* soutenait l'école romantique, et que, cet article étant du 20 février, l'auteur du compte rendu a eu tout le temps possible pour se bien renseigner, on avouera qu'un tel document est d'un grand intérêt.

Mais voici mieux encore : M. André Pavie, ayant fouillé dans la correspondance de son grand-père, Victor Pavie, en a tiré trois lettres inédites, qui sont une révélation bien inattendue. Ces lettres sont de Paul Foucher à Victor Pavie, alors dans l'Anjou. La première est écrite au mois de janvier 1828, pendant qu'on répète *Amy Robsart* ; Paul Foucher paraît très ennuyé des bruits qui circulent sur cette pièce : « Dans quelques jours, dit-il, on donne cette malencontreuse *Amy Robsart*, qui n'aura d'autre fruit pour moi que de me faire passer pour l'homme de paille ou le

(1) Cité par M. Edmond Biré, *Victor Hugo avant 1830*, page 453.

(2) *Revue hebdomadaire*, art. déjà cité, page 162.

(3) Voir *Revue des Cours et Conférences*, 2 avril 1903.

prête-nom de l'affaire... Je me trouve dans une si agréable situation que le talent que j'aurais... tournerait encore à mon désavantage (1). » C'est assez clair ; Thomas Sauvage, le directeur de l'Odéon, avait répandu le bruit que la pièce était de V. Hugo, et tout le monde le répétait.

Le drame est joué et affreusement sifflé. Une quinzaine de jours plus tard, le 3 mars, nouvelle lettre de Paul Foucher à Victor Pavie : « L'épouvantable chute d'*Amy Robsart* m'a tellement consterné que j'en ai eu, pour ainsi dire, les bras et les jambes coupés. Ils ont sifflé en moi l'histoire et Walter Scott indistinctement, et les journaux.... m'ont traité avec l'inimitié la plus implacable.... Ils ont proscrit en moi le beau-frère de Victor Hugo, ne pouvant proscrire Victor Hugo lui-même, comme ils l'espéraient. » — Dans cette lettre, et dans une troisième, écrite, sans doute, peu après celle du 3 mars, il parle d'*Amy Robsart* en disant « *mon ouvrage* », « *mon drame* », « *ma pièce* » ; il revient sur l'échec de cette pièce, sur les violentes critiques des journaux : « Vous avez vu comment les journaux m'ont traité, avec quelle rage ils se sont déchaînés contre moi ! J'ai eu peu de consolations dans ma chute. »

Il faut noter aussi une phrase sur l'attitude de Victor Hugo dans cette cruelle circonstance : « Mon beau-frère, qui m'aurait laissé toutes les louanges, *n'a pas voulu que j'eusse à moi seul l'honneur d'être insulté par eux.* » (Lettre du 3 mars.) Allusion évidente à la lettre adressée par Victor Hugo aux journaux, le 14 février. Ainsi donc, il y a parfaite concordance entre ce qu'écrit Paul Foucher, le 3 mars 1828, et ce que dira plus tard M^{me} Hugo : « M. Victor Hugo, qui voulait bien donner le succès, ne voulut pas donner la chute. »

*
* *

On voit toute l'importance des documents publiés par M. André Pavie ; ils emportent la conviction au moins sur un point : c'est que *la pièce jouée le 13 février 1828* n'était pas intégralement de Victor Hugo et qu'il y eut collaboration des deux beaux-frères.

Mais, alors, dans quelle mesure s'est faite cette collaboration ? La question reste enveloppée d'incertitude. Et d'ailleurs, même s'il faut admettre que Paul Foucher ait été le collaborateur principal, et qu'ainsi il ait eu réellement le droit de dire d'*Amy Robsart* : *mon ouvrage, mon drame, ma pièce*, ces nouvelles

(1) Article de M. André Pavie, pages 166-168.

données soulèvent de nouvelles difficultés, et absolument insolubles, tant que l'on n'aura pas retrouvé le manuscrit de 1828.

Qu'est-ce donc qu'était la pièce jouée le 13 février 1828 ? Toute la question est là.

Or, voyez l'antinomie irréductible. D'un côté, Paul Foucher dit en 1828 qu'*Amy Robsart* est son œuvre. D'autre part, M. Paul Meurice, dans l'édition « ne varietur » (1902), dit qu'il a « reconstitué » le drame « à peu près tel qu'il a été représenté en 1828 ». Mais ce drame ainsi « reconstitué » n'offre que des différences de détail (sauf pour le dénouement) avec le texte de 1822 ; au fond, c'est la même œuvre (1). Donc l'une des deux affirmations est forcément erronée. Laquelle des deux ?... Je ferai remarquer simplement ceci : c'est que M. Paul Meurice n'assistait pas à la représentation de 1828, qu'il ne l'a jamais connue que par ouï-dire, et que sa « reconstitution » du drame joué en 1828 peut fort bien n'être qu'une approximation très éloignée de ce que fut la réalité. En somme, l'affirmation de M. Paul Foucher et celle de M. Paul Meurice sont inconciliables.

Reste alors de choisir entre deux hypothèses pour justifier les termes des lettres de Paul Foucher.

Victor Hugo avait, semble-t-il, donné et abandonné sa pièce à Paul Foucher, en lui disant : « Fais-en ce que tu voudras » ; il a pu arriver alors : 1° ou bien que Paul Foucher ait remanié et arrangé à sa façon la pièce écrite par son beau-frère ; 2° ou bien qu'il ait écrit lui-même une nouvelle pièce imitée de la première, et qu'il ait prié Victor Hugo de revoir son œuvre (2).

Mais, ici, l'on s'agite dans le vide et dans les vaines hypothèses. Toute difficulté serait résolue, si l'on venait à retrouver le manuscrit de 1828, et nous ne pouvons que renouveler et appuyer le vœu que formulait Paul Foucher : « Le manuscrit a été égaré, et n'a jamais pu se retrouver ni à l'Odéon ni au ministère. On dit pourtant qu'il est quelque part. Dans ce cas, j'adjure le détenteur de se déclarer (3). »

(1) Voir *Revue des Cours et Conférences*, 20 novembre 1902.

(2) Je sais bien qu'il y aurait peut-être une troisième hypothèse, beaucoup plus simple, qui viendra certainement à l'esprit des ironistes : c'est que Paul Foucher aurait tout bonnement endossé la responsabilité de la pièce écrite par Victor Hugo, et si bien assumé le rôle de pseudo-auteur qu'il aurait fini par considérer le drame de son beau-frère comme étant son œuvre à lui, Paul Foucher. Ces explications simplistes, qui s'accompagnent d'ordinaire d'un sourire ou d'une plaisanterie, dispensent de toute discussion sérieuse. Elles doivent être résolument écartées d'une étude où l'on cherche, en toute conscience, la vérité.

(3) *Les coulisses du passé*, apud Edmond Biré, ouv. cité, page 456.

*
*
*

En somme, ce qui ressort de toute cette discussion, c'est que nous ne savons pas exactement *ce qu'était la pièce jouée en 1828*.

Mais il ne faut pas confondre le drame représenté en 1828 et le drame publié d'après le manuscrit de 1822, que possède M. Paul Meurice.

Pour ce qui est du texte de la pièce jouée en 1828, nous en sommes réduits — jusqu'à ce qu'un heureux hasard fasse retrouver le manuscrit perdu — aux « approximations » de M. Paul Meurice et à toutes sortes de conjectures.

Quant au texte de 1822, nous y voyons un document littéraire dont l'authenticité ne paraît pas jusqu'ici contestée. C'est en nous fondant sur l'existence réelle de ce texte que nous poursuivrons l'étude du drame d'*Amy Robsart* comparé avec le roman de Walter Scott ; et nous persisterons à y voir, jusqu'à preuve du contraire, le premier essai dramatique de Victor Hugo.

Il n'en reste pas moins qu'il est bien extraordinaire d'entendre le même homme dire, en 1828, qu'*Amy Robsart* est *sa* pièce, *son* œuvre, et déclarer, quarante-cinq ans plus tard, qu'il n'a fait « que signer » l'œuvre du « véritable auteur ». Faut-il attribuer à une simple défaillance de mémoire de pareilles contradictions ? En tout cas, elles ne sont pas faites pour faciliter la tâche des historiens de la littérature.

GUSTAVE ALLAIS.

La grève et l'arbitrage aux Etats-Unis.

Cours de M. HENRI HAUSER,

Professeur à l'Université de Dijon.

Il nous reste à étudier, maintenant, les moyens d'action de ces immenses fédérations ouvrières, et de les montrer en lutte avec les fédérations capitalistes. N'oublions pas qu'il s'agit, d'une part comme de l'autre, de forces immenses : ici, 6 à 7 milliards de francs, plus les capitaux qui ne sont pas directement engagés dans les trusts, mais qui en subissent l'influence ; là, près d'un million d'hommes groupés dans la Fédération, et un autre demi-million de syndiqués qui, pour n'avoir pas adhéré à la Fédération, n'en suivent pas moins les directions dans bien des cas.

Entre ces deux forces, ce sont des luttes homériques, grandioses et parfois sanglantes comme les guerres entre peuples. Les Unions ouvrières ont à leur disposition trois moyens essentiels d'action : le *label*, le *boycott*, la *grève*, plus l'influence politique. Nous négligerons l'étude du quatrième.

1° Le *label* n'est pas autre chose qu'une étiquette collée sur un produit, ou, s'il s'agit, par exemple, d'un produit métallique, estampée dans ce produit. Que veut dire cette étiquette ? Elle affirme à l'acheteur que le produit a été fait par des ouvriers syndiqués, ou par des ouvriers dont le travail a été payé suivant les prix fixés par le syndicat. Quiconque veut défendre le droit de l'homme à une juste rémunération de son travail s'impose à soi-même l'obligation d'acheter exclusivement des produits revêtus du label.

Les Bostoniens de 1774 aimaient mieux se passer de thé que de consommer un thé grevé d'un impôt illégal. Ces habitudes de discipline volontaire n'ont pas disparu chez les Américains d'aujourd'hui, et beaucoup refuseraient de consommer un produit dans lequel il entre une dose excessive de misère humaine.

Le *label* commence à peine à faire son apparition chez nous, spécialement dans la typographie. A San Francisco, dès 1876, le label blanc des cigariers distinguait les cigares faits avec du travail blanc des cigares à bas prix faits par des Chinois. A Saint-Louis l'étiquette était rouge. Un congrès de 1880 mit tous les ci-

gariers d'accord en leur imposant l'étiquette bleue. Avant la fin du siècle, le cinquième environ des cigares produits annuellement dans la république portait le timbre bleu de l'Union. En trois ans, l'Union avait dépensé 4.000 d. pour réclames en faveur de l'étiquette bleue. On comprend ce que peuvent être ces réclames. Au lieu du classique : « Si vous toussiez, prenez des pastilles X... », c'est : « Si vous voulez garantir à vos concitoyens un salaire normal, une journée de travail normale, ne fumez que les cigares à l'étiquette bleue ». Quelle peut être la puissance de cette recommandation, journalièrement répétée dans tous les journaux ouvriers, affichée dans les locaux de toutes les Unions !

Après les cigariers, les typographes ont eu leur label, qui s'imprime sur les livres, les journaux, les affiches, les cartes de visite, etc. L'Union met gratuitement à la disposition des imprimeurs un stéréotype du label.

Les ouvriers en bois, les chapeliers, les ouvriers, en bicyclettes, les facteurs en pianos, les boulangers, les cordonniers, les brasseurs ont, également, adopté des labels, enregistrés par la Fédération du travail. Rien qu'en 1901, le président Gompers a délivré ou reconnu 30 labels nouveaux. Il a même été question de les remplacer tous par une étiquette commune, celle de la Fédération ; jusqu'à présent, cette tendance vers l'unité s'est heurtée aux résistances autonomistes des syndicats.

« Jusqu'à mes chaussettes, disait Madelon, je ne puis rien souffrir qui ne soit de la bonne faiseuse. » Un Américain qui se pique de démocratie voudra que ces chaussettes soient timbrées du label, qu'elles soient des chaussettes humaines, que sa chemise porte le label, et qu'elle ne soit pas, comme celle du Chant des Tisserands, taillée dans un linceul. Cette préciosité en vaut bien une autre.

2° Le *boycott*. — Le boycott est la contre-partie négative du label. Cette arme a été introduite aux Etats-Unis par les émigrants irlandais qui, dans leurs luttes agraires, s'étaient attachés à la manier contre les landlords et leurs suppôts.

Qu'un fermier irlandais soit frappé d'éviction, gare à celui qui accepte de le remplacer ; il sera comme le malheureux du *Rêve* de Sully Prudhomme ; pour lui, le laboureur ne sèmera plus, le boulanger n'enfournera plus ; le tailleur lui dira : « Fais tes habits toi-même. » Pour lui, le boucher n'aura pas de viande, ni l'épicier de sucre, ni le cabaretier un verre de gin. On ne lui fera pas de mal : on le retranchera simplement du nombre des vivants, puisque la vie des hommes n'est qu'un perpétuel échange de services.

Voici comment le boycottage s'applique dans l'industrie :

Un patron américain, un trust emploie-t-il des *rats* ou des *scabs*, des sarrasins, comme on dit en France (des ouvriers non affiliés à l'Union, acceptant de travailler pour des salaires de famine), se refuse-t-il à donner à ses ouvriers certaines garanties d'hygiène, de dignité, de sécurité ? Le président de l'Union intéressée, au besoin celui de la Fédération elle-même, lui adresse un sérieux avertissement. S'il n'en tient pas compte, au bout d'un certain délai, on lit dans la *Brauer Zeitung*, le journal des ouvriers brasseurs d'origine allemande : « Ne buvez pas de la bière de la *Wisconsin Grain and Malt Cy*, c'est de la bière *scab* ! » et cette note est bientôt reproduite dans tous les journaux ouvriers, à côté de cette autre : « N'achetez pas le *Sun* de New-York, c'est un journal *scab* ! » Et, en une semaine, 1.500.000 ouvriers renoncent à boire de la bière boycottée, ou à lire le *Sun*.

Il y a plus : la Fédération a déjà obtenu du Conseil des Métiers de Londres le boycottage, à Londres, des conserves d'une maison boycottée aux États-Unis. Dans un cas pareil, la pression, toute pacifique, du prolétariat international organisé est irrésistible. Le *trust* doit céder ou mourir.

Il est bien évident que le boycott ne peut conduire les ouvriers à la victoire que lorsque ceux-ci réunissent en leur personne, à la qualité de producteurs, celle de consommateurs, c'est-à-dire dans les industries qui travaillent pour les masses. Si les journaux ouvriers boycottaient les bijoux de telle maison de Providence ou les robes d'un grand couturier de New-York, ils donneraient un coup d'épée dans l'eau.

3^e La *grève*. — Lorsque les moyens relativement pacifiques du *label* et du *boycott* sont impuissants, il faut bien que les associations ouvrières aient recours aux grands moyens, à la guerre, c'est-à-dire à la grève.

Nous ne pouvons songer à raconter les principales grèves américaines de ces vingt ou vingt-cinq dernières années, grèves que le secrétaire fédéral du travail qualifie, à bon droit, d'« historiques ». Nous voudrions seulement en dégager les caractères principaux.

a) Le premier de ces caractères, c'est l'amplitude du mouvement gréviste.

La grève du fer et de l'acier, en 1901, a mis immédiatement en mouvement 35.000 ouvriers ; elle ne tarda pas à s'étendre à toutes les usines du trust, c'est-à-dire à 60 ou 80.000 ouvriers.

La grève générale des Mineurs Unis d'Amérique, en 1894, a fait poser le pic à 125.000 mineurs, quoiqu'elle ne s'étendit qu'aux seules mines de charbon bitumineux ; — les mineurs de l'an-

thracite, appartenant à toutes les races, à toutes les langues, à toutes les religions de l'Europe, mal payés, exténués de travail, étaient encore trop peu organisés. Les compagnies leur ont donné l'exemple de l'union en formant le trust de l'anhracite, et c'est ainsi que, le 12 mai 1902, 140.000 mineurs d'anhracite de Pensylvanie, plus des 7/8 de la population minière de l'Etat, se mirent en grève ; ils y restèrent jusqu'au mois d'octobre, entraînant après eux les ouvriers accessoires : charpentiers, mécaniciens, chauffeurs, si bien que les compagnies durent, pour éviter l'invasion des eaux dans les puits, faire appel aux *scabs*.

b) Un second caractère est la violence des moyens auxquels les deux parties ont recours. C'est la guerre, avec toutes ses impitoyables horreurs. Dans cette même grève de 1902, les compagnies avaient trouvé un moyen fort original de protéger leurs installations : elles les entouraient de barricades, de filets métalliques en communication avec une batterie d'accumulateurs, de façon à électrocuter fort proprement quiconque tenterait de s'en approcher.

Dans la grève des chemins de fer de 1877, les grévistes de Pittsburg s'étaient déjà emparés d'un canon et avaient essayé de le décharger contre les troupes de milice.

Mais ce fut bien pis dans la grande grève de Homestead, dirigée contre Carnegie en 1892. Cette grève débuta par un *lock out*, c'est-à-dire que la société renvoya tous ses ouvriers. Ceux-ci refusèrent de partir et s'emparèrent des usines. La société eut alors recours à une milice privée, une sorte de corps de policiers mercenaires, armés de fusils, que l'on appelle, du nom de leur directeur, les *Pinkertous*. Lorsqu'ils arrivèrent, sur deux chaloupes, devant Homestead, ils trouvèrent les ouvriers retranchés derrière des billes d'acier, armés de fusils à tir rapide et d'un canon, de tuyaux d'huile qui lançaient l'incendie sur les barques. Il fallut la milice de l'Etat tout entière pour faire capituler les grévistes.

On mesurera la véhémence des passions soulevées, lorsqu'on saura que, dans la dernière grève pensylvanienne, un hôtel fut boycotté pour avoir hébergé des *rats* ; les *scabs* furent brûlés en effigie ; les employés de chemin de fer refusèrent de transporter les *scabs*, de charger le charbon à destination de la région en grève ; enfin, trait symbolique, une jeune fille reprit sa parole à son fiancé, un mécanicien qui n'avait pas adhéré à la grève.

c) Non moins remarquable que l'ampleur de ces mouvements est la personnalité de ceux qui les dirigent.

Evidemment, les Etats-Unis connaissent comme nous le type

classique de l'agitateur professionnel, du « commis-voyageur en grèves ». Ce type est représenté de la façon la plus éminente par une femme, et une femme de 60 ans, propagandiste ardente, adorée dans les milieux ouvriers, la célèbre « mather Jones » ou, comme disent ses enthousiastes, la « Jeanne d'Arc du prolétariat ». Irlandaise venue en Amérique, elle y perd, dans une épidémie de fièvre jaune, son mari et ses quatre enfants. Dès lors, elle se jette dans l'agitation sociale. Elle passe par les Chevaliers du Travail, elle prend part aux grèves de San-Francisco contre l'emploi des Chinois, à la grande grève des chemins de fer de Chicago 94, à celle du charbon bitumineux 97. Ses cheveux blancs, son éloquence fruste et un peu grossière, sa voix âpre, cassée par l'habitude des discours en plein air, a soulevé les masses dans la grève de l'anhracite, et elle est allée recruter des alliés aux mineurs pennsylvaniens jusque dans les mines de la Virginie occidentale. Toujours en route, souvent emprisonnée, elle est l'agitatrice officielle de la Fédération du travail.

Mais à ce type un peu romantique s'opposent les présidents de syndicats ou de fédérations, gentlemen corrects et froids, diplomates et stratèges de premier ordre, qui exercent l'autorité du talent et de l'énergie sur leurs armées de plusieurs centaines de mille hommes et qui ne sont pas moins remarquables dans leur genre que leurs adversaires, les Vanderbilt ou les Carnegie. John Mitchell, le chef des 350.000 adhérents des Mineurs unis d'Amérique, est un bel échantillon de l'espèce humaine. Il a 33 ans, il a travaillé dans la mine depuis 13 jusqu'à 26 ans; depuis sept ans, son intégrité, ses allures correctes et réservées, son calme, sa prudence lui donnent sur ses camarades une influence énorme, incontestée. Il n'est, il est vrai, que leur président constitutionnel. Il avait voté contre la dernière grève; cela ne l'empêcha pas, lorsque la majorité se fut prononcée, d'en prendre la direction, de la conduire avec un admirable sang-froid, d'opposer à toutes les colères de ses adversaires une invariable proposition d'arbitrage, et de terminer le conflit par une victoire.

Les patrons maintiennent donc leur droit à contracter avec leurs ouvriers à titre individuel. Les Unions tendent, au contraire, à leur imposer le contrat collectif de travail, un tarif débattu annuellement entre leurs représentants et ceux du patronat. La constitution parallèle des trusts et des fédérations nationales, en mettant en face l'une de l'autre deux grandes organisations, l'une capitaliste, l'autre ouvrière, rend l'établissement d'un tel contrat possible.

Les préférences des ouvriers ont d'abord été pour l'échelle mobile des salaires. En 1867, les mineurs du bitumineux obtenaient déjà que leurs salaires varieraient avec le prix du charbon. Dès 1863, les Fils de Vulcain avaient obtenu la fixation du salaire sur le prix moyen des fontes.

Mais les ouvriers, à l'expérience, s'aperçurent des inconvénients du système. L'échelle mobile n'était pas une réelle *participation aux bénéfices*, car les bénéfices du patron n'augmentent et ne diminuent pas nécessairement avec le prix courant : lorsque la diminution du prix courant avait pour cause la baisse du prix de revient, ou du prix de transport, ou de l'accroissement de la production, elle se traduisait en bénéfices supplémentaires pour le patron, en une baisse de salaire pour l'ouvrier. L'échelle mobile était une *participation aux pertes*, et le salaire pouvait tomber au-dessous du *living-wage*, c'est-à-dire du minimum indispensable à la vie.

Il fallait donc remplacer l'échelle simple par un contrat collectif, fréquemment révisé, et reposant sur le minimum de salaire. Depuis la grève de 1892, l'Amalgamated, par exemple, a fait triompher le système suivant.

Le comité syndical est reconnu par le syndicat des patrons ; il peut avoir communication de leurs livres de comptes. Tous les ans, en avril-mai, les membres du comité soumettent à leur congrès un projet de salaires. Puis ils négocient avec les patrons un arrangement, qui fixe un minimum de salaire pour chaque catégorie d'ouvriers, minimum correspondant à un certain prix pour un produit coté ; au-dessus de ce minimum, toute hausse de prix du produit déterminera une hausse proportionnelle du salaire. On aura une idée de l'importance de ces contrats collectifs en songeant que l'échelle mobile de 1901-1902 est une brochure de 38 pages.

Ajoutons que ce système est, en dépit des apparences, une institution de « paix sociale ». Depuis 1892, une seule des nombreuses discussions qui se sont produites à son sujet chez les métallurgistes s'est terminée par une grève. S'il s'élève des difficultés, un comité ouvrier de l'usine, puis le Comité national doivent d'abord négocier, et, pendant tout le temps que dure l'enquête, le travail continue provisoirement. La grève doit être autorisée par le Comité national si les grévistes veulent avoir droit au secours de grève. En effet, l'organisation du contrat collectif de travail est une porte ouverte à l'arbitrage.

La dernière grève de l'acier, en 1901, n'a pu aboutir à l'arbitrage. Le trust a refusé à l'Amalgamated tout droit d'intervenir dans les usines dont les ouvriers n'étaient pas presque en totalité syndi-

qués. L'Amalgamated a été battue, peut-être parce qu'elle n'avait pas eu le concours de la Fédération.

Plus heureux fut John Mitchell, en 1902. A la suite d'un rapport du secrétaire fédéral du travail, plutôt favorable aux ouvriers, le président Roosevelt convoqua John Mitchell et les présidents des quatre principales compagnies du trust de l'anthracite. L'échec fut complet : les présidents refusèrent toute négociation, et réclamèrent l'emploi des troupes fédérales contre les grévistes. Mais M. Roosevelt ne se découragea pas ; il fit exercer une pression sur le banquier Morgan, principal soutien financier du trust, et celui-ci, plus puissant que le chef de l'Etat, força ses clients à soumettre le litige à une commission nommée par M. Roosevelt.

En principe, cependant, l'autorité fédérale ne peut intervenir dans les conflits. Si 24 Etats ont établi des conseils officiels d'arbitrage, la confédération ne peut rien, sauf lorsque le conflit porte obstacle à l'*Interstate commerce*.

C'est pourquoi, à la suite de la grève des chemins de fer de 1894, et sous l'influence de l'*Interstate commission*, une loi du 1^{er} juin 1898 a établi l'arbitrage national pour tout conflit entre les compagnies de transport faisant le service dans un ou plusieurs Etats et leurs employés. En ce cas, l'association ouvrière et la compagnie nomment chacune un arbitre, lesquels choisissent un surarbitre. L'arbitrage n'est pas obligatoire. Mais la sentence, une fois rendue, est légalement obligatoire : employés ou patrons mécontents ne pourront se séparer que trois mois plus tard, et en se prévenant un mois d'avance. — La procédure d'*injonction* ne pourra fonctionner pendant la durée de l'arbitrage.

Cette loi de 1898 a une portée considérable. Pour la première fois, le Congrès fédéral a reconnu les Unions ouvrières comme représentant légalement les ouvriers : il suffit, en effet, pour qu'une association puisse désigner un arbitre, qu'elle comprenne la majorité des ouvriers intéressés ; les employés non syndiqués ne sont liés, d'ailleurs, par la sentence arbitrale que s'ils y adhèrent par écrit.

On le voit, malgré la résistance de quelques patrons, l'organisation des *trusts* d'une part, des Fédérations ouvrières de l'autre, a pour effet d'orienter de plus en plus la vie industrielle des Etats-Unis vers le contrat collectif de travail, contrat conclu sur une base nationale, c'est-à-dire pour toute l'étendue du territoire.

Et, contrairement à ce que disaient les prophètes de malheur, ce système du contrat collectif semble plus favorable que nuisible à la paix sociale. L'organisation en quelque sorte constitutionnelle de la grève a pour effet de raréfier la grève. C'est ainsi que

la grève des mécaniciens de Chicago, en 1900, a cessé comme par enchantement le jour où l'Association nationale de l'industrie métallurgique, se substituant aux seuls patrons de Chicago, est entrée directement en rapports avec l'Union nationale des ouvriers mécaniciens. Entre ces deux puissances, l'une de 3 milliards, l'autre de 100.000 hommes, une convention fut conclue, valable pour les Etats-Unis et le Canada.

Dans les luttes économiques, comme dans les conflits internationaux, l'arbitrage apparaît comme le meilleur moyen de rendre les guerres moins fréquentes et moins meurtrières.

H. HAUSER.

Le gérant : E. FROMANTIN.

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Les poètes secondaires du XVIII^e siècle.

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Louis Racine : poèmes de la Grâce et de la Religion.

La première en date des œuvres poétiques de Louis Racine est son poème *sur la Grâce*. Il l'a écrit lorsqu'il était à l'Oratoire comme pensionnaire (il ne fut jamais prêtre), et sous l'inspiration de ses savants commensaux et amis. C'était aux environs de 1716 et de 1718. Le moment se trouvait assez propice, puisque, depuis 1640 jusqu'à cette date, la question de la grâce n'avait cessé d'être discutée ; les esprits commençaient seulement à s'apaiser, et, si les poètes sont destinés à éteindre plutôt qu'à attiser les querelles, une œuvre didactique comme celle-là ne devait pas, alors, être trop mal venue. Louis Racine, lecteur fervent de saint Augustin, de Bossuet et de Pascal, était tout plein de son sujet, et l'on s'explique qu'il ait songé à le mettre en vers. Il y a, du reste, sur tout sujet un poème à faire, car la poésie n'est pas une matière distincte, mais seulement une manière d'entendre, d'imaginer et de colorer les choses. Cependant certains sujets sont plus ou moins propres à ce travail, et la grâce est bien de ceux qui s'y prêtent le moins. Il faut faire œuvre, pour en parler, de psychologue et de dialecticien. Ce qui relève de la psychologie, à

savoir la peinture de l'infirmité humaine qui rend la grâce nécessaire, peut aisément revêtir les couleurs de la poésie ; mais il n'en est pas de même des discussions purement logiques par lesquelles on met aux prises, par exemple, la liberté de l'homme et la prescience divine : une certaine limpidité d'exposition, voilà tout ce que nous devons attendre en telle matière. Louis Racine ne nous donnera pas et, à vrai dire, ne cherchera pas autre chose, imitant en cela les poètes ses contemporains, pour qui la poésie n'est qu'une prose élégante et claire. Ces versificateurs ont leur muse préférée dans la difficulté vaincue ; leur art est un jeu d'adresse verbale et ne rappelle en rien la grande poésie. La majeure partie du poème *sur la Grâce* ne nous montrera rien de plus.

Le poète nous expose lui-même, dans sa préface, avec beaucoup de lucidité, le plan qu'il a suivi. Il s'est donné trois points à développer : premier point, l'omnipotence de Dieu ; deuxième point, la liberté de l'homme. Il y a, entre ces deux faits, une antinomie fondamentale qu'il s'agit ou de résoudre ou simplement de constater, en reconnaissant qu'il est impossible de repousser aucun des deux termes. Troisième point : cette liberté, dont nous ne pouvons douter, nous sentons cependant qu'elle est très faible. De là, la nécessité d'un secours étranger qui s'appelle la grâce. Ici, l'écrivain s'arrête un instant pour s'excuser d'aborder un sujet déjà traité par d'autres, et, parmi ses devanciers, il s'amuse — amusement périlleux — à compter le païens eux-mêmes, qui ont eu, prétend-il, comme la vue indistincte de cette question. Il écrit, par exemple :

« Homère, qui répète si souvent que rien n'arrive que par la volonté divine, fait dire à Achille : « Les dieux donnent la victoire, mais c'est à vous à modérer votre fierté et votre colère. » (*Iliade*, X.) Achille est donc le maître de son cœur ; et le même Homère dit, dans l'*Odyssée*, liv. XXIII, « qu'il dépend des dieux de rendre insensée la personne la plus sage, et de rendre sage la personne la plus insensée. »

Voilà bien ce qu'on peut appeler la puissance psychologique de la divinité. Que les anciens aient reconnu sa puissance matérielle, personne ne l'ignore. Mais son influence sur les mouvements de notre petite horloge cérébrale, de notre âme, c'est ce que l'on ne songe guère à rechercher chez les écrivains anciens. Or cette influence, conclut un peu imprudemment peut-être Louis Racine, qu'est-ce autre chose que la grâce ?

« Les païens ont été souvent jusqu'à faire les dieux auteurs des crimes, pour excuser leurs passions, dont ils prenaient la violence pour une force divine :

Sua cuique deus fit dira libido.

Ils trouvaient fort commode, quand ils avaient commis quelque faute, de la rejeter sur les dieux :

Crimen erit superis et me fecisse nocentem,

dit Caton, dans Lucain. »

Suit une digression littéraire assez oiseuse. Puis Louis Racine fait cette remarque fort juste, que Corneille a traité la question de la grâce à deux reprises, la première fois dans *Polyeucte*, la seconde dans *Œdipe*. Néarque, en effet, définit la grâce et indique les mesures diverses dans lesquelles elle s'épanche du ciel sur nous : « Dieu, dit-il, est toujours tout juste et tout bon, .

Mais sa grâce

Ne descend pas sur nous avec même efficace.
Après certains moments que perdent nos langueurs,
Elle quitte ces traits qui pénètrent les cœurs ;
Le nôtre s'endurcit, la repousse, l'égare :
Le bras qui la versait en devient plus avare.
Et cette sainte ardeur, qui doit porter au bien,
Tombe plus rarement, ou n'opère plus rien.

Corneille marque là, avec sa force et sa précision ordinaires, ce qu'on pourrait appeler les péripéties de l'action de la grâce. Dieu agit par elle sur nous ; mais, de notre côté, nous agissons aussi sur elle, nous la rendons plus ou moins efficace selon l'ardeur avec laquelle nous la recevons. Dans *Œdipe*, c'est la liberté humaine, question connexe à celle de la grâce, qui est décrite avec la même netteté et la même vigueur. Louis Racine a peut-être le mérite d'avoir découvert, le premier, chez notre grand tragique l'importance philosophique et théologique de ce passage.

« Ces deux langages, écrit-il, si contraires et si communs chez les païens ; ont été bien rendus par Corneille dans son *Œdipe*. Il fait dire à Jocaste :

C'était là de mon fils la noire destinée :
Sa vie, à ces forfaits par le ciel condamnée,
N'a pu se dégager de cet astre ennemi,
Ni de son ascendant s'échapper à demi.

Et Thésée, par sa réponse, détruit cette absurde opinion d'une force nécessitante :

Quoi ! la nécessité des vertus et des vices
D'un astre impérieux doit suivre les caprices ?
Et Delphes, malgré nous, conduit nos actions
Au plus bizarre effet de ses prédictions ?

L'âme est donc tout esclave : une loi souveraine
 Vers le bien ou le mal incessamment l'entraîne,
 Et nous ne recevons ni crainte ni désir
 De cette liberté qui n'a rien à choisir?...
 D'un tel aveuglement veuillez me dispenser.
 Le ciel, juste à punir, juste à récompenser,
 Pour rendre aux actions leur peine ou leur salaire,
 Doit nous offrir son aide, et puis nous laisser faire.

Les vers sont merveilleux et parfaitement dignes d'être cités dans les traités de philosophie. Corneille est un des meilleurs représentants de la poésie philosophique, genre dans lequel les Français ont toujours excellé.

N'enfonçons, toutefois, ni votre œil ni le mien
 Dans ce profond abîme où nous ne voyons rien.

Sans doute, mais il faut avouer que Corneille y a, pour sa part, distingué quelque chose. Ces beaux vers, dit Louis Racine, sont l'exacte vérité, excepté celui-ci :

Doit nous offrir son aide et puis nous laisser faire ;

et nous la continuer, diraient les Jansénistes, jusqu'au moment où nous la détruisons par notre résistance. Ce vers-là, ajoute Racine, un poète pouvait l'écrire, mais un chrétien n'a jamais dû le penser.

Tels sont les points que l'auteur du poème de la *Grâce* développe, tour à tour, dans ses trois premiers chants. Le quatrième se compose d'exemples et de souvenirs empruntés à ses guides, à saint Augustin, à saint Thomas, à Bossuet, et destinés à illustrer les théories didactiques précédentes. Après cette vue générale sur l'ouvrage, essayons maintenant de relever les passages les plus dignes d'être examinés de près.

C'est d'abord l'invocation. Tout poème épique ou didactique doit commencer par un appel aux muses ou à la divinité. Ici, c'est naturellement Dieu que le poète va invoquer. Après quelques vers qui contiennent, comme le texte d'un prédicateur, l'annonce de son sujet, voici dans quels termes il s'exprime :

Oui, Seigneur, j'entreprends de lui prêter ma voix.
 Trop faible est le soldat pour défendre tes droits.
 Si par ta grâce, ici, je combats pour ta grâce,
 Rien ne peut ébranler ma généreuse audace,
 Dussent les libertins déchirer mes écrits :
 Trop heureux si pour toi je souffre des mépris !
 Que ta bonté, grand Dieu, veuille m'en rendre digne :
 De tes riches faveurs, faveur la plus insigne !

Pour en être honorés, les saints ont fait des vœux,
 Et moi j'en fais pour vivre et pour mourir comme eux.
 Daigne donc agréer et soutenir mon zèle :
 Tout fidèle que je suis, j'embrasse ta querelle.
 La grâce que je chante est l'ineffable prix
 Du sang que sur la terre a répandu ton Fils.
 Ce Fils, en qui tu mets toute ta complaisance,
 Ce Fils, l'unique espoir de l'humaine impuissance,
 A défendre sa cause approuve mon ardeur ;
 Mais, animant ma langue, chauffe aussi mon cœur :
 Que je sente ce feu qui par toi seul s'allume,
 Et que j'éprouve en moi ce que décrit ma plume ;
 Non comme ces esprits tristement éclairés,
 Qui connaissent la route et marchent égarés,
 Toujours vides d'amour, et remplis de lumière,
 Ardents pour la dispute, et froids pour la prière.

Prenez, dans les *Harmonies* de Lamartine, les morceaux de moyenne valeur, ceux que nous n'admirons pas particulièrement ; ils ne sont guère supérieurs à cette page. Louis Racine ne s'élève jamais plus haut ; mais il a souvent de ces vers purs, limpides, d'un tour noble, qu'on lit encore avec beaucoup d'agrément.

Vent-on le voir s'essayant à traduire en vers des idées abstraites ? Le difficile est alors de découvrir certaines images correspondantes. En voici, dans le 1^{er} chant, un exemple tout à fait heureux. Il s'agissait de décrire l'état spirituel de l'homme avant la chute ; l'homme jouissait alors d'une très grande liberté et d'une abondance de grâce qui nous sont refusées aujourd'hui. Cela n'est point aisé à faire comprendre. Voici comment s'en tire Louis Racine :

Tout était juste en lui, sa force était entière :
 Il pouvait, sans tomber, poursuivre sa carrière,
 Soutenu cependant du céleste secours
 Qui, pour aller à Dieu, le conduisait toujours.
 Non qu'en tous ses désirs par la grâce entraînée
 L'âme alors dût par elle être déterminée.
 Ainsi, sans le soleil, l'œil, qui ne peut rien voir,
 A cet astre pourtant ne doit point son pouvoir.
 Mais au divin secours, en tout temps nécessaire,
 Adam était toujours maître de se soustraire.
 Ainsi le soleil brille, et par lui nous voyons ;
 Mais nous pouvons fermer nos yeux à ses rayons.

Boileau eût été charmé de ce passage, et à bon droit, car la comparaison s'adapte à peu près exactement à l'idée, et la rend plus lumineuse qu'elle n'était dans sa forme abstraite.

Je rappelais tout à l'heure Lamartine ; notons qu'avant lui Louis Racine a presque fait les vers célèbres :

Borné dans sa nature, infini dans ses vœux,
L'homme est un Dieu tombé qui se souvient des cieux.

Il écrit, en effet :

C'est du haut de son trône un roi précipité,
Qui porte sur son front un trait de majesté.

Le second vers n'affaiblit point trop le premier, qui est vraiment beau.

Le poème de la *Grâce* contient, d'autre part, un certain nombre de ces descriptions morales, qu'aimaient beaucoup les hommes du *xvii^e* siècle : par exemple, celle de l'orgueil. Elle est tout à fait à sa place dans un ouvrage de ce genre, car qu'est-ce que l'orgueil, sinon la négation de la grâce ? Croire à la grâce, c'est en effet croire que l'homme, en dépit de toute sa volonté, reste impuissant à faire le bien par lui-même, parce qu'il est misérable et porte la tare du péché originel. Il y a, au contraire, une théorie d'après laquelle nous aurions en nous, au sens latin du mot, une *vertu*, c'est-à-dire une force pour le bien à peu près illimitée : c'est la théorie stoïcienne. On répond à ces philosophes : votre divinisation de la puissance humaine procède du principal défaut qui s'oppose en nous aux bienfaits de la grâce, à savoir l'orgueil. Ainsi se trouve amenée la description de Louis Racine :

L'orgueil, depuis ce jour, entra dans tous les cœurs.
Là de nos passions il nourrit les fureurs.
Souvent il les étouffe ; et, pour mieux nous surprendre,
Il se détruit soi-même et renaît de sa cendre.

Voilà une excellente analyse. Il y a, en effet, du bon et du mauvais dans l'orgueil : on peut être vertueux par orgueil ; malheureusement, en se détruisant, l'orgueil se recrée lui-même. C'est l'idée très finement rendue par Toppfer dans sa dissertation sur ce fond d'amour-propre, toujours vivace en nous, qu'il appelle *le bourgeon*. Ce qu'il y a de terrible, dit-il à peu près, dans la puissance de vitalité du bourgeon, c'est que, lorsqu'il se détruit, il s'ensemence de nouveau. On dit, en effet : je puis me flatter de n'avoir plus de vanité ; et cela même, c'est de la vanité. Louis Racine continue :

Toujours contre la grâce il veut nous révolter.
Pour mieux régner sur nous, cherchant à nous flatter,
Il relève nos droits et notre indépendance ;
Et, de nos intérêts embrassant la défense,
Nous répond follement que notre volonté
Peut rendre tout facile à notre liberté.
Mais comment exprimer avec quelles adresses
Ce monstre sait de l'homme épier les faiblesses ?

Sans cesse parcourant toute condition,
 Il répand en secret sa douce illusion :
 Il console le roi que le trône emprisonne,
 Et lui rend plus léger le poids de sa couronne ;
 Aux yeux des conquérants de la gloire enivrés,
 Il cache les périls dont ils sont entourés ;
 Par lui, le courtisan du maître qu'il ennuie
 Soutient, lâche flatteur, les dédains qu'il essuie ;
 C'est lui qui d'un prélat, épris de la grandeur,
 Ecarte les remords voltigeant sur son cœur ;
 C'est lui qui fait pâlir un savant sur un livre,
 L'arrache aux voluptés où le monde se livre,
 D'un esprit libertin lui souffle le poison,
 Et plus haut que la foi fait parler la raison ;
 C'est lui qui du palais descend dans les chaumières,
 Donne à la pauvreté des démarches altières.
 Lui seul nourrit un corps par le jeûne abattu.
Il suit toujours le crime, et souvent la vertu.

La page est excellente, gâtée vers le milieu par un peu de délayage ; mais il faut louer la façon dont la thèse est posée, et dont la conclusion est adaptée au développement. Vous vous jugez vertueux ; sans doute, mais vous puisez votre vertu dans l'orgueil, et l'orgueil lui-même n'est plus de la vertu.

Louis Racine met assez bien en vers, dans son poème, certains textes de Pascal, de Bossuet et de saint Augustin. On peut voir, au chant I^{er}, le passage sur l'homme, qui commence ainsi :

D'où lui vient sa grandeur, d'où lui vient sa sagesse ?

C'est le fameux passage : « Quelle chimère est-ce donc que l'homme, etc. ? » complété par quelques autres pensées de Pascal, que notre poète résume ou développe avec une vigueur très suffisante. Il réussit un peu moins bien, quoique passablement encore, dans sa paraphrase de la page de Bossuet sur les anciens qui, dit le grand orateur, se sont crus vertueux, mais n'ont connu que l'apparence de la vertu, et en ont reçu leur juste récompense, *vani vanam*.

Il faut s'arrêter davantage à une traduction de saint Augustin, qui a presque autant de mérite que l'original, à l'invention près. Louis Racine s'y est montré véritablement grand poète ; il n'a point fléchi dans sa lutte avec un si puissant modèle, et lui a même donné quelques beautés de style particulières. Ce sont plusieurs passages des *Confessions* pris cà et là et soudés ensemble avec beaucoup d'adresse ; le poète fait parler saint Augustin lui-même :

Ma fougueuse jeunesse, ardente pour les crimes,
 Me fit courir d'abord d'abîmes en abîmes.

Je vous fuyais, Seigneur, vous ne me quittiez pas,
 Et, la verge à la main, me suivant pas à pas,
 Par d'utiles dégoûts vous me rendiez amères
 Ces mêmes voluptés à tant d'autres si chères.
 Vous tonniez sur ma tête ; à vos pressants avis
 Mamère s'unissait en pleurant sur son fils.
 Je n'entendais alors que le bruit de ma chaîne :
 Chaîne de passions qu'un misérable traîne.
 Ma mère par ses pleurs ne pouvait m'ébranler,
 Et vous tonniez, grand Dieu ! sans me faire trembler !
 Enfin de mes plaisirs l'ardeur fut amortie,
 Je revins à moi-même et détestai ma vie.
 Je voyais le chemin, j'y voulais avancer ;
 Mais un funeste poids me faisait balancer...
 Un sommeil léthargique accablait ma paupière ;
 M'éveillant quelquefois, je cherchais la lumière,
 Et, dès qu'un faible jour paraissait se lever,
 Je refermais les yeux de peur de le trouver.
 Une voix me criait : « Sors de cette demeure. »
 Et moi, je répondais : un moment ! tout à l'heure !
 Mais ce fatal moment ne pouvait point finir,
 Et cette heure toujours différait à venir...

Nous trouvons, dans ces vers, outre les qualités ordinaires à Louis Racine, cette force qui lui est trop souvent étrangère, et qu'il a su prendre ici à saint Augustin. Autre mérite : il a eu l'habileté de composer son récit comme un vrai drame, avec plus de symétrie et de justes proportions qu'il n'y en a certes dans le texte latin, et ce n'est point là le fait d'un adaptateur vulgaire.

Il faudrait encore signaler dans ce poème *de la Grâce*, comme dignes d'être lus, plusieurs sermons, et, au chant IV, une description de la puissance de Dieu tout à fait remarquable. Je citerai seulement, pour terminer, deux beaux traits isolés, celui-ci d'abord :

Nous tremblons ; c'est assez, unissons notre foi.
 — Je tremble comme vous ; espérez comme moi.

et celui-là même par lequel le poète conclut :

Daigne affermir encor ceux qui te sont fidèles.
 Donne-nous ces secours que tu nous as promis.
 Donne la grâce enfin, même à nos ennemis.

Ce mot de la fin est un peu trop peut-être une épigramme ; il aurait plu certainement à Boileau.

*
* *

Le poème *de la Grâce* obtint un succès considérable dans le monde ecclésiastique, mais non auprès du grand public. On

déclara que c'était un très beau poème, excellent à placer dans un livre d'heures. Louis Racine prit conscience de ce qui manquait à sa première œuvre, et, quinze ans plus tard, il songea à un sujet d'un caractère moins circonstancié. Il se dit que la religion elle-même lui fournirait une matière, trop vaste sans doute, mais plus féconde et plus propre à intéresser les lecteurs ordinaires. C'est ainsi qu'il écrivit, en six chants, son second poème, qui l'emporte certainement en valeur littéraire sur le premier.

Lui-même nous indique comment il le conçut. « J'en ai conduit le plan, dit-il, sur cette courte pensée de M. Pascal : ceux qui ont de la répugnance pour la religion, il faut commencer par leur montrer qu'elle n'est pas contraire à la raison ; ensuite, qu'elle est vénérable ; après, la rendre aimable, faire souhaiter qu'elle soit vraie ; montrer qu'elle est vraie, et enfin qu'elle est aimable. » Il est très intelligent de la part de Louis Racine de s'être aperçu qu'il y avait, dans ces lignes, le sommaire complet d'une apologétique. J'en voudrais seulement intervertir deux parties : faire voir d'abord que la religion n'est pas contraire à la raison ; puis qu'elle est conforme à la raison, c'est-à-dire vraie, puis qu'elle est vénérable, enfin qu'elle est aimable. On trouverait, d'ailleurs, dans ce plan les différentes formes qu'a prises successivement l'apologétique à travers les siècles. Les apologistes du Moyen-Age, comme Thomas d'Aquin, se sont efforcés de montrer que la religion n'est pas contraire à la raison, puis qu'elle lui est conforme ; ceux du ^{xvii}^e siècle, sans abandonner ces deux premiers points, ont surtout prouvé qu'elle est vénérable ; et, enfin, sont venus, avec Chateaubriand, par exemple, des apologistes plus mondains qui ont mis en pleine lumière le caractère aimable, la magnificence et la sublimité de la religion.

Louis Racine emploie tout son chant I^{er} à exposer les preuves de l'existence de Dieu, par l'ordre de l'univers, par l'idée de Dieu et par la loi morale. Il en conclut que la religion n'est pas contraire à la raison.

Dans le chant II, il prouve qu'elle lui est conforme, en faisant voir que, par ses forces, en tant qu'elle est puissante, elle nous dirige du côté de Dieu, et que, par ses faiblesses et ses variations, elle excite en nous le besoin d'une vérité révélée.

La comparaison du mahométisme et du judaïsme, au chant III, lui semble établir que le christianisme est une religion révélée. Un peuple d'abord a été seul à la connaître, puis tous les peuples l'ont connue, et voilà ce qui doit la rendre profondément vénérable.

Le IV^e chant met en relief le caractère aimable de la religion.

Le V^e nous fait revenir en arrière, à la grandeur et aux limites

de la raison. Ces développements auraient certainement été mieux placés au chant II.

Le chant VI est dirigé contre les libertins et contre ceux qui ne se dérobent à la religion que par faiblesse, parce qu'ils sont asservis à leurs partisans. Le poète confirme ainsi, à la fois, ce qu'il a dit de la vérité de la religion, et ce qu'il a dit de son caractère aimable.

Dans ce poème, ainsi disposé, les bonnes pages ne manquent pas ; mais ce qu'il faut noter, en premier lieu, c'est le courage que montre Louis Racine à aborder les questions les plus arides et les plus épineuses : telle la preuve, singulièrement subtile, de l'existence de Dieu donnée par saint Anselme : à savoir que Dieu est, parce que l'homme a dans son esprit l'idée de Dieu. Comme l'argument est très difficile à soutenir, Louis Racine l'aborde en grande confiance, avec une belle hardiesse ; puis, sentant ses reins fléchir, il se dérobe ingénument par un chemin de traverse. Le passage est, à cet égard, des plus intéressants. Voici comment il débute :

Quelle main, quel pinceau dans mon âme a tracé
D'un objet infini l'image incomparable ?
Ce n'est point à mes sens que j'en suis redevable !
Mes yeux n'ont jamais vu que des objets bornés,
Impuissants, malheureux, à la mort destinés.
Moi-même je me place en ce rang déplorable,
Et ne puis me cacher mon malheur véritable ;
Mais d'un être infini je me suis souvenu,
Dès le premier instant que je me suis connu.

Nous n'avons sous les yeux que des objets finis ; pour que notre esprit pense l'infini, il faut donc que cette idée ait été mise en lui par une cause surnaturelle ; donc cette cause, c'est-à-dire Dieu, existe. — C'est ce que Louis Racine exprime fort clairement. Mais voyez-le, maintenant, échapper à l'étreinte de ce dur syllogisme qu'il s'est imposé à lui-même :

D'un maître souverain redoutant la puissance,
J'ai, malgré ma fierté, senti ma dépendance.
Qu'il est dur d'obéir et de s'humilier !
Notre orgueil cependant est contraint de plier :
Devant l'être éternel tous les peuples s'abaissent ;
Toutes les nations, en tremblant, le confessent.
Quelle force invisible a soumis l'univers ?
L'homme a-t-il mis sa gloire à se forger des fers ?

La question n'est pas de savoir si nous avons, ou non, l'idée de l'infini, mais si cette seule idée peut prouver la réalité de l'infini. Louis Racine sort donc ici du vrai sujet. Néanmoins, l'épreuve était rude, et il s'y est montré assurément un assez fort et un assez agréable joueur.

C. B.

L'intervention de Napoléon en Europe

Cours de M. G. DESDEVISES DU DEZERT,

Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand.

Conclusion.

César pensait n'avoir rien fait, tant qu'il lui restait quelque chose à faire. Là est le grand secret de sa fortune.

Napoléon eut la serre moins forte et moins tenace. Là est la cause profonde de sa chute.

Vivant au milieu d'une civilisation bien plus compliquée que celle où vécut le Romain, il en avait étudié patiemment la structure, il la connaissait dans le détail et dans l'ensemble, il la comprenait dans toute sa complexité et jusque dans ses contradictions. Il eut des choses existantes une vision très exacte et d'une extraordinaire netteté ; mais, décidé à bouleverser le monde qu'il avait devant lui, il ne se représenta pas avec la même netteté quel serait le monde qu'il voulait créer. Chez lui, la part du rêve fut plus grande encore que celle de l'action, et sa pensée resta trouble et confuse. Il y eut, dans son personnage même, des contradictions fondamentales qui durent toujours gêner ses mouvements. La nature l'avait fait aristocrate, aristocrate jusque dans les moelles, épris de gloire et de puissance, sans scrupule sur les moyens, fort dédaigneux des intérêts et du droit d'autrui. Les circonstances avaient fait de lui le champion de la Révolution, le représentant de la démocratie jacobine devant l'Europe monarchique et féodale. — Son idéal politique est un pur idéal de conservateur : un gouvernement fort, sachant commander, et auquel personne n'a le droit de faire d'opposition. « On devrait couper la langue d'un avocat qui parle contre le gouvernement. » — Et ce conservateur apparaît chez les autres comme un révolutionnaire sans frein ; il importe partout sa constitution et son code, son goût inné pour le machinisme politique. — Sa gloire est surtout militaire : c'est à la pointe de l'épée qu'il a conquis sa couronne ; la guerre, il le nierait en vain, est sa passion dominante, il s'y complaît, il y respire comme dans son atmosphère naturelle, et, cependant, il comprend que la guerre ne peut être qu'une crise dans la vie d'une nation et que la paix seule-

peut asseoir définitivement sa puissance. — Presque indifférent en matière morale et très sceptique en matière de dogme, il est cependant le restaurateur de l'Eglise ; il subventionne le culte, mais il ne pratique pas ; il voit la religion avec les yeux d'un politique. Il fait sienne l'abominable maxime « qu'il faut une religion pour le peuple ».

Il joue donc presque toujours un rôle ; il s'est souvent perdu dans la diversité de son personnage, et, ne sachant plus ce qu'il était, il a su moins encore ce qu'il voulait.

Cette singulière défaillance de la volonté, il ne l'a peut-être montrée en aucune circonstance plus clairement qu'en cette affaire d'Espagne, si mal engagée, si mal poursuivie, si pitoyablement terminée.

Qu'a-t-il voulu faire de l'Espagne ?

Il est impossible de le savoir.

Peut-être a-t-il voulu simplement en faire un champ de bataille !

En cela, encore, il aurait échoué, puisqu'il y a été vaincu.

Il s'est donné, tout d'abord, comme l'imitateur de Louis XIV. Il a voulu mettre Joseph sur le trône d'Espagne pour *qu'il n'y eût plus de Pyrénées*. Il a rêvé une conquête pacifique, et, pour ne pas avoir à faire la guerre, il a essayé de désarmer traîtreusement l'Espagne. Il s'est fait livrer un corps de quinze mille Espagnols, qu'il a envoyé en Danemark. Il a occupé, comme allié, Barcelone et Pampelune, Burgos et Madrid. S'aidant de la sottise de ses adversaires, il les a fait tomber tous dans le même piège, et des renonciations du fils et du père il s'est fait un titre, sans valeur légale, mais à l'aide duquel il a espéré tromper toute une nation. L'immoralité flagrante de ses procédés ne lui échappait pas, il savait tout ce qu'avait de blâmable le rôle qu'il assumait ; il justifiait sa conduite par la raison d'Etat, par l'intérêt de son Empire, par la nécessité de prévenir la guerre, par les bienfaits sans nombre que la conquête française allait prodiguer à la péninsule. Il voulait être le régénérateur de l'Espagne.

L'Espagne se dresse en pied contre lui, aussitôt qu'elle a compris qu'elle est trahie et qu'on va l'enchaîner, et le régénérateur se métamorphose aussitôt en conquérant.

Sur le terrain militaire, le merveilleux génie de Napoléon lui assure encore la victoire. Il plonge sur l'armée espagnole comme dans une eau profonde, il la refoule d'une ample brassée, à droite et à gauche, et passe. Comme une vague, la sierra de Guadarrama se dresse devant lui, il est sur la crête, emporté, par son élan, avant que l'ennemi soit revenu de sa surprise, et, moins d'un mois après son entrée en campagne, il est à Madrid.

Mais, déjà, il a le sentiment de l'irréparable faute qu'il a commise, déjà cette faute lui a coûté assez cher pour qu'il comprenne que son Empire est ébranlé. « Ces diablesses d'affaires d'Espagne !... » Ce sont elles qui, à Erfurt, ont empêché la Tsar de croire à la sincérité de ses protestations pacifiques. Si le Tsar s'est détaché de lui, s'il a refusé de peser sur l'Autriche, si l'Autriche s'est remise à la solde de l'Angleterre, si l'Angleterre a une armée en Portugal, si une nouvelle coalition est à la veille de se reformer, ce sont les affaires d'Espagne qui ont réveillé toutes les craintes et toutes les rancunes des monarchies. — S'il a été obligé de gracier la Prusse, de reculer de la Vistule sur l'Oder, de rappeler dans le Midi ses plus beaux régiments et de les remplacer par des conscrits, c'est que les affaires d'Espagne le forcent à changer son front de bataille, d'un bout à l'autre de l'Europe.

Si le partage de la Turquie et la délivrance de millions d'hommes sont ajournés, si l'expédition de l'Inde recule jusque dans la zone des mirages, c'est que les affaires d'Espagne mettent la guerre aux portes de la France ; il faut renoncer aux lointaines entreprises, quand le feu menace de prendre à la maison.

Le rôle de conquérant était alors le seul possible, et, puisque Napoléon ne croyait pas pouvoir délivrer Ferdinand, il n'avait plus qu'à conquérir le pays qui ne voulait pas librement se donner à lui. Mais il fallait agir en conquérant avisé et ne pas s'en aller laissant la besogne à moitié faite.

Du 3 novembre, jour où il arrive à Vitoria, jusqu'au 2 janvier, jour où il quitte l'armée à Astorga, il est admirable ; mais pourquoi cette brusque volte-face en plein succès ? Des dépêches annonçaient-elles, comme Napoléon l'a déclaré, « la folle agression de l'Autriche ? » Il savait, depuis longtemps, à quoi s'en tenir à cet égard, et il avait du temps devant lui.

« La vérité est que Napoléon était déconcerté par cette guerre d'espèce nouvelle qu'il trouvait dans la péninsule. Elle impatientait son génie militaire, fait pour les vastes espaces et les larges déploiements d'armée. Autrefois, il avait refusé d'aller servir en Vendée. Ses espérances pouvaient trébucher au coin d'une haie, sous la canardière d'un paysan. Aujourd'hui, l'Espagne était une autre Vendée, soulevée par le même fanatisme, semée des mêmes embuscades, défendue par les mêmes moyens. Il avait assez du pays, des gens, de la tâche entreprise. *Il s'en allait, voilà tout...* » (E. Guillon, *Les guerres d'Espagne sous Napoléon*, p. 104.)

Il allait, disait-il, conquérir l'Espagne sur le Danube.

La campagne de Wagram l'occupe sept mois. Il arrive à Donauverth le 17 avril ; il livre, le 22 mai, la bataille d'Essling, le 6 juillet,

let celle de Wagram et signe, le 14 octobre, la paix de Vienne. L'Autriche, réduite à un territoire plus petit que la France de Louis XVI et à une population de 20 millions d'âmes, n'a plus droit qu'à une armée de 150.000 hommes et reconnaît Joseph Bonaparte comme roi d'Espagne.

Depuis le départ de Napoléon, les événements ont marché dans la péninsule. Soult, chargé par l'Empereur de poursuivre l'armée anglaise de Moore, ne la presse pas avec assez de vigueur et la laisse se rembarquer à la Corogne, le 18 février. Cependant il entre à la Corogne et au Ferrol, pénètre en Portugal, bat une armée portugaise devant Porto et s'empare de la ville, le 29 mars ; la route de Lisbonne lui est ouverte.

Ney occupe la Galice.

Victor bat le général Cuesta à Medellin. Sebastiani repousse Cartojal à Ciudad Real (28 mars).

Saragosse capitule le 20 février.

Le flot de l'invasion française s'étend de plus en plus.

Les quatre premiers mois de l'année 1809 ne sont marqués que par des triomphes.

Mais l'arrivée de sir Arthur Wellesley, le vainqueur de Vimeiro, change encore une fois la face des choses.

Wellesley, débarqué le 22 avril à Lisbonne, apparaît le 12 mai devant Oporto, sans que Soult ait pris la moindre précaution. Soult joue au roi de Portugal, donne des dîners, où il se laisse appeler Sire, et Wellesley arrive sur Porto avec tant de précipitation qu'il mange le déjeuner préparé pour le maréchal. La retraite de Soult entraîne celle de Ney.

Victor et Sebastiani se rabattent, de leur côté, vers le Nord.

Le Portugal et la Galice sont perdus, et nous voilà de nouveau menacés dans Madrid, avec 32.000 hommes à opposer à 70.000 Espagnols et à 28.000 Anglo-Portugais.

Joseph appelle Soult à son aide et livre bataille à Wellesley avant que Soult soit arrivé.

Ses mauvaises dispositions font de la bataille de Talavera (27-28 juillet) un choc sanglant et inutile ; il perd 6.000 hommes et bat en retraite sur Madrid, tandis que Wellesley décampe précipitamment, le 2 août, à l'approche de Soult, laissant derrière lui 5.000 malades et blessés.

L'Espagne est alors l'image du chaos ; c'est une Babel bruyante, pleine de tumulte et de confusion.

« J'ai péché dans des eaux bien troubles, disait Wellesley, mais pour celles d'Espagne, j'y renonce !... La cavalerie espagnole est presque entièrement sans discipline. Elle est, en général, bien

habillée, bien armée, bien équipée et remarquablement bien montée. Mais je n'ai jamais entendu dire que, dans une circonstance quelconque, ces troupes de cavalerie se soient comportées comme doivent le faire des soldats devant l'ennemi. Elles ne se font pas le moindre scrupule de fuir, et, après une affaire, on les trouve dans tous les villages. L'artillerie espagnole, autant que j'en ai vue, est entièrement irréprochable. Quant au grand corps de toutes les armées, je veux dire l'infanterie, il est déplorable de dire combien celle des Espagnols est mauvaise et combien elle est loin de pouvoir lutter avec celle des Français. Elle est, je crois, bien armée, mais elle est mal équipée ; quelquefois, elle n'est pas vêtue du tout.

« Il est impossible de compter sur ces troupes pour aucune opération. On dit que, quelquefois, elles se comportent bien ; mais j'avoue que je ne les ai jamais vues se comporter que mal. Les Espagnols sont réellement des enfants dans l'art de la guerre. (Lettre à Lord Castlereagh, août 1809. — Citée par Guillon, p. 143.)

Mécontent de ses alliés, Wellington ne l'est pas beaucoup moins de ses lieutenants et de ses soldats. Aucun de ses lieutenants, dit-il, ne sait son métier ; il lui faut se transporter d'une division à l'autre pour surveiller par lui-même jusqu'aux moindres détails. Ses soldats sont d'incorrigibles ivrognes et d'abominables pillards... « L'armée se conduit terriblement mal. C'est une canaille qui ne supporte pas mieux le succès que l'armée de S. John Moore ne supportait le revers. Elle pille partout... Il n'y a pas un outrage, de quelque genre que ce soit, que n'aient commis nos soldats, qui, jusqu'à ce moment, n'ont jamais souffert la moindre privation, envers une population qui nous a reçus partout comme des amis. » (Lettres à Castlereagh, — citées par Guillon, p. 124.)

Les Espagnols sont également dégoûtés des Anglais et des Français, et voudraient, disent-ils, voir pendre les Français avec les boyaux des Anglais.

La Junte refuse à Wellesley le titre de généralissime.

Dans le camp français, l'anarchie est tout aussi grande : Ney et Soult sont brouillés. Joseph et son ami Jourdan sont la risée de l'armée. Le train des équipages est désorganisé, l'artillerie manque de chevaux, la cavalerie ne peut pas toujours mettre en ligne 250 cavaliers par régiment.

Napoléon constate ce désordre et s'irrite à la pensée des fautes commises à Talavera : « Quelle belle occasion manquée ! Trente mille Anglais à cent cinquante lieues des côtes devant 100.000 hommes des meilleures troupes du monde. Mon Dieu ! qu'est-ce qu'une armée sans chef ? »

Et cette armée sans chef est encore si brillante et si redoutable qu'elle n'a qu'à se montrer pour vaincre, aussitôt que Wellesley a disparu.

Le 8 août, Mortier bat Cuesta à Puente del Arzobispo et lui prend 30 canons.

Le 11, Victor et Joseph battent Venegas à Almonacid.

Le 18 novembre, à Ocaña, 30.000 Français, sous les ordres de Soult, battent 60.000 Espagnols, en tuent 12.000, en prennent 30.000, capturent 30 drapeaux et 50 canons.

Le 28 novembre, à Alba de Tormès, Kellermann charge l'armée du duc del Parque avec 8 régiments de cavalerie, lui tue 3.000 hommes, lui fait 2.000 prisonniers et lui prend 15.000 fusils et 15 canons, sans avoir perdu plus de 18 tués et 57 blessés.

La situation de l'armée reste donc bonne, malgré la zizanie des chefs, l'éparpillement des forces, la difficulté des communications, l'intraitable hostilité des Espagnols.

Wellesley, devenu vicomte Wellington, est toujours à Lisbonne, mais Joseph est toujours à Madrid. Personne encore ne peut savoir lequel des deux chassera l'autre.

C'était le moment, pour Napoléon, de ramener, encore une fois, ses légions en Espagne, d'y rétablir, avec l'unité de commandement, la discipline et l'esprit de suite qui assurent la victoire, de reconquérir le Portugal et de jeter Wellington à la mer.

Mais la campagne d'Autriche a été si terriblement meurtrière, certains spectacles ont été si affreux, que le conquérant lui-même semble avoir pris momentanément la guerre en dégoût. — A Ebersberg, les habitants et les soldats ont été grillés pêle-mêle dans la ville incendiée : « Qu'on se figure, dit le duc de Rovigo, tous ces hommes morts, cuits par l'incendie, foulés ensuite aux pieds des chevaux et réduits en hachis sous les roues du train de l'artillerie. On marchait dans un borbier de chair humaine cuite, qui répandait une odeur infecte. Pour tout enterrer, on fut obligé de se servir de pelles, comme pour nettoyer un chemin bourbeux. » — A Essling, qui est pris et repris treize fois, les survivants se retranchent derrière les cadavres et ne se battent plus qu'à la baïonnette. — A Wagram, 310.000 hommes sont en présence, des batteries de 120 pièces tonnent à la fois contre le même point, 45.000 hommes jonchent le sol le soir de la bataille.

La paix faite, le vainqueur est tout entier à la grave affaire de son divorce et de son mariage, c'est de loin qu'il va continuer à diriger la guerre d'Espagne. N'ayant pu être le régénérateur pacifique qu'il avait rêvé, il ne veut plus être le conquérant, il sera spectateur, et spectateur ennuyé. S'il voyait quelque moyen de

mettre fin au spectacle, il l'emploierait aussitôt. Il est las de la pièce et ne s'intéresse plus aux acteurs. La guerre d'Espagne reste pour lui « une diablesse d'affaire », dont il n'aime guère qu'on lui parle et où les renommées les plus éclatantes vont s'enliser les unes après les autres.

Les deux années 1810 et 1811 sont marquées par trois grandes tentatives militaires, dont aucune ne réussit complètement, et par d'étranges caprices de l'Empereur qui achèvent de donner à toute cette période l'aspect le plus incohérent.

Les armées impériales tentent la conquête de l'Andalousie, celle du Portugal et celle du littoral méditerranéen.

Le 8 janvier 1810, Joseph quitte Madrid à la tête d'une belle armée de 60.000 hommes. Le défilé de Despeña Perros est forcé en cinq heures, le 20 janvier. Le roi entre à Cordoue le 26 et à Séville le 1^{er} février. Sebastiani s'empare de Jaen, de Grenade et de Malaga. L'Andalousie est conquise, et les habitants, las de la guerre, las des juntas, semblent disposés à accepter le nouveau roi ; Joseph est reçu à Séville avec convenance et courtoisie. Mais on a oublié d'occuper Cadix, et, quand le maréchal Victor se présente devant la place, il la trouve en état de défense, avec une garnison de 9.000 hommes, de bonnes troupes, commandées par le duc d'Albuquerque, et la flotte anglaise en rade, pour maintenir les communications de la place avec l'Espagne et avec l'Europe. — Cadix n'est pas une île, mais ne tient au continent que par une flèche de sable de 7 kil. de longueur, que les Espagnols ont coupée en son milieu ; l'isthme n'a en certaines parties que la largeur d'un chemin. Rien à faire du côté de la terre contre une telle place. Rien non plus du côté de la mer, puisqu'on n'a pas de vaisseaux. A travers la baie, les boulets français arrivent bien parfois jusqu'à la ville ; mais Cadix, où les Cortès d'Espagne sont assemblées, se laisse bombarder et ne se rend pas.

En vain, Victor monte la garde autour de la baie avec 40 à 42.000 hommes, combat les Anglais de Graham à Chiclana, élève des redoutes, prépare une flottille, arme 250 pièces de canon ; il manque de marins, il manque d'infanterie, il ne peut faire tomber l'imprenable ville dont le duc d'Angoulême s'emparera si facilement, en 1823.

Soult réside à Séville, fait une collection de tableaux qui sera vendue un million et demi après sa mort, il donne des dîners et des bals, il se promène dans ses salons les mains derrière le dos, ou une main dans le gilet ; il joue au roi d'Andalousie, comme il a joué au roi de Portugal.

Il livre à Beresford la sanglante bataille de l'Albuera, il prend

Badajoz et la repêr. Il finira, en août 1813, par évacuer l'Andalousie.

L'expédition de Portugal est confiée à l'un des plus illustres lieutenants de l'Empereur, au maréchal Masséna, dont la brillante conduite à Aspern faisait dire à Napoléon : « Qui n'a pas vu Masséna à Aspern n'a rien vu ! » On lui donne 60.000 hommes et pour lieutenants Junot et Ney. Il part de Salamanque ; mais, au lieu de marcher droit sur Lisbonne, comme avait fait Junot en 1807, il s'attarde un mois devant Ciudad Rodriga (15 juin-19 juillet), un mois devant Almeida (24 juillet-26 août), et n'entre à Viseu que le 19 septembre. Wellington est prêt à le recevoir, il a sous ses ordres 30.000 soldats anglais, 40.000 portugais, toutes les milices du royaume, et il a fait défense à tous les Portugais, sous peine de la vie, d'attendre les Français dans leurs villages. Il fait le désert devant l'ennemi.

Le 27, Wellington et Masséna sont en présence à Busaco, et Masséna ne peut débusquer les Anglais de leur formidable position ; mais Wellington ne se trouve pas encore assez en sûreté et se retire derrière ses lignes de Torres-Vedras, où 168 redoutes, établies sur trois rangs et armées de 383 pièces de canon, défendent la plage d'embarquement de l'armée anglaise. Masséna ne se croit pas assez fort pour tenter de vive force l'attaque des lignes. Il envoie le général Foy à Paris pour demander des renforts à Napoléon. Napoléon refuse, et, le 13 novembre, Masséna se replie sur Santarem, où il passe l'hiver. Au printemps de 1811, après une dernière et inutile bataille à Fuentes de Onoro, Masséna évacue le Portugal, et son successeur Marmont n'est pas de taille à renouveler la tentative.

Du côté de la Méditerranée, Suchet obtient de plus brillants succès. Avec une armée moins nombreuse, opérant dans un pays soulevé et de pénétration difficile, il marche de succès en succès et se montre aussi habile administrateur que bon général. Il s'empare de Lérida en mai 1810, de Tortose le 2 janvier 1811, et vient en mai assiéger Tarragone, réduit central de défense de la Catalogne. Il reste deux mois devant la place, lui jette 40.000 boulets, bombes ou obus, lui livre cinq assauts et l'emporte de vive force, le 28 août, dans un assaut furieux, dont les horreurs sont restées légendaires en Espagne.

Maître de Tarragone, il marche sur Valence et y fait son entrée le 10 janvier 1812.

Pendant que les maréchaux de l'Empire mènent la guerre à leur fantaisie, avec des fortunes diverses, et que nos ressources s'épuisent peu à peu en vains efforts, Napoléon accumule les fautes



politiques et semble prendre à tâche de rendre la lutte éternelle.

En 1808, il répète à qui veut l'entendre qu'il entend respecter l'indépendance et l'intégrité de l'Espagne, qu'il ne gardera pas pour lui un seul village. Joseph Bonaparte apparaît aux Espagnols cultivés comme le garant le plus sûr de l'intégrité de la patrie. Napoléon le répète encore en décembre 1808, à Madrid.

En janvier 1810, au moment où la conquête de l'Andalousie semble donner la victoire au parti français, Napoléon déclare à son frère que ses finances se dérangent, qu'il ne veut plus supporter les frais de la guerre, et que tout ce qu'il peut faire pour lui, c'est de lui donner 2 millions par mois pour entretenir les 270.000 Français noyés dans la péninsule.

Joseph se récrie, Joseph réclame : peine perdue ; et, pour ne pas entendre ses plaintes, Napoléon partage l'Espagne en grands commandements militaires, en pachaliks, dont les titulaires, indépendants les uns des autres, ne doivent à Joseph qu'une déférence de pure forme et sont, en secret, autorisés à ne tenir aucun compte de ses ordres. (Décret du 8 février 1810.)

Ce décret insensé pousse au désespoir Joseph et ses partisans espagnols, qui vont passer désormais pour complices du démembrement de l'Espagne ; et, à leurs plaintes, Napoléon répond :

« Traitez avec la régence de Cadix, que l'Espagne se soumette et je respecterai l'intégrité de la monarchie ; sinon, je ne prendrai conseil que des intérêts de la France. »

Les régents ne se sentent pas assez de confiance en sa parole pour négocier, et il se rejette sur un plan plus singulier encore. Il fait annoncer sa réconciliation avec Ferdinand VII et un projet de mariage entre ce prince et une archiduchesse d'Autriche, sœur de l'impératrice Marie-Louise. Napoléon se résigne à devenir le beau-frère du prisonnier de Valençay, et spéculé sur sa reconnaissance. Il a imposé à son frère l'acceptation du trône d'Espagne, il lui imposera sans hésiter l'abdication, s'il peut ainsi terminer cette « diablesse d'affaire », dont il ne veut plus s'occuper. Et si ce projet extraordinaire ne reçoit même point un commencement d'exécution, c'est que les Cortès refusent d'entrer en négociations avec la France, tant que Ferdinand ne sera pas rentré dans ses Etats et qu'il restera un seul Français au sud des Pyrénées.

Voyant ses avances repoussées, il en revient, en désespoir de cause, à son projet primitif du traité de partage proposé à Yzquierdo ; il prépare l'annexion à la France de tout le pays au nord de l'Ebre et envoie en Catalogne des préfets, qui ne peuvent même pas prendre possession de leurs fonctions.

Tant d'incohérences méritent le jugement sévère de Marmont : « Après avoir créé, comme à plaisir, cette résistance qui devait nous être si funeste, Napoléon n'a rien fait pour la vaincre. Au contraire, il a semblé se livrer aux soins de diminuer les chances d'y parvenir. L'extrême division des commandements, à laquelle il n'a jamais voulu renoncer ; les rivalités de toute espèce qu'il n'a jamais su réprimer ; son absence d'un théâtre où seul il pouvait faire le bien ; son refus habituel d'accorder les secours et les moyens les plus indispensables ; son obstination constante à fermer les yeux à la lumière et les oreilles à la vérité, enfin la manie, à laquelle il n'a jamais voulu renoncer, de diriger de Paris les opérations dans un pays *qu'il n'a jamais voulu ni étudier ni comprendre*, ont complété la masse de maux dont les meilleures armées de l'Europe devaient être enfin les victimes. » (*Mém. de Marmont*, t. IV.)

Avec l'année 1812 commencent les désastres.

La famine désole Madrid, où le pain se vend 30 sous la livre. Les armées françaises, partout réduites à la défensive, suffisent à peine à garder leurs positions et ne sont maîtresses que du terrain qu'elles occupent. Il n'y a ni magasins, ni moyens de transport, peu d'artillerie de campagne, la solde est arriérée, un fâcheux esprit de pillage et d'indiscipline règne dans les troupes, et, quoique la France ait encore 230.000 hommes dans la péninsule, Wellington, avec ses 60.000 Anglo-Portugais, semble maître de la situation.

Le pays, rongé par la guerre depuis quatre ans, est devenu un véritable enfer. Les soldats des deux peuples semblent possédés d'une sorte d'émulation diabolique : c'est à qui enchérira sur l'autre de fureur et de barbarie ; les vengeances et les représailles se succèdent, de plus en plus atroces, et, à ce jeu abominable, chaque nation perd toutes ses vertus et retourne jusqu'à la sauvagerie primitive. Qui reconnaîtrait l'Espagnol loyal et généreux dans le bandit qui empoisonne l'eau des fontaines, assassine les malades, achève les blessés, mutilé et torture les prisonniers ? Qui reconnaîtrait le Français sociable et bon enfant dans les pillards et les égorgés qui saccagent tous les villages par où ils passent, et brisent, souillent ou profanent tout ce qu'ils n'ont pu emporter ?

On emplirait des volumes avec tous les faits de pillage, de violence, de fureur folle qui se sont passés au cours des six lugubres années de la guerre d'Espagne. Plus saisissantes que tous les récits sont les terribles planches de Goya : les *Désastres de la guerre*. « Afrancesado » de la première heure, Goya avait espéré de la France le relèvement de sa patrie, et le spectacle de la

guerre le remplit de tristesse et de colère. Il en a écrit l'histoire sur le cuivre avec le burin et l'eau-forte ; et la vue de ces épouvantables planches donne le cauchemar.

L'année 1812 voit commencer le reflux de l'invasion, et c'est Napoléon lui-même qui en donne le signal. Au moment où tous les généraux employés en Espagne demandent des renforts, il commence à retirer des troupes. Il va se lancer dans l'affaire russe avant d'avoir terminé l'affaire d'Espagne. En Espagne, il ne veut même plus être spectateur ; la pièce l'ennuie, il tourne le dos.

L'occupation de Valence fut notre dernier succès en Espagne. Neuf jours plus tard (19 janvier 1812), la prise de Ciudad-Rodrigo faisait passer aux mains des Anglais toute l'artillerie de siège de l'ancienne armée de Portugal.

Le 6 avril, c'est Badajoz qui succombe à son tour et qui apprend à ses dépens ce qu'est la brutalité anglaise. Les excès de la soldatesque vont si loin que Wellington supprima le grog pendant quelques jours.

Maître de Badajoz et de Ciudad-Rodrigo, le général anglais marche contre Marmont, nouveau général en chef de l'armée de Portugal, et l'oblige à évacuer Salamanque pour chercher des renforts.

Marmont réorganise son armée et revient, à son tour, sur Salamanque avec une belle armée de 48.000 hommes et 75 pièces de canon. Joseph lui amène, de son côté, quatorze mille hommes et 30 canons.

Mais Marmont veut combattre avant l'arrivée du roi, il est blessé dès le début de la bataille. Bonnet, qui lui succède, est blessé ; le commandement passe à Clausel, trop tard pour éviter la défaite.

L'armée de Portugal a perdu 6.000 hommes, 2 aigles, 9 canons, et la route de Madrid est ouverte.

Joseph bat en retraite sur Valence. Le 12 août, Wellington fait son entrée à Madrid, où l'ivrognerie de ses soldats lui aliène bientôt les sympathies de la population.

Joseph trouve un appui précieux auprès de Suchet, rappelle à lui Soult et menace Wellington par le Sud, tandis que Souham, successeur de Clausel, le menace par le Nord.

Le 2 novembre, Joseph rentre à Madrid.

Le 10, les trois armées françaises du centre, du Midi et du Nord sont réunies en face de Wellington. Elles comptent 70.000 fantassins, 10.000 cavaliers, 120 pièces de canon. Wellington fuit devant elles, semant les routes de trainards et de bagages. Le brouillard et la mésintelligence des généraux français le sauvent d'une déroute complète.

La Castille est évacuée ; mais l'Anglais reste toujours maître du Portugal, et nous avons perdu l'Andalousie.

L'année 1813 va nous trouver moins forts, parce que Napoléon, obligé de se défendre en Allemagne, tire d'Espagne tout ce qu'il peut de troupes et de matériel pour combler les vides que la retraite de Russie a faits dans ses armées.

L'Empire est dangereusement miné, et ses ennemis redoublent d'efforts pour le faire crouler.

En faisant appel à toutes ses troupes, Joseph ne peut réunir que 66.000 fantassins, 10.700 chevaux et 100 pièces de canon pour faire face à Wellington, qui, bien reposé et bien pourvu, entre en campagne avec 120.000 hommes. Joseph est démoralisé, Jourdan débordé ; l'armée française, en retraite vers les Pyrénées, traîne un immense convoi de bagages et 10.000 Espagnols qui ont suivi le parti français et qui ont tout à redouter de la vengeance de leurs compatriotes.

Le 21 juin, Wellington tombe avec 60.000 hommes sur les 39.000 hommes de Joseph à Vitoria, et, après une lutte sanglante, qui lui coûte 5.000 hommes et nous en coûte 7.000, il reste maître du champ de bataille, où nous laissons 120 canons, 400 caissons, 14.000 gargousses, 2 millions de cartouches et 1.500 voitures de bagages, avec le trésor et les équipages du roi. L'armée avait été surprise en flagrant délit de déménagement.

La défaite de Vitoria marque la ruine définitive de notre domination en Espagne. Wellington poursuit méthodiquement la route qui va le mener, en dix mois, jusqu'à Toulouse par Saint-Sébastien, San-Marcial et Orthez. Suchet évacue lentement Valence et la Catalogne, et n'arrive sur l'Aude qu'en avril 1814.

Dès le 7 mars, Napoléon a renvoyé Ferdinand VII en Espagne, et, le 24 mars, les troupes du général Copons, établies sur la rive droite du Fluvia, ont acclamé le roi national.

Nous laissons en Espagne 300.000 morts et 400 pièces de canon. Si l'on compte tout ce qui a été détruit, on n'est probablement pas loin de la vérité en disant que la guerre d'Espagne a coûté la vie à un million de créatures humaines.

Cette guerre a eue les plus tristes conséquences.

Napoléon est tombé victime des coups reçus en Espagne, aussi bien que des coups reçus en Russie. Il est tombé victime de son injustice et de son monstrueux égoïsme ; mais, avec lui, est tombé le glorieux édifice de l'Empire français, auquel il sembla un moment avoir mis la dernière main ; et, maintenant que le monde est menacé de devenir anglais, allemand ou russe, il est sans doute permis de regretter qu'il ne soit pas devenu français.

L'Espagne a recouvré son indépendance politique ; mais cette guerre terrible a achevé de la ruiner, et lui a fait perdre l'Empire des Indes.

Le Portugal est retombé, plus docilement que jamais, sous la lourde tutelle de l'Angleterre.

Les nations latines, que la diplomatie de nos rois avait voulu unir, se sont trouvées plus séparées qu'elles ne l'avaient jamais été, au grand profit des nations du Nord, qui ont grandi à leurs dépens.

La France et l'Espagne, que les hommes du xviii^e siècle avaient mis tant de soin à réconcilier, ont à peine perdu le souvenir de cette horrible guerre, et, aujourd'hui encore, toute rancune n'a point disparu des masses populaires. En présence de tous ces faits troublants et douloureux, sur quelle impression allons-nous terminer cette étude de l'intervention de Napoléon en Espagne, que j'ai tâché de faire aussi impartiale que possible ?

Il me paraît que la grande leçon morale qui se dégage du spectacle de tant de violences et de tant de folies doit être une grande leçon d'indulgence et de compassion pour les erreurs des hommes.

Nous avons été parfois sévère pour Napoléon, parce que nous tenons son attentat à l'indépendance de la nation espagnole pour un dessein criminel, et parce qu'il nous a paru qu'en cette affaire il a souvent manqué à ses devoirs de chef d'Etat et même à son devoir militaire. Nous croirions, d'autre part, manquer à la justice, si nous ne tenions pas compte pour le juger des raisons très puissantes et très spécieuses qui l'ont poussé à intervenir en Espagne, de l'énergie qu'il a montrée au début pour abréger la guerre et des idées réellement civilisatrices qu'il se promettait d'appliquer après la conquête.

La France, elle aussi, n'est pas sans reproches ; elle n'a fait entendre aucune protestation contre la politique agressive de son souverain. Ses généraux et ses soldats ont contribué à éterniser la guerre par leur esprit d'indiscipline et de pillage, par leur mépris pour les mœurs, pour les sentiments et pour les croyances de leurs adversaires. Mais la France de 1808 était ivre de gloire ; et, si la lecture seule des annales de cette grande époque suffit encore à faire bouillir notre sang, quel devait être l'enthousiasme des hommes qui assistaient à ce drame incomparable, à cette féerie unique dans l'histoire, où, pendant vingt ans, un seul peuple sut tenir tête à un continent tout entier, sans que jamais la victoire osât désertir son camp !

Allez, par un beau soir d'été, quand l'arc de triomphe se profile sur la pourpre du ciel, contempler ce prodigieux monument de

la gloire française; examinez, tour à tour, le guerrier colossal de Rude et sa terrible Marseillaise, l'élégante victoire de Cortot, la Pallas d'Etex, portez vos regards sur les grands bas-reliefs de Basio, de Pradier, de Rude et de Feuchères, voyez défiler sur la frise les hommes, les chevaux, les chariots, les canons. Lisez sur les pages de pierre de ce livre colossal les noms des victoires remportées, essayez d'imaginer tout ce qu'une pareille suite de triomphes suppose d'intelligence, de persévérance, de courage, d'abnégation, d'oubli de soi-même et d'enthousiasme; vous direz-vous : « En vérité, ces gens étaient fous ? » Ne craindriez-vous pas de vous diminuer vous-mêmes en émettant un tel jugement, ne descendrez-vous pas plutôt l'immense avenue en vous disant : « En vérité, ces hommes furent grands ? »

Et l'Espagne ! n'a-t-elle pas été poussée à la révolte par l'intransigeance d'un orgueil où l'ignorance tenait une trop large part ? N'a-t-elle pas péché par excès de passion et de fanatisme ? Ne s'est-elle pas montrée, pendant et après la lutte, éprise de désordre et d'anarchie ? N'est-il pas honteux de voir un parti politique se qualifier lui-même de *servile* et un peuple crier : Vivent les chaînes ? — Mais, d'autre part, quel admirable spectacle que le soulèvement spontané et unanime de toute une nation devant l'affront de la force, quelle stoïque constance dans les revers, quel idéalisme transcendant chez ce peuple du xiii^e siècle qui se bat pour son Dieu, quand le monachisme seul est en cause, et pour son roi, quand ce roi s'appelle Ferdinand VII ! Ce peuple avait tout intérêt à n'opposer aucune résistance : l'ordre, la richesse, la civilisation, les grosses conditions bourgeoises du bonheur eussent été la récompense de sa soumission. Personne n'eût pu l'accuser de lâcheté, tant était formidable la contrainte qui pesait sur lui, et il n'a voulu ni de cet ordre, ni de cette richesse, ni de cette civilisation ; il a mieux aimé rester lui-même, mal policé, mais indépendant ; pauvre, mais fier ; à demi barbare, mais libre : libre de vivre à sa guise, à sa façon, à son plaisir, et je ne sais rien de plus glorieux qu'une semblable résolution.

Au vrai : Napoléon, les Français, les Espagnols ont été poussés en tout cela par les forces mystérieuses qui agissent sur l'humanité et dont personne n'est le maître, même un Empereur victorieux.

C'est un labeur passionnant d'étudier l'enchaînement des événements, de les voir s'attirer les uns les autres, de saisir au passage leur mode d'éboulement et de stratification ; mais c'est aussi un spectacle profondément mélancolique ; car, si notre raison cherche un but à toutes ces grandes agitations, si elle demande

la loi de toutes ces tempêtes, ce n'est pas l'histoire qui la lui donnera.

L'histoire nous permet de constater les grands changements intervenus depuis cette époque, et d'affirmer que le monde est *autre* qu'il n'était. Est-il *meilleur* ? Nous n'avons aucun droit, ni aucun moyen de l'affirmer, et la loi du progrès reste toujours à l'état d'hypothèse scientifique.

Mais, si nous ne pouvons le démontrer, notre devoir est d'agir comme si cette hypothèse n'avait plus besoin de démonstration, et de travailler sans relâche à la confirmer par les faits. Nous devons excuser les erreurs du passé et non voir en elles une excuse à nos propres fautes ; tâcher de mieux faire, sans nous croire plus infailibles.

« Tu seras savant et heureux, dit Jovellanos, si tu es vertueux. La vérité et la vertu sont unes, et le bonheur n'existe que dans leur possession. Elles seules donneront à ton âme la sécurité de la paix et la pureté de la conscience. Dans la modération des désirs est la liberté vraie. Dans la douceur est la joie d'agir et de faire le bien. Le reste !... vent, vanité et misère ! »

G. DESDEVICES DU DEZERT.

La civilisation de l'âge homérique.

Cours de M. ALFRED CROISSET,

Professeur à l'Université de Paris.

Hélène à travers la littérature grecque.

Les premières scènes où paraît Hélène, dans l'*Iliade*, nous ont montré ce personnage sous un aspect original, et avec un caractère dont la complexité étonne d'abord chez ce poète d'une littérature primitive. Hélène représente, comme nous l'avons vu, la femme coupable, qui reste sympathique en dépit de sa faute. Le poète ressent pour elle une sorte d'attrait, qu'il exprime avec un art simple et naïf, qu'il fait partager aux autres héros de son poème et qu'il communique invinciblement à ses lecteurs. Hélène est coupable, mais sa responsabilité est atténuée par l'effet de la volonté divine et de la fatalité ; de plus, elle se rachète par le remords et par la conduite noble qu'elle garde, même à Troie, en présence de son faible époux. Aussi se concilie-t-elle la bienveillance et même l'affection de ceux qui l'entourent ; elle est l'amie de son beau-frère Hector, de son beau-père Priam, des plus généreux d'entre les Troyens. Enfin, même quand elle excite Paris à faire son devoir et à se battre, elle est sans haine pour les Grecs contre qui il va lutter ; elle est toujours pleine du regret de sa ville, de ses parents, de ses campagnes, et prend pitié de ces hommes qui se battent pour elle. Enfin elle est encore sympathique par cette beauté surhumaine qui frappe d'admiration tous ceux qui la rencontrent : « Il n'est pas étonnant, disent avec indulgence les vieillards Troyens, que, pour une beauté pareille, deux peuples supportent la guerre interminable. »

Dans les scènes suivantes, nous retrouverons les mêmes éléments de ce caractère complexe. Nous avons déjà vu, au chant III de l'*Iliade*, l'héroïne s'entretenant avec Priam, sur une tour de l'enceinte, et lui faisant connaître les héros grecs qui combattent devant les murs ; puis, dans une autre scène du même chant, en présence de Paris qui, blessé dans le combat, a été soustrait à la mort par Aphrodite et transporté dans son palais. Hélène lui fait honte de sa lâcheté et veut le pousser au combat ; mais la déesse fatale, Aphrodite, intervient, et, par ses menaces, fait taire

les reproches insolents de cette mortelle. Hélène doit se soumettre à la volonté divine; mais, en cédant, elle se révolte encore, autant du moins que la révolte est possible dans ces âmes homériques, qui sentent toujours plus fortement qu'elles ne veulent et dont la nature est essentiellement passive.

Les deux scènes que nous allons maintenant étudier sont empruntées, l'une au sixième, l'autre au vingt-quatrième chant de l'*Iliade*.

Dans le sixième chant, le poète décrit une entrevue touchante d'Hélène et d'Hector. Hector se prépare à combattre son dernier combat contre les Grecs, et, avant de faire ses adieux à sa femme et à son fils, il va d'abord chez son frère Pâris. Celui-ci, depuis qu'il a été blessé par Ménélas, n'est plus sorti de Troie : il est toujours le héros efféminé, dont le courage ne se réveille même pas dans la mêlée, et qui recherche avant tout les douceurs d'une vie tranquille et amoureuse auprès de la femme qu'il a ravie. Les deux frères causent d'abord entre eux, et quelques mots dans leur entretien font allusion au rôle que joue Hélène. C'est Pâris lui-même qui raconte à Hector la récente démarche de sa femme auprès de lui : « J'étais assis dans la chambre nuptiale, et je voulais m'abandonner à ma douleur ; mais elle, m'exhortant par des paroles caressantes, m'a poussé à me battre, et je crois, moi aussi, que cela vaudrait mieux ainsi, car chacun obtient la victoire à son tour. » (*Iliade*, chant VI, vers 537 et s). Ce sont donc les paroles d'Hélène, aussi bien que celles que vient d'ajouter Hector, qui agissent sur l'esprit et sur la résolution de Pâris. Hélène, par son influence salutaire, par son énergie virile, s'efforce de racheter sa faute et d'inspirer son propre héroïsme à son lâche ravisseur. — Quand le poète rapporte directement ses paroles, il lui fait répéter à peu près ce qu'elle a dit à Pâris : « A ce discours de Pâris, Hector ne répondit rien ; mais Hélène prit la parole et lui adressa ces mots doux comme le miel : « Beau-frère d'une femme qui n'est qu'une chienne odieuse, qui fut la source de mille maux, j'aurais bien dû, le jour où je suis née, être emportée loin de ma maison natale par quelque tempête, ou sur une montagne écartée, ou dans les flots de la mer aux innombrables murmures ; — et la vague m'eût balayée avant que ces choses fussent accomplies. Mais, puisque les dieux avaient décidé qu'il en serait ainsi, j'aurais dû au moins être l'épouse d'un homme courageux qui connût la vengeance et le déshonneur dont les hommes peuvent être la cause ; — mais celui-ci n'est jamais ferme dans ses résolutions, et il ne le sera jamais ; mais, un jour il subira son châtiment. » — Ainsi cette femme forte exprime

avec une franchise brutale les sentiments que lui inspire la lâcheté de son époux, et elle oppose au mépris qu'elle a pour lui la vénération qu'elle ressent pour Hector, le héros bon et courageux. Elle l'invite doucement à se reposer des fatigues du combat et à s'asseoir dans sa maison, avant de retourner dans la mêlée; et, en présence même de Paris, elle lui adresse ces paroles : « Un grand souci enveloppe ton âme à cause de moi, chienne que je suis, et à cause de la fatalité qui s'attache à Alexandros ; car Zeus nous a infligé une destinée funeste, afin que nous soyons pour les hommes à venir un sujet de chants. » Hector répond par des paroles où l'on sent plus que de la douceur et de la bonté d'âme, — une véritable estime pour cette femme plus héroïque qu'un homme : « Ne me fais pas asseoir, lui dit-il, malgré ton amitié pour moi. Tu ne me persuaderas pas, mais exhorte aussi cet homme ; d'ailleurs, peut-être éprouvera-t-il de lui-même le désir d'aller combattre contre les Grecs. » Ainsi Hector fait d'Hélène son alliée pour vaincre la lâcheté de son frère, et c'est la plus grande marque de confiance qu'il puisse donner à une femme. Il oublie sa faute, et, au risque de faire honte à Paris, ne se gêne pas pour affirmer hautement devant l'époux indigne, la sympathie et l'estime profonde que cette noble femme est capable d'inspirer.

Telle est la dernière scène où Hector et Hélène se trouvent en présence. La scène du vingt-quatrième chant, à laquelle nous avons fait allusion, se rapporte aux funérailles d'Hector. Priam est revenu à Troie après avoir obtenu le corps de son fils, et l'on célèbre en l'honneur du héros mort des funérailles solennelles. La cérémonie commence par le chant des thrènes consacrés : les femmes, selon la coutume, défilent en se lamentant devant le cadavre; Hécube la première, puis Andromaque, dont la lamentation est si touchante : « Plût aux dieux que tu fusses mort dans ton lit, et que tu eusses pu, en expirant, me laisser quelques mots dont j'aurais gardé le souvenir ! » Enfin Hélène vient à son tour, et exprime en paroles émues la reconnaissance qu'elle a toujours ressentie pour la bonté et la bienveillance du héros qui n'est plus : « Hector ! ô toi qui de tous nos beaux-frères fus toujours le plus cher à mon âme..., voici la vingtième année que je suis arrivée sur cette terre et que j'ai quitté mon pays natal, et jamais je n'ai entendu de toi une parole méchante ou injurieuse ; mais, si quelqu'un dans le palais me blessait par des paroles trop vives, beaux-frères ou belles-sœurs, ou même ma belle-mère (quant à mon beau-père, il était pour moi comme un père, toujours doux), toi tu l'arrêtais par tes paroles et l'em-

péchais de m'attaquer, et tu me protégeais par la douceur de ton âme et tes paroles caressantes. C'est pour cela que je te pleure dans mon cœur désolé, car il ne reste plus personne dans la vaste Troie qui soit pour moi ni doux ni ami ; tous ont horreur de moi. »

Ἔκτορ, ἐμῶ θυμῶ δαέρων πολὺ φίλτατε πάντων...
 Ἦδῃ γὰρ νῦν μοι τόδ' ἐεικοστὸν ἔτος ἐστίν,
 ἐξ οὗ κεῖθεν ἔδην καὶ ἐμῆς ἀπελήλυθα πάτρης·
 ἀλλ' οὐπῶ σέυ ἄκουσα κακὸν ἔπος, οὐδ' ἀσύφηλον·
 ἀλλ' εἴ τίς με καὶ ἄλλος ἐνὶ μεγάροισιν ἐνίπτοι
 δαέρων, ἢ γαλῶν, ἢ εἰνατέρων εὐπέπλων,
 ἢ ἔκυρῃ (ἐκυρὸς δὲ, πατὴρ ὥς, ἡπιος αἰεὶ),
 ἀλλὰ σὺ τόνγ' ἐπέεσσι παραιφάμενος κατέρυκες,
 σῇ τ' ἀγανοφροσύνῃ καὶ σοῖς ἀγανοῖς ἐπέεσσιν.
 Τῷ σέ θ' ἅμα κλαίω καὶ ἐμ' ἄμμορον, ἀχνομένη κῆρ·
 οὐ γάρ τίς μοι ἔτ' ἄλλος ἐνὶ Τροίῃ εὐρείῃ
 ἡπιος, οὐδὲ φίλος· πάντες δὲ με περρίκασιν.

(*Iliade*, XXIV, 762 et ss.)

Cette scène est une des dernières de l'*Iliade*, et, pour retrouver le personnage d'Hélène, nous devons nous reporter à l'*Odyssée*. Nous l'avons rencontré déjà au chant IV, à propos du voyage de Télémaque. Quand le fils d'Ulysse, cherchant partout des nouvelles de son père, arrive à Sparte, il trouve Ménélas qui s'y est retiré avec Hélène ; là, les deux époux vivent des jours tranquilles ; Hélène reçoit Télémaque avec bonté et sollicitude, elle s'acquitte de son rôle de reine et de ses devoirs d'hospitalité avec une noblesse aisée et une délicatesse attentive, et, si elle est amenée devant l'étranger à faire allusion à son passé, elle en parle avec franchise, sans gêne, comme une coupable qui a racheté sa faute.

Ainsi, dans l'*Odyssée*, le personnage d'Hélène conserve encore ses traits essentiels et son caractère original ; mais la complexité de ce caractère et les contradictions qu'il renferme ne pouvaient manquer d'intriguer ; dès l'antiquité, les lecteurs d'Homère. A partir du septième siècle avant notre ère jusqu'à la fin de l'âge classique, on a étudié ce type original de la femme coupable qui est en même temps sympathique ; on s'est interrogé sur le fond même de ce caractère et l'on a tenté de résoudre l'espèce de problème psychologique posé par le vieux poète. Le premier témoignage que nous ayons à ce sujet se rapporte à Stésichore, un prédécesseur de Pindare, qui vivait vers le milieu du sixième siècle. C'est là un moment intéressant dans l'évolution de la

pensée grecque : on reste fidèle à la tradition des légendes homériques ou cycliques ; on veut croire encore aux faits merveilleux qui sont racontés par les poètes, mais on éprouve quelque gêne à les accepter tels quels : le progrès de l'esprit logique, le progrès de la réflexion, le souci de la moralité conduisent les hommes de l'âge nouveau à des essais d'interprétation des légendes. On recueille encore de toutes mains ces légendes, mais on s'efforce de leur donner une apparence raisonnable et une signification morale. Dans Pindare, en particulier, on trouve des marques de cet état d'esprit : le poète exprime parfois ingénument son embarras en face des anciennes légendes. Par exemple, quand il raconte celle des Pélopidès et de l'épaule d'ivoire de Pélops, il conteste l'autorité de la tradition. Il n'admet pas que cette épaule d'ivoire ait été donnée à Pélops pour remplacer celle qui avait été mangée à la table des dieux ; il prétend que l'on ne doit pas accuser les dieux de gloutonnerie et rapporte la légende sans la prendre à son compte : « Il ne faut, dit-il, dire que des choses sages et saintes. » — A propos d'une autre légende suivant laquelle Apollon, trahi par une nymphe qu'il aimait, aurait été averti par un corbeau, il proteste contre l'intervention de ce corbeau : Apollon avait été instruit de la trahison par sa propre pensée divine, qui pénètre partout et qui est plus rapide que le vol des oiseaux. — Ces enfantines tentatives d'explication quasi-naturaliste attestent déjà, chez le poète et chez ses contemporains, une culture d'esprit plus raffinée et une logique plus exigeante.

Un peu plus tard, Hérodote aussi sera choqué par l'invraisemblance de certaines légendes et se permettra de les corriger avec quelque liberté. On ne doit donc pas s'étonner de l'embarras du vieux poète Stésichore en présence de la légende complexe d'Hélène, et de ses efforts pour résoudre la contradiction qu'elle présentait. Il avait d'abord, disait-on, modifié la tradition, ou du moins il n'avait rapporté qu'une partie de la tradition, et s'était borné à montrer Hélène coupable, dans un premier poème où il avait raconté l'enlèvement, la joie avec laquelle la jeune femme accueille son ravisseur et les maux qui résultent pour les Grecs de sa passion criminelle. Mais la légende raconte que Stésichore, ayant achevé ce chant, fut poursuivi par la vengeance d'Hélène, devenue déesse après sa mort, et, même, frappé de cécité. C'est alors que, pour apaiser le courroux de la divinité, il aurait composé un second poème en forme de rétractation, une *palinodie* : « Non, disait-il, il n'est pas vrai que tu sois allée sur les navires aux belles rames ; tu n'es pas allée jusqu'à la citadelle de Troie. »

Et il don nait une nouvelle interprétation de la légende : c'était un fantôme d'Hélène, créé par l'art souverain d'Aphrodite, qui avait été enlevé par Pâris, tandis qu'Hélène elle-même restait cachée dans sa patrie, où Ménélas la retrouvait après la guerre. — Quand il eut composé cette palinodie, Stésichore recouvra la vue. — Cette légende sur le vieux poète, dont l'origine nous est inconnue, atteste en tout cas, chez ses contemporains, chez des hommes d'un esprit déjà réfléchi, certaines préoccupations étrangères à la société homérique ; ce besoin d'expliquer par un dédoublement la complexité d'un caractère trahit un progrès de l'esprit critique et de l'esprit d'analyse.

Si nous suivons le cours de la littérature grecque, nous retrouvons dans la tragédie le personnage d'Hélène. A vrai dire, les auteurs dramatiques n'empruntent pas à la tradition homérique ce qui pouvait faire le sujet d'un drame psychologique, les combats qui ont pu se livrer dans l'âme d'Hélène au moment de son enlèvement. Ils se contentent de mettre successivement en lumière l'un ou l'autre des deux aspects de la légende. Chez Eschyle, dans l'*Agamemnon*, nous sommes en présence de l'Hélène coupable, avec cet effroi que le poète nous fait éprouver devant l'immensité des maux causés par la puissance enchanteresse de l'amour. Le chœur rappelle avec épouvante tous les deuils qui se sont abattus sur les cités, depuis le jour où Pâris est venu dans le palais des Atrides pour ravir la femme de l'un d'eux : « Depuis qu'elle est partie, les aèdes qui étaient dans la demeure gémissent en prononçant ces paroles : O palais ! ô princes ! ô lit nuptial ! ô souvenirs de l'amour !... Le roi est consumé du regret de celle qui est partie au delà des flots, et il semble que ce soit une ombre qui règne sur le palais ; la beauté des statues aux belles formes n'est plus un charme pour l'époux abandonné,... et, pour ses regards désespérés, tout charme s'est évanoui. »

(*Agamemnon*, vers 409 et ss.)

Et plus loin (vers 431 et ss.) : « On connaît ceux qui sont partis jadis ; au retour, ces hommes ne sont plus qu'un peu de cendre dans un vase ; » ou encore (vers 680 et ss.) le chœur insiste sur la malédiction attachée au nom même d'Hélène, qui signifie la « destruction », la « perdition » :

« Hélène, véritable fléau des navires, fléau des hommes, fléau des villes, elle qui est venue sous ses voiles délicats et souples, conduite par le souffle de Zéphyre... Je puis dire qu'elle est allée vers Ilion, semblable par le calme de sa pensée à une mer tran-

quille, image séduisante de richesse, doux traits du regard, fleur d'amour qui mord le cœur. »

Euripide, sous une forme différente, nous montre l'autre aspect de la légende, selon la correction de Stésichore. Il n'est plus question d'Hélène coupable. La femme de Ménélas est en Egypte, tandis que son fantôme a été enlevé par Pâris. Ménélas, revenant de la guerre, est entraîné par la tempête et arrive, à son tour, sur les côtes d'Egypte. Sa femme, captive du roi Protée, lui fait obtenir des secours, et tous deux, usant d'un stratagème, parviennent bientôt à s'échapper pour retrouver leur chère Sparte.

Ainsi, dans la tragédie, la légende homérique ne s'est modifiée qu'en se décomposant : sans essayer d'expliquer les contradictions, les poètes s'attachent à l'une ou l'autre tradition, et le problème psychologique et moral n'est même plus posé.

Aux cinquième et quatrième siècles, époque de la sophistique et de la rhétorique, le sujet de la légende d'Hélène devait séduire les esprits amateurs de dialectique. Pour ces hommes qui savaient faire, selon le mot de Gorgias, que le discours le plus faible devint le plus fort, c'est-à-dire que le mensonge parût être la vérité, cette légende complexe et contradictoire devait être un sujet de prédilection : l'éloge d'Hélène fut un des lieux communs de la sophistique. Deux discours, à ce sujet, sont surtout connus, un de Gorgias et un d'Isocrate ; ce dernier, postérieur de 30 ou 40 ans, n'est, en somme, qu'une réplique à celui de Gorgias. Isocrate reproche à son prédécesseur d'avoir fait une apologie : c'est un éloge pur et simple qui convenait ; et l'orateur s'attache uniquement à développer les mérites d'Hélène. Il ne touche donc pas au fond de la question qui nous occupe.

Gorgias, au contraire, élève la discussion et lui donne une portée générale : il pose ouvertement et franchement le problème de la liberté morale : il prétend démontrer qu'Hélène est innocente des fautes dont on l'accuse, bien qu'elle les ait commises, — parce qu'elle n'était pas libre. Elle a commis son crime ou bien parce qu'elle a été prise par la force, ou bien parce qu'elle a été séduite par des discours, ou bien parce qu'elle a été vaincue par l'amour. Dans aucun cas, elle n'a agi par l'effet d'une volonté libre ; donc elle n'est pas responsable des maux qu'elle a causés.

Tel est le point d'aboutissement de la légende d'Hélène dans la littérature grecque ; il suffit de se rappeler les quelques faits que nous avons passés en revue pour voir que ce sujet préoccupa longtemps l'esprit critique des Grecs et fournit l'occasion de discuter les plus grands problèmes moraux.

En somme, Homère, en marquant par des traits expressifs ces deux caractères, ces deux types d'amour coupable, Clytemnestre et Hélène, les avait imposés à la pensée grecque dans tout le cours de la littérature postérieure. Mais, si l'on ne pouvait rien changer aux belles peintures qu'il avait faites de l'amour conjugal dans Pénélope ou dans Andromaque, parce qu'elles étaient unes et simples, on était tenté d'ajouter sans cesse à ces types complexes d'Hélène ou de Clytemnestre, pour les expliquer conformément aux besoins des âges nouveaux : d'où l'évolution si intéressante de leurs légendes.

M.

Transformations des sociétés européennes au XIX^e siècle.

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Maître de conférences à l'Université de Paris.

La Prusse, de 1800 à 1858.

Après l'Autriche, nous abordons l'autre monarchie absolue allemande, la Prusse.

Bibliographie. — Instruments bibliographiques. — Waitz : *Histoire générale ; Histoire politique de l'Europe contemporaine.*

Documents. — Ils présentent, sauf pour la période de la Révolution, les caractères des documents des pays où le gouvernement est absolu. Les journaux ne peuvent servir à rien. Les seuls documents publics sont les documents officiels ; les archives ne sont pas ouvertes ; mais des fragments ont été publiés dans les ouvrages des historiens officiels. Les sources principales sont les correspondances, les mémoires. On trouve aussi beaucoup de documents dans les biographies faites avec les papiers des personnages ; les principales sont celles de Stein, de Scharnhorst. On a publié les papiers de Hardenberg, de Gerlach, de Roon, de Bernhardt.

Ouvrages. — Ils sont très nombreux, mais tous sont écrits dans un esprit très prussien.

Histoires d'ensemble : Treitschke : *Deutsche Geschichte*, 5 vol., s'arrête à 1848 ; Sybel, *die Begründung des Deutschen Reiches* ; Stern, *Geschichte Europas*, s'arrête à 1830 ; Denis, *L'Allemagne de 1810 à 1852.*

Sur la Révolution de 1848 : Rachfahl, *Deutschland, König Friedrich-Wilhelm und die Märzrevolution*, 1901.

Sur l'organisation politique et sociale, des ouvrages excellents : Ronne, *Staatsrecht*, 4 vol. ; Bornhak, *Gesch. des preussischen Verwaltungsrecht* ; Knapp, *die Bauernbefreiung.*

Nous étudierons par quelles transformations a été créé le régime de gouvernement et d'administration de la Prusse. Le travail a été fait en trois actes : de 1806 à 1820, l'ancien régime a été réformé ; de 1820 à 1848, un mécanisme de représentation a été

organisé; de 1848 à 1858, c'est une période de réaction, où le mécanisme a été adapté à l'ancien régime de gouvernement.

1. — Le mouvement de réforme est une conséquence directe de la guerre contre Napoléon. La Prusse est un des Etats où l'ancien régime a été détruit par la Révolution française.

1. — L'ancien régime en Prusse est caractérisé par un gouvernement centralisé, absolu, dirigé par le roi et quelques conseillers; le travail, au centre et dans les provinces, est fait par des fonctionnaires de carrière et la petite noblesse, organisés en collèges. Les sujets n'ont aucune vie politique; ils ne participent même pas à l'administration municipale. Les paysans sont soumis aux seigneurs propriétaires, à qui ils doivent des corvées et qui ont sur eux des droits de justice et police. L'armée, en principe composée d' enrôlés volontaires, est commandée par des officiers nobles de carrière. Le royaume est formé de territoires non contigus, peuplé de sujets sans relations entre eux; le seul lien est l'obéissance à un même prince; l'unité est faite par le personnel dirigeant. La Prusse est une monarchie absolue, militaire, bureaucratique; mais, suivant la théorie du despotisme éclairé, le roi est le premier serviteur de l'Etat.

Mais la machine est imparfaite; le partage des affaires entre les collèges, par provinces et par services (comme en France avant 1789), empêche toute décision; la population ne donne pas tout ce qu'elle pourrait en impôts et en soldats; le régime social arrête la production; les nobles, qui ont le monopole des fonctions publiques, ne travaillent pas.

La défaite de 1806 a brusquement fait effondrer tout le régime; en même temps, elle l'a déconsidéré. Alors naît l'idée qu'il faut le réformer pour tirer meilleur parti des ressources, payer les contributions de guerre exigées par Napoléon et maintenir une armée. Ces deux considérations décident Frédéric-Guillaume III, malgré sa timidité et son esprit conservateur, à laisser faire des réformes. L'idée des réformes ne vient pas des fonctionnaires prussiens; elle est apportée par des étrangers: Stein, baron d'Empire; Scharnhorst, du Hanovre, soldat de fortune; plus tard, Hardenberg, également hanovrien. Ces hommes auront même à lutter contre l'ancien personnel; et un Prussien, Yorck, les qualifia de jacobins, de race de vipères.

Une première série de réformes, la plus radicale, se fait en 1807-1808. Alors on pose des principes nouveaux. Pour le gouvernement, Stein, devenu directeur des affaires civiles après Tilsitt, remet au roi une série de mémoires, et Frédéric-Guillaume finit par accepter des réformes. Le 24 novembre 1808, le *General*

Direktorium est supprimé et remplacé par cinq ministres, chefs de services; les diverses caisses de finances sont fondues en une seule. Dans les provinces, le servage est aboli; le règlement n'avait été préparé que pour la province du Nord-Est; Stein obtint du roi que la réforme fût étendue à tout le royaume, mais on oublia de remanier le texte de l'édit; d'ailleurs, la réforme ne fut pas exécutée. Pour les villes, Stein fait admettre le principe que les habitants doivent être intéressés à l'administration, et, le 19 novembre 1808, on proclame l'égalité de tous les bourgeois; on décide que, dans chaque ville, il y aura un *Conseil des députés de la Ville*, élu par tous les habitants possesseurs d'un immeuble ou d'un petit revenu, et un comité exécutif, *Magistrat*, dont les membres sont élus et salariés. — Schahrnorst fait la réforme de l'armée; on pose le principe du service obligatoire: tout habitant est le défenseur-né du pays. La conséquence est que le soldat doit désormais être traité en homme; on abolit les châtimens corporels; c'est ce que Gneisenau appelait « la fraternité du dos ». Les officiers furent astreints à s'instruire. Le principe du service obligatoire doit être combiné avec des nécessités pratiques: le traité avec Napoléon avait interdit à la Prusse d'avoir plus de 42.000 soldats; on fut donc obligé de ne conserver que pendant un temps très court les recrues sous les drapeaux, et, sans que le gouvernement l'eût voulu, l'armée fut transformée en une école.

Ces réformes ont paru très radicales aux Prussiens. Le roi ne s'y décida qu'avec peine; les nobles et les fonctionnaires protestèrent, déclarèrent qu'on imitait les Jacobins de France. Sans doute, les institutions ressemblent à celles de la Révolution française; mais l'esprit qui anime les réformateurs en Prusse est tout différent de celui des hommes de la Constituante ou de la Convention. Ceux-ci, comme aussi les Américains, partaient des droits des sujets; les Prussiens songeaient (peut-être y a-t-il là un principe kantien) surtout aux devoirs des sujets, agissaient au nom de la raison d'Etat, se proposaient de fortifier le gouvernement pour lui permettre de résister à l'ennemi. Cette tendance, chez eux, était d'abord consciente: Stein haïssait la Révolution et les droits de l'homme. Et les réformes se font par ordonnances royales; le roi change la condition de ses sujets pour les mettre en état de lui fournir davantage.

2. — Le mouvement de réforme s'arrête quelque temps après 1808. Puis le roi revient aux réformateurs, prend comme ministre Hardenberg, grand admirateur de la France, qui parle de faire « une nuit du 4 août monarchique ». Hardenberg se défie de

pouvoirs provinciaux, veut un gouvernement centralisé et l'égalité civile. En fait, il a surtout introduit des institutions de détail empruntées à la France.

De 1810 à 1812, se produit une nouvelle série de réformes, moins profondes que les premières. Les biens d'Eglise sont sécularisés : le motif invoqué est « l'esprit général du temps », l'exemple des Etats voisins ; les domestiques sont affranchis : désormais, le maître ne peut se permettre à leur égard que des *Geringere Thatlichkeiten*, de petites chiquenaudes, au lieu de coups ; on crée un impôt des patentes, un impôt de consommation, on essaie un impôt sur le revenu en 1811 ; on organise, pour la police des campagnes, une « gendarmerie » ; la réforme des *directoires de cercle* est promulguée, mais non exécutée ; la liberté civile est donnée aux Juifs. La question capitale est l'application du principe de l'abolition du servage ; elle est réglée en 1811, sous l'influence des propriétaires ; seuls, les paysans du domaine royal deviennent propriétaires ; ailleurs, on distingue deux catégories : les *paysans héréditaires* restent propriétaires d'une partie de leur tenure en abandonnant le reste au seigneur ; les autres paysans n'obtiennent aucune amélioration à leur sort. — Hardenberg aurait voulu créer des assemblées de représentants ; il fait un essai dans une province.

3. — Le mouvement de réformes fut arrêté par la campagne de Russie et par la guerre de 1813 à 1815. L'organisation définitive ne s'est faite qu'après la paix. Mais alors des influences nouvelles prédominent. Hardenberg est toujours là ; il a même reçu le titre de chancelier, mais il est vieux et sourd ; le roi est de plus en plus inquiet de la Révolution, il subit aussi l'influence de Metternich et des absolutistes ; de plus, le parti des réformes est divisé.

Le remaniement territorial de 1814-1815 a transformé matériellement la Prusse. Elle a acquis quatre provinces, qui doublent le territoire que Napoléon lui avait laissé : à l'Est, une province polonaise, la Posnanie ; au Sud, des lambeaux du royaume de Saxe ; à l'Ouest, la Westphalie et la province du Rhin, formée de morceaux non contigus d'anciens Etats ecclésiastiques ; sur ces quatre provinces, trois sont habitées par des catholiques. Au point de vue social, il y a une profonde différence entre les provinces orientales et les provinces occidentales de la monarchie : à l'Est de l'Elbe, on compte environ 15.000 grands domaines nobles, 25.000 petites communes de 200 âmes à peine en moyenne ; à l'Ouest de l'Elbe, les communes, 4.500 environ, avec une moyenne de 500 à 700 habitants, ont chacune à leur tête un

maire nommé par le gouvernement ; sur la rive gauche du Rhin, le droit civil est différent : le code Napoléon y a été introduit, et Frédéric-Guillaume le laisse subsister, sur la demande des habitants. — Le roi va travailler à établir un régime commun de gouvernement central et à adapter à son nouvel état les institutions improvisées dans la crise de lutte contre Napoléon. Les réformes sont remises en question, et l'organisation est achevée.

Au centre, on garde les cinq ministres, chefs de service, délibérant en cabinet sous la présidence du chancelier. En 1817, on organise le *Staatsrath*, composé du chancelier président, des directeurs généraux des divers services, de hauts fonctionnaires, de princes du sang, et chargé de préparer les lois et règlements. En 1820, on règle la dette et le budget ; la dette est fixée à 180 millions de thalers, garantie par le domaine, déclarée close : tout nouvel emprunt devra être fait « avec le concours et sous la garantie de la future assemblée des Etats du royaume » ; on pose la règle que le budget sera publié tous les trois ans, « afin que chacun se convainque qu'on n'exige pas plus en contributions que le besoin pressant ne le rend indispensable » : c'est là une institution originale ; partout ailleurs le budget public n'a été établi que comme conséquence du pouvoir d'une assemblée ; la Prusse est le seul Etat absolu ayant un budget : le régime fiscal est fixé en 1820 : dans les villes, c'est un impôt de consommation ; dans les campagnes, un impôt personnel par classes, avec des privilèges pour les nobles.

Dans les provinces, fut établi un régime mixte entre le fonctionnaire unique et le collège. Le royaume fut divisé en huit provinces, ayant chacune à sa tête un *Oberpräsident* ; au-dessous, on créa 25 *Bezirke* (départements) et dans chacun un collège, *Regierung* ; enfin les *Kreise*, les cercles, au nombre de plus de 300, avec le *Landrath*, fonctionnaire salarié, assisté du *Kreisstand*, de l'assemblée du cercle : dans les provinces de l'Ouest, le Landrath est choisi par le gouvernement parmi trois nobles que présente l'assemblée du cercle ; dans les provinces de l'Est, il est un véritable fonctionnaire, nommé directement par l'administration centrale.

Les questions discutées furent la collaboration des habitants à l'administration dans les campagnes et la condition des paysans. — Pour la première, le principe avait été posé par Stein ; mais, jusqu'en 1872, on ne put se résoudre à l'appliquer, et le seigneur resta maître de la justice et de la police sur son domaine. La seconde question fut réglée, par la déclaration de 1816, à l'avantage des seigneurs ; seuls, les paysans aisés, possesseurs d'un

attelage de bœufs, purent racheter les redevances et corvées qu'ils devaient à leur seigneur, en lui cédant une partie de leur tenure ; ils restèrent propriétaires du reste ; les seigneurs étaient obligés d'accepter l'indemnité ; mais ils étaient délivrés de l'obligation de maintenir le nombre de leurs tenures, de secourir leurs paysans, de réparer leurs logements, ils obtenaient le droit de reprendre aux paysans les terres détenues à terme. Par là, les seigneurs augmentent leurs domaines directs, acquièrent pleine autorité sur les paysans pauvres non admis au rachat, et qui, par la suppression des tenures, sont réduits à la situation de prolétaires agricoles, de journaliers.

Pour l'armée, le principe du service obligatoire et la Landwehr étaient très attaqués. Les libéraux vantaient les deux institutions, surtout la Landwehr, à laquelle ils attribuaient les victoires de 1813 ; les absolutistes, au contraire, la trouvaient insuffisante en temps de guerre (ils déclaraient qu'en 1813 les Prussiens avaient marché comme on va au feu) et dangereuse en cas d'émeute. Le roi se décida à garder le régime nouveau, mais en le modifiant. Le service fut maintenu obligatoire, mais l'armée permanente ne devait pas dépasser le chiffre de 1806, 115.000 hommes, pour ne pas aggraver les charges financières. Par suite, le service serait court ; les appelés étaient divisés en deux catégories, la masse restant trois ans sous les drapeaux, les jeunes gens instruits n'y restant qu'un an. Le remplacement n'était pas autorisé, sous prétexte que les classes élevées étaient nécessaires pour élever le niveau moral de l'armée ; le conseil municipal de Berlin protestant, le roi menace de publier les noms des pétitionnaires. — La Landwehr, conservée, est astreinte à des exercices communs avec l'armée permanente ; elle constitue une armée de réserve. — Le trait le plus original de ce régime militaire est que l'armée du roi encadre la nation ; cette armée est une école de sentiment national.

Enfin, un nouveau régime douanier fut organisé ; le Zollverein en sortira.

II. — En 1820, l'Etat prussien est une monarchie absolue, bureaucratique, avec une administration aristocratique ; mais cette bureaucratie est surveillée, le budget est publié, les villes ont une administration élue, l'armée est nationale. A côté d'institutions d'ancien régime, on a des parties révolutionnaires. — Comment ce régime a-t-il été complété par l'établissement d'une assemblée représentative ?

1. — La transformation a été très lente. Le principe a été proposé, dès 1812, par Hardenberg, accepté par le roi et proclamé so-

lennellement avant la campagne de 1815 : par l'ordonnance du 28 mai, le roi promettait de « donner à la nation prussienne une constitution du royaume de Prusse au moyen d'un acte écrit ». Et l'article 1^{er} déclarait : « Il doit être formé une représentation du peuple. »

Mais Frédéric-Guillaume a peur d'une assemblée ; successivement, il réunit et dissout quatre commissions chargées de préparer le projet de constitution. Dans une cinquième commission, le *Kronprinz*, Frédéric-Guillaume, romantique, admirateur du Moyen-Age, fait renoncer à une représentation nationale du peuple et accepter la formation d'Etats provinciaux. Et, pour bien marquer que ce sont des organes séparés, on publie huit ordonnances pour les huit provinces du royaume.

Ces assemblées sont purement consultatives ; les députés représentent, non pas l'ensemble du peuple d'une province, mais les classes sociales, Ritter, Burger, Bauer. Mais, comme les anciennes classes ont disparu, on considère comme Ritter tous ceux qui possèdent un Rittergut, et même, dans l'Ouest, de simples grands propriétaires. La noblesse était divisée en deux classes, les *Seigneurs des Etats* et les simples *Ritter*. — Les Etats furent organisés de 1824 à 1827. Le total des membres pour la monarchie fut de 564.278 nobles, 182 bourgeois, 124 paysans.

En même temps, on organise une assemblée dans chaque Kreis. Ces assemblées comprirent 10.000 membres nobles, 2.000 membres non nobles.

On a repoussé tout régime constitutionnel, national, démocratique. On n'a voulu ni d'un pouvoir délibérant, ni d'une assemblée unique, ni de représentants du peuple. On a organisé un régime contraire aux promesses, mais organisé de telle sorte que le gouvernement restât concentré dans les mains du roi, des ministres, des fonctionnaires.

2. — Ce régime a duré jusqu'à la mort de Frédéric-Guillaume III ; les historiens prussiens disent qu'on ne bougeait pas par amour et respect du roi. La vérité est qu'on ne songeait pas à un autre régime, qu'on était contenu par la crainte : en 1832, 39 étudiants sont condamnés à mort à Berlin.

Frédéric-Guillaume IV, roi en 1840, fait espérer un nouveau système de gouvernement, dans des déclarations solennelles ; il prend même quelques mesures libérales, amnistie les condamnés politiques, supprime la commission chargée de s'enquérir des idées politiques des candidats aux emplois.

Les Etats provinciaux des deux provinces qui ont le plus de vie politique, la province du Rhin où se fait sentir l'influence fran-

caise et belge, la Prusse à cause de sa vieille autonomie, demandent un régime constitutionnel, une assemblée représentative. Ces désirs sont contraires aux conceptions du roi, qui a la haine de la représentation du peuple, mais coïncident avec une nécessité pratique : le gouvernement veut construire des chemins de fer : pour cela, il faut un emprunt ; or, le règlement de 1820 exige que tout nouvel emprunt soit consenti par une assemblée. Frédéric-Guillaume convoque d'abord une assemblée de délégués des Etats provinciaux, les « commissions réunies », qui n'osent consentir l'emprunt ; puis il forme successivement plusieurs commissions pour préparer un projet de constitution, et ce travail traîne jusqu'en 1847. Alors le roi se décide brusquement, publie la patente du 3 février 1847 qui institue le *Vereinigte Landtag* ; il se compose de députés des Etats provinciaux, qui n'ont qu'un pouvoir consultatif, sauf sur les questions d'emprunt ; ils délibèrent en commun pour les finances ; mais, pour toutes les autres affaires, ils se séparent en deux curies, la curie des seigneurs et la curie des trois Etats inférieurs ; le roi ne s'engage pas à les réunir périodiquement, et promet seulement de convoquer tous les quatre ans les commissions réunies. Mécontents, les députés au premier Landtag votent une adresse, dans laquelle ils déclarent « réserver les droits des Etats » et refusent de voter l'emprunt.

3. — La situation est brusquement changée par la résolution de 1848. Les révolutionnaires, ouvriers, étudiants, polonais, rédigent une adresse au roi, demandant un Landtag. A la nouvelle de la Révolution de Vienne, la foule se porte devant le château. Les officiers manifestent leur irritation par de violents propos contre la canaille, la somment de se disperser ; puis deux coups de fusil sont tirés ; quelques manifestants tombent ; alors des barricades sont élevées dans les rues ; mais la troupe disperse les groupes (18 mars). Brusquement, le roi change de politique il fait rentrer les troupes, publie une proclamation à ses *chers Berlinoïis*, puis une seconde « au peuple prussien et à la nation allemande, enfin prend des ministres libéraux. Il accepte même le principe révolutionnaire sous sa forme radicale : il y aura une assemblée unique, représentative, délibérante, élue au suffrage universel à deux degrés.

L'Assemblée nationale se composa de juristes, de professeurs, d'une centaine de paysans ou d'artisans. — La gauche radicale propose que l'assemblée se déclare constituante et indissoluble. La droite est aristocratique ; elle comprend les *Junker* des provinces orientales et s'organise en parti ayant pour organe la *Gazette de la Croix*. La majorité est monarchique, mais démocratique.

Le roi présente une constitution copiée sur la constitution belge ; l'assemblée fait, supprimer les mots « roi par la grâce de Dieu », demande une assemblée élue, démocratique, votant le budget et les lois, et des ministres responsables.

III. — Le régime, bouleversé par la Révolution, a été restauré et réorganisé par la réaction de 1848 à 1858. La réaction se produit comme en Autriche : le gouvernement a reconnu qu'il peut compter sur l'armée pour se débarrasser du personnel et des institutions de la Révolution.

1. — La réaction commence par un conflit entre l'assemblée et l'armée. L'assemblée demande un décret interdisant aux officiers de provoquer les citoyens ; le roi prend parti pour les officiers, forme un ministère de combat, ordonne le transfert de l'assemblée à Brandebourg. L'assemblée reste à Berlin ; l'armée entre dans la ville, occupe la salle des séances, disperse les députés : Berlin est mis en état de siège.

Comme un nombre insignifiant de députés se réunit à Brandebourg, le roi déclare l'assemblée dissoute et promulgue une constitution *octroyée* (3 décembre). Elle ne diffère de la première qu'en ce que l'article 103 donne au prince le droit de faire des ordonnances. Frédéric-Guillaume IV s'en sert aussitôt pour faire une loi électorale, et même quelques réformes libérales (jury, abolition des juridictions privilégiées, rachat des redevances seigneuriales). Les deux chambres convoquées, conformément à la constitution, entrent en conflit avec le prince à propos de la politique allemande : elles supplient le roi d'accepter la couronne impériale et de reconnaître la constitution votée par le Parlement de Francfort. Le roi refuse et dissout l'assemblée (27 avril 1849).

2. — De nouveau, le roi se sert de l'article 103 et publie une nouvelle loi électorale pour la Chambre basse. Dans chaque district, 750 à 1500 âmes, les électeurs primaires sont partagés en trois classes, formées en additionnant le total des impôts directs et en divisant par trois : chaque classe élit le même nombre d'électeurs, de sorte que les plus fort imposés, qui forment la première classe, sont beaucoup plus fortement représentés que les électeurs de la troisième classe.

La Chambre, élue par ce nouveau système, a une majorité docile ; elle comprend environ 200 fonctionnaires. Le roi lui présente la constitution octroyée, dans laquelle ont été introduites la nouvelle loi électorale et quelques autres altérations, qui réduisent le pouvoir de la Chambre au vote des impôts nouveaux. La Chambre accepte ; elle accepte encore quinze autres modi-

fications, parmi lesquelles la constitution d'un tribunal d'exception en matière politique et la création d'une Chambre haute, *Herrenhaus*, héréditaire. Le roi jure de respecter la constitution (c'est celle qui régit encore la Prusse), mais explique qu'il ne l'accepte que parce qu'elle a été améliorée (1850).

Ainsi, on a superposé à l'ancien régime absolutiste, aristocratique, bureaucratique et militaire, une constitution moderne, sur le modèle belge, avec une assemblée élue par un suffrage démocratique. Mais on a enlevé dans cette constitution tout ce qui pourrait gêner les anciens pouvoirs ; on a même pris des précautions pour que la Chambre ne soit que la représentation des classes supérieures, des classes sur lesquelles le gouvernement peut le plus facilement agir.

3.— La constitution de 1850 est le signe de la victoire du roi et du parti de la *Gazette de la Croix*. — Les principes posés pour l'abolition du régime seigneurial ne sont pas appliqués : dans l'Est, les seigneurs gardent la justice et la police sur leurs domaines. Le principe de la responsabilité des ministres reste purement théorique. En même temps, on étouffe toutes les manifestations : on interdit les réunions, même aux cultes dissidents ; on fait des procès aux journaux ; on garde pendant 18 mois en prison préventive des individus accusés de complot.

La réaction se complète par une série de mesures prises après 1852. La réorganisation de l'administration des provinces est arrêtée ; les lois de 1850, qui l'ont commencée, sont abrogées ; le régime devra être établi par des lois spéciales, et, en attendant, l'ancien régime est restauré. Le gouvernement se fait donner (1853) le droit d'organiser par décret la Chambre haute ; une ordonnance de 1854 décide qu'elle se composera de membres héréditaires et de membres viagers. Puis il propose, pour les deux Chambres le titre de *Allgemeine Landtag*, pour bien marquer qu'il n'entend pas sacrifier aux idées nouvelles ; la Chambre basse repousse ce titre ; mais le gouvernement continue à l'employer, et il finit par passer dans l'usage. Quant à la Chambre basse, elle est élue sous la pression du gouvernement, qui fait nommer beaucoup de fonctionnaires : la Chambre de 1855 reçut le surnom caractéristique de *Landrathe Kammer*, Chambre des sous-préfets.

Le régime politique et social de la Prusse a pris ainsi et garde encore un caractère mixte contradictoire. La Révolution de 1848 a été acceptée dans ses principes et même dans ses formules. Le royaume a une constitution en forme, qui proclame officiellement la liberté individuelle et l'égalité civile, qui accorde une assemblée représentative délibérante, des ministres responsables, et un

corps électoral sans distinction de classes sociales. Mais, en fait l'ancien régime a persisté dans la pratique ; le roi reste souverain, supérieur à la constitution ; la Chambre basse est paralysée par le Herrenhaus, n'a aucun pouvoir réel, aucune action sur le gouvernement ; le corps électoral est organisé de façon que le peuple n'ait aucune influence ; les citoyens sont placés sous la surveillance des fonctionnaires ; dans l'Est, la constitution sociale est encore aristocratique, seigneuriale.

M. T.

Sujets de devoirs

UNIVERSITÉ DE CAEN.

Philosophie.

Bibliographie et histoire de la question des qualités premières et des qualités secondes.

Histoire.

L'esclavage à Rome sous la République et les guerres serviles.

Géographie.

La Manche.

Composition française.

Agrégation de grammaire.

L'ironie dans Paul-Louis Courier.

Licence.

Qualités et défauts de l'intrigue du *Mariage de Figaro*.

Littérature grecque.

1° Xénophon historien.

2° Que peut-on entendre par l'impiété d'Aristophane?

Grammaire et métrique.

1° Etudier Thucydide, VII, 82.

2° Etudier Sophocle, *Antigone*, 876-890.

Thème grec.

1° Fustel de Coulanges, *Cité antique*, livre II, 1°: « Ce qui unit... seuls à la fonder ».

2° Taine, *Voyage en Italie*, éd. in-12, 1902, tome II, pp. 79-80 :
« Que de ruines.... », jusqu'à la fin.

Grammaire et métrique latines.

- 1° Etudier César, *De Bello Gallico*, livre V, chap. 48.
- 2° L'hexamètre lucrétien, d'après le livre V du *De Natura*.

Composition latine.

Horatii carmina quantum a sermonibus differant.

Version latine.

Perse, *Sat.* II : « Hunc, Macrine.... lacibus unctis. »

Thème latin.

Contrat social, le début : « Je veux chercher... fondé sur des conventions. » — ou *ad libitum* pour ceux qui n'ont pas ce texte sous la main.

Littérature latine.

Le jugement de Boileau sur Juvénal : « Juvénal élevé dans les cris de l'Ecole... »

Thème allemand.

Soirées de Saint-Petersbourg. La guerre : « Dans le vaste domaine...., mais cette loi s'arrêtera-t-elle à l'homme ? »

Version allemande.

Treitschke, *Deutsche Geschichte*, B. I, p. 198 : « Es gereich aber..... blanken. »

Dissertation.

Agrégation, licence et certificat.

ALLEMAND.

1° Das griechische Schönheitsideal und Goethes Sehnsucht nach Italien.

2° Comment expliquez-vous que la tragédie française ait cessé d'être appréciée en Allemagne du jour où elle a cessé d'y être imitée ?

Version.

Schelley, *Ode to the West Wind*, 1-29.

Thème.

Racine, *Les Plaideurs*, la 1^{re} scène.

Dissertation française.

Agrégation et certificat.

Caliban.

Dissertation anglaise.

Agrégation.

Dialect in the *Minstrelsy of the Scottish Border*.

Licence : Addison's judgments on Shakespeare in the *Spectator*.

Version.**ANGLAIS.**

Shelley, *Ode to the West Wind*.

I

O Wild West Wind, thou breath of autumn's being,
 Thou, from whose unseen presence the leaves dead
 Are driven, like ghosts from an enchanter fleeing,
 Yellow, and black, and pale, and hectic red,
 Pestilence-stricken multitudes : O, thou,
 Who chariotest to their dark wintry bed
 The winged seeds, where they lie cold and low,
 Each like a corpse within its grave, until
 Thine azure sister of the spring shall blow
 Her clarion o'er the dreaming earth, and fill
 (Driving sweet buds like flocks to feed in air)
 With living hues and odours plain and hill :
 Wild Spirit, which art moving every where ;
 Destroyer and preserver ; hear, O, hear !

II

Thou on whose stream 'mid the steep sky's commotion,
 Loose clouds like earth's decaying leaves are shed,

Shook from the tangled boughs of Heaven and Ocean,
Angels of rain and lightning ! there are spread
On the blue surface of thine airy surge,
Like the bright hair uplifted from the head
Of some fierce Mænad, even from the dim verge
Of the horizon to the zenith's height,
The locks of the approaching storm. Thou dirge
Of the dying year, to which this closing night
Will be the dome of a vast sepulchre,
Vaulted with all thy congregated might
Of vapours, from whose solid atmosphere
Black rain, and fire, and hail will burst : O, hear !

Le gérant : E. FROMANTIN.

REVUE HEBDOMADAIRE

DES

COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

**Les poètes secondaires
du XVIII^e siècle**

Cours de M. ÉMILE FAGUET,*Professeur à l'Université de Paris.*

Louis Racine; le poème de la Religion (suite).

Nous avons eu une première preuve de la loyauté et du courage qui portent Louis Racine à ne pas éluder, dans son poème de la *Religion*, les questions les plus difficiles, mais, au contraire, à les aborder et à les résoudre de son mieux. J'en montrerai, aujourd'hui, deux ou trois autres exemples.

Voici, d'abord, ce qu'on a pu appeler la plus grande objection à l'existence de Dieu : à savoir la présence du mal sur la terre. Un poème n'est pas un traité didactique minutieux et complet ; on accepterait fort bien que Louis Racine omit de traiter un sujet comme celui-là. La difficulté ne l'a pas arrêté. Ancien pensionnaire de l'Oratoire, il était tout pénétré de Malebranche, et l'on sait que Malebranche, dans sa *Recherche de la Vérité* et dans ses autres ouvrages, revient souvent au problème du mal. J'aurais préféré, je l'avoue, que Louis Racine s'inspirât moins de lui sur ce point, car la réfutation que ce philosophe oppose au pessimisme m'a toujours paru un peu spécieuse. Dieu, dit Malebranche, n'agit jamais, en principe, par des volontés particulières, mais seulement par des volontés générales. Or, le mal sur

la terre est un des résultats de ces volontés générales qui sont parfaites en soi. Si la grêle tombait toujours sur les sables d'Afrique, l'homme ne ferait pas d'objection, à ce propos, contre la Providence ; mais la grêle ne serait pas alors un résultat des lois générales par lesquelles Dieu s'exprime et veut s'exprimer : elle serait un résultat de volontés particulières de Dieu s'appliquant aux hommes pour les ménager. Pour organiser le monde, qui forcément devait être imparfait, Dieu a établi les lois générales les meilleures et les plus belles possibles, et le mal sur la terre n'est que la conséquence du bien le plus grand que le monde puisse comporter.

Cette théorie, que reprendra Leibnitz et dont les premiers linéaments se retrouvent au moins dans Descartes, est très ingénieuse ; mais j'y vois cette nouvelle objection : ce que vous dites là, révérend père Malebranche, revient à borner la puissance de Dieu. Il a fait ce qu'il pouvait faire de mieux ; il était donc soumis à la loi du possible ; il n'était donc point tout-puissant, puisqu'il a rencontré, dans la création d'un monde imparfait, une impossibilité à le faire très bon. Certainement, je suis sensible à ce raisonnement : le monde, étant fini, est imparfait ; s'il était parfait, il serait Dieu, donc infini. Mais je réponds : Dieu pouvait faire pour l'homme, juge imparfait de la beauté et de la bonté des choses, un monde que l'homme eût trouvé parfait ; ce n'eût pas été là une perfection métaphorique se confondant avec la perfection et l'infinitude absolues, mais c'eût été le degré de perfection le plus haut qu'un monde imparfait pût atteindre, puisqu'aux yeux d'un juge imparfait il eût semblé parfait. Bref, la réponse de Malebranche me semble attentatoire à la toute-puissance de Dieu, et je préfère ceux qui disent, moins subtilement peut-être : nous croyons le monde imparfait, mais c'est que nous sommes imparfaits nous-mêmes ; nous ne le voyons pas dans son ensemble. Dans son ensemble et globalement, il est parfait.

Quoi qu'il en soit, c'est un grand mérite pour un poète d'avoir réussi à mettre en vers une discussion aussi aride, et il est certain que les discours philosophiques de Voltaire, sur le même sujet, malgré quelques vers plus éclatants de temps à autre, sont à peu près égalés par ce passage de Louis Racine. Il pose d'abord l'objection, comme Lamartine dans le *Désespoir* et Musset dans l'*Es-poir en Dieu* :

De ce Dieu si puissant, voilà donc le chef-d'œuvre ?

Puis il répond :

Et tu crois, ô mortel, qu'à ton moindre soupçon,
 Au pied du tribunal qu'érige ta raison,
 Ton maître obéissant doit venir te répondre ?
 Accusateur aveugle, un mot va te confondre.

Te confondre est un peu présomptueux. Ne nous targuons pas ainsi de triompher, dès le début de nos réfutations.

Tu n'aperçois encor que le coin du tableau :
 Le reste t'est caché sous un épais rideau :
 Et tu prétends déjà juger de tout l'ouvrage !
 A ton profit, ingrat, je vois une main sage
 Qui ramène ces maux, dont tu te plains toujours...

Ici, comme doivent toujours faire les poètes, Louis Racine prend un exemple. Vous vous plaignez, dit-il aux hommes, des glaçons des Alpes, de la pluie, de l'étendue immense et peut-être inutile des mers. Faites donc attention que tout cela est l'effet d'une grande loi générale, laquelle en définitive est bonne. Les mers sont le réservoir des nuages, les nuages le réservoir des pluies et des frimas, qui vont sur le haut des montagnes former des glaciers, et ces glaciers vous envoient des fleuves, qui ne rejoignent la mer qu'après avoir fécondé les terres où vous vivez. Élevez-vous jusqu'à considérer le *circulus* complet, et vous reconnaîtrez que votre propre bien y est compris.

La mer, dont le soleil attire les vapeurs,
 Par ces eaux qu'elle perd, voit une lueur nouvelle
 Se former, s'élever et s'étendre sur elle :
 De nuages légers cet amas précieux,
 Que dispersent au loin les vents officieux,
 Tantôt, féconde pluie, arrose nos campagnes,
 Tantôt retombe en neige, et blanchit nos montagnes.
 Sur ces rocs sourcilleux, de frimas couronnés,
 Réservoirs des trésors qui nous sont destinés,
 Les flots de l'Océan, apportés goutte à goutte,
 Réunissent leur cours et s'ouvrent une route.
 Jusqu'au fond de leur sein, lentement répandus,
 Dans leurs veines errantes, à leurs pieds descendus,
 On les en voit, enfin, sortir à pas timides,
 D'abord faibles ruisseaux, bientôt fleuves rapides.

Ainsi le Pô ; ainsi le Rhône.

Mais, enfin, terminant leurs courses vagabondes,
 Leur antique séjour redemande leurs ondes :
 Ils les rendent aux mers, le soleil les reprend :
 Sur les monts, dans les champs, l'aquilon nous les rend,
 Telle est de l'univers la constante harmonie.
 De son empire heureux la discorde est bannie :

Tout conspire pour nous, les montagnes, les mers,
L'astre brillant du jour, les fiers tyrans des airs, etc.

Voici, encore, une question très ardue : la distinction de l'âme et du corps. Louis Racine eût pu certainement l'éviter, mais il se plaît, semble-t-il, à mettre en vers les grands philosophes du siècle précédent. C'est maintenant, après Malebranche, le tour de Descartes. Le fameux « je pense, donc je suis », et le commentaire dont Descartes l'accompagne, soit dans le *Discours sur la Méthode*, soit dans ses autres ouvrages, loin d'être défigurés par une telle poésie, en reçoivent, pour ainsi dire, un éclat tout nouveau.

Je pense. La pensée, éclatante lumière,
Ne peut sortir du sein de l'épaisse matière.
J'entrevois ma grandeur.

Cela rappelle le mot de Pascal : « Toute la dignité de l'homme consiste en la pensée. Travaillons donc à bien penser : voilà le principe de la morale. »

Ce corps lourd et grossier
N'est donc pas tout mon bien, n'est pas moi tout entier,
Quand je pense, chargé de cet emploi sublime,
Plus noble que mon corps, un autre être m'anime.
Je trouve donc qu'en moi, par d'admirables nœuds,
Deux êtres opposés sont réunis entre eux :
De la chair et du sang, le corps, vil assemblage ;
L'âme, rayon de Dieu, son souffle, son image.
Ces deux êtres, liés par des nœuds si secrets,
Séparent rarement leurs plus chers intérêts :
Leurs plaisirs sont communs aussi bien que leurs peines.
L'âme, guide du corps, doit en tenir les rênes ;
Mais, par des maux cruels quand le corps est troublé,
De l'âme quelquefois l'empire est ébranlé.
Dans un vaisseau brisé, sans voile, sans cordage,
Triste jouet des vents, victime de leur rage,
Le pilote effrayé, moins maître que les flots,
Veut faire entendre en vain sa voix aux matelots,
Et lui-même, avec eux, s'abandonne à l'orage.
Il périt ; mais le nôtre est exempt du naufrage.
Comment périrait-il ? Le coup fatal au corps
Divise ses liens, dérange ses ressorts :
Un être simple et pur n'a rien qui se divise,
Et, sur l'âme, la mort ne trouve point de prise.

Il serait très intéressant de comparer cet exposé tout à fait lumineux de la théorie de Descartes, avec celui que La Fontaine en fait, non moins finement, mais sur un ton légèrement mo-

queur, dans le *Discours* où il explique que l'être qui est notre âme

Ne finirait jamais sans avoir commencé,
Entrerait dans un point sans en être pressé, etc.

Le loyal et modeste Louis Racine ne cherche qu'à bien exprimer sa pensée ; mais, de temps en temps, parce que la pensée est très forte, il trouve le vers énergique et puissant, que Hugo même aurait approuvé, s'il l'avait lu :

Que dis-je ? Tous ces corps, dans la terre engloutis,
Disparus à nos yeux, sont-ils anéantis ?
D'où nous vient du néant cette crainte bizarre ?
Tout en sort, rien n'y rentre ; et la nature avare
Dans tous ces changements ne perd jamais son bien.
Ton art ni tes fourneaux n'anéantiront rien,
Toi qui, riche en fumée, ô sublime alchimiste,
Dans ton laboratoire invoques Trismégiste !
Tu peux filtrer, dissoudre, évaporer ce sel ;
Mais celui qui l'a fait veut qu'il soit immortel.
Prétendras-tu toujours à l'honneur de produire,
Tandis que tu n'as pas le pouvoir de détruire ?
Si du sel ou du sable un grain ne peut périr,
L'être qui pense en moi craindra-t-il de mourir ?
Qu'est-ce donc que l'instant où l'on cesse de vivre ?
L'instant où de ses fers une âme se délivre.
Le corps, né de la poudre, à la poudre est rendu ;
L'esprit retourne au ciel dont il est descendu.

Si Louis Racine n'est pas un grand poète dans des vers comme ceux-là, du moins est-il tout près de l'être ; et ce sont des pages qui obligent, quand par hasard on les a rencontrées, à l'estimer un peu plus qu'on n'a coutume de le faire.

Je passe à des difficultés non moins grandes, qui ne l'ont pas arrêté davantage. Un des arguments en faveur de la religion chrétienne est ordinairement fourni par la longue série de chrétiens et de chrétiennes qui sont morts pour confesser leur foi. Mais à cet argument on objecte, non sans raison, que l'erreur aussi a ses martyrs, que toutes les religions ont eu les leurs. Et de réponse à cette objection il n'y en a réellement pas d'autre qu'une fin de non-recevoir. On dira seulement que le même état psychologique produit des effets analogues, mais qui ne sont qu'analogues, car les uns respirent un air d'étrangeté, les autres un air de vénération. Cela équivaut à ne pas répondre. Aussi bien Louis Racine ne répondra-t-il pas autrement, mais je le loue d'avoir aussi franchement exposé l'objection. Voici, d'abord, la thèse :

... Quel spectacle à mes yeux se présente !
 Quels tourments inconnus que la fureur invente !
 De bitume couverts, ils servent de flambeaux ;
 Déchirés lentement, ils tombent en lambeaux ;
 Dans ces barbares jeux, théâtre du carnage,
 Des tigres, des lions, on irrite la rage.
 Que de feux, que de croix, que d'échafauds dressés !
 Combien de bourreaux las, de glaives émoussés !
 Injuste contre eux seuls, le plus juste des princes
 Par ce sang odieux contente ses provinces.
Pour eux tout empereur, Trajan même, est Néron.

Ce n'est pas le beau vers poétique comme tout à l'heure, mais
 c'est le grand vers éloquent de la tragédie.

Ils se nomment chrétiens, et leur crime est leur nom.
 Ils demandent la mort, ils courent aux supplices ;
 Les plus longues douleurs prolongent leurs délices ;
 Les rigueurs des tyrans leur semblent d'heureux dons ;
 Ils bénissent la main qui détruit leurs prisons ;

(c'est-à-dire leurs corps).

Qui peut leur inspirer la haine de la vie ?
 D'éterniser son nom la ridicule envie
 Quelquefois, je l'avoue, en étouffe l'amour.
 Lorsque sur un bûcher, Pérégrin, las du jour,
 D'un trépas éclatant cherche la renommée,
Un cynique orgueilleux s'évapore en fumée.

Voilà qui est très joli, plutôt trop, pour une chose qui ne peut
 être dépeinte sans un certain effroi.

Mais cet immense amas de femmes et d'enfants,
 Qu'immolent les Romains, qu'égorgent les Persans,
 Tant d'hommes dont les noms sont restés sans mémoire,
 Couraient-ils à la mort pour vivre dans l'histoire ?

Nous arrivons à l'objection :

« Plaignez, me dira-t-on, leur triste aveuglement.
 « L'erreur a ses martyrs : le bonze follement
 « Ose offrir à son dieu, stérile sacrifice,
 « Un corps qu'a déchiré son bizarre caprice.
 « Victime d'un usage antique et rigoureux,
 « La veuve, sans frémir, s'élance dans les feux
 « Pour rejoindre un époux que souvent elle abhorre.
 « Chez un peuple insensé, cette loi vit encore.
 « Égarement cruel ! loi digne de nos pleurs !
 « *Que la religion enfante de malheurs !* »

C'est le vers de Lucrèce loyalement rapporté :

Tantum religio potuit suadere malorum !

D'où vient cela ? C'est l'œuvre de Satan, répond le poète. Mais, depuis le Christ, les choses ont heureusement changé :

A la voix des chrétiens abandonnant sa proie,
Des corps qu'il tourmentait il s'enfuit consterné :
Le prince du mensonge est enfin détrôné.

Louis Racine n'insiste pas, il se dérobe ; et il fait bien. La vérité est qu'on a tort de vouloir tirer de là une preuve. Ce devrait être seulement une raison de sentiment, bonne à joindre aux autres comme capable d'avoir beaucoup d'influence sur certains esprits : car il est merveilleux, en effet, de voir que tant de héros absolument obscurs et sans aucune pensée d'amour-propre se soient immolés à leur foi.

En dehors de ces exposés philosophiques, pleins de netteté et parfois même de vigueur, il y a, dans le poème de Louis Racine, des pages de morale ou d'histoire religieuse fort remarquables au point de vue littéraire. Tel est, au début même du 1^{er} chant, ce portrait de l'homme, digne d'être comparé à l'admirable peinture de Buffon. La ressemblance est si frappante qu'on pourrait accuser Buffon de l'avoir copié, si, Dieu merci, le grand naturaliste n'était pas, en fait de littérature, un véritable ignorant. Mais c'est un singulier éloge pour Louis Racine qu'un pareil soupçon puisse traverser l'esprit.

Le roi pour qui sont faits tant de biens précieux,
L'homme, élève un front noble et regarde les cieux,
Ce front, vaste théâtre où l'homme se déploie,
Est tantôt éclairé des rayons de la joie,
Tantôt enveloppé du chagrin ténébreux.

On se rappelle en quels termes Buffon exprime, lui aussi, cette haute signification que paraissent avoir le front et les yeux de l'homme. Il est un peu pompeux et théâtral, là comme ailleurs ; mais ce n'est pas sans dessein : il sent que la tendance de son siècle est de rabaisser l'homme au rang de l'animal, et c'est par une réaction très légitime qu'il l'élève si haut. Louis Racine développe le même thème :

L'amitié tendre et vive y fait briller ses feux,
Qu'en vain veut imiter, dans son zèle perfide,
La trahison, qui suit l'envie au teint livide ;
Un mot y fait rougir la timide pudeur ;

Le mépris y réside, ainsi que la candeur,
 Le modeste respect, l'imprudente colère,
 La crainte et la pâleur, sa compagne ordinaire,
 Qui, dans tous les périls funestes à mes jours,
 Plus prompte que ma voix, appelle du secours.
 A me servir aussi cette voix empressée
 Loin de moi, quand je veux, va porter ma pensée;
 Messagère de l'âme, interprète du cœur,
 De la société je lui dois la douceur.

Ce dernier vers est prosaïque, mais celui qui le précède a beaucoup de grâce. Louis Racine fait de même l'éloge de l'œil et de l'ouïe, puis il passe à la circulation du sang; il excelle à versifier une description scientifique :

Mais qui donne à mon sang cette ardeur salutaire ?
 Sans mon ordre, il nourrit ma chaleur nécessaire.
 D'un mouvement égal il agite mon cœur;
 Dans ce centre fécond il forme sa liqueur;
 Il vient me réchauffer par sa rapide course;
 Plus tranquille et plus froid, il remonte à sa source,
 Et, toujours s'épuisant, se ranime toujours.
 Les portes des canaux destinés à son cours
 Ouvrent à son entrée une libre carrière,
 Prêtes, s'il reculait, d'opposer leur bannière.

C'est là une peinture physique en quelque sorte. Les portraits moraux de l'homme ne manquent pas dans le même poème. Je signalerai particulièrement comme excellent ce qui est dit du remords au 1^{er} chant :

« C'est pour moi que je vis, je ne dois rien qu'à moi;
 « La vertu n'est qu'un nom, mon plaisir est ma loi. »
 — Ainsi parle l'impie, et lui-même est esclave
 De la foi, de l'honneur, de la vertu qu'il brave;
 Dans les honteux plaisirs, s'il cherche à se cacher,
 Un éternel témoin les lui vient reprocher;
 Son juge est dans son cœur, tribunal où réside
 Le censeur de l'ingrat, du traître, du perfide.
 Par ses affreux complots nous a-t-il outragés,
 La peine suit de près, et nous sommes vengés.
 De ses remords secrets triste et lente victime,
 Jamais un criminel ne s'absout de son crime...

On voit que le souci de discuter, d'opposer les objections à la thèse et les réfutations aux objections amène souvent Louis Racine à employer la forme du dialogue. Le même procédé se présente naturellement sous sa plume, lorsqu'il réfute un incrédule par lui-même. Il a ainsi, sur Lucrèce combattu par Lucrèce, un passage fort agréable. On sait que le but de l'homme, pour

Épicure, dont Lucrèce se fait l'interprète, est et doit être le plaisir. Mais, d'autre part, Lucrèce sent et exprime plus vivement que personne la vanité et l'amertume de nos jouissances les plus exquises. Très habilement, Louis Racine saisit au passage la contradiction et il en tire, sinon des traits aussi forts que ceux dont on vient de voir des exemples, du moins des vers pleins d'agrément. Ajoutez qu'il aime à traduire et qu'il y réussit fort bien ; il se donne le plaisir de voir traduits en tournures élégantes, suffisamment précises, le fameux *Surgit amari aliquid quod in ipsis floribus angat* et tout ce qui l'accompagne.

Mais passons aux questions d'histoire religieuse : il dépeint en larges et beaux traits la malheureuse destinée du peuple juif. On remarquera, dans ce long récit du chant troisième, certains vers pleins d'ampleur, tels que celui-ci, par exemple, sur la vraie religion :

Elle naquit le jour que naquirent les jours ;

et aussi quelques vers de trompette, dignes de la tragédie, ou de Voltaire dans ses bons moments, comme les suivants :

Je m'arrête, et, surpris d'un si nouveau spectacle,
Je contemple ce peuple, ou plutôt ce miracle.
Nés d'un sang qui jamais dans un sang étranger,
Après un cours si long, n'a pu se mélanger ;
Nés du sang de Jacob, le père de leurs pères,
Dispersés, mais unis, ces hommes sont tous frères.
Même religion, même législateur :
Ils respectent toujours le nom du même auteur ;
Et tant de malheureux répandus dans le monde
Ne font qu'une famille éparse et vagabonde.
Mèdes, Assyriens, vous êtes disparus ;
Parthes, Carthaginois, Romains, vous n'êtes plus,
Et toi, fier Sarrazin, qu'as-tu fait de ta gloire ?

Ce n'est pas en vain qu'on est le fils de Jean Racine. Il y a là un écho, non point trop affaibli, des plus beaux passages d'*Esther*.

L'histoire du péché originel va nous ramener, pour finir, aux discussions métaphysiques. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il doit être extrêmement difficile d'exposer ce dogme profond, « le scandale de la religion », comme a dit Pascal. Louis Racine s'en est encore tiré, sinon tout à fait à sa gloire, du moins à son honneur. Ouvrant l'Ancien Testament, il se reporte à l'origine de la création, au temps où le premier des humains

Comme dans son domaine, entra dans l'univers.

Malheureusement,

Il ne put sans orgueil soutenir tant de gloire ;
A l'ange séducteur il céda la victoire,
Et perdit tous ses droits à la félicité :
Droits qu'il aurait transmis à sa postérité,
Mais que révoqua tous la suprême justice.
L'immuable décret d'un éternel supplice
Réglaît déjà le sort de l'ange ténébreux.
Coupable comme lui, toutefois plus heureux,
Quand tout pour nous punir s'armait dans la nature,
L'homme entendit parler d'une grâce future,
Et dans le même arrêt dont il fut accablé,
Par un mot d'espérance il se vit consolé.

C'est d'une exactitude absolue et très élégamment dit. Voyez, maintenant, une grande idée ramassée dans un trait énergique :

A cet instant commence et se suit d'âge en âge
De l'homme réparé l'auguste et grand ouvrage ;
Et son réparateur, alors comme au'ourd'hui,
Ou promis, ou donné, réunit tout en lui.

Il y a une grave objection :

Mais lui, faux innocent, peut-il pour héritage...
Ce doute seul, hélas ! ramène le nuage.

C'est qu'il faut, répond Louis Racine, l'action continuelle et éternelle de la grâce pour réparer le péché originel. On reconnaît la solution janséniste. Louis Racine ne pouvait ni en proposer d'autre, ni présenter celle-là d'une façon plus ingénieuse.

C. B.

L'histoire à Rome

Cours de M. JULES MARTHA,

Professeur à l'Université de Paris.

Les auteurs de mémoires.

Dans la période que nous venons d'étudier et qui comprend tout le deuxième siècle avant notre ère, nous avons observé les premiers vestiges de l'histoire, les efforts de quelques écrivains médiocres qui veulent constituer un genre littéraire, et une louable émulation pour imiter les modèles grecs. Mais, dans la succession de ces tentatives parfois divergentes, dans la comparaison de quelques œuvres isolées, si nous remarquons, sur tel ou tel point, des innovations ou des améliorations de détail, il nous est impossible de constater un progrès suivi, une perfection définitivement acquise. Aucun de ces annalistes ne s'impose nettement à l'admiration et à l'imitation des Romains; aucun d'eux n'a réussi à constituer un genre historique; de tous ces écrivains d'histoire, aucun n'est un véritable historien.

Ce genre historique, que les Romains ont encore à envier aux Grecs, la période suivante ne le leur donnera pas davantage. Dans cette seconde période, que nous limiterons à une cinquantaine d'années, d'autres écrivains voudront encore écrire l'histoire. Bien qu'ils soient toujours réduits aux mêmes tâtonnements, et qu'on ne trouve chez eux ni la sûreté de méthode qui fait l'historien, ni les qualités de style qui font l'écrivain, leurs œuvres sont pourtant intéressantes à étudier, et méritent qu'on réunisse, pour les mieux connaître, les rares documents qui nous ont été transmis par l'antiquité : ils marquent la suite de ces progrès incertains et lents qui conduiront le genre historique à sa constitution définitive avec Salluste.

Le premier nom qui mérite d'arrêter notre attention est celui de Sempronius Asellio. Par la date de sa naissance et par l'ensemble de sa vie, il semble appartenir plutôt à la période précédente ; il était né vers l'an 160 avant Jésus-Christ, et sa génération était contemporaine de celle des Gracques ; nous savons (et c'est le seul détail important qui nous ait été transmis sur sa car-

rière militaire), qu'il avait, comme les Gracques, fait ses premières armes au siège de Numance. Mais, en tant qu'historien, il doit être étudié dans la seconde période : nous savons, en effet, qu'il n'écrivit que sur le tard, et que, comme Caton l'Ancien, il mourut à un âge très avancé : il dut composer son ouvrage vers le temps de Sylla, entre 90 et 80 avant Jésus-Christ.

Cet ouvrage, en quatorze livres, avait pour sujet le récit des événements auxquels l'auteur avait été personnellement mêlé, ou, plus exactement, si l'on se reporte au texte d'Aulu-Gelle, « auxquels il avait assisté », — « res quibus gerendis ipse interfuisset ». Mais ce texte très net semble contredit, à première vue, par l'examen des fragments qui nous restent de l'ouvrage : en effet, nous savons, d'une part, que la carrière de Sempronius Asellio ne commence qu'au siège de Numance, et nous voyons, d'autre part, par les fragments que le récit de cet événement ne venait qu'au quatrième livre de son histoire. Il y avait donc trois livres, semble-t-il, sur les événements antérieurs à la période contemporaine. On a pensé résoudre la difficulté en supposant que l'auteur avait consacré le début de son ouvrage à un résumé de l'histoire antérieure, ou qu'il avait donné comme préambule le récit des guerres Puniques ; mais le texte d'Aulu-Gelle est formel et n'autorise pas cette explication. Il est plus simple et plus vraisemblable de penser que Sempronius Asellio avait raconté les événements compris entre sa naissance et le début de sa carrière active, les événements auxquels il n'avait pas pris une part active, mais qui faisaient pourtant, en quelque sorte, partie de sa vie ; le mot qu'emploie Aulu-Gelle, « interfuit », autorise, semble-t-il, cette interprétation. Né vers l'année 160, Asellio était à peu près contemporain de la guerre de Macédoine, des campagnes de Paul-Émile contre Persée ; il était enfant au moment de la prise de Carthage, de la conquête de la Grèce, de la guerre de Viriathès. Ces grands événements, dont il entendait parler autour de lui, avaient dû frapper son imagination et s'imposer à son souvenir, quand il entreprit d'écrire une histoire contemporaine. Ainsi peut se faire la conciliation entre le texte du fragment relatif à Numance et le témoignage d'Aulu-Gelle.

L'originalité de l'œuvre ne consistait pas seulement dans cette limitation du sujet ; elle apparaît encore dans l'esprit général de l'ouvrage, que nous pouvons deviner par quelques fragments de la préface. Asellio nous dit ce qu'il a prétendu faire : une histoire plus philosophique que celle de ses devanciers. Ceux-ci se bornaient à rapporter les faits consciencieusement, sans se préoccuper de les expliquer, d'en rendre raison. « Les annalistes, dit Semprom-

nus Asellio, ont jusqu'ici toujours raconté les événements année par année, à la façon de ce que les Grecs appellent un journal ; pour moi, je pense que ce n'est pas assez : un historien ne doit pas se borner à enregistrer des faits, il doit montrer clairement quels desseins, quelles causes ont amené ces faits. » — Mais ces causes, où les découvrir ? — « Dans la vie intérieure des peuples, non dans une multitude d'événements fortuits ; il ne suffit pas de raconter les guerres, de dire sous quels consuls les hostilités ont commencé, de faire connaître l'issue des batailles et les noms des généraux victorieux, de citer ceux qui ont reçu les honneurs du triomphe et d'énumérer les actions d'éclat ; il faut aussi faire mention des décrets du sénat, des lois proposées et votées, des requêtes présentées au peuple, des desseins réfléchis qui ont présidé aux événements... Faire comme les annalistes ont fait, c'est raconter l'histoire pour les enfants, ce n'est pas être historien. » — Telle est la pensée de Sempronius Asellio. Il s'inquiète des causes qui régissent les événements de l'histoire, et croit les trouver dans une analyse de la vie intérieure de Rome ; or on sait que, à plus d'une époque, dans l'histoire de la République romaine, des faits extérieurs considérables, guerres, traités, etc., ont dépendu des vicissitudes de la vie politique ; qu'à Rome, plus que partout ailleurs, la vie intérieure a eu une constante répercussion sur la conduite de la politique générale.

Il est à peine besoin de dire qu'avec cette conception nouvelle du genre historique, Sempronius Asellio suit cependant la tradition en ce qui concerne la valeur morale qu'il donne à l'histoire. Comme le vieux Caton, comme tous ses devanciers, il pense en bon Romain faire servir ses vues politiques à l'édification de ses lecteurs. Il estime qu'il faut rechercher les causes, parce que l'histoire doit être autre chose qu'un amusement, qu'une distraction, parce qu'elle doit être un enseignement : « Ce n'est pas, dit-il, par des annales qu'on peut faire œuvre morale, qu'on peut développer l'amour du bien public et l'aversion pour le mal ».

Si nous voulons conclure par une appréciation de l'œuvre d'Asellio, il semble indispensable de rechercher dans quelle mesure il faut louer son originalité. Nous devons dire que cette originalité même a été contestée. Nous sommes, en effet, en présence d'un historien contemporain des Gracques, qui a vécu auprès de Scipion Emilien, qui a fait sous lui ses premières armes : or, dans la maison même de Scipion vivait Polybe, le plus grand historien philosophe de l'antiquité. Asellio a-t-il pu pénétrer dans le petit cercle littéraire où Polybe devait exposer ses idées d'historien ? Nous pouvons seulement le supposer, et c'est tout au plus par

une conjecture vraisemblable que nous pouvons suspecter l'originalité de Sempronius Asellio.

A l'époque même où vivait Asellio, on vit apparaître à Rome un genre historique tout nouveau ; au lieu des annales, on se mit à écrire des ouvrages où l'auteur, dans le récit des faits, faisait intervenir sa propre personne, et profitait de la narration pour présenter au lecteur une apologie personnelle : on écrivit des *Mémoires*.

Ce n'était pas là, à proprement parler, une tentative sans précédents. Les annalistes aussi avaient parlé d'eux-mêmes dans leurs écrits ; tous ces grands personnages politiques, tous ces généraux, n'ont pu raconter les événements notables de leur temps sans raconter en même temps la part qu'ils y avaient prise. Il était même naturel qu'ils fussent tentés de se citer avec avantage. Un homme comme Caton, racontant ses expéditions en Sicile ou en Espagne, ne pouvait manquer de parler de lui avec honneur, et nous en avons une preuve dans un témoignage de Tite-Live : « Caton, dans ses *Origines*, dit-il, n'a certes rien laissé perdre de ses titres de gloire : *haud sane detractor laudum suarum*. » Nous savons, d'ailleurs, qu'à la fin de son ouvrage il avait fait l'exposé de sa carrière politique, raconté ses démêlés avec ses adversaires et inséré même le texte de ses plaidoyers. Ce que Caton avait fait, Calpurnius Pison avait dû le faire aussi ; il avait dû faire parade de son austérité, donner en exemple sa conduite et ses mœurs, étant de ces vieux Romains qui avaient l'orgueil de leur vertu. Mais, en principe, les annalistes ne se bornaient pas au récit de leur propre vie ; ils inséraient seulement dans l'histoire générale, qui était leur véritable sujet, des détails empruntés à leur histoire personnelle. Désormais, la proportion va être renversée : c'est l'histoire générale qui va être subordonnée à la biographie de l'auteur. L'historien n'écrit plus pour raconter des événements, mais pour se raconter lui-même.

Ces biographies seront généralement des apologies ; les auteurs de *Mémoires* sont, le plus souvent, des hommes qui ont eu des ennemis, et qui ont besoin de présenter leur propre défense en y joignant l'éloge de la vertu. Deux ou trois siècles plus tard, quand Tacite parlera, au début de l'*Agricola*, de ces vieux auteurs de *Mémoires*, il admirera dans leurs œuvres ce qu'il appelle des apologies de vertu : « Les hommes les plus éminents, dit-il, s'attachaient à conserver le souvenir de leur vertu, et ce n'était ni la flatterie ni la vanité qui les animait ; ils écrivaient pour la satisfaction de leur conscience. Quelques-uns ont été amenés à nous raconter leur vie par cette confiance qu'inspire la probité, et personne n'a jamais songé à les blâmer. »

Dans ces lignes admiratives, Tacite cite parmi les auteurs de *Mémoires* Rutilius et Scaurus. Or nous connaissons Rutilius, qui fut, en effet, considéré dans l'antiquité comme le type le plus accompli de la vertu romaine. Il avait été en relations avec les familiers de Scipion Emilien et s'était attaché particulièrement au philosophe stoïcien Panétius, qui lui avait enseigné la doctrine stoïcienne : Cicéron dit de lui qu'il avait presque réalisé la perfection du sage : « Prope perfectus in Stoïcis ». Sénèque le citera, plus tard, à côté de Caton d'Utique comme un des « saints » du stoïcisme.

Vers la fin de sa vie, Rutilius fut victime d'une aventure singulière, qui le détermina sans doute à composer ses *Mémoires*. Parvenu au consulat, d'où sa rigidité même l'avait plusieurs fois écarté, ayant suivi toute la carrière des honneurs, il est envoyé en 98, comme légat de Mucius Scævola le jurisconsulte, dans la province d'Asie. L'Asie était alors la colonie des hommes d'affaires, la colonie où l'on s'enrichissait. Les publicains y exerçaient leurs pillages et multipliaient les abus qui allaient provoquer des soulèvements en masse sous Mithridate. Rutilius, avec son austerité, devait faire une singulière figure au milieu de ces collecteurs d'impôts et de ces usuriers. Le hasard fit justement que Scævola dut quitter son gouvernement avant l'expiration de l'année : son légat le remplaça, avec toutes ses attributions. Aussitôt Rutilius se mit en campagne contre les pillards qui l'entouraient ; il prétendit interdire les exactions, faire rendre gorge aux publicains. Mais il dut revenir à Rome avant d'avoir mené à bonne fin son œuvre salutaire. Les ennemis qu'ils s'étaient faits ne lui pardonnèrent pas : ils usèrent contre lui du procédé le plus ingénieux et le plus impudent : ils l'accusèrent, eux les concussionnaires, de concussion. Or, depuis l'époque des Gracques et la réforme des tribunaux, les jugements avaient été retirés à l'aristocratie et donnés aux chevaliers, et les publicains étaient des chevaliers ; ils avaient donc les mains libres et en profitèrent pour accumuler contre Rutilius les accusations plus inavouables. Lui, fort de sa vertu et de son innocence, se présenta fièrement devant le tribunal ; mais les juges romains n'aimaient guère qu'on se présentât devant eux la tête haute : il fallait prendre plutôt une attitude de suppliant, et surtout se ménager par la corruption une majorité favorable : Rutilius, à la manière de Socrate, présenta sa défense avec toute la fierté que lui donnait son innocence, et prétendit qu'on lui devait, au lieu d'une condamnation une récompense publique : il fut condamné pour concussion à la peine de l'exil. Retiré d'abord à Mitylène, puis à Smyrne, c'est

dans cette dernière ville que Cicéron put le voir lors de son voyage d'études en Asie.

Les *Mémoires* d'un tel personnage devaient être singulièrement instructifs. Durant sa longue vie, il avait assisté à une foule d'événements considérables, il avait approché les plus grands hommes de son temps, et nous savons qu'il était servi par une mémoire extraordinaire. Malheureusement, de tous les documents qu'il avait dû accumuler dans son ouvrage, il reste à peine quelques anecdotes qui nous ont été conservées par Cicéron.

Si les *Mémoires* de Rutilius tendent à confirmer le jugement favorable de Tacite, il n'en est pas de même de ceux d'Æmilius Scaurus. Ce personnage est un des plus énigmatiques dont l'antiquité nous ait gardé le souvenir. D'une part, on a fait de lui le type parfait de la vertu romaine : il n'est pas d'éloges qu'on ne lui ait prodigués ; il a été l'idole du parti aristocratique. D'autre part, le parti démocratique l'a considéré comme le dernier des hommes, comme un parvenu méprisable qui s'était servi de moyens inavouables pour relever la fortune d'une famille sans honneur, et qui, en particulier, lors des négociations avec Jugurtha, s'était fait acheter par l'ennemi du peuple romain. Salluste résout cette contradiction en octroyant à Scaurus un défaut de plus : « Il était noble, dit-il, actif, intrigant, avide de puissance, d'honneurs, de richesses, du reste extrêmement habile à dissimuler ses vices » ; c'est donc à force d'hypocrisie qu'Æmilius Scaurus aurait pu en imposer à ceux qui l'ont admiré.

Nous ne pouvons espérer résoudre le problème mieux que ne l'a fait l'historien latin ; mais il est permis de remarquer que, même si Scaurus fut un honnête homme, il était inévitable qu'il fût calomnié par ses contemporains et méconnu par la postérité. Vivant dans une époque de troubles, mêlé aux luttes politiques et aux révolutions, il devait être la proie des partis. Or ce sont les démocrates qui l'ont emporté dans la lutte, et ils ont imposé leur jugement à la postérité.

Ce qui est certain, c'est que Scaurus a joué un rôle très actif ; de bonne heure, élevé au consulat, il avait mérité de bonne heure aussi, par sa décision, sa fermeté, d'être choisi comme chef par le parti aristocratique et désigné comme prince du Sénat. Toutes les mesures qui ont été prises, pendant la durée de sa carrière politique, contre la démocratie ont été prises ou à son instigation ou avec son approbation. Il se met toujours en avant, lutte comme homme privé aussi bien que comme politique, descend dans la rue contre les émeutiers, sans attendre l'ordre du Sénat : « *Omnibus seditiosis restitit*, dit Cicéron, pendant ces vingt

ou trente années, il a toujours lutté contre les séditeux, et aucune violence, aucune menace, aucune haine ne pouvait venir à bout de son obstination. » On s'explique, dès lors, qu'il ait eu des ennemis acharnés, et que, à la fin de sa carrière, dans les loisirs de la vieillesse, il ait cru devoir écrire pour la postérité ce qu'il voulait qu'on pensât de lui. Mais, chose singulière, les *Mémoires* qu'il a composés, en dépit de l'intérêt qu'ils devaient avoir, étaient à peine lus au temps de Cicéron, d'après le témoignage de Cicéron lui-même. C'est que, sans doute, on suspectait beaucoup la bonne foi de l'auteur, et cet ouvrage avait plutôt l'intérêt passager d'un plaidoyer que la valeur d'une œuvre historique.

A la même époque écrivait un autre auteur de mémoires, qui ne fut pas lu davantage : Lutatius Catulus. Nommé consul sur le tard, il avait été collègue de Marius. Bien que les aristocrates fussent, à ce moment, maîtres du pouvoir, on avait dû accepter la candidature de Marius, qui était alors le seul général capable d'arrêter l'invasion menaçante des Cimbres et des Teutons. La Péninsule allait se trouver prise entre ces deux hordes barbares, qui devaient se rencontrer dans les plaines de la Lombardie. On envoya Marius contre les Teutons, qu'il anéantit à Aix ; pendant ce temps, Catulus avait été chargé de contenir les Cimbres sur l'Adige ; mais une panique de ses soldats l'avait obligé de commander la retraite, et il s'était replié sur le Pô. Marius vint à son secours, et les deux armées réunies infligèrent aux Cimbres de Verceil une défaite semblable à celle des Teutons. La victoire était, en réalité, due à Catulus ; Marius avait exécuté, dans le cours de l'action, une manœuvre désastreuse : reprenant la tactique d'Hannibal à Cannes, il avait dirigé le combat de telle sorte que l'ennemi eût en plein visage le soleil et la poussière ; mais il fut lui-même victime de sa propre combinaison : dans une charge de cavalerie, la poussière soulevée par les pieds des chevaux lui dissimula la vue de l'ennemi, et il s'égara hors du champ de bataille : pendant ce temps, Catulus soulevait au centre l'effort des Cimbres, et, quand Marius revint avec sa cavalerie, la bataille était déjà gagnée : il ne fit qu'achever la déroute de l'ennemi. Après la bataille, chacun se disputa l'honneur de la victoire, et la contestation fut plus vive encore, quand il s'agit de décerner le triomphe. Marius consentit à recevoir son collègue à ses côtés, mais tout l'honneur était au consul de la démocratie. C'est pour protester contre cette injustice et pour rétablir les faits, que Catulus écrivit ses *Mémoires*. Il n'y parlait que de la bataille de Verceil et de son consulat ; cette œuvre n'offrait donc qu'un intérêt de circon-

stance et ne s'adressait guère au grand public ; c'est ce qui explique que Catulus ait été peu lu après sa mort. Pourtant, Cicéron nous dit que la lecture de ses *Mémoires* était assez agréable : Catulus était très instruit de la littérature latine et de la littérature grecque, et Cicéron compare sa langue à celle de Xénophon.

Enfin des mémoires dont la perte est peut-être encore plus regrettable sont ceux du grand Sylla. Quand il eut abdiqué sa dictature et que, semblant défier la vengeance humaine, il se retira à Cumes pour vivre en simple particulier, il se mit à écrire ses *Mémoires*, et il en achevait le 22^e livre à la veille de sa mort. Nous ne sommes renseignés sur cet ouvrage que par Plutarque, qui s'en est servi pour composer les *Vies* de Marius et de Sylla ; mais nous connaissons au moins l'esprit général de l'œuvre. L'auteur avait trouvé un moyen ingénieux pour concilier la modestie qui lui était imposée et son orgueil naturel. Il attribuait aux dieux toutes les grandes actions qu'il avait accomplies : il se faisait comme l'instrument d'une Providence, prétendant par ce détour faire accepter son éloge personnel et, du même coup, faire excuser ses fautes. Il mêlait partout à son histoire des songes, des ordres venus du ciel ; le surnaturel et le divin s'y rencontraient à chaque page, et l'on conçoit que ces mémoires, si intéressants pour un lecteur curieux, ne pouvaient guère servir à un historien soucieux de la vérité.

M.

La Fontaine fabuliste.

Cours de M. ANTONIN GAZIER,

Professeur à l'Université de Paris.

Le peintre d'animaux.

Le titre de poète dramatique, avons-nous dit, convient à La Fontaine, si nous considérons l'ensemble de son œuvre. Or, dans tout œuvre dramatique, il y a des personnages distincts ; il doit donc y avoir quelque chose qui distingue ces personnages. Je voudrais rechercher, aujourd'hui, comment le fabuliste, si habile à construire de petits drames, s'est acquitté de cette autre partie de sa tâche, qui consistait à camper sur la scène des personnages nettement caractérisés et bien vivants.

Il était, à la fois, dans la situation de Corneille et de Racine, qui n'ont point connu les héros qu'ils ont peints, et dans celle de Molière, qui, profond observateur de ses contemporains, les représente d'après nature, et déclare : « Vous n'avez rien fait, si vous ne rendez pas reconnaissables les gens de votre siècle. » Les héros de La Fontaine, ce sont souvent des hommes et des dieux. Mais ce sont plus souvent encore les animaux, et, s'il avait eu lui-même à marquer sa place dans le Panthéon des artistes de génie, il l'eût certainement cherchée à côté de notre admirable sculpteur Carpeaux. N'a-t-il pas dit, en effet :

Je chante les héros dont Esope est le père...
Je me sers d'animaux pour instruire les hommes.
Grâce aux Filles de mémoire,
J'ai chanté les animaux ;
Peut-être d'autres héros
M'auraient acquis moins de gloire.

Aussi son recueil de *Fables* est-il une riche collection zoologique, où sont représentés par leurs types principaux les quadrupèdes et les reptiles, les poissons et les insectes, les animaux domestiques et les sauvages, les bêtes innocentes et les féroces. Il y a bien peu de lacunes dans ce musée, au moins parmi les espèces assez communes. Je ne vois à signaler que l'absence du hanneton, du papillon, de l'écureuil, et, si l'on veut, du crapaud. Dans les

seuls livres IX et X, on peut compter jusqu'à trente espèces, qui vont de la lionne à l'araignée, du loup et du renard aux oiseaux et à la couleuvre.

De ces animaux, les uns lui étaient familiers, comme aux citadins de son époque, et même il devait mieux les connaître, en sa triple qualité de provincial, de « maître des eaux et forêts » et de chasseur passionné. Mais les autres, il ne les avait jamais vus. Les ménageries d'alors étaient rares et mal organisées ; on n'y trouvait guère que quelques oiseaux curieux et c'est au plus si quelques montreurs de bêtes attiraient le public aux foires de Saint-Laurent et de Saint-Germain. Pour beaucoup de ses héros, La Fontaine n'a donc eu comme guides qu'Aristote et Plin^e l'Ancien, certains récits de voyageurs, et les représentations fort inexactes des dessinateurs, des peintres et des sculpteurs de son temps. Cela étant, la question se pose de savoir s'il a été un peintre fidèle des animaux qu'il a vus, et, relativement aux autres, un historien consciencieux, aussi bien informé que possible, et aussi soucieux de critiquer ses sources qu'un Tite-Live ou un Tacite. Ce n'est pas tout. Puisqu'il prétend ne point faire de l'art pour l'art, mais employer les animaux à l'instruction des hommes, la question se pose aussi de savoir s'il a cherché à donner à ses héros leurs vrais caractères, pour ne songer qu'après aux applications qui conviendraient à l'espèce humaine, ou si, pratiquant, à la façon des créateurs de la mythologie, ce qu'on appelle l'anthropomorphisme, il a commencé par transporter aux animaux les qualités et les défauts qu'il avait observés chez les hommes. Cette double étude demanderait beaucoup de temps et de place. Je me contenterai de donner les indications essentielles.

La Fontaine, peintre des animaux, a été jugé de façons très différentes. Les uns ont fait de lui un vrai naturaliste, et l'ont présenté comme un précurseur de Buffon ; la légende s'en mêlant, on a dit qu'il restait des heures entières à observer sous la pluie les travaux d'une fourmilière, qu'il assistait avec émotion à l'enterrement d'une fourmi. D'autres, au contraire, comme M. de Rémusat dans un article de la *Revue des Deux-Mondes* paru au mois de décembre 1869, l'ont taxé d'ignorance absolue, ont dit qu'il parlait des bêtes à tort et à travers, comme un aveugle des couleurs. La vérité, ainsi qu'il arrive souvent, est entre ces deux opinions extrêmes.

Il est certain que, dès les premières fables, La Fontaine n'a point cherché à en imposer par sa science de naturaliste. Il y a un abîme entre le fabuliste peintre des insectes et les entomologistes modernes, tels que M. Fabre, dont les travaux, sur les coléoptères

en particulier, sont un pur chef-d'œuvre. Prenons *La Cigale et la Fourmi*. Suivant toute apparence, La Fontaine n'a jamais vu de cigale ; car il n'est jamais descendu dans ses voyages plus bas que Chinon, et la cigale ne vit pas en France au Nord de la zone des oliviers. Il est infiniment probable qu'il l'a confondue avec la vulgaire sauterelle de nos campagnes. D'ailleurs, ni la sauterelle ni la cigale ne chantent ; elles battent, pour ainsi dire, du tambour avec leurs ailes ; il est vrai que les savants eux-mêmes s'y sont trompés pendant des siècles. On ne saurait dire que la cigale se soit jamais trouvée « dépourvue quand la bise fut venue » ; car, après avoir été longtemps à l'état de larve, elle devient un insecte parfait, mais pour quelques semaines seulement ; et, dès l'automne, toutes les cigales sont mortes. En outre, ces petites bêtes ne sont nullement des carnivores ; elles mourraient de faim plutôt que de se nourrir de mouches ou de vermisseaux. De telles erreurs sauteraient aux yeux du premier paysan venu du Midi de la France. Elles me rappellent ce cultivateur que je voyais, un jour, dans un salon de peinture regarder un tableau et se moquer du peintre : « Ces imbéciles, disait-il, voilà comme ils sont tous ! Celui-là n'a-t-il pas imaginé de mettre un hanneton sur une pêche ? Il y a beau temps que les hannetons sont morts, lorsque les pêches sont mûres. »

Mais La Fontaine se trompe plus grossièrement encore pour la fourmi. Depuis l'exposition de 1900, il semble probable que les fourmis vivent plusieurs années. Elles passent l'hiver, de novembre à avril, dans un sommeil léthargique, et leurs prétendues provisions n'en sont point, car il serait absurde d'amasser de la nourriture pour le temps où l'on ne doit pas manger ; ce sont réellement des matériaux de construction. Le fabuliste écrit d'autre part :

Et, dans cet océan, l'on eût vu la fourmi
S'efforcer, mais en vain, de regagner la rive.

Or, la fourmi ne saurait nager même un centième de seconde ; elle tombe immédiatement au fond de l'eau.

Dans *Le Corbeau et le Renard*, le corbeau nous est présenté comme un animal stupide ; ailleurs, il s'efforcera d'imiter l'aigle ; il tâchera d'enlever un mouton et se fera prendre au traquenard. Or, tous les naturalistes disent de cet animal qu'il est, au contraire, des plus intelligents. On a pu observer que, si l'on est en voiture, sans arme, les corbeaux qui sont à droite et à gauche ne s'enfuient pas ; au contraire, s'il y a un fusil dans la voiture, il sera

impossible de les approcher, ils sentiront la poudre et s'envoleront à une très grande distance.

Ce qu'on sait mieux encore, c'est que l'agneau qui tette ne va pas boire; car sa mère, en l'allaitant, lui donne à boire et à manger. Il est ridicule de prétendre que la queue du serpent « porte un poison ». L'ours enfin n'est pas carnivore, sauf de très rares exceptions, et, n'en déplaît au poète, il fait très volontiers « son manger ordinaire » de lait et de fruits, alors même qu'ils ne lui sont pas offerts par un amateur des jardins. L'écrevisse n'est point observée avec plus de soin; ce qu'en dit La Fontaine fait songer au lexicographe qui montrait, un jour, avec satisfaction à Georges Cuvier la définition qu'il venait de composer pour un dictionnaire : « L'écrevisse, petit poisson rouge qui marche à reculons. » Cuvier avec bonhomie lui disait : « C'est très exact, sauf que l'écrevisse n'est pas un poisson, qu'elle n'est point rouge et qu'elle ne marche pas à reculons. » Enfin, on a pu faire observer d'une manière bien plaisante qu'en vertu de la loi de Mariotte, qu'ignore La Fontaine, l'âne chargé d'éponges ne serait nullement incommodé dans l'eau, tandis que l'âne chargé de sel se trouverait dans la situation la plus fâcheuse tant que le sel ne serait pas fondu.

Ainsi donc, il y a dans le recueil des *Fables* bien des erreurs, alors même qu'il s'agit de faits que le fabuliste avait sous les yeux. J'oserais même affirmer que les animaux n'ont pas été plus aimés de La Fontaine que les enfants, et qu'ils n'ont été entre ses mains que des instruments. M^{me} de la Sablière se vantait d'avoir gardé chez elle, après sa retraite et sa conversion, trois choses auxquelles elle tenait particulièrement : son chat, son chien et son La Fontaine. Je doute fort que celui-ci ait fait très bon ménage avec ses deux camarades. Il est manifeste qu'il a horreur des chats. Leur « minois hypocrite » lui déplait au suprême degré. Ce n'est pas lui qui, comme Montaigne, se serait joué avec sa chatte. Fait plus curieux : lui, qui est la fidélité même, ne vante nulle part la fidélité justement proverbiale du chien.

Mais nous avons déjà vu, et nous verrons souvent encore que ce poète est le plus déconcertant de tous les hommes. C'est un enfant, un écolier espiègle, et c'est exactement « l'honnête homme » du xvii^e siècle, un maître capable de faire la leçon à tout le monde; c'est un niais à force de naïveté, et c'est un philosophe au sens le plus élevé du mot. De même, pour ce qui concerne les animaux, à côté d'une ignorance extrême, il nous révèle un talent d'observation et une connaissance des plus profondes. Souvent il a vu, et il a peint ce qu'il avait vu avec une touche de

pinceau très remarquable. S'agit-il de décrire les frelons, voyez si un naturaliste pourrait mieux faire en moins de mots :

Des animaux ailés, bourdonnants, un peu longs,
De couleur fort tannée, et tels que les abeilles.

Voyez encore « l'animal à longue échine », « damoiselle belette au corps long et flouet », la bique qui va « remplir sa trainante mamelle et paître l'herbe nouvelle ». Tout le monde a présent à l'esprit « le héron au long bec emmanché d'un long cou », qui « sur ses longs pieds » va, je ne sais où, en côtoyant une rivière. Les hibous, ce sont « de petits monstres fort hideux, rechignés, un air triste, une voix de mégère ». Voilà la poésie réaliste telle que pouvait nous la donner un historien de la nature. Mais l'exemple le plus admirable est celui que nous fournit la fable intitulée *Le Cochet, le Chat et le Souriceau* :

J'avais franchi les monts qui bornent cet État,
Et trottais comme un jeune rat
Qui cherche à se donner carrière...

Nous voyons très bien l'allure de la souris :

Lorsque deux animaux m'ont arrêté les yeux :
L'un doux, bénin et gracieux,

C'est le chat :

Et l'autre turbulent et plein d'inquiétude ;
Il a la voix perçante et rude,
Sur la tête un morceau de chair,
Une sorte de bras dont il s'élève en l'air
Comme pour prendre sa volée,
La queue en panache étalée.

C'est le coq. Le souriceau continue de le décrire :

Il se battait, dit-il, les flancs avec ses bras,
Faisant tel bruit et tel fracas,
Que moi qui, grâce aux dieux, de courage me pique,
En ai pris la fuite de peur.

Puis il revient au chat, cet animal qui lui semblait « si doux » :

Il est velouté comme nous,
Marqueté, longue queue, une humble contenance,
Un modeste regard, et pourtant l'œil luisant, etc.

Il est impossible d'arriver, à la fois, à une peinture plus vraie et à une description plus scientifique de ce qu'on pourrait appeler le *facies* des animaux.

Le fabuliste n'excelle pas moins à nous représenter leurs gestes et leurs mouvements. Voyez plutôt les grenouilles :

Grenouilles aussitôt de sauter dans les ondes,
Grenouilles de rentrer dans leurs grottes profondes.

Il y a déjà quelque temps que l'eau a repris son équilibre autour d'un soliveau tombé dans leur mare. La plus hardie alors s'avance pour voir ce que c'est :

Elle approcha, mais en tremblant,
Une autre la suivit, une autre en fit autant :
Il en vint une fourmilière.

De même les souris, quand elles croient le chat pendu pour tout de bon : elles commencent par « montrer un peu la tête »,

Puis, ressortant, font quatre pas,
Puis enfin se mettent en quête.

Voyez encore et les oiseaux qui « délogent sans trompette, voletant, se culbutant », et le chat qui, « d'une manière délicate », tire les marrons du feu. Il est impossible d'énumérer tous ces traits si merveilleusement justes. Il faut conclure d'une façon générale en disant avec M^{me} de Sévigné : « Cela est peint. »

Donc nous trouvons dans La Fontaine, à cet égard, tantôt un spectateur tout à fait superficiel, tantôt un observateur extraordinairement profond. Ignorant, il l'est ; mais ses contemporains le sont autant et plus que lui. Et même après lui, de grands naturalistes comme Buffon ont commis des bévues semblables, en disant, par exemple, que l'éléphant tette avec sa trompe ; des commentateurs tout modernes du fabuliste enseignent encore que la licorne est un animal d'Afrique assez semblable au cheval et qui a une corne au milieu du front. Pour le ^{xvii}e siècle, voyez l'inexactitude grossière avec laquelle sont sculptés les lions de la Porte Saint-Denis, le lion de *Milon de Crotone* par Pierre Puget qui est au Louvre, et, près de lui, le chien de Diogène ; voyez les illustrations faites pour le dauphin dans la *Bible* de Royaumont, avec la représentation du paradis terrestre et du déluge ; voyez les *Batailles d'Alexandre* de Lebrun, ou les campagnes de Louis XIV par Van der Meulen qui sont à Versailles et au Louvre ; voyez enfin les vignettes de Chauveau. Le plus grand nombre des animaux dont parle La Fontaine seraient méconnaissables, si leurs noms n'étaient pas donnés par les fables elles-mêmes. En ce temps-là, on ne faisait pas plus attention à l'exactitude de ces peintures qu'à la vérité du décor au théâtre. Dans *Athalie*, le temple de Jérusalem était représenté comme analogue à la chapelle de Versailles ; Polyeucte, vêtu comme un seigneur de l'époque de Louis XIII, ôtait son chapeau à plumes et ses gants

pour déclamer le fameux monologue : « Source délicieuse... », et, pour la même raison, les arbres que dessinent les peintres nous font exactement l'effet de joujoux de Nuremberg.

Pendant les animaux chez La Fontaine ne peuvent être, à la lettre, des éléments de décor, puisqu'ils sont réellement les acteurs de ses *Fables*. Ils doivent nous intéresser par eux-mêmes, par les traits qui distinguent leurs caractères. Ici, une règle générale s'impose au fabuliste comme aux poètes dramatiques. Il n'a jamais été permis aux auteurs de tragédies de peindre « Caton galant et Brutus dameret », pour reprendre l'expression de Boileau ; Néron ne saurait être donné au théâtre comme un modèle de pitié filiale ou d'amitié fraternelle. De même, le fabuliste le plus audacieux n'osera jamais représenter un loup doux et timide, un agneau féroce et sanguinaire, une fourmi paresseuse, un lièvre belliqueux et terrible. « Tout animal n'a pas toutes propriétés », comme dit Junon au paon de La Fontaine ; mais à chaque espèce appartient un caractère déterminé, qui varie infiniment peu d'un individu à l'autre. Il y a, en effet, bien peu de différences de mœurs, si même il y en a, entre un loup des steppes de Russie et un loup des forêts d'Allemagne, entre un mouton d'Algérie et un mouton de France. Le fabuliste, qui doit connaître ses héros, donnera-t-il donc invariablement aux uns des sentiments nobles, aux autres de la bassesse et de mauvais instincts, à ceux-ci toujours la prudence et la ruse, à ceux-là la seule férocité ? N'est-il pas à craindre que le champ de l'apologue ne devienne ainsi singulièrement restreint, et qu'il ne puisse offrir cette variété, qui, comme nous l'avons vu, enferme tout le secret de plaire ? Il y a là une grosse difficulté. Je vais essayer d'indiquer, en prenant pour exemples les personnages du loup et du renard, comment s'en est tiré La Fontaine.

Les loups sont nombreux dans ses *Fables*, et de bien des espèces. Dans *Le Loup et l'Agneau*, c'est un affreux scélérat, qui a résolu, dès le premier instant, la mort de l'innocent ; il déclare de la façon la plus cynique — tel un hôte de la Forêt-Noire — que la force prime le droit. Même caractère chez l'animal de même nom dans *Le Loup et les Brebis*, *Le Loup et la Cigogne*, *Le Loup plaidant contre le Renard par-devant le Singe*. L'avarice s'ajoute à la férocité chez celui qui, dans *Le Loup et le Chasseur*, voulant faire des réserves périt en cherchant à manger la corde de l'arc. Tout au contraire, dans *Le Loup et le Chien*, *Le Loup et les Bergers*, la bête sauvage nous paraît douée des plus nobles qualités : l'horreur de l'esclavage et la passion de l'indépendance, la pitié et l'humanité. Le plus souvent, enfin, le loup n'est rien de plus qu'un sot, qui prétend finasser et qui succombe victime de sa sottise : ainsi dans *Le Cheval et le*

Loup, Le Loup et le Chien maigre, Le Loup, la Chèvre et le Chevreau, Le Loup, la Mère et l'Enfant, Le Loup et le Renard, Le Lion, le Loup et le Renard, Le Loup devenu Berger. Cette dernière fable met en lumière, plus que toute autre, les fausses roueries du loup. Vingt-sept vers y sont consacrés à l'exposé et à l'exécution de son projet. Mais le maladroit a voulu pousser les choses trop loin, emmener les moutons dans son fort, ajouter la parole à l'habit, et cela gâte son affaire. Le poète en conclut :

Quiconque est loup agisse en loup :
C'est le plus certain de beaucoup.

Morale absolument analogue à celle qu'il ajoute à sa fable *Le Cheval et le Loup* :

Tu veux faire ici l'arboriste,
Et ne fus jamais que boucher.

La Fontaine tient à nous dire que des loups comme ceux-là ne sont pas de véritables loups, qu'ils feraient infiniment mieux de rester ce que la nature les a faits, de conserver les qualités et les défauts que la zoologie leur assigne. Quant aux autres, nous pouvons noter que le loup brutal et cynique est conforme aux données de l'histoire naturelle, que le loup maladroitement rusé provient, chez notre poète, des conceptions anthropomorphiques du Moyen Age et de l'antiquité, que le loup rempli d'humanité est enfin purement fantaisiste, mais que La Fontaine lui-même s'en est rendu compte, puisqu'il a pris soin de nous dire : « ... s'il en est de tels dans le monde. »

Il n'est pas sûr que le fabuliste soit allé à la chasse au loup, mais il a certainement rencontré des renards dans ces forêts qu'il avait mission de surveiller. Le renard n'a qu'un rôle effacé de courtisan ou d'écornifleur dans *Les Animaux malades de la peste*, dans *Les Deux Rats*, *Le Renard et l'Œuf* ; c'est un Gascon malin et fanfaron dans *Le Renard et les Raisins* ; c'est le type même de l'intelligence avisée et réfléchie dans *Le Renard et le Buste* ; le plus souvent, c'est le héros de la ruse et de la fourberie : rappelons simplement *Le Renard et le Corbeau*, *Le Renard et le Bouc*, *Le Loup et le Renard* ; mais, quelquefois aussi, ses ruses sont mal ourdies, et il périt ou se couvre de ridicule, comme dans *Le Chat et le Renard*, *Le Renard anglais*, *Le Renard et la Cigogne*, *Le Coq et le Renard*, *Le Renard qui a la queue coupée*.

Que conclure, sinon qu'il n'y a dans ces peintures du même animal aucune unité ? Et pourtant la zoologie nous enseigne que les espèces animales ne sont point perfectibles, et que leurs carac-

tères ne changent pas. Le naïf et candide La Fontaine nous avoue lui-même son embarras dans la fable 6 du livre XI :

Mais d'où vient qu'au renard Esope accorde un point,
C'est d'exceller en tours pleins de matoiserie ?
J'en cherche la raison, et ne la trouve point.
Quand le loup a besoin de défendre sa vie,
Ou d'attaquer celle d'autrui,
N'en sait-il pas autant que lui ?
Je crois qu'il en sait plus ; et j'oserais peut-être,
Avec quelque raison, contredire mon maître.

Qu'est-ce à dire, sinon que La Fontaine ne peut passer, à aucun titre, pour un docteur en zoologie ? Qui veut connaître scientifiquement les plantes pourrait consulter avec profit Jean-Jacques Rousseau et Bernardin de Saint-Pierre ; qui veut connaître scientifiquement les animaux ne s'adressera point au fabuliste, mais bien plutôt à Buffon, à Milne-Edwards ou à M. Breilh, dont le beau livre sur les *Merveilles de la nature* vient d'être traduit en notre langue. Il faut lire dans ce savant ouvrage le portrait du renard : « A ne le considérer que sous le rapport de l'intelligence, dit M. Breilh, le renard n'a pas son pareil... Il a conscience du danger, mais il ne le craint pas ; les pièges, les armes à feu servent à peine contre lui. Dans toutes les positions critiques, il trouve encore un moyen d'échapper ; et il faut toute l'intelligence de l'homme, aidée du secours d'animaux de la même famille que le renard, pour en venir à bout. Sa ruse, son agilité, son adresse font qu'il peut séjourner partout et malgré tout. Aucun animal n'est aussi chassé que lui, et, cependant, l'homme n'est pas même arrivé à en diminuer le nombre. »

Non seulement La Fontaine a des connaissances zoologiques très limitées, mais il n'a jamais cherché à les étendre. Il ne ressemble pas à l'artiste qui s'applique à peindre le plus possible d'après nature, mais plutôt à celui qui travaille d'après des manequins ou sur des souvenirs vagues. Il s'en tient à ce qui a été dit avant lui et est presque fâché, nous l'avons vu, d'avoir à contredire Esope. Il a l'air pourtant d'aimer les animaux et prend assez vivement leur parti contre Descartes dans *Les Souris et le Chat-Huant*, dans le *Discours à M^{me} de la Sablière* ; mais ses convictions ressemblent fort, si je ne me trompe, à celles des avocats défendant leurs clients. Ce n'est pas un animalier, c'est un fabuliste : tantôt docile à la convention, il ne s'est point soucié de la vérité ; mais, en revanche, quand la vérité l'a frappé et intéressé, il faut avouer qu'il l'a traduite avec la plus saisissante et la plus rare exactitude.

C.-M.

Transformations des sociétés européennes au XIX^e siècle.

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Maitre de conférences à l'Université de Paris.

L'Italie et l'Allemagne (1800-1859).

Nous allons étudier les transformations politiques dans la région centrale de l'Europe, dans les pays qui ont constitué autrefois le Saint-Empire et qui sont restés sous l'influence des deux grandes monarchies allemandes, et surtout sous l'influence de l'Autriche. Cette histoire est très chargée de détails, mais la plupart de ces détails sont sans importance pour l'étude que nous avons entreprise.

Bibliographie.

Instruments bibliographiques. — Pour l'Allemagne, Waitz et l'*Histoire générale* ; pour l'Italie, Bolton King, *Histoire de l'unité italienne*, 1901.

Documents. — Ce sont ceux qu'on trouve dans tous les pays de gouvernement absolutiste : des actes officiels, constitutions et ordonnances qui n'apprennent pas grand'chose. En Italie, on a publié quelques documents secrets : *Carte segrete della politica austriaca in Italia, 1814-1848* (3 vol., 1851), publication dirigée contre le gouvernement autrichien. — Les mémoires et correspondances privées abondent : pour l'Italie, ceux de Pallavicino, Pepe, d'Azeglio, Mazzini, la Farina ; pour l'Allemagne, ceux de Gentz, Goerres, Leo, Bluntschli, Gagern. — Les documents diplomatiques ont une certaine importance pour l'Italie, où les gouvernements étrangers sont souvent intervenus : on les trouve dans Bianchi, *Storia documentata della diplomazia europea in Italia*, 8 vol., 1865-72.

Ouvrages. — Les travaux d'exposition ont été très gênés par la difficulté pour les auteurs de se procurer les documents confidentiels des gouvernements ; la plupart ont été réduits aux

renseignements privés et à des fragments d'archives. — Ces travaux, monographies et biographies, sont très nombreux.

Parmi les études d'ensemble, il faut signaler, pour l'Italie : Bolton King ; Tivaroni, *Storia critica del risorgimento* ; Reuchlin, *Geschichte Italien* ; — pour l'Allemagne, Treitschke, *Deutsche Geschichte*, qui s'arrête à 1848 ; Klupfel, *Geschichte der deutschen Einheit* ; Jastrow, Goette, mêmes titres ; Fischer, *Die Nation und der Bundestag* ; Mucke, *Die politischen Bewegungen...* 1830-35 ; Haym, *Die deutsche Nationalversammlung*. Pour l'histoire des constitutions, les volumes de la collection Marquardsen, se rapportant à chaque pays.

Nous verrons successivement : 1^o comment l'ancien régime a été transformé par la domination de Napoléon et la Restauration, 1800-1815 ; 2^o comment s'est formé un mouvement de réforme qui a abouti à la Révolution, 1815-48 ; 3^o comment l'œuvre de la Révolution a été, en partie, détruite par la réaction.

I. Dans les deux pays, l'ancien régime a été bouleversé par les guerres de Napoléon ; l'Italie et l'Allemagne ont été des champs de bataille entre la Révolution, puis Napoléon et les coalisés ; ceux-ci vaincus, Napoléon règle à son gré la répartition des territoires et l'état politique.

1. En Italie. — Napoléon est maître du Nord dès 1800, et, dès 1805, toute la péninsule lui est soumise. Elle est divisée en deux catégories de pays : ceux qui sont purement et simplement annexés ; ils englobent toute la partie occidentale, et ont été réunis à l'empire français en plusieurs fois, d'abord le Piémont, puis, successivement, Gênes, la Toscane et une partie des États de l'Église ; — ceux qui forment des États alliés de l'empire français : la république cisalpine, devenue république italienne en 1802, puis royaume d'Italie en 1805, qui comprend la Lombardie, la Vénétie et les Marches, annexées en 1808 ; le royaume de Naples, donné à Joseph Bonaparte, puis à Murat. — Seules, la Sicile et la Sardaigne échappent à la domination de Napoléon ; elles ont été le refuge des rois de Piémont et des Deux-Siciles, qui y maintiennent l'ancien régime.

Dans les pays annexés à l'empire français ou placés sous l'autorité de princes français, le régime a été transformé. Les pays annexés sont divisés en départements et reçoivent toutes les institutions de la France. — Dans le royaume d'Italie, le régime révolutionnaire en matière de droit privé a été établi alors qu'il n'était encore que la république cisalpine ; puis le code Napoléon est introduit en 1806 ; le pays est divisé en départements ; toutes les nouvelles institutions françaises sont assez rapidement éta-

blies : en matière administrative, corps régulier de fonctionnaires, impôt foncier, impôts indirects (parmi lesquels un impôt sur la mouture), budget unifié, enregistrement ; — en matière ecclésiastique, sécularisation des biens d'Église, suppression des congrégations, liberté de religion ; en matière militaire, armée recrutée par la conscription, commandée par un corps d'officiers de carrière. Les populations sont encore gagnées au nouveau régime par les grands travaux d'utilité publique qu'il entreprend : routes du Simplon, du Cenis, dessèchement des marais. La transformation a été profonde. Les principaux résultats ont été la création d'un sentiment italien, grâce surtout à l'organisation d'une armée italienne ; l'augmentation de l'importance des bourgeois instruits, avocats, médecins ; la formation de groupes de libres penseurs, par suite de la suppression de la surveillance ecclésiastique sur le mouvement intellectuel. — Dans le royaume de Naples, la transformation a été beaucoup moins profonde ; les deux princes français ont été occupés à lutter contre les partisans des Bourbons et les brigands de Calabre ; de plus, Murat a dû souvent s'absenter de son royaume pour prendre part aux guerres de Napoléon. Le mouvement de réforme n'a guère consisté qu'à créer une armée à la française, avec un corps d'officiers qui deviennent hostiles à l'influence ecclésiastique ; il y a eu un léger changement social : on a aboli les droits féodaux et vendu une partie des biens d'Église, ce qui a augmenté le nombre des propriétaires.

La Restauration de 1814 a restauré les états antérieurs au régime napoléonien, sauf les deux républiques de Gênes et Venise, dont les territoires ont été annexés à deux des anciens royaumes. L'Italie de 1814 se divise en royaume de Sardaigne avec Gênes, royaume lombard-vénitien, royaume de Naples ; duchés de Toscane, Modène, Parme, sous des princes autrichiens ; États de l'Église. Les souverains redevenus absolus veulent restaurer tout l'ancien régime. Pie VII rétablit l'inquisition, autorise la torture, interdit les sociétés, persécute les francs-maçons, rétablit les tribunaux domaniaux et 2.500 couvents, supprime la vaccine et l'éclairage des rues, comme étant des institutions d'origine française. Le roi de Sardaigne promulgue un nouveau code abolissant le divorce, rétablissant la censure civile et ecclésiastique ; il détruit le jardin botanique de Turin, il veut faire sauter le pont du Pô. Le gouvernement autrichien organise un régime de bureaucratie analogue à celui qui fonctionne en Autriche, introduit le code autrichien, supprime la procédure publique et le jury. — Tous ces États sont des monarchies absolues, sans lien entre

elles ; l'Autriche a proposé l'organisation d'une confédération, le projet échoue devant l'opposition du roi de Sardaigne, que soutient le tsar.

2. — En Allemagne, la domination de Napoléon a pris une forme moins directe, mais elle a abouti, là aussi, à une transformation de l'ancien régime. — Comme en Italie, il y a eu des territoires annexés à l'Empire français (rive gauche du Rhin, côtes de la mer du Nord) et des États alliés. Le premier effet de la domination française a été une modification complète de la répartition des territoires : elle s'est faite, en 1803 et 1806, par la volonté de Napoléon, qui l'a réglée par des traités séparés avec les divers États. Les principautés ecclésiastiques, les *freie herren*, presque toute les villes libres ont disparu ; les territoires ainsi disponibles ont été donnés aux princes du Sud, au royaume de Westphalie et aux principautés créées par Napoléon. La transformation a été radicale : le nombre des États autonomes, — plus de 1.2800, si l'on compte les *freie herren*, — a été réduit à 40 ; de plus, comme les enclaves ont été supprimées, on a eu des États compacts : la région du Sud-Ouest, qui était la plus morcelée, est devenue la plus unifiée. En second lieu, l'Empire est détruit : en 1806, l'empereur renonce à son titre ; et les princes deviennent souverains, quelques-uns même prennent le titre de roi.

L'ancien régime de gouvernement est également atteint. Tous ces pays annexés sont soumis pendant vingt ans au régime français (code Napoléon, égalité civile, liberté et égalité de culte, sécularisation des biens d'Église). Dans les États souverains, la transformation a été plus ou moins complète, suivant que le souverain était un prince français ou un prince allemand et suivant le caractère du prince allemand ; dans les États soumis à un prince français, le régime révolutionnaire a été complètement établi ; dans les autres, les institutions ont été plus ou moins modifiées : en Wurtemberg, les anciens Landstände disparaissent ; en Bavière, les changements portent surtout sur le régime ecclésiastique : le clergé est soumis au gouvernement ; mais les droits seigneuriaux sont maintenus. — Le principal résultat a été de fortifier la bourgeoisie, ce qui prépare un personnel d'intellectuels libéraux, et de fonder les sujets de chaque État, ce qui prépare le sentiment national. D'autre part, ce sentiment national a été excité dans le Nord par l'absolutisme de Napoléon : les littérateurs ont été les premiers à protester ; puis, dès 1809, des soulèvements militaires se sont produits sur plusieurs points ; enfin, en 1813, l'éveil du sentiment national a été à peu près général.

La restauration de 1814 a été moins radicale qu'en Italie. Seuls,

les souverains laïques dépossédés ont été rétablis ; les princes de l'Allemagne du Sud ont fait reconnaître leurs nouveaux titres et leur souveraineté absolue. Mais la dissolution de l'Empire a été maintenue ; les patriotes, Stein à leur tête, protestent, réclament la restauration de l'Empire avec la constitution traditionnelle ; l'Autriche et les souverains allemands refusent. Pourtant, on n'a pas osé rester sans aucun lien entre les divers princes, et on établit un *Bund* perpétuel. L'Allemagne constitue une confédération d'États, un *Staatenbund*, avec un organe unique, le *Bundestag*, à Francfort. Mais les membres de cette assemblée ne sont que des fonctionnaires de leur gouvernement : ils ont des instructions qui les lient, ils sont tenus de demander des ordres pour chaque décision à prendre ; quand il s'agit d'un grand changement, il faut l'unanimité ; les pouvoirs de l'assemblée sont mal délimités : le Bund règle l'armée et les forteresses fédérales, les affaires communes ; mais chaque prince a son armée et ses ambassadeurs particuliers ; d'autre part, le Bund n'a aucune action sur le régime intérieur de chaque État ; à ce sujet, on s'est contenté de poser un principe vague : *Es wird landständige Verfassungen*, il y aura un régime d'assemblées d'États ». Mais, comme on n'a établi aucune sanction contre les princes qui se refuseraient à organiser ces assemblées, comme on ne leur a indiqué aucun délai, les princes restent maîtres d'organiser à leur guise le régime de leur gouvernement.

II. — Le mouvement pour obtenir une réforme de ce régime commence dès qu'il est établi ; il s'accroît très lentement et aboutit à la Révolution de 1848. Cette période 1815-1848 est remplie de manifestations littéraires, d'agitations, qui restèrent presque toutes sans effet. — Nous indiquerons seulement la succession des oppositions et le caractère dominant de chacune d'elles.

1. — En Italie, les mécontents reprochent au régime deux sortes de caractères ; d'où deux sortes d'oppositions. — Le régime établit un gouvernement absolu, aristocratique, donne un pouvoir matériel au clergé : de là, une opposition libérale, bourgeoise, laïque, qui demande une constitution, l'égalité civile, la liberté religieuse. — Le régime maintient le morcellement de l'Italie et la domination de l'étranger : de là, une opposition nationale, qui veut la constitution d'un État italien et l'expulsion des Autrichiens. — Ces deux sortes d'opposition ont pris des formes différentes suivant les moments.

De 1815 à 1823, les mécontents se recrutent parmi les officiers, atteints par la propagande maçonnique, organisés en sociétés secrètes : la principale est la *Charbonnerie*, fondée à Naples contre

les Français, puis tournée contre les Bourbons. Des soulèvements militaires éclatent en Lombardie, à Naples, où les officiers, un moment victorieux, proclament la Constitution espagnole de 1812, à Alexandrie. Ces divers mouvements sont écrasés par l'armée autrichienne.

De 1830 à 1840, la bourgeoisie prend la tête du mouvement, dans les États où le souverain est sans force matérielle, dans les États du Centre. Des insurrections éclatent dans l'État pontifical (dans les Romagnes), à Modène, à Parme : on forme des gouvernements provisoires, on constitue des gardes civiques. Les Autrichiens rétablissent l'ordre en 1832. — En même temps, sur divers points, se produisent des mouvements démocratiques républicains : à Gênes, Mazzini crée la *Jeune Italie*, société secrète qui devient vite société internationale, la *Jeune Europe* ; elle provoque des complots contre les souverains et des soulèvements locaux.

Après 1840, le mouvement devient plus général la bourgeoisie, une partie de la noblesse, une partie du clergé s'en mêlent ; mais tout se borne à des écrits. Un prêtre, Gioberti, un noble, le comte Balbo, un poète, M. d'Azeglio, tous monarchistes libéraux, demandent des constitutions et la formation d'une union italienne par une fédération entre les princes, sous la présidence du pape. Ils ne s'accordent pas toujours sur les moyens d'arriver à cette unité nationale et ne s'entendent guère que sur deux points : il faut chasser l'Autrichien ; il ne faut pas faire appel à l'étranger : de cette époque date la formule *Italia fara da se*.

Ce mouvement aboutit à des réformes données par les gouvernements. — Pie IX, élu en 1846, accorde une amnistie, autorise la formation de salles de lectures, organise un conseil des ministres, une garde nationale. Le duc de Toscane, le roi de Sardaigne relâchent le régime de la presse, abolissent la censure, autorisent la formation de gardes civiques. Puis les souverains donnent des constitutions, en Sardaigne le 8 février 1848, en Toscane le 11, — donc avant la Révolution française, — le pape, le 14 mars.

Après la Révolution de février, il se fait en Italie deux révolutions. La première est monarchique : le roi de Sardaigne s'allie avec les autres princes italiens pour expulser les Autrichiens, en profitant de leurs embarras intérieurs ; il adopte le drapeau tricolore ; il occupe la Lombardie, puis la Vénétie, qu'il réunit au Piémont à la suite d'un plébiscite, par conséquent, d'une reconnaissance de la souveraineté populaire. — La seconde révolution est républicaine : à Rome, le pape, effrayé, s'enfuit ; on proclame une république romaine, on convoque une Constituante qui donne le gouvernement à un triumvirat dont Mazzini est le chef ; en

Toscane, la République est proclamée (mars 1849). L'Italie se trouve donc divisée entre deux régimes de gouvernement : dans le Nord et le Sud sont des monarchies ; dans le Centre, des républiques.

2. — En Allemagne, comme en Italie, le mécontentement est double : on se plaint du régime intérieur de chaque État, du gouvernement absolu par la cour et les fonctionnaires, on réclame une constitution, une Chambre élue, une presse libre ; on se plaint du régime fédéral, de la Diète sans pouvoir, des barrières de douanes entre les États ; on demande de resserrer le lien entre les Allemands, de créer un *Bundesstaat* à la place du *Staatenbund*. Ces deux mécontentements sont tantôt unis, tantôt séparés ; et, comme en Italie, on a, pendant trente ans, des agitations sans résultat.

Le mouvement commence dans les universités, surtout dans celles des petits États du centre, particulièrement à Iéna. On crée une association générale des étudiants allemands, la *Burschenschaft*, quelques sociétés secrètes ; on se livre à quelques manifestations qui effraient les gouvernements. En 1820, le *Bund* prescrit de persécuter les étudiants, de surveiller les Universités, d'établir la censure.

Dans les États du Sud-Ouest, les plus voisins de la France, les souverains donnent des constitutions ; toutes sont *octroyées* ; le roi garde le pouvoir souverain, mais promet de le limiter sur certains points formellement exprimés : les lois, les impôts seront votés par une assemblée formée de représentants élus et de notables. Ces assemblées portent le vieux nom de *Landstände*, mais sont des assemblées modernes. Par là se crée un personnel de députés qui font des discours où ils exposent des théories libérales, destinées à un grand retentissement dans toute l'Allemagne. Les hommes qui sont à la tête de ce mouvement libéral, constitutionnel, ne sont pas nationalistes unitaires, parce qu'ils se défient des grands États absolutistes ; ils sont, au contraire, particularistes, et, en un sens, internationalistes, parce qu'ils songent à s'appuyer sur la France. Les grands États prennent peur, usent de leur influence prépondérante dans le *Bund* pour faire décider des mesures de répression. Les résolutions prises à la conférence de Johannesberg sont votées par la Diète (1824) : les princes devront surveiller les Chambres pour empêcher toute atteinte au principe monarchique ; il est interdit de publier un compte rendu des séances. Dès lors, il n'y a plus de vie politique en Allemagne.

À la même époque, la Prusse commence à travailler à l'union douanière par le *Zollverein*. — En établissant sa ligne de douanes,

la Prusse fut amenée à y enfermer les territoires enclavés ; les petits princes protestèrent, réclamèrent à la Diète, puis finirent par accepter ; en 1828, un grand État, la Hesse-Darmstadt entra dans l'union douanière prussienne. En concurrence avec le Zollverein prussien se formèrent d'autres unions douanières entre les États du Sud, entre les États du Centre (1828).

Après 1830, commence un mouvement imité de la France, libéral et démocratique. On demande les institutions des pays libres : Chambres législatives avec vote du budget, liberté de la presse, jury, garde nationale ; on procède par des réunions et des manifestations. Les États à gouvernement faible, Brunswick, Hesse, Saxe, Hanovre, cèdent, accordent des constitutions. Mais, en 1832, le *Bund* organise une commission pour surveiller les Chambres, interdit les sociétés et les réunions politiques, les cocardes et les insignes, annule la loi sur la presse du grand duché de Bade. Les radicaux songent à renverser les gouvernements absolutistes avec l'aide des révolutionnaires français et polonais, forment des sociétés secrètes (la *Jeune Allemagne*), tentent un coup de main sur Francfort (1833). Ce mouvement radical est écrasé par les décrets de 1834, qu'on n'ose pas publier complètement par crainte de soulever l'opinion publique. Les étudiants et les écrivains sont persécutés. Le *Bund* achève de se rendre odieux : il n'a donné à l'Allemagne qu'une institution commune, une police politique.

La Prusse achève alors de constituer son Zollverein. L'union du centre est disloquée par les efforts communs des unions prussiennes et du Sud ; la Hesse adhère au Zollverein, puis tous les États du Sud, et, en 1836, la plus grande partie de l'Allemagne forme une union douanière avec le tarif et les traités de commerce prussiens.

A partir de 1840, sous l'influence d'une menace de guerre avec la France, se forme un mouvement national : on songe à reconstituer l'unité allemande sous la direction de la Prusse. Les préoccupations libérales passent au second plan. Dans plusieurs congrès de professeurs, on parle des questions nationales, d'un parlement allemand ; un professeur, Gervinus, fonde à Heidelberg la *Deutsche Zeitung*.

Le mouvement est brusquement changé en révolution par l'exemple de la France. Les premières manifestations se produisent dans les États du Sud, déjà pourvus d'un régime constitutionnel : des libéraux, professeurs et journalistes, réunis à Heidelberg, convoquent à Francfort pour un *Vorparlement* tous les Allemands qui ont déjà siégé dans une Chambre. Il en vient 5 ou 600, presque tous de l'Allemagne du Sud. Les gouvernements

effrayés laissent faire, puis obéissent aux décisions du *Vorparlement* : ils changent leurs délégués à la Diète, adoptent le drapeau tricolore, noir, rouge et or (c'est le drapeau de la *Burschenschaft*). Le Vorparlement demande la convocation d'un Parlement élu au suffrage universel par tous les pays allemands et même les provinces non allemandes de la Prusse, et chargé de rédiger une constitution nationale ; la Diète obéit.

Le Parlement se réunit à Francfort en mai 1848 ; il compte 586 députés, de tous les pays allemands, sauf la Bohême. Les partis se forment sur la question de l'organisation à donner à l'Allemagne : une droite, autrichienne et conservatrice ; une gauche, démocratique ; deux centres, libéraux et prussiens. Il y a une majorité énorme pour demander l'unité et un régime libéral. On s'accorde facilement pour voter l'unification de l'Allemagne : on crée un « administrateur d'empire », assisté par un ministère d'Empire. Puis on commence la discussion d'une constitution libérale commune ; on vote les « droits fondamentaux » des citoyens allemands. Mais on se divise sur les questions pratiques : quels pays entreront dans l'État fédéral ? A quel prince sera donné le pouvoir fédéral ? Chaque question comporte deux solutions ; mais admettre une solution à l'une d'elles, ne permet plus de choisir la solution de l'autre. Deux partis se forment dans le Parlement : la « Petite Allemagne » veut un État fédéral, constitué par les seuls pays allemands et placé sous la direction du roi de Prusse ; la « Grande Allemagne » veut une confédération d'États, qui comprendra les États de gouvernement allemand, admis avec tous leurs territoires, même s'ils ne sont pas allemands, et sera placée sous la direction de l'Autriche. — Le parti de la Petite Allemagne a la majorité ; aussitôt l'Autriche rappelle ses députés. Le Parlement autorise alors le ministère d'empire à entrer en relations diplomatiques avec l'Autriche, ce qui équivaut à déclarer qu'on ne la reconnaît pas comme partie intégrante de l'Allemagne ; puis il décide que l'Allemagne sera organisée en empire héréditaire et que la dignité d'« empereur des Allemands » sera conférée à un des princes allemands régnants (mars 1849).

III. La Révolution de 1848 a bouleversé l'Italie et l'Allemagne. La réaction détruit la plus grande partie des changements, de 1849 à 1859, mais laisse les deux pays dans un état d'équilibre instable.

I. En Italie, la réaction commence dès 1848 dans l'État le plus absolutiste, à Naples ; le roi profite d'une émeute républicaine pour dissoudre la Chambre et supprimer les journaux libéraux ; puis il envoie une armée en Sicile et fait bombarder Messine ; la

répression, très cruelle, eut un grand retentissement en Europe, parce que Gladstone la dénonça dans une série d'articles de journaux. — Dans le Nord, l'armée autrichienne réoccupe la Lombardie, puis Venise. — Dans le centre, la restauration se fait grâce à l'intervention d'armées étrangères, française à Rome, autrichienne dans les duchés et en Romagne : les républiques sont écrasées, les souverains restaurés ; là, le principal résultat a été de rendre la domination étrangère plus directe, car les armées y restent, et, appuyés sur elles, les souverains peuvent contenir les mécontents et restaurer l'ancien régime. A Rome même, le gouvernement français dut intervenir pour obliger le pape à accorder une amnistie et confier l'administration à des conseils laïques ; Pie IX cède, mais ne publie qu'une amnistie partielle et n'organise que des conseils sans pouvoir. A Parme, en Toscane, les arrestations furent nombreuses, les constitutions abolies. — Dans le royaume lombard-vénitien, le régime militaire fut maintenu pendant plusieurs années, rendant le gouvernement autrichien odieux aux populations.

Du mouvement de 1848, il se conserve un débris important. Le gouvernement sarde refuse de prendre part à la réaction, malgré les offres de l'Autriche (pas d'indemnité de guerre, union de Parme). Victor-Emmanuel garde la constitution de 1848, le drapeau tricolore, et, malgré les difficultés qu'il éprouve à faire ratifier la paix par la Chambre, maintient le régime constitutionnel. — Le Piémont devient le centre du mouvement national italien, quand Cavour et Ratazzi arrivent au ministère : ils laissent se former l'*Union nationale*, qui a pour programme la formation de l'unité italienne avec l'aide de la Sardaigne et des États étrangers.

2. En Allemagne, la tentative de créer un État fédéral avorte. — Le roi de Prusse, élu empereur par le Parlement, refuse. La constitution libérale est repoussée par les princes ; pour la leur faire accepter, les républicains essaient des soulèvements dans la province du Rhin, à Bade, en Saxe ; ils sont écrasés par l'armée prussienne. Mais les gouvernements, effrayés, rappellent leurs députés ; seuls, les républicains décidés refusent d'obéir et se transportent à Stuttgart ; là, ils entrent en conflit avec le gouvernement, qui les fait disperser par des soldats.

Le roi de Prusse essaie alors de constituer un État fédéral par une entente avec les souverains. Les princes voisins de la Prusse, Hanovre, Saxe, acceptent par peur des armées prussiennes. Un parlement se réunit à Erfurt (janvier 1850), vote une constitution proposée par la Prusse. Mais les princes du Sud, soutenus par

l'Autriche, refusent d'entrer dans l'*Union*, et obligent le roi de Prusse à renoncer à son projet. Alors, le *Bund* est restauré ; comme avant 1848, l'Autriche y est toute-puissante.

En Allemagne, la réaction a été générale. La Prusse et quelques petits États ont bien maintenu les constitutions qu'il a fallu accorder ; mais ces constitutions ne sont pas appliquées.

M. T.

Théophile Gautier

Leçon de M. EMMANUEL DES ESSARTS,

Professeur à l'Université de Clermont-Ferrand.

Dans mes études antérieures sur le Romantisme, j'ai eu souvent l'occasion de prononcer le nom de Théophile Gautier et d'annoncer ce maître écrivain comme devant être, dans la troisième période de l'école, ce que fut Sainte-Beuve dans la seconde, le lieutenant de Victor Hugo. « Après Ali, Omar », disait M. Viennet, classique furibond, mais un Omar qui n'aurait pas brûlé, mais enrichi la Bibliothèque d'Alexandrie, Théophile Gautier fut, en effet, si dévoué à Victor Hugo qu'il a toujours subordonné sa gloire à celle de celui qu'il appelait son roi, son dieu, et que Victor Hugo pouvait, en 1833, lui écrire la lettre suivante : « Je suis tout fier, cher Albertus, fier de votre amitié, fier de votre talent. « Quelle magnifique image vous avez faite à propos de moi ! Je « suis orgueilleux de l'avoir inspirée et je ne le serais pas moins « de l'avoir trouvée. C'est que vous êtes un grand poète en même « temps qu'un excellent ami. »

Plus tard, ce même Théophile Gautier, à la reprise d'*Hernani*, en 1867, répondait au comte Waleski, le ministre de l'Empire, qui lui demandait d'atténuer l'éloge du drame et du poète, par l'offre de sa démission, c'est-à-dire par la ruine acceptée volontairement en l'honneur de ses convictions. Je ne sais pas pourquoi les récents critiques ont imaginé une dissidence littéraire, qui n'exista jamais, entre Gautier et Hugo. Ce « Théo », que j'ai connu dès mon enfance et jusqu'à sa mort, éprouvait, m'a-t-il dit, même blanchi

par l'âge, couronné de génie, une sorte de tremblement, d'admiration en présence de Victor Hugo. Il ne négligeait aucune occasion de se proclamer son disciple ; et ce disciple était lui-même un maître, un maître des plus grands, indépendant, original, quelque chose comme le Goethe d'une littérature renouvelée, qui a eu, à la fois, dans Victor Hugo son Eschyle, son Dante et son Shakespeare.

La vie de Théophile Gautier, peu connue du public actuel, a été une vie de travail et de prouesses d'art, coupée à certains moments par des voyages qui se sont transformés en ouvrages de premier ordre. Il était né à Tarbes, le 30 avril 1811, d'un père employé des contributions directes et d'une mère attachée par ses ascendants à la maison du comte d'Artois. Tous deux étaient originaires d'Avignon. Le grand-père, Gautier d'Avançon, avait été un chasseur intrépide : il vécut jusqu'à cent ans. Son fils arriva à quatre-vingt-dix ans. Sans les privations du siège de Paris, Théophile Gautier, que l'on a connu robuste comme un chêne, fût parvenu à la même longévité.

Le père de Théophile Gautier offrait cette double particularité, dans ses fonctions modestes, d'être un royaliste convaincu, passionné, intransigeant, et un humaniste consommé. Royaliste, comme il y en avait beaucoup à cette date, même dans la petite bourgeoisie, il perdit presque toutes ses épargnes pour avoir mis tout son avoir à la hausse après la déclaration des Ordonnances en 1830. Son humanisme lui servit davantage. Il communiqua de bonne heure à son fils cette maîtrise du grec et du latin, sans laquelle l'instruction même la plus consciencieusement acquise laisse toujours des vides et des lacunes irréparables. On n'arrive à rien de parfait sans avoir connu les purs modèles. L'antiquité, d'ailleurs, est une école de raison, de saine politique et d'histoire en même temps que d'art, et ceux qui prétenderaient pouvoir remplacer l'éducation gréco-latine par l'enseignement primaire supérieur n'aboutiraient, à mon avis, qu'à niveler les intelligences et à déprimer l'esprit français. La suppression des études classiques serait pour notre pays un véritable Sedan intellectuel.

Théophile Gautier ne résida jamais à Tarbes, quoiqu'il se soit fait une légende sur son prétendu séjour dans cette ville. Il quitta Tarbes avec ses parents à l'âge de trois ans, en 1814, et n'y revint qu'en 1860 au cours d'un voyage. Là, le proviseur du lycée lui montra solennellement la salle où, disait-il, le jeune Théophile avait inscrit son nom sur un pupitre, et il lui raconta, touchant ses études, vingt anecdotes apocryphes. Gautier, a dit, à ce propos, dans ses *Souvenirs*, qu'il avait pu connaître ce jour-là, suivant

l'expression d'Alfred de Musset, le jeune homme vêtu de noir qui lui ressemblait comme un frère. Les habitants de Tarbes, à défaut de condisciple, ont toujours eu Gautier pour compatriote, et ils en ont été fiers : car ils lui avaient, par souscription, dédié les fonds d'une statue ; mais le conseil municipal refusa l'emplacement.

Quant à cet Avignon, berceau de sa famille, Gautier admirait la situation pittoresque de cette cité, mais il n'y résida jamais. Il y possédait une maison dont le loyer n'était payé qu'à distants intervalles. Quand je fus nommé professeur de rhétorique dans cette ville, le Maître me pria d'aller chercher ses revenus, « sans trop insister », ajoutait l'excellent homme. Je vais à destination, je rencontre une famille très aisée d'apparence, la mère, petite et sèche, le père gros comme un muids, le fils grand et long comme un carême prenant. Ils me demandent fort poliment le motif de ma visite. Je l'énonce. A ce mot de loyer, tous de réclamer ; ils parlaient en même temps, mais je les comprenais fort bien. Ils suivirent toute la gamme de la résistance. D'abord, la stupéfaction accompagnée d'exclamations et de gestes : « Comprend-on, disaient-ils avec l'accent de Tartarin, ce M. Gautier qui réclame ses loyers, mais c'est une indécatesse ». De l'étonnement, ils passent à la fureur ; ils menacent Gautier de vendettas cruelles. Puis ils en viennent aux supplications obséquieuses et byzantines, aux larmes, aux sanglots, aux genuflexions. Enfin, quand à la longue je leur déclare, pour me débarrasser, que leur propriétaire leur laisse tout le temps qu'ils voudront pour s'acquitter, ils déploient la joie la plus insensée, bénissent, glorifient, magnifient le poète et son mandataire, et finissent par entonner un cantique et danser une farandole.

A Paris, Théophile Gautier entra vite au collège : à neuf ans, il était à Charlemagne, où il fit ses études et fut constamment le premier de sa classe. Très fort en latin, il avait déjà, même comme écolier, des idées personnelles. Il préférait Martial à Horace et Claudien à toute la poésie antérieure. Il a, du reste, admirablement imité l'*Hymne au Sommeil* de Stace. Entre deux discours cicéroniens, il s'appliquait à écrire en style africain. Jusqu'à la fin de sa vie, il consacra de rares loisirs à construire d'excellents vers latins, dont, en ma qualité de jeune ami comme d'humaniste, j'eus de temps en temps la confiance. Entre autres, il avait édifié un remarquable poème sur « l'art de la nage », dont il avait été, dès son adolescence, un des plus vaillants adeptes. Il soutenait avoir été capable de renouveler les exploits de Léandre et de lord Byron.

A Charlemagne, Théophile contracta une de ces amitiés qui durent toujours. Il se lia promptement avec un camarade très doux, très précoce, Gérard Labrunie de Nerval, qui était célèbre au collège. Il avait à dix-sept ans publié un volume : *Élégies nationales*, empreintes de ce bonapartisme républicain qui fut un des modes d'opposition sous la Restauration et même sous Louis-Philippe. A dix-huit ans, Gérard publiait une traduction de *Faust* que le grand Goethe, l'Olympien de Weimar, daigna déclarer la meilleure, celle où il s'était le mieux compris. Nerval, du reste, était romantique, et, dans sa foi juvénile, il trouva, tout de suite, un coreligionnaire en la personne de Théophile Gautier. Il le recruta comme auxiliaire en second à la première d'*Hernani*. On sait le rôle qu'y joua Gautier. Il fit vaillamment son devoir d'aplaudisseur, de partisan, de séide. Mais il donna, par la singularité voulue de son costume, le prétexte d'une légende contre laquelle il s'est défendu, la légende du « gilet rouge ». M^{me} Hugo confirme à cet égard le récit de Gautier, qui, plus tard, au lendemain d'un second échec à l'Académie, où il n'a occupé que le quarante et unième fauteuil, déclarait : « Ce gilet rouge, ils me le feront porter toute ma vie. »

Gautier faisait déjà des vers ; mais il montra d'abord une autre vocation ; car il était entré dans l'atelier d'un peintre nommé Rioult, dont il a décrit un tableau dans ses premières poésies. Théophile était bon dessinateur. Eût-il été bon peintre ? Il l'a toujours cru ; et il était flatté qu'Alfred de Musset eût dit de lui, dans *Mie prigionia* :

Celui qui fit, je le présume,
Ce médaillon,
· Avait un gentil brin de plume
A son crayon.

En tout cas, Gautier a merveilleusement apprécié les artistes et jugé les *Salons*. Et, d'ailleurs, il a été peintre et grand peintre dans sa prose et dans ses vers.

Elève accrédité de Victor Hugo, qu'il suivit de la rue Jean-Goujon à la place Royale, où lui-même habitait avec ses parents, Gautier avait ses entrées chez le maître. En dehors de cette maison hospitalière, il faisait partie d'un petit cénacle de jeunes novateurs, artistes et poètes : c'étaient Petrus Borel, dont on attendait les *Rapsodies*, Bouchardy le dramaturge, Auguste Maquet, le futur collaborateur de Dumas, Philotée O'Neddy, c'est-à-dire Dondey de Sauteny, dont Ernest Havet conservait la mémoire, et des artistes originaux, Célestin Nanteuil, Jehan du Seigneur le statuaire, Jules

Verba, architecte, alors fameux par un *Traité sur l'incommodité des commodés*. Ils étaient tous pleins de foi, d'ardeur, de prosélytisme ; mais Gautier et Nerval furent les seuls astres de première grandeur dans cette inégale Pléiade. Le poète a consacré la mémoire de ce groupe juvénile dans son *Château du Souvenir*.

Ce fut par la poésie que Gautier entra dans la littérature française. Il dédaigna, pendant quelque temps, la prose comme une forme inférieure, ce qui souvent est vrai. Quoi qu'il en soit, le jour même de la Révolution de 1830, il fit paraître, aux frais de ses braves parents, son premier volume de poésies. Les circonstances n'étaient pas favorables ; mais, neuf ans après, le volume reparaissait augmenté du poème d'*Albertus*, qui fit sensation chez les connaisseurs, et la réputation de l'auteur était fondée.

Les premières poésies du chef de bande d'*Hernani* n'étaient pas vulgaires. Cependant ce recueil initial trahit, le plus souvent, l'imitation de V. Hugo, d'Émile Deschamps, de Sainte-Beuve. Le grand poète descriptif s'annonce surtout dans les paysages par la précision du trait, la netteté de la couleur. De charmants vers élégiaques se détachent de temps en temps ; les *Intérieurs* renferment une épître d'allure très aisée, vraiment classique ; les *Fantaisies* contiennent de bons sonnets. Mais l'originalité n'est pas encore venue.

Elle vint avec cet *Albertus*, légende d'un tour fantasque et d'une exécution hardie, qui note, avec *Mardoche* et *Namouna*, d'Alfred de Musset, avec *Arabelle*, de Jules de Saint-Félix, avec le *Souper du Commandeur*, d'Henry Blaze, le *Marck*, d'Anson de Chancel, un des moments du Romantisme. C'est de la poésie à la Byron, ironique, railleuse, aux échappées lyriques ; c'est aussi de la poésie de peintre à la palette prestigieuse.

A son deuxième volume de vers, qui parut en 1838, Gautier était décidément un grand poète, et ce volume portait pour titre la *Comédie de la mort*. Le poème qui donne son nom à ce recueil, est d'une belle conception, d'une savante ordonnance, d'un effort hardi. Dans le détail, il y a de la force et de la chaleur, et surtout de la gravité michel ange'sque, de la sévérité florentine. Il y a aussi de la pensée. L'idée des défunts qui peuvent revenir visiter les vivants et constater les oublis, le dialogue du ver et de la trépassée, les évocations de Raphaël, de Faust, de don Juan, de Napoléon, l'une après l'autre, ont de la grandeur. La péroraison est superbe. Mais, si remarquable que soit ce poème, je n'hésite point à lui préférer comme perfection les vingt chefs-d'œuvre qui viennent à la suite. Ce sont d'abord des pièces si fermes d'accent, si nettes de style, si pures, *Ténèbres*, *Thébaïde*, *Melancholia*, *Magdalena*, *Trois paysa-*

gistes, Notre-Dame, l'Hymne au sommeil, les vers A un jeune tribun, dont Émile Montégut a dit avec raison que Théophile Gautier avait ressuscité en la colorant l'épître de nos pères, ce genre si français, et qu'il était, par certains côtés, un Boileau romantique. Mais, encore au-dessus de ces pièces si parfaites, je ne craindrais pas de mettre les *Terze rime* qui sont toutes des chefs-d'œuvre, à la façon des grands Italiens ou de nos poètes du *xvii^e* siècle. Ces poésies en tercets sont admirables. On ne saurait laquelle élire, *Compensation* ou bien *Quand Michel Ange eut fait la chapelle Sixtine*.

Viennent ensuite, dans un autre genre, d'autres chefs-d'œuvre mignons, délicats, exquis, *Pastel, Chinoiserie, Lamento*; etc., cette pièce répond aux détracteurs de Gautier qui ont osé le déclarer insensible. Gautier a de la sensibilité dans son œuvre, comme il en avait dans sa vie. Seulement, c'est une sensibilité qui ne se prodigue pas, qui ne déborde point, qui n'a rien de banal; c'est la sensibilité d'une nature forte, qui préserve la fierté de ses larmes et ne les laisse couler qu'à bon escient.

Il reste, pour cette première période, à signaler dans l'existence de Gautier les *Jeune France*, le recueil de nouvelles où il a mis en scène avec relief les travers de l'époque, les excentricités littéraires des exagérés de toutes les écoles. C'était, avec un mélange de verve folle et de correction classique, la symétrie dans la hardiesse, le grand art dans la fantaisie, le carnaval de la Muse!

Il reste, pour cette saison de jeunesse, à indiquer *Les Grotesques*, une série d'études originales sur les victimes de Boileau, *Mlle de Maupin* et *Fortunio*, deux chefs-d'œuvre parfois scabreux de dilettantisme esthétique. Au moment où nous le quittons (1), il était en plein rayonnement de jeunesse et de gloire. Des nécessités de famille l'obligèrent de s'atteler au feuilleton hebdomadaire. Il y perdit le loisir indispensable aux œuvres de longue haleine. Cependant sa prodigieuse possession du style lui permettra de produire, après une lente élaboration, une admirable reconstitution du passé, *Le Capitaine Fracasse*, des volumes de nouvelles exquis et un recueil de vers définitifs émerveillant, *Émaux et Camées*, peut-être supérieur à la *Comédie de la mort*. Au près de ce livre, qui réalise la grandeur dans la grâce, saluons ces deux comédies, modèles du théâtre fantasque, qui rejoignent le Molière du *Dépit amoureux* au Banville du *Beau Léandre*, *Pierrot posthume* et *Le Tricorne enchanté*; ce sont d'étingelants bijoux. Quant au reste de ses ouvrages, Gautier a tout marqué du sceau de la perfection.

(1) 1840.

En résumé, poète et prosateur hors ligne, Théophile Gautier a été l'un des plus ingénieux et des plus souples parmi les grands écrivains de la littérature française. Baudelaire a eu raison de l'apparenter à La Bruyère et à Buffon : n'a-t-il pas, comme eux, uni l'art le plus curieux à la correction la plus soutenue ? Il a possédé toutes les ressources du style et les dons aussi de l'invention ; car il a, dans ses récits et dans ses vers, embrassé toutes les civilisations et toutes les époques, et et il a pu dire à ses amis : « J'ai produit cinquante volumes, et c'est pour cela que l'on m'appelle paresseux. »

Si l'artiste a été vraiment impeccable, « magicien ès lettres françaises », l'homme était excellent. Sous des dehors froids et sous un masque de paradoxe, il cachait une haute raison et un cœur tendre autant que généreux. Il a usé sa vie au travail pour mieux remplir ses devoirs de famille ; il s'est exposé à des privations et à des souffrances de toute sorte pour regagner Paris pendant le siège. On connaît de lui ce mot charmant et authentique, en apprenant à Genève les désastres de la France : « On bat maman, j'accours ». Il en est mort, épuisé par la famine obsidionale. Deux ans après, en 1872, il succombait tout à fait anémié. En définitive, Théophile Gautier est mort pour la patrie. Il a été aussi bon qu'il était grand. Or, si le génie est le diadème du poète, de ce diadème splendide la bonté sera toujours le diamant (1).

EMMANUEL DES ESSARTS.

(1) N'omettons pas l'occasion de saluer la prose merveilleuse de M^{me} Judith Gautier, la fille aînée du Maître, et le multiple talent de son gendre, M. Émile Bergerat.

Sujets de devoirs

I.

UNIVERSITÉ DE PARIS

CONFÉRENCE D'ANGLAIS.

I. *Agrégation.*

Leçon en français.

La littérature politique au temps de la reine Anne, à propos du *John Bull* d'Arbuthnot.

Lesson in English.

How far is the excellence of Arbuthnot's prose diction ascribable to Swift's influence ?

II. *Licence.*

English Essay.

Adam Bede.

III. *Agrégation et licence.*

Version.

D. G. Rossetti. — *The Portrait.*

“ In painting her I shrined her face.

— And páint this picture.”

Thème.

Choix de lettres du xviii^e siècle, Lanson, p. 326.

— « Une journée de voyage.

— Monthléry, quand il est trop long. »

II.

UNIVERSITÉ DE NANCY.

Dissertation française.*Licence.*

Commentez, appréciez et critiquez, s'il y a lieu, cette opinion de M. Brunetière sur Beaumarchais (*Manuel de l'histoire de la littérature française*, page 371) : «... Et que son Figaro soit lui-même, Pierre Augustin, dépeint au vif, avec son absence entière de scrupules et son fonds de gaieté, ou qu'on y veuille voir un précurseur de la Révolution, ce qu'il est de plus et avant tout, c'est Frontin, c'est Crispin, c'est Scapin, c'est le valet de l'ancienne comédie, c'en est le dernier et le plus amusant. »

Dissertation philosophique.*Licence.*

La croyance au libre arbitre augmente-t-elle ou diminue-t-elle la valeur de la connaissance ?

Thème latin.*Licence.*

Chateaubriand, *Génie du Christianisme* (1^{re} partie), livre V, chap. XIII, depuis : « Le plus beau, le plus moral des instincts... » jusqu'à : «... la terre, les abris et le soleil de la plaine le font mourir. »

Dissertation latine.*Licence.*

Oratoria M. Tullii *Institutione* fretus, ad oratorem informandum philosophiam multum conferre demonstrabis.

Version latine.*Agrégation de grammaire.*

Cicéron, *De Officiis*, livre II, et 21, depuis : « Sed quoniam de eo genere beneficiorum... », jusqu'à : « ...necessitati esse parendum ».

III.

UNIVERSITÉ DE POITIERS

Composition française.

Comparer les *Burgraves* et la *Fille de Roland*.

Enseignement primaire.

Expliquer cette pensée de la marquise de Lambert : « Un hôtel de Rambouillet, si honoré dans le siècle passé, serait le ridicule du nôtre. » (*Réflexions sur les Femmes*.)

Dissertation latine.

Quæretur utrum recte an non dictum fuerit : *Quicquid romana facundia habet, quod insolenti Graeciæ aut opponat aut praeferat, circa Ciceronem effluit*. (Sénèque le Rhét. *Controverses*, I, préf. 6.)

Thème latin.

La Bruyère, *De la Cour*, I, depuis : « L'on court les malheureux pour les envisager... », jusqu'à : « Que de choses pour vous à éviter ! »

Thème grec.

Fénelon, *Télémaque*, livre XIII, depuis : « Hélas ! s'écriait Télémaque, voilà donc les maux que la guerre entraîne après elle ! » jusqu'à : « Quelle gloire monstrueuse ! »

Moyen Age.

L'armée en France au xiv^e siècle.

Temps modernes.

Charles-Quint.

Histoire contemporaine.

Cavour.

Histoire ancienne.

1. La démagogie pendant la guerre du Péloponèse.
2. La civilisation alexandrine.
3. L'Église chrétienne au II^e siècle.

Géographie.

1. Le commerce anglais d'exportation.
2. La région de l'Escaut.
3. La Bohême.

Philosophie.*Licence.*

Exposer et expliquer l'influence du sentiment sur l'imagination.

Enseignement primaire.

« La curiosité des enfants est un penchant de la nature qui va comme au-devant de l'instruction — ne manquez pas d'en profiter. » (Fénelon.)

Grammaire.

L'adverbe, sa morphologie en grec et en latin.

Métrique.

Les syllabes communes en grec et en latin.

Le gérant : E. FROMANTIN.

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Les poètes secondaires du XVIII^e siècle.

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

**Louis Racine : « La Religion » (fin); œuvres lyriques; épîtres.
Conclusion.**

J'ai relevé encore dans le poème de la *Religion* trois passages très intéressants à des points de vue divers. Après les avoir fait connaître, je n'aurai plus qu'à dire quelques mots des poésies lyriques et des épîtres de Louis Racine, et à conclure.

La page dont je veux parler tout d'abord décrit l'apparition de Jésus sur la terre. C'est un sujet qu'il est difficile de traiter sans un certain enthousiasme, surtout quand on est chrétien. On ne peut dire que Louis Racine soit au degré de chaleur que nous attendons; mais, du moins, il sait mettre de l'ampleur dans sa description. Voici, pour commencer, un large tableau du monde avant l'arrivée du Christ :

Les empires détruits, les mondes renversés,
Les champs couverts de morts, les peuples dispersés,
Et tous ces grands revers que notre erreur commune
Croit nommer justement les jeux de la fortune,
Sont les jeux de celui qui, maître de nos cœurs,
A ses desseins secrets fait servir nos fureurs ;
Et, de ses passions réglant la folle ivresse,

Le Dieu qui dans ses mains tient le pouce et le doigt
Tranquille au haut des cieux, change à son gré la terre.
Avant que le lien de la religion
Soit le lien commun de toute nation,
Il veut que l'univers ne soit qu'un seul empire.
L'ambition de Rome à ce dessein conspire.
Mais un Etat si vaste, en proie aux factions,
Est le règne du trouble et des divisions.
Il veut que, sur la terre aux mêmes lois soumise,
Un paisible commerce en tous lieux favorise
De ses ordres nouveaux les ministres divins.
Ils pourront les porter par de libres chemins,
Si l'univers n'a plus pour maître qu'un seul homme.
C'est ce Dieu qui le veut...

Ici, à larges traits, Racine raconte la chute de la liberté romaine, la défaite de Cléopâtre ; puis

Jusqu'à Rome bientôt par Auguste trainées,
Toutes les nations à son char enchaînées,
L'Arabe, le Gélon, le brûlant Africain,
Et l'habitant glacé du Nord le plus lointain ;

Les poètes, surpris d'un spectacle si beau,
Sont saisis à l'instant d'un transport tout nouveau.
Ils annoncent que Rome, après tant de miracles,
Va voir le temps heureux prédit par ses oracles.
« Un siècle, disent-ils, recommence son cours,
Qui doit de l'âge d'or nous ramener les jours.

Louis Racine, on le voit, accepte l'interprétation d'après laquelle Virgile aurait prédit le Christ, et, suivant son habitude, il paraphrase habilement l'églogue du poète latin. Enfin, voici le grand événement :

Cependant il paraît à ce peuple étonné
Un homme, si ce nom lui peut être donné,
Qui, sortant tout à coup d'une retraite obscure,
En maître, et comme Dieu, commande à la nature.
A sa voix sont ouverts des yeux longtemps fermés,
Du soleil qui les frappe éblouis et charmés.
D'un mot il fait tomber la barrière invincible
Qui rendait une oreille aux sons inaccessible...
La mort même n'est plus certaine de sa proie.
Objet, tout à la fois, d'épouvante et de joie,
Celui que du tombeau rappelle un cri puissant
Se relève, et sa sœur pâlit en l'embrassant.
Il ne repousse point les fleuves vers leur source,
Il ne dérange pas les astres dans leur course ;
On lui demande en vain des signes dans les cieux :
Vient-il pour contenter les esprits curieux ?
Ce qu'il fait d'éclatant, c'est par nous qu'il l'opère...
Il guérit nos langueurs, il nous rappelle au jour :
Sa puissance toujours annonce son amour.
Mais c'est peu d'enchanter les yeux par ces merveilles,
Il parle...

La description est fort bien conduite. Louis Racine est, avant tout, un homme très intelligent et qui sait l'art de fabriquer un poème. Il a de plus, ici, le talent et l'imagination nécessaires pour exposer de grandes idées dans un style soutenu, solide, nombreux et tout à fait digne du sujet. Il ne s'arrête qu'au seuil du sublime ; il est fâcheux qu'il lui manque presque toujours un dernier effort pour le franchir.

Il réussit plus complètement dans les vers de définition et de description scientifiques. Le goût particulier qu'il fait voir pour ce genre de poésie était alors tout nouveau. Il est vrai que La Motte et Jean-Baptiste Rousseau avaient déjà parlé philosophie en vers, et, puisque la philosophie et la science se tiennent, il n'est pas étonnant qu'un esprit curieux, comme Louis Racine ait eu l'idée de la poésie scientifique. En tout cas, c'est bien le premier poète

français chez lequel je trouve des morceaux un peu étendus sur cette matière. Je n'ai qu'à ouvrir au hasard pour cela le chant V, qu'il a consacré aux progrès de la civilisation. Voici, expliquées, toute une série de découvertes :

Un aimant (le hasard dans l'air le fit suspendre)
 En regardant le pôle, aux yeux qu'il dut surprendre
 Révéla cet amour qu'on ne soupçonnait pas :
 Amour heureux pour nous, et fatal aux Incas.
 Nos flottantes forêts couvrent le sein de l'onde.
 La boussole nous rend les citoyens du monde.
 Des deux Indes, pour nous, elle ouvre tous les ports ;
 Et nous en rapportons par elle les trésors.
 Tant d'objets différents, tant de fruits, tant de plantes
 (Que de l'esprit humain les conquêtes sont lentes !)
 Donnent enfin naissance aux désirs curieux,
 Et la terre ramène à l'étude des cieux.

Nous passons aux instruments d'optique :

Faibles amas de sable, ouvrages de la cendre,
 Deux verres (le hasard vient encor nous l'apprendre),
 L'un de l'autre distants, l'un à l'autre opposés,
 Qu'aux deux bouts d'un tuyau des enfants ont placés,
 Font crier en Zélande : ô surprise, ô merveille !
 Et le Toscan fameux à ce bruit se réveille.
 De Ptolémée alors, armé de meilleurs yeux,
 Il brise les cristaux, les cercles et les cieux ;

De là, les découvertes de l'astronomie moderne, qui renouvellent notre vue de l'univers :

Tout change : par l'arrêt du hardi Galilée,
 La terre loin du centre est enfin exilée.
 Dans un brillant repos, le soleil à son tour,
 Centre de l'univers, roi tranquille du jour,
 Va voir tourner le ciel, et la terre elle-même.

Suivent cinq vers pour rappeler la condamnation de Galilée; ils sont très joliment tournés, et l'esprit s'y allie à la science dans une juste mesure :

En vain, l'inquisiteur croit entendre un blasphème;
 Et six ans de prison forcent au repentir
 D'un système effrayant l'infortuné martyr :
*La terre, nuit et jour, à sa marche fidèle,
 Emporte Galilée et son juge avec elle.*

C'est le tour des inventions de Réaumur. Mais je passe aux vers

sur Descartes, qui ont de l'élan lyrique et qui sont tout à fait remarquables :

A peine sa beauté,

(La beauté de la terre)

jusqu'alors inconnue,
A plus d'une merveille eut su nous attacher,
Que l'on vit en tous lieux du soin de les chercher
Naître l'heureux dégoût des questions si folles
Dont l'antique tyran des bruyantes écoles,
Le héros de Stagyre, allumait la fureur.
Du vide la nature avait encore horreur.
Rassurons-nous pourtant. Le jour commence à naître :
Nous allons tous penser, Descartes va paraître.

Plus on y songe, plus il semble que Louis Racine, s'il n'avait pas été catholique, eût pu être l'idole du XVIII^e siècle ; car il répondait tout à fait aux aspirations philosophiques et scientifiques des gens de cette époque. En matière religieuse même, il témoigne l'aversion qu'ils ont eue pour le fanatisme ; car il a terminé son VI^e livre par une page sur la tolérance, qui fait honneur à son intelligence et à son cœur. Il s'écrie, par exemple :

Dieu de paix, que de sang a coulé sous ton nom !

— ce qui semble un vers de Voltaire. Le passage, plein d'un mouvement énergique, se termine d'une façon plus spirituelle qu'éloquente :

Quels barbares docteurs avaient pu nous apprendre
Qu'en soutenant un dogme, il faut, pour le défendre,
Armé du fer, saisi d'un saint emportement,
Dans un cœur obstiné plonger son argument ?

Mais l'on peut observer que c'est encore une habitude du XVIII^e siècle de mêler de l'esprit à tout, et même hors de propos.

Aussi bien il cherche le trait, et je ne veux pas quitter son grand poème sans y relever de ces vers isolés, qu'il était d'usage autrefois de recueillir dans des cahiers de notes, et qui sont ou de bons mots ou de beaux mots. Il dit de Dieu :

Par lui, l'homme, le ciel, la terre, tout commence :
Et lui seul, infini, n'a jamais commencé.

Peignant l'aspect du monde antique après l'invasion des Barbares, il écrit, avec cette ampleur que nous aimons beaucoup et peut-être un peu trop :

Là git Lacédémone, Athènes fut ici.
Quels cadavres épars dans la Grèce déserte !

Voici deux vers que reprendra Victor Hugo :

De ses remords secrets triste et lente victime,
Jamais un criminel ne s'absout de son crime.

Victor Hugo dit avec plus d'énergie exactement la même chose :

L'assassin pâlirait, s'il voyait sa victime :
C'est lui !

Ce c'est lui ! est très beau, d'une beauté à la Sénèque ou à la Lucain, que l'on peut contester, mais que j'accepte pour ma part. Ailleurs, Louis Racine a sur son père un trait de sentiment tout à fait délicieux ; il fait une nomenclature des grands hommes de lettres :

Platon, combien de fois jusqu'au ciel tu t'élances !
Descartes, qui souvent m'y ravis avec toi ;
Pascal, que sur la terre à peine j'aperçois ;
Vous qui nous remplissez de vos douces manies,
Poètes enchanteurs, adorables génies ;
Virgile, qui d'Homère appris à nous charmer,
Boileau, Corneille, *et toi que je n'ose nommer*,
Vos esprits n'étaient-ils qu'étincelles légères,
Que rapides clartés et vapeurs passagères ?

On ne saurait rencontrer de réticence faite avec plus d'esprit et plus de délicatesse de cœur. Autre trait, pour réfuter l'accusation de sortilège dont les Grecs et les Romains ont poursuivi les premiers prédicateurs chrétiens :

... De ce bienfait le prince admire les auteurs,
Et le peuple obstiné les appelle *enchanteurs*.
Enchantement divin qui commande au tonnerre !
Le charme vient du ciel, quand il change la terre.

Ce sont là de très beaux vers, soit de tragédie, soit de discours en vers ; et, certainement, il serait bon que Voltaire en eût trouvé beaucoup de semblables pour ses poèmes philosophiques, qui ont du reste de grands mérites. Voici maintenant, sur l'orgueil des stoïciens, un vers maxime :

Quand l'homme n'est qu'à lui, tout l'homme est à l'orgueil.

Ceci, enfin, n'est qu'une épigramme :

Tout était adoré dans le siècle païen ;
Par un excès contraire, on n'adore plus rien.

Évidemment, Louis Racine est un poète qui vise au trait ; mais il y atteint, et on ne peut que lui en savoir gré.

*
**

Je passe à ses œuvres lyriques, et cet examen sera très court, car le lyrisme n'est point son affaire. Deux fois seulement, comme par erreur (*felix culpa* !), il a rencontré le mouvement et le ton qui conviennent à cette poésie. Pour tout dire, il n'y a à considérer, dans son petit volume d'odes sacrées, que quatre ou cinq strophes de l'ode XX et cinq ou six de l'ode XXI. Le reste est tout à fait à négliger, — si l'on s'en rapporte à moi, ce qu'au reste je supplie le lecteur de ne point faire.

L'ode XX célèbre les vertus chrétiennes ; je ne m'arrête point à la banalité du sujet, car c'est un reproche qu'il ne faut jamais faire à la poésie lyrique. Le commencement a de la beauté :

Toi qui possèdes la puissance,
La grandeur et la majesté ;
Toi qui tiens sous ta dépendance
Notre orgueilleuse volonté,
O roi des rois, maître des maîtres,
Être par qui sont tous les êtres,
Centre et lumière des esprits,
De toi seul nos vertus descendent,
Et de ta source se répandent
Sur les êtres que tu chéris.

La strophe est solide, bien équilibrée, d'un mouvement un peu lent, mais facile et approprié à la pensée. Les deux suivantes ont aussi cette plénitude, la troisième même est excellente :

Sur nous que de vapeurs funèbres
A vomi l'abîme infernal !
De la puissance des ténèbres
Est-ce ici le moment fatal ?
Que de colonnes renversées !
Que de lumières éclipsées !
Quel nuage vient nous couvrir !
Non, mon espoir ne peut s'éteindre :
La tempête n'est point à craindre
Quand le vaisseau ne peut périr

Voilà qui serait tout à fait agréable à citer dans une conférence ecclésiastique. C'est encore un peu trop spirituel ; plus d'onction plairait davantage ; mais, enfin, c'est fort honnête et d'une parfaite bonne grâce.

Plus sérieuse et, à ce qu'il semble, plus profonde et plus sentie est l'ode XXI. Malheureusement, tout le milieu en est faible, extrêmement terne et pénible. Elle a pour titre : *Les larmes de la pénitence*.

Grâce ! grâce ! suspends l'arrêt de tes vengeances,
Et détourne un moment tes regards irrités.
J'ai péché, mais je pleure : oppose à mes offenses,
Oppose à leur grandeur celle de tes bontés.

C'est presque digne de Malherbe. En tout cas, Racan ne fait pas mieux.

de sincérité profonde. Elles figureraient dans les *Harmonies* de Lamartine que tout le xix^e siècle se serait incliné devant elles ; mais *habent sua fata libelli* : elles sont, pour leur mauvais destin, dans ce médiocre demi-volume d'œuvres lyriques qui porte le nom de Louis Racine. Nous dirons donc seulement de ce poète, selon l'expression de Victor Hugo :

Il a touché d'en bas à la lyre éternelle.

*
**

Il y a encore, parmi ses œuvres en vers, des épîtres à J.-B. Rousseau, qui sont la faiblesse même, et une épître à certaine comtesse sur l'âme des bêtes, qui mérite quelque attention. Il est amusant de constater que la partie la meilleure et la plus vraiment sincère en soit celle où l'auteur expose l'opinion opposée à la sienne. Comme cartésien, en effet, il adopte la théorie des animaux-machines ; mais, comme homme, il semble assez peu convaincu. La raison est pour que les bêtes soient des machines, et son cœur pour qu'elles vivent et sentent réellement. C'est ainsi que, faisant parler un défenseur de la thèse adverse, il trouve sur l'instinct du chien ces très jolis vers :

« Contemplez seulement ce chien qui me caresse.
 « Avouez, si pourtant vous connaissez l'amour,
 « Qu'il a bien de mon cœur mérité le retour.
 « A mes commandements quelle oreille attentive !
 « Fut-il obéissance et plus prompte et plus vive ?
 « Je l'appelle, il accourt ; je me lève, il me suit ;
 « Je m'arrête, il attend ; je le chasse, il s'enfuit ;
 « Ses soupirs, son œil triste et sa tête baissée
 « Expriment sa douleur et prouvent sa pensée.
 « Un rival indiscret ose-t-il me flatter,
 « Sa jalouse fureur brûle de l'écarter,
 « Je m'éloigne : quel trouble et quelle impatience !
 « Que de gémissements pour un moment d'absence !
 « Je reviens : quels transports ! que de soins empressés !
 « Transports toujours nouveaux, soins désintéressés.
 « Ardent, soumis, fidèle, il m'aime, sans prétendre
 « Que quelque heure à me voir, et le reste à m'attendre. »

Ce dernier trait est absolument délicieux : aussi est-il, non pas de Louis, mais de Jean Racine ; mais il faut avouer que tout ce qui précède le prépare et n'en est point trop indigne. On ne peut, au reste, lire ces vers sans que revienne à la mémoire l'admirable passage de la ix^e époque de *Jocelyn*, où l'affection du chien pour l'homme est si merveilleusement exprimée :

... Le chien seul, en jappant, s'élança sur mes pas,
 Bondit autour de moi de joie et de tendresse,
 Se roula sur mes pieds enchaînés de caresse,
 Léchait mes mains, mordant mon habit, mon soulier,
 Sautant du seuil au lit, de la chaise au foyer,
 Fêtant toute la chambre, et semblant aux murs même
 Par ses bonds et ses cris annoncer ce qu'il aime ;
 Puis, sur mon sac poudreux, à mes pieds étendu,
 Me couva d'un regard dans le mien suspendu.
 Me pardonnez-vous, vous qui n'avez sur terre
 Pas même cet ami du pauvre solitaire ?
 Mais ce regard si doux, si triste, de mon chien
 Fit monter de mon cœur des larmes dans le mien.
 J'entourai de mes bras son cou gonflé de joie ;
 Des gouttes de mes yeux roulèrent sur sa soie :
 O pauvre et seul ami, viens, lui dis-je ; aimons-nous !
 Car, partout où Dieu mit deux cœurs, s'aimer est doux.

On connaît toute cette admirable élogie qui se poursuit pendant plusieurs pages encore. Le passage de Louis Racine en a peut-être donné l'idée à Lamartine ; il en est comme la préface, et le rapprochement est à l'honneur de l'un et de l'autre poète.

•
•

Ma conclusion me sera fournie par deux juges de Louis Racine, qui furent deux grands ennemis : J.-B. Rousseau et Voltaire. Rousseau a lu assez rapidement — cela se sent — le poème de la *Religion* ; mais, après tout, nous en avons eu nous-même assez d'émotion pour comprendre son enthousiasme. Il écrivit à Racine, en 1737, une courte lettre, dont le ton net, précis, presque tranchant, ne laisse aucun doute sur la sincérité de ses impressions. Lui-même avait comme poète plus de ressources que celui qu'il admire ; mais je ne sais si son imagination, qui était plus froide, lui eût permis de soutenir, pendant six chants, un poème sur ce sujet. Il a donc raison de le louer, sinon comme un maître, du moins comme un égal.

Voltaire a fait une maladresse à l'égard de Louis Racine. Son amour-propre incurable le portait, en face des œuvres d'autrui, à songer d'abord à lui, et à les juger surtout pour faire valoir les siennes. Il a donc écrit sur la *Religion* un factum anonyme, qui commence par quelques observations assez justes et qui se continue par une longue comparaison des vers de M. de Voltaire avec les vers de Louis Racine. Il n'a point tort de relever la monotonie de ce long poème, ni la faiblesse de quelques arguments destinés à prouver l'origine, divine du christianisme ; j'ac-

corde qu'il n'est point très convaincant de dire, même après Pascal, que, si les hommes étaient les auteurs de cette religion, ils l'eussent faite aimable et douce, non point terrible et menaçante. Mais, lorsque Voltaire se met à rapprocher ses propres vers de ceux de Louis Racine, il ne se doute pas, d'abord, qu'un procédé si maladroit dispose immédiatement son lecteur à être d'un avis contraire, ensuite qu'à tout prendre il n'a rien à gagner lui-même à ce rapprochement : de part et d'autre, nous voyons des vers très probes, très nets, élégants et sans aucune beauté supérieure, et nous les attribuerions aussi bien à l'un qu'à l'autre, si nous ignorions auquel des deux ils appartiennent. Mais Voltaire pousse plus loin encore la maladresse ; et c'est le cas de répéter le mot si juste : « Ce Voltaire, il a trois millions de gloire ; il en demande encore pour deux sous. » Ne va-t-il pas accuser Louis Racine d'avoir pillé chez lui tels ou tels vers isolés ? Décidément, quand il s'agit de vanité littéraire, les grands et les petits en sont au même point. On se rappelle l'anecdote de Louis Racine entendant Voltaire faire une lecture de ses poésies et se répétant à mi-voix : « Il y a un vers de moi là dedans ; » sur quoi Voisenon dit à Voltaire : « Rendez-lui donc son vers, et qu'il nous laisse la paix ! » Cette sottise, Voltaire la réitère pour son compte, et il l'imprime. C'est de quoi consoler les petits poètes, mais cela ne fait pas honneur aux grands.

A un point de vue plus général, Voltaire commit la faute de ne pas voir que Louis Racine, qu'il détestait à cause de ses opinions catholiques et jansénistes, était pour lui un véritable auxiliaire. D'une part, en effet, Louis Racine a maintenu la tradition de la grande poésie du *xvii^e* siècle ; de l'autre, il a travaillé à rendre aux Français, qui en avaient perdu l'habitude, le goût de la poésie philosophique : et, comme ce double effort constitue pour Voltaire lui-même un de ses principaux mérites littéraires, il eût dû faire de ces deux hommes des alliés et non des ennemis.

C. B.

La civilisation de l'âge homérique.

Cours de M. ALFRED CROÏSET,

Professeur à l'Université de Paris.

La famille (*suite*) : les enfants ; Nausicaa.

Nous avons, jusqu'ici, étudié dans la famille homérique la nature de l'union conjugale, le rôle des sentiments familiaux, et, particulièrement, le caractère des deux époux. Il nous reste à examiner la place qui est faite à l'enfant dans cette société primitive et les rapports qui unissent les enfants à leurs parents.

Par l'autorité du chef de famille qui est en même temps le roi, par le groupement des serviteurs dans la maison du maître, et par la simplicité de la vie rustique ou guerrière, la famille homérique nous a paru avoir un caractère aristocratique et patriarcal. Par certains côtés aussi, cette famille primitive doit nous paraître foncièrement moderne. Tandis que nous voyons la vieille famille romaine fondée sur une sorte de discipline militaire, dans la famille grecque, au contraire, l'autorité paternelle est tempérée par la raison et par l'affection. Comme dans les rapports entre les époux, Hector et Andromaque, Ulysse et Pénélope, nous surprendrons dans les relations entre les enfants et leurs parents des délicatesses de sentiment qui étonnent d'abord dans cette société primitive, et qui la rapprochent parfois singulièrement de notre société moderne.

Les poèmes homériques nous présentent de tout jeunes enfants, mais le portrait d'un enfant en bas âge ne saurait tenir une grande place dans un sujet d'épopée. Aussi le poète se borne-t-il à quelques traits et à une esquisse sommaire, quand il nous montre, par exemple, au sixième chant de *l'Iliade*, le petit enfant d'Hector, Astyanax, ou quand, au neuvième chant, il fait rappeler par Phénix l'enfance d'Achille.

Mais ce qui est plus intéressant pour nous, c'est d'observer dans les poèmes homériques les caractères d'adolescents, au moment où l'on sort de l'enfance pour entrer dans la jeunesse. Il y a plusieurs types de jeunes gens dans Homère ; nous n'en retiendrons que deux, un jeune homme et une jeune fille, Télémaque et Nausicaa.

Nous verrons par ces deux exemples que, comme nous l'avons indiqué au début, l'attitude de l'enfant dans la famille grecque primitive ne ressemble en rien à l'attitude du petit Romain, soumis à l'autorité absolue (*potestas*) du « *pater familias* ». Nous trouverons ici chez les parents, chez le père aussi bien que chez la mère, cette indulgence sous laquelle se dissimule l'autorité, et cette douceur dans l'affection qui peut ressembler parfois à de la faiblesse.

Le personnage de Nausicaa est assez connu pour qu'il suffise de préciser sa physionomie par quelques traits. En se rappelant le début du neuvième chant de l'*Odyssée*, où la jeune fille, avertie par un rêve et méditant en secret des projets de mariage, va trouver ses parents pour leur demander d'aller laver à la rivière le linge de la maison, on peut reconnaître déjà les qualités distinctives de la femme homérique; activité et douceur, intelligence et finesse. Nausicaa est une Pénélope plus jeune, qui saura être, à l'occasion, une femme forte, une épouse affectueuse et une maîtresse de maison avisée.

Mais ce qui nous frappe le plus, étant données les idées répandues sur la condition de la femme dans la société grecque, c'est la liberté qui est accordée par ses parents à cette fille de rois. Lorsque, après avoir été avertie par un songe, elle demande la permission d'aller laver son linge à la rivière, son père, qui devine la secrète pensée de la jeune fille, ne fait aucune difficulté de la laisser sortir de la ville, accompagnée seulement de ses servantes. Avec ses compagnes, qui ne sont pourtant que des esclaves, elle cause familièrement, elle joue, avec cette simplicité et cette bonhomie naturelles aux personnages d'Homère. C'est, d'ailleurs, elle-même qui guide la petite troupe et qui conduit l'attelage de mules. Elle traverse toute la ville, et s'en va jusqu'à l'endroit où la rivière se jette dans la mer, c'est-à-dire fort loin de la ville, comme elle le dira plus tard à Ulysse. Elle est donc, avec ces femmes dont elle est la maîtresse, complètement livrée à elle-même; on ne sent en elle rien de cette contrainte des mœurs citadines qui enlèvera plus tard à la femme grecque toute liberté; on ne sent pas non plus chez cette jeune princesse la gêne de l'étiquette ou le souci d'une dignité d'apparat; c'est la liberté patriarcale, la liberté du village; c'est une indépendance qui, loin d'être contraire à la prudence, l'encourage plutôt, en augmentant le sentiment de la responsabilité.

La lessive achevée, les jeunes filles se mettent à jouer sur le bord de la rivière, quand, tout à coup, Ulysse apparaît, nu, sortant d'un buisson. Les servantes s'enfuient effarées; seule, Nausicaa

garde son sang-froid, et reste pour savoir ce que veut l'étranger. — Nous ne reliendrons de cette scène que les paroles qu'Ulysse adresse à la jeune fille, avec la réponse de Nausicaa. Dans ce court passage, nous trouverons, avec le portrait physique de la jeune fille, qui est renfermé dans les compliments d'Ulysse, un portrait moral d'une grande délicatesse dans sa sobriété, contenu dans la réponse même de Nausicaa.

Ulysse n'est pas pour rien l'homme le plus habile et le plus beau parleur de toute la Grèce ; il commence à gagner la bienveillance de la jeune femme par un compliment galant : « Je t'en supplie à genoux, princesse, es-tu une déesse ou une mortelle ? Si tu es quelque déesse, de celles qui habitent le vaste ciel, c'est à Artémis, la fille du grand Zeus que, pour ta forme, ta taille et ton apparence, je te comparerais le plus volontiers. »

Il y a plus, dans ce compliment d'Ulysse, qu'un éloge banal et une comparaison flatteuse ; sans doute, il est ordinaire chez Homère d'exprimer l'idée d'une beauté extraordinaire, surhumaine, par une comparaison avec la divinité ; mais ce n'est pas au hasard que le poète, par la bouche d'Ulysse, choisit la comparaison avec Artémis. Le type d'Artémis, tel qu'on le trouvera réalisé plus tard dans les chefs-d'œuvre de la statuaire grecque, est déjà indiqué nettement dans Homère. Assurément, à l'époque homérique, la sculpture était encore trop rudimentaire pour pouvoir même esquisser un type de beauté et de grâce comparable à l'évocation du poète, et si, comme on peut s'en assurer par les fouilles de Crète, il y avait eu, à une époque antérieure, une floraison artistique capable de suggérer à un aède inspiré des images précises et des formes harmonieuses, il est probable qu'à l'époque homérique le souvenir de ces monuments d'un art lointain était déjà effacé. Mais l'imagination du poète a devancé l'art du sculpteur ; le poète a créé les types de beauté que l'artiste devait réaliser : Phidias déclarait que quelques vers d'Homère lui avaient inspiré son Zeus d'Olympie. — Pour ce qui est d'Artémis, il semble bien que ce soit aussi Homère qui lui ait attribué ce caractère de beauté svelte, élégante, d'agilité et de grâce, qui la distingue de l'autre déesse vierge, Athéné. Athéné est guerrière, Artémis est chasserresse ; son arme est la moins lourde à une main de femme, la flèche, et les animaux qu'elle poursuit sont les plus légers à la course. C'est ce type de grâce agile, de beauté élégante, que le héros évoque pour représenter l'image de la jeune fille. — Puis il continue : « Si tu es une mortelle, de celles qui habitent sur la terre, trois fois heureux ton père et ta mère vénérable, et trois fois heureux tes frères ; car, toujours, leur cœur se fond de

joie, quand ils te voient dans l'éclat de ta jeune vigueur, entrant dans le chœur des danses » ; et, comme s'il devinait la secrète pensée de la jeune fille : « Mais heureux celui-là plus que tous les autres, qui, après t'avoir chargée de présents, t'emmènera dans sa demeure ! » (*Odyssée*, chant VI, v. 150-160.)

Puis, revenant à sa pensée première, il précise encore l'impression qu'a faite sur lui la beauté de la jeune fille, en la comparant au palmier de Délos, élané et verdoyant, image de grâce et de fraîcheur ; enfin, il conclut son bavardage galant en souhaitant à la jeune fille le bonheur qui lui paraît le plus enviable : « Que les dieux t'accordent tout ce que tu peux désirer en ton cœur, un mari et une demeure, et qu'ils t'accordent aussi la belle concorde des âmes : car il n'est rien de meilleur et de plus auguste que, lorsque, étant d'accord par leurs pensées, un homme et une femme habitent leur maison. C'est pour leurs ennemis une source de douleurs et pour leurs amis une source de joie, mais c'est eux surtout qui en jouissent. » (*Odyssée*, VI, v. 180-185.)

Lorsque le poète a ainsi fait une peinture indirecte de la jeune fille par la bouche du héros, il esquisse son portrait moral dans la réponse même que fait la jeune fille. Nausicaa se montre à Ulysse avec la prudence et la réserve qui conviennent à une femme, mais, en même temps, avec la franchise et la liberté que le poète prête toujours à ses héroïnes. Il ne lui échappe rien d'inconsidéré ; mais on ne sent non plus dans ses paroles rien de timide ou d'embarrassé : elle est déjà la femme de tête qui, comme Pénélope, sait se tirer d'affaire dans des situations difficiles, la femme avisée qui, comme Arété, pourra être de bon conseil pour son mari et pour les habitants de la cité. Sa prudence n'est point de la timidité : elle a la méfiance nécessaire, et cette finesse avisée qui n'exclut pas la bonté naturelle : « Etranger, dit-elle, tu n'as pas l'air d'un homme qui manque de sens et de noblesse... » — elle a observé l'inconnu tandis qu'il parlait, et, avec une délicatesse charmante, elle va, dès les premiers mots, l'excuser de l'attitude pitoyable dans laquelle il se présente — « ... mais c'est Zeus qui distribue aux hommes, comme il lui plait, la bonne et la mauvaise fortune. Il t'a donné ta condition présente et tu dois la supporter ; mais, maintenant, puisque tu es venu sur notre terre et vers notre ville, sois sûr que tu ne manqueras ni de vêtements ni d'aucune autre chose ; car c'est ainsi qu'il convient de traiter le suppliant malheureux qui vient au-devant de nous. Je te montrerai le chemin de la ville et te dirai le nom de ceux qui l'habitent : ce sont les Phéaciens, et moi je suis la fille du roi, Alcinoos au

grand cœur, de qui dépend toute force et toute autorité chez les Phéaciens. »

La fille « du roi au grand cœur » parle avec franchise et agit avec générosité : elle a conscience de son devoir, elle le remplit simplement et sans affectation, tout heureuse de répéter les belles maximes de morale religieuse qu'on lui a enseignées : « C'est Zeus qui dispense la bonne et la mauvaise fortune. Les hôtes et les mendiants viennent de la part de Zeus. » — Cependant ses compagnes se sont enfuies ; elle les rappelle et les rassure : « Arrêtez-vous, ô servantes ; où fuyez-vous ainsi, pour avoir vu un mortel ? Certes, celui-ci n'est pas un homme violent, qui viendrait dans le pays des Phéaciens pour y apporter la guerre et le pillage ; car les Phéaciens sont chers aux immortels ; du reste, nous habitons à l'écart, au milieu de la mer, et nous ne nous mêlons point aux autres hommes. Mais ce malheureux est venu jusqu'ici, égaré, et il faut prendre soin de lui, car c'est Zeus qui envoie les hôtes et les pauvres ; un don qu'on leur fait est peu de chose pour nous et agréable pour eux. Donnez-lui donc, ô servantes, de la nourriture et un breuvage, et lavez-le dans la rivière, là où il y a un abri contre le vent. »

Ainsi, après la méfiance du début, et la réserve prudente en face de l'inconnu, c'est la compassion et la bonté naturelle qui dominent dans l'âme de la jeune fille, et, par le dernier trait, le poète nous laisse une impression charmante de la douceur et de la délicatesse de cette âme enfantine.

Mais, avec cette bonne grâce simple et naïve, elle ne laisse pas de conserver toute sa dignité et toute sa finesse. Quand elle reprend la conversation avec Ulysse (vers 254), elle lui prescrit par le menu les mesures à prendre pour le voyage vers la ville des Phéaciens. Elle-même partira avec lui, mais il ne l'accompagnera que jusqu'à un endroit convenu : il y a de mauvaises langues dans le peuple des Phéaciens, et, si Nausicaa entrait dans la ville avec un étranger, on se demanderait, sans doute, sur leur passage quel est ce mari inconnu que la fille du roi est allée chercher pour l'amener dans le palais de son père. Puis, poursuivant ses instructions, elle lui indique ce qu'il devra faire en entrant dans le palais d'Alcinoos. Il ne devra pas s'arrêter devant le roi, qu'il trouvera assis dans le megaros ; il ira jusqu'auprès d'Arété, et c'est à elle qu'il adressera sa prière : il sera sûr d'être bien reçu dans le palais, si seulement il obtient l'appui de la reine. Ce trait de psychologie familiale, que nous avons déjà relevé en parlant du personnage d'Arété, doit nous paraître, ici, d'autant plus intéressant qu'il est placé par le poète dans la bouche de la jeune fille.

En somme, on voit, par cette simple analyse, combien la jeune fille grecque de l'âge homérique est déjà libre d'allures, quelle indépendance lui est accordée par l'affection intelligente de ses parents : au lieu de la soumettre à une discipline familiale rigoureuse, ils la laissent agir par elle-même, lui abandonnent en partie l'administration de la maison ; la jeune fille use de cette liberté avec une prudence qu'augmente le sentiment de la responsabilité, et elle rend à ses parents en respect ce qu'ils lui donnent en affection.

Ainsi nulle part, dans cette famille grecque primitive, pas plus dans les relations entre les enfants et les parents que dans les relations entre les époux, on ne trouve rien qui ressemble à l'austère discipline romaine. Par la générosité des sentiments, par l'intelligence propre à la race, les institutions patriarcales prennent un caractère vraiment moderne : telle est la conclusion que confirmera encore l'étude du personnage de Télémaque.

M.

Victor Hugo prosateur

Cours de M. GUSTAVE LARROUMET,

Professeur à l'Université de Paris.

« **Les Misérables** » : *L'Idylle de la rue Plumet.*

C'est un fait notoire que le centre de toutes les littératures contemporaines, aussi bien celles qui sont issues de la culture gréco-latine que les littératures russes et scandinaves, est formé par des peintures et des analyses d'un sentiment universel : l'amour. La manière dont les poètes et les romanciers l'expriment ne laisse pas, d'ailleurs, d'être souvent factice. En outre, si charmante que puisse être une idylle, elle n'est pas aisément sans paraître un peu niaise, et les ironistes ont toujours eu beau jeu pour tourner en dérision les tendres duos. Enfin l'universalité même de l'amour en rend la peinture facilement banale et lassante ; peu d'écrivains ont su trouver, lorsqu'ils ont traité ce thème éternel, la note vraiment pénétrante et qui touche. Mais, lorsque la passion devient dramatique, lorsque l'intrigue, compliquée d'un intérêt sentimental, résume l'intensité du bonheur et de la souffrance humaine l'émotion nous saisit, et nous mettons au rang des plus grands chefs-d'œuvre les ouvrages où sont contées les luttes poignantes de l'amour et de la vie.

Le roman des *Misérables* fait exception à cette règle quasi constante d'histoire littéraire. Marius et Cosette ne sont pas un couple d'amoureux tragiques, encore que certains combats aient préludé à leur idylle et qu'ils aient été mêlés à des événements considérables et terribles ; néanmoins, ils nous intéressent et nous charment ; nous ne retrouvons plus, ici, le conventionnel des *amants* de Molière : c'est que le poète a travaillé d'après nature ; avant de peindre, il a observé ; et les sentiments qu'il analyse avec une sincérité profonde sont ceux qu'il éprouva lui-même dans sa vingtième année. Marius n'est autre que Victor Hugo à vingt ans ; quant à Cosette, Hugo l'a faite non point tout à fait semblable à sa fiancée, mais il a réuni dans un portrait idéal des éléments épars, puisés, à l'époque de la maturité, dans le trésor de ses souvenirs personnels : d'où cette étude de fine psychologie, si vraie, de touche si délicate, unique, l'on peut le

dire, dans notre littérature, puisque aussi bien très peu de romanciers français ont pu saisir sous un de ses aspects réels la physionomie imprécise de ce sphinx qui n'a pas encore donné son secret : la jeune fille.

Nous savons exactement quelle idée Victor Hugo se faisait de l'amour, lorsqu'il connut celle qui devait être sa femme. Les *Lettres à la Fiancée*, publiées récemment, nous ont révélé le mystère de son âme ; et il ne sera pas inutile de rapprocher des belles et simples effusions des *Misérables* quelques passages empruntés à la correspondance amoureuse d'un jeune écrivain de génie. Il s'y montre sensible, généreux, fier, et très habile, lui à qui l'on devait reprocher à juste titre la psychologie rudimentaire de son théâtre, à disséquer son propre cœur. Déjà nous l'y voyons profondément imbu de cette théorie dangereuse et fausse, que toute passion porte en elle-même son excuse et sa raison d'être. Enfin, le futur auteur de *Marion Delorme* est l'aimant le plus discret et le plus respectueux que puisse souhaiter une jeune fille romanesque ; il est même touchant de voir l'humilité de ce jeune poète, qui a déjà fait preuve de maturité intellectuelle, en face de sa bien-aimée de seize ans. On sait que celle-ci n'était autre qu'Adèle Foucher, fille d'un frère d'armes du général Hugo, commandant rapporteur auprès du conseil de guerre de Paris, et qui habitait, en cette qualité, la prison du Cherche-Midi. Une lettre, d'ailleurs assez caractéristique de ton et d'allure, nous renseigne sur les origines de leur liaison et nous donne même des dates précises :

« Sais-tu, Adèle, te rappelles-tu que c'est aujourd'hui l'anniversaire du jour qui a décidé de toute ma vie ? C'est le 26 avril 1819, un soir où j'étais assis à tes pieds, que tu me demandas mon plus grand secret, en me promettant de me dire le tien. Tous les détails de cette enivrante soirée sont dans ma mémoire comme si c'était d'hier, et cependant depuis il s'est écoulé bien des jours de découragement et de malheur. J'hésitai quelques minutes avant de te livrer toute ma vie, puis je t'avouai en tremblant que je t'aimais, et, après ta réponse, mon Adèle, j'eus un courage de lion. Je m'attachai avec violence à l'idée d'être quelque chose pour toi ; tout mon être fut fortifié : je voyais enfin au moins une certitude sur la terre, celle d'être aimé. Oh ! dis-moi que tu n'as pas oublié cette soirée, dis-moi que tu te la rappelles. Je ne vis au bonheur et au malheur que depuis ce moment-là. N'est-il pas vrai, mon Adèle bien-aimée, que tu ne l'as point oublié ? — Eh bien, par une fatalité bizarre que j'admire dans mes moments d'humeur contre Dieu (pardonne), ce fut précisé-

ment cet anniversaire de mon bonheur, permets-moi de dire du tien, qui fut choisi pour tout renverser : c'est le 26 avril 1820 que nos familles apprirent ce que nul n'avait le droit de lire dans nos âmes, excepté nous. C'est d'un 26 avril que dataient mes espérances, c'est d'un 26 avril que data mon désespoir ; je n'ai eu qu'une année de bonheur, et voici la seconde année de malheur qui commence. »

En effet, de part et d'autre, les parents s'étaient accordés à trouver leurs enfants trop jeunes et trop dénués de ressources pour l'union précoce qu'ils rêvaient, et, malgré les touchants efforts du rédacteur du *Conservateur littéraire* qui aurait consacré dans son journal un élogieux article au *Manuel du Recrutement*, écrit par le commandant Foucher, les relations avaient été rompues entre le Cherche-Midi et la rue des Petits-Augustins. Un malheur devait opérer le rapprochement : le jour de l'enterrement de M^e Hugo, prématurément décédée, le jeune Victor, errant du côté de Vaugirard, se trouva devant le pavillon habité par le commissaire rapporteur : on y dansait ; il monte, et, dans l'escalier, il rencontre Adèle en robe de bal, ignorant le deuil de son ami : ils tombent aux bras l'un de l'autre. Quelque temps après, la fortune, arrivée sous la forme d'une pension de huit cents francs, rendait possible leur mariage.

C'est en poétisant cette réalité déjà gracieuse que Victor Hugo a créé son couple d'amants et nous a raconté l'histoire de leurs tendresses ; nous trouverons donc dans cette partie du roman l'intérêt d'un épisode vécu. De plus, comme le bonheur paisible n'a pas d'histoire, l'auteur fera naître un intérêt dramatique d'une certaine espèce des luttes obscures, soutenues par Marius et Cosette, pour surmonter les obstacles dressés sur leur chemin. La littérature de tous les pays et de tous les temps est faite, en effet, du récit de nos victoires et de nos défaites, au cours de l'éternel combat que nous livrons à nos passions ou à la destinée.

Marius, avant d'aimer et de vivre de sa vie propre, doit d'abord s'arracher aux influences qui le dominent. Il faut qu'il se détache du vieux Gillenormand, son grand-père, personnification du bourgeois de l'ancien régime, dont la dernière incarnation fut M. Poirier. Fils du colonel Pontmercy, tombé à Waterloo, il a le culte de son père et l'admiration des héros de l'Empire. Après une explication décisive avec son grand-père, au cours de laquelle il blesse vivement le vieillard en insultant Louis XVIII, il quitte la maison où il a été élevé, et se résout à vivre aidé de ses seules forces, prêt à braver la rigueur des défaits. Pourvu d'un simple diplôme d'avocat, il connaît d'abord la misère et

subvient à ses besoins en se livrant à des travaux de librairie (allusion au *Conservateur littéraire*). C'est une rude période de son existence : il fait l'expérience des repas à bon marché, chez Rousseau l'aquatique ; il a deux vêtements et deux chemises, qu'il envoie alternativement au blanchissage : sa vie ne comporte d'autre distraction qu'une promenade presque quotidienne au Luxembourg, où il retrouve un groupe étrange et pittoresque, dépeint avec complaisance par Victor Hugo, et qui représente la jeunesse de 1830. L'auteur nous raconte comme il suit ces douloureux commencements :

« La vie devint sévère pour Marius. Manger ses habits et sa montre, ce n'était rien. Il mangea de cette chose inexprimable qui s'appelle de la vache enragée. Chose horrible, qui contient les jours sans pain, les nuits sans sommeil, les soirs sans chandelle, l'âtre sans feu, les semaines sans travail, l'avenir sans espérance, l'habit percé au coude, le vieux chapeau qui fait rire les jeunes filles, la porte qu'on trouve fermée le soir parce qu'on ne paye pas son loyer, l'insolence du portier et du gargotier, les ricanements des voisins, les humiliations, la dignité refoulée, les besognes quelconques acceptées, les dégoûts, l'amertume, l'accablement. Marius apprit comment on dévore tout cela et comment ce sont souvent les seules choses qu'on ait à dévorer. A ce moment de l'existence où l'homme a besoin d'orgueil parce qu'il a besoin d'amour, il se sentit moqué parce qu'il était mal vêtu et ridicule parce qu'il était pauvre. A l'âge où la jeunesse vous gonfle le cœur d'une fierté impériale, il abaissa plus d'une fois ses yeux sur ses bottes trouées, et il connut les hontes injustes et les rougeurs poignantes de la misère. Admirable et terrible épreuve dont les faibles sortent infâmes, dont les forts sortent sublimes, creuset où la destinée jette un homme, toutes les fois qu'elle veut avoir un gredin ou un demi-dieu.

« Car il se fait beaucoup de grandes actions dans les petites luttes. Il y a des bravoures opiniâtres et ignorées, qui se défendent pied à pied dans l'ombre contre l'envahissement fatal des nécessités et des turpitudes. Nobles et mystérieux triomphes, qu'aucun regard ne voit, qu'aucune renommée ne paye, qu'aucune fanfare ne salue. La vie, le malheur, l'isolement, l'abandon, la pauvreté sont des champs de bataille qui ont leurs héros : héros obscurs, plus grands parfois que les héros illustres. »

Le portrait physique et moral du jeune homme soumis à cette rigoureuse préparation nous est donné au début de la troisième partie des *Misérables* ; et nous songeons, à le lire, au buste du poète, sculpté par David d'Angers et, en même temps, à certains

passages des *Lettres à la Fiancée*, avec lesquels certains traits de la description concordent d'une manière frappante :

« Marius, à cette époque, était un beau jeune homme de moyenne taille, avec d'épais cheveux très noirs, un front haut et intelligent, les narines ouvertes et passionnées, l'air sincère et calme, et sur tout son visage je ne sais quoi qui était hautain, pensif et innocent. Son profil, dont toutes les lignes étaient arrondies sans cesser d'être fermes, avait cette douceur germanique qui a pénétré dans la physionomie française par l'Alsace et la Lorraine, et cette absence complète d'angles qui rendait les Sicambres si reconnaissables parmi les Romains et qui distingue la race léonine de la race aquilaine. Il était à cette saison de la vie où l'esprit des hommes qui pensent se compose, presque à proportions égales, de profondeur et de naïveté. Une situation grave étant donnée, il avait tout ce qu'il fallait pour être stupide ; un tour de clef de plus, il pouvait être sublime. Les façons étaient réservées, froides, polies, peu ouvertes. Comme sa bouche était charmante, ses lèvres les plus vermeilles et ses dents les plus blanches du monde, son sourire corrigeait ce que toute sa physionomie avait de sévère. A de certains moments, c'était un singulier contraste que ce front chaste et ce sourire voluptueux. Il avait l'œil petit et le regard grand.

« Au temps de sa pire misère, il remarquait que les jeunes filles se retournaient quand il passait, et il se sauvait ou se cachait, la mort dans l'âme. Il pensait qu'elles le regardaient pour ses vieux habits et qu'elles en riaient ; le fait est qu'elles le regardaient pour sa grâce et qu'elles en rêvaient.

« Ce muet malentendu entre lui et les jolies passantes l'avait rendu farouche. Il n'en choisit aucune, par l'excellente raison qu'il les fuyait toutes. Il vécut ainsi indéfiniment, — bêtement, disait Courfeyrac.

« Courfeyrac lui disait encore : « N'aspire pas à être vénérable, mon cher ; un conseil : ne lis pas tant dans les livres et regarde un peu plus les margotons. Les coquines ont du bon, ô Marius ! A force de t'enfuir et de rougir, tu t'abrutiras... »

« Quand Courfeyrac lui avait tenu quelque propos de ce genre, Marius était huit jours à éviter plus que jamais les femmes jeunes et vieilles, et il évitait, par-dessus le marché, Courfeyrac. »

Cet Hippolyte, sentimental et farouche, rencontre tous les jours, en se promenant, un vieux monsieur à l'air respectable qu'accompagne une jeune fille, insignifiante à ses yeux. Un jour, un éblouissement le frappe. La jeune fille s'est épanouie ; il la reconnaît à peine :

« Il alla droit à son *allée*, et, quand il fut au bout, il aperçut toujours sur le même banc ce couple connu. Seulement, quand il approcha, c'était bien le même homme, mais il lui parut que ce n'était plus la même fille. La personne qu'il voyait maintenant était une grande et belle créature, ayant toutes les formes les plus charmantes de la femme, à ce moment précis où elles se combinent encore avec toutes les grâces les plus naïves de l'enfant ; moment fugitif et pur, que peuvent seuls traduire ces deux mots : quinze ans. C'étaient d'admirables cheveux châtains, nuancés de veines dorées, un front qui semblait fait de marbre, des joues qui semblaient faites d'une feuille de rose, un incarnat pâle, une blancheur émue, une bouche exquise d'où le sourire sortait comme une clarté et la parole comme une musique, une tête que Raphaël eût donnée à Marie, posée sur un cou que Jean Goujon eût donné à Vénus. Et, afin que rien ne manquât à cette ravissante figure, le nez n'était pas beau, il était joli ; ni droit, ni courbé, ni italien, ni grec : c'était le nez parisien, c'est-à-dire quelque chose de spirituel, de fin, d'irrégulier et de pur, qui désespère les peintres et qui charme les poètes ».

Cette jeune fille au nez inquiétant, — qui paraîtrait peut-être étrange quoique le poète en puisse dire, au milieu d'un visage dessiné et peint par Raphaël, — n'est autre que la fille de Fantine, que nous avons suivie dans l'ascension de son douloureux calvaire ; le vieux monsieur, surnommé M. Leblanc par Marius, c'est Jean Valjean échappé du bagne de Toulon. M. Madeleine a pu, en effet, tenir la promesse qu'il a faite à la fille publique morte dans son hôpital. Il s'est fait remettre Cosette, à force d'argent, par les Thénardier, chez qui elle était en nourrice ; puis, avec elle, il est venu à Paris, où il a dû se soustraire aux recherches du tenace Javert. Traqué un soir dans l'île Saint-Louis, il a couru jusqu'au jardin du couvent de Picpus, où il s'est réfugié, — ce qui a fourni à Victor Hugo l'occasion de nous décrire un couvent de femmes au *xix^e* siècle, — puis en est sorti à l'aide d'un stratagème macabre, grâce à la complicité du jardinier, le père Fauchelevent, auquel il a jadis sauvé la vie. Après quoi, il a pu faire admettre Cosette parmi les religieuses, qui l'élèvent.

Cosette et Marius sont donc, de deux façons différentes, deux victimes de la société ; ils s'aimeront. Marius parvient à savoir où la jeune fille habite : il s'introduit à plusieurs reprises dans le jardin du couvent, — ce qui donne lieu à plusieurs scènes charmantes. Mais, tout à coup, l'idylle menaçant de tourner à la berquinade, Hugo va la rendre épique (en mêlant Marius aux complots des amis de l'ABC, qui conspirent contre Louis-Philippe.

Il sied, toutefois, avant de rentrer dans l'histoire, de relire la magnifique scène d'amour que le poète a su renouveler et rendre pathétique, grâce à la vivacité de ses souvenirs de jeunesse.

« Cosette, prête à défaillir, ne poussa pas un cri. Elle recula lentement, car elle se sentait attirée. Lui ne bougeait point. A je ne sais quoi d'ineffable et de triste qui l'enveloppait, elle sentait le regard de ses yeux qu'elle ne voyait pas.

« Cosette, en reculant, rencontra un arbre et s'y adossa. Sans cet arbre, elle fût tombée.

« Alors elle entendit sa voix, cette voix qu'elle n'avait vraiment jamais entendue, qui s'élevait à peine au-dessus du frémissement des feuilles, et qui murmurait :

« — Pardonnez-moi, je suis là. J'ai le cœur gonflé, je ne pouvais pas vivre comme j'étais, je suis venu. Avez-vous lu ce que j'avais mis là sur ce banc ? Me reconnaissez-vous un peu ? N'ayez pas peur de moi. Voilà du temps déjà, vous rappelez-vous le jour où vous m'avez regardé ? C'était dans le Luxembourg, près du *Gladiateur*. Et le jour où vous avez passé devant moi ? C'était le 16 juin et le 2 juillet. Il va y avoir un an. Depuis bien longtemps, je ne vous ai plus vue. J'ai demandé à la loueuse de chaises, elle m'a dit qu'elle ne vous voyait plus. Vous demeuriez rue de l'Ouest, au troisième sur le devant, dans une maison neuve, vous voyez que je sais. Je vous suivais, moi. Qu'est-ce que j'avais à faire ? Et puis vous avez disparu. J'ai cru vous voir passer une fois que je lisais les journaux sous les arcades de l'Odéon. J'ai couru. Mais non. C'était une personne qui avait un chapeau comme vous. La nuit, je viens ici. Ne craignez pas, personne ne me voit. Je viens regarder vos fenêtres de près. Je marche bien doucement pour que vous n'entendiez pas, car vous auriez peut-être peur. L'autre soir, j'étais derrière vous, vous vous êtes retournée, je me suis enfui. Une fois, je vous ai entendu chanter. J'étais heureux. Est-ce que cela vous fait quelque chose que je vous entende chanter à travers le volet ? Cela ne peut rien vous faire. Non, n'est-ce pas ? Voyez-vous vous êtes mon ange, laissez-moi venir un peu. Je crois que je vais mourir. Si vous saviez ! je vous adore, moi ! Pardonnez-moi, je vous parle, je ne sais pas ce que je vous dis, je vous fâche peut-être, est-ce que je vous fâche ?...

« Elle lui prit la main et la posa sur son cœur. Il sentit le papier qui y était, il balbutia :

« — Vous m'aimez donc ?

« Elle répondit d'une voix si basse que ce n'était plus qu'un souffle qu'on entendait à peine :

« — Tais-toi ! tu le sais !

« Et elle cacha sa tête rouge dans le sein du jeune homme, superbe et enivré.

« Il tomba sur le banc ; elle près de lui. Ils n'avaient plus de paroles. Les étoiles commençaient à rayonner. Comment se fit-il que leur lèvres se rencontrèrent ? Comment se fait-il que l'oiseau chante, que la neige fond, que la rose s'ouvre, que mai s'épanouisse, que l'aube blanchisse derrière les arbres noirs au sommet frissonnant des collines ?

« Un baiser, et ce fut tout.

« Tous deux tressaillirent, et ils se regardèrent dans l'ombre avec des yeux éclatants.

« Ils ne sentaient ni la nuit fraîche, ni la pierre froide, ni la terre humide, ni l'herbe mouillée, ils se regardaient et ils avaient le cœur plein de pensées. Ils s'étaient pris les mains, sans savoir.

« Elle ne lui demandait pas, elle n'y songeait pas même, par où il était entré et comment il avait pénétré dans le jardin. Cela lui paraissait si simple qu'il fût là !

« De temps en temps, le genou de Marius touchait le genou de Cosette, et tous deux frémissaient.

« Par intervalles, Cosette bégayait une parole. Son âme tremblait à ses lèvres comme une goutte de rosée à une fleur.

« Peu à peu, ils se parlèrent. L'épanchement succéda au silence qui est la plénitude. La nuit était sereine et splendide au-dessus de leur tête. Ces deux êtres, purs comme des esprits, se dirent tout, leurs songes, leurs ivresses, leurs extases, leurs chimères, leurs défaillances, comme ils s'étaient adorés de loin, comme ils s'étaient souhaités, leur désespoir quand ils avaient cessé de s'apercevoir. Ils se confièrent, dans une intimité idéale que rien déjà ne pouvait plus accroître, ce qu'ils avaient de plus caché et de plus mystérieux. Ils se racontèrent, avec une foi candide dans leurs illusions, tout ce que l'amour, la jeunesse et ce reste d'enfance qu'ils avaient leur mettaient dans la pensée. Ces deux cœurs se versèrent l'un dans l'autre, de sorte qu'au bout d'une heure, c'était le jeune homme qui avait l'âme de la jeune fille, et la jeune fille qui avait l'âme du jeune homme. Ils se pénétrèrent, ils s'enchantèrent, ils s'éblouirent.

« Quand ils eurent fini, quand ils se furent tout dit, elle posa sa tête sur son épaule et lui demanda :

« — Comment vous appelez-vous ?

« — Je m'appelle Marius. Et vous ?

« — Je m'appelle Cosette. »

Nous ne conseillerions pas, sans doute, à une jeune fille de commencer ainsi ses fiançailles ; mais nous sommes, ici, en pleine fiction, et Victor Hugo a mis dans ces belles pages ce que chacun de nous a pu rêver. On peut même dire, qu'en les écrivant, l'auteur a mis de côté toute prétention littéraire et s'est abandonné au seul souvenir d'aspirations lointaines.

Mais le ton de l'ouvrage va changer ; l'idylle va s'illuminer d'une sinistre lueur d'épopée. Nous examinerons, dans notre prochaine leçon, cette dernière partie des *Misérables*.

R. B.

Transformations des sociétés européennes au XIX^e siècle.

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Maître de conférences à l'Université de Paris.

Les empires de l'Europe orientale (1800-1860).

Nous étudierons, aujourd'hui, les deux empires du tsar et du sultan; qui se ressemblent beaucoup (tous deux sont absolutistes et militaires) et qui n'offrent que peu d'intérêt au point de vue auquel nous nous sommes placés, car leur histoire ne présente que peu de transformations.

I. — L'empire du tsar comprend, en Europe, la Russie et deux territoires qui ont été acquis au cours ou à la suite des guerres contre la France.

Bibliographie. — Elle est donnée en détail dans l'*Histoire générale*. Les documents sont, comme dans tous les États absolus, des actes officiels, très peu instructifs, et des mémoires et correspondances privées : pour la Russie, un grand nombre ont été publiés en français dans l'*Archive Woronzof*; pour la Pologne, les mémoires d'Oginsky et de Czartorisky. Comme ouvrages, on a des histoires officielles : Schnitzler, *l'Empire des Tsars*, et *Histoire intime de la Russie*; Balleydier, *Histoire de l'empereur Nicolas*; Lacroix, *Histoire de la vie et du règne de Nicolas I^{er}*. Comme ouvrages d'ensemble : *Histoire générale*, très détaillée; *Histoire politique de l'Europe contemporaine*; Bernhardi, *Geschichte Russland's*.

1. La période s'ouvre sur un changement de personne très important. Alexandre, qui succède à Paul I^{er}, a été élevé par un Suisse libéral, Laharpe, avec des camarades polonais; il admire le régime libéral, forme un comité d'amis avec lesquels il tient des conférences après dîner et rédige des protocoles, un plan de « réforme de l'édifice informe du gouvernement de l'Empire », une « constitution réglée d'après le véritable esprit de la nation ».

L'empire russe a conservé l'organisation donnée par Pierre le Grand et Catherine II : le tsar, autocrate, peut changer toutes les

institutions ; il est servi par une bureaucratie recrutée parmi les nobles, organisée, comme dans les États européens du XVIII^e siècle, en collèges ; les provinces conquises sous Catherine II, Nouvelle-Russie, Lithuanie, sont placées sous l'autorité de vice-rois. La société est divisée en deux classes, les nobles et les gens du peuple, marchands et paysans ; il n'y a pas de bourgeoisie ; les paysans sont des serfs, mais pratiquement des esclaves : ils sont employés dans la maison du maître comme domestiques et peuvent même être vendus sans la terre. Les nobles se sont européanisés, parlent français, sont sceptiques en matière religieuse ; le peuple est resté moscovite, orthodoxe, oriental, étranger à toute idée politique. Entre les deux classes, il n'y a d'autre contact que l'exploitation par un même maître ; elles forment deux nations superposées. Dans cet empire, les vieilles institutions nationales ont disparu ; elles ont été remplacées par des institutions nouvelles, introduites par la volonté des souverains : l'Église même a été organisée en bureau.

Tout le régime dépend de la volonté du tsar. Alexandre est partagé entre son goût pour un régime libéral et son désir d'être obéi. Czartorisky a nettement défini son caractère en disant qu'il consentirait à ce que chacun fût libre, à condition que chacun fit volontairement sa volonté. Ils s'est intéressé à deux questions : le gouvernement central et la condition des paysans. Il essaie de relever le Sénat, le qualifie de *gouvernant*, mais il n'accepte pas ses remontrances ; il abolit les collèges et les remplace par huit ministres, dont un pour le commerce, un pour l'instruction ; c'est là une institution européenne, mais il lui imprime un cachet oriental, en doublant chaque ministre d'un adjoint qui est un espion ; il crée un *Comité pour les affaires courantes*, qui devrait être un *cabinet*, mais, en fait, chaque ministre travaille seul avec le tsar. Pour les serfs, tout se borne à des projets. Le principal résultat de cette tentative de réforme a été l'organisation de l'instruction : trois universités nouvelles sont créées en pays russe ; les sociétés de sciences et de lettres sont encouragées.

Puis Alexandre change de favoris : il écarte les nobles, admirateurs du régime anglais, et donne sa confiance au secrétaire d'État Spéranski, fils de pope. C'est un admirateur de Napoléon, qui veut créer des institutions d'administration et faire des réformes sociales : affranchir les serfs, affranchir les nobles du despotisme et en faire une aristocratie (c'est une idée anglaise). Il fait accepter un plan de réforme de l'État qui doit établir à tous les degrés de l'administration locale, communes, district, *gubernié*, un conseil élu, un fonctionnaire exécutif et un tribunal. En fait,

Spéranski n'a presque rien réalisé : le conseil d'État a été réorganisé « pour limiter l'arbitraire de notre gouvernement » (1811) ; la réforme du Sénat a été décidée, mais non réalisée ; un code civil a été préparé, mais non établi. La guerre de 1812 amène la chute de Spéranski.

Alexandre, pendant son séjour en Europe, tombe sous l'influence de M^{me} de Krudener, mystique, qui a prédit la victoire de l'*Ange blanc* (Alexandre) sur l'*Ange noir* (Napoléon) et le retour de l'île d'Elbe. Il arrive à l'idée d'un gouvernement religieux : de là, la Sainte-Alliance de tous les souverains chrétiens (non pas seulement catholiques). Mais il est encore ami du régime libéral ; il intervient en faveur des droits constitutionnels (Suisse, France) et organise avec des formes constitutionnelles la Finlande et la Pologne.

En Finlande (Cf. *Constitution du grand-duché de Finlande*, Paris, 1901) existe une société à deux étages : des paysans finnois ; des nobles, bourgeois, pasteurs, suédois ; mais la religion est commune. Quand ses troupes sont entrées en Finlande, Alexandre a promis de « maintenir inviolablement les vieilles lois et les privilèges » ; en mars 1809, il vient tenir une diète à Borgo, reçoit le serment de chaque État, prononce un discours en français, fait lire un acte de garantie, réglant le système qui sera suivi pour le gouvernement central, l'armée, l'impôt et le conseil de régence. La Diète accepte l'acte ; et le tsar la clôture par un discours où il déclare que la Finlande est « placée désormais au rang des nations ». Le conseil de régence est organisé avec deux sections, économique et judiciaire, puis reçoit, en 1816, le nom de *Sénat impérial* ; à Pétersbourg est établi un comité pour les affaires de Finlande ; ces deux conseils sont composés de Finlandais... Quant à la Diète, elle n'existe que sur le papier : jusqu'en 1863, elle n'est pas convoquée. Mais, en théorie, la Finlande a un régime autonome, libéral et constitutionnel.

En Pologne, Alexandre a trouvé un régime constitutionnel. Napoléon avait formé des provinces polonaises enlevées à la Prusse le grand-duché de Varsovie et l'avait organisé avec un régime libéral, en partie imité de l'ancienne constitution de Pologne. La Diète comprenait un Sénat de 18 dignitaires et une Chambre des nonces composée de 60 députés nobles des diétines et 40 députés des villes, sans aucune initiative ; seuls, les commissaires ont le droit de prendre la parole. Le régime d'administration français avait été introduit : départements avec préfets et sous-préfets, code Napoléon, liberté des cultes, armée nationale ouverte à tous ; les paysans avaient été affranchis, mais n'avaient pas reçu de



livres. La Pologne, aristocratique et catholique, avait été transformée en société laïque et démocratique, mais seulement légalement ; en fait, les seigneurs restaient maîtres du gouvernement ; du moins, la Pologne avait le régime le plus libéral de tous les États de l'Europe centrale. — Le grand-duché de Varsovie, moins la Posnanie et la Galicie, cédées à la Prusse et à l'Autriche, est réuni à la Russie. Alexandre en forme un royaume distinct, où les fonctionnaires, le clergé, les officiers sont des Polonais ; les seuls étrangers sont le vice-roi et le commissaire impérial. A ce royaume, Alexandre donne une constitution, la Charte de 1815 : la Diète est composée d'un Sénat de 30 membres nommés par le roi et d'une chambre de 60 nonces élus par les nobles et les villes ; mais elle n'est convoquée que tous les deux ans et pour une courte session ; elle délibère sous la direction [du commissaire impérial ; elle n'a aucune prise sur les ministres, responsables seulement envers le roi ; elle ne fait que voter les lois et les impôts nouveaux.

En 1815, Alexandre est donc tsar autocrate en Russie, grand-duc et roi constitutionnel en Finlande et en Pologne.

2. Avec le retour d'Alexandre en Russie commence une période de réaction qui dure jusqu'en 1825. Elle est due à un changement de personnel et d'influence : Araktchéief, ancien favori de Paul I^{er}, officier réputé pour sa brutalité, devient principal ministre ; Metternich prend un grand ascendant sur le tsar, en exploitant l'assassinat du secrétaire d'Alexandre, Kotzebue, et la révolte d'un régiment (1820). Cette réaction prend la forme d'une compression de la vie intellectuelle ; elle est dirigée par Galitzin et les *obscurantistes* : on destitue des professeurs d'universités ; on établit une censure rigoureuse sur les livres et revues contraires aux enseignements de l'église.

L'opposition prend la même forme que dans le reste de l'Europe : propagande maçonnique et sociétés secrètes ; elle se recrute parmi les Russes qui ont été en contact avec les Français, parmi les officiers de l'armée qui a occupé la France de 1815 à 1818. Il y a deux centres d'opposition, correspondant aux deux armées russes : à Saint-Petersbourg se forment successivement plusieurs sociétés, *Union du Salut*, *Union du Bien public*, *Société du Nord* (1821), dont les membres veulent une monarchie constitutionnelle ; dans le Sud, le centre est Kiew, où la *Société du Sud* veut organiser la république et donner la dictature à Pestel.

En Pologne, la réaction se marque par un conflit entre la Diète polonaise et le grand-duc Constantin, général en chef de l'armée polonaise, plein de mépris pour les civils et pour la constitution.

en 1
r sc
e de
it a
itie
nce
jim
s de
onn
act
ne.
aul
e f
aii
fa
tio

ive
on 1
3).
l'Er
lit.
vie
r l
r ;
las
ner
e l
à
sta
per
it,
eu
d
, 1
e.

aci
et
oui
eu
éta
rtif

bureaucratique absolutiste, il organise, en 1826, la police politique secrète. Il essaie d'introduire quelques améliorations matérielles et sociales : codifications des lois russes (en 1830 paraît la *Collection complète des lois de l'Empire* ; en 1848, le *Recueil des lois en vigueur*) ; tribunaux de commerce ; création d'une sorte de tiers État, les *bourgeois notables*, jouissant des mêmes droits que les marchands des premières guildes ; il songe à émanciper les serfs, charge des commissions d'étudier ce projet, mais n'aboutit pas.

En Pologne, le conflit devient aigu et se transforme en guerre civile. Nicolas a accepté l'autonomie du royaume : il s'est fait couronner roi, il a pris l'uniforme polonais, il a juré d'observer la constitution ; mais il la viole constamment, il ne réunit pas la Diète, il destitue des juges, il ne respecte pas la liberté de la presse ; en 1826, il donne à Constantin la vice-royauté et le commandement en chef de l'armée. — Les mécontents se divisent en deux partis : les *blancs*, aristocrates, qui ne veulent qu'une opposition légale, et, comme ils n'ont aucun moyen d'action, songent à attendre des conditions plus favorables, c'est-à-dire la mort de Nicolas ; les *rouges*, officiers démocrates qui veulent opérer comme en Europe, par la révolution et le régime. — Nicolas vient à Varsovie (1829), pour se faire couronner : il refuse de recevoir une adresse, de proclamer l'amnistie ; il se montre irrité de voir les dames de Varsovie paraître à un bal avec les couleurs polonaises.

L'exemple de la France pousse les Polonais à la révolte : les Rouges décident de soulever Varsovie, de massacrer Constantin et de surprendre l'armée russe. Le mouvement commence dans l'armée, sur le bruit que Nicolas veut l'envoyer en Belgique pour réduire la révolte. Constantin échappe et se retire en emmenant les troupes russes. La Pologne, dégagée, se trouve dans une situation politique confuse : les Rouges ont mené l'insurrection ; mais le pouvoir reste aux Blancs, d'abord au ministre des finances, Lubecki, puis à un gouvernement provisoire de sept membres ; les Rouges se contentent de former un *club patriotique* qui surveille les gouvernants. Les Polonais envoient une députation à Pétersbourg pour demander que la constitution soit appliquée et que la Lithuanie soit réunie au royaume de Pologne. Nicolas refuse et commence la guerre. Alors le parti rouge prend le dessus et proclame la déchéance de Nicolas. — La guerre fut longue, les opérations furent ralenties par le choléra ; mais l'armée russe finit par triompher. Nicolas supprime l'autonomie, abolit la Charte qui est remplacée par un statut organique : le pouvoir appartiendra à des fonctionnaires russes. Paskiewitch,

atin échappe et se retire en exil
logne, dégagée, se trouve dans
e : les Rouges ont mené l'insurre
ux Blancs, d'abord au minis
un gouvernement provisoire de
ntentent de former un club pro
s. Les Polonais envoient une lég
mander que la constitution soit ap
soit réunie au royaume de Pologne
la guerre. Alors le parti rouge pre
chéance de Nicolas. — La guer
nt ralenties par le choléra ; mais le
pher. Nicolas supprime l'autocratie
emplacée par un statut organique
fonctionnaires russes. Peste et

janissaires, devenus héréditaires, ont perdu tout esprit militaire ; avec l'aide d'officiers français, Sélim organise à l'européenne d'abord une brigade, puis 12 régiments et 2 escadrons ; en 1805, il ordonne de lever des jeunes gens et des janissaires qui seront organisés sur le même modèle. Mais les janissaires se soulèvent au nom des vieilles institutions, font déposer Sélim et proclament Mustafa, ennemi des réformes. En 1808, un nouveau soulèvement amène la déposition de Mustafa et la proclamation de Mahmoud.

2. — Alors commence une période de transformations profondes, qui revêtent deux formes différentes, soulèvements de sujets et réformes.

Pour comprendre les soulèvements, il faut connaître le régime de l'empire ottoman. La religion est le principe de toute l'organisation ; tous les *Moslem* sont égaux entre eux, forment une société démocratique, où la richesse et les fonctions, ouvertes à tous,

constituent la seule différence ; la faveur du sultan fait tout ; l'empire est donc une démocratie césarienne. Mais l'islam n'est pas une religion obligatoire : à côté des Musulmans, il existe de nombreux chrétiens tolérés et exploités : par suite, on a une société à deux étages.

Ces chrétiens forment des groupes compacts, organisés, sous la direction de leurs évêques, avec qui le gouvernement traite, qui sont des espèces de représentants officiels. Cette organisation diffère selon les régions. — Il s'est conservé quatre peuples chrétiens ; trois au Nord, qui sont d'anciennes nations, Serbes, Bulgares, Roumains ; chez les Serbes et les Bulgares, les classes supérieures chrétiennes ont disparu et ont été remplacées par de grand propriétaires musulmans ; chez les Roumains, au contraire, la masse et l'aristocratie sont chrétiennes ; au Sud et dans les îles, les Grecs, qui, en Morée, ont une organisation officielle, avec des notables élus, les *primats*, et, dans la Grèce centrale, ont des milices irrégulières, les *pallicares* avec des chefs nationaux, les *armatoles*.

Des soulèvements, en Serbie d'abord, en Grèce ensuite, ont abouti à la constitution de principautés (Serbie, Moldavie-Valachie) et d'un royaume (Grèce) indépendants du Sultan.

Mahmoud s'est d'abord occupé de la réorganisation de l'armée. Profitant du mécontentement des ulémas contre les janissaires, il prescrit (1826) à chaque caserne de lui fournir 150 hommes, avec lesquels il organisera une armée à l'européenne ; les janissaires se soulèvent, mais sont réduits, et le sultan déclare leur corps aboli. La nouvelle armée est organisée à l'européenne, mais surtout pour l'extérieur (cf. *Lettres de de Moltke*) ; des écoles sont créées pour la marine, l'artillerie, le génie.

Mahmoud essaie d'imiter l'Europe à d'autres points de vue : il crée une décoration, un *Moniteur officiel*, il institue des passeports. Mais il n'est pas obéi ; il se rend odieux à la population comme ami des *giaours* et mauvais musulman, parce qu'il s'habille à la française, boit du vin, va aux banquets européens, laisse sortir ses femmes, fait mettre sa figure sur les monnaies et son portrait dans les casernes ; un jour, sur le pont de Galata, un derviche l'interpelle : « Padischa giaour, tu ruines l'Islam. »

3. — A Mahmoud, mort en 1838, succède un jeune homme, Abdul-Medjid, qui laisse gouverner à sa place Reschid-pacha, ancien ambassadeur à Londres, admirateur de l'Angleterre. Alors commence une période qu'on a appelée le *Tanzimat*, c'est-à-dire l'organisation. — Le 3 novembre 1839, dans les jardins de Gulhané, en présence des grands dignitaires, des députés, des chré-

tiens de l'empire et du corps diplomatique européen, est promulgué un *hatti-sherif*; c'est une sorte de charte constitutionnelle dans laquelle le sultan, après avoir loué les anciens usages et déclaré que le mal vient de ce qu'on les a abandonnés, annonce des institutions nouvelles : toute distinction de classes, par suite de religion, est abolie ; la sécurité, l'égalité sont promises à tous ; la confiscation est supprimée ; les fermiers d'impôt sont remplacés par des receveurs généraux ; on annonce la préparation d'un code civil. Le but de Reschid est surtout de donner confiance aux gouvernements d'Europe, de gagner l'opinion en montrant que le gouvernement ottoman devient éclairé ; il y réussit parfaitement et la convention des détroits (1841) mit l'empire sous la protection des États européens.

Reschid veut appliquer les principes posés dans le *hatti-sherif* ; l'impôt est réparti et levé par les habitants, l'administration est divisée entre trois services distincts, armée, finance, justice, placés chacun sous la direction d'un ministre. Le parti des *Vieux-Turcs* s'effraye de ces réformes et obtient le renvoi de Reschid ; mais il est bientôt rappelé et recommence ses tentatives de réformes. Deux semblent avoir réussi. L'armée est organisée à l'européenne, avec de principe du service obligatoire pour tous les Musulmans pendant cinq ans dans l'active et sept ans dans la réserve et divisée en cinq corps régionaux. Des traités de commerce sont conclus avec les États européens, établissant un tarif unique de 90/0 de droit d'entrée sur les marchandises étrangères ; une banque ottomane est organisée, la monnaie est émise au même titre que dans le reste de l'Europe. En 1847, Reschid organise des tribunaux mixtes. — Ce n'est pas la réforme sociale et administrative complète qu'avait promise le *hatti-sherif* ; et, d'ailleurs, la plupart des mesures décrétées ne furent pas appliquées ; l'impôt continue à être affermé, les fonctionnaires continuent à gouverner sans règle ; mais, grâce à dix ans de paix intérieure, la prospérité devient relative.

4. — La guerre avec la Russie ébranle le régime. Les puissances qui ont défendu la Turquie règlent les diverses questions pendant au Congrès de Paris (1856) : elles stipulent une autonomie complète des principautés roumaines ; elles réclament des mesures en faveur des chrétiens de l'empire ; elles garantissent l'intégrité du territoire ottoman. Mais elles veulent paraître respecter la souveraineté du sultan qui fait une déclaration à ses sujets, après l'avoir soumise aux puissances. Celles-ci « constatent la haute valeur de cette communication » ; c'est le *hatti-humayoun* de 1856, charte analogue à celle de 1839. Il proclame la liberté et

l'égalité de tous les sujets Ottomans sans distinction de religion ; les chrétiens seront admis à tous les grades militaires, ne seront plus astreints à la capitation, seront représentés dans les conseils provinciaux. Il y a là un essai pour laïciser l'empire, mais non ouvertement : le gouvernement se refuse à abolir la peine de mort décrétée contre tout Musulman renégat.

Cet essai se heurte à une double résistance ; les Musulmans ne veulent pas obéir à des chrétiens ; les chrétiens ne veulent pas perdre leurs garanties spéciales pour entrer dans le droit commun : ils craignent d'être livrés sans défense aux Musulmans.

L'empire ottoman reste désorganisé ; mais, dans cette crise où il a perdu trois pays chrétiens, devenus indépendants, il a gagné une armée : il est diminué, mais fortifié.

III. — Ces deux empires de l'Europe orientale présentent des caractères communs : tous deux sont des États aristocratiques, militaires ; tous deux englobent des peuples différents ; tous deux sont en lutte contre l'influence occidentale. Mais leur évolution, dans la première moitié du xix^e siècle, a été inverse : l'empire du tsar a accru son territoire et étendu le régime absolutiste sur des pays étrangers qui ont été incorporés ; il s'est fermé à toute influence européenne, pour réagir contre l'opposition ; l'empire du sultan a diminué au point de vue territorial, mais il s'ouvre peu à peu à l'influence européenne, malgré une opposition conservatrice ; en même temps, il s'est assuré la garantie de son intégrité contre les visées du tsar.

M. T.

Saint Augustin et les auteurs profanes.

Leçon de M. ALBERT FOURNIER.

Professeur à l'École supérieure des lettres d'Alger.

Saint-Augustin a passé sa jeunesse dans l'étude et la pratique des auteurs profanes. Élève, il lisait avec passion Virgile, suivant Énée dans ses voyages et pleurant sur le sort de l'infortunée Didon. Son imagination lui montrait le cheval de bois aux flancs sonores, la ville de Troie flambant dans la nuit, et l'ombre de Créuse qui se dressait échevelée devant son époux (*Confessions*, I, 13). Il savait quel langage, conforme au caractère altier et vindicatif de Junon, il fallait faire tenir à cette déesse dans ses plaintes contre les Troyens (*Conf.*, I, 17). Un peu plus tard, ayant surmonté les difficultés qu'il avait rencontrées dans l'étude de la langue grecque, il s'abandonnait au charme des fables homériques habilement tissées et à la douceur de leurs mensonges (*Conf.*, I, 14). Il faisait ses délices des expressions piquantes et ingénieuses, des périodes savamment cadencées, de l'élégance impeccable du style. (*Conf.*, I, 18). Il excellait dans les compositions littéraires et les déclamations, et les couronnes, dans les concours d'éloquence et de poésie, étaient sans cesse déposées sur sa tête (*Conf.*, IV, 1, 2). Professeur de rhétorique pendant de longues années à Tagaste, sa patrie, à Rome et à Milan il initiait ses disciples à tous les secrets de l'éloquence cicéronienne et avait même composé sur la grammaire, sur la rhétorique et la dialectique des livres à leur usage.

Enfin, au théâtre, devant le spectacle des passions humaines, il sortait, pour ainsi dire, de lui-même pour entrer dans la personne des héros tragiques ; il souffrait, se réjouissait et vivait avec eux et en eux. Le poète dramatique était pour lui, selon l'expression d'Horace, un magicien qui l'excitait ou le calmait à son gré (*Hor.*, ép. II, 1, 211), qui le remplissait enfin de terreurs imaginaires.

C'est l'*Hortensius* de Cicéron, un livre païen, qu'Augustin lisait assidûment, lorsqu'il commença à s'engager dans la voie qui devait le conduire au christianisme ; cet ouvrage, aujourd'hui perdu, contribua, sans nul doute, à l'y pousser en lui inspirant l'amour de la sagesse qui ne trompe jamais : « C'est l'amour de la sagesse, dont le nom en grec est philosophie, que ce livre allumait

en moi. Ce livre changea mes sentiments et tourna vers vous, ô Dieu, l'ardeur de mes prières. » (*Conf.*, III, c. IV.)

Ce sont encore des écrits platoniciens, traduits du grec par Victorinus, qui le firent, dans cette voie, avancer d'un grand pas, bien que sa marche fût souvent retardée par la rudesse caillouteuse du style des Écritures, indigne, à ses yeux, d'être comparé à la diction majestueuse de Cicéron (*Conf.*, III, 6). Il lisait les catégories d'Aristote et, chose que peu d'hommes auraient pu faire, il les comprenait sans maître, grâce à la promptitude et à la pénétration de son esprit.

Dans les dialogues dits philosophiques *Contre les Académiciens*, *Sur l'ordre* et *Sur la vie heureuse*, la forme, les théories soutenues, les idées citées, tout est païen. Les interlocuteurs d'Augustin et Augustin lui-même n'usent que d'un langage élégant et châtié ; les questions que l'on y traite sont du domaine de la philosophie païenne et pourraient trouver place dans les *Tusculanes* ou dans les *Dialogues* de Platon. Le nom de Cicéron (Tullius noster) et son livre l'*Hortensius* y sont fréquemment prononcés avec éloge (*in Acad.*, liv. I, c. 1, 4 ; *in Acad.*, I, 8... ergone Cicero sapiens non fuit ?) Que pensez-vous de notre Cicéron ? dit Licentius, l'un des personnages ? — C'était un sage, répond Trygetius (*in Acad.*, I, c. III, 7.)

Chaque jour, on lisait un demi-livre de Virgile au cours de ces entretiens. Ils eurent lieu à Cassiciacum, sous les ombrages ou dans la salle de bain de la villa de Verecundus, et furent recueillis, au fur et à mesure, par un sténographe appelé tout exprès. Fort peu de temps auparavant avait eu lieu, dans le jardin de Milan, la dramatique conversion de Saint Augustin préparée par une crise de larmes et un terrible combat intérieur, achevée par une subite illumination. Pourtant Augustin, soit qu'il eût encore mal dépouillé le vieil homme, soit qu'il voulût ménager les habitudes et les goûts des jeunes gens qui l'entouraient et les mener au christianisme par des voies qui leur fussent agréables (il le reconnaît lui-même dans ses *Rétractations*, l. I, ch. II), se montre à nous, dans ses dialogues, plutôt sous les traits d'un rhéteur dans sa chaire, laquelle il venait cependant d'abandonner, que d'un chrétien encore palpitant d'une émouvante conversion (1).

La méthode qu'enseigne Augustin pour arriver à la connaissance du vrai est de tout point empruntée au paganisme. Elle recommande l'étude de la grammaire et de la littérature, de l'histoire, de la dialectique, de la rhétorique, de la musique et de la

(1) V. Boissier, *la Fin du paganisme*, I. liv. III. ch. III.

conversion de Saint Augustin préparé
un terrible combat intérieur, ardeur
pour tant Augustin, soit qu'il eût
me, soit qu'il voulût ménager
gens qui l'entouraient et les
voies qui leur fussent agréables
Rétractations, I. I, ch. II, se m
lutôt sous les traits d'un rhéteur
t cependant d'abandonner, que d
une émouvante conversion d'
Augustin pour arriver à la r
oint empruntée au paganisme
mnaire et de la littérature, de
a rhétorique, de la musique et
s., I. liv. III. ch. III.

Il fait fi parfois des compositions sur des sujets romanesques ou mythologiques qu'on le condamnait à écrire, et même de l'art, « qu'il vendait aux jeunes gens », de vaincre par la parole. A quoi bon, d'ailleurs, se charger d'une science dont il faut se dépouiller pour enseigner ce qui est vrai? (*Ep. ad Diosc.*). On a vu que, dans le traité de la *Doctrine chrétienne*, il a émis un avis opposé.

Dans ses *Rétractations*, il se reproche d'avoir admiré Platon : « Il me déplatt, dit-il, d'avoir accordé à Platon, aux platoniciens, aux philosophes de l'Académie des louanges que ne méritaient pas des impies, d'autant plus que c'est surtout contre leurs erreurs que la doctrine chrétienne a besoin d'être défendue (*Rétract.*, I. I, ch. 1, no 4). » Il regrette que ses dialogues, composés avant son baptême, qui eut lieu à Milan en 387, portent le cachet des lettres profanes (*Rétr.*, prol. 3) ; elles y occupent une place trop honorable, étant donné que beaucoup de saints sont illettrés et que beaucoup de

lettrés ne sont pas des saints (*Rétr.*, l. I. ch. III, 2). Or ces écrits, ajoute-t-il, respiraient encore la superbe de l'école (*Conf.*, l. IX, ch. IV, n° 7).

Ces contradictions et ces rétractations portent non seulement sur les idées de sa jeunesse qui s'opposent à celles de sa vieillesse, mais encore sur celles de sa vieillesse qui s'opposent les unes aux autres. Les faits exposés dans les *Confessions* se sont déroulés, environ, de 354 à 387 ; ces mêmes faits ont été racontés dans les *Confessions* vers 399 ou 400. Quand il vivait ses confessions, Augustin jeune aimait les auteurs profanes ; quand il écrivait ses confessions, devenu plus âgé, il méprisait ces auteurs. Sur ce point, il y a contradiction entre les idées de sa jeunesse et celles de son âge mûr. Mais il y a plus : ses opinions sur les lettres profanes sont diverses dans des écrits qu'il a composés dans sa vieillesse et à peu près à la même époque. Les *Rétractations* et la *Cité de Dieu* sont des ouvrages contemporains, achevés dans les dernières années de Saint Augustin, qui mourut en 430. On a vu que, dans les *Rétractations*, il n'est pas tendre pour Platon et pour les auteurs profanes. Dans la *Cité de Dieu*, il parle d'eux avec sympathie et il voit des affinités nombreuses entre les doctrines chrétiennes et platoniciennes (v., notamment, *Cité de Dieu*, livre VIII).

Comment expliquer cette diversité d'opinions et ces rétractations ?

La plupart des Pères et docteurs de l'Église ont été partagés entre deux tendances : d'une part, leur amour des lettres profanes, cultivées dès l'enfance, ainsi que le sentiment profond qu'ils avaient de la nécessité de ces études pour former les esprits à la vie intellectuelle et morale, et même à la vie dans le sens le plus large du mot ; et, d'autre part, une méfiance extrême à l'égard de doctrines qui enseignaient sans doute le bien et le beau, mais qui étaient étrangères et parfois contraires à la loi de l'Évangile. Une seule chose importait désormais à l'homme : aimer le Christ. Or, Homère ne connaissait pas le Christ.

Voilà pourquoi Augustin, devenu chrétien et évêque, regrette les larmes que lui arrachaient jadis les infortunes de Didon, pourquoi il médit des lettres qu'il a aimées et qu'il aime encore, puisqu'il lit et cite, même dans ses derniers ouvrages, ses auteurs de prédilection : « Virgilius, poeta magnus omniumque præclarissimus », écrit-il dans la *Cité de Dieu* (I, III). Toutefois, il ne veut pas que les lettres profanes soient bannies de la mémoire des hommes, et cela à cause de leur utilité sinon à cause de leur charme. L'*Hortensius* de Cicéron ne lui a-t-il pas inspiré l'amour de la

sagesse, lui indiquant la route qui menait au christianisme ? Platon n'avait-il pas connu le Dieu véritable ? (*Cité de Dieu*, l. VIII, ch. XI). De tous les philosophes de l'antiquité, c'était lui qui s'était le plus approché du christianisme. Augustin est allé jusqu'à souhaiter que les nobles et grands esprits de l'antiquité fussent admis par Dieu au nombre des élus (ép. 164).

Aussi, malgré ses répugnances, l'évêque d'Hippone permet-il aux jeunes clercs l'étude des arts libéraux, et lance-t-il l'anathème contre l'empereur Julien, qui avait eu la maligne habileté d'interdire aux chrétiens l'enseignement de ces mêmes arts. La colère de l'Église contre l'édit et l'auteur de l'édit montre bien quel intérêt vital avaient les chrétiens à connaître les lettres antiques.

Augustin a donc cultivé avec amour les auteurs profanes pendant toute sa jeunesse, avant sa conversion. Devenu chrétien, il les considère comme des ennemis qu'il faut non pas anéantir, mais utiliser. Ce sont les vases d'argent que les Hébreux ont ravies aux idoles et emportés d'Égypte pour les placer dans le temple saint, où ils serviront au culte du vrai Dieu (*Doctr. christ.*, l. II, ch. XL, 60).

A. FOURNIER.

Sujets de devoirs

UNIVERSITÉ DE CAEN

Philosophie.

L'atomisme antique et l'atomisme moderne,
Qu'est-ce que la *δύναμις* dans la philosophie d'Aristote.

Histoire.

Les Parlements sous Louis XV et Louis XVI.

Géographie.

Le Canada.

Dissertation française.

Licence.

Montrer, à propos de *La Jeune Tarentine*, quel parti A. Chénier a voulu tirer de l'antiquité : quelle est, chez lui, la part de l'imitation ; quelle est son originalité ; enfin quelle influence la renaissance de l'hellénisme, à la fin du XVIII^e siècle, a exercée sur son talent.

Agrégation de grammaire.

Quelle place le *Discours des misères de ce temps* occupe-t-il dans l'histoire de la satire politique en France au XVI^e siècle.

Dissertation latine.

Ciceronis *De Senectute* libellum explicabis et æstimabis.

Version latine.

Tite-Live, *Histoire*, liv. XXV, chap. xxxiv.

Thème latin.

La Bruyère, *Caractères*, Du Souverain, 24 : « La science des détails. — Son intrépidité ».

Grammaire et métrique latines.

Étudier Tite-Live, *Histoire*, livre XXI, chap. xxxiv.

Étudier Horace, *Art Poétique*, 1-24.

Littérature latine.

La querelle des anciens et des modernes dans la littérature latine. — Horace et le *Dialogue des Orateurs*.

Thème grec.

La Bruyère, *Caractères*, Les Esprits forts, 46.

Littérature grecque.

1° Étudier le *Criton* de Platon.

2° De l'authenticité et de la chronologie des écrits de Platon.

3° Théorie de l'éducation d'après la *République* et les *Lois*.

Grammaire et métrique grecques.

1° Étudier Thucydide, VII, 27.

2° Forme lyrique d'*Œdipe Roi*.

ALLEMAND.**Thème.**

Soirées de Saint-Petersbourg : « La guerre est divine en ses conséquences... », jusqu'à : « ... la guerre est divine en ses résultats. »

Version.

Treitschke, D. G. — B. I. S. 202, *Die nationale Bühne* (tout le paragraphe).

Dissertation.*Agrégation.*

Les *Nouvelles* de K.-F. Meyer. Appliquez au poète pour caractériser son génie ce que lui-même a dit de Michel-Ange dans « Michel Angelo und seine Statuen. »

Licence et certificat.

Le roman historique d'après Scheffel et jusqu'à quel point *Ekkehard* répond-il à l'idéal que l'auteur se faisait du genre ?

ANGLAIS

Version.

Lord Chatham, *Réplique à Walpole*.

Dissertation française.*Agrégation.*

L'œuvre poétique de Rossetti.

Certificat.

Les romans de Charlotte Bronte.

Thème.

La Fontaine, Préface des *Fables* : « Dites à un enfant ... », jusqu'à : « ... elles ne sont pas seulement morales. »

LICENCE.

Composition française.

Étude sur l'épître de La Fontaine à Mgr l'évêque de Soissons.

KOSSELU.

Certificat.

otte Brontë.

Thème.

es *Fables* : « Dites à un enfant... »
as seulement morales. »

LICENCE.

osition française.

Fontaine à Mgr l'évêque de... »

Composition.

Gœthe und Schiller als Lyriker.

Licence et Agrégation.

Composition française.

Le Malade imaginaire, comédie ou farce ?

Thème latin.

Racine, 2^e préface de *Bajazet* : « Quelques lecteurs pourront s'étonner... »

PHILOSOPHIE.

Dissertation.

Apprécier la distinction établie par Kant entre la *critique* et la *métaphysique*.

Dissertation latine.

De narrandi arte in primo *De Bello Gallico libro*.

Thème grec.

Montaigne, *Essais*, liv. II, chap. xvii, De la présomption (vers la 12^e page du chapitre) : « C'est un grand despit qu'on s'adresse à vous parmy vos gents... », jusqu'à : «... je paie, leur répondit-il, la peine de ma laideur. »

Grammaire.

1^o Emploi des pronoms et adjectifs réfléchis en grec et en latin.

2^o Hérodote, VIII, 7, formes et syntaxe, traduire en dialecte attique.

*Agrégation.***Thème grec.**

La Bruyère, De la Société et De la Conversation : « Il faut laisser parler cet inconnu... des valets et un carrosse », et un peu plus bas : « L'esprit de la conversation consiste... le plaisir le plus délicat est de faire celui d'autrui. »

Grammaire.

1^o Apprécier la leçon de grammaire donnée par Socrate à Prép-siade (*Nuées*, 658-693).

2^o Eschyle, *Agamemnon*, 615-623 (Enger, 598-606).

3^o *Aetna*, 36-40 : « Discrepat... carmen », formes, syntaxe et versification.

Allemand.

Thème.

Numa Roumestan, chap. x, 50 premières lignes.

Version.

Goethe, *Dichtung und Wahrheit*, livre VIII, à partir de : Ein junger Mann.

Composition.

Herders Einfluss auf Goethe.

Ouvrages signalés

Les Dogmes fondamentaux et la Morale fondamentale.
par l'abbé CH. DENIS, *directeur des Annales de philosophie chrétienne*, librairie Tardy-Pigelet, Bourges, 1903.

L'Infini, Catégorie et réalité, par M. A. VÉRONNET, in-8°, 88 pages, 1 fr. 50, librairie Roger et Chernoviz, Paris, 1903.

Le gérant : E. FROMANTIN.

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Les poètes secondaires du XVIII^e siècle

Cours de M. EMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Piron ; sa vie et ses œuvres.

Nous avons vu que Louis Racine, critique sérieux, auteur de deux poèmes jansénistes, ne laissait pas de mêler quelquefois un grain d'humour aux graves questions de l'érudition, de la religion et de la science. Il porte donc bien la marque de son siècle et il n'est pas tout à fait un étranger parmi ces poètes secondaires du XVIII^e siècle, que je signalais comme ayant la frivolité, l'élégance et l'esprit pour caractères prédominants. Cependant, ces traits vont apparaître avec une évidence bien supérieure dans les écrivains que nous allons étudier maintenant. Pour commencer par le premier en date, c'est au joyeux et drolatique Piron qu'il convient de nous adresser tout d'abord.

Alexis Piron naquit à Dijon, le 6 juillet 1689, le troisième enfant d'Aimé Piron et d'une demoiselle Dubois, dont le père fut un grand sculpteur. Les Piron étaient une famille de chansonniers, de malins compères, de satiriques. Aimé Piron, apothicaire de son état, ne faillit point à cette réputation. On le trouve s'escrimant en compagnie du fameux poète Santeul. Comme celui-ci avait suivi le prince de Condé aux Etats de Bourgogne, il arriva qu'Aimé Piron et lui se prirent de bec, et ne se reconcilièrent,

parait-il, qu'après boire. Le poète Alexis Piron se flatte lui-même quelque part de représenter, mieux que son frère, leur père, « ce joyeux Piron, qui, plus de quarante à cinquante fois dans sa vie, a fait l'âme du Tiers Etat. Une fois entre autres, étant assis à côté du maire de Beaune, le maire de Châtillon, dans un moment d'enthousiasme, se leva et s'adressa au prince : « *Monseigneur, à la santé de Votre Altesse et de tous vos illustres aïeux !* » Dieu sait la risée. Le bruit cessé, mon pauvre père, que Dieu absolve ! cria du même ton : « *Monseigneur, ce n'est qu'un regainneur (un homme qui prend sur le bien d'autrui) : il a dérobé cela dans la poche du maire de Beaune !* » (je traduis le patois). Celui-ci en fureur voulait battre mon père, qui se défendit. Le prince les sépara. » — Il faut savoir qu'à cette époque les gens de Beaune et de Dijon étaient constamment en querelle, ceux-ci traitant leurs voisins d'ânes à toute occasion.

Le père de Piron était donc un bon bourgeois, gaillard, railleur, haut en couleur et en propos. D'ailleurs, il cultivait la poésie : il a laissé un petit recueil de vers français qui ne valent pas grand-chose, et des *Noëls* en patois bourguignon. On appelait ainsi des chansons plaisantes sur des airs de cantiques, dont la bouffonnerie rappelle les sermons joyeux des *xv^e* et *xvi^e* siècles. Aimé Piron éleva ses trois fils d'une façon originale, comme on peut s'en rendre compte par l'ouvrage intitulé *Mélanges d'Alexis Piron*.

« Aimé Piron avait, nous dit-on, un grand esprit de prévoyance, et, voulant connaître à fond le caractère de ses trois fils dans leur jeunesse, il les enivra un jour : *in vino veritas*.

« Puis, le lendemain, il parla ainsi à chacun d'eux : « Toi, dit-il à l'aîné, qui s'appelait Aimé comme lui, tu as le vin d'un porc », parce qu'il s'était endormi aussitôt après avoir bu un peu plus que de raison. — « Toi, dit-il à Jean, son second fils, tu as le vin d'un lion », parce que, dès qu'il fut gris, il ne chercha qu'à se battre. — « Et toi, dit-il à Alexis, tu as le vin d'un singe », parce qu'il avait été très gai et avait eu une foule de saillies plus plaisantes les unes que les autres, et qui l'avaient fort amusé. »

Elle est pleine de saveur, cette anecdote, vraie parodie sans le savoir d'un épisode du romancero du *Cid*, parodie encore plus involontaire d'une scène de Gogol : le vieux chef de clan Tarasse se bat avec ses fils jusqu'à les faire crier, et il est enchanté d'avoir été vaincu par l'un d'eux : au théâtre, on a remplacé les coups de poing par des duels, mais la modification n'est pas heureuse.

Une autre fois, Alexis Piron se prit de querelle avec son père

sur le choix d'un état : les choses même « en vinrent au pire, si bien que, pour éviter une correction, Alexis dut se sauver et prendre l'escalier au plus vite ; mais, après la quatrième marche, il se ravisa en criant : « Halte-là, mon père ! vous savez qu'après le quatrième degré on n'est plus rien. » Le père rit et fut désarmé. Ces gens-là, évidemment, avaient l'esprit tout en saillies.

Le jeune Alexis n'avait la tête qu'à la poésie. Il refusa d'abord d'être prêtre, en quoi il eut raison, étant donnée sa nature, puis d'exercer le métier d'avocat ; il eut pourtant ce titre, mais toute sa vie, jusqu'à l'âge de trente ans, se passa à ne rien faire, sinon quelques sottises assez fortes. La plus grave, qui n'était en somme qu'un péché de jeunesse, mais qui a pesé fâcheusement sur toute son existence et sur sa réputation, c'est la composition de la fameuse *Ode à Priape*. A lire aujourd'hui cette pièce, on reste confondu, non pas de l'entassement des obscénités, qui n'est point pour surprendre dans une œuvre du XVIII^e siècle, mais de la faiblesse réelle des vers et du souffle lyrique. Elle eut cependant alors un immense succès de dessous le manteau, et cela dans l'Europe entière.

Mais, en même temps, elle fit dresser l'oreille au parlement de Dijon. Le jeune auteur, qui n'avait que vingt ans, ce qui atténue sa faute, fut inquiété par le procureur général, et l'on ne parla de rien moins, conformément d'ailleurs aux usages judiciaires de ce temps, que de l'envoyer aux galères. Il songea donc à fuir ; heureusement pour lui, le président Bouhier existait. Le président Bouhier était le roi d'une petite société littéraire de Dijon, sur laquelle l'abbé Deberre a écrit récemment un ouvrage très documenté. Grand lettré, possesseur d'une riche bibliothèque, il avait dans toutes les provinces françaises, et jusqu'en Angleterre et en Allemagne, des espèces de rabatteurs, comme l'abbé Leblanc, pour le renseigner sur tout ce qui se passait. Aussi son portefeuille, sur lequel M. Emmanuel de Broglie a déjà fait un excellent travail, est-il une mine inépuisable pour l'érudit. Mis au courant de l'affaire de Piron, il fit appeler, soit lui-même, soit — car les deux versions existent et la légende s'en est mêlée — l'ami Jeabelin, qui avait copié et répandu l'ode. Mettons que ce soit Piron ; il le fit appeler, paraît-il, et lui dit à peu près : « Mais, mon enfant, vous avez là une très mauvaise affaire. D'abord, c'est très mal... je connais le corps du délit..., puis c'est très fâcheux pour vous, pour votre famille... » Bref, il lui lava la tête, comme on disait alors, et, enfin, il ajouta : « Mon enfant, il ne faut point mentir ; mais, pourtant, s'il y a des cas où un mensonge est une faute ajoutée à une autre faute, il peut arriver aussi qu'il soit excusable... Je

que personne en sa qualité de basochien plein d'esprit. Aussi il s'amusa à abattre les chardons à coups de canne dans la campagne avoisinante, et, quand on lui en demandait la raison, il répondait : « C'est que je suis en guerre avec les habitants de Beaune : je leur coupe les vivres. » Il avait été désigné pour faire partie d'une sorte d'expédition des arquebusiers à Beaune. La compagnie, eu égard à son caractère de société constituée, fut assez bien reçue. Le jeune Piron, un peu échauffé, comme il arrive dans ces circonstances qui sont surtout prétextes à banquets, se contint cependant jusqu'au milieu du second jour. Mais, à partir de ce moment, les épigrammes commencèrent à pleuvoir sur les malheureux Beaunois, si bien qu'on se donna à peu près rendez-vous pour le soir au théâtre de Beaune.

« Je m'avisai, raconte Piron lui-même, sur les dix heures du soir, après souper, d'aller à la comédie. La première et meilleure scène que j'en eus fut la réponse d'un Beaunois du bel air, à qui je demandais quelle pièce on jouait : « Les *Fureurs de Scapin*, me répondit-il gravement. — On m'avait dit, repris-je, que c'étaient les *Fourberies d'Oreste*. » A ce mot, qui fut hébreu pour lui, nous entrâmes, tous deux, lui sur le théâtre (c'était un homme de qualité), moi dans le parterre. J'y fus reconnu d'un troupeau de jeunes bourgeois qui se carraient sur la scène, aussi fiers que quand

Piron, tout-à-coup, pendant que grogne l'es-
couade enragée de ces Beaunois, et que luit au clair de lune le
reflet de leurs bottes poltronnes, tout finit sans carnage, et même
à la façon romanesque d'une aventure romaine ou espagnole.
« C'était fait de moi, dit Piron : je n'espérais plus rien. Poursuivi
depuis près d'une heure par une légion d'épées, au travers de rues
inconnues, qui me remettaient à tous moments au milieu de mes
bourreaux, sans armes, en un mot, sans secours, je songeais au
Libera, et je faisais des réflexions bien laxatives, quand je me vis
secouru de la plus jolie main que j'eusse pu choisir. Une jeune de-
moiselle, regardant par une fenêtre basse et me voyant fuir à la
pointe de tant d'épées, s'écria qu'on allait tuer un homme. Son
frère, qui regardait à la fenêtre haute, lui dit d'ouvrir vite ; elle le
fit, j'entrai, l'on referma, et j'offris visage de bois à mon escouade
assassine. Comme j'étais fort abattu, je me laissai mener sans
compliment dans une chambre où l'on me fit coucher. Le lende-
main matin, cherchant par la maison qui remercié avant d'en
sortir, j'entrai dans l'appartement où couchait ma belle libéra-
trice. Au bruit que je fis, elle ouvrit son rideau... Belle et rare
conjoncture pour un esprit romanesque. C'était là l'endroit de

er à la comédie. La première et meil-
réponse d'un Beaunois du bel air à qui
on jouait : « Les *Fureurs de Scapin*. »
On m'avait dit, repris-je, que c'était
A ce mot, qui fut hébreu pour lui, au-
sur le théâtre (c'était un homme de
J'y fus reconnu d'un troupeau de
aient sur la scène, aussi fiers que les
rent des quolibets tels quels, et par-
les comédiens, qui commentaient
et des rieurs. Telle chère, telle
t jouée selon les spectateurs, pour-
ne il y a bien des coups donnés
applaudissement général.
une, de ceux qui m'avaient entraî-
né de la scène du sac, s'écria : « C'est
». Je lui criai sur le même ton : « C'est
la faute d'oreilles. » Ce fut là que
céc jurèrent ma perte. La pièce

mettre *Cyrus* en longs compliments. Je les fis les plus précis et les plus énergiques que je pus, et, mon adieu fini, je vins à mon auberge, où je trouvai ma mère, qui me fit partir sur-le-champ.»

Il semble bien qu'il n'était que temps. Piron aurait pu rester à Dijon ; mais probablement ses amis l'engagèrent, par prudence, à s'éloigner davantage, et il vint à Paris, en 1718. Cette année de sa vie est, d'ailleurs, jusqu'à présent peu connue ; sans doute, à la suite de ces algarades, il se brouilla avec sa famille, car on le voit pendant quelque temps à Paris dans une situation très besogneuse. Bientôt, il entra comme copiste-secrétaire chez le chevalier de Belle-Isle, mais celui-ci n'était ni très riche, ni généreux, et il nourrissait très chichement son secrétaire. Piron y gagna cependant certaines relations, en particulier, celle de la marquise de Mimeure, marquise d'un genre peu relevé évidemment ; car ce plébéien de Voltaire, qui fut son amant, lui écrit sur le ton d'un badinage hautain très peu flatteur. Du jour où Voltaire et Piron se trouvèrent en présence, ils s'exécèrent, et cela sans trêve aucune, jusqu'à leur mort.

La raison de cette haine est tout ce qu'il y a de plus étrange. On ne saurait croire aujourd'hui, en effet, que, pendant trente ans, ces deux hommes ont été mis sur le pied d'égalité sous le rapport de l'esprit par les contemporains. On discutait sérieusement, dans les salons d'alors, cette question stupéfiante : quel est le plus spirituel de Voltaire ou de Piron ? Et, en fait, il est vrai de dire que, dans la conversation, Piron avait la réplique plus prompte et plus vive, les saillies plus impétueuses et plus jaillissantes, à tel point qu'il mettait toujours les rieurs de son côté. Il pouvait dire, sans exagération, des Beaunois :

Et, quand ils seraient cent, je les bâterais tous.

Aussi se croyait-il sincèrement supérieur à Voltaire, et Voltaire le jalousait et le détestait autant qu'il le craignait.

Piron contracta chez la marquise de Mimeure les deux grandes passions de sa vie : sa haine pour Voltaire, dont je viens de parler, et son amour pour la femme de chambre de la marquise (il n'eut jamais des goûts très relevés), qu'il eut longtemps pour maîtresse et qu'il finit par épouser. Il fréquenta, vers la même époque, le célèbre café Procope, où se retrouvaient Diderot, d'Holbach, La Mettrie, Le Sage, et beaucoup d'autres, et où il ne tarda pas à briller au premier plan pour la vivacité de ses épigrammes. Il ne travaillait guère, car il avait un grand fond de paresse, ou plutôt il était de ces hommes qui poussent tout en feuilles, pour ainsi dire, qui se dépensent en bons mots de tous les jours et de

Piron ? Et, en fait, il est...
Piron avait la réplique plus poudreuse
plus impétueuses et plus jaillissantes. Les
jours les rieurs de son côté. Il pouvait
peu en dire :

seraient cent, je les biterais tous.

remement supérieur à Voltaire. et Piron
autant qu'il le craignait.
la marquise de Mimesse les deux
aine pour Voltaire, dont je viens de
une femme de chambre de la marquis
(très relevés), qu'il ent longuement
ar épouser. Il fréquentait, vers la
rocope, où se retrouvaient Diderot, le
e, et beaucoup d'autres, et où il avait
plan pour la vivacité de ses épiques.
il avait un grand fond de pannes
mes qui poussaient tout en famille
nt en bons mots de tous les jours.

bras dessous, avec ses convives, faisant bacchanal dans les rues.
On les prend, on les conduit chez le commissaire La Fosse, frère
de l'auteur de *Manlius*. Le commissaire demande à Piron qui il
est ; celui-ci lui répond : « Le père des *Fils ingrats*. » Même question
à l'acteur, qui répond qu'il est le tuteur des *Fils ingrats* ; — au maî-
tre à danser, au musicien, qui répondent, l'un, qu'il apprend à
danser, l'autre, qu'il montre à chanter aux *Fils ingrats*. Le commis-
saire, par ces réponses, n'a pas de peine à deviner à qui il a
affaire. Il accueille Piron, il lui dit qu'il est un peu de la famille
et qu'il a eu un frère qui était homme d'esprit. — « Pardieu, lui
dit Piron, je le crois bien ; j'en ai un, moi, qui n'est qu'une...
bête. »

L'aventure, on le voit, a bien l'air d'avoir été concertée à l'a-
vance. Les *Fils ingrats* furent joués en 1730 ; Piron, dans la suite,
remania sa pièce et la donna sous le nom de *l'Ecole des Mères*.
Mais, cette même année 1730, il fit représenter sa tragédie de
Callisthène, qui n'eut aucun succès. *Gustave Wasa*, joué au Théâtre
Français en 1733, fut accueilli, semble-t-il, avec une certaine fa-
veur, si l'on en juge par la peine que se donne Voltaire pour en

contester le mérite. Nous avons, à ce sujet, deux passages intéressants dans la correspondance de l'illustre écrivain :

« Il faudrait à présent, lisons-nous dans une lettre à Thiériot, vous rendre compte de *Gustave Wasa* ; mais je ne l'ai point vu encore. Je sais seulement que tous les gens d'esprit m'en ont dit beaucoup de mal, et que quelques sots prétendent que j'ai fait une grande cabale contre. M. de Maupertuis dit que ce n'est pas la représentation d'un événement en vingt-quatre heures, mais de vingt-quatre événements en une heure. Boindin dit que c'est l'histoire des révolutions de Suède, revue et augmentée. On convient que c'est une pièce follement conduite et sottement écrite. Cela n'a pas empêché qu'on ne l'ait mise au-dessus d'*Athalie*, à la première représentation ; mais on dit qu'à la seconde, on l'a mise à côté de *Callisthène*. »

Ce premier texte, où Voltaire juge de si haut une pièce qu'il ne connaît pas, établit que *Gustave Wasa* eut du succès à son apparition, et il semble bien que le critique exagère en ajoutant que la pièce est tombée dès la seconde. Il écrit de même à un autre correspondant, le 14 septembre 1733 :

« Je ne suis point étonné que vous n'ayez pu lire la tragédie de *Gustave* : quiconque écrit en vers doit écrire en beaux vers, ou ne sera point lu. Les poètes ne réussissent que par les beautés de détail. Sans cela, Virgile et Chapelain, Racine et Campistron, Milton et Ogilby, le Tasse et Rolli seraient égaux. » Avec Voltaire, il faut souvent lire entre les lignes. Voilà une tragédie, nous dit-il, qui est écrite de la façon la plus ridicule du monde. Vous pouvez en conclure qu'il la sent bonne, malgré lui, à d'autres points de vue, celui de la composition, par exemple.

Pour mon compte, je n'ai pas relu *Gustave Wasa*. Sur les tragédies du xviii^e siècle, je dirais volontiers comme Sainte-Beuve : ne me demandez pas ce que je pense de celle-ci ou de celle-là, elles me paraissent être toutes les mêmes. Que je passe de Voltaire à La Fosse ou à Marie-Joseph Chénier, de *Mérope* à *Manlius* ou de *Zaire* à *Callisthène*, je ne trouve que des différences inappréciables ; c'est toujours même moule et même style. Parfois seulement, dans Voltaire, un vers isolé ou un couplet de sept ou huit vers rappelle, par sa trame plus ingénieuse ou plus forte, l'éloquence du *Discours sur l'Homme* ; mais Voltaire lui-même tombe d'ordinaire, quand il écrit une tragédie, dans la plate élégance de ses confrères. Il a fallu l'énorme effort des romantiques pour briser cette forme insignifiante et insipide. *Gustave Wasa* ne fait point exception ; tout ce qu'on peut dire à son avantage, c'est que les incidents multiples, qui s'y succèdent, y sont disposés avec art.

Rolli seraient égaux. » Avec vous
s lignes. Voilà une tragédie, nous dis-
la plus ridicule du monde. Vous parlez
bonne, malgré lui, à d'autres poètes
tion, par exemple.

J'ai pas relu *Gustave Wagn*. Sur les co-
dirais volontiers comme Saint-Be-
ue je pense de celle-ci ou de celle-là et
les mêmes. Que je passe de Voltaire
ph Chénier, de *Mérop* à *Mérid* et à
trouve que des différences impor-
e moule et même style. Parfois se-
ers isolé ou un couplet de sept ar-
me plus ingénieuse ou plus forte.
Homme ; mais Voltaire lui-même les
une tragédie, dans la plate élégance
l'énorme effort des romantiques pa-
tante et insipide. *Gustave Wagn* n'a
u'on peut dire à son avantage, et se
s'y succèdent, y sont disposés avec

tulé *La Louisiade*, qu'il n'acheva pas, d'un poème allégorique
assez gracieux et assez amusant, intitulé *Le Temple*, enfin,
comme il arrive aux grands pécheurs, d'une traduction en vers
des sept *Psaumes* de la pénitence.

Il avait épousé, en 1751, M^{lle} de Bar ; à peine mariée, la pauvre
femme devint folle furieuse. Piron la soigna avec un dévouement
et une patience admirables. Il mourut dans une situation très
voisine de la misère, en 1773, à l'âge de quatrevingt-quatre ans
non révolus, c'est-à-dire exactement à l'âge où mourut Voltaire.
Mais, comme il était le plus âgé, il n'eut pas le plaisir, qu'il s'était
souvent promis, de voir trépasser son rival. C'était un homme
grand, solide, un peu rustaud dans sa démarche et dans sa
physionomie générale, de plus, très myope, ce qui ajoutait à
sa gaucherie. Il n'eut jamais mauvaise santé ; aussi ne ces-
sait-il de plaisanter Voltaire sur ses indispositions ordinaires et
ses lavements répétés ; mais la consolation suprême de survivre à
cet éternel malade lui manqua.

C. B.

La Fontaine fabuliste.

Cours de M. AUGUSTIN GAZIER,

Professeur à l'Université de Paris.

Le sentiment de la nature dans les *Fables*.

La Fontaine, concevant ses *Fables* comme des poèmes dramatiques, s'imposait tout un programme, dont nous l'avons déjà vu exécuter dans la perfection deux parties importantes : il lui fallait combiner des péripéties se rapportant à une même action, il lui fallait imaginer des rôles nettement définis pour des personnages bien distincts. Mais sur quelles scènes allaient se jouer ces petits drames ? Dans quel milieu allaient évoluer ces héros ? La Fontaine ne s'est point dérobé à cette question, et nous allons voir qu'il l'a résolue de la façon la plus intéressante.

Rien de plus varié que le lieu offert à nos regards dans ses *Fables* : c'est une route, un champ cultivé, l'Océan, un ruisseau, le fond d'un puits. Le fabuliste, au reste, n'est pas exactement dans les mêmes conditions, à cet égard, que les dramaturges ordinaires. Boileau prescrivait à ceux-ci de faire en sorte que le lieu de la scène fût « fixe et marqué ». Et presque toujours c'est d'une salle quelconque, d'une place publique ou du vestibule d'un temple qu'ils font choix pour leurs pièces. La Fontaine ne « marque » pas moins nettement le lieu de ses petits drames, mais il ne s'astreint nullement à le fixer ; loin de là, il fait voyager ses personnages sur toute la longueur d'un chemin escarpé, ou bien d'un pigeonier à un arbre, à un champ de blé, à une masure, ou encore il les ramène en des temps divers dans une chènevière dont l'aspect change avec la saison. Son théâtre est un vrai théâtre en plein air. Plus de précision qu'à la comédie lui est d'ailleurs nécessaire, car le fabuliste ne saurait s'en rapporter au décorateur. Le dramaturge fait ici lui-même office de décorateur, et, puisque ses décors sont empruntés à la nature entière, nous avons à considérer et à étudier en lui un peintre de la nature.

Notons bien, d'abord, les conditions toutes particulières dans lesquelles il se trouvait pour remplir cette partie de sa tâche.

que le lieu ouvert
un champ cultivé, l'Océan, un ruisseau
abuliste, au reste, n'est pas exactement
à cet égard, que les dramaturges ont
à ceux-ci de faire en sorte que le lieu
arqué ». Et presque toujours c'est d'un
place publique ou du vestibule d'un
leurs pièces. La Fontaine de « mar-
lieu de ses petits drames, mais il ne se
r : loin de là, il fait voyager ses person-
d'un chemin escarpé, ou bien d'un pa-
pp de blé, à une mesure, ou encore d'un
divers dans une chènevière, d'un
on. Son théâtre est un vrai théâtre
qu'à la comédie lui est d'ailleurs res-
aurait s'en rapporter au décorateur, et
me office de décorateur, et, plus que
à la nature entière, nous aurons à
p-intre de la nature.
rd, les conditions toutes particulières
ait pour remplir cette partie de son

Aurait-il imprimé sur le front des étoiles
Ce que la nuit des temps enferme dans ses voiles ?...
C'est erreur, ou plutôt, c'est crime de le croire.
Le firmament se meut, les astres font leur cours,
Le soleil nous luit tous les jours ;
Tous les jours, sa clarté succède à l'ombre noire,
Sans que nous en puissions autre chose inférer
Que la nécessité de luire et d'éclairer,
D'amener les saisons, de mûrir les semences,
De verser sur les corps certaines influences.

Il nous donne l'impression de l'ardent soleil de midi brûlant la campagne dans *Le Coche et la Mouche* ; il nous fait sentir l'obscurité et le silence de la nuit par ces vers merveilleux (livre XI, fable 6) :

Le temps, qui toujours marche, avait, pendant deux nuits,
Echancré, selon l'ordinaire,
De l'astre au front d'argent l'orbiculaire image.

Il décrit, à plusieurs reprises et de la façon la plus saisissante, l'approche du printemps :

Les alouettes font leur nid
 Dans les blés, quand ils sont en herbe,
 C'est-à-dire environ le temps
 Que tout aime et que tout pullule dans le monde,
 Monstres marins au fond de l'onde,
 Tigres dans les forêts, alouettes aux champs.

Ailleurs, c'est la saison

Que les tièdes zéphyrs ont l'herbe rajeunie ;

c'est le temps des bourgeons,

Douce et frêle espérance,
 Avant-coureurs des biens que promet l'abondance.

Il n'est pas moins heureux quand il décrit, dans *Phæbus et Borée*, une bourrasque d'automne et un effet de soleil après la pluie, ou, dans le *Tribut envoyé par les animaux à Alexandre*, quelque fraîche prairie :

Ils arrivèrent dans un pré
 Tout bordé de ruisseaux, de fleurs tout diapré,
 Où maint mouton cherchait sa vie ;
 Séjour du frais, véritable patrie
 Des zéphyrs...

Ailleurs, c'est un intérieur de ferme (*L'Œil du Maître*) ; plus loin, un torrent, « rivière perfide », des fontaines, des marécages, un jardin potager (*Le Jardinier et son Seigneur*) :

Un amateur du jardinage,
 Demi-bourgeois, demi-manant,
 Possédait, en certain village,
 Un jardin assez propre et le clos attenant.
 Il avait de plant vif fermé cette étendue :
 Là croissait à plaisir l'oseille et la laitue,
 De quoi faire à Margot pour sa fête un bouquet,
 Peu de jasmin d'Espagne, et force serpolet.

Ailleurs encore, c'est toute la série des travaux des champs à propos d'un champ de blé (*L'Alouette et ses petits*) ; puis ce sont des épisodes de la vie rustique, les rencontres de bourgeois et de paysans sur la grand'route, un jour de foire (*Le Meunier, son Fils et l'Ane*), le pas léger de la laitière Perrette qui va vendre son lait à la ville, un déjeuner de chasseurs et leur départ pour la chasse (*Le Jardinier et son Seigneur*), une chasse au petit jour (*Les Lapins*). Ce dernier tableau, où La Fontaine s'inspire de ses souvenirs personnels, est absolument merveilleux :

pour du travail...
des zephyrs...

intérieur de ferme (L'Œil du Maître)
rière perfide, des fontaines, des mares
e Jardinier et son Seigneur):

Un amateur du jardinage.
Un bourgeois, demi-mauant,
Poussait, en certain village.
Un assez propre et le clos attenant.
Le point vil ferme cette étendue:
Aut à plaisir l'oseille et la laitue.
Faire à Marsot pour sa fête un bouquet
Sesun d'Espagne, et force serpolet.

est toute la série des travaux des champs
le blé (L'Alouette et ses petits): pas de
rustique, les rencontres de la nature
oute, un jour de foire (Le Menage)
la laitière Perrette qui va vendre son lait
e chasseurs et leur départ pour la chasse
(Seigneur), une chasse au petit r.
bleau, où La Fontaine s'inspire de ses
absolument merveilleux:

Tant d'êtres empruntant la voix de la nature.

Il ne se donne pas comme un écho fidèle, mais comme un traducteur, qui fait parler à la nature le langage des dieux. Ne le prenons pas, en effet, pour un peintre toujours naïf et réaliste; souvent il ne veut être ni naïf ni réaliste. Ce poète n'est point ce que nous appellerions un impulsif ou un inconscient; il ne livre rien au hasard, il a sa poétique, et, en matière de description de la nature, ses théories bien arrêtées. Bossuet dit, dans son *Sermon sur la Mort*: que l'art n'est rien autre chose que l'embellissement de la nature? C'est l'opinion de La Fontaine: il contemple la nature, mais il prétend l'embellir; aussi fait-il un choix parmi les traits qu'elle lui présente, reproduisant fidèlement les uns, supprimant résolument les autres; et c'est ainsi que, selon le mot de Boileau,

Tout ce qu'il a touché se convertit en or.

Au lieu de la composition gauche de ses prédécesseurs, nous aurons donc, avec lui, une composition artistique dans la grande manière des maîtres du xvi^e et xvii^e siècle.

Ce fin observateur de la nature est, en même temps, alors qu'il

la contemple, un homme du monde qui porte la perruque et le rabat de dentelle et un lettré qui connaît les anciens. Si quelques-unes de ses peintures révèlent une naïveté d'impression merveilleuse, d'autres trahissent une érudition profonde. Rappelez-vous ses vers sur la retraite (*Le Songe d'un habitant du Mogol*) :

Solitude où je trouve une douceur secrète,
Lieux que j'aimai toujours, ne pourrai-je jamais,
Loin du monde et du bruit, goûter l'ombre et le frais ?
Oh ! qui m'arrêtera sous vos sombres asiles ?
Quand pourront les Neuf Sœurs, loin des cours et des villes,
M'occuper tout entier, et m'apprendre des cieux
Les divers mouvements inconnus à nos yeux,
Les noms et les vertus de ces clartés errantes
Par qui sont nos destins et nos mœurs différentes !
Que si je ne suis né pour de si grands projets,
Du moins que les ruisseaux m'offrent de doux objets ;
Que je peigne en mes vers quelque rive fleurie !

Tous les commentateurs de cet admirable morceau en rapprochent, avec grande raison, un passage célèbre de Virgile que La Fontaine s'est certainement rappelé. Quand il décrit pour son propre compte, des souvenirs semblables lui viennent naturellement à l'esprit, et il en résulte un mélange bien original de science et de naïveté. Voyez ce qu'il dit du lièvre et de la tortue ; celui-là, ayant du temps de reste pour brouter,

Pour dormir et pour écouter
D'où vient le vent, il laisse la tortue
Aller son train de sénateur.
Elle part, elle s'évertue,
Elle se hâte avec lenteur.

C'est le *festina lente* d'Horace ; un paysan ne comprendrait même pas ce vers : *aller son train de sénateur*.

Même érudition dans la description du paon, qui déploie

Une si riche queue et qui semble, à nos yeux,
La boutique d'un lapidaire.

Le peintre naïf montre Jeannot lapin qui broute, trotte, fait tous ses tours ; l'homme du monde ajoute qu'il va faire à l'aurore sa cour. Comme dernier exemple de ce mélange, citons la plus jolie peut-être de toutes ses fables : *Le Chêne et le Roseau*. Voici des vers d'un parfait réalisme :

Le moindre vent qui, d'aventure,
Fait rider la face de l'eau
Vous oblige à baisser la tête...

ps de reste pour brouter,

ur dormir et pour écouter
nt le vent, il laisse la tortue
et son train de sénateur.
part, elle s'évertue,
se hâte avec lenteur.

d'Horace ; un paysan ne compare
ler son train de sénateur.
s la description du paon, qui déploie

he queue et qui semble, à nos yeux,
butique d'un lapidaire.

tre Jeannot lapin qui brouille, toute la
monde ajoute qu'il va faire à l'aven-
exemple de ce mélange, citons la par-
fables : *Le Chêne et le Roseau*. Is-
sme :

ndre vent qui, d'aventure,
der la face de l'eau
bige à baisser la tête...

hésiter, non, pour toutes ses œuvres antérieures à 1668. C'est à peine si l'on pourrait tirer de ses lettres quelques lignes sur certain jardin de Clamart, qui appartenait à M^{me} C... : « Si vous l'avez vu, écrit-il à sa femme, souvenez-vous de ces deux terrasses que le parterre a en face et à la main gauche, et des rangs de chênes et de châtaigniers qui les bordent : je me trompe bien si cela n'est beau. Souvenez-vous aussi de ce bois qui paraît en l'enfoncement, avec la noirceur d'une forêt âgée de dix siècles : les arbres n'en sont pas si vieux, à la vérité ; mais toujours peuvent-ils passer pour les plus anciens du village, et je ne crois pas qu'il y en ait de plus vénérables sur la terre. Les deux allées qui sont à droite et à gauche me plaisent encore : elles ont cela de particulier que ce qui les borne est ce qui les fait paraître plus belles. » — On trouverait encore quelques détails, mais très brefs, sur la Loire.

Dans le *Songe de Vaux*, il n'y a rien même d'approchant, et, pourtant, l'occasion était de nature à tenter notre poète, lorsqu'il fait parler la fée des jardins, Hortésie. Le style qu'il lui prête n'est pas excellent :

J'ignore l'art de bien parler,
Et n'emploierai pour tout langage

Que ces moments qu'on voit couler
 Parmi des fleurs et de l'ombrage.
 Là luit un soleil tout nouveau ;
 L'air est plus pur, le jour plus beau ;
 Les nuits sont douces et tranquilles ;
 Et ces agréables séjours
 Chassent le soin, hôte des villes,
 Et la crainte, hôtesse des cours.

Elle dit encore, faisant allusion à des vers célèbres de Virgile :

Tel, égalant le sort des rois,
 Aristée errait autrefois
 Dans les vallons de Thessalie,
 Et tel, de mets non achetés,
 Vivait, sous les murs d'OEbalie,
 Un amateur de mes beautés.

Il est impossible de deviner là le peintre de la nature que nous venons d'admirer. La Fontaine, dans ces vers, n'est nullement supérieur à ses contemporains.

Le sentiment de la nature, en effet, a bien rarement inspiré les écrivains du xvii^e siècle. Malherbe lui doit deux vers :

Et, rose, elle a vécu ce que vivent les roses,
 L'espace d'un matin.

Corneille, rien ; l'âme humaine seule l'intéresse. Racine aurait pu, semble-t-il, décrire la nature dans sa fameuse lettre d'Uzès ; il n'y songe pas. A la fin du roman de *Psyché*, le même Racine, sous le nom d'Acante, exprime une vive admiration pour le coucher du soleil :

« Ce que vous dites est fort vrai, repartit Acante ; mais je vous prie de considérer ce gris de lin, ce couleur d'aurore, cet orangé et surtout ce pourpre, qui environnent le roi des astres. » — En effet, il y avait très longtemps que le soir ne s'était trouvé si beau. Le soleil avait pris son char le plus éclatant et ses habits les plus magnifiques. »

Voilà une description d'un pittoresque original et saisissant ; mais c'est La Fontaine qui la prête à Racine, et c'est La Fontaine réellement qui la fait.

Molière aurait pu, plus que personne, avoir le sentiment de la nature, car il avait voyagé par toute la France, il avait vu la mer et les montagnes ; jamais, pourtant, il n'a dépeint aucun paysage : bien plus, elle est de lui, cette note déconcertante (on

peut la lire en tête de son *Malade Imaginaire*) : « La scène représente un lieu champêtre, et, néanmoins, fort agréable. »

Boileau a fait, par endroits, de petites descriptions de la nature, mais jamais avec cette émotion que nous trouvons dans La Fontaine. S'il veut parler de la pêche et de la chasse, il dira, par exemple :

Quelquefois, aux appas d'un hameçon perfide,
J'amorce en badinant le poisson trop avide,
Ou, d'un plomb qui suit l'œil et part avec l'éclair,
Je vais faire la guerre aux habitants de l'air.

Le même Boileau a vécu vingt-quatre ans à Auteuil, en face d'un des plus beaux paysages de la France, sans que sa veine poétique s'échauffât une seule fois sur ce sujet, sinon pour lui dicter les vers assez médiocres de l'épître à son jardinier ; et l'on ne peut qu'approuver la petite épigramme que lui décoche Voltaire :

Je vis le jardinier de ta maison d'Auteuil,
Qui, chez toi, *pour rimer*, planta le chèvre-feuil.

Continuons cette enquête sur le sentiment de la nature au xvii^e siècle. Nous le rencontrerons quelque peu vif et constant chez un seul écrivain, en dehors du fabuliste, chez Racan. Dans M^{me} de Sévigné, nous relèverons deux ou trois passages tout au plus ; rien dans M^{me} Deshoulières, rien dans Segrain, ni dans Pascal, ni dans La Rochefoucauld, presque rien chez Fénelon, qui ne nous montre, dans son *Télémaque*, que des ruisseaux de lait et des roches de sucre candi. Comme dit Taine, la vie de salon seule intéresse les gens du xvii^e siècle, et La Fontaine est à peu près l'unique exception.

La raison en est que les hommes de cette époque sont très casaniers et ne connaissent pas la joie enivrante des déplacements. Il faut y être contraint par une sentence d'exil, comme Bussy-Rabutin, pour se résoudre à vivre en province. Quand on va à la campagne, c'est de façon à s'éloigner le moins possible de Paris. Boileau écrit au président de Lamoignon :

Oui, Lamoignon, je fuis les plaisirs de la ville,
Et, contre eux, la campagne est mon unique asile.

Où s'en va-t-il si loin ? A Hauteville, petit village de Seine-et-Oise. M^{me} de Sévigné plaint sincèrement sa fille de n'être plus parisienne ; quant à elle, elle passe de bons moments à Livry et aux Rochers ; mais, si elle va à Livry, c'est pour se séparer de sa

filles, avec qui elle ne peut s'entendre ; et, si elle s'enfuit aux Rochers, c'est par raison d'économie.

La philosophie qui dominait alors explique, en grande partie, cette disposition des esprits. Le cartésianisme invitait, en effet, les gens de cette époque à ne pas s'occuper, à se défier plutôt, des réalités extérieures. S'il faut en croire le *Carpenteriana*, celui qu'on appelait alors le gros Charpentier, et qui fut membre de l'Académie française, avait là-dessus des sentiments très nets : « Je suis, disait-il, de l'humeur de Quintilien : la beauté de la solitude m'empêche, pour ainsi dire, d'être seul, et me dérobe à moi-même : un beau ciel, une verdure agréable, le murmure des eaux me font oublier insensiblement ce que je veux méditer ; toutes ces beautés de la nature s'emparent, malgré moi, de mon imagination ; et, si je rêve, c'est sur elles que s'occupe ma rêverie. » Il faut sortir évidemment d'une situation aussi désastreuse ; et une conclusion s'impose : ne vivez pas ; cela vous empêcherait de travailler. Charpentier ajoute, en effet : « Mon esprit s'abandonne alors à une volupté secrète qui l'endort et qui l'enchanté ; il se relâche, et n'est plus capable de travail. »

Personne alors, du reste, ne peut se représenter la campagne sans ses incommodités, comme l'odeur du fumier, par exemple. A Versailles, à Marly, on travaillera sans relâche à rendre la nature digne du Grand Roi, c'est-à-dire à ne laisser sous ses yeux que des ifs bien taillés, des boulingrins bien dessinés, des allées bien peignées.

Telles sont, sur ce sujet, les façons de penser et de voir des Français du xvii^e siècle. Telles semblent être celles de La Fontaine lui-même, avant l'année 1668. Nous dirons qu'il y eut en lui deux hommes, le pensionnaire de Fouquet et l'hôte de M^{me} de la Sablière. L'auteur du *Songe de Vaux*, l'auteur d'*Adonis*, l'auteur même de *Psyché* pouvaient se donner libre carrière sans connaître la nature. Mais il n'en était pas de même de l'auteur des *Fables*. Pour expliquer cette énigme, nous rappellerons le mot de Pascal : « Il y en a qui parlent bien et qui n'écrivent pas bien. C'est que le lieu, l'assistance les échauffe, et tire de leur esprit plus qu'ils n'y trouvent sans cette chaleur. » Il ne faudrait pas dire que La Fontaine a produit les *Fables* parce qu'il avait le sentiment de la nature, puisqu'il n'y a aucune trace du même don dans ses autres œuvres ; mais, quand il s'est résolu à écrire ses *Fables* aussi parfaitement que possible, le sujet a échauffé son esprit et il en a tiré plus qu'il n'y aurait trouvé sans cela.

C. B.

, comme l'on
travaillera sans relâche à rendre à
c'est-à-dire à ne laisser sous ses
es boulingrins bien dessinés, des allées
su et, les façons de penser et de
le. Telles semblent être celles de la
l'année 1668. Nous dirons qu'il y a
pensionnaire de Fouquet et l'abbé de
du *Song* de l'auteur d'Adieu
pouvaient se donner libre carrière
il n'en était pas de même de l'acte
er cette énigme, nous rappellerons à
qui parlent bien et qui n'ont rien pas
istance les échauffe, et tire de leur
nt sans cette chaleur. » Il ne faut
a produit les *Fables* parce qu'il
re, puisqu'il n'y a aucune trace de
uvres ; mais, quand il s'est résolu à
ement que possible, le sujet a été
plus qu'il n'y aurait trouvé sans cela
C. B.

venir en ce château, et où le comte de Leicester s'apprête à recevoir sa souveraine. Ainsi la matière de la pièce française correspond au dernier quart du roman de Walter Scott (chap. xxxi à xlii). D'ailleurs, Victor Hugo y intercale des scènes ou autres incidents intéressants, qui, dans le roman anglais, appartiennent à des chapitres antérieurs ; en outre, il supprime certains personnages secondaires et introduit dans l'action différentes modifications. Tout cela est légitime, tout cela est conforme au droit du poète dramatique ; tout ce qu'on demande, c'est que ce travail d'adaptation soit exécuté habilement. Or il y a souvent, dans la pièce française, de notables maladresses et bien de l'obscurité.

* *

On se rappelle les données essentielles de l'action dans l'ouvrage de Walter Scott. Lord Dudley, comte de Leicester, favori de la reine Elisabeth, homme tout-puissant à la cour d'Angle-

(1) Voir *Revue des Cours et Conférences*, nos des 15 nov. 1902, 13 janvier 1903 et 14 mai 1903.

(2) Il est à remarquer qu'à ses débuts, Victor Hugo n'était pas ennemi des unités de temps et de lieu. L'action d'*Amy Robsart* est soumise à l'unité de lieu, et celle de *Cromwell* se passe en 33 heures.

terre, a épousé secrètement Amy Robsart, fille d'un brave gentilhomme de province. Il l'eût bien plutôt prise pour maîtresse ; mais la fierté de la jeune fille l'a obligé à l'épouser. Seulement, cette union est restée et elle doit rester secrète ; Leicester y tient, parce qu'il s'agit pour lui de sauvegarder ses intérêts et ses hautes ambitions. On sait, en effet, que la reine Elisabeth ne voulut jamais se marier ; mais elle prétendait exercer un pouvoir absolu sur les hommes dont elle faisait ses favoris. Impérieuse, violente et jalouse, et comme reine et comme femme, la fille d'Henry VIII et d'Anne de Boleyn ne consentit jamais — tant pour des raisons d'ordre politique que pour des motifs d'ordre passionnel — à se donner un maître. Mais jamais elle ne toléra non plus qu'un de ses favoris fût soumis à une autre influence féminine que la sienne. « Elle eût voulu, dit M. Paul Deschanel à propos d'une publication sur celle que l'orgueilleuse hypocrisie du puritanisme anglais a appelée « la vierge-reine » (1), — elle eût voulu les retenir et les dominer tous sans se livrer à aucun, et se donner le luxe de la coquetterie et de la passion, tout en gardant les avantages de la liberté. » Ailleurs, M. Deschanel rappelle un trait bien caractéristique de l'humeur jalouse et emportée d'Elisabeth. On « révéla à la reine que Leicester était marié en secret à Lettice Knollys, la veuve d'Essex ; sur quoi Elisabeth, entrant dans une de ses colères de lionne, se roula par terre, insultant tous ceux qui l'approchaient et refusant de manger, puis fit enfermer Leicester dans un des forts de Greenwich (2). » Est-ce de ce fait historique que Walter Scott a tiré la donnée première de son roman ? C'est assez probable ; mais, dans son ouvrage, Elisabeth est dans tout l'éclat de la jeunesse et de la beauté ; Leicester et Essex rivalisent auprès d'elle de galanterie et d'influence. Leicester, quoique marié secrètement avec Amy Robsart, ose élever jusqu'à la souveraine les vœux de son cœur, et il lui plaît. Il n'y a rien encore de plus ; mais, parmi les partisans du comte, bien des gens pensent qu'il pourrait devenir l'époux, le légitime époux, dis je, d'Elisabeth. C'étaient, on le voit, de hautes visées.

C'est à de telles pensées, à de tels calculs que la pauvre Amy Robsart est sacrifiée ; elle n'est pas reconnue comme comtesse de Leicester, bien qu'elle soit la femme légitime du comte. Et, lors-

(1) Paul Deschanel, *Figures de Femmes*, page 330, article sur l'ouvrage de M. de la Ferrière, *Les projets de mariage de la reine Elisabeth*, 1882. — Cf. *Amy Robsart*, acte I, sc. 1 : « La vierge-reine, comme on l'appelle, n'admet pas volontiers, etc. »

(2) Paul Deschanel, *ibid.*, page 341. — Elisabeth touchait alors à la quarantaine.

...Elisabeth, entrant dans
 ...la par terre, insultant tous ceux
 ...de manger, puis fit enfermer Leicester
 ...Est-ce de ce fait historique
 ...donnée première de son roman? C'est
 ...son ouvrage, Elisabeth est dans tout
 ...la beauté; Leicester et Essex ont
 ...anterie et d'influence. Leicester, avec
 ...Amy Robsart, ose élever jusqu'à
 ...son cœur, et il lui plaît. Il n'a rien
 ...mi les partisans du comte, bien des
 ...it devenir l'époux, le légitime époux.
 ...on le voit, de hautes visées.
 ...ensées, à de tels calculs que la pauvre
 ...elle n'est pas reconnue comme comtesse
 ...soit la femme légitime du comte.

...ures de Femmes, page 330, article sur l'acte
 ...de mariage de la reine Elisabeth.
 ...La vierge-reine, comme on l'appelle
 ...page 311. — Elisabeth touchait à la fin

Rien de tout cela n'est expliqué dans la pièce française, et le lecteur ne comprend rien à cette étrange situation d'une femme, que l'on dit mariée secrètement, mais que son mari tient cachée comme une recluse, qui ne doit dire à personne, même à son propre père, le nom de son mari, et qui passe pour être, soit la maîtresse, soit la femme d'un autre homme. Lisez l'exposition d'*Amy Robsart*; s'il y a longtemps que vous n'avez lu Walter Scott, vous ne verrez guère, je crois, dans toutes ces inventions qu'un imbroglio inextricable; et, pour les comprendre, il faudra vous reporter aux premiers chapitres du *Château de Kenilworth*. Si, après la représentation du 13 février 1828, certains spectateurs trouvaient « fort ingénieuse » (2) l'exposition du drame, c'est, je pense, qu'ils avaient présent à l'esprit le roman anglais, que tout le monde connaissait, goûtait et relisait avec émotion.

Remarquez, en outre, que, dans la pièce française, Amy vit cachée à Kenilworth; or Kenilworth appartient au comte de Leicester, et c'est chose connue de tout le monde; il est donc

(1) Traduct. Defauconpret; cf. *Amy Robsart*, acte I, scène VII.

(2) Article du *Globe*; V. *Revue des Cours et Conférences*, no du 2 avril 1903, page 169. — Il est vrai que, dans le remaniement de 1827, V. Hugo avait pu resserrer et améliorer l'exposition de 1822.

impossible de comprendre comment on peut croire qu'Amy y soit comme maîtresse de Varney.

*
*
*

Autre chose encore. Au début du drame français, Varney projette de faire rompre le mariage secret de Leicester. Et pourquoi ? Tout simplement *parce qu'il aime* ou du moins *prétend aimer* Amy Robsart ; il ne le prouvera guère, dira-t-on ; telle est cependant l'invention de Victor Hugo.

« Tu aimes d'amour Amy Robsart... » dit Alasco à Varney (acte I, scène v) ; « ... et, si tu tiens à la séparer du comte, c'est dans l'espoir qu'un jour elle pourra être à l'écuyer. » — « Silence ! » réplique Varney, « Qui a pu vous dire ? » etc. Ainsi donc Varney, parce qu'il est ou se dit amoureux d'Amy, va s'efforcer d'éloigner d'elle Leicester ; par là, il servira, pense-t-il, les grandes ambitions du comte en même temps que ses propres intérêts. Ce dessein est compliqué, obscur et bien peu naturel.

Comme tout est plus simple dans Walter Scott ! Ici, Varney est un caractère entier, fortement conçu et nettement développé. C'est un homme ambitieux, passionné du désir de s'élever, dénué de scrupules, et dont la pensée remue de sombres projets. C'est que sa fortune est attachée à celle de Leicester, et celui-ci a un devoir, le seul aux yeux de Varney : c'est d'aider Richard Varney à réussir. Ces données sont fort bien présentées au début du roman. Un jour, dans un entretien avec son écuyer, Leicester, que préoccupent les difficultés du présent comme les incertitudes de l'avenir, parle de renoncer à la haute situation qu'il occupe à la cour et de se retirer à la campagne avec la comtesse. Mais Varney ne l'entend pas ainsi : qu'est-ce à dire ? Ce serait le ruiner, ce serait une trahison. Et Varney discute le projet du comte, pique son amour-propre, excite sa jalousie contre le comte de Sussex, son rival d'influence politique à la cour. Leicester, ébranlé, déclare que ces idées de retraite n'étaient encore qu'à l'état de projet vague. Varney n'insiste pas ; mais il va désormais se tenir sur ses gardes, et, dans un monologue significatif, il nous dévoile le fond de son âme et ses secrets desseins.

« Je suis charmé que tu sois parti, pensa Varney » (il s'adresse en pensée à Leicester qui vient de partir pour retourner à la cour) « Tu peux te lasser bien vite de ton nouveau joujou, de cette jolie poupée, digne fille d'Eve, peu m'importe. Mais il ne faut pas que tu te lasses si vite de ton ancien hochet, l'ambition ; car, en gravissant la montagne, milord, vous traînez Richard Varney à votre suite ; et, comme il espère profiter de

ux de Varney : c'est d'aider natu-
es sont fort bien présentées au
un entretien avec son écuyer. Les
difficultés du présent comme les inconvé-
renoncer à la haute situation qu'il occu-
la campagne avec la comtesse. Mais
qu'est-ce à dire ? Ce serait le mar-
t Varney discute le projet du comte.
cite sa jalousie contre le comte de
politique à la cour. Leicester, de
de retraite n'étaient encore qu'un
n'insiste pas ; mais il va désormais
un monologue significatif, il nous ré-
ses secrets desseins.
e tu sois parti, pensa Varney, il
qui vient de partir pour retourner
l'lasser bien vite de ton amour, et
digne fille d'Ere, peu m'impor-
sses si vite de ton ancien hôte, la
ant la montagne, milord, vous en-
e suite ; et, comme il l'espère, pro-
te.

perdre enfin dans l'esprit du comte, son époux, afin de l'éloigner
d'elle. Et tout cela, pourquoi faire ? Pour que le comte ne pense
qu'à satisfaire ses ambitions, puisque du succès de Leicester dé-
pend la fortune de Varney et de ses acolytes. « Milord, vous
traînez Richard Varney à votre suite ». Telle est bien la formule
qui caractérise la situation réciproque de nos deux person-
nages.

Voyez, au contraire, la conception de Victor Hugo. Dans le
drame français, de même que dans le roman anglais, Varney est
ambitieux, et il a besoin que Leicester réussisse et poursuive jus-
qu'au bout sa haute fortune. Mais, qu'il veuille faire rompre le
mariage de Leicester avec Amy Robsart parce qu'alors il pour-
rait épouser la comtesse, n'est-ce pas là une invention bien
étrange et bien faible ? Présenté ainsi, Varney n'est plus cet am-
bitieux sombre, entier, tragique, presque infernal, que nous pei-
gnait Walter Scott ; le voilà réduit aux médiocres proportions et
au rôle un peu ridicule de galantin prétentieux. D'autre part, il
lui faudra redevenir, à la fin de la pièce, le démon malfaisant que
l'on sait ; lui qui prétendait aimer Amy Robsart, c'est lui-même
qui va organiser alors le piège destiné à la faire périr. Mais, à ce

moment-là, il nous paraîtra encore plus odieux que dans le roman de Walter Scott ; il étonnera même Alasco, qui pourtant n'est ni tendre ni bien scrupuleux.

VARNEY : « Le seul obstacle entre la fortune et nous, c'est l'existence de cette femme ? »

ALASCO : « Et que prétends-tu faire de l'obstacle ? »

VARNEY. « Le supprimer. »

ALASCO : « Oh !... Je croyais que tu aimais cette femme ? » (1).

La conduite de Varney est abominable, en effet ; elle est plus révoltante encore, je le répète, que chez Walter Scott. Dans le roman anglais, Varney n'a que de l'indifférence pour Amy Robsart ; il y a même, entre eux, une certaine antipathie.

* * *

Ainsi donc, dès le début même de la pièce, bien des choses donnent lieu à des critiques significatives. Je n'ai pas, comme bien l'on pense, l'intention de discuter en détail la conduite de l'action ; maladresses et invraisemblances, heurts et trous, incidents ou morceaux de scènes étrangers au sujet, que sais-je encore ? Les défauts sont nombreux et parfois choquants. Mais à quoi servirait d'y insister ? Qu'est-ce que cela prouverait ? Ce que nous savons déjà, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un ouvrage de jeunesse, faible, imparfait, et où nous ne sommes jamais sûrs d'avoir réellement la pensée du maître, puisqu'elle a subi les arrangements et « approximations » de M. Paul Meurice. Je ferai seulement remarquer qu'en somme la reine Elisabeth croit Amy Robsart la femme de Varney ; personne ne la détrompe, et ainsi elle reste finalement dupe des inventions diaboliques de Richard Varney : ce qui nous produit une impression fort désagréable.

Par contre, j'aurais voulu pouvoir étudier une scène que j'ai déjà signalée (2) et qui est intéressante et vraiment dramatique : c'est la grande scène entre Amy Robsart et Varney (Acte III, sc. v). Elle appartient presque tout entière — et c'est la seule de toute la pièce — à l'auteur français. Walter Scott en a fourni le thème, la donnée première (*Kenilworth*, chap. xxiii) ; mais il n'en a traité qu'une partie.

Dans Walter Scott, Varney arrive chez Amy Robsart, chargé pour elle d'une lettre de Leicester ; dans cette lettre, nous dit-on, Leicester « conjurait Amy, par des motifs secrets qui intéressaient sa vie et son honneur, de consentir à porter le nom de Varney

(1) *Amy Robsart*, acte V, scène v.

(2) *Revue des Cours et Conférences*, n° du 2 avril 1903, page 168.

pendant les fêtes de Kenilworth; il ajoutait que Varney lui communiquerait les raisons qui rendaient cette déception (1) indispensable » (chap. xxi). Donc Varney arrive et demande à Amy un entretien particulier. Au bout de quelques instants, un grand fracas se fait entendre, la porte s'ouvre violemment; Amy sort furieuse, indignée, éclate en paroles de colère, traite Varney d'imposteur, de laquais, et l'accuse d'avoir fabriqué lui-même cette lettre, qu'elle déchire et foule aux pieds.

Cet incident violent n'est dans Victor Hugo que la dernière partie d'une longue scène, très étudiée, bien conduite, et qui est, selon moi, la plus forte de la pièce. Varney a une mission difficile à remplir; il sait très bien qu'il sera mal reçu, puisqu'il s'est attiré l'antipathie d'Amy Robsart; il pense qu'elle sera révoltée d'un pareil message, et il déploie une adresse de diplomate pour l'amener, peu à peu et très habilement, à écouter ses propositions. Je recommande la lecture de cette scène; elle est d'une bonne facture et dénote une réelle maîtrise. J'aimerais à y voir les fortes promesses d'un tempérament dramatique qui, parfois, s'est manifesté chez Victor Hugo d'une manière bien frappante. Assurément il n'y a pas une seule pièce de Victor Hugo qui appartienne entièrement au genre dramatique; mais, dans toutes, il y a des situations, des scènes, des fragments qui sont bien, comme on dit, « du théâtre ».

Pour la scène dont je parle, je n'ose pas insister davantage. Il faudrait, d'abord, être sûr qu'elle est tout entière de Victor Hugo, et non d'une autre main, et que nous avons bien, sinon la forme, du moins la structure, la marche même de la scène, telle qu'il l'avait conçue, sans l'adjonction d'éléments étrangers. Mais, pour cela, il faudrait connaître les secrets du manuscrit de 1822, dont M. Paul Meurice se refuse absolument à révéler les mystères. Cette attitude de M. Meurice est vraiment regrettable; le silence olympien où il se renferme autorise toutes sortes de conjectures, et, tant qu'on n'aura pas sous les yeux le précieux manuscrit, un doute planera sur toute la pièce (2); on se dira que telle scène,

(1) « Déception », puisqu'elle espérait être reconnue publiquement comme comtesse de Leicester.

(2) J'affirme, aujourd'hui, un doute qui m'avait déjà effleuré à la fin de mon premier article (*Revue* du 15 novembre 1902) et qui avait pris plus de consistance quelques mois plus tard (fin de mon article du 14 mai 1903). Cependant je n'osais pas encore le formuler; j'avais des scrupules, mais qui ne peuvent subsister, aujourd'hui, après certaines explications qu'apportent MM. Paul et Victor Glachant dans leur nouveau volume : *Essai critique sur le théâtre de Victor Hugo; les drames en prose* (page 60). Ce volume a paru peu après le

tel passage qui intéresse et qu'on voudrait étudier, est peut-être le résultat d'un remaniement, d'un habile arrangement, d'une « approximation » adroite, sans doute, mais plus ou moins éloignée du manuscrit original ; et l'on hésitera à se lancer dans un commentaire littéraire détaillé.

Je terminerai ces études sur *Amy Robsart* en examinant le caractère de Leicester.

GUSTAVE ALLAIS.

15 mai, comme j'avais presque entièrement rédigé le présent article. Qu'on me permette de remercier ici les auteurs de ce bel ouvrage de la très aimable mention qu'ils ont bien voulu faire de ma première étude dans leur chapitre sur *Amy Robsart*.

Transformations des sociétés européennes au XIX^e siècle.

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Maître de conférences à l'Université de Paris.

L'Amérique latine de 1800 à 1859.

Nous étudierons les anciennes colonies européennes qui, pendant cette période, sont devenues des Etats indépendants.

Cette histoire est très mal connue. Les documents sont restés épars et sont difficiles à trouver. On possède de bons instruments bibliographiques dans Winsor, *History of America*, tome VIII, et H.-H. Bancroft, *Works*, tomes V et IX. Les documents sont de deux sortes : 1^o actes des gouvernements et débats des assemblées, peu instructifs, déclamatoires ; 2^o récits individuels, presque tous par des étrangers, et quelques mémoires d'hommes politiques, en général vides de renseignements, sauf l'ouvrage de Sarmiento, *Civilisation et barbarie*, pour la République Argentine. — Le travail d'exposition est très inégalement fait : Bancroft donne un excellent récit pour l'Amérique centrale et le Mexique ; Winsor donne un bon exposé, un peu sec, de la Guerre d'Indépendance dans les autres parties de l'Amérique ; on a encore Gervinus, *Histoire du XIX^e siècle*, long, littéraire, sans critique. Pour la période postérieure à la guerre d'indépendance, il n'y a pas d'ouvrage d'ensemble, et les histoires particulières de chaque Etat ne sont guère que des ouvrages descriptifs.

Cette histoire est surchargée d'épisodes dramatiques. Nous verrons : 1^o comment les colonies ont été transformées en Etats indépendants ; 2^o comment ces Etats ont organisé leur gouvernement intérieur.

I. — La formation des Etats de l'Amérique latine est un épisode de la lutte entre Napoléon et les Etats européens. Elle s'explique par le régime des colonies espagnoles et portugaises et l'invasion française en Espagne et Portugal.

1. Le régime de ces colonies date de la prise de possession. Le Brésil, occupé par les Portugais, a toujours formé une seule colo-

nie, sous un vice-roi. L'Amérique espagnole a été divisée en plusieurs colonies, ayant chacune son administration séparée; les plus grandes forment des vice-royautés; les plus petites, des capitaineries générales: il y a quatre vice-royautés, Mexico et Lima (elles correspondent à deux anciens empires, ceux des Aztèques et des Incas), Santa-Fé de Bogota et Buenos-Aires, et trois capitaineries, Guatémala, Caracas, Santiago. Ces divisions se conserveront; chacune d'elles formera à peu près un Etat; les modifications apportées à ces divisions territoriales seront surtout des démembrements.

Dans la plupart des colonies, la population est divisée en deux classes très tranchées: la masse est composée d'indigènes et de noirs importés d'Afrique (surtout au Venezuela et au Brésil); une aristocratie de gens venus d'Europe. Ces Européens ne sont pas des colons, ne cultivent pas la terre; ils ont été envoyés par les gouvernements comme fonctionnaires, ecclésiastiques ou riches propriétaires à qui on a distribué les Indiens, qui possèdent de grands domaines, *haciendas*, *fazendas*, qui se superposent à la masse en couche mince. Cette masse, plus ou moins métissée, a été convertie au catholicisme, parle la langue de ses maîtres. — Les pays restés le plus complètement indiens sont ceux de l'intérieur: pays des Missions (Paraguay), les provinces Nord-Ouest de Buenos-Aires, le Guatémala. Au Mexique, à Caracas, au Brésil, la population est plus métissée. Les régions les plus européennes sont Santa-Fé, le Chili (à cause des mines qui ont attiré les Espagnols du Nord au XVIII^e siècle), la partie sud du Brésil, Buenos-Aires (dont la capitale est devenue une ville assez considérable par suite de la contrebande). L'intérieur de Buenos-Aires a été occupé par des Espagnols, qui se sont faits bergers, et que la vie qu'ils mènent a ramenés à l'état sauvage: ce sont les *Gauchos*. — Dans la population blanche, deux catégories se sont formées: les blancs nés en Europe se distinguent des blancs descendants des Européens établis dans le pays; dans les pays espagnols ceux-ci diffèrent beaucoup des Castellans et ressemblent aux Andalous: comme eux, ils sont gais, bavards, accueillants.

Le gouvernement a été organisé sur le modèle des gouvernements espagnol et portugais. Le roi est maître absolu; il est représenté par un vice-roi ou un capitaine général, qu'assistent des conseillers et des fonctionnaires envoyés d'Europe. L'Eglise catholique est Eglise d'Etat; elle est unique et obligatoire; les évêques et les prêtres ont un pouvoir coercitif. Les fonctionnaires et le clergé sont maîtres absolus; les habitants n'ont aucun droit politique, aucun moyen de contrôle. La vie intellectuelle n'existe

pas ; le clergé dirige les écoles, a la censure des livres ; la presse n'existe pas.

Au point de vue économique (P. Leroy-Beaulieu, *Histoire de la colonisation chez les peuples modernes*), les colonies sont traitées comme un domaine du roi, exploitées au profit de la couronne. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le régime normal est le monopole ; les colonies ne doivent avoir ni fabriques ni navires ; elles reçoivent les produits industriels de leur métropole par une flotte officielle, qui rapporte en échange des métaux précieux. Les compagnies de marchands décident quels approvisionnements il faut envoyer, fixent les prix de façon à s'attribuer un bénéfice de trois cents pour cent ; les opérations commerciales sont réduites par des moyens artificiels pour assurer de plus gros bénéfices aux marchands. Aussi la contrebande est-elle active, et arrive-t-on à cette situation extraordinaire, que le commerce est plus considérable en temps de guerre qu'en temps de paix, parce qu'alors la contrebande est plus active.

Sous Charles III, l'Espagne a relâché un peu le régime économique ; en 1778, tous les Espagnols sont autorisés à faire le commerce avec les colonies d'Amérique : la conséquence est que le mouvement commercial passe, de 1778 à 1788, de 150 à 1.100 millions. La compression intellectuelle s'est également quelque peu relâchée : dans les villes, les créoles lisent des journaux d'Europe ; quelques-uns sont même venus en Europe ; les centres où un mouvement intellectuel se produit, sont Buenos-Aires, Caracas, Santa-Fé (il s'y forme un groupe de naturalistes, qui organisent une expédition scientifique), Lima. Mais le régime politique est maintenu ; les fonctionnaires, toujours envoyés d'Europe, sont maîtres absolus ; les créoles n'ont aucune part au pouvoir, forment une aristocratie sociale à l'égard des Indiens, des nègres et des métis, mais une classe inférieure au point de vue politique, soumise aux blancs d'Europe ; ils sont mécontents, mais n'ont aucun moyen d'action sur un gouvernement absolu, soutenu par une armée et le clergé.

2. Les créoles ont été mis en état d'agir par l'intervention des Français, qui ont désorganisé les gouvernements espagnols et portugais.

Les colonies espagnoles ne se sont pas soulevées d'abord contre le gouvernement espagnol : les habitants ont même contribué à la résistance contre les expéditions des Anglais. Mais, quand l'Espagne a été occupée par l'armée française et que les Espagnols se sont soulevés contre le roi Joseph, il a fallu choisir entre les deux gouvernements ; dans chaque centre, le gouvernement a

réuni les autorités et leur a demandé s'il fallait reconnaître le roi français ou la junte insurgée au nom du roi légitime Ferdinand. Les gouvernements hésitent ; mais Espagnols et créoles sont unis contre le gouvernement étranger hérétique et prennent parti pour Ferdinand ; dans chaque centre se forme une junte, qui se met en rapport avec la junte centrale . Ce mouvement est espagnol catholique : les colons se soulèvent non pas contre l'Espagne, mais avec l'Espagne contre l'usurpateur étranger ; ils envoient des députés aux Cortès. — La famille royale de Portugal s'est réfugiée au Brésil et gouverne directement.

Les créoles ont agi, d'abord, de concert avec les Espagnols ; mais, dès qu'ils sont organisés, ils ne veulent plus supporter d'être traités en inférieurs, ils réclament contre le régime qui les exclut des fonctions et les empêche de fabriquer et de cultiver à leur gré. Les gens de Caracas publient un manifeste (1808) où ils réclament l'égalité des droits avec les Espagnols, la liberté du commerce, de l'industrie, de l'exploitation des mines, une junte dans chaque capitale, la moitié des fonctions pour les créoles ; au Chili, on calcule que, depuis la conquête, il y a eu 672 gouverneurs espagnols contre 18 créoles, et 706 évêques espagnols contre 105 créoles (et encore ceux-ci ont-ils été évêques dans les premiers temps, alors que les fonctions n'avaient rien de désirable).

Les Espagnols refusent de donner satisfaction ; la *Regencia* d'Espagne ne veut pas abolir le régime politique, les Cortès n'admettent qu'après de grandes difficultés des députés des colonies. Les créoles protestent, puis se séparent du gouvernement espagnol, se proclament indépendants. La première insurrection se produit au Mexique : Hidalgo, curé de Dolorès, soulève les Indiens des montagnes, encore anti-européens ; le mouvement est écrasé par l'armée (1810).

Le mouvement d'indépendance se produit dans les quatre centres les plus européens ; chacun forme son gouvernement insurrectionnel ; au Chili, une junte est organisée à Santiago, en septembre 1810 ; à Santa-Fé, se tient un Congrès des provinces de Nouvelle-Grenade (1811), qui veut organiser la République de Cundinamarca avec le roi Ferdinand ; Buenos-Aires se donne un gouvernement national en 1810, réunit un Congrès en 1813 ; Caracas proclame son indépendance avec une déclaration imitée de celle des Etats-Unis, 1811, puis le Congrès fait une Constitution ; deux autres soulèvements sont tentés par des chefs locaux : dans le pays des Missions, par le docteur Francia, en 1811, qui organise un gouvernement avec deux personnages à la tête, puis prend l'autorité pour lui seul ; dans la Banda orientale (Montevideo),

par un chef de contrebandiers, Artigas. — L'Espagne ne possède plus que le Mexique, où un soulèvement, tenté en 1813, a été rapidement écrasé, et le Pérou, où une insurrection à Lima aboutit à faire abolir l'Inquisition.

Alors commence une période de guerres qui dure jusqu'à 1824. Ces guerres ont un caractère original qui tient aux conditions exceptionnelles de la vie hispano-américaine : les pays où elles se produisent sont d'immenses régions, sans routes, où les moyens d'existence sont difficiles à trouver ; les troupes sont peu nombreuses : ce sont des bandes, composées de volontaires, de brigands, très indisciplinées, formées par des chefs improvisés, la plupart à demi sauvages, qui se proclament généraux ou colonels, qui sont ignorants, vaniteux. La guerre est cruelle : des deux côtés, les prisonniers sont massacrés. Les opérations sont lentes, discontinues, les bandes se dispersant et se reformant avec la plus grande facilité.

Dans l'ensemble, la marche générale de la guerre est dominée par les conditions où se trouve le gouvernement espagnol, par suite, par les événements d'Europe. Elle peut se diviser en deux séries d'opérations. — En 1813, Ferdinand est redevenu roi ; il rétablit le gouvernement absolu et dispose d'une armée. Les Espagnols reprennent l'offensive ; deux armées débarquent en Amérique. L'une, au Chili, reprend tout le pays dès la fin de 1814 ; l'autre, arrivée à Carthagène à la fin de 1814, attaque les insurgés affaiblis par le tremblement de terre de 1812, où l'on a vu un jugement de Dieu contre les républicains, prend Caracas, soumet la Nouvelle-Grenade, fusille les patriotes. Dans le Sud, Artigas s'est mis au service de l'Espagne ; le Brésil en profite pour enlever Montevideo. En 1816, seuls, les gens de la Plata et les bergers sauvages de l'Orénoque sont encore indépendants.

Alors les créoles reprennent l'offensive avec l'aide d'officiers européens, surtout de l'amiral anglais Cochrane ; ils essaient de combiner les opérations de façon à chasser méthodiquement les armées espagnoles de toute l'Amérique du Sud. Le mouvement part de la colonie restée indépendante, de la Plata, puis du Nord, de Caracas, avec Bolivar, allié aux bergers de l'Orénoque (Llaneros) groupés autour de Paës. — A la Plata, San Martin crée l'armée des Andes, traverse les montagnes au prix de grandes difficultés (ce passage a pris trois semaines et coûté 5.000 mules), dégage le Chili (1817-18), puis le Chili organise une flotte avec de vieux navires achetés à l'Angleterre et des officiers anglais, essaie de délivrer Lima, mais échoue (1819). — Au Nord, Bolivar échoue dans une attaque contre Caracas (1816), mais reforme une armée

avec laquelle il traverse les Andes et dégage la Nouvelle-Grenade, qu'il déclare unie au Vénézuéla sous le nom de République de Colombie. — En 1820, il y a donc deux grands centres insurrectionnels ; mais la majeure partie du pays est encore tenue par les armées espagnoles.

La révolution militaire et libérale de 1820-1823, en Espagne, assure le succès des créoles en les débarrassant des troupes espagnoles. Des deux régions indépendantes partent des expéditions qui vont délivrer les pays encore soumis. Du Sud, San Martin, avec l'armée du Chili et de la Plata, arrive par mer devant Lima ; les Espagnols offrent de reconnaître l'indépendance du Pérou sous un prince de la famille de Bourbon ; San Martin refuse, entre à Lima, où il proclame la République. (1821). — Dans le Nord, Bolivar dégage le reste du Venezuela, prend Caracas. — Les deux armées marchent à la rencontre l'une de l'autre, contre les dernières forces espagnoles qui se sont retirées dans l'intérieur, en Bolivie ; San Martin et Bolivar ont une conférence à Guayaquil, et Bolivar réduit les Espagnols à capituler à Ayacucho (1824).

Dans l'Amérique du Nord, le vice-roi, paralysé par la révolution d'Espagne, a cessé d'agir. Les insurgés sont réduits à quelques bandes très faibles, aux ordres de Vittoria et Guerrero. Mais l'armée du gouvernement s'est peu à peu modifiée ; recrutée parmi les Mexicains, elle est favorable aux libéraux. Le général Iturbide, envoyé contre Guerrero, négocie avec lui, lance la proclamation d'Iguala (février 1821), dans laquelle il réclame : indépendance nationale sous un Bourbon d'Espagne, maintien des droits de l'Eglise, égalité civile et politique des Espagnols, des créoles et des Indiens. Une révolution éclate à Mexico ; le vice-roi est déposé ; Iturbide se proclame empereur (1823). — Il propose au Guatemala de s'unir au Mexique ; le clergé et les propriétaires acceptent ; mais du Guatemala se détache un pays habité par des Indiens instruits et démocrates, qui forment la république de San Salvador et se placent sous la protection des Etats-Unis.

L'Espagne ne possède plus rien sur le continent américain.

3. Les pays émancipés se sont constitués en Etats indépendants, mais plusieurs années se passent avant que la situation territoriale de chacun d'eux soit définitivement réglée, parce que les chefs ne s'entendent pas à ce sujet.

Le Brésil a été constitué sans difficulté. Le roi de Portugal s'y est établi en 1808, a ouvert les ports aux étrangers, surtout aux Anglais. Forcé de rentrer en Portugal à la suite de la révolution de 1820, il laisse son fils, Pedro, au Brésil. Les Cortès veulent le faire rentrer en Europe ; Pedro refuse, et convoque une Constituante,

qui proclame l'indépendance de l'empire du Brésil (1829). Cochrane l'aide à repousser la flotte portugaise.

Le Chili, organisé en république par la déclaration de janvier 1818, met à sa tête un dictateur, l'Irlandais Higgins, qui, pour se faire passer pour noble, se fait appeler O'Higgins; en 1823, il est forcé d'abdiquer.

Sur les autres points, des tentatives ont été faites pour former de grands Etats par la réunion de plusieurs pays séparés sous la domination espagnole. Un essai a réussi entre le Mexique et le Guatemala; mais, après qu'il turbide a été chassé et que la république a été proclamée au Mexique, le clergé et les nobles ne veulent plus de l'union et, au Congrès de 1823, ils organisent les Etats-Unis de l'Amérique centrale.

Dans la partie Nord-Ouest de l'Amérique du Sud, Bolivar a réuni tous les pays délivrés par son armée, rédigé une constitution pour les huit provinces détachées de Buenos-Aires, et formé un Etat qui prend son nom, Bolivie. — Bolivar a même essayé de grouper tous les nouveaux Etats américains, au Congrès de Panama (juin 1826); seuls, quatre Etats y sont représentés, Colombie, Pérou, Mexique, Amérique centrale. — La tentative de Bolivar n'a pas duré; dans tous les pays, les chefs se révoltent contre lui: d'abord, Paës au Venezuela (1827); au Pérou, le congrès proclame la république (1827), puis envoie une armée en Bolivie (1828). Bolivar, réduit à la Colombie, essaie un coup d'Etat, proclame la monarchie (1828-29); un soulèvement général se produit contre lui; Bolivar donne sa démission, la Colombie se scinde en trois Etats, Nouvelle-Grenade, Venezuela, Equateur (1830).

Dans le Sud-Est, le gouvernement de Buenos-Aires parvient à réunir les pays de la Plata, mais échoue contre le Paraguay. La Bande orientale que le Brésil a conquise est délivrée par Buenos-Aires et forme la république d'Uruguay.

Au lieu de trois grands Etats, on en a 10, puis 12, correspondant aux anciens cadres du régime colonial.

II. — Comment s'est organisé le gouvernement de ces nouveaux Etats?

I. Le fait dominant est la lutte entre des chefs et des partis, qui se disputent le pouvoir et sont souvent en désaccord sur l'organisation à donner au gouvernement. Le régime hispano-américain est proverbial; il s'explique par les conditions spéciales où se trouvent les nouveaux Etats.

a) La population, jusqu'alors tenue à l'écart de toute vie publique, n'a aucune expérience politique; les indigènes sont habitués à obéir au clergé et aux propriétaires; les créoles eux-mêmes

n'ont d'autres idées politiques que celles qu'ils ont prises dans les livres ou en Europe : tout leur bagage se réduit à des phrases et à des formules.

b) La guerre d'Indépendance a été faite par une multitude de chefs que la paix laisse désœuvrés ; ils sont fiers de leur rôle et très ambitieux ; ils peuvent trouver parmi leurs anciens compagnons d'armes tous les éléments pour des guerres intestines.

Ces deux conditions, population ignorante et chefs de guerre désœuvrés et ambitieux, ont dominé toute la vie politique des nouveaux Etats jusque vers 1860. Elles ont produit deux régimes différents, suivant les pays : là où un général a été assez fort, il a établi sa dictature ; là où plusieurs chefs se sont fait équilibre, les guerres et les révolutions ont été continuelles.

La vie politique est dominée par la lutte entre les personnes : il s'agit, avant tout, de la possession du pouvoir. Mais, dans la plupart des Etats, il s'y joint une lutte entre les partis à propos de la forme du gouvernement. Il y a d'ordinaire deux partis, entre lesquels la division se fait suivant deux principes et répond à deux ordres différents de préoccupations :

a) D'après les tendances sociales, on a : 1° le parti des *conservadores*, des *blancos*, des *pelucones*, le *parti de l'ordre* : il est formé du clergé, des grands propriétaires, qui entraînent avec eux leurs Indiens ; il veut conserver le pouvoir aux anciennes classes dominantes, assurer les fonctions aux grandes familles, écarter les non-blancs, établir un suffrage restreint, maintenir la religion catholique obligatoire, donner l'état civil au clergé, constituer de grands domaines d'église ; d'ordinaire, il repousse le jury et la liberté de la presse ; il est hostile aux étrangers... ; 2° le parti libéral, des *puros*, des *democratas* ; il se recrute parmi les gens des capitales et des ports, commerçants, métis, indiens émancipés ; il veut établir un régime démocratique, abolir l'esclavage, organiser le suffrage universel, le jury, la liberté de la presse, proclamer la liberté du culte, enlever au clergé ses domaines ; il est favorable à l'immigration qui augmente ses forces.

b) D'après la forme à donner au gouvernement, on a : 1° les *centralistas*, qui veulent un gouvernement concentré dans la capitale, envoyant des préfets dans les provinces, à l'imitation de l'Europe et surtout de la France ; 2° les *federalistas*, qui veulent des provinces organisées en Etats autonomes, ayant chacune son gouvernement, son personnel de fonctionnaires, unies entre elles par un lien fédératif : ils prennent leur modèle aux États-Unis.

Ces deux classements reposent sur des motifs sans rapports directs, de sorte qu'ils peuvent se combiner différemment. En

général, les conservateurs sont centralistes, et les libéraux fédéralistes ; mais il y a des exceptions : dans l'Amérique centrale, les libéraux sont centralistes, parce qu'ils veulent se former en petits Etats qui échapperont à la direction du Guatemala ; dans la République Argentine, la situation est exceptionnelle : les libéraux, qui sont maîtres de Buenos-Aires, sont centralistes, parce qu'ils veulent gouverner tout le pays ; au contraire, les *gauchos* sont fédéralistes, parce qu'ils veulent avoir le plus d'indépendance possible ; la situation se marque nettement lors de l'établissement du pouvoir de Rosas : ses bandes de *gauchos* font la guerre au cri de *Mueran los salvajes unitarios* ; ils s'opposent, avec les *rouges*, aux *negros*, gens en habit noir.

2. La vie politique a été différente suivant la proportion des gens capables de prendre part aux luttes ; elle a été plus agitée dans les pays plus civilisés, plus calme dans les Etats où la majorité de la population est indigène.

Dans les pays presque uniquement indiens, le régime normal est la dictature : république centralisée avec une assemblée à nom français (assemblée nationale) ou américain (congrès) ; pouvoir concentré dans les mains d'un seul homme, d'ordinaire chef militaire. Les révolutions se réduisent à des coups d'Etat militaires pour changer le dictateur. — Le type le plus net est le Paraguay, où Francia, puis Lopez dominant chacun pendant trente ans. C'est aussi le régime des Etats des Andes, Equateur, Pérou, Bolivie ; le régime du Guatemala : mais, là, les luttes entre les chefs militaires se compliquent des efforts des petits Etats pour se constituer à part ; ils y réussissent en 1837, et l'Amérique centrale se partage entre cinq petits Etats unitaires.

Dans les pays qui ont une nombreuse aristocratie blanche, le parti conservateur unitaire domine. — L'empire du Brésil a une constitution octroyée (1823), avec deux Chambres : pairs, députés élus par un suffrage censitaire. Des soulèvements républicains fédéralistes se produisent aux deux extrémités, dans la province de San Paolo, dans celle de Rio Grande, qui reste indépendante pendant neuf ans, durant la minorité de Pierre II. — La république du Chili se donne une constitution en 1832, avec deux Chambres, un suffrage censitaire, un gouvernement centralisé, maintenu grâce à la flotte, qui assure les communications entre les différentes parties du territoire allongé en bande étroite sur le Pacifique. — Ces deux Etats ont eu le moins de révolutions, les finances les plus régulières.

Dans les autres pays, on a des luttes très vives entre des chefs militaires, et, comme chaque chef s'appuie sur un parti dont les

idées sur la forme du gouvernement différent, les révolutions sont nombreuses. On peut les diviser en trois groupes :

a) Dans le Sud-Est, en face de deux grandes villes européennes, Buenos-Aires et Montevideo, se trouvent d'immenses plaines peuplées de *gauchos*. Toute la vie politique est dominée par les luttes entre les deux partis, les gens des villes centralistes, les *gauchos* fédéralistes. Les unitaires dominent d'abord avec Rodriguez et Rivadavia, font voter une constitution favorable à leurs idées (1826) ; alors la guerre civile éclate ; Rosas, à la tête des *gauchos*, s'empare du pouvoir, établit sa dictature, réprime plusieurs soulèvements des unitaires ; mais les fédéralistes se scindent ; Urquiza bat et chasse Rosas. Buenos-Aires refuse de déléguer à la Constituante convoquée par Urquiza et s'organise en Etat autonome ; les autres provinces forment une confédération de la Plata.

b) Dans le Nord-Ouest, au Venezuela et dans la Colombie, les conservateurs centralistes, qui ont pris le pouvoir à la suite de la guerre d'Indépendance, sont attaqués par les démocrates fédéralistes. — Au Venezuela, les conservateurs, combattus par les gens de Caracas, prédominent jusqu'en 1859. En Colombie, les conservateurs dominent jusqu'en 1858, avec quelques interruptions en 1841 et 1851 ; ils promulguent successivement trois constitutions unitaires, en 1833, 1843, 1853.

c) Le Mexique est le pays où les révolutions ont été les plus nombreuses (250 tentatives, faites par des officiers, de 1820 à 1857), non pas que le pays soit très civilisé, mais parce que l'armée est nombreuse et le clergé puissant. Les deux partis unitaire et fédéraliste ne font que se succéder au pouvoir.

Dans l'ensemble, cette période de l'histoire des Etats nouveaux de l'Amérique latine est pleine d'agitations, sans qu'on puisse y saisir une évolution très nette ; le parti fédéraliste paraît se fortifier peu à peu.

M. T.

*
* *

Les Etats-Unis de 1800 à 1856.

Bibliographie. — On a un excellent instrument bibliographique, où le classement des ouvrages est donné par questions : Hart, *Guide of American History*.

Aucune histoire n'est connue par d'aussi bons documents et n'a été aussi bien étudiée. La presse a toujours été libre ; les débats des Chambres ont été publiés en détail. On a publié également les correspondances et les mémoires de tous les hommes politiques.

Les travaux sont très nombreux : comme ouvrages d'ensemble, Mac-Master, *History of the People the U.-S.*, 5 vol ; Schouler, *History of the U.-S. of America*, pour la période 1789-1860 ; dans la *Cyclopedia of political Science and political History of the U.-S.*, on trouve des biographies détaillées des hommes politiques. Pour l'histoire constitutionnelle, Holst, *Verfassung und Demokratie der vereinigten Staaten* ; Ostrogorski, *La démocratie et l'organisation des partis politiques*, 1903. En français, il n'y a guère que des adaptations de biographies, de Jefferson par de Witt et les chapitres de l'*Histoire générale*.

Nous nous placerons au point de vue politique, en laissant de côté la formation de la société et de la vie économique ; nous étudierons la formation des pratiques politiques et la transformation du territoire. On peut distinguer trois phases : de 1800 à 1824, le gouvernement par les partis s'établit, le territoire est étendu jusqu'aux Rocheuses et jusqu'à la côte sud ; de 1824 à 1848, les pratiques politiques se forment, le territoire arrive jusqu'au Pacifique ; de 1848 à 1856, la crise de l'esclavage disloque les partis.

1. La période 1800-1824 commence avec l'arrivée au pouvoir du parti républicain, dont trois membres occupent successivement la présidence ; tous trois ont été réélus à deux reprises ; tous trois ont été des Virginiens.

1. Les conditions de la vie politique ont été établies par la création de l'Union, en 1787-1788, et l'organisation des institutions fédérales pendant les deux présidences de Washington. Il s'est formé deux partis qui diffèrent sur l'interprétation de la constitution, sur le pouvoir du gouvernement fédéral. Le parti *fédéraliste*, ou parti de la *broad construction*, veut élargir les pouvoirs du gouvernement fédéral pour établir l'union ; le parti *républicain* ou

partide *strict construction*, veut rétrécir les pouvoirs du gouvernement fédéral et maintenir la souveraineté de chaque Etat.

Le territoire est celui qu'a cédé le gouvernement anglais ; il s'arrête à l'Ouest au Mississipi, au Sud aux deux Florides qui barrent l'accès du golfe du Mexique. La population s'accroît très vite par excédent des naissances et se porte vers la région déserte de l'autre côté des Alleghanies : il se forme là des Etats nouveaux.

Les villes augmentent en nombre et en population ; mais la grande masse reste toujours agricole, avec une existence très rustique, sans vie intellectuelle. Ce peuple a un caractère différent des peuples d'Europe : comme il n'existe aucune entrave à la production, chaque individu peut appliquer tout son travail à s'enrichir ; de plus, il ne supporte pas les charges économiques qui pèsent sur les peuples européens : il n'y a pas d'armée, pas de cour, pas d'aristocratie, pas d'Eglise d'Etat, sauf en New-England, où elle va être abolie. Il va mettre en valeur toute l'Amérique du Nord avec une rapidité que personne ne soupçonnait : Jefferson estimait à mille ans la durée nécessaire à cette œuvre.

Ce peuple, absorbé par le travail matériel, très clairsemé dans un pays sans routes, sans autres moyens de communication que la mer et les fleuves, a peu de vie politique : il laisse gouverner le personnel des notables, représentants élus. La vie politique ne se manifeste que dans trois régions qui sont les centres de direction ; au Nord, dans le Massachusetts (New-England), pays démocratique avec une population de *farmers*, paysans puritains, habitués à discuter les affaires dans les *towns* ; la principale ville, Boston, est le seul centre intellectuel des Etats-Unis ; — au centre, à New-York, la grande ville de commerce, là où débarquent les immigrants, où le pouvoir appartient à un groupe de familles riches qui font voter les gens du peuple ; — au Sud, dans la Virginie, état sans villes, habité par des planteurs de vieille famille, propriétaires d'esclaves, cavaliers, gentlemen instruits, qui inspirent du respect par leurs manières et leur instruction théorique ; ils sont devenus républicains pour des raisons théoriques, parce qu'ils sont partisans de la souveraineté du peuple, mais ils restent gentlemen ; ils dominent le Congrès et, pendant 24 ans, ils fournissent les présidents, Jefferson, Madison, Munroë, tous trois amis, arrivés au pouvoir par rang d'âge.

Le parti républicain a eu, dès l'origine, une majorité énorme ; il comprend presque tous les électeurs en face d'un petit groupe d'hommes politiques ; mais les fédéralistes ont gardé le pouvoir pendant douze ans, parce qu'ils ont avec eux Washington, le gé-

ment en nombre et en population, mais toujours agricole, avec une existence brève et actuelle. Ce peuple a un caractère différent de celui de l'Europe, car il n'existe aucune entrave à la production : il n'y a pas d'armée, pas de cour, pas de charges économiques qui pèsent sur le peuple ; il n'y a pas d'Etat, sauf en New-England, où la personne ne soupçonnait : Jefferson est nécessaire à cette œuvre.

par le travail matériel, très clairement dans les autres moyens de communication qu'il a peu de vie politique : il laisse gouverner les représentants élus. La vie politique est dans les trois régions qui sont les centres de l'Union : New-England, pays démocratique de *farmers*, paysans puritains, habitants des *towns* ; la principale ville, Boston, est le centre des Etats-Unis ; — au centre, à New-York, le centre du commerce, là où débarquent les immigrants ; — au Sud, dans la Virginie, appartient à un groupe de familles riches, le peuple ; — au Sud, dans la Virginie, les planteurs de vieille famille, propriétaires de terres, instruits, qui inspirent du respect.

nombre des ambassadeurs.

2. Le parti républicain a eu à résoudre des difficultés de politique extérieure qui ont eu des résultats imprévus. Dans la guerre entre Napoléon I^{er} et l'Angleterre, les Etats-Unis, malgré les efforts de chacun des deux adversaires, veulent rester neutres ; mais les circonstances obligent le parti républicain à prendre des décisions contraires à son programme.

Napoléon s'est fait rétrocéder par l'Espagne la Louisiane, c'est-à-dire le pays entre le Mississippi et les Rocheuses ; mais Jefferson ne peut laisser, par l'occupation de la Nouvelle-Orléans, se fermer la route du golfe du Mexique ; il envoie un ambassadeur à Paris proposer l'achat de la Nouvelle-Orléans ; Napoléon offre de vendre toute la Louisiane, et l'ambassadeur accepte. — Par là, le parti républicain se met en contradiction avec le principe de la *strict construction* ; la constitution n'a nullement autorisé le gouvernement fédéral à acquérir de nouveaux territoires ; mais les circonstances ont amené le parti républicain à créer un précédent au point de vue de l'agrandissement territorial.

Puis le gouvernement anglais saisit les navires et les matelots américains. Jefferson, après beaucoup d'hésitation, met l'embargo sur les navires des Etats-Unis, pour les empêcher de quitter les ports. C'est une mesure contraire au programme du parti. En 1812, Madison va encore plus loin : il déclare la guerre à l'Angleterre ; cette guerre fut malheureuse pour les Etats-Unis ; une tentative d'invasion du Canada est repoussée ; les Anglais débarquent et incendient Washington.

un devoir de voter pour lui, sinon on permettrait l'élection d'un adversaire.

Chaque Etat est maître de régler le mode d'élection de ses représentants et de ses électeurs présidentiels ; on a le choix entre plusieurs systèmes : la division de l'Etat en circonscriptions électorales, le scrutin de liste ou *general ticket*, et, pour les électeurs présidentiels, la nomination par la législature. Les Etats hésitent entre les trois systèmes, suivant les intérêts du parti au pouvoir ; mais, peu à peu, tous finissent par se rallier au scrutin de liste.

Le président nomme les fonctionnaires du gouvernement fédéral, avec réserve de l'approbation du sénat pour les principaux ; en fait, on laisse les fonctionnaires en place, tant qu'on n'a pas de motifs graves de les révoquer.

Le parti républicain garde le pouvoir pendant 24 ans ; la guerre a suscité une opposition dans le Nord et ranimé le parti fédéraliste ; mais la paix calme toute résistance, amène la disparition du parti fédéraliste. Il ne reste plus qu'un parti : Monroe est élu sans difficulté, réélu à l'unanimité moins une voix. On croit alors qu'on pourra gouverner sans partis, et, de fait, on gouverne ainsi de 1817 à 1827 : c'est l'ère des *bons sentiments*.

Une difficulté pratique est soulevée par la question de l'escla-

à maintenir l'esclavage. — La question se pose à propos de l'Etat du Missouri qui demande à entrer dans l'Union, mais comme Etat à esclaves. Le conflit dure un an (1819) ; il est tranché par un compromis, d'après lequel l'esclavage est autorisé au Sud de la ligne marquée par le parallèle de 36° 30 et interdit au Nord. — L'Union se trouve ainsi partagée entre deux sociétés, démocratique au Nord, aristocratique et esclavagiste au Sud.

II. De 1824 à 1848, la vie politique est dominée par des luttes entre les partis ; elles aboutissent à des pratiques qui transforment radicalement la vie politique et lui donnent le caractère spécial qu'elle a conservé.

1. Des conditions nouvelles amènent ce changement. La population augmente ; il se crée une population nouvelle dans l'Ouest, colons parvenus, *self made man*, Européens émigrés, surtout Irlandais et Allemands catholiques. Les anciennes influences sociales s'affaiblissent ; les Virginiens cessent de dominer le Congrès : dans les nouveaux Etats, tous les habitants sont électeurs ; dans les Etats anciens, on abolit les conditions de cens et de religion : dès 1823, New-York a le suffrage universel. Le corps électoral devient plus nombreux, plus égalitaire : on ne veut plus se laisser diriger par les notables.

Une classe d'hommes veut tirer parti de ce corps électoral pour un profit personnel, et faire de la politique une carrière. Elle apparaît d'abord dans l'Etat le plus riche, le moins américain, où il y a le plus d'électeurs nouveaux, où les fonctions sont lucratives, dans l'Etat de New-York. Jusqu'en 1821, les fonctions ont été données par le *Council of appointment*, que domine une coterie de quelques familles ; il a été aboli en 1821, mais l'usage continue de regarder les fonctions comme la propriété d'un groupe, qui s'est constitué sous le nom d'*Albany regency*. Le chef de ce groupe, Van Buren, organise un système de direction des électeurs, *management* ; les fonctionnaires sont employés comme agents. Ces hommes prennent le nom de *politicians* (gens qui vivent de la politique).

En même temps, les électeurs protestent contre le *caucus* formé des représentants, et, dans quelques Etats, le *caucus* s'adjoint des délégués élus : il devient ainsi *caucus mixte*. Et même, dans quelques Etats, le *caucus* n'est formé que de délégués : c'est la *convention* ; on en trouve le premier exemple en Pensylvanie (1817).

La transformation débute par une crise lors de l'élection pour la présidence, en 1824. Le secrétaire d'Etat du Trésor, Crawford, qui dispose de la plupart des fonctions, a essayé d'acheter des

partisans. Le *congressionnal caucus* est convoqué pour désigner le candidat à la présidence ; mais, sur 216 membres, il n'en vient que 66 ; les adversaires de Crawford se sont abstenus, et celui-ci se trouve désigné par la minorité. Trois autres candidatures surgissent, dont celle de Jackson, *self made man*, désigné par la législature de son Etat, le Tennessee ; il est le candidat de la masse, et obtient le plus de voix au premier degré et à l'élection ; mais il n'a pas la majorité absolue, et, dans ce cas, le choix revient à la Chambre des représentants : elle prend le candidat du Nord, Quincy Adams. — Le *caucus* disparaît.

Van Buren et Jackson s'allient pour la campagne électorale de 1828. On pose le principe que le président doit être le représentant de la volonté du peuple, l'élu de la majorité des électeurs. C'est ce qu'un théoricien du parti a appelé le *democratic principle*. Alors un nouveau parti apparaît, le parti démocratique. Jackson est élu à une grosse majorité ; et cette élection marque, dans l'histoire des partis, une date aussi importante que celle de Jefferson.

Jackson applique immédiatement le principe en vigueur dans l'Etat de New-York. Ils destitue les fonctionnaires fédéraux, et les remplace par ses agents électoraux. Un ami de Jackson dit que 690 fonctionnaires furent destitués ; d'autres parlent de 230 hauts fonctionnaires et de 760 fonctionnaires subalternes. Puis cette pratique est érigée en théorie : un sénateur de New-York proclame qu'il n'y a rien de mauvais à ce que les vainqueurs recueillent les *dépouilles* des vaincus. De là le nom de *spoils system*, ou encore de *rotation system*, parce qu'on veut que chacun, à son tour, jouisse du bénéfice des fonctions. La conséquence est que le personnel des politiciens et le personnel des fonctionnaires, jusque-là distincts, se confondent, que, désormais, il n'y a plus de fonctionnaires de carrière, que les mêmes hommes sont à la fois fonctionnaires et agents électoraux et ne deviennent fonctionnaires que parce qu'ils ont été agents électoraux. — Cette transformation est encore activée par un changement dans l'organisation des fonctions d'Etat : jusque-là, on a eu des juges de carrière, inamovibles, suivant l'usage anglais ; l'usage s'introduit de les remplacer par des juges élus pour un temps déterminé. En même temps, tous les mandats de représentants sont indemnisés. Les fonctions deviennent donc des moyens d'existence ; les politiciens qui veulent les obtenir s'organisent en partis. Mais, entre ces partis, il n'y a pas divergence de principes ; les luttes politiques ne sont qu'une concurrence entre des entreprises commerciales.

dence. — 2° La Convention nationale rédige une *platform* calculée pour froisser le moins possible d'électeurs. — 3° La campagne présidentielle devient une opération longue, bruyante, une série de manifestations monstres.

2. Dans cette période (1824-48), il se produit quelques conflits d'origine économique, locaux et temporaires.

Les Etats du Nord ont créé des industries pour lesquelles ils réclament des lois protectrices, des tarifs de douanes plus élevés ; les Etats de l'Ouest sont favorables à cette demande, qui procurera de l'argent et permettra la construction de routes et de canaux par où ils pourront écouler leurs produits. La coalition de ces deux groupes d'Etats amène le vote du tarif de 1828. Mais les Etats du Sud sont restés agricoles et veulent des droits de douanes peu élevés pour que les Etats européens n'usent pas de représailles ; ils protestent contre le tarif de 1828, qu'ils qualifient de *tarif of abomination*. L'un de ces Etats, la Caroline du Sud, en arrive même à proclamer la « nullification » du tarif, à défendre la levée des droits nouveaux dans ses ports. Jackson ayant répondu par une proclamation affirmant la suprématie des lois fédérales, la Caroline déclare se retirer de l'Union. Jackson déclare l'Union sacrée, fait voter le *force bill* et prépare un envoi de troupes. La Caroline cède, mais le Congrès abaisse le tarif.

Un autre conflit se produit à propos de la Banque nationale. Jackson la déclare contraire à la constitution et, à l'expiration du privilège, refuse de le renouveler ; il encourage la formation de banques dans les divers Etats. Une crise financière résulte de ces diverses mesures.

Au Congrès, quelques conflits se produisent à propos de l'esclavage. Quelques hommes du Nord présentent des pétitions pour en demander l'abolition ; mais les deux partis veulent éviter qu'on aborde la question, parce qu'elle risque d'amener une brouille avec les gens du Sud : ils votent une résolution qui interdit de parler de l'esclavage. De nouvelles pétitions sont apportées qui occasionnent des scènes violentes au Congrès de 1836 à 1840 ; à chaque fois, la majorité esclavagiste diminue.

3. Dans cette période, le territoire continue à s'agrandir. Des aventuriers aident le Texas à s'insurger contre le Mexique, organisent un Etat qui demande son incorporation dans l'Union (la pétition est signée de 65 personnes, dont 60 sont des Américains). Les esclavagistes appuient cette demande, à laquelle les gens du Nord sont opposés. La question est décidée par l'élection de 1844 ; le Texas est annexé. Le Mexique proteste. Et, comme les démocraties veulent à tout prix augmenter le nombre des terri-

les Etats qui seront formés sur les territoires enlevés au Mexique ; le Sénat la repousse, et les législatures du Sud menacent de former une Confédération du Sud, si un *act* semblable était adopté. Le conflit reprend en 1849-50, quand la Californie, brusquement peuplée d'aventuriers européens après la découverte des mines d'or, demande son admission dans l'Union ; elle est organisée sans esclaves. D'autres questions relatives aux esclaves sont soulevées en même temps, qui occasionnent un long conflit, au cours duquel les gens du Sud proclament la théorie de la *squatter sovereignty* : seul le peuple d'un territoire, et non le Congrès, est qualifié pour décider de la constitution d'un Etat. Un compromis, en 1850, tranche toutes les questions : la Californie formera un Etat sans esclaves ; le New-Mexico et l'Utah seront admis comme Etats avec ou sans esclaves, suivant ce que leur constitution décidera ; à propos des esclaves fugitifs, il est décidé que les agents du maître pourront poursuivre partout avec l'appui des fonctionnaires fédéraux et que le témoignage de l'esclave n'aura aucune valeur.

A côté des partis politiques, il s'est formé deux partis extrêmes : les esclavagistes, qui se recrutent parmi les gens du Sud, les abolitionnistes, qui sont gens du Nord. Ces derniers ont été exaspérés par l'*act* sur les esclaves fugitifs : ils les aident à se cacher, à gagner le Canada, au besoin ils les enlèvent aux autorités. Leur animation est accrue par la publication de la *Case de l'oncle Tom*, livre qui obtient un succès sans précédent.

Cette question de l'esclavage a pour principal résultat d'affaiblir le parti politique qui domine dans le Nord, le parti whig, parce que les politiciens refusent de se prononcer. En 1844, Clay échoue comme candidat à la présidence, parce qu'une fraction du parti l'abandonne et forme le *Liberty party* ; en 1852, la convention nationale whig ayant déclaré que l'*act* sur les esclaves fugitifs doit être considéré comme définitif, une partie des whigs se détache et forme un parti qui comprend 155.000 électeurs. Dès lors, le parti whig est ruiné ; il n'aura plus de candidats à la présidence.

Le parti démocratique, appuyé par le Sud et l'Ouest, se croit définitivement maître ; il destitue les fonctionnaires, il domine dans les deux Chambres, mais il renouvelle le conflit. En 1854, il s'agit de former avec les dernières acquisitions deux nouveaux territoires, le Kansas et le Nebraska, dans la région au Nord du 36°30. Un esclavagiste demande l'abrogation du compromis de 1820 comme incompatible avec celui de 1850 et l'autorisation pour les territoires de décider si l'esclavage sera autorisé ou non.

sur les...
Canada, au besoin ils les enlèvent sur la
on est accrue par la publication de la...
ni obtient un succès sans précédent.
l'esclavage a pour principal résultat d'être
ne qui domine dans le Nord, le parti ré-
ons refusent de se prononcer. En 1844, le
lat à la présidence, parce qu'une faction
forme le *Liberty party* ; en 1852, ayant
ayant déclaré que l'act sur les esclaves
é comme définitif, une partie des répu-
n parti qui comprend 155.000 électeurs
est ruiné ; il n'aura plus de candidats.

rique, appuyé par le Sud et l'Ouest, a
e ; il destitue les fonctionnaires...
res, mais il renouvelle le conflit. En 1854,
c les dernières acquisitions des terres
s et le Nebraska, dans la région du
giste demande l'abrogation du com-
ppatible avec celui de 1850 et l'act ré-
e décider si l'esclavage sera autorisé ou

Sujets de devoirs

UNIVERSITÉ DE CAEN

Dissertation anglaise.

Agrégation.

The English Sonnet.

Licence.

Explain and discuss the often repeated statement that Milton is the last of the Elizabethans.

Version.

Improvisation de lord Chatham.

Sir, — The atrocious crime of being a young man, which the honourable gentleman has, with such spirit and decency, charged upon me, I shall neither attempt to palliate nor deny, but content myself with wishing that I may be one of those whose follies may cease with their youth, and not of that number who are ignorant in spite of experience. Whether youth can be imputed to any man as a reproach, I will not, sir, assume the province of determining; but surely age may become justly contemptible, if the opportunities which it brings have passed away without improvement, and vice appears to prevail when the passions have subsided. The wretch who, after having seen the consequences of a thousand errors, continues still to blunder, and whose age has only added obstinacy to stupidity, is surely the object either of abhorrence or contempt, and deserves not that his gray hairs should secure him from insult. Much more, sir, is he to be abhorred who, as he has advanced in age, has receded from virtue, and become more wicked, with less temptation; who prostitutes himself for money which he cannot enjoy, and spends the remains of his life in the ruin of his country.

Ouvrage signalé

Alma Mater, le Roman d'un évadé, par M. H. d'ALMÉRAS, librairie Chamuel et Cie, Paris, 1903.

Le gérant : E. FROMANTIN.

POITIERS. — SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'IMPRIMERIE ET DE LIBRAIRIE.

Licence.

ss the often repeated statement that Nbu
bethans.

Version.

rovisation de lord Chatham.

us crime of being a young man, which b
n has, with such spirit and decency, dis
neither attempt to palliate nor deny, but
ing that I may be one of those whose life
outh, and not of that number who are
ence. Whether youth can be imputed to
will not, sir, assume the province of de
e may become justly contemptible, if b
brings have passed away without imp
ars to prevail when the passions have
o, after having seen the consequences
nues still to blunder, and whose age
o stupidity, is surely the object either
pt, and deserves not that his grey hair
n insult. Much more, sir, is he to be
anced in age, has receded from virtue
with less temptation; who prostitute
e cannot enjoy, and spends the reman
of his country.

COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Les poètes secondaires du XVIII^e siècle

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Piron; ses contes et ses épigrammes.

J'entre, aujourd'hui, dans l'examen, qui sera court, des œuvres d'Alexis Piron; elles se réduisent à des contes et à des épigrammes en vers, à des mémoires réunis après sa mort sous le titre de *Mélanges*, à sa correspondance avec des amis et, particulièrement, avec sa femme, et à son théâtre. Contrairement à l'habitude que j'ai prise dans ce cours, je ne laisserai pas entièrement de côté ses œuvres dramatiques, et pour cause. J'ai déjà dérogé à cette règle à propos de la *Mort d'Agrippine* de Cyrano de Bergerac. C'est que, Cyrano ayant mis le fond de sa pensée dans un des rôles de sa tragédie, l'étude de cette pièce était nécessaire pour nous faire connaître Piron.

pas — qu'ils contaient fort bien en prose. Mais ils en ont conclu qu'ils conteraient très bien en vers, et le raisonnement est, ce me semble, d'une logique des plus douteuses. Je crois, en effet, que pour le conte en prose une certaine élégance coquette et complaisante peut suffire, et que non seulement Voltaire, mais tout homme spirituel des salons du xviii^e siècle avait de quoi s'y distinguer. Le conte en vers demande en plus, si je ne me trompe, un certain air de sincérité, de naïveté, de candeur même, de cette candeur particulière qui approche fort du cynisme, je le veux bien, mais qui cependant ajoute le charme de la bonhomie et de l'ingénuité. C'est, en tout cas, ce que nous trouvons dans *La Fontaine*, qui, incontestablement, nous présente les modèles du genre. Les auteurs du xviii^e siècle ont le tort de rimer des contes que l'on sent apprêtés et guindés, et qu'on voudrait en prose. Sans doute, l'esprit de raillerie et de malice poussé à un très haut degré emporte toujours le succès. Cependant Voltaire lui-même réussit mieux le conte en prose, et l'on n'hésite pas à préférer *Candide* et *Zadig* à *Ce qui plaît aux dames*. Il y a là une règle dont je ne vois pas la raison, que je fonde seulement sur mes impressions, mais que l'expérience de chacun peut, je crois, confirmer.

Ces considérations générales sont un peu hors de mise, dans ce qu'elles ont de dogmatique, avec un homme comme Piron, auteur paresseux et insouciant, qui a laissé à sa plume la bride sur le cou et ne s'est jamais beaucoup préoccupé d'élégance. Ses contes en vers n'ont rien de guindé ; mais ils n'en sont pas moins un peu lourds et laborieux, et, en définitive, médiocrement intéressants, malgré l'immense réputation qu'ils ont eue auprès des contemporains.

Je dois choisir, naturellement, parmi les moins vifs et les moins susceptibles d'alarmer les pudeurs. Soit hasard, soit raison profonde, il se trouvera cependant que ceux sur lesquels je vais arrêter l'attention sont aussi, quant aux mérites littéraires, les plus réussis, les meilleurs, j'allais dire les moins mauvais. Commençons par écarter le souvenir des chefs-d'œuvre, et ne rappelons pas *La Fontaine* ; représentons-nous seulement un brave Bourguignon, qui, après un bon dîner, amuse les convives d'un conte rapidement versifié le matin. Voici, par exemple, l'histoire du *Moine défroqué*.

Des pirates sont entrés dans un couvent de Cordeliers ; après avoir pillé le cellier et l'église, ils embarquent les moines et reprennent la mer.

Père Grichard, bilieuse pécure,
Prêche et fulmine en pieux matamore ;

L'un d'eux soudain s'écrie : « Ah ! le voilà !
— Qui ? saint François — Où ? — Sur l'eau, là bas, là.

En effet, tout le monde aperçoit en pleine mer, à quelque distance du navire, un être étrange, vêtu en cordelier. Le capitaine ordonne de ramer à sa rencontre et de le hisser à bord.

Le grapin tombe, accroche et tire : qui ?
Était-ce bien un cordelier ? Nenni.
Car, de par Dieu, sa mère et saint Antoine,
Jamais l'habit ne fit si peu le moine.
C'était au vrai l'habit d'un franciscain,
Mais sous lequel ne gisait qu'un requin,
Poisson goulu, vorace, anthropophage,
Poisson béant, poisson pour tout potage.
Mais un poisson froqué ! par quel hasard ?
Vous avez vu noyer père Grichard :
Figurez-vous ce requin qui le gobe,
Non pas avec, mais par-dessous sa robe ;
Des pieds au col, tantôt il fut grugé,
Et là du tronc la tête prit congé.
Le froc, alors présentant l'ouverture,
Avait du monstre embéguiné la hure ;
Et, de ce jour, quêteur humble et gourmand,
Frère requin suivait le bâtiment.

Le récit n'était pas facile à mettre en vers ; il faut louer l'adresse de l'auteur à faire attendre le dénouement ; mais, dans le détail, les saillies spirituelles font un peu trop défaut. C'est une œuvre de second ordre.

Le *Moine bridé* me paraît un peu plus piquant. C'est aussi, sans doute, quelque vieux fabliau bourguignon que Piron aura recueilli, et qu'il s'est amusé à tourner en vers. Il lui donne pour sous-titre : *la bride ne fait pas le cheval*. Blaise revient de la foire, un jour de neige, en tirant son cheval par la bride. Deux cordeliers, qui suivent par derrière, s'entendent pour que l'un d'eux aille se mettre à la place de la bête, que l'autre enfourchera et emmènera en lieu sûr. Le bruit des pas étant amorti par la neige, Blaise ne s'aperçoit de rien. A un certain moment pour-tant, fatigué, il veut remonter à cheval.

Figurez-vous quelle surprise extrême,
Se retournant, de voir un cordelier...
Le papelard, humble à fendre les cœurs,
S'agenouillant, et, d'un cœur de colombe,
Bien tendrement laissant couler des pleurs,
S'écrie : « Hélas ! je suis Père Panuce,
De saint François indigne et lâche enfant,
Que de la chair le démon triomphant
Dans ses filets fit tomber par astuce !
Que voulez-vous ? Le plus sage a bronché.
Le tentateur mit un morceau d'élite
A l'hameçon : j'y mordis, je péchai ;
J'y remordis, je restais attaché...
Et Dieu, qui veut, en père pitoyable,
L'amendement, non la mort, du coupable,
Constitua mon âme en pénitence,
Pendant sept ans dans le corps d'un cheval !
Le terme expire, etc.

Blaise n'est pas trop content de l'aventure. Mais, songe-t-il,

J'ai, comme vous, mérité pénitence :
Chacun son tour. Toute la différence
Qu'ici je vois (dont je suis bien fâché),
La vôtre est faite, et la mienne commence.

C'est pour lui une perte de cinq cents francs. Mais qu'y faire ? Il ne peut que donner sa liberté au cordelier, en y ajoutant quelques recommandations :

Vous serez sage, et vous n'irez pas, comme
Un étourdi, remordre à l'hameçon :

ses bons mots en vers, il faut placer Voltaire. On cite partout la pièce qui commence ainsi :

Son enseigne est à l'Encyclopédie.

La pointe en est un peu faible ; mais la petite pièce rend bien l'idée qu'on se fait de cet homme si affairé, lancé dans toutes les directions, occupé à toutes sortes d'ouvrages. Il est vrai aussi que les vers de Piron, comme il arrive souvent, rappellent ici un peu trop ce Cydias de La Bruyère, qui tient boutique d'écrits en tous genres : prose, vers, que voulez-vous ?... Il est plus original, et plus agréable peut-être aussi dans cet autre portrait qu'il a donné, en prose, du grand écrivain. Il parle à son joyeux compère Legendre de ce qu'il a vu, certain jour, à la cour, où, dit-il, il n'y a de philosophes que les Suisses. « J'avais, à cet égard-là, l'air assez suisse, et je regardais encore hier fort à mon aise Voltaire roulant comme un petit pois vert à travers les flots de jean-fesses qui m'amusaient. Quand il m'aperçut : « Ah ! bonjour, mon cher Piron ! Que venez-vous faire à la cour ? J'y suis depuis trois semaines. On y joua l'autre jour ma *Mariamne*. On y jouera *Zaïre* ; à quand *Gustave* ? Comment vous portez-vous ?... Ah ! monsieur le duc, un mot, je vous cherchais. » Tout cela dit l'un sur l'autre, et moi, resté planté là pour reverdir, si bien que ce matin, l'ayant rencontré, je l'ai abordé en lui disant : « Fort bien, monsieur, et prêt à vous servir. » Il ne savait ce que je lui voulais dire, et je l'ai fait ressouvenir qu'il m'avait quitté la veille en me demandant comment je me portais, et que je n'avais pas pu lui répondre plus tôt. » L'anecdote est admirable ; qu'elle ait été refaite après coup, c'est possible ; mais qu'importe ?

Voici une épigramme qui atteint à la fois Voltaire et La Harpe. Plus amère que spirituelle, elle est du genre qu'on pratiquait beaucoup au *xvi^e* siècle et encore au *xviii^e* ; c'est un morceau de satire qui demande, avant tout, de la vigueur et quelque pesanteur même dans la forme ; Piron y a parfaitement réussi :

Quand la Harpie, oracle du *Mercur*,
Du grand Rousseau vient déchirer le nom ;
Que, pour le prix de cette insulte obscure,
Voltaire élève au ciel ce mirmidon ;
Expliquez-nous qui des deux, je vous prie,
De plus d'opprobre a souillé son pinceau :
Ou la Harpie, en déchirant Rousseau,
Ou bien Voltaire en louant la Harpie ?

La suivante est d'un tour plus léger ; elle vise l'abbé Le Blanc,

Contre La Chaussée, le créateur de la comédie larmoyante,
Piron décoche cet autre trait :

Connaissez-vous sur l'Hélicon
L'une et l'autre Thalie ?
L'une est chaussée, et l'autre non ;
Mais c'est la plus jolie.
Elle a le rire de Vénus ;
L'autre est froide et pincée.
Honneur à la belle aux pieds nus,
Nargue de la Chaussée !

Le calembour est amusant, et le mouvement de chansonnette satirique fort agréable. Mais voici, à mon avis, la reine des épigrammes ; elle est méchante, piquante et spirituelle, et se termine de façon inattendue ; elle a tout pour elle. Le seul point fâcheux, c'est qu'on ne la comprend pas bien, si l'on ignore qu'Argail est un paladin luttant avec Ferragus dans le *Roland amoureux* de Bojardo. Les épigrammes ne sont bonnes qu'à faire rire ; elles ne doivent point, en général, exiger du lecteur des connaissances aussi spéciales. L'auteur visé est l'abbé Desfontaines :

Un écrivain fameux par cent libelles
Croit que sa plume est la lance d'Argail ;
Au haut du Pinde, entre les neuf pucelles,
Il est planté comme un épouvantail.
Que fait le bouc en si gentil bercail ?
S'y plairait-il ? penserait-il y plaire ?...
Non, c'est l'eunuque au milieu du sérail ;
Il n'y fait rien, et nuit à qui veut faire.

Piron, qui ne se gênait avec personne, aurait, paraît-il, montré son épigramme à Desfontaines lui-même. L'abbé bougonna, et se dit surtout choqué du mot *bouc*, comme d'un terme bas et trivial. « Qu'à cela ne tienne, lui dit Piron : au lieu d'écrire le mot *bouc* tout entier, mettez seulement le b... ; le vers y sera toujours, et le lecteur y suppléera. »

Parmi les petites pièces spirituelles de notre auteur, il ne faut oublier ni son épitaphe pour J.-B. Rousseau, ni les deux ou trois qu'il composa pour lui-même. Voici la première :

Ci-git l'illustre et malheureux Rousseau.
Le Brabant fut sa tombe et Paris son berceau.
Voici l'abrégé de sa vie,
Qui fut trop longue de moitié :
Il fut trente ans digne d'envie,
Et trente ans digne de pitié.

Piron. En voici une autre, un peu vive, mais très caractéristique de sa manière. Dans un voyage qu'il fit à Bruxelles pour voir J.-B. Rousseau, ils se trouvèrent, un jour, seuls dans la campagne. Midi sonne ; Rousseau se met à genoux pour dire l'*Angelus* : « Monsieur Rousseau, dit Piron, cela est inutile : Dieu seul nous voit ! »

Un autre jour qu'il était chez un financier, une personne distinguée de la compagnie l'engagea à passer devant lui pour se rendre dans la salle à manger. Le maître de la maison, s'apercevant de leur cérémonial, dit à l'homme titré : « Eh ! monsieur le comte, c'est un auteur, ne faites point de façons... » Piron, qui sentait qu'on voulait l'abaisser, met aussitôt son chapeau, marche fièrement le premier en disant : « Puisque les qualités sont connues, je prends mon rang. »

Pour finir, l'anecdote suivante va nous le montrer encore en face de Voltaire. Après la première représentation de *Zulime*, qui n'a jamais eu de succès, Voltaire le rencontra et lui demanda ce qu'il pensait de cette pièce : « Je pense, Monsieur, lui répliquait-il, que vous voudriez bien que je l'eusse faite. » Voltaire, cette fois, ne se laissa point démonter et répondit, moitié bonhomie moitié plaisanterie : « Je vous aime assez pour cela. »

C. B.

jusque-là que l'enfant garde son air respectueux et réservé, et le poète le fait soudain changer de ton, si bien que les critiques alexandrins ont cru à une interpolation, condamnant peut-être à la légère les paroles un peu excessives et imprudentes qu'Homère prête à son jeune héros : « Je vous dirai de sortir du palais de mon père, et de vous occuper d'autres festins que de ceux que vous célébrez en mangeant mon bien dans ma demeure,

Μητρὸς ἐμῆς μνηστῆρας, ὑπέρβιον ὄβριον ἔχοντας,
νῦν μὲν δαινόμενοι τερπώμεθα, μηδὲ βοήτους

émue, et assez heureux au fond de la vertueuse défiance de sa femme, sourit doucement et calme la colère de Télémaque : « Sois tranquille, dit-il, mon enfant ; nous avons entre nous, ta mère et moi, des signes certains auxquels nous nous reconnaitrons. »

Vis-à-vis d'Ulysse, l'attitude de Télémaque n'est pas la même. Quand il était seul avec sa mère, en face des prétendants, il devait se montrer le fils du chef de famille absent, il était le seul homme de la maison. Mais, quand son père revient, il se replace avec joie au second rang, dans une attitude de soumission volontaire

peinture des sentiments que fait naître brusquement dans l'âme des deux hommes cette reconnaissance soudaine plutôt que sur la reconnaissance elle-même : Ulysse se mit à pleurer, « et de ses joues les larmes tombaient jusqu'à terre, tandis que jusqu'à là il les avait retenues sans faiblesse ». — C'est ainsi que le poète exprime ce mélange singulier de sensibilité excessive et de force d'âme, qui caractérise les héros homériques : ils sont capables de se contenir longtemps et de maîtriser une forte émotion ; mais, quand ils ont cédé à l'impulsion du sentiment, ils s'y abandonnent sans mesure. Ces deux facultés tour à tour dominantes, la sensibilité franche, sans contrainte, et la volonté assurée par la raison et la prudence, dénotent chez ces hommes primitifs des âmes heureusement douées, où les facultés sont en parfait équilibre et s'exercent harmonieusement sans se nuire les unes aux autres. Télémaque, malgré l'attendrissement de son père, ne se rend pas d'abord, et garde cette méfiance instinctive de l'homme qui voit soudain réalisé ce qu'il a rêvé longtemps : « Non, tu n'es pas Ulysse, tu n'es pas mon père ; mais c'est quelque dieu qui me trompe, afin que je gémissé encore plus. » — « Télémaque, il ne viendra pas ici pour toi d'autre Ulysse que celui qui est devant toi : c'est moi qui suis Ulysse, moi qui, après avoir beaucoup souffert, beaucoup erré à travers le monde, reviens, au bout de vingt ans, dans la terre de ma patrie. »

Télémaque se rend enfin, et, chez lui comme chez Ulysse, l'explosion des sentiments, retardée par la prudence et par la volonté réfléchie, va être d'autant plus vive et plus violente : « Ulysse s'assit de nouveau, et Télémaque, jetant les bras autour du cou de son père, se mit à gémir en versant des larmes. Et, dans l'âme de tous deux, un immense besoin de gémissements s'éleva, et ils pleuraient avec des cris aigus, plus forts que des oiseaux de proie, vautours ou faucons aux serres recourbées, auxquels des laboureurs ont ravi leurs petits, avant qu'ils fussent en âge de voler. »

A côté de ces manifestations de joie brutale, de tendresse presque animale, qui sont les mêmes chez le père et chez l'enfant, on pourrait signaler chez celui-ci une certaine douceur aimable, un besoin de compassion et d'indulgence, qui est la marque de l'adolescence. C'est ainsi qu'au vingt-deuxième chant, lorsque, après le combat, on découvre le héraut et l'aède qui avaient naguère pris parti pour les prétendants, le jeune homme intercède pour eux auprès d'Ulysse, et celui-ci se laisse fléchir en disant : « Vous êtes sauvés, puisque mon fils m'a prié pour vous. » Même au milieu des scènes de violence, on voit que le poète a voulu

grandes exploitations agricoles ou les entreprises industrielles nécessitaient l'emploi d'une multitude d'esclaves, groupés loin de leur maître, et que, par crainte de révoltes inévitables, on soumettait à une discipline rigoureuse. A Athènes et, en général, dans le monde ionien, on ne trouve rien de pareil ; l'esclave est attaché à la maison ; c'est un serviteur domestique plutôt qu'un artisan : d'où son indépendance relative, et le rapprochement qui se produit entre ses maîtres et lui. Sa situation, quoi qu'il en soit des raisons sociales ou morales qui l'ont modifiée, rappelle toujours plus ou moins celle qu'il paraît avoir eue dans la société homérique, et comme le prolongement de la famille.

M.

jusqu'en 1848, fort à l'aise dans son sein. Honoré d'un siège à la Chambre des Pairs, ami personnel du roi, il s'accommodait du souverain et du régime. Louis-Philippe, envers lequel il avait des motifs de reconnaissance, était, en outre, à ses yeux un fils de la Révolution, « le général de Valmy », « le soldat de Jemmapes » ; l'auteur des *Misérables* fit toujours profession d'un loyalisme très correct vis-à-vis de la dynastie régnante.

Nous ne saurions lui en faire un reproche, ni même regretter sa longue fidélité, qui nuisit peut-être à l'unité de sa vie publique ; à faire partie de la bourgeoisie possédante, qui régnait avec le roi-citoyen, il a gagné la connaissance de milieux auxquels il eût pu, en d'autres circonstances, rester étranger ; et toute son expérience s'est, pour nous, tournée en chefs-d'œuvre. Son intelligence des rapports sociaux s'en est accrue ; du sein de la classe dirigeante il a vu, avec une clairvoyance que facilitait sa situation dans les hautes sphères politiques, les agissements du parti déçu. Moins mêlé aux vrais vainqueurs, les vrais vaincus l'eussent moins intéressé.

Aussi nous a-t-il fait de l'émeute du quartier Saint-Merri, qui compromit, en 1832, l'assiette de la royauté nouvelle, un tableau à la fois épique et réaliste, comparable de tous points à sa grandiose description de la bataille de Waterloo.

Au premier plan, comme les principaux acteurs de cette sinistre tragédie et comme les meneurs de l'émeute, il a groupé un certain nombre de personnages typiques, dans lesquels il a voulu représenter la jeunesse des écoles de cette époque. Il les a peints longuement et avec complaisance. Les ouvriers, qui cependant ont joué dans ces événements regrettables un rôle tout aussi actif, sont au contraire laissés dans l'ombre. Il n'a pas songé à esquisser leur personnalité complexe, faite de générosité, de gaieté, d'emportement, de foi opiniâtre dans des utopies, et aussi d'ignorances. Il n'a point exprimé leur idéal confus, fait de rancunes, de souvenirs, d'aspirations légitimes ; mais il a exprimé l'âme populaire parisienne, l'âme du gamin de Paris.

Gravroche, depuis que Victor Hugo l'a créé, est entré dans la famille humaine. Plus vivant que les individus dont l'existence est consignée dans l'état civil, il réunit en lui tout ce que l'enfance vagabonde de nos rues a de bons instincts et de vices précoces ; c'est un vaurien, c'est le petit-fils de Panurge, dont il a le bon sens et la dextérité, et c'est un héros ; et, par-dessus tout, il incarne la gouaillerie parisienne, qui est la teinte commune de son langage, de ses sentiments et de ses pensées.

Tels sont les éléments de l'effroyable lutte, — il n'en est pas de

de funeste que, tournant tout au succès, elle admet la ruse et ne répudie pas absolument la bassesse, mais qui a cela de profitable qu'elle préserve la politique des chocs violents, l'État des fractures et la société des catastrophes ; minutieux, correct, vigilant, attentif, sagace infatigable, se contredisant quelquefois, et se démentant ; hardi contre l'Autriche à Ancône, opiniâtre contre l'Angleterre en Espagne, bombardant Anvers et payant Pritchard ; chantant avec conviction la *Marseillaise* ; inaccessible à l'abattement, aux lassitudes, au goût du beau et de l'idéal, aux générosités téméraires, à l'utopie, à la chimère, à la colère, à la vanité, à la crainte ; ayant toutes les formes de l'intrépidité personnelle ; général à Valmy, soldat à Jemmapes ; tâté huit fois par le régicide et toujours souriant ; brave comme un grenadier, courageux comme un penseur ; inquiet seulement devant les chances d'un ébranlement européen, et impropre aux grandes aventures politiques ; toujours prêt à risquer sa vie, jamais son œuvre ; déguisant sa volonté en influence, afin d'être plutôt obéi comme intelligence que comme roi ; doué d'observation et non de divination ; peu attentif aux esprits, mais se connaissant en hommes, c'est-à-dire ayant besoin de voir pour juger ; bon sens prompt et pénétrant, sagesse pratique, parole facile, mémoire prodigieuse ; puisant sans cesse dans cette mémoire son unique point de ressemblance avec César, Alexandre et Napoléon ; sachant les faits, les détails, les dates, les noms propres, ignorant les tendances, les passions, les génies divers de la foule, les aspirations intérieures, les soulèvements cachés et obscurs des âmes, en un mot, tout ce qu'on pourrait appeler les courants invisibles des consciences ; accepté par la surface, mais peu d'accord avec la France de dessous ; s'en tirant par la finesse ; gouvernant trop et ne régnant pas assez..., ayant quelque chose de Charlemagne et quelque chose d'un vieux notaire ; en somme, figure haute et originale, prince qui sut faire du pouvoir, malgré l'inquiétude de la France et de la puissance, malgré la jalousie de l'Europe, Louis-Philippe sera classé parmi les hommes éminents de son siècle, et serait rangé parmi les gouvernants les plus illustres de l'histoire, s'il eût un peu aimé la gloire et s'il eût eu le sentiment de ce qui est grand au même degré que le sentiment de ce qui est utile. »

Ce portrait est un chef-d'œuvre et la physionomie composite du modèle est analysée avec une pénétration de vrai psychologue ; mais, à côté de cette toile, qui appartient au grand genre historique, voici le portrait plus court, mais pittoresque et fort expressif de Gavroche :

« Huit ou neuf ans environ après les événements racontés dans

d'amalgamer ces deux éléments peu compatibles, et déjà nous voyons que ce sont les mêmes hommes qui feront la Révolution de 48, et fonderont une éphémère république. — Dès le début, après « l'escamotage » de 1830, les anciennes sociétés secrètes se reforment ; des conspirations s'ébauchent. Victor Hugo a fait le portrait d'un de ces conspirateurs :

« Enjolras était fils unique et riche.

« Enjolras était un jeune homme charmant, capable d'être terrible. Il était angéliquement beau. C'était Antinoüs farouche. On eût dit, à voir la réverbération pensive de son regard, qu'il avait déjà dans quelque existence précédente traversé l'apocalypse révolutionnaire. Il en avait la tradition, comme un témoin. Il savait tous les détails de la grande chose. Nature pontificale et guerrière, étrange dans un adolescent. Il était officiant et militant ; au point de vue immédiat, soldat de la démocratie. Au-dessus du mouvement contemporain, prêtre de l'idéal. Il avait la prunelle profonde, la paupière un peu rouge, la lèvre inférieure épaisse et facilement dédaigneuse, le front haut. Beaucoup de front dans un visage, c'est comme beaucoup de ciel dans un horizon. Il avait une jeunesse excessive, fraîche comme chez les jeunes filles, quoiqu'avec des heures de pâleur. Déjà homme, il semblait encore enfant. Ses vingt-deux ans en paraissaient dix-sept. Il était grave, il ne semblait pas savoir qu'il y eût sur la terre un être appelé la femme. Il n'avait qu'une passion, le droit, qu'une pensée, renverser l'obstacle. Sur le mont Aventin, il eût été Gracchus ; dans la Convention, il eût été Saint-Just. Il voyait à peine les roses, il ignorait le printemps, il n'entendait pas chanter les oiseaux ; la gorge nue d'Évadné ne l'eût pas plus ému qu'Aristogiton ; pour lui, comme pour Harmodius, les fleurs n'étaient bonnes qu'à cacher l'épée. Il était sévère dans les joies. Devant tout ce qui n'était pas la République, il baissait chastement les yeux. C'était l'amoureux de marbre de la Liberté. La parole était âprement inspirée et avait un frémissement d'hymne. Il avait des ouvertures d'ailes inattendues. Malheur à l'amourette qui se fût risquée de son côté ! Si quelque grisette de la place Cambrai ou de la rue Saint-Jean-de-Beauvais, voyant cette figure d'échappé de collège, cette encolure de page, ces longs cils blonds, ces yeux bleus, cette chevelure tumultueuse au vent, ces joues roses, ces lèvres neuves, ces dents exquises, eût eu appétit de toute cette aurore, et fût venue essayer sa beauté sur Enjolras, un regard surprenant et redoutable lui eût montré brusquement l'abîme et lui eût appris à ne pas confondre avec le chérubin galant de Beaumarchais le formidable chérubin d'Ézéchiél. »

« — Allons, gai ! fit Courfeyrac. Voilà le brutal. Après la chique-naude, le coup de poing. L'armée étend vers nous sa grosse patte. La barricade va être sérieusement secouée. La fusillade tâte, le canon prend.

« — C'est une pièce de huit, nouveau modèle, en bronze, ajouta Combeferre... » Et la conversation continue.

Mais, les boulets ne portant pas, les artilleurs vont employer la mitraille contre les insurgés :

« Enjolras, au guet, crut distinguer le bruit particulier qui se fait quand on retire des caissons les boîtes à mitraille, et il vit le chef de pièce changer le pointage et incliner légèrement la bouche du canon à gauche. Puis, les canonniers se mirent à charger la pièce. Le chef de pièce saisit lui-même le boute-feu et l'approcha de la lumière.

« — Baissez la tête, ralliez le mur ! cria Enjolras, et tous à genoux le long de la barricade !

« Les insurgés, éparés devant le cabaret et qui avaient quitté leur poste de combat à l'arrivée de Gavroche, se ruèrent pêle-mêle vers la barricade ; mais, avant que l'ordre d'Enjolras fût exécuté, la décharge se fit avec le râle effrayant d'un coup de mitraille. C'en était un, en effet.

« La charge avait été dirigée sur la coupure de la redoute, et y avait ricoché sur le mur, et ce ricochet épouvantable avait fait deux morts et trois blessés.

« Si cela continuait la barricade n'était plus tenable ; la mitraille entraît.

« Il y eut une rumeur de consternation.

« — Empêchons toujours le second coup, dit Enjolras.

« Et, abaissant sa carabine, il ajusta le chef de pièce qui, en ce moment, penché sur la culasse du canon, rectifiait et fixait définitivement le pointage.

« Ce chef de pièce était un beau sergent de canonniers, tout jeune, blond, à la figure très douce, avec l'air intelligent propre à cette arme prédestinée et redoutable, qui, à force de se perfectionner dans l'horreur, doit finir par tuer la guerre.

« Combeferre, debout près d'Enjolras, considérait ce jeune homme.

« — Quel dommage ! dit Combeferre. La hideuse chose que ces boucheries ! Allons, quand il n'y aura plus de rois, il n'y aura plus de guerres. Enjolras, tu vises ce sergent, ne le regarde pas. Figure-toi que c'est un charmant jeune homme, il est intrépide, on voit qu'il pense, c'est très instruit, ces jeunes gens de l'artille-

l'aime ; — il la perd. Marius, abusé, conçoit des soupçons sur l'origine de la fortune léguée par le mystérieux personnage qui sert de père à sa jeune femme. Il le chasse de sa maison.

L'infortuné tombe malade dans son abandon ; il meurt sur un lit d'hôpital, et les deux enfants dont il a créé le bonheur, viennent, avertis à temps, pleurer sur son agonie.

C'est la thèse de la *Course du flambeau* ; les générations se succèdent, éternellement égoïstes à l'égard de leurs devancières, délaissées à leur tour par les générations suivantes, dès qu'elles leur ont passé le flambeau de la vie, destiné à brûler toujours.

Et l'on ne saurait vraiment, après cet émouvant épilogue, refuser à Victor Hugo, grand écrivain et sublime poète, le titre de penseur.

R. B.

ceux qui la cultivent une situation privilégiée dans l'État, elle satisfait l'amour-propre littéraire, et détourne des autres études, parce qu'elle exige de ceux qui s'y adonnent un travail assidu et une application exclusive. Dès lors, elle attire et retient tout ce qu'il y a à Rome d'hommes distingués et cultivés ; les aristocrates qui ont le goût des choses de l'esprit trouvent à l'histoire, comme Cicéron lui-même, un grand intérêt ; ils déplorent l'infériorité du genre, mais ne font rien pour élever à Rome le monument historique qui lui manque encore. Ce que les hommes distingués ne font pas, des écrivains de second ordre continuent de le faire, et nous trouverons chez les derniers historiens de cette période plus d'habiletés de détail et de subtilités que de talent. Rappelons les principaux, et d'abord Sisenna.

Ce Cornélius Sisenna est celui dont nous parle Plutarque dans la *Vie de Lucullus*. Ami d'Hortensius et de quatre ans plus âgé que lui, il appartenait à la gens Cornelia, une des plus grandes familles de Rome. Comme Hortensius, il avait étudié l'éloquence et acquis une certaine réputation d'avocat ; il avait même été choisi, dans des circonstances mémorables, comme le défenseur de l'aristocratie. C'est ainsi que, lors du procès de Verrès, en 70, quand la démocratie mit à profit une affaire de concussion pour attaquer l'oligarchie aristocratique, et que l'aristocratie se solidarisa en se groupant autour de Verrès, Sisenna fut chargé, avec Hortensius, de défendre l'accusé contre Cicéron.

Sur sa carrière politique nous avons peu de renseignements : nous savons seulement qu'en 78, l'année de la mort de Sylla, il était préteur ; qu'en 67, quand Pompée obtint son commandement extraordinaire contre les pirates de la Méditerranée, Sisenna fut un des treize lieutenants que le généralissime choisit dans l'aristocratie, enfin qu'il tomba malade en Crète pendant la campagne et y mourut.

Quant à son ouvrage, nous en connaissons au moins le contenu. Velleius Paterculus nous dit qu'il avait écrit l'histoire de la guerre civile (il semble qu'on doive lire plutôt : de la guerre sociale) et de la guerre de Sylla. Son sujet était donc assez limité. Il comprenait la guerre sociale de 91 à 88, la première phase de la guerre civile (88-87), où Sylla écrase le parti démocratique, — la deuxième phase (87-83), où, Sylla étant parti pour l'Asie, les débris de l'armée de Marius reprennent possession de Rome, — et, enfin, les événements qui suivent le retour de Sylla jusqu'à son abdication et sa mort (83-78). L'histoire de ces treize années suffisait à remplir vingt-trois livres.

Si l'on songe que l'auteur avait assisté aux événements qu'il ra-

difficilement de voir altérer par de telles légèretés le caractère de sérieux et de gravité qui convient à l'histoire.

D'ailleurs, le style de Sisenna était fort peu séduisant : ce n'est pas qu'il manquât de qualités solides : il était, dit Cicéron, d'une bonne latinité, *bene latine loquens* ; mais Sisenna avait sur l'art de bien parler une théorie singulière. A cette époque où la langue latine n'était pas encore bien fixée, où chaque écrivain pouvait suivre ses préférences et se faire à lui-même une théorie du style, Sisenna prétendait que le bon latin était celui qu'on ne parlait pas : *bene loqui putabat esse inusitate*. Il évitait donc d'écrire et de parler comme tout le monde. Pour cela, il empruntait aux auteurs anciens, à Plaute en particulier, des termes vieillis, et, d'autre part, il créait de toutes pièces des néologismes. On eût dit parfois qu'il s'efforçait de n'être pas compris, et Cicéron, dans le *Brutus*, raconte à ce sujet une mésaventure qui lui arriva en plein tribunal. Comme il reprochait à son adversaire, avec ses extravagances ordinaires de langage, de lancer contre lui ce qu'il appelait « *crimina sputatilia* », l'avocat de la partie adverse, se tournant vers les juges, protesta plaisamment : « *Sputa quid sit, scio, — tilica nescio* ». Si l'avocat pouvait, en public, risquer de telles hardiesses, à plus forte raison l'historien, dans un livre écrit à loisir, où il pouvait impunément braver le ridicule, devait-il faire parade de cette originalité de mauvais goût. Au reste, c'est grâce à ces étrangetés mêmes que nous devons de connaître quelques courts fragments de son ouvrage, conservés par les grammairiens à titre de curiosité.

Une telle œuvre, loin de marquer un progrès dans l'évolution du genre historique, pouvait faire regretter aux Romains le sérieux et la bonhomie des vieux annalistes.

Parmi ces derniers historiens de la République, on peut encore citer Licinius Macer, contemporain et ami de Sisenna. Il est assez connu comme homme politique. L'histoire de son tribunat (73 avant J.-C.) était restée fameuse dans les annales du parti démocratique. A partir de la victoire de Sylla (78) jusqu'en 73, pendant cinq longues années, ce parti, ruiné, découragé, sans chef, sans armée, décimé par la guerre, privé de tous ses moyens d'action, était resté écrasé sous l'oppression aristocratique. Le tribunat, cette magistrature qui, n'ayant légalement presque aucun pouvoir, les avait tous dans la pratique, qui, par l'inviolabilité et le droit de veto, pouvait intervenir partout impunément et annuler en fait les décisions de la majorité, et qui avait soutenu la plèbe à toutes les époques de la République romaine, était, depuis Sylla, réduit à l'impuissance : ce n'était plus qu'une vaine

et la mort de Cicéron, qui marque à peu près la fin des guerres civiles et la fin de la République.

Dans cette période, que domine le grand nom de Cicéron, il n'est pas douteux que la société cultivée de Rome s'intéresse à l'histoire. Nous en trouvons une première preuve dans l'éducation même qu'ont reçue tous les personnages les plus distingués de cette génération. Un homme avait exercé sur eux une influence profonde en les initiant à la science et au goût des antiquités ; c'était Ælius Stilon, chevalier romain, contemporain, ami et compagnon d'exil de Metellus le Numidique.

En 159 avant notre ère, Attale, roi de Pergame, avait envoyé à Rome, à la tête d'une ambassade, Cratès de Mallos, le rival d'Aristarque, bibliothécaire en chef de Pergame, grammairien, littérateur, philosophe, historien, le plus célèbre des érudits de son temps. Un accident le retint à Rome : s'étant cassé la jambe, il profita des loisirs que lui donnait sa convalescence pour faire des conférences à la jeunesse romaine. Un de ses élèves, Ælius Stilon, continua ses leçons après son départ, en s'attachant, comme lui, à tous les genres d'étude, mais particulièrement à l'histoire. Il connaissait admirablement la vieille langue, les formules religieuses et les formules de droit politique, il avait fait des commentaires savants de la loi des Douze Tables et du Chant des Saliens, « *antiquitatis litteratæ peritus* », dit Cicéron, et Varron, qui le loue, l'a souvent reproduit ou utilisé. C'est auprès de lui que toute la jeunesse romaine de la génération de Cicéron prit le goût des choses de l'antiquité.

Mais une autre influence tournait aussi les Romains vers l'histoire. Nous sommes à l'époque où l'éloquence romaine a brillé du plus vif éclat ; tout homme cultivé prétendait être orateur, et se formait à la pratique de l'éloquence par l'étude théorique de l'art oratoire. Or, pour cette étude théorique, l'histoire, d'après Cicéron comme d'après Quintilien, est un auxiliaire précieux et même indispensable. Quand on parle en public sur quelque sujet que ce soit, politique ou judiciaire, on n'agit pas seulement par des raisons logiques, qui peuvent paraître arbitraires et discutables ; il est bon aussi d'apporter des exemples, qui illustrent les arguments de la cause. L'exemple a cet avantage, qu'il ne saurait être suspect étant confirmé par la tradition, qu'il a l'autorité du temps et le prestige du passé ; et il a d'autant plus de valeur qu'il paraît désintéressé. Il faut, dit Cicéron, que l'orateur ait sous la main, « *in promptu* », des exemples frappants ; il faut qu'il puisse, à propos, appeler des Enfers des témoins irréfutables ; il faut qu'il ait à sa disposition une « collection

Transformations des sociétés européennes au XIX^e siècle.

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Maître de conférences à l'Université de Paris.

Relations entre les États de 1815 à 1856.

Nous nous bornerons à étudier les transformations apportées dans les relations, au point de vue du territoire et des alliances, sans entrer dans le détail des faits ; nous ne prendrons que les faits nécessaires pour comprendre la marche générale des événements, les questions posées et les solutions définitives.

La bibliographie est donnée dans Waitz, *Quellenkunde*, et dans l'*Histoire générale*. — Les documents sont de quatre espèces : 1^o documents officiels, traités et déclarations, réunis dans de grandes collections ; 2^o papiers confidentiels des hommes d'État et des diplomates, Metternich, Wellington, Castlereagh, Gentz ; 3^o mémoires et biographies des hommes d'État ; 4^o journaux et annuaires. — Les travaux sont en nombre considérable : on trouve un exposé dans toutes les histoires particulières de chaque pays ; comme ouvrages d'ensemble, Debidour, *Histoire diplomatique, 1815-1878* ; Bulle, *Geschichte der neuesten Zeit*, 4 vol. ; Stern, *Geschichte Europas*, 3 vol. parus (s'arrête à 1830).

On peut diviser cette étude en trois périodes.

I. — Avec le règlement de 1815 commence une période où l'on essaie d'appliquer le régime d'entente créé entre 1813 et 1815 ; la tentative est définitivement abandonnée en 1830.

1. Le régime des relations entre les États est dominé par les conséquences directes de la défaite de Napoléon ; contre lui s'est formée une coalition des quatre grandes puissances alliées ; puis, en 1815, ces puissances ont formé la Sainte-Alliance. La France y a été admise, mais elle est tenue à l'écart. C'est un retour au régime de l'équilibre du XVIII^e siècle entre cinq grands États, qui règlent le sort des États secondaires. — En Amérique s'est formée la république fédérale des États-Unis.

réglée dans une conférence personnelle des souverains à Aix-la-Chapelle; et, là, il gagne Alexandre à ses idées. Dès lors, et jusqu'en 1824, il dirige la politique des alliés, fait prédominer son principe, qui consiste à surveiller les pays d'Europe pour éviter la formation de groupes révolutionnaires, à empêcher la propagation des doctrines et à intervenir en cas de révolution. — Cette politique se manifeste, d'abord, en Allemagne par les mesures contre les universités et contre la presse; puis, lors des élections libérales de 1819, Alexandre parle d'intervenir en France. Quand les révolutions militaires libérales se produisent dans les pays du midi de l'Europe, Espagne, Portugal, Naples, Sardaigne, quand les souverains sont obligés d'accorder des constitutions, Metternich obtient que des congrès se réunissent pour décider et régler l'intervention.

Les congrès sont tenus en territoire autrichien : — à Troppau, puis à Laybach, pour régler les affaires d'Italie : l'Autriche se fait charger de réduire les révolutionnaires de Sardaigne et de Naples, 1821 ; — à Vérone, pour régler la question espagnole : la question est plus compliquée, parce que l'Angleterre est hostile à l'intervention et parce que la France ne veut pas s'en charger ; mais le gouvernement français est engagé par son plénipotentiaire Chateaubriand, et la Chambre ultra vote la guerre comme une manifestation ; la France opère seule. La politique d'intervention triomphe donc partout.

3. Mais l'entente se rompt sur les points qui n'ont pas été prévus dans le règlement de 1815. — Les Grecs se sont soulevés dès 1820, comptant sur l'appui du tsar. Alexandre, travaillé par Metternich, hésite : il n'a pas garanti l'intégrité territoriale de l'empire ottoman ; il s'intéresse au sort des chrétiens sujets du sultan, il proteste contre le massacre du patriarche grec ; Metternich lui montre dans les Grecs des révoltés, l'invite à sacrifier ses sentiments aux principes ; mais la France, à qui Alexandre a proposé une action en commun, s'y montre peu disposée. Le tsar n'ose pas insister pour faire admettre les députés grecs au congrès de Vérone. Du moins, le concert est ébranlé.

La question des colonies espagnoles augmente les difficultés. Le gouvernement espagnol demande secours aux alliés lors du congrès de Vérone ; Chateaubriand insiste en faveur d'une intervention ; mais Canning refuse et déclare que l'Angleterre reconnaît les États hispano-américains. Le gouvernement des États-Unis profite de l'occasion pour se mêler à la politique internationale : le président Monroe lance la déclaration de 1823, dans laquelle il expose les principes de la politique extérieure des

comprend ni la Crète ni la Thessalie) ; il s'engage à donner à la Moldavie et à la Valachie des hospodars à vie.

L'alliance est si bien disloquée que Polignac songe à une entente franco-russe pour le partage de l'empire ottoman. On donnerait Constantinople au roides Pays-Bas ; la Russie obtiendrait quelques provinces, la France aurait le royaume des Pays-Bas.

II. — L'alliance de 1815 est définitivement détruite par la révolution de 1830. Cette période (1830-1848) comprend la formation de deux groupes d'États en Europe.

1. Les conditions sont nouvelles : en France et en Angleterre, un personnel nouveau est arrivé au pouvoir. Louis-Philippe et le parti libéral sont adversaires de l'absolutisme et du système de Metternich ; le roi, sans doute, veut la paix, mais il sera parfois obligé de donner satisfaction à l'opinion libérale et nationale, de prendre un ministère Thiers. En Angleterre, Guillaume IV, puis Victoria laissent gouverner les ministres ; ceux-ci sont le plus souvent des libéraux, et au ministère des affaires étrangères arrive un tory dissident, un canningite, Palmerston : il multiplie les manifestations extérieures bruyantes, les déclarations hautaines, les démonstrations maritimes, pour donner satisfaction à l'amour-propre anglais ; il intrigue continuellement à l'entour des souverains, il noue des relations avec les mécontents de tous les pays. — Dans les trois autres grands États, c'est le même régime absolutiste, c'est le même personnel qui gouverne : la Prusse, avec Frédéric-Guillaume III et Frédéric-Guillaume IV, reste toujours effacée ; Metternich vieillit, n'ose pas s'engager ; il sait que l'Autriche n'a pas d'armée ; le personnage dominant du groupe absolutiste est le tsar Nicolas, qui, fier de son armée, prend le rôle de défenseur de l'ordre contre la Révolution.

Un groupe nouveau se forme ; la famille des princes de Cobourg ; leur fortune commence par le mariage de Léopold avec une princesse anglaise. On lui propose le trône de Grèce, qu'il refuse ; puis il est choisi comme roi des Belges. Alors il s'occupe de caser sa famille : il marie deux de ses neveux aux reines de Portugal et d'Angleterre ; il demande pour un autre la reine d'Espagne. Il y a une politique de la famille des Cobourg, qui se combine avec celle des gouvernements.

Des questions se posent encore sur trois terrains : celle qui domine, c'est la question du gouvernement intérieur, posée par les révolutions de 1830 : faut-il maintenir le principe d'intervention et réprimer les mouvements ? Faut-il admettre la solution des libéraux, le principe de non-intervention ? — Sur la question des territoires, deux tendances s'opposent : les gouvernements veulent

élu ; il accepte moyennant quelques changements aux 18 articles, relativement à la dette et au territoire (juin 1831). Alors le roi des Pays-Bas refuse de reconnaître le nouveau souverain, envahit la Belgique; la France envoie une armée, qui assiège Anvers, pendant qu'une flotte anglaise bloque les côtes. Le roi des Pays-Bas cède. Ainsi s'est formée une alliance entre les deux grands États de l'Ouest.

En même temps se sont posées les questions d'Italie et de Pologne. — En Italie, les libéraux ont créé des gouvernements provisoires dans les petits États du Centre et parlent de former un royaume d'Italie. Le gouvernement autrichien intervient, sans que la France ose l'en empêcher. — Lors de la révolution de Pologne, les libéraux français et anglais demandent une intervention de leurs gouvernements; mais ceux-ci n'ont aucun moyen d'action. La lutte entre les armées russe et polonaise aboutit à la destruction du royaume de Pologne; Nicolas repousse l'intervention de Palmerston en faveur de la constitution de Pologne, déclarant que cette constitution n'est pas garantie par les traités de 1815.

Ainsi sont résolues toutes les questions soulevées par les révolutions de 1830; chaque grand État est intervenu et a imposé sa solution dans les régions où il a ses armées.

Puis, en Espagne et Portugal, se produisent des guerres civiles entre deux reines mineures et deux prétendants. Les deux prétendants ont pour eux le clergé, les absolutistes, les gouvernements absolus. Les reines sont obligées de s'appuyer sur les libéraux, les francs-maçons, les États parlementaires. L'Espagne demande secours à l'Angleterre; Palmerston amène les deux reines à s'unir; Talleyrand propose l'entrée de la France dans l'alliance: quadruple alliance de 1834. Les États absolus n'osent pas prendre parti. L'influence des gouvernements de l'Ouest s'établit dans la Péninsule ibérique.

La question d'Orient se rouvre alors sous une forme nouvelle: Méhémet-Ali veut s'étendre en Syrie; mais Palmerston a repris le principe de Pitt, intégrité de l'Empire ottoman nécessaire aux intérêts de l'Angleterre en Orient. Le gouvernement français, au contraire, voudrait fortifier Méhémet, pour qu'il dirige l'empire ottoman et barre le chemin au tsar. Méhémet enlève Saint-Jean-d'Acre: ce sultan demande secours au tsar et se place sous sa protection (1833); l'Angleterre et la France protestent.

Les gouvernements des cinq grands États se sont donc partagés en deux groupes: celui de l'Ouest, dirigé par Palmerston; celui de l'Est, dirigé par Nicolas.

gure un système d'insolence dans ses rapports avec les autres Etats ; mais l'Autriche et aussi la Prusse seront, pendant quelque temps, paralysées par les révolutions. Nicolas, qui reste autocrate, qui n'est pas gêné par des troubles intérieurs, est considéré comme l'arbitre de l'Europe. Mais Palmerston, qui continue à diriger la politique extérieure de l'Angleterre, se pose en adversaire de Nicolas, et encourage les libéraux. — En même temps, la bourgeoisie, le peuple des capitales, les chambres commencent à jouer un rôle en matière de politique extérieure.

La question fondamentale est celle de la constitution intérieure des pays révolutionnés ; la question territoriale ne se pose qu'indirectement, là où la révolution nationale dérange les cadres établis en 1815. — A la fin de la période se pose à nouveau la question d'Orient.

Les conflits sont très atténués pendant la période révolutionnaire. Les gouvernements sont occupés à l'intérieur. — En Suisse, les radicaux transforment la constitution, détruisent la confédération garantie par les traités de 1815 ; les puissances laissent faire, et Neuchâtel peut même se soulever contre son prince, le roi de Prusse. — En Italie, les gouvernements, devenus nationaux libéraux, changent leur régime, malgré les menaces de Metternich ; et la Sicile se révolte contre le roi de Naples, avec l'appui du gouvernement anglais. — Quand se produisent les journées de février en France, le roi de Prusse propose une alliance contre la propagande française ; mais Palmerston refuse, et l'Autriche et la Prusse sont bientôt occupées chez elles par les révolutions.

Alors se pose la question des duchés. Elle est inextricable : la population est allemande dans le Sud, danoise dans le Nord ; les duchés sont membres de la confédération, mais sujets du roi de Danemark ; le roi n'a pas d'héritier, mais il y a deux ordres de succession différents et le gouvernement danois déclare l'union indissoluble. Le gouvernement danois propose de partager les duchés ; mais le parlement allemand demande qu'ils entrent tous deux dans l'État fédéral. La guerre commence. Le Danemark est soutenu par l'Angleterre et la Russie, qui veulent maintenir l'intégrité de la monarchie danoise, et ouvrent une conférence à Londres pour régler la question.

2. La réaction consiste à restaurer le régime antérieur. — En Allemagne, la Prusse veut maintenir un débris d'unité fédérale, faire l'union des principautés du Nord sous sa direction. L'Autriche décide le tsar à intervenir contre la Prusse. Frédéric-Guillaume IV ne veut pas faire la guerre ; mais, par point d'honneur, il ne veut pas céder à l'Autriche et reconnaître l'ancien Bund. Schwar-

Vu la délibération en date du 11 avril 1902 du Conseil de l'Université de Rennes ;

Vu l'avis de la section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique,

ARRÊTE :

Est approuvée la délibération susvisée du Conseil de l'Université de Rennes instituant à la Faculté des Lettres, à l'usage des étrangers, un certificat d'études françaises et en réglementant les conditions de scolarité.

Conditions d'admission à l'épreuve du certificat.

Art. 3. — Nul ne sera admis à subir l'examen s'il n'est étranger et s'il n'a été régulièrement immatriculé à la Faculté pendant deux semestres.

Art. 4. — Le jury se compose de trois membres.

Art. 5. — Le certificat délivré par le président du Conseil de l'Université sera revêtu de la signature du doyen et de celle des professeurs membres du jury.

Soutenances de thèses

UNIVERSITÉ DE PARIS.

M. André FONTAINE a soutenu les deux thèses suivantes pour le doctorat devant la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, en Sorbonne, le 9 juin.

THÈSE LATINE.

Quid senserit Carolus Le Brun de arte sua?

THÈSE FRANÇAISE.

Essai sur le principe et les lois de la critique d'art.

*
* *

M. Maxime TARGE a soutenu sa thèse pour le doctorat d'Université devant la Faculté des Lettres de Paris, en Sorbonne, le 16 juin.

THÈSE FRANÇAISE.

Professeurs et régents de collège dans l'ancienne Université de Paris (xvii^e et xviii^e siècles).

Ouvrage signalé

Épictète, étude par M. TH. COLARDEAU, chargé de cours à l'Université de Grenoble, librairie A. Fontemoing, Paris, 1903.

Le gérant : E. FROMANTIN.

Voltaire, en effet, est né dans le mois de novembre, et les Romains avaient consacré à Apollon.

Au sortir du berceau, j'ai bégayé des vers.
Bientôt ce dieu puissant m'ouvrit son sanctuaire :
Mon cœur, vaincu par lui, se rangea sous sa loi.
D'autres ont fait des vers par le désir d'en faire ;
Je fus poète malgré moi.
Tous les goûts à la fois sont entrés dans mon âme.

On ignore généralement que ce vers, très connu et qui peint si bien Voltaire, fait partie de cette poésie aujourd'hui oubliée :

Tout art a mon hommage, et tout plaisir m'enflamme.

mais, aujourd'hui, je songe à vivre :

« *Quid verum atque decens curo et omnis in hoc sum.*
(HOR., liv. I, ép. I, vers 11.)

« Un peu de philosophie, l'histoire, la conversation, partagent mes jours.

« *Duco sollicitæ jucunda oblivia vitæ.* »
(HOR., liv. II, sat. 6., v. 62.)

« Cette vie sera plus heureuse encore, si vous me donnez part des fruits de votre loisir. Je suis fâché que la Champagne soit si loin du Lignon ; mais c'est véritablement vivre ensemble que de se communiquer les productions de son esprit et les sentiments de son âme.

L'aventure se prolongea quelque temps encore d'une façon plus fâcheuse, comme il arrive dans les relations de cette sorte. Desforges, en effet, voulut en profiter pour obtenir l'appui de l'illustre écrivain au sujet d'un emploi de finances qu'il sollicitait à Paris. Nous trouvons deux autres lettres à son adresse, d'apparence fort aimable, dans la correspondance de Voltaire. Il lui dit, entre autres choses, en avril 1735 : « Je compte voir, cet été, M. le procureur général ; et je me croirai trop heureux si je puis obtenir quelque chose du Plutus de Versailles en faveur de l'Apollon de la Bretagne. » Mais il mêle les conseils aux flatteries, et l'on sent que sa bienveillance s'épuise à peu près tout entière en bons souhaits et en compliments. « Si votre fortune est au-dessous de ce que vous méritez, songez à la rendre meilleure. *Primo vivere, deinde philosophari*... Au reste, Monsieur, si je suis jamais à portée de vous rendre service dans ce pays-ci, je vous prie de ne point m'épargner. » — Desforges-Maillard prit le bon parti : il resta en Bretagne, fit de la procédure et finit sa vie très oublié, très obscur, mais probablement très heureux, — on n'a pas de raison de croire le contraire, — en 1770.

Tel est l'événement qui donna à Piron l'idée de *La Métromanie*. La pièce, composée dans l'été de 1732, répétée à la Comédie Française dans les derniers jours de décembre, fut jouée le 7 janvier de l'année suivante. C'est dire l'empressement extrême que poète, directeur et acteurs mirent à profiter de l'actualité. Le succès fut prodigieux.

Piron avait trois motifs pour écrire *La Métromanie*. Le premier, c'est qu'il était auteur comique, et qu'il tenait en mains un bon sujet. Le second fut qu'il connaissait à merveille la matière sur

Lucile soit portée à désirer ses hommages par esprit de contradiction. Nous apprenons par des confidences séparées de Francaleu et de Damis qu'ils sont l'un avec l'autre, sans le savoir, en coquetterie réglée par l'intermédiaire du *Mercure*. Francaleu écrit, en effet, dans le *Mercure* des vers qu'il signe du nom d'une Basse-Bretonne, et Damis y répond par des galanteries enflammées.

L'oncle de Damis, Baliveau, se présente, au troisième acte, chez Francaleu. Il est en quête de son neveu, qu'il veut faire enfermer comme fou. Puisqu'il est poète, on peut aisément le taxer de folie. Notez qu'à cette époque l'autorité des pères et des tuteurs était très grande. En attendant, Baliveau, rencontrant le jeune homme là où il ne comptait point le trouver, le chapitre d'importance, et, comme nous sommes au troisième acte, nous arrivons naturellement à la scène-manifeste, je veux dire à la scène où la thèse, où les idées importantes de la pièce reçoivent tout leur développement. Baliveau disant à son neveu : tu es un idiot de faire de la littérature ; cela ne mène à rien, si ce n'est à l'hôpital. Damis riposte en exposant les rares avantages de l'éloquence et de la poésie. Cette discussion remplit à peu près tout le troisième acte. Elle est cependant suivie d'une scène entre Damis et Dorante, dans laquelle les deux amoureux se provoquent.

Le quatrième acte est confus. Lisette arrache un secret à Damis : celui-ci reconnaît que la pièce jouée, le soir même, au Théâtre Français, est son œuvre, qu'il l'a lui-même fait mettre en répétition, et qu'il s'est échappé pour ne pas assister à la représentation, à cause de sa nervosité. Lisette, d'autre part, sous les habits de Lucile, qu'elle a pris pour entrer dans le rôle qu'elle doit jouer dans la pièce de Francaleu, entend une déclaration amoureuse de Dorante ; mais cette scène ne tient pas à l'action.

Au cinquième acte, qui se passe apparemment le lendemain matin, on apprend que la pièce du Théâtre Français est tombée. Damis, pour se dédommager, veut épouser sa chère amie du *Mercure*. C'est alors que Francaleu se découvre. Damis est couvert de confusion ; et, tandis que Dorante et Lucile se marient, il est échec et mat sur tous les points, mais il garde une fière attitude, décidé à se consoler avec la poésie.

Non. J'appelle en auteur soumis, mais peu craintif,
Du parterre en tumulte au parterre attentif,
Qu'un si frivole soin ne trouble pas la fête.
Ne songez qu'aux plaisirs que l'hymen vous apprête ;
Vous à qui cependant je consacre mes jours,
Muses, tenez-moi lieu de fortune et d'amours.

L'induire à se vouloir baisser pour en cueillir.
D'aise, en lisant vos vers, je la vois tressaillir,
Surtout quand un amour qui n'est plus guère en vogue
Y brille sous le titre ou d'idylle ou d'églogue...

Et voilà comment, ajoute Lisette,

J'ai cru devoir mener tout doucement son cœur
De l'amour de l'ouvrage à l'amour de l'auteur.

Ce sont de vrais vers du *xvii^e* siècle. Il est à remarquer que Piron a facilement le vers élégant, gracieux, très piquant à la rencontre, d'un Boileau qui serait, je ne dis pas plus véritablement, mais plus alertement et plus allègrement spirituel.

Voici maintenant Francaleu, ou le poète quinquagénaire :

C'est un fort galant homme, excellent caractère,
Bon ami, bon mari, bon citoyen, bon père.
Mais à l'humanité, si parfait que l'on fût,
Toujours, par quelque faible, on paya le tribut.
Le sien est de vouloir rimer malgré Minerve.
De s'être, en cheveux gris, avisé de sa verve,
Si l'on peut nommer verve une démangeaison
Qui fait honte à la rime, ainsi qu'à la raison.
Et, malheureusement, ce qui vicie abonde :
Du torrent de ses vers sans cesse il nous inonde.
Tout le premier lui-même il en raille, il en rit.
Grimace ! l'auteur perce, il les lit, les relit,
Prétend qu'ils fassent rire ; et, pour peu qu'on en rie,
Le poignard sur la gorge, en fait prendre copie,
Rentre en fougue, s'acharne impitoyablement,
Et, charmé du flatteur, le paye en l'assommant.

On a reconnu au passage des vers de Boileau. Piron les encadre fort joliment et les lance avec cette impétuosité bourguignonne qui lui est propre : un couplet si dru et si vigoureux est de ceux qui passent hardiment et sûrement la rampe. A la scène première de l'acte II, Francaleu nous donne un second portrait de lui-même, d'une naïveté fort plaisante. Baliveau le querelle un peu sur sa manie.

BALIVEAU.

Ma foi, je n'aime point que vous ayez donné
Dans un goût pour lequel vous étiez si peu né,
Vous, poète ! Eh ! bon Dieu ! depuis quand ? Vous !

FRANCELEU.

Moi-même.

Je ne saurais vous dire au juste le quantième.
Dans ma tête, un beau jour, ce talent se trouva ;
Et j'avais cinquante ans quand cela m'arriva.

*Ce mélange de gloire et de gain m'importune...
L'avocat se peut-il égaler au poète ?
De ce dernier la gloire est durable et complète.
Il vit longtemps après que l'autre a disparu.
Scarron même l'emporte aujourd'hui sur Patru...
Infortuné ! je touche à mon cinquième lustre,
Sans avoir publié rien qui me rende illustre !
On m'ignore ; et je rampe encore à l'âge heureux
Où Corneille et Racine étaient déjà fameux !*

BALIVEAU.

*Mais les beautés de l'art ne sont pas infinies.
Tu m'avoueras du moins que ces rares génies,
Outre le don qui fut leur principal appui,
Moissonnaient à leur aise où l'on glane aujourd'hui.*

DAMIS.

*Ils ont dit, il est vrai, presque tout ce qu'on pense ;
Leurs écrits sont des vols qu'ils nous ont faits d'avance ;
Mais le remède est simple : il faut faire comme eux :
Ils nous ont dérobé ; dérobons nos neveux ;
Et, tarissant la source où puise un beau délire,
A tous nos successeurs ne laissons rien à dire.
Un démon triomphant m'élève à cet emploi !
*Malheur aux écrivains qui viendront après moi !**

s'illustrer dans la bataille. C'est ce que dit Phenix, l'ancien gouverneur d'Achille, quand il est à la tête de l'ambassade chargée de fléchir le courroux du héros (*Iliade*, chant IX, vers 438 et sq.) :

« Ton vieux père Pélée m'a placé auprès de toi, le jour où il t'a envoyé tout jeune vers Agamemnon, quand tu ne savais rien encore ni de la guerre ni de l'art de la parole... Il m'a placé auprès de toi, afin que je t'enseigne tout cela : à dire de beaux discours et à faire de grandes actions. »

Tel est l'idéal pour un homme de ce temps, tel est le but de son éducation et de sa vie : savoir parler et savoir se battre.

Les héros d'Homère parlent, en effet, beaucoup, et ils parlent bien. Les rhéteurs grecs ont prétendu trouver dans Homère l'application anticipée de toutes les règles qu'ils ont eux-mêmes formulées ; c'est certainement aller trop loin. Ce qu'on ne trouve pas

rique ; il est certain qu'en tout cas il doit être rapporté à une date bien antérieure à l'apparition de la rhétorique savante.

Quant à Ulysse, il est tout autrement dépeint dans la suite du même passage :

« Quand le rusé Ulysse se levait, il restait immobile, et regardait en bas, les yeux fixés sur le sol, tenant en main son sceptre, sans le pencher ni en avant ni en arrière. » Telle est l'attitude classique de l'orateur grec, dans toute sa gravité et sa dignité. Cette immobilité, simple et imposante, cette sobriété de gestes, cette attitude modeste et recueillie ont été longtemps considérées par les Athéniens comme un idéal, et l'on sait que, dans la période classique de l'éloquence, ce fut un des sujets de querelle entre Eschine et Démosthène. Celui-ci se démenait pendant ses discours, parcourait la tribune à grands pas, accompagnait ses phrases de gestes expressifs ; Eschine, que Démosthène avoue lui-même avoir grand air à la tribune, affectait de garder un maintien digne et assuré, méprisait le manque de tenue de son adversaire, et lui rappelait ces orateurs d'autrefois qui se tenaient droits et immobiles, la main droite enfoncée dans le pli de leur vêtement. On connaît aussi la réplique mordante de Démosthène aux railleries de son rival. « C'est quand on traite avec Philippe, Eschine, qu'il ne faut pas tendre la main. »

Cette attitude simple et recueillie d'Ulysse est celle de l'orateur qui va improviser :

« Il paraissait égaré, comme un homme qui a perdu la raison. »

Mais, quand il commence à parler, il ne s'arrête plus :

« Mais, quand il faisait sortir de sa poitrine sa forte voix et des paroles semblables aux flocons de neige de l'hiver, alors aucun autre n'était capable de lutter contre Ulysse, et nous l'admirions tous en le contemplant. »

Tel est l'effort d'une pensée encore inexpérimentée qui a quelque peine à prendre possession de son idée, mais qui retrouve vite sa facilité naturelle en suivant le mouvement de son imagination. Telle était l'attitude du héros au conseil, devant les autres chefs rassemblés, quand on devait prendre une décision importante, avant d'entrer en campagne ou dans les intervalles des batailles.

Quand le poète nous montre les héros au combat, le trait essentiel de leur caractère est la bravoure. Mais, si ces héros sont braves, ils ne le sont pas à la façon dont le furent, dans notre Occident, les héros du Moyen Age, au temps de l'honneur chevaleresque. Sans doute, leur bravoure ne souffre pas d'obstacle, et ils n'hésitent pas, dans la mêlée, à s'attaquer même aux dieux. Ils sont emportés par une ardeur irrésistible, parfois téméraire et

— Tel est le fond de la pensée de tous les héros homériques.

Pourtant, la notion de l'intérêt, l'espoir du profit ou de la considération n'efface pas complètement de leur esprit les autres sentiments, et l'on voit déjà poindre en eux l'idée confuse du devoir. Ces Grecs intelligents, en dépit de la simplicité de leur nature instinctive, portent déjà en germe les idées et les sentiments qui se développeront dans la morale des âges suivants. Au chant XII de l'*Iliade*, nous voyons Hector exhorter son frère Polydamas : il lui reproche d'abord (vers 237-240) de régler trop strictement sa conduite sur les présages et sur le vol des oiseaux ; et il ajoute :

« Pour moi, je m'en remets à la volonté du grand Zeus, qui règne sur les mortels et les immortels. Le seul présage, c'est de défendre son pays. » (*Iliade*, chant XII, vers 237-244.)

C'est là une indication précise ; les paroles d'Hector attestent

« A te voir, Hector, tu as l'air d'un brave ; mais, dans le combat, tu es bien inférieur à ton apparence ; comment veux-tu garder ta gloire, si tu es un fugitif ? »

Mais Hector lui réplique sans irritation, avec une noble franchise (vers 170 et suivants) :

« Glaucos, comment peux-tu, toi, me faire des reproches ... ? Certes, je n'ai pas peur de la bataille et du bruit des chevaux ; mais la volonté de Zeus qui tient l'égide est toujours la plus forte, lui qui peut faire fuir même un homme brave, qui enlève la victoire comme il lui plaît, et, à d'autres moments, nous pousse au combat. »

Telle est, en quelque sorte, la théorie de la bravoure formulée simplement par Hector, le modèle du héros.

Contre la peur et la faiblesse naturelle, le héros se défend, à l'occasion, par la ruse : le type du héros rusé, aux mensonges habiles, aux artifices ingénieux, est le héros de l'*Odyssee*, Ulysse ; mais on retrouve des traits de son caractère chez plus d'un des héros de l'*Iliade* ; les exemples en sont assez nombreux et assez connus pour qu'il ne soit pas utile d'y insister.

On pourrait signaler encore dans les héros homériques d'autres traits de caractère essentiels : la cruauté instinctive qui se mêle à la douceur, la grossièreté naturelle qui n'exclut pas une certaine délicatesse ; dans les relations entre ennemis, une certaine courtoisie presque chevaleresque (on les voit parfois, après un combat singulier, s'adresser des compliments et échanger leurs armes en signe d'amitié — Hector et Ajax, au chant vi de l'*Iliade*, vers 252 et sq.), mais sans préjudice des petits calculs d'intérêt et des habiletés profitables. Lorsque, par exemple, Glaucos et Diomède échangent leurs armes, le Lycien abandonne son armure d'or et d'argent, et le Grec rusé lui glisse des armes en bronze, faisant une bonne affaire sous couleur d'une belle action.

En somme, chez ces hommes primitifs, on trouve à l'analyse une contradiction perpétuelle ; ces âmes simples et naïves, riches de sentiment et d'imagination, présentent des contrastes violents et, en apparence, irréductibles. C'est qu'elles sont encore proches de la nature. Mais on peut conclure, d'après les observations que nous avons faites au cours de cette étude, que, soit en ce qui concerne les croyances religieuses et les idées morales, soit dans la vie privée, soit dans la vie de société, à la famille comme à la guerre, partout nous trouvons les heureuses dispositions d'une nature richement douée, qui se développera harmonieusement suivant les progrès de l'intelligence naturelle à la race grecque.

M.

poète la comprend, semble nettement expliquée.

C'est la deuxième du livre XIV : *Les Membres et l'Estomac*. Elle se compose d'un court prologue, de l'apologue proprement dit et d'un épilogue assez développé. Voici la première partie :

Je devais par la royauté
Avoir commencé mon ouvrage.
A la voir d'un certain côté,
Messer Gaster en est l'image ;
S'il a quelque besoin, tout le corps s'en ressent.

Le regret qu'expriment les deux premiers vers est singulier ; s'il est sincère, La Fontaine pouvait aisément se l'épargner, puisque les six premiers livres ont été publiés simultanément, en transportant cette fable en tête de son recueil. Pourquoi donc l'a-t-il mise ici ? Par distraction ? C'est possible ; mais c'est plutôt par précaution ; il aura craint d'attirer l'attention du lecteur couronné sur cette fable trop peu flatteuse. Le troisième et le quatrième vers ne sont pas moins surprenants ; de quel côté faut-il voir la royauté pour que Messer Gaster en soit l'image ? Du côté de l'éclat, de la magnificence ? Non, mais de la seule utilité pratique. Le dernier trait, enfin, est aussi remarquable :

non pas « demande, se fait adjuger », mais *prend* la première. C'est ainsi qu'au lendemain du 18 brumaire, à la première réunion des trois consuls, lorsque Roger Ducos eut la naïveté de questionner Sieyès pour savoir qui des trois présiderait : « Ne voyez-vous pas, lui dit Sieyès, que le général a *pris* le fauteuil ? » Mais le lion va plus loin : il s'adjuge aussi la seconde part, *par droit* : c'est une question de législation ; et ce droit, — la parenthèse est charmante, — tout le monde, dit-il, le connaît :

Ce droit, vous le savez, c'est le droit du plus fort.

Quant à la troisième part, il la « prétend » de même, comme « le plus vaillant », et pour la quatrième, c'est plus simple encore : il ne se l'adjuge pas, il déclare seulement que, si quelqu'une des associées la lui conteste, il la mettra à mort tout de suite.

Telle est la première fable de La Fontaine où nous trouvons un roi : cynisme et hypocrisie, voilà son caractère. La morale n'est pas exprimée, mais on la devine aisément : les rois feignent de songer à l'intérêt général, se donnent pour d'honnêtes associés de leurs administrés, mais n'agissent, en réalité, que dans leur intérêt propre. Remarquons que les rois, ayant la force,

insiste encore sur cette situation chancelante de la royauté dans sa première fable du livre XI. Sultan Léopard est tout-puissant sur ses terres, mais il s'inquiète d'un lionceau qui vient de naître dans la forêt voisine. Son vizir le renard le rassure par ses féroces conseils :

Tels orphelins, dit-il, ne me font point pitié ;
Il faut de celui-ci conserver l'amitié,
Ou s'efforcer de le détruire,
Avant que la griffe et la dent
Lui soit crue, ou qu'il soit en état de nous nuire.

Est-ce que Louis XIV, en 1643, n'avait pas été le lionceau et l'orphelin en question, comme l'avait été, en 1610, son père

Il faudrait étudier encore *Le Soleil et les Grenouilles*, *Le Lion amoureux*, *L'Aigle et le Hibou*, *La Cour du Lion*, *Le Marchand*, *Le Gentilhomme*, *Le Père et le Fils du Roi* (le fils du roi est nommé le dernier). On y verrait que les princes du sang et les bâtards légitimés épuisent la France ; qu'un roi qui a des maîtresses pourrait bien être un roi fainéant ; que les monarques, d'ordinaire, ne considèrent ni qui, ni quoi, et « mettent tout en même catégorie » ; qu'on ne sait vraiment quelle attitude tenir en face de certains « parents de Caligula », qu'ils accueillent très volontiers la délation, qu'ils ont besoin d'être nourris par d'obscurs travailleurs comme le père.

Jusqu'ici, de même que parmi les animaux dépeints par La Fontaine, nous n'avons pas trouvé un seul bon chien, de même nous n'avons pas encore rencontré, dans ses fables, un seul bon roi. En voici deux pourtant : c'est dans *Le Lion s'en allant en guerre* et dans *Le Milan, le Roi et le Chasseur*. Le premier de ces récits nous montre un roi prudent et sage ; mais entendons-nous : c'est un monarque qui comprend bien ses intérêts et qui sait utiliser à son profit toutes les ressources dont il dispose. Dans l'autre fable, c'est un roi indulgent et qui évite de se venger. Cependant La Fontaine a soin de remarquer que « le veneur » l'échappa belle : et, nulle part peut-être, il ne s'est montré aussi peu respectueux de la majesté royale que dans ces vers écrits à la fin de sa carrière :

Un milan, de son nid antique possesseur,
 Etant pris vif par un chasseur,
 D'en faire au prince un don cet homme se propose.
 La rareté du fait donnait prix à la chose.
 L'oiseau, par le chasseur humblement présenté,
 Si ce conte n'est apocryphe,
 Va tout droit imprimer sa griffe
 Sur le nez de sa majesté.

Quoi ! sur le nez du roi ! — Du roi même, en personne.
 — Il n'avait donc alors ni sceptre ni couronne ?
 — Quand il en aurait eu, ç'aurait été tout un :
 Le nez royal fut pris pour un nez du commun.

On voit combien nombreuses sont les indications qu'on peut recueillir sur le caractère des rois dans les *Fables* de La Fontaine. Quant à Louis XIV lui-même, il s'y trouve désigné trois ou quatre fois directement. Ainsi le récit sur *Un animal dans la lune* se termine par un éloge du roi de France, accompagné d'un éloge de Charles II, qui détruit toute la portée du premier ; car le roi d'Angleterre était le plus faible des politiques. L'épilogue du livre XI est employé à chanter la gloire de Louis XIV ; mais c'est,

monde de personnages, les reines, les princes du sang, les courtisans, les fonctionnaires civils et militaires, les bourgeois, les artisans, les gens de la campagne, d'autres encore. La « comédie à cent actes » se trouve avoir naturellement des centaines de héros. J'aurais voulu les étudier tous ; mais, outre que le travail serait très long, j'ai jugé, après une nouvelle lecture du premier chapitre de la seconde partie de *La Fontaine et ses fables*, que Taine avait fait cette étude de la façon la plus parfaite et la plus désespérante pour ceux qui viendraient après lui. A quoi bon recommencer ce que les maîtres ont si bien fait ? Ne vaut-il pas mieux se réserver pour certains sujets qu'ils ont bien voulu nous laisser ? Je me contenterai donc de recommander au lecteur ces pages étincelantes de verve, abondantes en citations et en allusions, admirables par la finesse, la délicatesse et quelquefois l'extrême profondeur de la pensée. Pour en donner ici un spécimen, je choisis le portrait du professeur.

« Il est triste d'observer ce que devient la science tournée en métier. Les occupations nobles s'altèrent en devenant marchandises. Le sentiment s'en va et fait place à la routine. Une page de Virgile, que vous avez fait réciter à vingt écoliers pendant vingt ans, vous touchera-t-elle encore ? Vous devez la lire tel jour, à telle heure ; l'émotion coulera-t-elle à point nommé comme quand on tourne un robinet ? Sous cette obligation et sous cette régularité, l'esprit s'émousse et s'use, ou, si la vanité le soutient, il devient une mécanique de bavardage qui, à tout propos, hors de propos, part et ne s'arrête plus. Lorsque nous naissons, les forces de notre âme sont en équilibre. Qu'un métier soit un emploi utile de ces forces, un remède contre l'ennui, à la bonne heure ; mais, ainsi qu'une maladie, il rompt ce balancement exact. En développant un organe spirituel, il fait périr les autres. Le rôle accepté détruit l'homme naturel. C'est un acteur qui partout est acteur, et qui, une fois hors de son théâtre, est un sot.

« Son défaut propre est de se perdre en maximes générales. Le pauvre homme n'est plus un homme, mais un livre, et quel livre ? un in-folio de morale. Voyez l'enfant dans l'eau, il le sermonne, il développe les suites fâcheuses de l'imprudence et plaint les parents et leur condition : « Ayant tout dit, il mit l'enfant dehors. »

Cela est observé de la façon la plus heureuse. — J'ai vu un homme renversé par un cheval sur le boulevard Saint-Michel ; on le croyait mort ; il se relève, va droit au cocher et lui crie : « Cocher ! Que cela vous serve de leçon ! » C'était, évidemment, un universitaire. — Taine continue :

Il leur applique un mot qu'un buste de héros
 Lui fit dire fort à propos.
 C'était un buste creux et plus grand que nature.
 Le renard, en louant l'effort de la sculpture :
 « Belle tête, dit-il ; mais, de cervelle, point ! »

Et La Fontaine, qui se défie de l'intelligence des grands seigneurs, souligne encore la satire de ce trait :

Combien de grands seigneurs sont bustes en ce point !

Voilà pour l'esprit. S'agit-il des qualités morales, le fabuliste ne les flatte pas davantage. La plupart mouraient insolvables. Les prédicateurs, Bossuet en tête, étaient obligés de leur rappeler leurs devoirs envers les petites gens, qui attendaient à leur porte, comme monsieur Dimanche. Dans *Les Souhairs*, il s'agit d'assez bons bourgeois qui ont souhaité et obtenu la richesse. Qu'arrive-t-il alors ?

Les voleurs contre eux complotèrent,
 Les grands seigneurs leur empruntèrent.

Notez le rapprochement : les voleurs, les grands seigneurs ; assurément, il est voulu, et c'est malice plutôt que naïveté. Ailleurs, à la fin d'une fable bien médiocre, *la Chauve-Souris*, *le Buisson* et *le Canard*, nous lisons cette morale :

Je connais maint detteur, qui n'est ni souris-chauve,
 Ni buisson, ni canard, ni dans tel cas tombé,
 Mais simple grand seigneur, qui tous les jours se sauve
 Par un escalier dérobé.

Même quand le grand seigneur n'est pas méchant, il est insupportable. Ses airs protecteurs sentent le mépris :

Encor si vous naissiez à l'abri du feuillage
 Dont je couvre le voisinage,
 Je vous défendrais de l'orage.

S'il vient au secours des petits, c'est pour saccager leurs jardins, ou encore leur lancer avec raideur ce qu'on appelle le pavé de l'ours. Tombé dans le malheur enfin, « réduit au sort de Bélisaire », il est assez sot pour dire encore à ses compagnons :

Moi, je sais le blason : j'en veux tenir école.

Nous disions que, dans les *Fables*, il n'y avait pas un seul bon roi. Je n'y vois pas non plus un seul grand seigneur sympathique,

seule préoccupation est de « flatter ceux du logis », et leur principal emploi, de « donner la chasse aux gens portant bâtons, et mendians ». Examinons plutôt, à l'aide des *Fables*, ce qu'ont pu être, au xvii^e siècle, ces deux personnages très populaires, le savetier et le charlatan. Le fabuliste a certainement causé avec son cordonnier; peut-être même s'est-il arrêté dans une échoppe pour y faire raccommorder son soulier, comme la légende le rapporte de Corneille. Certainement aussi, La Fontaine a, en bon badaud, écouté dans la rue, ou sur la place, le boniment des forains. Il suffit, pour s'en convaincre, de regarder les vivantes peintures qui rendent si intéressantes les deux fables : *Le Savetier et le Financier*, *Le Singe et le Léopard*.

Un savetier chantait, du matin jusqu'au soir,
C'était merveilles de le voir,
Merveilles de l'ouïr : il faisait des passages,
Plus content qu'aucun des sept sages.

Le voilà bien campé. Son voisin, au contraire, est très riche, « tout cousu d'or » : c'est l'expression populaire. Après de longues nuits d'insomnie, il lui arrive quelquefois, sur le point du jour, non pas

est assez curieuse, car nous nous représentons volontiers le fabuliste comme un homme des champs — lorsqu'il décrit le peuple de la campagne. Le paysan a certainement chez lui les qualités de sa race : il comprend et fait comprendre à ceux qui l'entourent que le travail est un trésor, il ne se fie qu'à lui seul, sachant bien qu'on n'a « meilleur ami ni parent que soi-même » ; il est positif, âpre au gain ; il a dans son jardin de l'oseille, de la laitue, de la chicorée, des porreaux, des maitres choux, de quoi mettre au potage, peu de jasmin d'Espagne, parce que cela tient de la place. S'il faut porter l'âne au marché, il le suspend, afin qu'il soit plus frais ; il fait monter de même en voiture le cochon et la chèvre qu'il mène à la foire. Il dispute avec Jupiter sur les conditions que le dieu met à sa bienveillance. S'il faut prêter à la cigale, il ne s'y refusera peut-être pas, mais il veut des garanties ; il fait des rêves de fortune comme Perrette. Parfois il se hâte trop, pensant gagner davantage ; il lâche la proie pour l'ombre, tue la poule aux œufs d'or et la trouve semblable à celle dont les œufs ne lui donnaient rien ; si Mercure lui offre à reprendre sa cognée à côté d'une cognée d'or merveilleuse, c'est sur la cognée d'or qu'il se jette, au risque d'avoir la tête fendue par le dieu. Il juge que « notre ennemi c'est notre maître ». Il est brave de loin, poltron quand le danger s'approche ; ce n'est pas lui qui attachera le grelot au cou du chat ; il s'enfuit dès qu'il voit l'ombre de l'ennemi ; trop las de son fardeau, il le jette au milieu du chemin, il appelle la mort, et il remâche amèrement toutes ses misères :

Quel plaisir a-t-il eu depuis qu'il est au monde ?
 En est-il un plus pauvre en la machine ronde ?
 Point de pain quelquefois, et jamais de repos ;
 Sa femme, ses enfants, les soldats, les impôts,
 Le créancier et la corvée,
 Lui font d'un malheureux la peinture achevée.

Mais, la grande consolatrice apparaît-elle, il en a peur, il oublie tout et reprend son fardeau :

C'est, dit-il, afin de m'aider
 A recharger ce bois : tu ne tarderas guère.

Le paysan de La Fontaine aime assez les procès ; mais il s'y fait gruger ; on ne lui laisse plus « que le sac et les quilles ». Souvent il se mêle de raisonner ; mais il est alors d'une sottise inconcevable. C'est Garo qui se plaint de n'avoir « pas été au conseil de celui que prêche son curé ». Garo trouve que les citrouilles, ce fruit énorme, seraient bien mieux placées aux branches d'un

et, alors même qu'il vient rendre service, il fait le plus grand mal. Deux fois seulement, chez La Fontaine, les associations de ce genre sont profitables à tout le monde : c'est dans *Le Marchand*, le *Gentilhomme*, le *Pâtre et le Fils d'un Roi*, et dans cette charmante petite idylle : *Le Corbeau*, la *Gazelle*, la *Tortue* et le *Rat*. Encore, dans la première de ces fables, c'est le pâtre qui nourrit les autres, et La Fontaine le met clairement en évidence : « Un pâtre ainsi parler !... Un pâtre agir ainsi ! » Bref, on peut dire que ces deux exceptions ne font que confirmer la règle.

En résumé, l'on constate que le fabuliste, dans sa peinture des grands seigneurs et du peuple, comme dans sa peinture de la royauté, fait preuve d'une puissante originalité et d'une indépendance d'esprit absolue. Petits et grands, il les place tous en même catégorie. Comme il dit dans *Le Dépositaire infidèle*, les uns sont « fous, les autres sages ;

De telle sorte pourtant
Que les fous vont l'emportant ;
La mesure en est plus pleine. »

... dans cette peinture

une loi de sûreté générale a été promulguée, le ministère de l'intérieur a été donné à un général. Mais l'empereur a été décidé, par cet attentat, à intervenir en faveur de l'unité italienne ; la conséquence de cette politique extérieure est une rupture avec le pape et avec les catholiques, qui protestent et font opposition dans les Chambres. Alors Napoléon III se rapproche du parti favorable à l'unité italienne, des libéraux. En 1859, il proclame une amnistie politique. Les républicains proscrits après le coup d'Etat rentrent en France, mais restent hostiles à l'empire ; ils forment les cadres d'un parti dont la masse comprend des étudiants et des ouvriers. En même temps, Paris se transforme : les faubourgs ouvriers sont annexés et enverront à la Chambre des républicains.

Puis Napoléon se décide à détendre le régime de compression, mais lentement, avec des mouvements de recul dus à l'influence de son entourage. Il accorde la publicité aux séances du Corps législatif : les débats sont sténographiés ; la Chambre peut répondre par une adresse au discours du trône. Puis, en 1861, un sénatus-consulte décide que le budget ne sera plus voté en bloc, mais par sections, le gouvernement se réservant le droit de faire des virements à l'intérieur de chaque section. — La vie politique recommence ; lors de la discussion de l'adresse, on présente des amendements ; les opposants font des discours, puisqu'ils peuvent être rendus publics. L'opposition s'organise : en dehors des catholiques, elle comprend deux partis : les orléanistes parlementaires et les républicains démocrates ; ils diffèrent par leurs vues sur la forme du gouvernement et par leurs tendances sociales ; mais ils s'accordent sur un programme d'opposition qui leur permet d'opérer en commun lors des élections. Ce programme est important, parce qu'il formera la doctrine politique de la génération qui prendra le pouvoir après 1870. Ces opposants demandent la liberté de la presse, la liberté de réunion et d'association, et le secret des lettres ; ils veulent que le gouvernement soit contrôlé par la Chambre ; ils entendent diminuer le pouvoir des agents d'administration : c'est ce qu'ils appellent *décentraliser*, c'est-à-dire rendre les fonctionnaires responsables ; dans les débats, cette demande s'exprime par la formule : abolir l'article 75 de la Constitution de l'an VIII.

Aux élections de 1863, un vif mouvement d'opposition se dessine dans les grandes villes : il aboutit à l'élection de 17 députés complètement opposants et de 35 candidats non officiels. L'opposition s'organise à la Chambre, et discute l'adresse : Thiers réclame les *libertés nécessaires*, 1864 ; elle attaque le projet de budget, l'expédition du Mexique. Elle arrive même à détacher quel-

II. Le régime d'empire parlementaire n'a pas eu le temps de fonctionner. Le ministère a été entraîné à la guerre : aux premières défaites, il est mis en minorité, et l'empereur le remplace par un ministère de fonctionnaires non parlementaires. Le régime est personnel : il repose sur l'empereur appuyé par l'armée ; mais l'empereur est fait prisonnier à Sedan.

I. La Révolution du 4 septembre est la conséquence directe de cette défaite. Le pouvoir devait revenir à l'impératrice régente au nom de son fils. Le Corps législatif prépare une révolution légale ; Thiers et le centre gauche proposent de nommer une commission chargée de convoquer une Constituante ; mais les républicains introduisent la foule dans la salle des séances : on proclame la

grandes villes, suppression de la liberté de la presse), qui dure jusqu'en mars 1876.

Le régime provisoire est consolidé par la loi Rivet, 31 août 1871; elle donne à Thiers le titre de *président de la République française*, les pouvoirs d'un roi constitutionnel avec des ministres responsables; mais le président est lui-même responsable. C'est une Constitution provisoire, que la droite espère abolir bientôt; elle dure deux ans, jusqu'en mai 1873.

L'Assemblée s'est fractionnée en plusieurs groupes: extrême droite légitimiste, droite royaliste, centre droit orléaniste parlementaire, centre gauche républicain, gauche républicaine, extrême gauche. Les deux centres marchent d'accord et ont la majorité; ils peuvent réorganiser les institutions.

Rien n'est changé au mécanisme des ministères et des services spéciaux, qui se sont perpétués depuis le premier empire. L'assemblée veut réaliser le programme de l'Union libérale, la décentralisation administrative, par conséquent, augmenter l'autonomie des conseils locaux élus: de là, la loi organique de 1871. Il ne s'agit pas d'une réforme radicale: on garde les préfets avec tous leurs pouvoirs, même la juridiction administrative; on accroit l'action des conseils généraux et d'arrondissements, avec leurs séances publiques, leurs deux sessions par an, et, dans l'intervalle, une commission administrative, pour surveiller l'exécution. Les conseils municipaux élus nomment les maires, sauf dans les grandes villes. — Une série de réformes pratiques sont relatives aux finances et à l'armée. Il faut payer les cinq milliards et les dépenses de la guerre: on garde le système fiscal ancien, et, suivant le système français, on n'augmente pas l'impôt direct; on se borne à accroître les impôts indirects, on en crée de nouveaux sur le papier, le sucre, les quittances, les transports; on repousse l'impôt sur le revenu. Pour le budget, on change la procédure d'examen; on décide qu'il y aura un rapporteur spécial pour chaque service: cette réforme augmente le pouvoir pratique de la Chambre, lui donne la préparation du budget. — L'armée est réorganisée sur le modèle prussien, service obligatoire sans remplacement, volontariat, quatre périodes; mais Thiers est partisan d'un service de 7 ans; on arrive à un compromis: service de 5 ans, ce qui oblige à diviser le contingent en deux parties, dont l'une ne fait que 6 mois; par suite, il faut conserver le tirage au sort; le clergé et le corps enseignant sont exempts.

3. Le régime est emporté par une crise. Les droites se coalisent contre l'agitation radicale, contre la propagande de la gauche en faveur d'une dissolution. Le gouvernement veut faire voter un

universel ; elles font passer cette motion avec l'aide des impérialistes, mais le ministère proteste, et la motion est rejetée en seconde lecture. On arrive à un compromis : le Sénat se composera, pour un quart, de membres viagers élus par l'assemblée, et, pour le reste, de membres élus par un corps électoral comprenant les conseillers généraux et un délégué de chaque conseil municipal. Pour la Chambre, les gauches demandent le scrutin de liste, qui est rejeté ; on adopte le suffrage universel avec un scrutin uninominal (novembre 1875). — Dans l'intervalle, on a adopté la loi sur les rapports des pouvoirs publics.

Le régime est donc un compromis entre royalistes et républicains, tous d'accord pour vouloir un régime parlementaire libéral. Ils sont arrivés à créer une république parlementaire, régime sans précédent. On a une république, mais pas de déclaration, pas même de constitution (seulement des lois constitutionnelles). On a un pouvoir constituant, mais appartenant au Congrès, non au peuple. On a un président de la République, mais élu pour une longue durée, avec tous les caractères d'un roi (mêmes formules de pouvoir, droit de représenter au dehors, de faire grâce, d'ajourner et de proroger la Chambre, de renvoyer une décision à une deuxième délibération) ; les seules différences entre le président et un roi sont que le président ne peut conclure de traités, ne peut dissoudre la Chambre que d'accord avec le Sénat, qu'il est responsable en cas de trahison, qu'il est élu. On a deux Chambres élues par des modes de suffrage différents, mais avec des pouvoirs égaux.

III. Comment le régime a-t-il été transformé par la pratique ? Le fait dominant, c'est que la règle parlementaire a été strictement appliquée ; il a toujours été admis que le ministère doit se retirer dès qu'il a été mis en minorité à la Chambre, même sur une question insignifiante, et sans attendre un vote formel de défiance. Par suite, le seul vrai pouvoir, le Conseil des ministres, qui donne les ordres pratiques, nomme les fonctionnaires, prépare le budget et les lois, dépend de la Chambre des députés, devenue maîtresse. C'est le gouvernement par la majorité de la Chambre, élue au suffrage universel, donc un gouvernement représentatif ; seules, les formes sont parlementaires. — Mais l'ancien personnel des fonctionnaires organisé par l'empire, a subsisté avec tout son mécanisme de recrutement et d'avancement par le choix des chefs, c'est-à-dire par la cooptation, et il a gardé toutes les opérations pratiques de gouvernement et la puissance sur les administrés. — Il y a donc deux personnels de gouvernement : un personnel politique, députés élus, et un personnel admi-

anciens, centre gauche, gauche, union républicaine, ont continué à exister au Sénat ; mais, à la Chambre, ils se sont fondus sous l'épithète de *républicains de gouvernement, modérés*, et, depuis 1898, *progressistes* ; dès 1883, leurs adversaires les ont surnommés *opportunistes*, parce qu'ils veulent faire la révision en temps opportun. Une portion du parti républicain a gardé le vieux nom de 1869, *radical*, et le programme de cette époque, impôt sur le revenu, séparation de l'Eglise et de l'Etat, révision de la constitution ; elle y a ajouté l'élection des juges et le rachat des chemins de fer.

Mais la scission entre les députés, sur le terrain parlementaire, ne s'est pas opérée entre les électeurs ; ils ont gardé l'idée d'un parti républicain qui doit rester uni contre le parti conservateur. De là, la règle qu'en cas de ballottage il faut voter pour celui des candidats républicains qui a eu le plus de voix au premier tour ; c'est la *discipline républicaine*.

Le personnel républicain dans la Chambre hésite entre deux politiques : maintenir l'accord entre les deux groupes républicains, *concentration républicaine*, ou donner le pouvoir à un seul groupe, et former un *ministère homogène*. La seconde solution est celle du parti modéré, le plus nombreux, le seul qui puisse

formé le *parti socialiste*, qui s'est montré dans la Chambre de 1893, mais encore mélangé de boulangistes; il les a éliminés depuis 1898. Les boulangistes sont passés au nouveau groupe *nationaliste*, formé d'une coalition de députés radicaux de Paris et de conservateurs.

Depuis 1893, le parti radical, divisé en trois groupes, s'est renforcé: il a conquis toutes les régions qui sont républicaines depuis 1876, sauf la Lorraine. Le parti progressiste a été repoussé dans la région qui faisait la force du parti conservateur, dans l'Ouest et dans le Nord. Ce parti, depuis l'affaire Dreyfus et surtout depuis 1899, s'est divisé: une fraction s'est alliée aux quatre groupes de gauche, s'intitulant *républicains ministériels*. Cette alliance a constitué la *défense républicaine*, qui diffère de la *concentration républicaine* en ce qu'elle comprend les socialistes et ne lutte pas contre eux. La majorité du parti progressiste s'est alliée à la droite. La fraction dissidente de ce parti progressiste a envahi l'union progressiste, qui s'est transformée en *union démocratique*. Les quatre fractions de gauche forment le *bloc*, qui s'oppose à la coalition des conservateurs progressistes, nationalistes.

L'évolution, dans l'ensemble, est nette. Le parti républicain a gagné constamment, et, dans l'intérieur du parti, les groupes de gauche ont gagné sur les groupes de droite. Le parti progressiste, qui avait la majorité depuis 1876, l'a perdue en 1898. L'évolution

ministères de gauche, entre 1880 et 1883, et depuis 1898. Entre ces deux périodes, est un temps d'arrêt, où il n'y a pas de réformes, sauf celles qui ont été décidées antérieurement et retardées par le Sénat : telle la loi militaire de 1889.

Une plus grande autonomie a été accordée aux conseils locaux élus : la réforme commencée dès 1871 a été achevée par la loi de 1884, établissant l'élection des maires et la publicité des séances du Conseil municipal. Mais ils n'ont pas été affranchis de la tutelle administrative : leurs décisions restent soumises aux formalités d'approbation. — Pour l'armée, on a aboli la transaction imposée par Thiers en 1872, établi le service de trois ans, sans volontariat ; mais le Sénat a gardé les conditionnels. — Pour l'instruction, on a établi l'enseignement primaire gratuit et obligatoire, puis laïque ; on a supprimé les écoles communales congréganistes ; on a créé un enseignement primaire supérieur, un enseignement secondaire de filles ; on a organisé l'enseignement supérieur avec le Conseil général des facultés en 1885, puis les universités. — Pour l'organisation du travail, les syndicats ont été autorisés (1884) ; des bourses communales du travail ont pu être ouvertes ; on a commencé à établir une législation ouvrière : loi sur le travail des femmes et des enfants (1892), sur les établissements mixtes ; création d'inspecteurs du travail ; organisation de l'office du travail. — Enfin, on a établi la liberté d'association avec un régime spécial pour les congrégations (droit d'accroissement, autorisation par une loi).

Les transformations ont donc porté surtout sur l'enseignement, le clergé, les ouvriers, les pouvoirs municipaux. Elles préparent des forces nouvelles pour l'avenir. Mais tout le reste du mécanisme impérial a été conservé : la France a gardé la division des fonctionnaires en services et la hiérarchie, le régime judiciaire, les collèges et les écoles spéciales, le système fiscal et le régime protectionniste établis dès le commencement du XIX^e siècle.

M. T.

Le gérant : E. FROMANTIN.

l'avenir. Mais tout le temps que
la France a gardé la division des
hérarchies, le régime judiciaire, les
le système fiscal et le régime
commencement du xix^e siècle.

M. I.

Le gérant : E. FÉLIX

MAISON D'IMPRIMERIE ET DE LITHOGR.

... que Louis-Bernard, naquit à Grenoble, en 1710. Après avoir
terminé ses études à Lyon chez les Jésuites, il fut quelque temps
clerc de procureur, puis entra dans la carrière militaire. Il se
distingua aux combats de Parme et de Guastalla, et se fit remar-
quer non seulement par sa bravoure, mais aussi par ses qualités
de bon compagnon, du vieux maréchal de Coigny. Le maréchal
cependant ne pouvait souffrir la poésie; il s'attacha le jeune Ber-
nard comme secrétaire, sous la condition expresse qu'il ne pu-
blierait aucun vers. Bernard s'y résigna; toutefois, s'il s'abstint de
se faire imprimer, il ne s'abstint ni d'écrire, ni de lire de ses
œuvres à des amis et dans les salons.

Le maréchal le recommanda à son fils, le duc de Coigny, qui
occupait, lui aussi, un grade élevé dans l'armée, et qui n'avait pas
la même aversion pour les vers. Celui-ci fit de son protégé un
secrétaire général des dragons, aux appointements de vingt mille
livres par an, qui en vaudraient au moins soixante mille aujour-

d'hui. C'était une vraie fortune. Voltaire écrivit alors au jeune poète une lettre des plus agréables, où nous pouvons voir quelle était à peu près l'opinion du public mondain sur Gentil-Bernard, à la date de mai 1740 :

« Bruxelles, 27 mai 1740.

« Le secrétaire de l'Amour est donc le secrétaire des dragons. Votre destinée, mon cher ami, est plus agréable que celle d'Ovide ; aussi votre *Art d'aimer* me paraît au-dessus du sien. »

Ce n'est pas mon avis ; mais, du reste, Voltaire ne croit pas un mot de ce qu'il dit là ; on sait ce que valent ses compliments aux auteurs de son temps : sauf quand ils sont sur un certain ton qui ne trompe pas, ils ne tirent pas à conséquence.

« Je fais mon compliment à M. de Coigny de ce qu'il adjoint à ses mérites celui de récompenser et d'aimer le vôtre. Vous me dites que sa fortune a des ailes ; voilà donc tous les dieux ailés qui se mettent à vous favoriser.

Vous êtes formés tous les deux
Pour plaire aux héros comme aux belles ;
Mais, si la fortune a des ailes,
Je vois que la vôtre a des yeux.

« On ne l'appellera plus aveugle, puisqu'elle prend tant soin de vous. Vous serez toujours, des *trois Bernard* (1), celui pour qui j'aurai le plus d'attachement, quoique vous ne soyez encore ni un Crésus ni un saint. Newton ne me fait pas renoncer aux Muses ; que les dragons ne vous y fassent pas renoncer. Vous avez commencé, mon charmant Bernard, un ouvrage unique en notre langue, et qui sera aussi aimable que vous. Continuez, et souvenez-vous de moi au milieu de vos lauriers et de vos myrtes. Je vous embrasse de tout mon cœur. »

L'*Art d'aimer* de Gentil-Bernard était donc, en 1740, commencé, mais non achevé. Il est probable, en effet, que ce petit poème, très laborieux, demanda beaucoup de temps à son auteur ; il ne parut, du reste, que l'année même de sa mort.

Mais ce n'est pas la première œuvre importante de Gentil-Bernard. Il avait déjà remporté, en 1737, et non seulement dans les salons, mais auprès du grand public, un très gros succès, avec son opéra de *Castor et Pollux*, dont Rameau composa la musique. C'est une des œuvres de ce genre qui ont le plus réussi au

(1) Les deux autres sont saint Bernard, et le financier Samuel Bernard, comme on verra plus loin.

à ses caractères du talent, et qu'il y a beaucoup à louer dans la noblesse et l'élégance des pensées et des vers :

Le cri de la vengeance est le chant des Enfers...
Je ne veux plus d'un bien que Castor a perdu...
Jupiter dans les cieux est le dieu du tonnerre,
Et Pollux sur la terre
Sera le dieu de l'amitié...

POLLUX.

Ah ! laisse-moi percer jusques aux sombres bords ;
J'ouvrirai sous mes pas les antres de la terre,
J'irai braver Pluton, j'irai chercher les morts
A la lueur de ton tonnerre.
J'enchaînerai Cerbère ; et, plus digne des cieux,
Je reverrai Castor, et mon père, et les dieux...

(Il y a là une réelle énergie, mais rien qui mérite une bien grande admiration.)

CASTOR.

J'irai sauver les jours d'une amante fidèle ;
 Je renaitrai pour elle.
 Mais, puisque enfin je touche au rang des immortels.
 Je jure par le Styx qu'une seconde aurore,
 Ne me trouvera pas au séjour des mortels,
 Je ne veux que la voir et l'adorer encore ;
 Et je te rends le jour, ton trône et tes autels.
 Séjour de l'éternelle paix,
 Ne calmerez-vous point mon âme impatiente ?
 L'amour jusqu'en ces lieux me poursuit de ses traits :
 Castor n'y voit que son amante,
 Et vous perdez tous vos attraits.
 Que ce murmure est doux ! que cet ombrage est frais !
 De ces accords touchants la volupté m'enchanté.
 Tout rit, tout prévient mon attente,
 Et je forme encor des regrets.

Ca sont là des vers comme La Fontaine en faisait en courant, et comme Gentil-Bernard, je crois bien, en composait en s'appliquant. Mais voici une sorte d'hymne ou de cavatine à l'amitié, qui a particulièrement été applaudie des contemporains, selon La Harpe :

Présent des dieux, doux charme des humains,
 O divine Amitié ! viens pénétrer nos âmes.
 Les cœurs éclairés de tes flammes
 Avec des plaisirs purs n'ont que des jours sereins.
 C'est dans tes nœuds charmants que tout est jouissance ;
 Le temps ajoute encore un lustre à ta beauté ;
 L'Amour te laisse la constance,
 Et tu serais la volupté,
 Si l'homme avait son innocence.

C'est, en effet, ce qu'il y a de meilleur dans tout l'opéra. La Harpe joint son éloge à ceux des contemporains, avec une réserve pour le trait de la fin, « qu'on a toujours préconisé », dit-il, et qui lui paraît une énigme. On peut voir dans Sainte-Beuve que le philosophe genevois Bonstetten, qui vivait aux environs de 1820, était comme obsédé par l'admiration de ces deux derniers vers, et les citait à tout propos. Si La Harpe n'y comprend rien, c'est qu'il attribue au mot *volupté* un sens restreint. « Dans toute hypothèse quelconque, écrit-il, dans tous les cas possibles, la *volupté* proprement dite, et dans le sens absolu qu'elle a dans cette phrase où rien ne la modifie, la *volupté* ne peut être essentiellement que

seurs purs n'ont que des
s d'ordres charmants que tout est
ute encore un lustre à la beauté
pour te laisser la conscience,
serais la volupté.
omme avait son innocence.

y a de meilleur dans tout
eux des contemporains, avec une
u'on a toujours préconisé, et
peut voir dans Sainte-Beuve que
ten, qui vivait aux environs de
iration de ces deux derniers
La Harpe n'y comprend rien, et
un sens restreint. « Dans tous les
s tous les cas possibles, la volupté
sens absolu qu'elle a dans son
volupté ne peut être essentielle.

Prêcheur adroit, fabricant d'oracles :
L'autre Bernard est l'enfant de Plutus,
Bien plus grand saint, faisant plus grands miracles ;
Et le troisième, est l'enfant de Phébus,
Gentil-Bernard, dont la Muse féconde
Doit faire encore les délices du monde
Quand des premiers on ne parlera plus.

C'est l'amabilité ordinaire de Voltaire, qui est passé maître, comme on sait, dans les compliments. Il a fait mieux encore au sujet de Gentil-Bernard, lorsqu'il lui a écrit pour M^{me} de Pompadour, auprès de qui il était alors très en faveur, ce charmant billet d'invitation :

Au nom du Pinde et de Cythère,
Gentil-Bernard est averti
Que l'Art d'aimer doit, samedi,
Venir souper chez l'Art de plaire.

touche, dit-il, est gracieuse, légère et frivole. Si vous voulez vous contenter de fleurs, vous aurez satisfaction ; mais ne demandez rien au delà ; après des fleurs, vous aurez encore des fleurs. C'est un joli ramage, qu'il ne faut pas fixer sur le papier, car ce n'est rien. » — Marmontel n'a qu'un mot un peu dédaigneux : « Avec Bernis, il amusait de ses jolis vers les joyeux soupers de Paris. » — Au contraire, La Harpe nous offre une page fort méditée et fort soignée, comme tout ce qu'il préparait pour son cours et revoyait ensuite, et, plus spécialement encore, comme tout ce qu'il écrivait sur le XVIII^e siècle : « L'ouvrage de Bernard, dit-il à propos de son *Art d'aimer*, vaut mieux que celui d'Ovide, et n'est pourtant qu'un fort médiocre poème. Le sujet n'y est nullement rempli ; ce serait bien plutôt l'art de jouir ; et le plus grand défaut d'un poème où l'amour devait jouer un si grand rôle, c'est qu'il y a de tout, hors

Gentil-Bernard avait publié encore le
héroïco-romanesque en quatre
aimable. Enfin, en 1775, l'année
sa mort, l'*Art d'aimer* fut imprimé.
puis trente ans avec succès, choisissant
suivant la compagnie, et beaucoup
es mémoires ; nous en avons la preuve
il était alors d'usage, dans les familles
de sa maison, les menus événements
on fut l'écueil : l'ouvrage fut accueilli
dans qu'il y ait eu pourtant échec ou
re au commencement du xix^e siècle
e s'aperçut point de cette déception
qui est le sort assez commun des
q ans avant sa mort, son existence
75, il cessa de se survivre : sa vie
ès cinquante ans.
tiques du temps sur lui sont con-
éloges une restriction assez forte :
légère et frivole. Si vous voulez
aurez satisfaction ; mais de bon-
rs, vous aurez encore des fleurs d'

reux, mais la verve, l'entrain, si bien rencontrés par Ovide, en
l'absence du sentiment, dans un pareil sujet, lui font totalement
défaut. « Sans l'aisance et la facilité, il n'y a point de grâce ; aussi
Bernard est-il plus joli que gracieux ; et, quoiqu'il ne soit pas
sans goût, il n'est pas exempt d'affectation. Ses tableaux de vo-
lupté, quoique les mieux faits et ceux de tous qu'il entendait le
mieux, pèchent par l'indécence, qui n'est jamais, il est vrai, dans
l'expression, mais dans le fond des objets. S'il y a quelque feu,
c'est celui qui pétille sans échauffer. En un mot, *c'est un très froid*
ouvrage, qui ne vaut pas, à beaucoup près, ce qu'il a coûté, où
il y a beaucoup de vers ingénieux, et pas un morceau où l'on
trouve la verve du poète ni la sensibilité de l'homme. » Voilà la
vérité même : Gentil-Bernard a trouvé le moyen de faire un froid
ouvrage sur un sujet essentiellement propre à échauffer et à
émouvoir. Notons que La Harpe se montre ici, ce qu'il est au fond,
un homme d'excellent goût. Son premier volume, sur l'antiquité,
qu'il ne connaissait pas, et où il n'entendait rien, n'invite pas à lire
les autres. Mais sur le xviii^e siècle, il est plein d'idées qui font
penser, alors même qu'elles nous paraissent contestables, et,
pour le xviii^e, s'il a beaucoup trop flatté Voltaire, il a souvent très
bien jugé tous ces petits poètes que nous nous proposons
d'étudier.

Cependant, mettons-nous en face des œuvres mêmes de Gentil-

S'abandonner à des sous-pieds d'appas,
Voler, languir, et, variant ses pas,
Tendre au plaisir les bras qu'elle déploie.
Telle, en versant le nectar et la joie,
D'un pas léger, sur la voûte des cieux,
La jeune Hébé danse au festin des dieux.

Il y a, au chant II, une assez jolie dissertation sur la jalousie, qui commence ainsi :

La jalousie aide encore les Amours;
Mais n'aimons pas comme on dit qu'on déteste.

C'est le petit vers énigmatique à la Béranger. Il y en a aussi chez Voltaire, mais Voltaire met sa suprême clarté jusque dans l'énigme. Gentil-Bernard, dans la suite de sa petite dissertation, devient contourné et précieux. Je préfère son portrait du flatteur :

Toi qui, loin d'eux, dans la route commune,
 N'es, comme moi, qu'un soldat de fortune,
 Sans ces secours, vole au combat, suis-moi,
 Et par toi seul ose suffire à toi.
 Pour mieux séduire, apprends à te contraindre ;
 Les lois d'amour permettent l'art de feindre.
 Amant Protée, ingénieux flatteur,
 Change, au besoin, ton masque séducteur ;
 Ris, si l'on rit ; pleure, si l'on soupire ;
 Près d'une folle, imite son délire ;
 Pour une muse orne ce que tu dis ;
 Est-on dévot, sois dévot et médis ;
 Fuis ce qu'on hait, encense ce qu'on loue ;
 Gai si l'on chante, et dupe si l'on joue.
 Au ton d'esprit qui triomphe aujourd'hui,
 Sans soin du tien, veille à celui d'autrui.
 Au goût régnant que ton goût se rallie ;
 Amène un trait, opère une saillie ;
 Lent à briller, trouve à tous mille appas ;
 Humble artisan de l'esprit qu'on n'a pas,
 Adore tout pour te rendre adorable.
 Qu'il est aimé, celui qui rend aimable !

C'est une petite page de La Bruyère écrite par un apprenti poète, qui s'applique de tout son cœur, et non sans succès.

Il n'y a plus, pour mentionner tout ce qui, dans ce poème, n'est ni froid ni médiocre, qu'à dire un mot de l'épilogue. L'auteur a commencé par une invocation à Daphné, il adresse un dernier hommage à Daphné, et termine par une pirouette légère et vive, dans le goût du XVIII^e siècle :

J'aime une fleur lente à s'épanouir.
 C'est par degrés qu'il faut plaire et jouir.
 Hélas ! mon âme, à l'amour tout entière,
 Trop diligente, épuisa la matière.
 Je dévorai les secrets de Cypris.
 Amour, pourquoi m'en avoir tant appris ?
 Ou que ne puis-je, ô maître que j'adore,
 Oublier tout pour m'en instruire encore !

Gentil-Bernard avait peut-être pris dans quelque poème italien la matière de *Phrosine et Mélidore* ; mais le sujet en ressemble fort à celui d'*Héro et Léandre*. On connaît ce petit poème grec attribué à Musée, que les érudits considèrent aujourd'hui comme une œuvre du XII^e siècle, de l'époque byzantine. Léandre traverse un bras de mer pour aller rejoindre sa maîtresse, qui, du bord opposé, élève un fanal au-dessus d'une tour. Mettez l'amante à la place de l'amant, et vous avez *Phrosine et Mélidore*.

monastère aux environs. Et se retire dans une grotte pour se consacrer à la prière. Celui-ci meurt bientôt, et Mélidore, prenant sa place, devient l'ermite de cette île. Phrosine, avertie par un songe de l'endroit où son amant s'est retiré, conçoit le projet de le rejoindre à la nage, et s'exerce à la natation : c'est un des plus jolis passages du poème.

Suivent, au chant III, quelques péripéties qui contrarient son dessein. Enfin elle se jette à l'eau ; et elle est obligée de recommencer plusieurs fois sa tentative. Mais les deux frères sont avertis par une pythonisse (épisode superflu) de tout ce qui se prépare. Et, au IV^e et dernier chant, ces parents atroces se transforment en *naufraqueurs*. Ils guettent le moment où leur sœur tente le passage, et la précèdent sur un bateau auquel ils attachent un fanal. Cette lumière mobile éloigne Phrosine de son but ; elle se noie. Son corps est jeté à la mer sur le bord même de l'île où vivait son amant. Il la reconnaît, et je n'ai pas besoin d'ajouter qu'il se tue auprès d'elle.

Telle est la matière de ce poème, qui prêtait à quelques scènes touchantes et qui a surtout inspiré à Gentil-Bernard, comme nous le verrons, des descriptions gracieuses et pittoresques.

C. B.

ce poème, qui prêtait à quelques
surtout inspiré à Gentil-Bernard.
criptions gracieuses et pittoresques.

cue ». A-t-il voulu vraiment que son livre, dédié, pour la première partie, au Dauphin, pour la troisième, au duc de Bourgogne, fût un de ces livres classiques spécialement destinés à l'éducation de l'enfance ? Nous avons déjà signalé quelques raisons qui pourraient le faire croire : d'abord, le choix du libraire de la rue Saint-Jacques, Thierry, concurremment avec Barbin, le libraire du Palais ; puis le petit format in-12, en deux volumes, qui devaient tenir aisément dans le sac des écoliers ; puis les illustrations, pour lesquelles Chauveau, apparemment peu payé, ne s'était certes pas mis en grands frais de talent. Ajoutons à ces indices la réserve que l'auteur des *Contes* s'est imposée dans les *Fables*. Le mot de Juvénal, *maxima debetur pueris reverentia*, semble bien avoir été, cette fois, sa devise. Mais il y a plus encore : il y a les déclarations précises de La Fontaine dans l'*Epttre dédicatoire* et surtout dans la *Préface* du premier recueil. Ne dit-il pas au dauphin : « Vous êtes en un âge où l'amusement

us loin encore, La Fontaine revient sur un
e donc que le fabuliste se soit préoccupé
e. Mais, s'il en est ainsi, il a sans doute lu
ses *Fables*, les défauts et les vices qu'il
vices et les vertus qu'ils doivent acquies
leur a fait connaître, dans une cer
prendus, les choses de la vie. Il est ten
est resté fidèle à ce programme. Si son
e recueil sont dédiés à des enfants. Le
tespan ; et ne semble-t-il pas de toute
ressées au chevalier de Bouillon, au prince
sacault, à M^{re} de la Sablière, à M^{re} de la Be
ery, ne sont point destinées à l'enfant
encore, nous sommes obligés, nous ne
mettre beaucoup de ces petits récits à
annoter, de les expliquer, de les classer
e manière toute particulière, si nous sc
élèves des écoles primaires. Bref, à vrai
pas et ne saurait être le livre le plus
ntaine fabuliste ne peut pas être consi
e genre. Le nombre de ses fables est

N'écoute donc pas ces gens-là ; il n'ont pas droit au respect qu'ils exigent de toi.

Voilà la première leçon que La Fontaine donne à l'enfant ; et il ne faut pas dire : c'est une boutade. Le fabuliste est revenu à la charge contre le pédagogue dans la fable 2 du livre IX, *L'Ecolier, le Pédant et le Maître d'un jardin*. C'est là que se trouvent ces quatre vers :

Je ne sais bête au monde pire
Que l'écolier, si ce n'est le pédant.
Le meilleur de ces deux pour voisin, à vrai dire,
Ne me plairait aucunement.

Et voici le portrait de l'enfant que nous présente cet apologue :

Certain enfant qui sentait son collègue,
Doublement sot et doublement fripon,
Par le jeune âge et par le privilège
Qu'ont les pédants de gâter la raison...

Dans *Le Loup, la Mère et l'Enfant*, il s'agit d'un marmot encore à la mamelle, qui joue un rôle tout passif. Dans *La Fortune et le jeune Enfant*, c'est un enfant qui dort au bord d'un puits. Le

poète ne peut se retenir de lui témoigner, en passant, son mépris :

Un honnête homme, en pareil cas,
Aurait fait un saut de vingt brasses.

Le Cochet, le Chat et le Souriceau nous montre, sous la figure du souriceau, un enfant sympathique par sa candeur et sa naïveté parfaite : c'est « un jeune rat qui cherche à se donner carrière. » Dans *Le Chat, la Belette et le petit Lapin*, Jeannot lapin est déjà un jeune homme, peut-être même un homme jeune. Je ne parle pas de la fable intitulée *L'Education*, où sont opposés les deux chiens César et Laridon, ni de celle qui est destinée au duc du Maine, *Les Dieux voulant instruire un fils de Jupiter* : évidemment, elles ne sont pas écrites pour l'enfance. Restent donc *Le Vieux Chat et la jeune Souris*, où l'allusion semble lointaine, et *L'Ecrevisse et sa Fille*. Voyons ce que cette dernière fable pouvait enseigner au duc de Bourgogne, à qui elle est dédiée comme tout le livre XII où nous la rencontrons :

Mère écrevisse, un jour, à sa fille disait :
— Comme tu vas, bon Dieu ! ne peux tu marcher droit ?
— Et comme vous allez vous-même ! dit la fille :
Puis-je autrement marcher que ne fait ma famille ?
Veut-on que j'aïlle droit quand on y va tortu ?

Suivant cet exemple, lorsqu'on prêchait la vertu au duc de Bourgogne, l'enfant aurait pu dire : Et mon père, le mari de M^{lle} Choin ! Et mon grand-père, le mari de M^{me} de Maintenon !... Leçon scabreuse ! Si vos parents se mêlent jamais de vous rappeler au devoir, demandez-leur donc un peu compte de leur vie passée, et, avant de faire ce qu'ils disent, voyez un peu ce qu'ils font.

Enfin, quand il arrive à La Fontaine de parler de l'enfant d'une façon incidente, ce n'est jamais sans lui marquer sa haine. Ainsi dans *Les Deux Pigeons* :

Mais un fripon d'enfant (cet âge est sans pitié)...

De même, ailleurs : les enfants n'aiment rien ;

Les enfants n'ont l'âme occupée
Que du soin d'empêcher qu'on fâche leur poupée.

Ailleurs, encore :

O père de famille
(Et je ne t'ai jamais envié cet honneur),...

Tous ces traits nous mènent à une conclusion bien assurée : La Fontaine n'aime pas l'enfance, et quoi qu'il en ait dit, ce n'est point pour elle qu'il a écrit ses *Fables*.

et exemple, lorsqu'on présente
un enfant aurait pu dire : Et mon père, le mari de
mon grand-père, le mari de M^{re} de Maintenon... Les
vos parents se mêlent jamais de nos
mandez-leur donc un peu compte de leur
le faire ce qu'ils disent, voyez un peu ce qu'ils
quand il arrive à La Fontaine de parler de l'enfance
ente, ce n'est jamais sans lui marquer sa haine
aux Pigeons :

Mais un fripon d'enfant cet âge est sans pitié
ailleurs : les enfants n'aiment rien ;

Les enfants n'ont l'âme occupée
que du soin d'empêcher qu'on fasse aux parents

core :

O père de famille
Et je me t'ai jamais en vie cet honneur...

ats nous mènent à une conclusion bien
même pas l'enfance, et quoi qu'il en soit
lle qu'il a écrit ses *Fables*.

les contes, où elles figurent : ce sont *L'Homme entre deux âges et ses deux Maîtresses* ; *La Chatte métamorphosée en femme* ; *La Souris métamorphosée en fille* ; *Le Testament expliqué par le sope* ; *Le Meunier, son Fils et l'Ane* ; *Le Loup, la Mère et l'Enfant* ; *La Vieille et les deux Servantes* ; *Le mal Marié* ; *La Discorde* ; *La Fille* ; *La Laitière et le pot au lait* ; *Les Devineuses* ; *Les Femmes et le secret* ; *Tircis et Amarante* ; *Daphnis et Alcimadure* ; *Le Mari, la Femme et le Voleur* ; *L'Ivrogne et sa Femme* ; *L'Ecrevisse et sa Fille* ; sans compter quatre poèmes plus développés, que La Fontaine avait insérés dans son recueil de 1694 : *Les Filles de Minée, Philémon et Baucis, Belphegor, La Matrone d'Ephèse* : sous le nom protecteur du petit duc de Bourgogne était, en effet, glissé ce conte de *Belphegor*, où nous voyons un diable qui aime mieux retourner aux enfers que de vivre sur terre avec sa femme, et où nous lisons ces vers en guise de moralité :

O volages femmes !

La femme est toujours femme : il en est qui sont belles,

Il en est qui ne le sont pas.

S'il s'en trouvait d'assez fidèles,

Elles auraient assez d'appas.

Tu mangeras mon fils ! L'ai-je fait à dessein
Qu'il assouvisse, un jour, ta faim ?

Nous ne trouvons, dans les *Fables*, aucune de ces créatures charmantes qui sont si nombreuses chez Molière, chez Corneille lui-même, et surtout chez Racine, par excellence le poète de la femme. Pour nous en rendre compte, voyons, par exemple, ce que La Fontaine a dit de la fille, de la femme et de la veuve.

La fille est profondément antipathique au fabuliste. Pourquoi ? Parce qu'elle est indifférente : son manque de passion est, à ses yeux, un vrai défaut, une tare. S'adressant à M^{lle} de Sévigné, en tête du *Lion amoureux*, il fait cette restriction à ses compliments :

Sévigné, de qui les attraits
Servent aux Grâces de modèle,
Et qui naquites toute belle,
A votre indifférence près.

Et voici le portrait, admirable d'ailleurs à beaucoup d'égards, qu'il trace de la fille :

Certaine fille, un peu trop fière,
Prétendait trouver un mari
Jeune, bien fait, et beau, d'agréable manière,
Point froid et point jaloux : notez ces deux points-ci.
Cette fille voulait aussi
Qu'il eût du bien, de la naissance,
De l'esprit, enfin tout. Mais qui peut tout avoir ?
Le Destin se montra soigneux de la pourvoir :
Il vint des partis d'importance.
La belle les trouva trop chétifs de moitié :

et les bons partis et même les partis assez bons, elle sera trop heureuse, l'âge l'ayant fait déchoir, d'épouser « un malotru ». Ailleurs, dans *Le Testament expliqué par Ésope*, le fabuliste nous montre un père qui a trois filles :

Toutes trois de contraire humeur :
Une buveuse, une coquette ;
La troisième avare parfaite.

La Fontaine n'est pas plus aimable pour les femmes mariées. Voici, d'abord, son opinion sur le mariage :

Que le bon soit toujours camarade du beau,
 Dès demain je chercherai femme ;
 Mais, comme le divorce entre eux n'est pas nouveau,
 Et que peu de beaux corps, hôtes d'une belle âme,
 Assemblent l'un et l'autre point.
 Ne trouver pas mauvais que je ne cherche point.

Deux fables contre la femme mariée sont parmi ses plus mauvaises : *Le Mari, la Femme et le Voleur* ; *La Femme noyée*. Celle-ci, la seizième du livre III, n'est pas un drame, mais une petite anecdote, dont les personnages manquent de caractère, et où abondent les hémistiches de remplissage ; la plaisanterie qui la termine est d'ailleurs dépourvue de sel.

Par contre, la fable intitulée *La Jeune Veuve* est un pur chef-d'œuvre. Elle comprend quatre parties très distinctes : d'abord, un préambule :

La perte d'un époux ne va point sans soupirs :
 On fait beaucoup de bruit. Et puis on se console :
 Sur les ailes du Temps la tristesse s'envole ;
 Le temps ramène les plaisirs.
 Entre la veuve d'une année
 Et la veuve d'une journée,
 La différence est grande : on ne croirait jamais
 Que ce fût la même personne.

Remarquez le développement très large, la répétition de la même idée sous une forme de plus en plus ample :

L'une fait fuir les gens, et l'autre a mille attraits,

Après l'expression générale et abstraite, voici l'expression concrète :

Aux soupirs vrais ou faux celle-là s'abandonne ;
 C'est toujours même note et pareil entretien.
 On dit qu'on est inconsolable ;
 On le dit, mais il n'en est rien,
 Comme on verra par cette fable,
 Ou plutôt par la vérité.

Où donc est le jeune mari

Que vous m'aviez promis ?

et non : « dont vous m'aviez parlé », comme si le brave homme était en faute : tels sont les traits les plus remarquables de ce petit chef-d'œuvre. Mais, pour ce qui est de la peinture de la femme. La Fontaine n'a point varié c'est le même ton railleur et satirique ; et le fabuliste y reviendra encore, dans son xii^e livre, avec *La Matrone d'Ephèse*.

En résumé, il n'y a pas, dans les *Fables*, un seul portrait de femme bonne, sensée et franchement sympathique. Le fait est d'autant plus frappant que les hommes honnêtes et bons y figurent, au contraire, en grand nombre : c'est le vieillard « prêt d'aller où la mort l'appelait », l'octogénaire insulté par les trois jouvenceaux, le riche laboureur « qui sent sa fin prochaine », le bûcheron qui, invité à choisir entre trois cognées, l'une d'or, l'autre d'argent, la troisième de bois, ne demande que la cognée de bois qui est la sienne, et reçoit par surcroît les deux autres ; ce sont les deux amis du Monomotapa, le savetier et le financier, le savant qui loge « à la troisième chambre », vêtu en décembre comme en juillet ; c'est encore Démocrite, le berger devenu ministre, le pâtre naufragé en compagnie du marchand, du gentilhomme et du fils de roi ; le juge arbitre, l'hospitaller et le solitaire, et beaucoup d'autres. Il est évident que, si La Fontaine a jugé quelquefois les hommes sévèrement, il n'a cependant pas contre eux le parti pris d'un misanthrope ; mais, pour les femmes, c'est différent : il les hait ou les méprise sans distinc-

et la sienne, et reconquit son
deux amis du Monomolapi, le savant
avant qui loge « à la troisième chambre
comme en juillet ; c'est encore Démocrite
le père naufragé en compagnie du mar
me et du fils de roi ; le juge arbitre, l'assas
et beaucoup d'autres. Il est évident que c'est la
quelquefois les hommes sévèrement, il n'y a
entre eux le parti pris d'un misanthrope ; mais po
est différent : il les hait ou les méprise sans motif
il fat venu lui dire :

« n'est-il bien dans le siècle où nous sommes
en qu'il eût répondu à peu près comme les
est générale ; je les hais toutes, les mé
méchantes et malfaisantes, et les autres, par
aux méchantes.
ant, que de louanges délicates et flatteuses

« Je pourrais encore citer d'autres fables qui ne traitent guère mieux les femmes ; je pourrais même citer le conte de Belpégor, ce diable, qui, ayant dix ans à rester sur terre et à y mener joyeuse vie, épousa, dès la première année, une fille honnête et belle, mais fière et impérieuse, qui le désespéra, si bien que, s'étant échappé trois fois, mais étant sur le point de retomber sous le joug de sa femme, il aima mieux retourner en enfer avant les dix ans écoulés que de vivre plus longtemps en mariage.

« D'où vient donc qu'ayant ainsi censuré et raillé les femmes, La Fontaine cependant ne leur déplait pas ? D'où vient qu'il a trouvé des protectrices et des amies parmi les plus grandes dames du temps et parmi les plus aimables ? D'où vient la faveur que lui témoignait M^{me} la duchesse de Bouillon, l'amitié de M^{me} de la Sablière, l'attachement de M^{me} d'Hervart ? Il y a un autre grand poète du xvii^e siècle, Boileau, qui a fait aussi la satire des femmes. A-t-il trouvé grâce devant elles, comme La Fontaine ? Non. Les femmes ont senti que le fabuliste les aimait, et voilà pourquoi elles lui ont

beaucoup pardonné. Pour Boileau, elles étaient peu de chose dans le monde ; pour La Fontaine, elles étaient tout. Il n'exceptait de cette prédilection que sa femme, et cette exception même semblait l'acquiescer à toutes les autres femmes. Comment se fâcher contre le poète qui a dit :

Je ne suis pas de ceux qui disent : ce n'est rien,
C'est une femme qui se noie.

Je dis que c'est beaucoup, et ce sexe vaut bien
Que nous le regrettions, puisqu'il fait notre joie.

Le fait que La Fontaine a toujours malmené les femmes dans ses *Fables*, M. Saint-Marc Girardin ne l'explique pas. Je croirais volontiers qu'il faut l'attribuer à la publication tardive des *Fables*, et à la nature des œuvres qui les ont précédées. Le poète avait quarante-sept ans ; c'était un homme « de moyen âge et tirant sur le grison » ; il pouvait se dire : ai-je passé le temps d'aimer ? et se répondre par l'affirmative ; de plus, l'auteur des *Contes* a porté la peine de ses outrages à l'égard des femmes dans ses *Fables* : c'est une des lacunes, une des faiblesses de ce puissant génie. Notons aussi l'influence de l'esprit gaulois, qui prit au xvi^e siècle sa revanche sur le culte épuré que la chevalerie du Moyen Age n'avait cessé de rendre à la femme. La Fontaine est de l'école de Marot et de Rabelais.

Quant au goût très vif que les femmes les plus distinguées et les plus honnêtes n'en ont pas moins gardé pour le fabuliste, l'explication qu'en donne M. Saint-Marc Girardin ne me paraît pas très juste. Il interprète, ce me semble, avec trop de bienveillance les vers tout sensuels du début de *La Femme noyée*. La vraie raison, on la trouverait plutôt en faisant un peu de psychologie et de morale. Il faudrait se demander comment une femme aussi honnête que M^{me} de Sévigné a pu avoir toujours une très vive affection pour ce polisson de Bussy, qui avait cherché à la déshonorer ; pourquoi M^{me} de Maintenon, malgré sa vertu rigide, n'en gardait pas moins un faible pour Ninon de Lenclos ; pourquoi les hommes les plus austères ont quelquefois un langage inconvenant et se délectent dans la lecture des pages les plus grasses de Rabelais. Contentons-nous ici de constater et de regretter le fait. Il est fâcheux que La Fontaine, ce père de famille, n'ait jamais compris que cette qualité lui constituait réellement un titre d'honneur. Il méprise les femmes comme Boileau ; mais Boileau est un célibataire. La Fontaine eût mieux fait de suivre l'exemple du tendre Racine, du poète qui, après avoir été un amant passionné, fut un mari modèle, et un père admirable. Ainsi, il eût été plus grand encore.

C. B.

...te, ce me semble, avec trop de bienveillance.
... du début de *La Femme noyée*. La vraie cause
... en faisant un peu de psychologie et de
... demander comment une femme aussi honnête
... a pu avoir toujours une très vive affection pour
... qui avait cherché à la déshonorer ; pour
... malgré sa vertu rigide, n'en gardait pas
... Nonon de Lenclos ; pourquoi les hommes de
... quelquefois un langage inconvenant et se
... des pages les plus grasses de Rabelais. Mais
... constater et de regretter le fait. Il est d'ailleurs
... de famille, n'ait jamais compris que celui-ci
... relement un titre d'honneur. Il méritait
... ; mais Boileau est un célibataire. La France
... l'exemple du tendre Racine, du pauvre
... un amant passionné, fut un mari modeste ; et
... il eût été plus grand encore.

De cette histoire très chargée d'épisodes, nous dégagerons les transformations en les groupant en deux séries chronologiques : 1^o l'entrée des ouvriers dans la vie politique jusqu'en 1878 ; 2^o la dislocation des anciens partis et des programmes depuis 1878.

I. Le caractère dominant de la vie politique anglaise, jusque dans la seconde moitié du XIX^e siècle, est le gouvernement parlementaire : le pouvoir alterne régulièrement entre deux partis anciens formés de notables élus par un corps électoral de propriétaires et de petits bourgeois ; les électeurs sont entièrement dans la dépendance des notables par le scrutin public. La vie électorale ne compte pas ; seule, la vie parlementaire, par suite la vie des partis, a une importance. Une grande transformation se produit dans la seconde moitié du XIX^e siècle : les ouvriers arrivent à faire partie du corps électoral, et, par ce seul fait, les conditions de la vie politique sont fortement changées.

1. Quand les libéraux, arrivés au pouvoir après la réforme électorale de 1832, eurent épuisé leur programme de réforme et lais-

sèrent diriger Palmerston que seule la politique étrangère intéresse et occupe, il y eut une période de vie politique intérieure à peu près nulle. Après la mort de Palmerston (1865), les libéraux conservent encore le pouvoir, avec Russel, whig, comme ministre, et Gladstone, peelite, comme leader. Le gouvernement reprend les projets de réforme électorale : Russell a déjà déposé un bill en 1860 ; il le présente à nouveau en 1866 ; mais une portion du parti libéral, les *adullamites*, se détache ; Russell est mis en minorité, se retire, laissant le pouvoir aux conservateurs (Derby est ministre ; Disraëli est leader et chancelier de l'Échiquier). La réforme électorale est menacée.

Alors intervient une classe d'hommes qui est restée en dehors de l'agitation politique depuis le chartisme, les ouvriers. Ils sont devenus plus nombreux (développement de l'industrie, métallurgie et tissus) ; ils se trouvent dans une situation morale et matérielle plus avantageuse, ils sont plus instruits ; mais, surtout, ils se sont organisés : les trades-unions ne sont fortement constituées parmi les ouvriers des métiers les mieux salariés, des *skilled labours* ; puis les unions d'un même métier ont formé des fédérations nationales, dont les principales sont celles des mécaniciens, des charpentiers, des maçons, des métallurgistes. Ces fédérations ont à leur tête un secrétaire appointé, ancien ouvrier, qui s'occupe uniquement des affaires communes. Les secrétaires établis à Londres entrent en relations, deviennent amis et l'un d'eux, Odger, les rapproche du parti radical. — Les ouvriers ont à se plaindre de la loi *master a servant*, qui favorise le patron à leurs dépens : l'ouvrier qui quitte son travail peut être condamné à trois mois de prison ; le patron peut être reçu comme témoin, mais non l'ouvrier ; un simple *justice of peace* peut lancer un mandat d'arrêt contre un ouvrier et le faire emprisonner ; on ne peut appeler de sa sentence. Mais, pour faire modifier cette législation, il faut agir sur la Chambre. Les secrétaires se laissent entraîner par les radicaux et entrent dans le conseil de la *national reform league*. Alors, dans les grandes villes d'Écosse et d'Angleterre, se tiennent des meetings monstres. Il y a un mouvement analogue à celui de 1831, mais mieux organisé.

Le ministère conservateur commence par résister ; il interdit le meeting de Hyde-Park ; la foule enfonce les grilles. Disraëli prend peur, décide de présenter un bill de réforme, espérant limiter les concessions : il propose d'étendre la *franchise* à plusieurs catégories d'électeurs nouveaux, définis par des conditions de cens ou de revenu. Mais on n'arrive pas à se mettre d'accord sur ces conditions ; les libéraux déclarent arbitraires celles que pro-

pose le bill. Alors, par impuissance à trouver des définitions acceptables, on se résout à prendre un critérium facile à constater ; Disraeli apporte un nouveau bill ; trois ministres (dont le futur lord Salisbury), le trouvant trop démocratique, se retirent ; la Chambre l'amende fortement, et vote la réforme de 1867.

Ce n'est qu'une réforme partielle : elle maintient les formes anciennes, distinction entre bourgs et comtés, nombre des sièges ; mais 53 sièges enlevés à des bourgs sont donnés à des villes et à des comtés ; le droit de suffrage est élargi : est électeur dans les bourgs tout locataire d'un loyer de 10 l. (250 francs), dans les comtés tout locataire d'un loyer de 12 l. — En fait, tous les ouvriers sont électeurs. La réforme est donc plus profonde qu'en 1832.

2. La conséquence se fait immédiatement sentir : le parti libéral est renforcé ; la vie politique devient plus active. Des réformes sont accomplies.

Les ouvriers entrent en lutte aiguë avec les patrons, à propos des salaires, du nombre d'apprentis, du travail aux pièces ; ils se mettent en grève ; la maison d'un ouvrier saute (octobre 1866). Les Unions sont accusées de pousser à la violence ; on les représente comme les instruments de meneurs qui exploitent les ouvriers ; on accuse les secrétaires de vivre des contributions payées par leurs dupes, par les ouvriers intelligents entrés de force dans leurs rangs et qui seraient trop heureux de rejeter leur tyrannie. Un arrêt est rendu contre les Unions, attendu qu'elles gênent l'industrie. Les secrétaires, pour se défendre, organisent la *Conference of amalgamated trades*. Le gouvernement ordonne une enquête par une commission dans laquelle les Unions n'ont qu'un délégué. Mais il peut montrer que les Unions combattent les grèves et ne cherchent qu'à maintenir les salaires. Le rapport conclut en faveur des Unions, et demande qu'on les reconnaisse comme légales. Dès lors, les Unions sont acceptées et encouragées.

Les radicaux, devenus plus forts, obtiennent l'*Education bill* de 1870 : il est contraire à la doctrine libérale ; il déclare l'instruction obligatoire ; le gouvernement peut forcer les habitants à avoir des écoles. Beaucoup de ces écoles sont encore confessionnelles, mais il s'en crée de non confessionnelles. Elles sont dirigées par un *School board*, élu par les habitants, et, au centre, par un comité d'enseignement.

En Irlande, depuis vingt ans, la population est restée inerte. Des Irlandais, revenus des États-Unis, où ils ont pris part à la guerre de Sécession, organisent l'agitation. Une société secrète, les *Fenians*, se forme, qui veut opérer à la fois au Canada et en

Irlande ; le mouvement avorte. Alors les Fenians veulent opérer en Angleterre : coup de main contre l'arsenal de Chester, explosion d'une prison à Londres. Gladstone déclare qu'une réforme est devenue nécessaire en Irlande. Elle a consisté en deux mesures : l'Eglise anglicane perd son caractère d'Eglise d'Etat, mais conserve une partie de ses domaines ; — le *Land Act* de 1870 étend à toute l'Irlande la coutume appliquée aux fermiers de l'Ulster : le propriétaire ne peut renvoyer son fermier qu'en lui payant une indemnité et en le remboursant des améliorations apportées à la terre.

Le scrutin public rend l'électeur dépendant. Grote, depuis 1832, demande le scrutin secret, *ballot* ; il a préparé un projet. Les radicaux réclament ; mais les libéraux protestent, déclarant que le vote est une fonction publique. Gladstone fait adopter le scrutin secret (1872), avec un procédé créé dans la colonie anglaise de Victoria : l'électeur reçoit un bulletin qui contient les noms de tous les candidats et marque par un signe les candidats pour lesquels il vote.

3. Mais le parti libéral est formé d'éléments disparates : patrons libéraux, ouvriers radicaux. Il se divise sur la question du *Criminal law amendment* : les juges reconnaissent bien que la grève est légale, mais déclarent illégaux tous les moyens employés pour contraindre les patrons à céder. Les Unions organisent l'agitation pour faire établir une nouvelle législation. Comme aucun député ne veut déposer de projet de loi dans ce sens, les ouvriers se détachent du parti libéral.

Aux élections de 1874, ce parti a contre lui les ouvriers, les non conformistes mécontents de l'*Education bill*, quelques libéraux hostiles au projet d'Université catholique en Irlande. — Les conservateurs obtiennent la majorité ; Disraëli devient premier ministre.

La majorité abroge le *Criminal law amendment*, vote le *Conspiracy and protection of property Act*, qui définit les cas où la conspiration est applicable aux querelles d'industrie et le *Employers and workmen Act*, qui établit l'égalité légale entre patrons et ouvriers. Le congrès des Trades-Unions remercie le gouvernement.

Le parti conservateur adopte alors de nouvelles formules. C'est l'œuvre personnelle de Disraëli. Il compare le gouvernement anglais de 1688 à 1832 à la constitution de Venise ; il déclare la royauté asservie, il veut l'émanciper en s'appuyant sur le peuple. Il crée le torysme populaire, qui a pour but de conserver l'Eglise nationale, maintenir intact l'empire de l'Angleterre et élever la condition du peuple. Il vise à une monarchie démocratique, analogue à l'idéal de Napoléon III et de Bismarck. — Au dehors, il

reprend l'ancienne politique tory, maintenir et accroître l'influence de l'Angleterre dans le monde : il intervient en Orient pour empêcher le démembrement de l'Empire ottoman et s'oppose à la Russie ; il veut resserrer les liens entre les colonies et l'Angleterre ; alors apparaissent deux formules nouvelles, *Greater Britain* (lancée par un libéral Dilke) et *Imperialism*. Il fait prendre à la reine le titre d'*Impératrice des Indes* ; après le traité de San-Stefano, il oblige la Russie à consentir à la réunion d'un congrès ; il se fait envoyer à Berlin et en revient en triomphe, rapportant *peace with honour*.

II. Toute la vie politique est transformée par un bouleversement des partis, qui commence à devenir apparent vers 1878-80.

1. Les partis se trouvent dans des conditions nouvelles : il s'est créé une organisation ; l'agitation irlandaise a repris dans des formes nouvelles.

a) L'organisation des partis a commencé suivant la méthode et peut-être à l'exemple des États-Unis ; l'exemple est donné par le parti libéral, à Birmingham, à l'occasion d'une expérience faite par le parti conservateur pour représenter les minorités. On a créé 12 districts qui doivent envoyer à la Chambre chacun trois députés ; mais chaque électeur ne peut voter que pour deux noms ; on espère que la troisième place sera donnée au candidat de la minorité. Comme les districts ont été établis dans des régions où le parti libéral a toujours eu la majorité, ce parti cherche à s'assurer les trois places en partageant bien les voix des électeurs ; pour cela, il faut de la discipline, il faut que les électeurs votent suivant le mot d'ordre donné par des chefs. — Birmingham est alors un centre politique actif ; plusieurs hommes ont complètement transformé la ville, très mal administrée jusqu'alors ; deux pasteurs unitariens et un industriel, Chamberlain, élu maire en 1873 ; ils ont créé un parti libéral très fort, organisé les électeurs en 16 associations de quartier, qui élisent chacune un comité ; chaque comité envoie son président, son secrétaire et trois délégués à un comité exécutif, dont les 80 membres s'adjoignent 30 personnes. Ce comité, grossi de 30 élus par quartier, soit 430 membres, est le *General Council* ; ce *General Council* choisit un bureau directeur de 7 membres. — On a donc en apparence, une organisation issue du suffrage universel ; en fait, les notables sont désignés seuls. — Ce régime assure le succès des libéraux à Birmingham dans toutes les élections. Alors, les chefs se rendent dans les autres villes et, grâce à la défaite de 1874 qu'on attribue au manque d'organisation, décident les libéraux à accepter le plan de Birmingham. Puis, une conférence a lieu à Bir-

mingham ; elle organise une fédération nationale des associations libérales (mai 1877) ; Gladstone vient l'inaugurer et l'appelle *Caucus*.

La fédération change la pratique des élections : l'usage était que le candidat se présentât lui-même ; par suite, il devait être un notable connu des électeurs. La fédération pose ce principe, que le candidat du parti doit être présenté par l'organisation. D'autre part, il n'y avait jamais eu d'organisation pour surveiller les votes du député ; la fédération pose le principe de cette surveillance et le comité des sept l'exerce. Quelques candidats résistent ; mais ils sont vite écartés. Et la fédération entre en lutte avec l'ancienne organisation parlementaire des whigs, surtout avec les *whigs* qui sont chargés de faire venir les députés aux séances ; elle arrive à les supplanter. Or, le parti libéral était formé de deux groupes, anciens whigs aristocrates, radicaux ; la fédération, entrant en lutte avec les whigs, donne la majorité aux radicaux démocrates.

Le parti conservateur avait commencé à s'organiser en deux groupements, suivant la distinction en classes. Il avait déjà des clubs pour les gentlemen ; il crée des associations pour les ouvriers, malgré les protestations de Disraëli ; puis, en 1874, on organise l'*Union nationale*. La défaite de 1880 (les libéraux obtiennent une majorité énorme, ce qu'on attribue à leur organisation), la mort de Disraëli (1881) amènent une scission dans le parti conservateur : lord Churchill et quelques jeunes gens forment le *quatrième parti*, qui reproche aux conservateurs leur servilité envers les leaders. Il faut donc accepter le régime de l'organisation centralisée ; on lui donne une forme romantique : en 1884, on organise la *Primrose league* (la primevère était la fleur préférée de Disraëli), avec une hiérarchie d'écuyers, de chevaliers ; puis, malgré les leaders, on crée une assemblée générale de délégués, qui nomme un conseil exécutif de 36 membres. Les dames sont admises dans la *league* ; elles organisent des réunions-spectacles, où elles offrent le thé aux électeurs.

L'organisation des partis a changé le caractère de la vie politique : des députés, des clubs parlementaires, la direction a passé aux électeurs et à leur organe central. Mais, comme les députés ne reçoivent pas d'indemnité, la politique continue à ne pas être une carrière ; elle coûte toujours cher, elle est réservée aux riches ou aux délégués d'associations assez fortes pour supporter les frais.

b) En Irlande, l'opposition nationale s'est réorganisée, mais elle a changé ses formules : elle ne demande plus l'abrogation de l'Union, elle réclame un gouvernement autonome, avec un parlement irlandais, le *Home Rule*. Elle a changé aussi de tactique ; jusque-là, il y avait eu deux groupes d'agitateurs, opérant sépa-

rément : en Irlande, les jeunes gens d'action qui se vengent des évictions par des violences ; à la Chambre, les députés qui protestent contre le régime de compression : mais, comme ils ne sont pas des gentlemen, ils ne sont pas écoutés. Les deux groupes se rapprochent et concertent une action commune : les agitateurs, en Irlande, travaillent à exciter les paysans sur la question agraire pour faire élire des députés favorables au *Home Rule* ; les députés, à la Chambre, réclament le *Home Rule*, comme l'instrument pour faire la réforme agraire. Ils s'entendent avec les Irlandais d'Amérique qui fournissent l'argent pour la campagne. Ce nouveau parti prend pour chef un gentleman anglais protestant, Parnell. Celui-ci, pour forcer la Chambre à tenir compte des Irlandais, adopte une tactique que les députés irlandais ont déjà employée, l'obstruction ; le règlement anglais ne connaît pas la clôture ; les députés peuvent s'arranger de manière à parler indéfiniment et à empêcher qu'on lève la séance. — Le parti s'accroît très vite ; il organise une *landleague* (1879) pour empêcher les évictions ; il publie son programme, les *trois F, fixity of tenure, fair rent, free sale*. Parnell va faire une tournée en Amérique et en rapporte 72.000 livres sterl.

2. La vie normale de l'Angleterre est suspendue par la lutte contre le parti du *Home Rule* à la Chambre. — Elle a été commencée par le parti conservateur. Disraëli, fier de ses succès en Orient (acquisition de Chypre), se croit très populaire ; il dissout la Chambre (1880) ; mais les libéraux obtiennent une majorité de plus de 100 voix ; il y a 68 *home rulers*. Gladstone reprend le pouvoir ; Chamberlain, chef des radicaux, entre au ministère.

Le ministère libéral est forcé de continuer la lutte contre les Irlandais. Il a essayé de les satisfaire par un projet de réforme agraire, en même temps qu'il présentait des lois d'exception contre les députés et les agitateurs, *Coercion bill*. Les *home rulers* répondent en continuant l'obstruction : le gouvernement établit la clôture et fait arrêter les chefs. Mais Gladstone ne veut pas gouverner par ces procédés ; il se décide à s'entendre avec Parnell, *pact of Kilmainham* ; l'accord est empêché par l'assassinat du secrétaire pour l'Irlande par quelques Fenians. La lutte continue.

En même temps, Gladstone s'est entendu avec les conservateurs pour faire une réforme électorale qui complète celle de 1867 ; elle est votée en 1884-85 : elle a pour but de supprimer les inégalités entre les bourgs et les comtés au point de vue de la franchise ; mais on y joint une réforme des circonscriptions électorales, basée sur un principe rationnel. Le caractère de nouveauté de cette loi est marqué par son titre même, *Representation of the people Act*. —

au parti du *Home Rule*, dépose un projet de loi créant un parti irlandais. Cette proposition est combattue par une fraction des whigs et les radicaux ; Chamberlain se sépare de Gladstone. Celui-ci a pour lui la majorité des libéraux et la fédération ; il dissout la Chambre. Aux élections de 1886, 4 partis se présentent : libéraux, *home rulers*, unionistes, conservateurs. Les deux derniers opèrent ensemble ; la coalition Gladstone-Parnell est battue.

3. Alors commence une période où tous les anciens partis sont disloqués, où apparaissent des procédés contraires à la tradition : au lieu de deux partis, il y a deux coalitions, formées chacune de deux groupes, qui ont un programme différent et ne peuvent opérer ensemble que grâce à des compromis.

La coalition des conservateurs et des unionistes a la majorité et forme un ministère Salisbury-Chamberlain, qui gouverne six ans. Ils s'entendent pour établir en Irlande un régime de compression, *Force bill*, mais, en Angleterre, leur politique diffère ; les unionistes imposent une concession, la réforme de l'administration locale (1888) : dans chaque comté, on crée un *County Council*, élu qui prend tous les pouvoirs d'administration des juges de paix. Le *self government* devient donc démocratique.

La question irlandaise devient moins pressante : Parnell est compromis dans un procès en adultère (1890) et le parti du *Home Rule* se coupe en deux : parnellites et antiparnellites.

trine des anciennes (lutter seulement par des moyens économiques) et réclament l'action de l'État législateur. Le nouveau trade-unionisme gagne du terrain dans le congrès annuel des Unions et finit par faire voter des résolutions socialistes, qui restent à l'état de manifestations théoriques.

L'opposition au gouvernement conservateur-unioniste est formée de mécontents de plusieurs espèces. Pour les grouper, le parti libéral adopte (fin 1891) le *Newcastle programm*, ou *programm omnibus*, qui réunit les demandes de tous : radicaux, tempérants, Gallois, Écossais, dissidents. — Aux élections de 1892, le parti libéral a la majorité, mais plus faible qu'on ne s'y attendait, et encore n'est-elle pas formée par les députés de l'Angleterre. Alors le parti conservateur se sert de la Chambre des Lords pour faire de l'opposition : elle rejette tous les projets que Gladstone a fait voter par les Communes. Une seule réforme peut aboutir, la création de conseils de paroisse élus, ce qui achève l'organisation élective de l'administration locale, mais en apparence seulement, car le *squire* reste maître des villages où le paysan n'est qu'un ouvrier agricole. Le programme du parti libéral est, par suite, d'agiter contre les Lords ; il demande une réforme constitutionnelle résumée dans la formule, *mend or end*, amender ou disparaître. Mais il a contre lui toute la société riche et la cour. Gladstone se retire, laissant la place à un lord, Roseberry, hostile à toute mesure violente. Comme la majorité hésite à le suivre, Roseberry dissout la Chambre (1895). Aux élections, le parti conservateur-unioniste obtient une majorité énorme ; les conservateurs, à eux seuls, ont la majorité.

5. Les deux fractions se fondent complètement avec ce programme : ne pas faire de réforme à l'intérieur ; au dehors, décider les colonies à former une fédération plus étroite pour réaliser l'idée de l'empire (c'est l'*impérialisme*), augmenter l'armée et la flotte. Puis on songe à établir la domination anglaise dans l'Afrique australe ; de là, une guerre qui augmente les dépenses et amène la création d'impôts nouveaux, mais qui excite les passions nationales au point de faire passer sur la stagnation intérieure. — Une seule réforme a été faite pour donner satisfaction aux conservateurs anglicans, l'*Education bill*, qui met à la charge de l'État les écoles confessionnelles.

Le gouvernement a profité des succès pour dissoudre la Chambre en 1900. La majorité n'a pas augmenté ; mais le parti libéral est resté disloqué, d'autant plus qu'il s'est divisé sur la conduite à tenir à l'égard de l'impérialisme. Le mécontentement parmi les ouvriers semble préparer une nouvelle transformation du parti libéral.

M.-T.

« Port-Royal » de Sainte-Beuve

Cours de M. VICTOR GIRAUD,
Professeur à l'Université de Fribourg en Suisse.

I

Histoire intérieure et extérieure du livre (1).

Nous voici arrivés au *Port-Royal*, à ce livre que Sainte-Beuve

(1) Les trois leçons qui vont suivre sont extraites d'un cours sur *Sainte-Beuve : l'homme, l'œuvre, l'influence*, qui a été professé à l'Université de Fribourg, parallèlement à un autre cours sur *Voltaire et son temps*, en 1902-1903. Un de mes auditeurs, M. Joseph Girardin, lecteur de langue française à l'Université, a bien voulu — et je l'en remercie vivement — prendre la peine de les rédiger d'après ses notes de cours. Je reproduirai plus loin, en appendice à la 3^e leçon, le programme et les sommaires des 22 autres leçons.

Il y a sur le *Port-Royal* de Sainte-Beuve toute une « littérature » suisse qui n'est peut-être pas assez connue chez nous. Je signalerai principalement, dans les *Œuvres choisies de Juste Olivier publiées par ses amis*, tome I, Lausanne, Bridel, 1879, in-12, les *Souvenirs d'Olivier sur Sainte-Beuve*, et la *Notice biographique et littéraire sur Juste Olivier*, par Eugène Rambert; — dans les *Essais de philosophie et de littérature* de Charles Secrétan, Lausanne, Payot, et Paris, Alcan, 1896, in-12, l'étude sur *Sainte-Beuve et le christianisme*; — dans la *Revue Suisse* de 1840 (p. 482 et sqq.) et de 1849 (p. 419 et sqq.), les deux articles de Frédéric Chavannes sur le *Port-Royal*; — dans les *Études sur la littérature française au XIX^e siècle* de Vinet, tome II, 2^e édition, Paris, Fischbacher, 1857, in-12, les pages consacrées à *Port-Royal* [ces diverses études présentent ce particulier intérêt que leurs auteurs avaient été des auditeurs de Sainte-Beuve à Lausanne]. — Voir encore, dans la *Bibliothèque universelle* de Genève de juin 1840 et d'octobre 1848, deux articles, l'un anonyme, l'autre d'A. Sayous; et, dans les *Études littéraires* d'E. Rambert, Lausanne, Bridel, 1890, in-12, l'étude sur *Sainte-Beuve et Port-Royal*.

Parmi les articles français, il y a lieu de mentionner surtout ceux de Silvestre de Sacy dans les *Débats* du 12 décembre 1859, de Jules Levallois dans la *Revue européenne* du 15 juin 1860 (recueilli dans la *Piété au XIX^e siècle*, Paris, Michel Lévy, 1864, in-12), d'Edmond Scherer dans ses *Études sur la littérature contemporaine*, t. VII, Paris, C. Lévy, in-12, et de Renan dans les *Débats* des 23 et 30 août 1860, 15 novembre 1867 (recueillis dans les *Nouvelles études d'histoire religieuse*, Paris, Lévy, 1884, in-8^o).

J'ai enfin largement utilisé pour ces leçons les « bonnes feuilles » de l'ouvrage considérable que M. Gustave Michaut, professeur à l'Université de Fribourg, vient de publier dans les *Collectanea Friburgensia* sous le titre de *Sainte-Beuve avant les Lundis* (Paris, Fontemoing, 1903, in-8^o) : le chapitre sur *Port-Royal* est peut-être, avec les chapitres sur *Sainte-Beuve au Globe* et sur *Volupté* l'un des plus intéressants et des plus fouillés, de cette remarquable étude.

considérerait avec raison comme « son œuvre capitale » (1) et qui est, à n'en pas douter, l'une des œuvres maîtresses de la littérature française du XIX^e siècle. Nous nous y arrêterons longuement ; nous essayerons de poser, je ne dis pas de résoudre, quelques-unes des principales questions historiques, littéraires et morales, que soulève cet ouvrage si justement célèbre ; et peut-être, si j'en juge du moins par mon sentiment propre, peut-être ne le quitterons-nous pas sans regret. Comme le livre a une assez longue et intéressante histoire, commençons par la raconter.

I

Une histoire tout extérieure d'abord. L'ouvrage a eu, comme l'on sait, pour origine un cours professé en 1837-1838 à l'Académie de Lausanne. Voici les explications que, dans sa préface, Sainte-Beuve nous donne à ce sujet :

« Voyageant en Suisse durant l'été de 1837, au milieu des émotions poétiques et de ce bonheur de chaque moment que suscite à l'âme la nature du grand pays dans sa magnificence, j'y rêvais aussi de plus longs loisirs pour achever une histoire depuis longtemps méditée et déjà ébauchée. J'en parlais un jour au hasard, sans autre but que de m'épancher et de me plaindre un peu des obstacles ; mais j'en parlais à des amis en qui nulle parole ne tombe vainement. Ce mot recueilli, porté ailleurs, également agréé et favorisé par d'autres amis inconnus, fructifia à mon avantage, et me revint tout mûri et sous une forme bien flatteuse. Il en résulta l'honorable proposition qui me fut faite d'un cours à professer sur Port-Royal à l'Académie de Lausanne (2). »

Cet ami, c'était Juste Olivier, un « poète de la jeune école », lui-même professeur d'histoire à l'Académie de Lausanne. Sainte-Beuve avait fait sa connaissance à Paris, en 1830. Olivier était marié, et, comme lui, sa femme était poète. Il avait des relations au Conseil d'État et au Conseil de l'Instruction publique. Grâce à lui, on finit par faire à Sainte-Beuve les propositions qu'il

(1) « ... Ce livre, que son auteur regardait cependant, — même longtemps après il en est convenu avec moi, — comme son œuvre capitale » (Juste Olivier, *op. cit.*, p. 48). — « Quand il s'agit de *Port-Royal*, je suis jaloux et je tiens à la priorité.... J'ai droit de demander à un critique aussi ami, aussi élevé, aussi savant que vous, entière justice et exactitude sur le point le plus délicat et le plus cher à tout homme de pensée et d'innovation, l'initiative et l'originalité en ce qui est de *mon œuvre capitale*. » (Sainte-Beuve à Saint-René-Taillandier, 13 avril 1863, *Correspondance de Sainte-Beuve*, Paris, C. Lévy, 1877, t. I, p. 364-365).

(2) *Port-Royal*, Préface de la première édition, éditions actuelles, t. I, p. 1-2.

souhaitait (1). Au début, celui-ci avait eu quelques craintes touchant l'issue des démarches engagées. Il écrivait aux Olivier, le 25 septembre 1837 : « Je me suis plus que jamais dirigé vers vous, de toutes mes pensées et de tous mes desirs ; c'est au point que j'irais, même quand le Conseil n'approuverait pas. Vous avez, en ce moment, en Suisse un de nos amis voyageurs que je redoute un peu : Cousin. Si on l'écoute, il me nuira, quoique ami. Mais c'est un des amis d'ici, voyez-vous. Il me louera de manière à me déprécier, sans malveillance ; mais il est ainsi, et il ne faut pas lui en vouloir. Je l'entends d'ici s'étonner et faire mon oraison funèbre. Si quelque obstacle venait de ce côté, il y aurait peut-être lieu à le prévenir. Ses paroles, si spirituelles d'ailleurs, n'ont plus cours sur la place ici. Mais j'espère qu'il arrivera à Lausanne trop tard pour influer en rien (2). »

Les craintes de Sainte-Beuve furent heureusement vaines. Vers le 20 octobre, il arrivait à Lausanne avec toute une bibliothèque sur Port-Royal qu'on dut déballer dans la remise de l'hôtel d'Angleterre. Quelques jours plus tard, le 6 novembre, il prononçait son discours d'ouverture, qui fut publié peu après, textuellement, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 décembre.

On avait alloué à Sainte-Beuve 3.000 francs pour son cours (4.500 francs de notre monnaie actuelle) ; les autres professeurs touchaient à peine les deux tiers de la somme. Il devait faire pendant sept à huit mois trois heures de cours par semaine ; les leçons se faisaient dans la grande salle de la bibliothèque de l'Académie : elles étaient suivies, surtout l'hiver, par plus de 300 auditeurs. Le cours devait être gratuit pour les seuls étudiants ; Sainte-Beuve le rendit gratuit et public pour tout le monde, même pour les dames, qui vinrent d'ailleurs très nombreuses. Les leçons

(1) Sainte-Beuve n'aurait-il pas songé, depuis longtemps déjà, à aller professer en Suisse ? Voici un fragment de conversation entre Olivier et lui à Paris en 1830 : « Vous avez plusieurs chaires de littérature en Suisse, me dit-il encore dans le cours de la conversation. — Oh ! pas beaucoup. Il n'y en a que trois dans la Suisse française. Et puis, il y en a une, française aussi, à Bâle ; elle est occupée par M. Vinet. — Oui, l'auteur d'un ouvrage sur la liberté des cultes. Il y a de belles choses dans son livre. » (Juste Olivier, *op. cit.*, p. 29-30). — Il me paraît, ici, que Sainte-Beuve sonde un peu le terrain. Au reste, en 1830 également, mais un peu plus tard semble-t-il, il fut question de lui pour un cours à Genève (*Id. ibid.*, p. 41).

(2) Juste Olivier, *op. cit.*, p. 105. Cette lettre n'est pas recueillie dans la *Correspondance* de Sainte-Beuve. Il existe un assez grand nombre de lettres inédites de Sainte-Beuve sur Olivier — de quoi remplir, paraît-il, tout un volume : elles ont été communiquées pour sa *Notice* sur Juste Olivier à E. Rambert, et celui-ci en a cité quelques-unes. Il serait bien à souhaiter que cette correspondance fût maintenant publiée tout entière.

avaient lieu les lundi, mardi et mercredi, de 3 à 4 heures. Vinet, qui venait d'être nommé professeur d'homélique et de prudence pastorale, et qui avait été installé le même jour que Sainte-Beuve, y assistait toutes les fois qu'il le pouvait. Charles Secrétan, le futur philosophe, Juste Olivier figuraient aussi parmi les auditeurs. Sainte-Beuve arrivait assez ému, la tête enfouie dans son grand manteau de poète. Il ne s'imposa pas du jour au lendemain à son auditoire. D'abord, il n'était pas orateur ; et puis, son cours était rédigé d'avance. Il écrivait, à ce sujet, à son ami Collombet :

« J'écris toutes mes leçons, lui disait-il, le 24 décembre 1837, et pourtant j'improviser, ou du moins je fais une demi-improvisation, en présence de mes papiers que je ne suis que pour le sens et le gros. Comme pourtant tout est écrit, j'y gagne d'avance, sinon la rédaction définitive, du moins les matériaux de mon livre (1). »

Ce sont là les explications d'un homme qui voudrait bien se donner l'air de parler d'abondance ; mais, sans doute, Sainte-Beuve ne s'asservissait pas entièrement à sa rédaction ; car, nous dit Olivier, « s'il ajoutait quelque chose d'improvisé pendant la leçon même, il le notait soigneusement au retour ».

Il y eut, en dehors du cours, une opposition très vive. La politique se mêla de l'affaire. Le parti libre penseur accusa l'autre parti, le parti religieux, d'avoir imposé son sujet à Sainte-Beuve. Même ce cours fut un des prétextes dont on usa plus tard pour mettre à bas le gouvernement conservateur. Les choses allèrent assez loin. Les journaux du cru s'emparèrent de la question : on fit plusieurs articles sur le cours de Sainte-Beuve. Voici comment un journaliste, dans le *Nouvelliste vaudois*, s'exprimait sur le compte du nouveau professeur :

« Pour remplir les conditions de son programme, M. Sainte-Beuve délaye son sujet, le dissèque au microscope, le noie dans une foule de détails qui glissent sur la surface de l'esprit, fait des digressions peu concluantes, qui ne s'y rattachent point ou s'y rattachent mal. Plus était haute l'idée que nous nous faisons de M. Sainte-Beuve d'après ses ouvrages si remarquables, plus a été grand notre désappointement en le voyant débiter dans la chaire académique de telle façon qu'on est parfois tenté de se demander si l'on n'est pas en proie à un mauvais rêve, et s'il y a bien identité de personne entre le journaliste et le professeur (2). »

(1) *Lettres inédites de Sainte-Beuve à Collombet* publiées par C. Latreille et M. Rouston, Paris, Société française d'Imprimerie et de Librairie, 1903, in-12, p. 195.

(2) Cité par G. Michaut, *op.cit.*, p. 376.

On ne saurait être ni plus hospitalier ni plus galant. Mais Sainte-Beuve paraît « ne s'être jamais bien douté » de tout cela. D'ailleurs, il avait des partisans. L'un d'eux composa une sorte d'épître ou de satire, qui ne fut point publiée, sur la prière de Sainte-Beuve. En voici quelques échantillons, à titre de simple curiosité. La pièce est intitulée : *Épître à M. Sainte-Beuve sur son cours de Port-Royal, par M. Delacaverne.*

Toi qui nous arrivais pour chercher la retraite,
Le studieux loisir, la liberté secrète,
Que dis-tu de ce bruit, de tout ce grand émoi
Roulant au pied des monts, seuls graves devant toi ?

.....
Chacun à son parti, chacun son exigence
Où forte voix tient lieu de forte intelligence.
Quel crime aux yeux des uns ! Racontant Port-Royal,
Tu n'as rien dit encore du pacte fédéral !...

.....
« A quoi bon tant de cours, n'a-t-on pas les sermons ? »
Voilà ce que l'on pense, et nous nous rendormons.
Puis tous, le financier absorbé dans son lucre,
L'épicier dont le monde est un grand pain de sucre,
Tous se sont écriés, sans le moindre embarras,
Sûrs d'eux-mêmes, jasant, riant, croisant les bras :
« Les chefs-d'œuvre se font au jour, à la douzaine ;
Nous ne t'en commandons que trois chaque semaine ;
Pour nous cela suffit : il ne nous faut pas tant ;
Et l'on s'amuse au moins, si l'on n'est pas content. »

.....
Il est une célèbre et fameuse boutique.
C'est là qu'on a dressé la tribune bachique
Où nos plus gros parleurs, tour à tour clabaudants,
Péroront chaque soir, la pipe entre les dents...
N'espère pas des dieux qui siègent dans cet antre,
Leur verre d'une main, l'autre main sur leur ventre,
N'espère pas, un jour, de recevoir le prix !
Juges des bons morceaux, et non des bons écrits,
Leur goût est fin et sûr, leur génie est sans borne,
Quand il s'agit de vins de la Côte ou d'Yvorne.

.....
D'abord on vint à toi par curiosité,
Par mode, par ennui, beaucoup par vanité.
On ne te sut pas gré de ta modeste allure,
On te trouvait la voix peu sonore et peu sûre.
Mais la réalité de tes vivants tableaux ;
Ces morts ressuscités dans leur chair et leurs os ;
Saint-Cyran, les Lemaitre et Pascal et Montaigne ;
Ces combats de géants courbés sous leur montagne ;
Le disciple ignoré, mais dont tu sais encor
Par un discret sentier surprendre le trésor ;
De ce drame si vrai la puissance et la grâce
Même des platŕ moqueurs ont fait baisser l'audace.
« Il n'est pas orateur, disent en répliquant

Ceux que tu t'es soumis; mais il est éloquent! »
Le penseur, au détour de ta marche furtive,
Sous tes chaines de fleurs sent son âme captive;
Et l'humble piété jette sur ton miroir
Un regard de douceur qui tremble de se voir (1).

Sainte-Beuve réussit à conquérir à peu près tout son auditoire, par son tact, sa bonne volonté, sa conscience. Sa vie à Lausanne était celle d'un bénédictin; il prenait sur son sommeil, sur ses promenades et ses distractions pour travailler. Tout son temps était consacré à la préparation de son cours; il avait beaucoup de recherches, beaucoup de lectures à faire, et la rédaction de ses leçons lui coûtait de longues heures. Ce fut d'ailleurs le débit qui le fatigua le plus; et longtemps après, disait-il, « ses nerfs en criaient encore ».

Il s'était ménagé deux domiciles; l'un chez Olivier, l'autre à l'hôtel d'Angleterre, où son travail était moins troublé. Il faisait, pour ainsi dire, partie de la famille de Juste Olivier; c'est là qu'il recevait. On ne saurait être amis plus intimes: n'allait-on pas jusqu'à faire bourse commune aux fins de semestre?

« Vous avez un louis d'or, écrivait Sainte-Beuve à Olivier; vous me dites: « Mettons nos louis d'or ensemble. Je sais que je n'ai pas un louis d'or, mais seulement une pièce de trois baches (*sic*), et je dis non. Vous vous attristez et vous blessez un peu. Je vous dis: eh! bien, mettons ensemble votre louis d'or et ma pièce de trois baches, si vous y consentez; j'apporterai moins que vous dans cette amitié; mais, du moins, j'y apporterai d'abord le consentement et le bonheur de recevoir plus que je ne donne, ce qui est un des premiers caractères de l'amitié (2). »

Hélas! cette amitié, comme tant d'autres affections, Sainte-Beuve, plus tard, devait l'égrener sur sa route.

Olivier nous a tracé du Sainte-Beuve de Lausanne le portrait que voici :

« Singulièrement réglé et ordonné dans son travail, faisant et observant strictement, chaque jour, la part du travail et des distractions, même du plaisir; tenace, obstiné, entêté même, emporté parfois; le front sous sa petite calotte de velours noir que plus tard il ne quittait guère, mais déjà beaucoup dégarni de cette forêt de cheveux roux que je lui avais vue en 1830 et qui existe encore dans son médaillon par le sculpteur David d'Angers, n'en étant pas plus beau (il ne l'était, ai-je dit, ni ne prétendit jamais l'être), mais la figure se dégageant mieux, prenant mieux

(1) Cité par Juste Olivier, *op. cit.*, p. 50 et sqq.

(2) Cité par E. Rambert dans Juste Olivier, *op. cit.*, p. 106. Cette lettre n'est pas recueillie dans la *Correspondance* de Sainte-Beuve.

son caractère définitif; les yeux très beaux, de regard surtout, quand ce regard vous y avait rendu attentif, et une grâce, une finesse, un attrait tout particulier dans le sourire; ce sourire moins serré, moins sur ses gardes qu'il ne le devint plus tard, alors même qu'il semblait se laisser aller et se livrer davantage; ayant une pointe et un son de rire moins métalliques, étant peut-être moins fréquent et moins vif, mais plus ouvert, plus facile, venant plus du dedans... (1) »

Le 31 mai, il termina son cours. Il avait fait 81 leçons; il était très fatigué. En juin, il arriva à Paris, avec son livre tout rédigé. Mais il voulut le revoir encore, et donner à son travail toute la perfection de fond et de forme dont il était susceptible. D'autre part, repris par la vie de Paris et par la nécessité de produire au jour le jour, il ne put s'occuper de cette révision d'une façon très suivie. Ce ne fut qu'en 1840 que parut le premier volume chez l'éditeur Renduel; le second fut publié en 1842 chez le même éditeur; le troisième, en 1848, chez Hachette : à chaque nouveau volume étaient joints des *errata* relatifs aux tomes précédents.

Sainte-Beuve avait eu d'abord l'intention de ne publier que quatre volumes in-8; mais, la matière ayant débordé hors des cadres primitifs en 1839, il publia chez Hachette les deux derniers volumes. En même temps, il publiait une nouvelle édition, revue et corrigée, des deux premiers volumes. En 1867, il publia une troisième édition, définitive, remaniée et considérablement augmentée : c'est l'édition courante en six volumes in-12. Vous voyez avec quel soin; quelle conscience, il a fait son livre.

Quel rapport y a-t-il entre le livre et le cours ? Ceci nous amène à étudier l'histoire intérieure du *Port-Royal*.

(1) Juste Olivier, *op. cit.*, p. 75-76. — Olivier a tracé de Sainte-Beuve — du Sainte-Beuve de 1830 — un autre portrait à la plume qu'on ne sera peut-être pas fâché de trouver ici :

« M. Sainte-Beuve n'achève pas toujours ses phrases ; je ne dirais pas qu'il les bredouille, mais il les jette, et il a l'air d'en être dégoûté et de n'y plus tenir déjà avant qu'elles soient achevées. Cela donne à sa conversation un caractère sautillant. (Depuis, le *sautillant* devint *scintillant* et plus soutenu.) Sa voix est assez forte ; il appuie sur certaines syllabes, sur certains mots. Quant à son extérieur, j'ajouterai, pour les personnes qui ne l'ont jamais vu, que sa taille est moyenne et sa figure peu régulière. Sa tête, pâle, ronde, est presque trop grosse pour son corps. Le nez grand, mais mal fait ; les yeux bleus, lucides et d'une grandeur variable, semblent s'ouvrir quelquefois davantage. Ses cheveux rouge blond, très abondants, sont à la fois raides et fins. En somme, M. Sainte-Beuve n'est pas beau, pas même bien ; toutefois sa figure n'a rien de désagréable et finit même par plaire. Il était mis simplement, cependant bien. Redingote verte (c'était alors la mode), gilet de soie, pantalon d'été. » (*Op. cit.*, p. 9-10.)

II

D'abord, quand Sainte-Beuve conçut-il l'idée de son grand livre ? — La première mention dans la *Correspondance* en est datée du 18 décembre 1834. Mais nous savons que Sainte-Beuve en avait causé avec Lamennais, et que celui-ci l'avait encouragé (1). Or, ils étaient en relation en 1830-31. De plus, en 1829-1830, Sainte-Beuve a eu par deux fois à s'occuper de Racine, dans la *Revue de Paris* (6 décembre 1829 et 17 janvier 1830) : il y mentionne en passant son *Histoire de Port-Royal*. Il est assez naturel de supposer que Sainte-Beuve ait lu l'ouvrage à cette occasion, et qu'il se soit dit qu'il y avait à le refaire avec toute la « poésie rentrée » de Racine. Il est possible aussi qu'il ait entendu parler de Port-Royal au *Globe* : il y eut, en 1825, dans le *Globe* deux articles avec notices assez curieuses sur Port-Royal (2).

La conception du livre est donc assez ancienne. Pourquoi Sainte-Beuve s'est-il attaché à ce sujet ?

Pour deux raisons, semble-t-il : pour un motif littéraire et pour un motif religieux. Lui-même paraît nous le dire : « J'y avais été conduit par mon goût *poétique* pour les existences cachées et par le courant d'inspiration *religieuse* que j'avais suivi dans les *Consolations* (3). » Il semble aussi que cette inspiration première ait suivi les vicissitudes par lesquelles passait sa pensée. — Nous avons fait remonter à 1830 la conception assez nette du *Port-Royal* : Sainte-Beuve est alors encouragé par Lamennais ; et, sous cette influence, l'inspiration religieuse dut alors l'emporter. — Plus tard, en 1834 et 1835, quand Lamennais fut condamné, quand Sainte-Beuve eut à publier lui-même les *Paroles d'un Croyant*, il se dit, sans doute, que les lettres seules ne trompent pas, et c'est alors la conception purement littéraire qui l'emporte : du moins, c'est en littérateur et en historien qu'à cette époque il parle de son livre à son ami l'abbé Barbe. — Enfin, en 1836, quand Lamennais rompit définitivement avec le Saint-Siège, par la publication des *Affaires de Rome*, Sainte-Beuve paraît avoir conçu sous une forme plus religieuse l'œuvre qu'il rêvait : il était malheureux alors ; il était, d'autre part, repris plus fortement que jamais par la question religieuse (on se rappelle en quels ter-

(1) Voir *Port-Royal*, éditions actuelles, t. III, p. 257-258 ; et cf. t. IV, p. 337.

(2) Ces deux articles du *Globe* sont intitulés : *Collections de Mémoires relatifs à l'histoire de France ; Notice sur Port-Royal* (14 mai et 2 juin 1825). J'emprunte cette intéressante indication à M. Michaut.

(3) *Port-Royal*, éd. actuelles, t. I, p. 513.

mes émus, éloquents et troublés, il parlait alors de Lamennais et de sa défection dans un article sur les *Affaires de Rome*) : les hommes de Port-Royal durent alors lui paraître former avec l'auteur de l'*Essai sur l'indifférence* un singulier et vivant contraste. Enfin l'influence de Chateaubriand, qui l'encouragea beaucoup à écrire son livre, un peu plus tard celle de Vinet et des Olivier agirent sur lui dans le même sens. Et, au mois d'octobre 1837, lorsqu'il débarqua à Lausanne, on peut ainsi se représenter l'état d'âme de Sainte-Beuve relativement au grand et beau sujet qu'il avait choisi.

Quand il l'envisageait en lettré, ce sujet avait de quoi satisfaire ses goûts littéraires, son désir croissant d'échapper au romantisme et de se rattacher à la tradition classique, son amour des existences cachées et de la poésie intime, enfin son ambition très légitime de donner toute sa mesure, de réunir et de fondre en une œuvre maîtresse tous ses talents de poète, de romancier même ou de peintre, de critique psychologue, moraliste et lettré.

Quand il l'envisageait non plus en auteur, mais en homme, il devait se dire qu'avec ceux-là au moins, les solitaires de Port-Royal, il aurait affaire à de vrais, à d'authentiques chrétiens, qu'auprès d'eux il apprendrait à connaître, il approfondirait le vrai christianisme, qu'il pourrait en faire sur lui-même une nouvelle et décisive expérience. Et, peut-être sans bien s'en rendre compte, prévoyait-il et espérait-il l'issue, et qu'au contact de ces Stoïciens du christianisme choisis de préférence par lui à des chrétiens plus doux, plus humains, à des catholiques orthodoxes, l'incompatibilité qu'il pressentait entre son propre tempérament et leurs âpres doctrines finirait bien par éclater au grand jour et par s'imposer à lui-même — et aux autres — avec une évidence irrésistible. Peut-être ce qu'il attendait de cette suprême enquête religieuse était-ce, tout au fond de lui-même, dans les régions obscures de « l'inconscient » ou dans la pénombre du « subconscient », comme une sorte de légitimation, à ses propres yeux, de sa définitive incroyance.

Ces diverses intentions sont assez bien exprimées dans la page suivante, qui n'a pas été publiée par Sainte-Beuve, mais qui a été conservée dans ses papiers ; c'est un premier projet de *Préface* :

« Je veux écrire avec simplicité l'histoire d'une entreprise religieuse qui remplit tout le ^{xvii}^e siècle, qui commença par la réforme d'un couvent de filles et à laquelle les plus grands esprits et les plus savants hommes s'associèrent bientôt étroi-

tement. Je m'attacherai moins au détail des querelles, qui serait infini — et qu'on peut lire ailleurs dans des livres déjà faits — qu'à l'esprit même et aux phases successives de l'entreprise, qui ne fut pas, en tout temps, la même, qui se modifia et s'altéra en se continuant. Elle resta grande durant tout le xvii^e siècle, et je ne la suivrai rapidement au delà que pour en montrer à regret les conséquences de plus en plus forcées et rétrécies. Du moins, de saints hommes, de justes et beaux caractères s'y rencontrent jusqu'au bout et consolent. Je m'arrêterai surtout devant ceux du xvii^e siècle : avec complaisance, avec respect, heureux de reconnaître en eux les derniers vrais modèles de cette autorité morale dont nul aujourd'hui n'est investi [allusion évidente à Lamennais], heureux d'oublier un peu dans leur commerce sévère la connaissance des hommes de nos temps : *plus heureux qui, favorisé d'en haut* [Sainte-Beuve avait d'abord écrit : *Dieu aidant*], apprendrait d'eux à se retremper soi-même (1) ! »

Quel a été, au point de vue moral, le résultat de cette enquête ? Sainte-Beuve nous l'a dit lui-même dans une note qui sert de conclusion à son livre et qu'il écrivait, en le terminant, un jour du mois d'août 1857 :

« J'ai terminé cette histoire commencée depuis si longtemps...

« Qu'ai-je voulu ? qu'ai-je fait ? qu'y ai-je gagné ?

« Jeune inquiet, malade, amoureux et curieux des fleurs les plus cachées, je voulais, surtout à l'origine, en pénétrant le mystère de ces âmes pieuses, de ces existences intérieures, y recueillir la poésie intime et profonde qui s'en exhalait. [Sainte-Beuve ici, inconsciemment, je le crois, ne nous présente qu'un seul des aspects de sa pensée primitive.] Mais, à peine avais-je fait quelques pas, que cette poésie s'est évanouie ou a fait place à des aspects plus sévères : la religion seule s'est montrée dans sa rigueur, et le christianisme dans sa nudité.

« *Cette religion, il m'a été impossible d'y entrer autrement que pour la comprendre, pour l'exposer. J'ai plaidé pour elle devant les incrédules et les railleurs ; j'ai plaidé la Grâce, j'ai plaidé la Pénitence ; j'en ai dit le côté élevé, austèrement vénérable, ou même tendrement aimable ; j'ai cherché à en mesurer les degrés, — j'ai compté les degrés de l'échelle de Jacob. Là s'est borné mon rôle, là mon fruit.*

« Directeurs redoutés et savants, illustres solitaires, parfaits confesseurs et prêtres..., quelque respect que je vous aie voué...,

(1) Ces lignes curieuses ont été découvertes par M. G. Michaut dans les archives de M. de Spœlberch de Lovenjoul, et publiées par lui dans son livre, p. 391.

cause de vous et autour de vous.

« *J'ai eu beau faire*, je n'ai été et je ne suis qu'un investigateur, un observateur sévère, attentif et scrupuleux. Et même, à mesure que j'ai avancé, le charme s'en étant allé, je n'ai plus voulu être autre chose... (1). »

Mais, entre ces deux textes, il y a, ne l'oublions pas, une vingtaine d'années d'intervalle. Et l'on peut se demander si, à cette conclusion dernière, à ce rejet final du christianisme, Sainte-Beuve est arrivé du premier coup et comme d'un bond. Non, il en est venu là par une série de transitions insensibles, que je voudrais vous faire toucher du doigt.

Tout d'abord, Sainte-Beuve semble avoir assez bien tenu, dans son cours, la promesse de sa première préface. Il y a, par exemple, dans le *Discours préliminaire*, telle page qui est l'écho assez fidèle de celle que nous avons lue tout à l'heure :

« J'ai voulu, disait-il à ses auditeurs, j'ai voulu vous bien indiquer d'abord, vous décrire, au moins en raccourci, l'heure sociale, l'heure religieuse, où se conçoit la réforme de Port-Royal, et, en quelque sorte, *les circonstances générales du Ciel* au moment et à l'entour de ce berceau..... Port-Royal, entre le xvi^e et le xvii^e siècle, c'est-à-dire deux siècles volontiers incrédules, ne fut, à le bien prendre, qu'un retour et un redoublement de foi à la

sa nature n'est pas incurablement infectée ; la Rédemption vivante et actuelle par le Christ ne demeure pas aussi souverainement nécessaire. Étendez encore un peu cette liberté comme fait Pélage, et le besoin de la Rédemption surnaturelle a cessé. Voilà bien, aux yeux de Jansénius et de Saint-Cyran, quel fut le point capital, ce qu'ils prévirent être près de sortir de ce christianisme, selon eux relâché, et trop concédant à la nature humaine. Ils prévirent qu'on était en voie d'arriver, par un chemin plus ou moins couvert..., où donc ? à l'*inutilité du Christ-Dieu*. A ce mot, ils poussèrent un cri d'alarme et d'effroi (1). »

Et encore : « Moralement... le *fruit direct* est encore grand à tirer. Le trait le plus saillant de ces saints caractères me semble l'*autorité*. Cette autorité morale, qu'on sait particulière aux grands personnages du temps de Louis XIV, est singulièrement propre à ceux de Port-Royal entre tous. Cette qualité, *cette vertu manque tellement de nos jours* aux plus grands talents, à ceux même qui en paraîtraient plus dignes, qu'il devient précieux de l'étudier, comme dans son principe, chez les maîtres » (2).

Cela est peut-être un peu moins précis, un peu plus expectant que son premier projet de *Préface* ; il me semble pourtant qu'il y a là un véritable sentiment, ou du moins un véritable accent religieux.

Mais déjà, dans ce même *Discours préliminaire*, il y a, ça et là, des expressions un peu inquiétantes, quelques développements qui ont dû faire sourciller Vinet, s'il les a entendus. Déjà, comme Sainte-Beuve insiste sur le côté poétique de son sujet ! C'est même par là qu'il termine. De sorte que, quand on lit d'un bout à l'autre le *Discours préliminaire*, on reste sous une impression purement littéraire.

« Je me suis quelquefois étonné, dit encore Sainte-Beuve, et j'ai regretté qu'il n'y ait pas eu à Port-Royal, ou dans cette postérité qui suivit, *un poète comme William Cowper*, l'ami de Jean Newton. Cowper était, comme Pascal, frappé de terreur à l'idée de la vengeance de Dieu ; il avait de ces tremblements qu'inspirait M. de Saint-Cyran, et il a si tendrement chanté ! Nous tâcherons du moins, Messieurs, de relever, chemin faisant, de recueillir et de vous communiquer ces doux éclairs d'un sujet si grave. »

Visiblement, Sainte-Beuve a essayé de remplir ce rôle ; il a voulu être le Cowper, le poète de Port-Royal.

Bientôt pourtant, il est pris par son sujet, il parle en termes

(1) *Port-Royal, Disc. prélim.*, éd. actuelles, t. I, p. 12-14.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 22-23.

excellents et d'un ton fort convenable des commencements de Port-Royal, de la grâce, de la mère Angélique, des Arnauld, de Jansénius, de Saint-Cyran, de M. de Sacy. Il a sur le fondement pessimiste du christianisme des pages qu'un vrai janséniste aurait pu signer (1). Et, quand il en arrive à Saint-Cyran, il ne peut s'empêcher de songer à un autre homme, à Lamennais ; il fait un retour sur lui-même, et il écrit :

« Dans le monde, dans les divers ordres de talent et d'emploi, ces natures, que j'ai appelées *secondes* [comme Sainte-Beuve se connaît bien lui-même !], existent, et avec toutes sortes de délicatesses : elles ont besoin de suivre et de s'attacher. Ce sont des Élisée en peine qui cherchent leur Élie et qui, sous lui, si elles le trouvent, dirigent les moindres. Mais combien elles sont loin, souvent, de le trouver ! Comme elles deviennent souvent malheureuses, ces âmes doucement et fermement acolytes par les choix qu'elles font, si Dieu ne s'en mêle [c'est moi qui souligne], s'il ne noue et ne soutient incessamment leur lien ! Comme elles restent à la merci des âmes plus fortes et volontiers tyranniques qui les possèdent, qui les exploitent [c'est Sainte-Beuve ici qui souligne] comme on dit, et en font leur proie ! Et quelles douleurs, et quelles aigreurs, ces mécomptes de l'admiration apportent tôt ou tard dans la sensibilité ! Nicole lui-même eut à la fin un déchirement, quand il dut se séparer du grand Arnauld, qui, dans son impétuosité immodérée, allait toujours et abusait un peu de lui. Et hier, sous nos yeux, n'avons-nous pas vu de chers et tendres disciples rompant, après douze années de communauté, avec le prêtre le plus éloquent ? J'en puis parler : cela a été public ; les blessures ont saigné et crié devant tous. Lancelot n'eut rien de tel à souffrir... C'est que M. de Saint-Cyran était un directeur véritable et selon l'esprit. M. Arnauld était un grand docteur et un controversiste ; M. de Lamennais aussi était un écrivain polémique ardent : ni l'un ni l'autre n'étaient des directeurs (2). »

On comprend les naïves espérances des âmes pieuses. Beaucoup de gens espéraient, à Lausanne, que Sainte-Beuve allait se convertir au protestantisme (3). Toutefois, Vinet ne se faisait pas

(1) *Port-Royal*, t. I, p. 408.

(2) *Id.*, t. I, p. 440.

(3) Ces espérances percent d'une manière assez touchante dans l'*Épître à M. Sainte-Beuve* que nous avons citée tout à l'heure. L'auteur, s'adressant au critique, lui disait :

Quand tu passes de même un doigt que rien n'effraie
Sur le secret ulcère ou la honteuse plaie,
Que dans ton autre main tu puisses nous offrir
Cette coupe où le ciel a de quoi nous guérir !
Ne cherche que le ciel quand tu creuses la terre...

d'illusion : « Si vous voulez savoir le fond de ma pensée, répondait-il à ceux qui l'interrogeaient, je crois qu'il est convaincu, mais non converti. » Il savait mieux que personne à quoi s'en tenir à ce sujet (1). Sainte-Beuve lui avait écrit, en le remerciant d'un article sur *M^{me} de Pontivy* :

« Le malheur des natures qui n'ont que des aspirations et des inclinations sans la foi est d'être à la merci d'un souffle, d'une vicissitude. Quand j'écris, quand je parle, je me sens presque involontairement amené à suivre un certain ordre de vérités, et je ne trouve que là les réflexions dont mon esprit et ma plume ont besoin. Mais si, par malheur, d'autres inspirations se présentent quelquefois, si d'autres souffrances me rapportent durant quelque loisir des parfums oubliés, je m'y laisse reprendre... Je sens, croyez-le, tout le prix de votre affection, en laquelle j'ai confiance plus encore que je ne le témoigne et ne la cultive. La meilleure façon de répondre à ces sortes d'affections serait, je me le dis, d'entrer dans les sentiments tout sérieux qu'elles vous souhaitent pour votre bonheur; et, tant qu'on n'est pas fixé dans ces sentiments, tant qu'on en est plus loin qu'on n'ose l'avouer, il semble alors qu'on doive mettre, par respect même, une discrétion extrême à ces amitiés qui seraient si précieuses et qui le sont déjà puisqu'on croit les posséder... (2). »

Ces lignes sont datées du 1^{er} janvier 1838. Or, nous savons que c'est à peu près à ce moment-là qu'il entamait Pascal : « J'ai commencé Pascal, écrivait-il à Collombet le 25 janvier 1838, et dans une longue parenthèse, Montaigne. »

(1) J'imagine qu'Olivier ne devait pas avoir non plus beaucoup d'illusions sur la possibilité d'une conversion de Sainte-Beuve au protestantisme. Il nous raconte qu'en 1830 il avait avec Sainte-Beuve d'assez longues conversations sur les questions religieuses, sur l'état exact de la pensée religieuse des principaux écrivains romantiques : — « Je crois, repris-je, que le catholicisme a fait du mal, parce qu'on ne voit parmi vous le christianisme que d'après lui. » Il m'interrompit brusquement : — « Non, j'aime le catholicisme ; tenez, je l'aime. Il a quelque chose de plus lumineux que le protestantisme, qui ou bien est sec, rigide, ou bien est mystique. Il y a, en effet, un mouvement singulier dans le protestantisme d'aujourd'hui. Il n'est plus si sec, il a une tendance à l'amour ; il se rapproche du catholicisme. Je pense toujours que le mieux serait de se retirer à la campagne, d'aller à la messe, de faire tranquillement ses pâques et d'avoir une croyance aussi bien éloignée du gallicanisme que du jésuitisme. » Il me cita l'exemple de Manzoni. « Eh bien ! oui, il faudrait vivre comme lui. Il ne sort pas de son Italie. C'est un esprit étroit, mais élevé... » (*Op. cit.*, p. 26.) — Voir aussi dans la *Nouvelle Correspondance*, p. 342, la lettre que Sainte-Beuve, le 6 avril 1869, écrivait à M. Ferdinand Buisson, le député actuel de Paris, pour repousser les avances de son « christianisme libéral ».

(2) *Correspondance de Sainte-Beuve*, t. I, p. 45.

Cette longue parenthèse, nous l'avons dans le *Port-Royal*, et à peu près telle qu'elle a été prononcée. Montaigne, pour Sainte-Beuve, c'est « la nature sans la grâce » ; et, dans des pages d'ailleurs charmantes et dignes de Montaigne, il poursuit le Montaigne en chacun de nous, il le démêle jusque dans La Bruyère, Huet et saint François de Sales. Et il ajoute :

« On pourrait pousser en vingt autres sens, et ce serait faire du Montaigne en en parlant. Et je ne prétends pas dire, on le veut bien croire, que tous ces auteurs, ces hommes qui s'oublent à quelque goût humain, à quelque humeur personnelle, qui se prennent à l'un de ces pièges dressés en lui comme en nous à fleur de terre, soient des impies et des antichrétiens : il n'y a qu'un Père Garasse pour soutenir cela ; mais je prétends que, sincères et peut-être très religieux d'ailleurs, ces hommes sont inconséquents sur ce point, qu'ils échappent par cette tangente à l'exact Christianisme, et retombent plus ou moins à la *bonne loi naturelle* (1). »

Parler ainsi, c'est avouer que soi-même, en définitive, on retombe à cette bonne loi naturelle.

Il est bien curieux que ce soit en parlant de Pascal, et, à propos de Pascal, de Montaigne, que Sainte-Beuve ait été amené à cet aveu presque involontaire sur lui-même. Pascal, à peine attaqué, le reporte, le rejette aux antipodes de Pascal, à Montaigne ; il se reconnaît dans l'auteur des *Essais* ; il épouse sa pensée, beaucoup plus que celle de Pascal. Et, s'il est vrai, comme Sainte-Beuve l'a dit quelque part, qu'il y a en chacun de nous un Pascal et un Montaigne, un duel à mort s'engage alors en lui entre Pascal et Montaigne ; et Montaigne tue Pascal en lui. Ou encore, et pour emprunter à M. Jules Lemaitre une de ses plus jolies expressions à propos de ce Montaigne moderne qui s'appelle M. Anatole France, c'est Pascal qui a fait sortir tout le Montaigne que Sainte-Beuve avait dans le sang.

Et la meilleure preuve que nous sommes bien là au centre du *Port-Royal*, et que nous touchons là le vrai nœud de l'évolution morale de Sainte-Beuve, la voici.

Le passage que nous venons de lire, c'est, selon toutes les probabilités, le texte que Sainte-Beuve a eu sous les yeux et a lu à ses auditeurs de Lausanne en janvier ou en février 1838 (2). Mais,

(1) *Port-Royal*, éd. actuelles, t. II, p. 419.

(2) Olivier nous raconte (*op. cit.*, p. 110) qu'une dizaine d'années plus tard, en 1849, ayant surpris Sainte-Beuve dans une véritable crise d'irréligion rageuse, il essaya par quelques timides objections d'interrompre « cette espèce de discours saccadé, mais suivi, par lequel il s'épanchait en négations

un peu plus tard, il y joignait la note suivante qu'il a reproduite dans son livre, en le publiant pour la première fois, en 1842 :

« Allons plus au fond : que veux-je faire en tout ceci ? Inculquer le Jansénisme et le plaider ? Oh ! non pas. Mon but est surtout historique, on le sait ; mais il est philosophique aussi, qu'on me permette de le dire, plus philosophique peut-être qu'il ne paraît. Je tiens à faire ressortir et à montrer, tantôt le côté abrupt, tantôt le côté plausible du point de vue janséniste, à indiquer l'état et le remède chrétien, s'il se peut, mais au moins, au pis, à noter le mal humain, à démasquer la fourbe humaine et l'inconséquence presque universelle. C'est ce que je crois de plus vrai, après tout ; au moment même où j'ai le malheur de ne pas espérer a réparation et le mieux, c'est encore dans ce sens réel qui m'apparaît en fait la généralité des choses. »

Et, un peu plus tard encore (car ce qui va suivre figure bien déjà dans la 1^{re} édition de 1842, mais est séparé des lignes que nous venons de lire par un tiret, ce qui, conformément aux habitudes de Sainte-Beuve, paraît indiquer une addition ultérieure), il ajoutait également en note :

« Entre Montaigne et Pascal, serré ici que nous sommes, toute ambiguïté cesse ; lâchons le mot : rien n'est plus voisin d'un chrétien à certains égards qu'un sceptique, *mais un sceptique mélancolique et qui n'est pas sûr de son doute*. J'aurais encore atteint mon but, quand mon travail sur Port-Royal ne serait que l'histoire d'une génération de chrétiens, écrite en toute droiture, par ce sceptique-là, respectueux et contristé. »

Et enfin, en 1867, revoyant son texte pour l'édition définitive de son *Port-Royal*, il faisait un dernier pas, et ajoutait à ses notes antérieures les lignes suivantes :

« Et n'était-il point un de nos pareils celui qui a dit : « Je suis

plus qu'il ne lui avait jamais vu faire. » — « Je lui rappelai, ajoute-t-il, tant de belles pages de son *Port-Royal* où il expose et apprécie si profondément la foi des pieux solitaires, celles surtout où il presse si vivement le scepticisme de Montaigne, le débusque, pour ainsi dire, de cachette en cachette, et le force à se montrer. « — Mais ne voyez-vous pas, s'écria-t-il, que, tout cela n'était que jeu de l'imagination et de la pensée ? » C'est ce que, longtemps après, il a mis en manière d'épilogue de ses ouvrages. Pensait-il ainsi à Lausanne, en faisant son cours, dans lequel se trouvait, *déjà toute rédigée*, cette étude sur Montaigne ? Je ne le crois pas, ni ne voudrais le croire. Ce qui est certain, c'est qu'il ne l'exprima point publiquement alors comme il venait de le faire avec moi. » — Je crois, comme le bon Olivier, que Sainte-Beuve, ce qui lui est arrivé plus d'une fois, se calomniait un peu, et qu'il projetait, pour ainsi dire, dans le passé son état d'âme de 1849.

gique.

Et la conclusion, on peut la demander à Sainte-Beuve lui-même. Le 26 mai 1838, il écrivait à son ami Victor Pavie, au moment de quitter Lausanne et de retourner à Paris :

« Vous me dites, mon cher Pavie, de bien bonnes choses et des espérances trop belles sur l'effet moral que vous attendez de ce cours sur moi. Hélas ! il est trop certain que, s'il ne me fait pas de bien, il me fera grand mal. On ne touche pas impunément aux autels ; et, en supposant que j'aie fait quelque bien autour de ma parole, on ne fait pas impunément du bien si l'on n'en reçoit au cœur soi-même. Aussi je vous parle peu de ce cœur, toujours flottant, toujours repris, et qui ne se sent un peu heureux aujourd'hui que d'un plus libre rayon de printemps (2). »

Mais le *Port-Royal* n'est pas seulement un document psychologique et pour ainsi dire autobiographique. C'est aussi une œuvre littéraire et une œuvre quasi philosophique. Et, puisque le Montaigne, c'est-à-dire l'artiste et le moraliste indifférents, sont au total seuls demeurés chez Sainte-Beuve, il nous reste à voir ce que vaut son livre à ce double point de vue.

J. G.

(1) Éditions actuelles, II, p. 420.

(2) Cité par G. Michant, op. cit., p. 446.

Soutenances de thèses

UNIVERSITÉ DE PARIS.

M. Walter SCHINZ a soutenu sa thèse pour le doctorat d'Université devant la Faculté des Lettres de Paris, en Sorbonne, le 26 juin :

THÈSE FRANÇAISE.

Le problème de la tragédie en Allemagne.

*
* *

M. G. MICHAUT a soutenu les deux thèses suivantes pour le doctorat devant la Faculté des Lettres de l'Université de Paris, en Sorbonne, le 29 juin :

THÈSE LATINE.

Quibus rationibus Sainte-Beuve opus suum de XVI^o seculo iterum atque retractaverit cui dissertationi adjectus est ejusdem operis apparatus criticus.

THÈSE FRANÇAISE.

Sainte-Beuve avant les « Lundis » ; essai sur la formation de son esprit et de sa méthode critique.

*
* *

M. Alexandre MORET a soutenu ses deux thèses pour le doctorat devant la Faculté des Lettres de Paris, en Sorbonne, le 30 juin :

THÈSE LATINE.

De Bocchori rege.

THÈSE FRANÇAISE.

Du caractère religieux de la royauté pharaonique.

Le gérant : E. FROMANTIN.

REVUE HEBDOMADAIRE
DES
COURS ET CONFÉRENCES

DIRECTEUR : N. FILOZ

Les poètes secondaires
du XVIII^e siècle

Cours de M. ÉMILE FAGUET,

Professeur à l'Université de Paris.

Gentil-Bernard (II). — Vadé.

De tous les ouvrages de Gentil-Bernard, c'est encore *Phrosine et Mélidore* que je préfère. Son pédantisme à la cavalière, son ton didactique dans un sujet qui ne comportait que des descriptions, la singulière méthode dans laquelle l'avait engagé l'imitation d'Ovide, tout cela nuisait beaucoup à l'agrément de l'*Art d'aimer*. Je trouve dans *Phrosine et Mélidore* plus de talent descriptif, plus d'imagination dans l'invention des détails, et surtout plus d'aisance. Il est évident que ce poète était plus fait pour décrire que pour enseigner. Je signalerai le portrait de Phrosine. Il n'est point d'un autre genre que ces portraits par généralités, qu'on aimait tant au xvii^e et au xviii^e siècle avant Rousseau, et dont Taine s'est si bien moqué : « Elle avait, nous dit-on, les plus beaux yeux du monde, le nez le mieux fait, la plus jolie bouche, et sa taille était agréable » ; nous voilà bien renseignés ! Mais on trouvera dans ce portrait de Phrosine toute la grâce d'un madrigal.

La description du séjour de l'ermite et le récit de l'arrivée de Mélidore dans son île ont de même beaucoup d'aisance ; c'est le début du chant II :

Non loin du port, au couchant de la ville,
 Du fond des eaux paraît sortir une île,
 Un triste écueil, un rocher menaçant;
 L'onde en courroux s'y brise en mugissant:
 L'un de ses flancs, moins battu par l'orage,
 Permet l'abord d'un asile sauvage.
 L'espace étroit du rocher entr'ouvert,
 D'herbe et de mousse et de rameaux couvert,
 Était l'abri d'un pieux solitaire,
 Vieux pénitent, fugitif volontaire,
 Qui, de ce roc ayant fait un saint lieu,
 Priait en paix et reposait en Dieu.
 Les ans penchaient sa tête octogénaire,
 Un sac formait son vêtement austère;
 Sur un cordon sa barbe retombait,
 Et sous son poids un bâton se courbait.
 C'est au milieu d'une pente rapide
 Que la nature, architecte solide,
 Creusa du saint l'asile révéral.
 Là, son autel, d'une lampe éclairé,
 Était orné de grossières images,
 Qui des croyants attestaient les hommages.
 Un lit de natte, un oratoire auprès,
 De la cellule étaient les seuls apprêts.
 Le fond de l'anire offrait une ouverture,
 D'où s'épanchait une source d'eau pure;
 Et, loin du bruit que la vague formait,
 A ce murmure un sage s'endormait.

On reconnaît des souvenirs de Théocrite et de Virgile, agréablement fondus. Mélidore se présente à ce vieillard, et l'attendrit par le récit de ses malheurs.

« Mon fils, lui dit le solitaire heureux,
 Si, dégagé des pièges amoureux,
 Ton cœur paisible a bien rompu sa chaîne,
 Que béni soit l'heureux jour qui t'amène!
 Du sort, ici, j'ai défié les jeux;
 Toujours serein sous un ciel orageux,
 J'ai vu, trente ans, le reflux de cette onde
 Qui m'invitait à retourner au monde.

(Si Gentil-Bernard était moins Parisien, il n'ignorerait pas que la Méditerranée n'a ni flux ni reflux.)

Il m'a trompé, je l'ai fui pour toujours.
 Mais, quand je touche au dernier de mes jours,
 Le ciel sensible écoute ma prière:
 J'aurai ta main pour fermer ma paupière.
 Tu vois mes biens, succède à mon bonheur:
 Fuis sans regret un monde suborneur;
 Sers Dieu; voilà l'être qu'il faut qu'on aime,
 Et, tout à lui, sois content de toi-même. »

J'imagine que Gentil-Bernard a été content, lui aussi, de ce petit morceau, que Voltaire n'eût pas été fâché d'avoir fait. On notera, d'ailleurs, qu'il rappelle le passage de la *Henriade* où Henri IV va visiter un ermite dans une île du milieu de la Manche.

Pour varier, et passer du sévère au plaisant, ce qui se rencontre souvent dans ce poème, je citerai les vers techniques où est décrit ce qu'on pourrait appeler l'apprentissage de la natation. Ils ont, à un degré tout à fait remarquable, le mérite de la difficulté vaincue. C'est Phrosine, comme je l'ai dit dans la leçon précédente, qui s'exerce à nager pour se mettre en mesure d'aller rejoindre son amant.

En agitant les ondes qu'elle implore,
Soudain le sable échappe sous ses pas,
Son corps s'étend, balancé sur ses bras;

Ce vers est excellent, parce qu'il évite le mot propre de la façon la plus heureuse.

Ses pieds de l'onde atteignent la surface;
Un fol espoir animait son audace;
Aly (1) tremblait : Phrosine s'égarant,
Nageait encor, mais son cœur expirant,
Trop faible, hélas ! la rappelle au rivage.
« Aly, dit-elle, as-tu vu ? Quel présage !
L'Amour, sans doute, écoute mes desirs ;
Il soumet l'onde, et commande aux zéphirs ;
J'irai plus loin. » Elle dit, et s'élance,
Bat, fend la mer, nage à plus de distance,
Revient, retourne et, jouant sur les eaux,
S'exerce encore à des périls nouveaux.

Bientôt Aly s'élance avec elle, et le poète les peint toutes deux par une comparaison qui est la plus jolie partie de ce passage :

Telles on voit, au sommet d'une tour,
Prendre leur vol deux jeunes hirondelles,
Et l'annoncer par un battement d'ailes :
L'une en tremblant s'essaie à voltiger,
L'autre, plus prompte, affronte le danger,
Désigne un terme au vol qu'elle médite,
Part, vole, fuit ; sa compagne l'imité,
La suit, l'atteint, et toutes deux au pair
Vont mesurer les campagnes de l'air.

Sans doute, au point de vue poétique, il n'y a là qu'un badinage, mais il est traité, il faut le reconnaître, avec beaucoup d'adresse de main. Voici qui est plus remarquable ; c'est à la fin

(1) C'est la confidente de Phrosine.

du chant II ; Phrosine se décidant à tenter la traversée, le poète l'encourage par ces vers :

Partez, Phrosine, on peut tout en aimant :
Vénus ainsi parut au sein de l'onde.
Aplanis-toi, vague altière et profonde ;
Régnez, zéphirs ; vents, soyez retenus ;
Conspirez tous pour cette autre Vénus.

Gentil-Bernard, qui a tenté vainement d'être lyrique dans ses odes, a réussi à l'être ici, où il n'y songeait pas. Je relève enfin, ça et là, quelques vers isolés très gracieux.

*Un défaut même est souvent un attrait...
Dans une glace, école du sourire,
De vos attraits rétablissez l'empire...
Tout lui fut dit ; le cœur n'oublia rien.
L'amour heureux conte toujours si bien !*

Deux épitres de Gentil-Bernard méritent d'être signalées : l'*Épître à M^{me} de Pompadour*, d'abord, intéressante comme document d'histoire littéraire. Nous y voyons la mauvaise humeur qu'inspirait à tous ces poètes légers, de salon, exclusivement voués à la galanterie aimable et coquette, l'avènement du genre sensible importé d'Angleterre en France, vers 1760, avec les romans de Richardson. N'écoutez pas, s'écrie Gentil-Bernard, ces « amateurs de l'étranger »,

Infatués des muses britanniques...
Ils nous diront, serviles tributaires,
Que la nature excelle en ce tableau,
Que ce beau sombre est la teinte du beau.
Non, mes amis ; consultons nos modèles,
Imitons-les ; pensons comme Boileau.

Gentil-Bernard ne se doute pas que Boileau l'eût exécré, et lui et ses pareils, pour leur frivolité précieuse et burlesque. Ils s'imaginent, tous ces petits auteurs, qu'ils suivent à la lettre le conseil du satirique, tolérant qu'on exprime en vers les transports de son cœur sous cette réserve expresse :

C'est peu d'être poète : il faut être amoureux.

Gentil-Bernard se moque du genre larmoyant de La Chaussée, des lettres sentimentales de Colardeau, et il ajoute, ayant l'air de regretter, par de là Chaulieu et Gresset, les grands classiques du temps de Boileau :

Qui nous rendra les chants de la *tendresse* ?
Plus de Grécourt, encor moins de Chaulieu ;
Piron s'endort, Gresset est tout en Dieu.

Un jeune essaim eût volé sur leurs traces ;
 Mais je les vois portés par le torrent,
 Trop égarés dans la sphère du grand,
 Pour revenir dans le cercle des Grâces.
 Vous n'eûtes pas ce vain désir comme eux,
 Mes petits vers, et vous fûtes heureux.
 Votre faiblesse éveilla ma prudence ;
 Je balançai le fardeau des sujets ;
 Et, vous bornant aux plus simples objets,
Je vous contins dans l'abri du silence.

Ce dernier vers, sobre et pourtant riche de sonorités, moins dans le goût des poètes du ^{xviii}^e siècle que dans celui d'un Béranger, est délicieux.

La seconde épître de Gentil-Bernard à laquelle il est bon de s'arrêter, et qui fut d'ailleurs la plus célèbre de ses poésies légères, est l'*Épître à Corinne*. Elle se termine ainsi :

Si, prenant un vol curieux,
 Tu veux, d'une âme plus active,
 Franchir le cercle injurieux
 Où le préjugé te captive,
 Ajoute au don de la beauté
 Les arts et les talents aimables :
 L'Amour est par eux excité,
 Et par plus d'objets arrêté
 A des triomphes plus durables.
 Connais l'art profond des accords,
 Fais parler un clavier sonore,
 Et prête une âme à ses ressorts
 Par un chant plus flatteur encore.

C'est d'un bon petit poète d'employer si à propos le rapprochement de consonances semblables. Il nous rend ainsi la monotonie de ces airs du ^{xviii}^e siècle, délicieusement vieillots, qui furent vieillots dès leur naissance.

Suis les pas, surpasse la voix
 De Terpsichore et des sirènes,
 Et par tous ces dons à la fois
 Présente à nos cœurs plus de chaînes.
 Aux yeux de Pindare jaloux
 Fais voir ma sublime écolière :
 Fais des vers tendres comme nous ;
 Oh ! que le charme en sera doux
 Si ton cœur en fait la matière !
 Pour t'instruire et pour t'écouter,
 L'Amour m'a déclaré ton maître ;
 Je vais t'apprendre à le chanter ;
 Mais t'apprendrai-je à le connaître ?

On le voit, Gentil-Bernard s'est montré deux ou trois fois un véritable maître du madrigal. Il s'est élevé jusqu'à ce point très

qu'il ne l'était avec Scarron, quoiqu'il reste encore spirituel, un burlesque tourné à la caricature et devenu grotesque. Parmi les auteurs burlesques du xvii^e siècle, les uns se sont, bon gré mal gré, dispensés de tout élément sérieux, et n'ont songé qu'à multiplier les cabrioles : les autres, comme Furetière, Scarron quelquefois, et l'auteur inconnu des *Propos de l'Accouchée*, se sont aperçus que la bouffonnerie pouvait avoir un fond réel, et ce fond n'est autre chose que ce que nous appelons le réalisme. Quand nous cherchons le réalisme au xvii^e siècle, c'est aux burlesques qu'il faut s'adresser. Ils ont pris, comme Molière, les travers humains, et en ont montré le ridicule. Vadé a fait comme eux, un siècle plus tard ; il est, lui aussi, un peintre réaliste et caricatural des travers des hommes.

Il eut, d'ailleurs, un très grand succès, qu'il dut, en partie, à son merveilleux talent de diseur et de mime. Il jouait ses vers dans les soupers de Paris. Aussi l'on s'arrachait Vadé, comme on s'arracherait, aujourd'hui, un bon burlesque du Palais-Royal.

Supposez que ce burlesque du Palais-Royal soit l'auteur de ce qu'il débite, qu'après avoir reçu des indications sur tel ou tel tic qu'on aura désigné à sa plaisanterie, il revienne le lendemain avec ce tic, non seulement caractérisé dans une pièce de vers, mais encore tout prêt à être joué et mimé, vous vous ferez une idée des mérites de Vadé et de l'importance qu'il a pu avoir aux

génois le fit passer, comme contrôleur du vingtième, de la province à Paris. Complètement à l'abri du besoin, il put se livrer tout entier, à partir de 1743, à ses muses burlesques ; et cette période de 1743 à 1757 est celle de sa gloire.

Ses œuvres sont des chansons, des comédies pour le théâtre de la Foire, des épttres en vers, des narrations grotesques, comme *La Pipe cassée*, et des madrigaux burlesques, comme *Les Quatre Bouquets poissards*. En 1749, il fit admettre au théâtre de la Foire une comédie, *Les Visites du Jour de l'An*, qui fut un gros insuccès parfaitement mérité, à ce que Collé rapporte. En 1752, il donna à l'Opéra-Comique *La Fileuse*, parodie d'*Omphale*, et au théâtre de la Foire *Le Poirier*, sorte d'opéra-bouffe imité du délicieux conte de La Fontaine, *La Gageure des trois Commères*. Vinrent ensuite, en 1755, *Le Trompeur trompé*, *Les Troyennes en Champagne*, parodie d'un opéra sur *Les Troyens*, puis la jolie et point trop grossière pastorale de *Jérosme et Fanchonnette* ; puis encore, *Le Confident heureux* ; l'année suivante, *Folette*, *Nicaise*, *Les Racoleurs* ; en 1757, enfin, *L'Impromptu du Cœur*, opéra-comique improvisé à l'occasion de l'attentat de Damiens. Il reçut pour cette œuvre, où la joie publique causée par l'échec de cette tentative criminelle était heureusement exprimée, une pension de quatre cents livres, qui, jointe à son traitement, devait lui faire une jolie situation ; mais il souffrait d'un abcès à la vessie ; on l'opéra, et il mourut probablement des suites de l'opération.

Pour le caractère et les mœurs de Vadé, nous sommes aussi bien renseignés que possible par le *Journal* de Collé, qui ne l'aimait pas, mais qui a su lui rendre justice : « Il avait, nous dit Collé, le cœur honnête, et était désintéressé au point d'avoir sacrifié à l'établissement d'une partie de sa famille ce qu'il avait retiré de ses ouvrages, et de n'avoir rien placé pour lui. Ce garçon était d'un commerce doux et aimable ; il chantait fort joliment, surtout des chansons poissardes, ou le vaudeville qui avait quelque caractère... Il avait gagné sur lui de refuser une partie de ces soupers dont les chansonniers sont assommés, pour peu qu'ils s'y prêtent ; il aimait le jeu à la fureur, et l'on m'a assuré que cette passion n'a pas peu contribué à lui brûler le sang, qu'il n'avait pas déjà trop pur, pour avoir vécu avec toutes ces coquines de l'Opéra-Comique. Dans les derniers temps, il vivait sagement avec M^{lle} Verrier, qui lui a donné, pendant sa maladie, des preuves de l'attachement le plus respectable ; cette digne créature l'a veillé pendant vingt-sept nuits, et a emprunté de tous côtés pour fournir aux frais de sa maladie ; elle en a été bien mal récompensée par le père de Vadé, qui, conseillé par ses procureurs, a réduit cette fille

et un enfant qu'elle a eu de Vadé à la mendicité absolue. » Collé dit encore : « C'est un galant homme, qui a des mœurs et de l'honnêteté. »

Vadé n'était point incapable de parler en vers le langage correct et relativement élevé des honnêtes gens. Il suffirait, pour s'en convaincre, de lire son épître *Sur l'Amitié*. Il est aussi un de ces fabulistes d'occasion, qui abondent, au XVIII^e siècle, entre La Motte et Florian. On peut citer sa fable des *Deux Serins*, et surtout celle du *Miroir de la Vérité*.

Un jour, la Vérité, dans une grande place,
Montrait, pour de l'argent, un magique miroir.
Oh ! oh ! dit le public, c'est une chose à voir !
Le monde y court. La merveilleuse glace
Avait entre autres le pouvoir,
Quand on fixait les yeux sur sa surface,
D'en apprendre bien plus qu'on n'en voulait savoir.
Le faux dévot, la coquette, la prude,
Le traître, l'ingrat, le méchant,
L'orgueilleux, le faquin, le brutal, le pédant,
Venaient des curieux grossir la multitude.
Bref, chacun y voyait ses défauts découverts,
On rougissait, on ne savait que dire :
Mais ai-je bien les yeux ouverts !
On les frotte, on les ouvre, et puis on se remire ;
Mêmes objets de nouveau sont offerts.
Au diable le miroir ! on s'y voit de travers.
Bon soir, la Vérité, gardez votre vitrage ;
Et puis, sans la payer, on lui dit bon voyage.
Pour s'enrichir, la vérité
Avait sans doute pris le change.
La fortune n'est pas pour la sincérité,
Nous ne payons que la louange.

Ce n'est pas du La Fontaine, mais il y a de l'élégance, du mouvement et de la vie : on voit la foule, on entend les propos qui se croisent.

Parlons du genre inventé par Vadé. Pour nous en faire une idée, il nous suffira de songer à une petite publication, qui a eu naguère un succès de six mois ou d'un an (suivant la persistance de l'indulgence), et qui s'appelait la *Lanterne de Boquillon*. Son auteur, un nommé Humbert, n'avait que ce talent — mais il l'avait bien — de faire exprimer des sentiments très honnêtes dans le langage trivial et gauche d'un tourlourou. Il commença par composer des lettres d'un *pays* à sa *payse*, qui étaient très heureuses de ton. Puis, peu à peu, comme il arrive toujours quand on exploite un genre très restreint, il glissa à plus de grossièreté. Voilà le genre dans lequel Vadé a écrit des volumes, et, par-

ticulièrement, un petit chef-d'œuvre en prose d'une vingtaine de pages, qui a pour titre : *Lettres de la Grenouillère entre M. Jérôme Dubois, pêcheur du Gros-Caillou, et M^{lle} Nanette Dubut, blanchisseuse de linge fin*. C'est une petite plaquette à avoir dans sa bibliothèque au bon endroit. Dans la *Lettre de M. Cadet Eustache à M. Jérôme Du Bois*, et dans les *Amants constants jusqu'au trépas*, qui font suite, l'auteur en vient forcément à se répéter, avec plus de lourdeur. Voici la déclaration de Jérôme Dubois à M^{lle} Nanette Dubut :

« Mameselle,

« Quand d'abord qu'on n'a plus son cœur à soi, c'est signe qu'une autre personne l'a : et pour afin qu' vous n' trouviez pas ça mauvais, c'est que j' vous dirai qu' vous avez l' mien. J'ai eula valissance et l'honneur d' vous voir dans un endroit de danse au Gros-Caillou par plusieurs différentes fois, et qui pis est, j'ai dansé avec vous trois m'nuets et puis le passe-pied, en payant dont je ne r'grette pas la dépense, parce que ça n'est pas suivant ce qu' vous valez. Pour revenir donc à ce que j' disions, j' mapelle Jérôme Dubois, et en tous cas qu' vous ne remettiez pas mon nom, j' suis ce grand garçon qui a ses cheveux en cadennette, et puis une canne, les dimanches, de geay, et qui a aussi un habit jaune couleur de maculotte neuve, et des bas à l'avenant. J'amènerai dimanche ma mère au même lieu qu' vous avez venu la dernière fois, pour qu' alle fasse connaissance avec vous, et ça sera fort bien fait à moi que je puisse vous faire séparteger l'amiquié que j' goute pour vous dont j' suis avec du plaisir,

« Mameselle,

« Vote petit serviteur de tout mon cœur, JÉRÔME DUBOIS, Pêcheur d' la Guernouyère, là où que j' demeure pour attendre votre réponse. »

Et voici, maintenant, la réponse de la demoiselle :

« Monsieur,

« J'ai reçu vote lettre là où ce que j'ai lu l'écriture qu'était dedans, j' nai pas un brin la r'souvenance d' vous connaître, et ça m'a fait plaisir d'apprendre de vos nouvelles. Pour à l'égard d' vote politesse, j'ai trouvé du contraire dans la vérité que j'aie vote cœur, à cause qu'on n'a pas le bien d'autrui sans qu'on le donne, ça fait connaître qu'une fille d'honneur ne prend rien, par

ainsi j' n'ai pas votre cœur ; et puis tous les ceux qui disent ça pour rire n'allont pas le dire à Rome, car les garçons du jour d'aujourd'hui savent si bien emboiser les filles, que je devrions en être soules ; c'est pourquoi j' vous prie d' brûler ste lettre, dont j' suis avec respect,

« Monsieur,

« Votre très humble servante, NANETTE DUBUT.

La petite aventure se poursuit avec des excuses de ce bon M. Jérôme Dubois et avec un peu de condescendance commençante de la part de M^{lle} Nanette Dubut, lorsqu'elle voit que les intentions de son amoureux sont pures ; puis l'auteur fait intervenir de la jalousie par le moyen d'un grand dadais, qui, ne laissait pas que de plaire un peu à M^{lle} Nanette. Heureusement, l'affreux rival est oublié, et tout se termine par le mariage des deux héros.

Voilà ce qu'il est bon de savoir sur Vadé. Il ne manquait ni de bonne grâce ni d'une certaine imagination ; mais surtout, il a renouvelé pour son temps un genre qui, en France, revient périodiquement à la mode, et qui en a, chaque fois, pour cinq ou six ans d'engouement et de vogue.

C. B.

La Fontaine fabuliste.

Cours de M. AUGUSTIN GAZIER,

Professeur à l'Université de Paris.

Le moraliste.

Les études que nous poursuivons, cette année, nous ont montré certains côtés particuliers du génie de La Fontaine : le merveilleux talent du conteur, l'originalité de son imitation, la perfection avec laquelle il peint les hommes et les choses. Mais, quand il s'agit d'un fabuliste, tout cela ne suffit pas ; il faut de plus être un moraliste, car c'est la loi du genre, depuis qu'il a été constitué par Ésope le Phrygien. La Fontaine ne l'ignore point. Vingt fois, trente fois, il revient sur cette pensée, dans ses préfaces, dans ses épîtres dédicatoires, dans son prologue, dans son épilogue, dans ses fables mêmes :

Une morale nue apporte de l'ennui :
 Le conte fait passer le précepte avec lui...
 Je tâche d'y tourner le vice en ridicule,
 Ne pouvant l'attaquer avec des bras d'Hercule.

Quelquefois, il paraît embarrassé, il semble comprendre que c'est pour lui une nécessité de joindre une morale au récit :

Quelle chose par là nous doit être enseignée ?...
 Quelle morale puis-je inférer de ce fait ?
 Sans cela, toute fable est un œuvre imparfait,

Au XII^e livre, il remercie le duc de Bourgogne de lui avoir fourni les éléments d'une fable, le sujet, le dialogue et « la morale ». Enfin son dernier récit, *Le Juge arbitre, l'Hospitalier et le Solitaire*, se termine par cette belle parole :

Cette leçon sera la fin de ces ouvrages :
 Puisse-t-elle être utile aux siècles à venir !

Voilà qui est clair. « L'ample comédie » est composée de deux parties essentielles : le corps, c'est le récit ; et l'âme, c'est la moralité. La Fontaine prétend que « conter pour conter » serait « peu d'affaire » : le pur conteur est un homme qui perd son temps. C'est donc le fabuliste professeur de morale que nous devons considérer aujourd'hui.

Mais on va voir dans quel embarras nous jette encore ce diable d'homme. Il est passé brusquement des *Contes* aux *Fables* : n'y a-t-il pas lieu de craindre qu'il ne ressemble un peu au poète satirique dont a parlé Boileau :

Je fuis un effronté qui prêche la retraite ?

Ceux de ses contemporains qui ont été le plus durs pour lui ne lui reprochent pas ses *Fables*. Quand Furetière l'accusait de vivre dans la saleté, il ne faisait allusion qu'aux *Contes*. Mais c'est peut-être que le fabuliste n'a pas été pris aussi fort au sérieux par les gens de son temps que par la postérité. C'était un poète, et Malherbe n'avait-il pas dit des poètes : ces gens-là ne sont pas plus utiles à l'État que des joueurs de boules ? L'auteur des *Fables* était considéré comme un amuseur : il n'est devenu classique que sur le tard, au temps du duc de Bourgogne, grâce à l'admiration de Fénelon ; il le fut définitivement au commencement du XVIII^e siècle, parce que le bon Rollin qui voulait égayer l'instruction, l'a fait entrer dans l'Université. Dès lors, La Fontaine ayant été sacré moraliste de la jeunesse et de l'enfance, comme de l'humanité entière, il s'est trouvé des hommes pour l'attaquer avec une vivacité extrême, en l'accusant d'immoralité.

Parmi ceux-là, nous trouvons trois grands noms : J.-J. Rousseau, Lessing et Lamartine, l'auteur d'*Émile*, celui du *Laocoon* et celui des *Méditations*.

Il importe, avant tout, pour l'étude même que nous voulons faire, de prendre connaissance de ces critiques. Et il ne faut pas commencer par dire : J.-J. Rousseau, c'est le paradoxe fait homme ; qu'il se soit attaqué à La Fontaine, comme à Molière, cela ne tire pas à conséquence. Quant à Lessing, c'est un Allemand, par conséquent, un juge aussi peu compétent que Schlegel quand il s'agit d'apprécier le plus Français des poètes. Enfin, Lamartine est un poète perdu dans les nuages, et il a tellement fait voir qu'il était incapable de comprendre certains génies, lui qui a consacré tout un volume à immoler la gloire de Bossuet, qu'on pourrait peut-être ne pas tenir grand compte de son opinion. Si l'on parlait ainsi, ce serait se défendre en reculant, ce qu'il ne faut jamais faire. Voyons donc les choses de plus près.

Nous trouvons le jugement de Rousseau sur les *Fables* de La Fontaine au livre II de l'*Émile*, à la page 275 de la première édition :

« On fait apprendre les fables de La Fontaine à tous les enfants, et il n'y en a pas un seul qui les entende. Quand ils les entendraient, ce serait encore pis ; car la morale en est tellement mêlée et si disproportionnée à leur âge, qu'elle les porterait plus au vice qu'à la vertu...

« Je dis qu'un enfant n'entend point les fables qu'on lui fait apprendre, parce que, quelque effort qu'on fasse pour les rendre simples, l'instruction qu'on en veut tirer force d'y faire entrer des idées qu'il ne peut saisir, et que le tour même de la poésie, en les lui rendant plus faciles à retenir, les lui rend plus difficiles à concevoir, en sorte qu'on achète l'agrément aux dépens de la clarté.

« Je ne connais, dans tout le recueil de La Fontaine, que cinq ou six fables où brille éminemment la naïveté puérile ; de ces cinq ou six je prends pour exemple la première de toutes, parce que c'est celle dont la morale est le plus de tout âge, celle que les enfants saisissent le mieux, celle qu'ils apprennent avec le plus de plaisir, enfin celle que, pour cela même, l'auteur a mise par préférence à la tête de son livre. (On remarquera l'étrange distraction de Rousseau, convaincu que *Le Corbeau et le Renard* est la première fable du recueil, alors qu'elle n'est que la seconde.) En lui supposant réellement l'objet d'être entendue des enfants, de leur plaire et de les instruire, cette fable

est assurément son chef-d'œuvre (oh !); qu'on me permette donc de la suivre et de l'examiner en peu de mots. »

Suit une critique détaillée de ce récit. Passons à ce que Rousseau nous dit de la morale.

« Je demande si c'est à des enfants de six ans qu'il faut apprendre qu'il y a des hommes qui flattent et mentent pour leur profit ? On pourrait, tout au plus, leur apprendre qu'il y a des railleurs qui persiflent les petits garçons, et se moquent en secret de leur sottise vanité : mais le fromage gâte tout ; on leur apprend moins à ne pas le laisser tomber de leur bec qu'à le faire tomber du bec d'un autre... »

Bref, la morale de cette fable est, aux yeux de Rousseau, « une leçon de la plus basse flatterie », celle de *La Cigale et la Fourmi*, « une leçon d'inhumanité », celle de *La Génisse, la Chèvre et la Brebis en société avec le Lion*, « une leçon d'injustice », celle du *Lion et le Moucheron* « une leçon de satire » ; celle du *Loup et le Chien* « une leçon d'indépendance ».

« Il faut une morale en paroles et une morale en actions dans la société, et ces deux morales ne se ressemblent point. La première est dans le catéchisme, où on la laisse ; l'autre est dans les fables de La Fontaine pour les enfants et dans ses contes pour les mères. Le même auteur suffit à tout.

« Composons, monsieur de La Fontaine : je promets, quant à moi, de vous lire, avec choix, de vous aimer, de m'instruire dans vos fables ; car j'espère ne pas me tromper sur leur objet ; mais, pour mon élève, permettez que je ne lui en laisse pas étudier une seule jusqu'à ce que vous m'ayez prouvé qu'il est bon pour lui d'apprendre des choses dont il ne comprendra pas le quart ; que, dans celles qu'il pourra comprendre, il ne prendra jamais le change, et qu'au lieu de se corriger sur la dupe, il ne se formera pas sur le fripon. »

Voilà une attaque tout à fait en règle. Elle n'a d'égale pour la vivacité que celle du même philosophe contre Molière dans la *Lettre à d'Alembert*.

En ce qui concerne Lessing, je renvoie le lecteur à l'ouvrage de M. Saint-Marc Girardin, qui lui a consacré tout un article. Lessing reproche à La Fontaine d'avoir fait de la fable ce qu'il appelle un pompon poétique, et de s'y être montré profondément immoral. Il prend, lui aussi, pour exemple, *Le Corbeau et le Renard*. Voilà donc, s'écrie-t-il, la fourberie récompensée ! Il n'en peut-être ainsi ; il faut, en bonne morale, que le vice soit puni. Alors Lessing, comme un excellent Allemand qu'il est, se met à refaire la fable de notre poète. Il change la conclusion : son fromage est empoisonné ;

d'où il suit que le renard meurt dans les coliques, et c'est bien fait. La morale qui se dégage est donc la suivante : la vanité est parfois bonne à quelque chose en ce monde ; soyez vaniteux comme le corbeau, et vous ne serez pas empoisonné !

Lamartine, dans sa préface des *Méditations*, exhale aussi sa haine contre notre fabuliste :

« On me faisait bien apprendre aussi par cœur, écrit-il, quelques fables de La Fontaine. Mais ces vers boiteux, disloqués, inégaux, sans symétrie ni dans l'oreille ni sur la page, me rebutaient ; et, d'ailleurs, ces histoires d'animaux qui parlent, qui se font des leçons, qui se moquent les uns des autres, qui sont égoïstes, railleurs, avares, sans pitié, sans amitié, plus méchants que nous, me soulevaient le cœur. Les fables de La Fontaine sont plutôt la philosophie amère, froide et égoïste d'un vieillard, que la philosophie aimante, généreuse, naïve et bonne des enfants. C'est du fiel, ce n'est pas du lait pour les lèvres et pour les cœurs de cet âge. Ce livre me répugnait. Je ne savais pas pourquoi ; je l'ai su : c'est qu'il n'est pas bon. Comment le livre serait-il bon ? L'homme ne l'était pas. On dirait qu'on lui a donné par dérision le nom du bon La Fontaine. La Fontaine était un philosophe de beaucoup d'esprit, mais un philosophe cynique. Que penser d'une nation qui commence l'éducation de ses enfants par les leçons d'un cynique ? »

Nous avons donc, avec ces trois auteurs, un concert de blâmes. Rousseau ne se place qu'au point de vue de l'enfance ; les deux autres jugent aussi du point de vue de l'âge mûr ; tous déclarent nettement que le fabuliste est immoral. Ont-ils raison ? La question est très importante ; puisque les fables sont une « comédie », ou, pour le prendre de plus haut encore, puisqu'elles sont des œuvres d'art, c'est la moralité du théâtre et celle de l'art qui sont en jeu.

La Fontaine, avons-nous dit, veut moraliser. Cependant, il n'y a rien d'étonnant à ce que ses fables ne soient conformes ni aux *Essais de morale* de Nicole, ni à l'*Éducation des filles* de Fénelon, ni à l'*Émile* de Rousseau. Ce sont des pièces extrêmement différentes, qu'aucune transition ne relie. Ainsi, au livre X, la grande fable du début, intitulée *Discours à M^{me} de la Sablière*, est une pure discussion philosophique sur l'âme des bêtes ; elle n'a point de morale du tout ; aussi échappe-t-elle absolument à ceux qui veulent étudier La Fontaine moraliste. La fable suivante, *L'Homme et la Couleuvre*, réédite, sous une autre forme, la leçon du *Loup et l'Agneau* ; à savoir que la raison du plus fort est toujours la meilleure, que la force ne se contente pas de primer

le droit ; elle dit : je suis le droit. Dans *La Tortue et les deux Canards*, nous voyons que la naïveté peut coûter très cher : elle avait fait perdre au corbeau un fromage ; c'est bien pis pour la tortue.

Elle tombe, elle crève aux pieds des regardants.

Il ne faut point se fier aux « mangeurs de gens », lisons-nous dans la fable du *Cormoran et les Poissons* ; mais, hélas ! il est bien difficile de leur échapper. Moins fait douceur que violence, nous dit la petite églogue où l'on voit figurer Tircis et Annette. *La Lionne et l'Ourse* nous rappelle qu'il n'est pas de malheureux sur la terre qui ne puisse trouver un plus malheureux que soi. La fable intitulée *Les Deux Aventuriers et le Talisman* nous apprend qu'il est bon quelquefois de ne pas trop réfléchir, et d'aller de l'avant : *audentes fortuna juvat*. Enfin, *Le Marchand*, le *Gentil-homme*, le *Pâtre et le Fils du Roi* nous montre, comme *Le Lion et le Rat*, qu'on a souvent besoin d'un plus petit que soi.

On voit donc, par l'étude de ce seul livre X, que La Fontaine n'est pas toujours, mais est souvent préoccupé de moraliser. Si nous examinons de même toutes les fables du recueil, nous verrions qu'il est très possible de les répartir en trois classes très distinctes. Dans la première, nous mettrions celles qui n'ont aucune moralité, soit que l'auteur se laisse aller à une petite dissertation scientifique, soit que le récit n'admette pas de conclusion morale, et que le poète ne conte que pour conter. Dans une seconde classe, plus nombreuse, trouveraient place les fables qui développent certaines vérités d'expérience, certains préceptes de morale pratique à l'usage des gens du monde. Enfin, dans une troisième catégorie, doivent être rangées les fables dans lesquelles La Fontaine émet des prétentions de moraliste véritable, et se transforme presque en prédicateur, comme le poète comique dont parle Horace :

Iratuque Chremes tumido delitigat ore.

Les premières sont de beaucoup les plus rares. Je signalerai *Les Deux Rats*, le *Renard et l'Œuf*, *Les Souris et le Chat-Huant*, deux récits destinés à montrer que les animaux ont une véritable intelligence. Dans *Le Loup plaidant contre le Renard par-devant le Singe*, nous voyons que ce singe prétendait « qu'à tort et à travers on ne saurait manquer, condamnant un pervers ».

Les vérités d'expérience, sur lesquelles La Fontaine nous invite à réfléchir, ont pour objet de nous mettre en garde contre les dangers d'un optimisme exagéré. En effet, les romans et les pièces de théâtre induisent aisément en erreur les lecteurs et les specta-

deurs, *Les Animaux malades de la peste*). Les courtisans sont
préoccupés surtout de se détruire les uns les autres :

Ne soyez à la cour, si vous voulez y plaire,
Ni fade adulateur, ni parleur trop sincère,
Et tâchez quelquefois de répondre en Normand.

Voilà ce que nous trouvons très souvent dans les *Fables*. A ces
leçons d'expérience, il faut joindre ce qui relève de la morale et
l'intérêt, ce qu'on pourrait appeler des vérités de La Palisse, j'en
veux dire de simples proverbes. Les proverbes sont, a-t-on dit, la
sagesse des nations. Mais on a observé fort justement qu'il n'en
est pas un seul qu'un autre ne contredise. Voilà pourquoi il arrive
aux fables de La Fontaine de se contredire. « Plus fait douceur
que violence », nous dit la fable de *Phébus et Borée*. Celle de
Poissons et le Berger qui joue de la flûte prouve exactement le
contraire. Dans tous les récits de ce genre, le fabuliste n'a aucune
prétention. S'il pouvait en avoir une, ce serait simplement celle
d'être une sorte de conseiller pour les événements de la vie de
tous les jours.

Mais, parfois, La Fontaine veut donner véritablement une
« âme » à ses fables ; il cherche à instruire en même temps qu'à
plaire, et, à l'occasion, il prêche. Par exemple, dans *La Mort et
le Mourant* :

Qu'un ami véritable est une douce chose !
 Il cherche vos besoins au fond de votre cœur ;
 Il vous épargne la pudeur
 De les lui découvrir vous-même :
 Un songe, un rien, tout lui fait peur,
 Quand il s'agit de ce qu'il aime.

Voyez encore *Le Songe d'un habitant du Mogol* :

Si j'osais ajouter au mot de l'interprète,
 J'inspirerais, ici, l'amour de la retraite...

Dans toutes ces fables, la morale de La Fontaine est inattaquable, elle est digne d'un stoïcien, sinon d'un chrétien, car c'est un fait à remarquer que le fabuliste n'a aucune espèce de prétention théologique ou religieuse. Sa morale est essentiellement laïque et indépendante. Jamais il n'imité le catéchisme, non pas par dédain, mais plutôt, je crois, par respect pour ce petit livre. La seule exception à cette règle est dans *Le Gland et la Citrouille*, qu'il faut savoir comprendre :

Dieu fait bien ce qu'il fait. Sans en chercher la preuve.
 Dans tout cet univers, et l'aller parcourant,
 Dans les citrouilles je la treuve.

Cen'est point une mauvaise plaisanterie qui vient là à l'esprit de La Fontaine. En réalité, il veut dire que, lorsqu'on est aussi bête que Garo, il ne faut point se mêler de juger ce qu'on est incapable de comprendre. Ce Garo est aussi sot après sa mésaventure qu'avant, car sa justification de la Providence équivaut à prétendre que les nez ont été faits pour porter des lunettes, ce qui est, on l'avouera, une singulière façon de démontrer les causes premières. Cependant, La Fontaine n'est ni un Bossuet, ni un Bourdaloue, ni un Fénelon ; c'est plutôt à côté de La Rochefoucauld, de La Bruyère et de Pascal qu'il a sa place comme moraliste.

Quoi qu'il en soit, les commentateurs, à son sujet, ne désarment pas ; ils disent parfois encore de ses *Fables* : morale détestable, épicurisme révoltant ; La Fontaine a tort de prêcher de cette manière. On attaque ainsi particulièrement *Le Loup et l'Agneau*, *La Cigale et la Fourmi*, *La Chauve-Souris* et les deux *Belettes*, qui se termine par ces deux vers :

Le sage dit, selon les gens :
 Vive le roi ! Vive la Ligue !

Le sage serait donc celui qui met son drapeau dans sa poche, qui cache ses opinions suivant ses intérêts ! On condamne non moins sévèrement la moralité du *Charlatan* :

sont pas, avec La Fontaine comme avec Esopé, de s'en tenir à une petite affabulation, quelquefois absente à l'επιμύθεον de ses récits, pour en connaître la conclusion morale. Il faut regarder les récits eux-mêmes, et mettre en ligne de compte les réflexions que le poète n'a pas exprimées, mais qui s'en dégagent, pour ainsi dire, nécessairement.

Au fond, dans *La Cigale et la Fourmi*, c'est de la fourmi que La Fontaine prend le parti. Et quand il dit :

La fourmi n'est pas préteuse :
C'est là son moindre défaut ;

il entend dire, à mon avis : la fourmi est tellement laborieuse, elle s'est donné tant de peine à accumuler, que l'on comprend qu'elle ne prête pas ; si elle n'avait pas d'autre défaut que celui-là, elle serait parfaite. Le fabuliste ne pardonne pas à la cigale ce ton impertinent avec lequel elle demande l'aumône : « Je me suis amusée tout l'été, semble-t-elle dire, je n'ai rien, donc vous allez me nourrir. » Quand on s'est mis dans la nécessité de mendier, il faut le faire au moins avec humilité.

Le Loup et l'Agneau, d'autre part, prouve seulement que ce sont les arguments invoqués par ceux qui ont la force qui l'emportent. Quant à la moralité du *Charlatan*, on ne la condamne qu'à la faveur d'un contresens : « Soyons bien buvants, bien mangeants » n'est pas du tout une invitation à passer tout son

c'est *La Chauve-Souris et les deux Belettes*. Encore La Fontaine aurait-il pu, pour se justifier, nous renvoyer à quelque chose qui ressemblât beaucoup à une fable, à la parabole de l'intendant infidèle, à propos duquel le Seigneur déclare que les enfants des ténèbres sont infiniment plus sages que les enfants de la lumière.

Bref, notre grand fabuliste ne peut pas être considéré comme un poète immoral. Faudra-t-il maintenant souscrire à la thèse opposée, et dire avec Chamfort : « L'homme corrigé par Molière, cessant d'être ridicule, pourrait demeurer vicieux. Corrigé par La Fontaine, il ne serait plus ni vicieux, ni ridicule, il serait raisonnable et bon. » *A priori*, l'éloge qu'on décerne ici à La Fontaine est bien solennel et bien ambitieux ; il l'aurait étonné lui-même. On peut accorder à Chamfort que, pour ce qui est de Molière, il a raison. M. de Bonald disait, en effet, très justement du théâtre : « Il corrige les manières, mais il les corrige en corrompant les mœurs. » Au reste, le théâtre doit avant tout divertir, divertir noblement sans doute ; mais le transformer en une école de morale, c'est faire tort et à la morale et à l'art. Pour ce qui est de la fable, des différences essentielles le séparent sur ce point de l'œuvre comique. Le rire n'y est nullement obligatoire ; le dénouement n'y est pas nécessairement gai. De plus, le vice peut y être puni, et la vérité récompensée, sans que le fabuliste, à la différence de l'auteur comique, puisse être accusé d'être un Berquin. L'auteur de comédies doit éviter avec le plus grand soin de paraître soutenir une thèse, d'annoncer la moralité de son œuvre ; cela est permis au fabuliste ; celui-ci peut se mettre lui-même en scène, l'autre est forcé de rester dans la coulisse.

Il suit de là que la fable est plus propre que la comédie à redresser les vices ; mais elle n'y réussit pas, parce que les prédicateurs eux-mêmes y échouent, et que le genre humain ne veut pas, ne peut pas être corrigé. Molière et La Fontaine ont bien pu supprimer quelques travers, fixer dans la mémoire des hommes certaines expressions proverbiales, comme le *pavé de l'ours*, la *peau de l'ours* ; La Fontaine a même l'avantage, à cet égard, sur Molière, parce que la fable est plus courte, plus accessible à tout le monde, plus populaire que la comédie. Mais il s'est tenu véritablement à sa place ; il n'a point illustré le catéchisme, il sentait admirablement qu'il était indigne de se faire l'auxiliaire d'un Bossuet et d'un Bourdaloue. Cependant, comme il était un profond observateur, comme il avait su être un peintre merveilleux des hommes et des choses, il s'est produit ce fait que, qu'il moralise ou non, il provoque la réflexion, nous invite à regarder autour de nous et à ne pas nous laisser séduire ; c'est un moraliste très modeste, sans doute, mais un moraliste essentiellement sûr.

C. B.

Le théâtre de Victor Hugo

Cours de M. GUSTAVE ALLAIS,

Professeur à l'Université de Rennes.

« Amy Robsart » (fin) (1). — Le caractère de Leicester.

La pièce d'*Amy Robsart* se présente avec les éléments caractéristiques du mélodrame. J'ai déjà signalé, à ce sujet, le truquage de la scène dans certaines parties du drame, l'intervention des sciences occultes, l'emploi de procédés violents destinés à frapper l'imagination du spectateur. Il y aurait encore beaucoup à dire. Mais, voulant m'occuper plus particulièrement du caractère de Leicester, je me contenterai de quelques mots brefs sur les autres personnages.

Amy, qui donne son nom à la pièce, est une femme douce et tendre, aimante et dévouée ; victime des circonstances comme de la méchanceté des hommes, et victime résignée, elle reste, dans le drame français, ce qu'elle est dans le roman anglais, une personne très touchante et absolument sympathique ; elle représente la vertu persécutée, mais — contrairement à la formule traditionnelle — pas du tout récompensée. A côté d'elle, voici le fidèle Flibbertigibbet, le seul qui s'intéresse vraiment à la jeune femme et qui la protège dans le danger : spirituel, actif et adroit, preste et lesté comme un page qui est une sorte de lutin (il en a le nom et les allures) (2), il semble bien fait pour plaire au public ; c'est un rôle ingénieux et charmant, avec une pointe de fantaisie, où l'on croit retrouver un souvenir de Shakespeare.

En face d'eux, le sombre couple, Varney et Alasco. Varney est l'homme noir, diabolique, le mauvais génie de la pièce, « le traître » enfin, selon la pure formule du mélodrame ; il est une première incarnation de ce rôle ténébreux que nous retrouverons dans tous les drames de Victor Hugo, sous les noms de Don Ruy Gomez, Laffemas, Don Salluste, etc. Varney est dou-

(1) Voir *Revue des Cours et Conférences*, nos des 20 nov. 1902, 15 janvier, 2 avril, 14 mai et 11 juin 1903.

(2) « L'esprit d'un diable, l'agilité d'un sylphe ; ressemblant plutôt à un lutin qu'à un enfant. Il se nommait Flibbertigibbet. — Vrai nom de lutin, en effet. » (*Amy Robsart*, acte I, scène v). Ce nom est d'ailleurs emprunté à Shakespeare.

blé de l'alchimiste Alasco, sorte de sorcier dont on peut demander les services quand il s'agit de faire un mauvais coup ; dénué de scrupules, il est d'ailleurs superstitieux et lâche. Nous avons déjà vu ce qu'il advient de ces deux complices au dénouement : en eux le crime est puni.

Entre ces deux groupes contraires, l'un sympathique, l'autre franchement odieux, nous trouvons deux autres personnages, Élisabeth et Leicester. Jeune, brillante et gracieuse comme femme, Élisabeth est digne et noble comme reine ; dans l'intrigue qui se joue autour d'elle, elle s'applique à démêler la vérité ; blessée au cœur, quand elle a appris que Leicester la trompait, elle use de sévérité à l'égard du comte et s'efforce d'être juste envers Amy. Seulement, comme, après la dernière scène du IV^e acte, rien n'est expliqué de toute cette obscure histoire, que la reine appelle un « complot », on ne comprend pas comment ni pourquoi Leicester, qu'elle a fait arrêter (acte IV, sc. V), est redevenu libre entre le IV^e et le V^e acte, et l'on garde l'impression fâcheuse qu'Élisabeth reste la dupe des inventions de Varney ; j'ai déjà dit combien cette impression est désagréable (1).

Et Leicester ? Favori d'Élisabeth, époux non avoué d'Amy, il a un rôle bien équivoque. Il est dans cette situation, comique ou tragique selon les circonstances, mais toujours très fausse, d'un homme entre deux femmes, et qui va de l'une à l'autre, sans pouvoir se résoudre à prendre parti. Rappelez-vous Bajazet, entre Atalide et Roxane, aimé de toutes deux, épris de l'une, plus aimable qu'amoureux avec l'autre, qui lui offre son amour et l'empire : « Combien le trône tente un cœur ambitieux (2) ! » Mais il faut épouser Roxane, et Bajazet ne peut s'y décider ; en quoi il est bien difficile, vraiment ! Certes je m'étonne un peu que Roxane lui pose cette condition des « justes noces » ; mais je trouve Bajazet bien niais de repousser avec tant de mépris cette « esclave » qui est une belle et toute-puissante sultane. Incertitudes, subterfuges, maladresses, tel est son rôle, qui est un sot rôle : tout cela pour réussir à faire le malheur de deux femmes et pour aboutir à la plus effroyable catastrophe. — La situation de Leicester, entre Amy et la reine Élisabeth, n'est pas sans une certaine analogie avec celle de Bajazet ; mais il est marié, ce qui est une difficulté. Il est vrai que, depuis Henry VIII, il est possible de divorcer. Lui aussi, le trône « tente » son cœur ambitieux ; et il ose parler d'amour à la

(1) Voir *Revue des Cours et Conférences*, n° du 11 juin, p. 648.

(2) Racine, *Bajazet*, acte V, scène iv, vers 1505.

reine d'Angleterre. Je sais fort bien qu'il n'était pas nécessaire d'épouser la souveraine (et c'est une différence avec Roxane); mais je reste dans la donnée vertueuse du roman de Walter Scott. Leicester, chez Victor Hugo comme chez le romancier anglais, est indécis; il voudrait ménager Amy, qui l'aime d'une tendresse si profonde, si dévouée; mais il est ambitieux, et l'ambition étouffe son amour pour sa femme. Il ne peut se résoudre cependant à l'abandonner, mais il laisse faire Varney; et, après s'être attiré la disgrâce de la reine, il perd Amy, dont Varney a médité et machiné la mort. Beau résultat de l'esprit d'intrigue, de l'indécision et de la faiblesse de caractère!

Ame passionnée, esprit incertain, caractère faible, tel est le personnage de Leicester dans Walter Scott. Il est partagé entre l'amour et l'ambition; mais l'ambition n'endurcit pas son cœur; il a pour Amy une tendresse réelle, sérieuse et profonde. Malheureusement, il n'a que trop de confiance en Varney; il est trop prompt aux soupçons et à la jalousie. Les calomnies de Varney à l'égard d'Amy trouvent aisément accès auprès du comte; celui-ci, aveuglé d'une jalouse colère, donne des ordres terribles, qu'il révoque ensuite, mais trop tard: Amy a péri, et c'est lui qui l'a voulu. Malgré ses faiblesses et ses erreurs, Leicester reste toujours un noble gentilhomme aux sentiments fiers, élevés et généreux. Dans le drame français, il est tout défiguré; après une jolie scène avec Amy (acte I, sc. VII), où l'on retrouve le héros du roman anglais, il devient peu à peu antipathique et nous laisse finalement une très mauvaise impression.

**

Il ya particulièrement une situation où il faudrait beaucoup d'art pour nous faire comprendre, accepter, sinon excuser, son peu de vaillance morale. Je veux parler de la grande scène à la cour, devant la reine et les grands seigneurs du royaume. Cette scène est supérieurement traitée par Walter Scott. (*Kenilworth*, chap. XVI.)

Varney, ai-je dit, passe pour avoir séduit Amy et avoir fait d'elle sa maîtresse. Le père d'Amy, Hugh Robsart, désespéré, est résolu à poursuivre le coupable et à obtenir justice de la reine. Plainte est donc portée contre Varney et la reine Élisabeth l'interroge devant toute la cour: Leicester est présent. La scène est longue; elle est très douloureuse pour Leicester et le romancier met tout son art à nous faire comprendre l'attitude et l'état moral du comte. Cet art est souvent très adroit et très fin.

Varney, qui est un menteur impudent, ne craint pas d'avouer

qu'il y a « quelques liaisons d'amour entre lui et miss Amy Robsart ». C'est là un abominable mensonge ; mais Varney sait bien que Leicester n'osera pas dire le contraire. Et cependant Leicester aime Amy et se sait aimé d'elle ; Amy est sa femme ; mais l'ambition du pouvoir, l'amour d'une autre femme qui est la reine, et dont la colère est redoutable, quels puissants mobiles pour ne pas démentir Varney !....

« Leicester frémit d'indignation en l'entendant (Varney) s'exprimer ainsi ; et, pour un moment, il se sentit le courage de dire adieu à la cour et aux faveurs de la reine et d'avouer son mariage secret ; mais il jeta les yeux sur Sussex, et l'idée du plaisir avec lequel il entendrait cet aveu lui ferma la bouche. « Pas à présent, du moins », pensa-t-il ; « ce n'est pas en ce moment que je lui donnerai un tel triomphe. Et serrant les lèvres l'une contre l'autre, il resta ferme et immobile, attentif à chaque mot que prononçait Varney et déterminé à cacher jusqu'au dernier moment le secret dont semblait dépendre sa faveur à la cour. » (*Kenilworth*, *ibid.*)

Ainsi Walter Scott, dès le début de la scène, s'attache à nous bien faire saisir la lutte qui se passe dans le cœur de Leicester ; déjà l'ambition et l'amour-propre étouffent en lui tous autres sentiments. Le romancier, pour expliquer l'état moral d'un personnage, dispose de moyens que n'a pas l'auteur dramatique. Leicester garde le silence, et cependant on se rend fort bien compte du trouble de son âme ; transporté au théâtre, le même personnage, s'il reste muet, paraîtra indifférent.

Élisabeth poursuit son interrogatoire, elle précise ses questions et veut une réponse précise : « As-tu épousé cette fille ? » dit-elle à Varney. « A cette demande, Leicester frissonna de nouveau, et son cœur fut en proie à tant de sentiments variés qu'il lui semblait que sa vie dépendait de la réponse qu'allait faire Varney. » Très habilement, le romancier ramène notre attention de Varney à Leicester et nous fait assister aux émotions, aux angoisses que provoquent dans l'âme du comte les paroles de l'écuyer. Mais comment rendre au théâtre « tant de sentiments variés » ?

« Varney, après avoir hésité véritablement un instant, répondit : Oui. — Misérable scélérat ! s'écria Leicester écumant de rage. Mais l'excès de son indignation et la reine qui l'interrompt sur-le-champ ne lui permirent pas d'ajouter un seul mot à cette exclamation. » (*Kenilworth*, *ibid.*)

Donc voilà le comte réduit au silence ; mais comme c'est lui que cette scène intéresse particulièrement, le romancier a soin

de ne pas oublier qu'il est là, l'oreille attentive et le cœur anxieux ; c'est toujours vers lui qu'est rappelée l'attention du lecteur, comme vers le centre d'intérêt de cette situation profondément dramatique.

Élisabeth a emmené Varney un peu à l'écart pour entendre ses déclarations secrètes ; puis elle le quitte, revient au milieu de la salle d'audience et s'avance vers Leicester. Le moment est solennel ; que va-t-elle lui dire ? Grande est la curiosité de tous ; bien vive est l'anxiété du comte. Voyez avec quel art des nuances Walter Scott peint cet état des esprits :

« Une vive curiosité, mêlée aux craintes, aux espérances et aux diverses passions qui agitent les factions à la cour, avait rempli le cœur de tous ceux qui assistaient à cette audience pendant la conférence secrète de la reine avec Varney. Personne ne se permettait le plus léger mouvement, et l'on aurait même cessé de respirer si la nature ne se fût opposée à une telle interruption des fonctions de la vie. Cette atmosphère était contagieuse ; et Leicester, voyant sa chute, cublia tout ce que l'amour lui avait d'abord inspiré ; il ne fut plus sensible, pour l'instant, qu'à la faveur ou à la disgrâce qui dépendaient d'un signe d'Élisabeth et de la fidélité de Varney. » (*Kenilworth*, *ibid.*)

Il faut, pour goûter pleinement ce passage, le lire dans l'ensemble du récit ; il faut voir comment il est amené, comme il est habilement placé, au moment où l'inquiétude de tous est à son maximum de tension, et comme il contribue encore à tenir en suspens l'intérêt dramatique de cette grande scène. « Leicester oubli^a tout ce que l'amour lui avait d'abord inspiré » ; peut-on mieux faire sentir, et avec plus de tact, la faiblesse d'une âme que l'amour-propre fait agir et que l'ambition domine ? Walter Scott manque de psychologie, a-t-on dit, cela est vrai en général ; mais ici quel talent délicat et quel art finement nuancé dans la peinture de l'âme défaillante de Leicester ! Et tout est si bien dit qu'on se sent incliné à l'excuser. Mais comment rendre tout cela au théâtre ?

La situation, si tendue, se dénoue. La reine s'approche de Leicester et lui parle avec bienveillance. Il se jette à ses pieds, se confond en protestations de dévouement ; quand il se relève, tout le monde sent qu'il est plus que jamais en faveur, et cette constatation provoque naturellement des sentiments contraires suivant l'opinion des uns et des autres : les partisans de Leicester triomphent, les amis de Sussex sont mortifiés et déconcertés.

Enfin, pour avoir un témoignage définitif et une certitude absolue, la reine s'adresse directement à Leicester : « Garantis-

vous, sur votre honneur, que votre écuyer a dit la vérité en assurant qu'il a épousé Amy Robsart? » Il hésite et répond par une phrase ambiguë : Oui, j'affirme sur l'honneur « qu'Amy Robsart est mariée ».

Voilà la parole décisive, celle qui constitue la grande, l'irréparable faiblesse du comte. On ne peut dire que ce soit réellement un mensonge ; c'est une demi-vérité, avec réticence, avec une de ces « restrictions mentales » recommandées par une société célèbre. C'est, en somme, une compromission de conscience ; mais avec quel art le romancier l'a préparée, amenée, expliquée ! Ainsi l'amour, la sincérité et la foi conjugale sont vaincus par l'amour-propre, l'ambition, le respect humain, la pression des circonstances. Et qu'on se représente la situation ; qu'on se figure cette salle d'audience avec toute la cour réunie, ces deux camps ennemis formant deux groupes principaux, l'un autour de Leicester, l'autre autour de Sussex, ces regards fixés sur un seul homme dont ils épient le moindre signe d'inquiétude et la moindre défaillance, ce milieu malveillant, cette atmosphère morale surchauffée et chargée de sourdes convoitises ; qu'on se rappelle aussi qu'à peine quelques instants auparavant, Leicester était aux pieds de la reine Élisabeth et lui faisait mille serments ; l'on se dira, je pense, que, pour se mettre résolument au-dessus de toutes ces suggestions, de toutes ces influences, de toutes ces inspirations convergentes, il faudrait à un homme une force d'âme peu commune et touchant à l'héroïsme. Or, Leicester n'est pas un héros ; et la pauvre Amy est irrémédiablement sacrifiée.

Plus tard, quand Leicester est seul, face à face avec sa conscience, et qu'il peut enfin rentrer en lui-même, il se rend compte qu'il a manqué de franchise, de loyauté : « Mon ambition a trahi mon amour », dit-il à Varney. Mais il lui est désormais impossible de revenir en arrière, de désavouer des paroles solennelles, prononcées devant toute la cour assemblée ; et ainsi, pour une phrase ambiguë, le voilà désormais engagé plus qu'il ne voudrait dans la voie de la dissimulation.

Je me suis attaché à faire ressortir avec quel art le romancier anglais nous dépeint l'attitude de Leicester, nous explique son état d'âme, nous mène peu à peu, par une gradation continue et finement nuancée de l'intérêt dramatique, jusqu'à cette malheureuse parole où le comte abdique finalement toute loyauté et toute sincérité. La situation était fort délicate ; et l'auteur l'a traitée avec une adresse, une légèreté de main qui révèlent un talent consommé. En 1821, Walter Scott était en

effet à son apogée ; en 1822, V. Hugo n'était qu'un débutant.

On n'attend pas de moi, je pense, pour diverses raisons que j'ai énoncées antérieurement, que j'établisse ici une comparaison détaillée du roman anglais et de la pièce française. Toute comparaison est d'ailleurs impossible. La situation que je viens d'étudier dans Walter Scott occupe, au II^e acte d'*Amy Robsart*, les deux scènes iv et vi, dont une scène intermédiaire entre Varney et la reine Élisabeth rompt assez maladroitement la suite naturelle. Disons simplement que, dans ces deux scènes, Leicester a une bien pitoyable attitude : trouble des pensées, inquiétude pour lui-même, colère et indignation à l'égard de Varney, tel est son état d'âme. Dans les deux scènes, cet état de désordre moral se manifeste par une série d'exclamations violentes et entrecoupées, où l'on sent que le comte reste difficilement maître de lui-même ; tout cela révèle une grande faiblesse de caractère et peu de dignité ; et, comme les moyens d'expression ne sont pas variés d'une scène à l'autre, il en résulte une certaine monotonie, qui affaiblit considérablement l'intérêt d'une situation par elle-même fort dramatique. Enfin cette émotion qui s'exprime si violemment semble bien avoir plus d'intensité extérieure que de profondeur et même de réelle sincérité. On sent que Leicester pense surtout à lui-même, à sa situation en péril, à ses ambitions menacées, à ses espérances qui sont près d'avorter ; on sent que la pauvre Amy est loin de son cœur, et que ce cœur d'ambitieux n'est rempli que d'aspirations et de préoccupations égoïstes. « Je suis perdu ! » s'écrie-t-il à la fin de la scène iv ; cette exclamation significative renferme implicitement, pourrait-on dire, la formule même du personnage. Je sais bien qu'à la scène iv, Leicester a une bonne parole, qui part d'une intention généreuse : « Non, Madame, non ! s'écrie-t-il ; je vais tout vous dire. Hélas ! vous ne savez pas !... » Mais, aussitôt, Varney et Élisabeth lui coupent la parole ; et comme le comte n'oserait pas démentir certaine « passion secrète » dont la reine connaît bien l'objet (cette allusion discrète à l'amour de Leicester pour Élisabeth est fort bien placée ici), le voilà encore une fois réduit au silence, et sa bonne intention n'aboutit à rien.

En somme, tout ce qui, chez le romancier anglais, était si finement touché, n'a été, dans le drame français, ni étudié ni compris ; on n'y retrouve rien de l'art exquis de Walter Scott.

*
*
*

Une autre situation sur laquelle il nous faut encore insister parce qu'elle est très connue, c'est la scène du jardin au chapitre xxxv de *Kenilworth*.

A la suite d'une interminable série d'aventures romanesques, Amy Robsart s'est réfugiée dans un coin écarté du parc appartenant au château. Élisabeth y arrive à son tour, après un entretien avec Leicester, où elle a écouté les paroles d'amour du comte et laissé paraître l'émotion qui agite son propre cœur ; elle a besoin d'être un peu seule pour se ressaisir, et c'est ainsi qu'elle se rencontre avec Amy. La jeune femme, reconnaissant la reine, se jette à ses pieds et implore sa protection contre Richard Varney. Élisabeth n'y comprend rien et la presse de questions. Amy déclare qu'elle n'est pas l'épouse de Varney ; et, toute tremblante, elle ajoute : « Le comte de Leicester sait tout. »

A ces mots, Élisabeth sent qu'on l'a trompée ; furieuse, indignée, jalouse, elle saisit le bras d'Amy, l'entraîne violemment vers le groupe des courtisans, qui étaient restés à quelque distance, et, aussitôt qu'elle aperçoit le comte : « Connaissez-vous cette femme ? » s'écrie-t-elle. C'est un vrai coup de théâtre que cette subite apparition des deux femmes, et terrible est l'impression qu'elle produit dans l'âme de Leicester. La voix de la reine retentit pour lui (je garde les images de Walter Scott tout en résumant le passage) comme la trompette du jugement, et il voit s'écrouler devant lui l'édifice bâti par son orgueil. Il se précipite aux pieds d'Élisabeth, mais sans dire un mot. Dans toute cette scène, si tragique, Leicester, remarquons-le bien, ne prononce qu'une phrase, *une seule* ; c'est lorsque la reine le menace de le faire mourir ; le comte est debout alors, et fièrement, en noble gentilhomme, il réplique : « Ma tête ne peut tomber que par le jugement de mes pairs » ; puis il se tait. Il y a quelque chose de très hautain dans ce silence voulu.

On connaît les péripéties de la scène. Amy, voyant son époux menacé, n'a qu'une pensée, le sauver du danger. « Il est innocent... Madame, il est innocent ! Personne ne peut rien imputer au noble Leicester ! » Trop généreuse, elle va jusqu'à s'accuser elle-même et déclare qu'elle l'a calomnié tout à l'heure. La reine s'indigne, trouve toute cette histoire fort obscure, dit qu'elle veut éclaircir cet imbroglio, et menaçant Amy : « La colère des rois, dit-elle, est un feu dévorant... Elle te dévorera et te consumera comme la ronce dans une fournaise ». Alors le cœur de Leicester s'émeut ; il va pour rompre le silence.

« Au moment où la reine proféra cette menace, le cœur généreux de Leicester s'indigna ; il vit à quel degré d'avilissement il se condamnait pour jamais, si, défendu par le dévouement héroïque de la comtesse, il l'abandonnait au ressentiment de la reine. Déjà, il relevait la tête avec toute la dignité d'un homme d'honneur ; il

allait avouer son mariage, et se proclamer hautement le protecteur d'Amy, lorsque Varney, qui était comme destiné à être le génie de son maître, se précipita vers la reine avec l'air hagard et mauvais ses habits en désordre. » (*kenilworth*, xxxv.)

On sait à quoi sert l'intervention de Varney; il vient pour déclarer qu'Amy est malade, qu'elle a la raison égarée; et, comme la jeune femme s'est fait remarquer par l'étrangeté de sa conduite et l'incohérence de son langage, comme elle a désavoué ses propos antérieurs, et qu'elle n'a que des paroles violentes contre Varney, la reine est persuadée que Varney a raison; elle ajoute foi à ses allégations et donne l'ordre d'emmener Amy pour qu'elle reçoive des soins.

Telle est la marche de la scène dans Walter Scott. Victor Hugo a suivi de très près l'écrivain anglais, et l'imitation n'est même parfois qu'une traduction presque littérale. Et cependant l'impression produite par le texte français est toute différente de celle que nous laisse l'original; elle est plus fâcheuse encore.

Pour cette scène nous avons, à vrai dire, deux textes dans le drame français: j'ai déjà montré quelles modifications, quelles améliorations présente le texte dit « définitif », c'est-à-dire le texte publié en 1902 (1). Ne sachant pas exactement ce qui, dans l'un ou dans l'autre des deux textes, appartient en propre à Victor Hugo, je n'insiste pas sur cette question des détails d'exécution. Mais, en ne m'attachant qu'à l'ensemble de la scène, je dirai simplement qu'il est bien difficile, sinon à peu près impossible, de rendre bonne une situation manifestement fautive. Rien n'est faux, rien n'est invraisemblable, en effet, comme cette attitude d'un homme, d'un gentilhomme, d'un haut et puissant seigneur, qui se trouve assez faible pour laisser calomnier sa propre femme, pour tolérer qu'on la traite de folle, pour permettre qu'on l'arrête comme criminelle d'État, pour accepter qu'on l'emmène en prison, elle, la pauvre jeune femme innocente et résignée. Faisons remarquer en passant combien, dans le drame français, les résolutions de la reine sont plus graves que dans le roman anglais: chez Walter Scott, Amy passe pour malade, mais n'est pas accusée de crime d'État. Leicester n'en est donc que plus coupable dans la pièce française, puisque c'est la vie même d'Amy qui est en danger. Combien ne devrait-il pas être saisi d'une généreuse indignation contre lui-même, à la pensée du « degré d'avilissement » où il « se condamne pour jamais », en abandonnant la comtesse au ressentiment de la reine.

(1) Voir *Revue des Cours et Conférences*, n° du 20 novembre 1901.

Mais, me dira-t-on en se référant au texte de 1902, Leicester s'efforce à quatre reprises de parler, et quatre fois la reine lui coupe la parole ; c'est la reine qui lui impose silence. A quoi je réponds d'abord qu'ainsi traitée, la scène ne fait que répéter les deux scènes IV et VI du II^e acte ; le procédé est vraiment bien monotone. Et, de plus, on se dit : décidément il n'a pas de chance, Leicester ; on ne veut jamais le laisser parler. Enfin on se dit encore : il pourrait bien parler, voyons, s'il le voulait fermement. A qui fera-t-on croire qu'un homme, dans une situation aussi terrible, puisse se laisser imposer silence, quand un mot de lui suffirait à faire la lumière ? Non, Leicester se tait parce qu'il n'ose pas parler ; il n'a ni volonté, ni courage ; en vérité, il est trop lâche, le grand et puissant favori de la reine !

Ainsi l'impression que laisse ce personnage dans les trois grandes scènes capitales de son rôle est des plus fâcheuses. Pour comprendre une telle impression, il faudrait une autre scène où le comte de Leicester, revenu à plus de franchise, de loyauté, de dignité, avouerait hautement à la reine qu'Amy est sa femme. C'est justement ce qui a lieu dans Walter Scott ; il y a, au chapitre XII de *Kenilworth*, une scène violente où Leicester fait vaillamment cet aveu ; et Élisabeth, doublement blessée et comme reine et comme femme, s'abandonne à une véhémence indignation. La situation est émouvante ; Victor Hugo l'a complètement laissée de côté ; c'est là une lacune regrettable. De cette façon, le rôle de Leicester reste incomplet, et nous ne voyons en lui qu'un pleutre, dont l'honneur sombre dans une lâcheté odieuse.

*
* *

Et, ici, dirai-je en finissant, se marque bien nettement la différence entre les conditions du roman et celles du théâtre. Pourquoi Leicester nous paraît-il moins vil et moins odieux chez Walter Scott que dans la pièce française ? Cependant, à ne regarder que ses actes, ils sont exactement les mêmes de part et d'autre. Seulement l'écrivain anglais met un art infini à nous faire comprendre l'attitude et l'état d'âme du personnage. C'est que le romancier peut prendre son temps pour décrire, peindre, analyser, expliquer, nuancer, tous moyens dont ne peut user l'auteur dramatique, entraîné et pressé qu'il est par l'action. Mais ce n'est pas tout, il y a un autre moyen, d'un emploi absolument impossible pour l'auteur dramatique, et dont le romancier peut tirer d'excellents effets : c'est de *faire oublier* plus ou moins longtemps au lecteur tel ou tel personnage, qui s'est mis dans une situation trop fâcheuse. Et

c'est là précisément ce qui a lieu pour Leicester, dans Walter Scott, pendant le développement de la scène du jardin.

Remarquons, en effet, que, dans le roman, la loi qui régit la composition est essentiellement d'un caractère analytique, et cette loi, c'est la *succession dans le temps*. Récits des événements, peintures des situations, analyses des caractères, dialogues et scènes, tout cela forme une suite continue, une chaîne ininterrompue, mais dont on n'aperçoit que successivement chaque anneau. Dans une même scène, c'est successivement, c'est seulement l'un après l'autre, que nous voyons agir et que nous entendons parler chacun des personnages. Si donc l'un de ces personnages ne parle pas, nous ne faisons plus attention à lui, nous l'oublions ; pour nous, il disparaît. Or voyez Leicester chez Walter Scott, dans la scène du jardin ; une fois prononcée sa fière réplique aux menaces de la reine Elisabeth, il ne dit plus mot. Ainsi notre intention s'éloigne de lui ; il s'efface, il recule à l'arrière-plan, il est enveloppé de pénombre, nous lui savons gré de ne plus être devant nos yeux, et l'impression odieuse qui s'attache à lui en est très atténuée.

Au théâtre, il n'est pas possible de procéder ainsi. Un personnage en scène pourra bien, si son rôle le permet, s'éloigner réellement, se dissimuler derrière d'autres personnes ou même disparaître totalement. Mais, si son rôle est d'être là, malgré tout, et même, — comme c'est le cas pour Leicester, — d'être sur le devant de la scène, tout à fait au premier plan, il faut bien qu'il y reste ; même s'il ne dit mot, nous l'avons devant nous. Une scène, au théâtre, est toujours en somme un *tableau*, — où les personnages peuvent, chacun à part et d'une manière tout à fait différente les uns des autres, aller et venir, je ne dis pas parler, mais prendre telle ou telle attitude, faire tel ou tel geste, accomplir telle ou telle action. En tant que tableau (1), la scène de théâtre a donc un caractère synthétique et obéit à une loi toute autre que la précédente, et cette loi, c'est la *simultanéité* dans le temps et dans l'espace. Les personnages sont groupés ensemble dans la même scène ; indépendants les uns des autres, ils peuvent agir, sinon parler, simultanément, et c'est bien simultanément qu'ils coexistent. Ainsi donc, notre personnage de premier plan, si son rôle l'oblige à rester là, même pour ne rien dire, continuera d'être sous nos yeux, et il nous sera impossible de l'oublier, de ne plus penser

(1) Qu'on veuille bien m'entendre, je dis : « En tant que tableau » ; en effet, s'il peut y avoir *simultanéité* pour les gestes et les actes, les paroles du dialogue obéissent forcément, elles, à la loi de *succession*.

à lui, de détourner entièrement de lui notre attention, puisqu'il s'impose à nous ; nous continuerons à le voir réellement, en chair et en os, réduit à l'état de personnage muet, de mannequin stupide ; et s'il fait, comme Leicester, des efforts inutiles pour parler, nous continuerons à trouver ses gestes ridicules ; si, comme Leicester, il nous est antipathique, nous continuerons à trouver sa présence désagréable, son attitude odieuse. Tout de lui nous est insupportable ; quatre fois il essaie de parler, et les quatre exclamations qui lui échappent nous paraissent encore de trop.

Si j'ai développé — un peu longuement peut-être — ces considérations finales, c'est qu'elles peuvent avoir leur portée pratique. On avait projeté, disent MM. Paul et Victor Glachant, de reprendre *Amy Robsart* à l'Odéon, au moment du centenaire ; et c'est « en vue » de cette reprise qu'a été faite la revision de 1902. « Peut-être, ajoutent-ils, le dessein n'est-il point abandonné (1). » Cette indication est d'un grand intérêt. A cela je répondrai franchement, moi : ce n'est pas un heureux dessein. On a bien fait de n'y pas donner suite l'année dernière, et l'on fera bien d'en rester là.

En effet, pour rendre *Amy Robsart* jouable, il y aurait encore bien des retouches et des corrections à opérer dans ce drame. Le premier acte est trop long ; il faudrait faire de larges coupures dans les scènes d'Alasco. L'exposition du sujet est obscure et indécise ; il faudrait pouvoir y mettre de la clarté et de la vraisemblance : c'est difficile. Au second acte, rien n'est maladroit comme l'intercalation de la scène v entre les scènes iv et vi, qui devraient former une suite ininterrompue, puisqu'elles représentent en réalité deux moments successifs d'une seule et même situation. L'entretien particulier entre Élisabeth et Varney pourrait être abrégé et avoir lieu sur le devant du théâtre, pendant que les courtisans se masseraient vers le fond en deux groupes, l'un autour de Leicester, l'autre autour de Sussex. C'est tout un remaniement considérable des trois scènes qu'il faudrait exécuter. J'ai, au cours de cette étude, signalé d'autres défauts de fond. On s'étonne, ai-je dit, que Leicester, arrêté à la fin du IV^e acte sur l'ordre d'Élisabeth, se retrouve en liberté au V^e acte sans qu'on sache par suite de quel ordre nouveau. On regrette qu'Élisabeth croie Amy la femme de Varney et reste jusqu'à la fin dans cette erreur ; on voudrait qu'elle fût détrompée au lieu d'être ainsi la dupe des inventions du misérable. Enfin, pourquoi cette fiction que Varney

(1) *Essai critique sur le Théâtre de Victor Hugo ; les Drame en prose*, page 60.

aime Amy ? J'ai montré combien c'est là une mauvaise idée (1). Rien n'empêcherait d'ailleurs la grande scène du III^e acte ; Varney peut penser — par ambition — à épouser Amy sans pourtant être amoureux d'elle.

Ces différents défauts, quoique graves, ne sont pas, malgré tout, absolument irrémédiables. Mais ce qui l'est, et d'une manière irrémédiable à mon avis, c'est le rôle de Leicester.

J'ai assez dit, je pense, combien il joue un triste personnage dans les deux grandes situations des II^e et IV^e actes.

Il est profondément antipathique ; un tel rôle, disais-je dès ma première leçon, est « intolérable au théâtre » ; telle est encore aujourd'hui ma conclusion. Et c'est pour cette raison principalement, selon moi, qu'il faut s'abstenir de reprendre *Amy Robsart* ; on irait encore, comme en 1828, à un échec certain, du moins devant le grand public. Tout ce qu'on pourrait tenter, je crois, ce serait d'offrir la pièce au public restreint des matinées de l'Odéon. L'entreprise aurait le caractère d'une simple curiosité littéraire, analogue à bien d'autres, car, plus d'une fois déjà, on a donné en matinée de vieilles pièces oubliées, peu connues ou même médiocres. *Amy Robsart* serait présentée, dans une conférence critique, par quelqu'un de nos habiles et sympathiques orateurs parisiens, qui saurait — sans dissimuler les défauts de l'ouvrage — faire ressortir les deux ou trois belles scènes que contient le drame. Ces quelques belles situations emporteraient les applaudissements de la jeunesse des écoles ; et, comme sur toute l'entreprise planerait la grande ombre de Victor Hugo, ce serait en somme un hommage qu'on rendrait à la mémoire du vieux maître immortel, que les jeunes gens ne pourront jamais trop admirer et honorer (2).

GUSTAVE ALLAIS.

(1) Voir *Revue des Cours et Conférences*, n° du 11 juin, pages 647-8.

(2) Cette série d'articles sur *Amy Robsart* paraîtra bientôt en brochure, avec des documents nouveaux.

Transformations des sociétés européennes au XIX^e siècle.

Cours de M. CHARLES SEIGNOBOS,

Maître de conférences à l'Université de Paris.

L'Italie dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Bibliographie. — Elle est donnée d'une façon très complète dans Bolton King, *Histoire de l'Unité italienne*, 2 vol., 1901.

Documents : 1^o pour la période de formation, Bianchi, *Storia documentata della diplomazia* (jusqu'en 1861) ; 2^o pour l'histoire intérieure, les Actes du Parlement, difficiles à trouver. — Les mémoires et biographies n'apprennent pas grand'chose ; on ne peut guère indiquer que Diamilla-Muller, *Politica segreta italiana*, 1880. Parmi les journaux et revues, la *Nuova Antologia*, qui publie parfois d'excellents articles sur la vie politique.

Comme ouvrages d'ensemble, les histoires de Reuchlin et Bolton King, qui s'arrêtent à 1871 ; pour la période postérieure, il n'y a pas de livre satisfaisant. — On a des travaux spéciaux sur chaque région, dont on trouvera l'indication dans Bolton King. — Pour l'organisation, Prusa, *Staatsrecht des Königreichs Italien* (collection Marquardson).

Cette histoire, si l'on excepte la formation du royaume d'Italie, présente beaucoup plus d'épisodes romanesques et d'intrigues que de véritables transformations. — Nous indiquerons : 1^o quelles étaient les conditions politiques de l'Italie à la fin de la période de réaction ; 2^o comment s'est constitué le royaume d'Italie ; 3^o comment s'est organisée la vie politique par la transformation des partis.

I. — Dans quelles conditions la réaction a-t-elle laissé l'Italie ?

1. L'organisation générale est fondée, sur le même système qu'en 1815 : l'Italie est morcelée en États souverains, sans aucun lien entre eux ; elle est une « expression géographique ». Les États sont les mêmes qu'en 1815 : deux royaumes au Nord, sarde et lombard-vénitien ; un au Sud, Deux-Siciles ; au centre, trois duchés, Parme, Plaisance, Toscane, et les États de l'Église ; et encore le royaume lombard-vénitien est-il une dépendance de l'Autriche, les souve-

il servira de centre à un mouvement contre le régime. Ce royaume s'organise ; il s'y fonde un personnel de gouvernement, qui prépare consciemment une révolution en Italie.

Le régime politique est fixé par le statut constitutionnel de février 1848 : le roi a renoncé au gouvernement absolu bureaucratique ; il y a une Chambre et un Sénat qui ont les mêmes pouvoirs qu'en pays parlementaire ; les députés sont élus par un suffrage censitaire (le cens est de 40 francs au maximum), et ne touchent pas d'indemnité ; il y a un ministère, dont les membres sont choisis par le roi, dans le Parlement, et qui rend compte de ses actes à la tribune ; la presse est à peu près libre.

Des partis se créent, à peu près analogues à ceux qui existaient en France sous la monarchie de juillet : centre droit (Cavour) ; centre gauche (Ratazzi), gauche républicaine qui se recrute à Gênes ; droite catholique et aristocratique (gentilshommes de Savoie et Sardaigne). Mais, à partir de 1852, les deux centres se fondent : Cavour rompt avec la droite aristocratique (c'est ce qu'il a appelé le *divorzio*), se rapproche du centre gauche (c'est le *connubio*) ; les deux autres marchent sous la direction de Cavour.

Le régime est modifié de façon à le rapprocher de celui des grands États. — Le statut conservait la religion d'État ; on procède à la laïcisation de l'État ; l'opération est faite en deux fois : en

réserve, ce qui donnera des troupes nombreuses en cas de guerre. — Pour enrichir le pays, Cavour organise une banque nationale, agrandit le port de Gênes, signe des traités de commerce, construit des chemins de fer. — En même temps, il se montre décidé à maintenir le régime libéral ; malgré les efforts du tsar, il refuse de restreindre la liberté de la presse.

Cavour semble avoir suivi cette politique économique pour augmenter les ressources et la force de la royauté sarde, et cette politique libérale pour rallier à la Sardaigne les mécontents de toute l'Italie.

D'autre part, il entre en relations à la fois avec les mécontents italiens et avec les puissances européennes. — Pour gagner les Italiens, il refuse de chasser les proscrits lombards réfugiés dans le royaume sarde. Alors une évolution se produit qui divise le parti républicain démocrate en deux groupes : les uns, dont Manin par sa déclaration publiée dans le *Siècle*, 15 septembre 1855, se rallient au roi de Sardaigne pour avoir l'unité ; les autres, dont Mazzini, restent hostiles. Il se crée un parti national monarchique, qui demande, avec Manin, l'indépendance et l'unification, qui s'organise et fonde l'*Union nationale* (août 1857) ; les adhérents se recrutent parmi la bourgeoisie cultivée, surtout dans l'Italie du Nord et en Sicile (le secrétaire, La Farina, est un Sicilien). Cavour entre en relations avec le parti national ; il a des entrevues secrètes avec La Farina, il l'engage à agir, mais il lui déclare qu'il le désavouera devant le monde. Les mécontents saisissent une occasion de manifester : ils organisent une souscription afin d'acheter des canons pour la citadelle d'Alexandrie, place frontière du royaume sarde du côté du royaume lombard-vénitien. L'Autriche y voit, de la part du gouvernement sarde, un acte d'hostilité et rompt les relations diplomatiques. — En même temps, Cavour a rompu avec la politique de Charles-Albert, avec le principe *Italia fara da se* ; il cherche des alliés et songe de bonne heure à Napoléon III : dans ce but, il entre dans la coalition contre la Russie, malgré l'opposition des Génois en relations avec les ports russes de la Mer Noire ; ce qui l'a décidé c'est le désir de se procurer un moyen d'envoyer un représentant de la Sardaigne au congrès qui terminerait la guerre. Il se fait déléguer à Paris, après la guerre de Crimée, en profite pour adresser un mémoire à Napoléon III et soulever la question italienne. De plus en plus, il se convainc que l'Angleterre ne peut lui être d'aucun secours et se préoccupe de s'assurer l'appui de la France, c'est-à-dire de Napoléon ; il dit aux journalistes : « Au nom du ciel, attaquez-moi, mais ménagez l'empereur. »

II. Le royaume d'Italie s'est formé, entre 1859 et 1870, par l'alliance du gouvernement sarde avec les Italiens mécontents des deux partis et avec des puissances étrangères. L'œuvre s'est faite en cinq étapes, marquées chacune par l'annexion d'un territoire; et ces étapes sont condensées en deux crises, séparées par un intervalle d'attente.

1. La première période de crise est ouverte par la guerre contre l'Autriche; elle aboutit à la création du royaume d'Italie. — L'initiative est prise par Napoléon; il envoie chercher Cavour et a avec lui une entrevue secrète à Plombières; un véritable marché est conclu entre les deux hommes: Napoléon s'engage à faire l'Italie libre jusqu'à l'Adriatique; Cavour promet de donner à la France la Savoie et Nice; mais il est entendu qu'on évitera tout ce qui pourrait faire croire à une révolution et qu'on prendra comme prétexte de la rupture les armements de l'Autriche. — Cavour s'entend avec les Italiens; l'Union nationale se dissout pour ne pas gêner le gouvernement sarde; les mécontents promettent de soulever les villes, mais de ne fonder ni clubs ni journaux et de donner le gouvernement à des hommes dévoués au roi.

En somme, il se produit un mouvement d'un caractère original: c'est bien une révolution, comme les adversaires de l'unité italienne l'affirment, mais une révolution sous des formes monarchiques, au nom d'un roi établi, avec l'aide d'un gouvernement monarchique.

Le premier acte est la campagne contre l'armée autrichienne; le résultat est l'occupation de la Lombardie. Mais Napoléon n'ose pas achever son entreprise; il s'arrête devant le quadrilatère et traite avec l'Autriche. Il propose alors à l'Italie le plan de Villafranca: organiser tous les États de la péninsule en une confédération. En fait, il renonce au contrat passé avec Cavour, qui, désespéré, démissionne. La Lombardie seule est annexée, sans plébiscite.

Le deuxième acte est une conséquence de la guerre. Les pays occupés par les Autrichiens ont été évacués; les patriotes et les agents sardes en profitent pour former des gouvernements provisoires et donner le pouvoir à des hommes de confiance et même à des fonctionnaires de Victor-Emmanuel; ceux-ci consultent les peuples ou les assemblées sur l'annexion au royaume de Sardaigne. Mais Victor-Emmanuel ne peut accepter sans l'assentiment des grands États, et tous refusent; Napoléon lui-même est hostile: il voudrait établir son cousin Jérôme en Toscane. En attendant, Modène, Parme, la Romagne adoptent la constitution de Sardaigne, suppriment les douanes du côté de la Sardaigne, s'unissent sous le

nom de *Provinces royales de l'Émilie* ; elles forment une ligue militaire avec la Toscane. — En Piémont, le centre gauche pousse à la guerre, laisse les républicains fonder une société, la *Nazione armata*, pour révolutionner l'Italie. Victor-Emmanuel, hostile à la guerre, rappelle Cavour (janvier 1860). Celui-ci amène Napoléon à un nouvel arrangement : il cède la Savoie et Nice contre l'autorisation d'annexer les provinces convoitées. Des plébiscites ont lieu partout ; l'annexion est votée. Les députés se réunissent au Parlement sarde, qui devient le Parlement subalpin.

Le troisième acte est entrepris par le parti républicain avec l'aide secrète du gouvernement sarde. — Garibaldi, avec une petite troupe de volontaires, va attaquer le royaume du Sud ; il opère d'abord en Sicile. Le gouvernement sarde affecte d'être hostile à cette entreprise, pour que les puissances n'aient pas le droit de l'en rendre responsable ; en réalité, il laisse faire et même favorise. Les républicains occupent la Sicile, en donnant le gouvernement à Crispi ; puis ils entrent dans le royaume de Naples où ils ne rencontrent de résistance qu'à Gaëte. Ils arrivent aux frontières des États de l'Église et s'apprêtent à les franchir. Mais le gouvernement sarde prend l'avance, fait occuper les Légations au nom du principe monarchique et du pape et avec la permission secrète de Napoléon. — Garibaldi, dictateur des Deux-Siciles, hésite à remettre le pays à Victor-Emmanuel ; la *manifestation des Si* l'oblige à faire un plébiscite ; Naples est annexée en même temps que l'Ombrie et les Marches. — Le royaume de Sardaigne devient royaume d'Italie ; on commence à parler de Rome capitale.

2. L'unification n'est pas accomplie ; il manque la Vénétie et le patrimoine de Saint-Pierre. Or l'Autriche tient à la Vénétie ; les États catholiques et surtout Napoléon III, pour ne pas s'aliéner les catholiques français, veulent conserver au pape son pouvoir temporel, garantie, dit-on, de son indépendance spirituelle. Il en résulte un temps d'arrêt dans l'œuvre d'unification, pendant lequel les partis s'organisent.

La révolution a consisté dans un agrandissement de territoire ; le royaume d'Italie n'est que le royaume de Sardaigne étendu à d'autres parties de l'Italie, en vertu de la volonté des habitants. Le statut constitutionnel et le régime politique sardes sont conservés. Mais la vie politique est bouleversée par l'entrée dans le royaume de pays qui n'ont pas les traditions d'attachement à la famille de Savoie. Les anciens partis sont désorganisés : depuis que la Savoie est passée à la France, la droite a perdu sa force. Après la mort de Cavour, les centres se divisent. Des pays nouveaux arrivent des députés élus dans des conditions anormales : le pape a

prescrit l'abstention aux catholiques ; *ne elettore ne eletti* ; le résultat est qu'il n'y a pas de droite catholique. Les conservateurs nationaux forment la droite, recrutée dans le Nord et le centre, dirigée par des chefs de groupes, Minghetti, Menabrea ; c'est la *consorteria*. Le centre gauche se renforce des députés du Sud, les anciens républicains, ralliés à la monarchie, les radicaux, forment la gauche : ils sont élus surtout dans l'ancien royaume des Deux-Siciles. Entre les deux grands partis, un groupe de Piémontais, hommes d'affaires, importants parce qu'ils sont respectés et parce qu'ils ont la confiance du roi, Lamarmora, Lanza, Sella.

Ce qui domine la vie politique, c'est encore la politique étrangère, en tant qu'elle intéresse la question nationale, la *question romaine*. Quelle conduite faut-il tenir à l'égard du pouvoir temporel du pape ? Aucun parti ne peut renoncer à Rome capitale ; ce serait se condamner. Mais deux solutions sont possibles : attendre ou trancher la difficulté par la force. Les républicains parlent d'agir à l'égard des États pontificaux comme à l'égard de Naples : envoyer des volontaires garibaldiens, soulever les populations et leur faire exprimer leur volonté par un plébiscite ; le centre gauche accepterait volontiers cette solution : mais elle a le tort d'opposer le royaume d'Italie à la France, ce que le roi ne veut pas. La droite, au contraire, prône une politique d'attente, en essayant de persuader Napoléon III. — Victor-Emmanuel appelle au pouvoir ordinaire les hommes de la *consorteria*, ou, quand elle a contre elle une majorité trop forte, les Piémontais ; à deux reprises, il a donné le ministère au centre gauche, à Ratazzi ; chaque fois, le gouvernement a laissé faire Garibaldi, en 1862 et 1867 ; mais la France est intervenue chaque fois, et le ministère centre gauche est tombé.

Ce sont donc les groupes de droite qui gouvernent ; ils essaient de régler la question romaine par une entente avec la France. Par la convention de septembre 1864, la France, rappelle ses troupes de Rome et laisse le pape se défendre avec son armée de volontaires ; par contre, l'Italie promet de ne pas attaquer Rome, et, comme preuve de sa sincérité, transfère la capitale à Florence : d'où une émeute à Turin ; d'où la formation d'un parti piémontais d'opposition, le *Permanent*. Le pape répond à la convention de septembre par la publication du *Syllabus*, déclaration de guerre au royaume d'Italie et aux catholiques qui ont accepté la révolution italienne, aux catholiques libéraux.

En même temps, le gouvernement est aux prises avec des difficultés pratiques. Il veut tenir l'armée prête à agir ; mais cette armée est devenue plus nombreuse, et le pays est pauvre ; le défi-

cit est chronique. Dans les pays du Sud, il ne peut réduire les brigands aidés par les partisans de l'ancien régime, et les organisations secrètes, la *Camorra* et la *Maffia*. — Il organise l'administration sur le modèle français, les provinces correspondant aux départements, avec des préfets et des maires nommés par le gouvernement central, et des syndics élus.

3. L'unification a été achevée en profitant des guerres qui paralysent les deux grands États opposés aux dernières annexions.

L'Italie s'allie à la Prusse contre l'Autriche (1866) ; l'armée italienne est arrêtée, mais l'Autriche renonce à la Vénétie qu'elle donne à Napoléon, pour la remettre à l'Italie. Un plébiscite décide l'annexion.

La France continue à s'opposer à l'annexion de Rome. Quand Rattazzi laisse agir les républicains (1867), Napoléon envoie une armée qui bat Garibaldi à Mentana et réoccupe Rome. Cet événement a une grande conséquence pour les sentiments des partis : la gauche, recrutée dans les pays du Sud, devient hostile à la France : la droite reste bien disposée pour Napoléon.

Avant que l'unification soit achevée, on règle deux questions, ecclésiastique et financière. Le gouvernement essaie d'abord de régler la situation des évêchés par un accord avec le pape fondé sur le principe de *l'Église libre dans l'État libre*. Le pape refuse, et le gouvernement fait seul la réforme : il supprime les couvents et les bénéfices sans charge d'âmes, déclare leurs domaines propriétés de l'État, mais se charge de l'entretien du clergé. La question des évêques ne fut pas tranchée. Pour le déficit, Sella décide la Chambre à rétablir l'impôt sur la mouture 1868.

L'unification devient complète, quand la France retire de Rome son corps d'occupation. L'armée italienne y entre sans difficulté ; un plébiscite décide l'annexion. Pour régler la situation du pape, le gouvernement fait voter la *loi de garantie* : le pape sera indépendant, aura la situation d'un souverain indépendant dans le Vatican et recevra une somme annuelle. Pie IX, puis Léon XIII refusent de toucher cette somme, ne reconnaissent pas le nouveau royaume, affectent de se considérer comme prisonniers et ne sortent pas de leur palais ; ils maintiennent l'excommunication contre le roi ; ils continuent à interdire aux catholiques de prendre part aux élections ; mais le principe a été relâché pour les élections municipales.

III. En 1870, le royaume d'Italie est complet et organisé ; depuis lors, il n'y a pas eu de grands changements ; la principale transformation a été celle des partis :

1. Il faut bien se représenter les conditions de la vie politique. Le droit de suffrage est restreint (il a été un peu élargi en 1882) ; mais les électeurs ou ne votent pas (les catholiques) ou votent pour les candidats de l'administration ; le ministère qui fait ces élections est sûr d'avoir la majorité. Les députés ne recevant pas d'indemnité et n'ayant pas, pour la plupart, de moyens d'existence, ne restent pas à Rome ; n'assistent guère aux séances que les députés habitant les environs de Rome ou les députés du Midi, qui n'ont rien à faire chez eux. Les partis se forment, non pour des raisons politiques, mais pour des raisons personnelles, autour de chefs qui les dirigent dans un intérêt de domination, pour la possession du pouvoir. La majorité se constitue par des coalitions entre chefs ; puis ils se divisent pour des raisons personnelles, et la coalition se rompt. Les coalitions se forment parfois entre groupes de couleur tout à fait opposée. La politique étrangère continue à dominer la conduite des hommes politiques. Les républicains ont gardé l'idéal d'unification complète, veulent réunir tous les pays de langue italienne, surtout le Tyrol et Trieste, parfois même la Corse, Nice, Malte ; c'est le parti de l'*Italia irredenta*. Les radicaux veulent donner à l'Italie un rôle en Europe par l'alliance avec les grandes monarchies ou visent à une expansion coloniale. Il y a donc contradiction formelle entre l'*Italia irredenta* et la Triple Alliance, et, par suite, les partis de gauche se sont divisés.

Le gouvernement est parlementaire en apparence : le ministère est recruté dans la majorité. Mais, comme les électeurs donnent la majorité au gouvernement quand il le veut, le ministère est le véritable maître. Or le roi choisit les ministres, et, comme la politique des divers groupes diffère peu, il choisit à son gré ; il est donc l'arbitre suprême. Le ministère représente le roi, qui garde une puissance prépondérante. En fait, on a une monarchie personnelle.

La Chambre arrive rarement à l'expiration de son mandat. Quand le roi change de ministère, la majorité de la Chambre n'est plus en harmonie ; le nouveau ministère dissout et procède à des élections.

Très souvent aussi, le ministère ne se retire que pour la forme ; le chef reconstitue un ministère avec la plupart des membres de l'ancien, en excluant ceux qui ont déplu. C'est ce qu'on a appelé le *replâtrage* : Depretis l'a pratiqué six fois de suite.

2. Les changements de ministère sont très fréquents ; en moyenne, on a un ministère par an. Il est inutile de les suivre un par un ; il faut indiquer l'évolution générale. — Les partis de

droite, *Consorteria* et Piémontais, qui gouvernaient pendant la période d'unification, ont perdu le pouvoir en 1876. Alors sont arrivés les hommes du centre gauche, Depretis, puis de la gauche, Crispi, hommes du Midi et de Sicile, républicains devenus monarchistes, dévoués à la famille royale; on a appelé leur évolution le *transformisme*. Ils ont attiré à eux une partie de la droite et, pendant vingt ans, ils ont eu une énorme majorité, au sein de laquelle se produisent des luttes personnelles, rivalités entre Depretis, Crispi, Cairoli.

Deux réformes ont été accomplies : — électorale : le cens a été très abaissé ; aux électeurs censitaires on a adjoint les capacités, en étendant la capacité à quiconque prouve qu'il sait lire et écrire (1882) ; — financière : l'impôt sur la mouture a été supprimé (1884).

Puis Crispi a engagé l'Italie dans la politique coloniale; le roi le soutenant, il finit par être maître de la Chambre et du gouvernement. Mais les désastres en Abyssinie amènent sa chute (1896).

3. Depuis, l'opposition s'est organisée. Des partis d'extrême gauche se sont constitués, se recrutant dans les centres ouvriers, en Romagne, Lombardie. Ils se divisent en radicaux démocrates, républicains, socialistes. Ils ont organisé une propagande active, démocratique; ils se préoccupent peu de la politique extérieure et réclament des réformes; leur opposition à la monarchie, au gouvernement, au régime, est beaucoup plus profonde : elle a été marquée par des agitations en Sicile, à Milan.

Le gouvernement et la cour, en face de cette opposition, ont pris une attitude plus violente; ils ont employé la répression directe, l'armée, les lois d'exception. Les gauches, coalisées à la Chambre, ont répondu par un procédé nouveau, l'obstruction; et le gouvernement, mal soutenu par la majorité, a dû recourir à la dissolution. Mais il n'est plus maître des électeurs : l'opposition passe de 67 à 94 voix (32 socialistes, 33 radicaux, 29 républicains). Le roi s'est décidé à essayer de la conciliation : il a pris un ministère de gauche hostile aux mesures d'exception.

M. T.



Table des Matières

1902-1903

LITTÉRATURE FRANÇAISE

XVII^e siècle.

		Date du N ^o .	Page.	Tome.
Molière: <i>L'Étourdi</i>	<i>N.-M. Bernardin.</i>	5 févr.	03, 598,	I
— <i>Les Femmes savantes</i>	<i>H. Béranger</i>	18 déc.	02, 267,	I
Racine: <i>Iphigénie en Aulide</i>	<i>H. Chantavoine</i>	4 déc.	02, 176,	I
— <i>Esther</i>	<i>L. Claretie</i>	8 janv.	03, 415,	I
La Fontaine fabuliste : le premier livre des <i>Fables</i>	<i>A. Gazier</i>	12 févr.	03, 642,	I
— les 2 ^e et 3 ^e recueils.	—	12 mars	03, 16,	II
— l'imitateur.	—	9 avril	03, 218,	II
— la composition.	—	7 mai	03, 412,	II
— le peintre d'animaux.	—	28 mai	03, 547,	II
— le sentiment de la nature.	—	11 juin	03, 634,	II
— le peintre de la royauté.	—	25 juin	03, 739,	II
— le peintre des grands sei- gneurs et des gens du peuple.	—	25 juin	03, 747,	II
— le peintre de la femme et de l'enfant.	—	2 juill.	03, 779,	II
— le moraliste.	—	9 juill.	03, 826,	II
Montfleury: <i>La Femme juge et par- tie</i>	<i>N.-M. Bernardin.</i>	20 nov.	02, 72,	I
Regnard: <i>Le Légataire universel</i>	<i>L. Claretie.</i>	5 mars	03, 799,	I

XVIII^e siècle.

André Chénier ; sa formation intel- lectuelle.	<i>Faguet.</i>	13 nov.	02, 1,	I
— ses idées générales.	—	27 nov.	02, 106,	I
— le moraliste.	—	4 déc.	02, 154,	I
— ses idées littéraires.	—	11 déc.	02, 201,	I
— —	—	18 déc.	02, 241,	I
— le critique.	—	25 déc.	02, 289,	I
— la commentateur de Malherbe.	—	1 janv.	03, 337,	I

		Date du N ^o .	Page.	Tome.
André Chénier ; son œuvre poétique ;				
sa composition. . .	<i>E. Faquet.</i>	8 janv. 03,	385,	I
le poète antique. .	—	8 janv. 03,	390,	I
—	—	15 janv. 03,	433,	I
—	—	22 janv. 03,	481,	I
sa sensibilité ; ses				
imitations. . . .	—	29 janv. 03,	529,	I
le poète du xviii ^e				
siècle.	—	5 févr. 03,	577,	I
—	—	12 févr. 03,	632,	I
le poète original.	—	19 févr. 03,	673,	I
—	—	26 févr. 03,	721,	I
ses œuvres en prose	—	5 mars 03,	776,	I
conclusion.	—	5 mars 03,	783,	I
Les poètes secondaires du xviii ^e				
siècle; caractères généraux.	—	12 mars 03,	1,	II
Louis Racine ; sa vie.	—	19 mars 03,	72,	II
ses <i>Mémoires</i>	—	26 mars 03,	97,	II
—	—	2 avril 03,	145,	II
—	—	9 avril 03,	193,	II
—	—	23 avril 03,	289,	II
son esthétique. . .	—	23 avril 03,	294,	II
sa rhétorique. . .	—	30 avril 03,	345,	II
sa poétique.	—	14 mai 03,	433,	II
son poème sur la <i>Grâce</i>	—	21 mai 03,	481,	II
son poème sur la <i>Reli-</i>				
gion.	—	21 mai 03,	488,	II
—	—	28 mai 03,	529,	II
—	—	4 juin 03,	577,	II
ses œuvres lyriques	—	4 juin 03,	583,	II
ses épîtres.	—	4 juin 03,	585,	II
conclusion.	—	4 juin 03,	586,	II
Piron ; sa vie et ses œuvres.	—	11 juin 03,	625,	II
ses contes.	—	18 juin 03,	673,	II
ses épigrammes. . .	—	18 juin 03,	677,	II
la <i>Métromanie</i>	—	25 juin 03,	721,	II
Gentil-Bernard.	—	2 juill. 03,	769,	II
—	—	9 juill. 03,	817,	II
Vadé.	—	9 juill. 03,	822,	II
Collé ; la <i>Partie de chasse de Henri IV</i> ...	<i>M. Bernardin.</i>	26 mars 03,	131,	II

XIX^e siècle.

M ^{me} de Staël et Chateaubriand. . .	<i>E. Herriot.</i>	1 janv. 03,	369,	I
--	--------------------	-------------	------	---

		Date du N ^o .	Page.	Tome.
La pétition des classiques en 1829.	A. Leroy.	16 avril	03, 256,	II
Victor Hugo : <i>Amy Robsart</i> .	G. Allais.	20 nov.	02, 65,	I
—	—	15 janv.	03, 460,	I
—	—	2 avril	03, 166,	II
—	—	14 mai	03, 464,	II
—	—	11 juin.	03, 643,	II
—	—	9 juill.	03, 836,	II
— N.-D. de Paris...	G. Larroumet.	20 nov.	02, 49,	I
—	—	11 déc.	02, 219,	I
—	—	22 janv.	03, 499,	I
— <i>Les Misérables</i> .	—	19 févr.	03, 690,	I
—	—	19 mars	03, 49,	II
—	—	16 avril	03, 241,	II
—	—	7 mai	03, 385,	II
—	—	4 juin	03, 594,	II
—	—	18 juin	03, 691,	II
Sainte-Beuve ; son <i>Port-Royal</i> .	V. Gtraud.	2 juil.	03, 798,	II
Théophile Gautier.	E. des Essarts.	28 mai	03, 566,	II
C. Saint-Saëns ; ses poésies.	N.-M. Bernardin.	13 nov.	02, 28,	I
L'évolution de l'art littéraire fran- çais en Belgique.	J. Chot.	25 déc.	02, 313,	I

LITTÉRATURE LATINE.

L'éloquence et l'éducation oratoire
chez les Romains ;

— la rhétorique, son his- toire, son utilité.	G. Boissier.	13 nov.	02, 12,	I
— l'éloquence romaine et la rhétorique grecque	—	11 déc.	02, 212,	I
— la déclamation.	—	25 déc.	02, 297,	I
—	—	15 janv.	03, 444,	I
— Sénèque le père.	—	12 fév.	03, 625,	I
—	—	5 mars	03, 769,	I

L'histoire à Rome ; Fabius Pictor.

— Curcius Alimentus.	J. Martha.	27 nov.	02, 120,	I
— P. Cornelius Scipio.	—	28 déc.	02, 251,	I
— C. Acilius.	—	18 déc.	02, 253,	I
— Postumius Albinus.	—	18 déc.	02, 254,	I
— Caton l'Ancien ; sa vie.	—	27 janv.	03, 491,	I
— — les <i>Origines</i> .	—	26 fév.	03, 737,	I
— Cassius Hemina.	—	26 mars	03, 106,	II

		Date du N ^o .	Page.	Tome.
L'histoire à Rome; Calpurnius Pison.	<i>J. Martha.</i>	23 avril 03,	309,	II
— Coelius Antipater. . . .	—	7 mai 03,	394,	II
— Sempronius Asellio. . . .	—	28 mai 03,	539,	II
— Rutilius Rufus. . . .	—	28 mai 03,	543,	II
— Æmilius Scaurus	—	28 mai 03,	544,	II
— Lutatius Catulus. . . .	—	28 mai 03,	545,	II
— Sylla ; ses <i>Mémoires</i> . . .	—	28 mai 03,	546,	II
— Cornelius Sisenna. . . .	—	18 juin 03,	701,	II
— Licinius Macer. . . .	—	18 juin 03,	704,	II
— les historiens de la fin de la République. . . .	—	18 juin 03,	705,	II
— St Augustin et les auteurs profanes.	<i>A. Fournier</i>	4 juin 03,	613,	II

LITTÉRATURE GRECQUE

La civilisation de l'âge homérique ;				
— le mariage. . . .	<i>A. Croiset</i>	13 nov. 02,	19,	I
— la famille ; Hector et Andromaque. . . .	—	27 nov. 02,	97,	I
— — — — —	—	11 déc. 02,	97,	
— — — — —	—	1 janv. 03,	347,	I
— — — — —	—	29 janv. 03,	538,	II
— — — — —	—	19 fév. 03,	683,	II
— — — — —	—	12 mars 03,	8,	II
— l'amour.	—	9 avril 03,	203,	II
— Hélène.	—	30 avril 03,	337,	II
— — — — —	—	21 mai 03,	506,	II
— les enfants ; Nausicaa. . .	—	4 juin 03,	588,	II
— — Télémaque. . . .	—	18 juin 03,	683,	II
— les serviteurs ; Eumée. .	—	18 juin 03,	689,	II
— le héros.	—	25 juin 03,	732,	II

LITTÉRATURE COMPARÉE

L'évolution de l'art littéraire fran- çais en Belgique.	<i>J. Chot</i>	25 déc. 02,	313,	I
--	----------------	-------------	------	---

PHILOSOPHIE

Le hasard et le destin.	<i>E. Joyau</i>	27 nov. 02,	128,	I
L'idée de science.	<i>G. Milhaud</i>	12 mars 03,	33,	II

HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE

		Date du N ^o .	Page.	Tome.
La morale des Épicuriens et des Stoiciens	<i>V. Brochard</i>	8 janv. 03,	394,	I
— comparaison avec les morales antérieures .	—	29 janv. 03,	547,	I
— comparaison avec les morales modernes .	—	26 fév. 03,	731,	I
— — — — —	—	9 avril 03,	211,	II
— la morale d'Épictète .	—	30 avril 03,	369,	II
— le plaisir d'après Épicure	—	14 mai 03,	444,	II
A. Comte ; la systématisation sociologique	<i>E. Boutroux</i>	20 nov. 02,	57,	I
— morale et religion . .	—	4 déc. 02,	145,	I

HISTOIRE.

Temps modernes.

Transformations politiques et sociales des sociétés européennes au XIX ^e siècle	<i>Ch. Seignobos</i>	4 déc. 02,	165,	I
— les guerres entre la France et l'Europe (1792-1815).	—	18 déc. 02,	258,	I
— — — — —	—	15 janv. 03,	451,	I
— — — — —	—	5 févr. 03,	586,	I
— la Restauration en France. (1814-1815).	—	12 févr. 03,	651,	I
— la France de 1827 à 1847.	—	26 févr. 03,	746,	I
— la France de 1847 à 1860.	—	19 mars 03,	81,	II
— l'Angleterre de 1800 à 1832.	—	2 avril 03,	155,	II
— l'Angleterre de 1832 à 1865.	—	23 avril 03,	298,	II
— l'Autriche de 1800 à 1859.	—	7 mai 03,	401,	II
— la Prusse de 1800 à 1858.	—	21 mai 03,	514,	II
— l'Italie et l'Allemagne de 1800 à 1859.	—	28 mai 03,	556,	II
— les empires de l'Europe orientale de 1800 à 1860.	—	4 juin 03,	603,	II
— l'Amérique latine de 1800 à 1859.	—	11 juin 03,	651,	II
— les États-Unis de 1800 à 1856.	—	11 juin 03,	661,	II
— relations entre les États de 1815 à 1856	—	18 juin 03,	708,	II
— la France de 1859 à nos jours.	—	25 juin 03,	757,	II

Transformations politiques et sociales des sociétés européennes au XIX^e siècle; l'Angleterre de 1865 à nos jours.

<i>Ch. Seignobos</i>	2 juill. 03,	789,	II
— l'Italie dans la seconde moitié du XIX ^e siècle.	—	9 juill. 03,	849,

L'intervention de Napoléon en Espagne ;

— l'Espagne héroïque.	<i>D. du Dezert</i>	1 janv. 03,	355,	I
— l'Espagne des moines.	—	8 janv. 03,	400,	I
— l'Espagne des lettrés.	—	22 janv. 03,	506,	I
— le 2 mai 1808.	—	29 janv. 03,	554,	I
— Joseph à Madrid.	—	19 févr. 03,	697,	I
— Baylen	—	5 mars 03,	785,	I
— Les pontons de Cadix ; Cabrera.	—	19 mars 03,	58,	II
— Gironne, Valence, Saragosse, Cintra.	—	26 mars 03,	115,	II
— L'organisation des armées espagnoles.	—	2 avril 03,	175,	II
— Erfurt ; les préparatifs de Napoléon.	—	23 avril 03,	347,	II
— Somosierra	—	30 avril 03,	355,	II
— Somosierra	—	14 mai 03,	450,	II
— Napoléon à Madrid.	—	21 mai 03,	491,	II
— conclusion.	—	16 avril 03,	270,	II

L'histoire du commerce.	<i>M. Huisman</i>	25 déc. 02,	304,	I
---------------------------------	-------------------	-------------	------	---

GÉOGRAPHIE.

Éléments de géographie humaine.	<i>H. Hauser</i>	5 févr. 03,	612,	I
Les Etats-Unis ; la houille.	—	12 mars 03,	26,	II
— coup d'œil sur la géographie économique	—			
— le perfectionnement du machinisme	—	9 avril 03,	229,	II
— les trusts.	—	16 avril 03,	249,	II
— les ouvriers.	—	30 avril 03,	376,	II
— les associations ouvrières.	—	7 mai 03,	422,	II
— la grève et l'arbitrage.	—	14 mai 03,	473,	II

BIBLIOGRAPHIE.

Auteurs latins.

Lucrèce : <i>De Natura Rerum</i>	<i>H. Bornecque</i>	20 nov. 02,	86,	I
Cicéron : <i>De Imperio Cn. Pompei</i>	—	27 nov. 02,	140,	I

Cicéron : <i>Pro Ligario</i>	H. Bornecque.	27 nov.	02, 141.
— <i>De Oratore</i>	—	27 nov.	02, 142.
Tive-Live : <i>Histoire romaine</i>	—	20 nov.	02, 87.
Lucain : la <i>Pharsale</i>	—	27 nov.	02, 142.
Le poème de l' <i>Etna</i>	—	27 nov.	02, 140.

Auteurs anglais.

		Date du N°.	Page. To
Chaucer : <i>The Parlement of Foules</i>	W. Thomas.	11 déc.	02, 226.
Shakespeare : <i>The Tempest</i>	—	11 déc.	02, 227.
G. Saintsbury : <i>Seventeenth Century Lyrics</i>	—	11 déc.	02, 228.
Hobbes : <i>Leviathan</i>	—	11 déc.	02, 228.
Horace Walpole : <i>Letters</i>	—	11 déc.	02, 228.
G. Crabbe : <i>The Village</i>	—	11 déc.	02, 229.
Beckford : <i>Vathek</i>	—	11 déc.	02, 229.
W. Hazlitt : <i>Lectures on the English Poets</i>	—	11 déc.	02, 230.
Walter Scott : <i>The Minstrelsy of the Scottish Border</i>	—	11 déc.	02, 227.
D. G. Rossetti : <i>Poems</i>	—	11 déc.	02, 230.
Th. Hardy : <i>Tess of the D'Urbervilles</i>	—	11 déc.	02, 231.

Soutenances de thèses. — Programmes des cours et d examens. — Sujets de devoirs, leçons et compositions.
Renseignements divers.



Le gérant : E. FROMANTIN.





8003011561

Revue

168556



UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY
BERKELEY

Return to desk from which borrowed.

This book is DUE on the last date stamped below.

JAN 23 1944

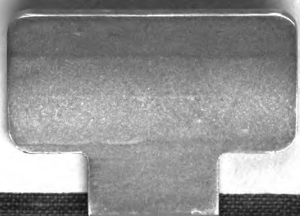
LD 21-100m-9,'47(A5702s16)476



8003011561

Review

168556



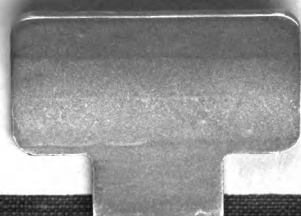


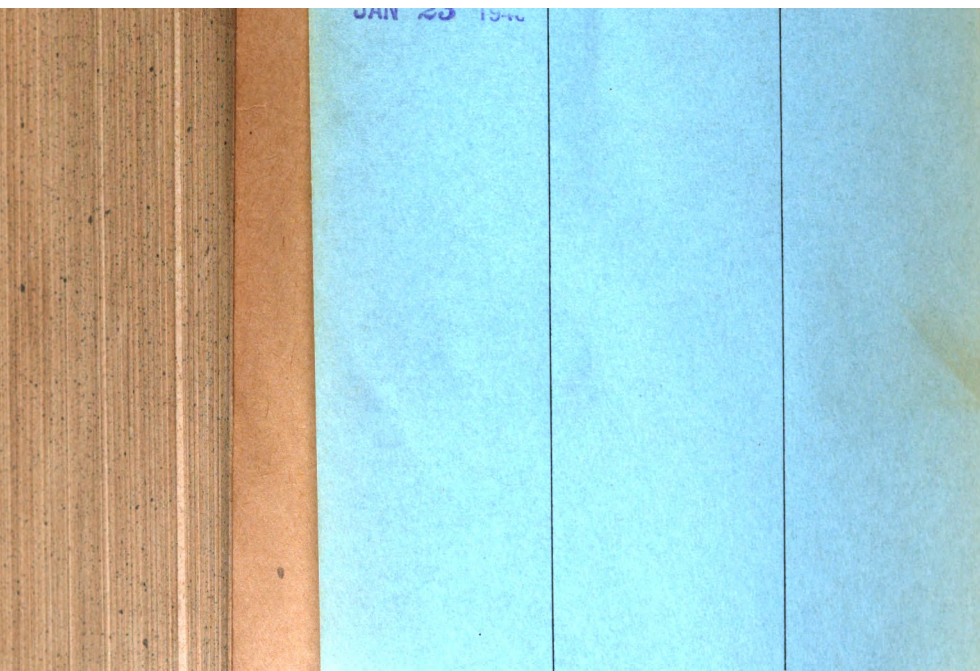


8003011561

Review

168556





U.C. BERKELEY LIBRARIES



8003011561

Revue

168556

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY
BERKELEY

Return to desk from which borrowed.

This book is DUE on the last date stamped below.

JAN 23 1946

LD 21-100m-9,'47(A5702s16)476